

Université Lumière - Lyon 2
Faculté d'anthropologie et de sociologie

*L'action syndicale des travailleurs du
pétrole à Bahia, Brésil*

par Paulo Sérgio DA COSTA NEVES

Thèse de doctorat en sociologie et sciences sociales
sous la direction de Jean BUNEL
soutenue le 2 mars 1999

Composition du jury : Marie-France SCHAPIRA Nády ARAÚJO CASTRO Jean BUNEL Jean
SAGLIO

Table des matières

1. Remerciements . .	1
2. Présentation .	3
2.1. l'organisation de la thèse .	5
Partie I. Préalables .	7
3. Introduction .	7
3.1. L'industrie du Pétrole Au Brésil: une industrie différente .	7
3.2. De l'influence des conjonctures .	10
3.3. Sur Le Syndicalisme au Brésil .	13
3.4. L'interne et l'externe .	14
3.5. Le nationalisme en tant qu'affaire de mémoire . .	18
3.6. Sur la méthodologie .	23
4. De l'utilisation de l'autobiographie dans la recherche . .	25
4.1. Du rapport entre le chercheur et l'objet . .	25
4.2. Parcours d'un militant de gauche .	28
4.3. De l'ambiguïté du chercheur-objet .	43
4.4. Les sciences humaines entre l'engagement et la neutralité. .	45
4.5. Les sciences humaines : une connaissance a posteriori .	47
Partie II. Du contexte .	51
5. Pétrole et nationalisme : une approche comparative .	51
5.1. L'industrie pétrolière : une industrie politique .	54
5.2. L'industrie pétrolière en France .	67
5.3. L'industrie pétrolière au Mexique .	74
5.4. L'industrie pétrolière au Brésil . .	82
5.5. L'interventionnisme de l'Etat dans l'industrie pétrolière en France, au Mexique et au Brésil. .	92
5.6. Sur les représentations sociales autour du pétrole . .	99

5.7. Sur les changements au Brésil . .	103
5.8. Pétrole, nationalisme et syndicats : des parcours différents. .	109
6. La dialectique entre le national et le régional : pétrole et régionalisme à Bahia . .	114
6.1. Bahia : quelques repères historiques .	114
6.2. L'énigme bahianaise . .	125
6.3. Le Pétrole ou la Dernière Chance de Bahia. .	131
7. Syndicalisme et action syndicale au Brésil .	168
7.1. Du phénomène syndical comme modèle d'action historiquement institué .	169
7.2. Le syndicalisme au Brésil . .	176
7.3. Le mouvement syndical Brésilien . .	188
7.4. Sous la dictature le syndicalisme se renouvelle . .	207
7.5. Les syndicats dans une conjoncture de démocratisation . .	216
7.6. La création des centrales syndicales ou l'institutionnalisation des différences entre les syndicalistes brésiliens. .	222
7.7. Le syndicalisme brésilien dans les années 90 .	232
Partie III. De l'action .	241
8. Le mouvement syndical des petroleiros : quelques remarques introductrices .	241
8.1. Sur le passé .	242
8.2. Des événements marquants . .	244
8.3. Sur le découpage du temps .	245
9. Petrobras à bahia : quelques renseignements nécessaires .	248
L'organisation . .	249
Petrobras à Bahia .	252
L'évolution de l'activité pétrolière à Bahia .	253
9.1. La création de PETROBRAS : une incitation à l'engagement .	255
9.2. Les premiers temps : les transformations de l'industrie pétrolière .	256
9.3. Des transformations dans la composition de la force du travail .	260
9.4. Des conflits de générations .	267
9.5. Tendances récentes de l'industrie pétrolière à Bahia . .	272

9.6. De la gestion du travail à PETROBRAS . .	277
10. Les Temps Héroïques ou la formation de l'identité petroleira (1954-1960) .	281
10.1. La création des syndicats des travailleurs du pétrole de Bahia .	281
10.2. Le processus de légitimation des syndicats .	285
10.3. La grève de 1960. . .	289
10.4. Des représentations sociales qui créent une identité . .	295
10.5. Des Représentations sociales sur le Travail à PETROBRAS .	298
10.6. Au départ, une gestion du travail autoritaire . .	304
10.7. De la fierté du travail à PETROBRAS . .	306
10.8. Des Influences de la Conjoncture . .	310
10.9. Du Juste et de l'Injuste .	314
11. L'âge d'or, ou le syndicalisme comme processus d'affirmation collective (1961-1964) ..	316
11.1. Introduction : la montée en puissance du nationalisme .	316
11.2. PETROBRAS: une entreprise pas comme les autres .	319
11.3. Syndicats du pétrole et politique. .	322
11.4. Les syndicats en tant qu'instruments des politiques nationalistes .	344
11.5. Le manque de participation des masses crée des résistances parmi les ouvriers .	352
11.6. de la préservation des bons souvenirs . .	359
11.7. Conclusions : le coup d'État ou comment fabrique-t-on des mythes .	363
12. une ébauche de résistance ou la réactualisation des pratiques populistes : 1964-1968 ..	365
12.1. Les conséquences du coup d'Etat pour l'action syndicale des petroleiros . .	365
12.2. La préservation du modèle populiste .	367
12.3. De nouvelles modalités de gestion du travail .	368
12.4. L'Es options des syndicalistes . .	373
12.5. Du Changement de légitimation ou la TECHNIQUE ET La SCIENCE COMME IDÉOLOGIE . .	383
12.6. Conclusion .	387
13. la bureaucratisation des syndicats .	387

13.1. De la faiblesse des syndicats .	390
13.2. Les spécificités de l'action syndicale des petroleiros de Bahia . .	392
13.3. L'inadéquation du syndicalisme bureaucratique aux nouveaux temps . .	395
14. Le Renouveau Syndical ou de l'influence des conjonctures (1978-1983) .	397
14.1. Syndicalisme et lutte pour la démocratie .	397
14.2. Du Renouveau de l'action syndicale des Travailleurs du pétrole .	399
14.3. Les syndicalistes du pétrole à Bahia : le passage du bureaucratisme aux mobilisations. . .	401
14.4. Les Militants de Gauche . .	405
14.5. Le retour des populistes. . .	409
14.6. Des conflits dans et sur le temps .	412
14.7. La grève de 1983 .	413
14.8. Le retour dans le temps .	432
15. Le retour dans le temps : la reproduction du syndicalisme populiste chez les travailleurs du pétrole de Bahia (1984-1990). . .	434
15.1. Le populisme dans une autre conjoncture. . .	434
15.2. La prise du pouvoir syndical par les populistes chez les petroleiros de Bahia .	436
15.3. La stratégie des syndicalistes populistes. . .	437
15.4. L'apogée et les limites du populisme .	444
15.5. Le coup D'État ou « l'héroïcisation » des victimes .	458
15.6. Le passé comme mythe .	460
15.7. Les populistes dépassés par la conjoncture . .	467
16. La (dé)construction du temps : l'apprentissage de la gauche (1990-1995) .	472
16.1. L'action syndicale des petroleiros dans les années 90 . .	472
16.2. Face au conflit, l'entreprise change de stratégie .	480
16.3. La division de la gauche . .	488
16.4. Sur l'apprentissage du temps par la gauche . .	498
Partie IV. Conclusions .	507
17. Continuités et discontinuités de l'histoire syndicale des petroleiros .	507

17.1. Quelques différences plus évidentes : la culture politique .	509
17.2. Syndicalisme et action Syndicale des travailleurs du pétrole de Bahia : les influences des conjonctures .	510
17.3. Le nationalisme : un point indépassable de l'action syndicale des petroleiros .	520
17.4. Sur les identités des petroleiros .	522
17.5. Évolution de la question pétrolière et du nationalisme au Brésil .	527
18. Conclusion : au-delà de l'étude de cas . .	545
18.1. Des événements marquants . .	545
18.2. Sur la préservation de la structure syndicale .	547
18.3. Des lois qui créent des représentations .	552
Bibliographie . .	557
I-Livres .	557
II- Chapitres de livres .	564
III-Articles .	567
IV-Thèses et Rapports .	569
V- Publications de l'entreprise et des syndicats .	570
Annexes . .	573
Chronologie . .	573
Grille d'entretiens .	577

1. Remerciements

Le travail intellectuel ne représente jamais les efforts d'une seule personne. Dans ce travail, nous ne sommes jamais seulement nous-mêmes. Nous sommes nous, plus tous ceux de l'expérience desquels nous avons pu profiter, des conseils ou, même, de la simple co-présence dans un même temps et lieu. Cela a un rapport avec les personnes proches, mais aussi avec celles dont les contacts ne se sont établis que par le biais de l'écriture interposée (des livres, des articles, etc.). A tous ceux qui ont laissé leur trace et leurs influences sur nous et sur cette thèse, nous tenons à dire merci.

Plus spécialement, ce travail n'aurait pas pu être réalisé sans la collaboration, la compréhension et la disponibilité dont ont fait preuve les travailleurs, les ingénieurs, les militants et les leaders syndicaux de l'industrie du pétrole de Bahia. A eux – les premiers concernés par cette thèse, mais malheureusement trop nombreux pour être cités – nous aimerions exprimer ici notre gratitude.

De même, nous tenons à remercier l'équipe avec laquelle, dans les années 80, nous avons commencé à nous intéresser aux travailleurs du pétrole de Bahia : les sociologues Júlio César Andrade et Genice Araújo, ainsi que le Professeur Nádyá Araújo Castro. Sans l'exemple, la confiance et l'amitié de ce groupe, nous n'aurions peut-être pas pu mener ce travail à terme.

Nous aimerions exprimer aussi toute notre reconnaissance au Professeur Jean Bunel, lequel a accepté de diriger cette thèse avec une rigueur et une vigilance exemplaires, ce qui nous a poussé à aller plus loin dans nos idées et nos hypothèses. Nous le remercions aussi de sa franchise – insistant sur des points fragiles de notre argumentation – et, surtout, de sa façon démocratique d'envisager un travail de direction de thèse, où le but est que l'étudiant puisse développer ses propres idées, même quand elles vont à l'encontre de celles du directeur. Les quelques qualités que ce travail peut avoir sont le fruit du climat d'échange et de débat intellectuel (toujours très enrichissant) qui a pu se tisser entre nous.

A Mme Marie France Prévot-Schapira, nous sommes reconnaissant d'avoir eu la gentillesse de nous avoir donné accès à sa documentation personnelle sur l'industrie pétrolière au Mexique, sans quoi nous aurions eu du mal à inclure le cas mexicain dans la comparaison internationale sur l'industrie du pétrole.

De même, pour avoir discuté avec nous des chapitres et des idées de cette thèse, nous exprimons notre gratitude aux anthropologues M. François Laplantine (Université Lumière Lyon II) et Mme Marion Aubrée (École de Hautes Études en Sciences Sociales).

Plusieurs institutions – auxquelles nous voulons exprimer ici notre reconnaissance – ont aussi été importantes pour l'exécution de cette recherche. Le CNPQ ¹ (Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico) nous a accordé une bourse entre janvier 1995 et septembre 1997, nous donnant ainsi un soutien financier (et moral) essentiel pour la conclusion de cette thèse. De même, nous avons pu participer à plusieurs séminaires organisés par le GLYSI (Groupe Lyonnais de Sociologie Industrielle), par l'IETL (Institut d'Études sur le Travail de Lyon) et par le CREA (Centre de Recherches Anthropologiques), groupes de recherche rattachés à l'École Doctorale de l'Université Lumière Lyon 2, ce qui a beaucoup fait avancer notre réflexion sur des thèmes importants dans le domaine des sciences humaines.

¹ Il s'agit du CNRS brésilien.

En plus de ces personnes et institutions, nous voudrions exprimer notre gratitude à ceux qui ont oeuvré pour donner à ce texte une intelligibilité syntaxique et grammaticale. A Dominique Revel, à Gérard Wion et à Jean-Paul Badet, notre éternelle reconnaissance pour avoir essayé de rendre "lisible" notre texte français. Les possibles fautes encore existantes dans ce texte doivent être attribuées aux seuls défauts excessifs du texte initial, ainsi qu'aux plus que connues difficultés du travail de correction linguistique de textes écrits en français par des étrangers.

Enfin, nous n'aurions pas la conscience tranquille pour finir cette thèse sans mentionner la compréhension et la complicité de Dominique Revel, qui a été pour nous une sorte d'alter-ego intellectuel, nous pointant nos faiblesses et nous encourageant à revenir sur des points peu développés de nos idées. Elle nous a appris aussi à être plus sensible et plus respectueux des "différences", ainsi qu'à nous méfier de nos certitudes. Raisons plus qu'évidentes pour que cette thèse lui soit dédiée.

Évidemment, ces dettes n'engagent aucune personne ou institution, citées auparavant, par rapport aux idées et aux hypothèses ici défendues. Celles-ci, ainsi que les faiblesses de cette thèse, sont de notre entière responsabilité.

2. Présentation

Le processus qui a donné naissance à cette thèse remonte à la fin des années 80, quand nous participions à une recherche sur les travailleurs du pétrole de Bahia. Cette recherche s'inscrivait dans la logique académique de préparation d'un mémoire de maîtrise de trois étudiants (dont nous-même), du cours de sciences sociales de l'Université Fédérale de Bahia, sous la direction du Professeur Nádyá A. Castro. Le but de l'étude était d'établir les rapports entre les actions syndicales des travailleurs d'une raffinerie, située aux alentours de Salvador de Bahia, les pratiques de gestion du travail de l'entreprise et les conjonctures sociales. Par ailleurs, c'est à partir d'une partie du matériel de terrain de cette recherche que nous avons pu écrire le mémoire de notre D.E.A en Sociologie et Sciences Sociales à l'Université Lumière Lyon2, en juin 1992. Ainsi, notre intérêt théorique pour le phénomène syndical dans l'industrie pétrolière brésilienne remonte déjà à plus de dix ans. Nous disons bien intérêt théorique, car de manière pratique notre contact avec le thème est encore plus ancien : dès le début des années 80 nous étions un militant syndical chez ces travailleurs.

Si nous évoquons ces faits ici, c'est pour pouvoir montrer comment ce processus nous a amené de la quête des déterminants macro-sociaux de l'action des agents à la compréhension de ces pratiques comme un processus complexe d'interprétation et d'intervention des acteurs sur le monde ; processus où les aspects structurels ont un poids considérable, mais jamais de détermination.

Concrètement, au début de notre carrière de chercheur, notre intérêt pour le syndicalisme des travailleurs du pétrole allait dans le sens de vouloir expliquer pourquoi

ces travailleurs adoptaient des pratiques syndicales qui nous semblaient, à l'époque, des pratiques "conservatrices" et "aliénées politiquement". Des ouvriers qui, malgré des points en commun avec les travailleurs de la métallurgie de São Paulo – ceux qui avaient renouvelé le syndicalisme brésilien –, n'adoptaient pas le même modèle d'action syndicale d'avant-garde. Ainsi, cherchant appui sur l'arsenal méthodologique de la sociologie du travail et de la sociologie politique, il s'agissait pour nous de trouver les explications à ce conservatisme. Le syndicalisme des travailleurs du pétrole nous apparaissait alors déterminé par trois sortes de facteurs: l'organisation du travail, les rapports paternalistes établis entre l'entreprise et les syndicats et les conditions socio-politiques du pays.

Rétrospectivement, nous pouvons affirmer que, malgré la richesse d'une telle démarche, le défaut de ces explications est qu'elles prenaient pour naturelles les relations entre situations sociales concrètes et les pratiques des acteurs ; comme si les caractéristiques des situations sociales devaient déterminer le sens des actions sociales des hommes. Dans ce cadre, il était difficile de comprendre pourquoi, dans des situations sociales semblables, les acteurs développaient des pratiques sociales divergentes, comme c'était le cas des travailleurs du pétrole de Bahia et les secteurs les plus politisés du prolétariat brésilien.

Toutefois, dès la fin des années 80, les travailleurs du pétrole reprennent les mobilisations ouvrières, justement dans un moment où les syndicats de travailleurs de São Paulo commencent à avoir du mal à maintenir un style syndical trop conflictuel. Dès lors, les représentations sur les travailleurs du pétrole allaient beaucoup changer : on en vient à les considérer à Bahia comme très mobilisés. Quelque chose a dû se passer dans ce court espace de temps pour expliquer un changement si radical dans la façon de percevoir un groupe de travailleurs. Quelque chose est arrivé et ce ne furent pas seulement des transformations structurelles dans la société. Quelque chose s'est passé parmi les idées et les idéologies dominantes chez les travailleurs du pétrole de Bahia. Des changements dans la manière dont ces travailleurs voyaient et interprétaient leur réalité et leur histoire, la situation sociale dans laquelle ils étaient insérés et leurs perspectives d'actions sur cette situation. Autrement dit, pour nous, ce qui a changé fut la perception que les travailleurs du pétrole avaient de leur propre réalité.

C'est à partir de ces constatations que nous avons commencé à nous intéresser de plus près aux phénomènes symboliques chez les travailleurs du pétrole de Bahia. Plus concrètement, c'est à partir des "conflits d'interprétation"² entre plusieurs groupes syndicaux que nous allons essayer de comprendre l'action syndicale des travailleurs du pétrole. Autrement dit, les changements des pratiques seront ici expliqués en termes de querelles idéologiques et politiques entre les principaux acteurs sociaux à l'intérieur de notre champ d'analyse. Cela ne signifie pas, toutefois, que nous allons laisser dans l'ombre des changements structurels et conjoncturels capables d'avoir influencé la pratique du groupe en étude. Cela signifie, tout simplement, que ces changements macro-sociaux seront vus non comme des déterminants mais comme des influences parmi d'autres, ce qui, nous le croyons, ne pourra qu'enrichir les analyses développées ici.

² Nous empruntons l'expression à Ricoeur (1970).

Avant de présenter l'organisation générale de la thèse, nous aimerions faire quelques commentaires sur la chance que nous avons eue de pouvoir réaliser des études dans un autre pays. Tous ceux qui ont déjà eu l'opportunité d'habiter pendant un certain temps dans un pays étranger connaissent bien le processus d'éloignement de soi-même qui a lieu dans un tel contexte. Dans un processus semblable à celui vécu par les anthropologues qui partent étudier des sociétés lointaines, dès qu'on habite un pays étranger on se voit obligé de voir son propre pays avec d'autres yeux, avec un regard "étranger". Son pays apparaît alors comme une construction historique et sociale parmi d'autres, où même les modèles scientifiques dominants ne peuvent pas prétendre l'universalité. Dans ces cas, c'est de la symbiose de notre "regard originel" et de notre "regard étranger", celui-ci développé dans le contact avec "un monde étrange", que peuvent naître des "regards autres", peut-être moins déformants que les autres deux.

Certainement, il faut voir dans cette incitation à "rendre étranger" son propre pays et à relativiser ce qui paraissait définitivement établi autrefois, la raison pour laquelle nous jugeons très positive l'expérience de faire une partie de ses études à l'étranger, du moins en ce qui concerne les sciences humaines. Ce qui, en fin de comptes, ne devrait surprendre personne, car n'est-ce pas dans la capacité à rendre moins naturelles les réalités sociales et historiques que se trouvent la vitalité et l'intérêt de ces sciences?

2.1. l'organisation de la thèse

Cette thèse est composée de quatre grandes parties. Dans la première, il s'agira de souligner quelques préalables permettant une bonne compréhension de la manière dont nous avons abordé notre thème. Ainsi, outre une introduction – où nous posons les jalons qui ont été nos guides dans la construction de la thèse –, nous éclaircirons, dans un premier chapitre, les liens que nous avons entretenus avec notre objet de recherche et les implications conséquentes pour notre compréhension de l'objet.

Dans une deuxième partie, nous essayerons de situer le contexte dans lequel se situe l'action syndicale des travailleurs du pétrole de Bahia. Ainsi, dans un chapitre, nous soulignerons les principaux points de l'évolution de la problématique pétrolière au Brésil, depuis les années 30, surtout par rapport aux représentations sociales dominantes. En même temps, nous mettrons l'industrie pétrolière brésilienne en rapport avec l'industrie pétrolière dans deux autres pays (la France et le Mexique), afin de démontrer que certains changements survenus dans l'activité pétrolière au Brésil ont des rapports étroits avec des changements (économiques et symboliques) mondiaux touchant le pétrole et son industrie.

Dans un autre chapitre de cette partie, nous essayerons de situer l'industrie pétrolière dans le cadre régional qui nous intéresse ici ; cela, en mettant en évidence l'importance à la fois économique, politique et symbolique du pétrole, dans l'Etat de Bahia depuis les années 50. Durant cette période, l'Etat de Bahia connut un éveil régionaliste ³, soutenu

³ Voir notamment Guimarães, 1982.

par ses classes dirigeantes ; ce régionalisme ayant eu des retentissements sur la pratique des ouvriers du pétrole de Bahia, il nous a semblé important de montrer comment ce régionalisme s'est construit sur la base d'une interprétation assez particulière de l'histoire de l'Etat et du pays. Jouant sur le souvenir d'un passé fastueux, les élites politiques, économiques et culturelles de Bahia réussirent à créer un mouvement régionaliste relativement puissant, qui jusqu'aux années 60 rivalisa avec le nationalisme brésilien.

Avec les découvertes de gisements pétroliers dans l'Etat, c'est autour du pétrole que les "intérêts bahianais" se rassembleront ; à cette époque, la défense de Bahia passait par la défense de PETROBRAS et d'une politique d'investissement de cette entreprise dans l'Etat. Ce régionalisme bahianais aura des retentissements même parmi les travailleurs de l'entreprise pétrolière à Bahia, lesquels se construiront une identité mettant en avant leur bahianité.

Étant donné cette intime relation entre régionalisme et histoire à Bahia, il nous a paru important de revisiter le passé de Bahia, afin de comprendre comment ce passé fut recréé et utilisé comme stratégie de mobilisation politique. Ces deux problématiques seront traitées dans un seul chapitre, dont le principal objectif n'est autre que de situer le contexte dans lequel le syndicalisme des ouvriers du pétrole s'est développé.

Dans une troisième partie – la plus longue et la plus importante de cette thèse – nous étudierons plus en détail l'action syndicale des petroleiros de Bahia, selon un principe chronologique. Cela en sept chapitres différents. Précédant ces chapitres historiques, un autre chapitre essaiera de mettre en évidence les principales caractéristiques des relations professionnelles au Brésil, notamment en ce qui concerne la législation syndicale et l'évolution du syndicalisme dans le pays.

Enfin, dans une quatrième partie nous avancerons quelques conclusions sur notre étude: tant au niveau empirique que théorique. Cette partie est composée de deux chapitres différents. Dans le premier, nous essaierons de mettre en évidence les continuités et les discontinuités de l'action syndicale des travailleurs du pétrole au cours de la période étudiée.

Dans le deuxième chapitre, il sera question pour nous d'essayer d'aller au-delà de l'étude de cas, d'utiliser l'exemple des travailleurs du pétrole comme une démonstration de la pluralité et de la complexité des relations professionnelles au Brésil.

Partie I. Préalables

3. Introduction

3.1. L'industrie du Pétrole Au Brésil: une industrie différente

Cette thèse a pour objet d'étude l'action syndicale des travailleurs du pétrole de Bahia, au Brésil, entre 1954 et 1995. Ainsi, nous aurons pour cadres temporels deux événements majeurs dans la vie politique du pays : en 1954, le début des activités de la compagnie nationale de pétrole brésilienne, PETROBRAS (un an après l'établissement du principe de monopole d'État sur le pétrole) ; et, en 1995, la votation par le Congrès National de la fin du monopole de l'Etat. Autrement dit, la période dont nous allons nous occuper ici fut traversée par les débats et conflits autour des politiques économiques nationalistes au Brésil.

Il n'est donc pas très difficile de faire ressortir l'intérêt du choix d'un tel thème. Son importance théorique tient non seulement au poids que les travailleurs du pétrole ont eu sur la vie syndicale brésilienne mais, aussi, au fait que l'industrie pétrolière a été un des symboles les plus expressifs des idéologies national-populistes après les années 50.

Tout cela fait de l'industrie pétrolière brésilienne une industrie très particulière. Il n'est

pas possible d'étudier un aspect de cette industrie sans faire appel à plusieurs domaines de la vie sociale en même temps. Cela surtout à cause des influences des conjonctures politiques dans la vie interne de l'entreprise nationale du pétrole (PETROBRAS).

De plus, dans l'univers symbolique du pays, PETROBRAS est intimement liée aux politiques nationalistes mises en oeuvre dans les années 50 et 60. Ainsi, pour les Brésiliens, il n'est pas possible de penser à PETROBRAS sans se représenter la campagne "Le Pétrole est à Nous", qui mobilisa de nombreuses catégories de la population dès la fin des années 40, et jusqu'à la création de l'entreprise nationale du pétrole, en 1953; de même, Getúlio Vargas, le leader politique le plus important du pays entre les années 30 et 50, en signant la loi de création de PETROBRAS et de mise en pratique du monopole d'Etat sur le pétrole, lia définitivement son nom à la question pétrolière dans le pays.

Ainsi, notre hypothèse initiale était que l'idéologie nationaliste était si étroitement mêlée à la compagnie pétrolière que cette idéologie était un préalable à l'étude de presque tous les points concernant la vie interne de l'entreprise: de la gestion du travail aux pratiques syndicales des ouvriers, en passant par les politiques d'investissements, les critères de nomination des directeurs et P.D.G., les choix technologiques adoptés et, même, certains aspects purement techniques (durant un certain temps il fut impensable de remettre en question l'idée que le pays disposait d'importantes ressources pétrolières, par exemple).

Une critique que nous faisons aujourd'hui à cette approche, est que nous avons une vision trop substantialiste des idéologies: non seulement elles existaient en dehors des acteurs qui les portaient, mais de plus elles étaient uniques et immuables. Or, un des résultats mis en avant par notre étude est que l'idéologie nationaliste fut interprétée et utilisée de différentes façons à PETROBRAS, selon les acteurs et selon les époques.

Cette idéologie a pris des connotations fort différentes: le nationalisme des ouvriers du pétrole dans les années 60 n'est pas le même que celui des Militaires qui prirent le contrôle du pays lors du coup d'Etat de 1964, par exemple. Ce qui rend les choses complexes est que ces différentes interprétations du nationalisme ont cohabité et se sont influencées au cours du temps.

Ces remarques posées sur le caractère multiple de l'idéologie nationaliste à PETROBRAS, il n'est pas possible de ne pas s'étonner du poids de ces idéologies nationalistes dans la vie et dans l'histoire de la compagnie pétrolière. Dans le contexte brésilien, peu d'entreprises furent autant marquées par les nationalismes. Les a priori nationalistes constituent le fil d'Ariane de l'histoire de la politique pétrolière brésilienne. De même, ces a priori sont à la base des discours des acteurs sociaux à l'intérieur de PETROBRAS.

En vérité, l'industrie pétrolière brésilienne est née et s'est développée sous le prisme du nationalisme. La création de PETROBRAS et la mise en application de la loi du monopole d'Etat sur le pétrole furent le fruit d'une intense mobilisation des groupes sociaux identifiés aux discours national-populistes prônant un modèle de développement économique autonome, basé sur la substitution des importations. PETROBRAS apparut dans ce projet comme le fer de lance capable d'assurer le développement industriel du

Brésil, se transformant en un mythe: celui d'une entreprise de "rédemption et de sauvegarde nationale".

Parmi toutes les composantes de la société brésilienne partageant cette vision des choses, les travailleurs de la compagnie pétrolière furent les plus ardents défenseurs du monopole d'Etat et les plus réceptifs à l'idéologie nationaliste en vigueur dans les années 50 et 60. Cela, d'autant plus que ces travailleurs avaient des conditions de travail et des avantages sociaux largement au-dessus de la moyenne des autres travailleurs brésiliens.

Le coup d'Etat de 1964 allait bouleverser le rapport de forces entre les groupes sociaux (avec, notamment, la persécution des représentants des travailleurs) et changer radicalement la politique économique du Brésil. Toutefois, en ce qui concerne la politique pétrolière, peu de changements ont été introduits, car les Militaires considéraient l'industrie pétrolière stratégique pour la défense du pays. De cette manière, tout au long de la dictature militaire (1964-1985), l'industrie pétrolière a gardé intacte son aura d'industrie symbole de la nationalité. De plus, la paix sociale, imposée par les Militaires, à l'intérieur de PETROBRAS – et basée sur le binôme répression des mouvements collectifs plus maintien des avantages salariaux et extra-salariaux – favorisait la préservation de cette vision idyllique parmi les travailleurs.

On voit bien qu'il y a des points qui rapprochent l'industrie pétrolière brésilienne d'autres industries importantes en Amérique Latine: l'industrie minière au Chili (voir Zapatta, 1987a), l'industrie pétrolière au Mexique (voir Prevot-Schapira, 1982 et 1987), etc. Dans ces cas aussi, une industrie fort importante pour l'économie du pays a donné lieu à des conditions très favorables à ses ouvriers et a suscité le développement de représentations sociales nationalistes. De même, l'arrivée au pouvoir des groupes politiques et militaires plus autoritaires ou moins proches des travailleurs, au Brésil comme ailleurs, n'a pas changé radicalement les choses. Toutefois, la différence plus évidente entre l'industrie pétrolière brésilienne et d'autres industries latino-américaines est le fait que le Brésil n'a jamais été un grand producteur de brut. Autrement dit, l'importance de cette industrie au Brésil a toujours été plus politique et symbolique qu'économique.

Quoiqu'il en soit, concernant l'industrie du pétrole au Brésil, ce n'est que lors du processus de démocratisation que la situation allait commencer à se transformer. L'éloignement des Militaires des centres du pouvoir et l'aggravation de la situation économique du pays aidant, les débats sur le bien fondé d'une flexibilisation de la politique pétrolière et, même, d'une éventuelle privatisation de PETROBRAS reviennent à l'ordre du jour. En même temps, la reprise de vitalité du mouvement syndical dans le pays a eu d'importants retentissements chez les ouvriers du pétrole: des grèves et des mouvements importants ont été organisés, le nombre de travailleurs syndiqués a augmenté, etc. De même, autre signe des transformations de l'action syndicale de ces travailleurs, des groupes de visions idéologiques divergentes ont commencé à se battre pour obtenir le contrôle des syndicats ; dans ces querelles, le nationalisme restait une monnaie courante : les uns et les autres renchérisaient pour mettre en valeur les résultats de leurs stratégies pour la défense du monopole d'Etat et de PETROBRAS.

Le débat sur le pétrole allait devenir encore plus important durant les années 90, avec l'ascension au pouvoir de groupes portés par les discours libéraux. C'est ainsi qu'en

1995, lors d'une grève nationale des travailleurs du pétrole, le gouvernement fait approuver, avec le soutien de la majorité de la population brésilienne, la fin du Monopole d'Etat, laissant ouvert le chemin pour des changements plus radicaux dans l'industrie pétrolière du pays. Cela devant l'impuissance du mouvement syndical du pétrole, profondément divisé et incapable de faire obstacle à cette mesure.

Dès lors, une des façons d'aborder cette thèse est de la considérer comme une tentative de compréhension du processus par lequel le nationalisme laissa ses empreintes dans le discours et dans les querelles syndicales au sein de la compagnie pétrolière du Brésil. Ce qui peut nous aider à mieux cerner les déplacements symboliques autour du nationalisme et, même, de l'identité nationale dans ce pays. Cela dans la mesure où nous pensons que les changements survenus dans la législation pétrolière brésilienne sont un reflet évident non seulement des transformations des rapports de force entre les groupes sociaux brésiliens mais, aussi, de la manière dont les Brésiliens voient leur avenir : un avenir moins marqué par l'idéal nationaliste et plus par l'idée d'une citoyenneté au quotidien.

3.2. De l'influence des conjonctures

Ces remarques introductrices nous renvoient à un débat important dans le domaine de la sociologie du travail sur le rôle joué par la technologie automatisée et par les conjonctures sociales sur certaines caractéristiques de l'industrie pétrolière. Ainsi, des auteurs comme Blauner (1964), Mallet (1969), Galle et Vatin (1981), etc. ont développé l'idée que la technologie était le point déterminant pour comprendre les relations de travail à l'intérieur de l'industrie pétrolière.

Ayant un autre point de vue et voulant récupérer la place des conjonctures socio-économiques, politiques et culturelles sur cette industrie, le sociologue anglais Duncan Gallie (1978) mettra en doute les présupposés de certains de ces auteurs, considérés trop attachés aux explications technologiques à propos des rapports sociaux dans l'industrie du pétrole. Pour Gallie, ces auteurs peuvent être rangés en deux groupes: un premier, pour qui l'automatisation (et l'industrie pétrolière fut une des premières à s'en servir, surtout dans le raffinage) était un facteur d'intégration des travailleurs et un deuxième pour qui l'automatisation était, au contraire, un facteur permettant aux travailleurs de contester le système capitaliste de l'organisation du travail et de la production.

Toujours d'après Gallie (1978), un des principaux représentants de la première tendance était le sociologue Robert Blauner (1964) pour qui l'automatisation était un facteur important d'intégration sociale des travailleurs. Cela, dans la mesure où l'automatisation restituerait aux travailleurs le sens du contrôle sur le processus productif car le rythme de travail était indépendant du rythme de la machine ; de plus, leur position dans le processus de travail leur permettait d'avoir une vision plus globale du processus productif. Pour Blauner, tout ceci amènerait les travailleurs à adopter une perspective de classe moyenne, socialement intégrés à l'entreprise et sans intérêts syndicaux très forts.

Un autre représentant de ce courant de pensée est Joan Woodward (1965), laquelle

met en relation l'utilisation de l'automatisation industrielle dans les processus de production et l'amélioration des relations entre direction et ouvriers. Selon elle, dans la mesure où le système de contrôle de la force du travail devient incorporé par la technologie dans les usines automatisées, de nombreux conflits industriels tendent à disparaître.

Dans la tendance opposée, Gallie (1978) range les sociologues Serge Mallet et Pierre Naville. Pour Mallet (1969), les travailleurs des industries à processus continus (dont le raffinage pétrolier), contrairement aux autres travailleurs, tendent à centrer leurs demandes sur la sphère de la production et non seulement sur celle de la consommation. Pour lui, cela provient du fait que l'intégration objective de ces travailleurs – intégration différente de l'intégration sociale de Blauner – se traduit par la reconnaissance d'une dépendance mutuelle entre travailleurs et entreprise. Cela aurait comme conséquence la conquête de certains avantages par les travailleurs (niveau de salaires, stabilité de l'emploi, etc.), leur donnant ainsi les moyens de devenir une classe révolutionnaire capable, à partir de la lutte pour un plus grand contrôle sur la production, de combattre le modèle capitaliste de l'organisation sociale.

Déjà pour Naville (1964), le travail dans les entreprises à haute technologie et automatisation, loin d'être agréable et d'occasionner des satisfactions aux travailleurs, est, par essence, insatisfaisant. Pour lui, l'automatisation induit la rupture finale entre le producteur et le produit, éliminant tout le sens de la relation personnalisée entre l'ouvrier et la machine. De plus, la perception par les travailleurs des modèles de pouvoir dans l'ensemble de la société est favorisée dans les industries automatisées, car l'automatisation mène à la dissociation réelle entre la forme d'organisation des machines et celle des hommes dans la réalisation du travail ; cela aurait comme conséquence le dévoilement de la véritable face de l'organisation du travail : celle d'être socialement déterminée, conditionnée aux impératifs de la classe sociale dominante. Ainsi, pour Naville (1964), l'automatisation mettrait à nu le modèle hiérarchique en vigueur, tant au niveau de l'entreprise que dans la société dans son ensemble.

Tous ces auteurs, d'après la critique de Gallie, ont comme point commun un certain déterminisme technologique dans leurs analyses. Ils n'ont pas tenu compte du fait que la technologie automatisée de l'industrie pétrolière surgit dans un contexte culturel et social spécifique ; de sorte qu'une même technologie peut avoir des applications et des influences, elles aussi, différentes. Ainsi, une des conclusions les plus intéressantes de l'étude comparative de Gallie, sur deux raffineries britanniques et deux raffineries françaises, est que, dans la compréhension des relations industrielles en vigueur dans ces unités, les différences des contextes nationaux étaient beaucoup plus importantes que celles d'origine technologique entre les raffineries. Il attire spécialement notre attention sur quelques facteurs (sur lesquels l'influence des contextes nationaux est évidente) qui peuvent devenir des critères explicatifs plus pertinents que le niveau d'automatisation dans l'étude des relations industrielles: la structure du pouvoir de la direction des entreprises (plus ou moins autoritaire) et l'état du mouvement syndical (plus ou moins représentatif, capable ou non d'influencer le comportement individuel des ouvriers, etc.).

Dans une logique semblable, nous donnons une grande importance aux contextes et conjonctures socio-politiques dans cette étude. Non que ces conjonctures puissent tout expliquer sur notre thème de recherche. Il ne s'agit pas de fuir le déterminisme

technologique pour tomber dans les bras d'un déterminisme de type macro-social. Si, comme l'on sait, des conditions sociétales semblables donnent lieu à des pratiques sociales différentes, c'est bien la preuve que ce qui doit être privilégié dans les analyses sociologiques n'est pas la "réalité sociale" en tant que "réalité objective" et extérieure aux individus, mais la façon dont les agents sociaux interprètent cette réalité et, donc, comment ils définissent leurs pratiques et leurs stratégies.

De cette manière, nous posons comme hypothèse que, dans le cas de l'industrie du pétrole au Brésil, il n'est pas possible de comprendre les pratiques syndicales des travailleurs sans prendre en compte des changements importants survenus dans la société brésilienne: la place du mouvement syndical dans l'équilibre des forces dans le pays, les transformations symboliques autour de la question pétrolière, le rôle de l'Etat dans la régulation des rapports sociaux, etc. Il faut tenir compte, notamment, des particularités de la législation syndicale brésilienne (dont on parle comme étant corporative⁴) et de la façon dont laquelle les travailleurs du pétrole l'ont adaptée à leur réalité.

De plus, du fait de l'importance symbolique de PETROBRAS, à chaque changement politique dans le pays, les nouveaux groupes dominants se sentaient dans l'obligation d'imposer à l'entreprise pétrolière le suivi de certaines règles "politiques". Le fait que la nomination du P.D.G. de cette compagnie a toujours été de l'entière responsabilité du président de la République a certainement eu un poids important, car après chaque élection, les nouveaux présidents faisaient question de nommer "leur" P.D.G. pour PETROBRAS.

Ces éléments nous aident à cerner les difficultés auxquelles le chercheur est confronté, dès lors qu'il essaye de comprendre les caractéristiques essentielles de l'action syndicale des travailleurs de cette entreprise. Nous avons, devant nous, un objet d'étude qui défie la spécialisation des sciences humaines, car en soulignant un des visages du problème (que ce soit fait dans la logique de l'économie, de la science politique, de l'anthropologie, de l'histoire ou de la sociologie), nous restons avec l'impression d'avoir laissé dans l'ombre des points aussi essentiels que ceux que nous avons abordés.

Nous sommes face à un phénomène social proche de ce que Mauss (1983) définissait en termes de "fait social total" ; un fait social touchant à plusieurs domaines de la vie en société. Un fait qui ne peut être compris en dehors d'une compréhension de la société dans son ensemble. Ce n'est pas un fait capable de tout expliquer d'une société, mais qui nécessite, pour être bien compris, que les chercheurs prennent en considération plusieurs domaines de la vie sociale.

Néanmoins, cette caractéristique "totale" de notre sujet ne doit pas nous empêcher de mettre en lumière ce qui lui est propre et qui fonde sa spécificité. Autrement dit, dans la compréhension de notre objet d'étude, nous allons donner une priorité aux spécificités, à ce qui relève des enjeux propres aux contextes locaux, dans lesquels les acteurs sont insérés. Simplement, ces contextes ne sont pas à l'abri des influences externes, venues des conjonctures régionales ou nationales et celles provenant d'autres contextes plus

⁴ Voir notamment Rodrigues (1986), Almeida (1985), Costa (1986), etc.

lointains.

Ainsi, l'étude sur les formes de l'action syndicale des travailleurs du pétrole de Bahia, pose la question de la dialectique entre le global et le particulier, entre le macro-social et le micro-social, entre l'ensemble sociétal et les champs particuliers qui composent cet ensemble. Surtout, en ce qui concerne les influences des conjonctures sociopolitiques sur l'univers rapproché des acteurs.

3.3. Sur Le Syndicalisme au Brésil

Le syndicalisme est en même temps un phénomène politique et un phénomène institutionnel (Pizzorno, 1971). Au Brésil, le syndicalisme est né sous l'influence des immigrants européens arrivés au début du siècle, notamment les Italiens et les Espagnols. Ce syndicalisme se développe dans les industries naissantes de São Paulo sous la bannière de l'anarcho-syndicalisme et réussit, avant la première guerre mondiale, à organiser quelques grandes mobilisations de masse. Cependant, à partir des années 30 et de la mise en place d'une législation syndicale corporatiste, revendiquée par ses créateurs comme étant proche de la législation de l'Italie fasciste, il perd beaucoup de son élan initial, laissant la place libre au déploiement d'un syndicalisme bureaucratique et rattaché à l'Etat. Cette double spécificité (bureaucratisation et dépendance vis-à-vis de l'Etat) marquera toute l'évolution future du syndicalisme brésilien, traversant toutes les conjonctures depuis les années 30.

Ce n'est que vers la fin des années 70, lors des luttes pour la redémocratisation du pays, qu'une conception mettant en cause la structure syndicale corporative devient importante parmi les syndicalistes brésiliens. Partant d'une vision critique de l'attitude de la gauche brésilienne lors du pronunciamiento de 1964, cette nouvelle tendance prônera une plus grande autonomie des syndicats par rapport à l'Etat et, au niveau interne, une présence plus active des directions syndicales sur les lieux de travail des ouvriers. Cependant, malgré les grandes mobilisations qu'elle organisera au cours des années 80, elle sera incapable de changer la structure syndicale corporative, laquelle demeure inchangée à ce jour. Nous essayerons de montrer, concernant les travailleurs du pétrole, comment la permanence de la législation corporative a eu des retentissements dans les pratiques syndicales même des tendances syndicales les plus radicales.

De même, certaines études sur les mouvements sociaux brésiliens des années 80 (notamment Sader, 1988) ont montré comment la déception, provoquée par le coup d'Etat de 1964 et par les expériences de guérilla urbaine du début des années 70, a poussé une partie de la gauche vers des formes d'organisation plus souple et plus proche des problèmes concrets des gens. Dans le sillage de ces études, nous souhaitons traiter notre thème selon un point de vue qui privilégie les manières dont les acteurs ont interprété les grands événements de l'histoire brésilienne, ainsi que les idéologies et les idées politiques dominantes parmi les syndicalistes et militants syndicaux. Nous pensons que ce sont des éléments capables d'expliquer, ne serait-ce qu'en partie, les changements des stratégies syndicales d'une partie des ouvriers brésiliens au cours des années 80 et 90.

En outre, nous pensons qu'il est nécessaire, là aussi, de souligner les différences

régionales du syndicalisme brésilien. Si ce sont les syndicats les plus puissants, installés dans la région la plus industrialisée du pays, qui réussissent à devenir connus et influents au niveau national, il n'en est pas moins vrai que dans chaque région et dans chaque État du Brésil, le syndicalisme conserve des couleurs locales, des couleurs propres. Il nous semble qu'il en fut ainsi pour le syndicalisme à Bahia.

3.4. L'interne et l'externe

Ainsi, nous avons construit cette thèse autour de deux axes majeurs: d'un côté l'analyse des enjeux internes à l'entreprise pétrolière du Brésil, et surtout, la façon dont le syndicalisme des ouvriers du pétrole s'est constitué, dans le temps, vis-à-vis des politiques de gestion menées par l'entreprise et vis-à-vis de la constitution historique des acteurs sociaux dans ce domaine; d'autre part, précédant et situant le contexte où se situe la scène de cette recherche, il sera question de s'interroger sur les rapports qui peuvent exister entre des contextes et conjonctures différents, entre l'ici-maintenant et l'ici-autrefois ou, encore, entre l'ici et le là-bas; bref, entre les contextes particuliers et les contextes généraux.

Sous-jacente à ces problématiques on retrouvera la question de la temporalité des actions syndicales. S'il y a une idée clé qui nous a guidé dans l'élaboration de cette thèse c'est bien l'idée que les actions humaines ne peuvent être étudiées en dehors d'un cadre temporel, autrement dit d'un cadre historique. Dans la mesure où le passé et l'histoire se posent comme contingence cognitive de tout un chacun, l'analyse de situations sociales concrètes ne peut passer outre. Concernant notre thème de recherche, cela signifie donner plus de place à la mémoire comme un des lieux de constitution de l'identité sociale des ouvriers du pétrole. De fait, l'établissement de la mémoire sociale du groupe a été un des enjeux majeurs dans les conflits pour le contrôle du syndicat et aussi dans les pratiques de mobilisation des 'petroleiros'; aussi bien celles menées par l'entreprise que celles menées par les syndicats.

De façon pratique, cela signifie que nous essayerons d'argumenter en faveur d'un point de vue plus proche de la réalité et moins tourné vers la construction de lois, qu'il s'agisse du Brésil ou de Bahia. Refusant, par exemple, la manière dont les tenants de l'école de la dépendance interprètent l'histoire du sous-continent latino-américain⁵, nous nous efforcerons de montrer que malgré le fait que ces études pointent un phénomène concret, à savoir la 'dépendance' vis-à-vis des pays centraux, l'accent qu'ils mettent sur ce point est surévalué. Une des raisons de cet accent disproportionné nous semble être le souci de ces auteurs de construire des théories générales censées être capables d'expliquer l'histoire sinon de tous les pays de l'Amérique Latine, du moins des pays les plus importants. Ces théories privilégient toutes les similitudes, les points communs à la majorité des pays de l'Amérique Latine, reléguant au deuxième plan ce qui nous semble être tout aussi fondamental, les différences. Si l'on ne peut nier que certains traits de l'histoire de ces pays sont très proches de prime abord, personne ne pourra nier, non plus, que les différences existantes (même entre des pays jugés très proches: entre

⁵ Voir Cardoso et Falleto (1978).

l'Argentine et le Chili, par exemple, ou entre l'Argentine et le Brésil), sont loin d'être négligeables.

Ce qui est en jeu ici est la 'pertinence nomologique' de ces théories, leur capacité à construire des modèles explicatifs sur certains problèmes relatifs à l'Amérique Latine. En ce qui nous concerne, nous pensons que ces théories sont plus intéressantes par les problèmes qu'elles mettent en évidence que par les réponses qu'elles en donnent. Autrement dit, plus qu'expliquer le pourquoi des similitudes existantes en Amérique Latine, nous pensons qu'il est important de rendre visible la possibilité de chaque pays et, dans chaque pays, de chaque région, de chaque ville, etc. d'être unique, d'avoir des logiques différentes. Cela signifie donner plus de place aux enjeux 'locaux' et conjoncturels des phénomènes sociaux.

On le voit bien, cette argumentation est un plaidoyer pour un plus grand ancrage empirique des recherches en sciences sociales. Cependant, cela n'élude pas la question de comprendre les similitudes entre des sociétés différentes. Une question importante, à laquelle on ne peut donner de réponses que particulières, de réponses provisoires, liées toujours à un contexte donné. Mais, à titre indicatif, on pourrait s'aventurer à reprendre comme hypothèse l'idée avancée en premier lieu par les anthropologues diffusionnistes⁶. Ils mettaient l'accent sur les contacts entre les sociétés pour expliquer des points culturels communs. Pour eux, que deux sociétés aient des points en commun n'est pas une preuve d'un même niveau de développement technologique ou que ces deux sociétés sont confrontées à des problèmes similaires; ils ont plutôt tendance à privilégier les échanges entre les sociétés et les groupes pour comprendre ce phénomène.

Adopter, avec les réserves nécessaires, un tel point de vue signifie considérer des phénomènes tels que le populisme ou le nationalisme en Amérique Latine, non comme de simples épiphénomènes de l'urbanisation ou de l'industrialisation, mais d'abord comme des faits politiques et idéologiques liés aux débats d'idées et aux conflits politiques. Non que le populisme n'ait eu aucun lien avec les transformations économiques et sociales que les sociétés latino-américaines ont subies, mais ces transformations structurelles ne sauraient expliquer les différences entre les divers processus de nature populiste et nationaliste dans les pays de la région. Cela montre bien, à notre avis, que les causes de ces différences doivent être recherchées dans les idées et dans les idéologies dominantes de chaque époque et de chaque pays. Cela signifie qu'une idée dominante dans un pays peut être 'exportée' vers un autre, qu'une société n'est pas un système étanche, où les gens ne savent pas ce qui se passe dans d'autres sociétés, et où il n'y a que les influences internes. Mais, pour qu'une idée devienne importante dans un contexte donné, il faut qu'elle soit adaptée à la réalité locale, il faut qu'elle soit internalisée, rendue visible aux acteurs vis-à-vis des enjeux locaux.

L'industrie pétrolière brésilienne présente plusieurs caractéristiques qui nous permettent de mieux visualiser les influences que certaines idées développées dans un contexte donné peuvent avoir dans d'autres contextes. Car l'histoire de l'industrie du pétrole brésilienne a été marquée par la présence de représentations sociales qui mettaient en avant le danger représenté par les entreprises pétrolières internationales

⁶ Pour une vue d'ensemble des idées diffusionnistes voir Sapir (1987).

pour l'indépendance politique des nations. Et, de même, par l'idée que la rentabilité de cette industrie pourrait suffire aux pays producteurs pour jeter les bases de leur industrialisation. Dans ce sens, la confrontation du cas brésilien avec d'autres cas dans le monde pourrait nous aider à mieux comprendre ce qui constitue, concernant ce thème, la spécificité du Brésil. Il s'agira donc d'une comparaison négative, qui ne veut pas mettre en avant les points en commun, mais, au contraire, mettre en avant les différences, les spécificités de chaque pays. Ainsi, en prenant comme "contre exemple" du Brésil le cas des industries pétrolières dans deux pays si différents que la France et le Mexique (choix plus ou moins hasardeux), nous voulons montrer ce qui, dans l'industrie brésilienne du pétrole, peut être considéré comme une "évolution" autonome et ce qui peut être considéré comme un "emprunt" venu d'ailleurs, bien que contextualisé dans la réalité brésilienne.

Cette problématique, entre ce qui relève du général et ce qui relève du particulier, revient quand nous abordons les études sur le Brésil. Ici encore, la tradition la plus répandue dans les sciences sociales brésiliennes, prétend pouvoir expliquer les processus sociaux à partir d'une conception essentialiste: il s'agit d'indiquer, quelles que soient les positions théoriques des chercheurs, les traits qui font du Brésil le Brésil et des Brésiliens les Brésiliens. Aussi bien pour les anthropologues que pour les sociologues et les historiens, la quête de "l'être" du Brésil et des Brésiliens a toujours été une des priorités de la recherche. Cependant, ce faisant, on laissait de côté un phénomène à notre avis fort important pour la compréhension de la complexité brésilienne, nous voulons parler des différences régionales. Vis-à-vis de cette question on a souvent adopté alternativement les deux options suivantes: soit on parlait du Brésil à partir de la situation de la région la plus importante au niveau économique et politique (le Nord-Est jusqu'au XIXème siècle, le Sud-Est dans ce siècle), soit on adoptait une perspective très particularisante, avec des études de cas sur tel ou tel Etat, sur telle ou telle région. Les études proposant d'envisager le pays dans sa diversité régionale et culturelle sont rares au Brésil. Cela est particulièrement pertinent en ce qui concerne les études sur le syndicalisme, sur le nationalisme, sur le populisme et sur la politique d'une manière générale.

Ce que nous proposons de faire dans la deuxième partie de cette thèse est d'étudier le syndicalisme des ouvriers du pétrole de Bahia en tenant compte des diversités régionales brésiliennes. Pour ce faire, nous ne pensons pas centrer notre analyse exclusivement sur la réalité bahianaise, faisant comme si la région de Bahia constituait une entité autarcique. Tout en prenant en considération les spécificités de l'État de Bahia, nous pensons qu'il est nécessaire de ne pas négliger les tendances à l'oeuvre dans d'autres régions du Brésil; du fait même que le Brésil est un État nation, ces tendances font partie de la réalité bahianaise. Cela est évident en ce qui concerne les rapports entre le régionalisme et le nationalisme à Bahia pendant les années 50 et 60 ; si le nationalisme était particulièrement puissant au niveau national, à Bahia ce nationalisme s'amalgamait avec le régionalisme bahianais. Ce régionalisme, bien que non incompatible avec la montée du nationalisme dans le pays, reposait la question nationale d'une façon différente de la région Centre-Sud du pays; là-bas le nationalisme tendait à effacer les différences entre les diverses régions du Brésil, reproduisant ainsi les discours de ceux

qui prétendaient, ainsi, fortifier les solidarités parmi les Brésiliens; à l'inverse, à Bahia le nationalisme n'empêchait pas l'affirmation des spécificités régionales. Le régionalisme bahianais, dans un mouvement défensif contre "la domination" à la fois économique, politique et culturelle des États du Centre-Sud du pays, développera un discours mettant en valeur le passé fastueux de Bahia et la nécessité de l'action concertée de tous les Bahianais pour promouvoir le retour de l'influence et du pouvoir de l'État de Bahia dans l'ensemble national; le régionalisme ne se posait donc pas comme le contraire du nationalisme, mais plutôt comme le préalable d'une véritable participation de Bahia à la grandeur nationale.

Il est bien évident que ce régionalisme-là était mis en avant par les groupes économiques dominants de Bahia. Mais, de la même façon que pour le nationalisme, le régionalisme bahianais n'avait pas le même sens pour les travailleurs que pour les entrepreneurs industriels ou pour les banquiers. Ainsi, la critique, si souvent faite au nationalisme et, par extension, aux régionalismes, soulignant le côté manipulateur de ces idéologies n'est qu'en partie vraie. Du côté des ouvriers et des classes populaires le nationalisme (et les régionalismes) était avant tout une stratégie de construction d'une identité sociale valorisée au niveau symbolique.

Tous ces développements nous mènent au coeur de notre sujet (les actions syndicales des ouvriers du pétrole à Bahia) et à la façon dont nous l'avons traité auparavant. Nous avons commencé à aborder ce thème avec la certitude que les ouvriers du pétrole, après avoir été, dans les années 60, le groupe de travailleurs le plus actif de Bahia, étaient devenus un groupe conservateur lors de la redémocratisation brésilienne. Le fait que nous étions nous-même, à l'époque, un acteur engagé dans les querelles syndicales de ces travailleurs a certainement influencé cette façon de voir les choses. De ce fait, nous avons commencé à rechercher des signes extérieurs qui pouvaient expliquer le comportement syndical des ouvriers du pétrole de Bahia: la gestion du travail, les conjonctures politiques, l'idéologie nationaliste, etc. C'est à partir de la déception provoquée par les résultats ainsi obtenus que nous avons commencé à nous interroger sur la manière dont les travailleurs du pétrole abordaient leur passé. Dès lors, le concept de mémoire sociale a commencé à occuper une place importante dans notre réflexion. Non une mémoire sociale ou collective réifiée, ayant une vie propre, distincte de la mémoire des acteurs; mais, une mémoire qui se constitue socialement, dans les débats et dans les conflits entre les personnes et entre les groupes visant à établir la bonne interprétation des expériences communes. Dans ce processus d'établissement de la mémoire sociale, base de l'identité sociale d'un groupe, les rapports entre les générations ne sont pas minces, car c'est du point de vue du vécu personnel et générationnel qu'une mémoire établie socialement peut devenir pertinente. Dans cette perspective, les rapports entre l'histoire et la mémoire mythique (les deux manières principales de fixation du passé) sont plus complexes qu'on ne le croît; car l'enjeu de légitimation de toute mémoire est de pouvoir s'imposer comme un récit historique.

Concrètement, toutes ces remarques nous amènent à considérer le syndicalisme chez les ouvriers du pétrole tantôt dans l'optique des processus de constructions des identités sociales, tantôt dans l'optique institutionnelle. Autrement dit, le syndicat est en même temps une organisation bureaucratique et une forme historique d'action collective;

de ce fait, dans cette étude, nous envisageons de prendre en compte aussi bien les enjeux internes à la vie syndicale (les querelles de pouvoir, les stratégies de mobilisations, etc.) que les aspects externes: les politiques de gestion du travail de l'entreprise, les conjonctures politiques à Bahia et au Brésil, etc. Cependant, il sera toujours question de voir comment ces influences externes ont été "internalisées", c'est-à-dire comment elles ont influencé les pratiques et les stratégies des acteurs au niveau du 'champ syndical'.

Tout cela signifie qu'ici nous allons donner autant d'importance aux idéologies et représentations sociales des acteurs – en tant qu'explications pertinentes des phénomènes que nous voulons expliquer – qu'aux grandes transformations macro-structurales et économiques de la société brésilienne. Non que ces transformations n'aient pas d'influence sur les pratiques des acteurs, loin de là. Mais, à l'instar des courants actuellement hégémoniques dans les sciences humaines⁷, nous pensons que les influences de la structure socio-économique sur l'action des hommes sont biaisées par les représentations mentales que ces hommes se construisent pour interpréter leur réalité. Ces représentations sont donc une sorte de filtre pour lire le monde et les changements qui y surviennent.

Ainsi, si nous ne pouvons pas ne pas prendre en compte les tendances macro-structurelles, celles-ci ne suffisent pas comme éléments d'explication des phénomènes que nous voulons comprendre. D'où notre volonté d'intégrer les niveaux macro et micro d'explication; autrement dit, entre les contextes éloignés et ceux plus rapprochés des acteurs.

3.5. Le nationalisme en tant qu'affaire de mémoire

Dans cette perspective, nous essayerons de répondre à plusieurs questions qui nous semblent importantes pour comprendre cette problématique: comment les salariés de PETROBRAS (la compagnie pétrolière nationale du Brésil) à Bahia ont-ils construit leur identité dans le temps? Comment cette identité a-t-elle été influencée par la mémoire des temps passés? Quels rapports y a-t-il entre cette identité, ces identités plutôt, et les pratiques syndicales? Quel poids a eu le nationalisme par rapport à ces pratiques? Comment les pratiques de gestion de PETROBRAS ont-elles agi sur les pratiques des travailleurs? Comment les conjonctures sociales et politiques sont-elles intervenues dans le syndicalisme des ouvriers du pétrole? etc. Il sera donc question de montrer ce qui fait la particularité des ouvriers du pétrole; et ce qu'ils ont, ou ont eu, en commun avec les autres travailleurs de Bahia et du Brésil.

La principale hypothèse que nous allons essayer de démontrer ici, est que l'action syndicale des travailleurs du pétrole a été profondément marquée par les idéologies nationalistes et par les souvenirs des débuts du syndicalisme chez ces travailleurs. Idéologies et souvenirs préservés dans la mémoire sociale du groupe et réactualisés par les différentes tendances se disputant l'hégémonie syndicale dans l'industrie du pétrole de Bahia.

⁷ Tendances où l'influence de la démarche Webérienne n'est pas des moindres.

Ainsi, dans ce contexte, un des enjeux majeurs de l'activité syndicale sera l'établissement de la "bonne" mémoire du groupe et de la "bonne" interprétation des événements les plus marquants du passé. De la sorte, les querelles syndicales entre les différentes tendances seront avant tout des querelles de mémoires; ou plutôt, des querelles d'interprétations des événements préservés dans la mémoire sociale.

Cela, dans une industrie fort symbolique (en raison de sa place dans les discours nationalistes) et dans un cadre régional marqué par l'émergence d'un discours régionaliste important, transformait ces "querelles de mémoire" en "querelles idéologiques" ; le nationalisme et le régionalisme étant les véritables enjeux autour de l'établissement des "bons souvenirs".

Tout cela a éveillé notre attention sur la capacité explicative, en ce qui concerne notre thème, des concepts de "mémoire collective" (de "mémoire partagée", nous semble plus correct) et de "conflit générationnel". Cependant, le constat que chaque génération (qui dans le cas étudié ne se restreint pas seulement à l'âge chronologique des individus, mais aussi à la période d'entrée de ces individus dans la vie professionnelle ou syndicale, car faire partie d'une génération est partager des expériences communes et une certaine manière de voir le monde) possède une mémoire à préserver (y compris visions du monde, mythes, idéologies, souvenirs, etc.) ne doit pas nous faire oublier que les conflits entre générations n'éliminent pas les conflits internes à chaque génération.

C'est à partir de la dialectique de ces deux types de conflits que nous proposons de comprendre l'histoire syndicale des travailleurs du pétrole de Bahia. Cela surtout au cours des années 80, quand l'ouverture démocratique du pays associée à une période de crise économique a eu comme conséquence la croissance des conflits du travail dans l'ensemble de la société brésilienne. Chez les travailleurs du pétrole de Bahia, cette conjoncture va rendre possible le développement d'un conflit ouvert entre des jeunes militants syndicaux de gauche et des leaders syndicaux plus âgés (certains originaires de l'époque populiste).

Les contours de ce conflit seront définis aussi bien par des questions politiques plus générales (le rôle des syndicats dans le processus d'ouverture démocratique, le destin à donner à la législation syndicale de tendance corporative, le nationalisme, etc.) que par des questions plus localisées (types de rapports à maintenir avec l'entreprise, stratégies de mobilisation, etc.). Toutefois, ce conflit gagnera un visage public surtout comme un "conflit de génération" ayant comme principal enjeu l'établissement de la bonne mémoire sociale du groupe.

Avec une telle hypothèse, notre dette vis-à-vis des théorisations sur la "mémoire collective" développées par Halbwachs (1952 et 1968) est évidente. Comme l'on sait, le mérite revient à Maurice Halbwachs d'avoir été le premier à traiter la mémoire en dehors d'un cadre psychologique ; la mémoire comme un construit social. A la question: comment se fait-il que certains souvenirs restent et d'autres pas, Halbwachs répond en renvoyant à la dimension collective de la mémoire. Refusant l'idée bergsonnienne d'une mémoire individuelle aut centrée, créatrice de sa propre dynamique, il essaiera de montrer les rapports existants entre les souvenirs individuels et l'appartenance des individus aux groupes sociaux ; pour lui, seuls les souvenirs liés aux groupes sociaux avec lesquels

sont entretenues des relations, réelles ou imaginaires, peuvent être conservés en mémoire ; cela serait vrai même pour les souvenirs les plus intimes, les plus personnels :

<<Mais nos souvenirs demeurent collectifs, et ils nous sont rappelés par les autres, alors même qu'il s'agit d'événements auxquels nous seuls avons été mêlés, et d'objets que nous seuls avons vus. C'est qu'en réalité nous ne sommes jamais seuls. Il n'est pas nécessaire que d'autres hommes soient là, qui se distinguent matériellement de nous: car nous portons toujours avec nous et en nous une quantité de personnes qui ne se confondent pas.>> (Halbwachs, 1968: 2).

Ce qui l'amènera à développer la notion de 'mémoire collective', car si seuls les souvenirs que nous partageons avec d'autres sont préservés, ce serait bien la preuve de l'existence d'une mémoire appartenant "à tout le monde", mais qui ne se confond pas avec les mémoires individuelles qui lui servent de support:

<< ... si la mémoire collective tire sa force et sa durée de ce qu'elle a pour support un ensemble d'hommes, ce sont cependant des individus qui se souviennent, en tant que membres du groupe.(...) Nous dirions volontiers que chaque mémoire individuelle est un point de vue sur la mémoire collective, que ce point de vue change suivant la place que j'y occupe, et que cette place elle-même change suivant les relations que j'entretiens avec d'autres milieux. Il n'est donc pas étonnant que, de l'instrument commun, tous ne tirent pas le même parti. Cependant, lorsqu'on essaie d'expliquer cette diversité, on en revient toujours à une combinaison d'influences qui, toutes, sont de nature sociale.>> (Halbwachs, 1968: 31).

Mais, si la mémoire individuelle dépend en partie des groupes auxquels nous appartenons, cela signifie que chaque groupe a une mémoire différente et que la mémoire n'est rien d'autre qu'une reconstruction du passé ; reconstruction réalisée socialement et selon les contingences du présent:

<<... le souvenir est dans une très large mesure une reconstruction du passé à l'aide de données empruntées au présent, et préparée d'ailleurs par d'autres reconstructions faites à des époques antérieures et d'où l'image d'autrefois est sortie déjà bien altérée. (...) Nous pouvons donc appeler souvenirs bien des représentations qui reposent, au moins en partie, sur des témoignages et des raisonnements. Mais alors, la partie du social ou, si l'on veut, de l'historique dans notre mémoire de notre propre passé, est bien plus large que nous ne le pensions.>> (Halbwachs, 1968: 58).

La pluralité de mémoires dans la société, chaque mémoire collective liée à un groupe social, posent aussi la question de la diversité des rapports au temps, de la temporalité ; selon lui, chaque groupe social a sa propre temporalité, sa propre façon de concevoir le temps, le temps ici conçu de façon non statique, non universelle:

<< Comment un peuple qui n'a derrière lui qu'une courte histoire se représenterait-il le même temps que d'autres dont la mémoire peut remonter dans un passé lointain? C'est par une construction artificielle qu'on fait entrer ces deux temps l'un dans l'autre, ou qu'on les pose l'un à côté de l'autre sur un temps vide, qui n'a rien d'historique puisqu'en définitive ce n'est plus que le temps abstrait des mathématiciens.>> (Halbwachs, 1968: 100).

Ces longues citations se justifient parce qu'elles laissent voir toute l'originalité et toute la portée des théorisations d'Halbwachs. Originalité, car pour la première fois un auteur essaie de trouver les liens entre la mémoire individuelle et les "cadres sociaux", mettant notamment l'accent sur la prégnance du présent (les enjeux actuels, les groupes auxquels on appartient actuellement, etc.) dans la reconstruction du passé ; peu importe que cette reconstruction s'opère par le biais de la mémoire historique ou de la mémoire sociale, pour lui, c'est le présent qui commande la dynamique de la mémoire. De plus, Halbwachs attire l'attention sur le rôle que joue la mémoire collective dans le renforcement des solidarités à l'intérieur d'un groupe: il va jusqu'à affirmer que s'il y a oubli d'une époque par le groupe, c'est que le groupe n'est plus le même. Il va aussi accorder toute son importance à la question du temps social, dans la perspective de la multiplicité des temps sociaux, et des mémoires, dans une société ; chaque groupe ayant son propre rapport au temps. Ce qui sera plus tard repris par Gurvitch (1960) et par Sue (1994).

Au départ, le concept de mémoire collective n'a pas eu un grand retentissement dans le cadre de la sociologie. Mais, si ce manque d'intérêt fut réel en ce qui concerne les sociologues, il n'en alla pas de même pour les historiens qui, à l'instar de Marc Bloch, comprirent très vite la portée, pour leur discipline, du concept de mémoire collective, si imparfait soit-il. Ce qui explique, peut-être, le goût prononcé des historiens, visible même aujourd'hui, pour la problématique de la mémoire et de ses rapports avec l'histoire, comme le montrent les travaux de Finley(1981), Hobsbawn et Ranger (1883), Le Goff (1988), Nora (1984), parmi d'autres.

Dans une perspective proche de celle d'Halbwachs, Roger Bastide (1970), dans une étude sur la mémoire sociale afro-brésilienne, a mis l'accent sur les formes d'organisation du groupe pour la préservation des souvenirs. Refusant de concevoir la mémoire collective comme extérieure aux individus, ayant une vie propre, indépendante des souvenirs individuels, Bastide insistera surtout sur le rôle que certains individus jouent dans la préservation des souvenirs concernant un groupe social. Ici ce n'est plus le groupe en tant qu'entité unique qui préserve certains souvenirs, mais ce sont des individus ayant une place spécifique dans le groupe qui oeuvrent pour la préservation d'une certaine mémoire. Ainsi, il explique notamment que les "survivances" culturelles des noirs au Brésil sont liées au fait que les noirs venus comme esclaves dans ce pays appartenaient à des ethnies spécifiques, et plus encore, à des milieux sociaux spécifiques à l'intérieur de ces ethnies. Le fait que dans le passage d'un continent à l'autre, certains rites religieux africains n'ont pas pu survivre, est expliqué comme étant la conséquence d'un esclavage sélectif: il a touché différemment le groupe originel en Afrique ; certains milieux ont été épargnés et d'autres pas.

De cette manière, tout en acceptant le postulat selon lequel le présent délimite la direction de la préservation des souvenirs, Bastide insistera sur le rôle que certains individus jouent, au sein des groupes, dans cette préservation. Pour lui, la mémoire est avant tout une affaire individuelle ; mais, dans la mesure où les individus ont une place dans la structure d'un groupe, certains d'entre eux peuvent faire partager la mémoire qu'ils portent avec d'autres. C'est en ce sens seulement que Bastide conçoit que certains individus puissent être porteurs de la mémoire d'un groupe social.

Mais, dans la mesure où chaque individu a une mémoire différente, <<...la mémoire collective est bien une mémoire de groupe, mais c'est la mémoire d'un scénario - c'est-à-dire de liaisons entre des rôles - ou bien encore la mémoire d'une organisation, d'une articulation, d'un système de rapports entre individus.>> (Bastide, 1970: 92). Autrement dit, pour Bastide, si l'on peut parler d'une mémoire collective, il ne faut pas oublier que << ... les contenus de cette mémoire collective n'appartiennent pas au groupe, ils sont la propriété des divers participants à la vie et au fonctionnement de ce groupe (...). Ce que le groupe conserve (...) c'est la structure des connexions entre ces diverses mémoires individuelles - c'est la loi de leur organisation à l'intérieur d'un jeu d'ensemble.>> (Bastide, 1970: 96).

Ainsi, aussi bien pour Halbwachs que pour Bastide, c'est le présent des acteurs qui explique la façon dont les souvenirs sont préservés. La mémoire est, donc, étroitement liée à la praxis des acteurs.

En ce qui nous concerne, l'important à souligner est que ces auteurs laissaient entrevoir la possibilité d'existence de conflits de mémoires, chaque individu pris dans le jeu du pouvoir voulant imposer sa propre mémoire comme la "bonne" et la "vraie" mémoire. Cette thématique est d'une importance capitale pour cette recherche. Car la valeur accordée à certains souvenirs parmi les travailleurs du pétrole de Bahia a été l'oeuvre non du groupe en tant que tel, mais de quelques individus ayant à leur disposition des ressources symboliques importantes ; en l'occurrence, les syndicalistes et militants syndicaux.

Ainsi, une bonne partie de cette thèse sera consacrée à l'étude des stratégies des diverses tendances syndicales pour établir la "bonne mémoire" du groupe, ce qui leur permettait d'obtenir l'hégémonie symbolique dans le groupe en question. Il faut rajouter, néanmoins, que ces "querelles de mémoire" étaient le moyen pour chaque groupe de syndicalistes et de militants de se légitimer en tant que les plus nationalistes: ceux qui, par le passé, avaient oeuvré le plus pour la défense des intérêts des travailleurs et pour la défense de PETROBRAS et du monopole d'Etat sur le pétrole. Il n'est donc pas hors de propos d'affirmer que, dans ce cas, le nationalisme est devenu un enjeu de mémoire. Mais, une mémoire construite socialement.

Prenons un exemple, dans notre propre recherche, qui illustre ce caractère de construction sociale de la mémoire. Certains entretiens que nous avons réalisés avec d'anciens leaders syndicaux ont été réalisés dans des lieux publics, le plus souvent dans les syndicats. Parfois, malgré les efforts déployés pour l'éviter, se formait un public ; surtout si les entretiens étaient réalisés avec des leaders connus. Comme il est naturel, le ton des entretiens changeait à partir de ce moment. Mais le plus intéressant est que certains lapsus et oublis de nos interviewés étaient corrigés ou comblés par l'aide de l'entourage. De petits détails, comme celui de savoir si telle ou telle grève avait été accompagnée de l'arrêt complet des activités productives, et même la façon d'évaluer telle ou telle période de la vie syndicale du groupe, étaient discutés jusqu'au consensus, jusqu'à la construction d'une version acceptable par le groupe formé (deux, trois ou quatre personnes selon les cas).

Ainsi, des entretiens qui sur un plan méthodologique plus strict pourraient paraître

inutilisables, nous donnaient à voir, 'in stato nascendi', un processus de négociation de la construction collective des souvenirs, où chacun essaie de faire passer ses "mémoires parcellaires" comme la "vraie" et la plus fiable mémoire ; l'enjeu de cette négociation était de faire ressortir ce qui était censé être la mémoire officielle d'une période; individuelle et collective, passé vécu ensemble, mais où chacun avait son propre point de vue.

3.6. Sur la méthodologie

En dehors de ces observations initiales, quelques renseignements pratiques et méthodologiques se font nécessaires pour mieux situer le lecteur vis-à-vis de cette thèse.

Nous avons eu recours à trois types de méthodes concernant le recueil des données qui ont servi de base à l'écriture de cette thèse : l'observation participante, par une présence effective lors de plusieurs événements importants de l'histoire syndicale récente du groupe de travailleurs étudié ; l'appel à plusieurs documents produits par l'entreprise et par les syndicats, ainsi qu'à des articles parus dans la presse ; et, enfin, la réalisation d'entretiens non directifs avec des acteurs ayant joué des rôles importants dans l'action syndicale des "petroleiros ⁸ " de Bahia. De ce fait, cette thèse a été imprégnée de données d'origines diverses: écrites, orales et celles issues de l'observation directe du chercheur.

Étant donné que le chercheur fut aussi, durant un certain temps, un acteur engagé vis-à-vis du thème en question, il nous a semblé pertinent de discuter l'importance de l'observation participante, dans le cadre de cette thèse, dans un chapitre spécifique.

En ce qui concerne les sources écrites, d'importantes bases d'informations furent les archives des syndicats des travailleurs du pétrole de Bahia (des tracts et des journaux syndicaux de plusieurs époques, listes d'associés et d'employés des syndicats, etc.), des publications internes de l'entreprise (des tracts distribués durant les négociations collectives, rapports sur les relations sociales à l'intérieur de l'entreprise, données relatives à la main-d'oeuvre, etc.) et des journaux de la ville de Salvador de Bahia. Les données ainsi obtenues seront répertoriées, au long du texte qui suit, avec les indications sur les sources.

S'agissant d'une recherche marquée par la diachronie, ces documents ont été d'une importance majeure pour notre étude. Ils ont rendu possible, notamment, l'accès à la manière dont les acteurs interprétaient certains événements au moment même du déroulement des faits. Ils ont permis, aussi, la construction de séries statistiques sur certaines caractéristiques de PETROBRAS et de ses ouvriers dans l'Etat de Bahia, ce qui a rendu moins dramatique la relative pauvreté de données quantitatives sur cette question. De même, ces documents ont été très utiles comme points de repères vis-à-vis des informations recueillies auprès des acteurs par le biais d'entretiens.

Ainsi, le recours que nous avons eu aux sources écrites fut marqué par une volonté de reconstitution du passé, afin de mieux comprendre le présent.

Par rapport aux entretiens réalisés nous pensons important d'apporter quelques

⁸ Dénomination sous laquelle les travailleurs du pétrole sont connus au Brésil.

précisions supplémentaires. Nous avons réalisé des entretiens non directifs avec des responsables et militants syndicaux, ainsi qu'avec des responsables de l'entreprise et avec des travailleurs de la base (voir les grilles de ces entretiens dans les annexes). L'objectif de ces entretiens était de pouvoir connaître les représentations sociales dominantes parmi les petroleiros de Bahia, durant la période étudiée, ainsi que les principaux événements de leur histoire syndicale. Nous voulions également connaître l'évolution des conditions de travail et des pratiques de gestion mises en oeuvre par l'entreprise. En tout, furent réalisés 56 entretiens enregistrés et 4 non enregistrés – avec des ingénieurs haut placés dans la compagnie (8), des militants et des leaders syndicaux de plusieurs époques (41) et des travailleurs de la base (11). Ces entretiens ont eu une durée moyenne de une à deux heures (mais, il y en a eu quelques-uns de plus de 6 heures).

Après leur retranscription, ces entretiens ont été soumis à un travail d'analyse de contenu selon quatre axes principaux, à savoir: a) représentations sur l'entreprise dans le passé et dans le présent; b) représentations sur l'action des syndicats au cours du temps; c) évolution des conditions du travail et des pratiques gestionnaires de l'entreprise et d) évolution des conditions de vie et du prestige social des travailleurs du pétrole dans l'État de Bahia. Accessoirement, nous nous sommes servi de ces entretiens pour construire des histoires de vie de leaders et des militants considérés comme représentatifs du leadership chez ces travailleurs.

De plus, nous avons eu accès à des entretiens réalisés avec de hauts responsables de l'entreprise pétrolière, dans le cadre de l'accord entre PETROBRAS et la Fondation Getúlio Vargas (FGV) de Rio de Janeiro; ces entretiens (nous en avons consulté dix en tout) portent surtout sur la reconstitution, à partir de l'histoire orale, de l'évolution des pratiques entrepreneuriales de la compagnie du pétrole⁹. Ces interviews constituent donc un matériel important sur l'évolution des pratiques de gestion du travail mises en pratique par l'entreprise pétrolière au cours du temps.

Du fait que les entretiens constituent une importante source d'informations pour notre sujet, nous pensons important de discuter plus en détail la manière dont nous les avons utilisés dans notre travail.

Il y a deux façons de traiter la question de l'utilisation du passé (tel que le reconstruisent les acteurs eux-mêmes) dans les analyses: soit on considère que l'acteur dit toujours la vérité et on prend ce qu'il dit comme l'expression de sa vérité à lui; soit on prend en compte la possibilité que les acteurs ne disent pas toujours la vérité, et dans ce cas on considère leurs témoignages avec méfiance, comme une légitimation a posteriori de leurs pratiques passées.

Ici, nous avons voulu éviter les pièges que peuvent représenter ces deux manières de procéder. Ainsi, nous ne prétendons pas déterminer si ce que disent les acteurs est vrai ou non (du moins cela n'est pas notre but principal); mais voir quelle est l'influence sur les pratiques d'autres acteurs des discours tenus, sur le passé, par certains acteurs. Autrement dit, notre intérêt pour les témoignages (en tant que reconstruction du passé) se

⁹ Ces entretiens seront identifiés dans le texte de la thèse, d'après les consignes données par la FGV.

situé plutôt dans l'observation des usages sociaux (surtout politique) de ce passé.

En outre, l'observation de certains psychologues, selon laquelle les individus tendent à reconstruire leur passé ¹⁰ dans un sens qui leur soit favorable, s'intègre parfaitement à nos observations sur les entretiens réalisés. Dans ces entretiens, à de rares exceptions près, les interviewés se sont présentés comme s'ils étaient au centre des événements, confirmant ainsi le "complexe de supériorité" dont nous parle Élisabeth Laffer ¹¹. L'être humain a d'énormes difficultés à se représenter le monde sans lui; il est ainsi difficile de relater des événements vécus sans se poser au premier plan de la scène.

Qu'est-ce que cela signifie ? Que tout travail de recherche basé sur des témoignages sera toujours un peu biaisé ? Oui et non. Dans la mesure où le travail du chercheur ne peut pas se passer des points de vue de ceux qu'il étudie, nous pouvons dire qu'une certaine distorsion est intrinsèque à ces sciences. Toutefois, ces sciences se trouvent dans une position privilégiée par rapport aux acteurs eux-mêmes, à savoir, elles ont la possibilité de comparer plusieurs points de vue et, ainsi, de prendre de la distance par rapport à eux. Dans ce sens, elles créent un "meta" point de vue, un point de vue différent, plus distancié de la question.

De la sorte, ce qui fait la différence entre les multiples versions données sur un événement, où chaque individu revendique avoir été le responsable, le protagoniste le plus important, etc., est la capacité de chacun de faire accepter sa version comme étant la plus légitime.

Notre travail a consisté à identifier quelles versions furent socialement importantes, et non à confirmer ou réfuter ces versions ; sauf quand nous disposions d'autres indices que les seuls témoignages divergeants, attestant de l'irréalisme de certains discours. Mais, même dans ces cas, notre intérêt majeur se situera dans l'observation de la capacité des acteurs de faire partager leurs discours et leurs visions de la réalité.

4. De l'utilisation de l'autobiographie dans la recherche

4.1. Du rapport entre le chercheur et l'objet

Le projet d'écriture de cette thèse n'est pas né de la même façon que la plupart des travaux en sciences humaines. D'habitude, le schéma classique de développement d'une recherche comprend plusieurs phases, qui vont de la formulation des hypothèses à la mise à l'épreuve empirique de ces dernières. Selon ce modèle, le travail scientifique en sciences sociales est d'abord un travail théorique, étape nécessaire de la formulation de

¹⁰ Pour une synthèse de ces observations voir Lecomte (1994).

¹¹ Citée in: Lecomte, 1994.

la problématique et des hypothèses ; il devient empirique, pratique, dès lors que cette étape initiale est dépassée, ne serait-ce que provisoirement.

Ici, c'est l'inverse qui s'est produit. Avant même de penser à développer une réflexion portant sur le thème dont il sera question ici, nous étions étroitement, et de façon pratique, lié à notre thème de recherche. A vrai dire, il sera parfois difficile de faire la part des choses entre ce qui relève du chercheur et ce qui relève de l'objet, car le chercheur a fait aussi partie de son objet. De ce fait, il y a eu une identité relative entre chercheur et objet.

Il n'y a pas là une quelconque volonté de mettre en question la démarche classique de construction des objets scientifiques en sciences humaines. Il s'agit plus modestement de rendre compte des limitations et des avantages liés à notre double rapport à l'objet (de chercheur et d'acteur) et de la démarche que cela nous a permis de développer.

C'est-à-dire, démontrer comment dans notre parcours personnel, à un certain moment, nous nous sommes intéressé à la recherche et, par son biais, à une réflexion sur notre pratique ; de même, nous nous interrogerons, ici, sur les effets de cette démarche sur les résultats de ladite recherche.

Avant de poursuivre avec ces questionnements, il faut préciser tout de suite notre rapport avec notre objet. En effet, nous avons été entre 1982 et 1992 un employé de la compagnie pétrolière brésilienne ; d'abord dans la région de Salvador de Bahia puis, à partir de 1989, sur les plates-formes maritimes de l'Etat de Rio de Janeiro. Dans ce cadre, nous avons été, également, un militant des oppositions syndicales de gauche, dès le milieu des années 80.

Par ailleurs, notre premier contact avec les sciences humaines remonte à l'année 1982, quand nous avons commencé un cours de sciences sociales à l'Université Fédérale de Bahia, au Brésil. A cette époque, se vivait dans le pays une période de fièvre civique inusitée ; un climat d'euphorie et d'attente sur les possibilités d'une démocratisation effective de la société brésilienne. Ce fut cette atmosphère d'espoir collectif qui nous porta vers les sciences sociales, lesquelles représentaient pour nous un moyen plus pénétrant pour comprendre la réalité qui nous entourait.

En ce sens, à cette époque, nous ne concevions pas les sciences humaines dans une perspective professionnelle, car elles étaient avant tout un moyen par lequel nous nous mettions en relation avec le monde: un moyen de le comprendre pour pouvoir le transformer. Autrement dit, les sciences sociales faisaient partie de notre "praxis" sociale. Raison qui explique notre choix de spécialisation dans le domaine de la sociologie du travail, notamment du phénomène syndical.

A ce moment, nous étions objet et chercheur, acteur engagé et analyste de la réalité... A travers la sociologie nous avions la prétention de pouvoir "découvrir" les clés d'explication du monde environnant, ce qui nous permettrait – nous le pensions ainsi – d'intervenir sur la réalité de manière plus efficace.

Ainsi, cette thèse est née de ce double parcours et de la déception que nous avons ressentie vis-à-vis d'un tel programme. Ce fut à partir d'une vision moins simpliste des rapports entre théorie et réalité que nous avons envisagé de réaliser cette thèse : non plus comme un élément de changement social, mais plutôt comme un moyen de

compréhension de la réalité. Autrement dit, cette thèse est née de la perception que la connaissance scientifique, du moins dans le domaine des sciences de l'Homme, n'a pas nécessairement pour vocation de promouvoir des transformations sociales, ni de "dévoiler" la réalité cachée aux acteurs sociaux. La connaissance en sciences humaines n'est pas l'expression de l'essence du monde ; elle est une connaissance auto-distanciée, où le rapport même du chercheur à l'objet est questionné, de telle sorte que la connaissance que le chercheur donne à voir est une connaissance qui parle non seulement de l'objet, mais aussi de lui-même.

Une des grandes difficultés des sciences humaines, soulignée depuis longtemps par les classiques de ces disciplines, vient du fait qu'elles n'étudient pas des phénomènes naturels – comme le font la physique ou la chimie, par exemple – mais des phénomènes humains. Ainsi, la grande différence entre les sciences humaines et les autres sciences est que l'objet des premières est constitué d'hommes et de femmes au même titre que les chercheurs ; toutefois, tout comme pour les sciences exactes, les chercheurs en sciences humaines doivent essayer de décrire ce qu'ils ont pu observer de la façon la plus objective possible. Autrement dit, les chercheurs en sciences humaines essaient d'expliquer ce qui a poussé d'autres hommes à agir d'une manière et non d'une autre. Ils sont donc amenés à se mettre à la place des autres, à penser ce qu'ils imaginent que d'autres ont pensé.

C'est ce qui fonde la distinction entre les sciences de l'Homme et les sciences de la nature, pour employer la distinction devenue classique depuis Dilthey ; distinction qui sera depuis reprise par Weber à travers la problématique de la compréhension dans les sciences humaines. Comme l'on sait, pour Weber, ainsi que pour Dilthey avant lui, les sciences humaines ne peuvent expliquer les phénomènes que par l'interprétation et par la compréhension. Comprendre signifiant la capacité du chercheur à cerner le sens que l'acteur donne à son action. Dans ce cadre théorique, dont nous revendiquons l'héritage, l'énumération des facteurs externes aux acteurs ne suffit pas à expliquer l'action sociale ; l'explication de celle-ci ne peut se passer de la compréhension, d'un effort du chercheur pour sortir, momentanément, de sa propre subjectivité, pour pénétrer dans celle des hommes et des femmes qui font l'objet de sa recherche.

La question de la compréhension dans les sciences humaines se pose de façon un peu plus complexe dans le cas où le chercheur fait partie de l'objet qu'il étudie, comme c'est le cas pour cette thèse ; car, s'il n'est pas obligé de faire abstraction de sa propre subjectivité pour accéder aux sens donnés par les acteurs à leurs actions (étant lui même un acteur), comment peut-il savoir si son expérience peut être généralisée à d'autres ? Comment peut-il savoir si ce qu'il pense que les autres ont pensé n'est pas un simple reflet de sa pensée ? Ces questions concernent toutes les recherches en sciences humaines, mais dans ce type de recherche, où le chercheur a fait partie, en tant qu'acteur, des événements qu'il décrit, elles deviennent plus aiguës.

Nous n'avons pas de réponses à apporter, si ce n'est expliquer comment nous avons vécu ce dilemme. Ayant participé à certains des événements que nous décrirons plus loin, il nous semble nécessaire, avant de commencer à aborder notre problématique, de faire quelques remarques sur notre vécu personnel et sur les rapports que celui-ci entretient avec la recherche.

Cela pour deux raisons différentes. Tout d'abord, parce que nous croyons que notre parcours peut être vu comme un parcours typique des militants de gauche de notre génération à Salvador de Bahia ; c'est-à-dire, de cette génération qui commence à militer dans les partis de gauche et dans les syndicats vers le milieu des années 80, après avoir eu des contacts avec cette gauche dans les Lycées et à l'Université.

Cela ne signifie pas, bien entendu, que tous les militants de notre génération ont vécu les mêmes faits que nous, ni que nous les avons interprétés de la même manière. Un parcours n'est typique que dans la mesure où il a des points en commun avec d'autres parcours. Mais, les parcours, en eux-mêmes, n'expliquent pas les choix des acteurs ni leurs manières de vivre ces parcours. Autrement dit, notre parcours ne constitue pas un modèle permettant d'expliquer comment certains facteurs ont pu pousser certains jeunes vers le militantisme de gauche ; il illustre tout simplement comment le militantisme a pu devenir une option pour certains, dont nous-même.

De plus, cela peut être éclairant sous un autre point de vue. Il s'agit du rapport épistémologique liant chercheur et objet de recherche dans le cas où le chercheur a participé à l'action qu'il essaye de comprendre. Comment envisager dans ce cas l'acte de connaissance ? Comment faire la part des choses entre le vécu et la réflexion du chercheur dans ce qu'il a à dire sur son objet ? Peut-on d'ailleurs faire la distinction entre ce qui relève du vécu et ce qui relève de la raison, dans un travail scientifique ?

Nous ne pensons pas que des réponses générales à ces questions soient possibles. Plus simplement, ce chapitre pourrait être utile, peut-être, s'il parvenait à montrer au lecteur l'étendue de la dette de nos idées à notre vécu personnel. Il s'agit surtout de poser la question du statut de la biographie du chercheur dans la recherche.

Par ailleurs, cette problématique n'est pas d'une originalité particulière. Pour ne rester que dans le champ de la sociologie, les travaux, sur la culture des classes populaires en Angleterre, du sociologue Richard Hoggart (1970 et 1991), ont montré depuis longtemps combien la biographie du chercheur peut devenir un excellent moyen de mieux connaître un thème de recherche. Dans ce cas, la connaissance de "l'intérieur", à partir du "dedans" (ce que la biographie de l'auteur rendait possible) a signifié un apport inestimable à la connaissance sociologique sur la "culture des pauvres".

C'est dans cette logique que nous nous inscrivons ici. Ainsi, nous espérons que la biographie du chercheur (qui a été acteur-chercheur auparavant), pourra apporter un éclairage supplémentaire au thème étudié dans cette thèse.

4.2. Parcours d'un militant de gauche

Qu'il nous soit permis, contre les règles d'usage, de poursuivre ce sous-chapitre à la première personne du singulier. Cela, afin de rendre le récit plus authentique.

Mon souvenir le plus ancien de situations où j'ai été interpellé par des questionnements politiques remonte à la fin des années 70.

J'étais alors au collège. Avec un groupe d'amis, et sous l'influence d'un professeur de confession catholique, nous avons décidé de mettre en scène une pièce de théâtre sur la

vie du Christ. Après un mois de répétitions, nous avons été très surpris par la décision de la direction du Collège de ne pas donner son accord pour la représentation de la pièce. Entre gêne et déconvenue, le professeur qui, depuis le départ, nous suivait, nous annonça la nouvelle : la pièce ne pourrait être représentée car, pour la direction, il n'était pas très correct de changer l'époque de la vie du Christ ; cela pouvait être perçu comme une hérésie. Pire encore, la direction ne voyait pas d'un bon oeil la formation d'un groupe de théâtre en dehors des cours dispensés dans le cadre d'une discipline déjà existante dans le programme de l'établissement.

Vivre sous une dictature c'était cela : même une pièce religieuse, mise en scène par de jeunes adolescents, dans un Collège public, risquait d'être perçue comme une atteinte à "l'ordre établi". Tout ce qui sortait, un tant soit peu, des cadres institutionnels existants représentait un danger. Mon vécu de la dictature brésilienne, à une période où elle commençait à donner des signes d'ouverture, commença de cette manière : l'interdiction faite à des adolescents de vivre une expérience théâtrale.

Pour le presque enfant que j'étais, cela renvoyait à toutes les interdictions en vigueur dans mon milieu familial ou dans l'institution scolaire. La dimension politique de cette révolte fut révélée par O., un ami plus âgé que moi ; voyant ma frustration après l'interdiction de représentation de la pièce, il me dit une chose qui marqua ma pensée longtemps : cela n'était possible que parce que nous vivions sous une dictature militaire !

Une dictature militaire. Ces mots résonnaient à mes oreilles, donnant du sens à un fait qui me paraissait profondément injuste. Dictature Militaire. Autoritarisme. Petit à petit, ces mots commençaient à prendre du sens pour moi. Mais, pour quelles raisons le Brésil était-il une dictature ?

L'affirmation de O. et les discussions que nous avons eues après, m'ont fait découvrir un monde nouveau ; elles m'ont appris à regarder et à comprendre des choses nouvelles ; à percevoir dans les discours officiels du régime, des messages trompeurs ; elles m'ont appris, aussi, à entrevoir des bribes de liberté et de révolte dissimulés dans des domaines comme la littérature ou la musique populaire, par exemple. Grâce à ces échanges, je devenais, petit à petit, quelqu'un de gauche ; sans même savoir ce que le mot gauche signifiait. J'ai appris, bien après, que O. était déjà un militant du Parti Communiste Brésilien, alors dans l'illégalité. Ce qui peut expliquer son intérêt pédagogique (dans le sens politique du terme), à mon égard, ainsi qu'à l'égard d'autres amis.

C'était cela, aussi, vivre sous une dictature : rencontrer des militants de gauche dans des réseaux aussi inattendus qu'un groupe d'adolescents qui s'apprêtait à jouer une pièce religieuse. Pour la gauche, vivre et survivre sous une dictature signifiait pénétrer les 'pores' de la société, profiter de tous les espaces et lieux publics pour relancer le débat ; sans pour autant se faire remarquer par les forces de l'ordre. A cette époque, les milieux étudiant, lycéen et collégien étaient des espaces privilégiés de l'action de la gauche, dans une stratégie à long et à moyen terme de formation de militants. Ma rencontre avec O. s'est faite dans ce cadre socio-politique très spécifique.

L'année suivante, je rentrais à l'Ecole Technique Fédérale de Bahia. Ce Lycée Technique était jugé à l'époque comme le meilleur établissement d'enseignement secondaire de tout l'Etat de Bahia. Et pour cause, il formait la main d'oeuvre spécialisée

pour les nouvelles industries chimiques et pétrochimiques qui commençaient à s'installer dans l'État.

De ce fait, la présence de militants de gauche parmi les lycéens était encore plus perceptible que dans le Collège d'où je venais. Selon des amis qui étaient à l'époque des militants, le but majeur des diverses tendances de la gauche était d'assurer, pour le futur, une présence effective, parmi les travailleurs des industries stratégiques et dynamiques de la pétrochimie à Bahia.

Ainsi, les contacts que j'avais commencé à établir avec certains militants de gauche lors de ma dernière année de Collège, allaient se renforcer au Lycée. Cela, même si je n'ai pas franchi le pas, à cette époque, d'un engagement plus effectif dans les organisations clandestines de la gauche ; j'appartenais à ce qu'on appelait la "zone d'influence" ; c'est-à-dire un groupe de personnes non-militantes mais entretenant des débats et des rapports assez proches avec les militants.

Le mot d'ordre de l'enseignement de l'Ecole Technique était d'apprendre aux gens à travailler seul, à profiter des contacts avec les professeurs pour lever les doutes et non pour apprendre. On essayait de forger ainsi des aptitudes à l'autonomie et à la curiosité ; aptitudes jugées nécessaires pour l'exécution des tâches qui nous seraient demandées lors de notre travail dans l'industrie.

Ainsi, par exemple, l'enseignement de physique générale était organisé de telle sorte que les seuls contacts que nous avions avec les professeurs étaient lors des examens ; le programme de cette matière était constitué de modules de différents sujets, que nous devions étudier avant de nous présenter pour les examens ; nous pouvions passer les examens du module suivant seulement en cas de réussite. Dans tous les cas de figure, nous jouissions d'une totale liberté pour décider quand nous allions passer les examens, mais à la fin de l'année il nous fallait avoir étudié tous les modules de la discipline. C'était une façon de nous pousser vers l'auto-didactisme et d'augmenter notre autonomie vis-à-vis des professeurs.

Les études de Michel Agier, Nády Castro et Antônio Sérgio Guimarães réunies in Guimarães et Allii (1995), ont insisté sur l'importance de cette formation professionnelle dans la façon dont les syndicalistes de l'industrie pétrochimique de Bahia, dans les années 80, ont développé une pratique syndicale contestataire.

En ce qui me concerne, je crois que l'enseignement de l'Ecole Technique fut également important afin que je ne valorise pas à l'excès les ingénieurs, c'est-à-dire leurs connaissances et leurs droits dans le quotidien du travail ; ayant suivi une formation de niveau presque universitaire (bien que non reconnue officiellement) et formés pour occuper des postes d'une certaine responsabilité, nous avons du mal à accepter les rapports d'autorité qui s'établissaient parfois avec les ingénieurs ; dans la tradition industrielle brésilienne, ces rapports entre les professionnels de niveau supérieur et les autres employés se construisent sur un modèle qui va du paternalisme à l'autoritarisme¹²

¹² La bibliographie relative aux rapports sociaux dans l'industrie brésilienne est relativement vaste ; nous renvoyons le lecteur aux études de Ramalho (1989) et de Humphrey (1982), parmi d'autres.

Autrement dit, nous avons été formés pour être des agents de maîtrise, pour avoir des responsabilités dans notre travail. Ces attentes n'ont toujours pas été satisfaites dans le quotidien du travail de l'industrie moderne de Bahia.

De plus, des contacts fréquents avec les lycéens militants de la gauche, m'amenaient à concevoir la réalité sociale brésilienne du point de vue de cette gauche ; je partageais avec elle certaines valeurs, dont la critique acerbe de la dictature et de la structure du pouvoir dans la société brésilienne. A vrai dire, à cette époque, au sein de l'Ecole Technique, même les non militants, et ceux qui ne s'intéressaient pas à la politique et qui n'entretenaient pas de rapports avec les militants de la gauche, étaient sous son influence au niveau idéologique ; peut-être, plus en raison du niveau de dégradation de la légitimité de la dictature et des idées jugées de droite, qu'en raison d'un travail très efficace des militants de gauche parmi les lycéens.

A la fin de mes études à l'Ecole Technique (en chimie industrielle), deux événements majeurs allaient changer le rythme de ma vie. En premier lieu, je rentrais à l'Université Fédérale de Bahia pour entreprendre des études en sciences sociales ; ce qui amusa beaucoup mes collègues du cours de chimie : qu'est-ce que j'allais faire avec un cours de sciences sociales ? A l'époque je n'étais pas sûr de la réponse ; à vrai dire, je ne savais même pas ce qu'étaient les sciences sociales. Je savais seulement que je voulais comprendre ma société, pour pouvoir la changer ; très influencé par la 'praxis' marxiste, j'étais convaincu de la nécessité d'une interprétation "scientifique" de la réalité brésilienne afin de pouvoir établir des stratégies garantissant la poursuite du processus démocratique et, dans le futur, l'établissement du socialisme dans le pays.

Le deuxième événement important, survenu à la même époque, fut mon embauche dans l'entreprise nationale du pétrole au Brésil (PETROBRAS). Je rentrais ainsi dans l'entreprise que l'on jugeait à l'époque, comme celle offrant le plus d'avantages à ses employés, à Bahia ; un emploi en or, dont tous les ouvriers de Bahia rêvaient. Ce qui, dès les années 60, avait donné lieu à la création de tout un folklore à propos des travailleurs de PETROBRAS : on disait d'eux qu'ils touchaient des salaires tellement élevés que certains se construisaient des rideaux avec des billets ; on disait aussi que d'autres allumaient leurs cigarettes avec les plus gros billets. Travailler à PETROBRAS signifiait, pour certains, presque avoir remporté le gros lot de la loterie nationale.

Bien évidemment, toutes ces histoires se sont développées principalement parmi les couches populaires de Bahia ; dans un État où la précarité professionnelle et les emplois sous-payés touchaient la majorité de la population, rentrer dans une entreprise où les salaires étaient au-dessus de la moyenne régionale ne pouvait être que très valorisé. Le même phénomène se reproduisait vis-à-vis des entreprises pétrochimiques implantées depuis peu à Bahia ; la seule différence avec PETROBRAS est que ces représentations étaient plus anciennes et donc, plus fortes, parmi les Bahianais.

Ainsi, au cours de la même année, je réalisais deux de mes vœux : je décrochais un emploi qui pourrait m'assurer très aisément ma survie financière, dans une entreprise où le système d'emploi à vie, bien que non institutionnalisé comme pour les fonctionnaires, était une tradition ; à côté de cela, je commençais des études dont j'attendais des clés pour comprendre la logique de la société dans laquelle j'évoluais.

A PETROBRAS, après une période de huit mois de formation théorique, nécessaire au vu des spécificités de l'industrie pétrolière, j'ai été placé, en qualité de technicien chimiste, dans le secteur de la perforation des puits de pétrole dans l'État de Bahia. Les activités développées dans ce secteur se faisaient à l'aide de sondes de perforation sur terre (à l'inverse d'autres États où cela se faisait en mer), dans des régions relativement inaccessibles. De ce fait, le travail se faisait par poste : la plupart des gens travaillait 12 heures par jour pendant 7 jours, suivi d'un repos compensateur de 7 jours.

Le principal avantage de ce système de travail, est qu'il me donnait la possibilité de suivre mon cours de sciences sociales. Non seulement en ayant une semaine sur deux complètement libre, mais aussi en m'incitant à la lecture lors de ma présence sur le lieu de travail.

Pendant, l'adaptation à cette nouvelle vie s'est faite très péniblement. L'enfermement durant une semaine entière, était vécu comme une sorte d'emprisonnement. Je quittais le travail dans un état d'étrange ébriété, de déconnexion avec la vie courante ; j'étais alors sur les nuages ; il me fallait deux ou trois jours pour me réadapter au rythme spatio-temporel de mes proches. Cette sensation de partir pour un ailleurs distant, de mettre sa vie en suspens pendant une semaine, d'être en dehors du monde, me donnait des cauchemars à chaque reprise.

Pendant la période de travail, le plus dur était la sensation de solitude. Malgré le fait que les activités d'une sonde de perforation ne s'arrêtent jamais et qu'il y a toujours au moins vingt personnes en service, je me sentais très seul, profondément seul. Avec mes compagnons de travail nous ne parlions que du travail ou de banalités ; surtout de ce qui constituait le fantasme d'une bonne partie de ceux qui avaient ce rythme de vie : les multiples femmes qu'un homme se devait d'avoir et, contradictoirement, la peur de l'adultère ; étant si loin de nos proches, comment être sûrs que nos femmes (l'environnement de travail était presque exclusivement masculin) ne nous trompaient pas ? Je me sentais très éloigné de cet univers, ce qui augmentait encore davantage mon sentiment de solitude.

Pour un jeune ayant établi des contacts assez proches avec la gauche et avec les groupes contestataires de l'ordre politique et symbolique établi (y compris l'ordre sexuel et familial : les notions de mariage et d'adultère, par exemple), l'ambiance de travail dans ce secteur de PETROBRAS était très difficile à accepter. D'autant plus que toute tentative de contestation des valeurs qui y étaient dominantes risquait d'être stigmatisée comme un défaut de masculinité ou comme l'expression de la folie.

De là est née ma peur d'être identifié au petroleiro. Non seulement en raison de la réputation de nouveaux riches qu'avaient acquis les ouvriers du pétrole (pour un jeune marxiste être considéré comme privilégié était difficile à accepter) ; mais aussi, dans une attitude d'autodéfense, cette peur était une façon de me positionner contre une possible adaptation au milieu ; contre la possibilité de devenir comme les collègues que je côtoyais dans mon travail, desquels je me sentais très éloigné.

De plus, bien que jouissant d'une relative autonomie dans mon travail, les pressions professionnelles dont les techniciens chimistes étaient la cible, rendaient le quotidien très angoissant.

En outre, j'avais du mal à accepter les rapports autoritaires qui régissaient les relations entre les responsables et les subordonnés. Des rapports où une simple contestation de la façon dont les responsables dirigeaient leurs subordonnés pouvait donner lieu à une mise à pied ; fait que m'arriva personnellement.

Ce qui me gênait le plus dans ces relations était leur côté paternaliste ; on était prêt à protéger un employé à condition qu'il fasse preuve de docilité et de connivence vis-à-vis des responsables. J'avais parfois le sentiment qu'il était pardonnable d'être un employé peu compétent, mais pas d'être trop revendicatif ou peu conciliant vis-à-vis de l'autorité des responsables. Dans ce contexte, pour grimper rapidement dans l'échelle professionnelle, mieux valait être un ami des "chefs" que quelqu'un de compétent mais peu habile dans les relations humaines.

Je tiens à préciser que je ne donne ici que mes propres jugements sur des situations passées. Si j'insiste sur ces faits, c'est que mon parcours de militant ne serait pas compréhensible sans faire référence au sentiment d'injustice dont je me sentais victime. Cela n'empêche pas que d'autres personnes, ayant vécu les mêmes situations que moi, les interprètent différemment.

Cependant, d'autres personnes que moi, appartenant à ma génération, étaient confrontées au même problème ; démontrant ainsi que pour une partie des jeunes rentrés à PETROBRAS au début des années 1980, le modèle de relations hiérarchiques en vigueur paraissait trop autoritaire et trop archaïque ; surtout à un moment de l'histoire du pays où le problème de la démocratisation politique et sociale était posé avec force. Ce qui n'est pas sans rappeler les attentes sociales éveillées par le processus de redémocratisation entamé dès la fin des années 1970.

Ma participation à la politique syndicale des ouvriers du pétrole ne peut être comprise en dehors de ces cadres. Dans une conjoncture de redémocratisation de la société brésilienne (nous étions alors dans la deuxième moitié des années 80), l'existence de rapports que je qualifiais de trop autoritaires dans mon milieu de travail, la rencontre avec un groupe qui proposait de changer ces rapports par la voie syndicale, m'amèneront à un engagement toujours plus important dans la vie syndicale et politique. De même, la naissance d'un projet théorique de recherche sur le syndicalisme des ouvriers du pétrole, dans le cadre de mes études en sciences sociales, me pousseront à me positionner vis-à-vis des projets syndicaux qui se disputaient l'hégémonie chez les ouvriers du pétrole.

Mais, un autre type de questionnements me poussait aussi à l'engagement. Il s'agissait de la façon dont j'envisageais l'emploi à PETROBRAS et les représentations qui y étaient associées à Bahia, y compris parmi les ouvriers du pétrole. Je fais référence ici à la peur que je ressentais, de même qu'une bonne partie de mes collègues issus de l'Ecole Technique, de finir par m'accommoder au train de vie de PETROBRAS.

Durant le cours de spécialisation dispensé par l'entreprise, la plupart de mes collègues alimentaient le rêve de travailler deux ou trois ans à PETROBRAS, pour économiser un peu d'argent, afin de monter une affaire et de démissionner de la compagnie pétrolière.

Nous aspirions tous à devenir notre propre patron, à n'avoir de comptes à rendre à

personne, sauf à nous-même. Le travail industriel était conçu comme une activité passagère ; une activité exclusivement financière, laquelle pourrait permettre une capitalisation suffisante pour abandonner le travail industriel.

J'ignore jusqu'à quel point ce sentiment était répandu parmi les jeunes employés de PETROBRAS à Bahia. Cependant chez les jeunes issus de l'Ecole Technique, ceux qui occupaient les postes les plus spécialisés, ce projet apparaissait souvent dans les conversations. Par ailleurs, Agier et Castro (1989) observeront le même phénomène chez les ouvriers spécialisés de l'industrie pétrochimique de Bahia dans les années 80. Il me semble que cela illustre bien la vision du travail industriel qui dominait chez les jeunes techniciens issus de l'Ecole Technique : l'industrie était perçue comme un lieu de travail pénible et dangereux ; où l'on touchait des salaires beaucoup plus élevés que la moyenne salariale régionale¹³, certes, mais à un prix humain et familial jugé trop élevé.

Cette vision du travail industriel chez les jeunes travailleurs fut une des sources de conflit entre les jeunes et les anciens travailleurs de PETROBRAS ; dans une entreprise ayant une présence à Bahia relativement ancienne (depuis les années 50), ayant, donc, des travailleurs plus âgés, formés à une culture de valorisation de l'entreprise (en tant que symbole nationaliste) et du travail industriel (synonyme de réussite sociale), l'arrivée de jeunes travailleurs, plus diplômés et si peu respectueux de cette culture ne pouvait que donner lieu à des conflits de générations ; la spécificité de PETROBRAS, comme nous le verrons plus loin, est que ces conflits se manifesteront également dans le champ syndical.

Ainsi, durant cette période il était très commun d'entendre, à PETROBRAS, dans la bouche des travailleurs les plus anciens, des observations sur le manque de nationalisme des jeunes travailleurs ; cela sur un ton partagé entre critique et endoctrinement, car tout cela était pour eux, la faute de la dictature militaire qui avait cassé le sentiment nationaliste chez la jeunesse brésilienne.

Du côté des jeunes, les choses se passaient différemment. La grande peur que je partageais avec certains de mes compagnons de génération, était de m'accommoder à la vie tranquille et plaisante de PETROBRAS : nous gagnions bien notre vie, nous avions des avantages sociaux importants, etc. mais nous n'avions pas le temps de faire des choses intéressantes (dans mon cas, des activités culturelles, par exemple). Nous avions peur aussi de devenir comme les travailleurs les plus anciens que nous côtoyions ; peur d'être amenés à nous servir des mêmes symboles : bagues et dents en or, ostentation d'une richesse économique apparente, grosses voitures, discours d'appartenance à un groupe particulier de travailleurs jouant un rôle plus important que les autres dans le développement du pays, etc.

Ainsi, à une adaptation difficile au temps industriel imposé (le travail par poste rendant difficile la conciliation de notre temps avec le temps de nos proches), s'ajoutait un refus de l'identité sociale qui nous était proposée ; une identité basée sur une image que

¹³ Les salaires des ouvriers spécialisés des industries chimiques, pétrochimiques et pétrolières étaient plus élevés que ceux payés dans d'autres activités économiques. En 1988, par exemple, le salaire moyen dans ces secteurs industriels à Bahia était de 8 salaires minimums (SUDENE, 1990), alors qu'en 1990, plus de 72 % des salariés de Bahia touchaient moins de 5 salaires minimums; pourcentage qui était de 48 % pour les salariés percevant moins de 2 salaires minimums (Kraychete, 1994 : 29).

nous jugions, à l'époque, trop "petite bourgeoise".

L'inadaptation des jeunes était aussi due à une relative déception vis-à-vis du travail industriel. Nous avons idéalisé le travail industriel, au moins pour les techniciens qui nous étions, comme quelque chose à la fois agréable, intéressant et économiquement avantageux.

Or, non seulement la routine de notre travail (surtout les horaires) était très éloignée du travail idéalisé auquel nous avons rêvé durant notre formation, mais de plus les rapports hiérarchiques, trop inflexibles, nous semblaient trop inhumains, hors de notre époque. Même les salaires relativement élevés commencèrent à nous paraître dérisoires, dès lors que nous nous étions habitués à notre nouveau pouvoir d'achat et que les instabilités économiques du pays, entraînant une accélération de l'inflation, nous poussèrent à prendre conscience de la relativité de ces salaires.

Ce n'est donc pas un hasard si les oppositions syndicales apparues au début des années 80 étaient en majorité constituées de jeunes techniciens, en général issus de l'Ecole Technique.

4.2.1. L'opposition Syndicale des ouvriers du pétrole de Bahia

Mon premier contact avec le syndicat des travailleurs de l'exploration et de la production pétrolière à Bahia, a eu lieu durant la grève des travailleurs du raffinage en juillet 1983 (je venais de rentrer à PETROBRAS). Ce fut un contact indirect, car je m'étais étonné alors du fait que cette grève n'était pas mentionnée dans les publications du syndicat auquel j'appartenais ; du moins dans les sondes de perforation pétrolière, nous n'avions aucune nouvelle syndicale. Les seules informations disponibles étaient celles parues dans les moyens de communication de masse. Il était un peu gênant pour moi d'avouer à des amis, parfois militants de gauche, que bien qu'appartenant à la même entreprise que les grévistes, du fait que je n'étais pas représenté par le même syndicat que le leur, je ne savais de la grève rien de plus que ce qu'en montrait la télévision. Cela m'incita à participer plus activement aux activités syndicales.

La première réunion syndicale à laquelle j'ai assisté me laissa un souvenir très négatif. J'avais appris la tenue de cette réunion par des amis de l'époque de l'Ecole Technique, car pour ceux qui travaillaient dans les sondes de perforation comme moi, les informations sur les réunions du syndicat n'arrivaient jamais, ou presque jamais. C'était une réunion organisée pour décider des stratégies qui devaient être adoptées pour la campagne salariale, afin d'obtenir une augmentation salariale plus importante que celle que la direction de l'entreprise avait déjà annoncée.

Je m'attendais à des discussions et à des débats semblables à ceux que je connaissais au sein du mouvement étudiant, où le débat idéologique et les critiques vis-à-vis du gouvernement avaient une place importante. Rien de plus éloigné de la réalité ! J'assistais à une réunion où la majorité des présents était des retraités de PETROBRAS, où les retrouvailles avec les anciens camarades de travail étaient plus importantes que les débats autour de la question salariale. De plus, je perçus clairement que les propositions faites par les dirigeants syndicaux étaient toujours assurées de la victoire lors des délibérations ; parfois on prétendait même empêcher d'autres personnes n'appartenant

pas à la direction du syndicat de faire des propositions, car les dés étaient joués d'avance.

De même, il y avait tout un ensemble de codes que j'avais du mal à comprendre : les gens criaient presque tout le temps, rigolaient, se racontaient des blagues, se remémoraient de vieilles histoires, etc. pendant que les orateurs inscrits se succédaient. Lors des conflits relatifs aux mesures à adopter, l'assistance adoptait en général une attitude très agressive vis-à-vis de ceux qui osaient défier la ligne proposée par les responsables du syndicat.

En ce qui concerne les discours syndicaux, le ton général soulignait l'importance d'éviter un conflit direct avec l'entreprise. Avant cela, il fallait épuiser toutes les alternatives ; en dernier ressort il nous restait toujours la possibilité de demander un arbitrage auprès de la cour de justice du travail. Les critiques et remarques du petit groupe d'opposition syndicale (quand j'ai commencé à fréquenter leurs réunions, quelques mois plus tard, ils n'étaient plus qu'une dizaine), apparurent comme la seule note dissonante de la soirée.

Je ne relate ici, je le répète, que des impressions ressenties personnellement. Cependant, plusieurs amis m'ont avoué avoir eu la même impression lors de leur première réunion syndicale. L'attrait que le message de l'opposition syndicale exerçait sur nous s'explique par le fait que non seulement elle était sur la même longueur d'onde que la tendance majoritaire du syndicalisme brésilien (liée au Parti des Travailleurs et à la Centrale Unique des Travailleurs), mais que, de plus, elle se présentait comme une alternative au monopole du pouvoir syndical que détenaient les retraités.

Ainsi, je me suis rapproché, presque naturellement, du groupe d'opposition syndicale qui, depuis le début des années 80, essayait de dynamiser l'action du syndicat ; ce qui pour moi signifiait une plus grande proximité avec le type de syndicalisme proposé par la Centrale Unique des Travailleurs (CUT).

4.2.2. La Vie d'un militant syndical

Après mes premiers contacts avec les membres de l'opposition, je deviens rapidement un militant syndical engagé ; au point que les enjeux syndicaux prennent une place très importante dans ma vie quotidienne, en absorbant une grande partie. Sans m'en rendre compte, je suis devenu un militant de gauche.

Être militant signifiait avoir une assez grande disponibilité personnelle. Nous organisions des réunions hebdomadaires, le mardi soir en général, pour discuter de la stratégie que nous devons adopter pour démasquer ce que l'on nommait le conservatisme de la direction du syndicat. Dans ces réunions nous discutons toutes les questions jugées importantes : des mesures à caractère pratique (comment faire pour assurer au groupe les moyens financiers de sa survie, etc.), comme des positionnements politiques vis-à-vis de la conjoncture nationale ou régionale.

J'ai le souvenir de réunions interminables, terminant rarement avant minuit¹⁴ ; nous

¹⁴ Pour comprendre ce que cela signifiait pour les militants, il faut savoir que la plupart d'entre nous devions nous rendre au travail le lendemain matin.

ne les finissions qu'au moment où la majorité des personnes présentes, épuisées, menaçaient de partir avant la délibération sur la stratégie à adopter concernant les questions les plus importantes. Car nous organisions le vote sur ces questions à la fin des réunions et nous accordions une grande importance à ce que tous les membres de l'opposition (entre dix et quinze, à cette période) y participent. Cela parce que, d'après le principe garantissant l'unité de l'opposition, une fois une décision prise par le collectif, les membres du groupe s'obligeaient à la défendre, même au dépens de leurs idées personnelles.

Nous n'étions pas loin du centralisme démocratique des partis léninistes ; cela nous paraissait nécessaire, car à l'instar de la gauche brésilienne de cette époque, l'opposition syndicale des ouvriers du pétrole de Bahia était loin d'être homogène au niveau politique et idéologique. Ainsi, après des heures de débats, nous arrivions à une sorte de compromis entre les membres du groupe, dont les délibérations constituaient les symboles.

Aujourd'hui, je pense qu'il y avait plus qu'un souci de démocratie interne dans cette démarche. C'était aussi un moyen pour resserrer la cohésion interne du groupe. Et cela dans la mesure où tous avaient l'impression d'avoir participé aux prises de décisions, chacun se sentant plus engagé dans la défense des décisions prises. Nous avions, aussi, un plaisir inavoué à être ensemble, à penser que nous oeuvrions pour la révolution socialiste au Brésil ; en faisant avancer la lutte syndicale chez les ouvriers du pétrole, nous nous imaginions à la veille de la révolution. Et faute de résultats pratiques de notre action, nous pouvions, en prolongeant nos rencontres, nous rassurer mutuellement sur l'importance historique de notre combat. De ce fait, ces rencontres étaient pour nous le moyen de créer une identité chez les membres de l'opposition, identité basée sur un projet d'avenir plus ou moins lointain, plus ou moins nébuleux et indéfinissable, mais que nous nommions le socialisme.

Cela n'empêchait pas l'existence de divergences assez importantes entre les membres de l'opposition. Des divergences qui prenaient leurs sources dans le fait que chacun des participants du groupe avait, par ailleurs, une participation plus ou moins engagée dans d'autres organisations de gauche, ayant parfois des visions divergentes sur la réalité politique brésilienne. Ces organisations, regroupées au sein du Parti des Travailleurs, étaient en effet les héritières des innombrables groupuscules de gauche créés après le coup d'Etat de 1964. On les appelait alors, dans cette deuxième moitié des années 80, des "tendances".

Au sein de l'opposition syndicale des ouvriers du pétrole, on pouvait identifier trois tendances, animées par les militants les plus anciens, lesquels menaient un combat idéologique incessant afin d'obtenir le ralliement des militants les plus jeunes à leurs idées. Pour le militant jeune et inexpérimenté que j'étais, il était difficile de concevoir ces divisions internes au delà de simples divergences de tactiques ; car nous étions tous du même côté, nous menions tous la même lutte et nous étions tous animés par le même idéal. Ce n'est pas un hasard si au moment où ces divisions commencèrent à prendre de l'ampleur, laissant voir combien les intérêts personnels et le refus d'accepter les différences constituaient l'arrière plan des querelles internes de l'opposition syndicale, j'ai commencé à ressentir ma première déception vis-à-vis du militantisme.

Cela est devenu évident pour moi lors des premières élections syndicales auxquelles j'ai participé comme membre de l'opposition, au cours du deuxième semestre 1987. Pendant les débats et les réunions qui eurent lieu pour former la liste que l'opposition devait proposer, la tension est montée à un niveau hors de toute attente. Deux conceptions divergentes s'affrontaient sur la stratégie à adopter. Pour les uns, il fallait organiser une liste aussi ouverte que possible, composée non seulement de membres de l'opposition, mais aussi d'autres groupes de travailleurs du pétrole ; c'était le seul moyen, face au caractère conservateur du groupe, d'isoler et de vaincre la direction du syndicat. Pour les autres, à l'inverse, il fallait adopter une attitude plus radicale ; plus important que de remporter les élections, était de faire avancer le niveau des débats et le niveau de politisation de la base, ce que seule une élection très polarisée au niveau idéologique pouvait faire ; ainsi, seuls les militants de l'opposition devaient composer la liste, y compris ceux qui avaient été licenciés par l'entreprise à cause de leur activité syndicale.

Plus que des divergences sur l'évaluation des rapports de force entre les différents groupes chez les ouvriers du pétrole, ce débat marquait, de façon détournée, la volonté de chaque tendance de s'assurer une représentation convenable dans la liste et, en cas de victoire, à la direction du syndicat. Non que chaque tendance n'ait pas eu une stratégie à long terme pour le syndicalisme des "petroleiros", mais il me semble que les enjeux et les querelles internes à l'opposition avaient un poids aussi important.

Signe de l'importance de ces enjeux, l'accord final sur les personnes qui allaient composer la liste de l'opposition (et, de par la loi syndicale, elle ne pouvait en contenir plus de 24), se déroula en comité restreint des cinq militants les plus anciens et les plus engagés dans les tendances de la gauche. Cela était, bien sûr, un secret ; je ne l'ai su que par hasard : au téléphone, la femme de l'un de ces militants, non consciente du niveau de confidentialité de cette réunion, me confia le but de ces échanges, ainsi que l'endroit et l'heure où elle devait avoir lieu.

J'ai appris ainsi que même au niveau de l'opposition syndicale, la démocratie interne n'était pas aussi développée que je l'imaginai ; je compris aussi comment les rapports de force entre les différents groupes de gauche à l'intérieur de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) ou du Parti des Travailleurs (PT) étaient présents au sein même d'un petit groupe de militants syndicaux. La plupart des positionnements de certains membres de l'opposition syndicale n'étaient, en effet, que le reflet de décisions prises au niveau des tendances. Les réunions, en comité restreint, entre les militants les plus insérés dans la vie partisane étaient une façon de concilier, au niveau de l'opposition des ouvriers du pétrole, les visions des différentes tendances représentées.

Le fait que les militants les plus engagés dans les tendances et dans la vie politique, en dehors du syndicat, étaient aussi les militants les plus connus et ayant une expression publique 'plus importante', donnait à leurs réunions secrètes un statut de comité directeur de l'opposition. Malgré le fait que l'opposition n'avait pas de direction formelle¹⁵ (ce qui allait dans le sens de la démocratie directe que nous proposons), la majorité des décisions importantes était prise au sein du petit comité des cinq militants les plus anciens.

¹⁵ Le niveau d'organisation était minimal : nous avons seulement un trésorier, quelqu'un qui devait gérer les finances du groupe.

Ma première réaction face à ces découvertes fut la déception ; j'avais le sentiment d'avoir été manipulé, mis à l'écart des décisions importantes. Jusqu'alors, j'avais une vision idéalisée de la gauche et des militants ; durant la période du Lycée ou du Collège, mes contacts avec eux avaient été des contacts superficiels davantage qu'une véritable participation à leurs organisations ; je les aidais dans certaines activités parce que je croyais que leurs actions étaient importantes pour le pays et pour la démocratie. La découverte de l'aspect centralisateur de l'opposition syndicale des petroleiros fut une "douche froide", et bouleversa le regard que je portais sur ma "nouvelle" famille : la gauche brésilienne.

Je me rendais compte que malgré les critiques, dominantes parmi nous, faites à l'encontre des pratiques non-démocratiques de l'ancienne gauche, formée sous le stalinisme, nous n'avions pas encore réussi à nous débarrasser de certaines de ces pratiques.

Toutes les contradictions internes de l'opposition semblèrent disparaître lors de la campagne électorale pour renouveler la direction du syndicat. Devant un ennemi commun et poursuivant le même but - remporter les élections - le groupe semblait se souder à nouveau, laissant provisoirement de côté les rivalités internes.

Nous avons basé notre discours durant cette élection, sur la nécessité d'un nouveau syndical au sein de la base des ouvriers du pétrole de Bahia. Les vieux syndicalistes, à la tête du syndicat depuis une décennie, n'avaient jamais démontré la moindre volonté de mener une action de mobilisation ; seule la mobilisation du personnel pouvait nous permettre d'obtenir plus d'avantages et de protection contre les effets de l'inflation. Avec la volonté affichée de défendre les intérêts de la base par le biais d'une plus grande combativité du syndicat, nous essayions de faire face au discours de la direction du syndicat, selon lequel nous étions trop liés à la CUT et au PT ; de telle sorte que les intérêts de ces organisations étaient prioritaires. Selon eux, nous allions oublier les véritables intérêts de la base, en cas de victoire de notre liste. De plus, nous étions trop jeunes, trop inexpérimentés, trop immatures et, surtout, trop imprudents pour pouvoir occuper des postes d'une telle responsabilité : nous allions mettre en danger les emplois des travailleurs de PETROBRAS avec notre volonté de faire la grève pour la grève, sans avoir épuisé auparavant toutes les possibilités de négociation avec l'entreprise.

Ce genre d'argumentation avait un certain écho parmi les travailleurs, nous le savions ; cependant, selon nous, cela ne pouvait pas nous empêcher de battre la direction du syndicat.

Lors de nos rencontres d'évaluation du déroulement des élections, lesquelles s'étaient déroulées durant une semaine, nous étions très optimistes sur nos chances de victoire. Nous avions alors l'impression d'avoir réussi à faire passer notre message au sein de la base, laquelle devenait à nos yeux plus politisée que nous ne l'avions imaginé.

Ces espoirs furent durement déçus par le résultat final : l'opposition fut battue avec une différence de presque un tiers des voix. Selon les estimations que nous avons réalisées après, cette différence correspondait exactement au nombre d'électeurs retraités de notre syndicat ; autrement dit, nous avons bien réussi à gagner la confiance de la moitié de la base active, mais en ce qui concernait les retraités, représentant un tiers

du collège électoral, notre discours n'avait eu qu'une faible influence : nous avons estimé que notre liste avait remporté seulement 5 % des votes des retraités.

Cette défaite électorale fut un coup très dur pour les militants de l'opposition. Personnellement, j'ai commencé à comprendre qu'il ne suffisait pas d'avoir de grands discours sur la politique économique du pays, sur le rôle de la dette extérieure dans le processus d'inflation, sur l'avenir de la démocratie au Brésil ou sur la politique syndicale que les ouvriers du pétrole devaient mener, pour se faire entendre ; pour convaincre les gens du bien fondé de nos idées, il fallait parler aux gens de choses qui leur étaient proches. Entre les discours et la mise en pratique des discours, il y avait un fossé qu'il fallait franchir : convaincre les gens que l'application d'un tel discours était plausible ; ce qui ne dépendait pas seulement des qualités propres du discours, ni de nos qualités rhétoriques.

Au sein de l'opposition, nous tendions alors à interpréter notre défaite en termes de conflit de générations. Notre discours, basé sur la nécessité du combat et du conflit pour obtenir des avantages, était bien accepté par les jeunes employés de PETROBRAS, formés dans la culture issue de la montée des mouvements sociaux et de la fin de la dictature. En revanche, au sein des travailleurs les plus âgés, qui avaient vécu la dictature à ses débuts, nous n'arrivions pas à être acceptés ; notre discours leur faisait peur ; peur de revivre l'horreur d'une répression comme celle qui avait été déclenchée en 1964. Nous verrons plus loin comment cette idée, qui était à l'origine de cette thèse, va se transformer au cours de ma réflexion.

Toujours est-il que cette analyse de la situation amena l'opposition à changer de stratégie. Au lieu d'un conflit direct avec la direction du syndicat, nous avons choisi de nous rapprocher de certains responsables syndicaux ; afin de faire ressortir les contradictions à l'intérieur de ce groupe.

Le développement de grèves nationales dans l'industrie pétrolière, à partir de 1988, facilitera ce travail de rapprochement entre l'opposition et une tendance de la direction du syndicat. Durant ces grèves, l'opposition, dont les militants avaient déjà des expériences de mobilisation dans les rangs de mouvements sociaux divers, joua un rôle très important ; que ce soit dans les activités de "piquet de grève", dans les négociations avec les représentants de l'entreprise ou, même, dans les contacts avec la presse, les membres de l'opposition avaient un statut de "direction officieuse" du syndicat. Cela allait permettre un rapprochement de plus en plus 'intime' entre une partie de la direction du syndicat (insatisfaite de la position adoptée par la plupart des responsables pendant les grèves) et les militants syndicaux de gauche.

Dans ma vie personnelle, ces grèves marqueront un tournant important. Si dans un premier temps, mes supérieurs hiérarchiques ne voyaient pas mon action syndicale "d'un bon oeil", ils ne prirent pas, pour autant, de mesures dissuasives. Cependant, après les premiers mouvements les choses vont changer : d'abord observateurs méfiants, les responsables de mon secteur commencent à adopter des attitudes plus fermes vis-à-vis des militants. En ce qui me concerne, je fus transféré sur les plates-formes pétrolières en activité sur le littoral de Rio de Janeiro ; ce qui signifiait, dans la pratique, mon éloignement du mouvement syndical de PETROBRAS à Bahia, car je devais, dorénavant,

m'inscrire au syndicat des ouvriers du pétrole de l'État de Rio de Janeiro.

4.2.3. De La déception vis-à-vis de la gauche

Le début des années 90 marque une nouvelle étape dans le mouvement syndical des petroleiros : aussi bien à Bahia qu'à Rio de Janeiro, les oppositions syndicales liées à la CUT et au PT prennent le contrôle des directions syndicales. Bien que je n'aie pu faire partie des listes gagnantes (je n'appartenais plus au syndicat de Bahia et à Rio je n'étais pas assez connu), j'avais un statut de responsable non-officiel au sein des deux syndicats. De ce fait, j'ai pu suivre de l'intérieur tout le processus de décomposition de la gauche syndicale parmi les travailleurs du pétrole.

Une fois arrivés au pouvoir, les militants, jusqu'alors amis inséparables, mèneront une lutte sans merci pour imposer leurs idées et leurs stratégies. A Bahia, cette lutte ira jusqu'à une scission irréconciliable au sein de la direction syndicale, ce qui entraînera l'organisation de nouvelles élections syndicales deux ans avant la date prévue.

Tout cela dans une conjoncture politique nationale assez mouvementée. Fin 1989 ont lieu les premières élections pour la présidence de la république depuis 1960, avant le coup d'État de 1964. Au deuxième tour de cette élection s'affronteront deux candidats assez atypiques dans le paysage politique brésilien, l'un était gouverneur d'un petit État du Nord-Est (Fernando Collor) et l'autre, l'ex-syndicaliste et président du Parti des Travailleurs, Lula.

Pour la première fois dans l'histoire du pays, un parti de gauche avait des chances réelles de remporter une élection présidentielle. De même, pour la première fois au Brésil, un ouvrier, mulâtre et issu de la région la plus pauvre du pays, arrivait au plus près des centres de décision du pouvoir central. Il faut avoir connaissance du caractère conservateur et discriminatoire de la société brésilienne vis-à-vis de ceux qui n'appartiennent pas à l'élite (les non-blancs et les pauvres), pour comprendre toute la portée symbolique de cet événement.

Lors de ces élections j'ai cru plus que jamais que des changements importants, dans la structure sociale du Brésil, étaient possibles.

Les résultats électoraux donnèrent la victoire, avec une faible avance, à Fernando Collor. Ce fut pour moi, et pour la gauche d'une manière générale, une déception difficile à surmonter.

Cependant, dans une conjoncture où les syndicats du pétrole commençaient à radicaliser leurs discours vis-à-vis du nouveau gouvernement et de la direction de l'entreprise, je ne pouvais pas prendre de la distance vis-à-vis du mouvement syndical ; le militantisme politique est un type d'action dont on a du mal à se débarrasser, même quand on doute de son efficacité pratique. J'étais lié au syndicalisme par un sentiment d'obligation : il fallait que je continue à me battre, ne serait-ce que pour être cohérent avec mon passé.

D'autant plus que les premiers mois du gouvernement Collor furent très difficiles pour le mouvement syndical. L'élection directe donnant au gouvernement une légitimité nouvelle, il entreprit de mettre en place des mesures économiques de rigueur, surtout en

ce qui concernait les travailleurs des entreprises nationales, y compris PETROBRAS. Dans ce contexte, les militants, même les plus démobilisés et les plus déçus par les luttes intestines de la gauche, n'avaient pas beaucoup de choix : il ne leur restait que l'option du conflit.

C'est à ce moment de ma vie que l'option de quitter mon emploi à PETROBRAS et de venir vivre en France, au moins temporairement, s'est posée. Ce qui signifiait donner la priorité à ma vie personnelle, par rapport à mes engagements sociaux.

Je me demandais alors pourquoi ne pas tout miser sur ma vie personnelle, puisque je n'éprouvais plus de plaisir à faire partie d'une gauche qui, trop engagée dans ses querelles internes et dans une lutte fratricide pour le pouvoir des organisations nouvellement conquises, ne voyait plus les limites et les perspectives de son action ?

Pour moi cette option a pris la forme d'un départ vers un autre pays. Mais, ici encore, mon cas personnel n'était pas un cas isolé ; durant cette même période, d'autres militants allaient commencer à prendre leurs distances vis-à-vis du militantisme, orientant leurs énergies vers d'autres secteurs de leurs vies.

4.2.4. Si loin, si proche

Mon arrivée en France m'a beaucoup bouleversé. Ce n'était pas tant les différences entre le Brésil et la France qui me bouleversaient. Le plus troublant était que par la confrontation à une réalité tellement différente de celle de mon pays d'origine, je commençais à porter un regard plus distancié vis-à-vis de mon propre pays ; ainsi que sur ma pratique passée. Ce qui me semblait auparavant naturel, m'apparaissait soudain dans toute sa dimension artificielle, dans toute son historicité.

C'est là le fameux effet miroir tant célébré par les Anthropologues qui, dans leur quête de l'autre, finissaient par se retrouver eux-mêmes.

Cette thèse est née d'une démarche similaire. Elle est née de la prise de distance avec ce qui me paraissait autrefois si proche, si naturel que je ne pouvais concevoir la possibilité d'une autre réalité.

Ce sentiment d'éloignement de moi-même, je ne l'ai jamais autant ressenti que lorsque je suis retourné à Bahia, pour compléter mon travail de terrain, en 1994. En rentrant, en revenant sur mon passé, en rencontrant mes anciens compagnons, dans un nouveau cadre (celui d'une recherche), j'avais l'impression d'être à la fois moi-même et un autre. Je n'étais plus, il est certain, un "petroleiro", ni un militant de gauche (malgré les attentes de mes anciens compagnons) ; mais en même temps, je n'étais pas non plus un chercheur complètement extérieur à mon objet, car, d'une certaine façon, j'étais moi-même mon objet.

Ce fait est d'importance, car il dépasse les facilités d'ordre méthodologique que l'ambiguïté de mon statut m'a offertes (des facilités qui sont loin d'être négligeables, car j'ai eu accès à des informations et j'ai pu témoigner d'événements qu'un autre chercheur, un chercheur extérieur en tout cas, n'aurait que très difficilement pu obtenir).

Cela touche au cœur même du statut de la connaissance scientifique en sciences humaines. De quoi et, surtout, de qui parle-t-on quand on parle en tant que chercheur ?

Quel statut a notre parole, vis-à-vis de celles de nos compagnons de voyage et de recherche, ceux que nous nommons parfois acteurs, parfois agents, parfois des deux termes à la fois ?

4.3. De l'ambiguïté du chercheur-objet

D'après Ricoeur (1984), c'est par la mise en récit de notre expérience que nous nous forgeons notre identité. C'est notre façon de légitimer ce que nous sommes devenus par ce que nous avons vécu antérieurement. Ainsi, notre parcours personnel, tel que nous l'avons livré, témoigne de la façon dont nous interprétons actuellement notre passé, notre histoire. Très probablement, nous ne l'interprétons pas de la même façon au moment où nous vivions l'action ; il est donc, comme tous les parcours personnels mis en récit, une construction a posteriori.

Si ce récit a une valeur heuristique, c'est bien celle de pouvoir montrer, par la suite, quelles auront été les conséquences de cette interprétation sur la recherche elle-même. Toutefois, sous un autre angle, ce récit est également éclairant : il indique le caractère "a posteriori" de toute réflexion sur la pratique.

Quel est le sens d'une recherche en sciences humaines où le chercheur est, en même temps, un objet de sa recherche ? Autrement dit, quel type de connaissance le chercheur peut-il apporter sur un sujet quand il est partie prenante des phénomènes qu'il observe ? Quelle est la pertinence de l'utilisation de son expérience personnelle pour dégager des observations censées pouvoir expliquer le comportement d'autres acteurs ? Quel est le sens méthodologique et épistémologique d'un tel rapport de proximité entre chercheur et objet ? Finalement, quelle est la portée explicative d'une expérience personnelle ?

De façon très concrète, notre engagement syndical à PETROBRAS commence en même temps que nous débutons nos études en sciences sociales. Notre réflexion sur le syndicalisme des "petroleiros" de Bahia, dans le cadre de notre cursus universitaire, se donne pour objectif d'avoir des retombées pratiques sur notre action. Ainsi, pratique et réflexion sur la pratique se sont construites en même temps : l'une sur l'autre, l'une à partir de l'autre.

Après avoir décrit de façon très brève ce processus, il convient de reconnaître le caractère atypique de ce cas de figure dans les sciences humaines où, en général, le chercheur est extérieur à l'objet de recherche. Il est vrai que cette extériorité est relative, car au fur et à mesure que la recherche avance, s'opère une sorte d'intériorisation de l'objet par le chercheur (où du chercheur par l'objet), l'obligeant ainsi à se rapprocher toujours plus de son objet.

Cela est vrai pour n'importe quelle méthode, pour n'importe quelle démarche théorique ; il n'existe pas de connaissance en sciences humaines sans un certain rapport de proximité entre le chercheur et l'objet, entre le chercheur et les hommes et femmes qu'il étudie. Ce qui différencie les méthodes et les écoles théoriques dans notre domaine est plus le niveau de cette proximité que la proximité elle-même.

En ce sens, les méthodes d'observation participante¹⁶ sont celles qui, dans l'univers

des sciences humaines, amènent le chercheur à se rapprocher le plus de ce dont il parle ; car, le but de l'observation participante est justement d'amener le chercheur à une compréhension de l'intérieur, à partir du point de vue des acteurs eux-mêmes. Dès lors, il ne s'agit plus de vérifier, dans ce cadre méthodologique, si les observations faites par le chercheur sont "vraies" ou non ; mais, plutôt, si elles sont vécues comme "vraies" par les acteurs.

Cela ne signifie cependant pas seulement que puisse être "vrai" ce que les acteurs pensent être vrai. Mais que les croyances des acteurs font partie, sans pour autant l'épuiser, de la réalité que le chercheur essaye de cerner.

Ce qui caractérise toutes ces études est qu'elles sont le résultat d'un choix des chercheurs d'aller vers les acteurs pour essayer de comprendre leurs logiques et leurs pratiques et, éventuellement, de les influencer. Autrement dit, des chercheurs confirmés essayent de développer des méthodes leur permettant de mieux connaître les acteurs et les cadres de leurs actions.

Pour ces chercheurs, connaissance et engagement personnel du 'chercheur' ne sont pas contradictoires ; partant d'une conception compréhensive de la réalité, ces analyses vont pousser les chercheurs, sinon à vivre l'action avec les acteurs, du moins à essayer de comprendre ce que les acteurs pensent, ainsi que les logiques qu'ils développent.

Cette thèse se pose dans un cadre à la fois semblable et différent. Semblable parce que nous-même, avant de devenir chercheur, nous avons été acteur de certains des événements dont nous nous occuperons au cours des chapitres ultérieurs ; en d'autres termes, avant d'être chercheur nous étions acteur engagé. Et différent, car non seulement une partie de notre formation en sciences sociales s'est déroulée en même temps que notre activité politique, mais de plus, notre choix même d'entreprendre des études en sociologie nous est venu de notre insertion dans l'action. C'est l'action qui nous a poussé vers la recherche et non l'inverse.

En ce sens, plutôt que de l'observation participante, nous avons réalisé de la "participation observante", et ce fut à partir de l'engagement du chercheur dans l'action que l'observation de l'objet a pu se réaliser. Mais, en même temps, l'observation n'a pas été tout le temps mise au service de la participation ; cela dès que nous avons décidé de quitter PETROBRAS et le mouvement syndical des travailleurs du pétrole.

Ainsi, notre parcours nous porta d'une attitude initiale d'objet cherchant à prendre de la distance avec lui-même à une position de chercheur voulant "s'objectiver", revenant vers l'objet avec un regard critique. Un regard non partisan, en tout cas.

Ce travail est donc né de la dialectique opposant l'éloignement et le rapprochement. Aux avantages liés à la facilité d'accès à certaines sources d'information, il faut opposer le désavantage d'une connaissance tellement proche, tellement naturelle du terrain que, peut-être, cela nous a empêché de voir des choses que d'autres regards, moins déformés que le nôtre, auraient pu saisir. Mais là est le risque qui guette toute recherche en sciences humaines.

¹⁶ Pour une rétrospective des travaux se revendiquant de l'observation participante en France, dans le domaine de la sociologie du travail, voir Pennef (1996).

A vrai dire, il n'est pas primordial de connaître l'origine d'une idée ou d'une remarque : de savoir si elle est née du vécu du chercheur ou de sa réflexion sur son objet. L'important ce sont les interprétations et les analyses qui en sont dégagées. Ce qui importe, après tout, est la pertinence de ce que le chercheur affirme sur son objet, ce qui ne dépend pas, nécessairement, du rapport plus ou moins proche qui existe entre eux.

4.4. Les sciences humaines entre l'engagement et la neutralité.

Le chercheur en sciences humaines, comme tout homme et toute femme, est tiraillé entre deux feux, entre deux façons d'envisager le monde : celle de l'interprétation (ou de l'explication) du monde et celle de l'action, de l'agir sur le monde.

La question qui lui est posée alors, encore plus que pour les autres Hommes, est de savoir jusqu'à quel point sa volonté d'action ne l'a pas emporté sur sa volonté de savoir, de comprendre, d'expliquer ; autrement dit, jusqu'à quel point ses analyses ne seraient qu'une justification de ses idées et de l'action qu'il mène (ou qu'il aimerait mener). Cette question est moins saugrenue qu'elle n'y paraît, puisqu'elle touche le cœur même du statut que l'on peut donner à la connaissance scientifique. Elle touche aussi à la difficile position des chercheurs, partagés entre neutralité et engagement¹⁷.

Étant donné que ce débat touche de très près notre rapport épistémologique à l'objet, nous souhaitons, sans tarder, exprimer notre point de vue sur cette question. Pour nous, à l'instar de chercheurs tels Elias (1993), Giddens (1987) et Dubet (1994) – parmi d'autres –, les sciences humaines sont des sciences qui travaillent dans l'entre-deux des limites posées par ces deux traditions théoriques ; entre une neutralité toujours envisageable (mais par nature impossible à atteindre) et un engagement, à éviter, car trop assuré de ses propres convictions. Malgré le fait que l'engagement est un des visages incontournables de la nature humaine (rendant toutes les tentatives de neutralité absolue vouées, d'avance, à l'échec), nous pensons qu'un certain équilibre entre neutralité et engagement est possible ; la marge de manoeuvre est mince, mais cependant réelle.

Une neutralité scientifique absolue n'existe pas en sciences humaines, car le chercheur porte toujours ses propres convictions, sa propre manière de percevoir les choses, sa vision du monde, avec lui. Ainsi, même n'étant pas directement concerné par les enjeux sociaux qu'il étudie, le chercheur porte toujours en lui ses propres valeurs, ainsi que celles qu'il partage avec certains milieux de sa société. Ce qui fait que dans ses analyses, il sera amené à privilégier tel ou tel aspect de la réalité ; ce choix ne se fera pas seulement en fonction de l'appartenance du chercheur à une certaine tradition théorique (à laquelle, par ailleurs, il est rattaché aussi par des liens "émotionnels"), mais également de sa "sensibilité", c'est-à-dire de ses "a priori" pour parler comme Kant.

Cela étant, l'engagement du chercheur, à la façon du marxisme, pose d'autres problèmes. Tout d'abord, comment savoir jusqu'à quel point le chercheur n'a pas mis en

¹⁷ La distinction Weberienne entre "vocation du politicien" et "vocation du scientifique" traduit l'essence d'une approche de neutralité scientifique en sciences humaines. L'oeuvre de Marx, surtout l'Idéologie Allemande, exprime le point de vue selon lequel toute connaissance est, consciemment ou inconsciemment, engagée.

avant ses convictions personnelles au-dessus des évidences empiriques ; ou, en posant autrement la question, jusqu'où les évidences empiriques n'ont pas été choisies, inconsciemment ou pas, pour légitimer ses convictions personnelles ? Mais, à vrai dire, ce type de questionnements peut être adressé à toute connaissance en sciences humaines, dès lors qu'on admet que la connaissance n'est pas une activité où l'Homme puisse faire complètement abstraction de lui-même ni de ses a priori.

La question la plus problématique vis-à-vis du militantisme politique dans les sciences humaines me semble être le statut accordé à la connaissance des chercheurs. Car, tout militant tient pour évident que ses propos sont indiscutablement supérieurs aux propos de ses adversaires, dans le sens où ils sont censés traduire la réalité. De ce fait, le militant tend non seulement à dicter des règles de conduite, mais aussi à croire que ces règles sont les seules possibles, les bonnes règles. Dans le champ des sciences humaines, cela amène le chercheur à une vision positiviste des phénomènes sociaux ; d'après laquelle la connaissance scientifique est plus proche de la réalité que la connaissance des Hommes ordinaires, ce qui serait à la base même d'un certain pouvoir interprétatif des chercheurs.

Entre ces deux positions extrêmes, entre la neutralité axiologique absolue, et le militantisme scientifique, nous pensons qu'il est possible de trouver un moyen terme où l'on accepte le fait que les valeurs des chercheurs influencent leurs analyses de la réalité, tout en cherchant à atteindre une neutralité que l'on sait d'avance impossible.

Nous avons conscience qu'ainsi faisant nous sommes davantage proche de la distinction weberienne entre la politique et la science que de l'engagement essentiel de Marx, par exemple. Mais cela n'implique pas, pour autant, que le vécu et les a priori du chercheur, y compris ceux d'origine politique, n'ont pas eu d'influences sur ses analyses. La seule chose est que ces influences ne se font pas dans un rapport mécanique, de type cause à effet. Elles sont beaucoup plus nuancées, beaucoup plus indirectes.

Il ne sera jamais possible de déduire les idées de quelqu'un à partir de son vécu, par exemple. De même que des représentations sociales et des croyances similaires ne suffisent pas à déterminer le sens que les acteurs donneront à leurs actions, des parcours personnels semblables peuvent donner lieu à des interprétations symboliques multiples. Car ce n'est pas tant le parcours qui définit la "sensibilité" de l'acteur, que la façon dont celui-ci vit ce parcours. L'important à souligner ici est que les a priori des chercheurs n'agissent pas de façon directe sur leurs analyses ; même s'ils sont toujours présents, ne serait-ce que dans leurs regards.

La sociologie de la connaissance, dans les termes de ses fondateurs (Scheller et Mannheim) et dans la droite ligne de Marx, avait déjà souligné cette question ; en faisant, notamment, ressortir les liens entre les idées et les conditions sociales d'une époque. Par ailleurs, depuis Kant, l'idée selon laquelle tout acte de connaissance se fait à partir de certains cadres mentaux, les a priori, fait aujourd'hui presque l'unanimité. De même, la phénoménologie husserlienne mettra en avant l'idée selon laquelle les a priori ne sont pas universels, comme le pensait Kant ; ils sont le résultat d'une perception intentionnelle du monde par les Hommes. Toutes ces théories nous rappellent combien la connaissance, quelle qu'elle soit, n'est pas indépendante des cadres mentaux et du vécu des agents

connaisseurs.

Dès lors, la question des rapports entre l'agir et le désir de connaissance des chercheurs devient plus évidente. Et, si l'on accepte qu'une neutralité scientifique absolue est impossible, du moins s'agissant des sciences humaines, elle devient aussi moins problématique. Ce qui ne signifie pas que ces sciences doivent adopter une attitude partisane ; la neutralité, bien qu'inapplicable, est un idéal à atteindre ; elle est une attitude consciente et ne se réfère qu'aux méthodes utilisées ; en ce qui concerne les analyses et les interprétations, il n'existe pas de moyens pour contrôler les influences des positions individuelles du chercheur.

Qu'est que cela signifie ? Que le chercheur ne peut pas faire partie de l'objet dont il parle ? Que l'objectivité scientifique ne peut s'accommoder de la proximité émotionnelle du chercheur avec son objet d'étude ? Vous vous en doutez certainement, notre réponse est négative. Car nous nous rangeons du côté de ceux qui pensent que les sciences humaines ne produisent pas une connaissance complètement objective¹⁸ ; elle peut être non partisane et non prophétique ; mais elle n'est jamais entièrement objective, parce que la science, comme toute connaissance, exprime un point de vue sur la réalité ; elle est une des interprétations possibles de la réalité. Elle est, de ce fait, pleine des a priori des chercheurs, qu'ils soient eux-mêmes acteurs ou non.

Autrement dit, les idées de tout un chacun, y compris des chercheurs, sont imprégnées des idées tenues pour évidentes dans certains milieux sociaux ou théoriques ; le travail d'auto-réflexion mené par le chercheur peut l'aider à se débarrasser de certaines de ces idées, mais rien n'est moins sûr.

4.5. Les sciences humaines : une connaissance a posteriori

Les chercheurs ne sont pas au-dessus des contingences de la vie courante. Ils en font partie ; davantage même, ils en sont partie prenante. Toujours ! Cela, malgré eux. Leur connaissance n'est donc pas plus objective que celle des acteurs. Ils jouissent d'un prestige social plus important et leurs idées ont, en général, des retentissements sociaux plus étendus, comme l'a remarqué Giddens (1987). Toutefois, nous ne disposons pas de moyens pour garantir la supériorité de la pensée scientifique sur la pensée du sens commun.

La connaissance scientifique n'est pas plus objective que d'autres formes de connaissance, mais elle peut être plus distanciée des contingences et des enjeux de la vie courante. La distance (qui n'est pas synonyme d'objectivité ou d'objectivation) n'est pas assurée par des méthodes d'observation spécifiques, ni par une position épistémologique particulière du chercheur. La distance en sciences humaines est assurée par le caractère "a posteriori" de toute connaissance scientifique : elle ne prend corps qu'après l'accomplissement des actions par les acteurs. Ainsi, la distanciation vis-à-vis de la contingence de l'action dans la connaissance scientifique, est une distanciation

¹⁸ Parmi les premiers à avoir mis en évidence la réceptivité des sciences à des critères non objectifs, il faut citer, bien évidemment, Thomas Kuhn (1983).

"temporelle".

Ce qui caractérise la pensée commune est la contingence du présent ou d'un passé et d'un futur plus ou moins proche. Mais, dans tous les cas de figure, la prégnance du présent est indépassable.

Avec les sciences les choses se passent différemment. Car la connaissance scientifique est une connaissance a posteriori ; elle est conçue dans un cadre temporel où les conséquences plus ou moins éloignées d'une action sont introduites de manière réflexive dans l'analyse. Cela est valable même pour ceux qui n'utilisent pas l'histoire ou la diachronie dans leur cadre théorique : après tout, même ici, l'analyse du chercheur se fait après que celui-ci a pu observer les acteurs en situation. C'est a posteriori que le chercheur peut analyser, concevoir des hypothèses, etc.

Ainsi, l'a posteriori des sciences humaines n'est pas une contrainte qui pèse seulement sur ceux qui font des études historiques ; l'a posteriori est une contingence épistémologique indépassable de toute connaissance réflexive, dont font partie également les sciences humaines. Pour autant, la réflexion n'est pas un privilège des chercheurs ; les acteurs sont également capables de développer des réflexions sur leurs actions ; mais dans un cadre spatio-temporel (ce qui s'est passé dans un passé plus éloigné, ici et là-bas) plus limité.

Les sciences humaines ne peuvent prétendre à une connaissance plus pertinente de la réalité que celle des acteurs eux-mêmes. Ce que ces sciences peuvent faire est de mettre en relation les actions du passé avec les actions du présent ; sans que cela ne leur permette de prédire l'avenir. Dans ce domaine, elles sont aussi faibles et peu fiables que les perceptions et les prévisions des gens (que l'on songe à toutes les prévisions non accomplies que des philosophes, sociologues, politologues, économistes, etc. ont fait au cours de l'histoire).

Autrement dit, du fait que les sciences sociales travaillent dans le "a posteriori" des phénomènes sociaux, elles ne peuvent produire qu'un travail interprétatif rétrospectif. L'établissement de stratégies d'action à partir de ces interprétations, ne sera plus de leur compétence, car elles sont aussi démunies pour faire des prévisions que la connaissance commune.

Cela ne signifie pas, pour autant, qu'il faille adopter une sorte de "populisme théorique", selon l'expression de Jean-Claude Passeron (1991), où toute manifestation populaire, parce qu'issue du quotidien et du vécu des acteurs, est bonne. Les sciences humaines sont aussi démunies pour faire l'éloge de telle ou telle expression culturelle d'un groupe social que pour son contraire.

Le chercheur n'est pas, pour autant, obligé de faire semblant de ne pas avoir de positions personnelles ; ce qu'on lui demande c'est de les relativiser. C'est-à-dire, pour faire de la politique, le chercheur doit choisir un engagement politique dans le champ des luttes politiques ; ce qui ne l'empêche pas, par ailleurs, de continuer à pratiquer les sciences humaines dans le champ scientifique.

Ainsi, le travail de recherche en sciences humaines est tiraillé entre deux logiques contradictoires : d'un côté les a priori des chercheurs qui informent en quelque sorte leurs

analyses ; de l'autre, la reconnaissance de la limitation explicative des sciences humaines qui peuvent donner à voir certains états de fait a posteriori. Elle n'est donc pas en état de construire des lois du comportement humain (Passeron, 1991).

Les sciences humaines constituent un moyen pour l'Homme de repenser son passé, ses pratiques antérieures. Ce sont des sciences Historiques, selon l'expression de Passeron (1991). Ou, comme nous l'employons ici : des sciences de l'a posteriori. Faire des sciences sociales représente donc un moyen (parmi d'autres) de repenser les parcours et l'histoire des sociétés humaines. Sans que cela ne donne des pouvoirs magiques à ceux qui s'y adonnent : celui d'indiquer le chemin des actions futures, par exemple.

Si, a posteriori, le travail scientifique parvient à démontrer l'existence de contradictions internes à certaines situations sociales (dues soit à l'opposition de fins et de valeurs entre les acteurs, soit à l'antinomie entre les valeurs et les actions d'un même acteur, etc.) ce n'est que la moitié du chemin à parcourir. Aussi important est de montrer la logique interne des contradictions ; c'est-à-dire, il faut montrer pourquoi, malgré le fait qu'un état de chose paraisse au chercheur contradictoire (l'est-il vraiment ?), les acteurs ne le ressentent pas comme tel.

Les sciences humaines sont donc un moyen, mis au service des acteurs, pour établir des états des lieux. Mais les jugements et les actions qui se dégageront de ces états des lieux (qui ne sont nullement neutres d'ailleurs) ne relèvent plus du domaine des sciences humaines ; y compris ceux mis en avant par les chercheurs.

Autrement dit, les sciences humaines permettent de relativiser les vérités établies dans une société ou dans un milieu social ; sans que pour autant elles puissent proposer d'autres vérités. De là, sans doute, le caractère dérangeant et critique de ces sciences. Car elles sont des sciences essentiellement dérangeantes et critiques ; des sciences du "mais", du "toutefois", du "cependant". Des sciences de la relativité absolue. Sur ce point, la pratique des sciences humaines dans une société est un bon indice de son degré de démocratie.

Les sciences humaines sont un moyen de contrer, au moins sur le plan des idées, toutes les formes de pensée unique en vigueur dans le monde social !

Ainsi, il est clair que pour nous, le fait que le chercheur soit ou ait été lui-même un acteur de l'objet qu'il étudie ne constitue pas un problème. Au contraire, cela pourra lui donner les outils pour travailler dans l'entre-deux dont parle Passeron (1991), entre la distanciation des enjeux locaux de la science et le regard du dedans des acteurs.

Partie II. Du contexte

5. Pétrole et nationalisme : une approche comparative

L'industrie pétrolière est une industrie atypique. Depuis le début de son exploitation commerciale au XIX^{ème} siècle, surtout depuis le gigantesque essor qu'elle a connu dans les années qui ont suivi la première guerre mondiale, cette industrie a toujours été au centre d'intérêts puissants entre les nations et, au sein de chaque pays, entre différents groupes sociaux.

De même, cette industrie est organisée à une échelle mondiale. Cela signifie que les échanges pétroliers entre les nations représentent une partie importante des échanges commerciaux dans le monde ; et aussi que les entreprises de la branche ont très tôt dû dépasser leurs cadres nationaux pour pouvoir augmenter leur productivité. Voilà une industrie dont on peut dire, plus qu'aucune autre, qu'elle est une "industrie internationale".

Notre intention dans ce chapitre est de rendre compte, de manière très synthétique, du parcours de cette activité dans trois pays aux caractéristiques structurelles très dissemblables et où la question du pétrole a été traitée de manières différentes ; en l'occurrence le Brésil, la France et le Mexique. Pour ce faire, il sera question ici d'aborder très brièvement l'évolution historique de l'industrie pétrolière dans ces pays, en soulignant notamment les formes de régulation étatique et les représentations sociales créées autour

de cette activité.

Si nous avons choisi d'étudier ces trois cas c'est que, malgré les diversités de l'industrie pétrolière dans ces pays, il y a un point qui les rassemble et les regroupe sous une même logique : ce trait commun est l'intervention directe de l'Etat dans le secteur.

Cela étant, notre objectif principal est de rendre visible dans ses spécificités l'évolution de l'industrie pétrolière au Brésil. Ce n'est qu'à titre d'illustration, de comparaison, que nous allons aborder brièvement le cas des industries pétrolières au Mexique et en France, pays qui sont tout à la fois proches et éloignés de la réalité brésilienne.

De ce point de vue, le Mexique est un exemple important puisqu'il fut le premier pays à nationaliser complètement son industrie pétrolière ; laquelle, même aujourd'hui, reste une industrie ayant une forte charge symbolique. De plus, le Mexique est soumis à une série de problèmes semblables à ceux du Brésil : des problèmes liés à la fois aux stratégies de développement économique, au statut politique international, etc. Mais il existe une grande différence, et non des moindres : les réserves pétrolières des deux pays. Tandis que la nationalisation du pétrole mexicain s'est opérée à une période où il était déjà certain que le pays disposait d'un grand potentiel pétrolier, le Brésil a nationalisé son industrie avant même de découvrir d'importantes réserves.

Ce dernier aspect rapproche le cas de la France de celui du Brésil. Ces deux pays n'ont jamais eu d'importantes réserves sur leurs territoires, sauf dans certaines colonies pour la France. De plus, l'intervention de l'Etat dans cette industrie est un point commun aux deux pays, même si cette intervention a pris un sens différent dans les deux cas. C'est que malgré les apparentes similitudes entre le Brésil et la France, les différences entre les deux sont fort importantes : que ce soit au niveau des capitaux internes, de la vie politique, de la puissance militaire, etc. le Brésil et la France sont très éloignés l'un de l'autre.

Cette comparaison, nous le répétons, n'a qu'un sens heuristique afin de mieux approcher la réalité brésilienne. C'est une façon de dénaturiser la situation brésilienne, laquelle reste bien le centre de nos attentions. C'est que notre façon d'envisager les comparaisons internationales doit beaucoup à l'effet miroir mis en avant par l'Anthropologie sociale : lorsque l'on parle des autres on parle également de nous-mêmes. Autrement dit, la comparaison ici est un instrument de "dénaturalisation" de la réalité brésilienne ; une manière de prendre cette réalité dans toute sa contingence historique : elle n'est pas, elle est devenue.

L'hypothèse sous-jacente ici est que certaines représentations sociales dominantes sur le pétrole dans plusieurs pays, dont ceux que nous allons étudier, ont légitimé l'intervention des États sur cette industrie. Ces représentations n'étaient pas sans liens avec les enjeux géopolitiques et économiques – et parfois aussi idéologiques – liés à l'industrie pétrolière, mais elles n'en étaient pas un simple reflet. Les représentations sur les activités pétrolières dans chaque pays ont été construites au cours d'une évolution historique propre ; mais elles ont été aussi influencées par quelques tendances internationales de l'industrie pétrolière.

D'où l'intérêt de ce chapitre, à savoir : montrer comment certaines tendances

mondiales sur la question pétrolière, ainsi que certaines représentations, ont pu influencer les décisions des gouvernements des pays étudiés, en ce qui concerne les formes de régulation de l'industrie pétrolière.

C'est d'ailleurs le caractère symbolique de l'industrie pétrolière qui nous pousse à appréhender certaines tendances internationales de cette industrie dans une perspective comparative. Non seulement parce que les représentations sociales sur l'industrie pétrolière se sont développées, jusqu'à un certain point, à une échelle mondiale – que l'on pense à la place de ce produit dans les idéologies politiques responsables de l'éveil du nationalisme, en tant qu'idéologie mobilisatrice des masses, au cours de ce siècle – ; mais aussi parce que, pour comprendre la situation de l'industrie pétrolière brésilienne dans ses spécificités propres, il nous semble important de dénaturer cette situation en la confrontant avec des tendances extérieures ; autrement dit, la comparaison de la situation brésilienne avec celle d'autres pays est tout autant un moyen méthodologique pour mieux cerner le caractère "contingent" de la situation que nous étudions, qu'une manière de mettre en rapport ce qui se passe à l'intérieur de cette situation avec ce qui se passe à l'extérieur ; cela en pointant les différences et les "similitudes" entre cette situation et d'autres comparables.

En ce sens, plutôt qu'une comparaison positive, où l'on cherche à mettre en évidence des traits communs entre les situations étudiées, nous chercherons ici à réaliser une sorte de comparaison négative ; où, tout autant que les traits communs, les traits dissemblables sont mis en avant. Cela, toujours dans la perspective de mieux comprendre l'industrie pétrolière brésilienne. La comparaison ici est donc un moyen de dénaturer et de "contextualiser" d'une situation sociale concrète ; le but ultime d'une telle comparaison est de montrer que des solutions différentes à une même thématique sont possibles, en fonction des contextes dans lesquels cette thématique est insérée.

De même, la méthode comparative, prise de façon négative, offre une bonne opportunité de s'interroger sur certaines questions théoriques touchant les rapports entre sociétés différentes dans le monde contemporain. Si l'on considère que rares sont les sociétés contemporaines complètement isolées, sans contacts avec d'autres sociétés, la méthode comparative est un moyen non seulement de dénaturer des situations sociales étudiées, mais aussi de vérifier les inter-influences entre des sociétés différentes.

Non que les enjeux internes à chaque pays, ou à chaque situation, ne soient pas importants, loin s'en faut ; mais ces enjeux internes subissent certaines influences venues de l'extérieur. Il est certain que ces influences seront plus évidentes dans certains pays que dans d'autres et, dans tous les cas de figure, pour qu'elles deviennent vraiment pertinentes, elles doivent s'adapter aux enjeux internes, prendre des couleurs locales. Mais, toujours est-il que les sociétés humaines ne sont pas isolées les unes des autres et que certains phénomènes sociaux, initialement développés dans un contexte, peuvent influencer d'autres contextes sociaux.

Ce sont là les questions posées par l'étude de l'industrie pétrolière dans une perspective comparatiste. Toutefois, les limites de ce chapitre (basé sur des recherches purement bibliographiques) ne nous permettront pas de discuter davantage des raisons qui ont poussé les acteurs sociaux de chaque pays à soutenir l'intervention étatique dans

le domaine pétrolier ; néanmoins, ce chapitre nous permettra de tracer l'évolution historique de la "question pétrolière" dans les trois pays choisis, en essayant de les relier aux contextes mondiaux de l'industrie du pétrole et en essayant de dégager quelques différences et points communs entre leurs politiques pétrolières.

5.1. L'industrie pétrolière : une industrie politique

L'industrie pétrolière est une des activités économiques les plus importantes dans le monde moderne. En effet, soit par les chiffres d'affaires associés, soit par les enjeux politico-militaires, cette industrie est placée parmi les plus stratégiques du monde.

Mais, si par commodité on parle de l'industrie pétrolière, en vérité, dans la branche il n'y a pas qu'une industrie mais plusieurs. Le raffinage, par exemple, est aussi éloigné de l'exploitation pétrolière que la sidérurgie l'est des activités minières ; sans que, pour autant, on ait senti la nécessité de dissocier ces deux étapes de l'industrialisation du pétrole : sur le plan symbolique elles restent des "stades" d'une même industrie. Ce qui est la conséquence, peut-être, de l'insertion des entreprises pétrolières dans tous les domaines d'activité de la branche ; car dès les origines de l'industrie, la tendance dominante fut de regrouper autour d'une même entreprise toutes les activités liées au pétrole, de l'exploitation au raffinage et à la distribution.

Quoi qu'il en soit, l'enchevêtrement des intérêts entre les diverses phases de l'activité pétrolière est une des principales caractéristiques de cette activité. En ce sens, Chevalier(1973) nous donne une intéressante définition de l'industrie pétrolière à une grande échelle. Selon lui, ce qui caractérise l'industrie pétrolière est le fait d'être à la fois : a) une industrie mondiale, c'est-à-dire que les zones de consommation ne correspondent pas aux zones de production ; b) une industrie à plusieurs niveaux : exploitation, transport, raffinage et distribution ; c) une activité aléatoire ; d) une industrie "multiproduits" ; e) une industrie à haute concentration de capital ; f) une industrie que se caractérise par l'existence d'un surplus pétrolier ; et g) une industrie politique.

L'intérêt majeur de cette définition est qu'elle englobe, en même temps, les aspects géographiques, techniques, économiques et politiques de l'industrie du pétrole. De même, cette définition de l'industrie du pétrole traduit les principales représentations sociales créées autour de l'industrie pétrolière dans le monde.

Le premier point de cette définition est certainement celui qu'on a le moins de mal à reconnaître ; pour s'en assurer il suffit d'observer les tableaux ci-dessous, où on verra, par exemple, que la majeure partie de la production et des réserves pétrolières est localisée dans les pays sous-développés – en particulier ceux du Moyen-Orient, avec 65 % des réserves prouvées – ; tandis que le gros de la consommation se retrouve dans les pays industrialisés de l'OCDE.

Tableau 1. Production pétrolière mondiale et réserves

RÉGION	PRODUCTION	RÉSERVES PROUVÉES			
		Mt	%	Mdt	%
AMÉRIQUE DU NORD	514,0	16,6	5,3	4,2	
AMÉRIQUE LATINE		346,4	11,3	17,6	12,6
EUROPE OCCIDENTALE	193,9	6,2	2,4	1,8	
MOYEN ORIENT	814,0	26,3	89,3	65,2	
AFRIQUE		287,3	9,3	7,8	5,9
ASIE-OCÉANIE	168,0	5,5	3,0	2,2	
PAYS SOCIALISTES	765,7	24,8	11,4	8,2	
OCDE	735,0	23,7	7,9	6,2	
OPEP	1.130,0	36,5	104,2	75,6	
PVD HORS OPEP	459,1	15,0	13,3	10	
MONDE	3.089,8	100	136,8	100	
Légende : % pourcentage de la production ou des réserves mondiales					
Mt : millions de tonnes ; Mdt : milliards de tonnes ;					
PVD : Pays en voie de développement					
Source : Jacquet et Nicolas (1991 : 143).					

L'opposition entre pays producteurs de brut situés dans le tiers monde et pays consommateurs industrialisés devient plus claire après l'observation des tableaux suivants.

Tableau 2. Principaux pays importateurs de pétrole (en millions de tonnes)

1973		1979		1988	
PAYS	QUANTITÉ	PAYS	QUANTITÉ	PAYS	QUANTITÉ
ÉTATS-UNIS	311,4	ÉTATS UNIS	427,9	ÉTATS UNIS	371,4
JAPON	271,2	JAPON	272,0	JAPON	227,9
RFA	152,6	RFA	150,9	RFA	117,4
FRANCE	142,2	FRANCE	137	ITALIE	100,6
ITALIE	133,9	ITALIE	123,9	FRANCE	96,6
ROYAUME-UNI	133,7	PAYS-BAS	78,7	PAYS-BAS	85,7
PAYS-BAS	81,9	ROYAUME-UNI	72,4	SINGAPOUR	55,9
Source : Jacquet et Nicolas (1991), page. 172					

Tableau 3. Principaux exportateurs mondiaux (en millions de tonne)

	1973		1979		1988
PAYS	QUANTITÉ	PAYS	QUANTITÉ	PAYS	QUANTITÉ
Arabie Saoudite	349,0	Arabie Saoudite	447,2	Arabie Saoudite	221,6
Iran	262,6	URSS	163,8	URSS	203,4
Venezuela	167,9	Irak	161,6	Irak	116,1
Koweït	146,8	Iran	139,9	Royaume Uni	89,2
URSS	118,3	Koweït	123,4	Venezuela	82,1
Libye	106,4	Nigeria	110,7	Iran	76,0
Nigeria	98,0	Venezuela	110,6	Mexique	74,2
Irak	95,1	Libye	98,5	Émirats Unis	68,5

Source : Jacquet et Nicolas (1991), page. 173.

Grâce à ces tableaux on saisit l'énorme dépendance pétrolière des pays industrialisés à l'égard des pays exportateurs, surtout à l'égard de l'OPEP. Dès lors, on peut supposer que beaucoup de l'importance stratégique et militaire du pétrole dans le monde découle de cette interrelation des pays industrialisés et gros consommateurs de pétrole avec les pays producteurs de brut.

Une autre caractéristique de l'industrie pétrolière selon la définition de Chevalier(1973) est le fait d'être une industrie à plusieurs niveaux. De fait, une des raisons pour lesquelles l'industrie pétrolière est une industrie à haute concentration en capital (une autre caractéristique de cette activité) est consécutive des étapes successives nécessaires à la commercialisation du pétrole sous la forme de produits finis. Entre le début de l'exploitation d'une zone et la production du premier baril de brut, peuvent se passer des années et des sommes d'argent très importantes peuvent être dépensées. Si la chance est du bon côté, des gisements économiquement exploitables sont découverts. Mais ce n'est que le début du processus ; ensuite il faut monter une infrastructure pour permettre la production et le transport vers les zones consommatrices où , en général, sont localisées les raffineries. C'est seulement après les opérations de raffinage que le pétrole est prêt à être mis à disposition des consommateurs sous la forme d'une multitude de produits.

C'est également avec le raffinage que se joue beaucoup du processus de valorisation du pétrole ; car selon le niveau de complexité d'une raffinerie on pourra obtenir des produits plus ou moins chers, plus ou moins nobles. Comme le pétrole n'est qu'un mélange de divers produits, une raffinerie simple ne fait que les séparer et en améliorer la qualité à travers la distillation. Les produits ainsi obtenus sont classés en cinq catégories, à savoir, des plus légers aux plus lourds : les essences légères et le gaz, les essences lourdes, les distillats légers, les distillats moyens et les résidus. Dans les raffineries les plus complexes, dotées de procédés plus sophistiqués, on peut transformer une partie du résidu en produits plus légers, lesquels sont plus valorisés sur le marché.

En suivant toujours la classification de Chevalier(1973), on remarque qu'une autre caractéristique de l'industrie pétrolière est l'existence d'un "surplus pétrolier" ; ce qui peut s'expliquer par le fait que : a) le pétrole est produit en divers endroits et dans des conditions hétérogènes. Chaque gisement peut donc dégager une rente différentielle

(teneur en soufre, proximité des zones de consommation, conditions d'exploitation, etc.) ; b) il y a une hétérogénéité des appareils de production, ce qui entraîne une rente différentielle en faveur des unités les plus performantes ; c) il y a possibilité de concertation des agents, ce qui peut dégager une rente de monopole ; d) les produits sans substituts (essence, gas-oil, etc.) sont fortement taxés par les gouvernements ; et e) il y a des appropriations de "plus value" à tous les niveaux du circuit.

Selon cet auteur, c'est l'existence même du surplus pétrolier qui explique la politisation de l'industrie pétrolière : << *Les bénéfiques que l'on peut tirer du pétrole sont tellement importants et le pétrole est une matière tellement vitale aux économies industrielles que l'histoire du pétrole est étroitement liée à la domination politique et économique des grandes puissances et aux mouvements d'indépendance nationale. L'appropriation du pétrole par les pays industrialisés s'accompagne très fréquemment d'une action politique*>> (Chevalier, 1973 : 11).

Cette classification de l'industrie pétrolière, bien que datant des années 70, nous donne à voir l'approche dominante dont est l'objet cette industrie dans les champs des sciences humaines. Aussi bien en économie qu'en science politique ou en sociologie, le pétrole est considéré comme un produit à part. En ce sens, il n'y a pas de grandes différences entre les représentations du sens commun et celles présentes dans les études scientifiques. Que ce soit au niveau des bénéfices économiques dégagés, ou au niveau des enjeux politico-militaires associés, ou même par rapport à la technologie et aux formes d'organisation du travail associées, l'industrie pétrolière a toujours été considérée comme une industrie particulière.

Il faut, peut-être, repenser à l'or pour trouver un autre produit qui soit autant chargé symboliquement que le pétrole comme source de richesse et de pouvoir. Au demeurant, ce n'est pas un hasard si le pétrole est aussi appelé "l'or noir".

Toutefois, comme toutes les représentations, celles liées au pétrole ne sont pas l'expression d'une "qualité naturelle" de ce produit ; elles sont plutôt la résultante d'une certaine évolution historique, ou du moins d'une certaine façon d'interpréter l'histoire. Ainsi, c'est dans l'histoire de l'industrie pétrolière mondiale que nous devons chercher les sources des représentations sociales sur le pétrole dans le monde.

C'est exactement un des buts de ce chapitre, celui de donner un aperçu synthétique de l'évolution de l'histoire du pétrole au cours de ce siècle, premier pas pour comprendre l'importance symbolique et économique de ce produit dans le monde contemporain.

5.1.1. Le pétrole : une histoire "inflammable"

Quoi qu'il en soit, le fait est que l'industrie pétrolière a une importance exceptionnelle dans les sociétés industrialisées modernes. Même après les chocs pétroliers des années 70 et la recherche consécutive de nouvelles sources d'énergie, la part du pétrole dans la consommation énergétique mondiale continue d'être très élevée : pour les seuls pays de l'OCDE elle était de l'ordre de 45 % en 1989 (Jacquet et Nicolas, 1991) ; chiffre certes inférieur aux 53 % de 1973 (Chevalier, 1986), mais d'une importance encore considérable.

Cependant, la dépendance des pays industrialisés à l'égard du pétrole n'est pas seulement une dépendance énergétique ; étant donné l'improbabilité de la mise au point, à court ou moyen terme, d'un combustible automobile capable d'être économiquement compétitif avec l'essence ou le gas-oil ; et, étant donné également les multiples applications que l'on fait des produits pétrochimiques – dont le pétrole constitue la matière première –, il n'est pas exagéré d'avancer l'idée que le pétrole est à la base même d'une certaine façon de vivre et de produire, propre aux sociétés contemporaines.

Tout cela vient démontrer combien le pétrole reste indispensable pour l'organisation de la vie contemporaine. On ne s'étonne donc pas que des enjeux à la fois géopolitiques et économiques aient été placés au centre même de cette industrie ; l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 et les événements qui l'ont suivie en sont un bon exemple.

En vérité, le caractère "explosif" de l'activité pétrolière a été une constante de l'histoire du pétrole. Depuis le début de son exploitation aux États-Unis, au siècle dernier, le pétrole est au centre de conflits d'intérêts très puissants ; des intérêts économiques, bien sûr, mais aussi politico-militaires. En ce sens, le cas le plus exemplaire est peut être celui de la Standard Oil of New Jersey sous la direction de Rockefeller. En effet, au début de ce siècle, le monopole presque total de cette entreprise sur l'industrie pétrolière américaine, lui donnait le pouvoir de fixer à son gré le prix des combustibles et d'imposer des conditions impraticables à ses concurrents. Face à une opinion publique de plus en plus inquiète, le gouvernement américain fait approuver une loi antitrust et impose le démembrement de la compagnie.

Cet événement donna naissance à certaines représentations sociales sur l'industrie pétrolière fort négatives ; ces représentations, qui allaient se diffuser un peu partout dans le monde, tendaient à mettre l'accent sur la caractéristique monopolistique de l'industrie pétrolière, ce qui était à la base du pouvoir dont jouissaient les entreprises de la branche face aux États nationaux et face aux intérêts des consommateurs. Cela est important, car ce sont ces représentations qui expliquent les contrôles que la plupart des États de par le monde ont établi sur cette industrie ; elles expliquent également la place du pétrole dans les discours nationalistes de ce siècle, notamment dans ceux des pays sous-développés.

Par ailleurs, à la même époque où, aux États-Unis, l'industrie pétrolière prenait les caractéristiques, sous la houlette de Rockefeller, d'une industrie monopolistique, en Europe le même processus était en train de se réaliser. D'abord avec l'union, en 1907, du groupe pétrolier hollandais Royal Dutch et du groupe anglais Shell, donnant naissance à l'entreprise Royal Dutch-Shell. La nouvelle compagnie, de la même façon que la Standard Oil aux États-Unis, allait presque monopoliser l'industrie pétrolière en Europe Occidentale.

De plus, le gouvernement anglais, porté par l'idée de reconvertir sa marine de guerre à la propulsion par dérivés du pétrole et méfiant vis-à-vis des effets de la tendance monopolistique de l'industrie pétrolière, décida d'obtenir le contrôle actionnarial de l'Anglo-Persian Oil Company (la future British Petroleum), en 1914 ; cette entreprise, ayant obtenu le monopole de l'exploitation du pétrole de la Perse, et sous contrôle de l'Etat anglais, allait par la suite devenir une des grandes entreprises mondiales de l'activité pétrolière.

Ce fait fut important pour deux raisons ; d'abord, pour la première fois un

gouvernement décide d'intervenir directement dans l'industrie pétrolière, en devenant actionnaire majoritaire d'une grande entreprise du secteur. De plus, parmi les arguments avancés par les défenseurs de cette proposition, la défense militaire du pays et la volonté de réguler le marché pétrolier – évitant notamment les hausses de prix par les entreprises oligopolistiques – ont été les plus employés¹⁹. Or, si la plus puissante nation de la planète de l'époque (économiquement et militairement) portait un tel intérêt à l'industrie pétrolière (au point d'oublier les principes de la non intervention étatique dans l'économie, comme le prêchaient les économistes classiques), il n'est pas étonnant que cette mesure ait fait école par la suite.

Quoi qu'il en soit, dès l'époque du démembrement de l'empire pétrolier des Rockfellers, il était déjà possible d'identifier les caractéristiques qui, par la suite, seraient typiques de la branche : l'intégration verticale (une même entreprise s'occupant de toutes les phases de l'industrie), une industrie à haute concentration de capital et soumise à une situation de monopole ou d'oligopole. Ce sont ces caractéristiques de l'industrie pétrolière, instituées historiquement encore au siècle dernier, qui seront préservées et transformées par quelques très grandes entreprises pétrolières au cours de ce siècle.

D'après Chevalier (1973), l'histoire du pétrole peut être classée en trois phases : 1) jusqu'aux années 50 une domination absolue des sociétés du cartel pétrolier ; 2) à partir de 1950, l'accroissement de l'action des sociétés indépendantes, ce qui entraîna l'abaissement du prix du pétrole ; 3) à partir des années 60, la diminution de la rente pétrolière provoquée par l'abaissement des prix, réveilla l'attention des pays producteurs, lesquels, à travers une action plus ou moins concertée, aboutiront à prendre le contrôle des sources pétrolières.

Pour actualiser cette classification il nous faudra parler également de la période qui s'étend de 1973 (année du premier choc pétrolier) au début des années 80, quand l'OPEP, après avoir pris le contrôle du pétrole dans les principaux pays producteurs, arrive à imposer un système de prix élevés au marché mondial. Et aussi, de la phase qui comprend grosso modo les années 80 et 90, où la diminution de la demande et l'apparition de nouveaux producteurs entraîna la baisse des prix et l'affaiblissement de l'OPEP. Ce qui amène certains économistes à prévoir la fin prochaine de l'industrie du pétrole. Quoi qu'il en soit, c'est la période où l'industrie pétrolière perd un peu de son importance symbolique ; d'autant plus que la diffusion de l'idéologie libérale en économie induit plusieurs États à vendre leurs compagnies nationales pétrolières.

5.1.2. Le contrôle des majors

Après la première guerre mondiale et jusqu'aux années 50 l'industrie mondiale du pétrole fut entièrement contrôlée par le cartel des grandes entreprises pétrolières, plus connues

¹⁹ Ainsi s'exprimait le premier ministre anglais, Winston Churchill, en mai 1914, en défense de la proposition du gouvernement : << Notre politique finale est de rendre la Marine productrice et propriétaire indépendante par rapport au ravitaillement. D'abord, il est nécessaire de stocker dans le pays une réserve de brut suffisante pour garantir notre sécurité en cas de guerre, ainsi que pour contrer les fluctuations de prix durant la paix. (...) Il est nécessaire aussi que nous devenions les propriétaires d'une certaine quantité de pétrole dans la nature, nécessaire à notre ravitaillement ; ou, du moins, que nous puissions contrôler les sources dans la proportion dont nous avons besoin.>> (cité par Marinho Jr, 1989 : 31).

sous le nom des "Sept Soeurs" ou des "Majors". Ce cartel était composé de cinq compagnies américaines : la Standard Oil of New Jersey (Exxon), la Mobil Oil, la Texaco, la Gulf Oil et la Standard Oil of California (Socal), plus deux compagnies européennes : l'anglaise British Petroleum et l'anglo-hollandaise Shell.

Durant cette période, les Majors s'approprient les principales sources pétrolières et définissent les prix du brut selon des critères imposés. L'appropriation des sources pétrolières, surtout celles localisées au Moyen-Orient, se réalise à travers le système des concessions ; selon ce principe, les pays producteurs recevaient une somme d'argent pour une quantité donnée de pétrole produit (royalties par tonne) indépendamment des profits obtenus par les entreprises pétrolières, lesquelles étaient libres de déterminer les niveaux de production et les prix affichés.

De plus, après la fin des années 20, les Majors s'accordent sur le partage des zones de production et pour la fixation d'un prix unique, en imposant le prix du brut dans la région du Golfe du Mexique comme le prix du pétrole à l'échelle mondiale (système Golfe Plus). Or, en établissant le prix selon les coûts de production du pétrole dans le Golfe du Mexique, les Majors s'offraient en vérité une rente différentielle par rapport au pétrole du Moyen-Orient, produit dans de meilleures conditions et à des prix plus bas qu'ailleurs.

De cette époque datent, quelques conflits importants entre gouvernements de certains pays et entreprises pétrolières. Ce fut notamment le cas du conflit qui opposa le gouvernement mexicain aux compagnies du pétrole, lors de la nationalisation du pétrole mexicain, en 1938 ; la raison alors affichée par l'Etat mexicain fut le refus des compagnies d'adopter une résolution de la justice du travail, ce qui était considéré comme une atteinte à l'autonomie et à l'indépendance du pays.

La nationalisation du pétrole mexicain a ouvert un précédent jugé très dangereux par les responsables des grandes entreprises internationales. Ce qui explique la position adoptée par les gouvernements des pays d'origine de ces compagnies (États-Unis et Grande-Bretagne) ; lesquels imposent un boycott contre le pétrole du Mexique, des représailles financières et envisagent, pendant un certain temps, une intervention militaire au Mexique. Quoi qu'il en soit, le contrôle des Majors sur le marché mondial réussit à bannir le pétrole mexicain des échanges internationaux, mettant en garde les États aux prétentions nationalistes sur le pétrole.

Ce contrôle presque absolu que les grandes entreprises internationales exerçaient sur l'industrie pétrolière mondiale commencera à être plus vivement contesté à partir de la fin de la deuxième guerre mondiale.

D'un côté, les pays importateurs allaient se heurter au système Golfe Plus de fixation des prix. Surtout pour les pays européens, il était difficile d'admettre d'avoir à payer plus cher pour le pétrole du Moyen-Orient alors que les coûts de production et de transport ne le justifiaient pas. La création d'entreprises publiques indépendantes (après le Mexique dans les années 30, l'Italie, la France, le Brésil, etc. allaient, eux aussi, créer leurs entreprises nationales du pétrole), fut le moyen pour certains pays de s'opposer aux politiques du cartel pétrolier. Ces entreprises joueront un rôle très important aussi bien dans la recherche de nouvelles sources pétrolières que dans la commercialisation du pétrole provenant des zones de production hors du contrôle des Majors, en particulier des

pays à économies planifiées. Cela entraînera par la suite des conséquences remarquables dans la capacité des "Sept Soeurs" à poursuivre, seules, la fixation des prix internationaux du pétrole.

De l'autre côté, les pays exportateurs commencèrent, à cette même époque, à envisager des changements dans le système des concessions, principalement en ce qui concerne les modalités de paiement (par royalties). Le premier pas fut donné par le Venezuela qui, en 1948, inaugura le principe de partage égal des profits entre compagnies exploitantes et gouvernement du pays producteur, plus connu sous le nom de << principe du 50/50 >>. Très vite ce principe va se généraliser au Moyen-Orient, où la plupart des pays producteurs adoptèrent ce système dès le début des années 50.

Bien que les effets de cette mesure sur la santé économique des entreprises multinationales n'aient pas été très conséquents, d'autant plus que le gouvernement américain remboursa aux compagnies pétrolières américaines leurs dépenses en paiement aux gouvernements étrangers, cela augmentera la volonté des gouvernements des pays producteurs de détenir le contrôle des sources pétrolières.

5.1.3. La perte d'influence des majors

Cette double pression, en même temps qu'elle augure de changements très importants dans le fonctionnement de l'industrie pétrolière mondiale, va signaler le début de la perte de pouvoir des Majors.

C'est dans ce contexte global que s'insèrent les événements de 1951 en Iran ; suite à la nomination de Mohammed Mossadegh à la tête du gouvernement, l'industrie pétrolière Iranienne fut nationalisée et mise sous le contrôle de la NIOC (National Iranian Oil Company). Cela fut fait au détriment des intérêts de la British Petroleum qui détenait le contrôle du pétrole en Iran jusqu'alors.

Comme dans le cas du Mexique, le cartel pétrolier réagit immédiatement en décrétant un boycott rigide au pétrole iranien, lequel fut compensé par l'accroissement de la production des autres pays du Moyen-Orient. Le coup d'État qui renversa le gouvernement Mossadegh remit le pétrole iranien dans la zone d'influence des entreprises pétrolières internationales, mettant en évidence la vulnérabilité des pays producteurs face au pouvoir des Majors.

Mais, malgré la défaite des nationalistes iraniens, l'événement Mossadegh montra la nécessité d'une coopération plus engagée entre les pays producteurs pour contrebalancer l'emprise des Majors. De même, cela éveilla l'attention de plusieurs gouvernements du Tiers Monde, ainsi que d'une partie de l'opinion publique internationale, sur les pouvoirs dont jouissaient les Majors par rapport aux pays producteurs du pétrole. Pouvoirs qui dépassaient largement le domaine de l'emprise économique ; d'une certaine façon, les Majors exerçaient aussi une influence sur la politique intérieure de ces pays.

Au cours des années suivantes, les pays producteurs de pétrole allaient commencer à mieux s'organiser pour augmenter leur part de la rente pétrolière. La baisse des prix internationaux du pétrole au cours des années 50 a été à l'origine de la formation de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole), créée en septembre 1960 par

les cinq plus grands exportateurs à l'époque : l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Irak, le Koweït et le Venezuela, responsables à eux seuls de 90 % des échanges pétroliers mondiaux.

Cette baisse des prix est directement liée à l'expansion des activités des compagnies indépendantes – tantôt les américaines de taille moyenne, tantôt les compagnies nationales d'Europe et d'autres pays – ; ce qui a accru la concurrence sur le marché mondial, tout en élargissant la production pétrolière internationale par la mise en production de gisements localisés dans de nouvelles zones.

Le pétrole, devenu matière première bon marché et abondante, va très vite occuper la place prépondérante dans les sources d'énergie utilisées par les pays industriels, au point de mettre dans l'ombre le charbon et de retarder le développement du nucléaire. Il n'est pas exagéré d'affirmer que l'extraordinaire croissance économique des pays de l'OCDE durant les "trente glorieuses" est due, en grande partie, à l'abondance de pétrole bon marché au niveau mondial.

Mais, en permettant l'élévation des taux de croissance, cela entraîna, par contrecoup, une dépendance très importante des pays occidentaux vis-à-vis des pays exportateurs de pétrole. Le tableau ci-dessous nous donne bien la mesure de cette dépendance.

Tableau 4. Dépendance pétrolière des pays de l'OCDE (%)

PAYS	1960	1965	1970	1975	1980	1984
OCDE	18,0	26,2	32,7	35,1	31,4	23,1
ÉTATS-UNIS	7,8	9,9	10,3	18,2	18,1	13,8
EUROPE	31,3	46,4	59,5	55,3	45,6	31,8
JAPON	33,2	58,2	72,5	76,4	70,2	60,2
(1) Rapport entre importations de pétrole et produits pétroliers à la consommation totale d'énergie primaire						
Source : Chevalier (1986 : 33).						

Parallèlement, la plupart des pays producteurs ont adhéré à l'OPEP qui, en regroupant l'essentiel des exportations pétrolières dans le monde, voyait son pouvoir de pression s'accroître de plus en plus. Cet équilibre entre une dépendance pétrolière élevée, du côté des pays industrialisés, et le désir politique de prendre le contrôle de la branche, du côté des pays exportateurs, était très fragile ; Il ne pouvait se maintenir qu'à condition qu'il y ait une relative surabondance de pétrole sur le marché mondial.

En ce sens, la situation s'avérait particulièrement explosive au début des années 70, puisque plusieurs facteurs poussaient les prix à la hausse. Tout d'abord, après une longue période de croissance continue de la consommation, la relation entre offre et demande pétrolière se modifie. Le marché pétrolier, d'un marché d'acheteurs – où l'offre était largement supérieure à la demande – devient un marché de vendeurs – demande plus grande que l'offre. Selon des données citées par Chevalier(1986), entre 1970 et 1973 la demande pétrolière adressée à l'OPEP passa de 20,2 à 27,5 millions de baril/jour, la seule Arabie Saoudite augmentant sa production de 3,2 à 7 millions de baril/jour dans la même période.

De plus, l'arrivée au pouvoir de gouvernements révolutionnaires et de libération

nationale dans certains pays producteurs (Irak en 1958, Algérie en 1962 et Libye en 1969) eut comme conséquence immédiate le développement de tensions pour le contrôle de la production pétrolière entre ces nations et les Majors ; ce qui va réveiller la volonté d'autonomie d'autres pays dans ce secteur.

Ainsi, au cours des années 60, les pays regroupés autour de l'OPEP sont arrivés à renforcer leur position par rapport aux compagnies internationales et aux pays importateurs : en fixant des taux de redevance plus élevés, en contrôlant les niveaux de production et surtout en imposant l'OPEP comme interlocuteur privilégié dans le domaine du pétrole.

Un nouvel ordre pétrolier international s'amorçait alors ; dans cette nouvelle conjoncture les Majors allaient perdre beaucoup de leur capacité d'intervention dans la branche au profit des pays exportateurs et de l'OPEP.

5.1.4. La montée du pouvoir des pays exportateurs

Les accords de Téhéran et de Tripoli en 1971, où les compagnies internationales (y compris les Majors) ont pour la première fois dû établir des négociations avec l'OPEP, et non directement avec les pays producteurs, étaient déjà une amorce de ce qui allait se passer en 1973. Mais le véritable tournant de l'histoire pétrolière reste les événements de 1973 qui, par la suite, seront connus sous le nom de "premier choc pétrolier".

En effet, la réunion entre les compagnies et l'OPEP dans le but de fixer le prix du "brut" eut lieu deux jours après l'éclatement de la guerre entre Israël, l'Égypte et la Syrie. C'est donc dans un climat très tendu que se déroulèrent les négociations. Face au refus des compagnies de négocier une hausse des prix supérieure à 15 %, les six pays exportateurs du Golfe Persique augmentent unilatéralement de 70 % les prix affichés de leur pétrole ; l'Arabian Light, par exemple, passe de 2,989 à 5,119 dollars le baril (Chevalier, 1986).

Le lendemain, les pays membres de l'Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole (OPAEP) décident, à l'exception de l'Irak, de réduire leur production et d'appliquer un embargo contre les pays alliés d'Israël, ce qui représentait une réduction d'environ deux millions de baril/jour sur un marché déjà déficitaire.

La conséquence immédiate fut la panique au sein des pays consommateurs, ce qui se traduisit par un comportement atypique du marché : les prix de commercialisation du pétrole furent fixés au-dessus des prix officiels des pays producteurs. En prenant toujours l'exemple de l'Arabian Light, en décembre 1973, tandis que son prix affiché était de l'ordre de 11,651 dollars par baril, il était commercialisé sur le marché libre jusqu'à 19,35 dollars. Le temps du pétrole bon marché semblait être bien fini !

Tout cela a représenté une véritable révolution. Une révolution dans les rapports entre les pays exportateurs et les entreprises internationales, d'abord : les événements de 73 ont signifié la fin de l'emprise absolue des Majors sur l'activité pétrolière mondiale et la confirmation de la montée du pouvoir de l'OPEP. Mais aussi, une révolution dans les modalités d'exercice de l'activité industrielle dans les pays occidentaux : après octobre 1973, en raison de la hausse des prix, les pays consommateurs ont vu leurs dépenses

liées aux importations pétrolières multipliées par trois, quatre, voire même cinq. Ce qui va les engager dans la recherche de nouvelles sources d'énergie, ne leur étant plus possible de continuer sur un modèle économique basé sur la surabondance de pétrole à des faibles prix.

Le premier choc pétrolier marque, de fait, le développement des recherches pour transformer le modèle énergétique des pays industriels. C'est le moment où des sources d'énergie non conventionnelles (le nucléaire, l'énergie solaire, etc.) vont connaître un grand essor ; faisant ainsi décroître, à moyen terme, la dépendance des pays consommateurs à l'égard de l'OPEP.

Mais, dans le court terme, l'année 1974 allait confirmer la position de force de l'OPEP. Dans une claire démonstration du pouvoir conquis par cette organisation, elle réussit, dans un premier temps, à imposer une fiscalité de plus en plus avantageuse pour les pays producteurs (leur appropriation atteint 87 % du prix du baril de pétrole, alors qu'elle était d'environ 41 % en 1970). De même, l'OPEP engagea, par la suite, un processus de contrôle direct du secteur pétrolier par les pays producteurs ; ce qui aboutira à des nationalisations du secteur dans la plupart des pays membres de l'organisation, entre 1975 et 1976.

Et pourtant les Majors ont continué à garder une place importante dans le monde du pétrole. Certes, très éloignée du contrôle absolu des années 40 et 50, mais en tout cas loin d'être négligeable : elles bénéficiaient encore de contrats préférentiels avec les pays producteurs, dont les branches pétrolières venaient d'être nationalisées. Ceci s'explique par le fait que le raffinage et la distribution du pétrole dans les pays industrialisés restaient sous le contrôle des grandes compagnies pétrolières mondiales ; les Majors avaient perdu l'emprise sur l'amont de l'industrie pétrolière, mais pas sur l'aval.

Néanmoins, la physionomie de l'industrie mondiale du pétrole qui émergea du premier choc pétrolier était toute autre que celle des années 50. De fait, en devenant l'acteur principal, l'OPEP assume le rôle, joué auparavant par les Majors, de garant de la stabilité du marché et des niveaux des prix. Ainsi, face à la baisse de la consommation mondiale de produits pétroliers, suite aux récessions de 1975 et de 1978, l'OPEP arrive à réduire sa production afin d'éviter une dégradation de ses prix.

En revanche, si l'augmentation des prix du pétrole provoque une réduction du rythme de croissance de la demande de produits pétroliers, elle incite, dans le même temps, à la recherche et à la production dans des zones auparavant jugées trop coûteuses, devenues économiquement exploitables avec la hausse des prix.

La conjugaison de ces deux tendances (diminution de la consommation et croissance de la production) va tendre à affaiblir la position de l'OPEP. De cette manière, la part de l'OPEP dans la production mondiale commence à fléchir dans les années qui suivent le premier choc, passant de 55,5 % de la production totale en 1973 à 49 % en 1979.

Cependant, malgré la tendance du marché à une stabilisation, voire même à une baisse des prix, une donnée conjoncturelle déclenche le deuxième choc pétrolier en 1979. Les événements liés à la révolution iranienne entre la fin de 1978 et le début de 1979, font disparaître du marché le pétrole iranien – environ 6 millions de baril/jour. Malgré la compensation de ce volume par l'augmentation de la production des autres pays de

l'OPEP, le marché reste instable.

La situation s'aggrave avec la décision de l'Arabie Saoudite de réduire, au début de 1979, sa production d'environ 1 million de baril/jour. Ce qui amène les compagnies et les gouvernements des pays importateurs à élargir leurs stocks, en augmentant considérablement la demande et en poussant les prix vers le haut. C'est le deuxième choc pétrolier qui éclate !

Cette situation d'instabilité et de prix élevés se maintient jusqu'au début 1980, quand les prix atteignent leur plus haut niveau (37 dollars pour certains bruts légers) avant de commencer à baisser.

5.1.5. Après les chocs pétroliers, l'accalmie ?

Les années 80 sont marquées par la chute des prix du pétrole et par l'affaiblissement de l'OPEP, incapable de maintenir le niveau des prix dans un marché devenu excédentaire, l'offre dépassant largement la demande.

Témoin de cette perte d'influence de l'OPEP sur le marché mondial du pétrole, son incapacité à faire respecter les quotas de production par ses membres. Le système des quotas de production pour les pays membres de l'OPEP fut une tentative pour stopper la tendance à la superproduction de brut. Cependant, cela ne parvint pas à redresser les prix pétroliers. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette défaillance de l'OPEP, incapable de stabiliser le marché pétrolier mondial ; le changement de comportement énergétique des pays industrialisés, l'apparition de nouveaux producteurs importants hors de la sphère d'influence de l'OPEP et la compétition acharnée entre les pays membres de l'organisation en sont les principaux.

Au demeurant, le non respect des quotas de production de la plupart des pays membres de l'OPEP, mena l'Arabie Saoudite à déclencher une guerre des prix à l'intérieur même de l'OPEP, à partir de 1985 ; ce qui aboutit à la crise des prix de l'année de 1986, quand le prix du pétrole chute de façon vertigineuse : de 28 US\$ le baril en 1985 il tombe à 9,50 US\$ au début de l'année 1986, son plus bas niveau depuis 1973.

Une baisse si radicale des prix incite la plupart des pays producteurs (y compris les États-Unis²⁰) à trouver un accord pour faire monter les cours du pétrole ; cela dès 1986.

Quoi qu'il en soit, cette stratégie fut payante car, dès décembre 1986, l'OPEP redéfinit de nouveaux quotas de production à ses membres et adopta le prix officiel autour de 18 US\$ le baril. Ces mesures parvinrent à calmer le marché, en stabilisant les prix et la production, d'autant que les pays producteurs hors OPEP décidèrent de les soutenir de manière plus ou moins concertée.

²⁰ La position indéfinie des États-Unis vient du fait qu'ils sont, à la fois, les plus gros producteurs et les plus gros importateurs du pétrole. D'après Jaquet et Nicolas (1991 : 81), cela aurait poussé ce pays à ne pas laisser tomber le prix du brut à des niveaux trop bas : << les États-Unis, dont la culture nationale semble imperméable à la possibilité de taxer l'énergie sont particulièrement empêtrés dans le jeu contradictoire des divers groupes de pression, l'effondrement des prix transforme toute l'industrie du pétrole en industrie sinistrée, avec des retombées dévastatrices pour certains États, où la crise affecte alors, comme au Texas, l'ensemble de l'activité économique, bancaire et de l'immobilier>> (Jacquet et Nicolas, 1991 ;81).

Depuis l'année 1986, les prix pétroliers restent stables, mais l'équilibre demeure fragile.

<<L'incertitude provient de la dynamique classique du cartel, où, dès que les prix sont satisfaisants pour l'organisation, les pays membres trichent sur les quotas, amenant une baisse des prix, elle-même finissant par rendre plus évidents les intérêts communs des producteurs qui parviennent alors à reprendre le contrôle de la production ...>> (Jacquet et Nicolas, 1991 ;82).

En effet, ce qui caractérise actuellement l'industrie mondiale du pétrole est l'équilibre entre, d'un côté, une OPEP affaiblie par le rétrécissement de la consommation mondiale de produits pétroliers et par l'expansion de la production mondiale de brut ; et de l'autre côté, des pays consommateurs qui après les traumatismes des chocs pétroliers de 1973 et 1979, ont observé avec satisfaction la chute des prix des années 80, mais restent bien conscients des risques que comporte le maintien des prix à des niveaux trop bas, comme en 1986.

En résumé, les intérêts des uns et des autres vont dans le sens d'un maintien des prix du pétrole à un prix ni trop élevé, afin d'éviter une récession économique, ni trop bas, susceptible de faire renaître la dépendance des pays industrialisés à l'égard des pays producteurs.

La menace de l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 a constitué une remise en question de cet équilibre ; ce qui explique la rapidité de la réponse militaire des pays occidentaux. Cela est explicitement reconnu par M James Schlesinger, ancien secrétaire américain à l'énergie dans l'administration Carter ; lors du XVème Congrès Mondial de l'Énergie, en 1992, il tient les propos suivants :

<<Ce que le peuple américain a retenu de la guerre du Golfe, c'est qu'il est bien plus facile d'aller botter les fesses des gens au Proche-Orient que de faire des sacrifices [en payant des prix plus élevés] pour limiter la dépendance de l'Amérique vis-à-vis du pétrole importé. Ceux qui me connaissent bien savent que jamais je n'oserais utiliser une expression comme celle que je viens d'employer si elle n'était pas utilisée aux niveaux les plus élevés du gouvernement.>> (cité par Nicolas Sarkis, in *Le Monde Diplomatique*, novembre 1994, page. 12).

Quoi qu'il en soit, les transformations de l'industrie pétrolière au cours de ce siècle ont été très importantes, changeant radicalement son visage. On est passé du contrôle absolu des Majors dans l'après-guerre à "une certaine communauté d'intérêts" entre grands pays producteurs et grands pays consommateurs à la fin des années 80 ; cela en passant par la première vague de création d'entreprises nationales entre les années 30 et 50 ; mais aussi en passant par la montée progressive du pouvoir des pays exportateurs dans les années 60, ou par les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ; en passant encore par les nationalisations dans les pays producteurs entre 1975 et 1976 et par la perte du pouvoir de l'OPEP dans les années 80.

Ces changements ont agi dans le sens de la démystification du pétrole. En effet, compte tenu de l'inexistence d'un cartel d'entreprises contrôlant, de l'amont à l'aval, l'activité pétrolière mondiale et compte tenu de la diversification des zones productrices et de la disproportion entre une offre croissante et une demande en baisse, les enjeux à la fois géopolitiques et économiques du pétrole se sont affaiblis et sont devenus moins

évidents.

Ce qui est, peut être, à l'origine des politiques et des débats parlementaires sur la privatisation de l'industrie pétrolière sous contrôle de l'État dans plusieurs pays. Mais si cela est vrai pour certains pays, il reste que le pétrole continue à être une matière première fondamentale pour les économies modernes, gardant encore une importance – économique et symbolique – rarement égalée pour d'autres matières premières.

<< Le pétrole est donc devenu, du fait de l'évolution de l'industrie et des techniques de commercialisation, une matière première presque comme les autres. (...) mais d'autre part, le pétrole reste une matière première stratégique, vitale pour les économies tant des pays développés que des pays en développement, tant des pays exportateurs que des pays importateurs. Les conditions physiques et économiques de sa production et de son approvisionnement continuent donc de concerner une dimension importante de la sécurité nationale, de la croissance et des équilibres économiques. Il est ainsi naturel que les gouvernements soient tentés d'intervenir, et soient profondément réticents à laisser le marché déterminer l'allocation des ressources et des prix. Le contenu des politiques énergétiques reste donc plus que jamais d'actualité>> (Jacquet et Nicolas, 1991 ; 83-84).

Cette contradiction entre une certaine stabilité du marché et une importance toujours vitale pour l'économie fait de l'industrie pétrolière une branche soumise à une instabilité structurelle, où rien n'est joué d'avance ; où les seules lois du marché ne suffisent pas à expliquer ni les choix et les actions des principaux acteurs, ni le comportement des prix. Parfois, le moindre incident diplomatique suffit pour déstabiliser le marché pétrolier, faisant monter ou chuter le cours du brut en peu de temps. D'où l'importance géostratégique que les principaux pays du monde continuent d'accorder à ce produit.

5.2. L'industrie pétrolière en France

Avant le début du premier conflit mondial en 1914, la question pétrolière ne se posait presque pas en France. Toutefois, les difficultés d'approvisionnement générées par la guerre, alliées à l'importance grandissante du pétrole en tant que source d'énergie, éveillent le gouvernement français à la nécessité de maintenir un certain contrôle sur l'industrie pétrolière ; cela en essayant de rationaliser l'utilisation des combustibles liquides, devenus stratégiques.

Ainsi, au lendemain du début du conflit, le 3 septembre 1914 plus exactement, s'opère une tentative d'implantation d'un système contractuel entre le gouvernement et la Chambre Syndicale de l'Industrie du Pétrole. Par cet accord, les raffineurs alors implantés en France s'engageaient à fournir les quantités demandées par les autorités militaires et aussi, à constituer des stocks permanents réservés aux besoins militaires du pays.

Cependant, face à l'incapacité des sociétés pétrolières à répondre aux besoins croissants de l'Armée et de la société civile au cours de la guerre, toute une législation sera mise en place pour doter l'État de mécanismes de contrôle sur l'ensemble des activités liées au pétrole. C'est ainsi que le 6 mai 1916 est approuvée une loi qui donnait au gouvernement le pouvoir de prohiber ou d'autoriser les importations de pétrole et de

produits pétroliers. Cette préoccupation pour les importations s'explique par l'inexistence de gisements pétroliers connus à l'époque en France ou dans les territoires sous contrôle français, l'approvisionnement pétrolier ne pouvant provenir que de l'extérieur. Or, dans une conjoncture de guerre, le gouvernement français voulait s'assurer que ces importations étaient originaires de pays alliés, en même temps qu'il prenait en main la régulation du marché.

Les étapes suivantes furent la création du Comité Général du Pétrole en 1917 – en raison de l'aggravation de la crise d'approvisionnement – et la création, en 1918, du Consortium Français d'Importation de Pétrole et d'Essence ; à ce moment, l'État prend le monopole des importations de pétrole, laissant la distribution des dérivés aux compagnies privées. Après la fin de la guerre, en liaison avec le retour à une politique libérale dans le secteur pétrolier, ce Consortium sera dissout, mais le monopole d'importation de l'État se maintiendra jusqu'en 1921.

La fin du contrôle de l'État sur les importations des produits pétroliers n'a pas signifié pour autant le retour à la normalité du marché pétrolier français ; entre 1923 et 1926 ce marché sera perturbé, à plusieurs reprises, en raison du contrôle exercé par le cartel pétrolier international. Cela va légitimer la reprise de l'intervention de l'État dans le secteur pétrolier ; tout d'abord en imposant, en 1925, une législation régulatrice qui établissait une sorte de "liberté contrôlée". C'est le véritable début de toute une politique de l'État français pour contrôler, au nom de l'indépendance et de la sécurité nationale, l'activité pétrolière.

<<C'est que, très vite, va s'affirmer la domination de quelques grosses sociétés internationales, qui vont instaurer un système d'organisation oligopolistique du marché, n'ayant d'équivalents pour aucune autre matière première. Les États qui ne possédaient ni ressources pétrolières propres, ni sociétés importantes déjà placées sur le marché, voyaient croître leur dépendance à l'égard de ces grosses sociétés, à mesure qu'augmentaient leurs besoins pour cette nouvelle énergie>> (Galle et Vatin, 1980 ; 96).

Dans la volonté de garantir des conditions de ravitaillement pétrolier fiables au pays, l'État français se dotera de mécanismes lui permettant de réguler le marché interne et de développer la production de brut maîtrisée par la France ; par brut maîtrisé par la France, il faut comprendre le pétrole sous contrôle de compagnies à capitaux français ou dans des régions sous tutelle française.

Après les lois de 1925, les compagnies étrangères, en représailles, imposèrent un contingentement privé au détriment des sociétés françaises, ce qui sera à l'origine d'un régime nettement interventionniste, que la loi de 1928 mettra en place. D'après cette loi, l'importation de grandes quantités de produits pétroliers ou de brut était soumise à la délivrance d'autorisations spéciales. Il était également prévu la nécessité d'autorisations gouvernementales pour les opérations de raffinage et de distribution de produits finis, conférant à l'État un important pouvoir de pression sur les entreprises du secteur. En effet, ces autorisations étaient définies par la loi comme une délégation du monopole d'État aux sociétés qui en étaient bénéficiaires, mais elles étaient aussi une sorte de compromis entre les propositions de monopole direct de l'État et les propositions de libéralisation absolue de l'activité qui se sont affrontées lors des débats parlementaires.

Parallèlement à ce processus, l'État français incitait à la création de la Compagnie

Française des Pétroles (CFP) en 1924, dans laquelle l'Etat même possédait 35 % du capital, et qui devait gérer les intérêts français au Moyen-Orient, région fort prometteuse déjà à l'époque. Ces intérêts ont été acquis avec les accords de San Remo en 1920, qui ont transféré à la France, en raison du butin de guerre, la part de la Deutch Bank dans la Turkish Petroleum Company.

Mais si le soutien du gouvernement a été très important pour la constitution de la CFP, il faut bien remarquer que <<l'action de l'Etat dans la création de la CFP fut souvent empirique. C'est devant les difficultés rencontrées par l'industriel Ernest Mercier dans la constitution de la société que l'Etat se décida à prendre un pourcentage de 35 % du capital. Avec la CFP, l'Etat n'a pas voulu devenir un actionnaire direct qui dispose en tant que tel d'un large pouvoir d'orientation>> (Murat, 1969 ; 28). Et cela seulement en 1929, cinq ans après la loi qui institua la CFP.

C'est donc dans la double volonté de réguler le marché pétrolier français et de prendre le contrôle de sources pétrolières en dehors du pays que l'Etat français va ancrer sa politique pétrolière.

Cela s'explique pour deux raisons principales : d'une part, les caractéristiques géologiques de la France n'offraient pas de bonnes perspectives d'y trouver du pétrole, ce qui pouvait encourager l'Etat à une intervention plus poussée dans ce domaine ; d'autre part, l'utilisation du pétrole et de ses dérivés ne cessait de s'accroître, comme d'ailleurs dans tous les pays industrialisés, éveillant tout de même l'attention de l'Etat sur la question.

C'est ainsi que, dans le souci gouvernemental de créer une industrie de raffinage française et de doter la CFP d'une structure de production intégrée, condition essentielle pour sa compétitivité internationale, il est créé en 1929 une filiale de la CFP chargée du développement du raffinage en France : la Compagnie Française du Raffinage (CFR). Dans la constitution du capital de la CFR, l'Etat rentre avec 10 % du total, la CFP avec 56 % et d'autres actionnaires minoritaires avec 34 % ; démontrant ainsi le véritable intérêt de l'Etat français pour le développement d'un secteur pétrolier détenu par des capitaux français.

Pendant cette période d'entre deux guerres, l'emprise de l'Etat sur l'industrie pétrolière se fait à travers une réglementation de plus en plus fine, par la création d'organes – dont le plus important, l'Office National des Combustibles Liquides (ONCL) est créé en 1925 – ainsi que par la formation de sociétés d'économie mixte comme la CFP et la CFR.

Mais, au contraire de ce qu'on pourrait être amené à penser, les véritables instruments de la politique pétrolière française n'étaient pas la CFP et la CFR mais les organes publics.

<< Ainsi, en plus de son rôle de coordination et de ses activités techniques, l'ONCL, établissement public, agissait surtout comme un holding financier d'Etat. Il suscitait dans les différentes branches pétrolières la création de sociétés d'économie mixte dans lesquelles il prenait des participations : Société Française de Transports Pétroliers, Syndicats de Recherche Pétrolières, etc. mais n'était lui-même industriel. Plus encore que la CFP, l'ONCL est donc à l'origine d'une

première tentative de secteur public pétrolier>>(Murat, 1969 ; 34).

Ce qui est, peut être, à l'origine du fait que malgré l'action fondamentale de l'Etat pour la création de la CFP, celui-ci n'a pas tellement influencé la gestion de la CFP ; cette entreprise se comporte comme une véritable entreprise privée, s'alliant à plusieurs reprises aux intérêts des grandes compagnies pétrolières internationales ; cela à tel point que la CFP sera connue au niveau international comme la plus petite des Majors. Autrement dit, la CFP était beaucoup plus intéressée à poursuivre ses alliances avec les Majors (condition indispensable pour rentrer sur le marché pétrolier mondial), qu'à suivre les consignes de l'Etat français en matière de politique pétrolière.

Au cours des années 30, marquées par les spéculations sur l'imminence d'une nouvelle guerre avec l'Allemagne et par l'arrivée au pouvoir d'une coalition politique de gauche (le Front Populaire), on assiste à la recrudescence de l'intervention de l'Etat dans le secteur pétrolier. C'est ainsi que des mesures régulatrices touchant la sécurité et la salubrité publiques, la priorité d'approvisionnement pour la défense, le contrôle des prix des produits et la lutte contre la spéculation se succèdent à partir de 1935.

En outre, au début de la guerre et durant l'occupation allemande, la priorité de l'action de l'Etat français sera orientée vers le contrôle des pétroles bruts nationaux, avec la création de la Régie Autonome des Pétroles (RAP) en 1939, et en 1942 la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine, chargées d'exploiter de virtuels gisements localisés sur le territoire français.

A la fin de la guerre, un nouveau contexte socioculturel va influencer la définition des nouveaux rôles de l'Etat dans l'économie. Sous l'impulsion des forces de gauche, l'Etat français déclencha plusieurs nationalisations dans les secteurs économiques jugés les plus prioritaires : le gaz, l'énergie électrique, la sidérurgie, etc.

Bien que ces nationalisations n'aient pas atteint l'activité pétrolière en France, faute d'une production pétrolière propre ou d'une marge de manoeuvre importante à l'égard du cartel pétrolier, ce contexte particulièrement riche de l'histoire française aura des influences sur l'évolution de l'industrie pétrolière dans ce pays.

C'est aussi la période où les pays industrialisés prennent conscience du caractère arbitraire du système de fixation des prix internationaux du pétrole et décident de s'engager plus activement dans des politiques d'opposition à l'emprise trop absolue des Majors sur l'industrie pétrolière mondiale.

De cette manière, la période de l'après-guerre en France sera marquée par une action étatique plus orientée vers la recherche et la production de pétrole sous contrôle de l'État ; surtout en Algérie et dans la zone franc. Un pas décisif dans ce sens fut la création du Bureau de Recherches Pétrolières (BRP) en 1945, avec une fonction de coordination de la politique pétrolière publique française, avec sous sa responsabilité les entreprises nationales créées pendant la guerre : la Régie Autonome des Pétroles (RAP) et la Société Nationale Des Pétroles d'Aquitaine (SNPA).

En même temps que le gouvernement français s'orientait vers une recherche d'autonomie plus importante dans le domaine pétrolier, il menait aussi une politique de collaboration avec les entreprises privées internationales. Cela, soit par le biais de participations croisées au sein de sociétés anonymes françaises, le cas de la Compagnie

des Pétroles d'Algérie, filiale commune de la RAP et de Shell, soit par la politique d'internationalisation et de rapprochement des compagnies internationales menée par la CFP en vertu de ses intérêts au Moyen-Orient.

Cette dualité des politiques pétrolières françaises sera une constante de l'après-guerre. Peut-être en raison de l'insignifiance de la production pétrolière française, ce qui laissait l'économie française très dépendante des approvisionnements extérieurs, ou alors en raison de la convergence d'intérêts entre la CFP et les Majors, au Moyen-Orient, le fait est que l'action de l'Etat dans ce secteur ne s'est jamais inscrite dans le sens d'un monopole ou d'une limitation des activités dévolues aux entreprises privées.

Tout en voulant maîtriser l'industrie pétrolière à travers la création d'entités mixtes ou d'organes publics, l'Etat français a laissé une place considérable aux entreprises privées du secteur ; autonomie en rien comparable au dirigisme adopté dans le secteur de la sidérurgie et dans celui de la production d'énergie électrique par exemple.

Même la découverte, dans les années 50, d'importants gisements pétroliers au Sahara et en Afrique Noire, colonies françaises à l'époque, n'allait pas changer le principe dual de la politique pétrolière en France. Car, si au niveau extérieur l'Etat français continuait de collaborer avec les Majors, au niveau intérieur, l'intervention étatique se faisait sentir.

Dans son souci d'éviter que l'oligopolisation mondiale de cette branche déstabilise le marché pétrolier du pays, l'Etat français a mis en place une législation régulatrice de plus en plus pointue, ce qui a augmenté l'emprise étatique sur le secteur. Cela, appuyé sur une politique basée sur deux stratégies différentes ; la première fut la constitution d'entreprises mixtes et d'organes publics ayant pour objectif d'agir sur l'ensemble des activités liées à cette industrie, sans pour autant qu'aucune forme de monopole ne soit établie. La seconde fut l'instauration de lois définissant des formes de régulation du secteur. C'est ainsi que, tandis que les entités sous contrôle de l'Etat, ou ayant une participation actionnariale importante, s'engageaient plus directement dans les activités productives liées au pétrole, plusieurs lois imposant des limites à l'exercice de cette activité étaient approuvées.

De cette manière après les découvertes de pétrole dans les colonies d'Afrique, le gouvernement va tenter d'obliger les compagnies étrangères implantées en France à s'approvisionner de ce pétrole, en même temps qu'il les obligeait à réaliser au moins 2/3 de leurs importations sous pavillon national. De même, un décret de 1951 imposait à tout importateur de produits pétroliers de maintenir des stocks au moins égaux à 1/9 des quantités mises en vente.

Parallèlement, l'intervention de l'Etat allait construire un véritable secteur public pétrolier qui << ... *initialement prévu pour la seule recherche, [...] diversifia ses activités par la constitution de filiales majoritaires dans le transport maritime et le transport par pipelines, le raffinage (création de l'Union Générale des Pétroles - UGP- en 1960), la distribution et la pétrochimie (en particulier la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine à partir de Lacq). Deux groupes pétroliers intégrés se sont ainsi formés progressivement autour du BRP et de la RAP*>> (Murat, 1969 ; 42).

Néanmoins, les faiblesses de la politique pétrolière française seront plus visibles lors

de la crise de Suez en 1957, quand suite à la nationalisation du canal de Suez par Nasser, le ravitaillement pétrolier de l'Europe sera sérieusement menacé. Ces faiblesses peuvent s'expliquer par plusieurs raisons : tout d'abord, en raison de la concentration d'approvisionnement au Moyen-Orient et dans la zone franc ; mais, également, en raison de l'éloignement de la CFP (devenu TOTAL en 1955) des politiques publiques avec une pratique << trop engagée dans le cartel et insuffisamment contrôlée par l'Etat >> aux dires d'un célèbre rapport parlementaire des années 70 sur l'industrie pétrolière en France (Rapport Schwartz, cité par Galle et Vatin, 1976).

Dès lors, l'action de l'Etat en France allait se tourner, au cours des années 60, vers l'intégration et le renforcement des groupes pétroliers publics par une fusion plus rationnelle de ces groupes, ainsi que vers le renforcement des moyens réglementaires de la charte pétrolière de 1928.

Cela avait pour principaux objectifs : 1) la diversification géographique des approvisionnements des sociétés d'intérêts français ; 2) la croissance du poids des sociétés pétrolières françaises sur le marché international ; 3) plus de la moitié des activités de raffinage et de distribution réalisées sur le territoire français devait être exercée par des sociétés françaises ; et 4) doter les entreprises françaises de conditions de concurrence égales vis-à-vis des groupes internationaux (Murat, 1969).

Derrière cette volonté d'intervention plus directe du gouvernement français il y avait une conjoncture internationale changeante. Tout d'abord, le processus d'indépendance de l'Algérie était déjà irréversible dès la fin des années 50, ce qui allait priver la France de sa principale source propre de pétrole.

En outre, le début d'intégration européenne poussait l'Etat français à soutenir la concentration d'entreprises publiques et parapubliques au sein de groupes plus importants, afin d'augmenter la compétitivité de l'industrie française.

C'est ainsi qu'en décembre 1965 le BRP et la RAP ont fusionné, donnant naissance au groupe ELF-ERAP. Ce groupe, en s'occupant de toutes les phases de la branche (de la recherche pétrolière à la pétrochimie), allait se constituer comme le principal instrument de la politique pétrolière française. Selon les déclarations d'un ancien Président de ce groupe à la justice, cette décision était davantage politique qu'économique :

<<En 1962, le général de Gaulle aurait pu s'orienter vers le rassemblement de la politique pétrolière autour de TOTAL-CFP (Compagnie française des pétroles), où l'Etat détient 35 %. (...) Dans un monde qui est dominé par les géants anglo-saxons (Shell, Exxon, BP, Mobil, Chevron, Gulf, Amoco, Arco...), avoir deux sociétés françaises et non renforcer celle qui existe, est un acte politique qui avait trois raisons : 1) Les gaullistes voulaient un véritable bras séculier d'Etat, en particulier en Afrique. Total n'était pas obéissant. 2) Les gaullistes souhaitaient une sorte de ministère du pétrole inamovible assurant l'approvisionnement de la France, puisque le pétrole algérien n'était géré par les Français que jusqu'en 1971. Ils n'avaient pas confiance en Total-CFP pour ce rôle. 3) Les gaullistes souhaitaient disposer d'une sorte d'officine de renseignement dans les pays pétroliers... (...). La création d'Erap puis d'Elf-Erap est donc une décision illogique sur le plan économique et directement liée à la volonté de l'Etat de disposer d'un instrument "à sa botte". La réussite à cet égard est totale.>> (Déclaration de M

Loïc Le Floch-Prigent, publié dans l'Express n° 2371, décembre 1996, pp. 66-70).

Quoi qu'il en soit, deux points importants de cette fusion sont à remarquer : 1) le groupe ELF-ERAP était doté d'une personnalité civile et d'une autonomie financière, sans aucun monopole ; et 2) *<<comme au BRP mais contrairement à la RAP et à la plupart des entreprises nationalisées, le conseil d'administration de l'ERAP(ELF) ne comprend pas de représentants du personnel>>* (Murat, 1969 ; 299).

Cela semble signifier que malgré le fait que le groupe ELF ait été constitué comme un organe public, le gouvernement l'envisageait comme une véritable entreprise privée, agissant sur un marché très compétitif. Une entreprise, certes, plus proche des stratégies gouvernementales que TOTAL, l'autre entreprise pétrolière ayant une forte participation actionnariale de l'Etat, mais tout aussi lucrative que n'importe quelle autre entreprise pétrolière.

Cependant, l'Etat français ne visait pas seulement à constituer un groupe pétrolier capable de diversifier les sources d'approvisionnement du pays ; sur le plan intérieur la constitution de ce groupe allait permettre également une intervention étatique plus importante et plus directe dans le secteur du raffinage.

Dans le même sens, plusieurs décrets au cours des années 60 allaient donner à l'Etat un pouvoir d'arbitrage non négligeable dans le domaine pétrolier, comme : a) l'obligation d'autorisation gouvernementale préalable pour la construction ou l'extension des raffineries ; b) le pouvoir du Ministère de l'Industrie de désigner le niveau de production de chaque raffinerie ; et c) l'Etat s'est donné les moyens d'obliger les raffineurs à n'utiliser qu'une certaine capacité de production.

Une nouvelle fusion entre compagnies pétrolières appartenant à l'Etat allait se produire en 1976 : le regroupement d'ELF-ERAP avec la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine (SNPA), donnant naissance à la Société Nationale ELF-AQUITAINE (SNEA). Pour certains chercheurs, *<<...cette fusion dans une nouvelle société (...) aboutit (...) en fait à aliéner un capital public au profit d'intérêts privés : l'ERAP, organisme public est fondu dans la SNEA, société d'économie mixte.>>* (Galle et Vatin, 1980 : 105). Ce qui amène ces auteurs à considérer que l'action de l'Etat en France a eu pour but principal de permettre la participation de capitaux français à la rente pétrolière, et non de maintenir sous contrôle les compagnies internationales.

Il apparaît, cependant, que cela n'est valable que pour la politique gouvernementale à l'égard de la CFP (TOTAL). Le déroulement de la politique pétrolière française, depuis l'après-guerre, semble nous montrer l'existence d'un désir du gouvernement français d'intervenir plus directement dans la régulation pétrolière pour mettre le pays à l'abri des impositions des Majors, dans un premier temps, et de l'OPEP ensuite. Nous rejoignons ici, plutôt, l'idée exprimée par Murat (1969) selon laquelle le choix français a été de baser sa politique pétrolière sur deux groupes d'économie mixte ; groupes représentés actuellement par la CFP (TOTAL), où l'État était minoritaire (40 % du capital jusqu'à 1996), et avait donc peu d'influence sur les décisions prises (ce qui explique le rapprochement de ce groupe avec les Majors) et par ELF-AQUITAINE, où le gouvernement était majoritaire (60 % du capital jusqu'en 1994) et où il joue un rôle important dans les prises de décisions.

Si aucune sorte de monopole n'a été envisagée durant cette période (au contraire de ce qui est arrivé à d'autres sources d'énergie : électricité, nucléaire et charbonnages) c'est que, importatrice de tout le pétrole dont elle a besoin, la France était dans une position très vulnérable pour prendre une telle décision. Sans compter le fait qu'il n'y a pas eu de mobilisation populaire pour une totale étatisation du pétrole.

La France n'étant pas un grand pays producteur de brut, l'action étatique a été davantage orientée vers la régulation du marché pétrolier français que vers l'adoption de politiques nationalistes traditionnelles.

Ainsi, la privatisation des deux compagnies pétrolières françaises, dans les années 90, n'a pas soulevé de grandes résistances dans la société civile. En effet, avec l'arrivée au pouvoir d'une coalition de partis défenseurs de principes économiques libéraux, l'Etat français vend la majeure partie de ses actions de TOTAL en 1992, (où l'Etat réduit sa participation de 32 % à 5,4 %) et d'ELF-AQUITAINE en janvier 1994 (d'un total de 60 %, l'Etat n'en gardera qu'environ 10 %). Toutefois, cette perte du contrôle actionnarial ne représentera pas une diminution de l'emprise de l'Etat sur cette dernière compagnie: il s'est assuré une forte présence dans les futures directions, sous l'argument de préserver les intérêts nationaux.

Un point important à retenir de ce rapide aperçu historique de l'industrie pétrolière en France, est que les décisions prises par l'Etat n'ont pas mobilisé l'opinion publique, passant pour des mesures administratives ordinaires. Autrement dit, en France, le pétrole est resté un thème important à l'intérieur des seules institutions politiques, sans grande visibilité au sein de la société civile.

Cela signifie qu'en France les représentations symboliques érigées autour du pétrole n'ont pas eu la même importance que dans certains pays du tiers monde (comme au Mexique et au Brésil, par exemple), où toute une idéologie sur l'importance du contrôle de l'Etat sur l'ensemble de l'industrie pétrolière a été construite. Pour l'Etat français, les mobiles géopolitiques (diversification des sources d'approvisionnement, défense, etc.) et économiques (éviter l'oligopolisation du secteur) étaient plus importants que l'exploitation politique et idéologique de la question pétrolière.

Ce qui ne veut pas dire que derrière l'action de l'Etat français dans la branche pétrolière n'ait pas existé une idéologie sur le rôle que l'Etat devait jouer dans l'économie ; l'interventionnisme économique français a certainement influencé la politique pétrolière du pays jusqu'aux années 90. La privatisation des compagnies pétrolières s'est réalisée justement parce que parmi les groupes hégémoniques au sein de l'Etat cet interventionnisme ne faisait plus l'unanimité.

Il y a sur ce point une grande différence actuelle entre la France et les deux autres pays que nous étudions, car même si les gouvernements du Brésil et du Mexique sont proches sur le plan idéologique du gouvernement français actuel, la visibilité symbolique du pétrole dans ces deux autres pays donne à la libéralisation du secteur pétrolier une toute autre place qu'en France.

5.3. L'industrie pétrolière au Mexique

Le début des activités pétrolières au Mexique date de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle. En 1863, déjà, le prêtre Manuel Gil y Saenz annonçait sa volonté d'exploiter un gisement pétrolier capable de produire jusqu'à 10 bbl/jour. De même, les premières concessions pétrolières datent de 1864, lorsque l'empereur Maximilien accorde 38 concessions à des particuliers.

Cependant, c'est seulement en 1882 que la première découverte commercialement exploitable est réalisée. Ce qui va réveiller l'intérêt des compagnies internationales pour le potentiel pétrolier du Mexique. C'est ainsi qu'en 1885 s'implante dans ce pays une entreprise subsidiaire de la Standard Oil, la Waters Pierce Oil Company.

Au cours des ans, d'autres compagnies s'installeront au Mexique ; surtout après que Porfirio Diaz eut fait approuver, au cours des premières années de ce siècle, une législation minière très libérale, par laquelle les minéraux existant dans le sous-sol appartenaient au propriétaire de la terre.

Avec ces mesures, le gouvernement mexicain voulait attirer des capitaux étrangers pour investir dans le secteur de l'extraction minérale, stratégie adoptée pour développer l'économie nationale. Pour l'industrie pétrolière cela a signifié une augmentation des activités liées à la recherche et à la production.

Ainsi, à partir de 1910 le Mexique devient un exportateur de brut, la production étant passé de 10.000 barils produits en 1901, à 3,9 millions en 1908, 55 millions en 1917 et 193,4 millions en 1921.

A la veille de la première guerre mondiale, le Mexique était déjà le deuxième producteur mondial de pétrole, juste après les États-Unis. De ce fait, le pétrole mexicain a joué un rôle non négligeable dans le ravitaillement des alliés durant le conflit, surtout des Anglais.

Parallèlement à l'accroissement de la production de brut du pays, les conditions politiques allaient changer radicalement. Après 35 années de pouvoir, le régime de Porfirio Diaz prend fin en 1911, donnant lieu à une période très agitée de la vie politique mexicaine et qui se prolongera jusqu'à 1917, date de la Révolution Mexicaine.

En 1917 se met en place un régime politique aux orientations nettement populaires et nationalistes, ce qui sera à l'origine d'une intervention plus active de l'Etat mexicain dans l'industrie pétrolière. Dès 1917 même, la Constitution qui vient d'être promulguée opère un changement fondamental dans la législation pétrolière. Désormais, la propriété du sous-sol revient à l'Etat, lequel peut concéder le droit d'exploitation à des tiers.

Cette nouvelle législation représente un pas décisif vers le contrôle de l'industrie pétrolière par l'Etat mexicain, ce qui sera renforcé par la création en 1925 de la CAPN, organe chargé du contrôle et de la fiscalisation des activités des compagnies pétrolières. Date de 1917 également la mise en place institutionnelle d'un ensemble de droits accordés aux ouvriers, en particulier la journée de huit heures, un jour de repos par semaine et le droit d'organisation syndicale.

Dans l'industrie pétrolière cela va entraîner le développement des activités syndicales et revendicatives des ouvriers ; et ce d'autant plus qu'à partir de 1922 les entreprises du secteur commencent à licencier massivement pour compenser la baisse de la production.

En effet, après avoir représenté 25 % de la production mondiale, l'industrie pétrolière mexicaine entre en crise dans les années 20. L'épuisement des gisements les plus anciens, allié au choix des grandes compagnies installées dans le pays (Standard Oil, Shell et Gulf Oil) d'investir dans les nouvelles zones productrices du Venezuela et du Texas, où les législations minières étaient plus libérales qu'au Mexique, font décroître la production pétrolière mexicaine.

Ce n'est que dans les années 30 que la production va gagner un nouvel essor, mais sans jamais atteindre les niveaux de 1921. Au cours de cette période, la position du gouvernement mexicain vis-à-vis des compagnies privées agissant dans le secteur, se caractérise par la volonté d'augmenter les moyens de contrôle sur leurs activités. Ainsi, en même temps que l'Etat incite les ouvriers de la branche à revendiquer des augmentations de salaires et des améliorations des conditions de travail, il fait passer en 1931 une loi obligeant les entreprises pétrolières à embaucher au moins 90 % de leurs personnels parmi les citoyens mexicains.

De même, en 1934 est créée l'entreprise nationale PETROMEX chargée d'exploiter et de produire du pétrole sur les terrains appartenant à l'Etat. Cependant, les résultats obtenus par cette compagnie ont été très médiocres, surtout en raison du manque de connaissances techniques et de moyens matériels convenables.

En 1934 a lieu également l'élection de Lázaro Cárdenas à la présidence de la République, ce qui va marquer davantage la vie politique mexicaine. De fait, l'administration Cárdenas s'est caractérisée par la volonté de réaliser les objectifs sociaux de la révolution mexicaine. Le développement des procédures de réforme agraire, la création de structures syndicales nationales et la nationalisation des secteurs considérés comme stratégiques, sont exemplaires de quelques-unes de ces réalisations.

Le gouvernement Cárdenas a tenté de créer une coalition politique capable de soutenir politiquement le processus d'industrialisation autonome du pays, donnant aux entreprises mexicaines des conditions privilégiées de compétitivité sur le marché intérieur et rendant difficile l'accès de capitaux et de produits étrangers à l'économie mexicaine. Le tout sur fond de discours nationaliste de mobilisation populaire.

Étaient engagés dans ce projet des secteurs de la bourgeoisie nationale, attirés par l'idée d'établir un système économique protectionniste et nationaliste, et des classes populaires – en particulier les ouvriers urbains et les petits paysans – auxquels le gouvernement promettait une participation plus importante dans la vie politique. Ainsi, le régime politique cardeniste tirait sa légitimité du soutien des mouvements populaires et de l'adoption de mesures économiques bénéfiques au secteur industriel du pays ; ce qui le rapproche des régimes politiques populistes qui commençaient à se développer dans d'autres pays de l'Amérique Latine.

Dans ce climat politique favorable, les ouvriers de l'industrie pétrolière unifient en 1935 leurs différents syndicats au sein d'un syndicat de représentation nationale, le STPRM (Syndicat des travailleurs du Pétrole de la République Mexicaine). Ce syndicat va développer sa pratique en ayant pour objectif d'établir un contrat collectif unique avec toutes les entreprises du secteur.

De cette manière, lors de la première négociation collective du nouveau syndicat

avec les compagnies pétrolières, les représentants ouvriers vont demander des améliorations des conditions de travail et des augmentations de salaires ; ainsi que l'unification des différents niveaux salariaux existants dans la branche entre les entreprises pour une même fonction. Face aux résistances du secteur patronal à accepter ces mesures, une grève nationale est lancée, paralysant en peu de temps la plupart des activités pétrolières du pays.

Cette situation, qui menaçait de bloquer l'économie mexicaine, va faire intervenir dans le conflit la justice du travail ; laquelle jugera pertinentes les revendications syndicales et ordonnera leur application immédiate par les entreprises pétrolières.

Le refus des compagnies d'accepter et d'adopter cette décision donna un argument au Président Cárdenas pour décréter, le 18 mars 1938, la nationalisation de l'industrie pétrolière mexicaine.

Cette mesure va mobiliser plusieurs groupes sociaux autour du projet cardeniste, à commencer par les ouvriers du secteur pétrolier qui avant même la nationalisation, exprimaient déjà leur soutien à la prise de contrôle du secteur par l'État. De plus, la nationalisation du secteur pétrolier, mesure fortement populaire, signifie la montée en puissance du nationalisme économique dans la politique mexicaine. D'autant plus que, suite à la nationalisation, le cartel pétrolier international, soutenu par les gouvernements de la Grande-Bretagne et des États-Unis, impose le boycott du pétrole mexicain. Si pour les entreprises internationales du pétrole il s'agissait de dissuader d'autres États producteurs de brut d'instaurer des politiques nationalistes sur le pétrole, du côté du gouvernement mexicain ce boycott fit se renforcer la cohésion autour du gouvernement et le soutien populaire à la décision prise.

A la suite de la nationalisation, trois compagnies nationales ont été créées : une, chargée de l'exploitation et du raffinage (PEMEX), une autre, chargée de la commercialisation des produits pétroliers (Distribuidora de Petroleos Mexicanos) et la dernière, chargée de la coordination de l'ensemble de l'industrie (Administracion General de Petroleo Nacional). Ces trois entreprises ont signé un accord avec le syndicat, par lequel elles se déclaraient dans l'impossibilité de mettre en place les décisions de la cour de justice, mais s'engageaient à les adopter le plus vite possible. A titre provisoire les compagnies concédaient des augmentations salariales de 15 à 20 % au-dessous de celles accordées par la cour de justice, lors du conflit opposant syndicats et entreprises nationales.

L'argument principal des entreprises nationales pour proposer cet accord fut leurs difficultés financières, occasionnées par le boycott établi par les pays auxquels appartenaient les compagnies pétrolières nationalisées (États-Unis et Grande-Bretagne principalement). De plus, le pays n'ayant ni techniciens formés en nombre suffisant pour assurer la continuité opérationnelle des installations, ni un parc industriel capable de fournir des pièces de rechange pour l'industrie pétrolière, le départ des techniciens étrangers et l'interdiction d'importations des équipements avaient fait baisser considérablement la productivité des activités pétrolières au Mexique.

Mais, au delà de ces arguments économiques, d'autres raisons peuvent expliquer l'acceptation de cet accord par les ouvriers. Tout d'abord, la réaction agressive des pays

dont les entreprises expropriées étaient originaires a été utilisée par le gouvernement comme un moyen d'affirmation du caractère nationaliste et progressiste de la nationalisation de l'industrie du pétrole. D'autant plus que la possibilité d'une intervention Armée des États-Unis n'était pas complètement écartée (Gayson, 1980).

En outre, les syndicats désiraient accroître leur pouvoir dans les structures des entreprises nationales du pétrole, en créant une situation semblable à celle de la compagnie nationale des chemins de fer dans la direction de laquelle les ouvriers avaient une place importante (González, 1980).

Cependant, très rapidement cette situation d'entente entre syndicats et gouvernement allait se modifier. L'éclatement de la deuxième guerre mondiale en 1939 a signifié pour le Mexique la perte de ses derniers clients, l'Allemagne et ses alliés ; les seuls à ne pas avoir adopté le boycott commercial contre le pétrole mexicain. Cela va entraîner une aggravation de la situation économique des entreprises publiques du pétrole, les empêchant d'honorer les accords passés avec les syndicats.

En même temps, la résistance du gouvernement à accepter la participation des ouvriers à la gestion des entreprises pétrolières et la non application des arrêts de la cour de justice de 1937 vont rendre difficiles les relations entre les compagnies nationales et le syndicat.

La situation va devenir encore plus critique après que le gouvernement eut mis en place un ensemble de mesures visant à améliorer l'état financier du secteur et à donner plus de pouvoir à la direction vis-à-vis des syndicats. Parmi ces mesures, les plus importantes étaient :

- a) la fusion en 1940 des trois compagnies nationales du pétrole au sein d'une seule entreprise, dénommée Pétroles Mexicains (PEMEX) ;
- b) la restructuration de l'industrie dans une structure centralisée, éliminant les secteurs devenus inutiles avec la nationalisation ;
- c) la réduction du personnel aux niveaux existants avant la nationalisation du secteur ;
- d) la réduction du nombre de travailleurs temporaires utilisés ;
- e) l'entreprise gagne le pouvoir de transférer géographiquement son personnel ;
- f) la modification des critères de promotion, au détriment de l'ancienneté ;
- g) l'élimination de plusieurs avantages salariaux et extra-salariaux des travailleurs ;
- h) l'autorisation accordée à l'entreprise d'augmenter le nombre du personnel de confiance, lequel ne pouvait pas se syndicaliser ;
- i) l'intensification du travail . (Díaz, 1981)

Au fur et à mesure que ces changements avaient lieu, la résistance du syndicat devenait plus importante, avec l'organisation de mobilisations, y compris de plusieurs grèves. La solution finale à ces conflits allait être donnée seulement en 1946, quand le gouvernement, se servant de la législation syndicale, réprime les mouvements des ouvriers du pétrole et décrète l'intervention au sein du STPRM.

Cela allait entraîner deux conséquences immédiates, à savoir : 1) l'augmentation du pouvoir de PEMEX dans la réorganisation des relations entre capital et travail dans l'ensemble de l'industrie pétrolière et 2) la prise du pouvoir au sein du STPRM d'une tendance syndicale qui allait se caractériser par une "bureaucratization syndicale", la corruption et la coopération avec la direction de l'entreprise.

Ainsi, par la suite, les relations entre syndicats et direction à l'intérieur de PEMEX se caractériseront par une sorte de coopération entre direction de l'entreprise et leaders syndicaux, où, en échange de l'absence de mobilisation des ouvriers, le syndicat était récompensé par certains avantages institutionnels et par le maintien d'une situation relativement privilégiée des ouvriers du pétrole par rapport à la moyenne des travailleurs mexicains. Parmi les avantages institutionnels accordés aux syndicats les plus importants figuraient l'obligation de syndicalisation de tous les travailleurs de PEMEX, excepté les travailleurs de confiance, et la perception de commissions lors de la signature de contrats entre PEMEX et d'autres entreprises pour la construction ou l'expansion d'unités de production.

D'une façon générale, ce système de relations industrielles se maintiendra dans l'industrie pétrolière mexicaine jusqu'aux années 80, où d'importants changements se mettront en place pour accompagner l'évolution de la conjoncture mexicaine. Nous y reviendrons.

Parallèlement à ces faits, d'importantes transformations se produisaient dans la structure économique et dans la vie politique du Mexique. Tout d'abord, après la période populiste correspondant à la présidence de Lázaro Cárdenas (1934-1940), le Mexique va connaître une autre direction politique. Le fait est que les résistances des secteurs les plus conservateurs de la société mexicaine aux politiques cardénistes, en particulier la place donnée aux mobilisations populaires, ont abouti à ce que les groupes les plus modérés du parti gouvernemental (PRI) prennent en mains le contrôle politique du pays, en faisant élire Avila Camacho à la présidence de la République en 1940.

Cela aura pour conséquences des changements importants dans la politique mexicaine, parmi lesquels le contrôle des mouvements populaires et l'abandon de l'attitude anti-impérialiste de Cárdenas. En même temps, l'Etat mexicain accroît sa participation dans l'économie, devenant le principal acteur du processus d'industrialisation du pays. Cela signifie qu'après 1940, ce sera plutôt le discours nationaliste de Cardenas qui sera mis en cause, et non le principe même de l'interventionnisme étatique dans l'économie, y compris dans l'industrie pétrolière.

Par ailleurs, au vu du caractère fortement symbolique du pétrole dans la politique et dans la société mexicaine, les gouvernements qui se succéderont après 1940 ne remettront jamais en cause le principe de la nationalisation de l'industrie pétrolière. Cela même après la régularisation des relations du Mexique avec les USA et la Grande-Bretagne, pays les plus fermes dans la condamnation de la politique pétrolière mexicaine. Le gouvernement du Mexique, en acceptant de payer des indemnités aux entreprises expropriées (cela seulement à partir de 1948), obtient de ces deux pays la reconnaissance de l'irréversibilité, à court terme, de la nationalisation du pétrole.

Toutefois, cela n'a pas empêché que le pétrole mexicain ait été pratiquement banni

des échanges pétroliers mondiaux ; ceci en raison du contrôle que les Majors avaient sur le marché mondial du pétrole à cette époque. D'autant plus qu'après la nationalisation la production mexicaine entre en crise, alors même qu'à l'échelle mondiale les exceptionnels gisements pétroliers du Moyen-Orient commencent à être exploités.

Ce sera seulement à partir de la deuxième moitié des années 70 que le Mexique va retourner sur le marché mondial du pétrole, à la suite d'importantes découvertes pétrolières dans la région du Golfe du Mexique.

Ceci explique le fait que pendant la période qui va de la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'aux années 70, la politique pétrolière mexicaine a été dirigée vers le marché intérieur ; l'offre abondante de produits pétroliers à bon marché étant un des piliers de la stratégie économique de l'Etat mexicain.

Si l'adoption de cette politique a permis pendant un certain temps à l'industrie mexicaine, d'une manière générale, d'augmenter sa compétitivité vis-à-vis de l'industrie d'autres pays, pour la compagnie pétrolière (PEMEX) cela a signifié la perte progressive du pouvoir d'investissements et un ralentissement de la croissance de sa production de brut ; cela au point que, en 1973, le Mexique en devient importateur (Sepulveda, sans date).

En revanche, les difficultés économiques du Mexique, à la suite de la crise économique mondiale consécutive au premier choc pétrolier, vont mettre en évidence la nécessité de changements dans la politique pétrolière du pays. En raison même de la part du pétrole dans la consommation d'énergie du Mexique, 86 % en 1976 selon Grayson(1980), le gouvernement va adopter une politique de capitalisation de son entreprise pétrolière, à travers l'augmentation des prix des produits pétroliers et l'adoption d'importants changements dans l'organisation interne de PEMEX.

Les découvertes de 1976 n'allaient que renforcer cette tendance ; dans la mesure où la compagnie avait besoin de moyens financiers importants pour développer l'exploitation des nouveaux gisements, mais aussi dans la mesure où l'exportation du pétrole devenait une importante source de financement pour le gouvernement, la restructuration interne de PEMEX revenait à l'ordre du jour.

De plus, la coïncidence entre l'augmentation de la production pétrolière mexicaine et le deuxième choc pétrolier, allait faire du pétrole le principal produit d'exportation du Mexique. En ce sens, PEMEX allait devenir le pilier central de la politique de développement du pays, l'excédant pétrolier constituant le principal moyen de financement des dépenses publiques.

Cependant, la baisse des prix internationaux du pétrole dans les années 80 et la crise de la dette extérieure vont faire retomber le pays dans la récession. Cette situation critique va se traduire par une conjoncture économique très difficile et par l'aggravation des problèmes sociaux du pays ; ce qui va amener la classe politique mexicaine à adopter un programme économique d'orientations libérales basé sur les recommandations du FMI.

Ainsi, à partir du gouvernement de Miguel de la Madrid (1982-1988) va se mettre en place une politique économique dont les principales caractéristiques seront :

- a) la diminution de la participation de l'Etat dans l'économie à travers la privatisation de compagnies nationales ;
- b) l'assainissement des finances publiques ;
- c) la priorité donnée aux critères d'efficacité et de rentabilité dans les entreprises nationalisées, abandonnant les critères sociaux; et
- d) l'ouverture de l'économie vers l'extérieur. (Díaz, 1992).

Ce processus va s'intensifier sous le gouvernement de Carlos Salinas de Gortari à partir de 1988, surtout à travers de sensibles réformes constitutionnelles (privatisations dans des secteurs où l'Etat exerce le monopole et changements dans la législation des droits des travailleurs, jugée trop protectrice). L'Etat mexicain va accentuer sa politique d'ouverture aux investissements extérieurs et de libéralisation de l'économie.

Tout ce processus s'inscrit aussi dans la logique de construction d'un Marché Commun de l'Amérique du Nord (NAFTA), englobant le Mexique , le Canada et les États-Unis. Ce marché naît officiellement en 1995 et engage les trois pays au respect de certaines règles de concurrence ; notamment celles contraires aux régimes de monopoles, étatiques ou autres.

En ce qui concerne l'industrie pétrolière mexicaine ces transformations sont lourdes de conséquences. Tout d'abord, quoique le Mexique ait réussi à imposer que le monopole d'Etat sur le pétrole ne soit pas remis en cause avec les accords du NAFTA, la législation pétrolière est interprétée par le gouvernement de façon de plus en plus flexible. Lors des négociations pour la signature du traité de libre échange, le Secrétaire du Commerce déclare que seuls les secteurs de l'industrie pétrolière attachés à des limitations constitutionnelles (recherche, exploitation, raffinage, stockage et commercialisation de gros) devaient rester en dehors des négociations, ce qui ouvrait la possibilité de participation de capitaux privés dans la pétrochimie de base, par exemple (Díaz, 1992).

Bien que la position du gouvernement ait changé depuis lors, plusieurs analystes considèrent qu'il y a une tendance à la libéralisation du secteur, ce qui pourrait conduire à une participation plus importante des capitaux privés, nationaux ou étrangers, dans l'industrie du pétrole ou même à une privatisation de l'ensemble de la branche (Díaz, 1992), (Couffignal, 1993).

De plus, sur le plan des relations entre PEMEX et ses employés, des changements peuvent être remarqués. La crise de l'industrie pétrolière mondiale des années 80 encourage le gouvernement mexicain à restructurer sa compagnie nationale. Des mesures visant à augmenter la productivité sont alors instaurées ; lesquelles s'inscrivaient dans une logique visant à amplifier les pouvoirs de la direction de l'entreprise par rapport au syndicat sur des sujets liés à l'organisation du travail.

Face à l'opposition des syndicalistes à ce projet, l'Etat va déclencher une action répressive à l'égard de la bureaucratie syndicale qui monopolisait le pouvoir syndical au sein du STPRM depuis les années 60. Cela va entraîner l'emprisonnement pour corruption, en 1989, du principal leader syndical des travailleurs de l'industrie pétrolière et

la perte de pouvoir du syndicat dans la vie interne de PEMEX.

Cela laisse le chemin ouvert à ce que l'entreprise, sous l'argument d'une réduction de coûts, licencie 30.000 de ses employés, ainsi que 60.000 travailleurs temporaires, au cours des dernières années. De même, l'entreprise est parvenue à faire inclure environ 25.000 employés dans la catégorie des travailleurs de confiance (Diaz, 1992), les empêchant, par cet acte, d'appartenir au syndicat des travailleurs du pétrole, le STPM.

Tout cela laisse penser que l'avenir de l'industrie pétrolière mexicaine sera beaucoup moins déterminé par le nationalisme et par l'idée que le pétrole représente un facteur d'affirmation de la souveraineté des nations qu'auparavant.

Après des décennies de pratiques politiques nationalistes dans le secteur, il semble que <<... les vieilles procédures, l'ancienne organisation du travail, la culture syndicale et de travail, aussi bien que les structures politiques et syndicales qui ont été mises en place au cours des 50 dernières années dans l'industrie pétrolière se trouvent dans un processus de fragmentation accéléré. L'idée d'un recours naturel et d'une industrie basée sur la souveraineté nationale – avec des responsabilités sociales au-dessus des coûts économiques, avec des circuits familiers pour le recrutement de la force de travail et le renouvellement du leadership syndical, avec l'influence déterminante du syndicat dans la direction de l'industrie et avec la prédominance des critères syndicaux pour l'organisation du travail – ainsi que l'idée d'un syndicat copropriétaire et co-bénéficiaire de l'industrie des hydrocarbures, succombe devant le projet d'obtenir une industrie efficace, rentable et ouverte à des investissements privés, tantôt nationaux tantôt étrangers>> (Diaz, 1992 : 271).

Toutefois, les résistances des gouvernements mexicains aux exigences des accords du NAFTA de libéralisation du secteur pétrolier (les entreprises pétrochimiques n'ont pas été jusqu'alors – janvier 1997 – privatisées, par exemple), démontrent que la question pétrolière reste encore importante dans la société mexicaine, au moins sur le plan symbolique. Même si les idées dominantes chez les gouvernants mexicains poussent à ce que l'industrie mexicaine du pétrole s'adapte aux nouvelles données internationales, le fait est que cette industrie demeure encore capable d'éveiller des sentiments nationalistes.

5.4. L'industrie pétrolière au Brésil

C'est seulement au cours des années 30 que le problème pétrolier commence à se poser dans le milieu politique brésilien. Auparavant, soit du fait de la faiblesse de l'activité industrielle, et donc d'une faible consommation d'énergie, soit du fait de l'indifférence des groupes hégémoniques au sein du gouvernement, les activités pétrolières ne constituaient pas une priorité de l'Etat .

De même, la géologie brésilienne ne semblait pas être propice à la présence d'hydrocarbures dans le sous-sol ; ce qui explique le manque d'intérêt des compagnies pétrolières internationales à développer des activités d'exploration du pétrole dans le pays.

Cependant, l'augmentation des importations pétrolières, à partir des années 30, va

éveiller l'attention des gouvernements sur l'importance que représente le pétrole pour les aspirations brésiliennes à un développement industriel rapide. Cet éveil sera d'autant plus aisé qu'en 1930 arrive au pouvoir, dans l'ombre de Vargas, un groupe de militaires et d'intellectuels très influencés par les idées nationalistes. Dès lors, l'intérêt porté par l'Etat brésilien aux modalités d'instigation et de régulation de l'industrie pétrolière allait souffrir de profondes transformations relativement aux périodes précédentes.

Tout d'abord, en changeant la législation minière, le gouvernement va se donner les moyens de contrôler les richesses minérales du pays. En ce sens, l'adoption du Code des Mines en 1934, donnant à l'Etat la propriété du sous-sol, marque le début d'une véritable politique brésilienne dans le secteur de l'extraction des minéraux. Par ce code, seul l'Etat fédéral pouvait permettre à des entreprises privées d'exploiter les minéraux du sous-sol brésilien, et dans ce cas, seules des entreprises brésiliennes pouvaient le faire.

Relativement à l'industrie pétrolière, ces mesures allaient avoir une double retombée ; en même temps que le gouvernement augmente les pouvoirs et l'autonomie de l'organe public chargé de la recherche pétrolière il autorise les premiers forages par des entrepreneurs brésiliens. Ce qui peut être interprété comme un indice qu'à cette époque le but principal du gouvernement était de prouver que le pays possédait du pétrole.

C'est en termes d'honneur national, au demeurant, que le Ministre de l'Agriculture – qui avait la responsabilité des affaires liées au pétrole – pose la question en 1930 :

<< Concernant l'exploration du sous-sol, en quête de combustibles liquides, c'est une mesure qui se justifierait avec le seul sentiment nationaliste. Le Brésil est la moitié de l'Amérique du Sud, en extension territoriale ; il a des frontières avec toutes les colonies et pays indépendants du continent, sauf un ; la quasi totalité de ses voisins ont déjà pu constater la présence du pétrole sur leurs territoires, quelques-uns en formidable quantité ; or, seul le Brésil n'en aura pas ? C'est une question de dignité nationale de le vérifier. Si le gouvernement avait besoin d'un argument pour justifier sa décision de participer directement aux activités de ce secteur, il lui suffirait de raisonner de la manière suivante : que le Brésil ne peut disposer de pétrole ; la manière de le démontrer est de "prospector" le sous sol ; qui peut nous garantir que lors de cette prospection le pétrole n'apparaîtra pas ?>> (in Cohn, 1968 : 11 et 12).

Du fait que la question pétrolière se posait dans ces termes, de sérieuses différences d'interprétation sur le rôle de l'Etat dans la recherche pétrolière, vont venir à jour entre les entrepreneurs privés et le gouvernement. Ce qui va donner lieu à un important débat dans la presse.

D'un côté, les représentants d'entreprises pétrolières qui commençaient à développer leurs activités, vont voir dans l'action directe de l'Etat dans ce secteur une entrave à la découverte de pétrole dans le pays, un signe de la mauvaise volonté du gouvernement et une atteinte à la propriété privée²¹. Cette position était marquée de contradictions, d'autant plus que ces entrepreneurs, manquant de moyens financiers conséquents,

²¹ Cette position était notamment celle du célèbre écrivain Monteiro Lobato, lequel s'était associé à une entreprise pétrolière. La campagne publicitaire de cet écrivain dans la presse et dans ses livres, sera très importante pour placer la question du pétrole dans le débat public du pays.

empruntaient les équipements nécessaires à la poursuite de leurs activités à l'Etat. En effet, les critiques que ce groupe portait à l'Etat visaient plutôt à obtenir davantage d'aides du gouvernement qu'à l'obliger à un complet retrait du secteur.

De l'autre côté, les fonctionnaires du service chargé de fiscaliser et de développer les activités minières soulignaient la précarité et l'archaïsme des méthodes d'exploration employées par ces entreprises ; laissant entendre par là que seule l'action de l'Etat pouvait, à la fois, développer un programme national de prospection du pétrole et éviter la complète domination étrangère du secteur.

Malgré la pauvreté du débat qui posait la question en terme d'honneur national (il fallait trouver du pétrole au Brésil) et les intérêts privés qui gravitaient autour, ce débat va donner une visibilité publique non négligeable au pétrole. D'autant plus qu'en dépit de leur action de propagande, ni les entreprises privées, ni le gouvernement ne réussissaient à trouver ce combustible dans le pays, faisant augmenter la polémique autour de la question.

De plus, en 1935 éclate un important conflit entre la mairie de Rio de Janeiro (capitale du pays à l'époque) et les compagnies internationales de distribution de dérivés présentes au Brésil. La raison de ce différend a pour origine la volonté de la mairie de la ville de contrôler les prix de l'essence, jugés trop excessifs. En représailles, les compagnies font appel à la médiation du gouvernement fédéral et menacent de ne pas assurer l'offre de ce combustible pour la ville de Rio. Bien que cet ultimatum n'ait pas pris effet, cet incident fut important pour retourner l'opinion publique brésilienne contre les compagnies pétrolières internationales. D'ailleurs, selon Dias et Quaglino (1993 : 53), c'est à partir de ces faits que se développe la méfiance des Militaires à l'égard des trusts pétroliers ; ce qui allait avoir beaucoup d'importance pour le soutien de l'Armée à une politique nationaliste pour le pétrole.

Dans le même temps, plusieurs pays latino-américains commencèrent à adopter des solutions étatistes pour résoudre la question de l'offre de combustibles liquides, comme ce fut le cas de l'Argentine en 1922 et du Mexique en 1938. Ces pays, en offrant des exemples concrets de régulation étatique de l'industrie pétrolière, vont devenir des modèles pour l'action de l'Etat brésilien dans ce domaine ; d'ailleurs, plusieurs chercheurs (Dias et Quaglino, 1993 ; Marinho Jr., 1989 ; Martins, 1976) laissent entendre que ce fut après un voyage du général Horta Barbosa en Argentine et en Uruguay, afin de connaître les expériences de ces pays dans le domaine de la réglementation de l'industrie pétrolière, qu'un groupe de Militaires nationalistes décida de proposer le monopole de l'Etat sur l'industrie du raffinage.

Quoi qu'il en soit, le débat autour de la question pétrolière ne laissait pas indifférents les Militaires nationalistes. Pour eux, la question se posait en termes de sécurité nationale : il fallait développer l'industrie pétrolière pour réduire la dépendance extérieure du pays par rapport au ravitaillement en combustibles liquides. L'inexistence d'une production pétrolière nationale et, même, d'une véritable industrie du raffinage du pétrole laissait le pays trop exposé aux conjonctures internationales.

Ainsi, dès 1936, le général Horta Barbosa, alors chef du Département d'ingénierie de l'Armée, envoie un rapport sur l'industrie pétrolière au Ministre de la Guerre, intitulé "Le

Pétrole et la Défense Nationale". Dans ce rapport, était soulignée l'importance du pétrole pour la défense militaire du pays et demandé un changement radical de la politique brésilienne dans ce domaine.

<< Il est venu le temps d'oublier le lyrisme brésilien, cette manière de penser notre pays comme une terre privilégiée. Assez de mots, de rêveries, de poésie ; il nous faut passer à l'acte. (...) Exception faite de très rares explorations, rien de positif n'a été fait dans notre pays pour l'obtention de ce précieux combustible>> (in Cohn, 1968 : 47).

Ainsi, en 1938, sous la pression des Militaires, est créé le Conseil National du Pétrole (CNP), organe de l'Etat chargé de l'application de la politique pétrolière brésilienne. Ce n'était pas encore l'adoption d'un monopole de l'Etat sur le secteur, mais le début d'une période où l'Etat s'engage plus directement dans cette activité ; soit en agissant dans la prospection pétrolière, soit en approuvant des lois plus interventionnistes pour le secteur, soit, encore, en interdisant la participation d'entreprises privées à l'exploration pétrolière, l'Etat brésilien se donna les moyens d'avoir un contrôle presque absolu sur cette industrie.

Très importante pour l'engagement plus ferme de l'Etat dans l'industrie du pétrole fut la place que les Militaires ont obtenue parmi les groupes qui soutenaient le gouvernement. Car, après la dissolution du Congrès par le président Vargas et l'instauration de la dictature de l'Etat Nouveau en 1937, ce sont les Militaires qui deviennent la principale base d'appui du gouvernement. A partir de ce moment, les Militaires deviendront des acteurs incontournables dans la politique pétrolière au Brésil.

C'est dans ce contexte que le CNP découvre du pétrole dans la région de Salvador de Bahia en janvier 1939. Ce qui constituait la première découverte de pétrole en territoire brésilien, fut salué dans la presse comme un fait symbolique d'importance majeure, un signe de la viabilité de l'industrie pétrolière dans le pays. De même, ce fait allait être considéré, dans les milieux politiques et militaires, comme un véritable espoir national, le début, peut être, d'une grande production brésilienne de pétrole ; un pas important venait d'être franchi vers une industrialisation accélérée du pays.

En revanche, par la suite, les mauvais résultats des recherches menées par le CNP, ainsi que le processus de libéralisation politique qui suivit la fin de la deuxième guerre mondiale, firent renaître le débat sur les orientations qui devaient être données à l'industrie pétrolière brésilienne. La controverse s'intensifie au fur et à mesure que le gouvernement tente d'attirer des capitaux internationaux pour le développement de cette industrie ; ce qui devient visible dès 1943 quand des changements dans la direction du CNP écarte les Militaires nationalistes des centres de décisions.

En outre, à la fin de la deuxième guerre mondiale, en 1945, le gouvernement Vargas est très fragilisé ; les partisans de la démocratisation du pays étant de plus en plus nombreux. Pour résoudre la crise politique, les Militaires imposent à Vargas l'abandon du pouvoir et la réalisation d'élections présidentielles. Le vainqueur de ces élections n'est autre que l'ancien Ministre de la Guerre de Vargas; il va dans un premier temps mener une politique de libéralisation de la vie politique brésilienne ; ouverture qui se traduit notamment par la "convocation" d'une assemblée constituante, par une amnistie politique des prisonniers politiques du régime varguiste et par la régularisation de la situation des partis politiques dans le pays, y compris du Parti Communiste. Ces mesures ont lieu dans

une conjoncture internationale marquée par le climat d'entente entre les grandes puissances dans l'immédiat après-guerre.

Cette tendance libéralisante s'est répercutée directement dans la politique pétrolière brésilienne. Dans un premier temps, le gouvernement brésilien, intéressé à resserrer ses liens avec le gouvernement américain, proposera des mesures visant à attirer des capitaux étrangers pour l'industrie pétrolière. Ainsi, dès 1945, le CNP lance un appel d'offre pour construire quatre raffineries dans le pays, les entreprises étrangères ayant la possibilité d'y participer, mais de façon minoritaire.

Un autre signe de la tendance gouvernementale vers une flexibilité de sa politique pétrolière fut l'envoi au Congrès National, en 1948, d'un projet de loi – surnommé Statut du Pétrole – qui réglementait la participation des capitaux privés, nationaux ou non, dans le développement de l'industrie des hydrocarbures.

Cela allait déclencher une ample mobilisation populaire en faveur de l'adoption du monopole d'Etat sur le pétrole. Le coup d'envoi de cette mobilisation, intitulée "Le Pétrole Est à Nous", fut une série de conférences réalisée au Club Militaire de Rio de Janeiro – haut lieu de débats au sein de l'Armée brésilienne – par le créateur du CNP en 1938, le Général Horta Barbosa. Ces conférences, pour la défense du monopole d'Etat sur l'industrie pétrolière, étaient une réponse aux défenseurs d'un retrait de l'Etat de cette industrie, qui prônaient une libéralisation de la loi réglementaire afin de permettre la participation de capitaux étrangers. A la suite des conférences d'Horta Barbosa, plusieurs groupes vont organiser des manifestations, d'une grande audience populaire, pour la défense d'une solution étatique à la question pétrolière et contre le projet de loi du gouvernement, le Statut du Pétrole.

Parmi les groupes sociaux participant de cette campagne, il faut compter les secteurs nationalistes de l'Armée, les ouvriers urbains, les étudiants, les militants du Parti Communiste et d'autres acteurs sociaux et politiques de la société brésilienne. Pour ces groupes, le contrôle de l'industrie pétrolière par l'Etat était le seul moyen d'empêcher la monopolisation de la branche par le cartel international du pétrole. Ils défendaient aussi l'idée que le pétrole pourrait devenir la clef d'un développement autonome du pays, "la clef de la rédemption nationale" selon les slogans de l'époque. De plus, dans ce discours la découverte d'importants gisements pétroliers au Brésil n'était qu'une question de temps ; aussi, on soulignait la capacité du pétrole à accélérer la croissance économique des pays producteurs, le pétrole ayant un pouvoir presque illimité d'agir sur le développement.

On voit par là que les représentations sociales communément associées au pétrole, au niveau mondial, étaient aussi très puissantes au Brésil.

Quoi qu'il en soit, la mobilisation populaire pour la défense du monopole d'Etat sur le pétrole atteint un tel niveau que même la fermeture et la répression politique du gouvernement, après 1947, ne pourra pas empêcher que des manifestations de plus en plus importantes se succèdent. Le pétrole devint alors une question d'affirmation nationale ; pas simplement un produit important dans les stratégies de certains groupes sociaux pour le développement économique du pays, mais aussi un symbole du sentiment nationaliste qui s'était développé au sein de nombreux secteurs de la population brésilienne.

Dans le contexte nettement nationaliste qui s'instaure au Brésil au début des années 50, dont l'élection de Vargas à la présidence fut un signe, le débat autour de la question pétrolière allait se radicaliser. C'est cette nouvelle visibilité populaire du problème du pétrole qui poussa le deuxième gouvernement Vargas à envoyer au Congrès un projet de loi pour la création d'une entreprise nationale pétrolière, dans laquelle l'Etat serait l'actionnaire majoritaire ; cela étant, le principe d'un monopole d'Etat n'était pas prévu²².

Ce dernier point incite les groupes nationalistes à intensifier la campagne "Le Pétrole Est à Nous" en vue de faire prendre en compte par le Congrès la thèse du monopole dans le projet gouvernemental. Ce qui fut payant, car la loi approuvée le 3 octobre 1953 crée une entreprise d'économie mixte dénommée Pétrole Brésilien (PETROBRAS) et institutionnalise le monopole d'Etat sur les activités de la recherche, de l'exploitation, du raffinage et du transport.

Quoique le projet approuvé ait été très différent du projet adressé par le gouvernement, Vargas lui-même s'appropriera l'idée de création de l'entreprise pétrolière, devenue un "symbole de la nationalité" des Brésiliens :

<< Brésiliens ... Le Congrès National vient de transformer en loi le plan gouvernemental pour l'exploitation de notre pétrole. La PETROBRAS non seulement va assurer le développement de l'industrie pétrolière nationale, mais elle aidera de façon décisive à limiter l'évasion de nos réserves financières. Constituée avec un capital, une technique et un travail exclusivement brésiliens, la PETROBRAS est le résultat d'une politique nettement nationaliste dans le domaine économique... (...) C'est avec satisfaction et fierté patriotique, donc, que j'ai sanctionné aujourd'hui la loi approuvée par le Pouvoir Législatif, et qui constitue un nouveau 'jalon' de notre indépendance économique. >> (allocution radiophonique du Président Getúlio Vargas du 3 octobre 1953, in : JORNAL PETROBRAS, septembre/octobre 1973, pp. 2).

Qu'un Congrès, en majorité composé de partis attachés à des principes économiques libéraux ait approuvé cette loi, vient démontrer combien le nationalisme pesait dans la politique brésilienne de cette époque ; mais aussi, combien le pétrole était identifié au rôle de recours naturel vital pour le développement et l'autonomie nationale.

Le suicide de Vargas en 1954 et la divulgation de sa " lettre testament", où la création de la PETROBRAS était mise en avant comme une des raisons de l'opposition des groupes dominants à son gouvernement, vont introniser définitivement l'entreprise pétrolière dans la catégorie de "symbole national". A partir de ce moment, toute critique faite à l'encontre de la politique pétrolière brésilienne, toute réserve émise vis-à-vis de la PETROBRAS, toute remise en question du principe du monopole d'Etat sur le pétrole, seront interprétées par les groupes nationalistes comme une manoeuvre des trusts pétroliers internationaux pour s'approprier le pétrole brésilien et maintenir le pays

²² Le ton nationaliste de Vargas était visible dès sa campagne électorale ; ainsi, dans un discours prononcé en 1950 dans l'État de Bahia, le seul producteur de pétrole du Brésil à l'époque, il s'exprimera de la façon suivante : << Parlons clairement, ce qui est nécessaire à la défense nationale, ce sur quoi notre souveraineté est assise, ne peut pas être donné à des intérêts étrangers ; cela doit être exploité par des Brésiliens, avec des organisations en majorité brésiliennes et, si possible, avec un fort pourcentage de participation de l'Etat.>> (in Vargas, 1964 : 65).

éternellement prisonnier du sous-développement.

Cela explique qu'au fur et à mesure que le nationalisme s'affirmait comme idéologie dominante dans le milieu politique brésilien, les enjeux autour de la question pétrolière devenaient symboliquement stratégiques. Pendant les dix années qui suivirent la création de PETROBRAS, le processus de politisation de la société brésilienne laissera une empreinte indéniable dans la vie de cette entreprise. Ainsi, la désignation de Militaires ou de politiciens proches de la coalition nationale-populiste pour la direction de PETROBRAS, la participation des syndicats ouvriers dans le processus de prise de décisions et l'utilisation par les politiciens de la problématique pétrolière comme moyen pour amplifier leur emprise politique au sein de la population ont été caractéristiques de cette période.

Parallèlement à ces transformations, l'industrie pétrolière brésilienne se développait rapidement. La production nationale de brut, par exemple, qui en mars 1956 était de 6.877 bbl/jour s'élevait en décembre 1958 à 61.000 bbl/jour et à 97.000 bbl/jour en 1963 (Marinho Jr., 1989). Quoique ce volume de production ne corresponde qu'à environ 20 % de la consommation nationale, le rythme de croissance de la production amenait certains analystes à prévoir l'autosuffisance pétrolière du pays à très court terme.

D'ailleurs, la course à l'autosuffisance fut un des objectifs majeurs affichés dans les discours de toutes les directions de PETROBRAS durant cette période, indépendamment de leurs appartenances politiques. Plus que la volonté d'augmenter la capacité de production de l'entreprise, c'était la légitimation même du monopole qui était en jeu.

Toutefois, le coup d'Etat de 1964, en éloignant les politiciens nationalistes des centres de décisions et en réprimant les mouvements populaires, allait effacer presque totalement l'idéologie nationale-populiste de la politique brésilienne. Par rapport à l'entreprise pétrolière cela allait représenter la fin du rapprochement entre la direction et les syndicats ouvriers, ce qui allait se répercuter sur la gestion du travail (devenue moins participative) et sur la place, réduite, des syndicats dans la définition des paramètres de fonctionnement de la compagnie.

Cela étant, les changements introduits au sein de la compagnie pétrolière par les Militaires ne réussiront pas à remettre en question, complètement, le caractère mythique et "intouchable" de PETROBRAS dans la politique du pays. Ne serait-ce que parce qu'une bonne partie des Militaires étaient, eux-aussi, très attachés à l'idée du monopole d'Etat sur l'industrie pétrolière.

Ce qui explique le souci de la nouvelle classe dirigeante d'étendre l'intervention de l'Etat dans ce domaine, sans pour autant faire appel à des mouvements populaires ou à des idéologies nationalistes. Ainsi, dans les années qui suivront le pronunciamiento, PETROBRAS diversifiera et développera ses activités ; en particulier en direction de la pétrochimie et de la distribution de dérivés, deux des secteurs les plus lucratifs de l'industrie pétrolière. Un signe très marquant de ces temps nouveaux est que l'interventionnisme de l'Etat dans cette industrie augmentait sans que pour autant les nouveaux gouvernants aient senti la nécessité de modifier la législation en vigueur ; par exemple, les activités de distribution de dérivés ou de pétrochimie n'ont pas été incluses dans la loi du monopole d'Etat, comme cela était demandé par les courants nationalistes

des années 50.

Avec l'arrivée des Militaires, la politique pétrolière brésilienne devient plus pragmatique et moins sensible aux contingences idéologiques ; car, tout en renforçant l'entreprise du pétrole sur le plan économique et sur le plan de son insertion internationale, ils vont, dans le même temps, adopter des mesures contraires à la logique du nationalisme. Ce fut, notamment, le cas des "Contrats de Risque" dans les années 70. Par ces contrats, passés entre le gouvernement et des compagnies internationales, ces compagnies étaient autorisées à réaliser des recherches pétrolières au Brésil, dans des zones préalablement déterminées conjointement ; en cas de découverte de brut, la compagnie était payée en pétrole et non en argent : dans la pratique cela signifiait qu'elle avait une participation à la production.

Une des raisons qui poussa le gouvernement brésilien à adopter ces contrats, malgré la répercussion négative de cette mesure au sein de PETROBRAS et auprès des secteurs organisés de la société civile, était le besoin du pays de développer la production nationale de pétrole après le premier choc pétrolier de 1973. Dans un contexte mondial où les prix du pétrole flambèrent brutalement et face à une stagnation de la production nationale ²³, le gouvernement se décida à faire appel à des compagnies privées (nationales et étrangères) pour développer la production pétrolière du pays.

Cela étant, il faut relativiser les changements introduits par les Militaires dans la gestion de la politique pétrolière brésilienne. En dépit de nouveautés évidentes (surtout celles concernant les rapports avec les ouvriers de PETROBRAS), les Militaires n'ont jamais témoigné d'un intérêt à changer radicalement la législation pétrolière du pays. Selon Marinho Jr (1989), immédiatement après le coup d'État, les Militaires ont même imaginé la possibilité d'étendre la loi du monopole du pétrole, en mettant en pratique certaines lois sanctionnées par le gouvernement destitué ; ce n'est que par une volonté de se démarquer du gouvernement antérieur que les Militaires au pouvoir n'adopteront pas ces lois.

Dès lors, on peut rapprocher le point de vue des Militaires concernant l'industrie du pétrole d'une sorte de "nationalisme d'élite". Un nationalisme beaucoup moins porté par les débats idéologiques et sans grandes retombées mobilisatrices ; mais pour autant, très attaché à l'idée de l'importance du pétrole pour la défense et pour le développement économique du pays. Ce qui explique l'intérêt accordé par les Militaires brésiliens aux affaires liées au pétrole ; ainsi, par exemple, parmi les neuf P.D.G. que PETROBRAS a connus entre 1964 et 1985 (période de la dictature militaire au Brésil), sept étaient des Militaires de carrière.

De véritables changements dans la politique pétrolière brésilienne ne seront observés qu'après la démocratisation du pays en 1985. Tout d'abord, parallèlement à leur

²³ La part de la production nationale de pétrole dans la consommation qui avait atteint 44 % en 1960, son niveau le plus élevé jusqu'aux années 80, était tombé à 20,32 % en 1975 ; cette tendance au fléchissement allait se poursuivre dans les années suivantes : 17,50 % en 1976 ; 16,28 % en 1977 ; 15,27 % en 1978 et 14,31 % en 1979. Ce n'est qu'avec le début de l'exploitation, par PETROBRAS, des gisements découverts sur la plate-forme maritime de l'État de Rio de Janeiro, que la production brésilienne de pétrole allait reprendre de l'élan.

éloignement du pouvoir politique, les Militaires vont perdre leur pouvoir dans la conduite des affaires pétrolières ; témoin de cela, l'appartenance à l'Armée cesse d'être un critère pour la nomination des P.D.G. de PETROBRAS.

De même, au niveau des relations professionnelles, des changements importants allaient se produire, dans le sens d'une libéralisation des rapports entre entreprise et syndicats. Les mesures les plus importantes dans ce domaine furent la réintégration par l'entreprise de 595 employés²⁴ licenciés pour des raisons politiques durant la dictature militaire et la reprise des mobilisations syndicales parmi les ouvriers du pétrole. Ces mobilisations furent déclenchées par les pertes salariales des travailleurs de PETROBRAS, en raison de la spirale inflationniste que subissait le pays et des politiques gouvernementales de contrôle des dépenses des entreprises nationales, notamment des coûts salariaux.

Toutefois, les changements les plus profonds n'auront lieu que dans les années 90. L'élection de Fernando Collor de Mello à la Présidence de la République, en 1989, avec un programme politique basé sur la libéralisation de l'économie brésilienne, marque le début d'une période où le monopole d'Etat sera contesté par des membres du gouvernement. Dans ce programme, seule une ouverture commerciale du pays et l'adoption d'une politique de privatisations audacieuse pouvaient arrêter la spirale inflationniste et dynamiser l'économie brésilienne.

Ainsi, parmi les premières mesures du gouvernement Collor en direction du secteur pétrolier on notait: a) la privatisation de certaines compagnies filiales de PETROBRAS : des entreprises intervenant dans des secteurs exclus du monopole d'Etat du pétrole et b) le licenciement d'environ 2.000 employés parmi les 60.000 que comptait PETROBRAS.

Cela représenta une véritable révolution pour la Compagnie pétrolière. Le régime d'emploi à vie, quasi institutionnalisé, était remis en cause ; tout comme la possibilité d'une future privatisation, partielle ou totale, de la compagnie pétrolière nationale était mise à l'ordre du jour.

Les résistances à cette politique n'ont pas tardé à voire le jour. Tout d'abord, le mouvement syndical des ouvriers du pétrole réagit en lançant plusieurs mouvements de contestation. Ensuite, au Congrès National diverses voix vont s'élever contre le plan gouvernemental. Cependant, ce n'est que la fragilisation du gouvernement qui va stopper cette tactique gouvernementale. En effet, la dégradation des appuis parlementaires et populaires du gouvernement et la destitution, pour corruption, du Président de la République, en 1992, vont geler cette politique.

Cependant, le débat sur l'avenir de l'industrie pétrolière au Brésil était déjà lancé. Par rapport à la privatisation du secteur, un sondage d'opinion paru dans un grand journal brésilien, en 1993, montrait que le pourcentage de la population favorable au maintien du monopole pétrolier par l'Etat était de 49 %, contre 36 % pour ceux qui y étaient défavorables (Folha de São Paulo, 20/06/93). La même question, posée aux parlementaires brésiliens, obtenait 65 % de réponses favorables au maintien du monopole sur le pétrole.

²⁴ Chiffre cité par Marinho Jr (1989 : 404).

Bien que la majorité de la population et des parlementaires fût encore sensible aux arguments nationalistes de défense du pétrole national, il n'était plus question néanmoins de faire l'unanimité, ou presque, sur cette question. D'autant plus que les mauvais résultats économiques de PETROBRAS à cette époque (sa dette, due au contrôle des prix des dérivés du pétrole par le gouvernement, était estimée à environ 3,7 milliards de dollars), augmentaient la pression pour la privatisation du secteur.

Ainsi, en 1993, plusieurs manifestations populaires sont organisées par les syndicats des travailleurs du pétrole, avec le soutien dissimulé de la direction de PETROBRAS, afin d'éviter que la fin du Monopole du pétrole ne soit votée par le Congrès ; vote qui aurait dû avoir lieu dans le cadre d'une réforme constitutionnelle que certains secteurs politiques proposaient comme moyen pour enrayer la crise économique du pays. Cette réforme constitutionnelle ne sera pas réalisée, en raison de l'opposition de la gauche et du mouvement syndical ; mais les débats qui eurent lieu servirent à poser la question des privatisations et de la fin des monopoles d'Etat.

Les événements de 1993 attestent que le pétrole n'était plus un thème mobilisateur comme il l'avait été par le passé. A l'exception des mobilisations populaires qui eurent lieu dans l'Etat de Bahia, où le pétrole restait symboliquement important, les réunions publiques organisées par les syndicats ne réussirent pas à attirer l'attention de la population. A vrai dire, le refus de la gauche et d'autres forces politiques à accepter la réforme constitutionnelle, en 1993, est dû davantage à la crainte que certains avantages sociaux ne soient remis en question, qu'à la question proprement dite des monopoles étatiques, de plus en plus mal perçus au sein de la population brésilienne.

La situation sera toute autre en 1995. En premier lieu l'élection du président Fernando Henrique Cardoso en octobre 1994, dans le sillage d'un plan économique qu'il avait mis en place et qui réussit à stopper l'inflation du pays, lui donne la légitimité pour exiger des réformes constitutionnelles au Congrès National ; y compris la fin des monopoles d'Etat, premier pas vers la privatisation des entreprises liées à des secteurs estimés de sécurité nationale (celles du pétrole, des télécommunications, de l'énergie électrique, etc.).

D'autre part, le déclenchement d'une grève nationale par les ouvriers de PETROBRAS, en menaçant de paralyser l'économie du pays – ce fut une grève longue de 31 jours – aura pour conséquence d'augmenter l'antipathie de l'opinion publique vis-à-vis des entreprises publiques²⁵. Cela va faciliter le vote de la loi mettant fin au monopole d'Etat sur le pétrole le 07/06/95, cinq jours après la fin de la grève des travailleurs du pétrole.

Bien que cet événement fut salué dans la presse comme un événement fortement symbolique, certains voyant là le dépassement définitif du spectre du national-populisme dans la politique brésilienne – la fin de l'influence du "getulisme", en tout cas²⁶ – ses

²⁵ D'après une enquête réalisée par le journal A FOLHA DE SÃO PAULO, 60 % de la population de la ville de São Paulo était opposée aux grévistes, contre seulement 21 % de sympathisants.

²⁶ C'est de cette manière que les principaux éditoriaux de la presse envisagent la question de la fin du monopole d'Etat sur le pétrole.

effets restent jusqu'à aujourd'hui (juin 1997) davantage symboliques que pratiques.

Ainsi, à plusieurs reprises, le Président de la République, lui même, a réaffirmé qu'il ne serait pas question de privatiser PETROBRAS, ou de céder les zones déjà exploitées par celle-ci à d'autres compagnies, mais d'ouvrir le marché à la compétition. Or, la plupart des spécialistes de la question s'accordent sur le fait que peu d'investisseurs étrangers vont s'aventurer dans un secteur aussi réglementé – surtout avec le contrôle des prix – que l'industrie pétrolière au Brésil. De plus, concernant l'exploitation, étant donné que les régions du pays les plus prometteuses en matière de gisements pétroliers sont déjà sous le contrôle de PETROBRAS, il est tout à fait légitime de penser que la fin du monopole n'incitera pas d'autres entreprises à rechercher du pétrole sur le territoire brésilien.

Tout cela atteste de ce que la question pétrolière, bien qu'elle ne soit plus mobilisatrice dans l'opinion publique, reste encore au centre des intérêts des groupes dominants au Brésil. Ce qui n'est pas étonnant, au vu du fait que 10 % environ du PIB dépend, directement ou indirectement, de PETROBRAS (Rennó, 1994).

Bien que l'instabilité politique, sociale et économique dont le Brésil a fait preuve au cours des dernières décennies ne soit pas propice à l'exercice de prévisions, il semblerait que le pétrole soit encore amené à jouer un rôle important dans le débat idéologique et politique du pays ; cela, même si la portée de ce débat n'est plus aussi étendue que par le passé.

5.5. L'interventionnisme de l'Etat dans l'industrie pétrolière en France, au Mexique et au Brésil.

Comme nous venons de le voir il y a des différences très marquées dans l'évolution de l'industrie pétrolière entre chacun des trois pays étudiés. Soit par la législation qui régit l'activité, soit par les enjeux qui sont en cause ou par les parcours historiques de la "question pétrole", force est de reconnaître la diversité et l'éloignement qui marquent la comparaison entre la France, le Brésil et le Mexique.

Cependant, malgré toutes ces disparités, sur un point très particulier, il semble y avoir convergence entre les pays que nous venons de citer, à savoir : l'intervention directe de l'Etat dans le secteur, à travers la création d'entreprises nationales et la mise en place de législations régulatrices de l'activité.

Mais, même relativement à ce thème, la comparaison des trois pays nous fournit à la fois des points de convergence et des points d'éloignement. Il est bien vrai que le point commun à ces trois nations est l'intervention de l'Etat dans la branche pétrolière : la création de la CFP en 1928, en France, la nationalisation du pétrole en 1938, au Mexique, ou la création de la PETROBRAS en 1954, au Brésil, en témoignent. Néanmoins, cette incursion commune du secteur public dans la branche s'est faite selon des critères et avec des mobiles très différents les uns des autres.

Ainsi, en France l'enjeu principal de l'interventionnisme de l'Etat fut le désir de contrôler des sources pétrolières localisées en dehors des frontières de la France Métropolitaine. C'est-à-dire, un désir de participation à la rente pétrolière internationale,

alors sous l'hégémonie des Majors, en même temps qu'une volonté de garantir le ravitaillement du pays en brut en périodes de conflits armés.

Aussi, c'est le fait que la France était, ou avait des ambitions à être, une puissance coloniale qui est sous-jacent à la politique pétrolière publique française. Participer à la rente et maintenir sous contrôle des sources pétrolières rentraient dans la logique géopolitique d'une puissance en rivalité avec d'autres puissances ; la maîtrise des sources d'énergie constituant un atout important.

De plus, l'intérêt de l'Etat français pour la branche fut réveillé par l'emprise dont les Majors disposaient sur l'ensemble de l'industrie pétrolière mondiale, y compris en France²⁷. Le fait que des compagnies françaises ne participaient pas à ce cartel légitima l'intervention de l'Etat en tant qu'entrepreneur. Et ceci soit dans une logique de cohabitation et d'acceptation de l'ordre établi par les Majors – comme cela semble avoir été le cas lors de la création de la CFP en 1928 – soit dans une logique d'opposition aux politiques des Majors, comme l'atteste la création du BRP en 1945.

Un autre raisonnement sous-tendait l'action de l'Etat Mexicain par rapport au pétrole. En effet, lorsque le gouvernement nationalise l'ensemble de l'industrie pétrolière, le Mexique était déjà un important producteur mondial de brut. La nationalisation s'inscrivait donc dans la volonté de donner à l'Etat les moyens d'un contrôle total d'une ressource naturelle importante ; ce qui était en lien avec les idées nationalistes dominantes au Mexique depuis la révolution mexicaine de 1917.

Transformer l'industrie pétrolière pour qu'elle devienne le moteur de l'industrialisation et de la modernisation de l'économie du pays ; faire profiter pleinement le Mexique de son pétrole et affirmer son autonomie économique et politique, étaient les slogans et les objectifs principaux de l'étatisation du secteur des hydrocarbures au Mexique. Que la nationalisation ait été décrétée lors d'un conflit opposant les salariés des compagnies pétrolières à leurs employeurs, vient seulement renforcer la popularité de la nationalisation et l'implication de certains groupes sociaux, les ouvriers notamment, dans ce projet.

Le cas brésilien est, quant à lui, plus proche des événements qui se sont produits au Mexique que du modèle français. De fait, la nationalisation du pétrole au Brésil s'est faite obéissant à une logique économique et politique semblable à celle du Mexique lors de la création de PEMEX ; excepté le fait que, tandis que le Mexique disposait d'une production pétrolière importante lors du processus de nationalisation, le Brésil, au contraire, ne disposait de presque rien. Les Brésiliens ont nationalisé, de fait, plutôt leur avenir pétrolier qu'une véritable industrie pétrolière.

Derrière cette contradiction, circulait une idéologie nationaliste parmi certains groupes sociaux brésiliens, qui, en plus d'imputer au pétrole un rôle de moteur de l'industrialisation du pays, et donc de son autonomie économique et politique, concevait le Brésil comme un grand producteur "potentiel" de pétrole. La méconnaissance générale du sous-sol brésilien ne faisait que stimuler la croyance collective des Brésiliens dans le considérable

²⁷ Les conflits opposant l'Etat français aux entreprises pétrolières implantées en France, dans les années 20, laissent imaginer le pouvoir dont jouissaient les Majors, même dans un pays aussi puissant que la France.

potentiel pétrolier de leur pays. C'est donc dans ce pays que les enjeux politiques et idéologiques ont été les plus visibles ; pas seulement à cause de la faiblesse des facteurs géopolitiques ou économiques, mais surtout en raison du climat conjoncturel de la société brésilienne.

Plus que le désir de contrôler une branche économique très rentable ou de garantir le contrôle de sources pétrolières hors des frontières du pays, ce qui poussa le gouvernement brésilien à nationaliser le pétrole fut la croyance en l'existence d'importantes réserves pétrolières, et la peur que celles-ci ne tombent sous le contrôle des Majors. Cela, dans un contexte où le pétrole était devenu un symbole du nationalisme et où les politiciens commençaient à courtiser les groupes sociaux urbains ; groupes sociaux acquis au nationalisme et à l'intervention de l'Etat dans l'industrie pétrolière.

Cela ne signifie cependant pas que les facteurs géopolitiques – surtout auprès des Militaires – et économiques, n'aient pas été importants ; mais tout simplement que les enjeux prioritaires étaient plus d'un registre politique et idéologique. Si, comme le pointe Cohn (1968), le Brésil était bel et bien confronté à une crise au niveau de sa balance des paiements lors de la nationalisation du pétrole, celle-ci a apporté, dans le court terme, davantage de bénéfices politiques et idéologiques qu'économiques au gouvernement. La décision de nationaliser l'industrie pétrolière – au demeurant, sans poids économique à l'époque – a été une décision d'abord politique, poussée par la volonté de Vargas et du Congrès de contenter l'opinion publique, farouchement nationaliste dans les années 50.

Ces trois modèles de justification de l'intervention de l'Etat ont eu pour conséquence une différenciation assez importante entre les caractéristiques de la branche au sein de chaque pays. L'effet le plus visible est la soumission des compagnies nationales du pétrole au Brésil et au Mexique à des injonctions politiques. Ce qui s'explique autant par la tradition administrative de ces pays – où les affaires publiques sont conduites comme des affaires privées, les intérêts de certains groupes hégémoniques au sein de l'Etat étant plus importants que l'adoption de mesures techniques – que par la visibilité politico-idéologique de l'industrie pétrolière.

Il est évident, pour autant, que tant PETROBRAS au Brésil que PEMEX au Mexique, sont des entreprises attachées à l'idéal de la rentabilité et de l'efficacité, comme l'attestent d'ailleurs leurs positions parmi les plus grandes compagnies pétrolières mondiales (PEMEX occupant la quatrième place et PETROBRAS la dix-septième place en 1989). Seulement, ce que nous soulignons ici est la vulnérabilité de ces critères par rapport aux enjeux politiques. En effet, plusieurs analystes (Sepulveda, sans date ; Marinho, 1988) ont déjà remarqué comme l'utilisation du secteur pétrolier dans des politiques anti-inflationnistes de gel des prix des combustibles peut être préjudiciable à la santé économique des compagnies pétrolières au Brésil et au Mexique²⁸.

Quoique les rapports entre les compagnies pétrolières et les gouvernements aient beaucoup changé ces derniers temps, surtout au niveau de l'autonomie financière (Rennó, 1994 ; Navarro, 1994 ; Díaz, 1992), il semble évident que la logique économique

²⁸ Une des conséquences de cela par rapport à notre thème d'étude est que les mouvements ouvriers PETROBRAS deviennent très vite des "mouvements à connotations politiques".

ne constitue pas un argument prépondérant dans les prises de décisions. Du reste, c'est justement cette intromission du politique dans la vie des entreprises nationales du pétrole au Mexique et au Brésil qui constitue le principal argument de ceux qui prêchent pour une privatisation du secteur dans ces pays. D'autant plus que le secteur pétrolier se constitue comme un des derniers bastions intouchables par les politiques de privatisations mises en place ces dernières années au Mexique, et plus récemment, au Brésil.

La situation semble être toute autre en France, où les rapports entre l'Etat et les compagnies pétrolières nationalisées sont, historiquement, plus souples et où l'influence du marché sur la vie interne de ces entreprises est plus visible ; peut-être parce que le pétrole ne fait pas l'objet d'un monopole d'Etat dans ce pays et que le modèle d'intervention de l'Etat dans l'économie est moins dirigiste que dans les deux autres pays.

A ce propos, Claude et Michelle Durand, dans un ouvrage collectif sur l'intervention de l'Etat dans l'industrie de plusieurs pays (Durand, 1990) soutiennent que l'action de l'Etat en France se constitue selon trois modèles distincts :

1. un "État dirigiste" : << Le dirigisme signifie une définition par l'Etat des objectifs industriels et des moyens alloués, et une intervention poussée jusque dans le contrôle de détail des réalisations.>> (Durand, 1990 ; 43). Ce serait le cas de la sidérurgie, des télécommunications et du secteur aéronautique et spatial, par exemple ;
2. un "État incitateur", où l'Etat, à travers son action, cherche à susciter des investissements dans un secteur économique ; et
3. un "État libéral", où << l'entreprise nationalisée reste maîtresse de ses orientations et de sa stratégie. Le rôle de l'Etat se limite à un rôle d'actionnaire : soutien financier et contrôle global des résultats>> (Durand, 1990 ; 63).

Ces diverses formes d'intervention de l'Etat dans les entreprises nationalisées françaises << montrent qu'il existe toute une gamme de degrés d'autonomie des groupes industriels, selon la situation du marché et selon la place du secteur dans la stratégie économique et militaire de l'Etat. Dans le cas de l'intervention libérale, mais aussi dans celui de l'intervention incitative, les jeux ne sont pas faits au départ. Il subsiste entre l'entreprise publique et l'Etat tout un processus d'interaction où chacun défend à travers des relations de coopération conflictuelles, ses objectifs propres.>> (Durand, 1990 ; 62).

En toute évidence, l'industrie pétrolière en France serait un composite où ces trois logiques se mêlent. On a vu la volonté incitative de l'Etat français, à l'égard de l'industrie pétrolière, lors de la création de la CFP-TOTAL ; de même, c'est plutôt une conception dirigiste de l'Etat qui l'a poussé à créer le groupe Elf-Aquitaine ; cela étant, les deux entreprises pétrolières françaises où l'Etat français participait en qualité d'actionnaire, ont toujours bénéficié d'un niveau d'autonomie beaucoup plus élevé que celles du Brésil ou du Mexique.

Ce qui vient confirmer que la logique d'action du secteur public dans la branche pétrolière n'a pas été la même en France qu'au Brésil ou au Mexique. Dans l'histoire française le nationalisme économique ne s'est pas légitimé par la défense des ressources naturelles pétrolières, comme dans les deux autres pays. Une explication possible à cela

est que la France, ne disposant pas de sources pétrolières propres et étant une puissance coloniale, jusqu'aux années 60, ne pouvait développer des pratiques risquant de la constituer en mauvais exemple pour les pays producteurs. Pour l'Etat français, il était préférable de concurrencer des entreprises étrangères sur son propre territoire plutôt que de se voir empêcher d'internationaliser son industrie pétrolière, soit par des représailles des Majors, soit par l'irruption de mouvements nationalistes dans les pays producteurs.

De plus, pour l'Etat français n'a jamais prétendu jouer un rôle de premier plan dans l'industrialisation du pays. La définition des stratégies industrielles a été laissée pour une grande partie à l'initiative privée. A la différence des pays de l'Amérique Latine, à partir des années 30, les conditions sociales et économiques n'étaient pas propices au développement d'une idéologie nationaliste qui voyait dans le dirigisme un moyen d'assurer à la fois l'industrialisation et l'autonomie politique.

Mais il demeure qu'une entreprise nationalisée, qu'elle soit française, brésilienne ou mexicaine, pour importante que soit sa liberté d'action, n'est jamais comme une entreprise privée. Compte tenu de leur caractère public, les entreprises sous contrôle de l'Etat peuvent être soumises aux pressions les plus diverses : de celles venant des secteurs propres de l'Etat à celles provenant des groupes issus de la société civile.

Évidemment, la perméabilité de ces entreprises à ce type de pressions dépend de plusieurs facteurs : modèle d'intervention de l'Etat dans l'économie, priorités accordées par l'Etat au secteur économique en question, portée symbolique de l'entreprise, degré de contrôle effectif de l'Etat sur la direction de l'entreprise, etc. Mais, même s'il n'est pas certain, loin de là, que les entreprises nationalisées soient vraiment soumises à de telles pressions et moins encore, qu'elles y cèdent, la seule éventualité que cela vienne à se produire, constitue déjà une différence, au moins dans les calculs et dans les stratégies des agents sociaux. Ce qui explique, en partie, le fait qu'il y a en général des barrières plus difficiles à franchir pour les entreprises publiques. Des questions comme la délocalisation industrielle ou les licenciements économiques sont plus dramatiques²⁹ s'agissant d'une compagnie nationalisée que d'une entreprise privée ou sous contrôle majoritaire de capitaux privés.

Cela signifie que les compagnies nationales ne sont pas seulement des entités économiques, mais aussi, dans une certaine mesure, des entités qui relèvent du politique, sans pour autant oser parler d'entités politiques. Les modalités d'intervention sur ces entreprises relèvent moins d'une logique économique pure et autonome que des idées (et des intérêts) sous-jacents à la position de l'Etat relative aux secteurs économiques en question.

L'Etat pourra vouloir privilégier la compétitivité internationale de ses entreprises, cas du secteur pétrolier français, en adoptant une gestion presque privée, l'entreprise nationale jouissant d'un degré important d'indépendance à l'égard de la tutelle de l'Etat. Ou alors il voudra se donner comme tâche prioritaire le soutien à l'initiative privée

²⁹ On verra plus loin combien ces questions sont importantes pour la compréhension des relations industrielles dans l'entreprise pétrolière brésilienne.

nationale et/ou la poursuite d'objectifs sociaux, les entreprises nationales étant presque des services des ministères, cas du secteur pétrolier au Brésil et au Mexique au moins jusqu'aux années 80.

En vérité, cette caractérisation doit être retenue comme une définition idéale et comparative ; car ni l'industrie pétrolière française n'est à l'abri d'ingérences "politiques"³⁰ dans la définition de ses stratégies économiques, ni les industries pétrolières brésilienne et mexicaine ne sont complètement soumises aux pressions politiques. Il s'agit plutôt d'établir des degrés de proximité entre les entreprises nationales du pétrole des pays étudiés et une modélisation construite.

De même, entre ces deux cas extrêmes il y a une infinité de variations possibles. Dans un même pays l'Etat pourra adopter dans des secteurs économiques différents ces deux façons de gérer ses entreprises. Et, en plus, dans un même secteur, il peut arriver à l'Etat de changer ses rapports avec les entreprises nationales en passant de l'un à l'autre de ces deux modèles.

Mais, le plus important est que ces choix gouvernementaux ne sont ni immuables ni autonomes. Ils sont, au contraire, l'expression momentanée de plusieurs enjeux : rapports de force entre des groupes appartenant aux organisations étatiques, idéologie hégémonique dans la société à propos du rôle que l'Etat doit jouer dans l'économie, rapport de force entre des groupes au sein de la société civile ayant un pouvoir de pression sur l'Etat, etc. Tout cela vient nous rappeler que le fait que l'Etat soit devenu un acteur important dans la branche pétrolière du Brésil, du Mexique et de la France, n'a pas cessé d'avoir des conséquences sur la configuration générale de cette industrie dans chacun de ces pays, même si l'influence de l'action étatique n'a pas été la même dans les trois cas.

Ainsi, on peut ranger ces trois pays selon leur statut économique-militaire international, d'après leurs réserves pétrolières et d'après le but affiché par l'Etat pour légitimer sa participation dans l'industrie du pétrole.

Un premier cas de figure nous est donné par l'exemple français ; en effet, en France, puissance internationale qui a été, par le passé, une puissance coloniale, les gouvernements développent des politiques régulatrices de l'industrie pétrolière ayant pour objectif d'empêcher une mainmise par les Majors sur le marché français des dérivés pétroliers et de rendre possible la participation de capitaux français dans la très lucrative

³⁰ Que l'on songe aux révélations faites par l'ancien P.D.G. d'ELF-AQUITAINE, Loïk Le Floch-Prigent, sur le rôle de l'Etat dans les prises de décision de cette entreprise : <<Qu'ELF ait été au centre d'intérêts financiers et politiques, tout le monde le sait dès l'origine ; que le monde pétrolier soit un monde de commissions dont la justification et la destination sont parfois douteuses, tout le monde l'imagine ; que le travail qui m'a été demandé pendant quatre ans ait dépassé – dans le domaine diplomatique, dans celui des rapports avec les services secrets – celui d'un président de société classique, nombreux sont ceux qui le savent ; que je sois à cet égard dépositaire de secrets d'Etat, que je n'ai pas trahis et que je n'ai pas l'intention de trahir, c'est une évidence. Mais, il plus facile de désigner un bouc émissaire, d'écraser un serviteur de l'Etat, plutôt que de faire le procès d'une France qui a bien marché avec "son Afrique", "sa mer du Nord", "son Lacq", sa fonction diplomatique, son jeu subtil d'ombres et de lumières dont j'accepte d'avoir été un des héritiers, mais dont je n'ai été ni l'initiateur ni le bénéficiaire ...>> (in Le Nouvel Observateur, n° 1681, janvier 1997, pp.46).

industrie pétrolière. De plus, ce pays n'ayant pas de réserves pétrolières sur son propre territoire, en participant directement à la formation de la CFP, en 1924, va développer une stratégie de recherche de pétrole, soit dans des territoires sous occupation française, soit dans d'autres territoires, mais sous le contrôle de capitaux français.

Cependant, malgré l'importance incontestée du pétrole dans les stratégies des élites dirigeantes de l'Etat français, le pétrole n'a jamais été un produit symboliquement important dans les représentations sociales dominantes de la société française. Même durant la vague de nationalisations, après la Libération, l'industrie pétrolière n'est pas apparue symboliquement digne d'une action de l'Etat plus poussée ou de l'instauration d'un monopole d'Etat sur l'activité; ce qui présente des différences par rapport au charbonnage³¹ ou, plus encore, à l'électricité, où la création d'EDF-GDF fut un événement chargé de significations³².

A l'opposé de ce qui s'est passé en France, l'industrie pétrolière a gagné une visibilité sociale non négligeable au Mexique. En effet, dans ce pays – beaucoup moins développé économiquement et militairement que la France, mais ayant d'importantes réserves pétrolières sur son territoire – le pétrole est apparu depuis les années 30, comme un symbole de l'autonomie du pays. En dépit du fait que la nationalisation de l'industrie pétrolière fut motivée par le refus des compagnies pétrolières de se soumettre à une décision de la justice mexicaine, le pétrole était perçu comme un produit capable d'accélérer le développement industriel mexicain ; ce qui s'explique par le fait que le pays était un grand producteur lors de la nationalisation du secteur pétrolier.

Ici, l'importance économique de l'industrie pétrolière dans les stratégies des élites politiques mexicaines et la valorisation symboliquement positive de l'action de l'Etat dans ce secteur, ont fonctionné conjointement. Ce qui explique, en partie, le pouvoir mobilisateur de la question du pétrole.

Le Brésil présente des points communs avec chacun des deux pays et, dans le même temps, des points très différents. Comme la France, le Brésil ne possède pas de réserves pétrolières importantes sur son territoire ; et, comme le Mexique, le pays avait, lors de la nationalisation de l'industrie pétrolière, de grands manques technologiques et de capitaux industriels. De plus, le pétrole fut utilisé par les idéologues nationalistes comme un puissant symbole de mobilisation populaire autour de l'idée du développement autonome du pays ; l'industrie pétrolière étant l'industrie jugée capable d'accélérer l'industrialisation brésilienne. On se rend compte par là de l'importance de certaines représentations sociales développées au Brésil sur le pétrole pour ce qui allait être les politiques publiques à ce sujet. Le Brésil à l'époque de la nationalisation, au contraire du Mexique, n'avait pratiquement pas de pétrole : les Brésiliens ont nationalisé davantage un projet qu'une véritable industrie.

Ce bref tableau récapitulatif nous permet de mettre en évidence certains points communs entre les politiques pétrolières de ces pays, mais aussi de grandes différences. De sorte qu'il n'est pas possible d'établir des règles qui rendraient compte des rapports

³¹ Voir Padioleau, 1981.

³² Voir à ce propos, Wieviorka et Trinh, 1989.

entre certains aspects structurels ou politiques de ces pays et les modalités d'engagement de l'Etat dans leur industrie pétrolière.

Toutefois, on peut néanmoins s'apercevoir que certaines représentations sociales communes ont été à l'origine de l'action étatique dans le domaine pétrolier. Même si ces représentations avaient des "audiences" sociales différentes dans les trois pays – car elles ne constituaient des forces mobilisatrices des masses qu'au Brésil et au Mexique – le fait est que l'industrie pétrolière ne peut pas être détachée des représentations qui sont devenues hégémoniques dans certains pays, y compris ceux dont nous nous occupons ici. Ces représentations mettaient en avant le caractère oligopolistique de l'industrie et le besoin d'une intervention de l'Etat afin d'éviter une fragilisation des États nationaux devant les puissantes entreprises internationales du pétrole. Également, dans le cas du Brésil et du Mexique, ces représentations faisaient de l'industrie pétrolière une industrie essentielle pour le développement économique des pays du tiers monde.

Ces représentations n'allaient commencer à changer qu'au cours des années 80, après que l'affaiblissement des Majors et de l'OPEP eut abouti à un rééquilibrage du marché pétrolier, et que le développement de formes alternatives d'énergie eut diminué la dépendance des pays importateurs vis-à-vis du pétrole. C'est aussi la période de diffusion, de par le monde, d'idées mettant en avant les bénéfices du retrait de l'Etat de l'économie, ce qui allait entraîner la privatisation de certaines entreprises pétrolières importantes³³.

L'important à remarquer ici est que ces représentations ne se sont pas développées et ne se sont pas diffusées à partir du néant. Elles correspondent à une interprétation particulière de certains événements historiques concernant l'industrie pétrolière. Cette étude comparative n'a d'autre objectif que d'indiquer, de façon très synthétique, les faits qui sont à l'origine de certaines de ces représentations ; elle a aussi pour but de montrer comment dans chaque pays ces représentations ont eu des retentissements différents.

5.6. Sur les représentations sociales autour du pétrole

L'industrie pétrolière, industrie rapidement oligopolisée par les grandes compagnies internationales, donne naissance à tout un ensemble de représentations qui posent l'industrie pétrolière comme une industrie où les intérêts des nations sont subordonnés aux intérêts des "trusts internationaux". Cette idée est née dans le pays même du libéralisme, les États-Unis ; en effet, la loi antitrust sera votée dans ce pays pour contrôler le pouvoir de la plus grande compagnie pétrolière de l'époque, la Standard Oil of New Jersey ; laquelle, sous la direction de Rockefeller avait conquis une position de quasi monopole du marché pétrolier américain.

Ces représentations seront renforcées, au cours de la première guerre mondiale, par la visibilité géopolitique du pétrole ; durant ce conflit, le contrôle des sources

³³ Ainsi, par exemple, l'YPF (Yacimientos Petrolíferos Fiscales), entreprise pétrolière argentine, est privatisée en 1992 ; de même, l'ENI (Ente Nazionale Idrocarburi), entreprise italienne, est privatisée en 1995. En France, on l'a vu, Total et Elf-Aquitaine ont été privatisées respectivement en 1992 et 1994.

d'approvisionnement du pétrole sera d'une grande importance dans les stratégies militaires des pays en guerre ; réveillant ainsi l'attention de plusieurs gouvernements à l'importance géostratégique de ce combustible dans le monde moderne.

C'est ainsi que, dans les années 20, plusieurs pays commenceront à s'intéresser de plus près à la régulation des activités pétrolières ; c'était, en quelque sorte, la mise en pratique d'une politique Keynésienne d'intervention de l'Etat dans l'économie, avant l'heure. Parmi ces pays, il faut citer la Grande-Bretagne en 1914, l'Argentine, qui créa sa propre compagnie nationale du pétrole en 1922 (après que la "Marine" de ce pays se soit vu refuser d'être ravitaillée en combustibles pétroliers par une compagnie pétrolière étrangère), la France (après avoir subi un rationnement de combustibles durant la première guerre mondiale), qui va accorder un soutien gouvernemental afin d'aider des capitaux privés français à créer la CFP (Compagnie Française du Pétrole) en 1924.

Toutefois, c'est seulement au cours des années 30 que le contrôle de l'Etat sur l'industrie pétrolière allait devenir plus institutionnalisé. C'est ainsi que des pays aussi divers que le Mexique, le Brésil, la Bolivie, etc. vont créer leurs propres compagnies ou services chargés de mener leurs politiques pétrolières. Ici aussi, les représentations sur le pouvoir des entreprises internationales ont joué un rôle important : le Mexique nationalise son industrie pétrolière après que les entreprises internationales installées dans le pays eurent refusé de mettre en pratique un arrêté de la justice du travail mexicaine concédant plusieurs avantages aux travailleurs de ces compagnies ; de même, le conflit opposant les entreprises internationales de distribution de combustibles et la mairie de la capitale du Brésil, Rio de Janeiro, entre 1935 et 1937 fut un des motifs de la création du CNP (Conseil National du Pétrole), service ayant la responsabilité du contrôle de l'industrie pétrolière.

Dans tous ces cas, l'intervention étatique sur l'industrie pétrolière fut une réaction au pouvoir des entreprises internationales ayant le monopole de ce secteur économique. Le contrôle qu'elles détenaient sur toutes les étapes de la production et de la commercialisation du brut et de ses dérivés, faisait qu'elles ne se soumettaient pas aux règles que les États nationaux voulaient leur imposer.

Ceci a donné naissance à des représentations sociales très négatives à l'encontre des Majors et de leur emprise sur les destins nationaux des pays où elles étaient installées. Si l'on considère que même des puissances coloniales, comme l'était l'Angleterre de 1914, ou la France des années 20, se sentaient menacées par les Majors, on peut alors comprendre l'importance de ces représentations ; on peut comprendre aussi pourquoi ces représentations ont pu se diffuser si facilement de par le monde : si, dans des pays dotés d'un État disposant de moyens économiques et militaires conséquents, l'imposition de limites à l'action des entreprises pétrolières paraissait important, dans les pays du "Tiers Monde", où les États ne disposaient pas d'un pouvoir militaire ou économique comparable, l'adoption d'une politique pétrolière était considérée comme une question d'autonomie nationale par certains groupes de la société.

Ce qui pourrait expliquer, peut-être, pourquoi dans certains pays du tiers monde le pétrole a joué un rôle symbolique si important ; rôle que, malgré l'importance que les élites dirigeantes lui accordaient sur le plan économique, il n'a jamais joué en France par

exemple.

Ainsi, pour conclure, on peut avancer l'idée que le pétrole, au contraire de la plupart des autres industries, a non seulement une importance économique dans le monde moderne, mais aussi une "visibilité" symbolique non négligeable. Le pétrole comme source du pouvoir, de richesse, de fragilité des pays devant de puissantes entreprises internationales, etc. sont des images qui sont associées habituellement à cette industrie. Cela non seulement dans les discours de sens commun, mais aussi dans les productions scientifiques³⁴ et dans les propos même des responsables des entreprises pétrolières³⁵.

Cependant, ces représentations sur le pétrole et son industrie commencent à changer au cours des années 80. Si par le passé le rôle du pétrole dans le développement économique, son importance pour la défense militaire et, surtout, la peur provoquée par les Majors³⁶, ont été à la base de l'intervention étatique sur l'industrie pétrolière dans plusieurs pays du monde (en Grande-Bretagne en 1914, en France en 1924, au Mexique en 1938, au Brésil et en Italie en 1954, sans parler des pays membres de l'OPEP dans les années 70), aujourd'hui la situation est toute autre.

Après les années 80, avec le contrôle de l'OPEP sur la production pétrolière, et avec la perte d'importance relative du pétrole comme principale source d'énergie des pays industrialisés, les Majors ne font plus peur ; d'après certains, elles auraient été transformées en "loups sans dents", incapables de dicter aux nations les politiques qui pourraient leur être les plus favorables³⁷.

Il nous semble que cette transformation de l'imaginaire sur le pétrole (un peu partout aujourd'hui), est à la base de nombreux changements dans la législation pétrolière à

³⁴ Voici quelques publications sur le pétrole, choisie au hasard dans le catalogue d'une bibliothèque universitaire : "Oil and Word Power" ; "Oil and Developement" ; "Oil and the International Economy" ; "Compagnies Pétrolières Internationales" ; "Des Concessions aux Concentrations Pétrolières" ; "Lutttes Pétrolières au Proche Orient" ; "Histoire Secrète du Pétrole" ; "Étonnante Histoire de l'OPEP", etc.

³⁵ C'est ainsi que l'ancien P.D.G. d'ELF-AQUITAINE, Loïk Le Floch-Prigent, se représente l'industrie pétrolière : << Ainsi, dans le pétrole et le gaz, il faut prendre des risques, être bien implanté dans les pays producteurs et disposer d'un personnel compétent et entreprenant. Les sommes en jeu sont considérables et les appétits immenses. Les moeurs de cette industrie n'ont rien à voir avec ce qui se pratique ailleurs. Les gens les plus rigoristes devraient en être conscients quand ils vont faire leur plein ! (...) Aussi le métier de pétrolier répond-il à des règles non écrites très fortes.>> (in Le Nouvel Observateur, n° 1681, janvier 1997, pp.45).

³⁶ Peur justifié par le pouvoir des grandes compagnies pétrolières d'imposer leurs prix et leurs priorités aux États nationaux, même aux plus puissants. Ainsi, si pour les grandes puissances la principale préoccupation lors de la création des entreprises nationales pétrolières était d'éviter l'oligopolisation de leurs marchés par le trust pétrolier, dans les pays moins développés, la grande peur était de rester sous le contrôle politique des Majors. Cette crainte était justifiée par l'ingérence des Majors dans les affaires publiques des pays producteurs (comme dans le cas Mossadegh en Iran) et par les conflits opposant plusieurs États aux politiques tarifaires des dérivés pétroliers des grandes compagnies (en France dans les années 20, au Brésil dans les années 30, au Mexique, etc.).

³⁷ D'après des données citées par Jacquet et Nicolas (1991), la part des Majors dans la production mondiale du pétrole est passée de 57 % en 1973 à 17 % en 1990.

travers le monde. Ainsi, la vente des entreprises publiques du pétrole en France, en Italie, en Argentine, en Grande-Bretagne ainsi que la flexibilisation des législations du Mexique et du Brésil, en sont quelques exemples.

De plus, la fin de la guerre froide et la prédominance de l'hégémonie économique et militaire des États-Unis dans le monde, ont eu pour effet de réduire l'importance militaire et géostratégique du pétrole. Quoique l'instabilité de la situation au Moyen-Orient continue d'être un facteur de perturbations potentielles du marché pétrolier, l'émergence de nouveaux producteurs (en Europe du Nord, en Afrique, en Amérique Latine et en Asie), en réduisant la dépendance de l'OCDE vis-à-vis du pétrole de l'OPEP, rend le marché plus stable.

Il est également certain que les politiques de privatisations dans le domaine pétrolier ne sont pas sans liens avec l'hégémonie idéologique des idées politiques et économiques néo-libérales de cette fin de siècle. D'après ces théories, l'intervention de l'Etat dans l'économie est par essence néfaste ; en intégrant dans la sphère économique d'autres critères que ceux de la rationalité économique dans la gestion des entreprises publiques, on les rend inefficaces. De plus, l'Etat aurait une tendance à dépenser plus d'argent qu'il n'en reçoit, induisant de graves désajustements macro-économiques. Le seul moyen pour sortir de ce cercle vicieux serait la diminution de la taille de l'Etat (en transférant à l'initiative privée les entreprises nationales) et l'adoption de politiques monétaires rigoristes. La réceptivité à ces idées a été d'autant plus importante que les premiers pays à les avoir adoptées (États-Unis et Grande-Bretagne) ont réussi à surmonter la crise économique du début des années 80 et que des organismes importants de financement (FMI, la Banque Mondiale, etc.) les ont adoptées.

C'est ainsi que la tendance mondiale au retrait de l'Etat de l'économie, à partir des années 80, va se répercuter sur l'industrie pétrolière des trois pays étudiés. En effet, les programmes de privatisation ou de restructuration du secteur pétrolier mis en place dans les années 90 s'inscrivent dans la logique d'une diminution de l'intervention directe de l'Etat dans l'économie.

D'après Sabino Cassese (1992), les privatisations réalisées à travers le monde, entre 1984 et 1988, ont représenté la somme de 160 milliards de dollars ; ce qui nous donne une idée de l'ampleur de la pratique au niveau mondial. A partir des exemples donnés par les gouvernements de Margareth Thatcher, en Angleterre, et de Ronald Reagan, aux États-Unis, les conceptions économiques libérales deviendront hégémoniques à l'échelle planétaire. Ainsi, l'intervention étatique dans la production, en empêchant l'autorégulation du marché, passe à être perçue comme un obstacle au développement économique des nations. D'où la mise en place de politiques de désengagement de l'Etat des activités industrielles dans plusieurs pays.

Pour bien mesurer les influences de cette conjoncture internationale sur les politiques pétrolières du Brésil, du Mexique et de la France, il faut, tout d'abord, bien convenir que l'insertion dans l'économie mondiale de ces trois pays ne s'accomplit pas de façon identique. Diversité de situation, qui se manifeste par le degré d'autonomie par rapport à la prise de décisions économiques internes ; ce qui entraîne des différences très marquées dans la façon dont les programmes de privatisation et/ou de restructuration

sont adoptés³⁸.

Quoi qu'il en soit, il nous semble important de reconnaître que les changements opérés dans les rapports entre l'Etat et l'industrie pétrolière, dans les trois pays abordés, ont souffert de l'influence d'un double changement symbolique. D'une part, le pétrole n'est plus considéré comme le produit essentiel qu'il représentait auparavant. Pour beaucoup de Brésiliens et de Mexicains, par exemple, il ne suffit plus que leurs États aient le contrôle sur l'industrie pétrolière pour que leurs pays trouvent le chemin du développement, comme cela était le cas dans les discours nationalistes des années 50 et 60. De même, pour certains groupes actifs au sein de l'Etat français, la diminution de la dépendance de leur pays vis-à-vis du pétrole, leur permet de mettre en place des politiques de privatisation par rapport à ce secteur de l'économie.

D'autre part, la valorisation du marché en tant que régulateur des économies, avec la conséquente diminution des interventions étatiques, ainsi que la perte de pouvoir mobilisateur des idéologies collectivistes (surtout après la chute des régimes politiques de l'Europe de l'Est), incitent plusieurs gouvernements à s'engager dans des politiques de déréglementation de l'économie et de privatisation des entreprises publiques.

Cela étant, si les trois pays ont souffert ces mêmes influences, force est de constater que leurs politiques pétrolières ont été déterminées par des enjeux internes, propres à chaque société, à chaque pays. Après tout, ce sont des acteurs endogènes qui prennent les décisions dans ce domaine.

Ainsi, une analyse comparative de l'industrie pétrolière se voit confrontée à la situation suivante : elle doit rendre compte de certaines tendances générales (dans notre cas, certaines représentations), en même temps qu'elle se doit de reconnaître que ce sont les enjeux internes à chaque pays qui donnent les clés pour comprendre les caractéristiques de leurs industries pétrolières.

5.7. Sur les changements au Brésil

Cela pose une importante question théorique : comment une question posée dans un ou plusieurs pays peut influencer la situation dans un autre pays ? Autrement dit, quel est le rôle qu'une situation sociale peut jouer dans une autre situation sociale ? Comment les conjonctures de certains pays influencent les conjonctures d'autres pays ? Une des réponses possibles, en ce qui concerne notre thème de recherche, est ce que nous pourrions appeler l'effet d'exemplification. Autrement dit, des représentations sociales et des idées, nées dans d'autres aires sociales, deviennent importantes dans un contexte, dans la mesure où ces idées et représentations sont associées à des événements censés pouvoir faire la preuve de leur bien fondé ; ce sont des exemples qui prennent le statut de modèles d'action supposés reproductibles.

Cela implique de considérer que les acteurs, dans certaines situations sociales,

³⁸ La discussion sur ce point nous éloignerait de notre sujet de recherche ; mais à titre purement spéculatif, que l'on songe au pouvoir de pression du FMI, une des institutions incitatrices des privatisations, qui s'exerce différemment vis-à-vis de la France, et vis-à-vis du Brésil ou du Mexique.

savent ce qui se passe dans d'autres situations sociales. Ce qui revient à admettre que la vie sociale se développe rarement en vase clos; dès lors que des contacts entre des sociétés, ou des groupes sociaux d'une même société, sont établis, il est important de vérifier les interinfluences qui se développent. Ainsi, pour comprendre les enjeux internes à un contexte, il faut parfois prendre en considération les "influences" externes³⁹.

Ces questions ont été posées depuis longtemps par les anthropologues diffusionnistes, dans la lignée de Boas, Kroeber, Lowie, etc.⁴⁰ En abandonnant le principe ethnocentrique de l'évolutionnisme – dominant dans l'anthropologie du XIXème siècle – et à l'opposé d'autres courants anthropologiques⁴¹ (le fonctionnalisme, le structuralisme, l'anthropologie dynamique, etc.) qui se sont préoccupés surtout des enjeux internes à chaque société, ces Anthropologues mettront en avant l'idée que dans une aire géographique et culturelle définie les sociétés établissent des contacts entre elles. Ils privilégiaient, ainsi, l'idée que certaines caractéristiques sociales dans une société sont influencées par d'autres sociétés.

De même, comme nous le rappelle Zolberg (1985) les rapports interne/externe ont été à la base de plusieurs théories économiques et politiques: de la Théorie de la Dépendance à la Théorie de l'Economie-Monde d'Immanuel Wallerstein. Ce qui amène l'auteur à considérer <<... (qu') une analyse du politique fondée sur la conception de l'Etat-nation comme entité indépendante, et dont la vision théorique se limiterait au niveau national, paraît constituer un réductionnisme en discordance flagrante avec la réalité, aussi bien historique que contemporaine.>> (Zolberg, 1985: 571).

Le débat autour de la question pétrolière au Brésil peut nous aider à mieux comprendre ces questions. Dans le cas concret de l'industrie pétrolière brésilienne, on l'a déjà vu, la situation interne du pays a souffert des influences venant de l'extérieur. Dans ce cas, ces influences ont été internalisées en devenant des exemples d'argumentation pour certains acteurs importants dans la prise de décisions.

Ainsi, par exemple, en 1940, le Président du CNP (Conseil National du pétrole) fait appel aux politiques d'autres pays d'Amérique du Sud pour légitimer la politique pétrolière nationaliste du Brésil. Il s'agissait à ce moment de refuser la proposition de la Standard Oil de développer des recherches pétrolières dans le pays en échange d'une libéralisation

³⁹ Ce qui n'est pas très éloigné des remarques de Zolberg (1985 : 569) sur la simultanéité des mouvements étudiants dans plusieurs pays, à la fin des années 60: << Quant à l'énorme production de recherches en sciences humaines qu'ont provoquées ces éruptions, elle rassemble des explications très diverses, mais qui se cantonnent presque entièrement au niveau national ; si des mouvements semblables se sont manifestés à peu près simultanément dans un ensemble de pays, ce ne serait que parce que ceux-ci partageaient certaines structures économiques et sociales – "sociétés de consommation", "sociétés postindustrielles", ou encore "sociétés capitalistes avancées". Ce fonds commun constitue en effet une partie nécessaire de l'explication ; mais elle ne répond pas à la question de la simultanéité... Pour cela, il convient d'invoquer le "village global" de McLuhan, dans lequel le médium de la télévision permet à un événement ayant lieu dans une partie du monde d'avoir un impact instantané partout ailleurs. >>.

⁴⁰ Pour des discussions synthétiques et bien informées sur les rapports entre les écoles évolutionnistes et diffusionnistes en Anthropologie, voir Lévi-Strauss (1974) et Sapir (1967).

⁴¹ Pour une vision d'ensemble des principales tendances en anthropologie voir Laplantine (1987).

de la législation pétrolière brésilienne :

<<a) La solution indiquée est illégale, parce qu'elle porte atteinte à la législation en vigueur ; b) pour son adoption, il serait nécessaire(...) de changer la direction de notre politique pétrolière, abandonnant l'orientation nationaliste que nous avons heureusement adoptée, et qui est en harmonie avec les autres nations de l'Amérique du Sud.>> (in : Cohn, 1968 : 64).

A cette époque, au Brésil, comme un peu partout dans le monde, on concevait le pétrole comme un produit essentiel pour le développement du pays et sujet à la convoitise des grandes industries internationales :

<<Consentir que notre pétrole tombe entre les mains d'étrangers, ou d'étrangers camouflés en nationaux, est la même chose que donner à des ennemis potentiels une des clés de notre défense et sécurité, militaire et économique.>> (Discours du député fédéral, et ancien Président de la République, Arthur Bernardes sur le projet de libéralisation de la législation pétrolière proposé par le gouvernement en 1948 ; cité par Miranda, 1983 : 33).

Ou encore:

<<C'est un crime de "lèse-majesté", une atteinte et une menace à l'existence nationale, au vu des exemples malheureux d'autre pays, de donner aux trusts étrangers l'exploration et l'exploitation de la richesse pétrolière du Brésil>> (citation du Général José Pessoa dans un pamphlet produit par les organisateurs de la Campagne "Le Pétrole est à Nous" en août 1948 ; in Miranda, 1983 : 33).

Là aussi, les exemples fournis par d'autres pays remplissaient un rôle important dans l'argumentation des acteurs :

<<L'industrie pétrolière est, par sa nature même, essentiellement monopolistique. Nulle part dans le monde elle se présente organisée autour de petites entreprises indépendantes, dans un régime de libre concurrence. Ou elle est monopole d'Etat, comme en URSS, au Mexique et en Argentine (où la gigantesque entreprise nationale YPF croît continuellement, à l'opposé des entreprises privées dont la production reste stagnante), ou elle est dominée par les grands trusts internationaux : la Standard Oil et la Royal Dutch Shell.>> (citation de l'Ingénieur Fernando Lobo Carneiro, publié dans un pamphlet de la Campagne "Le Pétrole est à Nous" en août 1948, in Miranda, 1983 : 33).

On peut même avancer pour hypothèse que l'importance de l'impact populaire de cette thèse – dans les années 40, 50 et 60 – venait, en partie, du fait que des exemples, au niveau mondial, attestaient de la pertinence des idées nationalistes sur le pétrole. Ces exemples étaient rapportés aussi bien du côté des pays latino-américains (surtout le Mexique et l'Argentine) que du côté des pays industrialisés ayant une participation étatique dans l'industrie pétrolière (le cas de l'Angleterre, qui avait la majorité des actions de l'Anglo Persian Petroleum, et de la France, ayant une participation dans la CFP).

Ainsi, dans sa célèbre conférence au Club Militaire, en 1948⁴², le Général Horta Barbosa fait les remarques suivantes, afin de démontrer que la politique pétrolière nationaliste du Brésil s'insérait dans une conjoncture mondiale :

<< L'Uruguay, qui ne possède pas une seule goutte de pétrole, contrôle les prix

⁴² Conférence qui marque le coup d'envoi de la Campagne "Le Pétrole est à Nous".

des produits raffinés ; cela parce que l'industrie du raffinage pétrolier est un monopole d'Etat. Le Venezuela, le plus grand exportateur de pétrole du monde, paie les produits raffinés qu'il consomme, au prix qu'imposent les trusts, les propriétaires des raffineries. En Argentine, l'Etat fixe, en vérité, les prix des produits raffinés, puisque son organe officiel – Yacimientos Petrolíferos Fiscales – contrôle la plupart de la consommation. Au temps où il était subordonné aux trusts, le Mexique devait s'assujettir aux prix des dérivés pétroliers qu'ils lui imposaient. Libéré et institué le monopole, c'est l'Etat qui établit la valeur de vente des combustibles liquides.(...) Admettre que, en Argentine, en Uruguay, au Mexique, au Chili, en Bolivie, l'Etat a la capacité d'instituer le monopole sur le pétrole, obtenant des résultats admirables, et que le Brésil ne l'a pas, c'est accepter la thèse de notre infériorité vis-à-vis de ces pays, nous rabaissant au même rang que l'Iran, l'Irak et d'autres. Les trusts prélèvent à partir du raffinage les ressources pour la recherche. De la même manière procèdent la Russie, l'Argentine et le Mexique. C'est le chemin naturel à suivre.(...) Il faut reconnaître que notre législation est en harmonie avec l'orientation suivie par tous les peuples qui prennent soin de leur souveraineté. On l'accuse d'être jacobine, outrancière ; elle préserve, néanmoins, pour les Brésiliens ce qui leur appartient. Que dire alors des peuples qui, non satisfaits de leurs richesses, cherchent à s'emparer de celles existantes en terres étrangères.(...) Je ne fais pas ces références par antipathie [à ces nations]. (...) Mon seul objectif est de citer des faits afin d'illustrer mes affirmations ; c'est justifier la thèse que je défends ... Avec des pressions diplomatiques, le gouvernement anglais a réussi à élever de 25 à 75 %, ses intérêts dans la Turkish Petroleum CO. ; simultanément, un achat d'action garantit le contrôle de l'Anglo Persian CO., concessionnaire de la majeure partie des terrains pétroliers de l'Iran.(...) L'exemple que nous devons suivre est celui des Terres de San Martín et Guatémoc [il s'agit de l'Argentine], de cette expérience on doit tirer toutes les leçons.>> (Conférence du Général Horta Barbosa au Club Militaire en 1947. Citée in Miranda, 1983 : 489 ; 512 ; 513 et 515).

Cette longue citation condense la plupart des arguments qui seront employés, par la suite, par les défenseurs de l'action de l'Etat dans l'industrie pétrolière. Depuis l'idée que le pétrole est un produit essentiel pour la souveraineté du pays, jusqu'à la peur que les grandes compagnies ne monopolisent le pétrole brésilien. Tout cela, illustré par des exemples extérieurs où l'intervention étatique sur le secteur pétrolier était interprétée de façon positive.

Ces arguments-là seront invoqués à chaque fois que des changements importants seront proposés dans la législation pétrolière brésilienne, notamment après la création de PETROBRAS en 1954. A en juger par la pérennité de cette législation, nous pouvons imaginer que ces arguments avaient un certain retentissement auprès des acteurs ayant des influences dans les prises de décisions.

La situation est toute autre dans les années 90, car ce que les exemples actuels donnent à voir attestent plutôt d'un retournement de tendance : des États qui vendent leurs entreprises pétrolières, y compris dans des pays du tiers monde. C'est le cas de l'Argentine en 1992, mais aussi de la France – qui privatise ses entreprises pétrolières au cours des années 90 –, de l'Italie en 1995, etc. En outre, la fin de la Guerre Froide, avec la chute des régimes communistes de l'Est, fait baisser la visibilité cognitive des

arguments sur le caractère stratégique pour la défense du pays.

Autrement dit, dans la société brésilienne actuelle, il est devenu beaucoup plus facile de "démontrer" que le pétrole n'est pas un produit si important que cela ; d'autant plus que, comme nous l'avons vu, le pétrole a perdu beaucoup de son aura de produit essentiel. Que l'on note les mots avec lesquels un influent journaliste brésilien salua la fin du monopole d'État en juillet 1995 :

<<Derrière le débat sur la question de la fin du monopole du pétrole, décidée hier au Congrès, il y avait une monumentale mystification : envisager un combustible fossile comme symbole de la nationalité et motif de fierté civique. (...) [cela] quand le monde est commandé par les technologies de l'information. (...) Le Pétrole n'est qu'un combustible stratégique.>> (article de Gilberto Dimenstein, publié dans le journal A FOLHA DE SÃO PAULO du 8 juin 1995).

De même, les exemples de privatisations dans le monde aidant, l'idée qu'il fallait limiter l'intervention de l'Etat brésilien dans l'économie devient moins stigmatisée. Dans une enquête réalisée par l'IDESP (Institut d'Études Économiques, Sociales et Politiques de São Paulo), dont les principaux résultats ont été rapportés par Pena-Vega (1993), auprès de 450 représentants des élites économiques, culturelles et politiques du Brésil ⁴³, on apprend que l'idée d'une limitation du rôle de l'Etat dans l'économie était largement majoritaire parmi les groupes les plus influents de la société brésilienne. Seuls les leaders syndicaux et les leaders de mouvements associatifs étaient en majorité opposés à l'adoption de politiques libérales.

Opinion des élites sur le retrait de l'état de l'économie

Milieu socioprofessionnel	Pas du tout d'accord (%)	Partiellement d'accord (%)	Totalement d'accord (%)	Sans opinion (%)
Entrepreneurs	09	16	74	01
Militaires	18	32	50	0
Journalistes	21	35	44	0
Hommes politiques	44	27	28	01
Hauts fonctionnaires	46	31	23	0
Intellectuels	49	33	18	0
Leaders associatifs	54	19	18	0
Leaders syndicaux	79	09	12	0

In : Pena-Vega, 1992 : 75.

Cette enquête nous laisse voir que même parmi des groupes traditionnellement favorables à l'action de l'Etat dans l'économie brésilienne (les Militaires et les Haut Fonctionnaires, par exemple), les idées prônant une libéralisation de l'économie étaient majoritaires au début des années 90.

Cela étant, en ce qui concerne le pétrole, 59 % des élites considéraient encore nécessaire l'action de l'Etat dans ce secteur d'activité ⁴⁴. Si l'on considère que la fin du

⁴³ Ainsi répartis : 76 chefs d'entreprise, 34 leaders syndicaux, 26 leaders associatifs, 78 intellectuels, 34 journalistes, 108 hommes politiques, 68 Militaires officiers supérieurs et 26 hauts fonctionnaires.

monopole de l'Etat sur les activités pétrolières fut décidée par le Congrès National, en juin 1995, avec une large majorité des voix et sans grandes résistances de la population, force est de constater que ce tableau a vite tourné en défaveur des thèses étatisantes.

Ici aussi, outre les transformations en cours dans la situation économique, sociale et politique au Brésil entre 1992 et 1995, il faut considérer les exemples internationaux de désengagement de l'Etat du secteur pétrolier. Ainsi, en janvier 1994, le journal considéré comme le plus indépendant et impartial des grands journaux brésiliens (A FOLHA DE SÃO PAULO), publiait un éditorial sur la privatisation d'ELF-AQUITAINE, dont nous avons choisi les extraits suivants :

<< L'EXEMPLE FRANÇAIS La privatisation d'entreprises et les débats sur le rôle de l'Etat dans l'économie sont des thèmes importants non seulement au Brésil, mais partout dans le monde. La semaine dernière, la France a initié le processus de vente d'ELF-AQUITAINE, une des dix plus grandes compagnies de pétrole du monde. (...) Pendant que la France se prépare pour une vente de cette ampleur, le processus de privatisation brésilien avance bien en deçà de ce qui serait souhaitable. (...) La réforme de l'Etat se fait urgente au Brésil. Ainsi, des mesures dans cette direction – soit par la révision constitutionnelle sur la fin des monopoles, soit par les privatisations déjà permises par la loi – doivent être prises le plus vite possible. L'ajournement de ces décisions ne fait que rendre plus lente et difficile la stabilisation du pays.>> (in : Folha de São Paulo, 24/01/95, pp. 1-2).

Contre ces arguments, les défenseurs du Monopole ne pouvaient opposer que des références au passé, ou de vagues références aux "tendances internationales de l'industrie pétrolière", c'est-à-dire l'oligopolisation des grandes compagnies privées. Autrement dit, leurs exemples étaient moins pertinents, au niveau cognitif, que ceux avancés par les tenants de la libéralisation du pétrole. Cela parce que, d'une part, les exemples externes de privatisation de l'industrie pétrolière étaient beaucoup plus nombreux et plus proches de la réalité brésilienne (notamment le cas de l'Argentine) que ceux de nationalisation de cette industrie (à vrai dire, les dernières nationalisations de l'industrie du pétrole étaient celles des pays de l'OPEP au cours des années 70) ; et d'autre part, parce qu'au niveau interne, l'idée de l'inefficacité administrative "congénitale" de l'Etat (ce qui serait une des causes du frein au développement économique du Brésil depuis le début des années 80) commençait à devenir hégémonique dans la société brésilienne.

C'est le moment où, même à l'intérieur de certains secteurs de la gauche et du centre-gauche, notamment à l'intérieur du PSDB (Parti de la Sociale Démocratie Brésilienne) l'idée d'une certaine libéralisation et ouverture économique du pays devient hégémonique. Or, étant donné que c'est justement du PSDB qu'est issu le Président de la République élu en 1994 (en alliance avec des groupes politiques prônant la libéralisation de l'économie), on pouvait prévoir des transformations du rôle de l'Etat dans l'économie

⁴⁴ Sur ce point, cette enquête est proche d'autres réalisées à la même époque, montrant que le pétrole était jugé comme un produit dont l'Etat devait garder un certain contrôle. Ainsi, dans une enquête réalisée par le journal A FOLHA DE SÃO PAULO du 20/06/93, on apprend que 49 % de la population brésilienne était favorable au maintien du monopole sur le pétrole, contre 36 % ; parmi les parlementaires brésiliens, le pourcentage de ceux qui étaient favorables au maintien du monopole s'élevait à 65 %.

du pays. C'est dans cette logique globale que l'on peut comprendre la fin du monopole d'Etat sur le pétrole en 1995, ainsi que les privatisations d'entreprises publiques au cours des années 90 au Brésil.

En résumé, la fin du Monopole d'Etat sur le pétrole au Brésil a deux visages différents : l'un, interne (les transformations dans le rapport de pouvoir parmi les principaux groupes sociaux, le changement des représentations sociales sur le rôle de l'Etat et sur le pétrole, etc.); l'autre, externe (stabilité du marché pétrolier mondial, fin des États Totalitaires de l'Europe de l'Est, montée des idéologies libérales, etc.).

Ces deux visages ne sont pas opposés et nous pensons qu'au niveau théorique on a tout intérêt à les intégrer dans la compréhension des transformations de la législation de l'industrie pétrolière au Brésil. Autrement dit, les événements externes ont bien influencé les discours tenus par les acteurs politiques brésiliens.

Mais cela, d'après les caractéristiques de la situation intérieure brésilienne, caractérisée par une inflation élevée et par la stagnation économique et productive qui a marqué le pays durant les années 80.

De plus, la fin du monopole d'Etat sur le pétrole, symbole nationaliste par excellence au Brésil, est un signe que le nationalisme n'a plus le même écho dans le pays. Ce qui peut être rapporté à des changements dans la manière dont les Brésiliens se représentent eux-mêmes ainsi que leur pays. Nous allons y revenir.

5.8. Pétrole, nationalisme et syndicats : des parcours différents.

En ce qui concerne directement le thème de cette thèse – l'action syndicale des travailleurs du pétrole, au Brésil – une analyse comparative entre certains traits des syndicalismes développés par les travailleurs de cette industrie (au Brésil, au Mexique et en France) peut aussi nous donner quelques renseignements importants. En effet, les trois parcours de l'industrie pétrolière qui nous venons de voir ont donné lieu à des types différents de relations industrielles dans la branche, ce qui nous amène à penser qu'en partie cela est dû aux manières divergentes d'envisager le pétrole.

La première chose à prendre en compte est que malgré les représentations dominantes sur le pétrole au niveau mondial, l'industrie pétrolière n'a pas donné lieu partout à des discours nationalistes mobilisateurs ; en dépit du fait que le pétrole soit considéré comme un produit essentiel pour l'économie, il n'était pas toujours symboliquement important. Cela fut le cas de la France, à l'inverse du Brésil et du Mexique, nous l'avons vu.

Dès lors, la question qui se pose est de savoir comment les travailleurs de l'industrie pétrolière, dans ces trois pays, ont réagi au fait d'être dans une branche essentielle au niveau économique et, parfois, très importante au niveau symbolique. On sait déjà que, tandis qu'au Mexique et au Brésil ces travailleurs, influencés par le nationalisme, ont développé des stratégies revendicatives qui ne mettaient pas en question les entreprises pétrolières nationales, en France, à l'inverse, ces discours n'ont jamais eu de retentissement, même à l'intérieur des compagnies pétrolières nationales comme ELF ou TOTAL.

Une des réponses possibles à ces différences est que le syndicalisme n'existe pas en dehors de la société qui l'entoure. Pour reprendre ici les arguments avancés par Gallie (1978) pour expliquer les différences d'attitude entre les travailleurs de la branche pétrolière en France et en Grande-Bretagne, le milieu socioculturel et les conditions historiques où les travailleurs sont insérés ont une importance majeure dans la façon dont ceux-ci définissent leurs stratégies collectives et syndicales. Nous pouvons penser aussi aux thèses sur "l'effet sociétal", développées par Maurice et alii (1982) à partir d'une comparaison internationale sur l'organisation industrielle en France et en Allemagne.

Ainsi, si le nationalisme n'a pas joué de rôle important dans les stratégies syndicales des travailleurs du pétrole français, c'est que, outre le fait qu'aucune entreprise nationale française n'a eu de monopole sur cette industrie, le pétrole n'apparaissait pas comme un produit politiquement important dans l'imaginaire des Français. Que l'on compare, par exemple, ces représentations avec celles qui se sont tissées autour de l'industrie sidérurgique ou de l'électricité et le type de relations industrielles développées dans ces secteurs d'activité (voir Padioleau, 1981 et Wieviorka et Trihn 1989) pour se rendre compte que le nationalisme économique en France a eu d'autres symboles que l'industrie pétrolière. En général ces autres symboles étaient aussi des activités dont l'Etat avait le Monopole (les cas de l'énergie, des chemins de fer, etc.).

D'ailleurs, le nationalisme économique n'a joué un rôle mobilisateur dans la société française que dans des conjonctures très particulières (voir à ce propos, le n° de Le Mouvement Social dédié aux nationalisations de l'après-guerre). Dans un pays où le niveau de pénétration du capital étranger était mince – la France étant plutôt une nation exportatrice de capitaux – et dont la population se voyait comme faisant partie d'une nation parmi les plus puissantes dans le monde, les discours nationalistes et d'entente entre les classes avaient peu de probabilité de se développer. Cela d'autant plus que la force politique majoritaire dans le milieu ouvrier français (le P.C.F.) n'endossait pas une telle vision. (citar fontes).

En plus de tout cela, une caractéristique de la société française a dû intervenir dans le peu d'influence du nationalisme économique sur la plupart de ses travailleurs, dont les travailleurs du pétrole: l'autonomie des organisations syndicales françaises vis-à-vis de l'État. Du fait que ces organisations s'étaient constituées historiquement en tant qu'*ennemies* de l'Etat et des patrons (surtout par le biais des tendances communistes et socialistes), les syndicalistes français, pour obtenir des améliorations des conditions salariales et de travail, n'avaient pour seuls recours que le chemin de l'organisation interne, du conflit et de la négociation. De ce fait, l'utilisation du nationalisme, ce qui pourrait être la base d'un compromis entre les travailleurs et les patrons, ou l'Etat, n'avait pas, concernant le pétrole, le même attrait qu'au Brésil ou au Mexique.

Dans ce contexte, il n'est pas très étonnant que les travailleurs du pétrole aient développé des stratégies syndicales moins marquées par le nationalisme que par une vision revendicative et centrée sur les problèmes liés à la production. Cela à tel point que des auteurs tels Mallet (1969) et Naville (1963) ont vu en eux une "nouvelle" classe ouvrière: plus révolutionnaire et tournée vers une contestation des présupposés productifs du système capitaliste.

Toutefois, comme nous le rappelle Vatin (1987), cette vision n'allait pas se confirmer dans les années 70. Pendant cette décennie il y a eu une relative paix syndicale chez ces travailleurs, lesquels tendaient à rester éloignés des actions menées par le syndicalisme français.

De plus, les travailleurs du pétrole en France se sont très tôt rendu compte de leur place stratégique dans l'économie nationale, pouvant arrêter le pays en peu de temps. Cette responsabilité, toujours d'après Vatin (1987), allait fonder le principe de l'identité sociale d'une partie des ouvriers des raffineries pétrolières (les opérateurs de procès), les amenant à auto limiter leur pouvoir de réaliser des grèves afin de ne pas provoquer des préjudices à la communauté. Ainsi, bien qu'en France il n'y ait pas de limitations légales au droit de grève, les travailleurs du pétrole ont signé des accords avec les patrons (les protocoles d'arrêt), créant des règles précises sur les conditions dans lesquelles les grèves devaient se réaliser. Ce qui, pour Vatin (1987), faisait penser à une espèce de contractualisation de la grève et à une certaine "intégration sociale et technique" de ces travailleurs à l'entreprise⁴⁵.

Autrement dit, quoique non affectés par le nationalisme économique et insérés dans un contexte de relations industrielles plus marquées par le conflit, les travailleurs du pétrole français ont développé une action syndicale que, tout en faisant appel à des pratiques conflictuelles (comme ce fut le cas pendant les années 60), pouvait aussi devenir peu mobilisatrice, privilégiant l'entente avec les patrons et l'intégration des travailleurs. Cela, légitimé par une situation socio-économique très avantageuse pour les ouvriers de la branche.

Déjà au Brésil et au Mexique, le nationalisme fut pendant longtemps une monnaie courante des discours syndicaux des travailleurs du pétrole.

Au Mexique, par exemple, ces discours nationalistes étaient la contrepartie du pouvoir des syndicats dans la gestion du travail de l'entreprise. Ce que, comme nous l'avons déjà vu, fut le moyen trouvé par l'État mexicain, à partir de 1946, d'obtenir la loyauté des syndicalistes du pétrole à ses projet, tout en les éloignant d'un style syndical revendicatif. Il est évident, dans ce cas, que le nationalisme des travailleurs de l'industrie pétrolière, tout en ayant un rapport direct avec le nationalisme diffus dans la société mexicaine, était raffermi par une situation socio-économique qui les plaçait parmi les travailleurs les mieux lotis du pays. De même, la stabilité du système politique mexicain, y compris une législation syndicale donnant des moyens de contrôle à l'Etat, rendait difficile l'émergence de groupes syndicaux mettant en cause le "pacte" entre le syndicat et l'entreprise du pétrole (Prévot-Schapira, 1982).

Autrement dit, il y avait toute une configuration symbolique, idéologique, mais aussi institutionnelle, favorisant le développement d'un type d'action syndicale marquée par le contrôle des actions autonomes des travailleurs et par une complémentarité d'intérêts entre les directions syndicales bureaucratisées et les directions de PEMEX. Cette

⁴⁵ Intégration favorisée, selon l'auteur, par les caractéristiques technologiques de l'industrie du pétrole et par le niveau salarial plus élevé des travailleurs par rapport au marché (en 1980, leurs salaires étaient 80% au-dessus de la moyenne salariale dans l'industrie française).

situation va perdurer jusqu'à la crise des années 80 et à l'ouverture de l'économie mexicaine, quand le gouvernement, voulant changer les choses à l'intérieur de PEMEX, écarte la bureaucratie syndicale des centres du pouvoir (Diaz, 1992). Bien que sur le plan général de la société mexicaine ce processus laisse certains auteurs prévoir un renouvellement des pratiques syndicales dans le pays (Zapata, 1997), il est évident que c'est à partir d'une décision du gouvernement que cette dynamique a pu se mettre en place ; démontrant ainsi à quel point est encore importante l'emprise étatique sur l'organisation syndicale du pays.

De toute façon, cette remise en cause partielle du "pacte nationaliste" à l'intérieur de PEMEX, pouvait avoir, dans le futur, des retombées sur les représentations sociales des travailleurs du pétrole sur la compagnie pétrolière et sur leur action syndicale.

Ainsi qu'au Mexique, les travailleurs du pétrole brésiliens furent très marqués par les idéologies nationalistes. De surcroît, dans les années 50 et 60, on a même essayé de mettre en place un système de relations professionnelles à PETROBRAS proche de celui en vigueur à PEMEX⁴⁶, où la concession d'avantages aux travailleurs et la participation des syndicalistes dans la gestion du travail de l'entreprise étaient la contrepartie d'une action syndicale ne mettant pas en cause la légitimité des directions de PETROBRAS, dès lors que celles-ci affichaient leur nationalisme et leur proximité des leaders politiques populistes.

Toutefois, le coup d'Etat d'avril 1964 allait développer le plein développement de ce modèle de relations industrielles. En éloignant les leaders syndicaux des centres de décision et en imposant une gestion du travail moins favorable aux travailleurs, les militaires ont enrayé le populisme syndical du pays, y compris à PETROBRAS. Ce processus, ne laissant que peu de place à l'autonomie et à la liberté syndicale des travailleurs, va néanmoins se faire accompagner d'une certaine préservation de la logique nationaliste dans la politique pétrolière du pays.

Le processus de démocratisation et la montée en puissance des syndicats brésiliens, vers la fin des années 70, va influencer la reprise des mouvements collectifs à PETROBRAS. Ces mouvements – organisés, la plupart du temps, pour protéger les salaires contre les effets de l'inflation – vont favoriser l'émergence de tendances syndicales influencées par les idées socialistes et défenseurs d'une législation syndicale donnant plus d'autonomie et de liberté aux organisations syndicales. Mais, quoique ces tendances aient pris le contrôle des syndicats dès la fin des années 80, elles n'ont pas réussi à imposer leur vision de l'action syndicale (où le conflit était le principal moyen de légitimation) à l'ensemble des travailleurs du pétrole, lesquels avaient été socialisés dans la logique nationaliste de défense de la compagnie pétrolière et où les syndicats devaient chercher plutôt l'entente que le conflit avec l'entreprise.

De même, ces nouvelles tendances syndicales, à l'instar de la base ouvrière, restent attachées à certaines idées nationalistes, surtout celles liées au pétrole. D'ailleurs, c'est la

⁴⁶ En juin 1962, par exemple, un Responsable du Syndicat des Travailleurs du Pétrole de la République Mexicaine a participé à une réunion de travailleurs du pétrole brésiliens à Salvador de Bahia. Lors de cette réunion, les leaders syndicaux présents ont fait savoir que le système syndical mexicain était un modèle à suivre dans l'industrie pétrolière brésilienne (in: A TARDE, 18/06/62).

jonction de nationalisme économique et utilisation du conflit comme moyen de légitimation qui caractérise le mieux l'action des nouveaux syndicalistes de PETROBRAS, comme le montre la grève des travailleurs du pétrole, de mai/juin 1995, pour éviter la fin du monopole d'Etat sur le pétrole.

Autrement dit, au Brésil, malgré un certain renouvellement dans la pratique syndicale des travailleurs du pétrole – devenue plus autonome et revendicative qu'à l'époque populiste –, le nationalisme continue à être une valeur importante de l'identité et de la pratique de ces travailleurs.

Ces trois parcours syndicaux font plus que confirmer certaines de nos affirmations sur le rôle du pétrole dans le développement des idéologies nationalistes dans les pays en étude – ce rôle a été important au Brésil et au Mexique et négligeable en France ; ils nous montrent aussi certains points en communs et certaines différences entre les travailleurs de l'industrie pétrolière dans les trois pays.

Le principal point commun est que dans les trois pays, les travailleurs du pétrole sont soumis à des conditions de travail (notamment une certaine stabilité de l'emploi) et salariales plus avantageuses que pour la moyenne de chaque pays. Cela favorise une tendance à l'identification d'intérêts entre travailleurs et entreprise. En France, cette intégration se fait, d'après Vatin (1987), par la prise de conscience de la part des travailleurs de leurs responsabilités vis-à-vis de la communauté et de l'entreprise. Au Brésil et au Mexique, cette identification passait par le nationalisme et par la défense des politiques pétrolières. Dès lors, on peut penser, comme le fait Vatin (1987), que ces conditions "privilegiées" des travailleurs du pétrole – une tendance qui traverse plusieurs pays dans le monde – sont dues, en partie, à la productivité très élevée de cette industrie et à la nécessité des entreprises d'avoir des rapports de confiance avec leurs travailleurs, les responsables par la "fluidité" de l'industrie pétrolière. On peut poser comme hypothèse aussi que ces avantages sont plus les conséquences de la position centrale de l'industrie pétrolière dans les économies modernes, donnant plus de pouvoir de négociation aux travailleurs de la branche.

Mais, en ce que nous concerne, l'important à souligner est l'implication directe de l'existence de ces avantages dans l'industrie pétrolière : une certaine proximité d'intérêts entre entreprises et travailleurs. Cette proximité peut être renforcée ou affaiblie par l'action des syndicalistes, mais même dans ce dernier cas (l'exemple du Brésil des années 80), les syndicats se voient confrontés aux aspirations de la base de ne pas mettre trop en danger l'existence et la productivité de la compagnie..

Cette "intégration" des travailleurs dans les industries pétrolières se fait selon des logiques différentes. Ainsi, par exemple, l'existence d'un monopole d'Etat (les cas du Brésil jusqu'à 1995 et du Mexique) et d'une puissante idéologie nationaliste dans l'ensemble de la société a joué un rôle important dans l'intégration des travailleurs de PEMEX et de PETROBRAS ainsi que dans leurs visions sur la question pétrolière. Ce qui en France ne s'est pas produit.

Un point sur lequel les différences syndicales des trois pays sont plus évidentes est à la place de l'Etat dans la régulation des conflits du travail. Ainsi, si en France cette place est mince, au Mexique et au Brésil, à l'inverse, l'Etat est un médiateur incontournable ;

d'autant plus que dans ces pays l'Etat était, en dernière instance, le véritable patron des travailleurs du pétrole, par le biais des compagnies nationales.

Ainsi, dans ces deux derniers pays, les principales tendances syndicales vont, à plusieurs reprises, essayer d'établir des accords politiques avec des groupes à la tête de l'Etat pour garantir un contrôle sur les appareils syndicaux. Ce qui laissait les syndicalistes très dépendants des rapports de force à l'intérieur de l'Etat, comme le prouvent les événements au Mexique, dans les années 80.

Cette logique va échouer au Brésil avec l'arrivée au pouvoir de militaires en 1964, donnant lieu ainsi à l'émergence de nouvelles conceptions syndicales, après la démocratisation du pays. Mais, même celles-ci ne pouvaient envisager de garantir certains avantages des travailleurs qu'en essayant d'influencer les décisions de l'Etat par rapport à l'entreprise pétrolière (on se rappelle combien cette entreprise était dépendante de l'Etat). Autrement dit, même pour des syndicalistes socialisés par le conflit, l'action syndicale n'avait comme principal but que de pouvoir peser sur les politiques étatiques. Leurs projets affichés d'autonomie du mouvement ouvrier étaient confrontés à une logique institutionnelle (une législation syndicale de tendance corporatiste, un modèle de gestion "politique" des entreprises nationales, etc.) et à un système de représentations de la base ouvrière (marqué par le nationalisme), les obligeant à placer leur action dans la même sphère (quoique dans un sens opposé et employant des méthodes différentes) que leurs prédécesseurs populistes : le champ politique.

Ainsi, en conclusion, on peut avancer l'idée que le nationalisme était, au Brésil et au Mexique, une monnaie courante des discours syndicaux dans l'industrie pétrolière en raison de son importance symbolique dans ces pays. Toutefois, ce sont des caractéristiques institutionnelles, plaçant les entreprises du pétrole au coeur d'enjeux politiques, qui peuvent expliquer la place centrale de l'Etat dans les stratégies syndicales des travailleurs de cette branche : soit comme un allié (comme au Mexique), soit comme un ennemi (au Brésil des années 80).

Il n'en reste pas moins vrai, toutefois, qu'une des caractéristiques les plus communes de l'industrie pétrolière – une certaine intégration des travailleurs – était présente dans les trois pays ; mais, dans chaque pays sous des conditions idéologiques et politiques différentes, donnant lieu à des stratégies adaptatrices différentes. Nous allons voir ce processus plus en détail, en ce qui concerne le cas brésilien, dans les chapitres qui suivent.

6. La dialectique entre le national et le régional : pétrole et régionalisme à Bahia

6.1. Bahia : quelques repères historiques

En 1950 la ville de Salvador, capitale de l'État de Bahia⁴⁷, était en pleine décadence. Elle

était devenue un pâle reflet de l'ancienne métropole coloniale, celle qui jadis fut le centre économique et administratif de toute la colonie portugaise en Amérique du Sud. De son passé fastueux, seules étaient préservées, en témoignage solitaire, l'architecture baroque de ses nombreuses églises - 365 selon la légende - et une certaine fierté de ses habitants d'être bahianais. Fierté qui, d'après les louangeurs de l'âme bahianaise, résistait à tout, malgré le déclin actuel et le sentiment généralisé que Salvador avait manqué le coche de l'histoire.

Fidèle au principe théorique que toute reconstruction du passé, aussi exacte soit-elle, demeure toujours relative et incomplète, nous n'avons pas ici la prétention de reconstituer pas à pas ce processus de décadence. Si nous avons vaincu les résistances qui pouvaient nous retenir de réviser certaines idées admises sur l'histoire de Bahia, c'est que nous jugeons ces représentations comme étant importantes pour la compréhension des discours régionalistes bahianais des années 1950. Cependant, Nous ne nous poserons pas en tant qu'historien, ces professionnels de la reconstruction du passé, pour qui la vérification par soi-même des sources citées est une étape importante du travail de recherche. La portée de notre démarche est beaucoup plus limitée : essayer de donner un aperçu, forcément incomplet, de la longue histoire de Bahia, telle que nous l'ont livrée aussi bien ses historiens que certains de ses acteurs politiques et économiques. Notre but, ici, n'est pas de retracer l'histoire de Bahia, travail qui nécessiterait un tout autre engagement épistémologique, mais de montrer quelles étaient, en 1950, les interprétations du passé à Bahia.

6.1.1. Salvador de Bahia : métropole coloniale

Salvador de Bahia, la plus vieille ville et la première capitale du Brésil colonial (entre 1549 et 1763), perdit sa suprématie après que le siège de l'administration se fut installé à Rio de Janeiro, dans la deuxième moitié du XVIIIème siècle. La raison de ce changement tient au fait que Rio était plus proche de la région minière qui est aujourd'hui l'État de Minas Gerais, région où d'importantes mines d'or avaient été découvertes . Ce transfert de capitale signifiait donc, en même temps, un déplacement de l'axe économique de la colonie, l'exploitation minière située au Sud prenant la relève de la production sucrière du Nord-Est comme principale activité de production. Dès lors, la position relative de Bahia, et de sa capitale, dans l'ensemble brésilien n'allait pas cesser de se dégrader, lentement mais continuellement ...

Jusqu'à cette époque, Salvador de Bahia était considérée comme le bijou portugais sur le continent américain. Non seulement parce que la ville était la capitale coloniale, siège des administrations civiles, militaires et religieuses, mais aussi, et surtout, parce qu'elle était située en plein coeur d'une des principales zones productrices de sucre de canne, dont le Brésil était le premier fournisseur mondial. Qui plus est, la position géographique de la ville, à l'intérieur d'une baie bien abritée et située pratiquement au

⁴⁷ Salvador de Bahia ou tout simplement Salvador, manière dont les Brésiliens l'appellent. Ici on emploiera ces deux dénominations pour distinguer la ville de l'État de Bahia, malgré le fait que les Bahianais eux-mêmes parfois nomment indistinctement Bahia aussi bien la ville que l'État. Ainsi lorsqu'on voudra parler de la ville, nous emploierons les appellations de Salvador ou de Salvador de Bahia. Au contraire, Bahia désignera ici seulement l'État de Bahia, unité de la Fédération brésilienne.

milieu de l'immense côte brésilienne, lui procurait une grande importance stratégique pour la défense militaire du territoire.

L'ensemble de ces facteurs faisait de Salvador de Bahia la grande métropole du Brésil et un objet de convoitise de la part des puissances coloniales européennes de l'époque, attirées par le juteux commerce du sucre. Ces puissances passeront à l'acte surtout après que le Portugal fut annexé par l'Espagne en 1580. En conséquence, entre la fin du XVIème et la première moitié du XVIIème siècle, plusieurs attaques militaires menaceront l'autorité portugaise à Bahia, notamment celles perpétrées par les Anglais et les Hollandais. La plus importante de toutes fut celle de 1624 au cours de laquelle les Hollandais, alors en guerre contre les Espagnols, s'emparent militairement de la ville. Tout nous fait penser que leur objectif était de contrôler toute la région sucrière du Nord-Est brésilien à partir de Salvador. Cependant, la résistance des Portugais et des habitants de la colonie réussira à les battre en brèche dès 1625.

Cet épisode, en montrant l'importance de la ville pour le contrôle du territoire, pèse dans la décision de l'Espagne et du Portugal (toujours unifiés) de renforcer leur présence militaire à Bahia. Ce qui peut-être explique que, lors du nouvel assaut hollandais au Brésil en 1638, les villes choisies pour cible seront celles de Recife et d'Olinda dans l'état de Pernambouc - l'autre grand centre producteur de sucre du Brésil - prenant ainsi au dépourvu les défenses portugaises. La présence hollandaise à Pernambouc fut effective jusqu'en 1654, et durant cette période Salvador de Bahia joua le rôle important de centre des opérations pour la guerre de reconquête.

En revanche, plusieurs facteurs allaient ensuite entraîner la perte d'influence de cette ville. Tout d'abord, la crise qui toucha l'économie sucrière. Cette industrie s'était implantée au Brésil avec l'aide financière des capitalistes marchands hollandais, lesquels contrôlaient la commercialisation du sucre sur le marché européen. Par suite des conflits entre l'Espagne et les Pays-Bas - cause des incursions hollandaises au Brésil, souvenons-nous en - ces liens financiers et commerciaux sont rompus. Ainsi, non seulement le sucre brésilien perdit d'importants marchés, mais de plus, les crédits, indispensables pour financer l'évolution technique de l'activité, devenaient plus rares.

De surcroît, après leur expulsion du Brésil, les Hollandais vont développer, avec succès, l'activité sucrière dans les Antilles. Cette région bénéficiait d'une plus grande proximité des marchés européens et la production s'y développait sur des bases technologiques plus avancées que celles du Nord-Est brésilien. Le contrecoup presque immédiat fut l'apparition sur le marché d'un produit moins cher et de meilleure qualité que le sucre brésilien, entraînant ainsi des graves difficultés pour l'économie sucrière du Brésil, dont la région autour de Salvador de Bahia était un des piliers. La crise chronique de l'industrie sucrière de Bahia ⁴⁸ n'en était qu'à ses débuts, et lentement mais inéluctablement, on va constater la disparition quasi complète de cette activité à Bahia,

⁴⁸ Un des indicatifs de cette crise, qui toucha non seulement Bahia, mais aussi toutes les régions productrices du Brésil, sera la diminution de la participation du sucre brésilien sur le marché mondial. Dans ce sens, des données citées par Almeida (1972), montrent qu'à la fin du XVIIIème siècle le Brésil n'était plus que le quatrième producteur de sucre (11 % de la production mondiale), loin derrière les Antilles françaises, les colonies Anglaises et Hollandaises avec respectivement 31 %, 26 % et 16 % de la production mondiale.

dans un processus qui ne s'achèvera qu'au cours du XXème siècle.

Qui plus est, la découverte de l'or dans la Province de Minas Gerais, déplace le centre économique du Nord-Est vers le Sud-Est, région qui allait désormais attirer le gros des nouveaux apports financiers et canaliser les mouvements de populations vers le Brésil. La conséquence en a été la mutation du siège de la capitale à Rio de Janeiro, ville dorénavant plus importante et plus peuplée que Salvador.

On ne dispose de données démographiques plus ou moins fiables pour le Brésil que depuis 1872, année où est réalisé le premier recensement de la population brésilienne. Néanmoins, plusieurs estimations nous montrent la perte d'importance relative de Salvador et de Bahia à partir de la fin du XVIIIème siècle. Les estimations citées par l'économiste Vilmar Faria⁴⁹, par exemple, nous montrent que dès 1750 la population de Rio de Janeiro devait déjà dépasser celle de Salvador de Bahia. À cette époque, tandis que Rio devait avoir environ 50.000 habitants, Salvador n'en avait que 46.000. À partir de ce moment, la comparaison entre les deux villes sera clairement défavorable à Salvador, comme le montre le tableau suivant, regroupant des estimations pour les trois plus importantes villes brésiliennes jusqu'à la fin du XIXème siècle :

Évolution de la Population de Salvador de Bahia, Rio de Janeiro et Recife

VILLES / ANNÉE	POPULATION		
	1750	1800	1872
SALVADOR	46.000	60.000	130.000
RIO DE JANEIRO	50.000	110.000	275.000
RECIFE	20.000	25.000	110.000

Source : estimations présentées in Faria (1980 ; 27-28).

D'un autre côté, les données citées par Mattoso (Mattoso, 1979 : 70) montrent qu'entre 1823 et 1872, le poids démographique relatif de la province de Bahia, malgré son importance absolue, commence à baisser. Ainsi, en 1823 les 671.922 habitants de Bahia représentaient environ 17 % de la population totale du Brésil, alors que 50 ans plus tard elle était tombée à 14 % de la population du pays, nonobstant son augmentation à 1.379.616 habitants, ce qui plaçait Bahia à la deuxième place parmi les provinces brésiliennes les plus peuplées.

Ces données mettent en évidence deux choses essentielles pour la compréhension du rôle que l'histoire de Bahia jouera plus tard dans la genèse d'un discours régionaliste bahianais. D'une part, elles montrent que pendant la plus grande partie de la période coloniale (du XVIème jusqu'au XVIIIème siècle) la ville de Salvador, et par extension toute la Bahia, avait une place prééminente dans l'économie et dans la démographie du Brésil. D'autre part, malgré le fait qu'il existe une perte d'importance relative de Bahia à partir de la deuxième moitié du XVIIIème, elle était loin d'être décadente en termes absolus. On ne s'étonnera donc pas si les discours d'exaltation du passé glorieux, de l'âge d'or, seront continuellement repris à Bahia lorsque à une certaine décadence économique viendra s'ajouter l'éloignement des classes dominantes bahianaises des centres du pouvoir du

⁴⁹ in Souza et Faria, 1980 : 27-28.

pays. Nous y reviendrons plus tard.

6.1.2. Bahia : un centre commercial par excellence

En effet, les transformations économiques provoquées par l'exploitation minière dans le Sud-Est du pays et le transfert de la capitale à Rio n'ont pas signifié, pour autant, une stagnation de la ville de Salvador. Même si elle n'était plus la première ville ni le premier centre économique du Brésil, son importance dans le contexte brésilien était loin d'être mineure. D'un côté parce que l'industrie sucrière, même en crise, a continué d'avoir un poids non négligeable dans la vie économique du Brésil et de Bahia, comme le montrent les données citées par Tavares (1987 ; 103) : en 1798 les principaux produits exportés par le port de Salvador ont été le sucre (61 % de la valeur des exportations), le tabac (25 %), le coton (6 %) et les produits en cuir (4 %). D'un autre côté, parce que tout au long des XVIIème et XVIIIème siècles, l'économie de la région de Bahia s'est diversifiée ; d'autres activités économiques ont été développées, comme l'élevage du bétail, la culture du coton, celle du tabac - important dans le commerce d'esclaves en Afrique - l'activité minière, etc. Sans compter le fait que l'activité commerciale est restée très développée, Salvador jouant le rôle de plaque tournante (une sorte d'entrepôt commercial) pour de vastes régions de l'intérieur du pays.

Ainsi, au début du XIXème siècle, à la veille de l'indépendance brésilienne, bien qu'elle ne fût plus la principale ville du pays, Salvador était toujours le deuxième centre urbain du Brésil et le coeur d'une significative économie régionale. Cette ville avait une activité commerciale importante (son port était plus important que celui de Rio, selon l'économiste José Sérgio Gabrielli⁵⁰), et exerçait une influence sur un vaste territoire, disputant à Recife la suprématie dans la région Nord-Est du Brésil. Une ville, aussi, avec une certaine différenciation sociale où, malgré le système esclavagiste dominant, entre les grands propriétaires terriens, les grands commerçants et la masse d'esclaves noirs, plusieurs groupes sociaux se sont développés : petits agriculteurs, petits commerçants, fonctionnaires, employés de commerce, noirs et mulâtres libres mais sans emploi régulier, etc. Une société agraire et esclavagiste, certes, mais non sans avoir une certaine mobilité sociale et une certaine dynamique urbaine, conséquence du rôle joué par la ville dans le commerce colonial. Deux historiens économiques de Bahia, écrivant dans les années 1960, l'ont ainsi décrite pour la période du XIXème siècle :

<< Une civilisation entreprenante et optimiste se développait parmi nous, avec une aristocratie composée de grands producteurs de sucre (senhores de engenho), de propriétaires de grandes fermes (fazendeiros), de grands commerçants - parmi lesquels un bon nombre était d'origine portugaise, anglaise ou allemande - et de hauts fonctionnaires civils et militaires (...). Au dessous de cette élite de barons et vicomtes s'entassait la masse d'esclaves (employés dans les travaux domestiques et agricoles) et le peuple, constitué d'ouvriers — mécaniciens ou autres — d'artisans, de travailleurs sans qualifications, de commis voyageurs, de petits commerçants, de policiers et de gens sans occupation. Entre ces deux extrêmes, on apercevait à peine, à Salvador et dans

⁵⁰ in Azevêdo, 1975 : 12.

les grandes villes situées autour, une ébauche de classe moyenne, moins en raison de sa fortune et de ses ressources que par le rôle joué par ce groupe dans la gestion des affaires, dans les professions libérales, dans les bureaux de l'administration publique, dans le commerce moyen ...>>, in Azevedo et Lins (1969 ; 17), cité par Gabrielli (1975 ; 22-23).

Étaient ainsi réunies certaines conditions pour faire de Salvador un important centre de diffusion des idées indépendantistes ; notamment parmi les producteurs et la classe d'hommes libres locaux, exaspérés par les contraintes économiques et politiques du statut colonial et, dans certains cas, fortement influencés par les idées des "philosophes des lumières" français. En même temps, Salvador tenait aussi une place importante dans la stratégie des commerçants portugais souhaitant garder leur emprise sur l'économie brésilienne, grâce à leur monopole sur le commerce international de la colonie. Ceci explique leur plus grand souci de garder la ville de Salvador, un des plus importants centres commerciaux du Brésil, sous leur contrôle. Il résulte de l'affrontement de ces deux tendances que les mobilisations populaires (indépendantistes ou non) ont été évidemment réprimées.

En effet, lors de plusieurs révoltes populaires contre le régime colonial à Bahia, entre la fin du XVIIIème et les deux premières décennies du XIXème siècle, la répression portugaise fut très brutale. C'est ainsi qu'en 1798, la plus importante de toutes ces tentatives d'autonomie politique à Bahia, connue dans l'historiographie brésilienne comme la "Conjuration des Couturiers"⁵¹, fut noyée dans le sang ; comme, d'ailleurs, toutes les autres initiatives semblables survenues, à la même époque, dans d'autres régions du Brésil. De même, l'importance particulière accordée par la métropole portugaise à la ville de Salvador, devient plus évidente lors de la déclaration d'indépendance du Pays en 1822, car Bahia est une des seules Provinces brésiliennes où les Portugais opposent une résistance à l'indépendance. C'est seulement après une année de violents combats que les Portugais battent en retraite, reconnaissant ainsi l'indépendance du nouveau pays.

Mais, une fois finie la guerre pour l'indépendance, et dans le cadre de l'instabilité politique et sociale qui l'a suivie⁵², une partie des classes dominantes de Bahia va se rebeller contre les mesures centralisatrices imposées par le gouvernement impérial⁵³. De la sorte, au cours des années 1830 (1832 et 1837) deux grandes rébellions armées ont

⁵¹ En référence à la profession des leaders du mouvement.

⁵² Les trois premières décennies du XIXème siècle ont été très marquées par l'instabilité sociale et politique. L'engagement d'importants secteurs sociaux dans le processus d'indépendance, les espoirs des groupes moyens urbains déçus par le caractère conservateur du régime politique issu de l'indépendance, la désorganisation de la structure économique du pays après l'expulsion des Portugais, etc. ont été à l'origine de plusieurs rébellions dans plusieurs parties du Brésil. À Salvador de Bahia, ville où la concentration d'esclaves était importante, diverses révoltes esclaves et populaires voient le jour, les principales étant celles de 1807, de 1828 et de 1835.

⁵³ Après l'indépendance, le Brésil adopte le régime monarchique et le premier empereur n'est autre que le prince héritier du Portugal, celui qui, au Brésil, sera connu comme Pedro I (Pedro IV au Portugal). Pour pouvoir accepter la couronne brésilienne, Pedro I a dû abdiquer le trône portugais. Mais, des soupçons pèsent sur lui quant à ses projets d'unification des deux pays en un seul royaume. Ce qui l'oblige à abdiquer en faveur de son fils Pedro II, né au Brésil.

lieu, prônant une plus grande autonomie provinciale et, même, le cas échéant, l'indépendance de Bahia. Mais, dans les deux cas, l'intervention militaire du gouvernement central réduit leurs espoirs à néant.

Il n'y a pas là une spécificité de Bahia puisque, à la même époque, plusieurs mouvements indépendantistes se sont développés dans d'autres régions du Brésil, ayant tous la même conséquence : l'anéantissement par la force. Pour la majorité des historiens, ces mouvements furent une manifestation de la résistance contre l'hégémonie que les oligarchies agraires des Provinces de Rio de Janeiro, Sao Paulo, Minas Gerais et Pernambuco avaient conquises au sein de l'État brésilien, depuis l'indépendance. Cette prédominance se faisait, donc, aux dépens des oligarchies des autres provinces et des secteurs moyens urbains, d'où leurs résistances. Elle était, aussi, la conséquence du poids économique prépondérant du café, dont les trois premières Provinces citées étaient les principaux producteurs, et celui du sucre, dont Pernambuco et Rio de Janeiro étaient de grands producteurs, dans l'économie brésilienne.

La pacification manu militari de l'Empire imposera le pouvoir centralisé à toutes les Provinces en même temps qu'elle renforcera le modèle "agro-exportateur" hérité de l'époque coloniale du pays, à savoir : le travail des esclaves noirs, la grande propriété agraire et la dépendance structurelle vis-à-vis des marchés externes. D'autre part, la centralisation politique rendra aussi possible l'adoption de mesures politiques pour dynamiser la production industrielle interne, bien évidemment, dans les limites imposées par les intérêts de l'agriculture exportatrice. Parmi ces mesures, les plus importantes furent l'adoption, à partir de 1844, de taxes de douane plus élevées pour les produits qui existaient sur le marché national et l'interdiction du commerce des esclaves avec l'Afrique en 1850.

La première de ces mesures a été mise en place pour améliorer la situation financière de l'État impérial et est devenue possible avec la fin des accords commerciaux entre le Brésil et l'Angleterre. Ces accords datent du lendemain de l'indépendance, quand, en échange de la reconnaissance du pays, le gouvernement brésilien s'engagea à ne pas taxer les produits anglais au-dessus de 15 %. D'un autre côté, la décision de mettre fin au trafic d'esclaves, premier pas pour en finir définitivement avec le travail servile, fut prise afin de contenter aussi bien une certaine opinion publique interne, opposée au travail des esclaves, qu'au gouvernement de l'Angleterre. Ce dernier menait une intense répression contre le trafic maritime d'esclaves noirs depuis les années 1820, envenimant ainsi les relations entre l'Angleterre et le Brésil, un des derniers pays esclavagistes du monde. En effet les fortes pressions anglaises contre ce commerce, aussi bien sur le plan militaire que diplomatique, menaçaient indirectement les échanges du Brésil avec son principal partenaire économique.

Les retentissements de ces deux mesures sur l'économie brésilienne ne se font pas tarder. L'augmentation des taxes douanières rend possible l'implantation de quelques industries de bas niveau technologique (telles les industries textiles), devenues désormais concurrentielles vis-à-vis des homologues étrangères. En outre, la fin du très lucratif commerce d'esclaves libère une grande somme de capitaux dont une partie allait être investie dans l'industrie, dans les activités financières et dans les services. L'historien Nelson Werneck Sodré affirme, par exemple, que dans les années suivant la fin du

commerce négrier ont été créées au Brésil :

<< ... 62 entreprises industrielles, 14 banques, 3 caisses d'épargne, 20 compagnies de navigation à vapeur, 23 compagnies d'assurance, 4 compagnies de colonisation, 8 compagnies d'exploitation minière, 3 compagnies de transports urbains, 2 compagnies de gaz et 8 compagnies de chemin de fer.>> Sodré 1964, cité par Koshiba et Pereira, 1987, 218).

Ce qui dans le cadre d'une économie essentiellement agraire comme l'était l'économie brésilienne de l'époque, constituait une première.

Nous pouvons, aussi, avoir une idée de l'incidence de ces mesures sur l'ensemble de l'économie brésilienne en analysant les données officielles sur l'entrée d'esclaves noirs dans le pays avant et après la loi d'interdiction de 1850. Même si ces données doivent être considérées avec vigilance, puisqu'après 1850 les statistiques ne peuvent rendre compte que du commerce de contrebande réellement repéré par les autorités, elles nous montrent, néanmoins, une tendance à la baisse de cette activité, après 1850. Très probablement, parce que les risques économiques et les sanctions légales étaient des freins puissants.

Esclaves noirs entrés au Brésil (1842-1852)

ANNÉE	ESCLAVES
1842	17.435
1843	19.095
1844	22.849
1845	19.453
1846	50.324
1847	56.172
1848	60.000
1849	54.000
1850	23.000
1851	3.387
1852	700

Source : Koshiba et Pereira (1987, 210).

6.1.3. Vie et mort de l'industrie bahianaise

A Bahia, plusieurs caractéristiques régionales amplifient les conséquences pratiques de cette dynamique. Tout d'abord, étant donné que Salvador de Bahia était un centre important pour la commercialisation d'esclaves, l'arrêt de ce trafic obligea ceux qui s'y adonnaient à trouver de nouvelles activités pour investir leurs capitaux. De même, malgré la perte d'importance du sucre dans l'économie brésilienne, localement ce commerce était encore dominant, limitant ainsi l'excédent de capitaux et réduisant le marché potentiel industriel à quelques produits manufacturés (les vêtements des esclaves, les sacs en coton pour le conditionnement du sucre, etc.). Les services financiers (les banques, les Assurances, etc.) s'en trouvaient également affectés. Par ailleurs, la tradition commerciale de la ville favorisait l'exportation de la production manufacturière bahianaise vers d'autres

Provinces du pays. Enfin, la taille relativement significative de Salvador de Bahia - elle était encore la deuxième ville du pays, rappelons-le - permettait d'y trouver une main d'oeuvre abondante tout comme des possibilités de vente des produits fabriqués importantes pour l'époque.

Tout cela se traduit par un relatif essor industriel et financier de l'économie bahianaise dès les années 1840, ce qui, pour ces activités, plaça Bahia au premier rang parmi les autres Provinces du Pays. La dynamique fut d'abord financière (la première banque bahianaise date de 1834, mais c'est entre 1845 et 1860 qu'eut lieu un véritable boom : rien moins que neuf institutions financières ont été créées à Bahia, dont 7 banques, 1 compagnie d'assurances et 1 caisse d'épargne). Mais elle devint très vite aussi industrielle : à peu près dans la même période, plusieurs manufactures s'y installèrent, notamment celles de produits textiles, et aussi des industries agro-alimentaires, des fonderies de fer, etc.⁵⁴ La suprématie industrielle de Bahia peut être d'ailleurs constatée grâce aux données concernant l'industrie textile au Brésil : en 1866, sur un total de 10 usines brésiliennes, 6 étaient localisées à Bahia, (Guimaraes 1982 : 37).

Toutefois, à partir de 1870, divers facteurs freinèrent le dynamisme de l'économie bahianaise : l'approfondissement de la crise de l'activité sucrière, la rigidité d'un marché où l'esclavage était la relation sociale dominante, le développement des activités industrielles dans d'autres régions du Brésil, etc., en sont quelques-uns.

Nombre d'usines textiles au Brésil (1875-1885)

PROVINCE/ ANNÉE	1875	1885
BAHIA	11	12
RIO DE JANEIRO (ville)	5	11
SAO PAULO	6	9
MINAS GERAIS	5	13
AUTRES	3	3

Source : Faria (1980, 33).

Le tableau ci-dessus nous montre que si Bahia, dans les années 1860, était incontestablement la Province ayant le plus grand nombre d'industries de l'Empire, dans les années 1880 elle ne le sera plus. La perte d'importance de l'industrie bahianaise dans le contexte brésilien allait s'accroître dans les années suivantes, même si, selon Azevedo (1975, 15), avec 142 unités industrielles - la moitié n'étant que de petites manufactures familiales - Bahia était encore en 1892, le troisième État du Pays pour le nombre d'industries installées. Mais ces industries n'étaient guère concurrentielles vis-à-vis de celles qui s'implantaient dans d'autres États et, en fait, leur survivance était due à la fois aux faiblesses des infrastructures brésiliennes et à celles des moyens de transport ainsi qu'aux taxes qui pesaient sur les produits commercialisés entre les États, et rendaient autonomes les marchés régionaux.

Les historiens économiques de Bahia⁵⁵ nous apprennent que les raisons de ce

⁵⁴ in Tavares (1987, 152).

déclin sont multiples, à la fois internes et externes à l'État de Bahia. Parmi les facteurs internes, les plus importants sont liés à la déchéance de la culture de la canne à sucre. La situation économique critique des producteurs de sucre bahianais, en partie liée à la difficulté d'augmenter leur productivité, entraîne le rétrécissement des débouchés du parc industriel de la Province. Débouchés d'ailleurs structurellement limités par l'existence de l'esclavage et de formes non monétaires du travail. L'étendue de cette crise peut être perçue dans le fait que la production de sucre de Bahia tombe de 43,6 % de la production totale du Pays en 1850 à seulement 18,1 % en 1877, (Guimaraes, 1982 : 31).

Cela signifie aussi une diminution de l'excédent résultant du commerce d'exportation du sucre, et dont dépendait la capacité de capitalisation et de réinvestissement de l'économie bahianaise. Entre 1868 et 1886, la valeur des exportations de Bahia chutent de près de 50 %, car elle passe de 1.391.362 livres sterling en 1868 à seulement 696.353 livres sterling en 1886, (Guimaraes, 1982 : 31).

Certains économistes, comme Francisco de Oliveira (1987 ; 28-29) par exemple, ajoutent aussi qu'avec la montée en puissance du café dans les États du Sud-Est, les représentants des capitaux financiers et commerciaux bahianais se désengagent de la production à Bahia, préférant réinvestir leurs profits là où les excédents étaient plus importants. Cela expliquerait pourquoi, dès la fin du XIX^{ème} siècle, les grandes banques de Bahia se sont tournées vers les régions les plus dynamiques du Brésil. Or, comme les activités commerciales et financières étaient auparavant particulièrement puissantes à Bahia, ce désengagement signifie, dans la pratique, que les excédents de l'économie de l'État seront détournés, par les circuits financiers, vers les économies de Sao Paulo, Minas Gerais ou Rio de Janeiro. Encore selon Oliveira (1987), le retard industriel de Bahia au XX^{ème} siècle par rapport à Pernambouc, l'autre grand État sucrier du Nord-Est, s'explique justement par le fait que les activités financières étaient moins fortes à Pernambouc qu'à Bahia, rendant possible ainsi, dans cet État, une plus grande synergie entre l'industrie sucrière et les autres activités manufacturières qu'à Bahia.

Tableau des Principaux Produits d'Exportation du Brésil en % (1820-1890)

PRODUIT	1821-30	1831-40	1841-50	1851-60	1861-70	1871-80	1881-90
Sucre	30,1	24,0	26,7	21,2	12,3	11,8	9,9
Coton	20,6	10,8	7,5	6,2	18,3	9,5	4,2
Café	18,4	43,8	41,4	48,8	45,5	56,6	61,5
Cuir	13,6	7,9	8,5	7,2	6,0	5,6	3,2
Caoutchouc	-	-	-	2,3	3,1	5,5	8,0

In : (Koshiba et Pereira, 1987, 226).

En ce qui concerne les facteurs de déclin extérieurs à Bahia, les plus importants sont liés à l'importante croissance du café dans l'économie du Pays, déplaçant ainsi, plus encore, le centre dynamique agro-exportateur vers des régions plus au Sud du Brésil.

En effet, dès les années 1840, le café avait déjà dépassé le sucre en tant que

⁵⁵ Parmi lesquels : Almeida (1977) ; Azevedo (1975) ; Azevedo et Lins (1968) ; Calmon (1978) ; Guimaraes (1982) ; Mariani (1977) ; Oliveira (1987), etc.

principal produit d'exportation brésilien. Le café, denrée de production relativement facile et peu coûteuse, devient un produit de grande consommation en Europe et aux États-Unis au cours du XIX^{ème} siècle. Ce produit trouvera, en outre, dans le Sud-Est brésilien, des conditions climatiques très favorables à son développement, ce qui explique la vertigineuse croissance de la production brésilienne après les années 1820. Les conditions climatiques et le terroir expliquent aussi pourquoi il n'a pas été possible pour l'oligarchie du Nord-Est, y compris celle de Bahia, de se reconverter dans la culture du café, laquelle, à la différence de la canne à sucre, ne nécessitait pas un gros investissement initial ni un développement technologique important, mais des conditions naturelles très spéciales.

Le dynamisme de l'économie du café à Sao Paulo, Minas Gerais et à Rio de Janeiro sera donc à l'origine du développement industriel plus rapide de ces États, après 1870, tout comme le sucre, auparavant, avait été la base de l'essor industriel de Bahia.

Production Brésilienne de Café et sa Participation dans le Marché Mondial

ANNÉES	PRODUCTION (TON)	PARTICIPATION MARCHÉ MONDIAL (%)
1821/30	190.560	18,18
1831/40	625.800	29,70
1841/50	1.102.020	40,00
1851/60	1.640.340	52,09
1861/70	1.746.180	49,07

In : Koshiba et Pereira, (1987, 226-232).

Par ailleurs, comme Fernando Henrique Cardoso l'a montré dans son livre sur l'esclavage au Brésil ⁵⁶, à l'opposé de Bahia et du Nord-Est d'une façon générale, dans certaines régions productrices de café le travail esclave reste minoritaire par rapport au travail salarié, notamment dans l'État de Sao Paulo. Les besoins croissants de main d'oeuvre pour la culture du café sont en effet assurés par l'arrivée en masse d'immigrants européens ⁵⁷, après l'interdiction du trafic négrier. De cette manière, s'implante dans ces régions une nouvelle dynamique sociale, plus propice aux investissements industriels que celle des autres États du pays, y compris Bahia.

Il faut ajouter aussi qu'à la fin de la guerre du Paraguay ⁵⁸, le gouvernement, pour atténuer ses difficultés financières, va intensifier sa politique de valorisation des produits d'exportation brésiliens. Mais, par contrecoup, les investissements pour la modernisation technologique, si nécessaires dans l'industrie sucrière décadente et dans les industries

⁵⁶ Cardoso (1962).

⁵⁷ L'immigration au Brésil commence dès les années 1820, mais elle ne devient importante qu'après les années 1870. Selon Patarra, le nombre d'immigrants entrés au Brésil entre 1820 et 1876 fut de 350.117, nombre qui s'éleva à 1.927.992 entre 1877 et 1903, Pantarra (1986, 253).

⁵⁸ Sanglante guerre qui opposa l'alliance entre le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine, au Paraguay entre 1865 et 1870.

récemment implantées, sont devenus plus chers. Dans la mesure même où les excédents liés à l'exportation du café devenaient plus importants, les industries installées à Rio de Janeiro ou à Sao Paulo étaient moins sensibles aux difficultés d'importation que celles de Bahia, où, en raison de la crise du sucre, les possibilités d'accumulation de capitaux et d'investissements productifs étaient plus restreintes.

Dans ce contexte, l'abolition de l'esclavage en 1888 et la proclamation de la République en 1889 marquent une nouvelle étape dans la stagnation de Bahia⁵⁹. Ces deux événements, orchestrés par les Militaires et par l'oligarchie du café de Sao Paulo, signifient à la fois le dernier coup pour l'industrie sucrière de Bahia - toujours dépendante du travail servile - et un relatif éloignement des groupes dominants bahianais des centres de décisions de la politique du pays. Cela correspond donc à un point d'inflexion de la position relative de Bahia. Dans l'ensemble de l'économie brésilienne, au cours des années qui vont suivre, cette position ne cessera de se dégrader, moins en raison d'un réel effondrement économique de Bahia que du ralentissement de sa croissance par rapport à celle d'autres États du pays.

6.2. L'énigme bahianaise

On peut entrevoir à quel point l'État de Bahia avait pris du retard quand on sait qu'en 1912, il était classé, en ce qui concerne le nombre d'établissements industriels, à peine à la 12ème place. A cette époque, dans tout l'État, il n'y avait que 10.000 ouvriers industriels, alors qu'au Brésil dans son ensemble il y en avait déjà 150.481 en 1907⁶⁰. Ce décalage est encore plus net en 1920 : selon les données du recensement industriel de cette année, sur un total de 275.512 ouvriers dans tout le Pays, ils n'étaient que 16.698 à Bahia.

Certains historiens de l'économie bahianaise qui se sont penchés sur cette question parleront de "l'énigme bahianaise" ou de "l'involution industrielle de Bahia", ce qui, dans certains discours des groupes dominants de l'État, sera repris en termes d'un passé d'opulence et de prééminence en opposition à une situation actuelle de stagnation économique et de perte du prestige politique de Bahia dans l'ensemble national. Ce discours sera la base d'un mouvement politique régionaliste assez répandu à Bahia dans

⁵⁹ Ce qui explique l'évaluation négative portée par les élites économiques bahianaises sur ces deux événements, notamment l'abolition de l'esclavage. Cela, bien que la majorité de la population de Bahia soit d'origine noire. Un des porte-paroles de cette élite s'exprimera ainsi, encore dans les années 1950 : << Le processus de décadence (de Bahia) allait devenir plus intense avec la transformation du régime de travail de l'esclavage au travail libre, ou pseudo-libre, sans aucune programmation de la part du gouvernement pour faciliter la transition ... (...) Que l'on fasse abstraction des aspects moraux et humains du problème et que l'on imagine une économie basée, surtout, sur la production de 500 "engenhos" de sucre, lesquels, de son côté, dépendaient du travail esclave. On pourra voir, alors, comment cette économie a été atteinte dans ses bases par la dispersion et l'indiscipline des travailleurs et par la perte du capital qu'ils représentaient, et cela dans un moment où le produit était déjà en crise.>> (Mariani, 1977, 62-63). Remarquez que dans ce passage, il y a non seulement une interprétation économique de la question, mais aussi, une certaine hiérarchisation de cet aspect vis-à-vis des <<aspects moraux et humains de la question>>.

⁶⁰ In Azevedo (1975, 17) et Singer (1986, 213).

les années 40 et 50. Mélangeant une argumentation passéiste (Bahia a connu un passé glorieux en opposition avec la précarité actuelle), à un côté revanchard (Bahia étant un État exploité par ceux du Sud-Est du Pays), les élites économiques et politiques de Bahia vont essayer de mobiliser la population de l'État afin de peser de tout leur poids dans les prises de décisions de l'État Fédéral. Ce processus a été exhaustivement étudié chez Guimaraes (1982), lequel montre comment se sont amalgamés, dans la Bahia des années 40 et 50, un discours régionaliste bahianais à un discours nationaliste assez puissant, avec des retombées importantes sur les pratiques des principaux groupes sociaux de l'État. On y reviendra.

Malgré tout, le retard économique de Bahia vis-à-vis des États du Sud-Est et de Pernambouc, État du Nord-Est où les effets de la crise de la fin du XIX^{ème} siècle ont été moins forts qu'à Bahia, ne donne lieu à des discours régionalistes qu'avec la Révolution de 1930. Et cela pour deux raisons. D'une part, parce que dans le cadre d'une économie agraire, comme l'était celle du Brésil, le poids relatif de l'industrie était encore trop faible pour provoquer des différences régionales de développement, ces différences étaient plutôt associées à l'incidence, sur le marché externe, des produits d'exportation de chaque région du Pays. De cette manière, les effets de la crise de l'industrie sucrière ont en partie été freinés, à Bahia, par la diversification de ses produits d'exportation et, surtout, par l'essor extraordinaire de la culture du cacao, dont l'État était le principal producteur, au début de ce siècle.

D'autre part, dans le cadre du pacte inter-oligarchique en vigueur après la proclamation de la République en 1889 et jusqu'à 1930, les états de la Fédération ont gardé maints pouvoirs en matière de législation et de taxation. À l'État central revenait le rôle de la Défense et de la direction de la politique économique du pays, laquelle se cantonnait, en ligne générale, au maintien d'un taux de change favorable aux exportations des produits primaires, veillant, en outre, à soutenir leurs prix, tout spécialement celui du café.

De sorte qu'il n'existait pas une véritable intégration économique et politique du pays, mais plutôt une coïncidence d'intérêts entre les oligarchies régionales, lesquelles n'avaient d'autres points en commun que la défense du modèle agro-exportateur dominant. Ce qui permettait à chaque État de mettre en place des barrières pour défendre certaines activités économiques d'expression seulement régionales. Dans ce système de quasi autarcie économique, les industries installées à Bahia ont pu survivre, nonobstant leur infériorité en termes de compétitivité et de qualité vis-à-vis des industries semblables du Centre-Sud du Pays⁶¹.

Cependant, la révolution de 1930 vient déstabiliser cet équilibre, accélérant ainsi le déclin économique de Bahia. Décadence non seulement économique cette fois, mais aussi politique, ce qui est important pour le rayonnement du régionalisme bahianais. Dans un premier temps parce que dans la coalition qui arrive au pouvoir avec Vargas, les groupes politiques traditionnellement dominants à Bahia ne sont pas présents.

⁶¹ L'industrie bahianaise à cette époque était en grande partie artisanale. En 1930, des 2.024 entreprises industrielles existantes, seulement 61 employaient plus de 12 ouvriers, 158 en employaient entre 6 et 12, 600 entre 1 et 6 et rien moins que 1.325 entreprises employaient seulement 1 ouvrier, (Azevedo, 1975, 35).

L'oligarchie bahianaise ayant soutenu les candidats officiels à l'élection présidentielle de 1930 (l'un de ses représentants y était même le candidat à la vice-présidence), il était normal qu'après le putsch qui mena Vargas au pouvoir, elle se voit éloignée des centres de décision, centres de décision désormais placés sous la houlette du Président de la République et du Gouvernement Fédéral. De plus, le gouvernement de l'État fut mis sous le contrôle d'un jeune officier de l'Armée, officier sans aucuns rapports avec les groupes politiques de Bahia et, de plus, originaire d'un autre État de la Fédération (Ceara), ce qui, pour les politiciens bahianais, fut plutôt perçu comme <<...l'occupation militaire de Bahia et l'usurpation du pouvoir au Brésil.>>⁶²

Un représentant de l'élite politique et économique de Bahia exprimera ainsi ce sentiment d'avoir été mis à l'écart :

<< La Révolution de 1930 a eu deux grandes conséquences sur les intérêts économiques de Bahia. La première fut la chute du prestige politique de l'État, lequel n'avait aucune affinité avec le mouvement victorieux, (...). La deuxième fut l'établissement de la volonté discrétionnaire du Président de la République comme pouvoir légiférant, y compris en matière de taxation ou assimilés, tel le commerce extérieur, par exemple. (...) dans tous les cas, Bahia s'est vue exclue de toute participation à l'élaboration des politiques gouvernementales.>> (Mariani, 1977, 64)⁶³.

La cause de ce malaise peut être liée aussi, en dehors des effets politiques, au fait que sous le nouveau régime, Bahia devient fiscalement déficitaire, l'État Fédéral y dépensant moins que la valeur des impôts qui y étaient recueillis. En pratique, cela signifie le transfert de ressources de Bahia vers d'autres régions, comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau des Recettes Fiscales et des Dépenses de l'État Fédéral à Bahia (en CR\$ 1.000,00)

ANNÉES	RECETTE (R)	DÉPENSES (D)	"D"- "R"
1932	42.436	27.567	-14.869
1933	59.520	33.140	-26.380
1934	42.359	16.501	-25.858
1935	60.628	23.075	-37.553
1936	75.269	50.303	-24.966
1937	86.031	74.932	+11.099
Source : Annuaires Statistiques du Brésil entre 1936 à 1938. In : Gabrielli (1975, 42).			
CR\$: Cruzeiros			

En plus, dans la foulée du processus de centralisation politique qui s'ensuit, les états

⁶² Cité par Tavares (1987, 184).

⁶³ *L'auteur de ces phrases peut être considéré comme un authentique représentant des groupes dominants de Bahia. Directeur d'une des traditionnelles banques de Bahia dans les années 40, à plusieurs reprises nommé ministre d'État, il sera un des chefs de file de la reconversion de la bourgeoisie bahianaise dans la pétrochimie lors de l'implantation d'un pôle pétrochimique à Bahia dans les années 70.*

perdent maintes de leurs attributions, entraînant par contrecoup la fin des barrières fiscales régionales qui protégeaient les industries de Bahia, lesquelles, de par leur constitution interne, ne pouvaient pas bénéficier des mesures gouvernementales d'aide à l'industrialisation. Parmi ces mesures, l'adoption de taux de changes facilitant l'importation de biens de productions et incitant à l'installation de nouvelles industries dans le pays, impliquait une baisse de rentabilité de la production agricole, d'où l'oligarchie de Bahia tirait, nous l'avons vu, le gros de ses profits. C'est le début de ce que l'économiste Francisco de Oliveira (1985 et 1987) décrit comme l'homogénéisation du marché interne et l'internalisation de la dynamique du développement brésilien. La conséquence de ce processus à Bahia fut l'accroissement de la distance la séparant des états les plus développés du Brésil et sa marginalisation économique.

La stagnation économique de Bahia, après les années 30, est visible quel que soit l'angle sous lequel on envisage la question et quel que soit l'indice qu'on emploie. La baisse de sa participation relative dans le PIB, dans l'activité industrielle et même dans la démographie, sont indéniables. Ainsi, en 1941 l'industrie bahianaise employait 23.021 ouvriers (2,4 % du total brésilien), moins que les 23.361 recensés entre 1939 et 1940, quand ils représentaient 3,0 % de la force de travail industriel du Pays. Dans la même courte période, la participation de Bahia dans la production industrielle brésilienne chute de 1,8 % à 1,1 %⁶⁴. On peut noter que la participation de l'État dans la production industrielle nationale baissait plus vite que sa contribution à la force de travail, indice d'une moindre productivité du travail à Bahia qu'ailleurs.

Ce dernier aspect pourra être mieux visualisé par la comparaison entre la production industrielle et le nombre d'ouvriers dans les principales villes brésiliennes.

Tableau des principales villes industrielles du Brésil (1954)

VILLES	Production Industrielle en 1.000 CR\$ (P)	NOMBRE D' OUVRIERS (O)	"P"/"O" en 1.000 CR\$/ouvrier
Sao Paulo	102.774.602	439.111	234,05
Rio de Janeiro	38.706.029	213.799	181,04
Porto Alegre	5.354.753	28.681	186,70
Recife	3.477.717	25.443	136,69
Belo Horizonte	3.088.915	18.724	164,97
Niteroi	2.751.378	16.448	167,28
Salvador	2.554.334	15.303	166,92
Curitiba	2.412.635	14.564	165,66
Source : Santos (1958, 4).			
CR\$ = Cruzeiros			

En 1954, chaque ouvrier industriel dans la ville de Sao Paulo produisait en moyenne 234.050,00Cr\$ par an, tandis qu'un ouvrier employé dans l'industrie de Salvador n'en produisait que 166.920,00 pendant la même période. C'est le signe d'une productivité du

⁶⁴ In Gabrielli (1977, 35 et 39).

travail beaucoup plus élevée à Sao Paulo qu'à Bahia. Ce qui, au vu de la structure industrielle de l'État, n'est pas très étonnant : des 514 établissements industriels de Salvador, 81,5 %, soit la grande majorité, avait moins de 20 ouvriers et seulement 8 avaient plus de 200 employés. L'industrie bahianaise restait donc une industrie en majorité artisanale. De même, dans la ville de Sao Paulo, en cette même année, il y avait 29 fois plus d'ouvriers qu'à Salvador, indice très éclairant du retard industriel non seulement de la ville de Salvador elle-même, mais de tout l'État de Bahia, car 60 % de l'industrie bahianaise était située dans la capitale de l'État.

Il faut souligner, néanmoins, que cette perte d'importance n'était pas seulement industrielle. À l'instar de cette activité, l'agriculture et les services bahianais ne suivirent pas le rythme de croissance du Pays dans son ensemble⁶⁵ (en moyenne 4,71 % par an entre 1930 et 1940 et 5,49 % par an entre 1940 et 1947), ce qui a eu des répercussions

sur la participation de l'économie bahianaise dans le PIB brésilien, laquelle passe de 4,48 % en 1939 à 4,08 % en 1948 et à 4,04 % en 1958.

Population de L'Etat de Bahia et sa participation sur la Population du Pays

ANNÉE	POPULATION BAHIA (en 1.000 habitants)	% SUR POPULATION DU PAYS
1890	1.921,4	13,4
1900	2.117,9	12,2
1920	3.334,5	10,9
1940	3.918,1	9,5
1950	4.834,6	9,3
1960	5.920,4	8,4
1970	7.493,5	8,0

Source : Patarra (1986, 259).

A cette perte d'importance économique et politique il faut ajouter aussi une perte d'importance démographique. Ici encore, non que la population de Bahia commence à diminuer mais, tout en s'accroissant, cette population pèsera moins sur la population totale du Pays, comme on peut le voir dans le tableau ci-dessus.

La perte d'importance démographique, liée à l'émigration grandissante d'une partie de la population de Bahia⁶⁶ vers le Sud-Est du pays, touche aussi la ville de Salvador. En effet, après avoir été dépassée par Rio de Janeiro au XVIIIème siècle, Salvador maintiendra sa deuxième place parmi les villes les plus peuplées du Brésil jusqu'à la fin du XIXème siècle. A partir de cette époque, la vertigineuse croissance d'autres villes, spécialement de Sao Paulo, entraîne une baisse de l'importance démographique de la

⁶⁵ La participation de l'Agriculture de Bahia sur la rente agricole brésilienne passe de 6,04 % en 1939 à respectivement 5,59 % et 5,41 % en 1948 et 1958. De même, le secteur des services de l'État passe de 4,35 % en 1939, à 3,99 % en 1948 et à 3,95 % en 1958. Ces données, ainsi que celles citées dans ce paragraphe, sont extraites de Szmrecsányi (1986, 144).

⁶⁶ Selon des données citées par Patarra (1986 : 265), 368.600 personnes ont émigrés de l'État de Bahia entre 1920 et 1950. Pendant la même période les états de Rio de Janeiro et Sao Paulo ensemble reçoivent 1.278.000 immigrés

capitale de l'État de Bahia, processus concomitant de son déclin économique. Ainsi, en 1950, Salvador était encore la quatrième ville du Pays - derrière Rio de Janeiro, Sao Paulo et Recife, mais suivi de très près par Porto Alegre et Belo Horizonte. Le graphique qui suit, illustre bien ce processus, car il montre qu'à partir de 1900 Salvador a eu les plus bas taux de croissance de population parmi les grandes villes brésiliennes.

Population et Taux de Croissance Géométrique des Principales Villes du Brésil

ANNÉES / TAUX DE CROISSANCE								
Villes	1890	1900	1920	1940	1950	1890 à 1900	1900 à 1920	1940 à 1950
Belem	50.064	95.560	236.402	164.673	225.218	6,8	4,6	3,2
Fortaleza	40.902	48.369	75.536	140.901	205.052	1,7	2,5	3,8
Recife	111.556	113.106	238.843	323.177	512.370	0,1	3,8	4,7
Salvador	174.412	205.813	283.422	290.443	389.422	1,7	1,6	3,0
Belo Horizonte	-	13.472	55.563	177.004	338.585	-	7,3	6,7
Rio de Janeiro	522.651	811.443	1.157.873	1.519.010	2.303.063	4,5	1,8	4,2
Sao Paulo	64.934	239.820	579.033	1.258.482	2.017.025	14,0	4,5	4,8
Porto Alegre	52.421	73.674	179.263	259.246	375.049	3,5	4,5	3,8

Source : Recensements Brésiliens, in Patarra (1986, 262).

Ainsi, l'histoire de Bahia peut être résumée en peu de mots : après avoir été une des plus importantes régions économiques du Pays, Bahia était devenu un État décadent au cours du XXème siècle. A la veille des années 1950, c'était encore un État agricole, essentiellement agricole ⁶⁷ comme l'on disait à l'époque, avec une faible activité industrielle et un poids économique non significatif dans l'ensemble de l'économie brésilienne. Ce n'est pas donc un hasard si, dans les années 30, dès la découverte du pétrole dans la région autour de Salvador, ce produit a été reconnu par les Bahianais comme étant la dernière chance qu'avait Bahia de rattraper son retard...

Ce parcours historique, retracé ici de façon très schématique, a donné naissance à plusieurs analyses et interprétations différentes, dont certaines ont été abordées ici. Mais sur un point, il y avait un certain consensus : jusqu'à très récemment les études historiographiques sur Bahia portant sur la période coloniale et sur le XIXème, soulignaient la lente perte de vitesse économique de l'État après avoir été la région la plus riche du pays. C'est la problématique de ce qu'est convenu de nommer l'énigme bahianaise.

Nous nous intéresserons ici à la portée politique de ces analyses. Car comme nous le rappelle Giddens (1987), toute connaissance produite par les sciences humaines peut se prêter à un usage social, indépendamment de la volonté des chercheurs. Ainsi, ces études historiques renforçaient indirectement l'emprise sociale des discours de la classe

⁶⁷ En 1948 l'Agriculture correspondait à 43,48 % du Produit Interne de Bahia, tandis que l'industrie ne participait que pour 7,78 %, Szmrecsányi (1986,142.)

dominante bahianaise, discours qui soulignaient le passé glorieux de Bahia en comparaison avec sa situation actuelle.

Un discours qui avait une cible définie : la centralisation politique et économique issue de la révolution de 1930. Et un objectif clairement identifié : obtenir un rééquilibrage des rapports de pouvoir entre les élites régionales dans le pays.

Le recours des tenants de ce discours régionaliste⁶⁸ à l'histoire, vient nous montrer qu'à Bahia le passé a une importance assez particulière. Dans cet État, le futur se dessine (et se légitime) en faisant ressortir ses liens avec le passé. Autrement dit, dans les discours publics à Bahia, la référence au passé est un moyen important de légitimation.

6.3. Le Pétrole ou la Dernière Chance de Bahia.

La découverte du pétrole à Bahia, en janvier 1939, a eu un grand retentissement populaire à Salvador, où la nouvelle a fait la une de tous les journaux. Pour comprendre l'importance accordée à cet événement - à Bahia, mais ailleurs également - il faut se rappeler que prouver l'existence de pétrole dans le pays mettait en jeu, à l'époque, une question d'honneur et de salut national ; ceci parce que les espoirs placés sur l'éventualité de l'exploitation du pétrole faisaient rêver certains à une accélération du développement brésilien :

<< Le premier puits de pétrole d'un pays est une chose très, très importante. C'est le tour de clef dans la serrure qui ouvre la porte. C'est l'arrivée de Colombo en Guanaani. C'est Santos Dumont en plein vol autour de la Tour Eiffel. C'est Newton en train de regarder la chute d'une pomme. C'est le Colonel Drake qui initie, en Pennsylvanie, la série d'un million de puits qui déterminent la grandeur et l'immense pouvoir des États-Unis. Les puits artisanaux faits par Oscar Cordeiro et, ensuite, le forage prouvèrent l'existence du pétrole dans un certain point de la superficie de la Terre. Où était ce point ? Au Brésil.>>⁶⁹ .

La découverte du pétrole sur la commune même de Salvador est venue renforcer les discours régionalistes qui, depuis la Révolution de 1930, gagnaient en force à Bahia. Dans un tel contexte, le pétrole est apparu comme un facteur économique susceptible de promouvoir le développement de l'État ; attente fondée sur les représentations dominantes au Brésil, associant au pétrole le rôle de générateur de richesses et de prospérité.

Dans son étude sur les stratégies économiques et politiques des groupes entrepreneuriaux bahianais, Guimaraes (1982) nous apprend que dès les années 40, le pétrole apparaissait déjà dans leurs discours comme étant un des secteurs clefs pour redynamiser l'économie régionale. Ils revendiqueront, dans un premier temps, la priorité

⁶⁸ Discours exhaustivement étudié par Guimarães (1982) ; qui montre les liens entre le régionalisme des élites bahianaises et leur désarroi après les événements politiques de la décennie de 1930.

⁶⁹ Article de l'écrivain Monteiro Lobato publié par la première fois en janvier 1948, et publié à nouveau dans l'édition spéciale des 20 ans de PETROBRAS de la Revue PETROBRAS (septembre/octobre 1973, page 43).

pour les capitaux bahianais - éventuellement en partenariat avec des capitaux étrangers - dans l'exploitation et dans l'industrialisation du pétrole du sous-sol de Bahia. Pétrole qui à ce moment, n'était encore qu'une possibilité, devenue probable par la mise en production des premiers puits pétroliers.

Néanmoins, dans une deuxième étape, quand l'option nationaliste sur le pétrole est devenue très importante au Brésil, au cours des années 50, ces groupes vont modifier radicalement leur action : plutôt que de vouloir obtenir une participation directe dans les activités pétrolières, ils vont s'orienter davantage vers la demande d'une allocation plus substantielle des ressources de PETROBRAS à Bahia. Les nouvelles revendications visaient particulièrement l'installation d'une industrie pétrochimique dans l'État, ce qui plus tard permettra à la bourgeoisie bahianaise d'entrer dans le club très fermé de cette industrie au Brésil. Mais cela seulement dans les années 70, lors de l'implantation d'un pôle pétrochimique d'envergure à Bahia. Ce fait aura des retentissements considérables sur l'ensemble de la vie économique et sociale de l'État, notamment sur la place de l'activité industrielle dans la dynamique de l'économie bahianaise.

On voit ainsi que l'industrie pétrolière a été à la base même non seulement d'une réadaptation économique des groupes entrepreneuriaux de Bahia, mais aussi d'une diversification et industrialisation de l'État. En relativement peu de temps, d'État décadent, Bahia devient un État dynamique, où les modernes et rentables industries chimiques et pétrochimiques sont devenues les activités principales. C'est ce processus que nous décrivons maintenant.

6.3.1. Le pétrole et le renouveau de la dynamique socio-économique de Bahia

L'importance accordée au pétrole dans les discours et dans les stratégies des élites économiques de Bahia reflétait l'impact de l'industrie pétrolière dans l'économie et dans la société bahianaise. Il n'est même pas excessif d'affirmer que c'est à partir de l'arrivée de cette activité productive que l'État de Bahia reprend de l'élan et que son économie se redynamise. Car, si en 1950 l'économie bahianaise était en pleine stagnation, comme on l'a vu plus haut, l'intensification des activités de l'industrie pétrolière, notamment après la création de PETROBRAS en 1954, allait redonner une vie nouvelle à l'économie de l'État.

En effet, bien que les premières découvertes de pétrole dans le sous-sol de Bahia datent de la fin des années 30, pendant toute la décennie de 1940, les activités pétrolières y sont restées non significatives. Outre l'indécision des gouvernements vis-à-vis de la politique pétrolière à adopter, plusieurs facteurs ont contribué à établir cette situation, notamment le manque de moyens techniques et financiers de la part de l'organe public chargé de l'exploitation du pétrole à l'époque (le CNP).

Ainsi, par exemple, les dépenses annuelles du CNP, toutes dépenses comprises, n'ont pas dépassé les 250.000,00 US\$ en 1939, somme insignifiante quand il s'agit de l'industrie pétrolière. Les valeurs dépensées dans les années suivantes, malgré des montants plus significatifs, n'étaient pas davantage appropriées pour assurer le développement de l'industrie pétrolière : 1.500.000,00 US\$ par an entre 1940 et 1943 ; 2.500.000,00 par an entre 1944 et 1945 (Smith, 1978 : 60, 62 et 64).

Qui plus est, les difficultés d'accès aux régions productrices, lesquelles, bien que situées dans une région proche de Salvador (le Recôncavo), n'étaient pas reliées par un réseau routier très performant, rendaient difficiles les activités pétrolières dans la région.

En conséquence, la production de brut restait insignifiante : en 1945, elle n'a pas dépassé les 217 Baril/jour de pétrole, correspondant à seulement 0,6 % de la consommation brésilienne, qui atteignait déjà 34.021 Baril/jour. Cinq années plus tard, en 1950, pour une consommation nationale de 96.560 Baril/jour, la production, elle, ne dépassait pas les 930 Baril/jour, soit à peine 1 % de la consommation. Reflet de l'insignifiance de l'industrie pétrolière à Bahia à cette période, le nombre d'employés du CNP : à peine 342 en 1945 (Oliveira Jr., 1994 :90).

L'industrie pétrolière commence à devenir importante à Bahia à partir de 1950. C'est alors que l'ouverture d'une raffinerie de pétrole aux alentours de Salvador donne un véritable statut économique à cette industrie dans cet État. Ce processus gagne de l'ampleur après la création de l'entreprise nationale du pétrole (PETROBRAS), en 1954, avec l'expansion remarquable des activités pétrolières qui s'ensuit. à partir de ce moment, l'industrie pétrolière dont le poids symbolique se faisait déjà sentir, gagne une dimension plus visible : dorénavant, l'industrie pétrolière va devenir le secteur clef de toute l'économie bahianaise, animé d'incontournables débats et enjeux.

Lorsqu'elle entre en fonction, la Raffinerie Nationale de Pétrole ⁷⁰ (la première raffinerie appartenant à l'État au Brésil), était prévue pour raffiner seulement la petite production pétrolière du Recôncavo ⁷¹ bahianais ; ce qui explique sa petite taille initiale, à peine 400 m3/jour de capacité de raffinage pour un effectif d'environ 400 employés. A vrai dire, elle avait une signification plus symbolique qu'économique (elle était censée démontrer la capacité de l'Etat d'assurer le développement de l'industrie pétrolière du pays).

Le choix technologique adopté dans cette raffinerie, basé essentiellement sur le "cracking" thermique, ainsi que la décision de la placer dans une région proche des zones productrices (et non des centres consommateurs), ne laissent pas de doute sur le caractère expérimental de l'initiative. Le "cracking" thermique, outre le déphasage technologique de cette technique vis-à-vis des techniques de raffinage les plus modernes pratiquées à l'époque, ne permettait l'obtention que d'un petit nombre de dérivés du pétrole ; justement les dérivés aux valeurs ajoutées les plus faibles. Ce choix technologique restera très controversé parmi les techniciens et responsables de l'industrie pétrolière, surtout en raison des difficultés d'adaptation de la technologie initiale aux changements techniques survenus suite aux agrandissements successifs de Mataripe.

Malgré tout, au fur et à mesure que la production de pétrole de Bahia augmentera, la raffinerie de Mataripe sera modernisée et agrandie. Il en va de même pour le nombre d'ouvriers qui ira croissant. De cette façon, déjà en 1953, a lieu le premier

⁷⁰ Plus connue à Bahia sous le nom de Raffinerie de Mataripe ou, tout simplement, de Mataripe - en référence au lieu-dit où elle est située. Ici, on gardera ces deux dénominations, ainsi que celle de RLAM, sigle de la Raffinerie Landulpho Alves de Mataripe, son nom officiel depuis octobre 1955.

⁷¹ Région qui entoure la baie de Tous les Saints, à l'entrée de laquelle Salvador de Bahia est située.

agrandissement de Mataripe, doublant sa capacité de raffinage, laquelle passe de 400m³/jour à 800m³/jour ; en 1955, un nouvel accroissement porte cette capacité à 1.600m³/jour.

Tout cela pour faire face à la production de brut qui ne cessait de croître dans la région productrice de Bahia. Cette production qui était de l'ordre de 430 m³/jour en 1954, passe à 880m³/jour en 1955 et à 1.760m³/jour en 1956, obligeant ainsi les responsables de PETROBRAS à prévoir d'autres extensions pour la Raffinerie de Mataripe, ainsi que des transformations technologiques plus adaptées aux caractéristiques physico-chimiques du pétrole bahianais.

Vers la fin des années 50, résultat d'une politique plus agressive en termes d'exploration et de forage de PETROBRAS, la production de brut atteint des niveaux inattendus. Entre 1954 et 1960, par exemple, elle s'est vue multipliée par 30, atteignant 12.900 m³/jour, l'équivalent de 30 % de la consommation interne du pays. Face à cette croissance accélérée de la production pétrolière à Bahia, la direction de PETROBRAS décide de transformer la raffinerie de Mataripe en une véritable raffinerie moderne, notamment par l'introduction de la technique du cracking catalytique et par l'augmentation de la capacité de raffinage à 6.600 m³/jour. Dans la mesure où cette décision aura des retentissements sur le niveau de qualification et sur la politisation de la main d'oeuvre de PETROBRAS à Bahia, nous reviendrons sur ce thème plus tard. Pour l'instant, il suffit de souligner que cette croissance rapide des activités pétrolières (aussi bien de l'exploration que de la production et du raffinage) à Bahia entraînera plusieurs modifications dans la structure économique et dans la vie sociale.

Ces effets seront visibles tout d'abord par l'accroissement du nombre de salariés dans l'industrie du pétrole. Bien que l'état des archives de PETROBRAS⁷² pour la période d'avant 1960 ne nous permette pas d'établir avec certitude le nombre exact de ses salariés pendant les années 50, plusieurs indices, recueillis au travers de sources différentes, démontrent la croissance vertigineuse de l'effectif de l'entreprise pétrolière à Bahia, au cours de la décennie 1950.

Le tableau suivant, par exemple, établi par la géographe Maria A. Silva (1972) sur la base d'un échantillon de 40 % des fichiers individuels de tous les employés de PETROBRAS à Bahia en 1971, met en évidence que jusqu'à cette époque, le plus grand nombre d'embauches réalisées par l'entreprise avaient eu lieu entre 1950 et 1960, 71 % du total plus précisément.

Tableau d'embauche par année et par secteur à petrobras (seulement 40 % des fichiers consultés)

période	travailleurs embauchés	travailleurs embauchés dans
----------------	-------------------------------	------------------------------------

⁷² Nous n'avons pas eu accès à toutes les archives de l'entreprise. Mais, tout du moins pour les archives auxquelles nous avons eu accès, cela est valable. Ceux qui ont été amenés à travailler avec des archives au Brésil ont pu souvent remarquer, l'état déplorable dans lequel se trouvent ces archives. Le souci de la préservation de la mémoire au Brésil est un phénomène assez récent. En ce qui concerne l'état des archives les plus anciennes de PETROBRAS, une bonne indication nous est donnée par le fait que dans une publication de l'entreprise de 1994, censée retracer l'évolution de sa croissance, parmi les différentes données statistiques citées, les seules à ne pas être répertoriées au delà des années 60 sont celles qui font référence aux Ressources Humaines.

	dans le raffinage	l'extraction
jusqu'à1950	83	168
1951	28	54
1952	50	87
1953	27	137
1954	90	128
1955	61	149
1956	73	265
1957	64	499
1958	112	378
1959	153	263
1960	75	96
1961	40	50
1962	54	62
1963	70	32
1964	12	116
1965	8	35
1966	-	147
1967	-	65
1968	-	33
1969	-	5
1970	-	3
TOTAL	1.000	2772
Source : Silva(1972 ; 35)		

Ceci explique qu'en décembre 1958, PETROBRAS employait directement déjà 6.853 travailleurs à Bahia ; nombre qui, pour les seuls ouvriers des activités d'exploration et de production de pétrole, avoisinait les 10.000 en 1960 ; à ceux-là, il faut ajouter aussi les employés de la raffinerie de Mataripe qui, d'après le journal A TARDE du 13/06/61, étaient environ 3.000. Ainsi, les 13.000 salariés de PETROBRAS représentaient 26 % des 50.000 emplois industriels de l'État de Bahia en 1960. Néanmoins, à partir de cette date, l'effectif bahianais de PETROBRAS tend à se stabiliser : en 1964 il était de 13.238 employés, donc à peine plus important qu'en 1960⁷³.

Le poids de l'industrie du pétrole sur le marché du travail de Bahia ne s'est pas limité au nombre d'ouvriers qui y étaient occupés. Au niveau de la qualification et des salaires, la politique menée par PETROBRAS représenta un changement vis-à-vis du modèle dominant dans l'industrie bahianaise.

⁷³ Les données avancées dans ce paragraphe proviennent de sources différentes. Les données pour décembre 1958 ont été publiées par le quotidien A TARDE le 20/01/59, dans le cadre de la Conférence du Pétrole. Déjà les données concernant le nombre de salariés à PETROBRAS pour l'année 1960 sont avancées par l'économiste Francisco de Oliveira dans son étude sur la conscience de classe à Bahia (1987 : 63) ; pour le nombre de salariés dans l'industrie bahianaise nous avons utilisé l'étude de Castro (1995) sur la dynamique du marché du travail à Bahia depuis 1950 ; finalement, pour l'année 1964 nous avons utilisé la thèse de la géographe Déa Erdens (1973), laquelle a pu consulter les archives de l'entreprise en 1971.

En 1960, par exemple, 64 % des travailleurs du pétrole à Bahia gagnaient entre 6.001,00 et 10.000,00 CR \$, ce que seulement 0,9 % de la population active de l'État percevait (Oliveira, 1987 :65). Les salaires plus élevés de l'entreprise pétrolière étaient le reflet d'un niveau de qualification plus important : en 1964, 80 % des employés de PETROBRAS étaient considérés comme qualifiés ou semi-qualifiés (Erdens, 1973 :30). Ce qui explique que 60 % des techniciens travaillant dans l'industrie de Bahia étaient des employés de PETROBRAS en 1960.

Mais, plus encore que par ces conséquences directes, l'influence de PETROBRAS s'est faite sentir à Bahia par des effets indirects. Ainsi, les ressources financières investies par l'entreprise du pétrole à Bahia, que ce soit sous la forme de salaires⁷⁴ ou d'achats réalisés sur le marché bahianais, vont favoriser le développement du commerce et des services. Le nombre de personnes occupées dans le commerce bahianais, par exemple, passe de 43.925 en 1950 à 61.554 en 1960 ; de même, dans les services, le nombre de salariés augmente de 24.350 en 1950 à 30.557 en 1960.

Comme conséquence de ces tendances sur le marché du travail, l'emploi total dans les activités non agricoles à Bahia passe de 104.643 à 142.134, ce qui représente une croissance de 36 % en termes absolus⁷⁵.

Le poids des activités pétrolières dans ce processus peut être rendu visible par la comparaison entre les investissements de PETROBRAS et le PIB de Bahia (voir tableaux ci-après). Si en 1955 les investissements de PETROBRAS correspondaient à 1 % du PIB et à 8,1 % du PIB industriel de l'État, en 1960 ces investissements représentaient respectivement 6,6 % et 55,9 %. Ces valeurs sont proches de celles de 1966, quand PETROBRAS contribuait à hauteur de 6,1 % du PIB de Bahia.

Participation des investissements de petrobras dans le PIB de Bahia (1955-1966) valeurs en millions de cruzeiros de 1973

⁷⁴ Le total des salaires payés par PETROBRAS à Bahia correspondait à 10,4 % de tout le PIB industriel de l'Etat en 1960. Pourcentage qui monte à 17 % en 1961 et à 48 % en 1962, d'après les données citées par Azevêdo(1975 : 89).

⁷⁵ Données adaptées de l'étude de Castro sur la dynamique du marché du travail à Bahia, (Castro, 1995 :16).

PIB de Bahia			Investissements de PETROBRAS		%		
ANNÉE	TOTAL(a)	Industrie(b)	Totaux(c)	Raffinage (d)	c/a	c/b	d/b
1955	3.958,8	470,9	38,1	5,8	1,0	8,1	1,2
1956	4.154	536,1	73,2	18,8	1,8	13,7	3,5
1957	4.644,4	609,3	192,1	86,9	4,2	31,7	14,3
1958	5.020,9	654,7	338,3	189,9	6,4	51,6	29,0
1959	5.078,9	642,9	375,5	239,2	7,4	66,9	37,2
1960	5.496,2	643,9	360,0	141,6	6,6	55,9	22,0
1961	5.240,0	570,1	345,3	57,4	6,6	60,6	19,1
1962	5.575,0	470,6	375,8	65,4	6,7	79,9	13,9
1963	5.385,2	502,2	382,7	44,5	7,1	76,2	8,9
1964	6.108,3	519,4	363,0	52,7	5,9	69,9	10,2
1965	6.732,2	548,4	447,8	34,6	6,7	81,6	6,3
1966	6.842,1	597,6	415,3	48,0	6,1	69,5	8,0

Source : FGV et PETROBRAS, cité par Azevêdo, 1975 : 71 et 95.

Si ces valeurs, en ce qui concerne le PIB total de l'État (PETROBRAS y prenant part pour 6 à 7 % après 1958), montre l'importance certaine des activités pétrolières pour l'économie bahianaise, ce sont les données concernant le rapport entre les dépenses de l'entreprise du pétrole et le PIB industriel bahianais qui nous permettent de regarder de plus près l'influence du pétrole dans le regain de dynamisme de l'économie de l'État. PETROBRAS à elle seule, en effet, était responsable, dans les années 60, pour plus de 50 % (83 %, en 1965) de toute la production industrielle de l'État.

Toujours dans le cadre des effets indirects du pétrole sur l'économie de Bahia, il faut citer les achats réalisés par PETROBRAS chez les commerçants bahianais. Le tableau ci-après nous indique, en pourcentage, la participation des achats réalisés par l'entreprise nationale du pétrole dans le commerce de Salvador, par rapport au total des investissements de l'entreprise dans l'État. Ainsi, entre 1958 et 1963 l'entreprise pétrolière consacra systématiquement plus de 20 % de ses investissements dans l'État, à l'achat, dans le commerce de Bahia, de produits nécessaires à son activité.

Investissements de PETROBRAS à Bahia (%)

ANNÉE	ACHATS A SALVADOR	CONSTRUCTION DE ROUTES	SALAIRES	TOTAL
1958	21,5	34,2	44,3	100
1959	34,0	17,4	48,6	100
1960	27,5	19,5	53,0	100
1961	27,7	17,4	54,9	100
1962	28,4	8,8	62,8	100
1963	20,1	6,1	73,8	100
1964	18,0	2,7	79,3	100
1965	20,4	10,0	69,6	100
1966	14,4	4,8	80,8	100
1967	10,5	1,5	88,0	100
1968	9,6	1,2	89,2	100
1969	-	1,9	98,1	100

Source : Azevedo (1975 :98).

En plus des achats directs, l'entreprise eut une action importante dans la construction et l'entretien du réseau routier bahianais. Selon la géographe Déa Erdens (1973 : 44) PETROBRAS aurait été directement impliquée dans la construction de 588,4 Km de routes bitumées dans l'État de Bahia ; sans compter les routes construites par le gouvernement de l'État mais en partie financées par l'entreprise du pétrole. Bien que ces routes restent concentrées dans les zones productrices de brut, elles ont été importantes pour relier ou améliorer les liaisons routières entre Salvador et les villes pétrolières de Bahia ; ceci renforcera, par contrecoup, la position de Salvador en tant que métropole régionale.

Une des conséquences indirectes de l'existence de réseaux routiers rendant possible les déplacements quotidiens entre le lieu de travail et le lieu de résidence, sera qu'un nombre de plus en plus important de travailleurs de PETROBRAS choisiront la capitale de l'État comme lieu d'habitation. Si, au début de l'activité pétrolière, dans les années 50, la majeure partie des employés de PETROBRAS étaient obligés d'habiter dans les villes proches des unités de production de l'entreprise (au niveau du raffinage il y avait même une ville ouvrière), ils étaient déjà environ 44 % à habiter Salvador en 1971 (Silva, 1972) ; pourcentage qui dans les années 80 avoisinera les 80 %. Ce fait est important, car il nous aide à comprendre pourquoi les effets de l'industrie pétrolière ont été plus marqués à Salvador que dans les autres villes de l'État.

L'ensemble de ces données met en évidence le poids de PETROBRAS et de l'industrie pétrolière sur l'économie bahianaise au cours des années 50 et 60. Le résultat de ce processus fut une relative revitalisation de l'économie de l'État, où l'activité industrielle crut à des taux annuels de 8,9 % entre 1949 et 1959 (période de démarrage et d'expansion accélérée des activités pétrolières) ; taux qui retombent à 4,5 % entre 1959 et 1965 (période de stabilisation de l'industrie pétrolière à Bahia).

Dès lors, on comprend pourquoi l'industrie pétrolière avait tant d'importance dans les discours politiques à Bahia pendant les années 50 et 60. Dans le contexte d'un État soumis à un processus de perte de vitesse économique et de perte de prestige politique

de ses élites au niveau national, le développement des activités pétrolières fut perçu comme une bouffée d'air frais, l'oxygène capable de redonner vie et vigueur à l'économie et à la société bahianaise.

6.3.2. Industrialisation et urbanisation à Bahia

Malgré tout, l'arrivée du pétrole n'a pas signifié une complète transformation de la structure économique et sociale de l'État de Bahia. Cela pour plusieurs raisons. D'une part, parce que la production pétrolière, une fois passée la période de croissance accélérée des années 50, commence à croître plus lentement dans les années 60 ; par suite d'une raréfaction des nouveaux gisements pétroliers. En effet, dans la mesure où les nouvelles découvertes se faisaient plus rares, il y avait moins d'investissements nouveaux de PETROBRAS à Bahia. D'autre part, à la stabilisation des activités pétrolières, il faut ajouter le manque d'intégration de ces activités à l'ensemble de l'économie bahianaise ; malgré leur poids, elles n'ont pas eu l'effet multiplicateur qu'on pouvait en attendre dans les années 50.

Ce dernier aspect fut remarqué, déjà en 1970, par des techniciens de la Banque Interaméricaine pour le Développement (BID), dans un rapport sur l'économie de Bahia :

<< En vérité, l'activité pétrolière se développe de manière presque autarcique, avec une intégration limitée vis-à-vis de l'économie de l'État.>>. (cité in Azevedo, 1975 :85).

Ainsi, une fois passé le boom de l'exploration de pétrole et des agrandissements de la raffinerie de Mataripe, vers le milieu des années 60, l'industrie pétrolière ne pourra plus assurer à elle seule l'expansion de l'économie bahianaise. C'est le moment où d'autres industries commencent à arriver à Bahia, attirées par les avantages fiscaux que le gouvernement fédéral commence à mettre en place dans l'ensemble de la région Nord-Est.

Le fait que PETROBRAS était établie à Bahia, a certainement compté dans le choix d'installation des nouvelles industries ; mais, dorénavant, la dynamique économique régionale ne sera plus exclusivement dépendante des seules performances de l'industrie pétrolière. Cela, même si, sur le plan symbolique, le pétrole et la PETROBRAS resteront encore pendant longtemps la "grande" industrie à Bahia.

Toujours est-il qu'à partir des années 70 Bahia accélère son développement industriel de façon remarquable ; le secteur secondaire croît à des taux de 25 % par an entre 1970 et 1978. De même, le PIB de Bahia augmente de 233 % entre 1970 et 1980, tandis que le PIB industriel de l'État croît de 413 % dans la même période. En conséquence, le secteur industriel augmente sa part dans le PIB bahianais : il passe de 20 % de ce PIB en 1967 à 40 % en 1980 (Ferreira, 1985 :93).

Cette extraordinaire croissance eut pour cadre deux grands investissements, où la participation de l'Etat fédéral fut fondamentale. La première de ces initiatives fut l'ouverture du Centre Industriel d'Aratu à la fin des années 60, situé dans la région urbaine de Salvador. L'autre, fut l'implantation, à partir de la moitié des années 70, d'un Pôle Pétrochimique à Camaçari, ville également située dans la région urbaine de Salvador. Ces deux investissements, tout en profitant des bases industrielles lancées par

PETROBRAS, vont donner un caractère plus consistant et plus diversifié à l'industrie dans l'État de Bahia.

Pour cela, d'autres facteurs que le pétrole, ont joué un rôle important. Le premier, par ordre chronologique, fut l'amélioration des réseaux routiers reliant Salvador au Sud du pays. La construction de la route Rio-Bahia va favoriser, dès les années 1950, l'intégration du marché bahianais au marché du Centre-Sud brésilien. Si dans un premier temps cette intégration porte un coup fatal aux anciennes industries bahianaises, elle favorise, dans le même temps, l'installation de nouvelles industries dans l'État ; celles-ci viendront, attirées par les avantages fiscaux que l'Etat fédéral commence à mettre en oeuvre dans la région Nord-Est, ainsi que par la possibilité, rendue effective grâce aux nouvelles conditions d'acheminement, d'exporter leur production vers le Sud et le Sud-Est du pays.

Il est nécessaire, toutefois, d'insister sur l'importance, dans ce processus, de la politique brésilienne d'incitation à la délocalisation industrielle. En effet, dès les années 50, la réduction des inégalités régionales du pays apparaît comme une des priorités de la planification économique de l'Etat. Sous l'influence des économistes de la CEPAL, les gouvernements successifs brésiliens adoptent plusieurs mesures pour intégrer la région Nord-Est au développement industriel du pays. Parmi ces mesures, il faut souligner la création de la Banque du Nord-Est en 1952 - sous le gouvernement Vargas - et, surtout, la création de la SUDENE (Superintendance pour le Développement du Nord-Est) en 1959 - dans le cadre du Plan du gouvernement Kubitschek.

En arrière-plan à ces mesures, il y avait la montée en force des idées prônant le développement basé sur la planification économique ; il y avait aussi la volonté, affichée par les politiciens populistes, d'amplifier la taille du marché intérieur brésilien par le biais de l'intégration des régions les plus démunies face à la logique d'expansion industrielle. Ceci dans un contexte où les idées nationalistes étaient devenues hégémoniques dans l'ensemble de la société brésilienne, rendant les gouvernements plus soucieux des conséquences politiques des disparités régionales. Ils craignaient, notamment, que les différences régionales ne donnent lieu à des revendications indépendantistes de certains États.

C'est ce qui ressort du discours de celui qui a été à l'initiative de la SUDENE et un des partisans les plus engagés pour la planification étatique au Brésil, l'économiste Celso Furtado :

<< L'inégalité économique atteignant un certain degré tend à s'institutionnaliser. (...) Si un tel phénomène venait à se produire au Brésil, pays de grande extension territoriale, la formation de groupes régionaux géographiques pourrait menacer la plus grande conquête de notre passé : l'unité nationale.>> (in : Furtado, Celso. *A Operação Nordeste, Rio de Janeiro, ISEB, 1959, cité par Oliveira, 1985 : 135).*

Dans cette même logique, le gouvernement met en place un dispositif juridique ⁷⁶ permettant à toute entreprise voulant s'installer dans la région Nord-Est du pays ⁷⁷ de bénéficier d'importantes réductions d'impôts et de conditions de financement assez favorables. Cela va entraîner l'afflux d'une quantité conséquente d'investissements dans

⁷⁶ Qui est connu comme "dispositif" 34/18 ou FINOR.

la région, notamment industriels.

Dans son étude sur l'influence des investissements subventionnés à Bahia, conçus dans un cadre visant le développement de l'industrie, Azevedo (1975 : 111) cite des données qui témoignent de la croissance du taux de profit des industries installées dans la région Nord-Est.

Ainsi, en 1967, alors que le taux moyen de remboursement des investissements industriels se situait autour de 13 % par an pour l'ensemble du pays, dans la région Nord-Est ce taux était de 22 % par an, soit presque le double du taux national. Cela malgré les désavantages relatifs du Nord-Est vis-à-vis du Centre-Sud du pays : éloignement des marchés consommateurs, offre d'infrastructures insuffisante, marché du travail inadapté, etc.

Quoi qu'il en soit, l'ensemble de ces mesures gouvernementales a réussi à attirer un certain nombre d'entreprises vers la région. Ce qui ramena les taux de croissance du PIB de la région Nord-Est à des taux proches des taux de croissance de l'économie brésilienne, renversant ainsi une tendance presque séculaire. Selon des données avancées par Almeida et alii (1993 : 3 et 4), le PIB brésilien croît de 327 % entre 1965 et 1990, tandis que le PIB du Nord-Est croît de 318 % durant la même période. La proximité entre ces deux taux de croissance économique est encore plus perceptible si l'on compare les taux de croissance annuelle dans ce même laps de temps : 6% en moyenne pour l'ensemble national et 5,9 % pour la région Nord-Est.

TAUX DE CROISSANCE ANNUELLE DU PIB(%)		
PÉRIODES	BRÉSIL	NORD-EST
1959-1967	5,07	5,74
1967-1973	11,20	7,09
1973-1980	7,04	9,02
1980-1983	2,34	3,85
1983-1986	6,94	10,98
1987-1990	0,80	1,10

Source : Almeida et alii, 1993 :14.

L'évaluation de cette politique de développement régional a donné lieu à un débat économique très riche sur les effets de la planification étatique.

D'un côté, certains mettent en avant la dénaturation du projet originel de la SUDENE par les gouvernements issus du coup d'Etat de 1964. Selon eux, la conséquence fut la reproduction, dans le Nord-Est, du même modèle inégalitaire et oligopolisé déjà dominant dans le Sud-Est. De plus, ce sont les industries à haute technologie et appartenant à de grands groupes entrepreneuriaux, nationaux ou étrangers, qui ont été attirées vers la région ; de ce fait, leur influence sur l'emploi ou sur le niveau de la cohésion interne des économies régionales a été très faible au vu du volume d'investissements et des apports financiers de l'Etat. Autrement dit, pour les tenants de ces idées, dont l'économiste

⁷⁷ Région administrative comprenant les Etats de Bahia, Sergipe, Alagoas, Pernambuco, Paraíba, Rio Grande do Norte, Ceará, Piauí e Maranhão (pour plus de détails voir carte dans les annexes).

marxiste Francisco de Oliveira est devenu un porte parole, les mesures d'aide à l'industrialisation du Nord-Est, mises en place par les gouvernements brésiliens après 1964, étaient un leurre ; loin de promouvoir un véritable développement de la région, elles n'ont eu comme véritable conséquence que l'augmentation des taux de profit des grands groupes qui venaient s'y installer. Les aides gouvernementales sont donc interprétées ici comme un moyen de favoriser le "grand capital", avec peu de retombées au niveau des économies régionales du pays.

A l'opposé, d'autres économistes, sans nier le fait que ce sont surtout les grandes entreprises qui ont pu bénéficier des mesures d'aides de l'Etat, attirent l'attention sur les influences indirectes que la présence d'industries modernes pouvaient avoir sur la région. Albert Hirschman⁷⁸, par exemple, soulignera le côté novateur des investissements industriels à haute technologie dans la région ; ainsi, l'industrialisation subventionnée dans le Nord-Est brésilien, tout en étant un élément d'accumulation de capital pour les grands entrepreneurs, allait entraîner des changements dans la structure de classe et dans les rapports de force dans les Etats de la région⁷⁹.

Sans vouloir trancher entre ces deux visions dichotomiques, développées au moment même de la mise en application des politiques gouvernementales, les analyses qui se développent aujourd'hui, tendent à mettre en évidence la portée locale de ces mesures ; si au niveau de l'ensemble régional, les effets des projets ont été loin d'entraîner une dynamique propre, pouvant supplanter les vieilles structures économiques et sociales héritées du passé colonial, au niveau de certaines micro-régions néanmoins, les changements sociaux provoqués par l'arrivée des industries ont été loin d'être négligeables. C'est la conséquence d'une forte concentration industrielle autour des grandes villes de la région, notamment Salvador, Recife et Fortaleza.

à première vue, sur ce point, ces auteurs seraient davantage proches des idées d'Hirschman ; cependant ils s'efforcent de démontrer que non seulement les effets entraînés par l'industrie dans le Nord-Est ont été limités, mais que de plus ils ont été très concentrés dans certaines grandes villes.

Les données avancées par Rocha et Soares (1993 : 18), par exemple, montrent que les seuls Etats de Bahia, Ceará et Pernambuco ont accueilli beaucoup plus que 50 %, voire 60 ou 70 % selon les années, de tous les investissements aidés par le gouvernement fédéral, entre 1972 et 1988. Et, même parmi ces trois Etats - les plus peuplés et les plus importants économiquement de la région -, le partage de l'aide de l'Etat fédéral ne s'est pas réalisé de façon équitable : l'Etat de Bahia étant celui qui en a le plus profité, comme l'atteste le tableau ci dessous.

Participation des états de Bahia, Pernambuco et Ceara sur le total des aides gouvernementales à l'industrie

⁷⁸ Cité in Oliveira, 1985: 17.

⁷⁹ L'importance de ce débat pour notre sujet tient au fait qu'il sous-tend certaines théorisations sur la structure de classe dans le Nord-Est. Ainsi, Francisco de Oliveira (1987) soutiendra, par exemple, que l'inexistence d'une bourgeoisie locale à Bahia, conséquence des investissements venus d'ailleurs, n'a pas permis le développement de la conscience de classe chez les ouvriers bahianais ; ce qui, à l'instar de Guimarães et Castro (1995), nous paraît fort réducteur.

dans le nord-est (%).

ANNÉES	BAHIA	PERNAMBUCO	CEARÁ	SOMME DES TROIS ÉTATS
1972	40,07	20,72	8,73	69,52
1973	35,93	22,03	7,49	65,45
1974	20,88	18,36	4,17	43,41
1975	42,47	23,08	6,75	72,30
1976	34,60	16,83	7,87	59,30
1977	50,67	14,85	9,84	75,36
1978	43,14	15,92	9,29	68,35
1979	32,63	15,37	11,57	59,57
1980	20,46	23,23	14,33	58,02
1981	19,93	21,80	17,15	58,88
1982	18,50	20,45	19,52	58,47
1983	18,10	18,88	22,86	59,84
1984	23,79	18,55	21,82	64,16
1985	23,97	16,45	24,17	64,59
1986	14,56	16,48	28,66	59,70
1987	15,87	14,75	28,92	59,54
1988	16,44	10,68	28,51	55,63

Source : Rocha et Soares, 1993 : 18.

Dans ce processus, certaines caractéristiques de Bahia la plaçaient dans une situation privilégiée vis-à-vis des autres États du Nord-Est. La première de ces caractéristiques était sa position géographique ; étant, parmi les États du Nord-Est, le plus proche de la région Sud-Est du pays, Bahia attirera les industries souhaitant, en priorité, exporter une partie de leur production vers les marchés de Rio de Janeiro et São Paulo. Cet avantage sera d'autant plus valorisé que les réseaux routiers reliant les deux régions se sont considérablement améliorés et amplifiés au cours des années 60 et 70. L'importance de ce phénomène est telle que, au début des années 80, plus de 50 % de la production des nouvelles industries de Bahia était tournée vers le Centre-Sud du pays.

Un autre avantage de Bahia fut la dimension de son marché potentiel : non seulement parce que c'était l'État le plus peuplé de la région, mais aussi à cause de la taille importante de sa capitale, ce qui rendait plus facile une adaptation du marché du travail régional aux exigences des nouvelles industries. Il faut également prendre en compte le fait que la présence des activités pétrolières à Bahia offrait d'importantes possibilités de débouchés pour certaines industries ; car, dès sa création en 1954, PETROBRAS, pour assurer la continuité opérationnelle de ses activités, était devenue une importante consommatrice de produits métallurgiques, mécaniques et chimiques. Dans la mesure où un des critères permettant de bénéficier des aides fiscales du dispositif 34-18/FINOR était la fabrication de substituts aux produits importés par le pays et que, de plus, la politique de PETROBRAS était d'inciter à la production dans le Brésil des produits dont elle avait besoin, les industries métallurgiques et mécaniques installées à Bahia auront PETROBRAS comme un de ses principaux clients.

De même, l'offre en quantité industrielle de certaines matières premières comme le gaz naturel, le pétrole et ses dérivés (que ce soit comme source d'énergie ou comme matière première de l'industrie chimique et pétrochimique), donnait à la région proche de Salvador (le Recôncavo) un avantage relatif non négligeable. Ce fut, d'ailleurs, un des facteurs qui pesa sur la décision du gouvernement fédéral de placer à Bahia un important pôle pétrochimique dans les années 70. Un indice de l'importance de cet avantage, est que, vers le début des années 80, les matières premières utilisées par l'industrie bahianaise étaient en majorité originaires de Bahia : 85 % du total en ce qui concerne les industries chimiques et pétrochimiques et 48 % pour les autres.

Enfin, et surtout, la politique régionaliste, menée par le gouvernement de l'Etat et par les élites économiques de Bahia, visant à attirer des investissements privés et à faire pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils allouent d'avantage de ressources publiques à l'Etat, porte ses fruits à partir des années 70. Un exemple nous en est donné par Suarez (1986) dans son étude sur les négociations pour l'installation de l'industrie pétrochimique à Bahia ; il nous montre, en particulier, comment la bourgeoisie et le gouvernement de Bahia ont réussi à convaincre la technobureaucratie de l'Etat fédéral de placer un pôle pétrochimique à Bahia. Ils sont parvenus, notamment, à faire passer leur idée, déjà ancienne, du besoin, sur le plan économique, d'une intégration de l'industrie pétrolière à l'industrie pétrochimique dans l'Etat. Argumentant contre les projets de construction de nouvelles unités de production pétrochimiques dans une région proche des centres consommateurs, idée chère aux entrepreneurs de São Paulo, ils vont mettre en avant les dommages, pour la sécurité du pays, d'une telle concentration industrielle. Cet argument ne pouvait pas ne pas toucher les Militaires, en général sensibles aux questions liées à la sécurité nationale. Il était en effet très important d'obtenir le soutien de l'Armée, qui jouissait alors du monopole du pouvoir politique, et des bureaucrates liés à l'industrie pétrolière, en faveur de la "solution bahianaise" contre le puissant lobby des 'paulistes'.

D'ailleurs, l'action militante des élites politiques et économiques bahianaises pour le développement industriel de Bahia commence à faire pression sur l'Etat fédéral après 1964. A partir de ce moment, comme l'a bien montré Guimarães (1982), les groupes régionalistes bahianais ne vont plus vouloir faire du régionalisme un mouvement mobilisateur des masses ; préférant, désormais, agir dans l'ombre, ils feront pression directement sur l'appareil étatique (fédéral ou de l'état) afin de défendre leurs intérêts.

Nous pouvons même interpréter la montée de la planification régionale à Bahia, mise en place dans les années 50 (l'Etat de Bahia est parmi les premiers à avoir créé des organes publics de planification régionale), comme un des indices que la mobilisation populaire n'a jamais été véritablement un des objectifs majeurs des groupes régionalistes à Bahia ; ou plutôt, que le régionalisme n'a pas misé uniquement sur la mobilisation populaire pour faire entendre la voix des "intérêts bahianais".

De toute manière, au cours des années 60 et 70, l'action des hommes politiques et des entrepreneurs bahianais sera centrée sur les contacts avec les hauts responsables du régime issu du coup d'Etat de 1964. Ces rapports se faisaient surtout par la médiation du gouvernement de l'Etat de Bahia, lequel avait la fonction de rassembleur des demandes régionalistes et aussi d'acteur engagé dans la planification étatique.

En ce sens, par exemple, il joua un rôle non négligeable, à la fin des années 60, dans la viabilité du Centre Industriel d'Aratu (CIA)⁸⁰ : que ce soit par l'aménagement du territoire qu'il entreprend, par l'exonération d'impôts locaux qu'il concède aux entreprises, ou même par la concession presque gratuite qu'il fait des terrains aux nouvelles industries. Il n'est pas excessif d'affirmer que le gouvernement de Bahia est, en grande partie, responsable du relatif succès de cette initiative.

L'ensemble de ces facteurs expliquera le fait que Bahia accueillera la majeure partie des investissements aidés dans la région Nord-Est : 36,1 % du total jusqu'en 1983 (Santos, 1982 : 1). Et ce n'est pas tout, car non seulement elle accueille la plus grosse part des investissements, mais de plus ce sont les industries les plus dynamiques qui viennent s'installer. Dans leur étude sur la dynamique économique des États de Bahia, Pernambuco et Ceará, Rocha et Soares (1993 : 6 et 7) montrent que 75 % des industries de Bahia pouvaient être considérées comme dynamiques⁸¹ (il s'agit des industries chimiques, pétrochimiques, métallurgiques et mécaniques), tandis que dans les deux autres États il y avait prédominance des industries textiles et alimentaires, considérées comme moins lucratives que celles de Bahia.

Ainsi, nous pouvons affirmer que de tous les États de la région Nord-Est du Brésil c'est l'État de Bahia qui a le plus bénéficié des aides gouvernementales d'incitation à l'industrialisation. De ce que nous venons de voir, nous pouvons considérer également que cela tient aussi bien à certaines caractéristiques socio-économiques et géographiques de Bahia qu'à l'action politique de ses élites.

L'importance de l'industrie pétrolière dans ce processus est double ; d'un côté parce que les activités pétrolières à Bahia jetèrent les bases permettant l'implantation d'autres types d'industries, en particulier les industries pétrochimiques ; d'un autre côté, le pétrole a été un élément fédérateur des intérêts des groupes régionalistes de Bahia, car c'est autour de l'industrie pétrolière que le régionalisme bahianais a pris forme de façon concrète.

Par ailleurs, l'importance du pétrole et des aides gouvernementales pour l'industrialisation de Bahia est reconnue par les propres entrepreneurs. Selon les données d'une enquête réalisée par la SUDENE, auprès des responsables des entreprises installées dans toute la région Nord-Est (SUDENE, 1988 : 39), l'existence de certaines matières premières régionales était identifiée comme le facteur déterminant de leur choix de localisation pour 40 % des industries installées à Bahia. De cette même enquête, il ressort que les aides gouvernementales ont été le facteur déterminant du choix de Bahia pour 22 % des entreprises : la conquête du marché bahianais n'était reconnue comme

⁸⁰ Il s'agit d'un complexe industriel situé aux alentours de Salvador.

⁸¹ Selon une typologie industrielle qui privilégie les aspects technologiques et la rentabilité des industries ; de cette manière, un des indicateurs les plus importants pour la détermination du degré de dynamisme (selon eux, la capacité de réinvestissement) d'une activité industrielle est l'excédent produit par chaque travailleur, c'est-à-dire la productivité du travail. Ainsi, l'écart entre les industries installées à Bahia et celles installées à Pernambuco et à Ceará devient visible dès lors qu'on compare la productivité du travail ; tandis que chaque travailleur industriel de Bahia produisait l'équivalent de 239,00 cruzeiros en 1985, les travailleurs de Pernambuco et Ceará ne produisaient respectivement que 107,00 et 76,00 cruzeiros.

ayant été importante dans leur décision que pour 13,5 % d'entre elles.

6.3.3. Les conséquences de l'industrialisation à Bahia

Tout ce processus, dont l'industrie pétrolière fut la première manifestation, entraîna de profondes transformations dans la structure et dans la vie sociale de l'État de Bahia.

Le développement industriel fit augmenter le poids des travailleurs industriels dans le marché du travail bahianais, en même temps qu'il provoqua, par ses effets indirects, la montée du salariat dans l'économie de l'État (cf. tableau ci-après). De surcroît, l'industrialisation fut une des causes des migrations vers les villes, surtout en direction de Salvador et de sa région urbaine.

Cela en raison de plusieurs facteurs. Tout d'abord, par la croissance de l'emploi industriel et des services : entre 1950 et 1980, 97.152 nouveaux emplois industriels ont été créés ; de même, dans le commerce et dans les services 294.318 nouveaux postes ont été offerts ; Et si l'on compte l'emploi non urbain, 758.237 emplois ont été créés dans l'ensemble de l'économie bahianaise. En conséquence, le travail salarié devient majoritaire dans l'État de Bahia à partir de 1980 ; l'arrivée de PETROBRAS, puis après, d'autres industries, fut à l'origine de l'expansion de rapports sociaux monétarisés, notamment à travers le salariat, dans la société bahianaise.

Participation des salariés dans la population active de Bahia (%)

ANNÉE	Participation du salariat dans la population active totale	Participation du salariat dans la population active non-agricole
1950	36,9	65,2
1960	30,4	60,6
1970	40,0	71,2
1980	53,8	71,6

Source : Castro, 1995 :31.

Non que la monnaie, et les rapports monétarisés, étaient inexistantes à Bahia, mais dans le cadre d'une société où l'agriculture de subsistance et les rapports non monétarisés étaient très développés, comme c'était le cas de la société bahianaise d'avant 1950, les échanges strictement monétaires étaient minoritaires. C'est dire toute l'importance économique, et aussi symbolique, du développement des activités industrielles à Bahia.

Cependant, cela ne signifie pas que les nouvelles industries, ou les activités induites par elles, aient intégré dans le marché du travail formel toute la population 'marginale' de Bahia. Comme on peut l'observer dans le tableau ci-dessous, l'augmentation relative des salariés n'a pas signifié pour autant une réduction importante des travailleurs autonomes, synonyme du sous-emploi au Brésil.

Catégories Professionnelles de la population active non-agricole de Bahia (%)

ANNÉE				
CATÉGORIES PROFESSIONNELLES	1950	1960	1970	1980
EMPLOYÉS	65,2	60,6	71,2	71,6
EMPLOYEURS	3,9	1,6	1,3	1,7
AUTONOMES	28,6	36,2	26,9	26
NON-REMUNERES	2,3	1,6	0,6	0,7
TOTAL	100	100	100	100
Source : Castro 1995 : 32.				

Liée étroitement à l'arrivée des industries, l'urbanisation prend de l'essor à Bahia. Et, dans la mesure même où la plupart des nouvelles activités économiques se sont installées autour de Salvador (en 1980, 50 % des industries bahianaises y étaient concentrées), c'est là que les effets de la croissance urbaine se feront sentir le plus fortement.

Entre 1950 et 1991, la population de la seule ville de Salvador est multipliée par 5,1 (un des taux de croissance les plus forts parmi les grandes villes brésiliennes) ; la plaçant, ainsi, au rang de troisième ville la plus peuplée du Brésil : avec une population de 2.056.000 d'habitants, elle dépassait légèrement la population de Belo Horizonte, capitale du puissant État de Minas Gerais⁸². Cette urbanisation accélérée profite aussi aux autres villes proches de Salvador. Sa région urbaine qui n'avait que 463.300 habitants en 1950, en possédait 5,3 fois plus en 1991 : 2.472.000.

Cette croissance démographique induit une activité débordante de l'industrie du bâtiment à Salvador. A tel point que vers le milieu des années 80 Salvador était la deuxième ville, juste après São Paulo, en nombre de constructions de bâtiments d'habitation dans le pays. Cette fièvre de la construction change le visage de la ville : des nouveaux quartiers émergent dans un court laps de temps ; le centre commercial et administratif se déplace vers des zones plus ouvertes et moins congestionnées que le vieux centre historique. De grandes avenues sont ouvertes pour faciliter le trafic urbain, surtout en direction des nouveaux quartiers résidentiels.

Ces transformations de l'espace urbain de Salvador ont lieu en moins de dix ans, surtout à partir de 1975. Des données citées par Ferreira (1985 : 228), montrent que sur les 243 entreprises de construction de bâtiments en activité à Salvador en 1981, 54 % avaient été créées depuis 1975. L'installation du Pôle Pétrochimique de Camaçari à partir de cette date, avec la création, en moins de 5 ans, de plus de 20.000 emplois industriels directs relativement bien payés⁸³, a sans doute joué un rôle important dans ce processus.

Ainsi, en relativement peu de temps, de profondes transformations économiques et

⁸² Ce qui peut être expliqué par la concentration de la population récemment émigrée de la campagne vers la ville de Salvador ; tandis qu'ailleurs cela se faisait aussi vers les villes de la région urbaine. Ainsi, si Salvador est la troisième ville du pays en population, sa communauté urbaine n'occupe que la sixième place. Malgré tout, que ce soit pour les données de la ville elle-même ou de la région urbaine, la capitale de Bahia est parmi celles qui a eu les taux de croissance les plus élevés depuis les années 50, au Brésil.

sociales ont eu lieu à Bahia. État décadent et agraire en 1950, il devient un État doté d'une importante concentration industrielle dans les domaines de la chimie et de la pétrochimie, fers de lance de la dynamique de l'économie régionale.

De plus, la ville de Salvador qui, à l'instar de l'État dont elle est la capitale, était en déclin économique et en perte de vitesse démographique par rapport aux autres grandes villes du pays, regagne du dynamisme⁸⁴.

Ces transformations n'ont pas été provoquées par une seule cause, ou par un seul type de facteurs : les caractéristiques géographiques de l'État de Bahia, ses matières premières, les politiques menées par le gouvernement fédéral et par le gouvernement de l'État, etc. en sont les principaux, mais pas les seuls. A l'instar de Guimarães (1982), ce que nous avons essayé de montrer ici est l'importance qu'a pris un certain régionalisme bahianais dans ce processus.

Non que le régionalisme à lui seul puisse tout expliquer ; tout compte fait, les acteurs régionaux de Bahia ne maîtrisaient pas toutes les données de la politique nationale. Cependant, le régionalisme a été une idéologie assez mobilisatrice au sein des élites régionales et, même, pendant un certain temps, des classes populaires à Bahia, pour qu'on le prenne au sérieux.

Mais, pourquoi le régionalisme a-t-il pu être si puissant à Bahia ? C'est autour de cette question que nous souhaitons maintenant développer quelques réflexions générales ; cela, sans avoir nullement la prétention d'épuiser un thème vaste et complexe, qui vaudrait, à lui seul, une thèse.

⁸³ En août 1980, les salaires les plus bas sur l'échelle salariale de ces travailleurs se situaient autour de 4,5 salaires minimums, pouvant monter jusqu'à 15 salaires minimums pour les techniciens et jusqu'à 50 pour les ingénieurs. Pour avoir une idée de la valeur relativement élevée de ces salaires, il faut les comparer avec les revenus moyens de la majorité de la population de Bahia : à la même époque 37,1 % des familles disposaient d'un revenu familial ne dépassant pas trois salaires minimums et seulement 28 % des familles avaient un revenu familial supérieur à 8 salaires minimums. Ces données ont été extraites de Ferreira (1985 : 100 et 136).

⁸⁴ Bien que cela dépasse le cadre spatio-temporel de cette thèse, il faut souligner ici que ce dynamisme perd de l'élan vers la fin des années 80 et, surtout, dans les années 90. Cela tient à plusieurs raisons, la plus importante étant, peut-être, le désengagement progressif de l'Etat dans l'économie (et nous savons combien le rôle de l'Etat a été important pour l'économie du Nord-Est : par les aides aux entreprises privées, ou par l'action directe des entreprises nationales, dont PETROBRAS et sa branche pétrochimique). De plus, la crise de l'ensemble de l'économie brésilienne et l'ouverture du MERCOSUL (marché commun dont le Brésil fait partie avec l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay) déplace les intérêts industriels vers les régions Sud et Sud-Est, plus proches des nouveaux marchés potentiels ; ainsi, les avantages relatifs de la région Nord-Est deviennent moins attractifs qu'auparavant. Cela provoquerait une re-concentration industrielle dans les régions Sud/Sud-Est, faisant chuter la participation des autres régions (surtout le Nord-Est) dans le PIB brésilien, comme le fait remarquer l'économiste Clélio Campolina Borges dans une interview au journal A FOLHA DE SÃO PAULO du 6/06/96. Par ailleurs, ce serait la source d'une augmentation des revendications régionalistes de certains hommes politiques "nordestins". Ce qui commence à inquiéter les Militaires ; dans le même n° du journal cité, l'ex-ministre de la Marine exprimait ainsi son souci : << Nous pouvons arriver au point où, si ce n'est l'intégrité et la défense nationale (encore pour combien de temps ?), nous aurons perdu le sens de l'unité, mis en péril par les égoïsmes et les ressentiments régionaux...>> ; nous voyons par là, combien les questions régionales demeurent importantes au Brésil.

6.3.4. Pétrole et régionalisme bahianais

Ainsi, Bahia qui sortait d'un long processus de décadence économique et politique, avec la découverte et l'exploration du pétrole sur son territoire dans les années 50, s'engage dans un processus d'industrialisation assez important ; lequel provoque des transformations structurelles non négligeables dans la société et dans l'économie bahianaise.

Quoiqu'il en soit, nous pouvons affirmer que l'arrivée de PETROBRAS et, après les années 60, d'autres industries, fut à l'origine de l'expansion des formes monétarisées des rapports sociaux, notamment du salariat, dans la société bahianaise. Non que la monnaie fût inconnue, ou les rapports monétarisés complètement inexistantes, mais, d'une façon générale on accepte l'idée qu'ils étaient minoritaires dans l'ensemble de la société bahianaise. Ceci était particulièrement vrai dans les campagnes, où habitait la majorité de la population de l'État.

Il n'en demeure pas moins que l'arrivée de l'industrie après les années 50 a beaucoup modifié cette situation. Que ce soit par l'augmentation du nombre de salariés, par l'arrivée des femmes sur le marché du travail, etc., plusieurs indices témoignent de changements structurels importants dont les effets ont été abordés dans les sections antérieures.

Toute l'évolution historique et économique de l'État de Bahia, reprise ici à partir des versions de quelques-uns de ses historiens, a une double importance pour notre étude. D'une part, en situant le contexte socio-économique dans lequel le syndicalisme des ouvriers du pétrole s'est déployé au fil du temps. D'autre part, parce que ce processus a souffert de l'influence de l'action de plusieurs acteurs de Bahia, en particulier de ceux qui étaient engagés dans le régionalisme. Par rapport à ce thème, le pétrole a été un symbole unificateur des revendications régionalistes bahianaises ; raison pour laquelle il n'est donc pas surprenant que la dynamique économique de l'État ait été assurée par les activités pétrolières et pétrochimiques.

Dès lors on comprend l'importance symbolique du pétrole à Bahia pendant la période qui va des années 50 jusqu'aux années 80.

En effet, lors de la découverte du pétrole à Bahia, les groupes politiques et économiques les plus puissants de l'État (surtout les représentants du capital financier et commercial) vont saisir l'événement pour développer une stratégie visant à favoriser leur participation dans cette activité économique. Stratégie qui se plaçait donc à contre-courant de la logique centralisatrice et étatisante qui commençait à devenir hégémonique dans les centres de décision de l'État Fédéral.

Dans ces conditions, les discours tendaient à davantage souligner l'importante contribution que Bahia, c'est-à-dire ses élites économiques, pouvait accorder au développement du pays :

<< Bahia qui a fait l'indépendance politique du Brésil peut maintenant, avec ses ressources, faire l'indépendance économique du pays. Partout dans notre littoral affleure "l'or noir" .⁸⁵ >>.

Comme nous le savons, l'orientation donnée à l'industrie pétrolière brésilienne institue le

Monopole d'État sur l'activité en 1953, avec la création de PETROBRAS. Les critiques à l'encontre de cette mesure qui vont se faire entendre dans certains milieux sociaux de Bahia ne porteront pas sur le principe du Monopole lui-même, mais plutôt sur la discrimination faite aux intérêts bahianais :

<< Malheureusement la passion nationaliste (...) dont est issu le monopole d'Etat, fit que ne revinrent à Bahia que les faibles royalties de 5 % sur la valeur du brut extrait.>> (Mariani, 1977, 96).

Dès lors, les revendications "bahianaises" sur le pétrole, au fur et à mesure que la production des gisements pétroliers de Bahia augmente, vont insister sur la nécessité d'orienter l'industrie pétrolière vers le développement des régions productrices. Cette proposition, à cette époque, n'était autre qu'une référence détournée à l'État de Bahia, le seul producteur de pétrole du Brésil jusqu'aux années 1960. Cet argument sera par la suite repris par la presse locale et, même, par le gouvernement de l'Etat :

<< ... ainsi, il nous paraît indispensable de fixer dès maintenant, en tant que principe, que la politique nationaliste du pétrole et le programme de PETROBRAS doivent considérer la production de brut comme un facteur d'accélération délibérée du développement de la région productrice.>>. (Rapport du Centre de Planification et d'Études - CPE - du Gouvernement de l'Etat de Bahia, cité par Guimaraes, 1982, 139).

L'industrie pétrolière sera donc un des sujets autour desquels le régionalisme bahianais - au niveau économique et politique en tout cas - se développera.

En ce sens, tout au long des années 50 et 60, cette idée sera reprise dans la presse bahianaise. Plusieurs articles souligneront la disproportion entre la production pétrolière bahianaise - qui a connu, rappelons-le, un essor important dans les années 50 - et les avantages obtenus par l'État. Ainsi, lors de la mise en application de nouveaux prix des combustibles, jugés trop défavorables à l'économie de Bahia par rapport à celle d'autres États, le prestigieux JORNAL DA BAHIA publiait dans son éditorial une violente critique à l'encontre de la passivité des hommes politiques bahianais concernant ce sujet :

<< Pour quelle raison le gouvernement de l'État, les hommes et les organisations investies de l'autorité pour parler au nom de Bahia et de ses intérêts, restent-ils en silence, acceptant comme fait acquis un acte injuste contre notre peuple ? (...) le moment est venu que des hommes politiques bahianais assument toutes leurs responsabilités de représentants de Bahia ; cela par amour pour notre État, tellement riche en possibilités et méritant tellement de meilleurs jours.>> (in : JORNAL DA BAHIA 06/11/58).

Par ailleurs, le plus grand quotidien de l'État de Bahia, A TARDE, soutiendra une campagne publique pour la défense des "revendications des bahianais sur le pétrole" au début de l'année 1958 ; ce qui allait rendre possible la mise en place de plusieurs manifestations de groupes sociaux de Bahia (les étudiants, les associations représentatives du patronat, etc.) en faveur de l'adoption, par l'entreprise nationale du

⁸⁵ Discours du Président de l'Association Commerciale de Bahia en 1946, cité in Guimaraes (1982, 84). Notons qu'à cette époque la production de pétrole de la région ne dépassait pas 217 bpj (barils pour jour), ce qui correspondait à peine à 0,7 % de la consommation brésilienne. L'image de l'or noir affleurant partout à Bahia reflétait, donc, beaucoup plus un programme d'action (intensification des activités pétrolières) qu'une réelle représentation de cette industrie.

pétrole, d'une politique plus favorable à l'État de Bahia.

En tout cas, en ce qui concerne la période durant laquelle l'industrie pétrolière s'implantait à Bahia, une bonne démonstration du consensus régionaliste sur le sujet fut la réalisation, en janvier 1959, d'une Conférence sur le Pétrole au siège de l'Association Commerciale de Bahia. Le caractère régionaliste de cette initiative - dont le mot d'ordre était : "Bahia unanime pour la défense de ses justes revendications"- fit qu'elle obtint le soutien de diverses forces politiques et du principal journal de Bahia, le quotidien "A TARDE".

A la fin de la Conférence, ce journal publia un document intitulé "La Charte du Pétrole", où il était question de proposer au gouvernement fédéral plusieurs mesures pour que PETROBRAS participe plus effectivement au développement de Bahia. Parmi ces propositions, les plus importantes étaient :

- a) l'augmentation des royalties payées par PETROBRAS au gouvernement de l'Etat et aux Mairies des communes où étaient situés les puits producteurs de pétrole ;
- b) l'agrandissement de la Raffinerie de Mataripe, installée aux environs de Salvador ;
- c) la création d'une industrie pétrochimique à Bahia, faisant profiter l'État de sa production pétrolière et de gaz naturel ;
- d) la réduction des prix des dérivés du pétrole à Bahia ;
- e) la nomination d'un Bahianais à la direction de PETROBRAS ;
- f) la construction de routes par PETROBRAS, dans les régions productrices de pétrole ; etc.

Dans cette même édition du journal A TARDE (24/01/59), plusieurs représentants de la société bahianaise exprimèrent leur soutien aux idées défendues lors de la conférence, parmi lesquels un représentant du syndicat des ouvriers du pétrole, qui affirmait :

<< Nous donnons notre soutien à cette Conférence en raison surtout de son objectif central : la défense des intérêts de Bahia en tant que grand producteur du pétrole brésilien. Et cela parce que la Rédemption de Bahia ainsi que l'amélioration des conditions de vie de ses travailleurs et de son peuple dépendent en grande partie, en ce moment, de la prise en considération de ces revendications.>> (A TARDE, 24/01/59, Charte du Pétrole).

C'est dire combien les demandes régionalistes étaient mobilisatrices parmi les groupes sociaux bahianais.

Nous verrons plus tard que quelques-unes de ces demandes réapparaîtront dans les discours syndicaux des ouvriers du pétrole dans les années 60, ce qui semble confirmer la thèse de Guimaraes (1982) selon laquelle les ouvriers ont accepté sans réserve les discours régionalistes de la bourgeoisie bahianaise. Cependant, il faut préciser aussi que lorsque ces demandes reviennent dans les discours ouvriers, elles sont chargées d'une autre logique que celle des groupes entrepreneuriaux de Bahia. C'est du fait même des cheminements des constructions symboliques qu'un discours sorti de son milieu d'origine prend des connotations nouvelles ; lesquelles le chargent d'un sens nouveau, pas nécessairement identique ou compatible avec le sens originel.

Le journal A TARDE, par ailleurs, menait depuis mai 1958 une intense campagne pour convaincre les forces politiques de l'Etat de peser de tout leur poids pour influencer les prises de décision du gouvernement fédéral concernant le pétrole. Ainsi, tout au long de l'année en question, plusieurs articles aux titres fort évocateurs vont paraître : " Le Pétrole et les États" et "Le Pétrole, la Constitution et Bahia" le 13/03/58 ; "Bahia et le Pétrole" le 8/04/58 ; "Le Pétrole n'est pas à Nous" le 12/04/58 ; "Le Pétrole dans l'Économie Bahianaise" le 29/04/58 ; "Est-ce que le Gouvernement Fédéral sait où est Bahia ?" le 28/05/58 ; "Bahia continue d'être endommagée" le 29/05/58, etc.

Un autre signe de l'étendue de ce régionalisme bahianais fut la mise en place, dans tout l'Etat de Bahia, d'une grève générale de trente minutes le 29/09/61. Cette grève, à l'initiative conjointe de l'Association Commerciale de Bahia et du journal A TARDE, prétendait mobiliser la population bahianaise autour de l'idée du déplacement du siège administratif de PETROBRAS vers Salvador, lequel siège était situé à Rio de Janeiro depuis la création de l'entreprise en 1953.

L'histoire de cette manifestation illustre très bien la puissance du régionalisme bahianais, nonobstant l'aspect purement symbolique de cette grève - à peine une demi-heure - et le peu de conséquences pour l'économie régionale (selon le journal cité, elle fut suivie surtout dans le secteur commercial de Salvador). Son importance, malgré sa courte durée, tient au fait qu'elle a réussi à unir plusieurs groupes sociaux autour d'une action régionaliste.

Les promoteurs de cette campagne régionaliste avaient bien à l'esprit qu'en termes économiques, l'implantation d'une industrie pétrochimique dans l'État était le moyen le plus sûr pour dynamiser l'économie bahianaise. Sentiment exprimé, dès son rapport annuel de 1958, par la puissante Banque de Bahia :

<< ... PETROBRAS est aujourd'hui le plus grand investissement industriel dans l'État et celui qui pourra avoir l'action la plus décisive sur son développement. Malgré le fait que les résultats des activités de l'entreprise pétrolière ne soient pas directement incorporés à l'économie bahianaise (seulement 5 % de royalties sur la valeur du pétrole produit), les bénéfiques indirects de son activité, que ce soit par la participation de l'État à l'impôt unique sur la production ou par ses dépenses opérationnelles ou ses investissements, stimulent les activités économiques régionales. Cette stimulation deviendra encore plus grande avec les agrandissements actuels, et futurs, de la raffinerie de Mataripe, ce qui rendra possible l'installation d'une industrie pétrochimique d'importance.>> (Rapport annuel de 1958 de la Banque de Bahia, cité par Guimarães, 1982 : 168).

Cette citation est importante pour plusieurs raisons. D'une part, parce qu'elle témoigne de l'intérêt que les groupes économiques et politiques de Bahia (et la Banque de Bahia regroupait les deux à la fois) portaient à l'industrie pétrolière ; d'autre part, parce qu'elle laisse voir que dès les années 50, l'industrie pétrochimique apparaissait déjà comme une des priorités pour que les activités pétrolières puissent devenir un levier du développement local.

Ce qui expliquerait la persistante action politique des groupes politiquement et économiquement hégémoniques de l'État dans le sens de l'implantation et de l'accroissement de l'industrie pétrochimique à Bahia.

Cette stratégie allait porter tous ses fruits au cours des années 70, avec la décision du gouvernement fédéral d'installer dans le Recôncavo, le plus important pôle intégré de cette industrie. Selon Suarez (1984), qui a exhaustivement étudié le processus de prise de décision du gouvernement, l'action orchestrée des groupes entrepreneuriaux et politiques de Bahia a été très importante pour convaincre les Militaires et les technocrates brésiliens du bien fondé de la décentralisation d'une industrie si importante pour l'économie nationale.

Néanmoins, la revendication régionaliste qui allait s'avérer la plus mobilisatrice au niveau de la population bahianaise fut la demande de nomination de personnes nées à Bahia pour diriger la compagnie pétrolière. Ce fut aussi la demande qui eut le plus de succès en termes de résultat immédiat.

En effet, bien que le premier P.D.G. de PETROBRAS ait été un militaire ayant fait sa carrière politique à Bahia, la présence, à la direction de l'entreprise pétrolière, de personnes liées aux groupes politiques bahianais se faisait de plus en plus rare. Ainsi, tout au long de la deuxième moitié des années 50, l'idée qu'un Bahianais devait siéger à la tête de la compagnie pétrolière s'est renforcée ; cette idée faisait même partie de la "Charte du Pétrole" issue de la Convention du pétrole, tenue par le journal A TARDE et par l'Association Commerciale de Bahia en janvier 1959.

De même, les politiciens bahianais essaieront, à la même époque, de participer au processus de nomination des dirigeants de PETROBRAS, mais, sans succès. C'est ce que nous apprend le texte suivant de 1960, signé par le gouverneur de Bahia, lequel, par ailleurs, avait été le premier P.D.G. de PETROBRAS :

<< ... nous avons perdu récemment la bataille en faveur de la nomination d'un Bahianais pour la direction de PETROBRAS ; nous ne croiserons pas les bras, nous allons insister autant de fois que cela sera nécessaire, jusqu'à ce que cette revendication, plus que juste, soit prise en compte ...>> (cité par Guimarães, 1982 : 192).

Cependant, c'est seulement à partir du moment où les syndicats des ouvriers du pétrole de Bahia deviennent des acteurs de poids dans la politique interne de PETROBRAS que la nomination à la tête de PETROBRAS de personnes nées à Bahia ou liées aux "intérêts bahianais", deviendra une norme.

En effet, dans les premières années de la décennie 1960, les syndicats des salariés bahianais de PETROBRAS obtiennent une légitimité assez importante au sein de l'entreprise, devenant ainsi des interlocuteurs incontournables de la direction de la société. Dans une conjoncture où les syndicats deviennent la principale base d'appui du gouvernement, après la montée au pouvoir de Goulart en 1961, les syndicalistes du pétrole de Bahia vont marchander leur soutien aux plans gouvernementaux contre un plus grand pouvoir dans la définition de la politique pétrolière ; ce qui s'est fait surtout par la nomination à la direction de la compagnie pétrolière de personnes proches des positions nationalistes des syndicats.

Autrement dit, une des revendications majeures du régionalisme, originellement portée par les groupes dominants à Bahia, ne sera satisfaite qu'à partir du moment où elle sera intégrée dans les stratégies politiques des syndicalistes bahianais du pétrole. Nous

reviendrons sur ce point, et voulons seulement, ici, souligner l'empreinte que le régionalisme a laissé sur les "petroleiros" de Bahia. D'où l'importance que nous y accordons.

Ainsi, indépendamment des effets pratiques des revendications des élites économiques et politiques de Bahia, nous pensons, avec Guimarães, que leur principale conquête fut la création d'un consensus à Bahia autour de << ... l'idée que la politique nationale du pétrole devait aussi être évaluée par ses effets régionaux.>> (Guimarães, 1982, 86). Autrement dit, les critères d'évaluation basés sur les prémices régionalistes, sont devenus des critères légitimes pour évaluer l'action de PETROBRAS à Bahia.

Nous trouvons disproportionné, en revanche, d'appréhender ce processus en termes de pacte de classes entre la bourgeoisie bahianaise et les travailleurs de Bahia, ou même de PETROBRAS, comme le soutien Guimarães. Malgré le consensus obtenu autour de l'idée régionale, la façon de l'interpréter était très différente : pour les syndicalistes du pétrole le régionalisme était un moyen d'asseoir leur pouvoir à l'intérieur de l'entreprise et d'augmenter leur légitimité face à la base ouvrière ; pour les groupes dominants de Bahia, le régionalisme était un moyen de faire passer leurs intérêts comme étant les intérêts de tout l'État de Bahia ; en ce sens, ils n'ont réussi que très partiellement.

Cependant, il faut aussi souligner que, dans la mesure même où cela se faisait dans un contexte national où l'idéologie nationaliste devenait hégémonique, le régionalisme bahianais ne se posait pas comme étant le contraire du nationalisme, mais comme son complément.

Nous reviendrons sur ce sujet lors de l'analyse de l'action syndicale des ouvriers du pétrole, mais d'ores et déjà nous voulons souligner ici que dans les représentations sociales des Bahianais à cette époque, l'industrie pétrolière au Brésil, dans une perspective nationaliste, ne pouvait pas être dissociée de l'avenir de Bahia et réciproquement. C'est-à-dire, être régionaliste à Bahia était une des façons possibles d'être aussi nationaliste. Les revendications régionalistes visaient à donner à Bahia les moyens de participer effectivement à la construction nationale. Puisque Bahia était alors le seul État producteur de brut, il fallait augmenter les investissements dans l'industrie pétrolière dans cet État pour permettre au Brésil d'atteindre une autosuffisance pétrolière. Dans ces représentations le pétrole n'était pas seulement une activité économique essentielle pour l'économie bahianaise, mais aussi une source de fierté et d'orgueil pour les Bahianais.

D'une certaine manière, cette fierté et cet orgueil de la contribution bahianaise à l'industrie nationale du pétrole se maintiendra jusqu'au début des années 1980. C'est à ce moment seulement que la production pétrolière de l'État commence à baisser, en même temps que la mise en production des puits situés sur la plate-forme continentale projetée l'État de Rio de Janeiro à la première place parmi les États producteurs de pétrole du Brésil. Dès lors, les Bahianais ne pourront plus se vanter du fait que leur État était presque le seul producteur de pétrole du pays.

Participation de l'État de Bahia dans la production brésilienne de pétrole

Année	Production de pétrole du	Participation de Bahia
-------	--------------------------	------------------------

	Brésil (1.000 m3)	dans la production nationale (%)
1954	158	100
1955	321	100
1960	4.708	100
1965	5.428	100
1970	9.534	81,2
1975	9.979	68,6
1980	10.562	43,6
1985	31.752	14,4
1990	36.634	11,1
1993	37.048	9,3

Source : PETROBRAS, Principais Indicadores, 1994.

Mais, encore à la fin des années 70, l'écrivain régionaliste bahianais Jorge Amado, écrivait sur le pétrole et son importance symbolique à Bahia :

<< Dans la nuit de Bahia, où d'innombrables étoiles brillent dans le ciel, où la lune éclaire les caboteurs et le vieux fort, une nouvelle lumière étincelle au loin dans l'obscurité. C'est un éclat de feu montant dans le ciel rougeâtre vers le fond du golfe, sur les berges du fleuve Paraguaçu. (...) Cette clarté qui illumine la nuit vient des raffineries de Mataripe, c'est le pétrole de Bahia, richesse du peuple brésilien. (...) Les compagnies impérialistes ne niaient plus l'existence du pétrole. Au contraire, maintenant elles étaient les premières à affirmer que notre pays était très riche en or noir. Seulement elles convoitaient pour elles seules l'exploitation des puits, elles voulaient nous voler notre richesse. (...) Et finalement, nouvelle victoire du peuple avec l'adoption de la loi du monopole d'État et la création de PETROBRAS. Ce feu qui scintille dans la nuit de Bahia vient de Mataripe, des installations de la PETROBRAS, du pétrole bahianais. La nouvelle étoile qui illumine les ténèbres a été placée là par la main du peuple>>. (Amado, 1989, 343 ; traduction de l'édition brésilienne de 1978).

Nous avons bien à l'esprit qu'un texte littéraire n'est pas nécessairement une expression des représentations sociales d'une époque et d'une population. Mais, s'agissant d'un auteur si populaire et admiré à Bahia, comme l'est Jorge Amado, on peut supposer néanmoins que ses idées ont eu un certain retentissement auprès du public bahianais.

Mais, par la suite, l'épuisement des réserves pétrolières dans l'État fera décroître l'importance de Bahia dans la production de pétrole brésilienne, surtout à partir des années 80.

C'est aussi le moment où les discours de défense des "intérêts bahianais" par les groupes dirigeants régionaux se déplaceront vers l'industrie pétrochimique qui commençait à s'installer à Bahia.

Dès lors, la symbolique du pétrole à Bahia allait perdre beaucoup de sa signification. Commence la période du désenchantement de l'industrie pétrolière à Bahia, qui devenait une industrie comme les autres, excepté au regard de son passé.

6.3.5. Régionalismes et nationalisme au Brésil

Pour parler du régionalisme bahianais il faut avoir à l'esprit cette phrase que nous avons entendu de la bouche, lors des entretiens, d'un Bahianais très fier de l'être : "les Bahianais ne sont pas des régionalistes, mais ils n'ont pas honte d'être bahianais".

Il voulait dire par là que le régionalisme bahianais était un peu différent de celui des Paulistes ou des Cariocas ; le régionalisme de ces derniers était d'un type conquérant, impérialiste, voulant s'imposer à l'ensemble de la population brésilienne comme étant le nationalisme. Tandis que, pour ce Bahianais, le régionalisme bahianais était plutôt un régionalisme défensif, de préservation de l'identité régionale vis-à-vis d'une identité nationale qui s'étendait à partir du Sud-Est. Autrement dit, les régionalismes du Centre-Sud, suivant la tendance d'expansion économique, se sont métamorphosés en "nationalisme".

Tout cela paraît contradictoire, mais nous semble synthétiser la problématique des tensions entre les régionalismes (pas seulement celui de Bahia) et le nationalisme au Brésil.

Par rapport au régionalisme bahianais, cela est d'autant plus contradictoire qu'un des symboles majeurs du nationalisme brésilien était constitué par les traditions "préservées" de Bahia ; la Bahia mythique des chansons de la musique populaire, des romans de Jorge Amado et d'une pléiade de poètes qui ont chanté les "charmes" de Salvador de Bahia.

Toutefois, la contradiction ici n'est qu'apparente. Car, la montée en force du nationalisme et celle du régionalisme bahianais sont les deux visages d'un même phénomène : la construction d'identités sociales à partir de stratégies politiques spécifiques. Nationalisme et régionalismes, chacun à leur manière, exprimaient des idées auxquelles quelques couches de la population s'identifiaient.

Mais l'essentiel à souligner ici est que tant le nationalisme que le régionalisme bahianais se sont construits dans un rapport au temps qui prenait en compte aussi bien le passé (par le biais d'une idéalisation de celui-ci) que le futur (d'où le côté mobilisateur qui leur est commun).

Ainsi, malgré certaines différences très nettes, l'évolution du nationalisme brésilien et du régionalisme bahianais suivent le même chemin. C'est-à-dire, un chemin politique d'abord, jusqu'à l'arrivée au pouvoir du régime militaire de 1964, pour devenir ensuite de plus en plus culturel. Ainsi la culture qui avait un sens "politique" jusqu'en 1964, devint ensuite presque exclusivement culturelle, objet d'inter-reconnaissance culturelle entre les gens.

Le régionalisme de Bahia, présente quelques différences par rapport aux régionalismes d'autres États du pays. Pas seulement par l'idéalisation du passé (après tout, l'idéalisation d'un certain passé est une des caractéristiques de toute identité sociale de type régionaliste), mais surtout par la "culturalisation" de ce régionalisme.

A Bahia, on ne revendique pas seulement un passé propre (ce qui a donné lieu aux stratégies des groupes dominants de Bahia), on revendique aussi une culture propre,

différente de celle du reste du pays. Dans les années 70, la fierté des Bahianais sera d'abord visible dans les manifestations culturelles liées au carnaval et à la musique (voir Risério, 1984), même si son utilisation politique demeurera d'actualité dans les discours de certains de ses politiciens.

Cette revendication culturelle exaltée sera une exception dans le pays (excepté le cas du "Rio Grande do Sul", avec toute l'exaltation du "gaúcho"). Il y a d'autres régionalismes au Brésil : dans le cadre de la région Nord-Est, par exemple ; mais ici, c'est toute une région qui est concernée et pas seulement un État. D'ailleurs, le régionalisme du Nord-Est n'a jamais été très puissant à Bahia, où les gens se revendiquent d'abord en tant que bahianais et moins en tant que nordestins. Ces deux régionalismes, construits sur la même base (i.e. le désir des élites d'augmenter leur pouvoir politique et économique dans l'ensemble national) auront des cheminements différents. Car, tandis que le régionalisme du Nord-Est deviendra très vite un régionalisme d'élites, à Bahia, il conservera toujours un caractère populaire très développé.

Cette problématique nous rappelle que l'identité brésilienne s'est construite et se construit dans la diversité de différentes identités régionales. La spécificité de Bahia est, peut-être, plus de degré que de nature ; une série de circonstances historiques et culturelles ont fait que le régionalisme culturel de Bahia est devenu plus puissant ; ce qui explique, peut-être, que les Bahianais n'ont pas honte d'être bahianais vis-à-vis de la culture officielle construite dans le Sud et le Sud-Est du pays, comme le veulent certains des Bahianais les plus régionalistes.

Mais ici il faut bien tenir compte du fait que le régionalisme en tant que tel n'était pas une spécificité de Bahia. Dans différents États du pays, à la même époque, des discours régionalistes se développaient, même s'ils étaient toujours en lien avec le nationalisme dominant. Ces régionalismes étaient plus forts, ou tout du moins, se faisaient davantage remarquer, dans des États qui, à l'instar de Bahia, étaient en perte de vitesse vis-à-vis des États de Rio de Janeiro et Sao Paulo, le centre économique du pays. Ainsi, dans des États comme Rio Grande do Sul, Bahia, Pernambuco et Minas Gerais (ce n'est pas un hasard si ces États sont réputés comme les plus régionalistes du Brésil) le régionalisme était avant tout un moyen pour les élites économiques et politiques locales d'entrer en compétition avec celles de Rio et Sao Paulo pour bénéficier des ressources d'un État fédéral de plus en plus centralisé et activement engagé dans le développement du pays.

Le régionalisme des élites économiques et politiques de ces États, suffisamment importants pour faire entendre leurs voix dans les politiques publiques, était un moyen d'user, à leur profit, du clientélisme caractéristique de la politique brésilienne.

Mais si, à cette époque, le nationalisme au Brésil s'est construit en référence à l'avenir, porté par une certaine vision du futur - d'où le "développementisme" - , les régionalismes se nourrissaient d'une certaine vision idéalisée du passé. Passé sinon glorieux, du moins marqué par l'autonomie, et des rapports inter-oligarchiques plus ou moins équilibrés. Ces discours régionalistes étaient, avant tout, une forme de résistance face au centralisme politique qui écartait ou, dans le meilleurs des cas, éloignait du centre du pouvoir certaines oligarchies et bourgeoisies régionales.

Mais, à la différence des régionalismes du passé, les régionalismes d'après 1940 ne

vont pas mettre l'indépendance politique des régions à l'ordre du jour, du moins pas sérieusement. Signe que l'identité nationale du pays était devenue si puissante que les groupes régionalistes ne pouvaient plus aller à son encontre. Ainsi, les régionalismes durant l'époque populiste, loin de marquer leur opposition au nationalisme, témoignaient d'une autre façon d'exprimer le sentiment national. Ils étaient en quelque sorte complémentaires au nationalisme, des "nationalismes" à dimension régionale.

En outre, les régionalismes se nourrissaient du passé, parce que même s'il existait des intérêts propres à certains groupes, affichés dans les discours régionalistes, ces discours ne pouvaient pas prétendre créer une "communauté" d'intérêts sans faire intervenir un certain rapport au temps, ce que, à son époque, Gurvitch (1963) appelait "le temps social".

Dans le cas spécifique de Bahia, plusieurs auteurs ont déjà remarqué combien les élites régionales bahianaises tendaient à glorifier le passé économique et politique de l'État⁸⁶, afin d'établir une stratégie de "récupération du prestige économique et politique de Bahia". Cependant, ces auteurs ont interprété ce régionalisme uniquement en forme de stratégie de classe (le côté le plus visible du discours régionaliste) ne s'attardant pas sur l'importance de cette façon de construire le discours régionaliste pour le renforcement d'une identité régionale bahianaise ; cela, aussi bien chez les élites elles-mêmes, qu'au sein d'autres groupes sociaux. C'est sur ce processus qui nous aimerions attirer l'attention ici.

Il n'y a pas de communauté d'intérêts qui ne fasse appel à une certaine vision et interprétation du temps, car comme le soulignait déjà Bachelard(1972) le temps est «le lien social majeur ».

Dans le cas du régionalisme politique de Bahia cela ne pouvait se faire sans une valorisation du passé. **La construction d'un passé commun est le moyen par excellence de création du sentiment d'appartenance à une communauté d'intérêts. Autrement dit, c'est par la construction d'une histoire commune (écrite ou mythique) qu'une identité sociale peut créer des solidarités entre les hommes.**

L'historien Jacques Le Goff (1988) va jusqu'à affirmer que c'est par la préservation du passé (la mémoire) que les identités sociales se construisent ; idée qui était déjà présente chez Halbwachs (1968 et 1994), lorsqu'il parlait du rôle de la mémoire collective dans la solidarité entre les membres d'un groupe social. C'est par l'intermédiaire du passé, d'un passé plus ou moins idéalisé et socialement partagé, que se tissent des solidarités et des liens particuliers entre les hommes ; cela ne doit pas nous faire oublier également que c'est à partir d'une vision partagée du passé, tout autant que de ce que Sartre appelait un "projet" - i.e. une vision de l'avenir - que l'action collective devient possible. Autrement dit, c'est à partir d'une certaine interprétation du temps - comment situe-t-on le présent vis-à-vis du passé et du futur - qu'une identité politique devient possible.

Nous voilà à nouveau avec le passé, la mémoire, la vision du temps. Ici, nous voulons signaler seulement que les régionalismes au Brésil, dans les États les plus régionalistes du moins, se sont construits sur la base d'un rapport au passé très sélectif.

⁸⁶ C'est le cas notamment de Guimarães (1982) et Azevedo (1977).

En général par l'opposition entre un passé convenable et un présent où la centralisation politique de l'État fédéral, les nouvelles formes d'insertion du pays dans le marché mondial et l'intégration des marchés internes ont entraîné une situation de décadence pour certaines régions et États, décadence vécue à certains moments comme insupportable par la communauté régionale.

Tel était le discours régionaliste à Bahia, on vient de le voir ; tels étaient aussi les discours régionalistes dans l'État de Minas Gerais et dans l'État de Rio Grande do Sul, par exemple.

En ce qui concerne le régionalisme des élites de l'État de Minas Gerais, une bonne démonstration du côté passéiste de ce régionalisme est donnée par les actes du IV^{ème} Séminaire d'Études "Mineiros", réalisé avec le concours du gouvernement de l'État de Minas Gerais en 1977. Dans la majorité des textes publiés alors, il était question de réhabiliter le passé de Minas Gerais pour légitimer les revendications politiques et économiques des "mineiros" vis-à-vis du gouvernement fédéral. Bien qu'on ne puisse pas déduire l'étendue sociale de ce mouvement régionaliste par les actes d'un colloque, on peut néanmoins remarquer une volonté similaire de reconstruction du passé en vue d'une politique régionaliste tant dans les discours des élites de Bahia que de Minas Gerais.

Il n'est pas étonnant, donc, de remarquer que Bahia et Minas Gerais sont les deux premiers États du Brésil dont les gouvernements ont fait appel à la planification étatique en vue du développement régional. C'est ce que nous apprend Jarbas Silva (1971) dans son étude sur les rapports entre la planification et le fédéralisme au Brésil.

Le régionalisme du Rio Grande do Sul est de loin le régionalisme le mieux étudié au Brésil. Outre la référence classique de Joseph Love (1971) sur le régionalisme dans cet État entre la fin du XIX^{ème} siècle et les trois premières décennies de ce siècle, il convient de mentionner la réflexion que Ruben George Oliven (1991) développe à propos de la quête du temps perdu dans le régionalisme gaúcho.

Dans d'autres États, à l'inverse, une seule de ces dimensions du discours régionaliste était privilégiée, comme par exemple à Sao Paulo pendant la révolution Constitutionnelle de 1932, quand le principal argument mobilisateur fut l'éloignement de l'État de São Paulo des centres de décision⁸⁷.

Ainsi, il ne serait pas disproportionné d'avancer l'hypothèse selon laquelle le renouveau des régionalismes, en tant qu'idéologies mobilisatrices, à partir des années 30, se fait simultanément, comme processus à la fois opposé et complémentaire, aux transformations sociétales survenues dans la société brésilienne après 1930. D'un côté, on assiste à la centralisation politique qui favorise l'ascension des technocrates, des

⁸⁷ Si la littérature est relativement abondante en ce qui concerne les études de cas sur les régionalismes, il n'y a pas, au Brésil, d'ouvrages qui abordent les régionalismes d'un point de vue national. Deux auteurs qui avancent un peu dans cette direction sont Schwartzman (1974) et Brandão (1994), mais, malheureusement sans en tirer toutes les conséquences théoriques. Reste notamment sans réponse la problématique posée par le fait que les régionalismes regagnent de la force à une période où le nationalisme politique devient une idéologie politique mobilisatrice de masse. À notre avis, si cela s'est produit c'est que le nationalisme et les régionalismes loin d'être contradictoires étaient en quelque sorte complémentaires, dans la mesure où la construction d'une identité nationale tournée vers le futur supposait aussi un certain retour aux sources de la "nation brésilienne".

Militaires et des industriels au pouvoir, et déclenche l'intégration des marchés régionaux au marché national ; et, d'un autre côté, on observe la montée du nationalisme politique comme idéologie mobilisatrice de masse et base fondatrice d'une certaine identité nationale brésilienne.

Cette identité est désormais fondée sur le dépassement des différences régionales et sur la mise en lumière de symboles identitaires censés représenter toute la population brésilienne : la samba, le football, le carnaval, les fêtes religieuses (voir l'exemple de l'umbanda⁸⁸, le fait que Notre Dame de Aparecida ait été élevée au rang de Sainte patronne du Brésil en 1930, etc.).

Le plus surprenant est que les régionalismes ne se posaient pas comme contraires au nationalisme ; les régionalismes, même dans les discours les plus radicaux, revendiquaient aussi leur sentiment d'appartenance à la "nation brésilienne", mais en exigeant un plus grand équilibre, économique et politique, entre les régions et les États du pays. Ce qui explique que les deux phénomènes, nationalisme et régionalismes politiques, en tant que discours mobilisateurs de masse, aient été contemporains.

Ces deux processus, chacun à leur manière, oeuvraient pour l'institutionnalisation d'une identité sociale brésilienne, où les différences régionales étaient appréhendées comme des symboles d'une certaine unité non seulement culturelle, mais aussi historique et ethnique, du peuple brésilien. Notre hypothèse est que cette façon d'envisager le Brésil et les Brésiliens est une des explications possibles pour comprendre la force du populisme et des discours "développementistes" de cette époque.

Mais ici il faut bien tenir compte du fait que le discours nationaliste était tout particulièrement puissant à Sao Paulo, à Rio et dans d'autres grandes villes du pays. Autrement dit, le nationalisme n'était pas le même, ni n'agissait de la même façon, dans tous les États brésiliens. À l'instar de Francisco de Oliveira (1985), nous pensons que l'on a eu trop tendance à interpréter le Brésil à partir de la réalité du Centre-Sud du pays (ou alors en termes dualistes) oubliant trop souvent que, bien que soumis à une logique unique, le pays était constitué de réalités différentes, complémentaires mais différentes.

Ainsi, dans certains États, le nationalisme n'était pas aussi puissant qu'il l'était à São Paulo ou à Rio. Le nationalisme politique était une affaire d'uniformisation identitaire là où des gens d'origines diverses se côtoyaient. Dans les anciennes métropoles régionales, mises à l'écart par la nouvelle répartition du pouvoir (économique et politique), ce nationalisme, bien qu'hégémonique, était obligé de cohabiter, en tant qu'idéologie des élites, avec les régionalismes.

Dès lors, ce qui caractérisera ces États n'est pas le régionalisme en soi, mais plutôt la complémentarité entre le nationalisme et le régionalisme, entre la participation à la construction d'une identité nationale et l'affirmation des différences régionales, entre le désir de participer à un ensemble brésilien et celui de conserver ses traits culturels.

Entre le général et le particulier, le nationalisme et les régionalismes s'intégraient là où certaines conditions étaient réunies :

⁸⁸ Il s'agit d'une religion afro-brésilienne.

- un passé valorisé et partagé par l'ensemble des groupes ou par les élites d'une région ou d'un État ;
- des groupes dont les intérêts économiques et politiques étaient mis en danger par le processus d'intégration du pays ;
- des moyens de réalisation d'un consensus mis à la disposition de ces groupes, c'est-à-dire, des moyens de communication, des partis politiques, etc.
- des moyens financiers assez importants détenus par ces groupes ;
- l'émergence d'intellectuels capables de tirer profit de ces conditions et de créer un discours idéologique créateur de consensus.

Autrement dit, le régionalisme n'était l'affaire que de certains États, là où les élites disposaient de capitaux économiques et symboliques suffisamment importants pour développer des idéologies régionalistes.

Mais, en même temps, si ces stratégies régionalistes réussirent à être popularisées, avec plus ou moins de succès, plus ou moins d'engagement populaire, c'est que, outre l'existence de différences culturelles entre les régions brésiliennes (différences par ailleurs normales dans un pays aux dimensions continentales et aussi mal intégré que l'était le Brésil à cette époque) les États étaient encore des symboles identitaires pertinents. Tout du moins dans les États cités ci-dessus, ils étaient presque aussi pertinents, peut-être, que l'idée même de Nation ; ils étaient capables de rivaliser avec la Nation dans le rôle d'équivalent identitaire.

Cette pertinence symbolique des États fut construite grâce à une tradition historique républicaine par laquelle les États jouissaient d'un degré important d'autonomie économique et même politique. D'après le juriste Jarbas Silva (1971), la première Constitution républicaine donnait les pleins pouvoirs aux États membres dans plusieurs domaines :

<< On accordait aux États-membres le pouvoir d'émission monétaire à travers leurs Banques régionales ; on leur donnait la faculté de faire des emprunts directs à l'étranger et le droit d'avoir une milice propre leur était assuré, ainsi que celui de légiférer en matière de procédure. Ils avaient en outre le privilège de vénérer leurs propres symboles. (...) L'intervention du gouvernement fédéral dans les États-membres était prévue principalement pour le maintien de l'unité territoriale et institutionnelle de la nation.>> (Silva, 1971 : 38).

On voit par là pourquoi la plupart des anciennes oligarchies ont été si méfiantes à l'égard de la centralisation politique issue de la révolution de 1930. Mais on comprend aussi pourquoi la référence au passé était un des points centraux des discours régionalistes.

Leur référence au passé mythique (i.e. légitimateur d'une pratique), était un moyen de revendiquer une place sous le soleil de la nouvelle configuration du pouvoir économique et politique national. C'est là tout le débat sur le fédéralisme et sur le centralisme qui traverse nombre de querelles au sein de la politique brésilienne ; lesquelles expriment aussi bien des différences de conception politique que des différences d'intérêts régionaux (des élites régionales, plutôt).

L'important pour notre travail est de souligner la prégnance de cette tendance dans le développement d'un régionalisme populaire bahianais. Régionalisme né du régionalisme des élites bahianaises, certes, mais réinvesti d'une autre signification symbolique et culturelle : l'affirmation d'une identité sociale.

6.3.6. Le mythe bahianais

Il n'est pas de visiteur qui ne soit étonné de la fierté de la majorité des Bahianais quand ils parlent de leur région⁸⁹. Pour les non-Bahianais il est parfois difficile de comprendre comment a pu se produire un tel phénomène dans une région si pauvre (surtout à Salvador) ; où les conditions de vie sont tellement difficiles pour la plupart des gens et où les rapports humains sont d'une violence parfois inouïe.

Parmi les chercheurs et écrivains cela pose aussi problème. En général, on peut identifier deux manières classiques d'aborder cette question.

Pour les uns, il n'existait pas de conflit de classe dans la société bahianaise, en raison du faible niveau de développement industriel de l'État. Pour l'économiste Francisco de Oliveira (1987), par exemple, cette société passe directement d'une société esclavagiste et traditionnelle à une société de masse, ce qui expliquerait l'absence d'identité ouvrière chez les travailleurs industriels bahianais et l'absence de conflit de classe à Bahia. Cela, nonobstant la cruauté de l'exploitation dont furent victimes les classes populaires à Bahia.

Pour d'autres, plus nombreux et ayant une audience plus importante, la préservation de certaines des traditions africaines de Bahia, le métissage et le mysticisme, ont forgé une société où les rapports humains sont plus doux et plus chaleureux. Une société où même la misère n'empêche pas la joie de vivre. Ce que Jorge Amado, l'écrivain le plus populaire de Bahia exprimait ainsi :

<< Ce qui est important à Bahia c'est son peuple. D'une force vitale démesurée, artiste à sa naissance, aimable de caractère, capable de résister aux plus misérables conditions de vie et de continuer son chemin, aimant le rire et la fête.(...) ... première capitale du pays, riche et célèbre à l'aube de la nation brésilienne, port ouvert aux navires du monde entier, aux idées et aux voyageurs, ces conditions rendirent favorables le métissage et le syncrétisme culturel (et religieux), l'interpénétration de sources et de courants de pensée dans le mélange de sang -noir, blanc et indigène -, mélange toujours croissant, jusqu'à devenir la caractéristique dominante du panorama social, donnant à Bahia une vigoureuse culture populaire ...>> (in : Amado, 1989 : 40).

Ici, on est proche des idées anthropologiques de Gilberto Freire (...), pour qui le mélange des races au Brésil a fini par adoucir les rapports entre les groupes sociaux dans le pays.

En ce qui concerne les représentations dans la littérature et dans les sciences sociales, un point commun à ces deux types d'approches que nous venons de citer est l'idée que, dans cet État, les conflits de classes étaient, sinon inexistant, du moins

⁸⁹ Cela n'est pas un phénomène nouveau car, comme le remarque Risério (1988 : 152), dès le siècle dernier on parlait de Bahia comme étant la "boa terra" (la bonne terre).

nuancés par le métissage religieux et racial. Ces auteurs, éblouis par le métissage culturel et les religions afro-brésiliennes préservées à Salvador⁹⁰, ou, au contraire, affligés par l'absence d'une soi-disant conscience de classe⁹¹, avaient comme point commun l'idée que les conflits entre les groupes sociaux ne représentaient pas un aspect important de la réalité bahianaise.

Nous ne cacherons pas nos réserves vis-à-vis de ces deux manières d'interpréter la société bahianaise. Cette étude est née, en partie, pour montrer qu'au moins en ce qui concerne les ouvriers du pétrole, l'hypothèse de l'absence de conflits à Bahia n'est pas valable. Il nous semble, par ailleurs, que le problème de ces auteurs est qu'ils pensaient pouvoir expliquer la société bahianaise toute entière à partir de certains critères explicatifs.

Ce qui nous semble important à souligner, c'est que ces auteurs ont contribué à créer et à diffuser le mythe de Bahia comme terre idyllique ; où les rapports sociaux étaient certes autoritaires et paternalistes, mais où existaient une certaine communion et une certaine empathie entre les groupes sociaux, lesquels étaient liés par le même sentiment mystique et par le même goût de la fête. Là encore, c'est Amado qui nous donne les exemples les plus parlants :

<< Le peuple de cette ville est doux et cordial. (...) Le peuple est plus fort que la misère. Impavide, il résiste aux épreuves et vainc les difficultés. La vie est si difficile et si cruelle qu'elle semble insupportable et cependant les gens luttent, rient, n'abandonnent pas ; Ils font leurs fêtes, dansent, chantent et rient à gorge déployée, toujours invaincus>> (in : Amado : 1989 : 20). <<Un peuple bon, aimant les couleurs vives, bruyant, doux et aimable, à l'admiration facile, accueillant et démocrate. Sous un ciel d'une limpidité admirable, au bord de la mer ou à la montagne, où court toujours une brise caressante, vit le peuple le plus doux du Brésil. Dans la ville de Salvador de Bahia.>> (idem, pag.24-25).

La dimension mythique de cette vision d'une société bahianaise épargnée par les conflits et les tensions, devient perceptible dès lors qu'on la compare à certains travaux historiques et sociologiques réalisés récemment sur Bahia. Ainsi, par exemple, l'étude de Reis (1986) sur les révoltes d'esclaves à Bahia durant le XIXème vient briser l'idée de rapports doux entre maîtres et esclaves.

Cependant, cela n'explique pas pourquoi ce discours d'idéalisation de Bahia, qui avait des retombés politiques importantes, nous l'avons déjà vu, eut tant d'emprise sur les intellectuels, sur les politiciens et sur la population de Bahia. Pourquoi aussi bien le sens commun que les textes littéraires et les travaux en sciences sociales n'ont-ils pas dépassé cette vision mythique et idéalisée de Bahia ?

Une des réponses possibles, en dehors des enjeux politiques et idéologiques des élites bahianaises, nous semble être le fait qu'on retrouvait dans la population de Bahia les traits culturels et ethniques identifiés comme étant à l'origine de la nation brésilienne.

A ce propos, le récit que Roger Bastide (1995) nous livre sur son premier voyage

⁹⁰ Parmi eux, en dehors de Jorge Amado, Roger Bastide (1995), Thales de Azevedo (1958), etc.

⁹¹ Surtout les auteurs qui se sont occupés de la classe ouvrière à Bahia : Carvalho (1971), Oliveira (1987), etc.

ethnographique au Nord-Est brésilien, notamment à Salvador de Bahia, nous paraît très éclairant :

<< Je laisse à d'autres le soin de parler du dynamisme d'un peuple tourné vers l'avenir, de ses améliorations dans le domaine de l'agriculture, de la recherche du pétrole et des minerais, du mouvement des ports, des écoles, des hôpitaux et des crèches. J'admire aussi ces constructions modèles, ces usines et le progrès rapide du Nord-Est. Mais l'important est, tout en progressant, de ne pas perdre son âme, cette âme que nos ancêtres ont modelée. C'était elle qui m'intéressait, c'est surtout vers elle que j'ai cheminé.>> (in : Bastide, 1995 : 11).

Cet intérêt pour l'âme, "cette âme que nos ancêtres ont modelée", est en vérité une volonté d'accéder à l'un des constituants de l'âme brésilienne, en l'occurrence les traditions religieuses afro-brésiliennes préservées à Salvador (et dans d'autres villes du Nord-Est) et le métissage ethnique et culturel. Ainsi, dans cette logique, il était plus important de remarquer le poids du passé, la dimension traditionnelle de la société bahianaise, que d'observer les transformations structurelles qui commençaient à se réaliser dans la région.

En ce qui concerne notre sujet, l'important est de montrer les usages sociaux de ces théorisations. Avec la littérature et les travaux en sciences humaines "mythifiant" Bahia, les Bahianais commencèrent à envisager différemment leurs traditions ; ils prirent conscience que leur culture n'était pas une culture de barbares, de race inférieure, etc. Ils apprirent que leur culture était à la source de la culture mythique brésilienne. C'est aussi le début d'un discours très ethnocentrique à Bahia :

<< Aucune ville n'est semblable à celle-ci, même si vous cherchez partout sur les routes de ce monde. Aucune ne possède ses histoires, son lyrisme, son pittoresque, sa profonde poésie. Au milieu de l'incroyable misère des classes pauvres, on voit éclore la fleur de la poésie, car la résistance du peuple dépasse toute imagination. C'est de ce peuple bahianais que vient le mystère lyrique de la ville, mystère qui complète sa beauté.>> (Amado, 1979 : 26).

D'où la fierté si remarquée par les visiteurs et les touristes qui viennent à Bahia. Car, dans les discours dominants à Bahia, "être bahianais est un état d'esprit" (Amado, 1979 : 30).

6.3.7. De la fierté d'être bahianais

C'est seulement dans ce contexte qu'on peut comprendre la fierté des Bahianais vis-à-vis de leur culture et de leurs manifestations culturelles. Nous pensons que les Bahianais ont pu développer un sentiment de fierté parce que la culture "bahianaise" (celle qu'on prenait comme étant la culture bahianaise du moins) était un des symboles majeurs de la "brésilianité". C'est le cas notamment en ce qui concerne les origines noires des Brésiliens, origines plus visibles à Bahia que dans d'autres parties du Brésil.

C'était une Bahia exotique, mythique. Une Bahia recréée, la Bahia coloniale, racine des traditions originelles de la "brésilianité". La Bahia noire et métisse, la Terre du "Preto doutor" (Du nègre docteur), symbole du paradis racial brésilien ; la Bahia de l'absence de conflits, où la joie de vivre dépassait largement les luttes de classe et les rapports conflictuels entre les ethnies. C'était la Bahia nègre, la "Rome Nègre".

<< ... cette ville de Bahia comme elle est multiple et dissemblable ! Sa beauté éternelle, plus solide que celle d'aucune autre ville brésilienne, cette beauté qui naît du passé, qui éclate de façon pittoresque sur les quais, dans les macumbas⁹², les foires, les impasses et les rues en pente, cette beauté si puissante qu'elle peut être vue, palpée, flairée, est une beauté de femme sensuelle qui cache un monde de misère et de douleur.>> (Amado, 1989 : 12).

Bahia était donc à la fois symbole du passé (d'où peut-être l'accent mis sur un passé fastueux dans les discours des politiciens bahianais) et du présent des Brésiliens, de la démocratie raciale, devenue idéologie officielle brésilienne après les années 30, et du métissage ethnique et culturel.

C'était la Bahia des chansons (pas seulement des Bahianais d'ailleurs) si communes dans le monde de la chanson populaire brésilienne ; il n'y a pas d'autre État qui ait autant été chanté que Bahia au Brésil. La Bahia paresseuse des siestes langoureuses passées dans des hamacs au bord de la mer. La Bahia du candomblé⁹³ et de la capoeira⁹⁴. Une Bahia sensuelle, charnelle, sexuelle, que les romans de Jorge Amado se sont chargés de propager à travers le monde.

Il est peu important ici de savoir dans quelle mesure cette version de Bahia était une version idéalisée, une version d'exportation touristique, une Bahia des clichés. Il importe peu, non plus, que peu de Bahianais aient pu revendiquer, objectivement, cette vie paradisiaque qu'on chantait comme étant la leur.

L'important ici est qu'au niveau des représentations, il s'est créé une vision positivement chargée de Bahia et des Bahianais. Dans la mesure où une identité ne se construit pas seulement par la manière dont on se voit, qu'elle souffre au contraire des influences apportées par le regard des autres, on peut comprendre comment la fierté bahianaise a pu se développer.

Ainsi, d'un côté il y avait un groupe social bahianais "intéressé" à développer la "bahianité", afin d'augmenter son pouvoir dans les rapports de force entre les élites de l'ensemble national. Ce groupe, et cela est important, avait à sa disposition de puissants moyens financiers, lui permettant une large diffusion de ses idées.

D'un autre côté, un processus, qui depuis les grandes villes du Sud du pays, oeuvrait pour la consolidation d'une "identité sociale brésilienne", censée pouvoir s'imposer aux identités et aux intérêts régionaux. Mais, comme toute identité nationale, elle se construisait à partir de certains symboles, de certaines "bribes" de culture, regroupées sous la forme d'un grand puzzle.

Ainsi, on peut caractériser l'identité sociale brésilienne, comme une identité construite selon le "prisme" du métissage, non seulement des ethnies, mais aussi des cultures⁹⁵.

⁹² Rites religieux afro-brésiliens.

⁹³ Rite religieux africain préservé à Bahia.

⁹⁴ Forme de danse et lutte développée par les esclaves africains dans les exploitations de canne à sucre de Bahia.

⁹⁵ Voir Ortiz, 1985.

Dans ce métissage, une place importante a été donnée à l'apport portugais (voir le cas de Freire, 1963) et à la culture noire, dont Bahia était la principale matrice mythique. Il s'agit là, bien sûr, de la Bahia mythique, la "Rome Noire", la Bahia des temps de la colonisation, la métropole coloniale dont l'architecture baroque constitue l'héritage. Bref, toute une gamme de représentations sociales sur Bahia qui, comme toutes les représentations sociales plus ou moins partagées, ont des conséquences sur la pratique des gens.

Ainsi, Bahia était un des constituants majeurs de la culture brésilienne. De ce fait, la revendication de la spécificité culturelle des Bahianais n'était pas totalement en contradiction avec le nationalisme culturel et politique qui se développait au Brésil depuis les années 30. A notre avis, le plus important dans ce processus est que la visibilité de la culture bahianaise à l'extérieur de l'État, a rendu possible les discours qui exaltaient le passé et la manière d'être des Bahianais.

Ainsi, la spécificité du régionalisme bahianais vis-à-vis des autres régionalismes au Brésil, sauf dans le cas du Rio Grande do Sul, fut qu'il ne resta pas un simple phénomène propre aux élites de l'État. Sur ce point la plupart des élites des grands États du pays ont développé des stratégies semblables à celles préconisées par les classes dirigeantes de Bahia. Leur action visait à attirer plus de ressources étatiques pour leurs régions et pour leurs États.

Mais, à Bahia, ces revendications sont à la source d'une revendication identitaire très puissante. Le régionalisme gagne, en outre, un visage culturel. Toute la fierté des Bahianais vient de cette recreation de la culture bahianaise moderne.

On voit par là que le régionalisme bahianais est un régionalisme de type défensif, il essaie de préserver ce qui est perçu comme étant l'âme des Bahianais, selon l'expression de Roger Bastide. Sur ce point, le régionalisme bahianais se rapproche de ceux des États plus riches, surtout du Rio Grande do Sul et de Minas Gerais, où les références à la manière d'être des "Gaúchos" et des "Mineiros" constituaient un des leitmotivs des discours régionalistes.

La différence majeure du régionalisme bahianais vient, peut-être, du fait que dans le processus de choix des symboles de la "brésilianité", Bahia, la Bahia mythique, était un des symboles majeurs de la nationalité. Ainsi, le passage du discours des élites au discours revendiqué par la population s'est fait plus facilement. D'autant plus que les représentations mises en avant par le régionalisme bahianais avaient un certain rapport avec la réalité de Bahia : la précarité économique de l'État, mais aussi la composition ethnique de la population, à majorité noire, etc.

En ce sens, ces représentations ont été importantes dans la construction identitaire de Bahia, ainsi que dans la fierté des Bahianais par rapport à leur passé et à leur culture. Peu importe ici que cette culture soit plus mythique que l'expression réelle de la culture de tous les Bahianais ; peu importe aussi si la "bahianité" a été forgée dans les années 40 et 50 par les oligarchies bahianaises non habituées à la division du pouvoir, née de la révolution de 1930. L'important est que le régionalisme, qui n'a jamais été franchement politique⁹⁶, a été une forme de résistance culturelle de l'État contre l'impérialisme de l'identité brésilienne qui, depuis Rio et São Paulo, essayait de se répandre dans le pays. Dans ce processus de "résistance culturelle", la culture noire, idéalisée comme toutes les

"cultures", a été à la base de la création de ce qui est aujourd'hui à la base de la culture bahianaise : la musique, le carnaval, etc. ...

C'est que la "bahianité" a dépassé les cadres politiques dont les élites bahianaises avaient jeté les bases, pour devenir un mouvement culturel, qui commence à dépasser les cadres géographiques de Bahia, comme le prouvent l'exportation, dans les années 80 et 90, de certains rythmes et de certaines danses bahianaises vers d'autres régions du Brésil et vers d'autres pays ⁹⁷ .

Poursuivre dans ces questionnements nous éloignerait trop de notre sujet. Ici, nous avons voulu seulement montrer comment le régionalisme bahianais évolue d'une idéologie politique (à l'usage des élites bahianaises) vers une culture populaire de valorisation du régional.

Cette question du régionalisme bahianais gagne une importance capitale en ce qui concerne les ouvriers du pétrole ; lesquels, nous le verrons plus loin, sont très sensibles depuis les années 60 aux appels régionalistes valorisant les particularités de Bahia, surtout ceux liés à l'industrie pétrolière.

Ici, nous voudrions simplement faire remarquer que le régionalisme des "petroleiros" de Bahia n'était pas une création de leurs leaders syndicaux, ni une simple soumission aux intérêts des élites régionales de Bahia. Il n'était pas, non plus, contradictoire avec l'idéologie nationaliste, hégémonique dans le pays à cette époque.

Ce régionalisme est né dans le cadre d'un État, Bahia (surtout de la ville de Salvador), profondément régionaliste au niveau culturel. Dans un contexte où les gens alimentaient leur amour propre par une valorisation des traditions bahianaises. La majorité des Bahianais étant soumis à des conditions de vie très dures, la fierté de participer à une culture régionale qui était enviée et admirée (au niveau du discours au moins), était un puissant instrument d'auto-estime.

De surcroît, le régionalisme bahianais ne s'est jamais posé comme étant en contradiction avec le nationalisme brésilien. Si être brésilien est en quelque sorte le résultat du mélange de toutes les origines - africaine, indienne et européenne (des Portugais mais aussi des immigrants blancs européens), on pouvait revendiquer alors, à Bahia, sans cas de conscience, le fait d'être à la fois, profondément bahianais et brésilien.

Ici, il s'agit plutôt, nous le répétons, d'éveiller l'attention du lecteur sur la complexité des rapports entre régionalisme et nationalisme à Bahia et au Brésil d'une manière générale.

Cela, parce que la pratique syndicale des ouvriers du pétrole que nous allons étudier par la suite, s'est beaucoup nourrie de cette tension. Mais, comme toujours dans ces cas,

⁹⁶ Il n'a jamais été question de proposer l'indépendance de Bahia, par exemple. De plus, même les mobilisations régionalistes des années 50 et 60 sont devenues irréalisables dans le cadre de la dictature militaire instaurée en 1964. Ici aussi, le coup d'État de 64 favorise le déplacement de discours régionalistes à caractère politique vers des discours qui mettent en avant la culture régionale bahianaise. Ce processus que nous décrivons ici pour Bahia, s'est probablement produit de manière semblable dans d'autres États du Brésil.

⁹⁷ Risério: 1995.

les conjonctures globales de la société interviennent dans des contextes plus limités en s'adaptant aux enjeux internes du contexte. Nous verrons que pour les "petroleiros" de Bahia, il n'en fut pas autrement.

7. Syndicalisme et action syndicale au Brésil

Les syndicats sont en crise. Partout dans le monde résonne ce constat. Pour de multiples raisons – à la fois économiques, politiques et culturelles⁹⁸ – les syndicats sont confrontés à des difficultés nouvelles et importantes dans leur rôle de représentation des travailleurs. De cette crise, les aspects les plus visibles sont les taux de syndicalisation en chute libre et l'incapacité des syndicats de proposer, et de faire adopter, des mesures permettant d'enrayer le chômage et la précarité d'importantes franges de la population, voire même, leur incapacité de préserver des droits sociaux acquis auparavant.

Le syndicalisme est bien en crise, et pour autant, parfois, les syndicats démontrent encore leur aptitude à organiser des mouvements sociaux, dont celui de décembre 1995 en France, qui fut très médiatisé. De même, dans une période pas si lointaine, le syndicalisme a joué un rôle important dans les processus de démocratisation de l'Espagne, du Brésil, du Chili et de la Pologne,⁹⁹ pour ne citer que les cas les plus paradigmatiques.

Tout cela nous amène à penser que si crise il y a, c'est plutôt une crise de certaines pratiques syndicales, d'une certaine façon d'envisager les syndicats, basée sur l'action militante. C'est plutôt l'idée du syndicat comme famille, et comme forme privilégiée d'action collective des travailleurs qui est en crise.

Mais, pour autant, le syndicat en tant qu'institution et organisation capable de catalyser l'action collective des salariés est loin d'avoir épuisé ses limites ; ce qu'attestent des événements récents. A une époque où les idéaux d'autonomie et de liberté individuelle sont devenus hégémoniques dans le monde moderne, les gens ne sont plus prêts à consacrer leurs vies à l'action collective centralisée comme leurs aînés ; mais, en même temps, ils ne peuvent pas se passer des "organisations" (syndicales ou autres) pour faire entendre leurs voix dans un monde de plus en plus impersonnel et mondialisé.

Cela étant, nous n'étudierons ici que le syndicalisme brésilien, sans aucune volonté d'établir des comparaisons avec d'autres syndicalismes dans d'autres pays. De même, nous ne pensons pas que la situation brésilienne puisse être prise comme paradigmatique des problèmes auxquels les syndicats sont confrontés aujourd'hui à l'échelle planétaire. Si notre époque, caractérisée par la mondialisation des économies et par des échanges interpersonnels et interculturels élargis, nous offre, sans doute, des

⁹⁸ Voir, par exemple, Ronsanvallon (1988) et Mouriaux (1986), parmi d'autres.

⁹⁹ Pour une vision d'ensemble sur le rôle des syndicats dans plusieurs processus de redémocratisation, voir O'Donnell et Schmitter (1988) et sur le cas polonais voir Touraine et alii (1982).

points en commun et des rapprochements à établir sur ce thème, il ne faut pas oublier que chaque contexte national, et même régional, est unique.

Il n'en reste pas moins que les exemples apportés par d'autres situations que les nôtres nous aident toujours à dénaturiser notre réalité. Nous espérons, donc, que ce chapitre pourra intéresser des lecteurs français interpellés par la question syndicale mais pas forcément intéressés par le Brésil.

7.1. Du phénomène syndical comme modèle d'action historiquement institué

Avant d'aborder directement la question du syndicalisme brésilien, nous souhaitons expliquer comment nous pensons développer ce thème dans ce chapitre. Cela nous semble nécessaire car le syndicalisme et les relations professionnelles sont des sujets très polémiques, ayant donné lieu à de nombreuses théorisations¹⁰⁰.

Ici, nous étudierons le syndicalisme brésilien dans la perspective de l'action collective et de la régulation sociale des conflits. Ce qui ne signifie pas que d'autres perspectives ne soient pas envisageables et enrichissantes du point de vue de la connaissance empirique, ni que accessoirement nous ne ferons pas appel à quelques-unes d'entre elles. Cependant, étant donné notre thème de recherche – les actions syndicales des travailleurs du pétrole¹⁰¹ de Bahia – il nous semble plus pertinent de souligner les rapports entre les pratiques de ces travailleurs et les idées et représentations dominantes dans le milieu syndical brésilien (les idées et les représentations sont à la base de toute action collective) pour pouvoir comprendre les spécificités de l'action des *petroleiros*.

Ainsi, le syndicalisme brésilien sera étudié ici comme modèle d'action collective institué historiquement. On voit par là que nous sommes très proche sur le plan théorique d'auteurs tels Thompson (1988) et Castoriadis (1974 et 1975) qui donnent une grande importance aux processus de constitution historique et symbolique des actions collectives des travailleurs. Ce qui ne signifie pas que les caractéristiques structurelles et institutionnelles de la société brésilienne doivent être négligées dans l'étude du syndicalisme de ce pays, mais plutôt que ce syndicalisme n'est pas un reflet de ces caractéristiques ; car, dans la complexité des phénomènes sociaux, le structurel peut donner lieu à différentes stratégies adaptatives de la part des acteurs : le structurel est un contexte, un ensemble de caractéristiques que les acteurs prennent en compte dans leurs prises de décisions, mais jamais l'explication a priori des décisions mêmes. Cela signifie, aussi, que nous étudierons le syndicalisme en tant que phénomène relativement autonome et que, même influencé par les changements de conjonctures et de contextes, il n'est jamais un épiphénomène de ceux-ci.

¹⁰⁰ Une synthèse des théories sur les relations professionnelles dans le monde anglo-saxon peut être trouvée chez Caire (1991) ; en ce qui concerne le syndicalisme en France voir Reynaud (1982).

¹⁰¹ Ici j'emploierai indistinctement les termes travailleurs du pétrole ou "*petroleiros*" – dénomination sous laquelle ces travailleurs sont connus au Brésil – pour parler de ce groupe ouvrier.

De même, le syndicalisme brésilien ne sera pas étudié ici par comparaison au syndicalisme tel qu'il a été développé en Europe Occidentale ou aux USA. S'il est vrai que le syndicalisme est né et s'est développé d'abord dans ces régions, il n'en reste pas moins que dans chaque pays et à chaque époque, le syndicalisme a eu des caractéristiques et des significations différentes ; de sorte qu'il n'est pas possible d'identifier des types de syndicalisme qui soient plus "normaux" ou plus purs que d'autres. Ce qui constitue le danger des études comparées sur les institutions sociales des pays ¹⁰²

Le syndicalisme fait partie des phénomènes sociaux qui, nés dans le contexte des révolutions industrielles et libérales du monde occidental, se sont répandus de par le monde avec la diffusion du capitalisme et des idées libérales. Mais, de même que, jusqu'à un certain point, le capitalisme a dû s'adapter aux couleurs locales de chaque pays ou région, les idées libérales et les institutions lui étant initialement associées ont dû se transformer en prenant de nouveaux sens et significations politiques dans ces nouvelles situations sociales ¹⁰³.

Autrement dit, il n'y a pas de lien "essentiel", ou a priori, entre les caractéristiques politico-socio-économiques d'une société et les institutions mises en place par les hommes dans celle-ci. Les liens entre eux sont historiques, ce sont des liens construits par les générations successives dans leurs pratiques.

Un phénomène social peut naître d'une idée ou d'une tradition diffuse dans la société, presque par accident, presque par hasard. Nous employons ici le mot hasard pour exprimer l'idée qu'il n'y a pas de liens "naturels" et indépassables entre un fait et d'autres qui le suivront. Cela signifie qu'il n'y a pas de principe "intérieur" dans le monde qui puisse expliquer l'évolution et l'état des choses. Son évolution étant jusqu'à un certain point l'oeuvre de l'action des générations nouvelles sur l'héritage des générations précédentes. Ainsi, l'état actuel des choses, tout en ayant des liens avec le passé, n'est pas le fruit d'une évolution inscrite depuis le début des temps. La situation actuelle est en effet le résultat d'une succession de futurs possibles.

Par exemple, la rencontre entre deux ouvriers, influencés par certaines idées de gauche, peut être à la source de la création d'un syndicat, ou d'un autre type d'organisation ¹⁰⁴. Mais dès que cette formule se répand, que nos deux ouvriers

¹⁰² En ce qui concerne les conséquences d'un tel procédé dans les sciences humaines brésiliennes, et en Amérique Latine d'une manière générale, voir Weffort (1978). Cet auteur pointe particulièrement le fait que la réalité brésilienne, et d'autres, sont, dans cette perspective, interprétées en termes de "retard" ou d'hétéronomie par rapport au modèle idéalisé de développement économique et social des pays capitalistes centraux. De cette manière, non seulement on rend le travail de compréhension des spécificités brésiliennes impossible, mais aussi on finit par idéaliser l'évolution historique en Europe et aux États-Unis.

¹⁰³ Une excellente analyse des glissements de sens et d'utilisation politique des idées libérales et du syndicalisme au Brésil après la proclamation de la République en 1889, se trouve dans le livre sur les rapports entre le libéralisme et le syndicalisme de Luís Werneck Viana (1976).

¹⁰⁴ Cet exemple n'est pas si générique que cela, car il fait partie de certaines versions orales qui rendent compte de la création des syndicats des travailleurs du pétrole de Bahia.

réussissent à attirer l'attention d'autres ouvriers, et que des résultats plus ou moins favorables se dégagent, cette formule, cette façon de s'organiser apparaît à d'autres ouvriers comme une forme légitime et efficace d'action collective. Cela se réalisera d'autant plus facilement que les premiers ouvriers développeront une attitude militante vis-à-vis de leur cause, de leurs idées.

Ainsi, un événement tout à fait hasardeux, induit par des conditions auxquelles les ouvriers étaient soumis, il est vrai, mais pas directement déterminé par elles, devient une référence, dans le milieu du travail, à une époque donnée.

Faut-il pour autant en déduire que cette organisation est "l'essence" de certaines conditions matérielles et politiques ? Faut-il affirmer que cette façon d'agir est la seule possible ? Ou qu'elle est l'expression d'une conscience de classe historique ? Faut-il enfin vouloir valoriser ce mode d'action, indépendamment de ses modalités d'application dans des contextes historiques spécifiques, sous l'argument qu'une idée ou une action n'a qu'un sens, qu'une seule "bonne" modalité d'application ? ¹⁰⁵

Nous voulons croire que non, car ainsi faisant, on calque sur des situations concrètes des formes d'action qui, bien qu'influencées par ces situations, ne sont pas nécessairement une "essence" de ces situations. Nous voulons dire par là que des situations semblables peuvent donner naissance à des types d'actions différents.

L'action syndicale, par exemple, n'a pas un lien indépassable avec le capitalisme tel qu'il est apparu en Europe Occidentale. Ou plutôt, ce lien est historique et situé. Le syndicalisme n'est pas une nécessité du capitalisme, mais il est devenu une forme d'action des travailleurs tenue pour efficace et légitime au cours d'un déroulement historique spécifique. Son développement de par le monde est dû à la diffusion du capitalisme et des formes d'action historiquement associées au capitalisme dans les pays pionniers de l'économie capitaliste, ainsi qu'à la diffusion de certaines idées, de certaines idéologies portées par les groupes qui participèrent de ce processus. Autrement dit, la diffusion du syndicalisme comme type d'action collective des travailleurs fut favorisée par l'expansion du capitalisme en tant que système économique.

Au Brésil, par exemple, le syndicalisme fut introduit par l'action d'immigrants venus d'Europe à partir de la fin du XIX^{ème} siècle. Du fait que ces immigrants étaient proches des idées anarchistes, le syndicalisme brésilien naîtra sous le signe de l'anarcho-syndicalisme. Par la suite, cependant, plusieurs transformations économiques, politiques et institutionnelles amèneront les travailleurs à réadapter leurs pratiques aux contextes brésiliens. C'est dans cette dynamique-là, de la dialectique entre une forme d'action venue d'ailleurs et les caractéristiques structurelles du pays que nous devons comprendre la formation historique du syndicalisme brésilien.

Toute cette argumentation initiale vise seulement à dénaturiser le phénomène syndical, à le traiter comme un fait véritablement historique et situé. Si l'expansion du capitalisme l'a transformé en phénomène quasi universel au sein des milieux industriels, il n'y a pas pour autant une seule manière de le mettre en pratique, pas plus qu'il n'y a, en

¹⁰⁵ Telle est la manière dont les auteurs marxistes abordèrent, en général, la question du syndicalisme ; voir à ce propos Lénine (1966), Luxembourg (sans date), etc.

soi, de bonnes ou mauvaises formules de syndicalisme.

7.1.1. Le syndicalisme : un phénomène "politique"

Pour le sociologue italien Alessandro Pizzorno (1971), les syndicats peuvent mener deux types d'action. Une, de défense des intérêts économiques des adhérents, et une autre, de changement des rapports de pouvoir dans la société ; dans les deux cas de figure il s'agit pour les syndicalistes d'engendrer la constitution d'un acteur collectif capable de s'imposer comme négociateur crédible aussi bien vis-à-vis des entrepreneurs que face à l'Etat. Cependant, le même auteur remarque qu'en général, ces deux logiques sont entremêlées, ce qui rend difficile la distinction entre ce qui relève du domaine de l'action revendicative économique et ce qui ressort plutôt de l'action politique des syndicats.

A vrai dire, il n'y a pas de sens à vouloir distinguer le politique et l'économique dans les actions syndicales, car tout syndicalisme est en même temps politique et économique, lutte pour obtenir des avantages financiers et sociaux pour les travailleurs, et demande de reconnaissance sociale de ceux-ci.

Plus proche de notre sujet, Jean Bunel (1990 et 1991) nous rappelle le caractère essentiellement "politique" de l'action syndicale en Argentine, où action revendicative et action politique se combinèrent de façon particulièrement intense. Pour cet auteur, la politisation du syndicalisme argentin fit de lui un des fers de lance du péronisme, et explique ainsi son aptitude à résister aussi bien aux régimes autoritaires implantés en Argentine depuis les années 50 qu'aux difficultés économiques connues par le pays au cours des années 80.

En ce qui concerne le Brésil, plusieurs auteurs – en particulier Weffort (1973 et 1978-1979), Rodrigues (1981), etc. – ont mis l'accent sur l'imbrication entre le politique et l'économique dans le syndicalisme brésilien. Dès l'époque populiste, où les syndicats eurent une influence politique non négligeable, jusqu'aux années 80, quand le Parti des Travailleurs se constitue autour du pouvoir mobilisateur des syndicats.

Ici, nous nous positionnons dans la droite ligne de ces auteurs. Le syndicalisme est, certes, un instrument de régulation du marché du travail et de contrôle du pouvoir patronal sur les lieux de production ; de même, il est un interlocuteur privilégié de l'Etat dans le domaine des politiques sociales. Mais, il est aussi un puissant élément de construction des identités sociales des travailleurs, premier pas vers l'organisation de mouvements de masse sur les lieux de travail.

Constater que le syndicalisme est un phénomène à la fois économique et politique, signifie qu'il n'est pas question d'appréhender les demandes corporatistes des travailleurs en dehors du poids politique des syndicats dans une conjoncture donnée. Cela signifie aussi qu'il faut porter une attention particulière, dans l'étude du syndicalisme, aux processus historiques de constitution des acteurs collectifs représentés par les syndicats : autrement dit, à la formation des identités sociales chez les ouvriers, ainsi qu'aux processus qui mènent de l'identité syndicale à l'action collective et de la revendication à l'action revendicative.

Tout cela présuppose que nous nous intéresserons au phénomène syndical à deux

niveaux : au niveau interne de l'entreprise, les enjeux internes, telles la gestion du travail, la représentativité des syndicalistes, etc. et au niveau externe, le niveau politique en général : les rapports entre l'Etat et les syndicats, et entre ceux-ci et les partis politiques ; le poids des idéologies politiques et économiques au sein du milieu syndical, etc. Afin de faciliter la lecture nous emploierons deux termes différents pour faire référence à ces deux niveaux d'analyse : nous parlerons d'action syndicale quand il s'agit des enjeux internes à l'entreprise ou à un syndicat spécifique et de syndicalisme quand il sera question de faire référence à des problèmes touchant l'ensemble des syndicats du pays, les tendances syndicales les plus importantes ou les formes d'action hégémoniques parmi les syndicalistes. Ces deux niveaux analytiques ne correspondent pas à la réalité, ils sont purement idéal-typiques et peuvent, de cette manière, nous aider à mieux voir certains aspects de la réalité.

Ainsi, même si parfois, pour des raisons de facilité d'exposition, nous présentons ces deux domaines comme étant séparés et isolés l'un de l'autre, il faudra tenir compte du fait que cela est dû seulement à l'utilisation d'un lexique qui tend à figer, comme des choses stables et inertes, ce qui est par essence dynamique et instable¹⁰⁶. Nous insistons donc sur le fait que ces deux aspects du phénomène syndical, loin d'être isolés, dans la pratique, s'entrecroisent, s'imbriquent, s'amalgament. C'est seulement à partir de la symbiose de ces deux tendances que le phénomène syndical devient compréhensible.

En vérité, tout syndicalisme, plus ou moins actif, travaille dans cette contradiction entre le particulier et le général, entre l'économique et le politique. Même les syndicats les plus politisés doivent donner satisfaction aux ouvriers de leur base sur les avantages qu'ils ont réussi à conquérir pour le groupe. D'une manière similaire, même les syndicalistes les plus corporatistes, dès lors qu'ils acquièrent une stature publique importante, sont appelés à se positionner vis-à-vis de la politique. La question importante est de savoir comment ces deux tendances se concilient dans un même discours, ou comment les demandes économiques sont politisées, et vice versa¹⁰⁷.

Dès lors, on comprend que ce n'est pas un hasard si Pierre Rosanvallon (1988) et Jean Daniel Reynaud (1982) définissent le syndicalisme comme un fait social total. Un fait qui touche à différents domaines de la vie sociale, engageant les travailleurs de plusieurs

¹⁰⁶ Norbert Elias (1991) fait référence à la difficulté des sciences humaines de vouloir expliquer les phénomènes sociaux à partir d'un vocabulaire forgé par les sciences exactes. Ici, nous nous excusons par avance de cette difficulté qui n'est pas seulement la nôtre, mais aussi celle de tous les chercheurs en sciences de l'Homme.

¹⁰⁷ Cette distinction entre le politique et l'économique sera importante pour comprendre les différences entre les principales tendances syndicales du syndicalisme brésilien des années 80 et 90. Une de ces tendances mettra l'accent sur les revendications économiques, utilisant peu les interpellations politiques et ayant un discours franchement corporatiste ; tout cela ne l'empêchera pas d'avoir des contacts assez rapprochés avec des politiciens et partis politiques liés au gouvernement. L'autre tendance, majoritaire dans le syndicalisme brésilien à la fin des années 80, fait de l'action politique et de la contestation du système, un des leitmotifs de son discours ; de même, elle a été à la base de la création du plus important parti de gauche du pays dans les années 80 ; tout cela ne l'empêche pas, cependant, d'avoir un discours où l'organisation autonome des travailleurs sur les lieux du travail a une grande importance et où l'action revendicative salariale (et autres) est stimulée le plus possible. On voit par là que l'imbrication entre le politique et l'économique est une des caractéristiques du syndicalisme brésilien.

manières à la fois. Autrement dit, c'est parce que le syndicalisme est en même temps un fait économique et un fait politique qu'il peut être considéré comme un fait social total.

7.1.2. Le syndicalisme : un phénomène multiple

Cette référence au caractère total du syndicalisme est aussi une manière de reconnaître ses multiples visages. Ce dernier point nous paraît important car il touche directement à la difficulté que représente l'étude et l'interprétation du phénomène syndical.

La pluralité du phénomène syndical peut être lue selon deux axes :

- les divergences au niveau des directions syndicales ; il s'agit des tensions ou querelles pour le pouvoir syndical opposant des individus ou des groupes organisés au sein d'une même organisation syndicale ou entre organisations différentes ;
- les oppositions de point de vue et d'interprétation entre les leaders syndicaux et la base, autrement dit, les divergences entre les représentants et les représentés.

Comme tous les mouvements collectifs organisés, le syndicalisme n'est pas homogène, il n'est pas protégé des conflits et dissensions internes. Ainsi, malgré l'apparente unité extérieure – l'image qu'un syndicat ou une centrale syndicale veulent donner au public extérieur – il peut y avoir d'importantes divergences à l'intérieur de chaque direction syndicale. Soit des conflits pour le pouvoir, soit des divergences concernant les types d'actions à envisager, soit, encore, des oppositions relatives aux discours devant être tenus par les représentants syndicaux ; ces différends sont difficilement perceptibles de l'extérieur. Cependant, il n'en reste pas moins qu'ils constituent un élément de fragmentation du phénomène syndical.

De plus, il nous semble important de faire également la distinction entre les discours et les actions des acteurs dans le jeu syndical ; autrement dit entre les programmes et la mise en pratique de ces programmes. Dans une action collective, les discours ne correspondent jamais à leur mise en application ; du moins, pas de manière littérale. Ne serait-ce que parce que cela ne dépend pas seulement de la volonté de celui, ou du groupe, responsable du discours : la mise en application d'un projet, qu'il soit individuel ou collectif, s'adapte toujours à la volonté d'autres individus ou d'autres groupes sociaux.

La distinction entre discours et pratique est importante parce qu'elle met en évidence la multiplicité des points de vue entre les agents dans un contexte social donné. Multiplicité davantage visible au niveau des discours que des pratiques. Ce qui s'explique par le fait que dans l'action organisée et collective, l'action ne dépend pas seulement d'un acteur ou d'un seul groupe d'acteurs : elle est toujours le produit d'une "résultante" de forces : d'une négociation dans le meilleur des cas, ou d'une imposition plus ou moins autoritaire dans le pire des cas ; mais, de toutes manières, elle n'est jamais l'expression de la volonté d'un seul acteur ou d'un seul groupe. Or, il n'en va pas de même pour les discours : les discours sont toujours uniques, toujours portés par une seule personne, même quand ils obtiennent un certain écho dans un groupe. Ce n'est que par facilité de langage que l'on parle alors du discours d'un groupe social¹⁰⁸ (tel que l'on peut l'appréhender) ainsi que de sa pratique.

Ces deux niveaux font partie d'une même réalité, l'un et l'autre s'interpénètrent, il n'y a pas de frontières véritables entre eux ; ce sont des frontières artificielles, construites pour des raisons purement analytiques. Toujours est-il qu'il n'existe pas une relation de correspondance littérale entre les discours et la pratique des acteurs sociaux.

C'est cette distinction entre pratique et discours des acteurs qui est à l'origine de la distinction que nous avons opérée ici entre "syndicalisme" et "action syndicale". Le syndicalisme est davantage du ressort du programme, ou du discours ; c'est une affaire de militants et d'intellectuels "organiques" d'un parti ou d'une tendance syndicale. A l'inverse, l'action syndicale (la mise en pratique des discours) est le domaine où ces derniers sont parfois obligés de composer et de négocier avec les tenants de positions idéologiques contraires ou avec la base ; c'est le domaine où les acteurs sont obligés d'adapter leurs pratiques et stratégies aux pratiques et aux stratégies d'autres acteurs. Autrement dit, tandis qu'au niveau des discours c'est la volonté des acteurs (ou d'un groupe d'acteurs plus ou moins homogène) qui est en cause, dans l'action ce sont les rapports de force et de domination qui sont en jeu.

De surcroît, cette question se complique encore davantage par le fait que les leaders syndicaux sont censés tenir deux discours. D'un côté le discours pour la "base" ouvrière, car il faut que ce discours amène les gens à participer aux actions collectives qu'ils proposent. De l'autre côté, il faut aussi que leurs discours soient capables de parler à d'autres, de convaincre l'Etat, l'ensemble des autres syndicalistes et l'opinion publique, montrant que leurs revendications sont justes et légitimes. Ces deux discours ne sont pas toujours cohérents l'un avec l'autre, car ils ont été conçus pour interpeller des publics différents, laissant parfois désorientés ceux qui essaient de comprendre l'action syndicale d'un groupe de travailleurs.

C'est dans la logique de la dualité du discours des leaders syndicaux que nous devons comprendre le syndicalisme, non comme l'expression de la conscience de classe d'un groupe, mais comme la capacité des leaders syndicaux à faire partager leurs points de vue aux travailleurs. Nous touchons là le deuxième axe de la pluralité du syndicalisme : la séparation entre représentants et représentés dans le phénomène syndical.

A la base de cette opposition, il y a le constat que le discours syndicaliste n'exprime pas nécessairement la pensée de tous les travailleurs. Le syndicalisme, dans la logique adoptée ici, n'est pas l'expression de la volonté des classes. Il n'est pas, non plus, une manière pour les travailleurs de mettre en avant leur corporatisme par opposition à leurs intérêts de classe (pour une critique de cette acception voir Segrestin, 1985).

Le syndicalisme est une modalité d'action collective des travailleurs ; action collective instituée historiquement par les travailleurs des secteurs industriels, d'abord dans les pays européens, puis de par le monde. Dans cette forme d'action collective les travailleurs élisent des "représentants" pour défendre leurs intérêts devant le patronat ou l'Etat. Une des questions centrales est donc de savoir jusqu'à quel point les "représentants"

¹⁰⁸ Il est bien évident qu'un groupe social n'a pas un discours, mais plusieurs discours : autant que le nombre de membres du groupe. Quand nous parlons du discours d'un groupe, c'est en vérité des discours hégémoniques ou des membres ayant le plus de pouvoir dans le groupe dont nous parlons.

représentent effectivement les "représentés" dans les rapports entretenus par les syndicats avec les patrons ou l'Etat, ou, à l'inverse, s'ils n'agissent que selon leurs propres idées et intérêts. Très vraisemblablement, dans la majorité des cas, ils font les deux choses en même temps.

Ainsi, l'étude des syndicats replace au centre du débat la question de la représentation et de la délégation politique dont nous parle Pierre Bourdieu (1984). Question, par ailleurs, déjà abordée par Michels (1971) au début de ce siècle.

Il est difficile de déterminer avec précision jusqu'où le représentant parle en son nom et au nom de ses propres intérêts ou, à l'inverse, au nom des intérêts des "représentés", ou d'une partie des "représentés". Cependant, dans la mesure où les paroles et les actes des "représentants" trouvent un certain écho dans les discours et actions des autres travailleurs (la base), on peut dire que ces représentants ont une certaine légitimité ; légitimité mesurable à l'étendue de cet écho. Cela signifie qu'on peut parler d'un syndicalisme plus ou moins légitimé par les travailleurs de la base, mais pas d'un syndicalisme reflétant les idées de tous les travailleurs : le syndicalisme exprime les idées des groupes et individus qui se trouvent à sa tête.

Toutefois, en tant que modalité d'action collective institutionnalisée, le syndicalisme est aussi ouvert aux représentations sociales et idées politiques hégémoniques au sein de la base ; car pour que les représentants puissent arriver à la représentation et légitimer leur pouvoir il leur faut ne pas s'éloigner trop de ces représentations, même quand ils souhaitent les modifier. Autrement dit, le syndicalisme est la résultante (toujours provisoire) de la volonté des leaders syndicaux et des représentations sociales de la majorité des travailleurs qu'ils représentent.

Tout cela nous montre la complexité du phénomène syndical et quelques-unes des difficultés que les chercheurs rencontrent dans son étude. Le syndicalisme est un phénomène pluriel, où la prise de décision unifiée au niveau de chaque syndicat n'éluide pas les divergences de points de vues et les oppositions qui peuvent y exister.

Ces réflexions sont nécessaires pour expliciter la manière dont le syndicalisme sera abordé dans cette thèse. Il sera essentiellement question ici des discours et des actions des syndicalistes et des militants syndicaux ; c'est-à-dire, de ceux que nous pouvons identifier comme étant des "représentants" ou des personnes ayant une implication importante dans les prises de décision. Les autres travailleurs, la base des syndicats, ne seront étudiés ici, que de façon détournée : par leur soutien à telle proposition pratique, par leur participation à telle action syndicale, par l'écho chez eux de tel discours, etc.

Au vu de cette limitation, nous ne prétendons donc pas offrir une vision globale de ce que pensent les travailleurs brésiliens de tel ou tel sujet de politique syndicale. Ce que nous pensons pouvoir faire, néanmoins, est d'apporter une vision assez générale des idées, discours et pratiques dominantes des groupes dirigeants du syndicalisme brésilien depuis les années 40.

7.2. Le syndicalisme au Brésil

Il est peu de thèmes qui suscitent plus de polémiques au Brésil que le syndicalisme.

C'est-à-dire, d'une part les syndicats et les rapports entretenus par ceux-ci avec l'Etat, par le biais de la législation syndicale ; et d'autre part, les liens entre les syndicats et les partis politiques. La politisation des syndicats brésiliens et la permanence de la législation syndicale depuis les années 30 ont toujours interpellé les chercheurs brésiliens¹⁰⁹ intéressés par le sujet.

Cet intérêt vaut surtout pour ce qui concerne les effets de la législation mise en place par Vargas sur l'évolution du syndicalisme dans le pays. En effet, ces règles juridiques, rédigées à la fin des années 30, avaient pour but affiché de contrôler le mouvement syndical alors existant. Depuis, il est devenu un lieu commun, que ce soit parmi les chercheurs ou parmi les syndicalistes critiques des lois syndicales varguistes, de ramener les faiblesses de l'organisation syndicale et l'absence de négociations libres entre patrons et travailleurs à cette législation, en général caractérisée par un semi-corporatisme¹¹⁰.

Il n'est pas dans nos objectifs ici de nous opposer à ces interprétations car, de façon semblable, nous pensons que les limitations législatives imposées à l'action syndicale ont été un puissant instrument de contrôle étatique sur les pratiques des syndicalistes. De même, nous pensons aussi que cette législation fut un moyen d'endoctriner les acteurs syndicaux en imposant une conception du syndicalisme où l'autonomie des travailleurs ne constituait pas une valeur d'importance. Cela étant, ces lois n'expliquent pas tout du syndicalisme brésilien ; elles en font partie, une partie importante certes, mais elles ne l'épuisent pas. Ainsi, si la législation syndicale est restée pratiquement inchangée depuis la fin des années 30, il n'en est pas de même des pratiques syndicales que les travailleurs brésiliens ont développées durant cette période.

Cela vient nous rappeler qu'il existe de multiples façons d'interpréter et d'appliquer une règle ou une loi ; en fonction toujours des enjeux, des rapports de force et des stratégies des groupes en conflit dans le champ de validité de la règle ou loi. Une règle est, jusqu'à une certaine mesure, passible d'adaptations et de transgressions de la part des acteurs ou de certaines catégories d'acteurs.

Dans le cas de la législation syndicale au Brésil – une des caractéristiques juridiques les plus stables de la société brésilienne – les adaptations et interprétations de ces lois ont beaucoup varié dans le temps. Il n'empêche que ce thème demeure une des grandes énigmes de l'histoire du pays car, malgré des transformations importantes (économiques, sociales et politiques) survenues au cours de ce siècle, le corpus législatif régissant les rapports entre les entreprises, les syndicats des travailleurs et l'Etat n'a pratiquement pas changé.

Ce qui n'implique pas que le syndicalisme brésilien soit toujours resté le même, indépendamment des conjonctures socio-politiques que le pays a connues. La législation n'a pas empêché que les actions menées pas les agents sociaux dans le champs syndical

¹⁰⁹ Parmi le grand nombre d'ouvrages et de textes parus sur le syndicalisme brésilien, voir en particulier : Simão (1966) ; Rodrigues (1979) ; Weffort (1973, 1978a et 1978b) ; Viana (1976) ; Almeida (1975) ; Humphrey (1982) ; Rodrigues (1981) ; Costa (1986), etc.

¹¹⁰ D'après la définition du corporatisme de Schmitter (1974), reprise ensuite par plusieurs chercheurs brésiliens : Rodrigues (1986), Almeida (1986), etc.

se soient développées dans des voies différentes. Malgré son caractère contraignant, une règle peut parfois être dépassée ou contournée.

Ainsi, au cours des pages qui suivent nous essaierons de faire la distinction entre ces deux domaines : entre, d'une part, la législation syndicale brésilienne et, d'autre part, les stratégies des syndicalistes vis-à-vis des contraintes prévues dans les textes juridiques ; autrement dit, entre les lois syndicales et les modalités d'application de cette législation au cours des conjonctures successives depuis les années 30.

De cette manière, avant d'aborder directement la question de l'évolution historique du syndicalisme brésilien, il nous semble important d'expliquer en quoi consiste la législation syndicale brésilienne. Il s'agit ici d'un rapide aperçu des caractéristiques les plus importantes de cette législation ; aperçu forcément incomplet et schématique, mais qui pourra donner, nous l'espérons, une vision globale des principales lois et de l'esprit de la législation syndicale brésilienne.

7.2.1. Une législation influencée par le corporatisme

Avec la montée de Vargas au pouvoir en 1930, l'Etat brésilien s'engage dans une nouvelle façon d'envisager les rapports entre les groupes sociaux. En mettant fin au monopole politique dont jouissaient les oligarchies agraires dans la politique brésilienne, le nouveau régime sera plus sensible aux attentes des classes sociales urbaines, principalement celles des entrepreneurs industriels et des ouvriers. Cependant, cette sensibilisation aux questions sociales liées à l'industrialisation ne s'est pas réalisée dans une optique de libéralisme politique ou dans l'idée d'un plus grand équilibre entre les classes sociales pour le partage du pouvoir. Cela se fera plutôt par le gain d'influence, au sein de l'Etat, d'un groupe d'intellectuels et de jeunes Militaires, issus des classes moyennes, partisans d'une nouvelle conception de l'Etat et de son rôle dans la régulation sociale et économique.

Les idéologues du nouveau régime, influencés par les idées corporatistes du fascisme européen de l'époque, vont alors mettre en place toute une législation capable de répondre à cette nouvelle manière de concevoir la société où l'Etat était envisagé comme le garant des solidarités entre les groupes sociaux.

Ainsi, dans un livre de 1939, un des rédacteurs de la législation syndicale brésilienne s'exprimait de la façon suivante:

<<Le principe sur lequel l'idée d'un État corporatif est basé est celui de la représentativité de la société par le biais d'organes qui constituent le noyau des groupes économiques et professionnels. D'après cette théorie, doivent partir des syndicats, pour converger vers l'Etat, les expressions multiples des courants qui forment, dans son ensemble, la volonté nationale. Les syndicats peuvent donc être considérés comme d'authentiques forces représentatives de la nation.>> (Extrait du livre "L'Etat Autoritaire" de Azevedo Amaral, cité par Erickson, 1979: 39).

C'est dans ce contexte politique et idéologique que naît la législation syndicale brésilienne.

Ainsi, l'ensemble des lois qui régissent la vie syndicale au Brésil fut établi lors du

premier gouvernement Vargas, entre 1930 et 1945 ; avec l'intention manifeste de la part des législateurs qui furent à l'origine de ces lois, de contrôler le mouvement syndical. En intégrant une partie des demandes des travailleurs dans une législation sociale avancée pour l'époque et en transformant les syndicats en organisations attachées et dépendantes de l'Etat, on prétendait éviter que le pays ne développe les mêmes tensions et conflits sociaux que ceux de l'Europe. Cela par le biais du contrôle étatique des organisations représentatives des travailleurs et des entrepreneurs ¹¹¹ .

Cette volonté affichée de contrôler le mouvement syndical est évidente au regard des termes utilisés par le Ministre du Travail pour présenter à Vargas la première loi syndicale du gouvernement, en 1931, un an seulement après la prise du pouvoir par le groupe varguiste :

<<Intégrer le syndicalisme dans l'Etat et dans les lois de la République doit être, et est, pour votre honneur, Monsieur le Président, une des tâches les plus élevées, les plus nobles et les plus justes de la Révolution Brésilienne. (...) Les syndicats, ou associations de classe, seront le pare-chocs de ces tendances antagonistes. Les salaires minimums, les régimes et les heures de travail seront des sujets de leur compétence immédiate, sous le regard bienveillant de l'Etat. La résolution des conflits sera aussi de leur domaine d'action, avec l'assistance de personnes extérieures aux conflits de classes et faisant appel aux tribunaux supérieurs. De plus, tout ce qui relève de la défense des intérêts d'une classe ou profession trouvera dans le respectif syndicat un porte-parole autorisé et compétent .>> (in : Préalable du Ministre du Travail – Mr. Lindolpho Collor – à la loi syndicale du 15 mars 1931, cité par Costa, 1986 : 76-77).

Nous noterons là, sans difficultés, l'influence idéologique du corporatisme et du fascisme italien, ce qu'un des intellectuels influents du gouvernement Vargas revendiquera ouvertement :

<<Le libéralisme politique et économique conduit au communisme. Le corporatisme tue le communisme comme le libéralisme génère le communisme. Le corporatisme interrompt le processus de dégradation capitaliste résultant de l'anarchie libérale prévue par Marx.>> (Francisco Campos, O Estado Nacional, Sua Estrutura, Seu Conteúdo Ideológico, Rio de Janeiro, José Olympio, 1940, pp. 61, cité par Rodrigues, 1979 : 77).

De même, il y avait aussi derrière ces lois, le désir de construction d'un État puissant, capable de s'imposer à l'ensemble de la société comme médiateur des rapports sociaux. En ce sens, comme le dira Vargas, les individus et les groupes sociaux n'avaient pas de droits, ils n'avaient que des obligations vis-à-vis de l'Etat et de la collectivité.

<<L'Etat Nouveau ne reconnaît pas les droits de l'individu contre la collectivité. Les individus n'ont pas de droits, ils ont des devoirs ! L'Etat, en contrôlant les conflits d'intérêts, garantit les droits de la collectivité et fait respecter les devoirs des individus vis-à-vis de celle-ci. L'Etat ne veut, ne reconnaît pas la lutte de

¹¹¹ Une des caractéristiques de la législation syndicale brésilienne est qu'elle prévoyait un parallélisme entre les associations représentatives des ouvriers et des patrons. Ici, il ne sera question d'étudier que les aspects de la loi relatifs aux syndicats des travailleurs, ce qui se justifie par le peu d'importance que les syndicats officiels patronaux ont eu dans l'histoire du pays, en comparaison avec les syndicats des salariés.

classes. Les lois travaillistes sont des lois de l'harmonie sociale.>> (discours de Vargas pendant l'Etat Nouveau, cités par Humphey, 1982 : 19).

Nous saisissons bien ici l'intention du gouvernement de situer la législation syndicale comme élément capable d'éviter les conflits directs entre les groupes. Dans cette perspective, l'Etat devait assurer la solidarité sociale en s'interposant comme médiateur incontournable entre les groupes et les classes sociales. Rien de surprenant alors, à ce que la plupart des chercheurs qui se sont penchés sur la question syndicale au Brésil fassent le rapprochement entre la législation brésilienne et les législations syndicales corporatistes d'inspiration fasciste ; d'autant plus que les auteurs de la loi brésilienne faisaient eux-mêmes des références à la "carta del lavoro", loi syndicale de l'Italie fasciste des années 30¹¹².

Quoi qu'il en soit, la volonté du gouvernement Vargas de placer le mouvement syndical sous le contrôle de l'État est évidente. Ce fut une première dans l'histoire brésilienne. En effet, jusqu'au début des années 30, l'attitude des gouvernements vis-à-vis du mouvement ouvrier fut de faire appel à la répression policière ; le Président de la République entre 1926 et 1930 sera explicite à ce propos, pour lui la question sociale n'était autre qu'un cas de police, une question relevant plus "de l'ordre public que de l'ordre social"¹¹³.

Cela commence à changer avec la coalition qui arrive au pouvoir avec Vargas. Pour eux, les syndicats devaient être intégrés à la vie sociale, mais sous les auspices de l'Etat. Dans l'esprit d'un changement limité des rapports sociaux, la mise sous tutelle du mouvement syndical était un moyen à la fois d'institutionnaliser les revendications des travailleurs et d'éloigner de la scène politique les dangers représentés par les tendances syndicales qui se disputaient alors l'hégémonie du mouvement syndical brésilien ; à savoir, les anarchistes, les communistes et les trotskistes.

Parmi les différentes méthodes employées par le gouvernement pour réussir ce pari, il convient de citer la loi du début des années 30, déterminant que seuls les travailleurs adhérant à un syndicat reconnu par les pouvoirs publics auraient droit aux avantages sociaux que le gouvernement commençait à mettre en place, notamment le salaire minimum, les congés annuels rémunérés, les systèmes de santé et de retraite, etc. Cette loi n'eut cours qu'entre 1931 et 1934, mais démontre néanmoins l'intérêt de l'Etat brésilien pour l'adoption des nouveaux syndicats par les travailleurs brésiliens.

De plus cette législation sociale, ainsi que la législation syndicale, étaient très sélectives par rapport à leur public cible : seuls les travailleurs urbains étaient concernés par elles. Cela excluait la grande majorité des travailleurs brésiliens de l'époque, concentrés en majorité à la campagne, dans des activités liées à l'agriculture. Ce qui nous amène à penser que ces lois constituaient un moyen pour éviter que la partie la plus active des classes populaires, les travailleurs industriels, ne soit tentée par les idéologies

¹¹² La référence au caractère corporatiste de la législation syndicale au Brésil est devenue un lieu commun de la littérature spécialisée ; pour la plupart des auteurs ayant abordé ce sujet, le corporatisme est ce qui caractériserait le syndicalisme dans le pays.

¹¹³ in Rodrigues, 1979 : 68.

politiques révolutionnaires.

Ainsi, dans le rapport justificatif de la commission ayant rédigé les lois syndicales mises en place par Vargas en 1939, il sera explicitement dit :

<<Au vu des fonctions de grande importance que les associations professionnelles jouent dans l'ordre économique et politique, il n'est pas possible de leur donner le niveau d'autonomie qu'ils avaient dans la Constitution antérieure.(...) La commission a jugé nécessaire d'introduire dans le projet de réforme de notre législation syndicale une préoccupation plus grande pour la discipline et la structure, ainsi que pour une obligation plus importante [de la part des syndicats] de collaboration et de prestation de services sociaux.(...) Il y a en lui [dans le projet de réforme sur le syndicalisme] la volonté de poursuivre selon l'ancienne tradition, ..., de refus du syndicat révolutionnaire, syndicat instrument des idéologies extrémistes et de la révolution sociale. (...) ... toute la vie des associations professionnelles tournera autour du Ministère du Travail : elles y naîtront, y grandiront, s'y développeront, s'y éteindront.>> (In : Rodrigues, 1979 : 90).

Dans ce contexte politique, les principaux mécanismes de la législation syndicale brésilienne allaient dans le sens d'une restriction de l'action syndicale aux modalités prévues par la loi. Ainsi, par exemple, seuls les syndicats urbains reconnus par le Ministère du Travail pouvaient représenter les intérêts d'une base professionnelle auprès de la Justice du Travail, spécialement créée pour arbitrer les différends opposant syndicats de travailleurs et entrepreneurs. Il n'était admis qu'un seul syndicat par base professionnelle sur une même base territoriale : en général par commune et, plus rarement, par regroupement de communes ou par État.

De même, il revenait au Ministère du Travail de décider des critères de définition d'un groupe professionnel spécifique. Ainsi, par exemple, les travailleurs de l'industrie du pétrole de Bahia ont dû créer deux syndicats différents car selon les critères du Ministère du Travail les travailleurs des activités d'exploration et production du pétrole n'appartenaient pas à la même base que les travailleurs du raffinage du pétrole. Cela, indépendamment du fait que les travailleurs du raffinage aussi bien que ceux de la production et exploration du pétrole appartenaient à la même entreprise.

De plus, pour avoir la reconnaissance de leurs syndicats, les travailleurs devaient, au préalable, constituer et enregistrer au Ministère du Travail une Association Professionnelle regroupant au moins un tiers des membres d'une profession dans une commune ou dans un État. Cette association devait faire la preuve d'une certaine représentativité parmi les travailleurs et, surtout, devait faire approuver par ses associés un règlement intérieur proche du modèle de règlement rédigé par le Ministère du Travail. C'est seulement après avoir dépassé cette étape qu'une Association pouvait être reconnue comme syndicat, ce qui dépendait toujours de l'évaluation des techniciens du Ministère.

Le fait que seul un syndicat était officiellement reconnu pour représenter un groupe professionnel sur une base territoriale donnée, selon le principe de "l'unicité syndicale", provoquait des situations juridiques ambiguës. Ainsi, dans le cas où plus d'une Association se disputait la reconnaissance syndicale, il revenait à la bureaucratie du

Ministère du Travail de trancher quelle association était la plus représentative, selon les critères de la loi syndicale : nombre d'affiliés, patrimoine de l'association, conformité des règlements intérieurs au règlement standard imposé par la loi, etc. Nous voyons bien par là que la reconnaissance d'une association en syndicat n'était pas automatique ; elle était conditionnée au respect de certaines règles par les membres de l'association et à l'évaluation du Ministère du Travail.

Une fois reconnu comme syndicat, celui-ci avait le monopole de la représentation syndicale d'un groupe professionnel (y compris les non-syndiqués), pouvant le représenter dans les négociations avec le patronat ou, le cas échéant, auprès de la Justice du Travail. De même, les syndicats pouvaient imposer des contributions financières à tous les membres du groupe représenté, même aux non-syndiqués. Les entreprises étaient tenues de respecter ces décisions, sauf en cas de refus écrit des travailleurs.

De plus, la même loi prévoyait la garantie de ressources financières des syndicats, par la création d'un impôt syndical. Cet impôt – correspondant à un jour de salaire – touchait tous les travailleurs du pays, syndiqués ou non, une fois par an. Il était une des principales ressources financières de la plupart des syndicats du pays, permettant ainsi la survie de syndicats ayant des taux de syndicalisation non significatifs. Ainsi, outre les cotisations mensuelles, prélevées sur les salaires des travailleurs syndiqués, les syndicats bénéficiaient aussi d'une cotisation imposée à tous les travailleurs urbains du pays.

En contrepartie, il y avait des normes très strictes établissant les modalités d'utilisation par les syndicats de ces ressources. Sous peine de remise en question de leur autorisation de fonctionnement, les syndicats devaient utiliser l'argent des cotisations des syndiqués et de l'impôt syndical pour offrir une série de services à leurs membres. Ainsi, les syndicats étaient obligés de maintenir des écoles, d'offrir des soins médico-odontologiques et un service de conseil juridique, de fonder des coopératives de consommation et de crédit, etc.

Dans cette perspective, les syndicats étaient surtout une organisation auxiliaire de l'Etat, co-responsable du bien-être social. Leur rôle était plutôt d'oeuvrer pour la conciliation entre les intérêts des travailleurs et des entrepreneurs, aidant l'Etat à assurer la solidarité sociale. Par exemple, il était formellement interdit aux syndicats de tenir des discours prêchant la lutte de classe ou d'envisager des actions visant le conflit ouvert, le maintien de fonds de grève, par exemple.

Paradoxalement, les grèves, bien que difficilement envisageables selon les critères de la loi, n'étaient pas formellement interdites¹¹⁴ (sauf pour les fonctionnaires et pour les activités dites essentielles¹¹⁵). Toutefois, lorsque la Justice du Travail avait rendu son jugement sur une grève ou sur les revendications des travailleurs (déterminant notamment des indices de réajustements, etc.), les syndicats étaient obligés de l'accepter

¹¹⁴ Elles n'étaient permises que dans les cas où les syndicats avaient épuisé tous les moyens de négociation, y compris l'arbitrage de la Justice du Travail. Autrement dit, les grèves n'étaient tolérées qu'entre l'échec des négociations, avec la médiation étatique, et la décision du Tribunal du Travail sur les revendications des syndicats.

¹¹⁵ Notamment les services liés à la santé, aux transports et aux secteurs de production d'énergie, y compris l'activité pétrolière.

et de mettre fin à l'arrêt de travail et aux mobilisations des travailleurs, sous peine de voir la grève déclarée illégale, laissant ainsi ouvert le chemin à l'intervention du Ministère du Travail dans le syndicat et, sans doute, à la destitution de la direction.

Le rôle joué par la justice du travail était donc essentiel dans cette législation, car elle était censée éviter le déclenchement et la radicalisation des conflits de travail. Ainsi, durant des périodes préalablement établies par la loi ¹¹⁶ les travailleurs pouvaient revendiquer des augmentations salariales et signer des conventions collectives de travail avec les entrepreneurs. En cas de désaccords, l'une des deux parties pouvait demander la médiation de la justice du travail. En attendant la décision des juges, les travailleurs pouvaient organiser des manifestations collectives, mais une fois connu le résultat du jugement, les travailleurs et les entrepreneurs étaient sommés de l'accepter.

Les conventions collectives ainsi signées avaient une validité d'un an, suivant un calendrier préalablement établi par le Ministère du Travail. Durant les négociations, où en cas de non signature des accords, les conventions collectives de l'année précédente étaient prolongées jusqu'à la signature de la nouvelle convention.

Dans ce système, le droit de grève appartenait aux syndicats et non aux travailleurs : il était formellement interdit à tout groupe de travailleurs d'organiser des mouvements collectifs, dès lors qu'ils n'étaient pas représentés par un syndicat. Les syndicats avaient le monopole de la représentation des travailleurs.

Cela n'était pas le cas des syndicats d'entrepreneurs. Lors des négociations, les patrons pouvaient être représentés tantôt par les syndicats officiels, tantôt par des responsables d'un groupe d'entreprises ou, même, par une seule entreprise. Ce qui était une conséquence de la diversité des situations dans l'industrie brésilienne, même à l'intérieur d'une même branche. Dans ce cas, le rôle des syndicats patronaux se limitait à apporter un soutien logistique à leurs associés.

Rien d'étonnant donc à ce que la pratique de la négociation directe entre entrepreneurs et syndicats n'ait jamais été très développée au Brésil ; tradition qui a laissé ses empreintes jusqu'à aujourd'hui, dans la tendance des syndicats à se tourner vers les revendications "politiques", ou dans la faible représentation collective des entrepreneurs brésiliens ¹¹⁷ .

De plus, cette législation ne favorisait pas la présence des syndicats sur les lieux de travail. Ainsi, par exemple, chaque syndicat – indépendamment du nombre de travailleurs représentés – ne pouvait compter plus de 20 responsables (10 responsables titulaires : 7 dits de "l'Exécutif" et 3 du conseil fiscal ; et 10 responsables suppléants) ¹¹⁸ , lesquels jouissaient de la stabilité d'emploi durant leur mandat et jusqu'à un an au-delà de l'échéance.

¹¹⁶ Dit les "datas base".

¹¹⁷ Sur la politisation des syndicats voir notamment Weffort (1973 ; 1978a et 1978b). Par rapport au manque de représentation sociale des entrepreneurs voir Cardoso (1964) et Schneider (1995).

¹¹⁸ Dans les années 70 ce nombre sera augmenté à 24 responsables syndicaux.

Sur ces 20 responsables, seuls 2 (le Président et le Trésorier) étaient dispensés de leurs tâches quotidiennes pour se dédier intégralement à l'activité syndicale ; tous les autres devaient mener leur action syndicale parallèlement à leur activité professionnelle. Dans la pratique, comme le nombre de responsables ne correspondait pas à celui des travailleurs d'une profession, leur action face aux problèmes quotidiens des travailleurs, sur les lieux de production, ne s'entrouvait pas facilement. Cela signifiait dans la pratique une faible présence syndicale sur les lieux de production. Dans la loi il n'y avait aucune référence aux délégués du personnel, par exemple. Le travail de présence quotidienne sur les lieux de travail était assuré seulement par les responsables syndicaux qui continuaient leurs activités professionnelles. Cela était surtout vrai dans le cas de groupes socioprofessionnels nombreux et dispersés dans de petites et moyennes entreprises (les syndicats des travailleurs du commerce ou des services, par exemple).

Chaque direction syndicale avait un mandat de deux ans (qui passe à trois ans dans les années 70), mais un même individu pouvait participer à plusieurs directions successives, sans limites. Les élections devaient être encadrées par les représentants du Ministère du Travail dans les États, lesquels avaient le pouvoir de reconnaître, ou pas, les résultats électoraux. De même, pour pouvoir participer aux élections syndicales, les travailleurs devaient présenter une attestation d'idéologie (document attestant l'idéologie à laquelle ils adhéraient) aux autorités¹¹⁹, ce qui n'était qu'un moyen détourné d'éviter la présence des communistes dans les syndicats brésiliens.

Dans un système si réglé, rien n'était laissé au hasard. Ainsi, au niveau des organisations regroupant plusieurs syndicats (les organisations syndicales de niveau supérieur, dans le jargon brésilien) il y avait des règles très strictes à respecter. Était interdite la création d'organisations syndicales regroupant des syndicats de professions appartenant à des secteurs d'activités différents, les centrales syndicales par exemple. Les seuls regroupements de syndicats autorisés étaient ceux des syndicats d'un même secteur d'activité économique (d'après les critères définis par la loi).

Ainsi, cinq syndicats de travailleurs d'un même secteur d'activité pouvaient demander la création d'une fédération syndicale auprès du Ministère du Travail ; ces fédérations étaient créées au niveau de chaque État (cependant le Ministère pouvait dans certains cas exceptionnels permettre la création d'une fédération au niveau national) et pouvaient représenter un groupe de syndicats dans des négociations collectives et devant la Justice du Travail. De même, le groupement d'un minimum de trois fédérations pouvait demander la création d'une confédération syndicale ; ayant une représentativité nationale, les confédérations pouvaient être autorisées à fonctionner par le seul Président de la République, au contraire des fédérations et des syndicats, qui étaient du ressort du Ministère du Travail.

Bien que les fédérations et confédérations aient bénéficié d'un éventail de représentativité plus élargi que les syndicats, elles n'avaient qu'un rôle bureaucratique dans les relations professionnelles. Leur survie financière n'était assurée que par une partie des ressources issues de l'impôt syndical. De même, que ce soit dans le cadre des

¹¹⁹ Cette attestation reste valable jusqu'en 1951, lorsque Vargas, lors de son deuxième gouvernement, l'abolit. Cependant, elle sera à nouveau rétablie après le coup d'Etat de 1964.

négociations collectives ou dans celui des rapports avec la base de travailleurs, ce sont les syndicats qui jouaient le rôle actif : fédérations et confédérations étaient pratiquement absentes de ces domaines. Elles n'avaient un pouvoir que dans les désignations des représentants des travailleurs aux tribunaux de la Justice du Travail, les juges représentant les classes (dit "juges classistes").

Cette législation réglait non seulement les modalités d'organisation des travailleurs, mais aussi les conflits. Ceux-ci étaient considérés comme un dysfonctionnement du système et dans tous les cas de figure il revenait à la Justice du Travail – spécialement créée pour résoudre les conflits dans les négociations entre patrons et travailleurs – de décider des mesures pratiques à adopter. Afin de leur conférer un caractère d'impartialité, les tribunaux de la Justice du Travail étaient composés de trois sortes de juges : les juges de carrière, les juges désignés par les travailleurs et ceux désignés par les entrepreneurs ; ces deux dernières catégories de juges étaient appelées juges classistes et étaient choisies à partir d'une liste que les organisations légales des travailleurs (les confédérations et fédérations en général) et les entrepreneurs proposaient au Ministère du Travail. Il y avait plusieurs instances de ces tribunaux, depuis les instances dans chaque État de la fédération jusqu'à l'instance fédérale, représentée par le Tribunal Supérieur du Travail (TST). Le TST était l'instance chargée de juger les actions déjà jugées dans les instances régionales, mais dont une des parties en conflit n'avait pas accepté le résultat.

Le rôle de la Justice du travail était de régler les conflits entre syndicats et patronat ou entre travailleurs individuels et patrons. En effet, dans ce système, il était possible aussi bien aux travailleurs individuels qu'aux syndicats de faire appel à la justice du travail contre le non respect, par les patrons, de clauses du contrat de travail (pour les cas individuels) ou de la convention collective (dans les cas des syndicats). Le traitement juridique de ces conflits était à la charge d'une commission composée par un juge de carrière – qui avait aussi la direction des travaux – et deux juges classistes, un représentant les travailleurs et un autre les entrepreneurs. Après une première confrontation entre les deux parties en conflit, quand les juges essayaient un accord pacifique, d'autres audiences étaient prévues, où chacune des parties devait présenter les preuves de son plaidoyer. Toutefois, les délais entre les audiences pouvaient aller à des mois, voire des années, surtout dans les cas de conflit individuel, poussant ainsi les travailleurs à accepter des accords moins avantageux que ce à quoi ils avaient droit et, par contrecoup, n'incitant pas les entreprises à respecter certains droits des travailleurs (le paiement d'heures supplémentaires, etc.).

De plus, il fallait faire appel à des avocats dans ces procès, obligeant la plupart des syndicats à avoir des juristes dans le personnel. Ces avocats des syndicats étaient chargés aussi bien d'accompagner les travailleurs dans leurs plaintes individuelles que de prendre en charge les négociations collectives.

En ce qui concerne les négociations collectives, elles n'avaient lieu qu'une fois par an, selon un calendrier établi par l'Etat, pour régler des situations de réajustements salariaux et d'autres revendications des travailleurs. Dans un premier temps des représentants des travailleurs et du patronat de chaque secteur d'activité sur une base territoriale se réunissaient afin de déterminer les termes d'un accord. Cette négociation

initiale se faisait hors du cadre de contrôle, mais seuls les syndicats reconnus par l'Etat avaient le droit de représenter les travailleurs (y compris les non-syndiqués). Cependant, en cas de désaccord, une des parties pouvait faire appel à la Justice du Travail en demandant la médiation des juges ; il revenait alors aux représentants de la justice de définir les termes de l'accord que travailleurs et entrepreneurs étaient sommés d'accepter.

Dans le cas où, pendant ce processus, les travailleurs avaient déclenché une grève ou d'autres formes de protestation, ils étaient obligés de les arrêter après la décision judiciaire, sous peine de déclaration d'illégalité de la grève et de déclaration d'intervention dans les syndicats. Théoriquement, le seul recours possible contre une décision d'un Tribunal de la Justice du Travail était de faire appel de cette décision auprès d'une instance supérieure de cette même justice.

On voit par là combien les activités syndicales étaient contrôlées dans ce système. Théoriquement, le non respect de ces lois par les syndicalistes pouvait amener les autorités du Ministère du Travail à intervenir dans les syndicats, ce qui signifiait la destitution des directions syndicales et la nomination de représentants de l'Etat à la tête des syndicats. Ces représentants, dits "interventores", avaient pleins pouvoirs pour représenter les travailleurs, y compris signer des accords avec le patronat ; toutefois dans un délai de six mois à partir de la destitution de la direction du syndicat, de nouvelles élections devaient être organisées.

Sur un plan strictement légal, les syndicats jouissaient de peu d'autonomie et de liberté d'action. Cela, d'autant plus qu'ils n'avaient pas été intégrés à la gestion du système de protection sociale. Cela, excepté durant la période allant de 1960 à 1964, quand des représentants syndicaux eurent le droit de siéger à la direction de l'Institut National de Protection Sociale (INPS). D'après Erickson, c'est justement la mise à disposition, par ce biais, de ressources économiques et politiques aux syndicalistes, qui peut expliquer la relative autonomie des syndicats à cette époque.

Quoi qu'il en soit, la brièveté de cette expérience et le manque de participation des syndicalistes à la gestion des institutions de protection sociale, démontrent le caractère essentiellement de contrôle de la loi syndicale brésilienne.

7.2.2. La permanence de la législation syndicale au Brésil

Cette législation resta, pour l'essentiel, en vigueur au Brésil. Bien que le pays ait connu des changements économiques, sociaux et politiques importants, et qu'il ait connu, en outre, trois Constitutions différentes, les règles juridiques sur le syndicalisme n'ont que très peu changé. Ainsi, par exemple, après le coup d'Etat de 1964, les gouvernements n'ont pas eu besoin de changer les règles juridiques sur les syndicats pour mieux les contrôler, car ces contrôles étaient déjà prévus par la législation varguiste : les Militaires n'ont eu qu'à appliquer la loi déjà existante.

Quelques modifications ponctuelles importantes, néanmoins, furent introduites en 1988, lors des travaux de l'Assemblée Constituante de cette année. Parmi ces changements, les plus importants furent la reconnaissance du droit de grève (les tribunaux ne peuvent plus déclarer une grève illégale), la fin des contrôles directs du Ministère du Travail sur les syndicats (avec notamment la fin du règlement unique pour

les syndicats et la perte du pouvoir d'intervention dans les syndicats par le Ministère du Travail) et l'étendue du droit de syndicalisation aux fonctionnaires publics.

Par contre, des mécanismes importants de la tradition de la législation syndicale brésilienne ont été maintenus : l'unicité syndicale (un syndicat par groupe professionnel), l'impôt syndical, le rôle médiateur de la justice du travail, la structure confédérée, etc. continuent à jouer un rôle important dans les relations professionnelles au Brésil.

Ainsi, avec le maintien du principe de l'unicité syndicale, les syndicats brésiliens continuent à être, effectivement, des organes subordonnés à l'Etat, car c'est celui-ci qui a le pouvoir de reconnaître, ou pas, une organisation syndicale quelconque. De même, l'impôt syndical non seulement rend les syndicats dépendants, en termes financiers, de l'Etat, mais encore permet la survivance d'organisations syndicales sans représentativité, y compris les confédérations et les fédérations. Ainsi, il n'est pas erroné d'affirmer que la survie de la structure confédérée après 1988 se doit surtout aux recours financiers que les fédérations et confédérations obtiennent avec l'impôt syndical.

Quoique la justice du travail ait perdu une partie de ses pouvoirs (notamment celui de décider sur l'intervention dans un syndicat), elle reste très importante dans les négociations collectives. Ce sont toujours les tribunaux de la Justice du Travail, par exemple, qui tranchent dans les cas d'impasse dans les négociations entre syndicats et entrepreneurs. Et, même si la justice du travail n'a plus le pouvoir d'obliger, par la menace d'intervention, les syndicats à accepter son jugement, elle peut néanmoins légitimer, par son jugement, des licenciements de travailleurs durant une période de grève. Elle peut, en plus, imposer des amendes aux syndicats de travailleurs des activités dites essentielles (pétrole, électricité, santé, etc.), au cas où ces syndicats réalisent des grèves. Ce qui est légitimé par le fait qu'une loi complémentaire de 1989 a spécifié les démarches préalables et les modalités de l'exercice du droit de grève dans les activités essentielles.

Autrement dit, les avancées de la Constitution de 1988 ont rendu les syndicats brésiliens plus protégés contre la répression policière (des interventions, des emprisonnements, etc.), sans pour autant modifier considérablement les points centraux de la législation syndicale brésilienne qui légitimait la participation active de l'Etat dans les relations industrielles du pays.

Une question importante qui se pose est donc de savoir quelles sont et quelles ont été les influences de cette législation sur le syndicalisme brésilien ; influences qui ne doivent pas être envisagées comme des éléments déterminants a priori. La législation syndicale favorise le développement de certaines pratiques, mais elle ne détermine pas le sens de ce développement.

En ce sens, une des caractéristiques du syndicalisme brésilien la plus remarquable – sa politisation – est généralement interprétée comme une conséquence de l'accommodation des syndicalistes brésiliens aux facilités de la législation syndicale¹²⁰.

Ainsi, selon cette conception, l'acceptation des avantages financiers que la législation laissait aux syndicats (surtout l'impôt syndical) n'a pas incité les syndicalistes à lancer des campagnes de syndicalisation auprès des travailleurs ni à augmenter leur pénétration sur

¹²⁰ C'est la thèse notamment de Francisco Weffort (1973, 1978a et 1978-1979).

les lieux de travail. Par conséquent, les syndicats n'avaient que peu de liens avec la base des travailleurs, poussant les syndicalistes à se légitimer par un rapprochement avec des courants populistes de l'Etat. Cela renforçait, en outre, les contrôles que l'Etat exerçait sur les syndicats, car si ceux-ci n'assuraient pas de présence sur les lieux de travail, ils ne pouvaient que subir les conséquences des changements de conjoncture et de groupes politiques ayant le contrôle sur le Ministère du Travail.

D'après cette interprétation, ce n'est qu'après le coup d'Etat de 1964 que les syndicalistes brésiliens vont se rendre compte de leur fragilité due à leur acceptation de la législation syndicale ; processus qui allait donner naissance au renouveau syndical que le pays connaîtra à partir de la fin des années 70.

De plus, le rôle médiateur de la Justice du Travail n'a pas facilité le développement d'une tradition de négociation collective sans interférence de l'Etat. Du fait qu'il suffit qu'une des parties, lors d'une négociation, fasse appel à la médiation de la Justice pour que celle-ci prononce un jugement sur les revendications des travailleurs ou des entrepreneurs, un grand nombre de négociations collectives finissent par être résolues d'après les critères juridiques et légaux, sans prendre en compte les rapports de force entre le patronat et les syndicats sur les lieux de travail.

Ainsi, d'après une recherche réalisée par le politologue José Pastore, dont les résultats principaux ont été publiés dans le journal A FOLHA DE SÃO PAULO du 11/03/94, le Brésil est, parmi les rares pays ayant une Justice du Travail, un des seuls où la Justice du travail a la compétence de juger les conflits collectifs entre travailleurs et patrons. Ce fait serait, d'après Pastore, une source potentielle de conflits artificiels, car les acteurs sociaux peuvent préférer recourir à la Justice du Travail plutôt que de réaliser un accord résultant des rapports de force entre syndicats et patronat. Même dans les périodes de faible mobilisation des syndicats, ou de conjoncture économique peu favorable aux entrepreneurs, les acteurs sociaux n'avaient pas grand intérêt à passer un accord amiable, car ils pouvaient toujours espérer obtenir un meilleur accord auprès de la justice du travail. Ce qui explique le fait que le Brésil enregistre 1,5 millions de procès auprès de la Justice du Travail en 1991, tandis que la France n'en compte que 60.000 et le Japon seulement 1.000¹²¹.

Rien d'étonnant donc à ce que le temps moyen pour qu'une affaire soit jugée par la Justice du Travail brésilienne soit de 7 ans ; cela malgré l'augmentation du nombre de tribunaux depuis 1940, date de leur création : ils étaient 36 cette année-là et 1.092 en 1991.

Ces influences de la législation syndicale sur les pratiques des syndicalistes au Brésil doivent être relativisées, car la proximité vis-à-vis de l'Etat et le manque d'autonomie dans les négociations collectives ne caractérisent pas tout le syndicalisme brésilien. Ce syndicalisme a toujours été pluriel, riche de multiples courants syndicaux. C'est ce que l'étude de l'évolution historique de ce syndicalisme nous montre.

7.3. Le mouvement syndical Brésilien

¹²¹ In: A FOLHA DE SÃO PAULO, 11/03/94.

Ces caractéristiques de la législation syndicale brésilienne ont poussé plusieurs chercheurs à faire le rapprochement entre les relations professionnelles, le corporatisme et le contrôle étatique sur les syndicats (en particulier Shmitter (1974), Rodrigues (1981), Costa (1986), Boito (1991), etc.) ; cela s'est fait d'autant plus facilement que les promoteurs des lois syndicales brésiennes revendiquaient explicitement une proximité avec la législation fasciste italienne, la *carta del lavoro*.

Cependant, si le souhait des législateurs était de contrôler le syndicalisme, cela ne signifie pas qu'ils ont toujours réussi leur pari. Une chose est la législation – la façon dont les législateurs, à un certain moment, ont essayé de "contrôler" le mouvement syndical brésilien – une autre chose est la manière dont le mouvement syndical brésilien s'est approprié cette législation.

Autrement dit, aussi importante que l'analyse de la législation, est l'analyse du développement des actions des travailleurs dans les différentes conjonctures socio-politiques brésiennes. Ce que nous ferons dans ce chapitre pour la période comprise entre 1930 et 1964, et avant chaque chapitre sur l'histoire des travailleurs du pétrole de Bahia pour la période d'après 1964.

7.3.1. Le syndicalisme sous le premier gouvernement Vargas (1930-1945)

Quoi qu'il en soit, au cours des années 30, le modèle syndical varguiste devient un lieu de passage obligatoire pour tous les courants politiques voulant peser sur les relations professionnelles au Brésil. Et cela ne fut pas obtenu par la seule répression envers les syndicalistes les plus critiques à l'égard des politiques gouvernementales, mais aussi parce que la législation présentait certains points attrayants du point de vue des travailleurs.

Ainsi, dans un premier temps, l'enjeu majeur pour l'Etat fut d'obliger les syndicats existants à s'intégrer aux nouvelles dispositions légales. Pour ce faire, le gouvernement mit en place un ensemble de mesures incitatives, parmi lesquelles les plus importantes furent les dispositions prévoyant que seuls les syndicats reconnus pouvaient officiellement représenter les travailleurs à l'Assemblée Constituante de 1934 et, de plus, que seuls ces syndicats pouvaient présenter des réclamations contre les patrons qui ne respectaient pas les nouvelles lois de protection des travailleurs urbains (journée de 8 heures - 48 heures hebdomadaires -, congés payés annuels, système de retraites, etc.). Ce qui expliquerait, selon Costa (1986), le fait qu'à partir de 1931 le nombre de syndicats ayant demandé la reconnaissance du Ministère du Travail ait sensiblement augmenté.

Nombre de syndicats de travailleurs reconnus par le ministère du Travail (1931-1936)

ANNÉE	Nombre DE SYNDICATS RECONNUS dans l'année	TOTAL CUMULÉ DES SYNDICATS RECONNUS
1931	32	32
1932	83	115
1933	141	256
1934	111	367
1935	73	440
1936	242	682

Source : Costa, 1986 : 23 et Rodrigues, 1979 : 124.

Le tableau ci-dessus nous montre combien les incitations étatiques étaient attractives pour certains courants syndicaux ; dès lors, nous comprenons pourquoi les syndicalistes liés aux anarchistes (jusqu'alors dominants) perdirent rapidement l'influence qu'ils avaient au sein du syndicalisme brésilien. C'est que, au contraire des communistes et des trotskistes – les autres tendances syndicales ayant une présence importante dans l'univers syndical brésilien –, les anarchistes ont toujours refusé de s'intégrer au système syndical mis en place par Vargas et son équipe. Cela aurait miné la légitimité des anarchistes par la base, car la possibilité des travailleurs de demander à leurs employeurs le respect des nouvelles lois travaillistes, poussa maints syndicalistes ou militants syndicaux à se faire reconnaître par les services de l'Etat. Or, une telle position était incompatible avec l'idéologie de l'anarcho-syndicalisme, pour qui la moindre dépendance vis-à-vis de l'Etat était vue comme une soumission à l'ordre bourgeois (sur ce point, voir le travail de Costa, 1986).

Ainsi, les années 30 marquent non seulement la naissance de la législation syndicale brésilienne, mais également une période de consolidation de cette législation. C'est aussi la période où la législation sur les relations professionnelles devient sans conteste acceptée par la plupart des tendances syndicales brésiennes, y compris les tendances de gauche.

Ce processus d'édification de la législation syndicale comme point indépassable des rapports entre les syndicats des travailleurs, les patrons et l'Etat sera renforcé avec l'instauration de la dictature de l'Etat Nouveau en 1937. Alléguant une conspiration des communistes brésiliens, Vargas, avec le soutien des Forces Armées, instaure un coup d'Etat, se donnant des pouvoirs amplifiés.

Cela lui donnera la possibilité d'éloigner de la scène politique les opposants au régime (y compris les syndicalistes de gauche), et d'entériner les nouvelles règles régissant les rapports entre le capital et le travail dans le pays. Ainsi, la législation syndicale et certains droits des travailleurs (la journée de travail de 8h et de 48h par semaine – instaurée dès 1932 –, la retraite après 30 ans d'activité professionnelle pour les femmes et après 35 ans pour les hommes, la sécurité sociale, les congés payés annuels, etc.) seront réunis dans un code juridique spécial (la Consolidation des Lois Travaillistes : CLT) sans aucune consultation ou participation, ni des travailleurs et de leurs syndicats, ni des patrons ou de leurs associations.

Ces lois seront mises en avant par la propagande du régime varguiste comme un don du Président aux plus démunis de la société, d'où la représentation de Vargas dans la

propagande officielle comme "père des pauvres". C'est le début de la politique populiste de Vargas, par le biais de laquelle il essaiera de s'attirer la sympathie du prolétariat urbain en rapide expansion et, ainsi, de trouver de nouvelles sources de légitimation de son pouvoir.

Cela était d'autant plus tentant que le poids des travailleurs de l'industrie dans la société brésilienne commençait à augmenter très rapidement : le nombre de travailleurs occupés dans le secteur secondaire au Brésil passe de 313.156 en 1920, à 815.041 en 1940, puis à 1.309.614 en 1950 et à 1.796.837 en 1960.

Parallèlement, le nombre de syndicats officiellement reconnus se développe : dans l'ensemble du pays ce nombre s'élevait à 873 en 1945 et à 939 en 1946 ; représentant, respectivement 474.943 et 797.691 travailleurs urbains syndiqués, dont près de la moitié étaient concentrés dans les seuls Etats de São Paulo et Rio de Janeiro ¹²² .

Toutefois, malgré ce poids numérique important, le mouvement syndical restait sous le strict contrôle du Ministère du Travail et sans aucun pouvoir d'influence sur les décisions gouvernementales.

7.3.2. Le syndicalisme à l'heure de la démocratisation (1945-1950)

Cette situation changera rapidement avec le retour du pays à la démocratie en 1945. Le retour à la normalité démocratique était devenu une revendication de pratiquement toutes les forces politiques du pays, et ce, dès l'entrée du Brésil dans la deuxième guerre mondiale, aux côtés des pays alliés, en 1942. Il devenait difficile de légitimer le régime autoritaire en vigueur au Brésil, quand les soldats brésiliens étaient mobilisés sous le motif d'aller se battre en Europe pour aider à sauver la démocratie dans le monde. Vargas en prend conscience, car dès 1943 il commence à affirmer qu'à la fin de la guerre le pays retournera à la démocratie.

En effet, en 1945, Vargas fixa les élections présidentielles pour la fin de l'année, en même temps qu'il concéda une amnistie à tous les prisonniers et exilés politiques de son régime. Cependant, les Ministres Militaires, craignant que le Président n'utilise la machine étatique pour favoriser ses candidats, ou, même, pour rester au pouvoir, lui imposent de se retirer avant les élections.

L'éloignement de Vargas des centres de décision, l'amnistie à l'encontre des prisonniers politiques, la légalisation du Parti Communiste Brésilien (PCB), l'élection d'une nouvelle Assemblée Constituante, etc., témoignent d'un certain assouplissement de la vie politique brésilienne.

Dans ce nouveau climat, les militants mis à l'écart sous l'Etat Nouveau (entre 1937 et 1945), arrivent à participer aux débats au sein du mouvement syndical brésilien, menaçant ainsi l'hégémonie de la bureaucratie syndicale mise en place par le varguisme. Cela est particulièrement vrai pour les communistes, lesquels, profitant de leur relatif succès sur le plan politico-électoral ¹²³ , essayeront de reconquérir une partie de leur pouvoir au sein du mouvement syndical brésilien. Tel est le sens de la création, par des

¹²² Selon les données avancées par Rodrigues (1979 : 129).

militants communistes, du Mouvement Unificateur des Travailleurs (MUT), censé être la première étape vers la formation d'une Centrale Syndicale dans le pays. L'objectif affiché du MUT était de réduire les contrôles du Ministère du Travail sur les syndicats et de rendre possible l'unification des luttes des travailleurs.

C'est dans ce contexte que se tient, en septembre 1946, le Congrès Syndical des Travailleurs Brésiliens, avec la participation de 2.400 représentants syndicaux. Dans ce congrès, deux tendances politiques s'opposent : d'un côté, les communistes et les syndicalistes influencés par eux, proposent la création de la Confédération Générale des Travailleurs, laquelle se placerait en dehors de la tutelle de l'Etat et de la législation syndicale. Opposé à ce projet, le groupe de syndicalistes proche des techniciens du Ministère du Travail – raison pour laquelle on les appelait "ministériels"¹²⁴ – abandonne les discussions et obtient que le Ministre du Travail déclare la fermeture du congrès. Les Communistes poursuivront, avec leurs alliés, le déroulement du Congrès au siège du Syndicat de l'Hôtellerie de Rio de Janeiro et décideront la création de la Confédération des Travailleurs du Brésil, selon les modalités d'une centrale syndicale indépendante.

Suite à ces événements, le Ministère du Travail autorisera, par décret, la création d'une confédération intégrée à la structure syndicale officielle, sous la direction des syndicalistes jaunes. On prétendait ainsi invalider le projet de construction d'une organisation de "haut niveau" telle qu'une centrale syndicale, regroupant l'ensemble du mouvement syndical brésilien, et indépendante des contrôles imposés par l'Etat.

Cette relative agitation au niveau des directions syndicales, exprimait aussi une certaine agitation au niveau des bases. Ainsi, tout au long de l'année 1946, d'après des données citées par Rodrigues (1986 : 538), ont été déclenchées 120 grèves à travers le pays (dont 60 au cours des deux premiers mois de l'année, dans l'État de São Paulo). Cette reprise des mouvements de masse par les syndicats brésiliens ne peut pas être comprise en dehors de la conjoncture de libéralisation politique qui a caractérisé la fin de la dictature de l'Etat Nouveau. Les débats qui ont suivi les élections pour la Présidence de la République et pour l'Assemblée Nationale Constituyente galvaniseront l'ensemble de la société civile brésilienne. Qui plus est, la fin de la deuxième guerre mondiale, le retour des soldats brésiliens qui s'étaient battus en Europe, etc. donnaient une connotation positive à l'idée de la démocratie dans la vie politique brésilienne. Dans ce contexte, l'action des militants syndicaux les plus actifs (communistes et autres) devenait plus facile, d'autant

¹²³ Le Parti Communiste Brésilien (PCB), en obtenant plus de 500.000 votes (10 % des voix exprimées), fut le troisième parti le plus plébiscité lors des élections générales de 1945. D'après le politologue Gláucio Ary Dillon Soares, cité par Rodrigues (1986), le PCB était le plus urbain des grands partis brésiliens à cette époque, car l'essentiel de ses résultats fut obtenu dans les grandes villes industrialisées du pays.

¹²⁴ D'autres dénominations de ces syndicalistes étaient "jaunes" et "pelegos". Ce dernier mot est celui qui connaîtra le plus de succès parmi les travailleurs brésiliens ; à l'origine, pelego désignait une peau de mouton que les cavaliers de l'État de Rio Grande do Sul (les gauchos), comme leurs homologues uruguayens et argentins, plaçaient entre la peau du cheval et la "cela" pour 'adoucir' la friction entre eux ; par association, le mot servira à désigner dans l'imaginaire syndical brésilien, les syndicalistes peu soucieux d'entreprendre des mobilisations de travailleurs contre les patrons et/ou l'Etat.

plus que la répression devenait moins efficace.

Cependant, toutes les données allaient changer à partir de 1947. Tout d'abord, avec le début de la guerre froide au niveau international, le gouvernement brésilien devient plus méfiant et hostile vis-à-vis des communistes, prenant ses distances vis-à-vis du climat de réconciliation nationale qui avait marqué la fin de la dictature varguiste. De plus, face à une situation économique chaotique avec l'accélération de l'inflation et la diminution rapide des réserves internationales du pays (celles-ci passent de US \$ 708 millions à la fin de la deuxième guerre mondiale, en 1945, à seulement US \$ 92 millions au début de 1947), le gouvernement durcit sa politique économique. De plus, pour éviter des résistances majeures, il établit une politique répressive vis-à-vis de ses détracteurs les plus fervents, notamment le PCB et les syndicalistes proches de ce parti. Ce qui était d'autant plus tentant que les communistes devenaient une force hégémonique au sein du mouvement ouvrier, menaçant ainsi l'équilibre du pouvoir entre les groupes sociaux et, la conjoncture internationale aidant, réveillant les fantômes d'une révolution socialiste au sein des classes moyennes et des Militaires¹²⁵.

Cette préoccupation à contrôler les forces politiques d'opposition se traduira par la dissolution du PCB en 1947 ; cela, après que ce parti eut conforté sa position sur l'échiquier politique brésilien lors des élections municipales de cette année. Ainsi, sous l'allégation que l'idéologie du PCB portait atteinte à la sécurité nationale, la Haute Cour (Supremo Tribunal Federal) accepte la demande du gouvernement et déclare le Parti Communiste illégal.

Cela laissera le chemin ouvert à une chasse aux sorcières dans le milieu syndical. Le Ministère du Travail, en faisant appel à la législation syndicale, interviendra et mettra à l'écart les directions de 143 syndicats en 1947 (sur un total de 944 syndicats). De même, la toute récente Confédération des Travailleurs du Brésil, soupçonnée d'être contrôlée par les Communistes, fut interdite.

Sous l'impact de ce durcissement politique vis-à-vis du parti communiste et des forces syndicales proches de ce parti, l'agitation syndicale perd de la vitesse. Ainsi, si en 1946 il y eut 120 grèves dans le pays, en 1947 il n'y en eut que 17, signe que le syndicalisme brésilien rentrait dans une période de repli. Encore une fois, les syndicats brésiliens suivaient l'évolution de la conjoncture politique du pays.

La période qui va de 1947 jusqu'aux années 50 est marquée par une relative paix sociale dans le domaine des relations professionnelles. L'éloignement des communistes et le renforcement des positions des syndicalistes fidèles aux recommandations et injonctions du Ministère du Travail, provoquent une accalmie des mobilisations ouvrières. Paradoxalement, cela provoque aussi un accroissement du nombre de syndicats existants, surtout dans des États situés en dehors de l'axe Rio de Janeiro-São Paulo. En

¹²⁵ Les Militaires brésiliens étaient farouchement anticommunistes. En partie, cet anticommunisme peut être expliqué par le souvenir du putsch militaire que les communistes brésiliens tentèrent en 1935. Mais, il faut prendre en compte également la proximité et la complicité qui s'établit entre les Militaires brésiliens et les Militaires nord-américains pendant la deuxième guerre mondiale – le Brésil fut le seul pays latino-américain à envoyer des troupes pour combattre aux côtés des troupes alliées en Europe.

vérité, nous assistons à l'approfondissement du processus de diffusion du phénomène syndical, les syndicats commençant à devenir, à cette époque, un phénomène national au Brésil.

Ainsi, les syndicats créés dans les États de Minas Gerais, Rio Grande do Sul, Bahia et Pernambuco feront tomber, au début des années 50, la participation relative des syndicats de Rio de Janeiro et São Paulo à moins d'un tiers du nombre total de syndicats dans le pays. Mais, comme nous le rappelle Rodrigues (1979) cela se fait par la création de syndicats de petites dimensions, en général dans des villes de l'intérieur, loin des capitales des États ; ce qui explique que malgré la croissance du nombre de syndicats dans d'autres États, 42 % des travailleurs syndiqués en 1952 se concentraient encore à Rio et à São Paulo.

Ce processus de "nationalisation" du syndicalisme est aussi visible par la croissance du nombre de fédérations et de confédérations – organisations prévues dans la législation syndicale – à partir des années 40. En 1942 il n'existait que trois fédérations, nombre élevé à 32 en 1947 et à 54 en 1952, (Rodrigues, 1986 :534) ; de même, les deux principales confédérations (celle des travailleurs de l'industrie et celle des travailleurs du commerce) datent de 1946.

Tout cela nous laisse entrevoir quelques-unes des caractéristiques de la formation historique du syndicalisme brésilien. Un syndicalisme conçu par les élites gouvernementales comme un moyen d'empêcher le développement de la lutte de classes ; d'où une législation prévoyant des contrôles et des sanctions à l'encontre des syndicalistes dépassant les limites imposées à leurs actions. Mais aussi, où les travailleurs trouvaient, en partie, leur compte, car ce syndicalisme était le point de passage obligé pour faire valoir, vis-à-vis du patronat, les droits travaillistes institués par Vargas dans les années 30. Dans ce contexte, plus qu'un instrument politique de mobilisation ouvrière, les syndicats apparaissaient dans les représentations sociales du Brésil des années 40 et 50, comme une organisation de défense des droits des travailleurs.

Autrement dit, dans cette période, le syndicalisme brésilien ne s'est pas forgé en tant que force politique ou contre-pouvoir de la volonté patronale. En partie, en raison de la répression exercée envers les anarchistes, les trotskistes et les communistes – les forces syndicales contestataires des années 30 –, les syndicats ont pu se développer comme des institutions relativement indépendantes du niveau d'organisation et de combativité des travailleurs. Et ce d'autant plus que les recettes financières de l'impôt syndical rendaient ce processus possible. Nous avons là une des explications possibles du taux de syndicalisation relativement bas¹²⁶ et de la petite taille des syndicats¹²⁷ à cette époque.

La plupart des syndicats étaient considérés comme un moyen d'accéder à la justice

¹²⁷ Le sociologue Albertino Rodrigues cite des données pour l'année 1961 qui peuvent donner une idée de la taille moyenne des syndicats brésiliens jusqu'à 1964. A cette époque, la taille moyenne des syndicats brésiliens était d'environ 1.100 associés. Cependant, ce nombre était peu représentatif, car plus de la moitié des syndicats (59 %) avaient moins de 400 associés ; de même, les 21 syndicats les plus importants du pays (avec plus de 10.000 associés) regroupaient un tiers de tous les travailleurs syndiqués du Brésil.

du travail (seuls les syndicats officiellement reconnus pouvaient interpeller la justice contre les abus des patrons, rappelons-le) et aux recours financiers mis à disposition de l'organisation syndicale. Ce qui pourrait expliquer l'existence de certains syndicats réunissant un nombre infime de travailleurs avec, parfois, moins de dix associés ; c'est ce que nous rapporte le sociologue José Albertino Rodrigues :

<< Quel poids réel peut avoir le Syndicat des Maçons de Leopoldina, dans le Minas Gerais, avec 15 associés ? Ou celui des Employés du Commerce de Teófilo Otoni, dans le même État, avec 12 associés ? Ou le Syndicat des Travailleurs dans l'Industrie de l'Alimentation à São Gabriel, dans l'État de Rio Grande do Sul, avec 11 associés ? Ou encore le Syndicat des Travailleurs de la 'Construction' de Cruzeiro do Oeste, dans le Paraná, avec 9 associés ? Et que dire du Syndicat des Travailleurs de l'Industrie des Chaussures de Ipameri, dans l'État de Goiás, avec 6 associés ? Il est évident que nous avons devant nous, en ce qui concerne ces cas, et plusieurs autres, des entités ayant une existence seulement nominale, sans aucune vie associative ; bref, ce sont des syndicats artificiels.>> (Rodrigues, 1979 : 136).

Cela est bien la preuve qu'une partie des leaders syndicaux brésiliens avait adopté le point de vue que les gouvernements et le Ministère du Travail diffusaient sur les syndicats depuis la fin des années 30. Selon cette conception, l'objectif principal des syndicats était d'obliger les patrons à respecter la législation sociale mise en place par Vargas. Pour ce faire, toujours dans le cadre de cette représentation de l'activité syndicale, il suffisait à chaque syndicat de présenter ses réclamations devant la justice du travail.

Autrement dit, pour obtenir des avantages pour leurs bases, les syndicalistes n'avaient pas besoin d'organiser les travailleurs sur les lieux de travail (comme le voulaient les syndicalistes anarchistes durant les trois premières décennies de ce siècle) ou d'intégrer leurs actions à la stratégie d'un parti politique (comme le voulaient les communistes). Il revenait à l'Etat le soin de régler les différends entre patrons et salariés.

Avant de poursuivre le récit historique du syndicalisme brésilien, il convient d'aborder la question du corporatisme au Brésil. Pour la plupart des chercheurs qui ont travaillé sur la question syndicale au Brésil, la question du corporatisme ou du néo-corporatisme est un point indépassable de l'analyse. Il est bien évident que la législation syndicale conçue par Vargas et ses conseillers, a favorisé le développement de certaines caractéristiques du syndicalisme brésilien, notamment l'emprise de l'Etat sur les questions liées au travail.

Cependant, il nous semble excessif de tout ramener à cette question. Et cela pour

¹²⁶ Les données officielles concernant les taux de syndicalisation au Brésil ne sont pas très fiables, car on utilise des informations données par les propres syndicats, lesquels ne procèdent que très rarement à des mises à jour de leurs archives, notamment en ce qui concerne les travailleurs qui ont fait partie du syndicat un jour et qui après, pour des raisons diverses – décès, licenciement, etc. – ne pouvaient plus être considérés comme syndiqués. Cela étant, ces données nous aident à apprécier le poids plutôt faible des travailleurs syndiqués sur le total des travailleurs urbains brésiliens. Ainsi, d'après des données citées par Maria Herminia Tavares de Almeida (Almeida, 1986 : 106), qui s'est servie des données issues des recensements, le taux de syndicalisation des travailleurs urbains brésiliens était de 8 % en 1940 ; chiffre qui avoisinait les 12 % en 1960. Déjà, pour Albertino Rodrigues (Rodrigues, 1979 : 135), le taux de syndicalisation parmi les travailleurs industriels en 1960 était d'environ 30 % pour le Brésil et de 40 % pour la région Sud-Est du pays.

plusieurs raisons. Tout d'abord, la mise en application d'une législation syndicale fortement marquée par l'idéologie corporatiste (influence d'ailleurs explicitement revendiquée par les législateurs eux-mêmes) était tout autant un indice de la faiblesse des travailleurs sur le plan de leurs organisations qu'une de ses causes. Autrement dit, les difficultés du mouvement ouvrier brésilien à se débarrasser de l'influence de l'Etat n'était pas simplement un épiphénomène d'une législation syndicale de type "néo-corporatiste" ; ce contrôle étatique sur le mouvement ouvrier était aussi une conséquence de la faiblesse de ce mouvement, incapable de se poser en tant qu'alternative capable de contrecarrer le paternalisme varguiste au cours des années 30 (cela est vrai surtout en ce qui concerne les anarchistes), ou la répression policière mise en pratique par Vargas après 1937 et par le gouvernement Dutra en 1947. Tout en reconnaissant le pouvoir idéologique de la loi syndicale, il ne faut pas oublier qu'elle était l'expression du rapport de forces entre les principaux groupes sociaux dans la société brésilienne. De ce point de vue, les faiblesses du syndicalisme brésilien ne sont pas à chercher dans la seule législation, mais également dans les rapports de forces en vigueur dans la société, y compris sur les lieux de travail.

De même, si sur le plan légal le mouvement syndical était complètement sous le contrôle de l'Etat, sur le plan pratique, ce contrôle était loin d'être absolu. Raison qui nous amène, à l'instar de Maria Hermínia Tavares de Almeida (1984), à considérer le syndicalisme brésilien sous un double regard : celui du corporatisme légal et celui du système réel. Autrement dit, la législation syndicale elle-même et la manière de mettre en pratique cette législation. Car, c'est le propre de toute règle juridique d'être adaptée aux contextes de sa mise en application.

Ainsi, en ce qui concerne le syndicalisme brésilien, nous pouvons affirmer que si la législation syndicale est restée pratiquement la même depuis les années 30 (et ce, jusqu'à nos jours) il n'en va pas de même, ni pour les actions développées par les syndicalistes, ni pour la façon dont l'Etat et le patronat envisagèrent les syndicats. C'est cette dualité de logiques qui pourrait expliquer, en partie, l'influence des conjonctures politiques sur le syndicalisme brésilien. Car, si la législation syndicale avait réussi à anéantir complètement l'autonomie et l'esprit revendicatif des travailleurs, comment expliquer les mouvements réalisés par les syndicats dans des conjonctures marquées par une certaine libéralisation politique ?

D'ailleurs, ce parallélisme entre libéralisation ou durcissement des conjonctures politiques et activité du mouvement syndical brésilien sera une des caractéristiques les plus stables de l'histoire syndicale brésilienne. Ce sera toujours à des périodes où le régime politique du pays sera le plus libéral, ou en crise de légitimité, que les syndicats brésiliens réussiront à jouer un rôle majeur dans la vie politique du pays. De même, ce sera dans les conjonctures de montée de l'autoritarisme dans le champ politique que le syndicalisme brésilien aura le moins de visibilité sociale.

Cette étroite relation entre conjoncture politique et visibilité sociale du syndicalisme brésilien fut déjà soulignée par la majorité des chercheurs ayant travaillé sur ce thème, donnant lieu à de multiples interprétations ; la plupart desquelles ramènent à la législation syndicale de type corporatiste cette relation de proximité entre visibilité syndicale et conjonctures politiques.

Il nous semble que c'est ainsi oublier qu'une législation, pour importante qu'elle soit dans la compréhension de la vie sociale, ne suffit pas à expliquer les choix des agents sociaux. Une législation peut donner lieu à plusieurs stratégies d'adaptation : le fait que le syndicalisme brésilien ait présenté différentes caractéristiques au cours du temps, malgré la pérennité de la législation syndicale, vient prouver qu'une même législation peut donner lieu à différentes pratiques. Ainsi, il nous semble que, tout aussi importante que l'étude des lois syndicales brésiliennes, est l'étude des pratiques (et des idées) des acteurs sociaux au cours du temps.

Cela ne signifie pas, pour autant, que ces pratiques puissent être comprises en dehors de la "régulation de contrôle" imposée par la législation, mais que cette régulation n'épuise pas les pratiques et les options des acteurs. C'est de la dialectique entre une législation syndicale de contrôle et des pratiques adaptatives plus ou moins contestataires de la part des syndicalistes, que nous pouvons comprendre la dynamique des relations professionnelles au Brésil.

7.3.3. Quand les syndicats deviennent populistes (1950-1964).

Revenons donc à l'évolution historique du syndicalisme brésilien. Après la répression qui s'est abattue sur les syndicalistes communistes en 1947, il s'ensuivra une période de relative accalmie dans le milieu syndical brésilien.

Cela commença à changer avec le retour de Vargas à la présidence de la république en janvier 1951. Mais, cette fois-ci, ce n'était plus le Vargas "caudillo", arrivé au pouvoir avec le soutien des élites dissidentes et des Militaires, qui revenait ; c'était un autre Vargas, avec un autre discours en tout cas, qui réapparaissait : un Vargas populiste. Un Vargas qui essayait de courtiser la classe ouvrière, de plus en plus importante, sans effrayer les classes moyennes, les entrepreneurs industriels ou les grands propriétaires terriens. Un Vargas qui avait besoin, de toute évidence, de légitimer son pouvoir par le soutien qu'il pouvait avoir auprès de l'électorat urbain.

Il peut paraître illogique que dans un pays où plus de 70 % de la population vivait à la campagne, les groupes urbains aient eu tant d'importance dans la vie politique. Cela s'explique, en partie, par le fait que les personnes analphabètes n'avaient pas le droit de vote. Or, sachant qu'en 1950 plus de 50 % de la population brésilienne était analphabète, et qu'en général, l'analphabétisme était plus répandu dans les campagnes que dans les villes, il devient compréhensible que les électeurs urbains aient gagné tant d'importance dans les stratégies électorales des candidats, dont Vargas.

Lors de la campagne électorale pour les élections présidentielles d'octobre 1950, Vargas tiendra un discours mettant en valeur les lois sociales et la politique économique industrialisante de son gouvernement précédant. Le public-cible d'un tel discours était les ouvriers et travailleurs urbains, d'une part, et les entrepreneurs industriels, d'autre part. Ce discours allait aussi dans le sens de certains groupes attirés par les idées nationalistes, notamment certains secteurs des classes moyennes (les Militaires, les étudiants, etc.). En même temps, Vargas tissa un ensemble d'alliances avec certains représentants des oligarchies agraires, surtout dans les États les moins industrialisés et urbanisés.

Avec une telle stratégie politique il n'est pas très étonnant que Vargas ait obtenu une

victoire écrasante ¹²⁸. Ce qui lui donnera la légitimité pour mettre en place une politique économique de couleur interventionniste et nationaliste, où les entreprises nationales jouaient un rôle important. Cela lui permettra également de relâcher les contrôles pesant sur le mouvement syndical, ayant besoin maintenant du soutien actif des ouvriers organisés pour vaincre les résistances des opposants à sa politique.

Ainsi, dès sa prise de pouvoir, en janvier 1951, Vargas nomma un politicien du Parti Travailleuse Brésilien – parti tenant un discours national-développementiste et dont Vargas avait lui-même encouragé la création en 1945 – à la tête du Ministère du Travail ; signe que la politique du gouvernement vis-à-vis des syndicats allait changer dans les années suivantes.

De plus, le retour de Vargas au pouvoir fut aussi marqué par de grands débats politiques autour des stratégies de développement du Brésil. Les difficultés économiques du pays poussaient les groupes politiques nationalistes à faire pression sur le gouvernement pour qu'il adopte une action plus engagée dans l'industrialisation brésilienne. Cela deviendra particulièrement visible avec les mobilisations populaires pour la création d'une entreprise nationale du pétrole ; en effet, l'importance de ce mouvement va surprendre Vargas lui-même, l'obligeant à faire des concessions aux nationalistes en ce qui concerne son projet initial pour l'industrie pétrolière.

De toute évidence, cette montée en puissance des nationalistes et des masses populaires sur la scène politique du pays ne plaisait pas aux secteurs conservateurs, notamment aux Militaires. De même, une frange importante de la classe moyenne urbaine se méfiait de la politique sociale de Vargas, craignant une inversion de l'ordre social dominant ; ce qui se traduisait au niveau des discours, par la peur que ne s'institue une République Syndicaliste, telle que Péron en avait réussi la mise en place en Argentine à cette époque. En vérité, ce qui était en cause à travers ces discours était l'arrivée sur la scène d'un nouvel acteur politique : les masses urbaines, notamment les ouvriers industriels. Cela bouleversait les représentations sociales dominantes dans le pays sur la "place des classes inférieures" dans la société, étant donné que pour l'idéologie élitiste des groupes conservateurs, les masses personnifiaient le côté barbare et inculte du Brésil.

Quoi qu'il en soit, les groupes conservateurs réussirent à obtenir le soutien de l'Armée dans leur opposition à Vargas et ses alliés. Jouant la carte du rôle prépondérant que l'Armée avait pris dans la politique brésilienne depuis 1930, ces groupes essayeront d'obliger Vargas à renoncer au pouvoir, sous la menace d'un coup d'Etat. Vargas ne réussira à contourner la situation qu'au prix du sacrifice de sa propre vie ; en effet, il se suicide, laissant derrière lui une lettre où il s'en prend violemment à ses ennemis politiques. L'importante mobilisation populaire qui s'ensuivra, aura pour conséquence le démantèlement du coup d'Etat qui se préparait et le regain de légitimité politique des héritiers politiques de Vargas. Ceux-ci, dénommés travaillistes, couverts par le culte à la mémoire de l'ancien président et par l'idéologie nationaliste, seront les acteurs indépassables de la politique brésilienne jusqu'en 1964.

¹²⁸ Il obtient 49 % des voix, contre 30 % et 21 % pour ses deux adversaires.

C'est dans ce double contexte que le syndicalisme brésilien se développera à partir de 1950. D'un côté, l'arrivée au pouvoir de groupes politiques intéressés à maintenir des liens particuliers avec les leaders syndicaux, allant jusqu'à donner à ceux-ci plus d'autonomie et de liberté pour mobiliser et organiser les bases ouvrières ; cela était particulièrement vrai en ce qui concerne le Ministère du Travail, ministère jugé par tous, depuis lors, comme essentiel dans les jeux de pouvoir. Et, d'un autre côté, une conjoncture politique très marquée par l'ampleur des débats politiques nationalistes, par la participation des masses urbaines à ces débats et par la méfiance des élites traditionnelles et de la classe moyenne à l'égard de la capacité du gouvernement de maintenir le statu quo.

Ainsi, à partir de 1950 le nombre de syndicats et le nombre de travailleurs syndiqués augmente rapidement. De même, la politique de libéralisation des contrôles du Ministère du Travail sur les syndicats¹²⁹, rend propice le retour sur la scène syndicale des militants communistes, et le développement d'un nouveau courant syndical, dit nationaliste, proche des idées "développementistes" du varguisme et lié politiquement au Parti Travailleuse Brésilien (PTB).

Évolution du nombre de syndicats et de travailleurs syndiqués au Brésil (1947-1961)

ANNÉE	NOMBRE DE SYNDICATS	INDICE	NOMBRE DE TRAVAILLEURS SYNDIQUÉS	INDICE
1947	969	100	797.691	100
1950	1.075	111	738.616	92
1952	1.138	117	747.309	94
1953	1.196	123	823.693	103
1954	1.254	129	908.061	114
1955	1.300	134	886.121	111
1956	1.347	139	1.012.223	127
1957	1.405	145	1.087.737	136
1958	1.489	154	1.060.594	133
1959	1.582	163	1.148.710	144
1960	1.608	166	1.125.910	141
1961	1669	172	1.203.570	151

Source : Rodrigues, 1979 : 125 et 134.

C'est dans cette conjoncture qu'éclatent, au cours des années 50, d'importants mouvements de grève, dont les premières grèves de masse depuis les années 30 : celles de 1953 et de 1957, dans plusieurs industries de l'État de São Paulo.

La grève de 1953¹³⁰, connue sous le nom de Grève des 300.000, dans l'État de São Paulo, fut déclenchée en mars par les travailleurs de l'industrie textile et de la métallurgie

¹²⁹ Ainsi, en 1951, le gouvernement révoque la loi selon laquelle tous les leaders syndicaux ou candidats à des postes de direction dans les syndicats devaient fournir une attestation d'antécédents idéologiques qu'ils devaient se procurer auprès de la Police. C'était un moyen, en vérité, pour repérer et éloigner des syndicats les militants communistes.

pour obtenir des augmentations salariales. Cependant, elle s'étendra très rapidement à plusieurs autres professions dans tout l'État ; on estime que dans la période de plus forte mobilisation, 300.000 travailleurs étaient en grève.

Les négociations entre employeurs et salariés suivirent un cours classique : les travailleurs demandaient 60 % d'augmentation salariale et les employeurs n'offraient que 20 %. Après plusieurs tentatives de conciliation auprès de la justice du travail, les syndicats acceptent la proposition des juges de 32 % d'augmentation. Une négociation placée donc sous le signe de la médiation de la Justice du Travail.

Cependant, sous bien d'autres aspects, cette grève présente des points importants à mentionner. Tout d'abord, le nombre de travailleurs concernés, fait inédit dans l'histoire syndicale brésilienne. De même, le caractère disséminé du mouvement regroupant plusieurs professions, malgré l'étanchéité des syndicats et de la législation syndicale, prouve que les leaders syndicaux étaient capables d'organiser un mouvement élargi. D'ailleurs, ils ont même créé une "Commission Intersyndicale de Grève" afin de coordonner les négociations avec le patronat ; cette commission sera plus tard transformée en une organisation pérenne, le Pacte d'Unité Intersyndicale, regroupant près de 40 syndicats de l'Etat de São Paulo.

Cette grève fut marquée aussi par l'action mobilisatrice des commissions d'entreprise créées spontanément par les travailleurs au cours de la grève. De plus, elle compta avec la bienveillance du maire de São Paulo ¹³¹, preuve que l'électorat ouvrier commençait à peser sur les décisions des représentants politiques. Tout cela prouve que, malgré une législation d'inspiration corporatiste, l'espace d'adaptation et de création des travailleurs était loin d'être négligeable.

Cela deviendra encore davantage perceptible lors de la grève connue comme "Grève des 400.000" ; ce mouvement concerna environ 400.000 travailleurs de différents secteurs de l'industrie de l'État de São Paulo, en octobre 1957 ¹³². Comme en 1953, le mobile de cette grève fut des améliorations salariales – il était demandé une augmentation de 45 % – mais très vite, elle gagna une dimension publique importante, à tel point que le gouvernement fédéral envisagea d'envoyer l'Armée pour réprimer le mouvement ; ce que le gouverneur de l'État (Jânio Quadros) réussit à éviter en promettant une action plus ferme de la police de l'État (sous son autorité) contre les grévistes.

Ici aussi, l'issue du mouvement advint par l'action de la Justice du Travail, laquelle détermina une augmentation de 25 % et menaça les syndicalistes d'illégalité de la grève, ce qui aurait laissé le chemin ouvert à l'intervention du Ministère du Travail dans les syndicats.

Cependant, quelques caractéristiques de ce mouvement le distinguent du précédent.

¹³⁰ Nous utilisons ici les informations présentes chez Rodrigues (1981).

¹³¹ Il s'agit du futur Président de la République, Jânio Quadros.

¹³² Nous avons puisé chez Leite(1986) les informations concernant cette grève.

Tout d'abord, sa centralisation dès le début du mouvement : en effet, le Pacte d'Unité Intersyndicale (PUI) a coordonné dès le début les actions des travailleurs ainsi que les négociations avec les employeurs. Contradictoirement, lors de cette grève, la radicalisation de la base échappa parfois au contrôle des syndicalistes. Ainsi, une des raisons de la panique provoquée par le mouvement chez les employeurs et au sein du gouvernement, fut les actes violents que certains groupes de travailleurs livrèrent contre les installations de certaines entreprises.

De plus, les soutiens politiques à la grève furent plus explicites : le maire de la ville de São Paulo et le gouverneur de l'État offrirent un soutien politique et financier au mouvement et le vice-gouverneur de l'Etat alla jusqu'à participer aux piquets de grève. D'après Leite (1986), un des éléments qui rendit la position des travailleurs plus confortable fut le fait que pratiquement toutes les forces politiques voulurent paraître soutenir le mouvement, afin de ne pas se mettre à dos les électeurs ouvriers à la veille d'une période électorale.

Ces deux mouvements marquent le début d'une nouvelle étape pour le syndicalisme brésilien ; étape marquée par une présence de plus en plus importante des syndicats dans la vie publique – comme le démontre l'augmentation du nombre de grèves dans le pays à partir de 1958 – et par le rapprochement des syndicalistes avec les groupes politiques jouissant, tant soit peu, du pouvoir d'influencer les décisions gouvernementales.

Nombre de grèves au Brésil (1958-1963)

ANNÉE	São Paulo	Rio de Janeiro	Autres États	Grèves Nationales	Total Brésil
1958	14	03	12	02	31
1959	24	15	31	03	73
1960	24	08	38	03	73
1961	44	11	58	02	115
1962	26	09	108	05	148
1963	24	34	111	03	172

Source : Rodrigues : 1986 : 542.

Dans le tableau ci-dessus nous observons non seulement une augmentation du nombre de grèves à travers le pays, mais aussi un processus de diffusion des grèves au-delà des États de Rio de Janeiro et São Paulo, les deux grands centres industriels de l'époque. Ainsi, si en 1958 plus de 50 % des grèves furent réalisées dans ces deux États, en 1963 ils n'ont totalisé que 34 % des grèves.

Cela est particulièrement vrai pour la période allant de 1961 à 1963, justement la période où, avec la montée au pouvoir de João Goulart¹³³, le gouvernement en vient à soutenir plus explicitement, à l'échelle nationale, les actions des leaders syndicaux. Ce qui se faisait surtout par le biais du Ministère du Travail, lequel monnayait un soutien des syndicats au gouvernement contre l'adoption de lois favorables aux travailleurs et aux

¹³³ Politicien considéré comme l'héritier politique de Getúlio Vargas ; il avait commencé sa carrière politique nationale comme Ministre du Travail en 1953, époque où il a pu se bâtir une réputation de proximité avec les leaders syndicaux. Élu Vice-Président en 1956 et en 1960, il devient Président à la suite de la démission du Président Jânio Quadros en août 1961.

leaders syndicaux.

Ainsi, la plupart des grèves et mobilisations ouvrières lancées par les syndicats à cette période seront caractérisées, non seulement par des revendications relevant des conditions de salaires, des conditions de travail ou d'autres thèmes du quotidien des travailleurs, mais aussi par une connotation politique indiscutable. C'était des grèves pour exiger l'adoption de certaines politiques (de protection du travail, de réforme agraire, de nationalisation des entreprises étrangères, etc.) tout autant que pour revendiquer des augmentations salariales.

Ce fut le cas de la grève touchant les fonctionnaires en novembre 1960, lorsque les fonctionnaires civils entrent en grève pour demander l'égalisation de leurs salaires avec ceux perçus par les Militaires. Ce fut aussi le cas des grèves générales d'août 1961 (pour s'opposer au veto mis par les Militaires à l'intronisation de Goulart à la Présidence de la République, après la démission de Jânio Quadros), de juillet 1962 (pour demander la nomination d'un gouvernement nationaliste), et de septembre 1962 (pour que le Congrès approuve la réalisation d'un Référendum, où les Brésiliens devaient choisir leur système de gouvernement). De même, ce fut le cas de la grève générale de l'industrie de l'Etat de São Paulo en octobre 1963, quand plus de 700.000 travailleurs entrent en grève pour obtenir de meilleurs salaires et pour l'adoption de réformes de base dans la société brésilienne.

Malgré le caractère politique de ces mouvements ouvriers, il faut bien prendre en compte que, du point de vue des travailleurs, ces grèves étaient des moyens d'affronter les difficultés économiques qui affligeaient le pays à l'époque. D'après l'expression du politologue américain Erickson (1977), les grèves de cette période étaient politiques dans la forme, mais économiques sur le fond, car les arguments économiques y étaient tout aussi importants que les politiques. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les effets de l'accélération des taux d'inflation, un des mobiles explicites des campagnes de mobilisation des syndicats.

Inflation au Brésil (1960-1964)

ANNÉE	INFLATION (%)
1960	26,3
1961	33,3
1962	54,8
1963	78,0
1964	87,8

Source : Alves, 1987 :331.

D'ailleurs, Erikson (1977), après avoir étudié les principales grèves de la période 1960-1964 au Brésil, a pu constater combien le thème de la baisse des salaires réels des travailleurs fut important dans les pratiques mobilisatrices des syndicats. Pour lui, les grèves qui ont été les plus suivies furent celles déclenchées dans des périodes d'importantes difficultés économiques des travailleurs. Un autre facteur important était l'attitude de l'armée lors des conflits. L'auteur montre notamment comment, à la fin de l'année 63 et au début 64, les syndicats avaient perdu leur pouvoir de mobilisation des

travailleurs, en partie à cause de la répression exercée par l'armée contre les mouvements populaires.

Quoi qu'il en soit, une des caractéristiques du mouvement syndical brésilien à cette époque, ce que la plupart des chercheurs ayant travaillé sur le thème ont souligné, est justement la priorité accordée aux revendications politiques par les syndicalistes. Cela n'était qu'en partie vrai, nous venons de le voir, mais témoigne, néanmoins, d'une relative prise de distance des leaders syndicaux vis-à-vis des questions du quotidien du travail sur les lieux de production.

Dans la période qui va de 1960 à 1964 (jusqu'au coup d'Etat militaire d'avril 1964), les leaders syndicaux les plus prestigieux furent davantage intéressés à institutionnaliser leur nouveau pouvoir dans la société qu'à faire avancer la présence syndicale sur les lieux de travail. Ainsi, l'action des syndicalistes pour créer une centrale syndicale, dont la création de la "Commission Générale des Travailleurs" (CGT) en juillet 1962 – durant la grève générale pour un Gouvernement nationaliste – fut le pas le plus important, ne s'est pas accompagnée d'une action visant l'organisation des bases et la présence plus intensive des syndicats sur les lieux de travail. Est passé inaperçu à l'époque, le fait que les grandes mobilisations ouvrières de masse étaient justement celles qui réussissaient à intégrer dans un même mouvement les demandes revendicatives particulières (augmentations salariales, améliorations des conditions de travail, etc.) et les demandes générales.

Vient peut-être de là l'erreur d'évaluation de la gauche brésilienne en 1964. Dans la plupart des analyses de conjoncture réalisées à cette époque, on évaluait que le pays s'acheminait vers une situation où les travailleurs allaient gagner beaucoup plus de pouvoir qu'auparavant. Dans ces évaluations, on invoquait souvent les grandes mobilisations de masse que le mouvement syndical avait réussi à organiser comme une preuve de la radicalisation et du niveau de conscience de classe des travailleurs brésiliens. Cependant, lors du coup d'Etat de 64, le mouvement syndical fut incapable de réagir et d'organiser des manifestations de résistance aux Militaires.

Dans la littérature sociologique brésilienne consacrée au mouvement ouvrier antérieur à 1964, il est devenu courant, à l'instar des travaux de Francisco Weffort (1973 ; 1978a et 1978b), de porter un jugement négatif sur le rôle du mouvement syndical et de la gauche nationaliste (y compris le PCB) dans la vie politique brésilienne. On reproche souvent aux leaders syndicaux d'avant 1964 de ne pas avoir misé sur l'organisation des travailleurs sur les lieux de travail et d'avoir surestimé le pouvoir dont ils jouissaient auprès des politiciens populistes, du Président de la République, surtout.

Sans vouloir nier le bien fondé empirique de ces recherches, il nous semble qu'elles font porter à la gauche d'une manière générale, et au mouvement syndical en particulier, une responsabilité surestimée. Tout se passe dans ces recherches comme si le coup d'Etat de 64 avait pu être évité si les leaders syndicaux avaient développé des organisations de base sur les lieux de travail ; sans prendre en compte, ni les rapports de force dans la société brésilienne ni les représentations sociales des propres syndicalistes (et des travailleurs) de l'époque.

Or, ainsi faisant on oublie que le pouvoir de résistance du syndicalisme n'est jamais

donné par la seule capacité endogène de ce mouvement. Là où le mouvement syndical a réussi à jouer un rôle important pour la défense de la démocratie ¹³⁴, les syndicats ont su allier une influence sur l'ensemble de la société civile à une organisation de base importante. En ce sens, le mouvement syndical dépassait de beaucoup les simples cadres des relations professionnelles pour acquérir une dimension politique.

Cela ne signifie pas que les syndicalistes brésiliens n'ont pas été séduits par les avantages du pouvoir, par leur proximité avec les centres de pouvoir en tout cas, ni qu'ils n'ont pas négligé le travail d'organisation des bases ouvrières. Les critiques qui pointent ces caractéristiques du mouvement syndical brésilien sont assez bien argumentées empiriquement pour que nous ne voulions nous y opposer. Cependant, davantage que de mettre l'accent sur les erreurs des syndicalistes nous avons besoin de comprendre pourquoi les choses se sont passées ainsi.

De surcroît, nous ne pouvons pas comprendre comment le coup d'Etat a pu s'organiser si facilement sans faire référence au soutien de la classe moyenne aux Militaires, ni aux représentations sociales associées aux Militaires dans la société brésilienne à cette époque. Autrement dit, il faut comprendre le syndicalisme brésilien durant la période 60 à 64 dans les contextes d'action qui étaient donnés par la conjoncture brésilienne.

S'il y a une chose que ces chercheurs laissent dans l'ombre, c'est justement la conception du pouvoir, c'est-à-dire l'Anthropologie Politique, dans la société. Le coup d'État de 1964 n'a pas seulement démontré la faiblesse des mouvements populaires à faire valoir leurs revendications. C'est aussi l'effondrement du champ politique dans la société. Il exprime l'incapacité de la société civile à soutenir la régulation politique. Cela est vrai aussi bien pour les groupes de gauche que pour les forces conservatrices, car à la suite de la prise du pouvoir par les Militaires, tous les politiciens civils seront éloignés de l'exercice réel du pouvoir. De ce point de vue, 64 fut une défaite non seulement pour les politiciens populistes mais aussi pour la droite, y compris pour celle qui avait encouragé les Militaires. C'est en effet la défaite du "politique", car c'est toute la classe politique qui fut remise en cause en 1964.

De plus, les relations de pouvoir au Brésil, aussi bien dans la sphère privée que publique, ont toujours été des relations extrêmement autoritaires et violentes. Depuis la découverte du pays, la force et la violence l'ont toujours emporté sur la concertation; surtout quand il s'agissait des revendications des classes populaires, considérées comme le rebut, comme des sous-races, incapables de prendre en charge leur propre destin. La peur provoquée par les politiciens populistes vient en grande partie de la peur de ces masses "incultes", de la peur des "classes dangereuses", de la peur du renversement de l'ordre social établi ; cela était peut-être plus fort que la peur du communisme.

Mais, en même temps, le culte de la personnalité des leaders et le désir des populistes (et des politiciens de gauche en général) de devenir des interprètes du "peuple", d'exercer le pouvoir avec le soutien des classes populaires, mais sans leur participation, expriment quelque part la même conception. On saisit bien par là, que aussi

¹³⁴ Voir les textes réunis par les soins de O'Donnell et Schmitter (1988).

bien la gauche que la droite brésilienne partageaient certaines représentations sociales sur le pouvoir et sur les classes populaires au Brésil.

Par ailleurs, l'anthropologue Roberto da Matta a mis en lumière certains mécanismes qui montrent comment l'autoritarisme se manifeste même dans les rapports interpersonnels dans la société brésilienne. Selon lui, l'autoritarisme transparait dès l'utilisation d'expressions linguistiques du type "est-ce que vous savez avec qui vous parlez ?", si fréquentes dans la vie courante du pays, surtout dans les rapports entre individus issus de classes sociales différentes. Cet auteur va jusqu'à suggérer que la peur des classes moyennes vis-à-vis du populisme tenait au fait que le populisme, bien ou mal, signifiait une certaine inversion de l'ordre symbolique. Faute de changer l'ordre social en vigueur, le populisme représentait l'accès à une certaine dignité, sur le plan symbolique, pour les classes populaires.

Il est de peu d'importance, ici, qu'au niveau du pouvoir les travailleurs aient été manipulés par leurs leaders populistes. Il est peu important également que le pouvoir des syndicalistes populistes ait résulté de leur "intimité" avec les politiciens populistes du gouvernement plutôt que de leur réelle capacité à mobiliser leurs bases. A notre avis, le plus important concernant ce thème, est que la visibilité politique de ces syndicalistes rendait plus aisée la diffusion de représentations sociales dans lesquelles les classes populaires apparaissaient comme un groupe ayant autant de droits que les autres groupes de la société – et non comme "le rebut" de la société, telles que les portaient les représentations traditionnelles au Brésil.

C'est cela qui paraissait inadmissible aux yeux des conservateurs de tous bords ; surtout après 1961, quand la mobilisation populaire touche aussi les paysans sans terre, les exclus des exclus de la société brésilienne. Cette peur des masses se retournera aussi contre les leaders populistes, jugés comme de faux prophètes, des "messies charlatans". C'est ainsi qu'un article paru dans une revue considérée comme libérale rapportait la victoire de Getúlio Vargas en octobre 1950 :

<< Le 3 octobre, à Rio de Janeiro, il y avait un demi-million de misérables, analphabètes, mendiants affamés et déguenillés, esprits refoulés et justement peïnés – individus que l'abandon des hommes avait rendus désagréables, méchants et vengeurs ; ils sont descendus des bidonvilles entraînés par le chant de la démagogie que l'on hurlait des fenêtres et des automobiles, pour voter dans le seul espoir qui leur restait : celui qui se proclamait le père des pauvres, le messie charlatan ...>> (cité in Weffort, 1986 : 22).

Dans ces conditions, nous pouvons comprendre que le coup d'Etat de 1964 ne représente pas seulement la répression contre les politiciens et syndicalistes national-populistes. Ce coup d'Etat représente aussi une sorte de légitimation par la force de l'ordre symbolique élitiste. La légitimation d'un ordre où les préjugés contre le peuple devenaient en quelque sorte une idéologie d'Etat. A ce propos, l'écrivain et militant noir Abdias do Nascimento (1982) cite une publication du Ministère des Relations Extérieures du Brésil du début des années 70 où l'on affirmait que la population brésilienne était en majorité blanche, la composante noire ou indienne n'y étant que résiduelle ; autrement dit, pour l'Etat brésilien d'après 1964, il était honteux de reconnaître que la moitié de la population brésilienne avait des origines indiennes ou africaines.

En faisant taire les tenants du populisme et du nationalisme (y compris la majorité des syndicalistes actifs d'avant 1964) les forces ayant soutenu le pronunciamiento d'avril 1964 auront voulu, en vérité, faire taire les contestataires d'un ordre social et symbolique autoritaire. Malgré l'incapacité des nationalistes à organiser une résistance contre ce mouvement conservateur, on ne peut leur nier le mérite d'avoir remis en cause cet ordre symbolique, raison qui explique d'ailleurs le soutien populaire dont ils jouissaient. Par la suite, cet ordre ne sera sérieusement contesté à nouveau qu'après le renouveau des mouvements populaires (des mouvements soutenus en général par l'Église proche de la Théologie de la Libération) et avec l'émergence d'un mouvement syndical plus autonome vers la fin des années 70. C'est dire combien le coup d'Etat a réussi le pari de ses promoteurs : rayer le national-populisme de la carte politique brésilienne.

Il n'y a pas de raison de supposer que le cours de l'histoire aurait pu changer si certaines options politiques avaient été prises. Dans l'analyse que nous essayons de développer ici, si le populisme était autant suivi par les acteurs à l'époque, c'est que dans les évaluations que ces acteurs (pas seulement les politiciens et syndicalistes nationalistes, d'ailleurs) faisaient de leur situation, le national-populisme apparaissait comme une forme d'action légitime et viable ; il était une forme d'action significative au niveau cognitif.

Il faut prendre en compte ce phénomène dans la logique sociale propre au développement historique de la société brésilienne. Il faut comprendre le populisme, ses faiblesses et ses atouts, dans la configuration socio-politique de l'époque, ce qui signifie, prendre en compte les visions du monde, les mentalités qui y prévalaient. En ce sens, force est de reconnaître que pour l'ensemble de la gauche à l'époque, le national-populisme était le moyen le plus sûr, et de consolider la démocratie brésilienne, et d'oeuvrer pour rendre possible une révolution socialiste dans le futur.

La question n'est pas tant de mettre l'accent sur les erreurs d'évaluation de la situation brésilienne dans une telle perspective, mais de savoir pourquoi cette vision était si répandue à l'époque.

Relativement à la faible résistance qui a été opposée au pronunciamiento de 1964, il ne faut pas négliger les représentations positives qui entouraient l'Armée à cette époque. L'Armée était considérée comme une institution non corrompue, "apolitique", sévère et violente parfois, mais juste. Tandis que les politiciens traditionnels et les institutions politiques d'une manière générale étaient vus comme à l'opposé de tout cela ; ce qui d'ailleurs était considéré comme inhérent au principe politique même. Il y avait plus qu'une simple volonté d'interpeller les Militaires, plus qu'un instinct de survie politique, dans les constants appels à l'esprit patriotique de l'Armée, adressés par les politiciens de droite, par les populistes et, même, par les communistes. Il y avait aussi un véritable culte à l'honnêteté des forces armées.

C'est ainsi que la Commission Générale des Travailleurs, organisation créée par les syndicalistes nationalistes et communistes, démontrait sa confiance dans l'esprit civique des Militaires peu de temps avant le coup d'Etat de 1964 :

<< La COMMISSION GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS, après avoir fait une analyse des derniers événements politiques et des perspectives de victoire du

mouvement nationaliste et démocratique dans les jours actuels, est arrivée aux conclusions suivantes : (...) 3- L'unité des patriotes démocrates et nationalistes – représentée par l'union des travailleurs, des paysans, des étudiants, des députés nationalistes et des secteurs les plus authentiques de nos Forces Armées, qui ont démontré plusieurs fois leur amour pour la démocratie et pour les plus légitimes aspirations populaires ¹³⁵ – ouvre le chemin pour le progrès pacifique et établit les conditions du bien-être et du bonheur de notre Patrie.>> (Manifeste de la CGT au début de l'année 1964, publié le 4/01/64 dans O PETROLEIRO, journal d'information des Syndicats des Travailleurs du Pétrole de Bahia).

Dans les représentations que l'on avait des Militaires, les Forces Armées étaient considérées comme des institutions fiables, dignes de la confiance du peuple. Ce qui s'explique par l'histoire brésilienne où l'Armée a toujours joué, dès l'adoption de la République en 1889, un rôle médiateur dans les querelles de pouvoir.

Ce fut ainsi en 1930, quand Vargas arrive au pouvoir porté par les jeunes officiers de l'Armée. Ce fut ainsi aussi en 1937, quand Vargas instaure la dictature de l'Etat Nouveau avec le consentement des Militaires. De même, les pressions pour la démocratisation en 1945 furent rendues possibles par le soutien de l'Armée. En 1954, ce fut un ultimatum de l'Armée qui mena Vargas au suicide. Et, en 1956, c'est grâce à l'action de Militaires nationalistes que Juscelino Kubitschek, politicien proche du varguisme, put être intronisé à la Présidence de la République, dont l'élection était contestée par les secteurs conservateurs.

Dans la volonté de gagner la sympathie des Militaires nationalistes, la gauche brésilienne finissait par légitimer le rôle de l'Armée en tant qu'institution régulatrice des conflits politiques ; exactement de la même manière que la droite conspiratrice. Toutefois, ce n'est pas la gauche qui a créé ces représentations autour de l'Armée ¹³⁶. Si la gauche n'a pas été capable de se rendre compte du caractère suicidaire de sa stratégie politique, c'est que les hommes et femmes qui la composaient partageaient avec l'ensemble de la population brésilienne une confiance dans le caractère essentiellement nationaliste et démocratique des Forces Armées. Il pouvait exister de mauvais soldats, mais en tant qu'institution, l'Armée était représentée comme une des seules institutions "propres" de la société brésilienne. C'est seulement à partir de 1964, et de la répression politique qui suivit, que ces représentations commenceront à être contestées plus explicitement par les militants de la gauche et par les autres forces partisans de la démocratie au Brésil.

Quoi qu'il en soit, les principales tendances du syndicalisme brésilien jusqu'à 1964 allaient marquer profondément les pratiques syndicales des travailleurs du pétrole de Bahia, au cours des premières années de vie de leurs syndicats. Ce que nous allons pouvoir suivre au cours d'autres chapitres de ce texte.

7.4. Sous la dictature le syndicalisme se renouvelle

¹³⁵ *Souligné par nous.*

¹³⁶ Nous verrons plus loin qu'une des principales conséquences de la prise du pouvoir par les Militaires fut de salir l'image de l'Armée dans les représentations politiques brésiennes.

Les chercheurs brésiliens sont unanimes à reconnaître que le coup d'Etat de 1964 a changé complètement les données politiques dans la société brésilienne. Dans le domaine syndical, les militaires vont concentrer leurs efforts dans l'éradication des syndicalistes nationalistes et communistes ; pour cela, ils ne vont pas établir une nouvelle législation syndicale, il vont tout simplement appliquer la législation existante selon les nouvelles dispositions gouvernementales.

Ainsi, par exemple, immédiatement après le coup d'Etat en avril 1964, le gouvernement intervient dans 457 syndicats, 43 fédérations et 3 confédérations de travailleurs. En général ces interventions signifiaient aussi le licenciement des responsables syndicaux et, parfois, leur emprisonnement.

Par la suite, les interventions gouvernementales dans les syndicats seront le moyen par excellence de contrôle du syndicalisme¹³⁷. Ces interventions signifiaient par exemple la destitution, en totalité ou en partie, des directions syndicales et la nomination, par le Ministère du Travail, d'un représentant du gouvernement à la tête des syndicats ; lesquels avaient pour charge de rétablir une politique syndicale jugée saine par les nouveaux maîtres du pouvoir : c'est-à-dire une politique syndicale dans laquelle le syndicat était tourné presque exclusivement vers l'offre de services d'assistance à la base ouvrière et où la mobilisation des masses était considérée comme une atteinte à la sûreté nationale.

Interventions du gouvernement dans les syndicats (1964-1979)

¹³⁷ A tel point qu'en 1964 le gouvernement a réalisé plus d'interventions que durant toute la période précédente.

ANNÉE	NOMBRE DE SYNDICATS AYANT SOUFFERT D'INTERVENTIONS
1938 a1960	257
1964	457
1965	374
1966	40
1967	146
1968	111
1969	91
1970	88
1971	25
1972	42
1973	37
1974	16
1975	29
1976	29
1977	10
1978	22
1979	48
TOTAL DEPUIS 1964	1.505

Source : Erickson (1979 : 66-67) pour les années 1938 à 1960 et Alves (1987 : 244) pour la période 1964 à 1979.

C'est dans ce contexte extrêmement répressif vis-à-vis des pratiques syndicales les plus ouvertement revendicatives et politisées que de nouvelles formes d'engagement syndical apparaîtront sur la scène brésilienne. Ainsi, à côté du syndicalisme bureaucratisé que les militaires imposèrent aux principaux syndicats du pays, une tendance syndicale novatrice commence à se développer vers la fin des années 60. Faute de pouvoir jouir d'une visibilité sociale et politique similaire à celle que les syndicalistes avaient connu avant 1964, une partie des syndicalistes et des militants de la gauche brésilienne essaiera d'être plus présente sur les lieux de travail et plus proche des problèmes quotidiens des travailleurs.

Les premières manifestations de ces nouvelles tendances se feront jour en 1968 lors des grèves réalisées à Contagem, ville de la banlieue de Belo Horizonte, et à Osasco, dans la région de São Paulo. Ces grèves eurent lieu dans une période où le régime autoritaire imposé par les militaires était vivement contesté par plusieurs secteurs de la société civile : des étudiants réalisaient d'importants rassemblements populaires dans les grandes villes du pays (parfois avec plus de 100.000 participants) pour le retour de la démocratie ; plusieurs groupes politiques, y compris ceux qui avaient soutenu le coup d'Etat de 1964, s'organisaient pour demander le retour des civils au pouvoir ; au Congrès National, même après l'éloignement des principaux leaders de l'opposition, le gouvernement avait de plus en plus de mal à faire passer ses lois restrictives des libertés démocratiques ; la gauche se réorganisait, surtout parmi les étudiants et certains groupes de travailleurs ; et, au niveau syndical, une partie du mouvement syndical créa le

Mouvement Intersyndical Contre le Contrôle des Salaires¹³⁸ en 1968, etc.

Lors de ces grèves¹³⁹, en plus d'une conjoncture politique propice aux manifestations de masse, d'autres éléments ont joué un rôle important : une politique, menée par le gouvernement, de contrôle des salaires, alliée à des taux d'inflation importants, fit tomber les salaires réels des travailleurs, ce qui fut un facteur de mobilisation des salariés des industries de Contagem et Osasco ; de même, au sein des syndicats des travailleurs de la métallurgie de ces villes, des syndicalistes d'un nouveau type – critiques, à la fois, de l'ancienne façon de faire des populistes qui consistait à placer les syndicats sous la tutelle des partis politiques, et du syndicalisme bureaucraté soutenu par les militaires – prennent le contrôle des syndicats des travailleurs de la métallurgie, le secteur de pointe du développement brésilien à l'époque.

Parmi les pratiques adoptées par ces syndicalistes, les plus importantes et porteuses d'avenir furent celles associées à l'organisation des travailleurs sur les lieux de travail. Surtout à Osasco, où on mit en place les figures de délégués informels du personnel et on stimula la création de Commissions d'Entreprises ; lesquelles avaient déjà une histoire dans le mouvement syndical brésilien, car durant les grèves des années 50 elles s'étaient avérées de puissants instruments mobilisateurs.

Malgré leur courte durée et leur manque de résultats concrets¹⁴⁰, ces grèves eurent une répercussion importante dans le contexte syndical brésilien. Surtout au niveau de l'apprentissage des militants syndicaux contestataires, car elles mirent en avant les atouts et les faiblesses du type d'action menée en 1968 par les syndicalistes de Contagem et Osasco. Parmi les points qui seront, par la suite, repris par les syndicalistes engagés dans le renouvellement du syndicalisme brésilien, il faut mentionner une présence plus importante des militants et responsables syndicaux sur les lieux de travail, une liaison avec les mouvements sociaux sur les lieux de résidence – notamment les mouvements liés à l'Église – et une autonomie des syndicats vis-à-vis des partis politiques.

En ce qui concerne les faiblesses, le point le plus important était l'isolement des mouvements face un État extrêmement centralisé et autoritaire ; ce n'est donc pas un hasard si, plus tard, une des revendications les plus importantes des travailleurs sera la

¹³⁸ Il s'agit du Movimento Intersindical Antiarrocho créée en 1968 par plusieurs entités syndicales, sous l'influence de leaders de l'opposition civile au régime militaire.

¹³⁹ Voir l'importante et prémonitoire étude de Francisco Weffort sur l'émergence du nouveau syndicalisme au Brésil (Weffort, 1972).

¹⁴⁰ La grève de Contagem commença le 16/04/68 et prit fin le 25/04/68 grâce à la médiation du Ministère du Travail ; malgré le fait qu'une partie des revendications des travailleurs furent prises en compte, à ce moment, le gouvernement prit soin d'étendre à l'ensemble des travailleurs du pays les avantages salariaux obtenus par les travailleurs de Contagem, afin d'éviter des mouvements semblables chez d'autres travailleurs. Cependant, dans le cas des travailleurs d'Osasco (qui déclenchent leur grève en novembre 1968), le gouvernement utilisa plusieurs moyens de répression contre le mouvement gréviste : intervention dans le syndicat, occupation militaire des entreprises, etc. Durant les trois jours de cette grève – voulue comme exemplaire par les militaires – plusieurs travailleurs et militants syndicaux furent emprisonnés, laissant le mouvement complètement acéphale. La fin du mouvement sera donc vécue comme une grande défaite des travailleurs.

formation d'une Centrale Syndicale, institution censée être capable d'intégrer les mouvements revendicatifs des travailleurs au niveau national.

Quoi qu'il en soit, la fermeture encore plus importante du régime après décembre 1968 et la recrudescence de la répression vis-à-vis des étudiants et des travailleurs, discrédite les stratégies pacifiques de lutte contre la dictature militaire. Cette déception à l'égard des instruments de lutte démocratique va pousser une partie importante de la gauche dans la guérilla urbaine ; par contrecoup, la répression policière de l'Etat se fait plus musclée contre toute forme de contestation, même celles habituellement tolérées dans la vie politique du pays : l'action de l'Église, de la presse libérale, des écrivains, des institutions civiles de droits de l'Homme, etc.

Dans ce contexte, les travailleurs et leurs syndicats n'avaient pas, bien évidemment, beaucoup de marges de manoeuvre. Ainsi, la vague d'interventions dans les syndicats entre 1967 et 1970 (436 en tout) réduit à néant toute volonté d'organisation autonome des travailleurs. Non que les syndicats n'étaient pas tolérés ; ils étaient même encouragés, dès lors que les syndicalistes acceptaient leur rôle de collaborateurs de l'Etat pour le contrôle de la classe ouvrière.

Ainsi, par exemple, dès l'année 1967, pour s'assurer la collaboration des syndicalistes, le gouvernement fait passer des lois obligeant les syndicats à placer une partie fixe de leurs revenus dans l'offre de services aux travailleurs, notamment les services médicaux et juridiques. C'était une manière d'éviter que les syndicalistes ne détournent leurs énergies vers l'action organisatrice de la base ouvrière, car avec la multiplication des responsabilités sociales des syndicats, la majeure partie du temps des syndicalistes devait être consacrée à l'administration financière des organisations syndicales et des services offerts aux travailleurs.

Dans cette conjoncture de contrôle du mouvement syndical, les gouvernements militaires vont favoriser la création de nouveaux syndicats dans le pays, y compris parmi les travailleurs de la campagne, traditionnellement mis à l'écart des questions syndicales dans l'histoire brésilienne. Selon certains chercheurs ¹⁴¹, cette volonté de l'Etat militaire de promouvoir la création de nouveaux syndicats traduisait, autant qu'une signification de contrôle des travailleurs, une volonté de transférer aux syndicats l'offre de certains services sociaux traditionnellement de la responsabilité de l'Etat, telles l'assistance médicale et l'éducation de base.

Quoi qu'il en soit, le fait est que malgré la virulence avec laquelle les militaires ont réprimé le mouvement syndical à chaque fois qu'il essaya de briser les contrôles imposés à son action, les gouvernements qui se sont succédés après 1964 n'ont pas réussi à éliminer le phénomène syndical de la société brésilienne. Comme Vargas dans les années 30, les nouveaux gouvernants brésiliens vont stimuler le développement d'une conception des syndicats comme organisation de coopération entre l'Etat et les salariés. De manière assez semblable à ce qui se passait dans le champ politique, le régime militaire brésilien attachait une importance certaine à maintenir l'apparence d'une normalité démocratique dans le pays ¹⁴², d'où la préservation, sous contrôle, des

¹⁴¹ Alves, 1987.

institutions caractéristiques d'un régime démocratique (le parlement, les partis politiques, les syndicats, etc.).

Cela explique que, concernant le nombre de syndicats de travailleurs urbains, une fois passée la vague répressive de 1964 (lorsque environ 40 % des syndicats disparurent), le nombre de syndicats reviendra au même niveau d'avant le coup militaire de 1964. L'incitation gouvernementale à la création des syndicats se fera encore plus marquée par rapport aux syndicats de travailleurs ruraux : ces syndicats étaient pratiquement inexistantes avant 1966, année où ils commencent à peser dans le paysage syndical brésilien au point de dépasser en nombre les syndicats de travailleurs urbains en 1978.

Nombre de Syndicats de Travailleurs au Brésil (1964-1979)

ANNÉE	NOMBRE de SYNDICATS DE TRAVAILLEURS URBAINS	NOMBRE DE SYNDICATS DE TRAVAILLEURS RURAUX
1964	1.948	—
1965	1.149	—
1966	1.158	294
1967	1.137	381
1968	1.991	845
1969	1.987	1.225
1970	1.991	1.268
1971	1.989	1.290
1972	1.940	1.154
1973	1.956	1.346
1974	1.949	1.519
1975	1.958	1.669
1976	1.964	1.745
1977	1.975	1.826
1978	1.734	1.868
1979	1.947	2.023

Source : Alves, 1987 : 241.

Cette politique de contrôle syndical, marquée, en même temps, par une action répressive vis-à-vis de syndicalistes divergents du syndicalisme officiel, et par la promotion des syndicats en tant qu'institution de coopération du gouvernement, faisait partie d'une politique plus globale de changement des rapports entre le capital et le travail dans le pays. Voulant rendre le pays plus attractif aux yeux des investisseurs étrangers, les gouvernements issus du pronunciamiento de 1964 vont utiliser le coût relativement bas du travail comme avantage relatif de l'économie brésilienne. Pour cela, il fallait éviter que les taux de croissance économique (industrielle surtout) élevés ne soient

¹⁴² L'utilisation de l'idéologie politique libérale pour légitimer un ordre politique autoritaire est une des marques les plus visibles de l'action politique des élites conservatrices du pays ; C'est une des leçons de l'étude de Luiz Werneck Viana (Viana, 1976) sur les visages du libéralisme dans la politique brésilienne au cours de ce siècle.

accompagnés d'une pression vers le haut des salaires et des coûts liés au travail. D'où l'interventionnisme de l'Etat dans la régulation des rapports entre capital et travail à cette époque, pilier de la politique économique de la période¹⁴³.

Outre la répression vis-à-vis des syndicalistes les plus actifs dans la défense des intérêts des travailleurs, cette politique donna lieu à un ensemble de procédures : a) un contrôle des augmentations salariales comme principal outil de lutte contre l'inflation ; cela se faisait par l'adoption de lois¹⁴⁴ interdisant aux entreprises de concéder des augmentations salariales à leurs employés au dessus des taux de réajustement salarial déterminés par le gouvernement ; b) l'adoption de lois empêchant que la justice du travail ne donne gain de cause aux syndicats demandant auprès des tribunaux des augmentations salariales plus importantes que celles permises par les autorités économiques ; c) une plus grande déréglementation du marché de travail, rendant plus aisés les licenciements des travailleurs par les entreprises ; ce qui fut obtenu par l'abolition de la loi de la stabilité de l'emploi, selon laquelle un employé ne pouvait pas être licencié (sauf pour faute grave) après 10 ans de travail dans une même entreprise.

Dans cette conjoncture, il est normal que malgré des taux de croissance économique importants (au dessus de 10 % par an entre 1968 et 1974), les salaires réels des travailleurs brésiliens aient baissé. Selon des études du DIEESE (Département Intersyndical de Statistiques et d'Études Socio-Economiques)¹⁴⁵ le salaire minimum ne cessa de se dégrader au cours des décennies 60 et 70 ; cela même dans les périodes de baisse des taux d'inflation, cause principale de baisse des salaires au début des années 60. Ainsi, le salaire minimum passe d'un indice 100 en janvier 1959 à un indice 34 en janvier 1976 ; autrement dit, le salaire minimum réel en 1976 correspondait à seulement 34 % du salaire minimum réel en 1959. Ce qui donne bien une idée des effets de la politique économique du gouvernement sur le niveau des salaires de la plupart des travailleurs brésiliens¹⁴⁶.

Le tableau ci-dessous, résume quelques données sur l'évolution du salaire minimum réel, du taux d'inflation et de la croissance industrielle du pays entre 1960 et le milieu des années 70, quand le régime militaire commence à être contesté plus vivement par les forces politiques d'opposition, y compris par une partie des syndicalistes.

Rapports entre salaire réel, inflation et taux de croissance au Brésil (1960-1976)

¹⁴³ Le Ministre de l'économie du Brésil au début des années 70 – période que les tenants du régime qualifièrent le "Miracle Brésilien", durant laquelle le pays connaît des taux de croissance à deux chiffres – avouera que l'important pour le gouvernement à l'époque était de faire croître l'économie avant d'améliorer le partage des richesses du pays ; il fallait "d'abord faire croître le gâteau pour pouvoir le partager plus tard".

¹⁴⁴ Il s'agit de lois imposées par les militaires en juillet et août 1966 (Alves, 1987 : 82)

¹⁴⁵ Il s'agit du Departamento Intersindical de Estatística e Estudos Sócio-Econômicos, organisme maintenu par les syndicats chargé de produire des études censées aider les syndicats dans leurs négociations avec le Patronat ou l'Etat.

¹⁴⁶ En 1980, parmi les salariés brésiliens, 64 % percevaient entre un et deux salaires minimums (in: Alves, 1987 : 335).

ANNÉE	Salaire Minimum réel Janvier 1959 = 100*	Inflation Annuelle (%)	Taux de Croissance Industrielle (%)
1960	69	26,3	9,6
1961	85	33,3	10,6
1962	81	54,8	7,8
1963	75	78,0	0,2
1964	42	87,8	5,2
1965	48	55,4	- 4,7
1966	49	39,5	9,8
1967	43	28,8	3,0
1968	43	27,8	13,3
1969	42	20,3	12,1
1970	42	18,2	10,4
1971	42	17,3	14,3
1972	40	17,4	13,4
1973	39	20,5	15,8
1974	36	31,5	9,9
1975	35	32,7	6,2
1976	34	41,9	10,8
* Il s'agit des salaires réels en janvier de chaque année.			
Source : Alves, 1987 : 114, 331 et 334.			

Dès lors, on comprend pourquoi le contrôle des organisations syndicales était si important dans les plans gouvernementaux au cours des années 60 et 70. Ce contrôle était la garantie que le modèle économique mis en place ne serait pas contesté par ceux qui payaient le prix le plus lourd de la croissance économique : la classe ouvrière. Toutefois, cette mise sous tutelle des syndicats sera de plus en plus difficile à assurer au cours des années 70.

Au fur et à mesure que l'économie et l'industrie du pays se modernisent, le nombre de travailleurs insérés sur le marché du travail formel augmente. De même, l'exode rural a provoqué une croissance rapide des villes (surtout de celles situées à proximité des centres industriels)¹⁴⁷. Ces deux phénomènes, croissance du nombre de travailleurs et urbanisation accélérée, a profité aux groupes politiques engagés dans la lutte pour la démocratisation de la société brésilienne, rendant de plus en plus difficile l'application des mesures autoritaires avec lesquelles le régime militaire s'imposait à la société civile.

Cela d'autant plus que l'économie brésilienne ralentit son niveau de croissance après le premier choc pétrolier de 1974. Le taux de croissance du PIB qui en 1973 fut de 14 % et de 9,8 % en 1974, tombe à 5,6 % en 1975 et, après une récupération en 1976 (quand le PIB croît de 9 %) revient à 4,7 % en 1977. C'étaient les premiers signes de la crise qui

¹⁴⁷ Le processus d'urbanisation de la société brésilienne s'accélère au cours des années 60 et 70. Ainsi, si en 1960 la majorité de la population vivait à la campagne (60 % du total), en 1970 la population urbaine (52 %) dépassait déjà la population rurale et en 1980, environ 60 % de la population du pays habitait les villes ; tendance qui allait s'accroître au cours des années suivantes : en 1991, seuls 25 % des Brésiliens habitaient encore des zones rurales.

allait toucher le pays dans les années 80.

De plus, parallèlement au ralentissement de la croissance, l'inflation atteint des niveaux difficiles à contrôler : le taux d'inflation annuel qui était de 18,2 % en 1970, passe à 32,7 % en 1975, à 41,9 % en 1976, à 77,2 % en 1979 et à 110,2 % en 1980. Outre l'instabilité économique provoquée par ce manque de contrôle de l'inflation, l'augmentation des prix faisait tomber les salaires réels des travailleurs, lesquels, dans l'impossibilité de réaliser des négociations salariales directes avec les entrepreneurs (ce qui était interdit par la loi jusqu'en 1979) commenceront à revendiquer plus ouvertement la fin des contrôles étatiques sur leurs syndicats.

Ainsi, le principal argument légitimant du régime, à savoir, la croissance économique accélérée, perd beaucoup de sa pertinence auprès de la principale base d'appui des militaires et de leur politique autoritaire : les entrepreneurs. Cela deviendra visible avec la prise de position de certains secteurs des entrepreneurs pour le retour du pays à la démocratie au milieu des années 70. De même, l'accélération de l'inflation augmente l'insatisfaction des couches populaires, facilitant le travail d'argumentation de l'opposition démocratique (comprenant le Parti officiel de l'opposition, des secteurs de la gauche rescapés de la répression contre la guérilla urbaine, des organisations de défense des droits de l'Homme, une partie de l'Église, des groupes populaires engagés dans les mouvements sociaux, etc.).

Signe que ces difficultés touchaient la légitimité du pouvoir militaire, lors des élections législatives de 1974 et de 1978, le seul parti de l'opposition autorisé à participer aux élections obtient un suffrage plus significatif que celui du parti du gouvernement (Alves, 1987 : 198-199). Obligeant, ainsi, les militaires à faire appel à des lois sur mesure, imposées à la société, pour maintenir leur majorité au Congrès.

Tout ce processus entraîna une réorganisation de la société civile. La gauche, après la défaite de l'expérience des guérillas urbaines, va essayer de s'insérer dans le mouvement syndical et dans les mouvements sociaux qui commençaient à renaître. De même, l'Église, influencée par la Théologie de la Libération, prend position contre l'autoritarisme et pour un meilleur partage de la richesse du pays. De plus, des organisations de défense des droits de l'Homme parviennent à dénoncer plus efficacement les atteintes contre les droits fondamentaux.

Ces demandes de démocratisation se répercutent même à l'intérieur de la corporation militaire, où deux tendances s'affrontent. La première de ces tendances, connue sous le nom de Ligne Dure, proposait un durcissement de la répression, contre les groupes sociaux qui marquaient leur mécontentement, et le maintien au pouvoir des militaires. La deuxième tendance, tout en voulant maintenir le statu quo politique et social, proposait de rendre le pouvoir aux politiciens civils et de préparer le pays à un retour à l'ordre démocratique. Pour cette tendance, les militaires, en exerçant directement le pouvoir, s'exposaient à l'usure de leur image. Il était plus convenable, donc, que le pouvoir militaire se positionne comme garant de l'ordre établi, laissant aux politiciens civils l'usure de l'exercice du pouvoir.

7.5. Les syndicats dans une conjoncture de démocratisation

La montée au pouvoir de ce deuxième groupe en 1974, avec la nomination du Général Ernesto Geisel à la Présidence de la République, signifie en vérité l'éloignement des militaires de ligne dure des centres de décisions politiques ; cela signifie aussi que malgré leurs divisions internes, la plupart des militaires soutenaient le projet d'un retour à une démocratie limitée, où les militaires pourraient conserver leur emprise sur le pouvoir civil. En termes pratiques, bien que ceci ne signifiât nullement un retour immédiat à la démocratie, cela représenta une plus grande ouverture du régime : l'infléchissement de la loi de censure, la sanction des militaires qui se livraient à la torture, le vote d'une loi d'amnistie en 1979, etc. en furent les signes.

Ainsi, on peut observer que la conjoncture politique et économique de la deuxième moitié des années 70 au Brésil se montrait propice au retour du mouvement syndical au premier plan de la vie nationale.

En ce qui concerne le syndicalisme, la croissance urbaine et industrielle favorisait également l'augmentation du nombre de travailleurs syndiqués dans le pays. Le nombre de travailleurs urbains syndiqués qui était de 1.217.655 en 1960 atteint plus de 5.000.000 en 1979, correspondant à 17 % des salariés. De même, les syndicats de travailleurs ruraux, poussés par la revendication de la réforme agraire, avaient déjà 5.098.522 associés en 1979. Ainsi, malgré le manque d'autonomie des syndicats, ceux-ci commencent à accroître leur représentativité au sein de la classe ouvrière.

Évolution de la syndicalisation au Brésil

ANNÉE	NOMBRE TRAVAILLEURS URBAINS SYNDICALISES	NOMBRE TRAVAILLEURS RURAUX SYNDICALISES
1960	1.217.655	–
1965	1.602.021	Non disponible
1970	2.132.086	Non disponible
1975	3.224.425	3.008.943
1978	4.217.450	4.568.412
1979	5.139.566	5.098.522

Source : Almeida, 1985 : 106.

Taux de syndicalisation des travailleurs urbains par sexe et total (%)

ANNÉE	TAUX DE SYNDICALISATION DES HOMMES	TAUX DE SYNDICALISATION DES FEMMES	TAUX DE SYNDICALISATION TOTAL
1940	9,0	3,0	8,0
1960	14,2	6,2	12,0
1970	15,7	6,5	13,0
1976	15,5	6,8	12,5
1977	15,8	6,6	12,5
1978	17,6	8,0	14,1
1979	21,3	9,2	17,0

Source : Almeida, 1985 : 106.

C'est dans cette conjoncture qu'éclatent d'importantes grèves chez les travailleurs de l'industrie métallurgique de l'État de São Paulo, au cours de l'année 1978. L'importance de ces événements est double, car en même temps que ces grèves marquent le retour du mouvement syndical sur la scène politique brésilienne, elles attestent aussi la croissante impopularité des gouvernements militaires au sein de la population du pays. Dans ce sens, ce furent autant des mouvements syndicaux contre la politique salariale du gouvernement (les syndicats voulaient obliger les Patrons à négocier des réajustements salariaux au-dessus des indices du gouvernement) que des manifestations pour la démocratisation du pays.

C'est ce double visage des grèves de 1978¹⁴⁸ qui explique leur diffusion parmi les travailleurs du pays. En effet, ces grèves commencent avec l'arrêt de travail d'un groupe de 100 ouvriers spécialisés d'une usine automobile de la région du ABC à São Paulo. Comme une traînée de poudre, la grève va se répandre en moins d'une semaine, plus de 60.000 travailleurs des grandes usines automobile de la région entrent en grève. Le nombre de travailleurs en grève va augmenter encore avec la participation de travailleurs d'autres usines de tout l'État de São Paulo : on estime à 246.000 le nombre total des travailleurs ayant participé à la grève.

Le succès de la stratégie syndicale (les travailleurs réussissent à négocier avec les entrepreneurs et obtiennent une augmentation salariale de 24,5 % supérieure à celle déterminée par le gouvernement) et l'absence d'intervention du Ministère du Travail dans les syndicats, incitent d'autres professions à faire grève. Ainsi, tout au long de l'année 1978 plusieurs professions, dans divers États du pays, vont aussi réaliser des mouvements de revendication salariale. Ces mouvements touchent environ 540.000 travailleurs dans les principaux États brésiliens.¹⁴⁹

Ainsi, l'année 1978 marque la reprise des mouvements de masse par les syndicalistes brésiliens. Cependant cette renaissance ne se fait pas selon les mêmes modèles que ceux de la période d'avant 64, où les syndicats se légitimaient auprès de la

¹⁴⁸ La littérature sur les caractéristiques des grèves de la fin des années 70 dans l'industrie de São Paulo est relativement importante. Ici nous nous basons surtout sur les travaux de Maroni (1982), Humphrey (1982) et Alves (1987).

¹⁴⁹ Les estimations du nombre de travailleurs en grève en 1978 sont issues de Alves (1987 : 250 et 251).

base par leur pouvoir d'influencer le gouvernement. Le syndicalisme de la fin des années 70 se distinguera, à l'inverse, par une volonté de prendre de la distance vis-à-vis de l'Etat (avec une culture d'opposition à l'Etat) et par un plus grand souci d'organiser les travailleurs sur les lieux de travail.

Cette manière d'envisager les syndicats – qui resta connue comme le "nouveau syndicalisme" – naît de la confluence de facteurs d'origines diverses. Tout d'abord, la génération de syndicalistes accédant aux postes de commande des syndicats après 1964 n'avait pas gardé de liens avec la génération précédente. Résultat de la répression déclenchée par les militaires vis-à-vis des principaux leaders du syndicalisme populiste d'avant 1964, il n'y eut pas de continuité entre les pratiques syndicales d'avant 64 et celles qui seront développées postérieurement. D'autant plus que les nouvelles méthodes d'action de l'Etat n'étaient pas très encourageantes pour envisager un retour aux pratiques syndicales caractéristiques de la période populiste. Ainsi, pour les syndicalistes des années 70, au vu de la fermeture du régime politique, leur champ d'action n'était pas très large : soit ils acceptaient le rôle purement administratif que les militaires leur assignaient, soit ils se tournaient vers la résolution des problèmes quotidiens des travailleurs dans la sphère des entreprises.

Cette deuxième alternative sera surtout présente chez les syndicalistes représentant les travailleurs des grandes industries en expansion, c'est-à-dire dans l'industrie métallurgique de l'État de São Paulo et dans quelques autres industries dynamiques d'autres Etats industrialisés du pays. Pour le sociologue John Humphrey (1982), une des explications possibles de ce phénomène, était les caractéristiques technologiques de ces industries. En concentrant un grand nombre d'ouvriers sur un même lieu de travail (ce qui augmentait le pouvoir de pression des travailleurs et rendait la présence des syndicats sur les lieux de travail plus facile) et en requérant une main-d'oeuvre qualifiée relativement rare sur le marché du travail brésilien, ces industries modernes créaient des conditions permettant le développement d'une action syndicale plus autonome et plus centrée sur les problèmes du quotidien du travail. Dans le développement de cette action, la participation des travailleurs qualifiés fut essentielle ; ces travailleurs, profitant d'une position privilégiée sur le marché du travail, pouvaient défier la gestion du travail mise en place par les entreprises et se livrer au militantisme syndical.

Ainsi, selon cette interprétation, le nouveau syndicalisme serait une conséquence indirecte de la modernisation de l'industrie du pays. Toutefois, le même Humphrey (1982) reconnaît que la libéralisation de la conjoncture politique fut essentielle pour le succès des nouvelles stratégies syndicales mises en place par les travailleurs de la métallurgie de São Paulo. Ce qui, pour l'auteur, vient démontrer que l'analyse des seuls rapports sociaux établis à l'intérieur des usines ne suffit pas à expliquer les caractéristiques du mouvement ouvrier.

Sans nier la pertinence de ces analyses, plusieurs auteurs vont mettre en évidence les changements de stratégies politiques par certains acteurs sociaux. Ainsi, pour Sader (1988), le développement des nouvelles idées syndicales dans le Brésil des années 70 ne peut pas être compris en dehors des actions d'adaptation de la gauche aux nouvelles conditions politiques du pays. Après la défaite de la guérilla urbaine, les rescapés de la gauche brésilienne vont donner plus d'importance, dans leurs actions, aux contacts avec

la base ; que ce soit dans le mouvement syndical ou dans les mouvements sociaux, la gauche brésilienne redécouvrira l'importance des problèmes quotidiens dans la mobilisation des gens ; elle découvrira aussi les potentialités que l'organisation de la base offrait à l'action politique dans un contexte autoritaire. Autrement dit, la gauche brésilienne découvrira l'importance du travail souterrain, hors de la vue de l'appareil répressif de l'Etat, pour sa survie.

Dans ce parcours, la gauche croisera les chemins d'une partie significative de l'Église Catholique ; influencés par les idées de la Théologie de la Libération, plusieurs religieux catholiques vont s'engager dans un travail d'éducation et de mobilisation populaire, afin de faire pression sur les pouvoirs publics pour mettre en place des politiques de distribution des richesses (surtout de la terre) et des services sociaux. L'action de cette partie de l'Église fut particulièrement importante dans les mouvements pour la réforme agraire de la campagne brésilienne et dans les mouvements sociaux urbains pour l'amélioration des services publics essentiels : système d'égouts, transports, habitation, santé, etc.

Bien que la présence de l'Église dans le syndicalisme des travailleurs urbains n'ait pas été importante, les méthodes utilisées par celle-ci pour le travail de recrutement des militants et partisans a beaucoup marqué l'action pratique de la gauche, y compris de la gauche syndicale. D'après Sader (1988) et Telles (1988), les militants de la gauche des années 70 et 80 apprennent dans leur dialogue avec l'Église de la Théologie de la Libération l'importance de la démocratisation dans la prise de décisions pour l'engagement des personnes dans une action collective ; l'engagement étant plus poussé, selon les religieux proches de cette théorie, lorsque les individus avaient un certain pouvoir sur les décisions prises par le groupe.

En résumé, l'émergence du nouveau syndicalisme ne peut pas être étudié en dehors du contexte d'émergence des mouvements sociaux urbains au cours de la deuxième moitié des années 70.

Nous ne pensons pas que ces deux types d'explications sur la naissance du "nouveau syndicalisme" soient contradictoires. En effet, le nouveau syndicalisme est autant une réponse des syndicalistes aux nouvelles formes de domination sur les lieux de travail que le résultat d'un changement, chez une partie des Brésiliens, dans les représentations sociales des rapports qui doivent être entretenus entre l'Etat et la société civile, y compris les syndicats.

Ainsi, dès 1974, lors d'un congrès des travailleurs métallurgistes de São Bernardo do Campo, une des villes industrielles de la région du ABC à São Paulo, les travailleurs de cette profession demandaient :

<< 1) La reconnaissance de la liberté syndicale, selon les modèles en vigueur depuis longtemps dans un grand nombre de pays, avec la suppression des restrictions à l'activité syndicale existantes dans la CLT¹⁵⁰ ; (...) 3) une totale liberté pour la mise en place de Contrats Collectifs de Travail, dans le but de

¹⁵⁰ Il s'agit de la *Consolidação das Leis Trabalhistas*, compilation de l'ensemble des lois régissant les rapports entre travailleurs, syndicats, patronat et État dans le pays.

**rendre compte des particularités régionales et professionnelles des travailleurs ;
..(...).>> (Cité in Vianna, 1976 : 288).**

On peut voir que dès cette époque les travailleurs de la métallurgie de São Paulo demandaient la fin des contrôles étatiques sur leur action syndicale. Ils demandaient, en outre, le droit de pouvoir négocier directement avec les patrons, sans l'interférence de l'Etat. Par ces demandes, ces travailleurs se distancaient beaucoup des représentations dominantes dans le milieu syndical jusqu'au coup d'État de 64, lesquelles tendaient davantage à considérer positivement le rôle protecteur de l'Etat dans les rapports entre travailleurs et entrepreneurs, qu'à critiquer l'intervention étatique dans la vie interne des syndicats.

Il est évident que cette nouvelle vision du syndicalisme a pu se développer en raison du caractère conservateur et hostile aux demandes des travailleurs du régime militaire, dont les lois de contrôle des salaires étaient l'aspect le plus visible. Plusieurs chercheurs (Sader, 1988 ; Aparecido, 1984) font référence, pour expliquer le renouvellement de pratiques syndicales dans le pays, aux souvenirs de la défaite des forces populistes en 1964 et de la répression des grèves de Contagem et Osasco en 1968. Ce qui vient nous rappeler que la déception est un élément important pour pousser les acteurs sociaux à envisager de nouveaux modèles d'action.

C'est dans ce cadre qu'un groupe de syndicalistes commence à envisager des actions communes pour combattre l'intervention de l'Etat dans les questions syndicales, et pour isoler les leaders syndicaux trop attachés à une vision corporatiste des syndicats, les "pelegos" dans le vocabulaire syndical brésilien.

Ainsi, dès la fin 1977, des contacts entre différents syndicalistes brésiliens, davantage tournés vers l'action revendicative (dénommés les "authentiques"), commencent à être pris ; surtout après que le gouvernement eut reconnu avoir manipulé les indices officiels de l'inflation – utilisés dans le calcul des réajustements salariaux – des années 1973 et 1974. Ces contacts seront renforcés lors de la réalisation du congrès annuel de la Confédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie (CNTI)¹⁵¹, quand les "authentiques", malgré l'opposition des "Pelegos", réussissent à faire adopter une Charte de Principe très critique vis-à-vis de la politique économique du gouvernement, demandant, entre autres choses, la fin de la loi antigrève et le retour du pays à la démocratie.

Lors de ce congrès, il sera aussi créé une organisation de coordination des actions des différents syndicats, l'Intersyndicale, premier pas vers la constitution d'une centrale syndicale dans le pays.

C'est dans ce contexte que les grèves des travailleurs de l'industrie métallurgique de l'Etat de São Paulo ont lieu en 1978, 1979 et 1980. Ces grèves ont eu la spécificité d'induire le déclenchement d'autres grèves au sein de plusieurs profession du pays, réhabilitant ainsi le recours à la grève, en tant que pratique légitime, lors des négociations entre patrons et travailleurs.

¹⁵¹ Il s'agit de la Confederação Nacional dos Trabalhadores na Indústria, entité rassemblant les fédérations et syndicats représentatifs des travailleurs industriels. Cette Confédération était, dès les années 60, sous le contrôle d'un groupe de syndicalistes liés au gouvernement.

Grèves au Brésil (1978-1980)

ANNÉE	NOMBRE DE GRÈVES	NOMBRE TRAVAILLEURS AYANT PARTICIPÉ AUX GRÈVES
1978	24	539.037
1979	113	3.207.994
1980	50	664.700
Source : Alves, 1987 : 251, 254 et 264.		

Bien qu'elles aient été déclenchées en 1978 principalement parmi les travailleurs de l'État de São Paulo (85,6 % du total de grèves)¹⁵², ces grèves se répandirent dans l'ensemble du pays au cours des années suivantes. Ainsi, en 1978 il y eut des grèves de travailleurs dans seulement 7 Etats brésiliens ; en 1979, les Etats touchés par des grèves étaient au nombre de 12 et en 1980 ils étaient 16¹⁵³.

Si du côté des travailleurs ces grèves furent un élément incitateur pour la participation aux mobilisations syndicales, du côté du gouvernement et des entrepreneurs elles étaient perçues comme un danger¹⁵⁴. Pour le gouvernement, les grèves représentaient un danger pour l'ouverture politique mise en place par les militaires, lesquels se méfiaient toujours de la participation des travailleurs aux débats politiques. Pour les entrepreneurs, elles représentaient un danger pour la paix sociale dans les entreprises, une menace pour la productivité et la compétitivité de l'industrie brésilienne.

Ainsi, une fois passée la surprise provoquée par les grèves de 1978, quand les entrepreneurs eurent cédé aux revendications des travailleurs, les Associations patronales et le gouvernement vont établir un plan d'action afin de saper l'organisation des travailleurs. Ce fut la plus grande répression policière exercée contre les travailleurs dans les années 79 et 80.

Comme conséquence du changement d'attitude du gouvernement et des entrepreneurs – plus fermes dans leurs rapports avec les syndicats et davantage incités à faire appel à la répression pour combattre les grèves – les grèves, au début des années 80, deviennent plus difficiles à déclencher. D'autant plus que le passage du pays à la démocratie paraissait être remis en cause par les militaires de la ligne dure, toujours méfiants vis-à-vis d'un retour de la démocratie ; ces militaires voulaient notamment obliger le gouvernement à faire appel à davantage de répression contre toutes les forces de l'opposition, y compris les syndicats.

Face aux difficultés interposées à leur action, les syndicalistes les plus actifs, et donc ceux qui redoutaient le plus les effets d'une fermeture du régime, vont concentrer leurs efforts dans la construction d'organisations capables de coordonner les actions du

¹⁵² Noronha 1991 : 104.

¹⁵³ Informations obtenues in Alves, 1987 : 351-362.

¹⁵⁴ Sur la stratégie du gouvernement face aux grèves de la fin des années 70 et du début des années 80, voir Alves (1987) ; Sur la position des entrepreneurs sur ces mouvements voir Abramo (1985).

mouvement ouvrier et des autres mouvements sociaux. Ces 'efforts' vont se concentrer dans deux directions : la formation d'une centrale syndicale capable de regrouper l'ensemble des travailleurs brésiliens, et la création d'un parti politique censé être capable de représenter directement les intérêts des travailleurs, sans la médiation des politiciens traditionnels.

C'est ainsi que le Parti des Travailleurs (PT) naît en 1980. Plusieurs groupes et tendances politiques participent à cet événement : les syndicalistes dits authentiques, les représentants des mouvements sociaux liés à l'Église progressiste et des factions de la gauche radicale. Selon son programme, ce parti prétendait être le représentant des groupes sociaux depuis toujours mis à l'écart sur l'échiquier politique brésilien, c'est-à-dire les travailleurs urbains, les paysans sans terre, les petits entrepreneurs, etc. En ce sens, il se voulait une alternative politique aussi bien aux partis de droite, qui avaient soutenu le régime militaire, qu'aux partis traditionnels de la gauche, trop marqués par des pratiques bureaucratiques.

Il proposait également une stratégie différente de celle du seul Parti d'opposition toléré pendant la majeure partie de la dictature militaire, le PMDB (Parti du Mouvement Démocratique Brésilien). A l'inverse de ce dernier, qui donnait la priorité dans son action aux pressions institutionnelles comme moyen pour faire imploser de l'intérieur la dictature, le Parti des Travailleurs proposait une stratégie de confrontation plus directe, par le recours à l'organisation de puissants mouvements sociaux. Selon cette conception, les militaires laisseraient le pouvoir seulement si la classe ouvrière et les secteurs populaires de la société se montraient capables de résister aux méthodes autoritaires du régime¹⁵⁵.

Pour afficher clairement la caractéristique essentiellement ouvrière et populaire du PT, on élit à sa tête Luís Inácio da Silva, LULA, figure emblématique de la transition démocratique brésilienne car il était le syndicaliste qui avait été le leader des grèves des travailleurs de l'industrie métallurgique dans l'État de São Paulo entre 1978 et 1980.

7.6. La création des centrales syndicales ou l'institutionnalisation des différences entre les syndicalistes brésiliens.

La création du PT eut des retentissements très importants dans le syndicalisme brésilien. Non seulement parce qu'une partie significative des syndicalistes les plus engagés dans la lutte démocratique y participa, mais aussi parce que cela rendra plus difficiles les négociations pour la création d'une centrale syndicale dans le pays. Les syndicalistes liés aux partis communistes, ou ceux proches du PMDB, ne voyaient pas d'un bon oeil la création d'un parti qui allait leur disputer l'influence auprès des travailleurs.

Malgré tout, les négociations pour la création d'une centrale syndicale entre les principales tendances syndicales, en dépit de la loi interdisant de telles organisations, avançaient dans les premières années de la décennie 80 ; cela avec la réalisation de plusieurs rencontres et congrès de travailleurs, lesquels ont compté également avec la participation de militants des mouvements sociaux¹⁵⁶. Car l'idée de départ était de créer

¹⁵⁵ Sur la création du Parti des Travailleurs, voir Alves (1987).

une centrale très étendue, une centrale capable d'articuler aussi bien les mouvements des travailleurs urbains et ruraux, que les mouvements sociaux non organisés par des syndicats. Le but affiché d'une telle organisation était de faire reconnaître dans la société brésilienne la citoyenneté des classes sociales les plus démunies du pays.

La mise en place d'un tel projet était loin d'être consensuelle. En effet, la division au sein des syndicalistes deviendra plus visible lors de la réalisation, en août 1981, de la Conférence Nationale de la Classe Travailleuse (CONCLAT), qui réunit plus de 5.000 représentants des travailleurs brésiliens. Les divergences les plus marquées entre les syndicalistes concernaient plusieurs thèmes : la question de la pluralité syndicale, les difficultés pour trouver un accord sur le délai nécessaire à l'organisation d'un congrès pour la création d'une centrale syndicale, et la proposition des groupes les plus à gauche de réaliser une grève générale pour obliger le gouvernement à changer sa politique économique.

Selon Leôncio Martins Rodrigues (1991), les syndicalistes brésiliens étaient divisés en quatre groupes principaux : 1) les syndicalistes liés au Parti Communiste Brésilien (PCB) et à d'autres groupes de la gauche traditionnelle ; ce groupe, dénommé Unidade Sindical (Unité Syndicale) était opposé à la création du PT et craignait que les mobilisations des travailleurs ne causent des préjudices à l'instable processus de démocratisation ; ils défendaient, en outre, l'unicité et la législation syndicale du pays ; 2) Le groupe de syndicalistes dits "authentiques", qui était à l'origine de la plupart des grèves réalisées dès 1978 ; ce groupe, sans liens partisans avant la création du PT, était pour la liberté, l'autonomie et la pluralité syndicale ; il proposait aussi une présence plus effective des syndicats sur les lieux de travail et la fin de la législation syndicale ; 3) les Oppositions Syndicales, groupes de militants syndicaux opposés aux syndicalistes "pelegos" dans les syndicats officiels ; certains de ces groupes fonctionnaient presque comme des syndicats parallèles, avec une presse écrite propre ; idéologiquement les militants de ces oppositions étaient liés à l'Église progressiste ou à des groupes trotskistes de conceptions spontanéistes ; eux aussi, étaient pour la fin de la législation syndicale et pour la liberté et l'autonomie des syndicats ; 4) l'extrême gauche, composée de groupes d'idéologie stalinienne qui envisageaient les syndicats comme des moyens de lutte pour l'instauration du socialisme.

En raison de ces différends, les syndicalistes déjà engagés dans la création du PT prennent l'initiative de fixer pour août 83 la réalisation du congrès pour la création de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), voulant ainsi créer un fait accompli aux groupes plus réticents à l'idée d'une centrale syndicale. Cela institutionnalise les divergences entre les principaux groupes syndicaux du pays, car les tendances rivales de la CUT vont s'organiser pour créer une autre centrale syndicale, la CGT (Centrale Générale des Travailleurs) en mars 1986.

La CUT proposait un changement radical de la société brésilienne. Outre la suppression de la législation syndicale mise en place par Vargas dans les années 30 et toujours en vigueur, le programme de la centrale revendiquait aussi la convocation d'une

¹⁵⁶ Ces rencontres et Congrès commencent à se tenir dès l'année 1979 ; elles furent importantes pour rapprocher les syndicalistes "authentiques" des leaders des mouvements sociaux liés à l'Église, fait important dans la décision de création du PT.

assemblée nationale pour la rédaction d'une nouvelle constitution, la mise en place d'une réforme agraire sous contrôle des travailleurs, le non paiement de la dette extérieure, la défense des entreprises nationales, etc. De même, la grève générale était considérée comme le moyen de pression par excellence pour obliger le gouvernement à mettre en place ce programme.

Sur le plan strictement syndical, le programme de la Centrale revendiquait la liberté et l'autonomie des syndicats, ainsi que la fin de l'unicité syndicale. Sur le plan idéologique, la CUT se réclamait du socialisme, mais en faisant une différence entre "le socialisme réel" de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est et un "autre" socialisme ; il s'agissait plutôt de construire un socialisme démocratique, où la propriété des moyens de production ne serait pas un prétexte à la restriction des libertés individuelles et démocratiques.

La CGT, à l'inverse, avait un tout autre programme. Regroupant des syndicalistes liés aux partis communistes et au PMDB, cette centrale syndicale avait un éventail de revendications beaucoup moins radical. Elle défendait la législation syndicale en vigueur, surtout le principe de l'unité syndicale et de certaines cotisations obligatoires des travailleurs¹⁵⁷, considérées comme la garantie du maintien du pouvoir syndical face aux stratégies patronales. Au niveau pratique, les syndicalistes liés à la CGT proposaient une sorte de "syndicalisme de résultats" : loin de vouloir renverser le capitalisme, il était plutôt question de négocier avec les patrons, dans les limites capitalistes, des avantages supplémentaires pour les travailleurs. Pour ces syndicalistes¹⁵⁸, la grève ne pouvait être que le dernier recours dans les négociations collectives entre patronat et syndicats.

En ce sens, ce "syndicalisme de résultats" était le contraire du "syndicalisme conflictuel" de la CUT, lequel voyait dans la grève le principal moyen pour obliger les patrons à céder devant les revendications des travailleurs¹⁵⁹. Le plus important à noter ici, est que, en dehors des divergences propres à chaque centrale syndicale, le syndicalisme brésilien sera dorénavant scindé en deux logiques différentes : celle qui privilégie la confrontation comme moyen d'expression des travailleurs et celle qui donne une place importante à la négociation pour la résolution des conflits de travail.

A certains égards, ces deux logiques s'affrontaient même à l'intérieur des centrales syndicales. Surtout au sein de la CUT, où les tendances les plus à gauche tendaient à envisager les grèves comme un moyen de politisation des travailleurs – les grèves étaient

¹⁵⁷ Surtout l'impôt syndical, cotisation touchant tous les travailleurs du Brésil, syndiqués ou pas, correspondant à une journée de travail par an. Cet impôt est important car il était la principale ressource des Fédérations, Confédération et des petits syndicats, ayant peu d'associés.

¹⁵⁸ Dont les plus connus étaient le président du Syndicat des Travailleurs de la Métallurgie de la ville de São Paulo –le plus grand syndicat du pays avec plus de 400.000 associés–, Luis Antônio Medeiros, et le président du Syndicat des Travailleurs de l'Entreprise d'énergie Électrique de l'État de São Paulo, Rogério Magri, connu pour ses relations avec le syndicalisme nord-américain.

¹⁵⁹ Pour la définition des profils idéologiques des deux principales centrales syndicales créées dans les années 80, nous nous sommes servi des travaux de plusieurs chercheurs, parmi lesquels : Rodrigues (1990 et 1991), Alves (1987), Almeida (1986), Aparecido (1986), etc.

vues comme un moyen de démasquer l'exploitation capitaliste – et les tendances liées aux syndicalistes dits "combatifs", qui envisageaient les grèves comme un moyen de pression sur le patronat. Pour ces derniers, responsables des grèves de la fin des années 70, le but de ces actions était d'obtenir de meilleurs accords pour les travailleurs et d'obliger le gouvernement à prendre au sérieux les revendications de la classe ouvrière. En ce sens, même s'ils avaient une vision positive des grèves, ils étaient conscients du besoin de négocier avec les patrons, ce que les tendances de gauche leur reprocheront lors des querelles internes¹⁶⁰.

Du côté de la CGT, bien que la négociation et les compromis entre travailleurs et patronat ou entre syndicats et gouvernement ne fussent pas stigmatisés, des liens trop étroits entre certains membres de la centrale et des politiciens de la droite brésilienne n'étaient pas bien vus de tous. En effet, ce furent les accords passés, par le groupe de Medeiros et Magri, avec des politiciens de droite, pour épargner la législation syndicale, lors des travaux d'élaboration de la nouvelle Constitution du pays, qui provoquèrent la scission de la Centrale en 1989. Cette scission donna lieu à trois organisations distinctes, la Corrente Sindical Classista, liée au Parti Communiste du Brésil (PCdoB)¹⁶¹ qui allait opter pour une alliance avec la CUT, par la suite ; la Confédération Générale du Travail (CGT) sous le contrôle des "syndicalistes de résultats", marquée par une proximité avec les forces politiques de droite ; et la Centrale Générale des Travailleurs (CGT), liée au Parti Communiste Brésilien (PCB) et à des factions du PMDB : elle se veut une alternative au "radicalisme" de la CUT et à l'immobilisme de l'autre CGT (la Confédération Générale du Travail).

Pour compléter le tableau de la réorganisation syndicale, il faut mentionner aussi la création de la Force Syndicale, centrale créée en mars 1991 par Luis Antônio Medeiros, le président du puissant syndicat des "métallos" de la ville de São Paulo. Soucieux de se démarquer de l'image trop conservatrice qui collait à l'action des CGT, Medeiros essaya de donner à la nouvelle organisation une image d'alternative aux autres centrales, notamment par rapport à l'action jugée trop radicale de la CUT. Il réussira en partie son pari, car la Force Syndicale deviendra vite, au cours des années 90, la deuxième centrale syndicale du pays, profitant surtout du délabrement interne des CGT.

En vérité, cette scission de la CGT originelle est le reflet du gain d'influence de la CUT sur l'échiquier syndical brésilien. Dans une conjoncture économique d'inflation sans contrôle et de chute des salaires réels, la culture du conflit de la CUT était beaucoup plus attractive que les discours conciliateurs des syndicalistes liés aux centrales syndicales rivales. Ce qui explique la montée en puissance de la CUT, surtout auprès des grandes industries privées et du secteur public.

Malgré les difficultés pour évaluer l'influence d'une tendance syndicale par le biais de données statistiques, il est possible d'affirmer que la CUT devient la plus importante Centrale syndicale du pays à la fin des années 80. Selon des données citées par

¹⁶⁰ Sur les divergences entre les tendances qui composent la CUT, voir le travail de Rodrigues (1991) sur les militants et l'idéologie de cette centrale syndicale.

¹⁶¹ A ne pas confondre avec le Parti Communiste Brésilien (PCB).

Rodrigues (1991 : 40), au début des années 90 la CUT était la Centrale Syndicale ayant le plus grand nombre de syndicats associés (1.600), contre 1.100 syndicats pour la Confédération Générale des Travailleurs, 783 syndicats pour la Force Syndicale, 500 syndicats pour la Centrale Générale des Travailleurs et 1.000 syndicats pour l'Union Syndicale Indépendante (centrale syndicale regroupant des représentants de Fédérations et Confédérations, sans réelle représentation parmi les travailleurs brésiliens). Le même auteur reconnaît, cependant, que ces données – fournies par les centrales – ne présentent une relative fiabilité que pour celles qui concernent la CUT, la centrale la plus organisée et ayant des statistiques mises à jour plus fréquemment.

L'influence de la CUT peut être aussi évaluée par le fait qu'elle était plus présente, en 1990, dans les grands syndicats des travailleurs industriels et de services du secteur privé et dans les secteurs nationalisés de l'économie, historiquement les secteurs où les travailleurs étaient les plus organisés du pays (Rodrigues, 1990 : 119). Par ailleurs, selon des informations données par les dirigeants de la centrale à la presse, la CUT représenterait, en 1994, environ dix-huit millions de travailleurs (sur une population salariée d'environ soixante millions)¹⁶².

De ce fait, il n'est pas erroné d'affirmer que cette centrale était hégémonique au sein des secteurs les plus dynamiques de l'économie brésilienne (les grandes industries privées et les grandes entreprises nationales). Ce qui expliquerait aussi bien son pouvoir de pression sur les politiques économiques mises en place par les gouvernements de la période – par le biais de grèves générales et de grèves nationales –, que la volonté des entrepreneurs de voir se développer dans le paysage syndical brésilien des forces plus propices à la négociation¹⁶³.

7.6.1. La conjoncture des années 80

L'ensemble de ce processus de réorganisation du mouvement syndical, dès le début des années 80, se fait dans une conjoncture politique, économique et sociale très mouvementée.

Tout d'abord, sur le plan politique, cette période est marquée par le retour de la démocratie. Après une période d'instabilité politique et de crise de légitimité du régime autoritaire, les militaires abandonnent formellement le pouvoir en 1985, sous la pression d'importantes manifestations populaires¹⁶⁴. Toutefois, ils réussirent à imposer la mise en

¹⁶² In A FOLHA DE SÃO PAULO, 16/03/94.

¹⁶³ Sur ce dernier point, les principales centrales syndicales rivales de la CUT étaient financées par des groupes préoccupés par l'influence de la CUT dans le syndicalisme brésilien à partir de la deuxième moitié des années 80. Ainsi, par exemple, la CGT unifiée de 1986 était financée, par le biais de Rogério Magri, par des entités syndicales nord-américaines (Rodrigues, 1991 : 38) ; de même, selon l'entretien de Luís Antônio Medeiros publié dans le journal A FOLHA DE SÃO PAULO du 24/03/95, plusieurs entrepreneurs ont aidé financièrement à la création de FORÇA sindical.

¹⁶⁴ L'opposition a dû négocier avec les militaires et les forces de droite un accord, notamment après que le Congrès eut décidé que les élections présidentielles se feraient par voie indirecte ; cela malgré le fait que d'importants rassemblements populaires (certains avec plus d'un million de personnes) eurent lieu durant toute l'année 1984 pour demander la mise en place d'élections directes.

place d'élections présidentielles par le Congrès National et non au suffrage universel, comme le demandaient les forces d'opposition. Face à une croissante insatisfaction populaire, les forces politiques soutenant les militaires se décomposent, permettant ainsi au principal parti d'opposition, le PMDB, d'élire le président de la République. Mais cela, seulement après un accord avec les forces dissidentes du gouvernement établissant que le président serait du PMDB et le vice-président un politicien issu du gouvernement militaire. Cependant, le président ainsi élu, Tancredo Neves, meurt avant même d'être intronisé. Son vice-président, José Sarney, politicien originaire du Nord-Est et ayant fait sa carrière à l'ombre du pouvoir militaire, prend alors ses fonctions.

Ainsi, la démocratisation brésilienne présente la particularité d'avoir été négociée par l'opposition avec des groupes politiques issus du régime autoritaire ; de plus, par la force des circonstances, le contrôle de ce processus reviendra à un politicien ayant servi la dictature des militaires par le passé. Ce qui amène certains chercheurs à considérer la démocratisation brésilienne comme le résultat d'un pacte entre les élites, comme une transition négociée¹⁶⁵.

Tout cela discrédite le gouvernement Sarney, lui conférant une faible légitimité. D'autant plus que les difficultés économiques du pays, devenues plus conséquentes à partir de la crise de la dette extérieure de 1982, ne cessaient de s'accroître. Cela est surtout vrai en ce qui concerne les difficultés de contrôle de l'inflation et le ralentissement de la croissance économique : par exemple, le PIB "par tête" brésilien de 1985 était pratiquement le même que celui de 1980, tandis que le taux d'inflation se maintenait au-dessus de 200 % par an (234 % en 1985).

Voulant dépasser ces difficultés, le gouvernement mettra en place, en mars 1986, un Plan économique (le Plan Cruzado) basé sur le gel des prix et sur le changement de monnaie ; ce Plan valut une immense popularité au gouvernement mais, au niveau économique, échoua dans ses objectifs initiaux. Ce qui obligea le gouvernement à mettre en place, dès novembre 1986, un deuxième Plan (le Plan Cruzado II) mettant fin au gel des prix. Ce deuxième Plan économique (plus impopulaire que le premier) ayant été mis en place quelques jours seulement après la réalisation d'élections législatives – où, sous la promesse du maintien du gel des prix, les Partis du gouvernement sortirent largement vainqueurs – les deux centrales syndicales alors existantes (CUT et CGT) réussirent à organiser une grève générale d'un jour, le 12/12/86.

Cette grève, qui selon les données publiées par les centrales, fut suivie par 24 millions de travailleurs à travers le pays (10 millions selon le gouvernement), démontre combien le syndicalisme et les grèves constituaient des moyens aussi bien pour lutter pour des améliorations salariales et des conditions de travail, que pour rendre visible l'insatisfaction des travailleurs face à certaines pratiques politiques en vigueur dans le pays. Le syndicalisme, comme nous le rappelle Durham (1984), tout comme les mouvements sociaux, était un moyen d'affirmation de la citoyenneté des groupes sociaux mis à l'écart des jeux de pouvoir dans la société. Ainsi, le relatif succès de cette grève générale est dû en grande partie à son caractère contestataire, vis-à-vis de l'utilisation politique de mesures économiques prises par le gouvernement, et de l'incapacité de

¹⁶⁵ C'est dans ces termes que Guillermo O'Donnel et Philippe Schmitter (1988) l'interprètent, par exemple.

celui-ci à enrayer l'inflation.

Par ailleurs, le problème de l'inflation apparaissait comme un des problèmes les plus graves du Brésil. Le tableau ci-dessous montre combien l'augmentation du nombre de grèves dans le pays suit de près la montée de l'inflation. Non que l'inflation et, en conséquence, la perte de pouvoir d'achat des travailleurs puissent être indiqués comme les seules causes du développement des grèves ; il ne faut pas négliger l'affaiblissement du contrôle étatique sur les syndicats et la réorganisation syndicale qui suivirent la libéralisation politique de la société brésilienne à partir de 1985. Toutefois, il n'en reste pas moins vrai que la conjoncture économique difficile du pays (inflation croissante, alliée à une croissance économique capricieuse) demeurerait une des questions les plus sensibles dans la société brésilienne.

Les grèves et mobilisations syndicales seront le moyen privilégié par les travailleurs pour combattre les effets pervers de cette conjoncture économique. Cela fut d'autant plus aisé que le Ministre du Travail du gouvernement Sarney adopta une position de non intervention dans les affaires syndicales ; ainsi, des pratiques telles que les suspensions de directions syndicales, l'annulation des élections dans les syndicats, l'imposition faite aux syndicats d'assurer certains services sociaux, etc. – pratiques assez courantes au cours des années de dictature – disparaissent complètement.

Cette libéralisation dans les rapports entre les syndicats et le Ministère du Travail, facilitera le travail des militants syndicaux et rendra les directions syndicales moins réticentes dans leurs appels à la grève, expliquant ainsi l'extraordinaire augmentation du nombre de grèves au cours des années 80.

Nombre de grèves et journées perdues au Brésil (1978-1987)

ANNÉE	NOMBRE DE GRÈVES	JOURNÉES PERDUES [¶] (en millions)	TAUX D'INFLATION (%)
1978 [*]	118	1,9	40,8
1979 [*]	246	20,8	77,2
1980	144	13,9	110,2
1981	150	7,0	95,2
1982	144	5,2	99,7
1983	393	13,2	211,0
1984	618	14,0	223,7
1985	927	76,6	233,7
1986	1.665	53,1	62,4
1987	2.188	132,3	366,0

Source : Noronha, 1991 : 129-134.

* En raison de l'utilisation d'une autre méthodologie, les données utilisées par Noronha (1991) en ce qui concerne le nombre de grèves pour les années 1978, 1979 et 1980 sont différentes de celles utilisées par Almeida (1987), citées auparavant.

[¶] Le calcul des journées perdues dans l'année est le résultat de la multiplication du nombre de travailleurs en grève par le nombre de jours non travaillés.

Ainsi, on peut affirmer qu'une des caractéristiques les plus remarquées du

mouvement syndical brésilien dans les années 80, fut sa réactivité, aussi bien à la conjoncture économique, qu'aux changements de conjoncture politique du pays. Il n'est pas surprenant, donc, que l'année où le mouvement syndical brésilien organisa le plus de grèves au cours de la décennie fut l'année 1989. En effet, avec un total de 240 millions de journées perdues, les syndicats furent presque deux fois plus actifs cette année-là qu'en 1988 et en 1987 (quand le nombre de journées perdues avoisine les 130 millions), les deux années les plus marquées par les grèves jusqu'alors ¹⁶⁶. Ce qui s'explique, d'une part, par une impressionnante inflation cette année-là (1.900 %) et, d'autre part, par la réalisation des premières élections présidentielles depuis 1960 ; d'autant plus que, lors de ces élections, le candidat du PT, Lula, soutenu par une grande partie du mouvement syndical, réussit à devenir le candidat de gauche le plus plébiscité, polarisant l'élection avec le candidat gagnant.

7.6.2. Les faiblesses des syndicats

Pour certains chercheurs, ainsi que pour une partie des syndicalistes de gauche, cette dépendance du syndicalisme brésilien face aux facteurs conjoncturels serait la conséquence de l'incapacité du mouvement syndical brésilien à modifier les lois syndicales en vigueur dès l'époque de l'Etat Nouveau, dans les années 30. C'est la position de Boito (1991), pour qui le syndicalisme brésilien, malgré ses transformations au cours de la décennie 80, reste encore prisonnier du modèle syndical populiste, où la dépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat demeure une caractéristique. Dans cette perspective, le maintien, presque en l'état, de la législation syndicale brésilienne en 1988, lors des travaux de l'Assemblée Constituante, témoigne de ce que les syndicalistes brésiliens, même ceux de la CUT, n'étaient pas si intéressés à établir un système de relations professionnelles basé sur la pluralité, l'autonomie et la liberté syndicale. D'où la faiblesse des syndicats, lesquels ne pouvaient mobiliser les travailleurs que dans des conjonctures politiques et économiques favorables.

Bien qu'elle souligne un fait concret, à savoir le maintien des principaux mécanismes de contrôle de l'Etat sur les syndicats ¹⁶⁷, cette interprétation ne prend en compte ni les rapports de pouvoir dans la société brésilienne, ni l'équilibre des forces entre les principaux groupes sociaux du pays, où les forces conservatrices (majoritaires au Congrès) ¹⁶⁸ n'avaient aucun intérêt à promouvoir l'organisation d'un syndicalisme libre de

¹⁶⁶ In Noronha, 1991 : 122.

¹⁶⁷ Ce qui n'est que relatif. La Constituante a préservé l'unicité syndicale, le besoin des syndicats d'être reconnus par l'Etat pour pouvoir représenter une profession, l'impôt syndical, le rôle 'normatif' de la Justice du Travail (laquelle a gardé le pouvoir d'imposer des accords aux travailleurs et entrepreneurs, dans le cas où ils n'y parviennent pas seuls), etc. Toutefois, d'importantes nouveautés ont été introduites : liberté des syndicats d'établir leurs normes internes – y compris la manière de dépenser leurs ressources financières –, fin du contrôle de l'Etat sur les élections syndicales, reconnaissance de la grève en tant qu'instrument de lutte légitime des travailleurs, réduction du pouvoir de l'Etat sur les interventions dans les syndicats, etc.

¹⁶⁸ D'après la presse et les analystes politiques ; dans ce sens, voir l'ouvrage "Quem é quem na Constituição" publié en 1988 par le DIAP.

tout contrôle étatique.

De plus, vouloir expliquer la faiblesse d'un mouvement collectif, comme l'est le syndicalisme, par les seuls aspects institutionnels qui le régissent – sans prendre en compte la manière dont ces aspects sont effectivement mis en oeuvre – c'est donner aux règles juridiques un pouvoir de détermination sur la vie sociale difficile à accepter. Bien que les règles et les lois juridiques aient un poids non négligeable dans les rapports sociaux, la mise en application de ces règles et lois dépend en général d'un processus de négociation entre les individus et les groupes sociaux¹⁶⁹ ; dans ce processus, la mise en pratique des lois dépendra toujours de l'état des rapports de force entre les acteurs sociaux dans la société, à un moment donné.

Inversant l'hypothèse selon laquelle la loi syndicale brésilienne déterminait les faiblesses organisatrices de ce syndicat, on pourrait affirmer que c'est justement parce que le syndicalisme brésilien n'était pas si puissant qu'aurait pu le laisser imaginer le nombre de grèves, qu'il n'a pu changer les règles juridiques relatives aux syndicats, un des buts affichés par la tendance syndicale hégémonique. Sans compter le fait qu'il n'existait pas de consensus parmi les syndicalistes brésiliens à propos d'une modification de la structure syndicale du pays (seule la CUT avait un discours franchement favorable à l'adoption de la résolution 87 de l'Organisation Internationale du Travail¹⁷⁰), force est de reconnaître que le pouvoir mobilisateur des syndicalistes brésiliens dans les années 80 ne venait pas seulement de leur organisation sur les lieux de travail ou de leur volonté de construire une société socialiste dans le pays.

Le pouvoir mobilisateur des syndicats – pouvoir relatif, car effectif seulement dans des conjonctures particulières – était tout autant une conséquence des demandes de reconnaissance de citoyenneté et d'existence sociale des travailleurs (rendues mobilisatrices par la crise économique) que l'expression de la légitimité des syndicalistes et militants syndicaux, autrement dit de leur visibilité politique, dans le pays.

Ainsi, pour bien comprendre le poids du syndicalisme dans la société brésilienne à partir de 1978, il ne faut pas surestimer la dimension purement syndicale et professionnelle des demandes travaillistes. Il est également important de prendre en compte la visibilité symbolique – le syndicalisme comme élément de contestation des structures autoritaires – que le syndicalisme gagne dans ces années-là ; cela, aussi bien dans les entreprises que dans la société toute entière. Ce qui pourrait expliquer pourquoi, seulement dans des conjonctures économiques et politiques particulières, il était possible aux syndicats de dépasser leurs faiblesses organisationnelles¹⁷¹.

C'est parce que les revendications des syndicalistes avaient une visibilité non seulement interne, mais aussi externe, en termes de demandes politiques générales

¹⁶⁹ Idée mise en avant, dans le cadre des sociologies du travail et des organisations, par Reynaud (1989) et par Friedberg (1993).

¹⁷⁰ Laquelle prévoit la pluralité, l'autonomie et la liberté syndicales.

¹⁷¹ Faiblesses remarquées pour l'ensemble des syndicats brésiliens, sauf quelques cas particulier : les Syndicats des Travailleurs de la Métallurgie de la région de l'ABC dans l'État de São Paulo, quelques syndicats de travailleurs du pétrole, les syndicats des conducteurs des transports urbains dans quelques villes, etc. (Boito, 1991 : 88).

(politique salariale protectrice du pouvoir réel des salaires, démocratie, etc.) que les syndicats réussirent à organiser leurs mobilisations. Ce qui n'aurait pu se faire sans la présence de militants auprès de la base, lesquels avaient une action "d'intellectuels organiques" de classe, selon les termes de Gramsci (1996). Toutefois, l'action de ces militants informels, sans les garanties qu'offrait le statut syndical, n'était possible que dans des conjonctures propices, c'est-à-dire, des conjonctures où les difficultés économiques s'accompagnaient de débats politiques dans la société.

Rien d'étonnant donc à ce que les syndicats les plus actifs et mobilisateurs, dans cette période, aient été ceux qui justement réussirent à concilier des demandes à la fois politiques et spécifiques, ainsi qu'une action syndicale renforcée sur les lieux de travail. Ce qui démontre que les revendications politiques ne sont pas toujours démobilisatrices, cela dépend des conjonctures où ces demandes apparaissent et de la manière dont elles sont intégrées aux discours et aux pratiques des syndicalistes.

Par ailleurs, comme nous le rappellent Tavares (1985) et Noronha (1991), le pouvoir des syndicats dans les relations professionnelles et dans l'organisation des grèves ne s'est pas traduit par leur participation accrue aux décisions gouvernementales sur le plan économique et salarial ; ils n'ont pas eu d'influence, même concernant les questions touchant la sécurité sociale, l'assurance chômage, etc.

Qui plus est, il n'a jamais été possible, non plus, d'établir un Pacte Social entre gouvernement, travailleurs et patronat pour contrôler l'inflation dans le pays ; cela pour plusieurs raisons : en partie, du fait des réticences de la principale centrale syndicale du pays (CUT) à accepter le contrôle des salaires ; en partie aussi, du fait du refus du gouvernement de négocier certains aspects de ses plans économiques ; et, finalement, du fait du manque de représentativité des organisations patronales¹⁷².

De ce fait, les syndicats, même ceux liés à la Force Syndicale ou aux CGT – reconnus comme étant plus proches des gouvernements –, ne sont pas parvenus à influencer, outre mesure, les politiques mises en place par l'Etat depuis les années 80. Si sur le plan parlementaire l'influence syndicale a été plus importante (dans une large mesure, du fait qu'un bon nombre de parlementaires étaient aussi des syndicalistes), le fait est que le syndicalisme brésilien n'a pas pu institutionnaliser, dans les années 80, le pouvoir mobilisateur dont il faisait preuve dans l'organisation des grèves.

Cette faiblesse est beaucoup plus complexe que ne peut l'expliquer le seul argument de l'acceptation par les syndicalistes brésiliens des limites de la législation syndicale. Cette complexité peut être synthétisée dans la question suivante : les syndicalistes ont profité des facilités de la législation, certes, mais est-ce que cela signifie une véritable acceptation des limites imposées par l'Etat à l'action syndicale ? De plus, les syndicalistes pouvaient-ils, seuls, changer une caractéristique institutionnelle si ancrée dans la société brésilienne que les lois syndicales ?

Du fait que l'étude de l'action syndicale des travailleurs du pétrole nous offre des pistes assez intéressantes pour mieux comprendre cette problématique, nous y reviendrons.

¹⁷² Sur la faiblesse de l'action organisatrice du patronat brésilien, voir : Schneider (1995) et Abramo (1985).

Quoi qu'il en soit, concernant notre thème d'étude, les divisions au sein des syndicalistes brésiliens vont beaucoup marquer la vie interne des syndicats des petroleiros de Bahia. Toutefois, cette influence de la conjoncture nationale sera atténuée, dans l'industrie pétrolière de Bahia, par la préservation des souvenirs de l'époque populiste.

7.7. Le syndicalisme brésilien dans les années 90

A la fin des années 80, la CUT avait réussi à s'imposer comme la centrale la plus importante du pays ; à tel point que même les centrales syndicales rivales durent déterminer leurs stratégies d'action en référence à la CUT et à son modèle conflictuel.

Ce développement de la CUT peut être expliqué de plusieurs façons : d'une part, dans un milieu patronal où les principes de gestion autoritaire étaient dominants, les discours prônant l'organisation des travailleurs par la base avaient un écho certain ; d'autre part, le déséquilibre économique du pays et la mise en place de politiques défavorables aux travailleurs, conféraient aux discours basés sur la lutte de classes beaucoup plus de légitimité que ceux qui proposaient une collaboration entre les classes sociales.

Ainsi, pour de larges franges de travailleurs brésiliens, les discours tenus par les militants et dirigeants de la CUT étaient plus pertinents que ceux des autres centrales.

Dans les années 90, avec la fin du processus de transition démocratique¹⁷³, les syndicalistes brésiliens seront amenés à changer leurs discours. Face à des gouvernements légitimés par le vote populaire, l'argument tant de fois avancé dans les années 80, de l'illégitimité des gouvernements, perdra beaucoup de son pouvoir mobilisateur. Cela reste vrai même pour la période qui suit la destitution du président Collor de Mello¹⁷⁴, car les principales forces politiques du pays – y compris le PT et les autres partis de gauche – participeront aux pourparlers visant à donner à Itamar Franco, le vice-président de Collor, les conditions pour gouverner.

Ce discours sur le manque de légitimité des gouvernements deviendra encore moins pertinent après 1995, lors de l'accession au pouvoir de Fernando Henrique Cardoso ; en effet, celui-ci remporte les élections présidentielles d'octobre 1994, avec une large majorité des voix, dès le premier tour des élections.

En dehors de ces changements politiques, les transformations sur le plan économique vont confronter les syndicalistes brésiliens à une situation différente de celle des années 80. L'ouverture économique du pays, initiée par Collor de Mello, entraîne un

¹⁷³ Qui ne s'acheva qu'avec la réalisation, à la fin de l'année 1989, des premières élections présidentielles au suffrage direct depuis l'année 1960.

¹⁷⁴ En 1992, suite à des dénonciations de corruption dans les hauts échelons du gouvernement, d'importantes manifestations populaires, demandant la destitution du président de la République, ont lieu dans le pays. Cela oblige le Congrès National à voter la destitution de Collor de Mello. Comme prévu dans ce cas par la Constitution du pays, le vice-président de la République, Itamar Franco, accède à la Présidence jusqu'à la fin du mandat en 1994.

important processus de restructuration et de modernisation technologique dans l'industrie. Ce qui entraîne une diminution du nombre d'ouvriers dans les secteurs industriels les plus dynamiques et, par conséquent, une diminution du nombre de travailleurs associés aux syndicats. Selon des données citées par des syndicalistes du Syndicat des Travailleurs de l'Industrie Métallurgique de l'ABC, à São Paulo, dans la période comprise entre 1990 et 1994, il y eut la suppression d'environ 58.000 postes de travail dans l'industrie automobile de la région, faisant chuter le nombre d'associés du syndicat d'environ 200.000 à 145.000 en 1995¹⁷⁵.

De même, des données du Ministère du Travail, publiées par le journal A FOLHA DE SÃO PAULO le 15 septembre 1996, montrent qu'il y eut entre 1990 et 1996 la suppression de 2.060.000 emplois du marché du travail formel brésilien. Cette réduction toucha essentiellement l'industrie, car la participation de ce secteur au marché du travail passa de 15,2 % en 1990 à 12,3 % en juin 1996 ; à l'inverse de ce qui se passa dans le secteur tertiaire (17,9 % de l'emploi total en 1990 contre 19,1 % en 1996). Sur la même période, le taux de chômage (selon l'IBGE¹⁷⁶) passa de 4,64 % à 5,87 %.

Tout cela dans une conjoncture économique où les taux d'inflation commencent à baisser à partir de 1994, grâce surtout à la garantie de la parité de la monnaie nationale (le Real) avec le dollar, assurée par le Plan Real. Ainsi, si au début de la décennie, les taux d'inflation restaient sans contrôle, à partir de 1994, ces taux baisseront rapidement, ce qui sera un des éléments de la relance économique du Brésil.

Inflation et croissance économique au Brésil (1990-1995)

ANNÉE	INFLATION (%)	CROISSANCE PIB (%)
1990	1.585,20	- 4,6
1991	475,20	0,34
1992	1.149,05	0,82
1993	2.489,11	4,26
1994	929,32	5,94
1995	21,98	4,19

Source : IBGE in FOLHA DE SÃO PAULO, 31/10/96.

Sur le plan syndical, ces années seront aussi marquées par une diminution du nombre de grèves dans le pays. D'après une recherche du IBGE¹⁷⁷, la moyenne mensuelle de grèves fut de 52 grèves/mois en 1992 et de 61 grèves/mois en 1993, ce qui, comparé aux années antérieures, atteste le déclin, comme forme d'action collective légitime, des grèves : en 1989 la moyenne fut de 183 grèves/mois, de 163 grèves/mois en 1990 et de 90 grèves/mois en 1991.

¹⁷⁵ Entretien du président de la CUT au journal A FOLHA DE SÃO PAULO le 12/12/96 et du président du syndicat de l'ABC dans le même journal le 15/07/96.

¹⁷⁶ L'Institut Brésilien de Géographie et Statistiques.

¹⁷⁷ Publiée dans le journal A FOLHA DE SÃO PAULO du 16/03/94.

Cette tendance à la diminution du nombre de grèves déclenchées par les travailleurs allait s'infléchir dans les années 95 et 96, mais jamais pour atteindre les niveaux de la fin des années 80 : selon une recherche réalisée par l'IPEA ¹⁷⁸, le nombre de grèves entre janvier et juillet 1995 fut de 690 (en moyenne 98 grèves/mois), auxquelles participèrent 1,9 millions de travailleurs (ce qui fait une moyenne de 2.828 travailleurs par grève) ; entre janvier et juillet 1996 le nombre de grèves était plus élevé (766 grèves et une moyenne de 109 grèves/mois), mais le nombre de travailleurs ayant participé à ces grèves baisse à 1,7 million (une moyenne de 2.327 travailleurs/grève). Ce qui peut être interprété comme un reflet du changement de stratégie des syndicalistes ; à la place des grandes mobilisations des ils donneront la priorité aux grèves d'entreprises isolées (en général dans les entreprises où l'organisation syndicale était plus forte), afin de briser la résistance et l'unité du patronat, en donnant des exemples de grèves victorieuses.

Ces transformations politiques et économiques constituent la toile de fond des changements de tactique du syndicalisme brésilien dans les années 90. Au niveau des centrales syndicales, la CUT passe par une période de crise entre 1990 et 1992, en raison de la volonté du gouvernement Collor de Mello d'affaiblir la pénétration de la centrale chez les fonctionnaires et employés des entreprises nationales ; cela en raison du soutien public de la CUT au candidat battu par Collor lors des élections de 1989, qui n'était autre que l'ex-syndicaliste LULA, issu de la CUT. Ce conflit entre la CUT et le gouvernement Collor sera plus visible lors des négociations collectives touchant les travailleurs des entreprises nationales ; celles sur lesquelles le gouvernement avait le contrôle, pouvant ainsi imposer des mesures de restrictions budgétaires et une politique de licenciement à large échelle.

Toutefois, après la destitution de Collor, la centrale redeviendra très active parmi les travailleurs dépendant de l'Etat ou des entreprises nationales. C'est l'époque où la CUT réaffirmera sa suprématie dans le mouvement syndical brésilien (en 1995 elle avait 2.249 syndicats associés, représentant 18 millions de travailleurs, parmi les plus organisés du pays).

Par rapport aux autres centrales, il y eut une perte de vitesse relative des CGT et des autres centrales plus petites. C'est pour combler ce vide que le président du syndicat des travailleurs métallurgistes de la ville de São Paulo, Luis Eduardo Medeiros, créera en 1991, la FORÇA SINDICAL (la Force Syndicale) qui allait devenir rapidement la deuxième centrale du pays, en tenant un discours de "syndicalisme de résultats". Cependant, suite à des dénonciations selon lesquelles la centrale avait été financée par le patronat — lequel prétendait ainsi créer une alternative syndicale à la CUT — de nouveaux dirigeants essayeront de changer l'image de la centrale, jugée trop proche du patronat, en adoptant un discours plus critique par rapport au patronat et au gouvernement.

Toutefois, la grande nouveauté de la décennie fut la modification du discours et de la pratique de certaines tendances syndicales à l'intérieur de la CUT. En effet, cette centrale avait réussi à s'imposer comme la centrale syndicale la plus représentative des salariés brésiliens à la fin des années 80, avec un discours basé sur le conflit de classes et sur l'action autonome des travailleurs. Ce discours signifiait le refus plus ou moins explicite de

¹⁷⁸ Dont les résultats furent publiés dans le journal A FOLHA DE SÃO PAULO du 9/10/96.

réaliser des compromis avec le patronat ou avec l'Etat : on poussait les mobilisations ouvrières aux limites de ce que permettaient les rapports de force, ne signant des accords qu'après le déclenchement du conflit. Cependant, confrontée à une difficulté accrue pour convaincre les travailleurs de participer aux mouvements grévistes, et à une conjoncture économique et politique défavorable à l'engagement syndical, la CUT va développer une action et un discours moins belliqueux, plus soucieux de l'établissement d'un dialogue avec le patronat et, à certains égards, avec les gouvernements ¹⁷⁹ .

De même, les militants et dirigeants de la CUT élargiront leur champ de propositions ; les restructurations des entreprises obligeant les syndicats à prendre en compte les questions liées à l'introduction des technologies robotisées. Ainsi, lors du V^{ème} congrès de cette organisation, les questions relatives aux changements technologiques et à l'emploi furent mises aux centres des débats. Dans les entretiens donnés à la presse par les responsables de la centrale, ces questions sont toujours récurrentes. Là aussi, les syndicalistes seront amenés à se rapprocher des patrons, car ils durent reconnaître la nécessité d'augmenter la productivité des industries brésiliennes par le biais de la modernisation technologique ; cependant, ils s'opposeront à la manière dont ces nouvelles technologies furent introduites, générant le licenciement d'une partie des travailleurs.

En ce sens, les syndicalistes de la CUT proposeront des mesures de protection de l'emploi ¹⁸⁰ telles que la flexibilisation des horaires de travail – selon des modalités négociées entre syndicats et patronat – et la baisse des impôts, afin d'alléger les charges des industries. Un fait caractéristique de cette transformation de la CUT fut sa participation, en 1995, à une manifestation publique organisée pour demander au gouvernement des aides pour l'industrie métallurgique de São Paulo. Cette manifestation, organisée par le patronat et d'autres centrales syndicales, fut pensée comme un moyen de signifier l'insatisfaction contre la progression du chômage dans le pays, suite à la politique d'ouverture économique mise en oeuvre par le gouvernement.

On le voit, nous sommes bien loin, ici, des discours d'opposition systématique au patronat et à l'Etat que la CUT développait dans les années 80. Ce que des déclarations de dirigeants de la centrale (publiées dans A FOLHA DE SÃO PAULO du 10/04/95) soulignent explicitement : << *La CUT est en train de changer ; il y a cinq ans nous n'aurions pas discuté avec les entreprises de questions telles que la qualité et la compétitivité.*>> ; ou encore, << *... auparavant la CUT se légitimait par le biais de la mobilisation et de l'agitation. Aujourd'hui elle veut évaluer ses résultats par sa capacité à influencer "l'agenda" de l'Etat.*>>.

Mais ces changements sont aussi une réponse au changement d'attitude des

¹⁷⁹ Cela devient plus net à partir de 1991, lors du V^{ème} congrès de la centrale et, surtout, à partir de 1994 avec l'élection à la tête de la CUT du président du Syndicat des Travailleurs Métallurgistes du ABC, "Vicentinho", connu pour son soutien aux accords entre l'Etat, le patronat et les syndicats de travailleurs dans l'industrie automobile ; accords qui ont permis le redressement économique et une stabilisation de l'emploi dans cette industrie. Pour plus de détails sur ces accords, voir Diniz (1995).

¹⁸⁰ La défense du niveau de l'emploi dans le pays sera envisagée comme le "plus grand défi de la CUT" par les syndicalistes de cette période.

entrepreneurs vis-à-vis des syndicats. Dans une étude réalisée au début des années 80, Abramo (1985) montre que pour une bonne partie des entrepreneurs brésiliens, à cette époque, les contacts avec les syndicalistes étaient difficiles, car ils les associaient à des éléments perturbateurs de l'ordre productif.

Cependant, l'adoption de pratiques gestionnaires moins autoritaires par le patronat et le développement de l'importance, dans les organigrammes des entreprises, des ressources humaines, vont changer ce tableau. Ce que des militants syndicaux liés à la CUT exprimeront ainsi : << *Quand les patrons étaient radicaux, les syndicats aussi étaient obligés de l'être. Les luttes des syndicats devenaient davantage publiques à cause de la police, des prohibitions de grève et de la dictature.*>> ; << *Aujourd'hui il n'y a plus de sens à la violence des travailleurs, de même que les patrons n'appellent plus la police pour agresser les ouvriers.*>>.

Il faudrait évoquer aussi le traumatisme provoqué, à l'intérieur de la CUT, et de la gauche d'une façon générale, par les deux défaites de leur candidat (LULA) aux élections présidentielles de 1989 et 1994. Plusieurs responsables politiques et intellectuels liés à la gauche commencent alors à se demander si l'image trop radicale du PT et des syndicalistes de la CUT n'est pas à l'origine de ces défaites. Un des signes de ces évaluations fut les discours, tenus par des responsables du parti, contre l'action des tendances gauchistes radicales, voulant dissocier le PT et la CUT de ces groupes.

C'est dans cette dynamique qu'on doit appréhender l'émergence de ce que certains appellent le "syndicalisme citoyen" défendu par le président de la CUT, et par les syndicalistes de la région du ABC à São Paulo. Adoptant une stratégie plus ouverte à la négociation avec le patronat et le gouvernement, ces groupes tiendront des discours beaucoup plus universalistes qu'auparavant, abordant des thèmes peu fréquents pour le syndicalisme brésilien : tels la question de la citoyenneté des couches populaires les plus exclues, le racisme dans la société brésilienne, la démocratie, la faim, etc.

En ce sens, deux changements s'opèrent en même temps : au niveau du discours et de la pratique. Au niveau de la pratique, des accords importants seront passés avec les entrepreneurs et l'Etat afin de garantir le maintien du niveau de l'emploi dans certaines industries¹⁸¹ ; en même temps, la CUT devient un des partenaires du gouvernement dans les négociations sur la réforme des questions sociales touchant les travailleurs, telle la réforme du régime de retraites.

De surcroît, quoique les grèves continuent d'être l'instrument principal de pression des syndicats, de nouvelles modalités d'action, plus médiatiques, commencent à être utilisées : grèves de la faim de syndicalistes, réunions publiques avec d'autres mouvements sociaux et représentants du pouvoir local pour protester contre le chômage, participation des syndicalistes à des mouvements contre la violence urbaine, manifestations de femmes de travailleurs en grève devant les portes des entreprises, etc. Des actions qui, par leur pouvoir médiatique, font parler des syndicats et des revendications des travailleurs dans la presse, élargissant le débat sur les changements liés au travail à d'autres secteurs de la société civile, en dehors des seuls syndicats et des

¹⁸¹ Sur le plus important de ces accords, celui des Chambres Sectorielles de l'Industrie Automobile, voir Diniz (1985).

patrons. Ce sont des actions en majorité défensives, de résistance à la suppression des postes de travail dans la grande industrie, mais qui mettent la question de la montée du chômage au centre des débats publics dans le pays.

Dans le même temps, au niveau des discours, on essayera de faire passer l'image d'un syndicalisme plus compréhensif, davantage soucieux que par le passé de trouver des accords avec les entrepreneurs. Ce que le président du Syndicat des Travailleurs Métallurgistes de l'ABC, exprimera par les mots suivants :

<<Le syndicat continue puissant, mais il a abandonné le discours rancunier d'auparavant. Nous voulons discuter des nouvelles formules de gestion et construire avec les entreprises l'essor économique de la région.>> (in : A FOLHA DE SÃO PAULO, 1/10/95).

De même, le nouveau président de la CUT essayera de clarifier les oppositions entre le syndicalisme brésilien des années 90 et celui de la période de démocratisation du pays, en terme de volonté nouvelle des syndicalistes de participer aux décisions relatives aux problèmes nationaux :

<<Le nouveau syndicalisme ne s'isole pas et présente toujours ses suggestions, voulant ainsi influencer les solutions apportées aux problèmes nationaux. A la fin de la décennie 70 c'était différent, le travail était un travail de mobilisation et de résistance contre la dictature>> (in : A FOLHA DE SÃO PAULO, 22/10/95).

En dehors des aspects plus médiatiques et davantage tournés vers la société civile de cette stratégie, ce qui peut définir la tactique de cette nouvelle génération de dirigeants de la CUT est la volonté d'intervenir dans les prises de décisions étatiques et entrepreneuriales touchant les travailleurs. Cela présuppose, au vu des rapports de force dans la société et des caractéristiques de la démocratie brésilienne, une prédisposition des syndicalistes à faire des compromis, à faire des concessions. Dans un effort de négociation, avec l'Etat et les entrepreneurs, inconnu dans le syndicalisme brésilien, du moins depuis les années 1960-1964, ces syndicalistes iront jusqu'à signer des accords visant le maintien du niveau de l'emploi en échange de l'augmentation de la productivité et de la flexibilisation des horaires dans l'industrie automobile, ce qui était inimaginable il y a dix ans seulement.

Mais, si la direction de la CUT et les tendances majoritaires se sont engagées dans le renouvellement de l'image de la centrale, plusieurs groupes restent méfiants. Redoutant de s'éloigner des idéaux socialistes qui étaient à la base de la création et de l'identité de la centrale, les tendances les plus à gauche de la CUT vont essayer de résister à ces changements.

Cela fait qu'on peut identifier à l'intérieur de la CUT deux grandes tendances. D'un côté, chez les travailleurs des grandes entreprises industrielles privées de la région du ABC à São Paulo, plus touchées par les effets de la restructuration de la production industrielle, les syndicalistes sont plus sensibles au besoin d'établir le dialogue avec le patronat et l'Etat. Les grèves sont moins fréquentes et moins longues, en même temps que sont privilégiées les grèves par entreprises (celles où la mobilisation était plus forte) et non plus les grèves par groupe professionnel, type de grève trop difficile à réaliser dans une conjoncture de chômage croissant et de diminution du nombre des militants syndicaux.

En même temps, d'autres formes d'actions collectives sont mises en oeuvre, essayant de désenclaver les syndicats, de les faire sortir d'une logique où les seuls problèmes liés au travail sont pris en compte, et de leur faire gagner un poids social nouveau dans la société. Les réunions publiques organisées par les syndicalistes contre le chômage à partir de 1994 sont un bon exemple de cette nouvelle tendance ; de même que la grève générale de juin 1996, conçue pour mobiliser la population sur le problème du chômage.

En revanche, il n'en va pas de même dans les entreprises nationales (l'entreprise pétrolière, ainsi que celles de l'énergie électrique, des télécommunications, de l'exploitation minière, etc.). Poussés par une opposition plus ferme aux politiques libérales – dont les privatisations constituent un des piliers –, les travailleurs de ces entreprises sont plus sensibles aux discours tenus par les tendances syndicales plus à gauche sur l'échiquier idéologique de la CUT. Ce qui explique la radicalisation des conflits dans le secteur public de l'économie brésilienne à partir de la fin des années 80.

Ainsi, les grandes grèves de masse des années 90 seront des grèves déclenchées par des travailleurs du secteur public (des fonctionnaires ou employés des entreprises nationales). Cela est vrai surtout en ce qui concerne les travailleurs de l'entreprise du pétrole, des entreprises d'électricité et du secteur bancaire public. La particularité de ces grèves est qu'elles furent presque toujours des grèves nationales (ce qui s'explique par le fait que les activités tenues par l'Etat sont éparpillées sur le territoire brésilien) et qu'elles ont touché des secteurs essentiels de l'économie du pays. Raisons qui expliquent, non seulement la médiatisation de ces grèves, mais aussi leur impact sur l'économie du pays.

En ce sens, la grève des ouvriers du pétrole de mai-juin 1995 est paradigmatique. Pendant 31 jours, les travailleurs de PETROBRAS (la compagnie nationale du pétrole) ont réalisé une grève qui a menacé de paralyser complètement le pays. Les chaînes de télévision et tous les journaux montraient quotidiennement les immenses queues devant les stations service et les points de vente de bouteilles de gaz. Les industriels, pour leur part, en soulignaient sans cesse les risques pour l'économie du pays, ainsi que les représentants du gouvernement qui accusaient les travailleurs de PETROBRAS de tenir en otage tout le pays, faisant passer leurs intérêts corporatistes avant les intérêts de la nation.

Du côté des travailleurs, le but affiché de cette grève était d'obliger l'entreprise à honorer un accord salarial passé à la fin de l'année 1994 et non appliqué par l'entreprise. Cependant, les syndicalistes voulaient aussi décourager le gouvernement et le Congrès de faire passer la loi mettant fin au monopole d'État sur les activités pétrolières et, ainsi, infliger une défaite au gouvernement dans ses projets de libéraliser complètement l'économie brésilienne.

La suite de cette grève démontre clairement les limites de l'action syndicale basée exclusivement sur le conflit dans la conjoncture brésilienne des années 90. Malgré l'impressionnant pouvoir d'organisation interne démontré par les syndicats – ils ont réussi à arrêter la production des raffineries et la production de brut dans tout le pays –, la grève s'achève avec une évidente défaite pour les travailleurs. Non seulement aucune de leurs revendications ne fut satisfaite mais, de plus, ce mouvement fut une des raisons

alléguées par plusieurs députés pour voter la fin du monopole d'Etat sur le pétrole.

Autrement dit, les travailleurs du pétrole, bien que très organisés au niveau interne, n'ont pas réussi à faire passer une bonne image de leur mouvement auprès de la société civile ¹⁸² ; au contraire, cette grève laissa l'image d'un mouvement inutile, expression corporatiste d'un groupe de travailleurs privilégiés qui ne craignaient pas de mettre en difficulté l'ensemble de la population pour la défense de leurs privilèges ¹⁸³ .

Cette mauvaise image du mouvement fut son point faible, ce qui légitima l'attitude du gouvernement pour ne pas céder aux revendications des travailleurs ; ce qui justifia aussi, devant l'opinion publique, la décision du gouvernement de faire appel à l'armée pour obliger les travailleurs à reprendre le travail. C'est aussi le manque de soutien de la population à leur mouvement qui obligea les syndicalistes du pétrole à reconnaître l'impossibilité de poursuivre le mouvement après 31 jours de grève.

Cette grève a mis en évidence la dimension médiatique, dans le Brésil des années 90, des grèves touchant des secteurs essentiels pour la population : elle montre l'importance de l'information et des médias dans la formation de l'opinion publique ainsi que la nécessité pour le mouvement syndical de chercher l'appui d'autres secteurs de la société civile dans ses conflits avec le patronat et, surtout avec l'Etat. La fin de la grève représente donc une défaite importante, non seulement pour les ouvriers du pétrole, mais aussi pour les différentes tendances représentées à l'intérieur de la CUT ; tendances toujours partisans d'une radicalisation des conflits liés au travail, comme moyen de faire avancer la conscience de classe des travailleurs.

Nous voudrions attirer l'attention, ici, sur le fait que la grève des ouvriers du pétrole de 1995 démontre aussi les limites du syndicalisme révolutionnaire dans une démocratie. Les petroleiros ont été battus, non pas à l'intérieur de l'entreprise du pétrole où, jusqu'à la fin du mouvement, la participation des travailleurs au mouvement est restée élevée. Ils ont été battus au niveau de la société civile brésilienne, au niveau des représentations sociales sur la légitimité de la grève et des demandes des travailleurs. Ce qui explique que même le président du Parti des Travailleurs, Lula, a dû prendre ses distances avec la grève des travailleurs du pétrole :

<<Moi aussi, je défends le droit de grève pour les travailleurs des activités économiques essentielles. Mais, les grèves ne peuvent pas être les mêmes. Si j'arrête une industrie métallurgique ou une imprimerie, je ne touche pas à un secteur essentiel ou qui ait des liens directs avec les êtres humains. Une grève dans une école, par exemple, touche à l'être humain... (pour les grèves dans les secteurs essentiels) il faut qu'on pense une manière de faire la grève afin d'user politiquement le gouvernement sans causer de préjudices à la population, notre

¹⁸² Selon une enquête d'opinion réalisée par l'Institut DATAFOLHA et publiée le 24/05/95 dans le journal A FOLHA DE SÃO PAULO la majorité de la population de la ville de São Paulo (60 %) était franchement opposée à la grève, tandis que seulement 21 % des enquêtés donnaient leur soutien à toutes les revendications des travailleurs.

¹⁸³ Du moins c'est l'image du mouvement que passa l'ensemble de la presse brésilienne ; l'emprise de cette presse, surtout la télévision, sur la formation de l'opinion au Brésil, étant telle qu'elle est, il n'est pas très étonnant que la majorité de la population ait été opposée au mouvement des petroleiros en 1995.

base de soutien.>> (in : A FOLHA DE SÃO PAULO, 06/08/95).

Ainsi, pour les groupes hégémoniques à l'intérieur de la CUT, le syndicalisme brésilien, pour survivre, devra faire preuve, dans les années qui viennent, d'une grande capacité d'organisation des travailleurs sur les lieux de travail, mais aussi d'une capacité à faire passer une bonne image de ses revendications auprès de la société civile. Non comme de simples revendications corporatistes, mais comme des revendications d'élargissement de la citoyenneté dans le pays.

Ces questions seront d'une grande importance dans les débats internes de la gauche syndicale de l'industrie du pétrole de Bahia. Et dans la mesure où cette gauche parviendra à prendre le contrôle des syndicats des petroleiros, au cours des années 90, ces questions générales auront un poids important dans les querelles syndicales qui auront lieu.

Partie III. De l'action

8. Le mouvement syndical des petroleiros : quelques remarques introductrices

Qu'il nous soit permis de commencer ce chapitre par l'évocation d'une scène qui nous a beaucoup influencé lors de l'écriture de cette thèse et qui, certainement, a laissé ses empreintes sur la manière dont nous aborderons, par la suite, le syndicalisme des ouvriers du pétrole bahianais.

La scène se passe en 1987, à Bahia, lors d'une élection pour la direction du syndicat des travailleurs de l'exploration et de la production du pétrole. Près d'un bureau de vote, deux candidats, chacun représentant une des listes en concurrence pour la direction du syndicat, échangent des mots avec âpreté ; ils établissent, ainsi, un débat informel et improvisé.

Cette discussion, très vive, était centrée sur les projets syndicaux et sur les qualités et défauts des uns et des autres. En vérité, plus que de vouloir convaincre l'adversaire, il s'agissait pour chacun de débattre publiquement de ses idées face à son électorat potentiel : les travailleurs qui s'apprêtaient à voter ; lesquels suivaient cet échange avec un mélange d'intérêt et d'amusement. Un véritable débat politique, donc, où chacune des parties surenchérissait sur les arguments de l'adversaire.

Dans ce débat, le plus jeune des candidats, marqué à gauche, essayait de faire passer son message sur la nécessité de transformer les syndicats en un instrument de lutte et de promouvoir l'organisation autonome des ouvriers, etc. Il fallait donc mettre un terme à l'apathie qui caractérisait les syndicats des ouvriers du pétrole de Bahia depuis des décennies, où les leaders syndicaux étaient davantage occupés à conserver leur pouvoir qu'à faire avancer les luttes des ouvriers.

L'autre, un leader syndical qui jouait sa réélection, tenait un tout autre discours : il faisait valoir que pour un syndicaliste, il était important de ne pas avoir de liens avec les partis politiques (dans une référence explicite au fait que son opposant était membre d'un parti de gauche). Il ajoutait encore, comme qualités indispensables à la conduite d'une organisation syndicale, l'expérience et la pondération ; justement des qualités qui, selon lui, manquaient à la nouvelle génération de militants. Pour lui ils étaient trop jeunes, trop inexpérimentés, ils ne connaissaient rien à la vie et à la politique ; ce n'était pas de leur faute, mais du fait de leur jeunesse. Ils n'avaient pas connu la période glorieuse des syndicats des "petroleiros", ni les années difficiles de la répression politique et de la dictature. De plus, n'avaient-ils pas déclenché une grève dans le syndicat du raffinage, quelques années auparavant, avec, pour seul résultat pratique, le licenciement de presque 200 travailleurs ?

Les travailleurs qui se massaient autour de ce curieux débat (où aucun des opposants n'écoutait ce que l'autre argumentait), ne sont pas intervenus ; pas plus qu'ils n'ont montré leurs préférences sur le moment. Toujours est-il qu'une fois les bulletins de vote recensés, la liste de l'ancien leader syndical fut déclarée victorieuse avec une large majorité des voix.

Le souvenir de cet événement (et d'autres semblables) nous a beaucoup marqué. Nous pourrions même affirmer que toute la compréhension que nous avons pu développer sur le thème de cette recherche, en découle plus ou moins directement.

C'est à partir de ces souvenirs que nous avons commencé, notamment, à penser les querelles syndicales chez les ouvriers du pétrole comme une affaire de temps et de mémoire ; comme un conflit de temps et de mémoire, pour être plus exact. Là est la raison qui nous amène à donner tant d'importance au passé et aux formes de reconstruction du passé dans cette étude.

8.1. Sur le passé

De ce fait, il sera beaucoup question ici d'histoire et de mythe ; des faits tels qu'on peut les reconstituer avec plus ou moins de certitude, et des interprétations de ces faits. Étant donné que nous posons pour hypothèse que la valorisation d'un certain passé a joué un rôle important dans la vie sociale des ouvriers du pétrole à Bahia, nous nous sentons contraint de faire un double travail : d'une part, celui de quelqu'un qui s'efforce de trouver des indices qui puissent l'aider à établir avec une certaine fiabilité une chronologie, un travail d'historien en quelque sorte. D'autre part, le travail de quelqu'un qui cherche à connaître les représentations que les gens se font de leur passé ; quelqu'un que l'on pourrait rapprocher d'un mythologue. Y aura-t-il des frontières précises entre ces deux

domaines ? Pourrons-nous faire clairement la part des choses entre ce qui relève de l'un et de l'autre ? Ce sont des réponses auxquelles nous-même nous ne pourrons pas, peut-être, répondre ; du moins avant la fin de l'écriture de cette thèse.

Mais d'ores et déjà nous souhaitons préciser que nous comptons traiter cette question en considérant la seconde moitié des années 80 comme étant la période de référence . En effet, notre souci, tout au long de cette étude, exige de considérer la façon dont les ouvriers du pétrole de Bahia ont pu interpréter leur passé. Il s'agit en somme, de savoir si et comment le poids du passé a joué un rôle sur leurs pratiques syndicales des années 80.

De façon pratique, cela veut dire que même lorsque nous essaierons d'établir une reconstitution fiable des faits, il s'agira de la confronter à la manière dont les ouvriers du pétrole l'interpréteront ultérieurement.

Ainsi, le recours au passé se fera un peu à la manière d'un écrivain de romans policiers. C'est pour comprendre le présent (le passé proche plutôt) que nous ferons appel aux temps révolus. Nous agirons comme un détective qui rassemble les données et les faits apparemment les plus disparates, provenant d'époques et de contextes divers, pour reconstruire un "crime parfait". Comme ce détective qui cherche dans le passé les clés du présent, nous nous promènerons en flash-back, d'une époque à l'autre, d'un temps à l'autre (parfois, même, aux dépens de la chronologie), en vue d'une compréhension plus fine des événements ; dans notre cas, des événements syndicaux des ouvriers du pétrole dans la deuxième moitié des années 80.

Une des raisons qui explique ce choix, est le fait qu'une partie de notre vécu personnel de terrain (d'abord comme acteur engagé puis comme chercheur) recouvre seulement cette période ; de ce fait nous pensons avoir plus de choses à dire sur cette période que sur des périodes plus éloignées. Il ne faut pas oublier non plus les difficultés auxquelles nous avons été confronté pour trouver des sources écrites 'fiables' sur le passé syndical des 'petroleiros' de Bahia ; difficultés qui s'interposent sur le chemin de tous ceux qui s'attellent à la difficile tâche de rétablir l'histoire de la classe ouvrière au Brésil.

Quoi qu'il en soit, nous aborderons l'histoire des travailleurs du pétrole à partir de la perspective des événements des années 80¹⁸⁴ ; ainsi, les faits et les périodes que nous ferons ressortir dans l'étude du passé, seront ceux qui nous paraîtront importants pour la compréhension de la période qui demeure au centre de notre réflexion.

Très concrètement, nous souhaitons étudier l'histoire du syndicalisme des ouvriers du pétrole de Bahia en identifiant, dans le passé, les événements qui ont marqué le plus les représentations de ces ouvriers ; nous souhaitons aussi, à partir de l'interprétation que nous ferons de ces événements, identifier des traits qui pourraient définir des périodes de l'histoire du groupe social étudié.

Ces deux 'procédés' sont, jusqu'à un certain niveau, complémentaires, car la mise en lumière de quelques événements jugés importants n'a de sens que par rapport à la

¹⁸⁴ Toute histoire se place nécessairement dans une certaine perspective temporelle ; on rétablit le passé pour comprendre une période subséquente, ce qui explique le choix de l'étude de certains événements plutôt que d'autres.

compréhension de changements observables dans des situations concrètes ; des événements isolés sont donc des indices de changements plus profonds et moins visibles. C'est cela qui justifie le choix qui est le nôtre de suivre, sur le plan de l'exposition, la chronologie historique ; cela, autant qu'il nous soit possible de le faire.

De même, nous resterons très proche à la fois de 'l'authenticité' historique des événements (authenticité évaluée par l'existence de sources fiables), et des façons dont les acteurs se les représentent ; car récit historique et représentation que s'en font les agents sont, dans le cadre théorique de cette thèse, complémentaires dans le processus de compréhension de la réalité sociale.

8.2. Des événements marquants

Cette façon de procéder laisse voir le côté artificiel du découpage historique, côté artificiel que nous assumons entièrement. Nous ne prétendons pas démontrer que le découpage que nous avons réalisé est le seul possible ou, même, le plus pertinent. Cela étant, nous ne prétendons pas qu'il obéit à une certaine logique ; il répond à certaines priorités, elles aussi, tout à fait arbitraires. C'est là tout le problème des critères qui doivent régir la construction des chronologies. D'ores et déjà, nous voulons affirmer que notre souci majeur a été de prendre en compte ce que, faute de mieux, nous pouvons appeler les "événements marquants", c'est-à-dire, les événements que les agents eux-mêmes considèrent comme les plus importants de leur passé.

Mais pourquoi doit-on donner la priorité aux grands événements ou aux "faits marquants", dans l'étude du passé ? D'abord pour une question de faisabilité : il est humainement impossible d'étudier tous les faits qui ont trait au passé, tous les faits qui se sont passés à une certaine époque. Mais aussi, parce qu'à travers eux nous accédons à certains enjeux qui se posent dans le présent. A partir de la vision que les agents se font de leur passé, nous pouvons accéder à certains traits de leur présent.

Dès lors, la question se pose de savoir comment choisir les événements marquants du passé, comment faire la distinction entre les 'grands' et les 'petits' événements. Il n'existe pas de formule magique, exempte de défaillance théorique. La formule que nous avons choisie met l'accent sur l'évaluation que les acteurs, ou que certains acteurs plutôt, font des événements. C'est un choix arbitraire, nous le concédons volontiers, mais après tout, dans ce domaine, tous les choix sont arbitraires.

De cette manière, un fait sera pour nous important, dans la mesure où les acteurs lui accordent, ou lui ont accordé, une importance symbolique dans leurs discours.

L'intérêt majeur de cette démarche est double : elle nous permet de voir comment le passé est interprété par les gens (et, dans la mesure où il existe des sources écrites fiables on peut faire une histoire des interprétations du passé), en même temps qu'elle nous aide à bien comprendre les enjeux qui animent le présent des acteurs. L'importance accordée à tel ou tel événement est un bon indice des positions actuelles des acteurs. En d'autres termes, les événements "marquants" sont tels dans la mesure où les acteurs les considèrent ainsi à un certain moment.

Il en découle que les événements marquants peuvent changer avec le temps, car un

même acteur pourra, à des époques diverses, porter des jugements différents sur un même événement. Ici nous donnerons la priorité aux interprétations que les acteurs principaux des luttes syndicales ont portées sur leur passé vers la fin des années 80 et au début des années 90, car ce fut à cette époque que nous avons réalisé le gros de notre travail de terrain et que nous avons connu la situation des "petroleiros".

8.3. Sur le découpage du temps

Il n'en va pas de même pour les découpages temporels. Une des possibilités pratiques que nous offre l'étude du passé est de pouvoir périodiser ce passé ; c'est-à-dire de pouvoir rassembler les événements qui sont proches les uns des autres dans le temps et dans le sens que nous lui assignons. Ainsi nous pouvons dissocier les événements semblables des dissemblables, les événements significativement proches de ceux qui ne le sont pas.

Mais ici les choses se posent tout autrement que pour le traitement les "événements marquants".

Car, s'il existe chez les acteurs une mémoire des faits vécus, il n'en va pas de même - pas toujours du moins - pour les découpages temporels, découpages qui sont, avant tout, des 'découpages arbitraires du passé'. Ils n'ont de valeur qu'analytique et leur sens n'existe que pour celui qui les a construits, selon des objectifs qui lui appartiennent. Même si ces périodisations arrivent à s'imposer et à gagner un statut social, à être acceptées socialement comme des périodisations valables, elles ne correspondent pas à de véritables coupures dans le temps ; elles demeurent des constructions analytiques qui peuvent nous aider à comprendre la réalité mais qui, pour autant, ne se confondent pas avec la réalité.

En ce sens, il n'est pas erroné d'affirmer que d'autres découpages auraient été possibles et, peut-être même souhaitables, si autres avaient été les buts explicatifs de cette recherche ; on ne peut pas prétendre, en tant que chercheur, vouloir proposer un seul et unique découpage possible. Le "bon" découpage n'existe pas en soi, il est toujours bon vis-à-vis de certaines fins, de certaines conditions et, surtout, des choix du 'découpeur'.

Comme nous le verrons par la suite, nous avons choisi de 'découper' et de 'périodiser' l'histoire des ouvriers du pétrole de Bahia en sept périodes.

Une première période sera celle comprise entre 1954 et 1960. Cette période sera marquée par le processus de construction d'une identité sociale des "petroleiros" et par les actions visant à la création des syndicats de ces travailleurs à Bahia. Elle restera gravée dans les représentations de ceux qui la vécurent, comme une période héroïque, où face à d'importantes difficultés et de grandes souffrances, les travailleurs ont su se battre et s'organiser autour des syndicats.

Une deuxième période (1960-1964) sera caractérisée par la montée du pouvoir syndical, suite à la grève de 1960 des travailleurs du pétrole de Bahia. Dans une conjoncture sociale et politique très mouvementée, les syndicalistes du pétrole ont su institutionnaliser leur pouvoir à l'intérieur de la compagnie pétrolière ; ce qui, dans les

souvenirs des travailleurs dans les années 80, était vu comme un signe de pouvoir et de prestige pour tout le groupe. Ainsi, cette période était vue comme l'âge d'or du syndicalisme des "petroleiros".

Le coup d'État de 1964 et les tentatives des travailleurs pour réorganiser l'action syndicale, marquent la troisième période de notre découpage (1964-1968). Dans les représentations sociales, cette période était vue comme une époque "noire", caractérisée par la répression policière et par les pertes de plusieurs avantages sociaux. C'est aussi le moment où quelques rescapés de l'action répressive des militaires de 1964 essayeront de réorganiser les syndicats, manœuvre qui "avortera" avec la fermeture définitive du régime en 1968.

La quatrième période de notre schéma interprétatif (1968-1978) débute avec le durcissement du régime militaire en 1968 qui, à PETROBRAS, entraîna la mise à l'écart des syndicalistes les plus résistants. C'est la période de règne de la "paix romana", où le contrôle gouvernemental sur les syndicats favorise le développement d'une action syndicale tournée exclusivement vers l'offre de services sociaux aux ouvriers du pétrole.

Avec le retour sur la scène du syndicalisme brésilien vers la fin des années 70, la conjoncture devient plus propice à l'émergence de tendances syndicales moins conciliantes chez les travailleurs du pétrole. Ainsi, dès 1978 on retrouve des signes de ce qui caractérisera la quatrième période de l'histoire syndicale des "petroleiros" de Bahia : un discours axé sur le conflit et sur la nécessité de l'organisation ouvrière. Cette période (1980-1983) finira par une grève durement réprimée par le gouvernement en 1983. Elle donnera lieu à des interprétations fort différentes chez les travailleurs du pétrole de Bahia ; ce sont ces interprétations qui seront au centre des querelles syndicales de ces travailleurs dans les années suivantes.

Après une courte période d'intervention gouvernementale dans le syndicat du raffinage du pétrole à Bahia, des élections syndicales ont lieu en 1984. Le résultat de ces élections marque le début de la cinquième phase historique du syndicalisme des "petroleiros", comprenant la période allant de 1984 à 1990.

Avec le retour en force d'un groupe d'anciens leaders syndicaux des années 60 à la tête des syndicats des "petroleiros" de Bahia, cette période sera marquée par la volonté affichée de ces dirigeants de relancer les modèles d'action syndicale qui avaient fait la gloire et le prestige du syndicalisme des ouvriers du pétrole avant 1964. C'était en quelque sorte un retour aux modèles du passé afin d'obtenir des résultats syndicaux positifs dans le futur. Cela dans une conjoncture nationale de retour à la démocratie, de crise économique grave, d'inflation importante et de luttes sociales intenses. A la fin des années 80 nous assisterons au retour des mouvements syndicaux mobilisateurs chez les "petroleiros", ce qui favorisera les stratégies des tenants de discours syndicaux centrés sur la nécessité du conflit.

L'élection en 1990, dans les deux syndicats des travailleurs du pétrole de Bahia, de listes tenant des discours proches de ceux tenus entre 1980 et 1983, marquera le retour du syndicalisme de conflit chez les travailleurs du pétrole et une nouvelle phase de leur histoire.

Ce sera une époque caractérisée par des grèves nationales des "petroleiros" très

médiatisées, en raison des difficultés qu'elles provoquèrent pour l'approvisionnement du pays en dérivés du pétrole. Au niveau de la conjoncture, cette époque sera marquée par l'arrivée à la tête du gouvernement de groupes politiques prêchant une ouverture libérale de l'économie brésilienne, plaçant clairement à l'ordre du jour l'idée de la fin du monopole d'État sur le pétrole et la privatisation de PETROBRAS.

C'est exactement contre ce projet que les ouvriers du pétrole organisent leur plus longue grève en mai 1995 ; ce qui constituait le plus puissant instrument de pression de ces travailleurs, se retournera contre eux : la menace d'arrêter complètement les activités économiques du pays rendra la population plus favorable à l'idée de mettre fin au monopole du pétrole. Ce que fera le gouvernement par un vote de l'Assemblée Nationale dès juin 1995. Cet événement marquera la fin d'une période chez les travailleurs du pétrole. Il marquera aussi la fin de l'utilisation de l'entreprise nationale du pétrole comme symbole nationaliste dans le pays.

Ainsi, de façon très synthétique, il nous semble être possible de "périodiser" l'histoire syndicale des travailleurs du pétrole de Bahia en sept périodes :

- | | |
|--|----|
| 1954 à 1960, période de formation d'une identité sociale "petroleira" ; | 1. |
| 1960 à 1964, "l'âge d'or" du mouvement syndical "petroleiro" ; | 2. |
| 1964 à 1968, la tentative de résistance au coup d'État ; | 3. |
| 1968 à 1978, période de bureaucratisation des syndicats ; | 4. |
| 1978 à 1983, la mise en pratique d'une action syndicale conflictuelle ; | 5. |
| 1984 à 1990, le retour à des actions syndicales passées ; | 6. |
| 1990 à 1995, les atouts et les faiblesses de l'action syndicale conflictuelle. | 7. |

Ces découpages temporels, nous le répétons, ne correspondent pas à des coupures strictement délimitées dans les faits, mais ce sont des coupures analytiques qui nous permettent de mieux comprendre comment la pratique syndicale de ces ouvriers a évolué dans le temps.

Ici, nous avons choisi d'utiliser comme critère de découpage l'entrecroisement entre les événements marquants et les changements de conjoncture politique au Brésil. Nous avons voulu, ainsi faisant, prendre en considération aussi bien les interprétations socialement partagées des acteurs que les changements macro-structurels de la société brésilienne, en particulier de sa variante bahianaise.

Nous avons donc élaboré une double échelle. D'une part, nous avons privilégié, dans un premier temps, les événements que les acteurs distinguent eux-mêmes comme étant importants, les faits marquants. Étant donné, d'autre part, que les événements locaux, concernant plus directement le groupe social étudié, entretiennent des liens plus ou moins directs avec la situation générale de la société brésilienne, il nous a semblé nécessaire de prendre en considération les changements politiques survenus au Brésil à la même période.

En fait, la principale raison de notre choix fut l'importance particulière que nous accordons aux rapports existants entre les conjonctures (des contextes sociaux amplifiés)

et les situations particulières (des contextes réduits). Et nous verrons plus loin combien ces relations sont intimes dans le cas de l'industrie pétrolière au Brésil ; PETROBRAS étant une entreprise où le 'politique' a toujours joué un rôle non négligeable.

Une autre raison de ce choix est aussi qu'il nous permet de rester à distance, aussi bien d'une vision trop 'subjectiviste' de la réalité (cas où nous aurions accordé la 'prééminence' aux interprétations des acteurs), que d'une vision mécaniciste des phénomènes sociaux (cas où nous aurions choisi seulement les conjonctures comme uniques critères explicatifs).

C'est dans l'entrecroisement de ces deux tendances, de la relation conflictuelle et dialectique entre ce que les gens pensent et ce qui se passe dans des contextes plus étendus, que nous avons choisi de porter notre regard. C'est dans cet espace de l'entre-deux (pour parodier Jean Claude Passeron, 1991) que nous avons choisi de nous placer pour mieux comprendre et saisir l'histoire des "petroleiros" de Bahia.

Autrement dit, c'est de la tension entre ce que l'on peut affirmer sur le passé avec un certain degré de certitude, et ce que l'on raconte sur ce passé (entre l'histoire et le mythe, pour aller vite), que naîtra le souffle qui traversera les chapitres qui suivent.

9. Petrobras à bahia : quelques renseignements nécessaires

Avant de suivre l'évolution de l'action syndicale des travailleurs du pétrole à Bahia, il nous semble important de faire une brève présentation de PETROBRAS, ainsi que des activités de cette entreprise à Bahia. Cela pour plusieurs raisons, dont la principale est que certaines des caractéristiques de cette entreprise vont marquer l'action syndicale des travailleurs du pétrole.

Comme nous l'avons vu auparavant, cette entreprise a été créée en 1953, avec le vote de la loi 2004. A cette époque, la nouvelle compagnie pétrolière ne possédait qu'une petite raffinerie et quelques puits producteurs de brut à Bahia, ainsi qu'une raffinerie en construction dans l'État de São Paulo (la raffinerie de Cubatão). Au cours des années 50 et 60, la production de brut augmentera notablement, essentiellement grâce à de nouvelles découvertes dans la région de Salvador de Bahia, et à l'augmentation significative de la capacité de raffinage de l'entreprise, avec la mise en opération de nouvelles raffineries et l'expansion de la raffinerie de Mataripe, à Bahia.

A partir des années 70, on assiste à une diversification des activités de PETROBRAS, laquelle, par le biais de la création d'entreprises affiliées, institutionnalise sa participation dans la pétrochimie¹⁸⁵, dans la distribution de dérivés du pétrole¹⁸⁶, dans la production d'engrais¹⁸⁷, dans le commerce extérieur¹⁸⁸ et dans la production

¹⁸⁵ A travers la création de la PETROQUISA, en 1967.

¹⁸⁶ Par le biais de la création de la PETROBRAS BR, en 1972.

minière ¹⁸⁹. En même temps, la découverte de grandes réserves pétrolières grâce à l'implantation de plate-formes maritimes permettra l'augmentation de la production de brut, laquelle dès la fin des années 60 montrait des signes d'épuisement.

Avec un champ d'action aussi important, PETROBRAS représente un poids considérable dans l'économie brésilienne. En effet, on estime que cette entreprise, qui est la plus grande du pays, influence, directement ou indirectement, 10% du PIB brésilien (Neiva, 1986).

En ce qui nous concerne, ce fait a une importance majeure. Au vu des caractéristiques du système de relations professionnelles brésilien ¹⁹⁰, la diversité des activités productives de PETROBRAS a de nombreuses implications. Une même entreprise devra négocier non seulement avec un syndicat, mais avec un ensemble de syndicats, chacun représentant les travailleurs d'une activité productive de l'entreprise dans un État, voire, même, dans une commune. De ce fait, les leaders syndicaux des travailleurs du pétrole vont essayer, dès les années 60, de créer des instances coordinatrices de leur action, ce que nous étudierons plus loin. Du côté de l'entreprise, la diversité des secteurs productifs et la multiplicité des représentants des travailleurs constituera également un puissant vecteur dans la centralisation des négociations collectives et des décisions référantes à la gestion du personnel au siège de la compagnie, dans la ville de Rio de Janeiro. Ainsi, un des préalables à l'étude de l'action syndicale des travailleurs du pétrole est l'analyse de l'organisation de PETROBRAS.

L'organisation

En tant qu'entreprise nationale, le principal actionnaire de PETROBRAS est l'État brésilien. De part la constitution du pays, l'État Fédéral ne peut détenir moins de 51% des actions de cette entreprise, mais dès le départ, il a largement dépassé ce niveau. Ainsi, par exemple, en 1987, l'ensemble des organes de l'État (entre l'État Fédéral, les États de la fédération, les communes, les banques de l'État, etc.) contrôlait 75% des actions de PETROBRAS ¹⁹¹.

Par conséquent, l'État brésilien aura toujours une grande emprise sur la compagnie pétrolière : la direction centrale de PETROBRAS étant composée d'un Conseil d'Administration et d'une Direction Exécutive, l'État en tant qu'actionnaire majoritaire a le pouvoir de choisir les personnes qui vont composer le Conseil d'Administration, lequel va choisir la Direction Exécutive, excepté le P.D.G. qui relève du choix exclusif du

¹⁸⁷ Ce qui a suscité la création de la PETROFERTIL, en 1976.

¹⁸⁸ Secteur à la charge de la INTERBRAS, créée en 1976.

¹⁸⁹ Sous la responsabilité de la PETROMISA, créée en 1977.

¹⁹⁰ Sur les principales caractéristiques de ce système, nous renvoyons le lecteur au chapitre sur le syndicalisme de cette thèse.

¹⁹¹ In: Relatório Anual de Atividades (Rapport Annuel d'Activités) de PETROBRAS, 1987.

gouvernement fédéral.

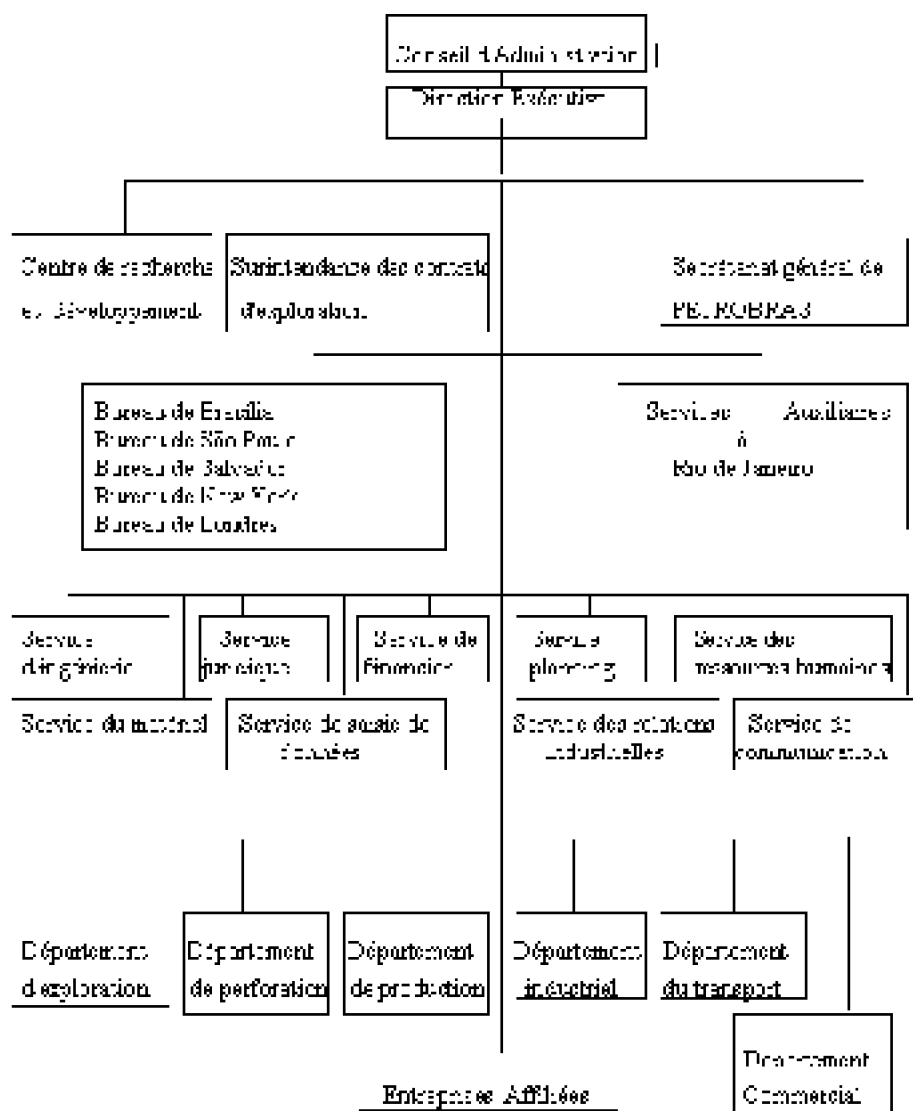
Cela étant, c'est la Direction Exécutive qui prend les décisions les plus importantes à PETROBRAS, le Conseil d'Administration n'ayant qu'un rôle de surveillance et de contrôle vis-à-vis de l'action des Responsables de l'entreprise. Cette Direction Exécutive est composée d'un P.D.G., choisi par le gouvernement, et de directeurs, chacun responsable d'un secteur d'activité de l'entreprise. Le nombre de directeurs a beaucoup varié au cours du temps: ils étaient trois lors de la création de l'entreprise, mais, avec la diversification des activités de PETROBRAS, ils seront au nombre de six au cours des années 80.

Ces changements ont signifié également une croissante centralisation des décisions de l'entreprise, car si dans les années 50, la Direction Exécutive accordait une grande autonomie aux responsables des organes chargés de la mise en place des opérations dans les différents États ¹⁹², à partir de la fin de cette décennie la situation commencera à se modifier. C'est également le moment où l'organigramme de l'entreprise se complexifie, avec la création de secteurs directement rattachés à la direction de la compagnie et chargés de "... la centralisation normative et technique, rendant possible aussi l'uniformisation générale dans la résolution de problèmes d'une même nature et la concentration des efforts, dans les unités opérationnelles, autour des programmes élaborés par la compagnie." ¹⁹³ Les secteurs ainsi conçus étaient de deux types: les premiers avaient la charge des fonctions productives de la compagnie (les Départements) et les seconds étaient responsables des fonctions administratives et de conseil (les Services et les organes de soutien).

A titre d'illustration, nous reproduisons ci-dessous l'organigramme de la compagnie pour l'année 1987, lequel peut être considéré comme représentatif de l'organisation de PETROBRAS entre la deuxième moitié des années 80 et la première moitié des années 90, c'est-à-dire, la fin de la période dont nous nous occupons ici.

¹⁹² Autonomie visible dans le fait que, dans le premier organigramme de la compagnie, les responsables de ces organes étaient directement rattachés au P.D.G. de la compagnie. Toutefois, avec la création des Départements, à la fin des années 50, l'autonomie des responsables régionaux commence à baisser.

¹⁹³ In: Relatório de Atividades, 1964; pp. 5.



Organigramme de PETROBRAS

Cet organigramme présente quelques différences importantes par rapport aux organigrammes précédents. Les principales différences sont les suivantes:

a) certaines activités qui dans les années 80 étaient sous la responsabilité de départements distincts, avaient été dans le passé à la charge d'un même département. C'était le cas des départements de perforation, d'exploration et de production, lesquels jusqu'en 1979 étaient rassemblés au sein du département d'exploration et de production. Ce fait met en évidence le gain d'importance des activités de production et perforation au cours des années 70, époque où la compagnie commençait à faire des gros investissements pour mettre en production les gisements pétroliers découverts dans la plate-forme maritime de l'État de Rio de Janeiro;

b) de même, certains services seront démantelés, comme ce fut le cas du service du personnel; à la place de ce service sont créés, en 1987, le service des relations industrielles et le service du développement des ressources humaines, ce qui atteste de

l'intérêt de la compagnie à s'adapter au regain de vitalité de l'activité syndicale des travailleurs du pétrole.

En dehors de ces organes centraux, l'entreprise comptait aussi un grand nombre de secteurs régionaux, responsables de la mise en oeuvre des politiques élaborées par l'administration centrale. Ainsi, liées au département industriel, l'entreprise possède dix raffineries éparpillées dans plusieurs États de la fédération, dont la plus ancienne est la raffinerie de Mataripe à Bahia. De même, les secteurs d'exploration, de perforation et de production étaient représentés dans les régions les plus importantes en termes de production: l'Amazonie (dont le siège est à Belém), la région du Rio Grande do Norte et du Ceará (le siège est à Natal), la région de Sergipe et d'Alagoas (siège à Aracajú), la région de Bahia (siège à Salvador) et la région Sud-Est (siège à Macaé, dans l'État de Rio de Janeiro).

Petrobras à Bahia

C'est dans l'État de Bahia que PETROBRAS est implantée depuis le plus longtemps. Il est aussi, une région où se concentrent les divers types d'activités productives de l'industrie pétrolière: les travaux d'exploration et perforation, la production pétrolière, le raffinage, la pétrochimie, le transport de brut et dérivés, etc. Au niveau organisationnel, cela signifie l'existence de plusieurs secteurs de PETROBRAS dans l'État, lesquels en étant rattachés directement à l'administration centrale (par le biais des Départements), n'ont pas des liens directs entre eux. Ce n'était pas le cas durant les années 60, quand il y avait un organe de coordination régionale (la Commission Régionale de Coordination de Bahia). Cela se justifiait par le fait qu'à cette époque l'essentiel des activités pétrolières du pays (surtout dans les domaines de l'exploration, de la perforation et de la production) était concentré à Bahia, ce qui, compte tenu de la perte d'importance relative des activités pétrolières de cet État, n'était plus le cas dans les années 80.

Quoiqu'il en soit, à la fin des années 80, PETROBRAS était représentée par les services suivants à Bahia: a) la raffinerie de Mataripe (RLAM); b) la Région de Production de Bahia (RPBa), responsable de la production de pétrole dans l'État; c) le District d'Exploration de Bahia (DEXBA), en charge des travaux d'exploration géologique ; d) le District de Perforation de Bahia (DPBA), chargé de réaliser les travaux de perforation d'après les recherches du DEXBA ; e) le Terminal Maritime de Madre de Deus (TEMADRE), par où est acheminé le pétrole importé d'autres États ou pays, ainsi que les dérivés produits et exportés par la raffinerie de Mataripe et f) le Bureau de Salvador (ESSAL), lequel centralise les achats de la compagnie dans l'État.

On prend ainsi la mesure de la diversité des activités de PETROBRAS dans l'État de Bahia. De plus, cette diversité est aussi visible dans l'espace car ces activités ne sont pas réalisées sur un même lieu (voir carte dans les annexes). La plupart des activités pétrolières étant réalisées en dehors de Salvador, l'entreprise assure, dès les années 60, le transport de ses employés entre leurs lieux d'habitation et leurs lieux de travail.

Dans cette situation, les travailleurs de PETROBRAS à Bahia ne partagent ni les mêmes conditions de travail ni les mêmes lieux d'activité. Le travail sur une sonde de

perforation ou sur une plate-forme maritime n'est pas le même que celui réalisé dans une raffinerie, lequel est aussi différent de celui effectués dans les activités de transfert de brut ou de dérivés. De cette organisation spécifique va découler l'existence de deux syndicats différents pour représenter les travailleurs du pétrole de Bahia ¹⁹⁴ : l'un représentant les travailleurs du raffinage et une partie de ceux liés aux activités de transfert et l'autre représentant les travailleurs des autres activités de la compagnie dans l'État.

Ces caractéristiques de l'industrie pétrolière à Bahia auront d'autres implications pour l'activité syndicale des travailleurs du pétrole, thème central de cette thèse. En premier lieu, compte tenu l'éparpillement géographique des activités pétrolières, les concentrations ouvrières seront relativement modestes : elles dépasseront rarement les 2.000 travailleurs, comme c'est le cas de la raffinerie de Mataripe, et très souvent elles seront composées de 20 travailleurs, voire moins, (c'est le cas notamment des sondes de perforation et des stations de collecte de pétrole).

De plus, cet éparpillement rendra difficile le travail d'organisation syndicale sur les lieux de production, en limitant les contacts entre travailleurs de secteurs différents ou entre travailleurs et leaders syndicaux. Ce qui vient aggraver, pour les syndicats du pétrole, la traditionnelle absence des syndicats brésiliens sur les lieux de production. En effet, mis à part une courte période entre 1962 et 1964, les syndicalistes du pétrole ne réussiront pas à institutionnaliser des formes de présence syndicale sur les lieux de travail. Cette présence se caractérisera plus par l'informalité, par l'action individuelle de certains leaders ou militants syndicaux, laissant place à des réactions de contrôle de la part de l'entreprise, comme ce fut le cas, notamment, durant les années 70, quand les syndicalistes ne pouvaient faire circuler leurs tracts qu'avec l'autorisation des responsables de l'entreprise.

De même, la diversité des situations et des conditions de travail des travailleurs du pétrole de Bahia orientera leur action syndicale, moins sur les problèmes spécifiques et locaux à chaque secteur (ce qui pouvait difficilement mobiliser l'ensemble des travailleurs), et davantage sur des questions d'ordre générale (les augmentations salariales, la politique pétrolière, etc.). Ainsi, les mobilisations ouvrières sur des thèmes autres que ceux concernant l'ensemble des travailleurs ou des groupes de travailleurs représentés dans la plupart des secteurs de l'entreprise seront très rares. De la même façon, la réalisation de mobilisations dans un seul secteur de l'entreprise, sauf en ce qui concerne les travailleurs du raffinage — où, d'après plusieurs témoignages de syndicalistes le travail de mobilisation était plus aisé — sera exceptionnelle.

L'évolution de l'activité pétrolière à Bahia

Jusqu'au début des années 50, l'industrie pétrolière n'avait pas un poids très important dans la vie économique du pays, ni même dans l'État de Bahia. Comme nous l'avons vu, malgré sa visibilité politique et symbolique, elle restait une industrie mineure.

Toutefois, à partir de 1950, avec le retour de Vargas au pouvoir, et surtout après

¹⁹⁴ Ce, jusqu'en 1996, quand les deux syndicats seront unifiés.

1954, avec le début des opérations de PETROBRAS, la volonté politique et les apports financiers de l'État vont déboucher sur la croissance de l'industrie pétrolière. Étant donné que le gros des activités de forage se concentrait à Bahia, c'est dans cette région que les effets se feront les plus visibles.

En fait, l'augmentation des activités liées au pétrole sera le point de départ de plusieurs transformations dans la société bahianaise. Tout d'abord, l'accroissement de l'offre d'emplois industriels, directement ou indirectement liés au pétrole, va produire une migration d'une ampleur certaine vers les villes situées dans les zones productrices. De plus, la découverte du pétrole à Bahia va donner un nouvel élan à l'économie régionale, basée jusqu'alors sur quelques produits d'exportation tels le cacao et le sucre de canne. L'implantation d'une activité industrielle nécessitant à la fois du capital et du travail, va créer les conditions pour l'installation d'autres industries et pour le développement du secteur tertiaire dans les grandes villes.

Ainsi, la présence de PETROBRAS à Bahia est à l'origine de l'établissement d'un secteur industriel métallurgiste et mécanique important dans cet État. De même, l'existence de réserves considérables de gaz naturel, alliée à la capacité et à la complexité de la raffinerie de pétrole implantée, vont rendre possible la création d'une industrie pétrochimique dès les années 60.¹⁹⁵

Tout ce processus va entraîner de profondes transformations sociales. Salvador et les villes pétrolières vont accroître leur population¹⁹⁶ et vont changer leur visage. De nouveaux services et de nouvelles demandes urbaines apparaîtront. L'emploi industriel augmentera sa part sur le marché du travail et l'emploi tertiaire gagnera de l'ampleur.

Le rôle central de l'industrie pétrolière pour l'État de Bahia était d'autant plus mis en évidence que des groupes dirigeants régionaux avaient perçu la possibilité de s'associer à la croissance économique issue de cette industrie. Va alors se développer tout un discours sur la bahianité, sur la nécessité de faire profiter aux Bahianais des bénéfices apportés par le pétrole. D'après ces discours, si l'État était le seul producteur de pétrole du pays¹⁹⁷, il était juste que toutes les activités de PETROBRAS, pas seulement les activités productives mais également les activités de recherches et administratives, soient situées à Bahia. Dans ce but, des secteurs importants des commerçants et des industriels bahianais vont soutenir, au début des années 60, une grève générale, d'une heure, dans tout l'État, pour obliger le transfert du siège de l'entreprise de Rio à Salvador.

C'est dans ce contexte général que l'action syndicale des travailleurs du pétrole de

¹⁹⁵ Sur le rôle central de PETROBRAS pour l'implantation d'une structure industrielle à Bahia, voir Azevedo (1975).

¹⁹⁶ On peut voir l'ampleur de cette croissance en comparant la population de Salvador depuis 1940 jusqu'à 1970 : ANNÉEPOPULATION DE SALVADOR1940290.4431950417.2351960655.73519701.100.000

¹⁹⁷ Comme on l'a vu précédemment Bahia sera le seul producteur de brut du pays jusqu'en 1965, quand apparaîtront d'autres États producteurs. Cependant, sa participation à la production nationale de pétrole se maintiendra au dessus de 50 % jusqu'en 1980, quand les découvertes sur la plate forme continentale, dans l'État de Rio de Janeiro, ont commencé à prendre le relais des puits producteurs de Bahia. À partir de ce moment, la production et la participation relative de Bahia vont progressivement perdre de l'importance.

Bahia naît et gagne de l'importance. L'augmentation des activités industrielles liées au pétrole dans l'État de Bahia, la réalité des conditions de travail extrêmement défavorables dans la branche, ainsi qu'un contexte politique national très mouvementé, vont inciter les ouvriers du pétrole à la création, dès 1954, d'associations représentatives qui déboucheront sur l'organisation d'un premier syndicat en 1957 (celui rassemblant les travailleurs des activités d'exploration et de production du pétrole -STIEP) et d'un deuxième en 1959 (rassemblant les ouvriers du raffinage, celui-ci : SINDIPETRO).

Autrement dit, à cette période, par le biais de la création de syndicats, une identité sociale du groupe commence à être tissée, commence à prendre forme. Raison pour laquelle il sera question ici d'approcher de plus près ce processus.

9.1. La création de PETROBRAS : une incitation à l'engagement

L'histoire du mouvement syndical dans l'industrie pétrolière brésilienne commence avec la création de la compagnie PETROBRAS en 1953 . Avant cette date, les tentatives d'organisation de mouvements collectifs au sein des travailleurs du pétrole sont restées informelles et souterraines¹⁹⁸ .

Une des raisons de cette relative lenteur dans la création d'organismes représentatifs vient du fait que jusqu'en 1953 les travailleurs étaient attachés au CNP (Conseil National du Pétrole). Or, ce conseil étant non pas une entreprise mais un organe de l'État ayant la responsabilité de la politique pétrolière, ses employés avaient le statut de fonctionnaires ; il faut se rappeler que, à cette époque, les fonctionnaires avaient légalement l'interdiction de créer des organisations syndicales ou associatives. Ce n'est qu'avec la création de PETROBRAS que cette situation va changer : du fait que cette entreprise est née avec le statut d'une entreprise à capital ouvert – où, en principe, la seule spécificité était que l'État détenait au moins 51 % des actions –, ses employés n'étaient pas sujets aux mêmes interdictions que celles touchant les fonctionnaires, y compris celle de la syndicalisation.

Une autre raison pour expliquer la faible volonté organisationnelle des "petroleiros" avant la création de PETROBRAS peut avoir été la faiblesse des activités pétrolières à Bahia avant les années 50. En effet, bien que la constitution du CNP en 1938 et la découverte de pétrole dans l'État de Bahia en 1939 aient eu comme conséquence immédiate la concentration des activités d'exploration et de production du pétrole dans cet État, la quantité de ressources financières qui y était allouée n'a permis ni l'expansion rapide de la production de "brut", ni l'augmentation du nombre d'ouvriers avant 1953. Selon Smith(1978), pour toutes ses dépenses, le CNP ne disposait que de US\$ 250.000 pour l'année 1939, de US\$ 1.500.000 par an entre 1940 et 1943 et de US\$ 2.500.000 par an entre 1944 et 1945. La production de pétrole, elle, ne dépassait pas 217 baril/jour¹⁹⁹

¹⁹⁸

Dans tous les entretiens que nous avons faits, ou auxquels nous avons eus accès, avec les acteurs engagés dans la création du syndicat des ouvriers du pétrole de Bahia, les références concernant les premiers actes de création des organismes de représentation se placent après la création de PETROBRAS. Cependant, Oliveira Jr.(1996) cite un article paru le 12/01/46 dans un journal de Salvador (Diário de Notícias) où l'on apprend l'existence d'une commission de 12 travailleurs constituée depuis novembre 1945 pour revendiquer des améliorations sur les conditions de travail. Selon le même article, tous les membres de cette commission ont été licenciés par ordre du président du CNP lui-même.

en 1945, correspondant à 0,7 % de la consommation brésilienne de l'époque, Smith(1978 ; 60,62 et 64).Le nombre de fonctionnaires du CNP à Bahia atteignait à peine 342 en 1945²⁰⁰.

De plus, l'isolement des activités de prospection et de production du pétrole, où de petits groupes d'ouvriers restent éloignés des centres urbains pendant des semaines²⁰¹, allié à l'autoritarisme qui dominait la vie politique et sociale brésilienne – dont les syndicats constituaient des cibles constantes – n'ont pas aidé au développement des idées associatives parmi les ouvriers du pétrole.

La situation commence à changer vers la fin des années 40. Dès 1946, la volonté de résoudre définitivement la question pétrolière l'y obligeant, le gouvernement décide d'implanter une raffinerie de pétrole dans la région productrice, aux alentours de Salvador. En même temps, la production et, plus encore, les réserves, ne cessaient de s'accroître, donnant aux dirigeants du CNP des arguments pour augmenter les effectifs et les ressources employées. Par ailleurs, le débat politique sur le pétrole commençait à avoir une amplitude importante dans l'ensemble de la société.

Quoi qu'il en soit, c'est seulement à partir de 1950 qu'on peut vraiment parler d'une véritable industrie pétrolière à Bahia. Plus que la production – malgré les taux de croissance spectaculaires, celle-ci restait encore négligeable²⁰² –, c'est le démarrage des activités de la Raffinerie de Mataripe (RLAM) cette année-là, allié à l'augmentation des activités d'exploration, qui donne du poids, à la fois économique et démographique, à ce secteur productif.

9.2. Les premiers temps : les transformations de l'industrie pétrolière

Au vu de l'état des archives de l'entreprise, il n'est pas possible de tracer l'évolution précise du nombre de travailleurs du pétrole à Bahia avant 1960 ; toutefois, d'après quelques informations publiées dans la presse, ce nombre passe de 342 travailleurs en 1945 à 400 (pour la seule activité de raffinage) en 1950 ; à 2.048 en 1953 ; à 6.853 en 1958 (toutes activités pétrolières confondues, ainsi repartis : 2.991 travailleurs dans les activités d'exploration et d'exploitation ; 153 dans le stockage de dérivés, 1.327 dans le raffinage et 2.382 dans les activités d'agrandissement de la raffinerie de Mataripe.) et environ 13.000 travailleurs en 1960²⁰³.

De même, la croissance de la production des gisements bahianais et de la capacité de raffinage de la raffinerie de Mataripe²⁰⁴, favorise un plus grand regroupement des

¹⁹⁹ Baril par jour, unité américaine de production de pétrole. Un baril correspond à 159 litres et 1 baril/jour est égal à 49,8 Tonnes/an de pétrole.

²⁰⁰ Oliveira Jr, 1994 : 90.

²⁰¹ Ce qui rendait les contacts entre les militants et les travailleurs plus difficiles.

²⁰² Selon Smith(1978), la production de pétrole à Bahia, était de 300 barils/jour en 1949, de 930 barils/jour en 1950, de 1.620 barils/jour en 1951 et de 2.000 barils/jour en 1952 (pages. 86, 91 et 104).

ouvriers du pétrole sur un même lieu de travail et – étant donné le manque de routes aisément praticables ou de moyens de transports rapides entre les zones pétrolières et la ville de Salvador – sur un même lieu d'habitation ; en général des petites villes, aux alentours de Salvador²⁰⁵, où se trouvaient les gisements pétroliers.

Ces villes²⁰⁶, situées à entre 30 et 40 Km de Salvador²⁰⁷, étaient au coeur d'une zone d'agriculture traditionnelle, dont la canne à sucre et le tabac étaient les principaux produits. C'étaient des villes de petite taille (entre dix et vingt mille habitants en 1940²⁰⁸) disposant de peu d'équipements urbains tels que l'eau courante, l'électricité ou un système d'égouts²⁰⁹. L'arrivée de l'industrie pétrolière va bouleverser sensiblement cette situation. Tout d'abord en provoquant une migration vers ces villes : d'après l'enquête réalisée par la géographe Silva (1972), plus de la moitié des personnes (50,51 %) qui ont migré vers ces villes, après les années 40, l'ont fait attirées par la possibilité de trouver un emploi dans l'industrie pétrolière ou dans des services liés à cette industrie. Ce qui est à l'origine d'une croissance de 82 % de la population de l'ensemble de ces villes entre 1940 et 1970, d'après des données de l'IBGE.

Cela aura d'autres conséquences, comme l'augmentation du coût de la vie dans ces villes, le transfert de la main-d'oeuvre la plus spécialisée (surtout celle de l'agroindustrie du sucre) vers les activités pétrolières²¹⁰, le manque de logements et – en raison de la prédominance masculine des emplois industriels dans l'industrie pétrolière – le développement de la prostitution²¹¹. Ces "problèmes sociaux liés à l'exploitation de l'industrie du pétrole" – pour employer l'expression d'Azevedo (1958) – furent largement utilisés par les élites de Bahia pour demander au gouvernement fédéral une participation

²⁰³ Données in : Oliveira Jr.(1994 : 90) pour l'année de 1945 et celle de 1953 ; le journal A TARDE du 20/01/59 pour les données de 1958 et l'édition du même journal du 13/06/61 pour l'année 1960.

²⁰⁴ La production de pétrole à Bahia passe de 300 barils/jour en 1949 à 2.000 barils/jour en 1952 et à 27.000 barils/jour en 1957. De même, la raffinerie de Mataripe commence ses activités avec une capacité de raffinage de 2.500 barils/jour, augmentée jusqu'à 5.000 barils/jour en 1953, à 10.000 barils/jour en 1955 et à 41.500 barils/jour en 1960. Cette augmentation de la capacité productive se fait parallèlement à l'introduction de nouvelles techniques de raffinage, notamment le cracking catalytique.

²⁰⁵ Dans une région appelée le "Recôncavo".

²⁰⁶ Il s'agit des villes de Candeias, Pojuca, Catú, São Francisco do Conde, Mata de São João, Camaçari et São Sebastião do Passé.

²⁰⁷ Voir carte dans les annexes.

²⁰⁸ D'après les données publiées par l'IBGE (Institut Brésilien de Géographie et Statistiques).

²⁰⁹ Encore en 1970, la ville de Candeias, qui fut pendant longtemps la commune où se produisait la plupart du pétrole de Bahia, ne possédait pas de système d'égouts et seule 1,1 % de sa population avait accès à l'eau canalisée ; de même, seulement 39 % de la population disposait de l'énergie électrique chez elle.

²¹⁰ Ce qui va aggraver la crise chronique de cette industrie à Bahia.

accrue aux profits économiques de l'industrie, on l'a vu précédemment.

En outre, non seulement le nombre de travailleurs augmente, mais ces derniers commencent à être plus concentrés géographiquement, car les activités de raffinage et, dans une moindre mesure, de production, se font avec un nombre plus important de travailleurs concentrés dans un même endroit, alors que les activités d'exploration et de prospection du pétrole (le gros des activités pétrolières dans les années 40 à Bahia) sont par nature très dispersées. La concentration des employés de l'industrie pétrolière sur les lieux de travail était aussi assurée par les caractéristiques technologiques et d'organisation du travail de cette industrie.

Le travail productif de l'industrie pétrolière (dans l'exploration, dans la production et dans le raffinage) est réalisé autour de petites équipes de travailleurs, lesquelles travaillent "par poste" ; cependant, au fur et à mesure qu'augmentent la production et le nombre de travailleurs, les tâches administratives et financières augmentent aussi, développant le nombre d'employés liés à l'administration. Or, ces activités administratives, dans le cas de l'industrie pétrolière à Bahia, étaient réalisées dans des bureaux situés au coeur même des zones de production. De la sorte, il y avait un lien direct entre les travailleurs de la production et ceux de l'administration, facilitant ainsi les contacts entre eux.

Cette concentration des travailleurs se faisait donc, aussi bien sur les lieux de travail que dans l'espace hors-production, sur les lieux d'habitation. Dans le cas du raffinage, les dirigeants ont même fait construire une "ville ouvrière" à côté des installations industrielles, en raison, paraît-il, des très mauvaises conditions d'accès. Du fait que le temps de transport entre les lieux de travail et la ville de Salvador était considérable à l'époque (on parle de trois à quatre heures en temps normal et de plus de 6 heures par temps de pluie), la tendance fut que les travailleurs du pétrole fixent leurs résidences dans les villes voisines des lieux de production. Cela est surtout vrai en ce qui concerne les travailleurs du raffinage : l'entreprise, en choisissant de construire la raffinerie de Mataripe à proximité des zones productrices du pétrole, a dû construire une ville ouvrière à côté des installations industrielles²¹².

Au départ, cette ville n'avait pour fonction que d'abriter les techniciens et ingénieurs

²¹¹ D'après Silva (1972), pour la seule ville de Candeias, en 1960, il y avait 2.000 prostituées ; cela sur une population de 12.500 habitants. Dans le Folklore créé autour des travailleurs du pétrole à cette époque, la fréquentation des maisons de prostitution sera un des thèmes récurrents. Par ailleurs, plusieurs témoignages d'acteurs ayant vécu cette période, insisteront sur le fait que pour les jeunes travailleurs de PETROBRAS, en général célibataires, le recours aux prostituées était un des rares "loisirs". Cela est très significatif non seulement des conceptions dominantes à l'époque en matière de sexualité, mais aussi des profonds bouleversements sociaux que l'arrivée de l'industrie du pétrole dans les villes pétrolières a signifiés.

²¹² Mário Lima, leader syndical dans les années 60 et 80, exprimera ainsi son opinion à propos de ce choix : <<... et comme là-bas il n'y avait pas les conditions de vie ou de transport, ils ont choisi de "faire" une ville résidentielle. Ce qui était une autre erreur, car ils auraient pu améliorer les conditions socio-économiques de Candeias (la ville la plus proche de la raffinerie) et y placer les ouvriers. Mais non, avec la vision équivoque de l'époque, ils ont fait la ville presque au dessus de la raffinerie.>> (entretien concédé à l'auteur.). Ce même argument, manque de routes praticables, apparaît aussi dans des publications de l'entreprise du début des années 60 et dans des entretiens d'ingénieurs qui sont rentrés à PETROBRAS dans les années 50.

les plus indispensables au maintien de la normalité productive de la raffinerie ; mais au fur et à mesure que celle-ci augmentera la capacité productive et le nombre d'employés, la ville ouvrière sera agrandie pour accueillir d'autres travailleurs.

Ainsi, la "ville ouvrière" de Mataripe qui commence à exister en 1950 avec environ 12 maisons – destinées aux ingénieurs et techniciens mariés – atteindra 160 maisons à la fin des années 50 ; de plus, on construira des logements collectifs pour accueillir les travailleurs spécialisés non mariés : ces logements, à la fin de la décennie de 50, disposaient de plus de 400 lits.

En ce qui concerne les ouvriers du raffinage, il faut enfin mentionner le fait qu'un bon nombre de travailleurs non-spécialisés, n'ayant pas droit de loger dans la ville ouvrière, ont fait l'option de construire leurs maisons (d'après plusieurs témoignages, dans des conditions très difficiles) aux alentours de la ville ouvrière construite par la compagnie. Bien que non autorisé, au préalable, par l'entreprise pétrolière, cela fut néanmoins toléré par elle ; elle va même réaliser quelques travaux d'assainissement des locaux où se trouvaient ces habitations. D'après des données citées par Erdens (1973), encore au début des années 70, cet ensemble abritait 301 habitations.

Cette volonté d'habiter à côté des lieux de travail s'explique par les difficultés de transports entre la raffinerie et les villes les plus proches ; mais aussi par la flambée des coûts des loyers dans les villes pétrolières, où habitait la majorité des travailleurs à cette époque²¹³. Par ailleurs, la question de l'habitation constituera un des axes majeurs des revendications et de l'action organisatrice des syndicats au début des années 60.

Cela n'était pas très différent en ce qui concerne les travailleurs des activités d'exploration et de production du pétrole : la compagnie tenait à leur disposition des logements collectifs dans les principales villes pétrolières ; en même temps, elle les incitait à fixer leur résidence dans ces villes.

Cette concentration ouvrière sur un même lieu de travail et sur un même lieu d'habitation sera un des principaux éléments dans la création d'une certaine solidarité au sein des travailleurs du pétrole de Bahia, et donc, dans la création de leurs syndicats. Cela parce que les contacts et les échanges entre les travailleurs se trouvaient facilités, rendant le travail de persuasion, de la part des militants syndicaux, plus aisé ; du fait que cette concentration s'observait dans un espace relativement isolé (la ville ouvrière, mais aussi les petites villes pétrolières du Recôncavo), où la vie économique et sociale se développait autour des activités pétrolières, la tendance était de créer une certaine solidarité entre les travailleurs de PETROBRAS et de s'y enfermer.

Autrement dit, les transformations survenues dans l'industrie pétrolière de Bahia ont eu pour conséquence la mise en contact des travailleurs du pétrole entre eux. Cela, dans un même espace, mais aussi dans un même temps social, sur un même rythme d'organisation de la vie courante.

²¹³ Ce ne sera qu'avec l'amélioration des routes reliant les zones productrices de pétrole et la raffinerie de Mataripe à Salvador, dans les premières années de la décennie 60, que les travailleurs du pétrole vont transférer leurs lieux de résidence à cette ville. Mais, au début des années 70, environ 60 % des travailleurs de PETROBRAS habitaient encore dans les villes pétrolières autres que Salvador ; voir à ce propos Silva (1972) et Erdens (1973).

9.3. Des transformations dans la composition de la force du travail

De plus, avec les changements technologiques introduits dans la raffinerie et avec l'expansion des activités d'exploration et de production du pétrole, l'entreprise commence à faire appel à une nouvelle main-d'oeuvre. Si dans les années 40 et au début des années 50, au vu du faible poids des activités pétrolières, il était possible d'assurer un bon déroulement de la production avec une main-d'oeuvre de bas niveau de formation, mais encadrée par des techniciens et ingénieurs étrangers, la situation sera toute autre après la création de PETROBRAS.

Tout d'abord, avec la structuration administrative de l'entreprise, on va donner beaucoup d'importance à la formation des travailleurs du pétrole ; un premier pas sera la création d'un secteur chargé de donner des cours aux travailleurs jugés essentiels et aux ingénieurs de la compagnie, afin de les familiariser avec les spécificités du travail dans l'industrie pétrolière. Vu l'état du marché du travail à Bahia à cette époque, ce choix a signifié une importation de main d'oeuvre qualifiée en provenance d'autres Etats du pays, en particulier pour les ingénieurs²¹⁴. D'après certains témoignages de militants syndicaux de cette période, la différence d'origine régionale entre les ingénieurs (originaires du Sud du pays) et les autres travailleurs (en majorité bahianais ou d'autres Etats du Nord-Est) fut un facteur de tensions dans les années 50 et 60.

Dans les années 50, l'entreprise, avec l'aide de plusieurs universités, crée des cours d'ingénierie du pétrole, ainsi que des formations pour les fonctions les plus spécialisées de son "tableau de fonctions" : opérateurs de raffineries, techniciens de laboratoire, responsables d'opération dans les activités d'extraction du pétrole, etc. Par rapport aux travailleurs du pétrole de Bahia, ces cours débutent à partir de 1956, au moment même où les embauches prennent un grand essor²¹⁵. Pour suivre ces cours, il était nécessaire que les travailleurs aient un niveau de scolarité nettement plus élevé que celui qui était exigé auparavant.

D'après certains documents préservés et les témoignages des responsables de l'entreprise à Bahia, jusqu'au milieu des années 50, la pratique courante d'embauche consistait à absorber la main d'oeuvre existante dans les villes environnantes ; en général, ces travailleurs n'avaient pas d'expérience antérieure du travail industriel et, dans certains cas, ils étaient illettrés. Ce qui s'explique en partie par les caractéristiques du marché du travail régional : un rapport écrit par des responsables de la Raffinerie de Mataripe mentionne le fait qu'il y avait pénurie de main-d'oeuvre qualifiée à Bahia, ce qui les obligeait à envoyer des émissaires dans les États voisins afin de recruter des ouvriers ayant une spécialisation ou ayant un certain niveau scolaire.

²¹⁴ Ainsi, seulement 2 % des ingénieurs recrutés par l'entreprise entre 1956 et 1957 avaient fait leurs études à Bahia ; en revanche, c'était à Bahia que se concentrait le gros des activités pétrolières au Brésil, à cette époque (données in : PETROBRAS, CENAP, Divisão de Ensino, 1957).

²¹⁵ D'après l'enquête de Silva (1972), réalisée à partir de 40 % des fichiers de PETROBRAS en 1971, la plupart des travailleurs encore à PETROBRAS en 1971 avaient été embauchés entre 1956 et 1960 (52 %).

De même, cette pratique d'embauche était aussi une conséquence du processus de création de l'organisation administrative de PETROBRAS ; cette entreprise – créée par la loi en 1953, mais qui commence à exister seulement en 1954 –, afin de combler l'absence de structures administratives centrales préalables, a dû donner une grande autonomie à ses représentants régionaux, lesquels avaient le pouvoir de procéder librement aux embauches et aux licenciements, d'après des critères établis au niveau régional.

De cette manière, quoiqu'il soit difficile d'évaluer la proportion de travailleurs illettrés ou analphabètes dans l'industrie pétrolière de Bahia à cette époque, des indices montrent que cette proportion était relativement élevée.

Ainsi, durant les premières années de la décennie 60, aussi bien les syndicats que l'entreprise se sont engagés dans une campagne d'alphabétisation de masse des travailleurs du pétrole (certaines personnes citent le chiffre de 400 travailleurs ayant appris à lire durant cette mobilisation). De même, en 1971, 8 % des employés de PETROBRAS à Bahia étaient considérés comme analphabètes, selon des données citées par Silva (1972). Or, comme dès les années 60 l'entreprise est contrainte par la loi d'effectuer les embauches de travailleurs par le seul biais des concours, il devient évident que les travailleurs ayant un faible niveau de scolarité sont rentrés dans l'entreprise en majorité au cours des années 50.

Ce que nous montre le tableau ci-dessous ; lequel fut composé seulement pour donner une idée approximative du niveau d'instruction des travailleurs embauchés dans la raffinerie de Mataripe durant la décennie 1950.

Niveau d'instruction des travailleurs embauchés par PETROBRAS à Bahia (1954-1960)

NIVEAU D'INSTRUCTION DES TRAVAILLEURS (%)					
ANNÉE	ANALPHAbètes	cours PRIMAire	ayant suivi le Lycée ou le Collège	Instruction non déclarée	TOTAL
Jusqu'à 1954	4,3	54,0	6,1	35,6	100
1955	2,7	69,3	8,0	20,0	100
1956	4,4	51,1	6,7	37,8	100
1957	4,3	46,4	27,6	21,7	100
1958	9,2	40,8	25,0	25,0	100
1959	3,1	51,4	30,0	15,4	100
1960	2,5	58,5	15,9	23,1	100

Source : Archives du SINDIPETRO-BAHIA

Ce tableau n'a qu'une valeur indicative pour la politique d'embauche de PETROBRAS durant cette période, car il a été construit à partir des données préservées dans les archives du syndicat du raffinage (SINDIPETRO)²¹⁶. Ainsi, outre le fait que ce tableau se rapporte exclusivement aux travailleurs du raffinage, c'est seulement la partie syndicalisée de ces travailleurs qui est concernée. De même, ces données ont été obtenues vraisemblablement à partir de déclarations des travailleurs (sans besoin de présentation de documents justificatifs) ; ce qui, quand on connaît l'étendue de la discrimination

vis-à-vis de l'analphabétisme dans la société brésilienne, doit nous mettre en garde par rapport au risque d'une sous-représentation des personnes analphabètes ; cela, soit en raison d'un refus des travailleurs d'indiquer leur niveau d'instruction, soit du fait de fausses déclarations.

Mais, quoiqu'il en soit, ce tableau peut nous aider à visualiser une tendance à une plus grande qualification de la main d'oeuvre à PETROBRAS à partir de la moitié des années 50. Ainsi, est facilement repérable le fait que la proportion de travailleurs ayant au moins suivi l'enseignement du collège augmente sensiblement, après 1954. Ce qui, dans le cas de la raffinerie, correspond à une période de développement et de renouvellement technologique, ayant pour conséquence immédiate la croissance de la capacité de raffinage, laquelle passe de 10.000 barils/jour en 1955 à 41.500 barils/jour en 1960.

Cette tendance va entraîner des changements importants dans le profil des travailleurs du pétrole de Bahia ; car, en recrutant des travailleurs ayant un niveau d'instruction plus élevé que la moyenne des travailleurs de l'entreprise, on va introduire aussi des travailleurs qui avaient déjà une certaine expérience politique à travers les mouvements étudiants et lycéens, très actifs à l'époque. De même, il s'agissait aussi de travailleurs ayant vécu à Salvador, ou dans d'autres villes importantes, – car c'était là que le marché du travail offrait des travailleurs de ce profil – habitués donc aux commodités de la vie urbaine, ce que ni la ville ouvrière de Mataripe, ni les petites villes pétrolières ne pouvaient offrir. Dans ce contexte, l'emploi à PETROBRAS apparaîtra à certains sous les traits d'une "colonie de réfugiés" :

<<J'ai été embauché à la raffinerie en 1959, par la première fois ; je suis rentré et après j'ai demandé ma démission : je n'ai pas supporté la situation à la raffinerie... Je suis parti de chez moi très jeune, c'était mon premier emploi et j'ai trouvé que ce n'était pas un vrai emploi, c'était une colonie de réfugiés, quelque chose comme un camp de concentration, parce que les choses là-bas étaient terribles. J'ai demandé ma démission. (...) Nous avons une vie de chien à PETROBRAS.>> (entretien réalisé par nous, avec un travailleur retraité de PETROBRAS, lequel après avoir demandé sa démission, retournera à l'entreprise en 1960, parce que << ...PETROBRAS payait relativement mieux... >>).

Après ce que nous venons de mentionner, ce n'est pas un hasard si c'est justement après l'arrivée de ces travailleurs que le processus de construction des syndicats des travailleurs du pétrole va se dynamiser. Non qu'en eux-mêmes, l'origine urbaine et le niveau scolaire soient des facteurs qui amènent toujours à une politisation des travailleurs ; plusieurs chercheurs ont déjà mis en avant les faiblesses des hypothèses faisant le rapprochement entre origine rurale et manque de politisation des travailleurs (voir sur ce point Touraine et Ragazzi, 1961).

Dans le cas particulier des travailleurs du pétrole, ce qui semble avoir été une source potentielle de conflits fut la spécificité d'une situation sociale caractérisée par l'isolement

²¹⁶ Il s'agit des fiches de filiation des travailleurs auprès du syndicat. Ces fiches, jusqu'aux années 60, avaient une rubrique destinée au niveau d'instruction des nouveaux associés. Malheureusement, à partir des années 70, il est devenu courant parmi les syndicalistes de ne plus faire remplir cette rubrique lors des inscriptions des nouveaux adhérents. Cependant, en ce qui concerne le travailleurs syndicalisés au cours des années 50 et au début des années 60, ces fiches sont une base de données très utile.

des travailleurs, par les faiblesses des équipements urbains basiques et par le manque d'activités socioculturelles dans les villes pétrolières, qui ne pouvaient satisfaire les aspirations de travailleurs habitués à une autre réalité.

<< ... des travailleurs des usines de sucre de canne, quelques-uns de la construction civile, des marins pêcheurs, tous des travailleurs autodidactes, ont été adaptés pour l'opération, pour la maintenance ; mais un personnel de faible scolarité, ayant des aspirations très limitées. La raffinerie vit pendant des années une sorte de paix sociale, car pour celui qui venait de l'usine à sucre, travailler dans la raffinerie de pétrole, avec un contrat de travail, une assistance médicale et quelques autres avantages, c'était un grand progrès. (...) à la fin des années 50 il y a eu le grand développement, de 10.000 bbls la raffinerie passe à 50.000 bbls plus ou moins, (...) Avec l'installation d'unités davantage sophistiquées et d'équipements plus modernes. Il a été ressenti alors la nécessité de recruter des ouvriers en quantité plus importante et avec un niveau scolaire plus élevé ; c'est alors qu'ils sont venus à Salvador recruter parmi les gens de niveau secondaire ²¹⁷ (...) C'est alors que commence la grande transformation sociologique de Mataripe, parce que nos exigences existentielles et notre capacité d'organisation étaient plus grandes. Il y a eu un choc ! Il y a eu un choc : pendant le cours de préparation ²¹⁸ commencent les premiers incidents, des protestations ; plusieurs quittent le cours...>> ²¹⁹ .(Entretien avec M., leader syndical entre 1960 et 1964, et à nouveau entre 1984 et 1990).

Si les salaires relativement plus élevés, payés par PETROBRAS, étaient capables d'attirer un certain nombre de travailleurs qualifiés, indispensables pour la production, cela n'empêchera pas le développement de revendications ouvrières pour l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleurs du pétrole.

Tous ces éléments allaient favoriser le début des activités syndicales des ouvriers du pétrole de Bahia : l'augmentation du nombre d'ouvriers, concentrés spatialement, aussi bien en termes de lieu de travail que d'habitation, dans des zones relativement isolées ; cela dans une conjoncture marquée par l'instabilité politique et par la présence d'une puissante idéologie nationaliste autour de la question pétrolière. Ce sont quelques-uns des facteurs qui ont facilité la création du syndicat des travailleurs du pétrole de Bahia, à la fin des années 50. Cependant, cela s'est fait d'après des logiques propres à la situation de ces travailleurs. Nous allons y revenir.

²¹⁷ Correspondant au niveau BAC en France.

²¹⁸ C'est une pratique très répandue et il paraît, assez ancienne, à PETROBRAS, de donner une formation aux ouvriers qui vont exercer certaines fonctions techniques dans l'entreprise.

²¹⁹ L'on remarquera le jugement peu valorisant que M. porte sur les travailleurs peu instruits et d'origine rurale. Cette manière négative d'envisager la capacité politique des travailleurs peu instruits, peut être considérée comme une caractéristique des leaders syndicaux de PETROBRAS à l'époque ; lesquels partageaient ainsi, sur ce point spécifique, les conceptions dominantes, traditionnelles et conservatrices, du Brésil. Par ailleurs, jusqu'en 1988 les personnes analphabètes n'avaient pas le droit au vote dans le pays. C'est là, peut-être, l'explication de certaines pratiques élitistes que les syndicalistes du pétrole vont mettre en place dans les années 60. On y reviendra.

9.3.1. De la perte d'importance de Bahia

Toutefois, au cours des années 60 et 70, des transformations importantes allaient atteindre l'industrie pétrolière de Bahia. Un premier signe de ces transformations est marqué par le fait que la production pétrolière de Bahia commence à diminuer, en même temps que la production d'autres États du pays progresse rapidement.

Ainsi, la production bahianaise de brut atteint son maximum en 1969 quand, avec 143.000 baril/jour, elle représentait 83 % de la production brésilienne. A partir de cette date cette production commence à décroître : elle n'est que de 118.000 baril/jour en 1975 et de 85.000 baril/jour en 1979 (respectivement 68,6 % et 51 % de la production du pays). Ce processus allait devenir encore plus significatif au cours des années 80, avec le début de la production des gisements sous-marins dans la région de l'État de Rio de Janeiro : en 1985, Bahia ne produisait plus que 14 % de la production brésilienne et seulement 11 % en 1990²²⁰.

Dans le même temps, l'entreprise change l'axe de sa politique d'investissement à partir du milieu des années 60 ; après avoir poursuivi, sans succès, l'idée de découvrir d'importants gisements pétroliers dans le pays, PETROBRAS va centrer son action sur l'autonomisation du pays au niveau de la production de dérivés du pétrole. De cette façon, avec la priorité donnée par l'entreprise à la croissance de la capacité de raffinage, d'autres raffineries seront mises en activité au cours des années 60 et 70.

Données sur les raffineries du Brésil

RAFFINERIE (SIGLE)	PRODUCTION (m ³ /jour)	ANNÉE DE MISE EN activité	LOCALISATION (ÉTAT)
RLAM	19.500	1950	BAHIA
RECAP	5.000	1954	SÃO PAULO
RPBC	26.500	1955	SÃO PAULO
REMAN	1.400	1956	AMAZONAS
REDUC	36.300	1961	RIO DE JANEIRO
REGAP	20.000	1968	MINAS GERAIS
REFAP	10.000	1968	RIO GRANDE DO SUL
REPLAN	42.000	1972	SÃO PAULO
REPAR	24.000	1977	PARANA
REVAP	30.000	1980	SÃO PAULO

Source : REDUC, Rio de Janeiro, PETROBRAS, sans date.

La chute de la production bahianaise de pétrole et le lancement d'autres raffineries au Brésil, auront pour conséquence une perte d'importance relative du nombre de travailleurs de PETROBRAS dans cet État. Ainsi, si en 1968 les 12.779 petroleiros de Bahia représentaient 36 % des travailleurs de PETROBRAS (35.400), en 1976, ils étaient pratiquement aussi nombreux (12.345) mais ne représentaient plus que 29 % des 42.525 travailleurs. L'époque était loin où les petroleiros de Bahia représentaient la moitié de

²²⁰ Données in PETROBRAS : Principais Indicadores, Rio de Janeiro, PETROBRAS, 1994.

l'effectif de l'entreprise, comme c'était le cas au début des années 60.

Cette perte d'importance relative des petroleiros de Bahia (en termes numériques et de production) aura de nombreuses conséquences sur le syndicalisme. Lorsque les mobilisations ouvrières reprendront chez eux, à la fin des années 70, ils auront pleine conscience que Bahia ne représente plus les secteurs les plus importants de PETROBRAS ; cela les poussera à abandonner le régionalisme qui les avait caractérisés dans les années 60, et à s'intégrer dans les organisations syndicales nationales représentant les travailleurs du pétrole. On y reviendra.

9.3.2. Le vieillissement des petroleiros bahianais

De plus, au cours des années 70, le vieillissement des ouvriers de PETROBRAS à Bahia devient visible.

D'après les résultats d'une enquête (SENAI, 1977) sur les branches pétrolière et pétrochimique – réalisée, en 1976, conjointement par PETROBRAS, le Ministère du Travail et le Service National d'Apprentissage Industriel (SENAI) – 69 % des travailleurs du secteur d'exploration et de production du pétrole de la compagnie pétrolière avaient plus de 35 ans²²¹. Or, étant donné qu'à cette époque les travailleurs occupés à Bahia représentaient 70 % du total de ce secteur d'activité, nous pouvons prendre cette donnée comme représentative de la classe d'âge des petroleiros bahianais en 1976.

Par ailleurs, on se rappelle que, d'après des données citées par Silva (1972), la majorité des petroleiros²²² en activité en 1971, à Bahia (80 %), étaient rentrés à PETROBRAS avant 1961, notamment au cours des années 50 (71,6 % du total). Cela signifie que non seulement la plupart des travailleurs du pétrole de Bahia avaient, au milieu des années 70, plus de 35 ans, mais qu'en majorité, ils avaient entre 15 et 25 années d'ancienneté.

Ces données sont importantes, car elles nous laissent voir le début de la croissance du nombre de retraités de PETROBRAS à Bahia. D'après la loi brésilienne, les travailleurs exerçant leurs activités par poste ou dans des "activités" considérées comme dangereuses (ce qui représentait un bon nombre d'ouvriers), avaient le droit de prendre leur retraite au bout de 25 ans d'activité, au lieu de 30 ans (pour les femmes) ou de 35 ans (pour les hommes). Ainsi, à partir des années 70, les travailleurs ayant été embauchés à PETROBRAS dans les années 50 vont commencer à prendre leur retraite.

Nous ne disposons pas de données générales mettant en évidence ce processus à Bahia. Toutefois, les informations préservées dans les archives du SINDIPETRO nous permettent d'observer de plus près la croissance du nombre de retraités parmi les travailleurs syndiqués de la raffinerie de MATARIPE. Ces données nous semblent significatives du parcours des petroleiros de Bahia, pour deux raisons ; d'abord, le taux de syndicalisation des petroleiros de Bahia a toujours été très élevé, dès les années 61-64. Même au cours des années 70, lorsque les syndicats sont devenus de simples organes

²²¹ SENAI, 1976 : 62.

²²² Aussi bien du raffinage que des activités d'extraction du pétrole.

prestataires de services, ces taux sont restés importants ²²³. Ainsi, nous pouvons penser que les données préservées dans les syndicats sont représentatifs de l'ensemble des travailleurs du pétrole. De plus, d'après les données réunies par Silva (1972), les périodes de recrutement dans le raffinage et dans l'extraction ont été très similaires, nous laissant à penser que le nombre de retraités a dû augmenter en même temps dans ces deux activités.

Quoiqu'il en soit, la tendance que le tableau ci-dessous nous enseigne est que le nombre de travailleurs de PETROBRAS retraités commence à croître à partir de 1975, pour devenir important dans les années 80.

Retraités parmi les travailleurs syndiqués au sindipetro

PÉRIODE	TRAVAILLEURS RETRAITÉS	% DU TOTAL DE RETRAITÉS EN 1995	NOMBRE CUMULÉ DE RETRAITÉS	% CUMULÉ
1960-1969	29	1,5	29	1,5
1970-1974	112	5,9	141	7,4
1975-1979	295	15,5	436	22,9
1980-1984	495	26,0	931	48,9
1985-1989	445	23,4	1.376	72,3 _*
1990-1995	480	25,2	1.856	97,5

Source : archives du SINDIPETRO

* La somme n'est pas de 100 %, car 49 dossiers (2,5 %) consultés n'avaient pas d'indication sur la période de la retraite.

Ce vieillissement des travailleurs de PETROBRAS amène l'entreprise à envisager des solutions alternatives à ce que prévoyaient ses directives internes. D'après les "Normes du Personnel" de la compagnie – établies en 1964, mais rédigées auparavant par des techniciens proches des syndicalistes populistes – l'entreprise avait l'obligation de compléter les retraites perçues par ses travailleurs, de la Sécurité Sociale brésilienne ; cela, jusqu'au montant du salaire perçu par les travailleurs avant la retraite.

La création, par l'entreprise, d'une Caisse Complémentaire de Retraite, en 1969, viendra pour éviter, selon les justifications avancées par la direction de PETROBRAS, que les retraites ne pèsent trop sur les comptes de la compagnie. Dans les statuts de cette Caisse Complémentaire (nommé PETROS), l'entreprise assurait environ 50 % de la valeur des cotisations, revenant aux travailleurs de payer les 50 % restant. Toutefois, l'entreprise devait aussi avancer le capital initial pour constituer les fonds financiers de la PETROS.

La création de la PETROS s'inscrit dans la logique de remise en question de certains des avantages, conquis par les travailleurs du pétrole à l'époque populiste, qui paraissaient comme des privilèges aux yeux des groupes au pouvoir durant la dictature militaire. Cela, d'autant plus que la grande majorité des travailleurs brésiliens n'avaient

²²³ Ainsi, selon des données collectées dans les archives du syndicat, en 1979, avec 2.571 associés, le SINDIPETRO avait un taux de syndicalisation d'environ 80 %.

pas d'autre recours que de faire appel au système de retraites tenu par l'État. Du reste, à l'époque, d'autres compagnies nationales créeront des Caisses Complémentaires semblables à la PETROS.

A la limite, nous pouvons interpréter ces mesures comme un moyen d'augmenter le pouvoir d'autofinancement des compagnies nationales, lesquelles représentaient une partie essentielle de la logique développementiste mise en place par les gouvernements issus du coup d'État de 1964. Ainsi, avec la création de la PETROS, l'entreprise partageait avec ses fonctionnaires la charge financière du coût des retraites; cela, même si elle ne se désengageait pas complètement, puisqu'elle conservait la responsabilité de la charge la plus lourde.

Cette décision allait provoquer une réaction des syndicalistes, qui voyaient dans la création de la PETROS une remise en cause d'un droit des travailleurs. Pour les syndicalistes, si les petroleiros pouvaient prétendre à ce que, conformément aux normes internes de la compagnie, PETROBRAS complète intégralement leurs retraites, pourquoi allaient-ils accepter de payer pour cela ? Toutefois, au vu des conditions politiques de l'époque, ces syndicalistes ne mèneront pas d'actions explicitement contestataires vis-à-vis de cette mesure. D'après certains témoignages, ils se contenteront de mener une campagne plus ou moins secrète, afin que les travailleurs ne rentrent pas à la PETROS ; selon cette stratégie, une fois venu le moment de la retraite, il suffirait de porter PETROBRAS en Justice du Travail pour qu'elle soit obligée d'honorer ses engagements selon les "Normes du Personnel" établies.

Ce qui s'avérera difficile à réaliser. Dans le flou juridique régnant autour de cette question, les travailleurs n'ayant pas souscrit à la PETROS ne réussiront pas à obtenir de PETROBRAS leurs compléments de retraites. Cela aura comme conséquence, en ce qui concerne notre étude, l'organisation d'une association de retraités, afin de résoudre cette question.

En effet, en mai 1974, la Société des Travailleurs Retraités de PETROBRAS de Bahia (SOTAPE) est créée. Ce qui témoigne de l'augmentation rapide du nombre de travailleurs retraités, à Bahia. Cette Association, créée sous l'influence des syndicalistes, gagnera rapidement un rôle très important dans la vie syndicale des travailleurs du pétrole de Bahia ; car, en organisant les retraités, certains groupes de syndicalistes gagneront un pouvoir d'influence sur les élections syndicales de ces travailleurs. Cela parce que d'après la législation syndicale, en vigueur jusqu'en 1988, les retraités ayant été syndiqués avant leur retraite avaient le droit de continuer à participer de la vie syndicale, même sans être à jour de leurs cotisations.

Cela constituera un des axes majeurs des querelles syndicales au cours des années 80. On y reviendra.

9.4. Des conflits de générations

Toutes ces transformations de l'industrie pétrolière à Bahia – stabilisation et diminution de la production de l'État, laquelle perd de l'importance vis-à-vis de la production nationale, et vieillissement des petroleiros – provoqueront des changements dans la composition de la

force de travail de PETROBRAS.

Dans la mesure où la production bahianaise piétinait, il était à prévoir une diminution des embauches réalisées par PETROBRAS dans l'État, et même, un certain recul du nombre de travailleurs employés par l'entreprise. Cela se produisit, mais pas à la vitesse à laquelle on aurait pu l'imaginer. Ainsi, si en 1971 il y avait 13.000 petroleiros à Bahia, ce nombre était de 12.609 en 1976, et au milieu des années 80 (1987), il y avait 10.502 employés de PETROBRAS dans l'État.

Concernant les embauches, ce processus fut partiellement neutralisé par le besoin de remplacement des travailleurs retraités. Dans la mesure où un nombre important de travailleurs arrivait à l'âge de la retraite, l'entreprise avait besoin d'embaucher d'autres travailleurs pour assurer le renouvellement de sa force de travail. Cela, d'autant plus qu'après les chocs du pétrole des années 70, il était devenu économiquement viable de maintenir en activité même les plus anciens gisements pétroliers de Bahia, ainsi que d'augmenter et de moderniser la production de la raffinerie de Mataripe²²⁴.

Ces embauches vont se réaliser sur un marché du travail très différent de celui des années 50 et 60. Avec l'arrivée à Bahia d'autres industries à partir de la fin des années 60 et, surtout, avec l'implantation dans l'État du Pôle Pétrochimique de Camaçari, au cours des années 70, le gouvernement fait d'importants investissements dans l'éducation, visant ainsi à adapter et à améliorer la formation professionnelle de la main d'oeuvre bahianaise. C'est dans ce cadre que le nombre d'Écoles Techniques (équivalents des Lycées Techniques en France) et de lycées augmente, augmentant l'offre de lycéens et de techniciens sur le marché du travail de Bahia. Ce que le tableau ci-dessous nous aide à voir.

Enseignement secondaire à Bahia (1970-1974)

ANNÉE	Inscriptions dans les Lycées	Nombre de diplômés en Lycées	Inscriptions dans les Écoles Techniques	Nombre de diplômés en Écoles Techniques
1970	51.905	11.171	1.341	171
1971	59.440	13.885	1.648	369
1972	65.804	14.394	2.431	326
1973	72.813	ND	1.913	ND
1974	85.300	ND	2.944	ND

Source : SENAI, 1976 : 112 et 113.
ND : donnée non disponible

Par ailleurs, d'après les estimations réalisées dans le rapport du SENAI (1976 : 115), l'offre de nouveaux techniciens sur le marché du travail de Bahia devait s'élever à 5.830, entre 1974 et 1980 (en moyenne, 833 nouveaux techniciens par an). Au cours de cette même période, le nombre de lycéens ayant obtenu leurs diplômes devait être de 185.539,

²²⁴ Ainsi, la raffinerie de Mataripe augmente sa production de 80.000 barils/jour en 1970 à 130.000 bbl/jour en 1980. Par rapport à la production de brut, malgré le fait qu'elle continue de baisser, des techniques nouvelles et plus chères de récupération du pétrole seront introduites pour ralentir le processus de chute de la production.

avec une moyenne de 26.500 lycéens par an.

Cela permettra à l'entreprise du pétrole d'accroître ses exigences en matière de formation professionnelle. D'après de hauts fonctionnaires de PETROBRAS, l'entreprise commence, à cette époque, à exiger de tous les candidats à un emploi, d'avoir terminé le Lycée, et donne la priorité aux candidats issus des Écoles Techniques. Si l'on se souvient que dans les années 50 des travailleurs non alphabétisés sont rentrés dans l'entreprise, on peut prendre la mesure des changements introduits dans la politique d'embauche de PETROBRAS.

Cela permettra l'accès à l'entreprise d'un groupe de travailleurs ayant une expérience différente de celle des travailleurs plus âgés de PETROBRAS. Tout d'abord, un groupe de travailleurs ayant un parcours scolaire différent (les lycées et les Écoles Techniques), venant d'un marché du travail où PETROBRAS ne constituait plus la seule opportunité d'emploi industriel relativement bien payé²²⁵.

Niveau salarial dans l'industrie pétrolière et pétrochimique au Brésil en 1976 (%)

Secteur d'Activités	ÉCHELLE de RÉMUNÉRATION (nOMBRE de salaires MINImUMS)						
	Moins d'un	1-2	2-3	3-5	5-10	10-25	25 ou plus
EXTRACTION PÉTROLIÈRE	0,53	1,68	5,42	14,76	36,31	34,13	5,18
Raffinage du PÉTROLE	0	6,02	6,68	20,34	48,04	17,58	1,32
PÉTROCHIMIE DE BASE	1,57	0,57	17,10	24,75	26,38	28,02	1,42
PÉTROCHIMIE INTERMÉDIAIRE	0,18	15,62	19,83	21,48	26,86	14,12	1,91
PRODUITS PLASTIQUES	0	7,23	23,59	30,22	21,67	13,57	3,72
ENGRAIS NITROGENÉS	0	24,93	16,63	22,52	22,04	9,52	4,37
DÉTERGENTS	0,41	41,77	6,40	27,59	14,48	9,15	0
ÉLASTIQUES	0	1,52	16,67	28,79	9,89	43,18	0
AUTRES	0	1,52	16,67	28,79	9,89	43,18	0

Source : SENAI, 1977 : 65.

Ce que le tableau ci-dessus nous montre, c'est que l'industrie pétrolière demeurait l'industrie qui payait le mieux parmi les industries du secteur pétrole/pétrochimie ; mais les écarts étaient beaucoup moins importants que ceux existant entre l'industrie pétrolière et les secteurs traditionnels de l'économie de Bahia où, au début des années 70, plus de la moitié de la population employée gagnait moins de deux salaires minimums (Singer, 1980).

Cela signifie que, dans le contexte économique des années 70, à Bahia, les jeunes diplômés des Écoles Techniques et des Lycées avaient une possibilité de choix entre PETROBRAS et d'autres compagnies (celles-ci vont augmenter les salaires de certaines

²²⁵ La branche pétrole/pétrochimie était une des branches proposant les salaires les plus élevés dans le pays. D'après l'étude SENAI (1977 : 64), 65 % des travailleurs de cette branche recevaient plus de cinq salaires minimums.

professions, parfois, à un niveau plus élevé que ceux de PETROBRAS) ; modifiant ainsi la façon dont l'emploi, dans l'entreprise pétrolière, était envisagé par ses employés les plus jeunes.

<<En 1974, on n'acceptait plus le salaire qu'on gagnait en tant que technicien... Des promotions seulement tous les 18 ou 12 mois, selon l'évaluation ... (...) on ne pouvait pas envisager la possibilité de devenir contremaître... Il y avait 4 ou 6 contremaîtres et 2 maîtres dans la raffinerie. Les maîtres étaient des travailleurs qui avaient 10, 15 ou 19 années d'ancienneté de plus que nous ; on ne voyait pas d'opportunités de monter dans l'échelle professionnelle. (...) A cette époque, le marché du travail était bon : c'était l'époque de l'installation du Pole Pétrochimique, ..., d'autres entreprises sont arrivées, des entreprises en phase d'installation, elles avaient beaucoup besoin de la main d'oeuvre spécialisée. Dans le secteur de l'instrumentation, alors, c'était la "coqueluche" de l'époque, tout le monde voulait un instrumentiste avec de l'expérience à PETROBRAS. Les entrepreneurs étaient prêts à payer de salaires plus élevés. (...) Alors, moi, plus trois techniciens d'instrumentation de PETROBRAS, on a passé un concours pour rentrer dans "l'entreprise X" qui était en train de s'installer à Feira de Santana ²²⁶, sans connaître le salaire qui était offert ; on a demandé le double de ce qu'on gagnait à PETROBRAS, alors l'ingénieur chef a accepté. Parce qu'on avait de l'expérience.>>(Entretien avec un travailleur de PETROBRAS, rentré dans l'entreprise en 1970).

Dans les représentations des jeunes, PETROBRAS était une entreprise comme les autres ; dans laquelle on décidait de rester ou de partir, selon les opportunités du marché du travail. Par ailleurs, le travailleur qui nous a donné le témoignage ci-dessus, décidera finalement de rester à PETROBRAS, car les possibilités de monter dans l'échelle professionnelle commençaient à se débloquer et parce que PETROBRAS offrait d'autres avantages (la sécurité de l'emploi, les congés annuels payés double, etc.) que le seul salaire. La décision de rester à PETROBRAS était purement instrumentale, sans aucune référence au nationalisme.

<< ... j'allais à l'entreprise X et là-bas je n'aurais pas droit aux vacances payées double ; là-bas ils allaient me payer seulement ce que la loi établit, ..., alors j'ai décidé de rester.>>

Cette nouvelle donnée du marché du travail de Bahia va pousser l'entreprise à améliorer le salaire des fonctions techniques les plus importantes. Ainsi, des responsables de l'entreprise nous diront que certaines fonctions spécialisées (notamment dans les domaines de la chimie et de l'instrumentation industrielle) seront réformées à cette époque pour éviter la fuite de la main d'oeuvre vers d'autres industries.

Du point de vue des travailleurs plus âgés, cette mentalité des plus jeunes caractérisait un "manque de nationalisme" et d'amour pour le Brésil.

<<Le patriotisme de l'époque (avant 1964) était différent de celui d'aujourd'hui.>> (entretien avec un leader syndical de la période 1962-1964)

Cette manière de concevoir l'entreprise sous un angle purement financier, sans prendre en compte la question du monopole d'État et l'importance de PETROBRAS pour le

²²⁶ Ville aux alentours de Salvador de Bahia.

développement du pays, était jugée d'une manière très négative. Ce qui deviendra une source de conflits entre "jeunes" et "anciens" à PETROBRAS.

<<Ce personnel plus jeune, c'est mon opinion, n'avait pas de compromis important avec le monopole. Ce qu'était le Monopole, ce que cela signifiait de privatiser PETROBRAS. (...) Le personnel plus ancien se plaignait du personnel plus jeune à cause de ça...>> (Entretien avec un travailleur embauché en 1970).

Cette manière différente de concevoir l'entreprise et le monopole d'État sera interprétée par certains travailleurs embauchés dans les années 50 et 60 comme une conséquence directe de la dictature.

<<... la vision du travailleur de PETROBRAS était complètement différente de celle d'aujourd'hui. Il avait le sentiment que l'entreprise lui appartenait, c'était une entreprise du peuple brésilien, qui devait être défendue. Il y avait une grande conscience pour la défense de PETROBRAS. Aujourd'hui, cette conscience n'existe plus. Le travailleur d'aujourd'hui, à cause de la dictature, a perdu cette vision de ce qu'est le monopole d'État sur le pétrole. (...) Il y a des gens qui pensent, en vérité la grande majorité, que si l'entreprise était privatisée, les salaires seraient meilleurs.>> (Entretien avec un leader syndical des années 60).

Ces conflits autour du nationalisme deviendront importants au cours des années 80, autour de la question syndicale. Cependant, d'une façon latente ils étaient déjà perceptibles dès les années 70.

Mais c'est au niveau professionnel qu'on peut mieux comprendre les divergences entre "jeunes" et "anciens" dans les années 70. D'après plusieurs témoignages, cela venait surtout du fait qu'il y avait une forte disparité entre niveau de formation et responsabilités dans l'entreprise : les travailleurs les plus jeunes étaient plus diplômés, mais c'était les travailleurs plus âgés qui occupaient les postes de maîtrise.

<<Un opérateur I peut avoir un diplôme universitaire et l'opérateur II non, alors il y a une friction culturelle.>> (Entretien d'un travailleur embauché dans les années 70).

Ce manque de correspondance entre niveau de formation des travailleurs et responsabilités dans l'entreprise provoquait des suspicions de la part des travailleurs les plus âgés et les moins diplômés.

<<Avec l'arrivée de notre groupe, le niveau technique s'est beaucoup amélioré dans le secteur. Cela a provoqué des remous. Le personnel n'acceptait pas : il y avait longtemps qu'il ne rentrait plus de gens nouveaux à PETROBRAS et d'un coup, arrivent 14 personnes dans le secteur de l'instrumentation. Alors, les types se sont sentis menacés, ils nous appelaient les "stagiaires pédants". (...) Ils nous regardaient d'un sale oeil.>> (Entretien d'un travailleurs embauché en 1970).

Du côté des jeunes, cela était vécu comme une injustice ; être soumis à des travailleurs n'ayant pas le même niveau de formation était considéré comme une aberration propre à une entreprise comme PETROBRAS, où la majorité des travailleurs avait beaucoup d'ancienneté.

<<...il y avait des gens qui contrôlaient des unités entières et qui savaient à peine signer leur nom. Il y avait des gens travaillant dans la "maison de force", le coeur d'une raffinerie, et qui, aussi, savaient à peine signer leur nom. (...) il y avait de

types sans grande instruction et qui étaient chefs, superviseurs, étaient ceci, étaient cela. C'est en 70 qu'il y a eu beaucoup d'embauches... (...), mais les personnes embauchées avaient un niveau plus élevé... On voyait des opérateurs de niveau bac, en train de faire l'Université, et son chef qui pouvait à peine signer son nom.>> (Entretien avec un travailleur embauché en 1970.)

Il est bien évident qu'il ne paraît pas très crédible que, dans une unité industrielle si complexe qu'une raffinerie, des personnes n'étant pas capables de lire ou d'écrire autre chose que leurs noms aient pu accéder à des postes de responsabilité. Toutefois, comme on l'a vu précédemment, le niveau d'instruction des travailleurs embauchés dans les années 50 n'était pas très élevé, l'analphabétisme était même présent, quoique faible. Le témoignage ci-dessus traduit – outre la caractéristique culturelle de la société brésilienne à valoriser beaucoup les diplômes par rapport à la pratique – le sentiment de certains jeunes sur-diplômés qui étaient rentrés à PETROBRAS à des postes où l'ancienneté et la pratique étaient les conditions sine qua non du développement professionnel.

Selon d'autres témoignages, en revanche, la cause réelle des conflits entre jeunes et anciens fut le fait que PETROBRAS voulut écarter les travailleurs stables des postes de responsabilité, car ils étaient moins malléables aux ordres et aux exigences des "chefs". Ainsi, les jeunes travailleurs monteront rapidement dans l'échelle des fonctions de la compagnie, au dépens des travailleurs les plus âgés. Outre le niveau de formation plus élevé des travailleurs plus jeunes, ce qui leur permettait de suivre des formations avec moins de difficultés²²⁷, la politique de l'entreprise d'évincement des travailleurs stables a dû peser dans la réussite des "jeunes".

Tout cela laissait latent un conflit de générations à l'intérieur de l'entreprise. Comme on l'a vu, ce conflit n'avait pas seulement pour objet les promotions, mais aussi la symbolique de l'entreprise. Dans la mesure où appartenir à une génération ne relève pas simplement d'une question d'âge, les différences de génération à PETROBRAS s'exprimaient autant, voire davantage, au niveau des valeurs entre "anciens" et "jeunes", qu'au niveau de l'ancienneté.

Ainsi, au niveau du discours, ce que les travailleurs plus âgés reprochaient à la jeune génération c'était son manque de nationalisme. Pour eux, le nationalisme du passé "était différent", plus ferme, plus pur et désintéressé que celui des travailleurs qui rentreront à partir des années 70.

C'est sur la base de ce discours qu'un véritable conflit de générations va prendre forme dans les années suivantes, au niveau des querelles syndicales. Conflit de générations sur le plan symbolique et syndical mais qui, comme on l'a vu, prenait aussi sa source dans le quotidien du travail.

9.5. Tendances récentes de l'industrie pétrolière à Bahia

²²⁷ La politique de qualification de la main d'oeuvre, à PETROBRAS, l'amenait à réaliser des "cours de formations" (pour les nouveaux embauchés) et des "cours de spécialisation" très fréquemment. Ainsi, l'entreprise avait donné des cours de formation à 25.580 travailleurs entre la fin des années 50 et 1977. Dans la même période, les cours de spécialisation ont eu 79.209 participants (PETROBRAS, octobre/novembre/décembre 1978, pp. 38).

Avant de vérifier les répercussions de ces tendances sur l'action syndicale des travailleurs du pétrole, il nous faut observer quelques bouleversements en cours, à PETROBRAS.

L'industrie pétrolière brésilienne fut créée dans l'idée que le pays pouvait devenir un grand producteur de pétrole. Dès lors, au cours des années 50 et 60, la principale priorité de la politique d'investissements de PETROBRAS était de trouver du pétrole au Brésil et de faire la preuve une fois pour toutes du potentiel pétrolier du pays. C'est l'époque où le gros des investissements de PETROBRAS est orienté vers les activités d'exploration et de production du pétrole, avec des retombées importantes pour l'État de Bahia, nous l'avons vu.

Toutefois, faute de découvertes de gisements importants, PETROBRAS va, dans un premier temps – au début des années 70 – donner priorité à la construction d'un parc raffineur capable d'assurer l'autonomie du pays en dérivés du pétrole. Cela étant, les chocs pétroliers des années 70 vont pousser l'entreprise à entreprendre des recherches de pétrole sur les plates-formes sous-marine et à accélérer la production des gisements découverts, à la fin des années 70, sur la côte de l'État de Rio de Janeiro. Dès lors, ce sera le secteur d'exploration et de production de brut qui redeviendra la priorité des investissements de PETROBRAS.

Investissements de PETROBRAS

ANNÉE	INVESTISSEMENTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (%)		
	exploration et production	raffinage	Autres
1957	71	19	10
1961	37	32	32
1965	48	20	32
1970	40	28	32
1971	24	43	33
1975	29	37	34
1980	70	10	20
1985	83	3	14
1990	70	10	20
1993	72	11	17

Source : PETROBRAS, PRINCIPAIS INDICADORES, 1994 : 50.

En ce qui nous concerne, ce point est important parce qu'il met en évidence la perte d'importance de Bahia dans les investissements de PETROBRAS à partir des années 70, car les investissements dans le raffinage et dans la production du pétrole en mer se feront en dehors de l'État de Bahia.

Mais ceci ne signifiera pas pour autant un retrait complet de PETROBRAS de Bahia. La montée des prix du pétrole, dans les années 70 et au début des années 80, incitera l'entreprise à maintenir la production des anciens gisements de Bahia, stabilisant le niveau des activités pétrolières dans cet État.

Ce ne sera plus le cas à partir de la deuxième moitié des années 80. La crise de financement de l'État brésilien, alliée à la chute des prix du pétrole en 1986, va provoquer

une réduction des investissements globaux de PETROBRAS.

Investissements globaux de petrobras (1980-1993)

ANNÉE	INVESTISSEMENTS (en millions de \$US)	INDICE
1981	2.980	100
1982	4.296	144
1983	3.123	105
1984	1.985	67
1985	1.846	62
1986	2.241	75
1987	2.743	92
1988	2.262	76
1989	1.942	65
1990	1.861	62
1991	1.981	66
1992	2.350	79
1993	2.164	73

Source : PETROBRAS, PRINCIPAIS INDICADORES, 1994 : 50.

En raison de cette diminution des investissements, l'entreprise réalisera un grand effort de recentrage de ses activités et de modernisation productive, visant à élargir sa rentabilité. Cela, d'autant plus que l'entreprise présente des résultats négatifs en 1991, avec un taux de retour sur investissement qui devient négatif (-2,42 %) ²²⁸.

Comme conséquence de ce processus, le nombre de travailleurs de l'entreprise pétrolière commence à baisser dès la fin des années 80. Du fait que dans la même période la production pétrolière augmentera, nous pouvons supposer qu'il y a eu une augmentation de la productivité du travail dans l'entreprise.

Production pétrolière et nombre d'employés à petrobras (1980-1993)

²²⁸ PETROBRAS, 1994 : 132.

ANNÉE	PRODUCTION DE PÉTROLE (en mil m ³)	NOMBRE d'employés
1980	10.562	48.226
1981	12.384	48.864
1982	15.079	50.132
1983	19.141	50.320
1984	26.874	51.777
1985	31.752	54.398
1986	33.244	56.605
1987	32.873	59.877
1988	32.284	59.210
1989	34.591	60.028
1990	36.634	55.569
1991	36.188	53.857
1992	36.411	51.638
1993	37.048	51.228

Source : PETROBRAS PRINCIPAIS INDICADORES, 1994 : 37 et 52.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les demandes des syndicats, au cours des années 90, aient été centrées autour de revendications pour la stabilité de l'emploi à PETROBRAS.

Cela étant, exception faite de l'année 1990, cette diminution du personnel de l'entreprise du pétrole s'est organisée principalement par la voie d'accords de préretraite, par les départs en retraite et par des incitations à la démission. Une politique massive de licenciements ne fut envisagée par l'entreprise qu'en 1990, durant la première année du gouvernement Collor, quand plus de 800 travailleurs furent licenciés en une seule fois. La plupart de ces travailleurs réintégreront la compagnie, car, à l'époque, la convention collective en vigueur interdisait formellement les licenciements non motivés.

Causes de départs des travailleurs de petrobras (1984-1993)

motifs DE DÉPART	TRAVAILLEURS CONCERNÉS	% DU TOTAL DE DÉPARTS
DÉMISSION	3.000	13,3
LICENCIEMENT DANS L'intérêt DE L'entreprise	1.296	5,8
LICENCIEMENT POUR FAUTE GRAVE	278	1,2
accords spéciaux (PRÉRETRAITES, DÉMISSIONS NÉGOCIÉES, etc.)	15.064	66,8
retraites	1.269	5,6
décès	1.052	4,7
Licenciement pour motif économique	584	2,6
TOTAL	22.543	100

Source : PETROBRAS, INFORMAÇÕES GERENCIAIS, 1994 : 24.

A Bahia, ce processus de restructuration de l'industrie pétrolière eut des conséquences importantes. Cela, en raison de la chute de la production pétrolière et de la conséquente diminution du nombre de travailleurs dans l'État. La production de brut, qui durant la décennie 1980, était en moyenne de 80.000 barils/jour²²⁹, chute à 59.000 barils/jour en 1993, représentant seulement 10 % de la production pétrolière nationale.

En conséquence de la baisse de la production de pétrole, le nombre de travailleurs chute également : à la fin des années 70, ce nombre tournait autour de 12.000 travailleurs (équivalant à 30 % de tous les petroleiros) ; ils n'étaient plus que 10.502 (17,5 % des employés de l'entreprise), en 1987, et que 8.700 (16,9 % des travailleurs), en 1993. Cette réduction du nombre de petroleiros à Bahia, d'après des publications de l'entreprise (PETROBRAS, 1993), s'est opéré par le redéploiement d'une partie des travailleurs sur des zones productrices en expansion et par l'arrivée à l'âge de la retraite d'un nombre important de travailleurs.

Dès lors, les syndicalistes du pétrole de Bahia vont se trouver face à une situation caractérisée par le ralentissement de l'activité pétrolière dans l'État. Cela sera plus important en ce qui concerne le STIEP, syndicat représentant les travailleurs de l'exploration et production du pétrole, secteurs où le personnel occupé chute de façon éclatante.

Travailleurs de petrobras occupés dans l'exploration et production du pétrole à Bahia

ANNÉE	nombre de salariés	INDICE
1989	6.061	100
1990	5.415	89
1991	4.917	81
1992	4.681	77

In : PETROBRAS, RELATORIO EXPROPER, 1992 : 73.

Toutefois, le syndicat du raffinage de Bahia (SINDIPETRO) ne sera pas à l'abri des effets de cette restructuration de l'industrie pétrolière. Avec l'introduction de nouvelles technologies, et avec le non remplacement des départs en préretraite ou en retraite, la raffinerie de Mataripe commence à voir chuter le nombre de ses employés.

Personnel occupé dans la raffinerie de Mataripe (1989-1994)

ANNÉE	Nombre de TRAVAILLEURS	INDICE
1989	2.392	100
1990	2.203	92
1991	2.160	90
1992	2.101	88
1993	2.001	84
1994	1.933	81

Source : Archives de la Raffinerie de Mataripe.

²²⁹ Elle avait atteint son point maximal à la fin des années 60, avec des valeurs proches de 150.000 barrils/jour.

Cette diminution du nombre de travailleurs à Bahia fut, en partie, neutralisée par le recours à un grand nombre de travailleurs intérimaires, surtout dans le secteur de la maintenance et, également, dans des fonctions peu spécialisées de la manutention et de l'entretien. Ainsi, d'après des données fournies par l'entreprise, à la raffinerie de Mataripe, il y avait 1.532 travailleurs intérimaires en 1993 (dont 60 % dans le secteur de la maintenance).

C'est dans ce contexte de perte de vitesse de l'industrie pétrolière dans l'État, de réduction des effectifs directement employés par PETROBRAS et d'augmentation du nombre de travailleurs intérimaires, que les syndicalistes liés à la gauche vont développer leur action auprès des *petroleiros* de Bahia, au cours des années 90.

Malgré une conjoncture instable, cette époque sera marquée par la participation des *petroleiros* de Bahia à plusieurs grèves nationales de la profession. Mais les conditions particulières de l'industrie pétrolière de Bahia allaient pousser certains syndicalistes de la gauche à adopter des positions moins radicales vis-à-vis des directions régionales de l'entreprise. Ce qui sera, comme nous allons le voir plus tard, une des causes de la division de la gauche syndicale chez les travailleurs du pétrole de Bahia.

9.6. De la gestion du travail à PETROBRAS

En plus de ces caractéristiques organisationnelles et économiques, nous pensons important d'ajouter quelques informations relatives à la gestion du travail. Cela se justifie par le fait que, comme nous verrons plus tard, la gestion du travail dans l'entreprise sera mentionnée par la majorité des syndicalistes et des militants syndicaux comme un élément les ayant incité à s'engager dans l'action syndicale à PETROBRAS.

Avant d'avancer dans ce sens, il est nécessaire de situer la gestion du travail à PETROBRAS dans le contexte des entreprises nationales brésiliennes. Ces compagnies sont considérées, par la plupart des chercheurs ayant étudié la question, comme des exemples typiques d'entreprises qui mettent en place des modèles de gestion du travail paternalistes. Ramalho (1989), par exemple, en étudiant la gestion du travail d'une entreprise nationale de construction automobile, entre les décennies 40 et 60, a mis en évidence comment l'idéologie de la sécurité nationale était utilisée comme mode d'imposition de la discipline ; dans la pratique cela signifiait imposer une discipline de travail similaire à la discipline militaire. Ainsi, abandonner son poste de travail était considéré comme une désertion, passible d'emprisonnement, et parfois à l'intérieur même de l'entreprise. De plus, celle-ci interférait jusque dans la sphère de reproduction sociale des employés: par le biais d'une politique sélective de logements mis à disposition des travailleurs, par le contrôle de l'espace urbain sous la responsabilité de l'entreprise et par l'offre de services (assistance médicale, éducation des enfants, etc.) aux travailleurs. Tout ceci amène l'auteur à considérer la gestion du travail de cette entreprise comme très proche du "paternalisme industriel", où les relations de travail sont pensés sur le modèle familial²³⁰.

²³⁰ Pour une discussion sur le paternalisme industriel, voir Barrere-Maeuison (1987) et Debouzy (1988).

Une situation assez semblable nous est décrite par Morel (sans date) à propos des relations existant entre la Compagnie Sidérurgique Nationale (un des grands symboles nationalistes par le passé) et ses employés. On retrouve ici aussi une association entre une idéologie nationaliste et l'offre de "biens de consommation sociale" par l'entreprise, comme stratégie de contrôle de l'action collective des travailleurs. Plus près de notre thème, Guimarães (sans date) montrera comment les entreprises pétrochimiques dont le capital était sous le contrôle actionnaire de l'État brésilien avaient mis en place une gestion du travail considérée, par les travailleurs, comme plus humaine que celle mise en oeuvre par les compagnies privées. La concession d'avantages sociaux, la stabilisation de la force de travail, la constitution d'une carrière ouvrière, la politique de formation de la compagnie, etc. étaient interprétées comme caractéristiques d'une certaine gestion étatique de la force de travail.

Nous retrouvons la plupart de ces caractéristiques à PETROBRAS (utilisation du nationalisme comme moyen de contrôle, offre d'assistance médicale, offre de salaires au-dessus du marché, stabilité de l'emploi, politique de formation de la main-d'oeuvre, système de retraite spécial, concession de prêts et de crédits avantageux, etc.). ce qui nous amène à penser que l'entreprise pétrolière fut aussi marquée par le modèle de gestion du travail dont l'État était le promoteur. Nous pouvons donc affirmer que la gestion du personnel de PETROBRAS à Bahia fut dès le départ marquée par le paternalisme, par une volonté d'obtenir l'adhésion du personnel à l'idée du Monopole d'État et des stratégies entrepreneuriales de la compagnie par le biais d'une politique de concession d'avantages sociaux.

Toutefois, ce modèle étatique de gestion du travail ne fut pas à l'abri de changements importants au fil du temps à PETROBRAS. Des changements provoqués par l'évolution de la conjoncture nationale, par l'arrivée, ou le départ, de certains groupes à la tête de l'entreprise, par le type d'action syndicale mené par les travailleurs du pétrole, etc. vont donner un visage propre à la gestion du travail de PETROBRAS.

C'est pour rendre compte de ces transformations que nous proposons une classification des modèles de gestion du travail mis en place par l'entreprise à Bahia. Pour synthétiser, nous pouvons dire que la gestion du travail de PETROBRAS a tourné autour de trois modèles de gestion: un modèle de gestion autoritaire (mis en place dans les années 50 et entre 1964 et les premières années de la décennie 80), un modèle de gestion participative (en vigueur au début des années 60) et un modèle de gestion communicative (adopté à partir de la deuxième moitié des années 80). Ce que ces modèles, construits idéalement, nous aident à voir est le mouvement pendulaire de la gestion du travail à PETROBRAS : alternance entre des périodes de gestion du travail plus libérales et des périodes plus hiérarchisées et autoritaires.

Nous soulignons ici, en outre, le fait que cette classification est basée essentiellement sur la réalité de PETROBRAS à Bahia, et ne peut être transposée à d'autres unités de la compagnie, dans d'autres États, qu'avec beaucoup de précautions. Néanmoins, du fait que ces modèles de gestion du travail ont souffert de l'influence des mêmes conjonctures sociales, ainsi que des mêmes rapports de force au sein de la direction de l'entreprise, nous pouvons penser que l'évolution de la gestion du travail dans les autres unités de PETROBRAS à des points en commun avec celle de l'entreprise à Bahia²³¹.

Le modèle autoritaire de gestion du travail commença à être mis en place dans les premiers temps de l'entreprise. A une époque où la politique de gestion du personnel de la compagnie était en train de s'élaborer et où les syndicats n'étaient pas encore devenus des acteurs collectifs représentatifs, les responsables régionaux de PETROBRAS vont mettre en oeuvre une politique fondée sur des mécanismes de contrôle très autoritaires. De la même façon que dans le cas de la compagnie automobile étudiée par Ramalho (1989), on essayera d'habituer les travailleurs au temps du travail industriel ; cela par des mesures coercitives, qui n'excluaient même pas l'emploi de la violence physique contre le personnel.

La principale caractéristique de ce modèle était une grande différenciation de statuts et de pouvoir entre le personnel d'encadrement et le personnel d'exécution. Cela se traduisait par différents avantages pour les premiers, tels des clubs de loisirs privés, des places réservées dans le cinéma tenu par la compagnie, des conditions de travail plus favorables, etc. De même, dans les logements et dans la ville ouvrière que la compagnie tenait à la disposition de ses employés, les ingénieurs et techniciens bénéficiaient de conditions nettement plus favorables que celles des autres travailleurs. Ceux-ci étaient même, selon plusieurs témoignages, interdits de circulation dans certains endroits réservés aux ingénieurs et techniciens.

De plus, à cette époque, les règles n'étant pas encore institutionnalisées et explicitées (c'étaient des règles plutôt informelles), les agents de maîtrise jouissaient d'un pouvoir et d'une autonomie extraordinaires par rapport aux périodes ultérieures. Ainsi, par exemple, en l'absence de normes générales d'embauche²³², était mise en oeuvre une politique de recrutement où le personnel d'encadrement avait pleins pouvoirs pour choisir ou nommer les nouveaux employés de l'entreprise. Ils avaient aussi le pouvoir, par des démarches très simplifiées, de licencier le personnel exécutant, ce qui était perçu par ceux-ci comme un signe du manque de respect des chefs à leur égard. Cela était renforcé par les très mauvaises conditions de travail et de vie de l'époque: l'isolement par rapport aux centres urbains, le manque de biens de consommation collective, la mauvaise qualité de la nourriture offerte par l'entreprise, etc.

Avec la montée en puissance des syndicats des travailleurs du pétrole au début des années 60 – ce qui, jusqu'à un certain point, fut une conséquence des conditions de travail jusqu'alors en vigueur –, ce modèle de gestion sera de plus en plus contesté par les employés de PETROBRAS. C'est également le moment où des groupes politiques voulant établir une base de soutien parmi les travailleurs industriels du pays arrivent au pouvoir, permettant l'établissement de certaines formes d'alliances entre leaders syndicaux des travailleurs du pétrole et direction de PETROBRAS. C'est le début d'une gestion participative.

En vérité, avec ce modèle de gestion, c'était une ébauche de cogestion qui se

²³¹ Nous étudierons plus en détail les caractéristiques de ces types de gestion du travail plus loin mais, d'ores et déjà, nous soulignons le fait que cette caractérisation de la gestion de l'entreprise est basée surtout sur des témoignages de travailleurs et d'ingénieurs ayant vécu cette période.

²³² C'est seulement au début des années 60 que les concours deviendront obligatoires pour l'embauche à PETROBRAS.

dessinait. Sa caractéristique principale était la participation des syndicats dans les décisions importantes de la compagnie. Cela était même valable lors de la nomination des P.D.G. de PETROBRAS, le soutien des syndicalistes étant essentiel pour quiconque voulait accéder à la tête de la compagnie pétrolière. Cela permettra une nette amélioration des conditions de travail des ouvriers du pétrole ainsi qu'une limitation du pouvoir discrétionnaire des agents de maîtrise, notamment avec la création de commissions paritaires entre syndicalistes et responsables de l'entreprise pour décider des questions disciplinaires et des avantages qui devaient être accordés aux travailleurs. En contrepartie, les syndicats se verront réduits à un rôle de contrôle des travailleurs, les empêchant de mettre en danger les bases de l'accord entre syndicalistes et dirigeants de la compagnie.

Avec le coup d'État de 1964 et la mise à l'écart des leaders syndicaux populistes de la compagnie pétrolière, le champ sera ouvert à un retour du modèle de gestion du travail autoritaire. La principale différence par rapport à la gestion des années 50 sera l'institutionnalisation et la militarisation des pratiques de gestion. Celles-ci deviendront plus hiérarchiques et défavorables aux travailleurs, avec notamment la mise en cause de certains avantages conquis au cours de la période antérieure. De même, les syndicats seront complètement exclus des prises de décisions réalisées à l'intérieur de l'entreprise, les négociations collectives pour résoudre les questions salariales ayant même été supprimées.

Ce modèle de gestion ne devient possible que par les caractéristiques propres à la conjoncture brésilienne de l'époque, où les Militaires à la tête du pouvoir politique réprimaient violemment toute tentative d'organisation autonome des travailleurs et maintenaient sous strict contrôle les syndicats, lesquels ne pouvaient même pas distribuer des tracts à l'intérieur de la compagnie pétrolière sans l'autorisation de la direction de l'entreprise.

La situation sera toute autre à partir de la moitié des années 80, quand un nouveau modèle de gestion du travail sera mis en oeuvre par l'entreprise: le modèle communicatif. En effet, la fin de la dictature militaire et l'émergence d'un mouvement syndical très actif, y compris à l'intérieur de PETROBRAS, poussera les responsables de la compagnie à essayer de trouver des mécanismes de gestion plus démocratiques. Le but affiché de ces mécanismes sera l'établissement de moyens de communication avec les travailleurs et, en dernier ressort, avec les syndicats. Dans ce sens, on accordera une grande importance à l'amélioration des relations entre le personnel d'encadrement et le personnel d'exécution, notamment par le biais de la multiplication de formation en ressources humaines.

Cela ne signifie cependant pas que l'entreprise commencera à mettre en question la place de la hiérarchie, telle qu'elle a été conçue à PETROBRAS, dans les rapports sociaux au sein de l'entreprise. Mais la direction se rendra compte de la nécessité d'établir de nouvelles stratégies de communication avec ses ouvriers afin de contrer les avancées des syndicats et de pouvoir tisser des liens plus forts entre l'entreprise et ses travailleurs. Une des conséquences de ce changement d'attitude de l'entreprise fut le démantèlement du Service du Personnel, en 1987, et la reconstruction de deux autres services: celui des Relations Industrielles et celui des Ressources humaines. Ce fait atteste, en effet, d'une

préoccupation croissante de la compagnie pour la question de la gestion des ressources humaines.

Nous reviendrons sur les pratiques de gestion du travail que la compagnie pétrolière a développé au fil du temps, mais ce rapide aperçu des modèles de gestion de PETROBRAS nous montre combien l'évolution des pratiques syndicales des travailleurs du pétrole de Bahia fut influencée par les politiques de gestion de l'entreprise.

10. Les Temps Héroïques ou la formation de l'identité petroleira (1954-1960)

10.1. La création des syndicats des travailleurs du pétrole de Bahia

Le fait qui marque effectivement le début de l'histoire du mouvement syndical des ouvriers du pétrole fut la création de l'Association Professionnelle des Travailleurs de l'Industrie du Pétrole dans l'État de Bahia en octobre 1954. Pratiquement un an après la signature de la loi de création de PETROBRAS et cinq mois après le début effectif des activités de l'entreprise, les travailleurs du pétrole de Bahia ouvrent la voie pour la création de leur syndicat. Comme nous le savons, à l'époque, avant que le Ministère du Travail puisse donner l'autorisation à une profession de créer son propre syndicat, étaient nécessaires la création, et l'inscription auprès du Ministère du Travail, d'une association représentant au moins 30 % de la base. Qu'elle ait pu se consolider si rapidement après l'installation officielle de PETROBRAS, est signe non seulement de l'importance symbolique et institutionnelle de la création de l'entreprise nationale du pétrole, mais aussi qu'une certaine activité organisatrice s'élaborait déjà parmi les travailleurs du pétrole de Bahia, avant cette date.

D'après plusieurs témoignages de personnes ayant participé à ces événements, les signatures nécessaires pour faire enregistrer cette Association ont été obtenues en dehors des assemblées organisées dans ce but, comme cela est prévu par la législation syndicale brésilienne. Ces assemblées étaient en général peu fréquentées, obligeant les militants engagés dans la création d'un syndicat à aller cueillir les signatures nécessaires sur les lieux de travail, ou dans les résidences des travailleurs. Toujours d'après les témoignages des militants de cette époque, la principale raison à cela était la peur des travailleurs par rapport aux représailles de l'entreprise.

Ainsi, le recueil des signatures en dehors des assemblées était réalisé en catimini, loin de la surveillance des chefs, comme une chose interdite. En raison du manque de sources écrites²³³ sur cette période, il est difficile d'évaluer jusqu'où cette absence des travailleurs aux premières réunions était motivée par la crainte réelle des sanctions, ou tout simplement par l'absence de légitimité du phénomène syndical parmi les travailleurs, à cette époque²³⁴.

En tout cas, pour combler leur manque de légitimité face à la base, il fallait, aux

premiers militants, vaincre les réticences des ouvriers à "lutter contre le gouvernement" ; c'est-à-dire la crainte de s'opposer à l'entreprise et aux représentants légitimes du gouvernement dans l'entreprise, les ingénieurs. Ils ont donc fait appel à des "autorités" extérieures à PETROBRAS. C'est ainsi qu'ils ont contacté le président de la Fédération des Travailleurs de l'Industrie de l'État de Bahia, Mr Luiz Sergio Barbosa,²³⁵ dont la présence aux réunions et assemblées de renseignements syndicaux était jugée très importante.

Toujours est-il qu'il a fallu presque trois ans pour que les militants puissent obtenir la reconnaissance de l'Association, car celle-ci ne fut reconnue par le Ministère qu'en mai 1957. Une fois reconnue l'Association, le chemin sera plus court pour la transformation de celle-ci en syndicat, ce qui survient en novembre 1957.

Très symbolique – et significatif de l'importance que les travailleurs du pétrole commençaient à avoir dans le contexte bahianais – fut le fait que les billets d'avion pour qu'une commission de trois travailleurs puisse aller à Rio de Janeiro, lors du passage de l'Association en Syndicat, furent offerts par un sénateur du Parti Travailleuse Brésilien. Cela, allié à la participation du président de la Fédération des Travailleurs de l'Industrie de Bahia aux principales réunions des travailleurs, paraît montrer que le processus de création du syndicat des travailleurs du pétrole n'a pas cessé d'attirer l'attention de groupes syndicaux et politiques intéressés à augmenter leur influence parmi les travailleurs du pétrole.

Très indicatif de cela, fut aussi la présence de plusieurs politiciens et représentants des pouvoirs publics à la cérémonie d'intronisation de la première direction du syndicat des travailleurs du pétrole en mars 1958 ; y étaient présents, outre les représentants de l'entreprise à Bahia, le gouverneur de l'État de Bahia, le P.D.G. de PETROBRAS, ainsi que plusieurs députés fédéraux. La présence de représentants de l'entreprise (même le P.D.G. est venu de Rio de Janeiro pour la cérémonie), indique qu'il y avait une certaine proximité entre les premiers syndicalistes et certains secteurs des hauts dirigeants de la

²³³ Seuls les comptes rendus des réunions de l'Association des travailleurs du pétrole ont été préservés ; ces comptes rendus, quoiqu'ils nous donnent à voir la marche des procédures légales pour obtenir la reconnaissance du Ministère du travail et les querelles de pouvoir parmi les dirigeants, contiennent peu de données sur la participation de l'ensemble de la corporation dans le processus de formation du syndicat ; même le nombre de signatures par réunion n'est pas significatif, car afin de se procurer une légitimité légale, essentielle pour voir approuvée la demande de reconnaissance par le Ministère, les militants faisaient signer le livre de signatures à des travailleurs qui n'étaient pas présents à la réunion.

²³⁴ Il est évident que la thèse selon laquelle les travailleurs avaient peur des réactions de l'entreprise – thèse privilégiée à l'unanimité par les témoignages recueillis auprès des militants de cette époque –, était aussi un moyen d'exalter l'action de ces militants. Cela étant, ce n'est pas contradictoire avec d'autres souvenirs que beaucoup de travailleurs (et pas seulement les militants) gardent de cette période, en l'occurrence les souvenirs d'une forme de gestion trop autoritaire.

²³⁵ Selon certains militants de l'époque, Mr Barbosa était lié au Parti Travailleuse Brésilien(PTB). Par ailleurs, le soutien de politiciens ou de personnes liées à des partis politiques, surtout le PTB et le Parti Communiste Brésilien (PCB), aux efforts de création d'une organisation syndicale parmi les ouvriers du pétrole, paraît indiquer que ce processus n'était pas si indépendant et spontané que les divers témoignages recueillis veulent nous le faire croire.

compagnie ; selon la déclaration du président du syndicat aux travailleurs, lors d'une assemblée en avril 1958 – dont nous avons pu consulter le résumé – toutes les dépenses de la cérémonie furent payées par PETROBRAS elle-même²³⁶. Ce qui n'allait pas cesser d'alimenter les critiques parmi les travailleurs du pétrole, dans le futur.

L'important à souligner ici est que le processus de création des syndicats des travailleurs du pétrole a été suivi de très près par d'autres acteurs sur l'échiquier politique bahianais. Outre les dirigeants de l'entreprise, intéressés au maintien d'un certain contrôle sur les syndicats, des politiciens plus ou moins liés aux groupes populistes et d'autres syndicalistes, suivirent de près la dynamique qui donna naissance aux syndicats des "petroleiros". Autrement dit, l'action organisatrice des employés de PETROBRAS fut favorisée par la conjoncture socio-politique du pays.

Toutefois, la création du syndicat ne s'est pas passée comme le voulaient les travailleurs. Dès le départ, le but affiché de ceux-ci était de construire un syndicat représentatif de tous les employés de PETROBRAS, c'est-à-dire aussi bien de ceux assignés aux activités d'exploration et de production du pétrole, que de ceux de la raffinerie de Mataripe. Ainsi, dans toutes les directions de l'Association Professionnelle, il y avait des représentants de ces deux secteurs de l'industrie pétrolière. Cependant, lors de la procédure de reconnaissance du syndicat, les techniciens du Ministère du travail responsables de ces démarches ont refusé cette demande de représentation élargie. Prétendant que les activités développées par les travailleurs de l'exploration et de la production se rangeaient dans la classification d'activité industrielle extractive, tandis que le raffinage du pétrole était une activité industrielle chimique²³⁷, la représentativité du nouveau syndicat²³⁸ ne fut accordée qu'aux travailleurs de l'exploration et de la production du pétrole, plus nombreux à cette époque. A titre provisoire, les travailleurs du raffinage pouvaient s'affilier au SINDIPETRO-extraction, mais à plus long terme, il leur fallait créer leur propre syndicat.

Immédiatement, les syndicalistes du SINDIPETRO-extraction²³⁹ ont fait appel de cette décision, demandant une réévaluation du problème. En même temps, dans la composition de la liste majoritaire qui allait prendre la direction du syndicat nouvellement

²³⁶ Dans le résumé de cette assemblée on affirme que l'entreprise a payé notamment le repas, offert à 1.000 personnes lors de la cérémonie.

²³⁷ Classifications établies d'après la Consolidation des Lois Travailleuses (CLT) ; le but de ces classifications était d'empêcher que des bases socioprofessionnelles différentes ne soient représentées par un même syndicat, et ce dans l'esprit de la législation syndicale brésilienne.

²³⁸ Dénommé "Syndicat des Travailleurs de l'Industrie du Pétrole à Bahia", plus connu sous le nom de SINDIPETRO-extraction ou, après les années 60, STIEP.

²³⁹ Ainsi appelé en opposition à l'autre syndicat des travailleurs du pétrole de Bahia, celui des travailleurs de la raffinerie, qui apparaîtra en 1959 et qui prendra le nom de SINDIPETRO-raffinage. Le SINDIPETRO-extraction changera de nom dans les années 60, il s'appellera alors STIEP. Ici, on fera référence seulement à cette dernière dénomination, afin d'éviter des confusions sur le nom des syndicats.

créé, les postes clés furent partagés entre des militants issus des deux secteurs de PETROBRAS (raffinage et extraction).

Mais, en raison de l'attente et pour prévenir le cas où cette demande serait refusée, les ouvriers du raffinage ont poursuivi le processus de formation de leur propre syndicat. Après l'impact de la décision du Ministère du Travail ne concédant le droit de représentation par le premier syndicat qu'aux ouvriers de l'extraction, toutes les énergies des militants se sont concentrées sur l'organisation d'une Association Professionnelle. Pour l'obtention d'une charte syndicale, cette phase était indispensable. Avec le concours du même Luiz Sérgio Barbosa, président de la Fédération des Travailleurs dans l'Industrie de Bahia, l'Association Professionnelle des Travailleurs du Raffinage du Pétrole de l'État de Bahia est créée en juin 1959. Selon Oliveira Jr (1996), l'entreprise essaiera d'enrayer ce processus, se refusant à effectuer le prélèvement des mensualités des associés en faveur de cette association. Ce qui n'empêchera pas que cette association soit transformée en syndicat²⁴⁰ en novembre de la même année.

Le sens à donner à la division des travailleurs du pétrole en deux syndicats est controversé et jusqu'à aujourd'hui il existe plusieurs versions. Pour les uns, certaines forces politiques ont interféré sur la décision du Ministère du Travail, afin d'éviter qu'un seul syndicat ne puisse représenter une profession qui devenait très importante au niveau économique et symbolique dans la société bahianaise. D'après cette manière de voir les choses, c'était donc un acte typique de la bureaucratie du Ministère du Travail, laquelle employait tous les expédients pour empêcher la libre organisation des professions les plus puissantes.

Pour d'autres, c'est d'abord les divergences entre les militants de la raffinerie et ceux de l'extraction qui serait à l'origine de cette décision ministérielle. Selon cette version, les militants du raffinage ont utilisé leurs contacts politiques pour faire pression sur la commission chargée d'évaluer la demande des travailleurs du pétrole dans le but d'éviter la création d'un seul syndicat. Cela, parce qu'ils craignaient d'être sous-représentés par rapport aux travailleurs de l'extraction, à cette époque déjà plus nombreux que ceux du raffinage.

Bien sûr, nous rentrons là sur un terrain trop incertain, trop entouré de zones d'ombre, où les accusations personnelles des uns et des autres voudraient suffir comme preuves définitives²⁴¹. Ces différentes versions expriment, en vérité, des querelles entre les principaux groupes politiques en activité dans le mouvement syndical des travailleurs du pétrole de Bahia durant les années 50 et 60. Les uns et les autres voulant donner la responsabilité de la division de la base aux adversaires.

Toutefois, en dehors des stratégies de ces groupes, toute la polémique autour de cette question vient démontrer combien ce partage en deux syndicats différents d'un

²⁴⁰ Il s'agit du "Syndicat des Travailleurs de l'Industrie du Raffinage de Bahia", plus connu sous le nom de SINDIPETRO ou SINDIPETRO-raffinage.

²⁴¹ Ces versions ne commencent à gagner un statut public que dans les années 80, lorsque des syndicalistes de cette période retournent aux syndicats. Par contre, dans les documents syndicaux des années 50 et 60 préservés, il n'y a pas de contestation du fait que la décision du Ministère du Travail était due à une interprétation tendancieuse de la bureaucratie ministérielle.

groupe de travailleurs qui avait construit une solidarité interne autour de l'appartenance de ses membres à une même entreprise, et non par rapport au secteur d'activité de la branche, a été vécu comme une défaite par les travailleurs. Ce qui explique la popularité, jusqu'aux années 90, des demandes d'unification des deux syndicats auprès des employés de PETROBRAS²⁴².

Quoi qu'il en soit, l'existence de deux syndicats différents pour représenter non seulement une même base socioprofessionnelle, mais aussi les travailleurs d'une même entreprise, allait constituer une des spécificités des travailleurs du pétrole de Bahia, par rapport au système dominant au Brésil.

Ces événements seront lourds de conséquences pour l'avenir du mouvement syndical de ces travailleurs. Dans les discours, l'unité d'action sera toujours un idéal à atteindre, même si dans la pratique, des différends politiques et idéologiques entre les leaders syndicaux vont souvent opposer ces deux syndicats.

Pourtant, cela n'empêchera pas que, aux yeux de la base syndicale et aux yeux de la société bahianaise, les "petroleiros" ne constituent qu'un seul groupe professionnel, avec deux syndicats, différents certes, mais, néanmoins, un même groupe de travailleurs. En ce sens, le sentiment d'appartenance à une même entreprise l'emportait sur l'identité syndicale liée à chaque syndicat.

10.2. Le processus de légitimation des syndicats

Une fois créés les syndicats, les militants vont essayer d'accroître leur légitimité parmi les travailleurs du pétrole. Pour atteindre cet objectif, plusieurs stratégies seront alors mises en pratique, surtout celle d'augmenter le nombre de travailleurs syndiqués et celle d'insérer la résolution des problèmes quotidiens des travailleurs dans le champ de l'action syndicale. Cela, non sans résistances de la part de l'entreprise et d'une partie des syndicalistes.

Ainsi, dès l'année 1957, année de création du STIEP, les comptes rendus des assemblées syndicales font référence à des débats très agités relatifs à l'inertie du syndicat vis-à-vis de la résolution de certains problèmes des travailleurs, notamment ceux liés à la question salariale et aux conditions de travail. D'après ces comptes rendus, rédigés par des responsables syndicaux, il semble qu'une partie de la direction syndicale n'envisageait pas de mener une action plus revendicative vis-à-vis de l'entreprise ; ce qui était vivement contesté par les militants plus à gauche. Ainsi, si le président du syndicat faisait souvent référence à son souci d'éviter des mesures répressives de la part de l'entreprise et du gouvernement – mentionnant le fait que le syndicat avait eu besoin de l'entreprise jusque pour préparer la cérémonie d'intronisation de la direction syndicale –, ses opposants mettaient en avant les conditions de travail et de vie difficiles des travailleurs du pétrole, ainsi que leur déception, face à l'incapacité du syndicat de résoudre ces problèmes.

Ces mêmes militants, se souvenant de cette période, seront très critiques vis-à-vis de

²⁴² En effet, les deux syndicats des travailleurs de PETROBRAS à Bahia seront unifiés en 1996.

la direction syndicale. Pour certains, il y avait même une convergence d'intérêts entre cette direction et les représentants de l'entreprise à Bahia, le syndicat étant plus un moyen de contrôle des travailleurs qu'autre chose.

Plus que des querelles entre groupes syndicaux rivaux, ces comptes rendus témoignent d'un certain manque de légitimité du syndicat comme instrument de résolution des problèmes quotidiens des travailleurs. Les discussions qui ont été rapportées ne font aucune référence à la résolution pratique de ces problèmes, la question des augmentations de salaires occupant le devant de la scène. Il s'agissait de savoir si le syndicat devait entamer une action en justice pour obliger l'entreprise à concéder des augmentations plus importantes que celles qu'elle proposait, ou si, à l'inverse, il fallait essayer de négocier avec l'entreprise jusqu'au bout. Dans ces limites, des actions collectives menées par les syndicats n'étaient pas envisagées ; soit par crainte des représailles – comme c'était le cas pour la direction du syndicat –, soit par crainte que les travailleurs ne suivent de tels mouvements.

Quoi qu'il en soit, dans cette période initiale, le syndicat a joué un rôle indirect dans les décisions de l'entreprise. Lors des négociations salariales de 1959, par exemple, PETROBRAS concède deux augmentations salariales aux travailleurs du pétrole de Bahia. Augmentations inférieures aux revendications des travailleurs, mais en tout cas s'écartant de la règle d'une seule augmentation salariale annuelle. Ce qui peut être interprété comme une volonté de l'entreprise d'éviter que le mécontentement des travailleurs – souvent mentionné dans les comptes rendus des assemblées du STIEP et dans les témoignages des travailleurs ayant vécu cette période – ne débouche sur des mouvements collectifs institutionnalisés.

Cela, d'autant plus que plusieurs mouvements spontanés de travailleurs commençaient à voir le jour à cette période. On ne dispose que de sources orales sur ces mouvements ²⁴³, mais d'après la majorité des survivants de cette période, ils étaient relativement fréquents. C'étaient des mouvements spontanés, ou organisés sans la participation du syndicat, revendiquant des améliorations de l'ambiance de travail : soit des conditions de travail, soit des rapports en vigueur entre les agents de l'encadrement et les ouvriers.

Ainsi, certains ouvriers mentionnent des manifestations de mécontentement dans la raffinerie par rapport aux conditions de logement dans la "ville ouvrière" et par rapport à certaines interdictions que les travailleurs étaient censés respecter : de ne pas se promener dans certaines rues de la "ville" de Mataripe, par exemple. De même, dans l'exploration et la production de pétrole, on mentionne de très dures conditions de travail et des rapports difficiles avec les agents d'encadrement comme étant à la source de quelques mobilisations de salariés : ce fut le cas, d'après un témoignage, de l'organisation des travailleurs pour demander le transfert d'un médecin qui avait refusé de recevoir un ouvrier accidenté à cause de la mauvaise présentation de celui-ci, ses habits étant sales.

²⁴³ Un de ces mouvements nous est rapporté par Oliveira Jr. (1996). D'après cet auteur, le journal O MOMENTO du 26/02/57 publia un article sur les revendications d'augmentations salariales de 200 travailleurs du secteur de la charpenterie de la raffinerie de Mataripe.

C'est dans ce contexte qu'en 1960 accèdent à la tête des syndicats du pétrole deux groupes de syndicalistes plus engagés dans l'organisation des travailleurs que ne l'était la direction précédente du STIEP.

En ce qui concerne ce syndicat, le nouveau président était issu du mouvement étudiant et des mouvements sociaux ; il avait même fait partie de la campagne "Le pétrole est à nous", où il avait pu établir des liens avec les politiciens varguistes et nationalistes. Ce qui, d'après lui, l'avait protégé contre un licenciement ; la volonté de l'entreprise étant de le licencier pour l'empêcher de participer aux élections syndicales. De plus, selon ses propres aveux, lors de sa campagne électorale, il a pu compter avec l'aide de syndicalistes et de militants syndicaux communistes pour réussir à obtenir le contrôle du syndicat.

Avec lui, la proximité des leaders syndicaux avec certains politiciens populistes et nationalistes devient un élément important d'auto-légitimation ; non seulement, par la présence de ces politiciens lors des assemblées ou lors de la cérémonie d'intronisation de la direction syndicale, mais aussi par l'utilisation, au niveau du discours, de la proximité entre syndicalistes et politiciens comme argument du bien fondé de la politique menée par la direction syndicale.

Ainsi, lorsqu'il est questionné par un associé du syndicat sur les mesures prises pour obliger l'entreprise à revenir sur sa décision de licencier le président et le Secrétaire du SINDIPETRO, en juin 1960, il fera mention de "contacts avec des autorités de Brasilia"²⁴⁴. Cela deviendra un des points les plus significatifs de l'action syndicale des travailleurs du pétrole durant les années qui vont suivre.

Le cas du syndicat du raffinage (SINDIPETRO) est tout aussi remarquable. L'élection de la direction du nouveau syndicat, créé en novembre 1959, a lieu en mai 1960 sans conflit, car un seul groupe se présentera ; essentiellement le même groupe qui avait fondé l'Association, plus quelques nouveaux militants. Les responsables de ce syndicat vont essayer de se démarquer du type d'action syndicale en vigueur au STIEP au cours des années antérieures. Selon les témoignages de certains personnages clefs de la création du SINDIPETRO, les travailleurs du raffinage souhaitaient vivement changer l'image des syndicats. Ce qui était considéré comme une réaction au modèle conservateur d'action syndicale mis en pratique jusqu'en 1960 dans le STIEP.

<<Le personnel de la raffinerie reprochait l'action médiocre du syndicat de l'extraction, lequel a toujours été très important mais aussi très dispersé. Comme les contacts étaient plus faciles dans la raffinerie, les ouvriers y étaient plus combatifs. On disait alors qu'on n'arrivait pas à résoudre nos problèmes parce que le syndicat de l'extraction était trop conformiste.>>(Entretien avec Mário Lima²⁴⁵)

²⁴⁴ In : livre de comptes rendus des assemblées du STIEP-Ba.

²⁴⁵ *Leader syndical et fondateur du SINDIPETRO-raffinage. Il était le leader "petroleiro" le plus connu avant 1964, il a même été élu député fédéral en 1962. Après le coup d'État de 1964, il a été emprisonné et licencié de PETROBRAS. Il revient à l'entreprise en 1983 dans la foulée de l'ouverture démocratique qui s'esquissait. Il sera à nouveau élu président du SINDIPETRO-raffinage entre 1984 et 1990.*

Avant l'intronisation de la direction du SINDIPETRO, l'entreprise licencie le président et le premier secrétaire. Cet événement aura une grande répercussion dans les milieux politiques de Bahia, où même le Gouverneur et le Conseil Régional vont adresser des messages au président de PETROBRAS, intercédant en faveur des leaders licenciés. Ces licenciements, qui allaient à l'encontre de la législation syndicale en vigueur (où tous ceux qui avaient participé aux élections syndicales bénéficiaient d'une immunité contre le licenciement pendant un an, sauf en cas de faute grave), paraissent démontrer le désir de l'entreprise de stopper la croissance de l'action revendicative des syndicats.

En règle générale, de tels faits auraient nécessité d'attendre une décision de la Justice du Travail pour pouvoir envisager une issue favorable aux travailleurs. Cependant, la répercussion du licenciement de deux syndicalistes étant très importante dans les milieux politiques de Bahia, l'entreprise a dû revenir en arrière. Ainsi, outre le fait que la presse bahianaise donna une couverture importante à l'attitude initiale de PETROBRAS, la présence du gouverneur de l'État, du maire de Salvador et de plusieurs hommes politiques de Bahia à la cérémonie d'intronisation de la direction du SINDIPETRO, y compris des représentants encore licenciés, donna une visibilité publique plus importante à l'épisode.

Le problème sera résolu avec la venue à Bahia du président de la République, Juscelino Kubitschek, pour inaugurer un oléoduc. Les pressions des politiciens bahianais ont dû influencer la décision du gouvernement pour obliger les responsables de PETROBRAS à revenir sur leur décision. Très symboliquement, lors de la visite de Kubitschek à la raffinerie de Mataripe, c'est un des leaders syndicaux qui avait été licencié qui fut choisi pour saluer la venue du président de la République.

Selon plusieurs témoignages, ces événements représenteront un gain de légitimité très important pour les syndicats, dans la mesure où ils deviendront des interlocuteurs valables face à une gestion considérée de plus en plus comme autoritaire.

De plus, cela atteste non seulement d'une montée en puissance des syndicats des travailleurs du pétrole dans le panorama de Bahia, mais aussi du niveau d'imbrication entre les syndicalistes et les politiciens populistes au Brésil à cette époque. Au cours d'une année électorale (des élections présidentielles et législatives) il n'était pas de bon ton de négliger les demandes des leaders syndicaux d'une classe professionnelle qui avait déjà un poids numérique (les ouvriers du pétrole bahianais étaient environ 13.000) et économique important pour l'État de Bahia.

Très probablement, si l'on considère la légendaire lenteur de la Justice du Travail brésilienne, ce sont plutôt les pressions politiques sur la direction de l'entreprise qui l'ont amenée à changer sa décision en si peu de temps. PETROBRAS était en train de devenir une entreprise à vocation politique ; cela, dans la mesure où les rapports de forces entre les groupes politiques dominants dans la vie nationale s'y jouaient également. Or, dans un contexte politique de développement des syndicats de travailleurs urbains dans la vie publique, la décision de licencier des dirigeants syndicaux à PETROBRAS ne pouvait que heurter les intérêts de groupes présents au gouvernement.

Cependant, le plus important dans cet épisode n'est pas la place que les enjeux politiques gagnent peu à peu à l'intérieur de l'entreprise pétrolière. Le plus important ici,

est la légitimité que la voie syndicale acquiert comme vecteur de changement. Participer à une action syndicale, comme d'ailleurs à toutes les formes d'action collective, signifie d'abord que l'on considère cette forme d'action comme plus légitime et davantage garante de succès que d'autres formes d'action. Autrement dit, l'action syndicale devenait, dans les représentations des travailleurs du pétrole, une modalité d'action légitimée par l'expérience passée.

<<Nous avons l'immunité syndicale. Toute la direction syndicale a l'immunité syndicale pendant le période de son mandat. On ne peut pas licencier un de ses membres, sauf pour faute grave, et même ainsi il faut le justifier. Alors, ils (les responsables de l'entreprise) étaient coincés. Nous avons des avocats avec nous. Ils ont dû, après 20 ou 30 jours, nous réadmettre. Cela a été un très grand renfort pour le syndicat. Après cela tout le monde disait, le syndicat est là, c'est notre syndicat. Mon retour à l'entreprise, ainsi que celui de Mário Lima, ont été d'une grande utilité pour le syndicat.>>²⁴⁶.

Quoi qu'il en soit, le retour des deux syndicalistes à l'entreprise donna beaucoup de légitimité au syndicat du raffinage. Ce qui est visible par la croissance du nombre de travailleurs syndiqués : jusqu'en 1958, seulement 405 travailleurs de la raffinerie étaient syndiqués, nombre auquel il faut rajouter 270 travailleurs qui ont été syndiqués en 1959 ; en 1960 rien moins que 1.485 travailleurs de Mataripe se sont syndiqués.

De même, cela entraînera un changement dans la perception du pouvoir de l'entreprise par rapport aux relations de travail :

<<ça change les mentalités...(...). ... nous avons été les deux premiers ouvriers de PETROBRAS à être licenciés et à revenir après. Parce qu'auparavant, c'était une décision irrévocable, tout le monde avait peur d'être licencié. Nous avons réintégré, ce qui a mis fin au mythe selon lequel les licenciements à PETROBRAS étaient sans retour.>> (Témoignage de Mário Lima).

Durant cette période, on peut noter que les syndicats des travailleurs du pétrole commencent à gagner une légitimité nouvelle vis-à-vis des travailleurs et de l'entreprise. Jusqu'à un certain point, cette légitimité était davantage due à la politisation croissante des syndicats dans le pays, qu'à un réel pouvoir des syndicalistes de mobiliser les travailleurs. Néanmoins, la visibilité publique ainsi obtenue agissait dans le sens d'une augmentation de la participation des travailleurs à la vie des syndicats ; lesquels allaient devenir des symboles importants de l'identité des travailleurs du pétrole dans les années qui allaient suivre.

Quoi qu'il en soit, c'est lors de la grève de novembre 1960 pour l'égalisation salariale des travailleurs du pétrole de Bahia avec les travailleurs de PETROBRAS dans d'autres États du pays, que ces syndicats réussirent à devenir de véritables acteurs collectifs.

10.3. La grève de 1960.

Le but affiché de cette grève fut de mettre fin aux disparités régionales des salaires à PETROBRAS. En effet, la politique de gestion de la main-d'oeuvre de l'entreprise, à cette

²⁴⁶ Entretien avec le premier président du SINDIPETRO, in Oliveira Jr(1994 ; 69).

époque, était de payer des salaires régionalisés, proches des salaires pratiqués sur les marchés du travail régionaux ; ce n'était pas là une spécificité de PETROBRAS, car le salaire minimum était aussi régionalisé : dans les grands centres urbains du Sud-Est, où le coût de la vie était censé être plus élevé, le salaire minimum était fixé au-dessus de celui des autres régions du pays.

La spécificité de PETROBRAS venait du fait que, en raison de l'éparpillement de ses activités, elle employait des travailleurs dans plusieurs États du Brésil (fait peu commun à l'époque). Ainsi, dans une même entreprise, deux travailleurs aux fonctions identiques pouvaient avoir des salaires différents du fait qu'ils avaient été embauchés dans des États différents. A Bahia, où se concentrait le gros des activités d'exploration et de production du pétrole et où la première raffinerie de PETROBRAS a été installée, cette situation a commencé à être vécue comme insupportable; surtout après la mise en route d'autres raffineries dans le Sud-Est du pays, où les travailleurs étaient mieux payés.

Malgré le fait qu'on ne dispose pas de données sur les salaires pratiqués par PETROBRAS à cette époque, plusieurs documents syndicaux et documents de l'entreprise font référence à la différence de niveau salarial entre les travailleurs de PETROBRAS de Cubatão (raffinerie dans l'État de São Paulo) et de Bahia.

Ainsi, dans un rapport secret envoyé par les responsables de la raffinerie de Mataripe ²⁴⁷ à la direction de l'entreprise à Rio de Janeiro, les responsables de Mataripe reconnaissent que l'entreprise avait des difficultés à stabiliser une main-d'oeuvre avec un niveau scolaire plus élevé à cause des bas salaires et des mauvaises conditions de travail. Dans ce même document, on affirme que les différences de salaires et d'avantages entre les travailleurs de Bahia et ceux de São Paulo (dont un grand nombre était venu à Bahia pour les travaux d'agrandissement de Mataripe), étaient une des principales sources de mécontentement parmi les ouvriers du raffinage.

Qui plus est, selon certains travailleurs, ce fut justement le contact avec les employés de PETROBRAS d'autres régions qui a sensibilisé les travailleurs de Bahia aux disparités de salaires et de conditions de travail à l'intérieur de PETROBRAS. On y reviendra.

Il semblerait que cela fut aussi favorisé par les contacts que les syndicalistes du pétrole de Bahia commencent à entretenir avec les leaders syndicaux des travailleurs du pétrole d'autres États. Ainsi, en août 1960, lors de la réalisation du III^{ème} Congrès National Syndical, à Rio de Janeiro, les syndicalistes du pétrole de tout le pays créent un groupe de travail pour discuter des problèmes communs. Ce qui, d'après les témoignages des syndicalistes bahianais, aurait favorisé l'obtention d'une liste complète des salaires pratiqués par l'entreprise dans la raffinerie de Cubatão. De plus, ces syndicalistes issus d'autres États étaient à Bahia durant la grève de novembre 1960, ayant même participé aux négociations avec l'entreprise.

Ce souci des syndicalistes d'autres régions d'être présents dans le mouvement syndical des travailleurs du pétrole de Bahia, s'explique par le poids que ces travailleurs avaient dans l'industrie pétrolière du pays. Outre le fait que l'État de Bahia était à cette

²⁴⁷ Rapport N° 0013/60 du 19/04/61, peu de temps après la grève de novembre 1960. Ce rapport est disponible à la Bibliothèque de cette raffinerie.

époque le seul État producteur de brut et que la raffinerie de Mataripe était la deuxième raffinerie du pays (ce qui expliquait le fait que Bahia était l'État ayant le plus de travailleurs du pétrole), il y avait aussi une autre question ; il s'agit du régionalisme des travailleurs de Bahia, lesquels tendaient à considérer la question du pétrole dans le pays comme une affaire purement bahianaise. D'après certains témoignages, cela aurait amené les syndicalistes liés au PCB à envoyer, plus tard, des militants à Bahia, pour contrer le régionalisme des travailleurs du pétrole.

Quoi qu'il en soit, dès le 6 octobre 1960 les travailleurs des deux syndicats du pétrole de Bahia réalisent une assemblée dans le centre-ville de Candeias pour décider de la meilleure solution pour obliger l'entreprise à mettre fin à la politique de régionalisation des salaires, par le biais d'une augmentation des salaires des travailleurs de Bahia. Au cours de cette assemblée, qui a compté avec la participation de 1.500 travailleurs, le Directeur du secteur des opérations de PETROBRAS, venu spécialement de Rio pour parler avec les syndicalistes, obtient des travailleurs un moratoire 10 jours pour que l'entreprise puisse faire une proposition.

Cependant, lors des négociations qui suivirent, l'entreprise offrira seulement 20 % d'augmentation au titre de l'égalisation des salaires entre les travailleurs de Bahia et ceux de la raffinerie de Cubatão, contre une proposition des syndicalistes d'égaliser les salaires à Mataripe jusqu'à 80 % des salaires en vigueur à Cubatão²⁴⁸. La proposition de la compagnie sera refusée par les travailleurs du raffinage, lesquels entrent en grève le 1^{er} novembre 1960.

Après trois jours de grève, durant lesquels plusieurs réunions rassemblent 2.000 travailleurs²⁴⁹ à Candeias, l'entreprise concède une égalisation jusqu'à 80 % des salaires des employés de São Paulo, et s'engage à porter cette égalisation à 100 % dans un délai d'un an. En outre, les jours non travaillés seraient payés et l'entreprise s'engageait à ne pas punir les travailleurs ayant participé à la grève.

Cette grève n'a concerné que les travailleurs du raffinage, car les syndicalistes de l'extraction du pétrole avaient jugé une grève à PETROBRAS trop difficile à justifier ; ainsi, d'après le compte rendu d'une assemblée réalisée à cette époque, le président du STIEP se défendant des attaques de certains militants – à propos de l'absence de travailleurs liés au STIEP durant la grève des travailleurs du raffinage –, dira expressément :

<<PETROBRAS est une compagnie nationale, où il n'y a pas de patron, tous sont des employés ; il n'existe qu'une hiérarchie de fonctions...>> (in livre des compte rendus d'assemblées du STIEP, p. 4).

On voit par là, le rôle que l'idéologie nationaliste jouait dans les stratégies de contrôle des mouvements des travailleurs. D'ailleurs, durant la grève, l'entreprise fera également appel à la caractéristique essentielle de l'industrie pétrolière, afin de convaincre les travailleurs

²⁴⁸ D'après certains articles parus dans la presse bahianaise, la différence de salaires entre les travailleurs de Cubatão et ceux de Mataripe était de presque 100 % (voir A TARDE 1/11/60, p.3), mais dans certains cas cette différence atteignait 200 % (voir A TARDE du 4/11/60, p. 2).

²⁴⁹ D'après le journal du SINDIPETRO-BA, créé en janvier 1961 et dédié exclusivement à l'analyse de la grève de novembre 1960 et à la nouvelle visibilité des travailleurs du raffinage du pétrole dans la réalité syndicale de Bahia.

de retourner au travail. Ainsi, dans un communiqué distribué à la presse, les responsables de PETROBRAS vont souligner le caractère illégal de la grève et l'attitude antipatriotique des travailleurs :

<< GRÈVE ILLÉGALE (...) La direction de la Raffinerie Landulpho Alves est très engagée dans l'oubli de ce lamentable et injustifiable incident qui est, en dernière analyse, une insubordination et une indiscipline grave, ainsi qu'antipatriotique ; la compagnie espère, donc, que les travailleurs en grève ont conscience de la responsabilité de la situation qu'ils sont en train de créer et qu'ils vont revenir au travail immédiatement, en solidarité avec ceux qui continuent à travailler normalement, dans une démonstration éloquente de personnalité et d'indépendance. Cela pour le bien des intérêts sacrés du pays, de leurs propres intérêts et des intérêts de leurs familles.>> (in A TARDE, 1/11/60, p. 3).

La tactique initiale de l'entreprise était de faire appel au sentiment patriotique des travailleurs, ce qui signifiait leur rappeler leur place dans la hiérarchie de l'entreprise et de la société. Ce qui explique l'appel qu'elle a lancé à l'armée pour empêcher les piquets de grève²⁵⁰. De même, la direction de PETROBRAS essaiera à tout prix de maintenir la raffinerie en activité, grâce aux ingénieurs, aux travailleurs les plus anciens et à quelques techniciens de l'armée, de la Marine et de l'armée de l'Air. On pariait sur les effets de la présence des militaires dans la raffinerie pour affaiblir la détermination des syndicalistes et la participation des travailleurs.

Lors des négociations, tandis que les représentants locaux de la compagnie essayaient de rappeler aux travailleurs le caractère antipatriotique de la grève et les menaçaient de licenciement, la direction de l'entreprise, dont le siège est à Rio, au vu des enjeux économiques²⁵¹ se décida à envoyer un de ses directeurs à Salvador pour mener les pourparlers, lesquels se transformeront en véritables assemblées. Dans ces réunions, le représentant de l'entreprise essaiera d'établir une communication directe avec les travailleurs, sans passer par l'intermédiaire du syndicat, afin de briser la résistance aux propositions de la compagnie.

Cependant, si l'on en croit les témoignages recueillis et les résultats obtenus, cette stratégie n'a pas été bien payante, car la grève ne s'est terminée qu'après l'acceptation par l'entreprise de procéder à l'égalisation des salaires et de ne pas envisager de

²⁵⁰ D'après le témoignage de certains syndicalistes, ils sont allés, avant le début de la grève, parler avec le Général en Chef de l'armée, à Salvador, afin de le convaincre du caractère pacifique et apolitique du mouvement gréviste, lequel ne revendiquait que l'amélioration des conditions de travail. Encore selon ces mêmes témoignages, cela aurait résulté d'une position de neutralité de l'armée lors de la grève : les soldats envoyés pour défendre les installations de la raffinerie de Mataripe n'auraient pas fait appel à la violence pour empêcher les travailleurs d'arrêter le travail. Cela est considéré comme un fait important et qui explique en partie le succès du mouvement.

²⁵¹ Dans la presse on parlera du danger pour l'entreprise d'être obligée d'arrêter ses puits producteurs de pétrole en vertu de sa petite capacité de stockage et de l'arrêt complet des activités de la raffinerie. D'ailleurs, les grands quotidiens de Salvador vont donner un espace assez important à cette grève, en soulignant toujours le caractère discriminatoire de la politique salariale par rapport aux Bahianais, alors que Bahia était le seul État producteur de pétrole du pays. Ce qui explique le ton favorable à la grève, même dans les journaux conservateurs. On fera même des références à la possibilité de transfert du siège de PETROBRAS à Bahia.

sanctions vis-à-vis des grévistes. Au vu de la participation de la grande majorité des travailleurs (d'après les responsables syndicaux de l'époque et aussi d'après des articles parus dans les journaux), les dirigeants de la compagnie ont fini par céder ; d'autant plus que planait toujours le risque que les travailleurs de la production de pétrole ne viennent participer au mouvement.

En vérité, ce qui a dû convaincre les responsables de PETROBRAS d'adopter une attitude conciliante vis-à-vis des syndicats, ce fut la difficulté de justifier l'adoption de gestions du travail différentes, selon le simple critère de la régionalisation. D'autant plus que cette différenciation provoquait des problèmes de stabilisation de la main-d'oeuvre dans les unités de PETROBRAS à Bahia. Selon les dires d'un responsable de la raffinerie de Mataripe entre la fin des années 50 et le début des années 60 :

<<La personne rentrait à PETROBRAS, l'entreprise lui donnait des cours, investissait dans sa formation... Alors l'entreprise a commencé à constater que quand son employé était entraîné, percevant un salaire trop bas, il recevait une proposition d'une industrie de São Paulo, il laissait tomber la PETROBRAS et partait ; PETROBRAS perdait son investissement dans la formation de sa main-d'oeuvre. C'est que l'industrie pétrolière était un champ qui ne pouvait être régulé, du point de vue de la valeur de la main-d'oeuvre (salaire, etc.) par le contexte dans lequel elle était insérée. Bahia, dans ce cas. A Bahia, le salaire était très bas à cette époque. PETROBRAS, afin de ne pas perdre son investissement, devait se réguler en fonction de la région la plus industrialisée du pays : l'État de São Paulo.>> (Entretien réalisé en 1989)²⁵² .

Tout cela rendait difficile la position de PETROBRAS durant le conflit. Pour certains, était arrivée l'heure d'un changement de tactique de l'entreprise : les syndicats ayant déjà atteint un niveau d'organisation et de légitimité élevé, il valait mieux pour l'entreprise ne pas donner de nouvelles raisons à la radicalisation de l'action revendicative des travailleurs. Ainsi, dans le rapport confidentiel, cité antérieurement, préparé après la grève²⁵³, les responsables de la raffinerie de Mataripe feront les conseils suivants à la direction de l'entreprise :

<< Il serait prudent que l'entreprise anticipe les demandes des travailleurs dans les cas justes, leur offrant avant qu'ils ne revendiquent. Car nos ouvriers connaissent les conditions d'autres unités de l'entreprise ; de ce fait, ils établissent des comparaisons et revendiquent une égalité de conditions et de droits.>>(in rapport RLAM, 013/60, p. 45).

Autrement dit, les revendications des travailleurs du raffinage étaient considérées comme des revendications légitimes par une partie des responsables de l'entreprise, ce qui a dû

²⁵² Il est difficile d'évaluer les secteurs de travailleurs qui étaient concernés par cette possibilité. Il est très probable que, au vu des caractéristiques très particulières du travail dans l'industrie pétrolière, seule une petite partie des travailleurs spécialisés et des ingénieurs avait cette possibilité de trouver un emploi dans l'industrie de São Paulo. Par rapport aux salaires de PETROBRAS, une étude réalisée par le service du Personnel de l'entreprise en 1957 démontre que la moitié des ingénieurs ayant été contactés pour réaliser une formation dans le domaine pétrolier ont refusé ; ceux-là considérant les salaires proposés trop bas. (PETROBRAS, CENAP, 1957).

²⁵³ Rapport RLAM 013/60.

constituer un facteur favorisant le peu de résistance de l'entreprise aux revendications des travailleurs.

Quoi qu'il en soit, cette grève représenta un puissant coup d'envoi pour la légitimité des syndicats du pétrole de Bahia. Cela même dans le cas du STIEP, car l'entreprise – soucieuse d'éviter de nouveaux points de friction avec ses salariés –, appliquera aussi les termes de l'accord passé avec le SINDIPETRO aux travailleurs des secteurs de la production et de l'exploration du pétrole ; ce qui fut interprété comme une preuve du bien fondé de la direction syndicale de vouloir privilégier la négociation avec l'entreprise²⁵⁴.

Avec l'amélioration des salaires et des conditions de travail, obtenue par cette grève, les travailleurs du pétrole commencent à se forger une nouvelle image dans la société bahianaise. Il est difficile d'évaluer l'impact des augmentations obtenues en novembre 1960 sur le pouvoir d'achat des travailleurs du pétrole de Bahia. Cependant, certaines données statistiques nous montrent qu'il fut loin d'être négligeable.

Ainsi, les dépenses du personnel de la raffinerie de Mataripe augmenteront de presque 100 % entre octobre et novembre 1960, car elles passent de 21,4 millions de cruzeiros à 41,4 millions²⁵⁵. De même, d'après les données avancées par Gabrielli (1975 : 89), le total de dépenses salariales de PETROBRAS à Bahia, en prix constants de 1967, passe de 18,2 millions de cruzeiros en 1960 à 26,5 millions en 1961. Cela signifie qu'entre 1960 et 1961 les salaires payés par PETROBRAS ont connu une croissance réelle de 46 % ; chiffre indicatif, car les égalisations de salaires ont eu lieu en novembre 1960.

De toute façon, il est possible d'affirmer que l'égalisation des salaires des travailleurs de PETROBRAS à Bahia avec ceux des travailleurs de la raffinerie de Cubatão élève les salaires des premiers à des niveaux bien au-dessus de la moyenne régionale de Bahia. Ainsi, d'après des données citées par Oliveira (1987 : 63), 64,1 % des les travailleurs de PETROBRAS dans l'État de Bahia recevaient des salaires entre 6.001 et 10.000 cruzeiros en décembre 1960, ce que seulement 0,9 % de la population économiquement active de l'État gagnait. Cela allait provoquer d'importants changements symboliques par rapport à ce groupe de travailleurs. On y reviendra.

En ce qui concerne l'amélioration des conditions de travail à PETROBRAS, plusieurs documents de l'époque montrent qu'après 1960, il existe un plus grand souci de l'entreprise de résoudre les problèmes liés à cette question.

Ainsi, dans le premier numéro du journal d'information du SINDIPETRO, paru en janvier 1961, on annonça que l'entreprise allait mettre en place des cars pour assurer gratuitement le transport des travailleurs de la raffinerie de Mataripe jusqu'à la ville de Candeias. De surcroît, à cette même époque plusieurs articles dans la presse bahianaise font état des efforts de l'entreprise pour améliorer les conditions de travail sur les lieux de production.

Tout cela représentait de grands changements, renforçant la confiance des

²⁵⁴ Ainsi, lors d'une assemblée du STIEP, fin novembre 1960, plusieurs travailleurs prennent la parole pour se déclarer satisfaits du déroulement des négociations et des nouveaux salaires à PETROBRAS.

²⁵⁵ Données in : Rapport RLAM, n° 013/60.

travailleurs dans les syndicalistes. De ce fait, le pouvoir mobilisateur dont ces syndicats feront preuve par la suite, ne sera pas surprenant.

De cette manière, la grève de novembre 1960 des travailleurs du raffinage de Bahia est un événement fondateur, un événement marquant qui laissera ses empreintes sur la mémoire collective du groupe. Cette grève signifie la confirmation des syndicats du pétrole comme acteurs collectifs légitimes et crédibles ; cela, aussi bien vis-à-vis de l'entreprise que des travailleurs de PETROBRAS et de l'opinion publique de Bahia. Ces syndicats allaient devenir par la suite les deux plus importants et plus mobilisateurs syndicats de l'État, se plaçant à l'avant-garde du syndicalisme populiste des années 1961-1964.

10.4. Des représentations sociales qui créent une identité

Après avoir donné un aperçu historique de ce processus, il faut souligner que l'importance accordée ici à l'étude de cette période, vient du fait qu'elle marque le début non seulement des activités syndicales des travailleurs du pétrole, mais aussi du processus de formation de leur identité sociale. Avec la création des syndicats, c'est en effet un renforcement des solidarités à l'intérieur du groupe qui était mis en avant ; autrement dit, c'est l'identité du groupe qui était en train de se construire.

Une identité n'est pas un simple reflet de certaines caractéristiques extérieures d'un groupe. L'identité renvoie surtout à la manière dont les membres d'un groupe se perçoivent par rapport à d'autres groupes sociaux ; c'est une manière de s'envisager soi-même comme semblable à d'autres individus d'une communauté symbolique et, du même coup, comme différent de ceux qui n'appartiennent pas à cette communauté.

De ce fait, une identité sociale est toujours créée autour de certaines représentations sociales, de certaines idées partagées par les membres d'un groupe. Représentations qui transforment certains traits sociaux en traits différenciateurs, en traits rendant possible l'inter-reconnaissance entre les membres du groupe. C'est ce processus qui commence à s'élaborer parmi les travailleurs du pétrole de Bahia durant la deuxième moitié des années 50.

Une identité qui commence à se tisser autour du "projet" syndical et qui, très vite, se centrera autour de l'appartenance à l'entreprise nationale du pétrole, comme point commun à tous les travailleurs du pétrole. Ce qui explique la multiplication des clubs de loisirs de travailleurs de PETROBRAS à partir de cette date ; à Bahia, par exemple, le Club 2004 (une référence à la loi de création de l'entreprise) est créé en octobre 1960, ouvert à tous les employés de PETROBRAS, indépendamment de leur appartenance syndicale.

Autrement dit, si l'identité sociale des travailleurs du pétrole a été formée avec le processus de création des syndicats, elle l'a largement dépassé, prenant aussi la forme d'une valorisation des spécificités du travail et du "mode de vie" des petroleiros. C'est là, peut-être, la raison pour laquelle cette période restera dans la mémoire de ceux qui l'ont vécue comme une période héroïque, pionnière. Malgré les conditions de travail très défavorables les gens avaient une certaine fierté d'être employés de PETROBRAS. Nous

allons y revenir.

De toute façon, le début des années 60 marque le début du changement de statuts des "petroleiros" ; ils commencent à jouir d'une certaine reconnaissance sociale.

<< Parce que vraiment l'impact (de la grève de 1960) sur l'économie bahianaise fut très grand. Il y a eu des cas d'ouvriers qui gagnaient 10 et après la grève ils gagnaient 50, il y a eu des cas comme celui-là. Les gens ne savaient même pas quoi faire avec autant d'argent ; d'autant plus qu'à cette époque il n'y avait pas l'inflation qu'on a aujourd'hui (fin des années 80). C'est là qu'ont commencé les rumeurs à propos des "petroleiros" : qu'ils allaient souvent aux bordels, qu'ils faisaient des rideaux avec de l'argent, etc. Il y avait même des gens qui venaient de Candeias à Salvador avec le casque de travail, pour que l'on sache qu'ils étaient employés de PETROBRAS ... Ils (la direction de l'entreprise) ont ouvert une banque à Mataripe, auparavant on recevait le salaire dans une enveloppe. (...) Avec un carnet de chèques l'ouvrier pensait qu'il était quelqu'un d'important : un ouvrier avec un carnet de chèques !>>(Entretien avec un leader syndical des années 60.)

"Le mythe des petroleiros" de Bahia était créé. Dans l'imaginaire populaire les "petroleiros" étaient de nouveaux riches très attachés à des pratiques ostentatoires. Selon le folklore populaire certains allumaient leurs cigarettes avec des billets ou se fabriquaient des rideaux avec de l'argent. De même, il se disait que les travailleurs de PETROBRAS avaient toujours deux familles différentes, une, formée avec leurs femmes et une autre, avec leurs maîtresses. Innombrables sont les histoires de ce genre. Parmi les personnes interviewées lors de la réalisation de cette recherche, certaines affirment avoir été témoins de certains événements très révélateurs.

<< A partir de 1960, quand les salaires de la raffinerie ont été égalisés aux salaires de Cubatão, à São Paulo, il y a eu une forte augmentation des salaires. Plus de 100 % dans certains cas. Naturellement, ils [les travailleurs] n'étaient pas tous préparés pour gérer convenablement ces salaires, cette rémunération. Il y avait plein d'histoires drôles. Une fois, à Cachoeira, on m'a dit : "le personnel de PETROBRAS quand il vient ici, il fait tellement d'extravagance !". Je suis allé dans un bar et là il y avait quatre petroleiros. Ils aimaient se promener avec leurs casques de travail, pour montrer qu'ils étaient petroleiros ; ces casques étaient des symboles. Alors ils se sont assis au tour d'une table et ont demandé quatre bouteilles de Whisky, chacun avec sa bouteille de Whisky ! C'étaient des choses choquantes.>> (Entretien réalisée avec un ingénieur qui a été le P.D.G. de la Raffinerie de Mataripe au début des années 60).

Avoir un emploi à PETROBRAS signifiait donc presque comme avoir gagné au loto. Un emploi stable, bien payé, avec de nombreux avantages associés et, de surcroît, dans une entreprise très importante dans l'imaginaire politique de l'époque ; ce qui ne se traduisait pas seulement par des gains matériels, mais aussi par le fait d'être reconnu comme une personne importante, quelqu'un ayant une place dans la société ; en un mot, comme quelqu'un ayant un statut prestigieux.

<< Le commerce à cette époque était très faible à Salvador, les prix changeaient à la tête du client. (...) les plus sages [parmi les petroleiros] évitaient de se faire identifier dans les magasins car s'ils disaient qu'ils étaient travailleurs de

PETROBRAS, les prix montaient énormément. Mais, certains disaient : "je vais toujours avec le casque à Salvador, parce que les gens m'accueillent avec plus de respect". Ce qui était également vrai. Ils étaient mieux accueillis dans les magasins, mais en compensation ...>> (Entretien réalisé avec un ingénieur ayant occupé le poste de Surintendant à la raffinerie de Mataripe dans les premières années de 60).

Ces représentations sur les travailleurs du pétrole étaient souvent reprises au niveau de la société bahianaise. Une personne âgée de Bahia nous a dit qu'au début des années 60 il s'était vu refuser une maison à louer, par un propriétaire très méfiant vis-à-vis de ses potentiels locataires, sous l'argument qu'il "n'était pas petroleiro". De même, dans la presse traditionnelle de Bahia des années 60, plusieurs articles feront référence au fait que les travailleurs de PETROBRAS gagnaient beaucoup par rapport à d'autres travailleurs et, même, à d'autres professions considérées comme nobles : les enseignants, les professeurs d'universités ou même certains hauts fonctionnaires du gouvernement de l'État²⁵⁶.

Dans le contexte socio-économique de Bahia, à l'époque, les ouvriers du pétrole étaient considérés comme des privilégiés, comme une sorte d'aristocratie ouvrière. Leurs salaires, plus élevés que la moyenne régionale, ainsi que leurs nombreux avantages extra-salariaux, étaient à la fois convoités par les autres travailleurs et déplorés par les classes entrepreneuriales. Tandis que les syndicalistes y voyaient des conquêtes qui devaient s'étendre à l'ensemble des travailleurs, un "modèle pour l'ensemble du mouvement ouvrier", les associations patronales, à l'inverse, les considéraient comme irréalistes par rapport à la situation économique du pays.

Ce processus de valorisation de la figure des travailleurs du pétrole de Bahia s'est manifesté même au niveau linguistique. C'est seulement après le début des années 60 que ces travailleurs seront nommés couramment "petroleiros", plutôt que travailleurs du pétrole comme c'était le cas dans la presse ou dans certains documents du syndicat et de l'entreprise. Ce mot va remplacer également la dénomination attribuée à ces travailleurs sur les lieux du travail : "laboré". Ce mot²⁵⁷, chargé d'une connotation très négative – de travailleurs manuels, sans spécialisation professionnelle et sans culture –, sera écarté des discours à partir de cette époque.

Cette représentation de la condition de "petroleiro" perdurera dans l'imaginaire social de Bahia, de façon plus ou moins nuancée jusqu'aux années 90. Ainsi, dans les années 80, nous avons connu plusieurs travailleurs de PETROBRAS, ayant été embauchés dans les années 50, qui attachaient beaucoup d'importance à ces valeurs. Des ouvriers qui essayaient de mener une double vie familiale, par exemple, entretenant deux foyers différents ; ce qui était considéré comme un symbole de prestige social. D'autres voulaient à tout prix changer leurs dents naturelles pour des prothèses en or ; certains l'ont même

²⁵⁶ Voir notamment le journal A TARDE du 28/04/62 et du 02/05/62. Voir également les références que Azevedo (1959) fait concernant les plaintes des industriels de Bahia sur les effets de l'arrivée de PETROBRAS sur le marché du travail de l'État.

²⁵⁷ D'après certains contemporains de cette époque il s'agissait d'une transformation du mot anglais "labor", utilisé par les techniciens américains, venus apprendre les techniques de l'industrie pétrolière aux brésiliens, pour appeler les travailleurs manuels.

fait, et à l'époque où nous sommes rentré dans l'entreprise (1982), elle commençait à prendre des mesures pour que ces prothèses ne puissent être faites par le biais du système de santé qu'elle mettait à la disposition de ses employés.

Toutefois, à cette époque, pour l'ensemble de la société bahianaise, les travailleurs de PETROBRAS n'étaient plus considérés comme les plus privilégiés de l'État. Cela, en partie, du fait du développement du travail industriel à Bahia à partir des années 70 ; certains des emplois alors créés deviendront l'idéal d'emploi industriel à Bahia²⁵⁸, faisant reculer la visibilité sociale des travailleurs du pétrole.

Par ailleurs, ce thème sera retravaillé dans l'univers même de la chanson populaire ; à la fin des années 80, une des chansons les plus écoutées sur les radios de Salvador fut "Abafabanca", du chanteur Gerônimo, très connu à Bahia. Dans cette chanson on se moque des petroleiros qui, dans les années 60, étaient de nouveaux riches (ils faisaient même des rideaux avec de l'argent et seuls eux possédaient des appareils électroménagers comme un frigo) ; cependant, après les transformations politiques et économiques qui eurent lieu au Brésil à partir du coup d'État de 1964, et surtout, avec la montée de l'inflation, ces travailleurs sont devenus des travailleurs comme les autres²⁵⁹.

Cette chanson vient nous montrer non seulement l'importance symbolique du pétrole et de ses ouvriers dans l'imaginaire populaire de Bahia ; mais elle nous parle aussi d'une certaine déchéance des travailleurs du pétrole dans les représentations sociales de cet État.

Autrement dit, être petroleiro dans les années 80 et 90 n'avait pas la même signification que durant la période précédant 1964, où les représentations sur les travailleurs du pétrole les plaçaient dans une position privilégiée dans la société bahianaise de l'époque. Nous reviendrons sur ce point.

10.5. Des Représentations sociales sur le Travail à PETROBRAS

Mais, même dans les années 60, la diffusion des représentations positives sur les travailleurs de PETROBRAS à Bahia, ne signifiait pas que les petroleiros les partageaient entièrement. Le propre des représentations sociales est qu'elles sont appréhendées différemment selon les groupes sociaux et, même, selon chaque individu.

Ainsi, chez les travailleurs du pétrole le processus de valorisation de leur nouvelle image sociale s'est construit sur l'opposition entre un présent (après 1960) convenable et un passé pionnier empreint de difficultés. Autrement dit, c'est par la comparaison entre le quotidien des travailleurs de PETROBRAS après les mouvements collectifs de 1960

²⁵⁸ Voir à ce propos les textes de Antônio Sérgio Guimarães, Michel Agier et Nády Castro, réunis in Agier et alii (1995).

²⁵⁹ Ce résumé de la chanson Abafabanca est très subjectif. S'agissant d'une oeuvre à caractère "littéraire", il nous semble plus pertinent de reproduire l'intégralité du texte dans sa langue originelle : Toda casa brasileira em que havia geladeira/ Pelo ano de 1961/ Naquela casa da ladeira tinha/Pitanga, areia, água-de-cheiro/Só quem tinha geladeira era petroleiro/Só quem tinha iê, iê. Aí o peão virou burguês/Até pensou que fosse rei/Cortinas com dinheiro ele fez/No seu Canzuá. Então veio a revolução/E do petróleo a inflação/E o peão voltou a ser peão. E de herança o que sobrou/A geladeira e a tevê/ E do sorvete do peão/Virei freguês.

(grandes assemblées et grève du raffinage) et celui en vigueur entre 1954 et 1960, que l'identité de ces travailleurs va se construire de façon positive durant cette période.

On a vu comment la situation après 1960 était positivement valorisée. En ce qui concerne la période d'avant 1960 les travailleurs étaient partagés entre une certaine fierté de travailler dans une entreprise symboliquement et économiquement importante et le souvenir de conditions de travail très difficiles et de formes de gestion du travail trop autoritaires. Dans un long article paru dans le journal du SINDIPETRO, en janvier 1964, un ouvrier marquera l'opposition entre le passé et le présent des travailleurs du pétrole, afin de justifier les avantages acquis.

<<Quand nous recevions injustement des salaires de misère et nos familles devaient se confronter à des privations en tous genres ; (...) quand nous étions victimes de la malnutrition et transportés comme du bétail ; quand pour des raisons futiles nous étions sévèrement punis et, très souvent, licenciés en groupes (par le biais de tirages au sort) ou recevant les avis de licenciement écrits sur le papier d'un paquet de cigarettes ; quand nous étions considérés comme une sous-classe et avions l'interdiction de parcourir la "rue des Américains" ; quand nous étions discriminés, presque toujours avec des humiliations et même les épouses des nos ex-patrons avaient le pouvoir de nous punir ; (...) quand nous travaillions dans une ambiance d'instabilité personnelle et morale et le simple fait de parler au syndicat était considéré comme un crime ; quand... quand... Tout cela, cher lecteur, parce que nous étions exactement "ce" "qu'ils" voulaient que nous soyons ! (...) Mais aujourd'hui, trois ans après la fin de cette "époque", ils n'ont pas la retenue de nous qualifier de bourgeois...>> (in : SINDIPETRO JORNAL, n° 35, janvier 1964, p. 5).

Ainsi, en ce qui concerne la gestion du travail à PETROBRAS avant les années 60, il y a unanimité. Tous les témoignages attesteront des très mauvaises conditions de travail existantes et des rapports très autoritaires entre l'encadrement et le personnel de la production.

D'autres nous disent que la discrimination vis-à-vis des travailleurs atteignait tous les domaines de la vie sociale. Il y avait deux cantines, une pour les ingénieurs et les techniciens et une pour les autres. La même chose pour les logements que l'entreprise offrait à ses employés. Dans le cinéma tenu par la compagnie dans la Ville ouvrière, il y avait une corde qui délimitait les places réservées aux ingénieurs, aux techniciens et à leurs familles. Ceux qui s'aventuraient à briser ces règles, risquaient de sévères punitions, parfois même physiques.

D'ailleurs, pour les pionniers de la création du syndicat, si l'idée syndicale a pu se développer parmi les travailleurs ce fut parce que le quotidien du travail était très dur.

<<L'idée de créer un syndicat est née pour s'opposer aux injustices et aux humiliations qui existaient à cette époque. Par le simple biais d'une communication du chef de la surveillance à la direction, le peão²⁶⁰ était expéditivement licencié, et cela même par les ingénieurs.>> (entretien du premier

²⁶⁰ Le mot désigne en général les ouvriers peu qualifiés, les OS. Cependant, il peut désigner aussi tous les travailleurs qui n'occupent pas des fonctions de maîtrise. Il nous semble que c'est dans ce deuxième sens que Osvaldo Marques emploie le mot.

président du SINDIPETRO qui a été dès 1954 engagé dans la création des syndicats des ouvriers du pétrole à Bahia)²⁶¹ .

A cette époque, mais qui va durer jusqu'à la fin des années 50, le pouvoir de la maîtrise était très grand. D'après plusieurs interviewés, ce pouvoir de l'encadrement donnait lieu à des actes arbitraires. Pour certains travailleurs, le fait qu'un ingénieur ou un technicien ne s'entendait pas bien avec un ouvrier pouvait signifier le licenciement de celui-ci. Costa(1990, 241) cite l'exemple d'un agent de maîtrise qui entre 1952 et 1953 a signé l'avis de licenciement d'un ouvrier sur ... une boîte d'allumettes.

On va même citer l'existence de violences physiques à l'encontre d'ouvriers par certains membres de l'encadrement :

<< ... il y avait un administrateur qui s'appelait Carlos Martins (...) j'ai vu Carlos Martins mettre quelqu'un dans sa salle pour l'agresser physiquement, avec un surveillant à la porte et à l'intérieur il agressait quelqu'un ...>>²⁶²

Même les témoignages d'ingénieurs, ayant vécu cette période, insistent sur le fait que dans les premiers temps les rapports entre travailleurs et encadrement étaient plus durs, car il fallait habituer les travailleurs au travail industriel :

<<Ces rapports [entre les travailleurs et l'encadrement] à partir de la création de la raffinerie par le CNP étaient des rapports précaires, typiques du contexte des relations de travail qu'on avait à Bahia à l'époque : avec une connotation rurale, un peu féodale. Cela même parce que les personnes qui travaillaient dans les premières unités de la raffinerie étaient issues de ce milieu rural : elles étaient recrutées dans les "engenhos" et dans les usines de canne-à-sucre. Cela faisait partie de la réalité des travailleurs de tradition rurale: ils n'étaient pas urbanisés et ils étaient habitués aux relations de travail du Recôncavo bahianais ; des relations arriérées, où les gens ne signaient même pas de contrat de travail, cela c'était déjà un progrès car à PETROBRAS, au moins, on signait des contrats de travail : ce personnel n'était même pas habitué à cela, c'était un personnel habitué à travailler sans contrat de travail. (...). Mais, par rapport aux licenciements, il n'y avait pas beaucoup de retenue non. Si quelqu'un commettait des fautes, s'il n'était pas un bon ouvrier, on le licenciait, on le faisait partir. On lui payait ses droits ... Ces faits on ne peut pas les nier. Aussi, il n'y avait pas cette histoire de concours non ; mais il y avait une sélection ...>> (entretien réalisé en 1989 avec un ingénieur qui fut P.D.G. de la raffinerie de Mataripe et Directeur de l'entreprise au début des années 60).

Les métaphores qui apparaissent dans les discours des travailleurs qui ont vécu cette époque, construisent l'image d'un système presque féodal, presque esclavagiste : <<...il y avait quelque chose entre les techniciens, une corporation de techniciens (...) il y avait (quelque chose) comme une élite dominante, un fief...>>.

Ces métaphores expriment une réelle difficulté de contact entre ingénieurs et ouvriers à PETROBRAS, dans ces premières années. Ces difficultés étaient en partie liées aux différences culturelles et de classes sociales entre les travailleurs et les responsables

²⁶¹ In Oliveira Jr. (1996).

²⁶² Entretien avec un ancien leader syndical.

ayant des diplômes universitaires (très rares au Brésil dans les années 50). Mais elles témoignent aussi des caractéristiques de la société brésilienne, pour laquelle les manifestations culturelles et les modes de vie populaires ont toujours été dévalorisées, appréhendés comme la marque de l'ignorance et de la misère.

Que l'on prenne en compte le discours suivant d'un ingénieur – né à Rio de Janeiro et venu travailler dans la raffinerie de Mataripe dans les années 50 –, pour s'en convaincre :

<< Mais, enfin, c'était cela Mataripe : une expérience vraiment fabuleuse. Il y avait une population extrêmement rudimentaire, de l'époque de "cro-magnon", de l'homme de Neandertal, ou une chose pareille. Ces gens-là, de l'intérieur, avaient un niveau très bas d'éducation, de culture, d'habitudes de vie et d'hygiène. Je me rappelle l'époque où nous construisions la raffinerie : nous avons fait faire des logements ayant des draps propres et ce personnel-là se couchait dans les lits avec les vêtements sales de boue. Ces hommes-là ne savaient pas ce que c'était que se laver. Il était nécessaire de leur apprendre à manger avec une fourchette, parce qu'ils mangeaient avec les mains. Ils faisaient d'autres choses de ce genre. Nous avons créé des écoles de "soudeurs" ; nous avons pris un tas d'initiatives, à cette époque, qui ont fait monter le niveau des ouvriers, lequel était plus bas que celui des ouvriers de Rio de Janeiro et de São Paulo.>> (Entretien – référence "E148" – réalisé par une équipe de recherche de la "Fundação Getúlio Vargas", dans le cadre de la convention PETROBRAS/FGV-CPDOC).

On voit par là que derrière les pratiques plus autoritaires de l'encadrement de PETROBRAS à cette époque, il y avait des représentations sociales qui plaçaient l'action de l'entreprise sur un plan éducatif ; l'entreprise avait pour mission de "faire monter" le niveau des travailleurs qu'elle employait. Ce qui légitimait l'existence de rapports plus hiérarchisés et de préjugés entre les divers groupes à l'intérieur de la compagnie.

Cela touche en effet à la discrimination et à la ségrégation qui régnait à PETROBRAS, vis-à-vis des ouvriers, de la part des ingénieurs. Un ingénieur de la raffinerie de Mataripe, rentré dans l'entreprise en 1955, après avoir été interrogé sur cette question, mettra l'accent sur la formation des ingénieurs et sur l'importance qu'on donnait à l'époque aux diplômes universitaires :

<< ...avec la formation d'un ingénieur, par ce fait, n'importe quel individu, du fait d'avoir été à l'université, il se représentait comme un citoyen au-dessus de... un citoyen exceptionnel ! (...) les idées de ce personnel (les ingénieurs, les chimistes, etc.) étaient très conservatrices ; de cette manière c'était quelque chose de très inégalitaire : les ingénieurs d'un côté et les ouvriers de l'autre. A tel point qu'on a créé, à cette époque (...), le club des ingénieurs et le club des ouvriers ; l'ouvrier ne pouvait pas rentrer dans le club des ingénieurs et les ingénieurs ne pouvaient pas rentrer dans le club des ouvriers. (...) C'était un processus discriminatoire.>>.

D'après le même ingénieur, dans les années 60, quand les syndicats du pétrole eurent conquis un grand pouvoir dans l'orientation des pratiques de gestion, l'entreprise essaya de mettre fin à cette séparation entre ingénieurs et ouvriers (outre les clubs, il y avait aussi des logements différents, des "réfectoires" différents et, même dans le cinéma que la compagnie tenait dans la ville ouvrière de Mataripe, il y avait des places réservées aux seuls ingénieurs). Toutefois, la résistance des ingénieurs fut si grande (ils ont menacé,

par exemple, d'abandonner le club si l'on y faisait rentrer d'autres travailleurs), que les responsables de l'entreprise ont dû renoncer à ce projet.

Pour certains, cette résistance des ingénieurs à rentrer en contact avec les ouvriers hors des cadres de travail, relevait aussi d'une dimension régionaliste : la plupart des ingénieurs étant originaires des États du Sud et Sud-Est du pays²⁶³ ; dans les débuts de l'industrie pétrolière, il y avait des différences culturelles difficiles à surmonter vis-à-vis des travailleurs (en majorité originaires de Bahia et des États voisins)²⁶⁴ : *"il était très difficile de comprendre et d'accepter certaines choses"*.

Ce que certains travailleurs de Bahia ressentait comme une conséquence du racisme. A cette époque certaines rues de la ville ouvrière de Mataripe étaient interdites à ceux qui n'y habitaient pas. Or, comme seuls les ingénieurs, les techniciens américains – venus apprendre les techniques du raffinage aux techniciens brésiliens – et certains employés gradés brésiliens possédaient des maisons dans cette ville ouvrière, la majorité des travailleurs y était formellement interdite d'accès. Selon les discours recueillis, cette situation était plutôt perçue comme une discrimination²⁶⁵. Cela allait provoquer des manifestations de protestations de la part des travailleurs. A l'origine de ces mouvements fut l'agression physique d'un ouvrier noir par l'équipe de surveillance interne de la compagnie, en raison de sa désobéissance à l'interdiction de se promener dans la "rue des gringos". C'est un militant de la période qui nous raconte :

<< Il était interdit de passer dans la rue des américains pour les noirs et ceux qui portaient un short. Tout cela s'est fini une nuit. Nous étions dans le logement, plusieurs personnes, quand un ouvrier arriva gravement blessé. Il avait été agressé par Nezinho²⁶⁶ et ses subordonnés. (...) il était noir. (...) Une femme américaine avait porté plainte contre lui, qu'il avait pris des libertés vis-à-vis d'elle. (...) On s'est réveillés, tous, et on est sorti en cortège, tous en short, par les rues de la Ville, ça a été un grand spectacle !>>²⁶⁷.

Ce sentiment des travailleurs était renforcé par le fait que la majorité d'entre eux était

²⁶³ Ce n'est qu'après le début des années 60 qu'un grand nombre d'ingénieurs originaires de Bahia allait commencer à être embauchés par l'entreprise. Ainsi, d'après un rapport du Service du Personnel de PETROBRAS de 1961 (PETROBRAS-CENAP, 1961) sur les 42 ingénieurs embauchés à la raffinerie de Mataripe cette année, 16 avaient fait leurs études à Salvador. D'après certains responsables de l'entreprise, ce processus fut favorisé par le transfert d'ingénieurs vers les raffineries qui commençaient à rentrer en activité à cette époque dans le Sud-Est du pays.

²⁶⁴ Selon des données avancées par Erdens (1973 : 37), 97 % des travailleurs de PETROBRAS à Bahia étaient originaires de cet État en 1971.

²⁶⁵ << ... les personnes qui habitaient dans la Ville Ouvrière étaient considérées comme privilégiées à l'époque, car elles ne payaient pas de loyer, d'eau, d'électricité, etc.>>, dira M., de cette période. D'autres militants parlent de l'aspect raciste de l'interdiction d'accès aux rues de la Ville Ouvrière, surtout la rue appelée "rue des gringos", où habitaient les américains. Selon eux, c'était surtout les noirs qui devaient s'abstenir de passer dans cette rue.

²⁶⁶ **Le responsable du secteur de surveillance à l'époque.**

²⁶⁷ **Dans un entretien donné à l'auteur.**

d'origine noire (74,1 % parmi les travailleurs syndiqués au SINDIPETRO contre seulement 10,8 % de Blancs)²⁶⁸. Très probablement, cette proportion était inversée par rapport aux ingénieurs, en majorité originaires du Sud et Sud-Est du pays, régions où l'influence noire fut moindre qu'à Bahia.

Pour cette raison, la question raciale a joué un rôle important dans le processus d'affirmation identitaire des travailleurs du pétrole. Cependant, pas dans le sens d'une revendication explicite d'une identité noire, à la manière des mouvements noirs nord-américains. Les travailleurs du pétrole de Bahia vont plutôt mettre en avant le fait que leur appartenance à PETROBRAS était un moyen de vaincre les barrières sociales liées à leur couleur de peau. Dans une société où le préjugé racial, quoique de façon dissimulée, était très répandu²⁶⁹, l'intégration au travail industriel d'un groupe de travailleurs d'origine noire sera vécue par eux comme un moyen de dépassement des limitations qui leur étaient assignées. Être petroleiro constituera donc un moyen de devenir un citoyen à part entière, de devenir quelqu'un de valeur, quelqu'un d'important dans la société.

Cette façon d'envisager la question raciale à PETROBRAS sera portée surtout par les syndicats des travailleurs, lesquels voyaient là un moyen d'inverser certaines représentations conservatrices du statu quo dans l'entreprise ; ce qui était, aussi, un moyen pour augmenter la participation des travailleurs aux mouvements collectifs. C'est là le sens de cette petite histoire (probablement fictive), parue dans le journal du SINDIPETRO en 1963 :

<< L'industriel est venu à la Raffinerie pour connaître les unités de procès. C'était quelqu'un de très expérimenté, très élégant dans sa façon de parler, de marcher et de fumer. (...). Le fonctionnaire de la section des relations publiques a chargé un ouvrier de lui expliquer le fonctionnement de la Raffinerie. Un sujet noir, au visage contracté. L'industriel a jugé cela comme un manque de considération et n'a pas donné d'importance à l'ouvrier. Mais, c'était juste un ouvrier sali de pétrole, d'aspect rude, à la peau noire qui allait lui servir de guide ? Outragé, il a décidé de contre-attaquer. Il a posé des questions très sérieuses sur le fonctionnement de ce "job". Et le Noir, avec le calme de ses 47 ans et l'expérience de 21 printemps dédiés au Monopole d'État, répondit avec une précision mathématique aux questions de l'industriel. Cela à tel point qu'en peu de temps, l'homme était très impressionné : il parlait sur un ton plus modéré. Et José poursuivait ses explications ... Il était en train d'apprendre à cet industriel comment procèdent les ouvriers dans une raffinerie de PETROBRAS. Et le cours n'est pas resté sur le seul terrain de la technique. Il a été également dirigé vers d'autres sujets : le traitement humain, l'assistance sociale, l'organisation du travail, ainsi que la politique salariale de l'entreprise. A la fin, quand l'ouvrier n'avait plus rien à enseigner, le Bourgeois, bouche bée, présenta des excuses : "Mais, Mr. José, comment avez-vous pu apprendre toutes ces choses ?">> (In : SINDIPETRO JORNAL, n° 30, out/63).

²⁶⁸ Chiffre proche de la proportion de Noirs et Métis dans la population de Bahia en 1940 : 77 % (in Mattoso, 1979 : 262).

²⁶⁹ Sur les caractéristiques du racisme à la brésilienne voir Fernandes (1972).

On voit ici comment, par le biais de l'opposition (blanc, bourgeois/noir, ouvrier) on essaie de donner une vision positive des petroleiros : appartenir à ce groupe c'était être capable de vaincre les barrières sociales (un ouvrier peut apprendre des choses à un industriel chic) et les préjugés de couleur (un noir peut connaître plus de choses qu'un bourgeois blanc, etc.). Être petroleiro c'était, en quelque sorte, renverser l'ordre symbolique dominant dans le pays et dans l'entreprise. Être petroleiro c'était être quelqu'un de valorisé !

Ce processus commence en 1960, mais il n'allait se réaliser complètement qu'au cours des années 1961-1964. Quoi qu'il en soit, c'est seulement à partir du moment où les syndicats ouvriers du pétrole démontrèrent leur capacité à changer une gestion du travail considérée comme trop autoritaire et injuste vis-à-vis des travailleurs que ceux-ci pourront revendiquer une vision positive d'eux-mêmes. Ils ne seront plus traités de "laborés", mais de "petroleiros".

10.6. Au départ, une gestion du travail autoritaire

Par rapport aux conditions de travail qui étaient en vigueur à PETROBRAS avant 1960, plusieurs travailleurs mentionnent les très mauvaises conditions de logement, l'insalubrité, l'alimentation inadaptée et de mauvaise qualité, etc. Dans certaines unités, faute d'assiettes, les travailleurs mangeaient dans leurs casques de travail : "L'assiette était le casque. Le casque on l'employait pour boire de l'eau...".

De même, on parle souvent de l'isolement dû aux mauvaises routes et au manque de transports. La plupart de ceux qui n'habitaient ni dans les villes pétrolières du Recôncavo ni dans la ville ouvrière de Mataripe, étaient obligés de rester dans les logements offerts par l'entreprise durant leurs moments de repos ; ils ne pouvaient rentrer chez eux (à Salvador, en général) qu'une fois par mois, en cumulant les congés. Ainsi, une des revendications majeures des syndicats, dans la période d'après 1960, sera que l'entreprise améliore les routes desservant ses unités industrielles et qu'elle mette en place des cars pour assurer le transport des travailleurs entre leurs lieux d'habitation et de travail.

W., lui aussi syndicaliste à partir de 1959, nous raconte une histoire dont il a été témoin en 1954. À cette époque, du fait qu'il était leader étudiant et qu'il avait participé activement à la campagne "Le Pétrole est à Nous", il fut invité à participer à la commission du premier P.D.G. de PETROBRAS, Juracy Magalhães, en visite dans la région de production de pétrole :

<< ... Nous sommes arrivés à Candeias, sur le premier puits producteur. (...) pendant que la commission visitait les installations, je me promenais dans les logements. Dans le premier logement, appelé par les ouvriers "le frigo", l'on peut imaginer pourquoi, les camarades avaient des lits, mais sans matelas ni draps, rien. Quand les camarades arrivaient du travail, salis d'huile, ils recouvraient les lits avec des "tapis" ! Quand je suis rentré et que j'ai vu cette situation, je me suis révolté ! Alors, je suis allé vers la commission et j'ai suggéré à Rômulo²⁷⁰ de faire connaître "toutes" les installations à Mr Juracy. Quand il est arrivé dans le logement, il n'a pas pu résister. Personne n'y résistait. On a même trouvé des

camarades qui avaient arrêté le travail le matin et qui dormaient avec leurs habits sales sur leurs corps. Juracy appela le responsable, parce que Juracy était un peu militaire, et lui donna un délai de 15 jours pour changer cette situation.>>²⁷¹

C'est cette image de rapports autoritaires (d'où les métaphores sur l'esclavagisme et sur le féodalisme), de conditions de travail dégradées, de l'isolement imposé de la famille et des centres urbains, du manque de respect pour les ouvriers, de rapports trop autoritaires entre agents de maîtrise et personnel d'exécution, des privilèges des ingénieurs, etc. qui restera dans les représentations collectives des travailleurs sur ces premiers temps de l'industrie pétrolière dans l'État de Bahia. <<*Nous avons connu une sorte de traitement presque d'esclave.>>* dira O.²⁷², leader syndical des petroleiros durant la période qui va de 1957 à 1964.

Ce sont ces représentations là qui sont mentionnées comme les principales sources d'insatisfaction des ouvriers avant les années 60. Elles sont même désignées comme étant l'origine de leur action syndicale et organisationnelle.

Ces représentations en matière de gestion et de conditions de travail ne sont pas des représentations fantaisistes. Comme on l'a vu précédemment, même l'entreprise, à travers certains de ses rapports écrits, reconnaît explicitement quelques difficultés au niveau des conditions de travail. De même, certains responsables de PETROBRAS qui ont connu cette période reconnaissent l'existence de rapports tendus entre ingénieurs et ouvriers, ainsi que certaines pratiques discriminatoires.

En effet, ce type de gestion de la force de travail, une gestion très autoritaire, n'était possible que dans un contexte d'absence d'organisations syndicales des ouvriers, d'une part, et d'isolement géographique, d'autre part. Toutefois, elle illustre une certaine vision du travail industriel à cette époque, si ce n'est pas au Brésil tout au moins à Bahia. En réalité, on reproduisait à l'intérieur de PETROBRAS les mêmes critères de gestion de la force de travail que ceux en vigueur dans d'autres secteurs productifs. Ce n'est pas un hasard si, dans le cas spécifique de Bahia, plusieurs ouvriers vont se servir de l'exemple de l'industrie agro-alimentaire de la canne à sucre comme exemple comparatif avec l'industrie pétrolière.

Par ailleurs, plusieurs hauts responsables de PETROBRAS attirent notre attention sur le fait qu'au début, l'administration quotidienne des unités fut très inspirée par les méthodes militaires ; cela parce que la présence des militaires était très forte parmi les cadres dirigeants de l'entreprise.

<< ... nous avons une administration d'origine militaire et les militaires ont cette manie de la "verticalisation". (...) Alors, cela est à l'origine de l'administration militaire brésilienne : la volonté d'avoir sa propre intendance. Jusqu'à aujourd'hui, PETROBRAS a des traits de cet atavisme. Presque toutes nos

²⁷⁰ Il s'agit de Rômulo Almeida, ancien conseiller économique de Getúlio Vargas et à cette époque assesseur de Juracy Magalhaes.

²⁷¹ Entretien accordé à l'auteur.

²⁷² In : Oliveira Jr(1996).

installations (...), sont nées avec des administrateurs militaires et, de ce fait, sont marquées dès leur origine par des solutions militaires.>> (In : Dias et Quaglino, 1993 : 75).

Ce qui pourrait être à l'origine du modèle de gestion du travail initialement adopté à PETROBRAS. Ce qui expliquerait aussi les constantes références, dans les discours des travailleurs, à l'image de la corporation militaire, pour aborder la période 1954-1960 dans l'entreprise. C'est le cas de cet ouvrier qui nous raconte ses premières impressions, en 1958 :

<<Quand je suis arrivé à Candeias, je suis allé au logement où je devais être logé ; j'ai été surpris, car les conditions étaient les pires possibles. Parce qu'au matin, quand on allait vers le logement, celui-ci ressemblait à une caserne ; on recevait... par exemple, quand j'ai été embauché, je me suis présenté et on m'a donné l'ordre de venir au logement ; là-bas on m'a donné une assiette, comme à l'armée, un verre en métal, une fourchette, un couteau et une cuillère. On m'a dit, "ceci est à toi, ne le perds pas", j'ai signé un reçu. On m'a donné aussi deux draps, une couverture et un oreiller. "Ce lit est à toi, le numéro du lit est ...". C'était un système de caserne.>>.

En tout cas, l'autoritarisme, en tant que pratique gestionnaire, était bien répandu dans l'industrie brésilienne à l'époque. Ramalho(1989) avance même la thèse selon laquelle c'était une stratégie pour discipliner la force de travail aux règles et au "tempo" du travail industriel. D'autres études nous montrent une réalité très proche de celle de PETROBRAS dans les années 50, telle l'étude de Morel(Ronéo) sur les travailleurs de la Compagnie Sidérurgique Nationale (CSN) – un autre "symbole national" – et l'étude de Sorj(1985) sur une usine sidérurgique dans l'État de Minas Gerais, entre les années 30 et 60. Ainsi, les pratiques de gestion et les conditions de travail à PETROBRAS entre 1954 et 1960 s'inscrivaient dans une certaine tradition de l'industrie brésilienne.

10.7. De la fierté du travail à PETROBRAS

Mais, si dans les représentations sociales des petroleiros les années 50 sont les années d'une gestion autoritaire, c'est aussi la période des pionniers, de la construction d'une entreprise essentielle pour le développement du pays. Ainsi, dès le début des activités de PETROBRAS, ces travailleurs étaient partagés entre le sentiment d'être victimes de certaines pratiques arbitraires et la fierté de participer à une industrie importante pour le développement de Bahia et du pays.

L'implantation d'une raffinerie d'une capacité de raffinage de 2.500 baril/jour de pétrole va, dans un premier temps, donner une nouvelle visibilité à l'industrie pétrolière de Bahia ; d'autant plus que cela se faisait dans le cadre d'un État essentiellement agricole comme l'était Bahia dans les années 50²⁷³. Par la suite, le développement de la production de brut et de la capacité de raffinage de Mataripe allait entraîner une certaine modernisation technologique des activités liées au pétrole. Dans ce sens, va se développer tout un discours de valorisation du travail dans une industrie moderne, une

²⁷³ Pour plus de détails sur l'évolution de l'économie bahianaise, voir chapitre de cette thèse sur le nationalisme et le régionalisme à Bahia.

industrie nouvelle à Bahia et au Brésil.

Ainsi, pour Mr Paes Barreto, le premier patron de la Raffinerie de Mataripe, la mise en fonctionnement de cette raffinerie par des techniciens brésiliens a prouvé <<...la capacité de nos techniciens et ouvriers qui réussirent à concrétiser cette magnifique réalisation à une époque où les ressources étaient peu abondantes et difficiles>>²⁷⁴.

De même, la plupart des témoignages recueillis parmi les ouvriers et ingénieurs de PETROBRAS font une référence constante au rôle joué par l'industrie du pétrole dans le développement bahianais ; faisant ainsi écho aux discours qui, à la même époque, se développaient parmi les économistes, les historiens et les élites politiques de cet État.

C'est le cas de M., leader syndical du SINDIPETRO entre 1960-1964. Pour montrer l'importance de PETROBRAS, il nous dressera le tableau suivant de l'économie bahianaise :

<< ... L'industrie avait une présence très timide. Qu'est-ce qu'on avait comme industrie à Bahia ? Les usines de canne-à-sucre, une ou deux usines de tissus à Salvador et à Valença (ville aux alentours de Salvador) et les industries plus traditionnelles, usines de pâtes, de savon, etc. C'est-à-dire, il n'y avait aucune industrie de base, pas de sidérurgie ... il n'y avait rien.>>

Ainsi, l'arrivée de l'industrie pétrolière sera perçue comme une transformation du paysage industriel de Bahia et du Brésil. Travailler dans cette entreprise, malgré les conditions difficiles, était donc considéré comme une manifestation de l'esprit pionnier :

<<C'était une vie difficile ; tellement que beaucoup de gens signaient les contrats, allait travailler et ne restaient pas ; ils ne supportaient pas. Parmi les 90 compagnons qui ont été embauchés avec moi, seuls 12 sont restés dans l'entreprise. Il y a eu une époque où des articles publicitaires apparaissaient dans les journaux, en disant "SOYEZ PLUS BRÉSILIENS, VENEZ TRAVAILLER A PETROBRAS. Cela parce que personne ne voulait rester, c'était une époque difficile, comme toute époque pionnière, c'était une époque très difficile.>> (Entretien avec un ouvrier embauché à 1957).

Dès lors, on va mettre l'accent sur l'esprit d'aventure des travailleurs qui ont su s'adapter aux inconvénients du travail à PETROBRAS :

<<...ceux qui sont allés travailler à PETROBRAS, à cette époque, avaient un esprit d'aventure, un esprit désintéressé ; ils avaient la volonté de participer à une chose nouvelle, de contribuer... d'autant plus que cela nous fut inculqué par l'entreprise et par la campagne le "pétrole est à nous" que nous avons suivie en tant qu'adolescents et qui nous a influencés quelque part ...>> (Entretien réalisé avec militant syndical, embauché en 1958).

Pour d'autres, la résistance des travailleurs de cette période venait du fait que "le patriotisme de cette époque était différent de celui d'aujourd'hui". On cite des exemples d'ouvriers qui étaient tellement enthousiasmés par la dimension nationaliste de PETROBRAS, qu'ils travaillaient parfois bien au-delà de leurs horaires de service ; cela sans gagner d'heures supplémentaires. On cite aussi des cas d'ouvriers qui se mettaient à pleurer lorsque des accidents importants (des incendies, par exemple) mettaient en

²⁷⁴ In : préface de Costa(1994).

danger les installations de PETROBRAS. D'après certains témoignages, ces travailleurs avaient le sentiment que l'entreprise leur appartenait, qu'ils étaient copropriétaires de PETROBRAS²⁷⁵.

Ces discours se développaient d'autant plus qu'il y avait un enjeu technologique important ; Paes Barreto, premier patron de la Raffinerie de Mataripe, dira des premiers temps de l'implantation de l'industrie du raffinage à Bahia :

<< Cette bataille, au temps où il n'y avait au Brésil ni technologies, ni entreprises nationales d'ingénierie et de montage industriel, était une charge si difficile que seuls ceux qui s'y sont consacrés patriotiquement, (...), peuvent bien comprendre son importance. J'ai toujours voulu écrire cette prouesse épique, pour mettre en évidence le travail appliqué et compétent d'un groupe de techniciens brésiliens qui ont tout abandonné : la famille et le confort, se sont internés à Mataripe pour ériger un monument instaurant une nouvelle étape pour le Brésil : la maîtrise de la technique du raffinage >>²⁷⁶

Cette citation exprime très bien le nationalisme exalté qui enveloppait l'industrie pétrolière à l'époque. Tous les éléments sont présents, de l'importance et des enjeux pour le pays jusqu'au caractère "épique" de l'entreprise. Cependant, un autre point présent dans ce discours mérite notre attention : la légitimation des conditions dégradées de travail par la "grandeur" de la tâche à accomplir, par le "patriotisme" et par le sentiment de participer au développement de la nation.

Il faut bien considérer que Paes Barreto était un dirigeant de l'entreprise ; de ce fait son discours souligne des points qui constituaient le discours légitimant de PETROBRAS. D'ailleurs, on remarquera qu'il ne souligne que les sacrifices et la valeur des techniciens, ce qui dans le jargon de PETROBRAS renvoie surtout aux ingénieurs. Mais, ce discours avait des retentissements chez les ouvriers, ce qui a dû marquer la construction du syndicat que certains élaboraient alors.

On dispose de plusieurs éléments qui nous montrent que cette vision était fortement encouragée par la direction de l'entreprise, dont les objectifs étaient de contrer les discours syndicaux de remise en cause de la gestion du travail, ainsi que d'augmenter l'implication professionnelle des travailleurs. Mais, paradoxalement, cette vision était aussi portée par les discours syndicaux, qui ont toujours souligné leur soutien à la politique nationaliste du pétrole. Cela d'autant plus que les syndicalistes eux-mêmes manifestaient

²⁷⁵ Il n'est pas facile de juger de l'étendue de tels sentiments parmi les travailleurs de PETROBRAS dans la période étudiée ici. Néanmoins, plusieurs témoignages soulignent l'étendue du nationalisme parmi ces travailleurs. Par ailleurs, un leader syndical lié au STIEP durant les années 1966-1968, nous fait part d'un échange qu'il a eu avec le chef du Service du Personnel de PETROBRAS à l'époque. Dans cette conversation, le représentant de l'entreprise disait qu'il fallait changer la mentalité des travailleurs de PETROBRAS, lesquels pensaient que l'entreprise leur appartenait ; il fallait, selon lui, que les petroleiros sachent que "PETROBRAS était un patrimoine du Brésil et pas seulement de ses employés". Ce fait montre non seulement le changement de politique légitimante de l'entreprise (on y reviendra), mais aussi que le nationalisme était bien ancré dans les moeurs des travailleurs du pétrole à l'époque. Ce qui nous fait penser que les souvenirs des travailleurs interviewés sur le nationalisme des années 50 expriment un sentiment partagé à cette époque.

²⁷⁶ In : *Préface de Costa(1994)*.

leur adhésion à la vision de l'entreprise comme "symbole de l'émancipation nationale". Plusieurs d'entre eux avaient même participé à la campagne "Le Pétrole est à Nous" avant la création de PETROBRAS.

Ainsi, en dépit des oppositions entre syndicalistes et responsables de PETROBRAS, un élément rapprochait leurs discours : la défense de l'entreprise et de l'option nationaliste pour le pétrole.

Là est peut-être l'origine des difficultés des militants à convaincre les travailleurs de la nécessité de créer un syndicat. Parlant de cette époque O. dira :

<< Dans cette phase de fondation, il y avait dans la base ouvrière une crainte, une peur de s'associer car le manque d'information était général. On a dû faire des séances d'information lors des assemblées sur les lieux de production...>>.

Dans ce même entretien il tentera de donner une explication pour ces faits :

<< Dans les assemblées, malgré la campagne de clarification sur les syndicats, un nombre très réduit de personnes participait (...) ils alléguaient souvent ne pas vouloir lutter contre le gouvernement. De plus, 80 % des compagnons de Mataripe et 90 % des compagnons des secteurs de production et d'extraction n'avaient pas suivi le "cours primaire"²⁷⁷. (...) Plusieurs facteurs ont rendu difficile notre percée, les plus importants ont été : a) le problème financier ; b) le problème culturel et c) le problème de locomotion, car les voies d'accès aux lieux de production étaient précaires>>²⁷⁸.

Sans vouloir négliger les aspects cités par O. pour expliquer la faible participation des travailleurs aux efforts de création d'un syndicat, on peut se demander jusqu'à quel point la vision nationaliste de l'entreprise n'influçait pas, elle aussi, dans ce sens. "Ne pas vouloir lutter contre le gouvernement" peut signifier, outre l'attachement et le respect vis-à-vis des autorités, caractéristique de la mentalité de l'époque, ne pas vouloir porter atteinte à la politique nationaliste du gouvernement ; politique matérialisée surtout par la création de PETROBRAS.

Le tour de force des syndicalistes en 1960 fut de montrer que leur soutien à la politique nationaliste n'impliquait pas d'abandonner leurs revendications (ce qui ne faisait pas l'unanimité parmi les syndicalistes de Bahia durant la grève du raffinage : rappelons que les syndicalistes du STIEP trouvaient la décision de la grève trop préjudiciable à l'entreprise). Raison pour laquelle ils allaient pouvoir développer des actions revendicatives tout en réaffirmant leur engagement dans la défense de PETROBRAS. C'est le sens de l'article de présentation du premier numéro du journal du SINDIPETRO, en janvier 1961, peu de temps après la grève de novembre 1960 :

<< Il fallait qu'un moyen d'information du SINDIPETRO existe pour exprimer le sentiment des grandes assemblées (1.500 à 2.000 travailleurs) constamment réalisées à Candeias. Ce moyen d'information existe déjà et circule pour la première fois. Cela seulement et exclusivement en fonction des intérêts de la collectivité ouvrière de Mataripe. Il ne sera pas, de cela peuvent être certains les

²⁷⁷ Désignation des quatre premières années d'école au Brésil.

²⁷⁸ Cité par Oliveira Jr(1996).

ennemis de PETROBRAS, utilisé contre l'entreprise, car les aspirations de la politique du monopole de l'État, dont la loi 2.004²⁷⁹ est l'expression, se confondent avec les intérêts des travailleurs du pétrole. Toutefois, nous ne cesserons pas, pour autant, de lutter pour tout ce qui, de droit, doit satisfaire de plus en plus nos nécessités.>>(in : SINDIPETRO JOURNAL, n° 1, janvier 1963).

Ces années de formation par les travailleurs des organisations syndicales, dans l'industrie pétrolière à Bahia, sont très importantes dans la construction identitaire de ces ouvriers. Une identité qui, comme nous l'avons vu, oscille entre l'exaltation nationaliste des activités pétrolières, l'honneur de participer à l'aventure du développement national, la fierté d'appartenir à une entreprise essentielle pour le pays, et la prise de conscience d'être soumis à des conditions de travail difficiles : soit par les pratiques autoritaires de la direction, soit par les caractéristiques intrinsèques du travail dans cette industrie.

Être "petroleiro" signifiera surtout être un ouvrier particulier. Représenté comme un ouvrier qui affronte courageusement un environnement pénible et dangereux, cela pour la réussite économique du pays, mais qui, en même temps, n'a pas peur de lutter pour ses droits. C'est de ce discours que naîtra la légitimité des leaders syndicaux face à leur base. Dans une représentation essentiellement masculine du travail industriel, on acceptera volontiers que le travail à PETROBRAS soit lourd, dangereux, éprouvant, fatigant, tuant, "un travail pour de vrais hommes", mais qu'en contrepartie on se batte pour l'obtention d'avantages économiques et sociaux ; on va se battre aussi pour une gestion du travail plus humaine, moins autoritaire ; on va se battre enfin pour une reconnaissance du droit à la dignité. Au cours des années 60, toute la force du syndicalisme dans l'industrie du pétrole viendra de ce discours que les leaders des deux syndicats vont réussir à promouvoir dans un contexte social où le syndicalisme devenait un enjeu politique d'importance.

10.8. Des Influences de la Conjoncture

Ce processus de construction identitaire se fait dans un contexte socio-politique très particulier à Bahia, mais également au Brésil. Il a lieu dans une conjoncture marquée par l'ascension du nationalisme et des mouvements populaires, dont la campagne "Le Pétrole Est à Nous", suivie de la création de PETROBRAS en 1953, sont les indices les plus visibles.

Cela va s'intensifier encore davantage avec le suicide du président Vargas en 1954. Le nationalisme devenait ainsi, surtout autour de la question du pétrole, un lieu de passage obligé pour tous les acteurs politiques soucieux de s'attirer la sympathie des masses populaires urbaines. Cela était notamment vrai pour les politiciens liés au schéma politique varguiste, lesquels allaient renforcer leurs liens avec les représentants des travailleurs urbains et inciter à la création de syndicats parmi les bases professionnelles où ce mécanisme était encore inexistant.

De même, les années 50 marquent le début d'une conjoncture d'ouverture politique dans le pays. Sur le plan syndical, cela se traduira par un renouveau des mobilisations

²⁷⁹ Référence à la loi de création de PETROBRAS.

ouvrières, avec la réalisation d'importantes grèves (celle dite des 300.000 en 1953 et celle dite des 700.000 en 1957 resteront les plus connues) et par la diffusion du phénomène syndical à l'ensemble du territoire brésilien.

Ainsi, le processus de création des syndicats des travailleurs du pétrole et leur transformation en acteurs collectifs légitimes, ont été marqués, jusqu'à un certain point, par des changements macro-sociaux qui se produisaient dans l'ensemble de la société brésilienne.

Une des façons dont la conjoncture du pays influencera la question syndicale à l'intérieur de PETROBRAS sera par les entrecroisements d'intérêts entre les syndicalistes et les acteurs du champ politique. Ainsi, durant le stade pré-syndical de nombreuses divergences apparaîtront parmi les ouvriers du pétrole. Tout d'abord, à l'intérieur même de l'association, des discordes internes apparaissent. Au cours de la période d'attente pour la reconnaissance de l'association, on va reprocher au premier président la lenteur de la procédure de reconnaissance par le Ministère du Travail et le manque de dynamisme dans le travail de persuasion des employés de l'entreprise, ce qui provoquera sa destitution en juillet 1956 et l'élection d'un nouveau Responsable. Il semble, pourtant, que la discorde comportait aussi un aspect idéologique. Dans le compte rendu d'une des assemblées de cette époque, le président révoqué fait référence à l'action d'éléments ralliés aux "idées communistes". De leur côté, certains militants laissent entendre dans leurs entretiens que le premier Responsable de l'entité était manipulé par la direction de l'entreprise, laquelle ne voyait pas d'un bon oeil la construction d'un syndicat .²⁸⁰

D'autre part, cette association n'était pas la seule à revendiquer la représentation des ouvriers du pétrole de Bahia. Vers la fin de l'année 1956 est créée l'Association Littéraire et Sportive des Spécialistes du Pétrole. Selon W., qui fut à l'initiative de la création de cette entité, son objectif était d'intégrer les agents de maîtrise qui travaillaient dans les activités d'exploration et de production de pétrole, les "spécialistes"²⁸¹, car il y avait une certaine tension entre eux et les autres travailleurs. Par ailleurs, dans un autre entretien, il souligne son refus de participer à l'Association Professionnelle en raison de "grandes divergences" qui existaient entre son groupe et celui du premier président.

Ce qui nous semble vraisemblable, c'est que dès cette période de formation syndicale, des forces politiques extérieures au syndicalisme des ouvriers du pétrole se disputaient l'hégémonie à l'intérieur du mouvement qui allait devenir le mouvement syndical des "petroleiros".

On a déjà mentionné le fait que Mr Luiz Sérgio Barbosa, dont le soutien fut important pour la création de l'Association Professionnelle, était lié au PTB. De même, c'est un sénateur de ce parti qui a donné trois billets d'avion lorsqu'une commission de travailleurs a dû se rendre à Rio (la capitale fédérale de l'époque) pour accélérer la transformation de

²⁸⁰ Selon W., président du STIEP entre 1960 et 1964, dans un entretien publié dans un bulletin commémoratif des 35 ans du syndicat des "petroleiros", << Le patron de la Région de Production, Geonísio Barroso de Carvalho, disait aux travailleurs que le syndicat n'était pas nécessaire, parce que à PETROBRAS il n'y avait pas de patrons, on était tous égaux>> in Bulletin STIEP-BA, 26/11/92.

²⁸¹ Dénomination des agents de maîtrise dans les activités d'exploration et de production du pétrole.

cette association en syndicat.

D'un autre côté, le même W. affirme avoir compté avec l'aide de leaders syndicaux liés au PCB :

<< ... pour la création de l'Association des Spécialistes du Pétrole je me suis servi d'eux : un jour, j'allais avec un à la zone de production, un autre jour j'y allais avec un autre. Ils étaient tous du PCB et à cette époque le PCB marchait réellement. Ils avaient leur personnel dans toute la région du Recôncavo. Je les amenais avec moi parce que par leur biais j'entrais en contact avec les employés de l'entreprise.>>

Sans compter les aides de politiciens ou de syndicalistes d'autres bases professionnelles dans le processus de construction des syndicats, l'action des militants, liés souvent à des partis de gauche, a été très active au cours de cette période ; du moins pour la cooptation d'autres militants ou de responsables syndicaux.

<< À cette époque, le PCB essayait de nous coopter. Ils ont essayé avec moi, mais je les trouvais trop carrés, j'ai donc refusé. Mais, je connaissais les communistes de l'époque du mouvement étudiant.>>²⁸² .

Relativement à la présence de militants communistes à cette époque à PETROBRAS, W. réaffirme ses liens, sinon directs du moins indirects, avec le Parti Communiste, lorsqu'il nous explique les raisons pour lesquelles il a décidé de participer aux élections syndicales du STIEP en 1959 :

<<J'avais un candidat pour ces élections, parce que je savais que S. le premier président du syndicat n'était pas très combatif. Ce candidat était quelqu'un de très bien, très intelligent, il connaissait tout. Il était du PCB. Alors, peu avant les élections, le patron de la Région de Production de Bahia, qui avait intérêt à la réélection de S. pour que les choses ne changent pas, (...) a licencié mon candidat, à cause de son appartenance à un parti politique illégal à l'époque.>>.

Par ailleurs, selon lui, c'est en raison du licenciement de ce militant du Parti Communiste Brésilien qu'il acceptera d'être candidat aux élections syndicales ; mais non sans avoir sollicité au préalable la protection du Ministre de la Guerre, lié au courant nationaliste de l'armée, face à la menace de licenciement qui pesait sur lui.

<<...j'ai envoyé un télégramme au vieux Maréchal Teixeira Lott, je le connaissais déjà de la campagne "Le Pétrole est à Nous", racontant que j'étais sur le point d'être licencié. Alors, le jour même, il est allé parler avec le président de PETROBRAS, Janari Nunes. J'ai su après par Mr. Nunes que Lott lui avait dit de ne pas me licencier car j'étais un des leurs. Même le vice président de la République a été au courant de ce problème. C'est pour cette raison que je n'ai pas été licencié.>>²⁸³ .

Une fois encore, nous sommes confrontés à la délicate question de la vérification des informations qui nous sont confiées. S'agit-il d'une histoire vraie ou simplement de la tentative d'un ancien leader syndical de laisser croire qu'il a eu beaucoup plus d'importance par le passé qu'il n'en avait ? A vrai dire, cela ne nous semble pas constituer

²⁸² Entretien de Mario Lima.

²⁸³ Idem.

un véritable problème. Selon le point de vue théorique adopté ici, plus important que de reconstituer les faits avec une certitude historique maximale, est de "reconstruire" les événements tels qu'ils apparaissent dans l'imaginaire des gens qui ont vécu cette période. Il ne faut pas oublier que, en l'absence de sources écrites relatant l'histoire du syndicat des *petroleiros*, ce sont ceux-là qui transmettront aux nouvelles générations de "petroleiros", les souvenirs de cette époque ; ce sont eux qui seront les véritables dépositaires de la mémoire collective du groupe.

Par rapport à l'événement relaté par W., toujours est-il qu'il ne sera pas licencié ; il se présentera aux élections syndicales de 1959, l'emportera sur l'ancien responsable et prendra le pouvoir en mars 1960. Il deviendra, par la suite, une des grandes références du mouvement syndical des *petroleiros* de Bahia jusqu'en 1964. Il deviendra, notamment, le président du STIEP entre 1960 et 1964, quand le coup d'État l'écarte du syndicat et de l'entreprise. Dans les années 80, de retour à l'entreprise en raison d'une amnistie, il redeviendra syndicaliste.

Tout cela vient démontrer que la croissance des enjeux liés au pétrole dans le discours nationaliste, surtout après le suicide de Vargas, a dû éveiller l'intérêt, pour cette industrie, des groupes politiques qui se disputaient alors l'hégémonie dans le syndicalisme brésilien. Cela était d'autant plus tentant qu'une partie des travailleurs qui oeuvraient pour la création d'un syndicat avait participé à la campagne "Le Pétrole est à Nous" coude à coude avec les militants des partis de gauche. On peut même se demander jusqu'à quel point n'a pas été mise en place une stratégie de ces forces politiques pour faire rentrer leurs militants à PETROBRAS.

De toute manière, malgré leurs discours, les "pionniers" du syndicalisme "petroleiro" étaient bien divisés sur les voies politiques à suivre. Ce que W. avouera non sans manichéisme :

<< Il y avait deux groupes politiques. Le mien, d'idéologie socialiste et celui de Simpliciano (le premier président du syndicat), apolitique, mais plutôt proche de l'intégralisme.²⁸⁴ >>.

Il ne faut pas oublier le fait qu'il était partie prenante dans la querelle et qu'il cherche ainsi, peut-être, à reconstruire le passé pour s'auto-légitimer. Malgré cela, son discours paraît montrer que des querelles idéologiques, par ailleurs très présentes dans la société brésilienne de l'époque, ont marqué la politique syndicale des "petroleiros" dès ces premiers temps.

Par ailleurs, cette visibilité politique que les travailleurs de PETROBRAS gagnaient, a dû influencer l'accélération de la procédure de transformation de l'Association Professionnelle en Syndicat. À partir de la reconnaissance de cette association en avril 1957, en attente depuis 2 ans, il n'a fallu que 7 mois pour qu'elle devienne légalement un syndicat, plus précisément le 26 novembre 1957. Cependant, comme on l'a vu précédemment, les techniciens du Ministère du Travail estimant que l'industrie pétrolière comprenait deux secteurs d'activité distincts, l'un lié à la prospection et à la production de pétrole (activité d'extraction) et l'autre au raffinage (activité de transformation chimique), ne concédèrent la charte syndicale (élément essentiel pour pouvoir représenter les

²⁸⁴ *Idéologie à connotations fascistes, assez répandue dans les années 30 dans certains milieux de la société brésilienne.*

travailleurs dans les négociations collectives) qu'aux ouvriers de l'extraction. Ce qui est une conséquence du contrôle étatique sur les organisations syndicales du pays.

On a vu aussi l'importance de l'intervention des politiciens de Bahia auprès de la direction de PETROBRAS et auprès du président de la République lors des licenciements de deux responsables du SINDIPETRO en juin 1960. Le gain de légitimité pour le syndicat, provoqué par le retour des syndicalistes à l'entreprise, nous montre bien que la montée en puissance des syndicats du pétrole durant cette période n'aurait pas été possible sans les vents favorables de la conjoncture politique brésilienne.

10.9. Du Juste et de l'Injuste

Ces influences de la conjoncture ont été particulièrement visibles par rapport aux changements de mentalités qui auront lieu parmi les travailleurs du pétrole de Bahia. Car, dans la première période de l'histoire de ces ouvriers, n'était pas seulement en jeu la construction de leur identité sociale et syndicale ; il y avait aussi un enjeu symbolique majeur : il s'agissait, pour légitimer les revendications, de déterminer lesquelles étaient justes et quelles conditions de travail pouvaient être considérées comme injustes. C'était également la naissance d'une certaine idée de la justice – de ce qui relève du juste et de l'injuste, du permis et de l'interdit – qui était en jeu.

Ces deux processus ne peuvent être dissociés, non seulement parce qu'ils ont été contemporains, mais surtout parce qu'ils sont très imbriqués, l'un ayant agi sur l'autre et inversement. Ainsi, la création des syndicats et la formation d'une identité sociale autour de ce projet ont été favorisées par des changements symboliques importants chez les travailleurs du pétrole ; de même que la transformation des "petroleiros" en acteurs collectifs a induit d'importantes modifications dans la manière de percevoir les rapports sociaux chez les travailleurs de PETROBRAS.

De plus, si une identité est surtout une identité qui se construit par rapport aux autres, c'est-à-dire, on se définit en tant que différents des autres, partager une identité c'est déjà avoir une certaine idée de la justice ; car la place qu'on se donne dans un certain ordre social est aussi une manière d'envisager nos droits et nos devoirs. C'est bien le cas des "petroleiros", où l'identité syndicale s'est accompagnée d'une transformation de la manière d'envisager ce qui était légitime : légitime de demander, légitime de prétendre, ce pourquoi il était légitime de se battre, etc.

<<Il y avait une rue dans la ville ouvrière qu'on appelait la "rue des gringos" ; seuls les Américains et les Français habitaient dans cette rue. Nous, les Brésiliens, nous étions interdits de passer par cette rue... (...) Nous nous sommes réunis un jour, déjà avec l'idée de créer une association et un syndicat, et nous avons réalisé un long cortège. Nous avons cassé les panneaux d'interdiction qui existaient, nous avons envahi les rues, en méprisant les ordres. Et ça a marché. Malgré les menaces de punition, mais nous étions unis ; il y a eu des mises à pied, mais l'interdiction a pris fin.>> (Entretien avec un ouvrier embauché en 1957).

Il est important de remarquer ici qu'au départ, l'idée de justice chez les petroleiros de Bahia venait du dehors. Autrement dit, c'est de la comparaison entre ce qu'ils subissaient

à PETROBRAS et ce que d'autres racontaient vivre ailleurs que les ouvriers du pétrole commenceront à se mobiliser pour exiger l'amélioration de leurs conditions. Plus concrètement, c'est à partir de l'arrivée d'un groupe de travailleurs ayant des expériences organisatrices et politiques antérieures et, également, à partir des échanges avec des ouvriers de PETROBRAS dans d'autres régions du Brésil, que la révolte contre la régionalisation des salaires et les conditions de travail commence à prendre forme.

Cela apparaît clairement dans les discours des personnes interviewées. Pour certains, l'arrivée de travailleurs en provenance des États plus industrialisés du sud du pays à la raffinerie de Mataripe, lors des travaux d'expansion, a beaucoup contribué aux changements dans les perspectives de revendications. Le fait qu'ailleurs les conditions de travail étaient moins dures qu'à Bahia, a contribué à la prise de conscience du sentiment d'être exploité :

<< ... J'ai beaucoup voyagé avec des compagnons qui venaient de Cubatão²⁸⁵ sur un camion aménagé pour faire le transport des travailleurs. Ils nous disaient souvent que nous étions traités comme des animaux ici à Mataripe, que là-bas (à Cubatão), ils avaient des cars pour se déplacer, ... Ces choses, dites dans les groupes, commencèrent à créer un climat d'insatisfaction>>²⁸⁶ .

A travers les paroles de ces militants, se manifeste quelque chose qui nous paraît essentiel pour comprendre la montée en puissance des syndicats dans ces années-là : le changement des mentalités. La situation sociale à laquelle les petroleiros étaient soumis, à la fin des années 50, devient pour ces travailleurs une situation profondément injuste, une situation illégitime. Ils prennent conscience qu'ils ont, eux aussi, des droits, et qu'il est légitime qu'ils s'organisent et qu'ils se battent pour les obtenir. Ils prennent conscience qu'ils sont des citoyens à part entière et que les syndicats peuvent être des instruments efficaces pour l'affirmer. C'est un moment de réveil, de découverte, d'étonnement et ... de révolte.

Il ne faut pas oublier non plus les bouleversements symboliques provoqués par la montée en puissance du populisme et du nationalisme durant cette période. L'influence du populisme et du nationalisme à cette époque venait, en partie, du fait qu'ils symbolisaient un changement de conception de la justice dans la société : le juste étant le respect des lois travaillistes, une certaine participation des syndicats à la vie politique, une meilleure considération des travailleurs au niveau des discours, etc. Par le biais de ces phénomènes politiques, c'était une certaine citoyenneté des travailleurs urbains qui était en train de prendre forme.

Cela a dû avoir des retentissements à l'intérieur de PETROBRAS, aussi bien dans les pratiques des travailleurs que dans les modalités de gestion du travail mises en pratique par l'entreprise, ce qui expliquerait, en partie, les changements survenus en 1960.

Cette période de formation des syndicats nous paraît donc essentielle pour

²⁸⁵ Il s'agit de la raffinerie président Bernardes, située à Cubatão, ville située aux alentours de São Paulo. Par rapport au voyage auquel l'interviewé fait référence, c'est très probablement le déplacement quotidien entre la raffinerie de Mataripe et la ville de Candeias, où habitaient tous ceux qui ne résidaient pas dans la ville ouvrière.

²⁸⁶ Entretien d'un ancien militant et leader syndical.

comprendre comment s'est forgée la construction identitaire de ces ouvriers et quelles significations elle a prises. Plusieurs témoins parleront de cette période comme d'une époque héroïque, où la création des syndicats, les luttes et les conquêtes obtenues sont devenues possibles en raison du "courage" de quelques pionniers, motivés par l'idéal nationaliste ; lesquels ne se sont pas laissés intimider par les menaces qui leur étaient adressées par l'entreprise. On peut identifier là un subtil mélange d'histoire et de mythe, de vécu et de fabulation ; quoiqu'il en soit, et en ce qui concerne la compréhension de certains événements survenus dans les années 80, on peut affirmer que ces discours d'exaltation de cette période initiale sont une constante de toute l'histoire de ce groupe, et joueront plus tard un rôle très important dans la définition de sa pratique collective.

De toute façon, ce qu'il faut souligner ici, c'est que le processus de création des syndicats des travailleurs du pétrole de Bahia, ainsi que leur affirmation en tant qu'acteurs collectifs de poids, a évolué sous l'influence de deux phénomènes: d'une part, des influences internes à PETROBRAS, liées aux conditions sociales en vigueur à l'intérieur de l'entreprise et, d'autre part, des influences dictées par l'évolution de la conjoncture socio-politique dans le pays. Ce qui vient nous montrer l'importance de prendre en compte les transformations sociales les plus globales pour notre étude de cas.

Toutefois, ce sera dans la période subséquente de l'histoire des travailleurs du pétrole (1961-1964), que les rapports entre conjoncture politique et action syndicale prendront de l'importance. Ce qui deviendra plus visible au cours des pages suivantes.

11. L'âge d'or, ou le syndicalisme comme processus d'affirmation collective (1961-1964)

11.1. Introduction : la montée en puissance du nationalisme

Comme on l'a vu précédemment, le pétrole ne fut découvert au Brésil qu'en 1939, dans les environs de Salvador, capitale de l'État de Bahia²⁸⁷. Cela entraîna un débat important dans la société sur la meilleure politique pétrolière à adopter pour le pays : les uns prônant le contrôle total de l'État sur la branche (jugée de sécurité nationale), les autres envisageant une complète libéralisation du secteur, jusqu'à permettre la participation de capitaux d'origine étrangère.

Cette tendance à la politisation de la question pétrolière était particulièrement puissante dans l'État de Bahia, où les principaux groupes sociaux établissaient des rapprochements entre le pétrole et le développement de l'État. Ce fut le début d'un puissant mouvement régionaliste à Bahia.

Mais, si à Bahia la question du pétrole était appréhendée sous l'angle des "intérêts régionaux", la situation était toute autre dans l'ensemble du pays. Au niveau national, la

²⁸⁷ l'État de Bahia sera le seul producteur de pétrole du pays jusqu'à la moitié des années 60.

polémique autour de la question pétrolière prenait la forme d'un grand débat public sur les stratégies de développement que le pays devait adopter. De cette manière, dès les années 40, la discussion sur la participation de l'État à l'industrie pétrolière était un moyen détourné pour débattre du rôle que l'État devait jouer dans les activités économiques du pays. Ainsi, par exemple, en octobre 1948, l'organisation créée pour défendre une politique nationaliste du pétrole six mois auparavant (le CNEDP – Centre National d'Études et de Défense du Pétrole) change de nom, devenant le CEDEPEN (le Centre d'Études et de Défense du Pétrole et de l'Économie Nationale) ; dans une explicite volonté de montrer que, par le biais de la question du pétrole, c'était la politique économique de l'État qui devenait le centre des attentions des groupes nationalistes.

Ce qui explique, peut-être, le fait que c'est à partir du débat sur le pétrole que le nationalisme économique deviendra une idéologie mobilisatrice des masses urbaines. En effet, le succès populaire de la campagne "le pétrole est à nous", marque une prise de position de l'opinion publique brésilienne pour une politique économique où l'État devait jouer un rôle actif dans le développement du pays.

Cela se répand à tel point que même certains groupes politiques parmi les plus attachés au libéralisme vont prendre la défense de la participation de l'État dans les secteurs essentiels, comme le pétrole. Le nationalisme prenait une place considérable dans la vie politique brésilienne, traversant et dépassant les frontières idéologiques traditionnelles entre gauche et droite. Que l'on observe, par exemple, les propos tenus en 1949 par le député Arthur Bernardes, président de la République dans les années 20, représentant de l'oligarchie antigétuliste, mise à l'écart par la révolution de 30, et traditionnellement attachée à une vision libérale de l'économie :

<<Permettre que notre pétrole tombe entre des mains étrangères, ou entre des mains étrangères camouflées de nationales, c'est la même chose que rendre à des ennemis potentiels la meilleure arme de notre défense et de notre sûreté, une arme militaire et économique>> (cité par Miranda : 1983).

Autour de la question pétrolière, le nationalisme devenait le lieu commun de la politique brésilienne, employé tantôt par la gauche tantôt par une partie de la droite. D'ailleurs, c'est à cause de cette radicalisation nationaliste autour du pétrole, et d'une prise de position des partis de droite pour la défense de la participation de l'État dans cette branche économique, que Vargas réussit à faire approuver la loi de création de PETROBRAS en 1953 ; cela dans des termes beaucoup plus nationalistes que ceux employés initialement au Congrès, par le même Vargas²⁸⁸. C'est bien la preuve de la construction d'un certain consensus, autour du nationalisme économique, parmi les groupes politiques au Brésil à cette époque.

Après le suicide de Vargas, en 1954, le nationalisme allait devenir encore plus puissant, renforçant les appels mobilisateurs des masses. Et, encore une fois, c'est autour du pétrole que seront centrés les débats entre les partisans d'une plus grande libéralisation économique du pays et ceux proposant une présence plus active de l'État dans l'économie. Cela, d'autant plus que dans sa lettre d'adieu, Vargas faisait référence explicitement à la création de PETROBRAS comme mobile de l'opposition des groupes

²⁸⁸ A ce propos, voir Cohn, 1968.

dominants à son gouvernement :

<<Encore une fois, les forces et les intérêts contraires au peuple se sont mis d'accord et se jettent sur moi. Ils ne m'accusent pas, ils m'insultent ; ils ne me combattent pas, ils me calomnient et ne me donnent pas le droit de défense. Ils ont besoin d'étouffer ma voix et d'empêcher mon action, pour que je ne continue pas à défendre, comme je l'ai toujours fait, le peuple, et surtout les pauvres. Je suis le destin qui m'est imposé. Après des décennies de spoliation par les groupes économiques et financiers internationaux, je me suis fait Chef d'une révolution et j'ai gagné. J'ai commencé le travail de libération et j'ai instauré le régime de liberté sociale. J'ai dû renoncer. Je suis retourné au gouvernement porté par du peuple. La campagne souterraine des groupes internationaux est venue s'ajouter à celle des groupes nationaux "révoltés" contre le régime de "garantie" du travail. La loi de profits extraordinaires a été stoppée par le Congrès. Contre la juste mesure d'augmentation du salaire minimum la haine s'est déclenchée. J'ai voulu créer la liberté nationale par la "potentialisation" de nos richesses nationales à travers PETROBRAS ; à peine celle-ci commence-t-elle à fonctionner, que la vague d'agitation croît. Ils ont empêché l'ELETROBRAS de fonctionner, créant une situation désespérée. Ils ne veulent pas que les travailleurs soient libres. Ils ne veulent pas que le peuple soit indépendant.(...) J'ai lutté contre la spoliation du Brésil. J'ai lutté contre la spoliation du peuple. J'ai lutté à découvert. La haine, les infamies, la calomnie n'ont pas affaibli mon courage. Je vous ai donné ma vie. Maintenant, je vous offre ma mort. Je ne crains rien. Sereinement, je fais le premier pas vers le chemin de l'éternité et je sors de la vie pour rentrer dans l'histoire. Signé Getulio Vargas>> (citée in Miranda, 1983 : 400-401).

Le suicide de Vargas et l'émotion populaire qui l'a suivi, consolident le nationalisme et l'interventionnisme étatique dans la société brésilienne. Plusieurs événements démontrent l'étendu du soutien populaire à cette vision de l'économie et du développement du Brésil de l'époque. Ainsi, dès 1954, est créée la Ligue d'Émancipation Nationale (LEN), par les mêmes groupes qui avaient promu la "campagne le pétrole est à nous". De même, le Lions Club du Brésil organise, en 1955, une campagne de réception de dons afin de soutenir l'entreprise pétrolière récemment créée ; les dons ainsi obtenus devaient être utilisés pour l'acquisition de sondes de perforation , ce qui était censé accélérer les nouvelles découvertes de pétrole brésilien. Dans le même sens, un commerçant de l'État de Rio de Janeiro envoya un chèque au Ministère des Finances, en 1955, en guise de contribution au développement des activités de PETROBRAS et de l'ELETROBRAS (la compagnie nationale d'électricité)²⁸⁹. Faits qui témoignent du niveau de diffusion du nationalisme économique dans l'ensemble de la population brésilienne.

Cette manière d'envisager la question pétrolière était particulièrement hégémonique parmi les militaires, lesquels voyaient dans le développement de l'industrie pétrolière une manière d'augmenter la capacité de défense du pays contre d'éventuelles agressions. Ce qui explique la prise de position de l'armée pour la défense de PETROBRAS en novembre 1954, quand le nouveau gouvernement (plus libéral que celui de Vargas) envisage de changer la loi pétrolière du pays. Suite à cela, les ministres de l'armée, de la

²⁸⁹ In : JORNAL PETROBRAS, septembre/octobre 1973, page 8.

Marine et de l'armée de l'Air font publier un document où toute modification de la législation pétrolière était considérée comme prématurée. Ce qui, au vu du poids politique des militaires dans la vie politique brésilienne, a dû peser dans la décision finale du gouvernement de ne pas proposer de changements dans la législation pétrolière brésilienne.

De même, c'est grâce à l'intervention des militaires que le gouvernement accepte, en février 1955, de transférer à PETROBRAS des ressources en dollar, équivalentes à 80 % des valeurs économisées par le pays en raison des activités de l'entreprise²⁹⁰. Cela allait donner à PETROBRAS les moyens, en dollar (monnaie d'échange par excellence dans les transactions internationales), nécessaires à l'expansion de ses activités, notamment en ce qui concerne l'achat d'équipements à l'étranger.

Au demeurant, cet intérêt des militaires pour l'industrie pétrolière peut être aussi visualisé par leur présence aux postes de commandement de PETROBRAS. Outre le monopole qu'ils ont exercé à la direction générale de l'entreprise entre 1954 et 1961 (les quatre P.D.G. de PETROBRAS à cette période étaient, ou avaient été, militaires lors de leur intronisation), plusieurs autres postes importants ont été occupés par des militaires. Ce qui pour certains des ingénieurs de l'entreprise serait l'origine d'une influence militaire dans la gestion de PETROBRAS.

C'est dans ce contexte, fortement émotionnel, que PETROBRAS débute ses activités. Dès lors, cette entreprise devient le symbole de la politique économique mise en oeuvre par Vargas, ainsi que de la possibilité d'un développement accéléré et autonome du pays. D'autant plus que, malgré la faible activité d'exploration du sous-sol brésilien et la faiblesse de la production, lors de la création de PETROBRAS, l'idée que le Brésil possédait d'immenses réserves pétrolières et que les trusts internationaux ne guettaient qu'une opportunité pour venir les exploiter était devenue un lieu commun. D'où, l'importance accordée au monopole d'État dans les discours nationalistes.

En 1957, venant refléter le climat en vigueur, sont publiés deux ouvrages importants sur le thème : le livre "As Três Falácias do Brasil de Hoje", de l'économiste Roberto Campos – un des porte-parole des idées économiques libérales dans le pays – où l'auteur critiquait la politique pétrolière adoptée par le pays, jugée inefficace pour répondre aux besoins urgents du pays en matière de pétrole ; et le livre "Os Seis Equívocos Sobre a PETROBRAS" de Hélió Beltrão – réalisateur du premier organigramme de l'entreprise et lié aux groupes nationalistes ; dans ce livre, Beltrão défendait les principales thèses en faveur du Monopole d'État sur le pétrole, d'un point de vue technique et économique, prétendant ainsi éloigner l'entreprise du pétrole du débat politico-idéologique.

La publication de ces ouvrages, par deux intellectuels très en vue dans la société brésilienne, montre jusqu'où la politique pétrolière du pays était considérée comme un symbole de la politique économique de substitution des importations, base du projet nationaliste.

11.2. PETROBRAS: une entreprise pas comme les autres

²⁹⁰ Carvalho (1977 : 85).

Dès lors, l'entreprise pétrolière ne sera pas une entreprise comme les autres. Une entreprise où même les aspects techniques et économiques ne seront jamais indépendants, ni du débat nationaliste dans le pays, ni de l'équilibre des forces à l'intérieur de l'État. Cette question de l'interpénétration des problèmes techniques et des problèmes politiques par rapport à la question du pétrole, n'a peut-être jamais été si importante que lors du débat autour du "Rapport Link".

Walter K. Link était un géologue américain contracté par PETROBRAS en 1954 avec pour mission de créer le Département d'Exploration de l'entreprise. Auparavant, il avait été le géologue-en-chef de la Standard Oil of New Jersey, une des plus grandes entreprises pétrolières du monde. Le fait qu'il soit fait appel à un géologue étranger, ayant eu des liens avec une des "Sept Soeurs", n'était pas bien vu par les groupes les plus nationalistes ; lesquels craignaient une action de sabotage de la part de Link et des autres techniciens étrangers.

En 1959, lors d'un congrès international de géologie du pétrole, Link présente un travail où il fait une évaluation pessimiste du potentiel pétrolier du Brésil. L'année suivante, il démissionne et présente à la direction de l'entreprise un rapport où il confirme ses conclusions. Dans ce rapport, Link soutenait que seules les régions situées autour de Salvador de Bahia et dans les États de Sergipe et Alagoas présentaient de bonnes conditions géologiques pour la production du pétrole. Ainsi, il affirmait que PETROBRAS devait concentrer ses activités dans ces zones et diminuer les recherches dans d'autres régions du pays.

La publication de ce rapport par la presse allait attiser le débat sur la compétence et sur les "véritables" objectifs de Link et, par extension, de tous les techniciens étrangers contractés par PETROBRAS.

Ainsi, en 1960, le député nationaliste Gabriel Passos fait un discours au Congrès National, dénonçant le caractère antipatriotique du "Rapport Link" et demandant la création d'une commission d'enquête parlementaire pour mieux analyser les conséquences de ce rapport. C'est le début d'une période où toute observation ou remarque critique, mettant en cause l'efficacité de PETROBRAS dans sa mission de recherche du pétrole sera considérée comme un acte antipatriotique, une manifestation de ce qu'on appellera le "linkisme".

Face à ces pressions, la direction de PETROBRAS crée, en mars 1961, une nouvelle commission technique, composée exclusivement de géologues brésiliens ; elle avait pour mission celle de réévaluer les thèses du "Rapport Link". Les conclusions de cette commission, quoique proches des évaluations du géologue américain, tiendront un langage moins ferme quant aux ressources pétrolières potentielles du pays²⁹¹. Si cela rassurera d'un côté les courants nationalistes, d'un autre côté, cela signifiera un premier pas vers la reconnaissance d'une surestimation du potentiel brésilien.

Dans une lettre adressée à un géologue brésilien, en 1979, Link donne sa position sur le débat créé autour de son rapport de 1960. Observant les faibles découvertes

²⁹¹ Pour une confrontation entre les conclusions du "rapport Link" et celles de la commission de techniciens brésiliens voir Dias e Quaglino (1993 : 118-119).

pétrolières réalisées par PETROBRAS jusqu'à cette époque, il affirmera :

<< ... je pense ne rien pouvoir ajouter au rapport que j'ai présenté en 1960, sachant que jusqu'aujourd'hui aucune découverte importante n'a été faite dans les immenses bassins paléozoïques brésiliens. (...) Entre 1961 et 1965, le principal effort explorateur de PETROBRAS a été conduit afin de prouver que le "rapport Link" était faux.>> (cité in : Dias et Quaglino, 1993 : 139).

Ces faits attestent bien de ce que les aspects les plus techniques avaient acquis une dimension politique à PETROBRAS.

Quoi qu'il en soit, une des conséquences immédiates du débat sur le "rapport Link" sera le départ, au début des années 60, de la plupart des techniciens étrangers travaillant pour PETROBRAS. La montée du nationalisme fit que tout étranger ayant des responsabilités dans la compagnie était considéré comme suspect d'entretenir des liens avec les groupes pétroliers multinationaux ; dans la mesure où des groupes nationalistes vont accéder à la tête de l'entreprise pétrolière, on va faire moins appel à une main-d'oeuvre spécialisée étrangère. C'est ce que montre le tableau suivant sur le nombre de géologues et de géophysiciens au service de PETROBRAS entre 1955 et 1965 :

ANNÉE	GÉOLOGUES ET GÉOPHYSICIENS TRAVAILLANT À PETROBRAS
1955	22
1956	37
1957	63
1958	72
1959	62
1960	68
1961	54
1962	36
1963	26
1964	11
1965	08
Source : Dias et Quaglino, 1993 : 139.	

D'autres démonstrations de la place privilégiée de PETROBRAS dans l'imaginaire nationaliste de cette époque se retrouvent dans les débats de la presse et du Congrès National, sur la possibilité d'étendre le Monopole d'État aux activités de transport maritime, de la commercialisation internationale du pétrole, ainsi que de la pétrochimie.

De même, à partir de l'ascension de Goulart à la Présidence de la République en 1961, les groupes nationalistes vont s'engager dans une lutte pour la nationalisation des raffineries privées (mises en activité avant la création de PETROBRAS), afin de donner à PETROBRAS le contrôle total du raffinage dans le pays. Cette demande était beaucoup plus symbolique qu'effective ; dans la mesure où les raffineries privées (de petite taille et moins modernes que celles de PETROBRAS) avaient une participation très limitée au marché des dérivés brésiliens²⁹², leur nationalisation ne serait qu'un acte "symbolique"

pour renforcer le Monopole d'État sur le pétrole.

L'important à souligner ici, est que ces demandes d'étendre et de renforcer le monopole sur le pétrole deviennent des emblèmes de toute la gauche nationaliste. L'entreprise du pétrole devient, à cette époque, un symbole du nationalisme et, même, de la nationalité : une source d'orgueil national. Dans les discours nationalistes, les exploits de PETROBRAS dans les secteurs de la production du pétrole et du raffinage – entre la fin des années 50 et le début des années 60 – étaient considérés comme un motif de fierté pour les Brésiliens. Ainsi, en mars 1961, lors de son intronisation, le président de la République Jânio Quadros, fera les commentaires suivants sur l'importance de PETROBRAS pour le pays :

<< ... personne ne peut nier que la création d'un complexe industriel de grande importance – dans une économie sans disponibilité de facteurs essentiels, tels la technique, une main-d'oeuvre spécialisée et des biens de production indispensables –, est une réalisation qui honore les administrateurs et techniciens nationaux, qui démontre notre capacité à l'absorption rapide de technologies nouvelles, (...) et qui témoigne du succès de la politique du monopole d'État.>> (Cité par Marinho Jr., 1989 : 309-310).

C'est dans ce contexte général que les travailleurs bahianais du pétrole vont accroître leur pouvoir syndical, après la grève de 1960 dans le raffinage. La constitution des syndicats des "petroleiros" de Bahia en tant qu'acteurs sociaux de poids, se fera, donc, sous le signe du nationalisme et de la défense de PETROBRAS et du monopole d'État sur le secteur pétrolier.

11.3. Syndicats du pétrole et politique.

Comme on l'a vu précédemment, des événements collectifs importants chez les travailleurs du pétrole de Bahia vont leur donner une visibilité nouvelle. En ce sens, cette année 1960 sera très importante pour les syndicats "petroleiros" de Bahia qui obtiendront un surcroît de légitimité. Le coup d'envoi définitif sera marqué fin 1960, avec la première grève des travailleurs du pétrole au Brésil. Cette grève est peut-être la plus importante dans la mémoire collective de ces travailleurs. Pratiquement toutes les personnes interrogées, 30 et parfois 35 ans après les événements, s'y réfèrent comme étant non seulement la première mais, aussi, **la grande** grève des "petroleiros". C'est certainement la grève dont les résultats en termes d'avantages financiers ou sociaux seront les plus visibles.

Ainsi, que ce soit au niveau de l'entreprise, ou au niveau des représentations sociales dominantes dans la société bahianaise, les syndicats des travailleurs du pétrole apparaîtront dorénavant comme des acteurs importants : des acteurs, selon les points de vue, redoutés ou enviés, devant être combattus ou ménagés, mais en tout cas des acteurs devant être pris en compte dans le jeu politique.

Raison qui explique que cette grève restera gravée dans la mémoire collective du

²⁹² Fin 1963, les raffineries privées raffinaient seulement 16 % du pétrole raffiné dans le pays, contre 84 % pour les raffineries de PETROBRAS.

groupe comme un événement fondateur d'un nouveau statut des travailleurs du pétrole ; un événement déclencheur de grandes transformations économiques et symboliques.

Cela d'autant plus, que la situation de "petroleiros" n'a pas toujours été perçue par eux-mêmes comme très avantageuse. L'amélioration de leur niveau de vie est unanimement indiquée comme datant de la période postérieure à la création des deux syndicats du pétrole à Bahia. Plus exactement encore, c'est la grève de 1960 qui est considérée comme la véritable frontière, le véritable tournant. L'après et l'avant grève de 1960 marquent, au moins dans les discours, deux phases, deux époques si éloignées l'une de l'autre que certains parlent d'une véritable révolution ; une révolution aussi bien dans les relations de travail que dans la visibilité sociale de ces travailleurs.

Nous touchons là un des points qui peuvent expliquer pourquoi, dans la mémoire collective de ces ouvriers, l'époque qui va de 1960 à 1964 sera toujours valorisée, indépendamment des différences politiques ou idéologiques existantes entre eux. C'est l'âge d'or des travailleurs du pétrole. La période dans laquelle les travailleurs de PETROBRAS, en raison de leurs salaires plus élevés que la moyenne régionale et de la puissance de leur syndicat, jouissaient d'un prestige social important dans la société bahianaise.

Quoi qu'il en soit, à la fin de l'année 1960, les syndicalistes des travailleurs de l'industrie pétrolière de Bahia étaient déjà des acteurs politiques de poids, surtout après la capacité de mobilisation dont ils avaient fait preuve durant la "grève de l'égalisation" ; ce qui n'allait pas passer inaperçu aux yeux des politiciens populistes, demandeurs de soutien politique de la part des travailleurs urbains. D'autant plus que la conjoncture nationale s'annonçait particulièrement mouvementée, avec une élection présidentielle en octobre 1960.

En janvier 1961, le président élu, Jânio Quadros, est intronisé et commence à former son gouvernement. Pour la nomination du président de PETROBRAS, parmi les groupes consultés, figuraient les syndicalistes du pétrole. Voulant s'attirer la sympathie de l'électorat Bahianais, Quadros avait promis, durant sa campagne électorale, de transférer le siège de l'entreprise à Salvador et de confier la Présidence de la PETROBRAS à un bahianais. Ce qui paraît démontrer la proximité du président élu avec l'argumentation des élites politiques et économiques bahianaises, selon laquelle si l'État de Bahia était le seul producteur de pétrole du pays, il était juste que ce soit cet État qui profite le plus des bénéfices de l'industrie pétrolière.

Le choix de Jânio Quadros pour occuper le poste de président de PETROBRAS²⁹³ allait tomber sur Geonísio Barroso, géologue dans l'entreprise et patron de la Région de Production de Bahia (RPBa)²⁹⁴. A l'instar de la presse de l'époque, on peut supposer que

²⁹³ L'organigramme de PETROBRAS étant de type pyramidal, le poste de président avait une importance considérable dans les prises de décisions. Ainsi, les principales décisions concernant les politiques d'investissements étaient prises au niveau de la direction exécutive de l'entreprise (composée du président et de trois directeurs). De même, le choix des responsables régionaux de PETROBRAS était aussi du ressort de la direction exécutive. Au vu de son importance, cette direction exécutive était nommée par le gouvernement, en dehors du champ d'action des actionnaires privés de PETROBRAS.

²⁹⁴ Il s'agit du secteur de PETROBRAS chargé de l'exploration et la production de pétrole de Bahia.

les objectifs de Jânio Quadros, en adoptant cette solution, étaient aussi bien de faire une concession aux politiciens de Bahia que de coopter les syndicalistes de l'industrie pétrolière. De plus, en donnant le contrôle de la compagnie à un de ses techniciens, il prétendait ainsi laisser l'entreprise du pétrole en dehors du débat nationaliste et idéologique.

<< ... le gouvernement a donné la direction de PETROBRAS à un technicien issu de l'entreprise, pour accélérer, sur des bases strictement techniques, commerciales et économiques, l'exécution du programme brésilien du pétrole, cela sans l'interférence de facteurs émotionnels.>> (in : Marinho Jr., 1989 : 309).

Il est certain que les syndicalistes ont été consultés lors des négociations pour la nomination de Barroso à la tête de PETROBRAS. En revanche, il est difficile d'établir la véritable influence des dirigeants syndicaux dans cette affaire, car il existe plusieurs versions ; ce qui paraît vraisemblable, toutefois, c'est qu'ils ont eu un poids réel²⁹⁵ dans ces négociations.

En ce qui concerne le thème de cette thèse, il convient de souligner que ce fait sera, par la suite, appréhendé comme un facteur de prestige politique des leaders syndicaux du pétrole. La participation des syndicalistes à une décision si importante pour la vie de l'entreprise sera interprétée comme un signe de leur compétence pour la conduite des affaires syndicales ainsi que de leur perspicacité politique. On a là une des raisons qui pourrait expliquer l'existence de plusieurs versions de cet événement.

Par exemple, Mário Lima, leader syndical du SINDIPETRO, à l'époque, soutient que la proposition de Barroso est la conséquence d'une mobilisation des ouvriers du pétrole de Bahia (pour empêcher la nomination de quelqu'un de non nationaliste, ou opposé au monopole d'État du pétrole, à la présidence de PETROBRAS). Comme résultat, un document proposant le nom de Barroso – signé par les présidents des syndicats de l'extraction et du raffinage et par le responsable de l'Association des Ingénieurs du Pétrole de Bahia – fut envoyé au nouveau président de la République. Cela expliquerait selon lui, la désignation du patron de la RPBa à la tête de PETROBRAS.

Pour Wilton Valença, président du STIEP, les choses se sont passées autrement. Il affirme que c'est lui qui a eu l'idée de lancer le nom de Barroso dans un document public : après la consultation de plusieurs leaders syndicaux de Bahia (il ne cite pas le SINDIPETRO), il réussit à rencontrer le président Jânio Quadros et à lui donner en personne le document. Lors de cette rencontre, Quadros, tout en acceptant la suggestion des syndicalistes, lui aurait dit : *<<...Vous arrivez au bon moment, car mon gouvernement a besoin de ce genre d'aide.>>*.

Plus que des imperfections de la mémoire, les différentes versions semblent exprimer des stratégies d'auto-légitimation multiples ; mais elles attestent aussi l'existence de divergences entre les leaders des deux syndicats. Divergences qui n'étaient pas seulement des divergences idéologiques ou politiques, mais aussi une lutte pour la capacité d'influencer les décisions à l'intérieur de PETROBRAS. On y reviendra.

²⁹⁵ Du moins, c'est ce qui ressort des affirmations, aussi bien des leaders syndicaux interviewés que de plusieurs analystes de la question, tels Carvalho(1977), Smith(1978), Marinho(1989) et Dias et Quagliano(1993).

Cependant, le fait à souligner ici, indépendamment des divergences sur la nomination de Geonísio Barroso, c'est le pouvoir de pression et le prestige dont les syndicalistes bahianais du pétrole ont fait preuve à cette époque. D'après certains auteurs²⁹⁶, le nom de Barroso a été pratiquement imposé au président Quadros, ses préférences allant à la nomination d'un politicien bahianais pour le poste de P.D.G. de l'entreprise pétrolière. Cette décision ne peut être dissociée de la place que les syndicats du pétrole commencent à occuper dans le champ politique et syndical à cette époque.

Qu'un président de la République récemment élu et, de ce fait, disposant d'une forte légitimité, ait choisi de donner le contrôle d'une entreprise aussi importante que PETROBRAS à un homme proposé par les syndicalistes, n'exprime pas seulement une stratégie d'assimilation de segments des travailleurs à sa base de soutien politique. Si les "petroleiros" ont réussi à acquérir autant d'importance c'est qu'aux yeux de la classe politique brésilienne, dont le besoin de soutien populaire était évident, ces travailleurs avaient démontré lors de la grève de 1960 une capacité d'organisation et de mobilisation remarquable. Ce n'est pas la volonté de Quadros de se créer un point d'appui politique auprès des ouvriers du pétrole qui leur donne de l'importance mais, au contraire, c'est parce qu'ils s'étaient déjà construits une identité syndicale forte que Quadros saisit l'opportunité de la nomination du P.D.G. de PETROBRAS pour les incorporer à sa base de pouvoir.

La conséquence la plus visible de tout cela fut le début d'une certaine complicité entre syndicalistes et direction de PETROBRAS. Dans le jeu de pouvoir interne à cette entreprise, le poids des syndicats allait devenir un élément important. Ce qui explique, d'ailleurs, maints des avantages obtenus durant cette période par ces ouvriers.

En août 1961, le président de la République Jânio Quadros renonce à la Présidence de la République, en alléguant une conspiration qui l'empêchait de gouverner. Cela déclenchera une crise politique et militaire de grande importance, car certains secteurs militaires n'acceptaient pas que le vice président João Goulart – considéré comme l'héritier politique de Getúlio Vargas – assume le pouvoir comme le prévoyait la Constitution du pays. Le compromis trouvé pour éviter une guerre civile – l'armée était divisée sur la question – fut l'intronisation de Goulart, à la condition qu'il accepte le parlementarisme comme système de gouvernement.

Durant la semaine qui s'écoula entre la démission de Quadros et l'adoption du parlementarisme par le Congrès National, les leaders syndicaux les plus importants du pays se prononcèrent pour que la Constitution soit respectée ; ils menacèrent même de provoquer une grève générale, en cas d'adoption d'une solution anticonstitutionnelle à la crise.

À Bahia, les "petroleiros" accompagnent les événements en assemblée permanente et conjointe aux deux syndicats, de l'extraction et du raffinage. Le climat de tension qui devait régner dans cette réunion, s'exprime par les mots laissés à la fin du compte rendu de celle-ci : << Fin de l'assemblée permanente à minuit, le 5/9/61 avec la victoire de la légalité. VIVE LE BRÉSIL ! VIVE LA CONSTITUTION ! VIVE LE SINDIPETRO !>>.

²⁹⁶ Carvalho (1977), Dias et Quaglino (1993), Marinho Jr. (1989) et Smith (1978)

11.3.1. L'alliance populiste à Petrobras

Après l'intronisation de Goulart à la Présidence de la République et l'instauration du parlementarisme dans le pays, les leaders des syndicats des travailleurs du pétrole de tout le Brésil se manifestent pour que le changement de gouvernement n'entraîne pas de changement à la direction de PETROBRAS. En effet, Barroso reste à la tête de l'entreprise pétrolière, ce qui était jusqu'alors inusité dans la tradition administrative brésilienne ; laquelle exigeait que chaque nouveau gouvernement renouvelle les dirigeants des principales compagnies nationales. Le maintien de Barroso était inusité et aussi inespéré, car ses points de vues sur les priorités de la compagnie n'étaient pas partagés par le nouveau Ministre des Mines et Énergies, auquel PETROBRAS était attachée. Ce qui démontre que pour le gouvernement Goulart il était important d'avoir des contacts avec les syndicalistes.

La tension entre le Ministre des Mines et Énergies et le président de PETROBRAS éclate en janvier 1962, quand sort un rapport signé par des techniciens de l'entreprise du pétrole, mettant en cause les évaluations courantes sur le potentiel pétrolifère du Brésil. Jugeant ce rapport trop pessimiste, le Ministre écarte Barroso de la direction de PETROBRAS.²⁹⁷

Tout de suite après l'annonce de cette décision, les travailleurs de l'industrie pétrolière de Bahia entrent en grève ; cette fois-ci, aussi bien ceux du raffinage que ceux de l'extraction, paralysant ainsi, pratiquement toutes les activités de PETROBRAS dans l'État.

En raison du caractère régionaliste de l'interruption de travail, l'ensemble des moyens de communication de Bahia vont soutenir les "petroleiros" : les éditoriaux des journaux, par exemple, sont favorables à la grève et plusieurs politiciens de l'État viennent accorder, en public, leur soutien aux travailleurs en grève.

Ceci va augmenter la résistance des syndicalistes bahianais face aux critiques de plusieurs tendances politiques nationalistes, soucieuses de ne pas compromettre l'image de la compagnie pétrolière face à l'opinion publique du pays.

Dans un entretien accordé à un grand journal de Salvador, le président du SINDIPETRO de l'époque explique les raisons qui ont amené les "petroleiros" à la grève, évoquant clairement la dimension régionaliste de la grève :

<<La grève a été déclenchée parce que les travailleurs ne connaissent pas les raisons pour lesquelles le Ministre Gabriel Passos²⁹⁸ a évincé un technicien de la présidence de l'entreprise. (...) Le seul chemin possible est de paralyser toutes les activités pour forcer le gouvernement à prendre en compte, dans ses décisions, les travailleurs, lesquels ne participent pas aux décisions sur ce sujet. (...) pendant la dernière crise politique pour le maintien de la légalité, les syndicats des travailleurs du pétrole étaient disposés à faire tout le nécessaire

²⁹⁷ In Marinho Jr (1989 ; 314).

²⁹⁸ Il s'agit du politicien nationaliste qui siégeait à la tête du Ministère des Mines et Énergies à cette époque.

pour assurer l'autorité du gouvernement. Maintenant, il n'est pas possible, nous ne pouvons accepter qu'un Ministre de ce gouvernement veuille transformer la PETROBRAS en une organisation qui dépende exclusivement de sa volonté. (...) Les travailleurs attendent que le gouvernement éclaircisse les faits et (...) nous n'accepterons que la proposition d'un technicien aux capacités reconnues et qui soit véritablement éloigné des groupes économiques et politiques. Dans ce cas-là, nous espérons que le candidat choisi soit originaire de Bahia, car c'est à elle qu'appartiennent les droits les plus importants dans l'entreprise.>>²⁹⁹.

On s'aperçoit ici que les véritables raisons de cette grève n'étaient pas seulement la défense de PETROBRAS et du Monopole d'État. Un autre mobile était la crainte des leaders syndicaux de perdre leur pouvoir à l'intérieur de la compagnie. Le discours pour la défense de la nomination d'un Bahianais à la place de Geonísio Barroso semble indiquer la volonté de faire accéder à la présidence de PETROBRAS quelqu'un ayant fait des compromis avec les syndicalistes de Bahia.

Mais, portée par un discours si régionaliste, cette grève ne pouvait pas compter avec le soutien des syndicats de "petroleiros" d'autres États, ni des organisations ouvrières nationales. Ainsi, les syndicats des travailleurs de la raffinerie de Cubatão et celui des travailleurs de PETROBRAS de Rio de Janeiro se manifesteront contre cette grève, et il est certain que les groupes politiques nationalistes ne seront pas très satisfaits. Un leader syndical des travailleurs de la pétrochimie de Bahia – à cette époque rattaché au SINDIPETRO – et membre du Parti Communiste, exprimera clairement la méfiance des dirigeants de ce parti vis-à-vis des syndicalistes bahianais du pétrole :

<< ... les compagnons de la direction du Parti, à Rio, pensaient que ma présence ici dans le mouvement syndical de Bahia était fondamentale. Parce que le mouvement syndical ici à Bahia était un mouvement (...) qui n'avait pas de formation politique : il prenait parfois des positions avancées et parfois réactionnaires, (...) comme ce fut le cas pour le Ministre Gabriel Passos, le Ministre le plus nationaliste qu'il n'y ait jamais eu dans le secteur des Mines et Énergies, il a été destitué pratiquement par les syndicalistes d'ici, de Bahia. (...) Les gens ici avaient une vision trop régionaliste des problèmes.>>³⁰⁰

Dans le même esprit, les syndicats des travailleurs du pétrole d'autres États du Brésil se positionnent contre la grève déclenchée dans les unités de PETROBRAS à Bahia après la destitution de Geonísio Barroso. Dans un télégramme, les présidents des syndicats des ouvriers du pétrole de Cubatão, à São Paulo, et de Rio de Janeiro, demandent au président de l'Union Nationale des Travailleurs des Chemins de Fer d'intercéder auprès des petroleiros bahianais afin de mettre fin à la grève :

<<Demandons transmettre syndicats du pétrole de Bahia, position des syndicats de Cubatão et Rio de Janeiro d'acceptation de la décision du gouvernement relativement à PETROBRAS. Nous ne participerons pas grève défense Geonísio Barroso. Nous faisons appel bon sens des compagnons des syndicats du pétrole de Bahia.>> (cité in : Oliveira Jr., 1993 : 70).

²⁹⁹ In Journal A TARDE 8/01/62.

³⁰⁰ Cité in Novoa(1990).

Malgré tout, sur le plan strictement syndical, la grève fut un succès. Les travailleurs arrêtaient complètement les activités, aussi bien de la raffinerie que des zones productrices de pétrole, à Bahia. De plus, à la fin du mouvement, les syndicalistes réussirent à participer aux négociations pour la nomination du nouveau président de l'entreprise.

Que ce soit en raison de leur poids stratégique ou de la détermination dont ils ont fait preuve lors de la grève, ou encore, parce que le gouvernement João Goulart avait de plus en plus besoin de s'allier aux représentants du mouvement ouvrier pour pouvoir peser davantage dans le champ politique, le fait est que, vers le huitième jour de grève le gouvernement annonça le nom de Francisco Mangabeira pour diriger la compagnie pétrolière ; après quoi, la grève des "petroleiros" de Bahia toucha à sa fin. Comme auparavant, lors de la grève de 1960, les grévistes n'allaient pas souffrir de représailles : pas de punitions et les jours de grèves seraient payés intégralement.

Mr. Mangabeira était, outre un économiste et politicien socialiste aux idées nationalistes, bahianais. Sa nomination fut négociée directement entre les syndicalistes du pétrole et le président de la République : d'après les principaux journaux du pays et d'après les entretiens réalisés avec les syndicalistes, le choix de Mangabeira fut réalisé par les syndicalistes du pétrole³⁰¹ à partir d'une liste de six personnalités proposée par le président Goulart.

La gestion Mangabeira allait marquer un rapprochement plus important entre la direction de l'entreprise et les responsables syndicaux ; autrement dit, elle représente la confirmation et l'amplification du pouvoir syndical à PETROBRAS. Ainsi, dès son programme de gestion, Mangabeira, après avoir considéré légitime la revendication des travailleurs pour la semaine de travail de cinq jours³⁰², souhaitait :

<< La formation d'une commission permanente composée des ouvriers et des ingénieurs, représentés par leurs syndicats (ou de la manière qui puisse exprimer la pensée des travailleurs le mieux possible), pour être en contact permanent avec la direction de PETROBRAS sur diverses questions : liées au travail et à la rémunération ; à l'assistance et aux oeuvres sociales ; à l'augmentation de la production et de la productivité de l'entreprise dans ses secteurs les plus divers ; à l'élaboration d'un projet de loi pour créer à PETROBRAS une nouvelle place dans le comité de direction : le directeur social, dont le nom doit être proposé par l'ensemble des travailleurs sur une liste de trois noms. ...>> (In : A TARDE de 15/01/62).

C'était en quelque sorte une cogestion informelle qui s'amorçait. La participation décisive des syndicalistes de PETROBRAS à la nomination de Mangabeira les autorisait à jouer un rôle plus actif dans la vie interne de l'entreprise. Ainsi, la direction de PETROBRAS concédera aux travailleurs maintes de leurs revendications, notamment celles liées aux améliorations de salaires et aux modifications des méthodes de gestion du travail. Datent de cette période quelques-uns des avantages qui ont marqué le plus les souvenirs des

³⁰¹ Thèse admise par la plupart des chercheurs ayant étudié cette question.

³⁰² Ce qui sera introduit à PETROBRAS en mars 1962, deux mois après la nomination de Mangabeira.

travailleurs du pétrole.

De même, les syndicalistes auront une participation importante dans la nomination des responsables régionaux de PETROBRAS ; les responsables syndicaux créent ainsi un réseau traversant toute la structure organisatrice de l'entreprise. D'après plusieurs témoignages d'ingénieurs et de syndicalistes, à cette époque, tout ingénieur ou administrateur voulant monter dans la hiérarchie de l'entreprise, devait se rapprocher des leaders syndicaux les plus influents au niveau de l'entreprise ou du gouvernement.

<<A cette époque, la propre administration centrale de PETROBRAS détermina que le syndicat devait être reçu et respecté, etc., etc. Cela à tel point qu'une voiture était mise à la disposition du président du syndicat. La chose prend de l'importance, avec le soutien du propre président de la République ; les autres responsables étaient obligés de suivre...>>. (Témoignage de l'ingénieur qui fut le patron de la Région de Production de Bahia – RPBa – entre 1961 et 1963. Entretien E-116, réalisé par des chercheurs de la Fundação Getúlio Vargas, dans le cadre de la convention PETROBRAS/FGV-CPDOC).

Par ailleurs, dans le même entretien, cet ingénieur fait part d'un échange qu'il eut avec Francisco Guimarães, une semaine après l'intronisation de ce dernier à la tête de la compagnie du pétrole. D'après lui, Guimarães prétendait le licencier de son poste de patron de la RPBa, mais en raison de l'opposition des syndicalistes de Bahia, Guimarães a dû revenir sur sa décision. La raison de cette prise de position des syndicalistes bahianais en faveur du responsable de la RPBa aurait été, d'après ce dernier, le climat d'entente qui régnait entre l'administration régionale de PETROBRAS à Bahia et les syndicats des travailleurs. Opinion qui n'est pas très éloignée de celle du président du STIEP de l'époque :

<<... avec le Docteur X., à mon époque, j'ai pu résoudre tous les problèmes ; c'est-à-dire, le syndicat et les travailleurs ont gagné cela..>> (entretien, réalisé par l'auteur, avec le président du STIEP entre 1960 et 1964).

Ce que ces témoignages démontrent, c'est l'existence de compromis entre syndicalistes et représentants régionaux de l'entreprise ; compromis réalisés sur la base de la nouvelle influence des leaders syndicaux sur le plan politique et qui avaient comme contrepartie, de la part des responsables régionaux de l'entreprise, l'acceptation de certaines règles imposées par les syndicalistes. En revanche, ceux-ci devaient non seulement soutenir l'ascension hiérarchique des ingénieurs qui leur étaient proches, mais aussi exercer un contrôle sur les revendications et sur les mouvements des travailleurs.

On reviendra plus tard sur les conséquences de cette complicité entre responsables de l'entreprise et syndicalistes, mais d'ores et déjà, il faut souligner que cela fut possible seulement grâce au contexte de politisation de la société brésilienne entre 1961 et 1964. Nous avons là une des influences de la conjoncture sur la vie interne de PETROBRAS dans cette période de son histoire.

Quoi qu'il en soit, il est certain que la nomination de Francisco Mangabeira pour diriger PETROBRAS provoque un accroissement de la participation des syndicalistes dans des domaines de la vie interne de l'entreprise jugés, jusqu'alors, réservés au corps des managers de l'entreprise. Cela engendrera l'opposition de certains chefs d'unités, d'un grand nombre d'ingénieurs et de l'encadrement, vis-à-vis de Mangabeira, car dès mai

1962 (quatre mois à peine après l'intronisation du P.D.G. de PETROBRAS) ils font publier (par le biais de l'Association des Ingénieurs de PETROBRAS³⁰³ –AEPET– récemment créée) un manifeste demandant l'éviction de Mangabeira pour mauvaise gestion. Les syndicalistes du pétrole de tout le pays se constitueront solidaires du président de l'entreprise et feront savoir qu'ils sont disposés à entamer une autre grève en cas de changement à la direction de PETROBRAS.

Cette manifestation de soutien des syndicats des travailleurs a permis à Mangabeira de rester à son poste et, de surcroît, de relever de leurs fonctions les cadres qui avaient signé le manifeste. En récompense, les syndicalistes ont pu participer au processus de nomination des nouveaux responsables, choisis parmi les ingénieurs n'ayant pas participé à la manifestation contre Mangabeira³⁰⁴ ; en même temps celui-ci s'engageait à "... *faire pression sur le gouvernement pour qu'il adopte des mesures favorables à une action économique plus importante de PETROBRAS, telle le Monopole sur l'importation et la distribution de pétrole et de ses dérivés, ainsi que la nationalisation des raffineries privées.*" (Carvalho ; 1977 ; 138).

Cependant, avec la mort du Ministre des Mines et Énergies en juin 1962, les constantes et grandissantes critiques à l'encontre de la gestion Mangabeira dans la presse, et les mauvais résultats recueillis par PETROBRAS à cette période³⁰⁵, le maintien de Francisco Mangabeira à la tête de la compagnie nationale du pétrole est devenu intenable pour le président Goulart. Ainsi, en juin 1963 on assiste à un nouveau changement à la direction de cette entreprise : à la place de Mangabeira est nommé un Général du courant nationaliste de l'armée (le Général Albino Silva) et, pour apaiser les syndicalistes "petroleiros", qui menaçaient à nouveau de rentrer en grève, sont également nommés deux directeurs proches des travailleurs ; dont, Jairo Farias, qui venait juste d'être nommé patron de la Raffinerie de Mataripe, suite aux démêlés entre Mangabeira et les techniciens de l'encadrement.

En même temps que les syndicalistes consolidaient leur pouvoir dans la structure organisationnelle de PETROBRAS, les leaders syndicaux des "petroleiros" bahianais

³⁰³ L'AEPET dès cette époque se caractérisait par le fait d'être une organisation de surveillance des responsables de l'entreprise. Dans le cas de mesures dont la plupart des ingénieurs jugeaient qu'elles pouvaient provoquer des préjudices à PETROBRAS ou au Monopole d'État, cette association faisait publier des études ou des manifestes dans la presse.

³⁰⁴ A Bahia, le patron de la raffinerie Landulpho Alves fut évincé, laissant la place libre pour que les syndicalistes puissent participer au processus de nomination du nouveau responsable de l'unité.

³⁰⁵ La production de pétrole du pays qui avait crû rapidement à la fin des années 50 (la production par jour passe de 11.000 barils en 1956 à 95.000 barils en 1961, répondant à un tiers de la consommation nationale), commence à se stabiliser au début des années 60. Ainsi, la production brésilienne de brut fut de seulement 91.000 barils par jour en 1962 (d'où les critiques à la gestion de Mangabeira), de 99.000 barils par jour en 1963 et de 93.000 barils par jour en 1964. Plus qu'une question de gestion, ce qui paraît plus vraisemblable pour expliquer cette tendance à la baisse de la production pétrolière brésilienne est l'arrivée aux limites de production des gisements jusqu'alors découverts dans la région de Salvador de Bahia (seule région productrice à ce moment). De toute manière, le débat autour de la production nationale de pétrole montre bien à quel point cette question était devenue importante dans les discours politiques et idéologiques.

gagnaient en visibilité et prestige politique dans l'ensemble de la société. Pour preuve : en octobre 63 lors des élections législatives, qui eurent lieu dans tout le pays, aussi bien le président du STIEP que le président du SINDIPETRO sont élus députés ; le premier, député à l'assemblée législative de l'État de Bahia et le second, député fédéral du Congrès National à Brasília. L'un, Wilton Valença du STIEP, élu pour le Parti Travailleuse Brésilien (le parti varguiste par excellence) et l'autre, Mário Lima du SINDIPETRO, élu pour le Parti Socialiste Brésilien.

Les différences partisans entre les deux leaders exprimaient (d'après plusieurs témoignages de militants de cette période) non seulement leurs divergences idéologiques, mais aussi une lutte pour le contrôle du mouvement syndical des travailleurs du pétrole à Bahia et pour le pouvoir d'influencer les décisions concernant la PETROBRAS. Cette opposition est devenue si tendue que même les journaux de Salvador en faisaient écho :

<<Mário Lima (Député Fédéral) et Wilton Valença (Député de Bahia) partagent le leadership syndical des "petroleiros". (...) Divergence : Mário Lima a négocié le licenciement du président de PETROBRAS³⁰⁶ contre la nomination de deux directeurs : Jairo Farias et Hugo Régis (...) Valença se venge en empêchant une grève pour la réadmission des deux directeurs cités ci-dessus>>³⁰⁷ .

L'incident auquel l'article fait référence, l'éviction des deux directeurs soutenus par les syndicalistes, a lieu en janvier 1964. Le président de PETROBRAS, Albino Silva, dont la nomination n'avait pas été soumise à l'avis des syndicalistes, essaiera depuis son intronisation, en juin 1963, de s'éloigner du pouvoir syndical en écartant les directeurs suggérés par les syndicats. L'opportunité viendra en janvier 1964, lorsque Silva, alléguant la corruption, se débarrassera de plusieurs directeurs et techniciens de la compagnie, y compris Jairo Farias. Toujours est-il que, face au grand scandale qui couvait, les anciens directeurs et le président de la compagnie s'accusant de corruption par presse interposée, le président Goulart licencie toute la direction de l'entreprise et installe une commission parlementaire pour vérifier les faits.

Les syndicats du pétrole, tout en soulignant leur soutien aux directeurs licenciés et leur méfiance vis-à-vis de Albino Silva, vont menacer d'entrer en grève au cas où Goulart nommerait quelqu'un sans passé nationaliste et sans compromis avec le Monopole d'État du pétrole à la tête de PETROBRAS ; de même, ils essayeront de faire pression sur le gouvernement pour que les anciens directeurs, écartés par Silva, soient réintégrés.

Toutefois, il n'y aura pas de grève à ce moment, et cela pour plusieurs raisons: à cause des divisions internes au mouvement syndical du pétrole, comme le laisse penser l'article ci-dessus ; de plus, João Goulart, en prenant l'initiative de nommer à la présidence de PETROBRAS le Maréchal Osvino Alves, très populaire parmi les nationalistes³⁰⁸ ,

³⁰⁶ Il s'agit de Francisco Mangabeira

³⁰⁷ DIARIO DE NOTICIAS, le 5/1/64 in : *Novoa* (1990 ; 59).

³⁰⁸ Osvino Alves était connu comme le " général du peuple " et il était à tel point populaire qu'on le présentait pour être le candidat des forces de gauche pour la succession de Goulart en 1964.

désarme les résistances des syndicalistes du pétrole ; et aussi parce que la complicité entre syndicats et dirigeants de l'entreprise avait affaibli le pouvoir de mobilisation effective des syndicats.

11.3.2. Les syndicats deviennent moins mobilisateurs

Par ailleurs, depuis la destitution de Mangabeira et la montée de Albino Silva à la tête de l'entreprise, en juin 63, les syndicats des travailleurs du pétrole semblaient ne plus maîtriser les mobilisations des travailleurs de PETROBRAS. Ainsi, en août 1963, lorsque les travailleurs d'une des raffineries privées rentrent en grève pour exiger la nationalisation de cette raffinerie, les travailleurs de l'entreprise nationale pétrolière menacèrent aussi de paralyser leurs activités en solidarité. Mais, après les déclarations publiques du président de PETROBRAS et du président de la République, rappelant les dangers d'un tel mouvement et surtout, après l'intervention de l'armée dans la raffinerie de PETROBRAS située aux alentours de Rio de Janeiro, pour empêcher la mobilisation programmée, les syndicalistes changent d'avis et repoussent la grève à une date où les conditions politiques seront plus favorables.

C'est la période où les syndicalistes, à défaut de pouvoir organiser des mobilisations ouvrières, font publier de grands manifestes, à l'image de celui-ci :

<< MANIFESTE DES TRAVAILLEURS DU PÉTROLE DU BRÉSIL AUX TRAVAILLEURS ET AU PEUPLE EN GÉNÉRAL. Les Travailleurs du pétrole du Brésil, rassemblés en une mémorable assemblée, dans la ville de Santo André, État de São Paulo, pour analyser la lutte en faveur de la nationalisation des raffineries privées, à commencer par Capuava ³⁰⁹ ; après avoir apprécié le développement de la campagne et senti la disposition de la direction de PETROBRAS, du CNP ³¹⁰ et de la Présidence de la République à accorder cette revendication – un impératif national –, nous affirmons : 1) que notre lutte (...) représente les intérêts du monopole d'État sur le pétrole et les intérêts de l'Économie Nationale ... 2) que nous sommes, dans tout le Brésil, suffisamment préparés pour réaliser, en cas de nécessité, une grève pour la nationalisation des raffineries privées. Nous ne la faisons pas maintenant en raison des appels que les autorités de la République nous ont adressés dans ce sens ...>> (in Boletim Informativo do STIEP ³¹¹, année 1, n° 2, 15/09/63).

Notons, en passant, la référence à une éventuelle grève des travailleurs du pétrole, laquelle n'aurait pas eu lieu en raison des appels des "autorités de la République". Cela nous paraît indiquer deux choses :

le besoin de légitimation des syndicalistes par le rapprochement avec les "autorités de la République", et 1.

³⁰⁹ Il s'agit de la plus importante raffinerie privée alors en activité dans le pays. Dans les débats pour la nationalisation des raffineries privées, la raffinerie de Capuava est devenue un cas emblématique, un symbole.

³¹⁰ Conseil National du Pétrole, organe chargé d'établir les contours de la politique pétrolière brésilienne.

³¹¹ Il s'agit du journal d'information qui était édité par le STIEP.

l'incapacité des syndicalistes à avoir une action indépendante du pouvoir politique. 2.

Cela ne signifie pas que les syndicalistes aient perdu toute leur influence sur les prises de décisions à PETROBRAS. Cependant, le pouvoir démontré par les syndicalistes ne se matérialisait plus par une réelle capacité de mobilisation ouvrière. Leur pouvoir, un pouvoir effectif, était progressivement devenu un pouvoir basé sur un soutien essentiellement politique, beaucoup plus dépendant des rapports établis avec les politiciens que de la capacité d'engagement de la masse ouvrière.

C'est une période de grandes concentrations de masse, mais la plupart du temps en dehors des lieux de travail ; comme par exemple, lors des commémorations du dixième anniversaire de la création de PETROBRAS, en août 1963 : les syndicats des "petroleiros" organisent une grande manifestation dans les rues principales de Salvador, avec la présence de plusieurs politiciens d'envergure nationale. On se contentait de démontrer le pouvoir syndical ; on pensait ainsi convaincre l'entreprise et le gouvernement de céder devant les menaces de mobilisations réelles.

Ayant volonté de souligner la proximité entre les syndicalistes et le pouvoir, Mario Lima nous racontera, lors d'un entretien, la venue de João Goulart pour l'inauguration du nouveau siège du SINDIPETRO en juin 1963 :

<< À cette époque, quand nous avons inauguré notre siège ici à Salvador, Jango, le président de la République, est venu spécialement pour cela. Il est arrivé et a dit publiquement : " je suis ici en réponse à l'invitation du président de ce syndicat, mon ami Mario Lima". Cela parce que la presse disait que j'étais mégalomane, car le président de la République n'allait pas venir à Bahia seulement pour inaugurer le siège d'un syndicat de travailleurs !>>.

D'ailleurs, le discours alors prononcé par le président de la République ne pouvait laisser le moindre doute sur l'importance qu'il accordait aux syndicats des travailleurs dans sa stratégie de construction d'une base de soutien à son gouvernement.

<< (...) je sais ce que représente aujourd'hui la PETROBRAS pour le peuple brésilien, pas seulement comme affirmation de notre foi et de notre espoir, mais aussi comme hymne d'affirmation nationaliste vivant en son esprit. (...) Getúlio Vargas est ici présent, à ce siège syndical et à ce moment, parce qu'il est présent dans la lutte du peuple brésilien ...>>³¹²

La présence d'un président de la République à l'inauguration du siège syndical d'une corporation de travailleurs, témoigne du niveau de proximité entre les plus hauts pouvoirs du pays et les syndicalistes ; cela démontre aussi, que du côté des syndicalistes, cette proximité était une manière de se légitimer devant la base ouvrière, devant les responsables de l'entreprise et devant les autres acteurs du champ politique. Leur légitimité, dans ces termes, dépendait plus de leur proximité avec les centres du pouvoir que de leur capacité de mobilisation des masses.

Autrement dit, leur pouvoir mobilisateur, au cours des années 60, devient de plus en plus dépendant de leur proximité avec les "autorités" du gouvernement ou de l'entreprise ; ce qui était considéré comme une garantie de réussite des revendications et de protection

³¹² JORNAL DA BAHIA 2/6/63 in : *Novoa* (1990).

contre les sanctions.

Ainsi, par exemple, lors de la grève de janvier 1962, après la destitution de Geonísio Barroso, de nombreux indices montrent que l'administration régionale de PETROBRAS a favorisé la réussite de la grève. Un militant du STIEP de l'époque nous indiquera que des fonctionnaires de la surveillance de l'entreprise sont allés dans des sondes de perforation, éloignées du siège régional, afin de convaincre les travailleurs d'arrêter le travail. De même, un haut fonctionnaire de l'administration régionale de Bahia déclara à la presse que cette grève pouvait représenter des avantages pour l'entreprise si "à l'issue résultait une meilleure gestion des affaires pétrolières du pays"³¹³.

Ces indices n'ont pas manqué d'attirer l'attention de la presse de Bahia, où des articles, mettant en cause les responsables régionaux de PETROBRAS seront publiés ; ce qui fut réfuté par un article du patron de la RPBa (Région de Production de Bahia), paru dans le journal A TARDE du 24 janvier 1962, tout de suite après la fin de la grève. L'importance de cet article est qu'il témoigne sinon d'une attitude incitative, du moins d'une certaine bienveillance, de la part de l'administration de PETROBRAS de Bahia, vis-à-vis des grévistes.

<< En tant que surintendant de la RPBa, face à la grève des ouvriers, j'ai pris soin de préserver le patrimoine de l'entreprise et d'assurer la continuité des opérations dont l'arrêt pouvait provoquer de graves et imprévisibles préjudices ; cela sans adopter de mesures répressives à l'égard des grévistes. Nous nions donc l'accusation selon laquelle la haute administration de l'entreprise de Bahia aurait incité à la grève.>> (In A TARDE, 24/01/62).

Y avait-il, à la tête des responsables de PETROBRAS à Bahia, la perspective de monter dans la hiérarchie de l'entreprise ? Il est difficile de le savoir aujourd'hui, mais il faut prendre en compte le fait que Barroso avait été le patron de la RPBa avant de devenir président de PETROBRAS ; d'ailleurs, une des conquêtes des syndicats, en juin 1963, sera bien la nomination du patron de la raffinerie de Mataripe à la direction de l'entreprise. Tout cela vient montrer que, du moins sous forme d'hypothèses, l'idée que les syndicats pouvaient catapulter les responsables régionaux à la tête de l'entreprise, était bien dans l'ordre du jour.

Ainsi, on peut affirmer que l'action syndicale des travailleurs du pétrole entre 1961 et 1964 s'est caractérisée par une diminution de l'autonomie des travailleurs dans l'organisation des mouvements de masse et par une dépendance grandissante de ces mouvements vis-à-vis des compromis entre syndicalistes et responsables de l'entreprise ou du gouvernement.

C'est dans ce contexte qu'a lieu le pronunciamiento de 1964. Les travailleurs du pétrole, avec la complicité de quelques-uns des hauts fonctionnaires de PETROBRAS à Bahia, tenteront de résister au coup d'État, répondant ainsi à l'appel de grève générale du CGT. Cependant, face à une situation nationale de renforcement du pouvoir militaire, et devant les premières mesures répressives de l'armée à l'intérieur de PETROBRAS, les syndicalistes encore en liberté durent appeler les travailleurs à reprendre le travail. C'était la fin de l'expérience du syndicalisme populiste chez les ouvriers du pétrole de Bahia.

³¹³ In A TARDE du 09/01/62.

C'est là la dynamique classique du syndicalisme populiste jusqu'en 1964 au Brésil, plusieurs auteurs l'ont déjà souligné ³¹⁴. La spécificité des "petroleiros" de Bahia est justement d'avoir réussi là où la plupart des syndicalistes populistes avaient échoué. Ils sont parvenus, à partir de leur pouvoir "politique", à avoir un contrôle de certains aspects gestionnaires de l'entreprise, telle la politique du personnel et, dans une moindre mesure, la politique d'investissement. C'est une des raisons, peut-être, qui explique l'image positive du syndicalisme populiste dans les souvenirs de ces ouvriers...

11.3.3. Syndicats et Monopole du pétrole

Par rapport à la politique d'investissement de l'entreprise, fait inédit dans les entreprises nationales brésiliennes, les syndicalistes ont gagné un certain pouvoir d'influence sur les décisions techniques de PETROBRAS. Dans un entretien publié dans le livre de Dias et Quaglino (1991 ; 139), un ancien directeur de l'entreprise affirme que les syndicalistes ont gagné tant de pouvoir dans les premières années de la décennie 1960, que même sur des questions techniques ils pouvaient intervenir :

<<...les syndicats à un certain moment ont jugé que Pedro de Moura ³¹⁵ ne respectait pas leurs positions et ont décidé de faire un mouvement pour le destituer. (...) Les gens du syndicat étaient dans une salle. Et ces gens-là, qui n'étaient pas des techniciens, dirigeaient les débats entre Pedro de Moura et les autres techniciens, en défendant un problème essentiellement technique : si l'on devait ou pas perforer des puits dans un endroit du Recôncavo, à Bahia, ou si la décision de localiser un certain puits dans une région avait été bonne ou mauvaise. Il y avait des choses de ce genre que, aujourd'hui, en regardant le passé, on voit que c'était presque des absurdités>>. ³¹⁶

Ceci est un sujet de polémique car, même parmi les syndicalistes il n'y a pas consensus sur cette question. Certains nient avoir eu de l'influence sur des questions techniques ; ils affirment, au contraire, que leurs seuls intérêts étaient les relations de travail et la défense de PETROBRAS. D'autres, à l'inverse, affirment que leur pouvoir sur les domaines techniques était indirect, par le biais de techniciens ayant été soutenus par les syndicats dans leurs ascension hiérarchique.

Malgré tout, il paraît fort probable que le pouvoir des dirigeants syndicaux ait largement dépassé les seuls domaines des relations de travail. D'ailleurs, dans un contexte où la question pétrolière était idéologisée et politisée comme elle l'était dans les années 60, la frontière entre une question technique et une question plus générale, comme la défense du Monopole d'État dans le domaine pétrolier, n'était pas simple à établir.

Par exemple, les conclusions du rapport Link sur le potentiel de production de pétrole

³¹⁴ En particulier Erickson(1979) et Weffort(1978).

³¹⁵ *Géologue chargé à l'époque de la réévaluation du potentiel pétrolière du Brésil.*

³¹⁶ *Entretien réalisé en 1989 avec Wagner Freire, ancien directeur de PETROBRAS, pour le programme "Mémoire de l'Industrie du Pétrole au Brésil" de la Fondation Getúlio Vargas.*

du pays revêtaient un poids politique et idéologique considérable. Dans la perspective nationaliste, un rapport contredisant le potentiel pétrolier du pays, ne pouvait être que le fruit de l'action de grands groupes pétroliers étrangers et de leurs alliés internes. Ainsi, tout au long des premières années de la décennie 60, un des buts "techniques" poursuivis par les nationalistes fut de démontrer l'inconsistance des conclusions du rapport Link.

De même, tous les débats sur la viabilité financière de l'extension du Monopole du pétrole à des secteurs tels que la pétrochimie, le transport maritime pétrolier, la distribution de dérivés ou sur la nécessité d'expropriation des petites raffineries privées encore existantes dans le pays, ne pouvaient laisser indifférents les travailleurs du pétrole. Dans la presse syndicale de la période, le débat sur les orientations à donner à la politique pétrolière du pays a occupé une place importante. Dans la mesure où les syndicalistes du pétrole avaient réussi à consolider leur pouvoir au sein de la structure technico-administrative de l'entreprise, ces travailleurs se constituaient en véritables médiateurs entre les diverses positions "techniques" existantes.

Ici encore, si une telle présence syndicale dans la vie interne de PETROBRAS a été possible, c'est que dans la vie politique nationale les syndicats devenaient de plus en plus importants pour la survie du gouvernement. En effet, cette dépendance du gouvernement vis-à-vis du mouvement ouvrier a été visible dès la crise de septembre 61, lorsque la mobilisation ouvrière est devenue un élément important pour surmonter les résistances des militaires et des groupes anti-getulistes à l'intronisation du vice-président João Goulart. Pour se constituer une base de soutien politique, une des possibilités données à Goulart a été de se rapprocher des politiciens nationalistes et des représentants des mouvements populaires³¹⁷.

11.3.4. Du pouvoir des syndicalistes du pétrole : une expérience limitée de COGESTION.

Malgré cela, cette période reste gravée dans les souvenirs partagés des petroleiros, comme l'âge d'or de leurs syndicats ; une époque où les petroleiros étaient respectés au niveau de la société et de l'entreprise, et où maints avantages économiques et sociaux sont venus se rajouter à un prestige social important.

Ce qui restera dans la mémoire de cette époque c'est la liaison entre activité syndicale, d'une part, et gain de pouvoir, d'avantages, de statut social pour les "petroleiros", d'autre part. Même parmi les ouvriers n'ayant pas vécu la période de 1960 à 1964, cette période sera considérée comme une époque mythique.

Voyons, par exemple, comment cet ouvrier, rentré dans l'entreprise en 1970 et sans activité syndicale, nous parle des années 60, période qu'il ne connaissait que par le biais des récits de ses compagnons les plus anciens :

<< Les gens racontaient... l'explication qu'ils donnaient à l'époque c'est que le syndicat était très actif dans les années 60, avant la Révolution³¹⁸, avant 1964,

³¹⁷ Pour plus de détails sur cette période de la vie politique brésilienne voir Skidmore (1992).

³¹⁸ *Dénomination usuelle du coup d'État de 1964.*

pendant le gouvernement João Goulart (...); alors les syndicats, et les nôtres particulièrement : le syndicat de l'extraction et celui du raffinage, avaient beaucoup de pouvoir auprès du gouvernement ; alors, on obtenait beaucoup de choses ...>>

Cela doit nous mettre en garde contre une interprétation trop négative de l'action syndicale des travailleurs du pétrole durant les années 1961 à 1964. Si le pouvoir mobilisateur des syndicalistes du pétrole diminue à partir de la grève de 1962, comment expliquer qu'ils aient pu obtenir plus d'avantages pour les travailleurs à partir de ce moment et, surtout, comment expliquer que cette période demeura une période positive pour les travailleurs ?

La réponse, on la connaît en partie ; le rapprochement des syndicalistes avec la direction de l'entreprise et avec le gouvernement leur procurait le pouvoir d'influencer la gestion du travail de PETROBRAS et d'obtenir des avantages sociaux pour les travailleurs. Dans la mesure où la légitimité de ces syndicalistes était liée, en grande partie, à leur capacité d'obtenir des améliorations matérielles et de faire croître le prestige social des travailleurs du pétrole, il est important de regarder de plus près les mécanismes qui ont rendu cela possible.

Plusieurs avantages acquis par les travailleurs du pétrole datent de cette époque,. Des avantages qui, à l'opposé de plusieurs commissions créées à partir de 1962, furent maintenus après le coup d'État de 1964. De ce fait, ces conquêtes resteront associées aux années 60 et aux pratiques syndicales qui étaient alors hégémoniques.

Ainsi, datent de cette période, le paiement, au titre de la prime de risque, de 30 % du salaire de base pour tous les travailleurs de l'entreprise (même ceux qui travaillaient dans les bureaux), le paiement de 56 % du salaire de base pour les ouvriers travaillant par poste, la prime d'ancienneté (1,5 % du salaire de base par an d'ancienneté) et la participation des travailleurs aux profits de l'entreprise (selon des indices décidés par le conseil d'administration de PETROBRAS). De même, à une époque où le 13^{ème} salaire venait d'être institué dans le pays (en juillet 1962), l'entreprise du pétrole offrait déjà le 14^{ème} salaire (payé lors du congé annuel). En plus, PETROBRAS offrait à ses employés et à leurs familles, des services médicaux et dentaires : ce qui, dans le contexte brésilien, était loin d'être négligeable en terme de salaire indirect. Enfin, PETROBRAS s'engageait à compléter les retraites de ses travailleurs, afin qu'ils ne souffrent pas d'une réduction de leur pouvoir d'achat lors de la retraite.

Tous ces avantages plaçaient PETROBRAS, dans les discours syndicaux, au rang d'entreprise pionnière dans le domaine des relations de travail au Brésil. Ce qui explique que pour l'ensemble du mouvement syndical, les conquêtes des travailleurs du pétrole apparaîtront comme des modèles, comme des objectifs à atteindre et à étendre à tous les travailleurs brésiliens. En ce qui concerne notre sujet, ces avantages démontrent à quel point les syndicalistes du pétrole avaient accru leur pouvoir à l'intérieur de l'entreprise à cette époque.

Ce processus débute avec la nomination de Geonísio Barroso à la Présidence de PETROBRAS, à laquelle les syndicalistes ont longuement participé. Barroso devient président de la PETROBRAS peu de temps après la fin de la grève de novembre 1960 chez les travailleurs de la raffinerie de MATARIPE, de sorte qu'il est difficile de savoir

lequel de ces deux événements a influencé les changements survenus dans les relations de travail à PETROBRAS à cette époque.

Ce qui semble vraisemblable, néanmoins, est que ces deux phénomènes ont interagi ; c'est grâce à leur capacité organisatrice, démontrée lors de la grève de 1960, que les syndicats des travailleurs du pétrole se légitiment en tant qu'acteurs collectifs et politiques importants. Dans une conjoncture de radicalisation des mouvements national-populistes et de montée du pouvoir des syndicats à l'échelle nationale, comme ce fut le cas au début de la décennie 60, le nouveau statut social des syndicalistes du pétrole allait leur offrir la possibilité d'une participation accrue aux décisions touchant l'entreprise.

Quoi qu'il en soit, la plupart des témoignages recueillis soulignent le fait que les conditions de travail dans l'entreprise se sont nettement améliorées à partir de 1961, suite à la grève de 1960 et à la nomination de Barroso.

<< Après la première grève, beaucoup de choses ont changé à PETROBRAS. Par exemple, nous avons un chef du personnel très dur, lié à Carlos Lacerda³¹⁹. Après la grève, il est parti et à sa place est venu un technicien du Ministère du Travail qui était plus habile dans la négociation...>>. (Témoignage de celui qui fut le Secrétaire du SINDIPETRO en 1960).

D'autres citeront l'amélioration des conditions de transport, de travail, de logement et de la qualité des relations entre chefs et subordonnés à cette période, changements interprétés, en général, comme une conséquence directe du début des mouvements collectifs de la corporation.

Ce qui n'était pas très éloigné de la vision que la direction de l'entreprise avait à l'époque. Dans un rapport que la direction de la raffinerie de Mataripe envoie à la direction de l'entreprise à Rio, en avril 1961, on fait référence à l'urgence d'y améliorer les conditions de travail (on parle expressément du réfectoire) car :

<< ... nos ouvriers ont déjà atteint un niveau de politisation qui les conduit à faire des revendications chaque jour plus importantes. Organisés en syndicats, ils réclament, protestent et revendiquent collectivement ; cela surtout après la confiance acquise dans les mouvements de masse avec la grève qu'ils ont réalisée où, dans le pire des cas, ils ont obtenu la certitude d'être capables de réaliser des mouvements collectifs importants...>>. (Rapport RLAM 0013/60, page 45).

De toute façon, le fait est, qu'à la suite de la grève de 1960, les conditions de travail allaient beaucoup s'améliorer à PETROBRAS avec l'introduction entre autres avantages, de cars pour assurer le transport quotidien des travailleurs entre leurs lieux de résidence et les unités de production ; auparavant ce trajet était fait dans des camions aménagés. De même, les relations entre les agents de maîtrise et leurs subordonnés vont devenir moins autoritaires et plus humaines ; << les licenciements deviennent plus pondérés, personne ne licencie plus sans raisons.>>, dira un de nos interviewés.

Mais, c'est avec l'accession de Francisco Mangabeira à la Présidence de PETROBRAS, que le pouvoir des syndicalistes va monter en puissance. On l'a vu précédemment, Mangabeira voulait introduire dans l'entreprise une gestion participative

³¹⁹ *Politicien brésilien des années 50 et 60, un des leaders de la droite dans le pays.*

où les travailleurs auraient une certaine influence dans les prises de décisions.

Cela allait favoriser les travailleurs. Nous avons déjà mentionné l'instauration de la semaine de cinq jours, qui a fait suite à l'intronisation de Mangabeira. De même, c'est durant le mandat de Mangabeira que les salaires des travailleurs de Bahia seront définitivement égalisés avec les salaires des travailleurs de PETROBRAS de São Paulo et Rio de Janeiro. Cette égalisation, qui avait été amorcée suite à la grève de 1960, attendait depuis lors une solution définitive ; ce que Mangabeira réalisera dès février 1962, moins d'un mois après son intronisation.

De plus, durant et après la gestion de Mangabeira, les syndicats vont devenir des acteurs importants dans les jeux de pouvoir interne de l'entreprise. On a déjà mentionné le fait qu'ils ont participé au choix de certains des directeurs et présidents de la compagnie. Ici, nous voulons attirer l'attention sur le fait que ce nouveau pouvoir a donné aux syndicats une place particulière dans les stratégies professionnelles des responsables de l'entreprise. Ce qui a augmenté de beaucoup la capacité des syndicalistes à participer effectivement à l'administration de PETROBRAS. Que l'on observe le message qu'un directeur envoya à la direction du STIEP en octobre 1963 :

<<Ayant été intronisé hier à la direction de cette entreprise, je veux m'adresser d'abord aux travailleurs de PETROBRAS de tout le pays. A ces travailleurs qui sont les piliers indestructibles du monopole d'État du pétrole et qui, dans une démonstration d'extraordinaire patriotisme, réalisent des efforts importants pour assurer la mission transcendante que le peuple brésilien leur a confiée : donner du pétrole au Brésil. A tous ces travailleurs, je veux assurer qu'en tant que directeur de cette entreprise je n'oublierai jamais les principes sacrés du monopole d'État du pétrole, instrument essentiel de la lutte pour l'émancipation économique de notre pays. Je veux aussi affirmer que je m'efforcerai de donner des suites favorables aux revendications légitimes des travailleurs de cette entreprise>> (in : Boletim Informativo ³²⁰, n° 2, 15/09/63)

Autrement dit, après les traditionnels et indispensables actes de foi pour la défense du monopole d'État et du nationalisme, ce directeur considérait nécessaire de rassurer les leaders syndicaux sur les "suites favorables" à donner "aux revendications légitimes des travailleurs". C'était une manière de s'attirer la sympathie de ceux qui étaient, du moins en partie, les responsables de sa nomination à la direction de l'entreprise.

Cela ne constituait pas une exception, c'était plutôt la règle de l'époque. Dans ce même numéro du journal du STIEP, on trouve également un télégramme adressé par un autre directeur de l'entreprise au président du syndicat, affirmant les mêmes positions que le texte précédent.

<<Je vous informe du fait que j'ai été intronisé hier, (...). Je veux affirmer ma position comme brésilien et comme membre de cette extraordinaire organisation qu'est la PETROBRAS : je ne m'éloignerai jamais des principes sacrés qui orientent le monopole d'état sur le pétrole. Ce syndicat trouvera en moi un directeur toujours disposé à entretenir un dialogue étendu et ouvert avec les travailleurs et leurs légitimes représentants sur les problèmes des travailleurs et

³²⁰ Il s'agit de journal d'information publié par le STIEP entre 1963 et 1964.

de l'entreprise ...³²¹ >>.

Ici on est encore plus explicite qu'auparavant sur la participation des travailleurs aux prises de décision de l'entreprise : non seulement les questions liées aux travailleurs et à la gestion du travail, mais aussi les problèmes liés à la gestion de l'entreprise, étaient jugés de la compétence des syndicats. Dès lors, on comprend les résistances de certains secteurs d'ingénieurs de l'entreprise à la montée du pouvoir des syndicats. Car cela était non seulement une inversion des principes hiérarchiques en vigueur, mais aussi une inversion des principes régissant la gestion de l'entreprise, le nationalisme devenant plus important que la gestion économique.

Le président du SINDIPETRO et député fédéral, en 1964, éclaircira les limites de l'action des directeurs nommés par les syndicats lors de la cérémonie d'intronisation de l'un d'eux. Après avoir déclaré que les syndicats avaient eu un poids important dans le choix de ce directeur et avoir estimé qu'on devait considérer cela comme normal, il lancera un avertissement à ses critiques et, l'on peut supposer, aussi, à ses alliés, les directeurs :

<< ...les travailleurs n'admettront pas de transgressions par rapport aux intérêts du peuple et de PETROBRAS. (...) Les travailleurs du pétrole disposent d'une organisation capable d'arrêter l'entreprise à n'importe quel moment. (...) Nous emploierons notre capacité à organiser des grèves pour défendre l'entreprise et pour garantir les libertés démocratiques...>> (in : SINDIPETRO JORNAL, n° 30, octobre 1963).

Pour se rendre compte du pouvoir acquis par les syndicalistes de PETROBRAS, que l'on imagine la scène d'intronisation de directeurs d'une entreprise nationale – en présence du gouverneur de Bahia, de députés et d'autres politiciens – où un leader syndical, tout en affirmant que ces directeurs lui devaient leur nomination, les met en garde contre d'éventuelles "transgressions" des intérêts du "peuple" et de "PETROBRAS".

Cette cérémonie vient confirmer le pouvoir des responsables syndicaux à cette période. Cela à tel point que des directeurs envoyaient des lettres de remerciements aux syndicalistes après avoir été intronisés :

<<J'ai le plaisir d'annoncer au cher président et à tous les compagnons que je viens d'être intronisé à la direction de PETROBRAS, où j'espère pouvoir continuer à recevoir l'indispensable collaboration [des dirigeants syndicaux]... Je veux encore, ici, [vous] réitérer mes remerciements en raison du soutien accordé à mon nom pour la direction de l'entreprise ...>> (in : O PETROLEIRO³²², n°5, janvier/février 1964).

Ces démonstrations de pouvoir des syndicalistes allaient permettre l'établissement d'une coopération entre syndicats et entreprise en plusieurs domaines.

Ainsi, par exemple, d'après le Rapport annuel de PETROBRAS de l'année 1964, l'entreprise prenait à sa charge les coûts d'impression des plusieurs journaux syndicaux.

³²¹ Souligné par moi.

³²² Il s'agit du journal d'information du STIEP rebaptisé O PETROLEIRO (auparavant il s'appelait BOLETIM INFORMATIVO).

De même, il est commun de retrouver, dans les résumés des réunions de directions syndicales de cette époque, des références à des emprunts réalisés auprès de l'entreprise ; ainsi, lorsque les syndicats des petroleiros de Bahia créent leurs coopératives de consommation³²³, PETROBRAS leur prêtera de l'argent pour permettre la viabilité de ces projets. Le même schéma sera adopté lorsque les syndicats se lanceront dans le projet de construction d'habitations pour les travailleurs du pétrole, en 1963.

11.3.5. L'institutionnalisation de la cogestion

Tout cela aboutit à l'institutionnalisation d'une cogestion à PETROBRAS. En décembre 1963, par exemple, le président de PETROBRAS, Albino Silva, détermine la participation des travailleurs (par le biais des représentants syndicaux) à l'organe centralisateur des décisions de PETROBRAS à Bahia, le CREBA (Commission Régionale de Coordination de Bahia).

Cette institutionnalisation de la cogestion se matérialisera, également, par la création de commissions où la présence de représentants des syndicats était assurée, dans chaque unité de l'entreprise. Il s'agit surtout des Commissions Paritaires de Discipline et des Commissions Paritaires d'Encadrement Fonctionnel créées au cours de l'année 1963.

Les Commissions Paritaires d'Encadrement Fonctionnel, composées de syndicalistes et de techniciens de l'entreprise, avaient pour fonction de résoudre les nombreuses questions d'écart statutaires ; c'est-à-dire, les cas où des ouvriers étaient classés en dessous des fonctions qu'ils exerçaient véritablement. Il s'agissait surtout de légaliser une situation qui était très courante. Pour éviter que des cas particuliers et temporaires (par exemple, un ouvrier qui remplace l'agent de maîtrise pendant que celui-ci est en vacances, etc.) ne portent atteinte à la structure des fonctions de l'entreprise, seuls les travailleurs exerçant une fonction depuis plus d'un an pouvaient demander la régularisation de leur situation.

Pour estimer l'importance que cette Commission a dû avoir, il suffit d'écouter un des militants engagé dans son organisation :

<<... nous avons régularisé, avec la Commission d'Encadrement, la situation fonctionnelle d'environ 10 % du personnel de la raffinerie de Mataripe.>>.

Par ailleurs, le journal d'information du STIEP, du mois d'août 1963, publie une liste de 4.692 travailleurs de PETROBRAS (liés à la RPBa³²⁴) bénéficiaires des études de la Commission d'Encadrement. Si l'on confronte ce nombre avec le nombre d'employés à la RPBa (environ 7.000), à l'époque, on peut avoir alors une idée plus précise des conséquences de l'action de cette commission sur la vie professionnelle des travailleurs.

Cela procura un gain de légitimité des dirigeants syndicaux vis-à-vis de la base, en même temps que cela leur permit d'établir un moyen de contrôle sur les travailleurs critiques vis-à-vis de leur politique. Certains militants diront que les directions syndicales

³²³ Il s'agissait de sortes de supermarchés qui vendaient des produits à des prix plus bas que le marché.

³²⁴ Région de Production de Bahia.

se sont servies des commissions d'encadrement pour persécuter les travailleurs qui contestaient leurs méthodes d'action ; du fait que les syndicalistes avaient un pouvoir réel dans l'évolution professionnelle d'une partie de la corporation, ces travailleurs contestataires auraient vu leurs demandes de régularisation fonctionnelle refusées. Comme de coutume, il est très difficile d'évaluer la véracité ou l'étendue de ces critiques (s'agit-il d'un cas isolé où était-ce une stratégie d'étouffement des voix contestataires ?) ; néanmoins, ces témoignages montrent que la proximité entre syndicalistes et entreprise était si développée qu'elle a donné lieu à de tels soupçons.

Les Commissions Paritaires de Discipline étaient aussi composées de syndicalistes et de cadres hauts placés de l'entreprise (deux de chaque) ; elles avaient comme principale fonction de réévaluer et de juger de la pertinence des sanctions adressées aux ouvriers. Si quelqu'un se sentait injustement puni par son supérieur hiérarchique, il pouvait s'adresser à ces Commissions de Discipline, lesquelles allaient procéder à une vérification, et par la suite, donner leur avis, favorable ou non, sur le maintien de la sanction disciplinaire. Il faut remarquer que dans cette démarche, les syndicalistes avaient autant de pouvoir de décision que les ingénieurs ou techniciens qui composaient la commission ; toutefois, en cas de divergences entre les membres de la commission, il revenait au surintendant de l'unité de décider quel serait le verdict final.

Malgré tout, la plupart des travailleurs interviewés accordent une grande importance à cette commission : comme facteur de démocratisation des relations de travail dans l'entreprise durant les premières années de la décennie 60. On peut supposer que les agents de maîtrise, confrontés à la possibilité de voir leurs décisions contestées et même invalidées, ont dû être moins fermes par rapport aux sanctions prises à l'égard des travailleurs ayant commis des fautes.

11.3.6. Des transformations symboliques

L'existence de cette commission apparaît, dans les discours des ingénieurs et de certains ouvriers ayant vécu cette période, comme une atteinte à la discipline de l'entreprise. Voyons par exemple comment ce travailleur, lié à la gauche catholique dans les années 60, nous explique son opposition aux syndicalistes populistes et aux commissions de disciplines :

<<Cette commission m'a paru plus politique que... Alors j'ai été contre ... Par ailleurs, une des raisons qui m'a amené à me mettre en opposition par rapport à la direction syndicale fut justement cette Commission Paritaire. Cela parce que je n'admettais pas, d'aucune manière, (...) l'inversion des valeurs. Un ouvrier se tournait vers un ingénieur, n'importe si l'ingénieur était nouveau, et l'humiliait ; et le syndicat soutenait l'humiliation de l'ingénieur ou du chef ! Comme l'ouvrier était syndiqué, le pauvre chef devait accepter ; je n'admettais pas cela. (...) je n'admettais pas l'inversion des valeurs, j'étais très attaché à la discipline et je pense que le grand défaut de notre syndicat à cette époque est qu'il incitait, avant tout, au manque de discipline ...>>.

Dans une société attachée à la hiérarchie et à la discipline comme l'était la société brésilienne de l'époque, il n'est pas très difficile d'imaginer les résistances qui ont dû se développer face à la montée du pouvoir syndical dans les relations de travail à

PETROBRAS . Ce qui explique que la question de l'inversion des principes hiérarchiques soit un thème récurrent dans les témoignages d'acteurs ayant vécu cette période.

Bien que ces commissions aient symbolisé une certaine inversion des valeurs concernant les rapports entre ouvriers et ingénieurs, elles n'ont pas changé complètement les représentations sociales relatives à la discipline nécessaire au bon déroulement des activités productives. Dans le souci de discipliner la force de travail aux règles jugées indispensables dans une activité industrielle, des actes insignifiants prenaient une connotation symbolique majeure.

Voyons comment cet ancien patron de Mataripe (entre 1962 et 1963) justifie le fait d'avoir licencié un ouvrier qui était sorti de la raffinerie avec une pomme dans la poche, ce qui était interdit par le règlement de la compagnie.

<< J'étais surintendant, quand j'ai appris qu'un type avait été licencié. Il était sorti de la raffinerie avec une pomme dans la poche. Quand le personnel de la sécurité se méfiait de quelqu'un il le passait en revue pour voir s'il n'avait pas volé quelque chose. Alors, ils ont trouvé le type avec une pomme. Quelle idée, une pomme ! Mais il a été pris avec une pomme, la question n'était pas la pomme, c'était un vol. Comme c'était un vol il n'avait pas d'explication à donner, il devait être ... (...) Cela est allé jusqu'à la commission paritaire et là-bas le personnel savait qu'avec des vols je ne pardonnais pas... Il y a eu égalité des voix pour et contre le licenciement, quelque chose de très confus, car il y a eu des ingénieurs qui ont voté pour le licenciement, d'autres pour la mise à pied seulement ; il y a eu aussi des syndicalistes à voter pour le licenciement, (...). Comme il y a eu une égalité des voix, il me revenait de décider ; j'ai décidé pour le maintien du licenciement. Cela a fait beaucoup de bruit dans la raffinerie, tout le monde a pris une position, licencier un type à cause d'une pomme ! Mais, je ne l'ai pas licencié à cause d'une pomme, je l'ai licencié parce qu'il a volé. (...) Je ne pouvais pas laisser passer un vol sans faire un exemple. (...) La pomme n'avait aucune valeur, c'était l'attitude ...>>

Il y avait des règles qui ne pouvaient pas être transgressées, sous peine de donner de mauvais exemples. Ainsi, dans le souci d'imposer aux travailleurs une certaine éthique, même une pomme dans la poche d'un ouvrier pouvait être associée à un vol. Du fait que la défense de l'entreprise et du patrimoine public était une des composantes majeures des discours des syndicalistes, même eux ne pouvaient pas s'insurger contre cette règle.

Cela attire notre attention sur les véritables changements introduits par les syndicats, dans l'entreprise pétrolière, durant la première moitié des années 60. Ils ont réussi à imposer des contrôles sur l'action discrétionnaire des responsables intermédiaires dans le domaine des relations de travail ; cela étant, les représentations liées à ce travail sont restées inchangées. Le respect de la discipline, de la hiérarchie, de l'ordre, de certaines valeurs morales, etc. demeurait indépassable. A certains égards, l'action des syndicalistes renforçaient même ces valeurs.

Ainsi, au fur et à mesure que croît le pouvoir syndical à l'intérieur de l'entreprise, croît le personnelisme et le présidentielisme dans la gestion syndicale des principaux responsables. Cela tendra à renforcer le principe de hiérarchie en vigueur à PETROBRAS.

Dans les comptes rendus des réunions syndicales de cette période, le respect (et même, la soumission) témoigné aux présidents des syndicats est très visible. Dans la mesure où ils détenaient le pouvoir d'imposer leur volonté à l'ensemble de la direction, les présidents des syndicats tendaient à s'adonner à un véritable culte de la personnalité, écartant de leur chemin toutes les voix dissidentes, à l'intérieur du syndicat.

11.4. Les syndicats en tant qu'instruments des politiques nationalistes

De telles manifestations de prestige politique n'étaient pas sans conséquences. Pour les directions de PETROBRAS cela signifiait mener une action de plus en plus nationaliste et étatiste (les deux mots étaient synonymes dans le vocabulaire de l'époque) dans le domaine économique et prendre en considération les demandes syndicales. Pour les syndicalistes, les contreparties étaient l'endiguement des demandes considérées comme trop corporatistes (liées aux salaires ou aux conditions de travail) et l'utilisation des mobilisations ouvrières comme moyens pour soutenir soit le gouvernement, soit une politique nationaliste sur la question du pétrole. Autrement dit, les syndicats sont devenus en quelque sorte cogestionnaires de l'entreprise et en tant que tels co-responsables du contrôle de la main-d'oeuvre.

C'est ce qui ressort de plusieurs publications syndicales de cette période. Soit un article paru dans une publication du SINDIPETRO-BA en janvier 1964 :

<< Un véritable ouvrier, comme doivent l'être tous les "petroleiros", a la conscience de son devoir complètement identifié avec notre lutte pour la défense de la Patrie et de l'Entreprise. Nous avons déjà dépassé le stade de la lutte salariale qui était absolument nécessaire. Aujourd'hui, nous avons de plus grandes responsabilités vis-à-vis du Peuple, car nous lui devons la création et la consolidation du Monopole d'État. Il ne peut être admis qu'un compagnon travaille dans notre entreprise seulement pour de l'argent. La productivité doit être une question de conscience ouvrière, surtout pour nous qui avons la responsabilité de démontrer que le Monopole d'État est la solution à nos problèmes communs. Nous ne travaillons pas dans une entreprise privée qui exploite ses travailleurs. Si nous n'avons pas encore obtenu les conditions idéales de travail et satisfaction pour toutes nos revendications, c'est justement parce que nous ne sommes pas encore assez engagés dans la lutte pour la véritable indépendance du Pays. (...) Vous, compagnons, faites de PETROBRAS un instrument de lutte pour notre bonheur et pour la Libération Nationale. Plus de conscience dans la production !>>.³²⁵

Par le biais des appels de défense du monopole d'État sur le pétrole, on essayait de détourner l'attention des ouvriers de PETROBRAS sur les grandes questions nationales, reléguant les luttes pour les demandes spécifiques à un deuxième plan. Cela d'autant plus qu'on présentait les travailleurs du pétrole comme des travailleurs privilégiés, car ils travaillaient dans une entreprise nationale (où il n'y avait pas de patrons, tous étaient des travailleurs) et avaient droits à maints avantages, auxquels la plupart des travailleurs

³²⁵ In SINDIPETRO Journal, 30/01/64.

brésiliens rêvaient. Autrement dit, la situation des travailleurs de PETROBRAS était considérée comme un modèle à suivre dans le pays :

<<Les conquêtes des petroleiros dans le champ du droit social sont pionnières au Brésil. La participation des ouvriers aux profits de l'entreprise, (...), les congés annuels payés deux fois et le salaire qui progresse avec l'inflation, sont aujourd'hui des droits irréversibles acquis par les employés de notre grande entreprise. Cela, en plus de démontrer le grand pouvoir de cette profession nouvelle, a le mérite de montrer au peuple brésilien les avantages et l'efficacité de l'étatisme. L'exemple est surtout politique. Il contribuera, sans doute, à notre processus de prise de conscience.>> (in : BOLETIM INFORMATIF, n° 2, 15/09/63, pp.5).

Dans le même sens, on va souligner les oppositions entre entreprises nationales et entreprises privées afin de mettre en évidence la situation privilégiée des travailleurs de PETROBRAS :

<< Pendant que les travailleurs des entreprises nationales bénéficient de l'Assistance Sociale, Médicale et hospitalière (l'objectif du Monopole d'État est de promouvoir le bien-être de l'ouvrier et d'éviter l'exploitation du travailleur par le patron ...), les travailleurs des entreprises privées sont obligés de travailler au-delà de leur capacité normale de production, avec des bas salaires, sans aucune assistance, pour satisfaire aux taux de profit des capitalistes.>> (in : SINDIPETRO JORNAL, n° 30, octobre 1963).

Dès lors, va se construire un discours sur la nécessité de l'union des travailleurs, syndicalistes et direction de l'entreprise pour surmonter les difficultés que les adversaires du monopole d'État posaient sur le chemin de PETROBRAS. C'est le sens du message de fin d'année que le chef du service du personnel de la RPBa fait publier dans le journal du STIEP fin 1963 :

<<La bonne volonté fait partie de l'esprit de Noël. Et la bonne volonté des hommes de l'entreprise – ouvriers et techniciens – n'a jamais été si nécessaire qu'en ce moment où débute la lutte pour l'autosuffisance en pétrole. (...). Du succès de notre effort naîtront la sûreté et la tranquillité des prochains Noëls du peuple brésilien.(...) Dans cet esprit, toute l'équipe du DEPES ³²⁶, invite tous les compagnons à la lutte pour des Noëls plus heureux pour le peuple brésilien ... >> (In : BOLETIM INFORMATIVO, n° 4, pp.2, novembre 1963).

Il faut remarquer ici que ce texte, quoique écrit par un manager, apparaît dans un journal d'information d'un des syndicats des "petroleiros" ; démontrant ainsi le niveau de complicité entre syndicalistes et responsables intermédiaires de PETROBRAS par rapport à l'idéologie nationaliste et de défense de l'entreprise.

Tout cela donne lieu, en octobre 1963, à la création d'une organisation (le Front Nationaliste du Pétrole), voulant rallier tous les acteurs de l'entreprise à un même objectif : sauvegarder PETROBRAS et "changer les mentalités" des petroleiros, pour les inciter à augmenter la productivité du travail dans l'entreprise.

<<Le Front Nationaliste du Pétrole s'est réuni pour la deuxième fois. Ses statuts ont déjà été approuvés lors d'une réunion avec des ouvriers, des chefs de

³²⁶ Département du personnel.

services et la Surintendance de Mataripe. (...) Ce mouvement prétend unir toutes les tendances autour d'un seul objectif, avec l'approbation du SINDIPETRO. Il prétend aussi créer une nouvelle mentalité pour le petroleiro, dans l'esprit de la campagne de la productivité récemment lancée par la Surintendance en collaboration avec le syndicat.>> (in : SINDIPETRO JORNAL, n° 30, octobre 1963, pp.1).

La volonté d'augmenter la productivité poussaient les syndicats à collaborer avec l'entreprise. La collaboration et la connivence entre syndicalistes et direction de l'entreprise, dans une conjoncture de valorisation du nationalisme autour du pétrole et de PETROBRAS, fit des syndicats instruments de contrôle des travailleurs. Les syndicats, afin d'entretenir l'image de la compagnie du pétrole, vont éviter les mobilisations ouvrières pouvant retourner l'opinion publique contre le monopole d'État du pétrole. Le raisonnement était que si les travailleurs du pétrole – en raison de l'action syndicale – n'étaient plus soumis à des conditions dégradées de travail ni à des bas salaires, il était inadmissible que les petroleiros aient des revendications purement corporatistes ; leurs demandes devaient être en rapport avec les politiques de soutien à la politique nationaliste du pétrole.

Autrement dit, on supposait que les travailleurs du pétrole avaient déjà atteint un niveau de vie idéal. Les mobilisations ouvrières n'étaient donc plus nécessaires comme elles l'avaient été auparavant. Maintenant les travailleurs devaient aider l'entreprise à augmenter la production nationale de pétrole et de ses dérivés ; renforçant ainsi la crédibilité de PETROBRAS dans sa capacité à atteindre son principal objectif : rendre le pays autosuffisant en pétrole.

Cela supposait le développement d'une nouvelle éthique pour ces travailleurs : une éthique basée sur le patriotisme et sur la conscience des responsabilités que la condition de petroleiro présupposait. Dans ce registre PETROBRAS n'était plus une entreprise comme les autres ; elle n'était même plus une entreprise : elle était "un principe".

<< AVIS AUX PETROLEIROS Compagnon : 1) savais-tu qu'en tant qu'employé de PETROBRAS ton devoir est de lutter pour tous les monopoles d'État ? Et que la PETROBRAS avant d'être une entreprise est un principe ?>> (in : SINDIPETRO JORNAL n° 34, 12/12/63).

Prendre conscience de cela signifiait réaliser un profond changement dans les pratiques quotidiennes des travailleurs.

<<4) Savais-tu que défendre la PETROBRAS peut passer par le fait d'être droit, d'être un bon père de famille ? Ou en accomplissant ses devoirs, ne dépensant pas sans compter l'argent que l'effort du peuple t'a donné ? 5) Savais-tu qu'être petroleiro c'est prendre soin des biens de l'entreprise : en n'abîmant pas ses voitures, en respectant les normes de sécurité industrielle, en n'employant pas les voitures en dehors du travail, en observant les consignes des Supérieurs ?(...) 7) Savais-tu qu'être un bon Gardien de PETROBRAS, ..., c'est être Gardien vingt quatre heures par jour, ne permettant pas que ses compagnons, même en dehors du service, fassent quelque chose qui puisse porter atteinte au nom de notre PETROBRAS ? (...) 9) Savais-tu qu'un ouvrier peut économiser beaucoup d'argent de la PETROBRAS : en travaillant avec soin, en n'abîmant pas le matériel, en utilisant bien les outils, en employant les équipements de sécurité industrielle et

en pensant que ton travail n'est pas seulement pour gagner de l'argent, il est principalement pour la grandeur du Brésil ? >>

On peut penser que ces considérations, avancées par les syndicalistes, n'avaient pas seulement l'intention d'impliquer davantage la corporation dans la défense de l'entreprise en changeant leurs pratiques quotidiennes. Dans un contexte où les travailleurs du pétrole étaient considérés comme des nouveaux riches (ce qui était renforcé par toutes les histoires sur leurs pratiques ostentatoires et sur leur snobisme), il y avait une volonté des syndicalistes de modifier cette image.

<<13) Savais-tu que tu ne dois pas de te vanter de ton salaire, tu ne dois pas te servir de ta condition de petroleiro pour humilier les autres travailleurs, car s'ils ne gagnent pas bien ce n'est pas de leur faute, c'est la faute du système d'exploitation ? (...). 16) Savais-tu qu'être violent, dire de gros mots, porter des armes et boire au-delà du raisonnable, ne font pas de toi un homme plus homme que les autres ? Savais-tu que quand un petroleiro agit comme cela, la première chose qu'on dit est que les employés de PETROBRAS ne savent pas quoi faire avec autant d'argent ? Compagnon, être petroleiro c'est avoir un nom à préserver. Fais attention à ce que tu vas faire.>>.

Cela était d'autant plus nécessaire, dans la perspective des syndicalistes, que les critiques adressées à l'encontre des "privilèges" des petroleiros se faisaient de plus en plus fréquentes dans la presse. Que l'on observe cet article, que l'écrivain conservateur Gustavo Corção, publia en septembre 1963 dans le journal Diário de Notícias, de Rio de Janeiro³²⁷.

<< Le fonctionnement de PETROBRAS favorise la formation de l'embryon d'une nouvelle classe qui prétend prendre le pouvoir et l'argent du Brésil. Le salaire de base d'un ingénieur, par exemple, en dehors du fait qu'il est supérieur à ceux d'autres organes de l'État, est augmenté par des primes curieuses : prime de risque (30 %) ; prime d'ancienneté (3 % tous les trois ans) ; 13^{eme} salaire (comme les autres travailleurs) ; 14^{eme} salaire (...) ; prime régionale³²⁸ (jusqu'à 50 % dans certains cas). (...) Les réactionnaires pensent que la PETROBRAS existe, ou devrait exister, pour produire le célèbre hydrocarbure ; les imbéciles jugent que PETROBRAS existe pour servir les intérêts des Brésiliens ; mais les initiés savent que PETROBRAS existe pour servir ses travailleurs, pour construire un petit paradis pétrolier dans la misère générale du pays et, aussi, pour faire de la propagande communiste. Les directeurs de PETROBRAS ont pris l'idée de la primauté du travail au sérieux. Mais, cette primauté du travail – je pense que cela arrivera infailliblement aux expériences du même genre – devient la primauté de la fainéantise et de la "dolce vita">>.

Ces critiques étaient considérées comme l'expression du point de vue des secteurs hostiles au monopole d'État sur le pétrole et attachés au maintien du statu quo dans la société brésilienne. Dans les discours syndicaux de cette époque, ces deux caractéristiques allaient de pair : les critiques à l'encontre de PETROBRAS et du

³²⁷ Cet article fut retranscrit par le journal d'information du Syndicat des Travailleurs du Pétrole de Rio de Janeiro (O SINDIPETRO, n° 11, septembre 1963, pp.4), afin de combattre les arguments qui y étaient avancés.

³²⁸ Pour ceux qui travaillent dans des régions lointaines et d'accès difficile.

monopole d'État étaient un moyen détourné pour défendre la structure sociale inégalitaire et la dépendance extérieure du pays. Dans les discours tenus par les nationalistes, être nationaliste signifiait aussi être défenseur de profondes transformations dans la société brésilienne. C'était par le biais de la défense de PETROBRAS que les groupes nationalistes prétendaient se démarquer des autres groupes. La défense de PETROBRAS étant le moyen privilégié de lutter pour la justice sociale et pour "l'émancipation économique du pays".

<< C'est sur le front du pétrole qu'a lieu la bataille la plus décisive pour l'émancipation économique de notre patrie. Parce qu'ils ont conscience de ce fait, les travailleurs de PETROBRAS sont aujourd'hui l'avant-garde des travailleurs brésiliens... (...) Il est certain, néanmoins, que PETROBRAS ne sera préservée qu'à la condition d'étendre l'esprit d'émancipation à tous les secteurs de l'économie brésilienne. Du fait que notre entreprise se situe sur la ligne avancée de la lutte anti-impérialiste, ses travailleurs ont des responsabilités redoublées. Responsabilités par rapport au destin de l'entreprise et par rapport au destin du pays. Voilà pourquoi nous devons comprendre que la lutte pour l'émancipation économique n'est pas indépendante de la lutte pour la justice sociale. Cette lutte impose le devoir d'union et de solidarité de tous les travailleurs du pétrole avec les forces de la nation : les travailleurs des autres industries, les paysans, les étudiants, les intellectuels ; autrement dit, avec tous les patriotes qui aspirent à rendre libre le peuple brésilien des chaînes qui l'emprisonnent encore à la pauvreté, à la faim, à la misère ...>> (texte signé par Jairo Farias, directeur de PETROBRAS à l'époque, in : O PETROLEIRO, n° 28, 4/01/64, pp. 2).

Ce texte démontre la portée du discours nationaliste dans le pays : il était l'unificateur des demandes pour une plus grande participation de l'État dans l'économie et pour une meilleure distribution des richesses. Il atteste aussi de la manière dont on interpellait les travailleurs de PETROBRAS quant à leurs devoirs civiques et patriotiques. C'est à partir de ce discours que l'action de contrôle des syndicats prit sens : le contrôle des demandes corporatistes était un moyen de mettre l'accent sur des revendications globales.

Chez les travailleurs du pétrole de Bahia ce passage du particulier au général signifie aussi l'abandon progressif des appels régionalistes en faveur du nationalisme. Si, lors de la grève de 1960 et, plus encore, lors de la grève de 1962, les appels régionalistes (donner une juste place à Bahia et aux petroleiros bahianais dans la structure organisatrice de PETROBRAS) étaient de puissants éléments mobilisateurs des travailleurs, cela ne sera plus le cas à partir de 1962. Après la nomination de Mangabeira et l'augmentation du pouvoir syndical à l'intérieur de l'entreprise, le régionalisme est subordonné aux nécessités d'intégrer l'action syndicale des petroleiros aux demandes d'émancipation nationale. Malgré les constantes références, dans les discours syndicaux, au fait que Bahia représentait "la moitié des activités de PETROBRAS", à cette époque, le régionalisme est progressivement subordonné au nationalisme. Autrement dit, le régionalisme ne sera employé que comme une forme d'expression du nationalisme.

Ainsi, par exemple, lors de l'intronisation d'un directeur de PETROBRAS lié aux syndicalistes bahianais en septembre 1963, il tiendra le discours suivant :

<< ... je veux m'adresser, en ce moment, au peuple de ma Terre natale – de la vieille et historique Bahia – pour renforcer le compromis, que je me suis imposé,

de tout faire pour rétribuer l'effort de la terre et du peuple bahianais qui produit, avec abnégation, le pétrole du Brésil.>> (in : BOLETIM INFORMATIVO, n° 2, 15/09/63).

Dans ce discours, on voit que pour légitimer un certain régionalisme bahianais, le représentant des travailleurs à la direction de l'entreprise a dû l'associer à l'idée du bien-être de la nation. Ce qui n'est pas sans rappeler la curieuse logique entre régionalisme et nationalisme à Bahia.

11.4.1. Régionalisme : une affaire d'identité, et de stratégie.

Comme on l'a vu précédemment, le régionalisme fut un élément important dans la création d'un sentiment communautaire chez les travailleurs de PETROBRAS. Dans le processus d'affirmation identitaire des petroleiros, une place importante était occupée par la question régionale, propre à Bahia.

En ce sens, les discours syndicaux mettant en avant l'importance de Bahia, comme seul État producteur de pétrole du pays, faisaient écho aux discours régionalistes alors dominants dans l'État. Dans ces discours, on va notamment insister sur le fait que les petroleiros de Bahia, seuls, étaient responsables de la production brésilienne de brut et que "Bahia était responsable pour 50 % (au niveau économique et du nombre de fonctionnaires) des activités de PETROBRAS"³²⁹. Un des leaders syndicaux les plus en vue de cette époque nous dira plus tard que :

<< ... à cette époque, Bahia avait le plus grand poids à PETROBRAS ; car il était le seul État à produire du pétrole et à avoir une raffinerie. L'État de Rio de Janeiro ne produisait ni pétrole ni dérivés ; il n'y avait que le siège de PETROBRAS : Rio de Janeiro n'existait pas en termes d'économie du pétrole. Cubatão avait une raffinerie, mais l'État de São Paulo ne produisait pas de pétrole. Alors, l'État le plus important pour la PETROBRAS était Bahia.>>.

De ce fait, les exigences de participation des syndicalistes dans les prises de décisions sur la question du pétrole étaient une manière de rappeler aux responsables de l'entreprise et au gouvernement l'importance de Bahia dans la production pétrolière.

<<Un nouveau cri de la classe ouvrière bahiannaise se fait entendre. Enthousiasmés par la lutte pour l'émancipation de notre patrie, les travailleurs du pétrole de cet État se mobilisent pour obtenir de la Direction de PETROBRAS l'installation d'un Poste de Distribution d'essence et de lubrifiants à Salvador. (...) L'affirmation de la volonté des petroleiros, en accord avec une ancienne et suprême aspiration de notre peuple, a obtenu le soutien et l'encouragement de tous les Bahianais. Bahia, pionnière dans la production de l'or noir, se ressent du manque d'un poste de distribution de dérivés du pétrole. Ce qui est, sinon une grave offense, du moins une profonde injustice contre la terre mère de notre libération économique. Tous se rendent compte du manque d'attention portée à Bahia. En vérité, on ne comprend pas que tout le pétrole du pays vienne des entrailles de Bahia et qu'il n'y ait pas un poste de distribution de PETROBRAS.>>

³²⁹ A cette époque, Bahia était responsable pour 100 % de la production de pétrole et pour environ 25 % des produits raffinés dans le pays. De même, sur un total de 25.870 employés de PETROBRAS en 1962, environ 13.000 travaillaient dans des unités situées à Bahia.

(In : **BOLETIM INFORMATIF, n° 2, 15/09/63, pp. 3).**

Dès lors, on comprend pourquoi tout au long des années 60, les petroleiros de Bahia seront si fiers de la place que l'État de Bahia avait dans l'industrie pétrolière brésilienne. Dans le climat régionaliste de l'époque, dont nous avons évoqué les principales caractéristiques dans un autre chapitre de cette thèse, cela pourrait être interprété comme une totale soumission des travailleurs du pétrole aux intérêts de la bourgeoisie bahianaise, le groupe social ayant tiré le plus d'avantages d'un tel discours. Toutefois, chez les travailleurs du pétrole, le régionalisme était plus un élément de cohésion interne des travailleurs, un élément renforçant leur sentiment d'appartenance à une même communauté symbolique – une identité sociale –, qu'une manière de faire converger leurs intérêts avec ceux de la bourgeoisie bahianaise.

Cela devint très clair au cours des mouvements réalisés par les travailleurs du pétrole de Bahia entre 1960 et 1964 : les demandes régionalistes soutenues par les syndicalistes n'avaient que très peu à voir avec les demandes d'une participation accrue des élites bahianaises à la politique pétrolière. Ce qui expliquerait l'attitude ambivalente de la presse de Bahia vis-à-vis de ces mouvements.

Ainsi, par exemple, lors de la grève pour l'égalisation des salaires des travailleurs du pétrole de Bahia avec ceux des petroleiros de São Paulo et Rio de Janeiro, ou, lors de la grève de janvier 1962 – grève de protestation contre l'éviction de Geonísio Barroso – le principal journal de Bahia (A TARDE), adopta une position ambiguë. Dans un premier temps, il soutient les positions des travailleurs, mais lorsque ceux-ci se montrent réticents à l'idée de soumettre leur mouvement aux "intérêts bahianais" (en refusant de retourner au travail contre des promesses de mise en place de certaines revendications des élites bahianaises), les éditoriaux de ce journal tendent à adopter une attitude peu favorable aux revendications syndicales.

De la sorte, le 9 janvier 1962, en pleine grève des travailleurs du pétrole, le journal A TARDE fait publier l'article suivant :

<<Une analyse objective de la situation révèle que la situation ne progresse pas comme le prévoient ses organisateurs ... Au contraire de ce qu'on attendait, la grève ne s'est pas étendue aux autres organisations syndicales bahianaises, ni n'a obtenu la solidarité de plusieurs corporations professionnelles de l'État. Ce qui peut être expliqué par le manque d'engagement du mouvement vis-à-vis de la nomination d'un Bahianais à la tête de PETROBRAS et vis-à-vis du transfert du siège de PETROBRAS à Salvador. Bien que les syndicalistes du pétrole disent qu'ils ne se battent pas pour la réintégration de Barroso à la tête de l'entreprise et qu'ils sont ouverts à l'examen d'autres noms, ils ne semblent néanmoins pas insister sur le fait que la présidence de PETROBRAS doit rester à Bahia, ni ne font l'association entre leur protestation et le thème du changement de siège de l'entreprise ; idées capables de réveiller le soutien populaire dans l'État. Ce qui explique la façon dont la grève est vue par la population en général, laquelle tend à la voir comme un mouvement interne à l'entreprise, sans la préoccupation d'être articulée aux autres souhaits des Bahianais. >> (In : A TARDE, 9/01/62, pp.1).

Ce qui vient nous rappeler que, malgré les apparences, les discours régionalistes unitaires n'effaçaient pas les divergences entre les positions des responsables syndicaux,

d'une part, et des élites économiques et politiques de Bahia, d'autre part.

Tout cela nous amène à penser que l'importance du régionalisme bahianais pour les travailleurs du pétrole fut davantage identitaire que stratégique. Plus tourné vers le resserrement des liens entre les travailleurs que vers la participation à un projet d'ordre strictement régional. Ce qui expliquerait le fait qu'au fur et à mesure que les leaders syndicaux du pétrole s'engageaient dans les "lutttes nationalistes", les revendications plus régionalistes allaient perdre du terrain ; mais pas les discours d'exaltation de Bahia, considérée toujours comme la "capitale du pétrole brésilien".

11.4.2. Les syndicats comme instruments de contrôle des travailleurs

Quoi qu'il en soit, les discours syndicaux, à partir de 1962, seront caractérisés par une attitude bienveillante à l'égard des directions de PETROBRAS et par la représentation des syndicats en tant qu'organes auxiliaires de l'administration de l'entreprise. Des organes intégrés à la politique générale de la compagnie, y compris concernant les aspects techniques.

<< Le syndicat pense beaucoup à la situation de l'entreprise. Comme organe auxiliaire, collaborateur de l'administration de PETROBRAS, il est attentif aux questions auxquelles il est urgent de trouver des solutions (réalisation d'études et inventaire de ce qui doit être fait, concrétisé, suivi, observé). Ainsi, nous savions que nous devons étudier et proposer des mesures pour augmenter la production. Nous avons suggéré, l'année dernière, la création de la Commission de Productivité ... Pendant six mois de travail, à temps complet, (...), cette commission – composée de deux compagnons de ce syndicat, de membres de la Société d'Ingénieurs du Recôncavo et de techniciens de la RPBa, sous la direction du Surintendant – a pu proposer ses conclusions à la Direction Exécutive de l'entreprise au début de cette année.>> (In : BOLETIM INFORMATIVO, n°2, 15/09/63, pp.2).

De plus, du fait que les syndicalistes avaient établi des liens rapprochés avec la direction de l'entreprise, ils se sentaient obligés de collaborer avec elle, prenant soin de ses intérêts. Le compte rendu d'une réunion syndicale du STIEP, en mai 1963, est très significatif. Dans cette réunion, le président du syndicat après avoir fait l'éloge de la convention collective signée au cours de l'année, aurait fait les considérations suivantes :

<< ...le président a dit avoir de bonnes relations avec la haute direction de l'entreprise et se sentir obligé de collaborer avec elle, prenant toujours soin des hauts intérêts de PETROBRAS. Il a donné une importante explication sur l'actuelle situation de l'entreprise et a souligné qu'il ne savait pas si elle pourrait supporter une nouvelle revendication dans six mois.>> (Résumé de la réunion syndicale du STIEP du 6/05/63).

Les comptes rendus des réunions syndicales étant rédigés par des membres de la direction – souvent le président –, ne peuvent être considérés comme relevant d'une stratégie conduite pour porter atteinte à l'image des leaders syndicaux. Ce que ce compte rendu nous apprend est justement que la proximité entre syndicalistes et direction de l'entreprise n'était pas stigmatisée dans les représentations sociales de l'époque. A tel point qu'un directeur syndical, se vantant de ses liens rapprochés avec la "haute direction"

de l'entreprise, propose aux travailleurs d'abaisser le niveau de leurs revendications.

On peut même affirmer que les références à cette proximité avec les hauts dirigeants de l'entreprise (ou du pays) faisaient partie de la stratégie de légitimation des leaders syndicaux de cette période. La proximité avec les sources du pouvoir était considérée comme une manifestation du pouvoir personnel du leader syndical et, donc, de sa capacité à résoudre les problèmes liés à la corporation par le biais de son réseau politique. Le pouvoir de pression sur l'entreprise ou sur le gouvernement était considéré comme une qualité du leader syndical, les mobilisations des travailleurs n'étant qu'un moyen pour augmenter ce pouvoir.

Ainsi, ce que l'étude des pratiques syndicales des travailleurs du pétrole de cette période nous montre, est que leur défense d'une option étatiste, leur engagement dans les mobilisations nationalistes et leur participation aux prises de décision de l'entreprise, vont les amener progressivement à adopter une attitude de compromis avec la direction de PETROBRAS. On va développer des discours mettant en avant la nécessité d'union entre travailleurs, techniciens, syndicalistes et direction de l'entreprise, comme moyen pour défendre l'entreprise contre les attaques de ses opposants et, aussi, comme moyen pour lutter pour la libération nationale. Cette union sera légitimée par les avantages acquis par les petroleiros à partir de 1960, amenant les dirigeants syndicaux à affirmer que la lutte pour de meilleures conditions de travail et de salaires était déjà dépassée. Les revendications devaient se déplacer des demandes corporatistes vers la défense de politiques nationalistes, surtout dans le domaine pétrolier.

<< Dans une entreprise qui est la nôtre, qui est celle du peuple, qui a été créée et qui est en train de se consolider par la lutte populaire, il n'est pas justifiable qu'un travailleur ne reconnaisse pas, aujourd'hui, quelle est son obligation vis-à-vis la PETROBRAS et vis-à-vis du Peuple. (...) Notre appel est là pour fonder, dans la conscience du petroleiro, la certitude que PETROBRAS est le facteur de l'indépendance économique de la patrie et de ses ouvriers ; travailler dans cette entreprise c'est établir un compromis avec le Peuple Brésilien dans la lutte pour la Libération Nationale.>> (in : SINDIPETRO JORNAL, n° 35, janvier/63, pp. 7).

Légitimant ainsi une vision du syndicalisme plus éloignée des revendications corporatistes et plus tournée vers les demandes générales.

<< Le Syndicalisme, pour nous, ne signifie pas seulement la défense de revendications propres à des corporations particulières, mais avant tout la lutte de ceux qui, même spoliés par les "propriétaires de la nation", sont la force vive du développement ...>> (in : SINDIPETRO JORNAL, n° 35, janvier/63, pp. 5).

11.5. Le manque de participation des masses crée des résistances parmi les ouvriers

Toutefois, l'adoption de cette posture par les syndicats du pétrole ne s'est pas faite sans divergences et sans scissions parmi les travailleurs. Certains militants interviewés revendiquent même avoir mené une action organisée en opposition aux pratiques co-gestionnaires et démobilisatrices des syndicats. Ils insisteront, dans leurs

témoignages, sur le caractère non démocratique, élitiste et personnaliste de l'action des leaders syndicaux à partir de 1962. Pour eux, les responsables syndicaux les plus importants s'étaient transformés en véritables politiciens. Cela, non seulement parce que deux de ces responsables avaient été élus députés³³⁰ en 1962, mais surtout parce qu'ils avaient accordé la primauté à leurs accords et compromis politiques avec les groupes nationalistes, aux dépens des intérêts immédiats des travailleurs.

<< ... à cette époque le travailleur suivait beaucoup les leaders nationaux. Même les syndicalistes, ils obéissaient beaucoup aux ordres du CGT, les choses se faisaient sans grandes discussions avec les bases syndicales ; c'étaient des choses qui venaient d'en haut...>> (entretien avec un militant syndical rentré dans l'entreprise en 1959).

Telle est également la conclusion de ce militant qui affirme qu'à cette époque l'accès au syndicat est devenu plus difficile.

<< ...ces petites choses ont commencé à nous révolter, ces choses qui arrivaient dans le syndicat... Le syndicat commença à être fermé aux travailleurs, on n'avait plus accès pour savoir ce qui se passait dans le syndicat...>> (entretien avec un militant du STIEP rentré dans l'entreprise en 1958).

11.5.1. De la distance entre syndicalistes et base ouvrière

Par ailleurs, cette sensation de distance entre leaders syndicaux et base ouvrière était renforcée par des changements qui eurent lieu aux sièges des syndicats. Si au début des années 60 les syndicats des travailleurs du pétrole avaient leurs sièges situés dans la ville de Candeias (où habitaient la plupart des travailleurs de PETROBRAS à l'époque), à partir de 1961 les syndicats vont déplacer leurs sièges à Salvador. Bien que les anciens sièges de Candeias n'aient pas fermé, ils perdirent beaucoup de leur importance. Ainsi, pour les travailleurs qui continuaient à habiter les villes du pétrole, la sensation d'une prise de distance vis-à-vis des dirigeants syndicaux, était d'abord spatiale.

De plus, on fit construire les nouveaux sièges syndicaux d'après les modèles dominants de représentation de l'espace intérieur, où l'accès direct aux représentants syndicaux était rendu moins aisé. Ainsi, lors de l'inauguration du siège du STIEP, fin 1963, le journal d'information syndicale nous renseigne sur les caractéristiques de ce nouveau siège : c'était une maison de deux étages, avec une salle de réunion disposant de 250 places assises ; la salle du président du syndicat, placée à l'étage supérieur, bénéficiait d'une salle d'attente luxueusement décorée, afin de recevoir les visiteurs importants. Le nouveau siège du SINDIPETRO, ouvert en 1963, suivait les mêmes principes d'élitisation.

Autrement dit, les syndicalistes, en voulant construire des "sièges dignes des travailleurs du pétrole", ont modifié les cadres spatiaux où s'établissaient les contacts entre leaders syndicaux et travailleurs. Non que l'espace constitue l'origine du phénomène qui nous occupe ici ; mais les transformations spatiales des syndicats indiquent bien des profonds changements dans les représentations relatives à la nature du pouvoir syndical

³³⁰ Mario Lima, président du SINDIPETRO, fut élu député fédéral et Wilton Valença, président du STIEP, fut élu député de l'État de Bahia.

à cette époque. Le pouvoir syndical fonctionnant selon les mêmes modalités que le pouvoir politique au Brésil : le représentant étant placé sur un plan symbolique au-dessus des représentés.

Ainsi, les constantes références, dans la presse syndicale de l'époque, au quotidien de "Mr. le président du Syndicat" ou aux réalisations des "députés des petroleiros", en plus de légitimer les leaders syndicaux, étaient aussi une sorte de culte rendu à la personnalité des leaders, un culte rendu à leur capacité de discernement. Même les événements les plus personnels comme les anniversaires ou la naissance d'un enfant d'un des représentants syndicaux devenaient des rituels d'affirmation de leur prestige : on retrouve des articles dans les journaux des syndicats mentionnant de telles cérémonies où plusieurs personnes prenaient la parole pour louer les mérites de celui à qui on rendait hommage. On attachait une grande importance, à cette époque, aux manifestations publiques de prestige : une fête d'anniversaire très fréquentée, avec la participation de personnalités publiques importantes, témoignait de la considération dont bénéficiait un représentant syndical. Ce qui pourrait avoir une répercussion dans l'équilibre des forces internes aux directions syndicales.

De plus, on peut supposer, d'après les témoignages recueillis et l'étude des journaux syndicaux de l'époque, que cette stratégie de valorisation des capacités décisionnelles des leaders visait à légitimer une situation où la base participait peu aux processus de décision dans les syndicats. Les décisions importantes relevaient des leaders, lesquels avaient la compétence pour discerner ce qui était le meilleur pour la corporation. Celle-ci n'était consultée que pour ratifier les décisions déjà prises.

<< À cette époque, les dirigeants syndicaux avaient une ascendance et une crédibilité très fortes. Alors, quand le syndicat, à travers son journal, disait que tel jour on allait arrêter le travail, on n'avait pas besoin d'une grande mobilisation, car les gens obéissaient. Cela parce que, tout d'abord, les expériences des grèves antérieures s'étaient bien passées, avec du succès, personne n'avait été sanctionné, alors les gens y croyaient !>> (Entretien avec celui qui fut le président du SINDIPETRO entre 1962 et 1964).

Cette façon de légitimer le pouvoir personnel des leaders n'était pas sans liens avec les changements qui ont eu lieu relativement à leur prestige social. Avec la montée en puissance des mobilisations syndicales des petroleiros, les leaders syndicaux deviennent des acteurs sociaux importants dans le contexte brésilien des années 1960 à 1964 ; à tel point que même le président de la République les rencontre pour prendre des décisions concernant le destin de PETROBRAS. En peu de temps, des ouvriers, en qualité de leaders syndicaux, deviennent d'importants acteurs politiques, ayant une influence nationale.

D'après plusieurs témoignages, cela provoquera des modifications dans le comportement des leaders syndicaux des travailleurs du pétrole de Bahia. Ils deviendront moins proches des travailleurs de la base et adopteront des pratiques associées aux élites dirigeantes du pays (la bureaucratisation, par exemple).

De plus, ces représentations sur les leaders et sur leur capacité à prendre les bonnes décisions et à apprécier ce qui était bon pour les travailleurs, étaient confortées par une vision négative de la masse. C'est cette vision élitiste du rapport entre direction syndicale

et base ouvrière qui légitime la décision de la rédaction du journal d'information du SINDIPETRO de ne pas publier la lettre d'un ouvrier s'opposant à l'interprétation qu'on avait faite de son interview, publiée dans une section destinée à transmettre aux plus jeunes l'expérience des ouvriers plus anciens.

<< Le compagnon T., qui était le centre des attentions de la Section du Compagnon du n° antérieur, a prétendu s'opposer à la référence que nous avons faite à la lutte du peuple cubain, sous l'allégation qu'il n'aurait pas dit cela. Il nous a envoyé une lettre que nous ne publierons pas, parce que nous ne la jugeons pas convenable.³³¹ D'autant plus que le compagnon s'est mis d'accord avec nos arguments à ce propos. (...) Le dernier paragraphe de l'article fait seulement une référence sans prétention à la lutte du peuple cubain. Ce fut une opinion du rédacteur, en guise d'exemple ; la composition même du texte le dit clairement. (...) Nous conseillons au compagnon de relire l'article.>> (SINDIPETRO JORNAL, n° 36, 30/01/64, pp. 7).

Autrement dit, un ouvrier n'avait pas le droit de s'opposer à ce qu'un rédacteur écrivait sur lui dans un journal syndical. L'idée implicite ici est que les ouvriers n'étaient pas capables d'exprimer clairement leurs points de vue ; cela nécessitait la traduction des intellectuels et des leaders populaires.

11.5.2. Les luttes internes

C'est contre cet état des choses que certains militants, tant du SINDIPETRO que du STIEP, affirmeront vouloir se rebeller. Ils vont alors créer des groupes d'opposition dans le but de prendre le pouvoir dans les syndicats. Tâche d'autant plus difficile, que les directions syndicales se servaient des avantages récemment conquis pour légitimer leur pouvoir et leurs pratiques :

<< Est-ce que tu te souviens que le syndicat t'a donné cette nouvelle condition de vie, que le syndicat c'est toi, dans ta présence, dans ta critique honnête, dans tes plaintes sincères, dans ta défense [des directions syndicales] contre les "fainéants" qui n'ont jamais travaillé au bénéfice de la classe, mais qui savent toujours calomnier, diffuser des ragots, créer des bruits. Être petroleiro c'est être ami, être sincère, être honnête.>> (in : SINDIPETRO JORNAL n° 34, 12/12/63).

Ce qui pourrait expliquer le succès électoral des directions syndicales, lesquelles réussirent à rester à la tête du syndicat entre 1960 et 1964 sans grandes difficultés. Ainsi, lors des élections syndicales réalisées en 1962, les deux directions sont plébiscitées, obtenant des taux d'approbation supérieurs à 80 %.

Les groupes d'opposition au SINDIPETRO sont nés de défections au sein même de la direction du syndicat. Après la période initiale où toutes les forces politiques se sont unifiées pour la création et l'affirmation du syndicat, de profonds différends commencent à paraître entre les responsables et militants syndicaux. Ces différends vont culminer dès la fin de l'année 1962, époque où le pouvoir syndical au sein de l'entreprise était déjà consolidé.

Ces divergences s'illustreront lors de la réunion de la direction du syndicat le 5/01/63.

³³¹ Souligné par moi.

Cette réunion aura pour conséquence la mise à l'écart des quatre dirigeants minoritaires, décision prise lors d'une assemblée très mouvementée. A travers le compte rendu de cette réunion, on apprend que deux groupes se battaient pour le contrôle du syndicat : d'un côté le groupe majoritaire, représenté par le président du Syndicat et par les personnes les plus anciennes dans le mouvement syndical ; de l'autre, un groupe de responsables plus récents dans le mouvement syndical.

La cause officielle du conflit fut le fait que le président du syndicat, n'étant pas d'accord avec des articles publiés dans le journal de l'organisation, ne permit pas sa distribution auprès des travailleurs. D'après les responsables opposés à cette position, la véritable raison tenait aux critiques qu'ils avaient formulées à l'encontre du surintendant de la raffinerie de Mataripe ; lequel était proche du président du syndicat et redevable pour sa nomination du soutien des syndicalistes. De plus, ils reprochaient au président son style trop personnaliste et autoritaire qui le portait à prendre les décisions les plus importantes, sans consulter les autres membres de la direction du syndicat.

Ainsi, les deux raisons affichées de ce conflit sont liées à la politique de rapprochement entre syndicalistes et responsables de l'entreprise et au style d'exercice du pouvoir du président du syndicat. Cela ne signifie pas que d'autres facteurs n'aient pas été en jeu dans ce conflit (outre les stratégies d'ascension personnelle, il faut prendre en compte aussi les liens établis avec des groupes politiques en dehors de la vie syndicale, etc.). Cependant, le fait que ces arguments aient été choisis pour légitimer l'action d'un groupe d'opposition syndicale, est un signe que ces questions posaient problème à l'époque, même si ce n'est que pour une minorité de travailleurs.

Le manque d'activité revendicatrice des syndicats, dû à la proximité entre la direction du syndicat et la direction de l'entreprise, allié au style trop personnaliste du président du syndicat, a éloigné de l'exercice du pouvoir syndical des militants portés par le climat de politisation et de radicalisation qui caractérisa les années 63 et 64. Ce qui fut à l'origine d'un débat très tendu parmi les syndicalistes du pétrole ; lequel ne sera résolu que par l'isolement et l'expulsion des opposants.

Ces responsables écartés seront à l'initiative, par la suite, d'un tract critiquant violemment la direction syndicale. Ce tract, nommé O RADAR, fut distribué parmi les travailleurs du pétrole en mars 1964, peu de temps avant le coup d'État ; d'après l'éditorial, il avait pour but de regrouper les travailleurs insatisfaits des directions syndicales des travailleurs du pétrole autour du Mouvement Progressiste des Travailleurs du Pétrole. Voulant se démarquer des pratiques personnalistes des syndicalistes, ce groupe va développer un discours de valorisation de la volonté des masses :

<< Nous sommes contre la mentalité conservatrice, contre l'inaction, contre l'opportunisme des "élites" dirigeantes qui n'ont pas encore appris à respecter la volonté des masses>> (O RADAR, n° 1, 18/03/64, pp. 1).

Dans cette ligne d'argumentation, on soulignera le fait que la lutte pour la productivité du travail dans l'entreprise n'était pas contradictoire avec l'organisation de mouvements de travailleurs ni avec des revendications pour de meilleures conditions de travail :

<< Notre grande entreprise est née de la lutte populaire et du dévouement de ses travailleurs. Ce que nous voulons est que ce sens de la lutte et que cette

conscience ne soient pas cassés. Nous luttons pour la productivité, mais nous exigeons que les dirigeants offrent des conditions adaptées aux travailleurs.>> (O RADAR, n° 1, 18/03/64, pp. 2).

Précisant davantage leur critique à l'encontre des directions syndicales, le groupe d'opposition se défendra contre les attaques qui lui étaient adressées par ces dernières d'être au service de forces hostiles à PETROBRAS ; pour cela, il fera publier un article, répondant aux critiques de la section nommée "Savais-tu" du journal du SINDIPETRO; dans cet article le groupe d'opposition essaie de se démarquer de ses opposants, tout en tenant un discours nationaliste.

<<Savais-tu ... 1) ... que le Mouvement Progressiste est pour tous ceux qui veulent défendre les intérêts de notre patrie, de notre entreprise et de tous les travailleurs ? 2) ... que, pendant qu'un petit groupe de privilégiés vit de tractations honteuses, la majorité des travailleurs sont soumis à la faim, à la nécessité et à la misère ? 3) ... qu'un représentant d'une classe, d'un peuple, d'un État (ou d'une commune) ne peut jamais dire qu'il n'a pas fait de compromis avec quiconque ? (...) 4) ... que le syndicat est à toi, est à nous, et que la direction te représente ; si elle n'est pas authentique elle peut être immédiatement remplacée ? >> (O RADAR, n° 1, 18/03/64, pp.3).

Autrement dit, ce qui était critiqué dans l'action des responsables syndicaux n'était pas les positions adoptées en faveur du nationalisme ou de la défense de l'entreprise, mais les moyens utilisés pour cela. L'opposition syndicale de cette période critiquait les pratiques personnalistes de représentants qui se croyaient au dessus de tout "compromis" avec les travailleurs et l'abandon des directions syndicales du discours revendicatif au profit d'un discours (et d'une pratique) conciliateur.

Au STIEP, aussi, les conflits entre direction syndicale et militants d'opposition furent importants. Quoique moins organisés, certains militants interviewés nous raconteront qu'il y eut de la résistance, de leur part, au personnalisme et au dirigisme du président du syndicat ; surtout face à la volonté de celui-ci (et de son groupe) d'endiguer les demandes d'amélioration de salaires et de conditions de travail faites par certains travailleurs.

Par ailleurs, dans les résumés des assemblées réalisées par le STIEP à cette époque, les indicateurs de ces conflits sont bien visibles. Dans plusieurs de ces résumés, il est fait mention de "la campagne de diffamation qui était organisée contre la direction du syndicat et contre l'entreprise" ; ce qui était perçu comme une tentative de division des travailleurs et, par ce biais, d'affaiblissement de l'entreprise et du Monopole d'État sur le pétrole. En règle générale, ces résumés soulignaient la nécessité de maintenir tous les travailleurs unis autour du syndicat afin d'éviter de porter des préjudices à l'entreprise. De ce que l'on peut conclure de ces résumés d'assemblées (il faut les prendre avec distance, car ils ont été rédigés par la direction du syndicat), on peut affirmer que la stratégie de la direction du syndicat fut d'employer le nationalisme et la forte identification des travailleurs à l'entreprise comme moyen pour stigmatiser les militants les plus critiques.

Ici, comme au SINDIPETRO, il n'y avait pas de place pour la différence et pour l'opposition ; dans un contexte où l'on tendait à mettre en avant la nécessité d'union des forces progressistes pour promouvoir le développement et la défense de la nation, toute tentative d'opposition était considérée comme une trahison, une manière d'affaiblir les

travailleurs.

Dans ce contexte, les militants d'opposition vont établir des alliances avec d'autres forces politiques, dans l'espoir d'ébranler le pouvoir de la direction syndicale. Profitant des querelles politiques entre les présidents du STIEP et du SINDIPETRO, ils vont développer une alliance avec certains responsables de ce dernier syndicat.

Ils avouent même que la prise de conscience des pratiques peu démocratiques du président du STIEP a été induite par des échanges avec des travailleurs de la raffinerie et des responsables du SINDIPETRO. Au cours de ces échanges, on faisait valoir le fait que les conditions de travail à Mataripe étaient plus humaines qu'à la RPBa, justement parce que la direction du SINDIPETRO était plus engagée dans la défense des intérêts des travailleurs³³². Ainsi, à partir de l'exemple et du soutien des responsables du SINDIPETRO, les militants d'opposition à la direction du STIEP vont commencer à s'organiser dans leur action contestataire.

Ce qui paraît indiquer que dans les querelles internes à chaque syndicat, les divergences entre les leaders des deux syndicats eurent une certaine influence.

Cependant, quoiqu'il en soit, ces groupes d'opposition aux directions syndicales sont restés minoritaires parmi les "petroleiros". Les gains salariaux réels et les améliorations dans la gestion du travail, alliés à une certaine culture politique personnaliste au Brésil – de culte des qualités du leadership et des figures des leaders – ont donné de la légitimité aux pratiques menées par les syndicalistes du pétrole à Bahia. Cela d'autant plus que dans les discours syndicaux était mis en avant l'idée que les bonnes conditions de vie et de travail dont les petroleiros jouissaient étaient une conséquence de l'action du syndicat à partir des années 60.

<< AVIS AUX COMPAGNONS 1) Savais-tu que ce que tu as aujourd'hui, tu le dois à l'action du syndicat ? 2) Savais-tu que tant que tu soutiendras le syndicat, il sera puissant, te rendant invincible ? 3) Savais-tu que diffuser des ragots est préjudiciable à ta propre classe ? 4) Savais-tu que diffuser des ragots contribue à aider le journal A TARDE à détruire PETROBRAS ? 5) Savais-tu qu'il est de ton devoir de t'informer avant de donner une opinion ? 6) Compagnon, quand nous avons besoin de gagner plus, quand nous avons besoin de stabilité de l'emploi, arrêtant les licenciements gratuits, la seule manière de le faire fut à travers l'union syndicale. 7) Si tu souhaites savoir quelque chose, pose la question à quelqu'un qui puisse te répondre. Fais attention aux personnes intéressés au désordre.>> (SINDIPETRO JORNAL, n° 29, septembre 1963, pp. 8).

Dans leurs stratégies pour combattre les voix d'opposition qui s'élevaient parmi les

³³² D'après la plupart des témoignages recueillis, les avantages offerts aux travailleurs de Mataripe étaient plus élevés que ceux offerts aux travailleurs de la production de pétrole. Ainsi, le transport entre Salvador et les villes du pétrole ne fut, initialement, offert qu'aux travailleurs du raffinage ; de même, les augmentations de salaires, à titre d'égalisation avec les travailleurs du sud du pays, furent moins importantes pour les travailleurs liés au STIEP. Cela faisait partie de la stratégie de l'entreprise, de maintenir une gestion différentielle pour chaque unité de production, ce qui prendra fin en 1962, avec l'arrivée de Mangabeira à la Présidence de la PETROBRAS. Cependant, le fait que les travailleurs du raffinage aient pu jouir de meilleures conditions de travail et de salaire que les travailleurs de la RPBa, légitimait les critiques des responsables du SINDIPETRO contre le conservatisme des responsables du STIEP.

travailleurs, les directions syndicales des petroleiros proposent d'asseoir l'organisation syndicale comme expression de la volonté et de l'intérêt des ouvriers ; cela indépendamment des groupes qui avaient le contrôle du syndicat.

Autrement dit, pendant que les militants d'opposition développaient un discours de différenciation et de valorisation de la base ouvrière, les leaders syndicaux tendaient à développer un discours où les syndicats avaient une "valeur en soi", en tant qu'expression légitime de la représentation ouvrière.

Ces deux discours exprimaient plus que des querelles entre des groupes syndicaux rivaux ; ils exprimaient aussi des divergences dans la façon d'envisager le rôle des syndicats et les rapports entre base ouvrière et directions syndicales.

11.6. de la préservation des bons souvenirs

Le coup d'État de 1964 se produit à un moment où l'opposition entre ces deux tendances devenait plus marquée. Toutefois, la répression généralisée qui touchera le syndicalisme du pétrole va jouer dans le sens d'un effacement de ces divergences.

Dès lors, dans les discours des survivants de la période, on va s'efforcer de faire passer l'idée que, malgré des divergences mineures, il n'y avait pas de scissions idéologiques importantes dans le syndicalisme d'avant 1964. Dans ces discours, les groupes syndicaux d'avant 1964 formaient une grande famille, unifiée par l'idéologie nationaliste et par "la défense intransigeante de PETROBRAS".

Après ce qu'on vient de voir, on sait combien ces discours sont relatifs. Toutefois, ils mettent en évidence les effets du coup d'État militaire sur les souvenirs des travailleurs du pétrole de Bahia de cette époque : 64 a suspendu dans les airs, comme arrêtées par le temps, des représentations positives de cette période d'avant 1964. Autrement dit, le pronunciamiento et la répression qui y fut associée, contribueront à construire une mythologisation de la période jusqu'à 1964.

C'est là une des différences majeures dans la façon dont le coup d'État sera interprété par les travailleurs du pétrole de Bahia, d'une part, et par les autres groupes de travailleurs dans le Brésil, d'autre part. Tandis que dans d'autres groupes professionnels, les faits d'avril 1964 seront plutôt appréhendés comme une conséquence des fragilités intrinsèques au mouvement syndical de l'époque³³³, pour les travailleurs du pétrole, à l'inverse, le coup d'État sera interprété comme la conséquence d'un trop faible niveau de conscience syndical et politique, que seuls les petroleiros et quelques groupes professionnels avaient atteint ; autrement dit, les petroleiros de Bahia ne participeront pas au travail de critique des modalités d'action du syndicalisme populiste jusqu'à 1964, comme ce fut le cas pour d'autres groupes à partir de la fin des années 60. Dans l'industrie pétrolière de Bahia les années populistes garderont tout leur pouvoir d'attraction dans les représentations sociales des travailleurs.

Cela même si les militaires qui prirent le pouvoir en 1964 exercèrent une répression très dure à l'encontre des syndicalistes et des militants syndicaux de PETROBRAS. Ainsi,

³³³ Voir à ce propos Sader (1988).

dans un texte ³³⁴ distribué à ses fonctionnaires, sept mois après le coup d'État, en octobre 1964, la direction de PETROBRAS informe que sur un total de 35.000 employés, 526 avaient été licenciés dans tout le pays (environ 1,5 % du total). De plus, le texte laisse entendre que beaucoup d'autres travailleurs ont dû se défendre d'accusations lors de procès menés par les militaires. De ce fait, on peut imaginer que les syndicalistes et les militants les plus engagés furent évincés de la Compagnie.

Qui plus est, dans les jours suivant le coup d'État, les militaires envahirent les lieux de production, y menant des investigations et des interrogatoires sur les activités politiques et syndicales des travailleurs. Certainement, ces pratiques avaient pour but de sensibiliser les travailleurs aux conséquences d'une participation politique ou syndicale plus poussée. Ce qui provoquera de véritables traumatismes chez certains travailleurs.

<< Beaucoup de gens ont été arrêtée à cette époque. Ils ont même transformé un bateau en prison dans l'unité de transport du pétrole ... Il y avait un Colonel, il était le commandant des troupes à Mataripe et s'appelait F. ; il ordonnait aux officiers de venir arrêter les mecs dans les unités où ils étaient. Il y avait des gens qui sortaient en pleurant, une chose incroyable. (...) cela fut pour moi un traumatisme très grand ; pour le personnel qui avait de l'expérience, c'était presque une routine... Mais pour les gens plus jeunes, comme moi, cela fut un traumatisme très grand : voir les compagnons emprisonnés, l'armée assurant la surveillance sur les lieux de travail ... >>.

D'ailleurs, dans les souvenirs des travailleurs ayant vécu cette époque, la présence des militaires sur les lieux de travail fut un des thèmes récurrents ;

<< Le 1^{er} avril 1964 les troupes de l'armée et de la Marine ont envahi la raffinerie, quelque chose d'horrible : les soldats sont rentrés en criant et en marchant ; on aurait dit un film : ils avaient des branches d'arbres sur la tête et le visage peint en noir ...>>.

De plus, la plupart des principaux leaders syndicaux de l'époque seront emprisonnés, accusés de provoquer désordre et agitation sociale. Tout cela entraîna une vive déception chez les travailleurs vis-à-vis des militaires.

<< Le Travailleur du Pétrole, comme les travailleurs brésiliens d'une façon générale, avait l'espoir que le Mouvement Militaire de 64 serait vraiment moralisateur ; et qu'une fois passés deux, trois ou quatre ans, ils allaient mettre les choses à leur place et rendre le pouvoir aux civils. Mais ce n'est pas ce que la société brésilienne a observé. Ce qu'on a vu, ce fut le maintien des militaires au pouvoir et nous à PETROBRAS, nous l'avons ressenti dans notre propre peau... >>.

Dans cette nouvelle conjoncture, les pratiques syndicales populistes et les contacts politiques des syndicalistes s'avéreront inefficaces. Dès lors, on peut se poser la question : comment se fait-il que cette période reste positivement chargée au niveau de la mémoire, si sur un plan plus pragmatique elle aboutit à une grande défaite ?

Il n'est pas facile de répondre à cette question, car plusieurs tendances ont influencé cette problématique. Cela étant, on peut avancer trois types de facteurs qui peuvent nous aider à comprendre pourquoi les années 60-64 sont restées importantes sur le plan

³³⁴ INFORMATIVO PETROBRAS du 20/10/64.

symbolique pour les travailleurs du pétrole : le fait que seuls les militants et les syndicalistes les plus engagés furent touchés par la répression, épargnant plusieurs sympathisants des idées populistes, lesquels ont pu entretenir les souvenirs de l'époque populiste ; de même, malgré la répression du régime, les militaires n'ont pas touché à la plupart des avantages acquis par les travailleurs du pétrole, laissant intacts ce qu'on pouvait considérer comme des symboles d'un passé glorieux ; et, enfin, le syndicalisme populiste a marqué une époque d'accès à la dignité pour les travailleurs du pétrole et d'affirmation de leur identité sociale.

Par rapport au premier point, plusieurs documents de l'entreprise l'attestent ouvertement. Au vu des caractéristiques du procès de production et du marché du travail à PETROBRAS, les responsables de l'entreprise ont dû restreindre les sanctions, de façon à ne pas porter préjudice au bon déroulement des opérations productives de la compagnie. A PETROBRAS le savoir-faire des travailleurs est acquis par la pratique, sur le tas. Cela signifie que l'entreprise ne peut que très rarement trouver sur le marché du travail de la main d'oeuvre prête pour remplacer des employés licenciés ; ses nouveaux travailleurs doivent être formés et suivis pendant des périodes relativement longues avant de pouvoir être autonomes.

Ce qui peut expliquer l'attitude pragmatique de PETROBRAS et des militaires dans la volonté de n'évincer que les travailleurs les plus engagés dans les activités syndicales. Un de ces travailleurs nous raconte même qu'il a été licencié trois mois après le coup d'État, seulement après avoir terminé une opération technique pour laquelle il était spécialiste. De même, dans plusieurs documents internes de l'entreprise, on soulignera que :

<< PETROBRAS n'a interrompu ni même diminué son rythme de travail avec le licenciement de quelques techniciens nuisibles à l'entreprise. Il faut souligner qu'ont été très peu nombreux les techniciens qui se sont laissés emporter par l'influence idéologique et subversive qui dominait à PETROBRAS>> (in : *INFORMATIVO PETROBRAS, 20/10/64*).

En ce qui concerne les avantages acquis par les travailleurs du pétrole, exception faite de la suppression des commissions mixtes créées à partir de 1962, il n'y aura pas de grands changements jusqu'aux années 70. Ainsi, le 14^{ème} salaire annuel, la participation aux profits, les prestations de services médicaux, le paiement d'une prime de travail posté plus élevée que celle payée par d'autres entreprises, l'augmentation des retraites payées par l'État aux travailleurs du pétrole, etc. continueront à faire partie de la gestion du travail à PETROBRAS.

De même, jusqu'au début des années 70, les travailleurs de PETROBRAS continueront à bénéficier de plusieurs avantages en nature : une certaine quantité d'essence et de gaz de cuisine, des produits alimentaires à des prix plus bas que sur le marché, etc. La préservation de ces bénéfices, conquis durant la période 1960 à 1964, représentait la preuve que malgré la défaite politique des populistes en 1964, leur action avait été bénéfique pour les petroleiros. C'était, en outre, une manière de maintenir actifs, dans la mémoire des travailleurs, les souvenirs des temps glorieux.

Ainsi, le fait que la situation relativement privilégiée des petroleiros de Bahia, associée à l'émergence de leurs syndicats, ait été sauvegardée après le coup d'État de 64, fut un puissant facteur de préservation et de valorisation des souvenirs de l'époque

populiste chez les travailleurs du pétrole de Bahia.

Par ailleurs, le fait que l'identité et la valorisation symbolique des *petroleiros* aient été portées par les syndicats, fut également un facteur qui contribua à maintenir intact le prestige des premiers syndicalistes du pétrole auprès des travailleurs. Cela, même si ces syndicalistes, en raison de la répression des militaires, durent s'éloigner du syndicalisme et du quotidien du travail à PETROBRAS.

Nous avons vu précédemment comment le syndicalisme des *petroleiros* s'était rapidement développé et avait modifié les conditions de travail et le prestige social des travailleurs du pétrole de Bahia. En relativement peu de temps ces travailleurs, par le biais de leurs syndicats, deviennent des acteurs collectifs d'importance dans le contexte bahianais. Ce qui était favorisé par une configuration politique et idéologique particulière.

On sait que les années 50 et le début des années 60 furent les années d'apogée du national-populisme. C'était une période d'émergence d'une nouvelle mentalité dans le pays ; d'une nouvelle vision du monde dont le "développementisme" constituait la partie émergée. Dans les discours dominant à l'époque, il ne s'agissait pas seulement d'éveiller le "géant endormi" qu'était le Brésil, de développer les forces productives du pays et de fortifier son autonomie internationale. Il était question aussi d'établir de nouveaux rapports entre les groupes sociaux et entre les personnes ; des rapports plus égalitaires, plus démocratiques. Il était question, au moins dans les discours, de briser l'aspect autoritaire et archaïque, presque féodal, de la société brésilienne. Ce discours favorisait certainement le développement des capacités organisationnelles et politiques des ouvriers.

Ainsi, les caractéristiques du mouvement syndical des *petroleiros* durant les années 60 ne peuvent pas être comprises en dehors du cadre hégémonique, constitué autour de l'idéologie nationaliste, que les groupes populistes ont bâti dans la vie politique du pays à cette époque. Autour du projet nationaliste, les principaux groupes sociaux populaires ont trouvé une idéologie capable de les rassembler et de les constituer en acteurs politiques sur la scène brésilienne.

De même, à l'intérieur de PETROBRAS, c'est la force mobilisatrice du nationalisme qui peut nous aider à comprendre la proximité entre syndicats de travailleurs, organisations représentatives des ingénieurs et direction de l'entreprise autour de quelques objectifs communs. C'est là le rôle même des idéologies dans la vie sociale. Une idéologie est une représentation symbolique, plus ou moins explicitée sous forme de discours, qui vise la création d'un consensus à l'intérieur d'un groupe ou d'une société. Lequel consensus est potentiellement capable d'engager le groupe dans des actions collectives. Autrement dit, une idéologie est surtout un discours à caractère politique, un discours visant à créer ou à maintenir un consensus sur le licite et l'illicite, le permis et l'interdit, le bon et le mauvais, le bien et le mal. Une idéologie est une volonté de changer ou de maintenir des représentations sociales dominantes dans un contexte donné.

En ce sens, l'idéologie nationaliste, dans les années 60, voulait transformer certaines représentations sociales dominantes dans la société brésilienne. En donnant, dans les discours, une place importante aux travailleurs et aux groupes traditionnellement exclus de la société brésilienne, le nationalisme inversait un certain ordre symbolique,

conservateur et autoritaire. Bien que les politiciens et syndicalistes nationalistes aient fini par adopter une vision élitiste du pouvoir (le pouvoir comme apanage des leaders, etc.), leur discours avait une portée au delà de leur pratique. Car leur discours poussait les gens à contester les rapports de pouvoir (économiques, politiques et symboliques) au sein de la société brésilienne.

C'est un paradoxe du syndicalisme populiste. En même temps qu'il présentait des traits du modèle élitiste de la société – dont les principales caractéristiques étaient le respect pour les leaders et pour les représentants des autorités, etc.), il signifiait aussi – dans une tendance centripète – une certaine inversion des valeurs dans la société. Dans les discours des syndicalistes, les ouvriers, par le biais de leurs leaders, pourraient participer aux prises de décisions au niveau de l'entreprise et du pays. C'était en quelque sorte une valorisation des travailleurs.

Dans ces discours, le travailleur était quelqu'un de respecté, quelqu'un d'important pour le pays. Cela non seulement en tant que force de travail, mais aussi en tant que citoyen, en tant que défenseur des richesses et de l'autonomie de la patrie.

<< ... A PETROBRAS, lors de son dixième anniversaire, nous voulons faire référence, même sans l'approfondir, à l'un des "fronts" où elle s'est mise en évidence : celui de l'accès à la dignité de la personne humaine. (...) ... de toutes les grandes victoires de PETROBRAS la plus importante est justement celle-là : LA VICTOIRE DU TRAVAILLEUR BRÉSILIEN !>> (in : BOLETIM INFORMATIVO, n° 5, octobre 1963, pp. 3).

Avec de tels discours syndicaux, il ne sera donc pas très surprenant que cette époque reste gravée dans les souvenirs des travailleurs du pétrole comme étant leur grande époque, leur âge d'or. Le moment où, sur le plan financier et symbolique, ils jouissaient du plus grand prestige aux yeux de la société bahianaise.

Ainsi, après le coup d'État de 1964, se rappeler les années populistes sera, pour les travailleurs du pétrole, une manière de se rappeler leur "dignité", leur "citoyenneté" et leur "prestige social" ; cela à une époque où les conditions politiques et sociales du pays les mettaient en danger. Autrement dit, se souvenir, dans ce cas, c'était résister (passivement il est vrai) à un nouvel ordre politique considéré comme moins légitime que celui du passé.

11.7. Conclusions : le coup d'État ou comment fabrique-t-on des mythes

Comme on le sait, malgré tout le pouvoir dont a fait preuve le syndicalisme populiste dans cette période, il a été impuissant à empêcher le coup d'État de mars 1964. Ce qui a constitué sa force, une légitimité basée sur la proximité d'avec le pouvoir politique, lui a fait défaut au moment de la confrontation avec ce même pouvoir.

En ce qui concerne les "petroleiros", plus spécifiquement, les événements de mars 1964 ont représenté un coup très dur pour leur organisation syndicale. Après le déclenchement du coup d'État le 31 mars 1964, les travailleurs du pétrole à Bahia entrent en grève et, avec l'assentiment de la direction régionale de PETROBRAS, commencent à

paralyser les principales unités productives. Cependant, l'action répressive des militaires, conjuguée à la faible ampleur de la grève générale appelée par les forces de gauche, va forcer les leaders syndicaux encore en liberté à mettre fin à la grève³³⁵.

Ainsi, en guise de conclusion, nous pouvons synthétiser cette période de la façon suivante : après quelques années de relative accalmie, les syndicats des petroleiros deviendront à partir de 1960, des bastions du syndicalisme populiste et, en tant que tels, des bases importantes de soutien au schéma politique des gouvernements qui se sont succédés entre 1960 et 1964.

C'est l'âge d'or du national-populisme au Brésil. C'est aussi la période où plusieurs avantages seront attribués aux employés de l'industrie pétrolière, grâce, en partie, aux relations établies entre les leaders syndicaux de PETROBRAS et les politiciens populistes. Toutefois, le coup d'État de 1964 mettra fin à ce processus, sans grande résistance des populistes³³⁶.

Un fait caractéristique des pratiques syndicales populistes est que, mise à part la première grève des petroleiros en 1960, leurs autres mobilisations, entre 1960 et 1964, seront déclenchées pour des mobiles non directement liés à des revendications salariales ou à des améliorations de conditions de travail. C'étaient des grèves ou, le plus souvent, des menaces de grèves, qui affichaient d'abord la défense de PETROBRAS et du Monopole d'État du pétrole ; cela même si des avantages économiques s'ensuivaient. En ce sens, l'obtention de droits pour les travailleurs passait par le pouvoir politique que les syndicalistes obtenaient au sein de l'État et de l'entreprise, en monnayant leur capacité à mobiliser les travailleurs du pétrole. Ce qui est bien la preuve que les années 60 marquent une époque d'hégémonie du syndicalisme populiste chez ces travailleurs.

Mais, si dans d'autres groupes professionnels, les bouleversements provoqués par le coup d'État de 64 furent à la base d'une quête de nouvelles pratiques syndicales dans la région de São Paulo – comme l'affirment plusieurs analystes du syndicalisme des années 70 et 80 –, chez les "petroleiros" de Bahia, au contraire, le modèle d'action populiste conservera toute sa force et tout son prestige.

Dans la mémoire collective et dans les représentations sociales de ce groupe, le début des années 60 correspondra à la période glorieuse, à l'âge d'or des syndicats. Que ce soit par les avantages acquis, par la visibilité sociale des leaders syndicaux, ou par le

³³⁵ Un communiqué publié dans plusieurs journaux de Salvador appelait ainsi le retour au travail : << Aux compagnons de PETROBRAS : après des contacts maintenus avec la Direction Régionale de PETROBRAS dans l'État de Bahia, les SINDIPETROS de l'extraction et du raffinage, devant la conjoncture nationale en vigueur, conscientes de leurs responsabilités et en conformité avec l'esprit de discipline et d'ordre, invitent les compagnons de toutes les unités de l'Entreprise dans l'État de Bahia à retourner au travail à partir du 4 avril à minuit. <<Le retour au travail c'est notre mot d'ordre, compagnon !>> A TARDE, 4/4/64. In : Novoa(1990).

³³⁶ La grève générale appelée par le C.G.T., le premier avril 1964, ne fut suivie que par très peu de syndicats et cela seulement durant un jour. D'après Costa (1986 : 175), à São Paulo (le principal centre industriel du pays), seuls les travailleurs des chemins de fer et ceux du port de Santos ont participé à la grève ; de même, à Rio de Janeiro n'ont participé à cette grève que les travailleurs des chemins de fer, les travailleurs du port, les métallurgistes et ceux de l'industrie textile. A Bahia, les travailleurs du pétrole furent les seuls à avoir esquissé une résistance par le biais d'une grève.

statut dont les "petroleiros" jouissaient dans la société, le fait est que pour ces travailleurs cette période est restée un modèle, un idéal ; en un mot, un mythe.

Dans ce sens, le coup d'État a eu comme conséquence, chez les petroleiros de Bahia, la transformation des victimes de la répression en héros ; De la même façon, la période comprise entre l'année 1961 et l'année 1964 est devenue celle des temps héroïques pour ces travailleurs.

Nous ne serons donc pas étonné qu'au retour du pays à la vie démocratique dans les années 80, d'anciens leaders syndicaux "petroleiros", tenant un discours semblable à celui des années 60, soient de retour à la tête des syndicats des ouvriers du pétrole de Bahia. Les difficultés qui surgiront sur le chemin des groupes opposés à ce projet, venaient du fait qu'ils ne s'affrontaient pas à des hommes ou à des politiciens, mais à des héros mythiques, contre lesquels les discours d'autonomie ouvrière ou le socialisme n'étaient guère efficaces. Car ces anciens leaders, aux yeux des ouvriers les plus âgés, portaient en eux, d'une certaine façon, une mission : réaliser la réconciliation entre le passé (si éloigné fût-il) et le présent des "petroleiros".

12. une ébauche de résistance ou la réactualisation des pratiques populistes : 1964-1968

12.1. Les conséquences du coup d'Etat pour l'action syndicale des petroleiros

Les répercussions du pronunciamiento de 1964 sur le mouvement syndical des travailleurs du pétrole ont été très importantes. Suivant une politique de neutralisation des principales forces sociales, capables de leur opposer des résistances, les militaires vont s'acharner à couper les liens entre les principaux leaders syndicaux du pays et les travailleurs.

En ce qui concerne les travailleurs du pétrole, cela allait se traduire par le licenciement des syndicalistes et des militants les plus engagés, par l'emprisonnement et la torture des leaders les plus en vue, par l'intervention du Ministère du Travail dans les syndicats des petroleiros – cela, immédiatement après le coup d'État et jusqu'en 1965 – et par la présence visible des soldats sur les lieux de travail.

De toute évidence, l'objectif de ces mesures était d'intimider les travailleurs, de leur couper toute envie de résistance aux nouvelles politiques qui se mettaient en place dans le pays et dans l'entreprise. Visant à disqualifier les pratiques populistes auprès des travailleurs, les nouvelles directions de l'entreprise vont insister sur le caractère illégitime de ces pratiques, car elles étaient <<... *contraires aux objectifs d'une entreprise industrielle, dont le fonctionnement est de l'intérêt de la sûreté nationale.*>>³³⁷.

³³⁷ In : INFORMATIVO PETROBRAS, édition spéciale, 20/10/64.

De même, on essayera de désengager et de déresponsabiliser les travailleurs par rapport aux actions menées par les syndicalistes jusqu'en 1964. Ainsi, par exemple, dans le même journal d'information – journal à diffusion interne à PETROBRAS – on essayera de légitimer les licenciements de certains travailleurs par le fait qu'ils avaient obligé les autres salariés de l'entreprise à les suivre dans leurs actions :

<< Jusqu'à cette date, 526 employés ont été licenciés dans les diverses unités et organes de PETROBRAS du pays. Ce que l'on peut constater aujourd'hui, c'est que seule une partie réduite des trente cinq mille employés de PETROBRAS utilisait les processus les plus variés de pression, d'intimidation et de menaces pour créer dans l'entreprise le terrain propice à la propagation de leurs idéaux antidémocratiques... (...) PETROBRAS poursuit ses activités à un rythme normal, avec l'engagement de son Administration de lui faire remplir fidèlement et effectivement la grande tâche qui lui revient dans le processus de développement et d'émancipation économique national. Il est possible qu'en raison des investigations et des enquêtes administratives d'autres licenciements aient lieu. Mais les employés qui remplissent leur devoir, tournés exclusivement vers les intérêts supérieurs de l'Entreprise, ne doivent en rien, n'ont aucune raison d'avoir peur.>> (In : INFORMATIVO PETROBRAS, édition spéciale, 20/10/64).

Autrement dit, en même temps que l'entreprise donnait aux seuls syndicalistes et militants syndicaux la responsabilité des actes jugés "antidémocratiques", elle mettait en garde les travailleurs contre toute volonté de retour aux anciennes valeurs du populisme.

Cette manière d'envisager la responsabilité des leaders syndicaux dans les actions menées auparavant, n'était pas l'apanage des nouveaux administrateurs de PETROBRAS. A une échelle beaucoup plus large, les militaires ayant pris le contrôle de l'appareil étatique allaient, eux aussi, développer le même type de raisonnement. Dans un des innombrables procès militaires contre des syndicalistes de PETROBRAS, réalisés par les nouvelles autorités du pays, après 1964, on procédera de façon analogue.

<<La raffinerie de Cubatão était ostensiblement et presque entièrement dominée par le syndicat. Une telle domination a généré un climat de tension et d'oppression, empêchant une réaction définitive de la majorité [des travailleurs] ; laquelle avait peur des représailles personnelles et des atteintes à l'intégrité de leurs familles. Tout cela, avec l'approbation, ou l'omission, des plus hauts pouvoirs de la République... (...) Ainsi, un inestimable patrimoine, vital pour la nation, est tombé à la merci d'une minorité oligarchique ... La crainte du chômage, la crainte d'une famille menacée, la crainte d'être objet de campagnes de diffamation, ..., étaient les armes avec lesquelles les syndicats obtenaient une domination unitaire, exclusive et totale. (...) A souligner, de plus, le comportement exemplaire de la majorité [des travailleurs] qui, par amour de la profession et du patrimoine, a permis d'éviter que ne surviennent des conséquences désastreuses à Cubatão.>> (In : rapport de l'investigation militaire réalisé à la raffinerie de Cubatão – État de São Paulo – du 21 avril 1964.).

Ayant une vision élitiste des processus historiques et sociaux ³³⁸, les militaires vont centrer leur action presque exclusivement sur les leaders et militants les plus actifs des syndicats, des partis politiques et des mouvements sociaux ; ils pensaient qu'en

³³⁸ Sur l'idéologie et la vision du monde des militaires brésiliens arrivés au pouvoir en 1964, voir Alves (1987).

supprimant la tête de ces mouvements, ils réussiraient à enrayer définitivement le populisme de la vie politique brésilienne.

En ce qui concerne notre thème de recherche, cela eut des conséquences notables. En orientant la répression sur les leaders et militants syndicaux, les militaires réussirent à contrôler le mouvement syndical des travailleurs du pétrole ; mais ils ne réussirent pas, pour autant, à endiguer la sympathie de ces travailleurs pour les politiques syndicales populistes. Cela, d'autant plus, que la politique des militaires consistait à éloigner les leaders syndicaux populistes de la base, mais sans pour autant mettre en place des leaders proches du régime, et ayant acquis une légitimité face aux travailleurs pour disqualifier les anciens syndicalistes.

12.2. La préservation du modèle populiste

Ainsi, après la fin de l'intervention militaire dans les syndicats et avec la relative libéralisation du régime à partir de 1965, certains groupes de militants essayeront de rééditer les actions mobilisatrices des travailleurs que les populistes avaient mis en oeuvre. D'après un des syndicalistes responsables de ce projet, son désir d'appartenir à la direction du syndicat naît dès qu'il apprend la nouvelle de l'inscription – lors des premières élections syndicales après le coup d'État, en 1965 – d'une liste composée par des travailleurs proches des militaires ; ils auraient même participé de la répression des syndicalistes populistes, en les dénonçant aux militaires durant les investigations et procès militaires.

<<Je suis arrivé au réfectoire, je me rappelle très bien, et il y avait une affiche informant que les élections pour le syndicat étaient autorisées. Il y avait une crainte très forte parmi le personnel de se mêler à nouveau aux syndicats, les choses étaient "encore chaudes". L'armée et la dictature étaient très fortes dans la raffinerie. Mais, j'ai vu qu'il y avait un seul candidat, un candidat unique, qui avait dénoncé beaucoup de monde en 1964 ; il était presque comme un candidat nommé, parce qu'il a été très utile à l'armée. (...) Alors on a réuni un groupe, le groupe des conversations à "voix basse", (...), et on a monté une liste.>>.

Dans le refus de voir le syndicat tomber sous le contrôle d'un travailleur considéré comme un traître, rallié à la cause des militaires, il y avait aussi la volonté d'entretenir une certaine tradition de direction syndicale ; c'était en quelque sorte un hommage aux leaders syndicaux du passé. Ces leaders avaient été éloignés des syndicats et de la vie de l'entreprise, mais restaient présents dans l'esprit des travailleurs comme modèles à suivre pour la conduite des affaires syndicales à PETROBRAS.

Dans cette optique, on avait gardé du leader syndical l'image de quelqu'un capable de décider et d'affronter, seul, les responsables de l'entreprise pour lutter contre les injustices auxquelles les travailleurs étaient soumis. Cela correspond à la représentation de lui-même que ce leader syndical, arrivé au syndicat du raffinage en 1965, essaie de nous faire passer ; ainsi, il explique sa participation à cette liste, non pour une question politique ou idéologique, mais du fait de sa personnalité, revendicative :

<<J'étais le genre de mec pour qui aller voter au syndicat était d'abord une occasion d'aller boire un coup. Je n'avais aucune conscience politique ou

syndicale, aucune ! ça a été plus pour une question de personnalité, de formation même : de ne pas être toujours d'accord, d'affronter...>>

Indépendamment du fait qu'il est difficile de déterminer jusqu'à quel point ce témoignage ne relève pas de la volonté de l'interviewé de nous donner une vision positive de lui-même, on peut néanmoins considérer que cette façon de concevoir les leaders syndicaux avait une certaine répercussion parmi les travailleurs de l'époque. Ce même syndicaliste fera référence, à plusieurs reprises, durant l'entretien, au fait qu'il avait fait beaucoup de sport dans sa jeunesse, ce qu'il considérait comme un élément important dans sa propension à se mettre en évidence et à ne pas avoir peur des risques. Pour lui, un leader syndical devait être plus belliqueux et plus courageux que les autres travailleurs, avoir du "leadership", être capable de commander, de décider ...

<<Je dis souvent que ceux qui n'ont jamais pratiqué de sports ou participé au mouvement étudiant, ont beaucoup de difficultés à commander qui que ce soit ; car, cela commence là-bas, et c'est cela qui s'est passé pour moi.>>

On voit, nous ne sommes pas loin ici des pratiques personalistes et de la conception du pouvoir que les leaders syndicaux populistes développaient à leur époque. L'important ici, est que ce modèle d'action va pousser certains syndicalistes de PETROBRAS, après le coup d'État de 1964, à s'opposer aux responsables de l'entreprise. Opposition visible principalement vis-à-vis des transformations en matière de gestion du travail, qui commençaient à se mettre en place.

12.3. De nouvelles modalités de gestion du travail

Après avril 1964, avec l'éviction du pouvoir des politiciens populistes, à l'échelle nationale, et avec les sanctions prises à l'encontre des syndicalistes de PETROBRAS, les conditions politiques pour le maintien du système de quasi cogestion dans l'entreprise du pétrole seront remises en cause. Dès lors, de profondes transformations auront lieu dans le domaine des relations professionnelles à PETROBRAS.

On a déjà fait mention des pratiques d'intimidation que l'entreprise a utilisées contre les travailleurs pour vaincre leurs résistances et pour les éloigner des actions syndicales contestataires. Ces actions étaient la partie émergée de l'iceberg de changements plus radicaux qui s'amorçaient à l'intérieur de PETROBRAS.

En premier lieu, avec le coup d'État, la présence des militaires aux postes de commande de l'entreprise pétrolière s'accroît, augmentant une tendance à la "militarisation" des rapports sociaux. Durant les premiers temps qui suivirent le coup d'État, la présence de soldats armés sur les lieux de production de la compagnie à Bahia³³⁹ et la menace – concernant potentiellement tous les travailleurs – d'être poursuivi par la Justice Militaire étaient omniprésentes ; cette "militarisation" s'est manifestée également dans les rapports quotidiens entre les différents niveaux hiérarchiques de l'entreprise. Certains travailleurs affirmeront, dans leurs entretiens, que "l'air devient plus lourd, après 64" : la charge de travail augmente, les conditions de travail se dégradent et les agents d'encadrement deviennent moins compréhensifs vis-à-vis des difficultés inhérentes aux

³³⁹ Cela d'après le témoignage de plusieurs travailleurs et ingénieurs ayant vécu cette période.

activités de PETROBRAS.

Étant donné que ces points de vue sur les choses sont essentiellement subjectifs, il est difficile de vérifier, aujourd'hui, jusqu'à quel point ces sentiments étaient partagés par les petroleiros, à cette époque, et jusqu'à quel point ils étaient le fruit d'une situation objective difficile. Toutefois, quelques indices nous portent à penser qu'il y avait des causes réelles au développement de ce type d'appréciations et que celles-ci avaient un certain écho parmi les employés de PETROBRAS.

Un premier signe de la militarisation de la gestion à PETROBRAS nous est donné par le nombre important de militaires qui accèdent à des postes de responsabilité. Non seulement la Présidence de la compagnie devient un monopole des militaires mais, de plus, plusieurs unités de l'entreprise sont mises sous le contrôle de militaires. Ainsi, à Bahia, le premier surintendant de la raffinerie de Mataripe, après le coup d'État, fut un général de l'armée.

De plus, fait très révélateur, un colonel de l'armée fut nommé à la tête du Service du Personnel, organe chargé d'établir les relations avec les syndicats et de donner les directives générales de la politique du personnel de l'entreprise. D'après plusieurs témoignages de syndicalistes, ce responsable du Service du Personnel refusait de les rencontrer lors des périodes de négociations collectives, sous l'allégation qu'il revenait à la Justice du Travail d'établir les critères des nouveaux accords entre PETROBRAS et ses employés ; cela d'après les nouvelles lois imposées par les militaires, après le pronunciamiento.

On voit par là combien la militarisation de la politique brésilienne avait pénétré la vie interne de l'entreprise pétrolière. Dans une conjoncture de répression et de contrôle du mouvement ouvrier, on n'était pas prêt à entendre les plaintes des syndicalistes. D'autant plus que, après le nettoyage opéré dans les rangs syndicaux des petroleiros, les dirigeants de la compagnie ne pensaient pas que les nouveaux syndicalistes puissent s'avérer capables d'organiser des mouvements collectifs importants.

Dans cette même logique militarisante, on créera et intégrera à l'organigramme de PETROBRAS des organes d'information – selon les mêmes modèles que les organes d'information de l'armée – sous le contrôle des militaires. La fonction de ces organes était de procéder à des investigations sur les nouvelles recrues de l'entreprise, de manière à empêcher que des activistes de partis politiques, jugés dangereux, y aient accès. De même, cet organe avait pour charge de surveiller les activités des employés, de manière à identifier les militants de partis de gauche et les "agitateurs".

Ainsi, dans les Normes de Sélection du Personnel, établies par la compagnie à cette époque, on prévoit un processus de "qualification pré-embauche", de façon à mieux trier les candidats. Outre l'évaluation des capacités professionnelles, médicales et psychologiques des candidats, on imposait aussi une investigation sociale, laquelle peut être entendue tant comme un moyen d'identifier d'éventuels militants, que comme un moyen d'éviter que des individus présentant des problèmes d'intégration ne soient embauchés.

<<La procédure systématique prévue pour les procès de sélection possède une étendue telle, qu'en plus des qualités générales et légales requises on cherche à

avoir une vision plus ample du personnel embauché ; cela, aussi bien par le biais d'une évaluation méticuleuse de la formation professionnelle et culturelle que des aptitudes, de la personnalité, de l'honnêteté, de l'honorabilité et de l'intégration sociale>> (In : PETROBRAS, oct./nov./déc. 1978, pp. 41).

Ces critères, plus socio-politiques que professionnels, ont été introduits dans la gestion des entreprises nationales par les militaires qui, selon Alves (1987), prétendaient ainsi avoir un plus grand contrôle sur la vie syndicale et politique des travailleurs de ces compagnies.

A ces pratiques de gestion s'ajoutaient le contrôle des salaires et l'augmentation de la productivité du travail par le biais de la diminution des effectifs.

La politique de contrôle salarial, imposée par le gouvernement ³⁴⁰ dès 1964, a eu comme conséquence que tous les salariés du pays, y compris ceux de PETROBRAS, ne purent avoir des augmentations salariales au-dessus des indices officiels d'inflation du gouvernement ³⁴¹ ; de même, les salariés ne pouvaient avoir plus d'une augmentation de salaire par an. Or, dans un contexte d'inflation importante (supérieure à 20 %), cela signifiait une réduction du pouvoir d'achat réel des travailleurs.

A PETROBRAS, cette politique représentait un net changement par rapport à la période comprise entre 1960 et 1964, quand la proximité entre syndicalistes et responsables de l'entreprise rendaient les négociations salariales plus favorables aux travailleurs que le modèle adopté après le coup d'État. De plus, certains avantages en nature seront supprimés durant la période militaire : ce sera le cas notamment de l'offre à prix symbolique de certains produits alimentaires, du gaz de cuisine et de l'essence.

D'après certaines versions, ces mesures s'inscrivaient dans une stratégie de l'entreprise pour éviter les critiques à l'encontre de la politique du personnel qui était la règle dans l'entreprise. La direction de PETROBRAS, en supprimant certains avantages, prétendait faire taire les opposants au monopole d'État sur le pétrole, lesquels, en critiquant sa gestion du travail, voulaient en effet proposer sa privatisation.

Il est difficile d'évaluer le poids de cette volonté de l'entreprise de couper coût aux attaques qu'elle subissait dans la presse, relativement à ces modifications ; toutefois, on dispose d'indices qui laissent penser que ce poids a dû être important.

Ainsi, en octobre 1968, le président de PETROBRAS a dû comparaître à l'Assemblée Nationale pour répondre des accusations faites à l'encontre de la direction de l'entreprise. Il essaya de démontrer que la politique de gestion de l'entreprise était décidée d'après les meilleures techniques de gestion, d'une façon impersonnelle et non paternaliste.

<<Dans une guerre violente contre le monopole d'État, sont menées des attaques contre la politique du personnel adoptée par l'entreprise, considérée comme paternaliste. (...) L'administration du personnel de l'entreprise se trouve parfaitement structurée, dans la stricte observance de techniques modernes et

³⁴⁰ Cette politique fut le principal moyen de lutte contre l'inflation qui avait atteint des niveaux élevés, avant 1964 : ANNÉTAUX D'INFLATION (%)196026,3196133,3196254,8196378,0196487,8196555,4196639,5196728,8196827,8Source : Alves, 1987 : 331.

³⁴¹ Les augmentations pour élévation de la productivité du travail, par exemple, étaient formellement interdites.

elle dispose d'un corpus de normes, de procédures, qui font partie intégrante de son Manuel du Personnel, ce qui empêche que l'arbitraire personnel influence ce secteur de l'administration.(...) ... Mrs les Députés peuvent apprécier combien sont erronées les critiques faites à l'encontre de la gestion du personnel suivie par PETROBRAS, laquelle, au contraire de ce qu'on dit, offre un exemple à suivre par les autres industries du pays, aussi bien publiques que privées.>> (In : *Témoignage du P.D.G. de PETROBRAS, le Général Arthur Duarte Candal Fonseca, devant la Commission des Mines et de l'Énergie de la Chambre des Députés, le 9 octobre 1968. Rio, Édition PETROBRAS, 1968).*

On voit par là que, dans les discours de légitimation des décisions prises par l'entreprise, le nationalisme passe au second plan, derrière les arguments plus techniques et scientifiques. Dans la mesure où les militaires arrivent au pouvoir portés par un discours de moralisation et de "désidéologisation" de la vie brésilienne, on subordonnera, à PETROBRAS, le discours nationaliste à d'autres arguments plus neutres et plus sûrs.

Toujours concernant les changements dans la gestion du travail à PETROBRAS, on peut mentionner la volonté de l'entreprise d'augmenter la productivité du travail par le biais d'une réduction de l'effectif de l'entreprise. Cette réduction peut être visualisée dès lors que l'on observe l'évolution du nombre de fonctionnaires à PETROBRAS : en 1962, PETROBRAS comptait sur l'ensemble du pays, 25.870 employés ; ce nombre passe à environ 35.000 en 1964 mais chute à 32.000 en 1966, après le coup d'État. Après cette année, l'ouverture de nouvelles raffineries et la découverte de nouveaux gisements de pétrole à Bahia augmenteront le nombre d'employés de PETROBRAS à 35.400 en 1968, mais dès le début des années 70 ce nombre retombe à 31.901. A Bahia, même avec l'augmentation de la production pétrolière (laquelle passe de 91.000 barils/jour de pétrole en 1964, à 138.000 barils/jour en 1968 et à 140.000 barils/jour en 1971), le nombre de travailleurs de PETROBRAS dans l'État diminue : de 13.238 en 1964, on revient à 12.779 en 1968 et à 13.000 en 1971.

Cette tendance à la réduction de l'effectif est encore plus visible avec la comparaison du nombre de travailleurs entre deux raffineries, en l'occurrence la raffinerie de Mataripe à Bahia et la raffinerie de Caxias, à Rio de Janeiro, entre 1966 et 1968 :

ANNÉE	NOMBRE D'EMPLOYÉS	
	MATARIPE	CAXIAS
1966	3.100	3.200
1967	2.900	3.000
1968	2.600	2.750

Source : Témoignage du P.D.G. de PETROBRAS, le Général Arthur Duarte Candal Fonseca, devant la Commission des Mines et de l'Énergie de la Chambre des Députés, le 9 octobre 1968. Rio, Édition PETROBRAS, 1968, pp. 23.

Ce qui pourrait nous aider à comprendre, en partie, le fait qu'en 1964 les raffineries de PETROBRAS avaient une productivité de 24 barils par homme-jour et qu'en 1968 cette productivité était de 37 barils par homme-jour. Dans le cas de Mataripe, par exemple, sa capacité de raffinage passe de 47.000 barils/jour de pétrole en 1966 à 77.500 barils/jour

en 1968 ; cela grâce à l'introduction de techniques de raffinage plus avancées et à l'ouverture de nouvelles unités de raffinage. Autrement dit, tandis qu'on augmente de 65 % la capacité productive de cette raffinerie, on y réduit le nombre de travailleurs de 16 %. Ce qui était légitimé par l'entreprise, ici encore, dans une logique d'ajustement des besoins de l'entreprise à des techniques de gestion plus modernes :

<< Depuis ces dernières années, PETROBRAS cherche à réduire son personnel, selon des principes élevés, fixés selon les techniques modernes d'administration, dans le but d'adapter les effectifs de personnel aux besoins réels de main-d'oeuvre de chaque organe pour l'exécution des programmes de travail.>> (In : Témoignage du P.D.G. de PETROBRAS, le Général Arthur Duarte Candal Fonseca, devant la Commission des Mines et de l'Énergie de la Chambre des Députés, le 9 octobre 1968. Rio, Édition PETROBRAS, 1968).

Cela signifie que l'augmentation de la productivité à PETROBRAS ne s'est pas réalisée du seul fait de l'implantation de nouvelles technologies, mais également du fait d'une réduction de la main-d'oeuvre employée. A propos de cette question, plusieurs témoignages d'ingénieurs nous informent qu'après le coup d'État de 64, l'entreprise adoptera une politique de sous-traitance des activités non directement liées à la production, en même temps qu'elle licenciera ou transférera les employés de ces activités. Cela fut le cas, par exemple, des activités de restauration, de transport, de nettoyage, etc. Ainsi, la diminution du nombre de travailleurs directement employés par PETROBRAS s'organisait parallèlement à l'augmentation du nombre de travailleurs contractés par des entreprises assurant les prestations de services à la compagnie pétrolière.

Cette stratégie visait surtout à augmenter le niveau de qualification de la force de travail directement liée à PETROBRAS. D'après des données citées par Erdens (1973 : 30), la proportion de travailleurs qualifiés, selon la classification de l'entreprise, passe de 29,5 % du total des petroleiros de Bahia en 1964 à 43,69 en 1968 et à 71,94 % en 1971. Sur la même période, la proportion des travailleurs semi-qualifiés ou non qualifiés passe de 65,9 % en 1964, à 51,9 % en 1968 et à 23,8 % en 1971³⁴².

Cela se structure alors le pouvoir de l'entreprise, par le biais des ingénieurs et des agents de maîtrise, augmente considérablement. Selon les travailleurs et leaders syndicaux interviewés, une des pratiques courantes de l'entreprise, pour réduire la résistance individuelle des travailleurs, était de les obliger à abandonner la stabilité de leur emploi et à signer leurs contrats selon les nouvelles lois du FGTS (Fonds de Garantie par Temps de Service)³⁴³. Ainsi, les employés n'ayant pas encore droit à la stabilité d'emploi

³⁴² On ne dispose pas de données sur le nombre d'embauches et de licenciements réalisés par l'entreprise à cette époque, ce qui pourrait nous aider à comprendre l'influence du renouvellement de la force de travail de PETROBRAS sur l'évolution de la qualification de sa main-d'oeuvre. Cependant, plusieurs indices nous laissent penser que les licenciements à PETROBRAS ont été marginaux, concentrés dans des secteurs non directement liés à la production ou à l'administration : outre les témoignages cités, on n'a pas retrouvé dans la presse de notes sur des licenciements à PETROBRAS. Ce qui paraît expliquer le changement si radical du profil professionnel des travailleurs de PETROBRAS est la politique de formation qu'elle met en pratique : ainsi, en 1968, par exemple, 10.900 petroleiros participeront à des formations offertes par l'entreprise.

³⁴³ Comme on l'a vu précédemment, la loi du FGTS fut signée en 1966.

(dix ans de service), étaient sommés de signer le FGTS, sous la menace de licenciement en cas de refus. Pour les travailleurs déjà "stables", la stratégie constituait à ne pas concéder de promotions professionnelles tant qu'ils n'optaient pas pour le système du FGTS.

Tout ceci nous porte à penser que les nouvelles techniques de gestion mises en place par l'entreprise faisaient partie d'une stratégie d'augmentation de la productivité du travail. Stratégie qui visait notamment l'actualisation technologique, l'augmentation de la qualification de la main-d'oeuvre, l'imposition d'un certain rythme de travail, d'une hiérarchisation sur les lieux du travail et le contrôle des pratiques collectives des travailleurs. On le voit, cette stratégie s'inscrivait parfaitement dans les plans et les politiques mises en place par les militaires. Elle ne pouvait avoir de succès, cependant, que si l'on réussissait à empêcher les réactions collectives des travailleurs.

12.4. LEs options des syndicalistes

Face à une telle situation de contrôle et de mises en difficulté des travailleurs, les responsables syndicaux avaient deux options : soit ils s'adaptaient à la nouvelle donne, en jouant le rôle accessoire que les militaires leur réservaient, soit ils se révoltaient et, profitant de l'ouverture de la conjoncture politique des années 67-68, ils essayaient de relancer les mobilisations collectives des travailleurs.

Chez les petroleiros de Bahia ces deux tendances se sont affrontées dès l'année 1965, lors des premières élections syndicales après le coup d'État de 1964. Ces deux modèles d'action ne sont pas complètement étrangers l'un à l'autre ; à certains moments, ils seront même présents au sein d'une même direction syndicale, où régnait une sorte d'équilibre et de compromis entre les syndicalistes se réclamant de ces deux options syndicales. Ce n'est donc qu'à des fins purement descriptives et analytiques que nous allons les étudier séparément.

Toutefois, avant de poursuivre dans ce sens, il faut éclaircir l'idée générale que nous allons développer dans ce sous-chapitre. Selon nous, les réponses que les syndicalistes du pétrole ont apportées à la nouvelle réalité de PETROBRAS, après 1964, se sont faites dans la continuité de l'action syndicale des populistes.

Ainsi, les deux modèles d'action syndicale qui allaient se disputer le pouvoir entre 1964 et 1968, se réclamant du type d'action syndicale que les petroleiros avaient menée entre 1960 et 1964. De ce fait, les deux tendances représentaient en quelque sorte deux formes d'actualisation du populisme syndical : une actualisation conservatrice (dans le cas de l'acceptation des limites dictées par l'entreprise aux syndicats) et une actualisation plus mobilisatrice (dans l'autre cas).

12.4.1. La Résistance des travailleurs

C'est dans un contexte de profonds changements dans la gestion du travail de PETROBRAS, que certains syndicalistes du pétrole de Bahia vont essayer, à partir de 1967, de reprendre les modèles d'organisation syndicale qui avaient fait la renommée et le succès des syndicalistes populistes. Cela dans une conjoncture politique et sociale où

l'emprise des militaires sur la vie du pays commençait à être vivement contestée : les forces politiques démocratiques se regroupent, les Étudiants organisent de grandes manifestations populaires et le mouvement ouvrier commence à donner des signes de réorganisation.

Les syndicalistes du pétrole vont aussi commencer à réorganiser leurs syndicats et à renouer les contacts entre eux, à travers l'ensemble du Brésil. Ainsi, dès avril 1966, les syndicalistes des travailleurs de tout le pays se réunissent afin de présenter des demandes unifiées à l'entreprise. De même, ils commenceront à participer à des mouvements de défense pour la démocratisation du pays, tout en continuant la tradition des anciens leaders syndicaux populistes.

<< Le mouvement étudiant a beaucoup contribué au développement de l'action syndicale, il soutenait beaucoup.(...). On avait des réunions avec les étudiants, avec des leaders de l'époque. Alors, il y avait une vie politique, non des partis, mais une vie politique, syndicale même, avec des critiques et des prises de position contre la dictature ; c'est comme ça que la chose a commencé. J'avais un journal d'information que j'utilisais pour faire des critiques très dures, il s'appelait le "Carrapato"... Parce que nous n'avons pas laissé mourir le journal syndical qui avait été interdit. J'ai continué, même, la numérotation du journal, je n'ai pas édité de n°1, j'ai trouvé la dernière édition du journal avant 1964 et j'ai suivi la numérotation antérieure. (...) Alors, nous avons eu des contacts avec le mouvement étudiant, à l'époque... Les partis ont commencé à apparaître fin 1967 et début 1968...>>.(Entretien avec un leader syndical de la période 1965 à 1968).

Mais c'est surtout pour des questions internes que les syndicalistes seront poussés à reprendre les mobilisations syndicales.

Après deux ans d'intervention du Ministère du Travail sur les syndicats des travailleurs du pétrole, sont réalisées des élections syndicales. Ces nouvelles directions vont être intronisées au cours de l'année 1966. D'après plusieurs témoignages, c'est surtout dans le syndicat de la raffinerie que les rapports entre entreprise et syndicats vont devenir plus difficiles.

Voyons comment le secrétaire du SINDIPETRO à cette époque nous raconte ses démêlés avec le Général surintendant de Mataripe :

<< ... 90 jours après notre intronisation, le personnel de la direction est allé réclamer, parler avec le Général d'un problème d'alimentation. Au retour, j'ai demandé à T. et à H. comment les choses s'étaient passées. Ils étaient déçus parce que le Général ne leur avait pas donné le temps de s'asseoir, alléguant qu'il n'avait pas de temps à perdre avec le syndicat et que celui qui n'aimait pas l'alimentation fournie par l'entreprise, devait l'amener de chez lui ; il a rajouté que les travailleurs mangeaient mieux dans l'entreprise que chez eux. Cela fut d'une telle brutalité ! Alors j'ai demandé comment le Général, qui était allé à notre intronisation et avait dit que les syndicats étaient les représentants des travailleurs, pouvait ne pas vouloir nous recevoir. (...) Alors, nous sommes allés le voir. Quand je suis arrivé dans le bureau du Général, à la raffinerie, le matin, le secrétaire du surintendant m'a dit que le général n'allait pas recevoir le syndicat ce jour-là, car il l'avait déjà fait le jour précédent. (...) alors je suis rentré dans sa salle (du surintendant), il s'est levé et la première chose que j'ai faite fut de

m'asseoir, pour lui démontrer que je n'allais pas rester debout. Mais tout cela, il est nécessaire de le dire, n'avait rien de politique, ni d'une conscience syndicale ; c'était plus ma personnalité, ma nature ... Une chose du gamin de "Ribeira" ³⁴⁴ qui pratiquait des sports, qui affrontait les supérieurs hiérarchiques, cette chose ... Il m'a dit de me lever et j'ai dit que non. Il s'est assis et j'ai dit que la chaise où il était assis était plus à moi qu'à lui...(...). Après, par manque d'habileté administrative, il a écrit une norme selon laquelle il n'allait recevoir que le président et le vice-président du syndicat. Les gens se demandaient pourquoi il ne voulait pas recevoir le Secrétaire du syndicat ...>> (Entretien d'un syndicaliste de l'époque).

Indépendamment du fait qu'il est difficile de vérifier cette histoire (même si plusieurs témoignages en confirment la véracité), elle nous semble importante pour deux raisons : d'abord elle montre comment une gestion du travail autoritaire, dans une conjoncture d'ouverture politique relative, pousse certains syndicalistes vers la confrontation avec l'entreprise ; ensuite, elle montre combien le modèle populiste de leadership – de leaders courageux et charismatiques, dotés de pouvoirs particuliers – était encore puissant parmi les travailleurs du pétrole.

Quoi qu'il en soit, ces événements permettent à ce leader syndical de prendre, lors des élections syndicales réalisées début 1968, la tête du SINDIPETRO, écartant une bonne partie de l'ancienne direction, jugée par lui trop proche des positions de la compagnie. L'entreprise, en réaction, essaiera d'empêcher sa nomination en lui intentant un procès avec la justice du travail; cela sous l'allégation que ce nouveau président du syndicat était opposé au régime démocratique. Les syndicalistes durent faire appel de la décision de la justice du travail, par un mandat auprès de la justice commune, pour qu'il puisse être intronisé à la direction du syndicat. Face à cela, la direction régionale de la raffinerie de MATARIPE se refusera à recevoir le nouveau président du syndicat pour résoudre les problèmes touchant les travailleurs ³⁴⁵.

Dans ce contexte, les rapports entre entreprise et syndicat du raffinage ne pouvaient être faciles. En cas de conflits, les seules issues qui restaient au syndicat étaient de faire appel à la direction de l'entreprise de Rio de Janeiro ou, le cas échéant, à la justice du travail, pour obliger la compagnie à respecter certains droits des travailleurs. Après tout ce que l'on vient de voir sur les pratiques de gestion adoptées par PETROBRAS, il n'est pas difficile d'imaginer les "difficultés" auxquelles se sont heurtés les leaders syndicaux pour faire entendre leurs voix auprès de la direction centrale de l'entreprise. C'est toujours le même syndicaliste qui nous raconte ces difficultés :

<< ... je suis allé à Rio, une fois, pour parler de questions liées à des bourses d'études que l'entreprise offrait à ses travailleurs et de l'alimentation ; j'allais faire mes réclamations là-bas, auprès de la direction de l'entreprise, car ici je n'y avais pas accès ... Alors j'ai rencontré le Maréchal Adhemar de Queiroz, président de PETROBRAS et il m'a dit que je devrais retourner à Bahia pour produire plus, parce que sinon on pouvait perdre le Monopole d'État de PETROBRAS. Il m'a dit

³⁴⁴ Quartier de classe moyenne de Salvador.

³⁴⁵ Informations in A TARDE du 4/05/68.

aussi qu'il fallait laisser tomber ces histoires d'alimentation, de bourse d'études, etc. L'Homme était très irrité. >>.

L'utilisation de l'argument du Monopole d'État sur le pétrole et du besoin d'union entre travailleurs et entreprise, a toujours été une tactique pour éviter que les travailleurs du pétrole ne développent des mobilisations revendicatrices. Toutefois, cette fois-ci, les références à la défense d'une solution nationaliste se faisaient dans le seul souci d'un contrôle, sans contreparties pour les travailleurs ou pour la légitimation des leaders syndicaux.

Cela démontre bien la façon dont le nationalisme était envisagé par les militaires ; non comme idéologie mobilisatrice, mais comme argument pour justifier certains choix douloureux pour les travailleurs. En ce sens, toute revendication émanant des leaders syndicaux, si minime fût-elle, ne pouvait être jugée que comme une atteinte aux intérêts majeurs du pays et de l'entreprise.

L'option de faire appel à la Justice du Travail n'était pas plus efficace. En vérité, les chances d'obtenir un quelconque succès avec une telle action étaient bien minces. Tout d'abord, parce que plusieurs lois édictées par les militaires imposèrent des limites à l'action du Pouvoir Judiciaire brésilien, notamment en ce qui concerne le monde du travail, par exemple, les salaires. Ensuite, parce que dans la législation alors en vigueur, les syndicats ne pouvaient représenter collectivement les travailleurs, auprès de la justice du travail, que lors des négociations collectives ; dans les cas de plaintes individuelles, chaque travailleur devait attenter un procès individuel, ce qui rendait plus aisée l'intimidation et la répression de la part des entreprises.

Ainsi, en 1968, dix-huit employés de PETROBRAS à Bahia ont été licenciés parce qu'ils ont protesté auprès de la justice du travail contre la décision de l'entreprise de faire payer les repas servis dans leurs unités de production.

Ce qui vient démontrer les limites qui étaient imposées à l'action syndicale revendicatrice au sein de PETROBRAS, à cette époque.

En réponse à ce manque de dialogue et profitant de l'augmentation de la résistance aux gouvernements militaires dans la société civile, les syndicats des travailleurs du pétrole commencent à mener des actions plus mobilisatrices. L'influence du contexte social et politique du pays sur la revitalisation des syndicats des petroleiros, surtout en raison des contacts que les syndicalistes commencent à établir avec d'autres secteurs de la société, est incontestable.

A partir des contacts que certains syndicalistes de PETROBRAS établissent avec la gauche et avec les forces démocratiques, ils commencent à avoir une autre perception de la réalité brésilienne.

<< ... du moment qu'on commence à être informé, que la quantité d'information à laquelle on a accès augmente, on commence à avoir une vision réelle des choses ... (...). C'est cela qui est arrivé à partir du moment où les congrès ont commencé. Le type sort de la base et commence à participer aux Rencontres et aux Congrès, il commence à avoir des informations, à entendre des analyses sur la conjoncture ; alors, il commence à s'intéresser davantage aux questions politiques : il commence à percevoir ce qui est bien et ce qui est mauvais ... Alors, tout cela

commence à changer la personne : elle commence à se rendre compte du moment historique qu'elle est en train de vivre. Il y a aussi la période antérieure à la Révolution ³⁴⁶ : par des comparaisons, on est capable de faire des analyses, de voir comment était l'ambiance avant (liberté, revendications, conquêtes) et ce qu'elle est devenue après (la dictature, l'oppression, la répression, la perte de conquêtes, etc.) ; alors, on va développer une conscience ... (...). Connaître d'autres personnes, des personnes ayant des manières différentes de penser : j'ai connu des révolutionnaires très radicaux, voulant prendre les armes ... Je n'avais pas une formation politique ou idéologique, j'avais une vision beaucoup plus corporatiste que "classiste" ; je pensais que l'important était de défendre les intérêts des travailleurs et c'est tout. Chacun doit défendre son intérêt. Mais avec une participation active et des contacts avec le mouvement étudiant, ..., [fait que] on a une vision différente des choses.>> (Entretien avec un leader syndical de la fin des années 60).

La participation à des rencontres en présence d'autres membres de mouvements politiques ou sociaux, permet aux syndicalistes de faire la comparaison entre ce qu'était la situation à PETROBRAS avant le coup d'État et ce qu'elle est devenue après 1964. Cela les poussera à essayer de reconquérir la place perdue.

De plus, les critiques fréquentes de la presse à l'encontre de PETROBRAS, leur faisaient craindre une conspiration contre la politique nationaliste du pétrole. Cela les poussait également à relancer les mobilisations des travailleurs pour la défense du monopole d'État sur le pétrole. Dans la logique, donc, d'une réactualisation des pratiques syndicales populistes.

<<Et il y avait aussi la question du Monopole, de la défense du Monopole que tout le peuple soutenait ...>> (Entretien d'un leader syndical de la fin des années 60).

Tout cela va pousser les syndicalistes du pétrole à s'organiser sur une base nationale, comptant avec la participation de l'ensemble des syndicats des petroleiros du pays ³⁴⁷. Ainsi, au cours des années 1967 et 1968, plusieurs réunions entre responsables syndicaux auront lieu. A l'issue de ces rencontres, ils décident de créer une Fédération syndicale des travailleurs du pétrole, laquelle devait coordonner les négociations avec l'entreprise. Cette décision fut prise lors de la V^{ème} Rencontre Nationale des Leaders Syndicaux du Pétrole, en juillet 1968. Durant les travaux de cette rencontre il est décidé, en outre, d'envoyer une lettre à l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.), dénonçant la répression à l'égard des organisations syndicales du pays, et de faire publier un manifeste pour la défense de PETROBRAS, invitant le peuple à relancer la campagne "le pétrole est à nous" ³⁴⁸.

L'étape suivante dans cette stratégie sera lancée en août 1968, lors des négociations

³⁴⁶ Il s'agit du coup d'État de 1964.

³⁴⁷ A cette époque, les syndicats du pétrole de Bahia, étant les plus importants en nombre de travailleurs représentés, continuaient à jouer un rôle majeur dans le mouvement syndical de la branche. Toutefois, à cause du développement d'importantes concentrations de petroleiros dans les États de Rio de Janeiro, de São Paulo, de Sergipe, de Minas Gerais et du Rio Grande do Sul – États où il y avait des raffineries ou des services administratifs de l'entreprise – l'importance relative des travailleurs de Bahia avait baissé.

salariales entre syndicats et entreprise. Voulant obliger la compagnie à établir des négociations directes avec les syndicats et à offrir un pourcentage d'augmentation plus élevé que celui déterminé par le gouvernement, les syndicalistes organiseront des regroupements de travailleurs et menaceront l'entreprise d'arrêt de travail. Les potentialités de cette stratégie étaient d'autant plus mobilisatrices que la gestion du travail adoptée était de plus en plus vécue comme préjudiciable aux travailleurs.

<< Les assemblées étaient bondées. Les assemblées bondées. Pour discuter des salaires, des problèmes du travail, du travail par poste, des congés... Nous avons des problèmes d'alimentation, de transport, d'effectif minimum des unités de production, nous avons des problèmes... >> (Entretien avec un leader syndical de la fin des années 60).

Ce processus allait atteindre son apogée avec la réalisation d'une grève de la faim dans la raffinerie de Mataripe le 14 août 1968. Lors de cette grève, les travailleurs ont refusé de se rendre au réfectoire de la compagnie. D'après les témoignages des syndicalistes responsables de ce mouvement, cette protestation était envisagée comme une première étape dans la réalisation d'une grève plus importante. En ce sens, ce mouvement avait une fonction symbolique importante : il montrait le niveau d'insatisfaction des travailleurs, en même temps que la capacité de mobilisation du syndicat.

Comme toujours dans ces cas, il est difficile d'évaluer la participation des travailleurs à cette grève de la faim. D'après plusieurs témoignages, elle fut très importante : sur un total de 2.600 travailleurs, seul un petit nombre d'ingénieurs auraient accepté l'alimentation offerte par l'entreprise.

Cette version des faits est renforcée par une lettre, datée du 15 août 1968, envoyée par un responsable du SINDIPETRO-BA à un syndicaliste du pétrole de Rio de Janeiro. Dans cette lettre ³⁴⁹ l'on affirme que seuls 70 employés sont entrés dans le réfectoire à midi ; si cela ne prouve pas la participation de la majorité des travailleurs, cela démontre du moins que les leaders syndicaux ont vécu cette grève comme une victoire.

<< On a fait une campagne auprès du personnel pour réaliser une journée de protestation contre la politique salariale et la politique de gestion du personnel de l'entreprise. Nous avons prévu de faire cela le 14 (hier), où le personnel travaillant par poste allait refuser l'alimentation fournie par l'entreprise et le personnel travaillant en journée n'irait pas déjeuner au réfectoire. Nous avons eu un succès total dans la protestation, car environ 95 % des travailleurs y ont adhéré de manière enthousiaste.>> (Lettre d'un responsable du SINDIPETRO du 15/08/68).

Dans cette lettre, il est fait également référence au climat tendu entre le président du syndicat et le surintendant de MATARIPE, ainsi qu'à la conjoncture politique à Bahia.

³⁴⁸ Cette Rencontre allait constituer une des pièces d'inculpation que la justice militaire mettra en avant contre les syndicalistes du pétrole, après la fermeture du régime en 1969. Dans l'un de ces procès – celui du n° 06/70 de la 1° Auditoria da Aeronáutica da 1° C.J.M. –, réalisé par l'armée de l'Air, on reprochera aux syndicalistes d'avoir menacé de réaliser une grève générale en cas d'atteinte au Monopole d'État du pétrole. De ce fait, plusieurs syndicalistes ayant participé à cette réunion, seront condamnés à des peines d'un à trois ans d'emprisonnement. C'est là une démonstration des méthodes répressives dont ont usé les militaires dans leur volonté de contrôle du mouvement ouvrier.

³⁴⁹ Il s'agit du deuxième exemplaire de la lettre originale, retrouvé dans les archives du SINDIPETRO-BA.

<<Le surintendant est passé dans tous les secteurs en disant que tous devaient aller déjeuner, car le syndicat voulait seulement faire de l'agitation. Toutefois, le personnel ne s'est pas laissé intimider, il a pointé et s'est concentré devant le réfectoire. Quand le surintendant a vu que personne ne rentrait pour déjeuner, il est allé se promener devant les protestataires, peut-être pour les intimider. Mais M. a fait pareil. Alors le surintendant a adressé la parole à M. lui donnant l'ordre de partir, car il était en train de contraindre le personnel à ne pas déjeuner ; M. a répondu que c'était le surintendant qui devait partir, car c'était lui qui voulait faire peur aux gens par sa présence. En résumé, nous avons remporté une grande victoire avec la protestation : nous avons obtenu, en 30 heures d'opération, que la majorité absolue de MATARIPE refuse l'alimentation ; seuls 70 employés l'ont acceptée. Nous allons continuer notre campagne auprès des travailleurs. Nous nous attendons à une réaction du surintendant pour bientôt. Le mouvement étudiant a été fort ces derniers jours. La ville est pleine de policiers. Il y a beaucoup d'expectatives, s'il y a des nouveautés ou des problèmes nous rentrerons en contact avec vous ...>>

Les craintes de ce responsable syndical, quant à une éventuelle réaction de la part de l'entreprise, s'avéreront fondées : une semaine après la grève de la faim, le Ministère du Travail décrète l'intervention dans le SINDIPETRO, en même temps que l'entreprise licencie les principaux leaders syndicaux.

Ceux-ci allaient répondre devant la Justice Militaire de leurs activités syndicales, jugées attentatoires à la stabilité du régime en place. De plus, ce tableau allait se reproduire dans les principaux syndicats de travailleurs du pétrole du Brésil, stoppant en plein vol le processus de regroupement de l'action syndicale des petroleiros à une échelle nationale.

12.4.2. Une réactualisation conservatrice du populisme

Tout cela reflétait des changements importants dans la conjoncture politique du pays. Les vents commençaient à tourner avec l'arrivée des militaires les plus radicaux à la tête du gouvernement, augurant d'un contrôle plus ferme des manifestations contestataires de la société civile. En décembre 1968, les militaires ferment le Congrès National et édictent une nouvelle Constitution pour le pays. Signe que la dictature va devenir moins tolérante vis-à-vis des forces contestataires du régime.

Ainsi, les événements de 1968 chez les travailleurs du pétrole n'étaient pas complètement déconnectés des changements conjoncturels de la politique brésilienne. Ces faits mettront fin définitivement à toute résistance syndicale dans l'entreprise nationale du pétrole, entérinant, par le même coup, le modèle de gestion du travail et les formes de contrôle des mobilisations ouvrières mises en oeuvre après 1964. De même, l'issue des événements d'août 68 confortera la position des groupes syndicaux qui avaient fait l'option d'une subordination aux diktats de l'entreprise et du gouvernement.

A partir de ce moment, le contrôle de la vie syndicale des travailleurs du pétrole par le gouvernement, ou par l'entreprise, sera presque total. Toute tentative d'insubordination sera, par la suite, sévèrement punie : ainsi, par exemple, en mars 1969, la direction du STIEP, nouvellement élue, fut écartée du syndicat parce qu'elle avait refusé de signer un

document public de soutien à la politique syndicale du gouvernement³⁵⁰ .

De la sorte, malgré l'attrait que le modèle syndical populiste pouvait encore avoir sur les travailleurs du pétrole de Bahia, la conjoncture politique du pays ne permettait pas sa mise en pratique ; du moins, pas selon les mêmes modalités que celles en vigueur entre 1960 et 1964, c'est-à-dire une action syndicale basée sur la proximité des intérêts entre direction de l'entreprise et syndicalistes et sur la réalisation de grandes mobilisations de masse ; celles-ci étaient, à la fois, une forme de renforcement des liens communautaires des travailleurs et un moyen de légitimation des syndicalistes en tant qu'interlocuteurs crédibles pour les groupes hégémoniques à la tête de la compagnie.

Dans le contexte de répression organisée contre toute forme de mobilisation des masses, qui fut celui d'après 1964 et surtout d'après 1968, les syndicalistes de PETROBRAS vont choisir de recentrer leurs efforts sur l'établissement de liens rapprochés avec les responsables de l'entreprise, comme moyen de préserver certains avantages obtenus antérieurement par les travailleurs. C'est en ce sens que l'on peut dire que le syndicalisme, qui devient hégémonique chez les travailleurs du pétrole de Bahia après 1969, représentait une forme d'actualisation conservatrice des pratiques populistes.

Un syndicalisme sans grands rassemblements ouvriers et sans l'organisation de grandes campagnes revendicatrices, mais où le rapprochement entre syndicalistes et direction de l'entreprise rendait possible une certaine complicité autour de certains objectifs communs. Ces points communs étaient surtout donnés par la politique nationaliste du pétrole, que les militaires à certains égards ont préservée.

Cette proximité entre syndicalistes et entreprise fut favorisée par la mise en place, à l'initiative de PETROBRAS dès décembre 1964, des premiers cours de formation syndicale pour les employés ; pratique maintenue jusqu'aux années 70. Selon un des participants, les cours étaient centrés sur la législation syndicale et sur le droit du travail ; on essayait de faire passer l'idée selon laquelle le but des syndicats, en dernière instance, était d'amener l'entreprise à respecter les lois en vigueur et non de chercher à les transformer. De plus, dans ces cours, l'entreprise essayait de détourner l'attention des travailleurs des problèmes quotidiens liés au travail (cette question était posée comme une affaire de simple adéquation des conditions réelles à la législation en vigueur) pour les amener à privilégier, dans leurs discours, les questions liées à la défense de l'entreprise et de la politique nationaliste du pétrole.

Significative du rôle de l'idéologie nationaliste dans l'action syndicale des petroleiros, à cette époque, fut la lettre envoyée, en mars 1967, par deux Responsables du STIEP et du SINDIPETRO au président de la République pour la défense du Monopole d'État sur le Pétrole.

³⁵⁰ Cela selon le témoignage d'un des membres de cette direction ; ce qui est très différent de la justification qu'en donna le Ministère du Travail, lequel justifia l'intervention dans le syndicat par "le manque de capacité de leadership" de la direction syndicale. Compte tenu de la pratique juridique du Ministère du Travail qui consistait à trouver toujours des justificatifs non politiques à leurs interventions dans les syndicats, il nous semble que la version du leader syndical interviewé est tout à fait plausible. Par ailleurs, dans le cas de l'intervention dans le SINDIPETRO en août 68, après la grève de la faim, le Ministère du Travail alléguait des irrégularités dans les comptes du syndicat.

Cette lettre débute avec les habituelles références aux gloires de l'industrie pétrolière

<< Mr. le président, L'histoire du pétrole brésilien est pleine de gloires et de succès, enrichie d'événements pleins d'héroïsme, de persévérance et, de plus, par le patriotisme de Brésiliens ayant une conscience, comme vous, qui n'a pas permis les attaques illégitimes des groupes antinationaux ... Il est encore vivace dans notre mémoire, Mr le président, le très célèbre "Rapport Link", niant l'existence de pétrole dans le sous-sol brésilien, tandis que nos techniciens affirmaient le contraire.>> (Lettre des présidents des syndicats du pétrole de Bahia, signée le 5 mars 1967, au président de la République, le Maréchal Humberto de Alencar Castelo Branco).

Il ne manquait même pas les références régionalistes, si chères aux syndicalistes du pétrole de Bahia. Ainsi, faisant référence à la construction, par le gouvernement, d'une usine hydroélectrique et d'une entreprise sidérurgique à Bahia, les syndicalistes vont en profiter pour insister sur le caractère antinational des experts étrangers :

<< ... des techniciens étrangers ont conseillé aux techniciens et au gouvernement brésiliens de ne pas construire le barrage là où il se trouve aujourd'hui. Évidemment, car Paulo Afonso allait produire de l'énergie pour la région sous-développée du pays, le Nord-Est, et l'énergie est synonyme de progrès. Il y a peu de temps, Vous vous rappelez, nous avons entendu les protestations de techniciens renommés de la sidérurgie nationale, contre le rapport d'une entreprise étrangère qui déconseillait, à votre honnête gouvernement, (...)l'implantation de l'USIBA ³⁵¹, à Bahia...>>.

On insistera également sur le fait que la défense du nationalisme constituait, en dernière instance, le critère de délimitation entre les bons et les mauvais Brésiliens.

<<Il n'est jamais de trop d'affirmer, et Votre Excellence le sait mieux que personne, qu'il y a de mauvais Brésiliens, des hommes qui n'ont jamais connu le moindre sentiment de patriotisme et qui luttent, coude à coude avec les groupes intéressés au maintien du sous-développement national, pour empêcher le démarrage du progrès dans tous les secteurs de la vie nationale. C'est contre eux, Mr le président, que nous, ainsi que Votre Excellence, luttons. (...) Pour cela, Mr le président, nous, ingénieurs et ouvriers de PETROBRAS, comme tous les Brésiliens, avons toujours été soucieux de la défense de notre Entreprise, laquelle a réussi à devenir le plus important jalon de l'indépendance économique et financière du pays ...>>.

Autrement dit, on acceptait comme légitime le coup d'État de 1964, dans la mesure où l'entreprise pétrolière et d'autres symboles nationalistes étaient préservés. De même, au nom du nationalisme, on acceptait comme légitimes les responsables de l'entreprise nommés par les militaires :

<<Mr le président, l'enthousiasme et le dynamisme qui dominent les trente deux mille employés de PETROBRAS, depuis trois ans ³⁵², ne disparaîtront jamais. (...) Toute l'histoire de PETROBRAS – et celle qui viendra – a été écrite avec l'effort, la

³⁵¹ Il s'agit de l'Usine Sidérurgique de Bahia.

³⁵² Référence aux trois ans du coup d'État de 64.

capacité et la technique du peuple brésilien ; ce fut sa force, sa sueur et son patriotisme, Mr le président, qui ont fait de PETROBRAS la puissance industrielle d'aujourd'hui. Il ne faut pas la perdre maintenant, sous aucun prétexte. PETROBRAS fait partie de notre vie, comme le Brésil fait partie de la vie de nous tous ! Le plus difficile fut de commencer, d'apprendre, d'organiser, de produire. Tout cela nous l'avons fait, Mr le président ! Oui, nous : Votre Excellence, le Maréchal Adhemar de Queiroz ³⁵³, les directeurs, les ingénieurs et les ouvriers de PETROBRAS, motif de grandeur et d'orgueil de tous les Brésiliens !>>.

Dans cette quête d'interlocuteurs identifiés aux idéaux nationalistes, on ira jusqu'à représenter le coup d'État de 1964 dans la continuité de la tradition politique nationaliste menée auparavant :

<< ... le peuple brésilien a toujours fait confiance à des hommes comme Votre Excellence, qui savent honorer leur patrie, par les innombrables preuves d'honnêteté et les positions fermes qu'ils ont adoptées durant leur vie. Cette confiance, Mr le président, a été renforcée dès mars 1964, quand un groupe de Brésiliens de conscience, commandés par Votre Excellence, a pris les rênes de la nation ; ils ont prouvé leur esprit de "brésiliannité", à travers des gestes sans ambiguïté en faveur du Brésil.>>.

Mais, cette façon de mettre en avant l'action des militaires et des responsables de PETROBRAS, avait un prix : la défense de l'entreprise pétrolière et de la politique nationaliste du pétrole :

<< Aujourd'hui, Excellence, trente deux mille ouvriers de PETROBRAS, ainsi que tout le peuple brésilien, réaffirment cette confiance, dans la certitude, qu'avant de passer le gouvernement à votre successeur, Votre Excellence, en signant une loi spécifique sur PETROBRAS, donnera de l'ampleur au geste que toute la nation a reçu avec les applaudissements en 1953. Dans cette loi, Votre Excellence dira avec force que dans l'intérêt de la sûreté nationale, il reviendra exclusivement à PETROBRAS, sur tout le territoire brésilien, d'exercer le monopole de la recherche, de la production, du raffinage et du transport d'hydrocarbures liquides et gazeux, ainsi que de ses dérivés, en conformité avec la loi n° 2.004 du 3 octobre 1953. Il est aussi une aspiration du peuple brésilien en général, et des petroleiros en particulier, et dans l'intérêt d'expansion de PETROBRAS, que soit concédé à cette entreprise le droit monopolistique de distribution des dérivés du pétrole et de la production pétrochimique, afin d'assurer une meilleure rentabilité du capital de la nation brésilienne investi à PETROBRAS.>>.

Autrement dit, tout en changeant d'attitude vis-à-vis des forces politiques conservatrices brésiliennes, les syndicalistes du pétrole conservaient du passé les appels pour la défense du nationalisme et du monopole d'État sur le pétrole.

Très attachés à la légalité, ces syndicalistes n'étaient pas très portés à l'organisation de mouvements contestataires. Ainsi, en juillet 68, le journal A TARDE publie un article mentionnant le refus des syndicalistes du STIEP de participer à une assemblée conjointe avec le SINDIPETRO ³⁵⁴, en protestation contre la politique de contrôle salarial ; cela

³⁵³ Le président de PETROBRAS à l'époque.

³⁵⁴ Alors sous la direction d'un groupe plus porté par vers conflit.

sous l'allégation qu'une telle réunion était contraire aux principes de la CLT, l'ensemble des lois régissant les relations professionnelles au Brésil. Pour eux, la situation difficile des travailleurs à PETROBRAS était davantage une conséquence de l'action de "quelques profiteurs", qu'une détermination des militaires qui avaient pris le contrôle du pays et de PETROBRAS.

<<Par rapport aux revendications, si l'entreprise était en mesure de les accepter, elle les acceptait. A Rio, on avait des contacts avec l'entreprise, c'était un capitaine qui faisait les contacts avec tous les syndicats, c'était un chic type mais complètement hors du temps. Déjà S., il était colonel, c'était quelqu'un de poli et qui avait des connaissances sur les syndicats. Alors, nous nous sommes aperçus qu'il y avait quelques profiteurs : il y avait des choses qui étaient en train d'être mises en pratique à PETROBRAS qui ne correspondaient pas aux déterminations des militaires ; c'était untel qui profitait pour aggraver la situation. Ce fut vraiment une transition difficile. Avec moi, grâce à Dieu, ils n'ont pas décrété l'intervention directement dans le syndicat ...>> (Entretien avec un Responsable du STIEP entre 1966 et 1968).

Cette protection contre les interventions directes dans les syndicats était assurée par l'acceptation d'un certain contrôle des militaires sur les moindres activités des syndicats. Le même syndicaliste cité plus haut nous informe qu'entre 1966 (date de son élection) et le début 1968, un travailleur proche des militaires – et qui avait été à la tête du syndicat durant l'intervention entre 1964 et 1965 – ne lui a pas transmis les pouvoirs pour pouvoir signer des chèques au nom du syndicat, par exemple. Ce n'est qu'après s'être plaint auprès du commandant de l'armée à Bahia, que ce syndicaliste a pris les pleins pouvoirs.

Bien que cette stratégie syndicale soit supplantée par des options plus mobilisatrices en 1968 (avec l'élection de la liste syndicale qui allait organiser la grève de la faim au SINDIPETRO et de la liste qui allait refuser de signer un document pour la défense des militaires en 1969), la répression syndicale va favoriser son développement parmi les travailleurs du pétrole. Dès lors, dans les années suivantes, ce modèle d'action syndicale sera le seul modèle permis.

Un modèle qui, comme on vient de le voir, se situait dans une certaine tradition du syndicalisme populiste. Malgré son caractère nettement plus légaliste, conservateur et démobilisateur, il conservait du passé les références positives au nationalisme et au rôle que l'entreprise pétrolière devait jouer dans le processus de développement brésilien.

A vrai dire, on peut même poser l'hypothèse que la prise de position des militaires pour la défense de PETROBRAS explique en partie l'acceptation de leurs méthodes par certains syndicalistes de cette entreprise. C'était comme si les modalités de contrôle des travailleurs étaient la contrepartie d'une politique effective de soutien à l'entreprise pétrolière.

12.5. Du Changement de légitimation ou la TECHNIQUE ET La SCIENCE COMME IDÉOLOGIE

Dans un ouvrage célèbre (auquel nous avons emprunté le titre de ce sous-chapitre) le sociologue allemand Jurgen Habermas (1993) pose l'hypothèse que dans le monde

moderne la technique et la science remplissent le rôle de véritables idéologies ; le savoir "scientifique" constituant un "alibi" et un outil de légitimation de certaines décisions politiques. On peut considérer que durant la dictature militaire ce phénomène se reproduit au Brésil. Si avant 1964 les arguments techniques étaient subordonnés aux besoins de l'idéologie nationaliste (que l'on pense au débat autour du rapport du géologue Link, par exemple), après le coup d'État c'est le contraire qui se passe.

Les militaires, tout en étant très attachés à certaines valeurs nationalistes (d'où leur prise de position en faveur de PETROBRAS), ont voulu légitimer leurs décisions par le biais d'arguments plus techniques, relevant du domaine scientifique (surtout de l'économie). Ce fut le cas, par exemple, des arguments avancés par le président de PETROBRAS devant la Chambre des députés, en 1967, et dont nous avons cité quelques extraits.

On peut penser que ce changement est dû, au moins en partie, à un changement du public ciblé par les discours tenus par les gouvernements. Pendant la période populiste, ce public était composé, dans une large majorité, par des groupes urbains d'origines populaire. Aux yeux de ces groupes, le nationalisme était la loupe à travers laquelle ils percevaient le monde, la manière légitime d'interpréter la réalité brésilienne. D'où les appels nationalistes très explicites des politiciens populistes, et la volonté manifeste des gouvernements de paraître nationalistes, même en adoptant des mesures d'ouverture économique (incitant à l'internationalisation de l'économie, comme ce fut le cas du gouvernement de Juscelino Kubitschek, entre 1956 et 1960, par exemple).

En revanche, dans la période qui suivit 64, le but affiché des gouvernements était d'éloigner le "peuple" du champ politique. Ce champ devient le monopole des élites associées au projet politique et économique des militaires. Dans l'imaginaire de ces élites, les arguments techniques et économiques étaient beaucoup plus puissants que les vagues références à un "projet national", ou à la "mission transcendante de la nation", etc., comme ce fut le cas durant l'époque populiste. D'où le changement de discours des militaires, même quand ils adoptèrent des mesures que l'on pourrait qualifier de nationalistes.

Dans l'entreprise nationale du pétrole, ce changement de discours fut remarquable. Si pour le public interne de l'entreprise, le nationalisme continuait d'être un élément important du discours, au niveau de la légitimation externe, le nationalisme a disparu pratiquement.

Au niveau interne, le nationalisme remplissait un rôle de contrôle des revendications syndicales, et d'identification des travailleurs à l'entreprise. On a déjà vu comment les responsables de PETROBRAS disqualifiaient les demandes syndicales, jugées attentatoires à la préservation du monopole d'État du pétrole.

De même, l'entreprise utilisait le discours nationaliste pour augmenter la participation des travailleurs aux projets de la compagnie. Ainsi, lors de la campagne menée par PETROBRAS pour atteindre la production de 150.000 barils/jour de pétrole³⁵⁵, entre 1966 et 1967, les travailleurs de l'entreprise se sont mobilisés pour accroître la

³⁵⁵ Ce qui était vu comme un moyen pour éloigner l'éventualité d'une privatisation de l'entreprise, on l'a vu précédemment.

productivité de l'entreprise.

<< ... le personnel s'est attaché à cette campagne. Il y avait des gens qui ne voulaient même pas profiter de leurs congés, il y a eu des cas comme ça. Le personnel célibataire ne profitait pas de ses congés ... Alors il y a eu une chose formidable, car le sentiment patriotique à cette époque était quelque chose d'extraordinaire ! Même avec la dictature. Avant et après.>> (Entretien avec un syndicaliste de la fin des années 60).

Par rapport à cette campagne, un travailleur sans implication syndicale importante, nous raconte qu'à l'époque, il a effectivement travaillé plusieurs mois sans prendre les congés auxquels il avait droit. Selon lui, il y avait un accord tacite entre les responsables de l'entreprise et les travailleurs spécialisés, selon lequel, une fois atteinte la production de 150.000 barils/jour de pétrole, ces travailleurs pourraient jouir doublement de leurs congés accumulés. Toujours selon notre informateur, cet accord n'a pas été honoré, car, après l'augmentation de la production, son supérieur est monté dans la hiérarchie de la compagnie et est parti à Rio de Janeiro ; son remplaçant n'a pas voulu répondre d'un accord qu'il n'avait pas passé et pour lequel il n'y avait pas de preuves écrites.

Cela témoigne non seulement du type de rapports existants entre travailleurs et encadrement : non-institutionnalisé et très personnalisé. Mais aussi de la façon dont le nationalisme et les projets de production de l'entreprise allaient de pair, dans les discours des responsables de la compagnie. C'était donc dans ce cadre spécifique que la participation des travailleurs était attendue ; le nationalisme constituait un moyen pour convaincre les travailleurs de se soumettre à des conditions et à des charges de travail plus pénibles qu'auparavant. Autrement dit, à cette époque, le nationalisme perd son rôle de mobilisateur syndical, pour devenir une tactique de gestion du travail ; une manière d'augmenter la productivité du travail et, en même temps, de neutraliser les insatisfactions ouvrières.

Si le nationalisme va rester, après 1964, un élément important des discours de légitimation de PETROBRAS, pour son public interne, il n'en va pas de même pour la société brésilienne. Dorénavant, s'agissant de justifier les décisions prises par la compagnie du pétrole, les aspects techniques occuperont le devant de la scène, se substituant aux appels nationalistes du passé.

<<Après 15 ans d'application de la loi 2.004, il est très gênant que, malgré les résultats très positifs atteints par la politique étatique du pétrole, apparaissent des commentaires voulant déformer ses effets bénéfiques aux yeux du pays.(...). L'histoire démontre que PETROBRAS a augmenté significativement le patrimoine hérité des organes publics qui l'ont précédé dans la conduction de la politique pétrolière. Cela, au point de permettre que, de nos jours, le Brésil puisse être optimiste par rapport à ses réelles possibilités de pouvoir faire face à ses besoins en matière de pétrole. Ainsi, la solution du monopole d'État a été le fruit de motivations historiques et non sentimentales, doctrinaires ou idéologiques.>>(In : *Témoignage du P.D.G. de PETROBRAS, le Général Arthur Duarte Candal Fonseca, devant la Commission des Mines et de l'Énergie de la Chambre des Députés, le 9 octobre 1968. Rio, Édition PETROBRAS, 1968).*

Ce point faisait déjà partie des arguments avancés par les responsables de l'entreprise durant l'époque populiste. Ce qui en fait la nouveauté, inaugurée par le coup d'État, est

qu'ils viennent complètement dissociés, dans les discours, des arguments typiquement nationalistes ; telles les références à PETROBRAS comme "levier du développement autonome du pays", etc. Durant la dictature militaire, tout en avançant, à nouveau, les arguments techniques en faveur de la participation étatique à l'industrie pétrolière, on fera tout pour éloigner les éléments "sentimentaux, doctrinaires et idéologiques" de l'argumentaire officiel de la compagnie. Il ne sera plus question, dans les publications de l'entreprise, de poser la compagnie comme symbole nationaliste, mais plutôt comme la meilleure solution, au niveau économique et technique, pour rendre le pays autonome dans la production de pétrole et de dérivés.

Mais ces discours ne signifiaient pas que les objectifs nationalistes du passé avaient disparu de la perspective d'action des gouvernements militaires ou des directions de PETROBRAS. La seule chose est que ces objectifs seront adaptés à la nouvelle configuration politique du pays.

Ainsi, dès 1967, le gouvernement crée une filiale de PETROBRAS (PETROQUISA), pour diriger la politique de l'industrie pétrochimique (non incluse dans le monopole). Autrement dit, bien que la loi du monopole d'État sur le pétrole n'ait pas été modifiée et que la participation des capitaux privés n'ait pas été interdite, le gouvernement prendra le contrôle effectif de l'industrie pétrochimique du pays³⁵⁶. Ce contrôle n'a pas signifié, pour autant, un refus des investissements privés (nationaux ou étrangers) dans la pétrochimie ; une des caractéristiques de l'action des militaires, dans le domaine économique, fut d'essayer de faire participer, en tant qu'associés minoritaires, les capitaux privés aux investissements publics.

La création de la PETROQUISA fut le début de ce qui sera connu comme le modèle "tripartite" dans la pétrochimie brésilienne. Selon ce modèle, l'État participait pour un tiers du capital, les entrepreneurs brésiliens pour un autre tiers et les capitaux étrangers pour le dernier tiers. C'était une action différente de celle proposée par les nationalistes de la période précédente (pour qui la solution la plus envisageable était le monopole d'État sur le secteur), mais qui préservait la capacité de contrôle de l'État vis-à-vis de la définition de la politique pétrochimique brésilienne.

Au cours des années 70, les gouvernements militaires allaient créer d'autres filiales de PETROBRAS sur cette même logique : sans jamais augmenter le champ d'action du monopole d'État, PETROBRAS augmentait son emprise sur toutes les phases de l'industrie pétrolière ou des secteurs associés à cette industrie³⁵⁷.

Ces faits démontrent l'attachement des militaires à un certain nationalisme économique ; un nationalisme plus pragmatique que celui des populistes les plus radicaux, mais où l'État jouait un rôle actif très important et où il gardait la direction du

³⁵⁶ Sur cette question voir Suarez (1986).

³⁵⁷ Ainsi, en 1971 est créée PETROBRAS DISTRIBUIDORA-BR (chargée de participer au marché de distribution des dérivés) ; en 1972, on constitue la BRASPETRO, filiale de PETROBRAS chargée de procéder à des recherches de pétrole à l'extérieur du Brésil ; en 1976 deux autres filiales de PETROBRAS voient le jour : PETROFERTIL (production d'engrais chimiques) et INTERBRAS (commerce extérieur) ; enfin, en 1977, est créée la PETROMISA, filiale chargée d'exploiter des mines de potasse découvertes par PETROBRAS dans l'État de Sergipe.

processus. Un nationalisme plus conservateur en termes sociaux, en termes de rapports de pouvoir dans la société ou de participation politique des classes populaires, mais conservant du passé la politique développementiste et le dirigisme étatique.

12.6. Conclusion

De la sorte, une des raisons qui pourrait expliquer, à partir de 1964, l'attitude peu revendicatrice d'une partie des syndicalistes du pétrole – en dehors du climat de répression qui s'était installé dans le pays – est le fait que malgré la teneur "scientifique" des discours des directions de PETROBRAS, les conquêtes nationalistes n'ont jamais été mises en danger durant cette période. Au contraire même, certaines demandes des groupes nationalistes en matière de politique pétrolière ont été adaptées par les gouvernements militaires. Ce fut le cas, par exemple, de la création des filiales de PETROBRAS.

<<Une chose est certaine : durant la période où PETROBRAS fut entre les mains des militaires, personne ne parla de privatisation. (...). Même si la situation n'était pas bonne, il n'y avait pas de menace de privatisation. Si l'on analyse bien les choses, on voit que la période militaire fut plus étatiste que maintenant ...>> (Entretien avec un leader syndical des années 70).

En tout cas, l'absence d'appels nationalistes plus explicites de la part de l'entreprise, n'a pas empêché que les responsables du gouvernement et de PETROBRAS poursuivent une politique nationaliste sur le pétrole. Cela confortera les options de certains courants syndicaux dans la volonté de soutenir les gouvernements militaires, ou du moins de rester proches d'eux.

En ce sens, cette période pourrait bien être caractérisée comme marquée, malgré les tentatives de réédition d'un populisme mobilisateur, par une vision conservatrice des pratiques syndicales à PETROBRAS. Une réactualisation conservatrice du syndicalisme populiste, en quelque sorte. Un populisme sans peuple et sans mobilisations de masse, mais encore très porteur des valeurs nationalistes et de la proximité entre les leaders syndicaux et les représentants de l'entreprise.

13. la bureaucratisation des syndicats

Comme on l'a vu précédemment, la répression de la grève de la faim de 1968, en éloignant de l'entreprise les syndicalistes qui l'avaient organisée, laissa le chemin ouvert aux groupes syndicaux plus proches des intérêts de l'entreprise. Ainsi, sur le plan syndical, les années 69-79 seront caractérisées par l'absence presque totale de rassemblements ou de mobilisations ouvrières chez les petroleiros. De même, durant cette période, les syndicats vont devenir de véritables organisations bureaucratiques, avec l'expansion des services offerts et avec l'augmentation du nombre de leurs employés.

Dès lors, la légitimité des syndicalistes sera presque exclusivement basée, et de plus

en plus au cours des années 70, sur leur capacité à trouver les moyens d'augmenter les services offerts et, aussi, sur leur niveau de proximité avec les responsables de l'entreprise, moyen privilégié pour résoudre les problèmes touchant les travailleurs, sans avoir besoin d'entreprendre des mobilisations ouvrières.

Ainsi, dans les numéros des journaux d'information des syndicats, parus à cette période, et auxquels nous avons eu accès, il n'y a pas une seule note appelant les travailleurs à organiser des actions mobilisatrices contre l'entreprise ou contre le gouvernement. Même dans des articles où l'on reconnaît l'existence de problèmes, les seules mesures que les syndicalistes se proposaient de prendre étaient de discuter la question avec les responsables de l'entreprise ou, en cas d'échec, d'intenter des procès auprès de la Justice du Travail.

C'est le cas, par exemple, d'une note parue dans le SINDIPETRO INFORMATIVO (journal d'information du SINDIPETRO) du 18/01/71, où un responsable syndical se plaint de l'action de certains chefs de secteur qui obligeaient les travailleurs à faire l'option de FGTS ³⁵⁸. Face à une telle situation le syndicaliste menaçait de faire intervenir le surintendant de la raffinerie, lequel ne connaissait pas, apparemment, ces problèmes. Autrement dit, c'est "l'esprit de justice" du surintendant, ainsi que la bonne relation entre celui-ci et le syndicaliste qui rendra possible une issue au problème.

Toutefois, même ce genre de notes étaient rares. La plupart du temps, les journaux d'information des syndicats se limitaient à renseigner la base sur les services mis à disposition des travailleurs par les syndicalistes. Ces services comprenaient une gamme très étendue d'action : des bourses d'études pour les enfants des travailleurs, l'embauche de médecins et de dentistes par le syndicat, l'offre de services juridiques par des avocats du syndicat, la création de coopératives de construction de maison pour les travailleurs, le maintien par les syndicats d'établissements d'école primaire, l'entretien d'un service de coiffure pour les travailleurs, etc.

C'étaient ces services, en outre, qui légitimaient les leaders syndicaux aux yeux des travailleurs. Cela à tel point que le président du SINDIPETRO, en mars 1971, demanda aux travailleurs un usage plus régulier des services offerts par le syndicat :

<<Le syndicat dépense une bonne partie de sa recette dans le paiement des salaires de médecins, de dentistes, d'avocats, etc. (...). Pour cette raison, nous demandons aux compagnons de venir au syndicat lorsque vous avez des problèmes ou que vous avez besoin d'un avocat. De même, si vous avez besoin d'un médecin clinicien, d'un dentiste, d'un pédiatre, venez aussi au syndicat. Car, après tout, vous payez pour avoir ces services à votre disposition.>> (SINDIPETRO INFORMATIVO, 17/03/71).

Autrement dit, dans cette vision des choses, les syndicats étaient davantage des organes dispensateurs de services que des institutions de défense des intérêts des travailleurs.

<<Cette direction a la plus grande volonté de servir toujours, et de la meilleure manière possible, les travailleurs ; elle concentre ses efforts afin de dispenser aux associés du SINDIPETRO une bonne assistance médicale, ainsi qu'une bonne assistance dentaire.>> (SINDIPETRO INFORMATIVO, 23/07/70).

³⁵⁸ Il s'agit du Fonds de Garantie par Temps de Service.

Cette conception de l'action syndicale, qui allait de pair avec les directives du gouvernement ³⁵⁹, aura pour conséquence la croissance des secteurs bureaucratiques et de prestations de services sociaux, ainsi que la multiplication du nombre d'employés attachés directement aux organisations syndicales.

Employés du stiep et du sindipetro

ANNÉE	NOMBRE D'EMPLOYÉS	
	STIEP	SINDIPETRO
1963	07	09
1971	104	34
1977	164	51
1984	125	41
1987	95	38
1989	89	27
Source : Archives des syndicats		

L'étude de ce tableau nous montre que c'est entre 1964 et 1971 que les syndicats des travailleurs du pétrole augmentent le plus leurs effectifs. Ce nombre continuera de croître au cours des années 70, pour ne commencer à baisser qu'au début des années 80.

Quoi qu'il en soit, dans la conjoncture des années 70, les syndicalistes vont compenser leur manque de liberté syndicale, par la croissance des services offerts aux travailleurs dans le secteur social. Ce que les syndicalistes de l'époque justifieront comme étant une conséquence de la conjoncture politique.

<<Nous avons toujours essayé de donner des avantages à nos associés, parce que nous n'avons pas le pouvoir de faire des revendications. (...) Nous étions perclus par le régime, parce que c'était les militaires qui décidaient des destins de la nation. La difficulté d'administrer un syndicat comme celui des petroleiros était terrible.>> (Entretien avec un syndicaliste des années 70).

En raison de cette option, non seulement les syndicats vont augmenter leurs effectifs, mais, de plus, ils vont, préférentiellement, affecter leurs employés à des activités de prestation de services sociaux.

Répartition des Employés du SINDIPETRO par grands secteurs d'activité et par année

³⁵⁹ Lequel fixait strictement comment les syndicats devaient dépenser leurs revenus.

Secteurs d'activité	NOMBRE D'EMPLOYÉS(%)/ANNÉE				
	1963	1971	1984	1987	1989
Service d'Assistance (médecins, dentistes, coiffeurs, etc.).	—	24 (70 %)	22 (54 %)	18 (47 %)	8 (30 %)
Administration du syndicat (secrétaires, comptables, etc.)	6 (67 %)	4 (12 %)	8 (19 %)	12 (32 %)	12 (44 %)
Activités complémentaires (gardiens, agents de nettoyage, etc.)	3 (33 %)	6 (18 %)	11 (27 %)	8 (21 %)	7 (26 %)
TOTAL DES EMPLOYÉS	9 (100 %)	34 (100 %)	41 (100 %)	38 (100 %)	27 (100 %)

Source : archives du SINDIPETRO

Répartition des employés du STIEP par grands secteurs d'activité et par année

Secteurs d'activité	NOMBRE D'EMPLOYÉS (%)/ANNÉE				
	1963	1971	1984	1987	1989
Service d'Assistance (médecins, dentistes, coiffeurs, etc.).	2 (29 %)	67 (64 %)	53 (43 %)	37 (39 %)	27 (30 %)
Administration du syndicat (secrétaires, comptables, etc.)	5 (71 %)	22 (21 %)	33 (26 %)	26 (27 %)	21 (24 %)
Activités complémentaires (gardiens, agents de nettoyage, etc.)	—	15 (14 %)	39 (31 %)	32 (34 %)	41 (46 %)
TOTAL DES EMPLOYÉS	7 (100 %)	104 (100 %)	125 (100 %)	95 (100 %)	89 (100 %)

Source : archives du STIEP

13.1. De la faiblesse des syndicats

Cette croissance de la bureaucratie syndicale était la contrepartie d'une difficulté à organiser des mouvements collectifs. Ainsi, même lors des périodes de réajustements salariaux, le seul rôle joué par les syndicats fut celui de présenter à la Justice du Travail une demande de réévaluation des indices proposés par l'entreprise. On ne convoquait des assemblées que pour demander l'accord des travailleurs pour "signer des conventions collectives ou pour mener des actions auprès de la Justice du Travail". Autrement dit, les formes de protestation des travailleurs n'étaient même pas à l'ordre du jour.

En dehors des actions menées auprès de la Justice du Travail, les syndicalistes essayeront également d'influencer les décisions de l'entreprise, par l'entremise de contacts avec des politiciens proches du régime militaire et avec le Ministre du Travail.

<<En général, notre lutte se passait ainsi : dans nos assemblées nous élaborions nos revendications, lesquelles étaient envoyées directement à PETROBRAS et, indirectement, à des députés, des députés proches des problèmes du travail ;

cela parce que nous savions que le syndicat, seul, n'avait pas la capacité, à cette époque, de réussir à négocier. Par le biais de contacts avec des députés ou des sénateurs, on réussissait à aller jusqu'au Ministère du Travail et, même, à la direction de PETROBRAS. On demandait à chaque responsable syndical, sur sa base territoriale, d'envoyer des rapports à des députés et à des sénateurs>> (Entretien avec un leader syndical des années 70).

Un fait significatif de cette politique de rapprochement des leaders syndicaux avec des politiciens liés au régime militaire, fut donné lors de l'ouverture du nouveau siège du SINDIPETRO, en janvier 1975. Voulant resserrer les liens avec le Ministère du Travail, on baptisera le bâtiment où se trouvait le syndicat de "Siège Ministre Arnaldo Prieto", Ministre du Travail entre 1974 et 1979.

De même, lors d'une rencontre entre syndicalistes du pétrole et syndicalistes de la pétrochimie à Salvador, un responsable du STIEP allait inviter le représentant du Ministère du Travail à Bahia à animer la conférence d'ouverture ; ce qui, dans le contexte des grèves des travailleurs de la métallurgie de São Paulo, généra un malaise parmi d'autres syndicalistes.

Cette proximité entre syndicalistes de PETROBRAS et la bureaucratie du Ministère du Travail, peut aussi être attestée par le fait que, dans les années 70 et les années 80, pas moins de trois ex-responsables syndicaux des petroleiros furent nommés représentants des travailleurs (juges classistes) auprès de la Justice du Travail. Cela peut démontrer qu'il y avait des intérêts communs entre certains syndicalistes et les représentants du Ministère du Travail, ce qui pourrait expliquer, en partie, le type d'action syndicale menée alors ³⁶⁰.

Quoi qu'il en soit, il est évident que cette façon d'envisager la question syndicale n'a pu devenir hégémonique que par l'influence de la conjoncture répressive de l'époque. Cette conjoncture tendait à éloigner les travailleurs plus critiques des activités syndicales, laissant la place à des travailleurs proches de l'entreprise et des gouvernements militaires. Un signe de cela fut le fait que, lors des élections syndicales réalisées au SINDIPETRO en janvier 1970 (les premières après l'intervention syndicale en 1968), il n'y eut qu'une liste inscrite. De surcroît, non seulement le Ministère du Travail décida d'empêcher deux candidats de cette liste de participer aux élections, mais de plus, onze autres participants de la liste décidèrent de ne plus en faire partie. Cela repoussa de cinq mois la réalisation des élections syndicales.

De même, lors de la réalisation des élections syndicales du STIEP, en novembre 69, des représentants de toutes les listes en compétition furent appelés à donner des renseignements au SNI (Service d'Information de l'armée) sur leur programme de gestion du syndicat. D'après un des syndicalistes ayant participé à cette réunion, l'objectif des

³⁶⁰

Ce thème est polémique chez les travailleurs du pétrole de Bahia. Il y a des militants qui accusent les leaders syndicaux de cette époque d'avoir employé les syndicats à des fins politiques : le développement des services d'assistance (surtout les services médicaux et dentaires) serait une stratégie de soutien de leurs candidatures à des postes parlementaires ou à des mairies de communes de la région pétrolière de Bahia ; cela parce que les syndicats maintenaient des postes de santé dans plusieurs de ces villes. Pour d'autres, à l'inverse, cette tendance était courante à l'époque, les syndicalistes du pétrole s'étant simplement adapté au milieu ambiant.

militaires était de montrer aux travailleurs les limites "acceptables" de l'action syndicale ; ils voulaient également rappeler les sanctions auxquelles étaient exposés les syndicalistes dès lors qu'ils décidaient d'ignorer ces limites.

Cela aurait poussé certains candidats à ne pas se présenter : on suspectait certains représentants d'avoir le soutien des militaires ; cela leur faisait craindre d'être victimes de la répression, au cas où ils auraient empêché ces candidats, protégés par le régime, d'être élus.

A cette époque, les travailleurs avaient peur de participer aux activités syndicales. Au vu du climat politique répressif et des interventions survenues dans les syndicats des petroleiros de Bahia dans les années 60, le syndicalisme était considéré comme une activité dangereuse. Ce qui explique le fait que, d'après les syndicalistes de l'époque, un des critères pour faire partie des listes syndicales était d'être "stable", c'est-à-dire de ne pas être soumis au système du FGTS. Pour eux, cela constituait une garantie contre le licenciement après avoir fini leurs mandats³⁶¹.

De même, à cette époque, les conflits à l'intérieur des syndicats deviennent des querelles juridiques. On considérait que pour être un bon syndicaliste, il fallait bien connaître les lois régissant les syndicats ; ainsi, lors des élections syndicales on profitait des moindres brèches juridiques laissées ouvertes par les adversaires, pour les éloigner du processus électoral. On allait jusqu'à accuser, auprès de la DRT³⁶², les adversaires d'avoir des idées antidémocratiques ; ce qui dans le jargon de l'époque renvoyait à quelqu'un de gauche. L'un des syndicalistes interviewés nous raconte qu'il a dû faire la preuve, auprès de la justice, d'un passé honorable pour pouvoir participer à une liste, lors d'une élection syndicale au STIEP. A son tour, il affirme aussi avoir dénoncé la direction du syndicat, pour des raisons administratives liées aux élections syndicales ; ce qui aurait été la cause de l'intervention de la DRT, en juillet 1975, au STIEP.

Autrement dit, face à l'absence d'activité syndicale plus dynamique, les groupes en conflit pour le contrôle des syndicats essayèrent de devenir hégémoniques à travers des conflits juridiques. Dans ces querelles, la connaissance de la loi était aussi importante que les contacts avec les représentants du Ministère ou de la Justice du Travail.

Tout cela rendait plus facile le contrôle des activités syndicales par l'entreprise. Une des modalités de ce contrôle était l'interdiction de distribution des journaux syndicaux tant que les responsables de PETROBRAS n'avaient pas donné leur accord. Ainsi, dans les archives du SINDIPETRO, les journaux préservés de cette époque portent tous une signature sous la mention "autorise la distribution". Ce qui nous laisse penser que la pratique du contrôle sur les journaux syndicaux était courante : elle faisait partie d'une stratégie pour rendre les syndicats inoffensifs, incapables d'organiser des résistances à l'action du gouvernement ou de l'entreprise.

13.2. Les spécificités de l'action syndicale des petroleiros de Bahia

³⁶¹ Les responsables syndicaux ont la stabilité de l'emploi durant et jusqu'à un an après la fin de leur mandat.

³⁶² Organe représentant le Ministère du Travail dans les États.

Dans ces conditions, il n'était pas facile de mener des actions contestataires pour les syndicalistes du pétrole. Ce qui explique, en partie, leur option pour une action purement bureaucratique et de prestation de services aux travailleurs.

Avant de poursuivre, il faut bien tenir compte du fait que ce choix n'était pas le seul choix possible. Ainsi, dans d'autres syndicats du pays, on essaya de développer des formes de résistance aux pratiques des entrepreneurs et de l'État, quoique moins visibles que celles mises en avant par les populistes ; cela surtout au niveau de la pénétration des syndicats sur les lieux du travail. Ce fut le cas, par exemple, des syndicats des métallurgistes de la région du ABCD, à São Paulo, ou, dans ce même État, du syndicat des travailleurs de PETROBRAS dans la raffinerie de Paulínia, à Campinas³⁶³.

Ce qui pourrait expliquer ces différences de réaction est le fait que la répression et le contrôle sur la vie syndicale furent plus forts chez les petroleiros de Bahia qu'ailleurs³⁶⁴. Du fait que les syndicats des ouvriers du pétrole de Bahia étaient parmi les syndicats les plus en vue durant les années 60-64, les militaires y prêtèrent plus d'attention. De plus, en raison de la politique de stabilisation de la force du travail, adoptée par PETROBRAS – sauf pour les travailleurs les moins qualifiés –, la majorité des petroleiros bahianais, de la fin des années 60 et du début des années 70, avaient vécu personnellement l'époque dorée du syndicalisme populiste. Ce qui n'était pas le cas partout au Brésil.

Dans la métallurgie à São Paulo, par exemple, en raison de la croissance accélérée de la branche et de la politique de turn-over adoptée par les entreprises du secteur (Humphrey, 1982), on peut supposer qu'une bonne partie des travailleurs de ces industries avaient été incorporés au marché du travail dans une période récente, dans les années 70. Ainsi, d'après des données citées par Humphrey (1982 : 38), le nombre de travailleurs de cette branche dans l'État de São Paulo croît de 717 % entre 1949 et 1974 : ce nombre passe de 74.803 à 611.222 travailleurs. Toujours selon cet auteur, la politique de l'emploi des entreprises de l'automobile installées à São Paulo, en 1977 et 1978, était de licencier entre 15 et 30 % (selon les entreprises) de la force de travail par an, pour pouvoir embaucher des travailleurs à des salaires plus bas.

C'était le passé syndical des travailleurs du pétrole de Bahia qui les poussait à envisager le syndicalisme sur le modèle d'action populiste, où toute action revendicatrice s'accompagnait d'une grande visibilité publique (ce fut le cas en 1968, par exemple), attirant ainsi l'attention des forces de répression du régime.

Autrement dit, les travailleurs du pétrole de Bahia, en raison de leur passé, avaient du mal à trouver une option d'action syndicale de résistance en dehors du modèle populiste, visiblement peu efficace dans le contexte d'une dictature militaire. Dans l'impossibilité politique de mettre en pratique un tel type d'action syndicale, considéré comme le véritable syndicalisme, les responsables syndicaux se sont tournés vers une action

³⁶³ Sur ce point, voir notamment Sader (1988) et Brant et alii (1990).

³⁶⁴ Ainsi, les syndicats du pétrole de Bahia ont souffert, chacun, deux interventions entre 1964 et 1969. De plus, au cours des années 70, le STIEP allait souffrir encore deux interventions du Ministère du Travail (en 1972 et en 1975), pour des raisons, selon les justificatifs gouvernementaux et selon les témoignages des syndicalistes, purement administratives. Quoi qu'il en soit, ces interventions dans les syndicats tendaient à montrer les limitations imposées à la vie syndicale à PETROBRAS.

bureaucratique et de prestation de services.

<< ... nous ne pouvions réaliser aucun mouvement, aucune revendication, car tout était contrôlé. Moi-même, j'étais surveillé – dans ma résidence, dans ma maison secondaire – toujours surveillé. Alors, on a voulu introduire une nouvelle dynamique syndicale ; comme les syndicats ne pouvaient assurer leur fonction principale (faire des revendications et des mouvements), on a décidé de développer les fonctions sociales du syndicat.>>. (Entretien avec un responsable du SINDIPETRO des années 70)

Cela signifie que malgré des différences très marquées entre l'action syndicale des petroleiros à partir de 1968, et celle de la période populiste, celle-ci continuait à jouer un rôle important dans les représentations sociales des travailleurs du pétrole.

Ainsi, à la fin de l'année 1969, l'employé de PETROBRAS nommé représentant du Ministère du Travail à la tête du SINDIPETRO³⁶⁵, publie un journal d'information en commémoration des 10 ans de création de ce syndicat. Dans ce journal, il soulignera les

<< ...conquêtes mémorables obtenues par ce syndicat et le devoir des petroleiros bahianais de se réjouir des dix ans du SINDIPETRO. Cela parce que, dès le 10/11/59, avec sa légalisation, ce syndicat devient une maison, la grande maison du travailleur bahianais, qui enrichit avec son travail la plus grande entreprise du pays, le symbole national d'émancipation et de développement.>>.

Même un responsable syndical, nommé par la bureaucratie du Ministère du Travail, se sentait obligé de faire référence aux "conquêtes mémorables" du passé syndical des travailleurs du pétrole. Dans l'impossibilité pratique de revenir aux pratiques antérieures, on se contentait de se remémorer les temps glorieux, époque où les "conquêtes" du présent avaient été acquises.

Ainsi, après une période – entre 1964 et 1968 – où les syndicalistes essaieront de relancer les pratiques syndicales populistes, on adoptera un type d'action syndicale moins mobilisateur et plus conformiste que celui du passé, mais où celui-ci restera en suspens, irrésolu, comme modèle d'action (du moins comme idéal intangible et inadaptable aux conditions concrètes). C'était comme si le temps s'était arrêté chez les travailleurs du pétrole de Bahia.

Ce qui explique notre intérêt pour cette période du syndicalisme des travailleurs du pétrole de Bahia est moins la réalité syndicale elle-même, que la permanence d'une certaine conception syndicale du passé, comme modèle d'action.

Toutefois, si cette période, sur le plan syndical, ne présente pas un intérêt remarquable pour notre étude – sauf en ce qui concerne la préservation des idéaux du passé – il n'en va pas de même pour les transformations subies par l'industrie pétrolière à Bahia, à cette époque³⁶⁶.

³⁶⁵ Lors de l'intervention sans le syndicat, entre 1968 et 1970.

³⁶⁶ Notamment la perte d'importance relative de l'industrie pétrolière bahianaise. A ce propos, voir le chapitre sur l'évolution de l'industrie pétrolière à Bahia.

13.3. L'inadéquation du syndicalisme bureaucratique aux nouveaux temps

Tandis que ces transformations s'opéraient à PETROBRAS, la conjoncture politique du pays devenait moins lourde. Progressivement, à partir de la moitié des années 70, les forces démocratiques (l'opposition politique, le mouvement syndical non attaché aux militaires, les mouvements sociaux) se réorganisent et gagnent de l'importance dans la société. Ce processus allait déboucher sur les grèves de 1978 chez les travailleurs de la métallurgie de la région du ABC, à São Paulo. Ces grèves serviront de déclencheur à plusieurs autres manifestations de la population brésilienne.

Dans ce contexte, l'inadéquation du type de syndicalisme mis en pratique dans la branche du pétrole à Bahia devenait de plus en plus évident. Cela, surtout aux yeux des travailleurs les plus jeunes, dont certains étaient devenus, dans les lycées ou universités, des militants des partis de gauche clandestins. Pour eux, l'inaction syndicale, était le signe du "pélégisme"³⁶⁷ des syndicalistes de PETROBRAS, plus attachés à bénéficier des avantages que leur procurait leur fonction syndicale que de faire avancer les conquêtes et la conscience de classe des travailleurs.

Même pour la préservation de conquêtes jugées historiques par les petroleiros, les actions mises en place par les syndicalistes "bureaucratiques" se montraient inefficaces pour opposer de véritables résistances à la stratégie de l'entreprise de réduire les avantages acquis par les travailleurs. Ce fut le cas notamment des pourcentages du profit de PETROBRAS offerts aux travailleurs à titre de participation aux profits, qui baisseront considérablement au cours des années 70.

Partie des profits de PETROBRAS partagés avec ses employés (1963-1981)

³⁶⁷ On a déjà vu combien cette expression est péjorative dans le vocabulaire syndical au Brésil.

ANNÉE	PARTICIPATION AUX PROFITS (%)
1963	11,39
1964	8,25
1965	9,92
1966	6,5
1967	10,0
1968	11,55
1969	11,23
1970	6,95
1971	5,01
1972	4,09
1973	4,04
1974	3,73
1975	3,47
1976	3,15
1977	3,11
1978	3,43
1979	3,67
1980	3,87
1981	5,89

Source : INFORMATIVO SINDIPETRO du 10/02/82.

De même, pour des groupes de travailleurs spécialisés de PETROBRAS – ayant, au moins potentiellement, des possibilités de trouver d'autres emplois industriels bien payés – l'incapacité des syndicats à faire changer les conditions de travail à l'intérieur de la compagnie sera une incitation à une plus grande participation aux activités syndicales. Ils vont donc développer des jugements très critiques à l'égard du syndicalisme bureaucraté jusqu'alors dominant.

Dans le même temps, à l'intérieur même des directions syndicales, certains groupes vont essayer de pousser les syndicats du pétrole vers la réalisation de mobilisations collectives. Ces groupes – ayant pris des contacts avec des syndicalistes dits "authentiques", au cours des nombreux congrès de travailleurs réalisés à cette période – prendront le contrôle des syndicats du pétrole de Bahia, à la fin des années 70.

L'inadéquation du syndicalisme bureaucraté à la nouvelle période de la société brésilienne était double. D'abord, parce que dans une conjoncture de grandes mobilisations collectives, au niveau national, il était difficile d'expliquer l'absence de ces mobilisations chez les travailleurs du pétrole ; surtout après avoir toujours fait référence au passé de gloires et de luttes de ces travailleurs. De même, face à une forme de gestion du travail de plus en plus contestée, surtout par les jeunes travailleurs, ce type de syndicalisme ne pouvait rien offrir. D'abord parce que son action était principalement tournée vers des problèmes extérieurs à l'espace du travail (par le biais de l'assistencialisme) et, de plus, parce que, du côté de l'entreprise, on s'était habitué à l'absence d'acteurs collectifs, et on n'était plus trop prêt à accepter la participation des syndicats dans le domaine des relations de travail.

Autrement dit, face à une multitude de nouvelles revendications, le seul maintien de bons rapports entre syndicalistes et responsables de l'entreprise ne suffisait plus à garantir la résolution des problèmes. De même, dans la mesure où l'ordre établi (au niveau de PETROBRAS et du pays) était mis en cause par ces revendications, le rôle des syndicalistes bureaucratiques tendait à s'effacer.

C'est dans ce contexte général que les travailleurs du pétrole de Bahia vont essayer de mettre en pratique un renouveau syndical à partir de 1978. Il s'agissait là d'une adaptation au contexte ambiant ; mais, dans ce processus, les caractéristiques de la situation des travailleurs du pétrole allaient prendre le dessus, déterminant la direction et les modalités de cette adaptation. Ce qu'on essaiera de montrer dans le chapitre suivant.

14. Le Renouveau Syndical ou de l'influence des conjonctures (1978-1983)

14.1. Syndicalisme et lutte pour la démocratie

Le renouvellement des pratiques syndicales des travailleurs du pétrole de Bahia, à la fin des années 70, ne peut pas être compris en dehors des changements conjoncturels qui se produisaient dans la société brésilienne de l'époque. Surtout en ce qui concerne la réapparition des syndicats comme interlocuteurs sociaux incontournables.

Durant la deuxième moitié des années 70, la conjoncture socio-politique brésilienne allait présenter des signes importants de changements : grèves ouvrières dans l'État de São Paulo, réapparition des mouvements sociaux, retour de l'inflation, difficultés d'adaptation de l'économie aux crises pétrolières, etc.

Dans le même temps, au niveau de l'État, les groupes militaires partisans d'un retour progressif à la démocratie deviennent hégémoniques, à partir de 1974, avec la montée au pouvoir du Général Ernesto Geisel³⁶⁸. Pour la succession de celui-ci, ils réussissent, de plus, à imposer aux autres militaires le Général João Figueredo.

Parmi les mesures adoptées par ces groupes, il convient de mentionner le retour des lois garantissant les libertés individuelles, la fin de la censure de la presse et l'adoption d'une loi d'amnistie, en 1979. Il ne s'agissait nullement d'un retour à une démocratie effective – le Parlement était encore sous contrôle et l'appareil répressif de l'État restait en place – néanmoins, cela représentait une certaine libéralisation de la vie politique brésilienne. Libéralisation qui allait profiter largement aux groupes politiques d'opposition et aux mouvements populaires.

En ce qui concerne le mouvement syndical, cette relative libéralisation du régime, qui

³⁶⁸ Lequel avait été président de PETROBRAS, entre 1969 et 1973 ; ce qui vient, une fois de plus, montrer la forte connotation politique de l'entreprise nationale du pétrole brésilienne.

allait de pair avec l'accélération de l'inflation et avec une situation perçue comme très défavorable aux travailleurs, dans les entreprises (Humphrey, 1982), va favoriser l'émergence de nouvelles conceptions syndicales. Les groupes porteurs de ces nouvelles conceptions vont donner la priorité, dans leurs stratégies, au travail de base visant l'organisation de la classe ouvrière pour d'éventuelles actions collectives. C'est dans ce contexte que les travailleurs de la métallurgie de l'État de São Paulo réalisent d'importantes grèves, en 1978.

Ces grèves auront pour rôle de replacer les grèves et les mobilisations des travailleurs dans le champ d'action des syndicalistes. Elles vont, également, renforcer l'idée de création d'une centrale syndicale dans le pays – lesquelles étaient interdites par la loi – et permettre les premiers contacts entre leaders syndicaux pour la création d'un nouveau parti politique, le Parti des Travailleurs. Une preuve que le but des syndicalistes dépassait les seules revendications salariales : il visait aussi une démocratisation de la vie politique et sociale brésilienne.

D'où, le soutien et la sympathie que le syndicalisme obtint auprès de la société civile. La répression généralisée et le contrôle politique ont souillé définitivement l'image des militaires qui avaient associé le pouvoir de l'État dictatorial aux intérêts des patrons. Ainsi, la force des mouvements sociaux et du mouvement syndical, à la fin des années 70, s'enracinait dans la défense de la démocratie et de la citoyenneté dans le pays.

En ce sens, ces mouvements constituaient les vecteurs d'une extériorisation des demandes sociales réprimées durant les années de la dictature. De même, ces mouvements étaient la manifestation de changements importants dans les représentations sociales dominantes. On va développer des discours alternatifs à l'idéologie dominante des années de la dictature, durant laquelle l'exercice du pouvoir était, en grande partie, posé comme une question purement technique, domaine exclusif des élites intellectuelles et économiques. On va aussi récupérer la place des conflits et de la "représentation d'intérêts" dans la vie sociale. Autrement dit, contre la peur panique que les militaires entretenaient vis-à-vis des conflits sociaux – fruit d'une vision statique et mécaniste de la vie sociale³⁶⁹ –, les mouvements sociaux vont poser les conflits comme indépassables de la vie démocratique.

Ces changements symboliques vont inviter plusieurs catégories d'acteurs sociaux à une participation accrue aux actions collectives ; participation plus conséquente que celle qui faisait figure de modèle durant la dictature militaire. Ainsi, dans ces années-là, la participation à la politique et aux mouvements sociaux devient une activité très valorisée dans certains milieux sociaux : les étudiants et lycéens, certains groupes de travailleurs spécialisés, les participants de mouvements sociaux organisés par l'Église, etc.³⁷⁰.

C'est cette fièvre de participation publique qui explique la multiplication du nombre de militants au sein de partis de gauche ou de mouvements sociaux à cette époque. La lutte pour la démocratisation du pays, alliée à des changements symboliques, ouvre les perspectives d'une nouvelle citoyenneté à d'importantes couches de la population.

³⁶⁹ Sur la vision de la société des militaires brésiliens voir Alves, 1987.

³⁷⁰ Sur l'émergence des nouveaux acteurs sociaux et politiques, à cette période, voir Sader (1988).

C'est dans ce cadre, à la fois politique, social et idéologique que le renouveau syndical prend sens chez les travailleurs du pétrole de Bahia.

14.2. Du Renouveau de l'action syndicale des Travailleurs du pétrole

Chez les travailleurs du pétrole, cette tendance au renouvellement des pratiques syndicales commence à se répercuter dès 1977. Cette année-là, les dirigeants syndicaux des travailleurs du pétrole de tout le pays – réunis au cours de leur rencontre annuelle pour établir leurs revendications – décident de créer un organe permanent pour coordonner l'action de l'ensemble des syndicats du pétrole ; surtout lors des négociations avec l'entreprise.

D'après plusieurs syndicalistes, ces négociations n'étaient que fictives : avec le contrôle des salaires imposé par le gouvernement, l'entreprise se contentait de leur envoyer, sans les recevoir, les changements qu'elle comptait introduire dans la réglementation du contrat de travail. Lorsque les syndicats n'étaient pas d'accord avec ces changements, il ne leur restait qu'à poser un recours auprès de la Justice du Travail, pour qu'elle juge de la légalité de l'action de l'entreprise et du bien-fondé des revendications des travailleurs.

Par ailleurs, dans le résumé de la réunion syndicale citée ci-avant, il est dit que cette manière de procéder avait été léguée par le président Geisel, lequel, lors de son passage à PETROBRAS, n'avait pas permis que la direction de l'entreprise reçoive les syndicats. Fait très révélateur de cette stratégie, tous les accords passés entre l'entreprise et les syndicalistes jusqu'en 1979, seront signés après l'intervention de la Justice du Travail.

Voulant changer cette réalité, les syndicalistes du pétrole créent, le 5 novembre 1977, le Département Professionnel des Travailleurs du Pétrole et de la Pétrochimie de la Confédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie. Ce Département fut créé, si l'on croit le résumé de la réunion, comme une première étape dans la formation d'une Fédération des Travailleurs du Pétrole ; idée qui, dès les années 60, tentait les dirigeants syndicaux de PETROBRAS.

Ce Département, rattaché à la CNTI, allait avoir pour fonction de resserrer les liens et les contacts entre les syndicalistes du pétrole, favorisant ainsi la diffusion d'idées plus mobilisatrices que celles des syndicalistes bureaucratiques de Bahia ; idées dont certains syndicalistes du pétrole étaient, par ailleurs, porte-parole dans le pays : c'était notamment le cas du Responsable du SINDIPETRO de la raffinerie de Paulínia, dans l'État de São Paulo, Jacó Bittar³⁷¹. Du fait que celui-ci deviendra le premier président du Département des Petroleiros et des travailleurs de la Pétrochimie, la diffusion de ses idées syndicales se fera plus facilement.

De même, la création de ce département facilitera les influences entre les différentes

³⁷¹ Jacó Bittar, lié au groupe de syndicalistes dits "authentiques" (par opposition aux pelegos), sera un des syndicalistes responsables de la création de la CUT et du Parti des Travailleurs ; parti par lequel il devient maire de l'importante ville de Campinas, dans l'État de São Paulo, dans les années 80.

unités de PETROBRAS. Ainsi, en août 1978, après les grèves de la métallurgie de l'ABC, les travailleurs des raffineries de São Paulo organisent plusieurs manifestations collectives afin d'obliger l'entreprise à entamer de véritables négociations avec les syndicats : on relate, lors la réunion du Département des Travailleurs du Pétrole et de la Pétrochimie du 25 août 1978, que des pétitions et des rassemblements sur les lieux de travail ont été organisés. Ce qui aurait provoqué, d'après les syndicalistes, la tenue d'assemblées importantes dans les autres syndicats du pays.

Les syndicalistes estiment que c'est grâce à ces mobilisations que l'entreprise acceptera de négocier directement avec les représentants des travailleurs du pétrole et d'instaurer la semaine de travail de 40 heures, en janvier 1979 ; cela, à une époque où la réglementation établissait la semaine de 48. Quoi qu'il en soit, la simultanéité entre le retour des mouvements ouvriers et la diminution de la semaine de travail à PETROBRAS ne pouvait que rassurer les syndicalistes sur l'importance de la reprise des mobilisations ouvrières.

Ces mobilisations deviendront plus fréquentes, à partir de 1979, avec le retour des négociations entre syndicats et direction de l'entreprise, lors des négociations collectives annuelles. Les syndicats commencent alors à organiser de grandes assemblées de travailleurs et à proposer la réalisation de manifestations de masse pour démontrer leur insatisfaction vis-à-vis de certaines politiques de l'entreprise.

Ainsi, dès 1980 – afin obliger l'entreprise à plus de souplesse lors des négociations collectives – les travailleurs du pétrole de plusieurs régions du pays, y compris Bahia, entament des grèves de la faim et d'autres actions de contestation.

La reprise des négociations collectives entre PETROBRAS et syndicats représente un véritable tournant dans les relations professionnelles de la branche pétrolière. Bien que le recours à la Justice du travail n'ait pas été complètement écarté pour résoudre les désaccords lors des négociations, ce seront dorénavant les rapports de force à l'intérieur de l'entreprise qui primeront dans les stratégies des deux parties.

Du côté de l'entreprise, la crainte que les mobilisations courantes d'autres travailleurs du pays ne prennent corps parmi les travailleurs du pétrole, l'amène, au départ, à accorder quelques concessions aux syndicats des travailleurs. Parmi ces concessions, il faut souligner, outre la réduction du temps de travail, la revalorisation des salaires perçus par les travailleurs.

Ainsi, d'après une étude réalisée par le DIEESE³⁷² en 1987, pour les syndicats du pétrole, les salaires réels à PETROBRAS ont légèrement augmenté entre 1979 et 1983. Après cette date, en raison de coupures budgétaires dans les entreprises nationales – décidées par les gouvernements pour faire face à la crise de la dette extérieure –, alliées au retour d'une inflation importante, ces salaires commenceront à baisser ; c'est aussi le moment où PETROBRAS commence à adopter une attitude plus ferme vis-à-vis des revendications des travailleurs.

Évolution du salaire moyen réel à PETROBRAS

³⁷² Département Intersyndical d'Études Socio-Economiques.

ANNÉE/MOIS	SALAIRE MOYEN RÉEL (INDICE) AOÛT 1979 = 100
1979 (SEPTEMBRE)	94,07
1980 (SEPTEMBRE)	104,41
1981 (SEPTEMBRE)	109,87
1982 (SEPTEMBRE)	123,24
1983 (SEPTEMBRE)	93,72
1984 (JUIN)	79,97
1984 (SEPTEMBRE)	102,30
1985 (SEPTEMBRE)	110,20
1986 (SEPTEMBRE)	96,70
1987 (MARS)	94,63
1987 (AOÛT)	70,43
Source : DIEESE, sous-section SINDIPETRO-BAHIA	

Du côté des syndicalistes, la reprise des négociations collectives allait signifier un changement d'attitude assez remarquable : ils inciteront à l'organisation et à la mobilisation des travailleurs, car leur légitimité, en tant que leaders syndicaux, en dépendait. Ils pouvaient ainsi, non seulement obtenir plus d'avantages pour les travailleurs, mais aussi gagner en légitimité dans le milieu syndical des travailleurs du pétrole ; l'organisation de mobilisations était devenue la preuve qu'on n'était pas un "pelego". Autrement dit, être "combatif" était un moyen de se légitimer aussi bien auprès des travailleurs que des autres syndicalistes du pétrole du pays.

14.3. Les syndicalistes du pétrole à Bahia : le passage du bureaucratisme aux mobilisations.

La constitution, au sein des directions syndicales des petroleiros de Bahia, de groupes davantage portés par les thèses d'un syndicalisme plus offensif que ne l'étaient les syndicats du pétrole, datent aussi de cette époque. Dans un contexte de montée de l'insatisfaction générale vis-à-vis de pratiques syndicales peu mobilisatrices, ces groupes prendront vite la tête des directions syndicales ; cela aussi bien dans le STIEP que dans le SINDIPETRO.

<<J'ai pris la tête du syndicat en 1979 ; je considère cette époque comme une nouvelle période dans la vie des syndicats. Ce n'est pas à cause de ma présence, mais parce qu'on sentait des changements sensibles dans la vie du peuple, dans sa volonté de sortir des chaînes de la dictature. Ce mouvement commence avec les grèves des métallos en 1978 ; à cette époque, celui qui se mettait en évidence comme leader des travailleurs c'était Lula. A partir de ce moment le mouvement s'est développé beaucoup, surtout dans la volonté de mettre fin à la dictature. En même temps, on a commencé un travail plus intensif afin d'unir les travailleurs, ..., il ne servait à rien que les petroleiros, seuls, réalisent des grèves, ou les travailleurs de la pétrochimie, seuls. On devait organiser le mouvement syndical pour affronter des luttes plus objectives, plus institutionnelles...>> (Entretien

avec un Responsable du SINDIPETRO entre 1979 et 1982).

Mais ce processus ne s'est pas déroulé de façon si radicale que nous le laissent croire les témoignages des syndicalistes de cette période.

Dans le cas du STIEP, par exemple, le Responsable qui allait participer à la formation du PT et à la création des Unités Syndicales³⁷³ à la fin des années 70, M., avant de devenir le président du syndicat, en 1978, participera à la direction syndicale entre 1975 et 1978 ; période où, selon lui, le président du syndicat lui conseillait de ne pas essayer de résoudre les questions touchant la vie quotidienne des travailleurs, car cela ne relevait pas de sa compétence.

Selon lui, il réussit à se légitimer auprès de la base grâce à la résolution de questions sociales opposant certains travailleurs et l'entreprise, notamment les problèmes liés aux calculs des points de retraite de ceux qui s'apprêtaient à la prendre. Par ailleurs, il va inciter au renouvellement de l'Association des Retraités de PETROBRAS (SOTAPE), laquelle, avec la croissance rapide du nombre de retraités, allait jouer un rôle important dans les élections syndicales³⁷⁴. M. affirme même avoir passé un accord avec le président de la SOTAPE, lui-même employé du syndicat (conducteur de véhicules) ; selon cet accord informel, le syndicat offrait les moyens matériels nécessaires au fonctionnement de l'association des retraités en échange de leur soutien aux politiques mises en place par les directions syndicales.

C'est de ce rapprochement avec les retraités et avec les travailleurs qui arrivaient à l'âge de la retraite que M. accédera à la Présidence du STIEP et écartera une grande partie de la direction précédente.

De même, le président du SINDIPETRO entre 1979 et 1982, G., qui fut même élu responsable de l'Unité Syndicale de Bahia, avait auparavant participé de la direction syndicale entre 1976 et 1979, lorsque, selon lui, le principal souci du président était d'accroître les services proposés par le syndicat. Il réussit à prendre la Présidence du syndicat, en 1979, par une simple alternance des syndicalistes aux postes clés du syndicat : il était vice-président entre 1976 et 1979 et devient président entre 1979 et 1982, tandis que l'ancien président (1976-1979) fut le vice président entre 1979 et 1982. Ce type d'arrangement était très fréquent dans le milieu syndical brésilien et visait surtout à éviter les critiques sur la monopolisation par une seule personne de la direction du syndicat.

On voit par là que les syndicalistes qui allaient participer à la reprise des mobilisations syndicales à la fin des années 70 étaient issus du syndicalisme bureaucratique, dominant chez les petroleiros de Bahia avant cette période. Ce sera à partir de la confrontation avec les limites pratiques et politiques de ce type d'action syndicale, qu'ils s'engageront dans le processus de changement en cours du syndicalisme brésilien.

³⁷³ Organisations, au début des années 80, regroupant les syndicats de chaque État dans le but de faciliter la création d'une centrale syndicale unifiée dans le pays.

³⁷⁴ D'après la législation syndicale en vigueur jusqu'à 1988, les retraités avaient le droit de participer aux élections des syndicats auxquels ils avaient été liés avant leurs retraites.

Autrement dit, la conquête des directions syndicales du pétrole de Bahia par des groupes syndicaux plus mobilisateurs reflétait les changements importants qui s'opéraient à travers le pays. Suivant l'exemple de l'organisation des travailleurs du ABC de São Paulo et de ceux de la raffinerie de Paulínia, les travailleurs du pétrole de Bahia vont, eux aussi, modifier leurs pratiques syndicales et organiser des mobilisations collectives contre les pratiques autoritaires de l'entreprise. Cela, surtout lors des périodes de négociations collectives.

<<Le fait est qu'il existait des syndicats plus combatifs que d'autres. Dans le cas de Paulínia, par exemple, on doit reconnaître que c'était un syndicat ... Alors, quand il faisait des mouvements, c'était une incitation pour que nous, les autres syndicats, fassions le même. Je disais aux compagnons qu'à Paulínia on avait fait une grève de la faim, par exemple, et qu'ici nous devrions le faire aussi. (...) Un mouvement qu'un syndicat lançait était un moyen pour augmenter la conscience d'une autre profession, pour que d'autres syndicats prennent comme exemple ce mouvement, pour pouvoir avancer dans le mouvement.>> (entretien avec un Responsable du STIEP entre 1978 et 1987).

Dans le même temps, ils vont aussi participer aux négociations en cours pour l'organisation d'une centrale syndicale. Dans ce processus, la première étape fut la création d'organes coordinateurs, au niveau de chaque État (les Unités Syndicales) ; ces groupements de syndicats visaient à attirer la plus grande partie des syndicalistes brésiliens vers la création d'une centrale syndicale unique. A Bahia, les premières réunions du groupe de syndicalistes (y compris ceux des petroleiros) visant l'organisation d'une centrale syndicale, ont lieu entre 1979 et 1980, au siège du SINDIPETRO. Par ailleurs, le président du SINDIPETRO, en février 1982, est élu représentant de l'Union Syndicale dans l'État.

De même, plusieurs Responsables syndicaux du pétrole participèrent à la création du Parti des Travailleurs³⁷⁵, en 1980. Moment où il y a eu un rapprochement entre les directions des syndicats et les militants de la gauche à PETROBRAS. A cette époque, la lutte contre la dictature était, en même temps, un puissant agent mobilisateur et l'unificateur des tendances syndicales existant dans le syndicalisme brésilien.

<<A propos de la création d'un parti des travailleurs, il y avait une adhésion totale. Nous vivions sous la tutelle du régime militaire, alors, ceux qui avaient la conscience politique du besoin de la réapparition du mouvement syndical, étaient pour la création d'un parti qui soit représentatif au niveau des travailleurs. Il est évident que c'était un élément rassembleur. (...) Pour celui qui souffrait des conséquences du régime militaire, c'était une chose nécessaire.>> (Entretien un Responsable du STIEP entre 1978 et 1987).

Ce qui ne signifie pas qu'il n'existait pas de divergences majeures. Des questions comme celle de l'objectif à fixer à la législation syndicale en place, la stratégie à adopter pour instaurer la démocratie, etc. étaient quelques uns des points qui divisaient les

³⁷⁵ Selon plusieurs syndicalistes de PETROBRAS, l'idée de création d'un parti politique représentant les travailleurs est née lors du Premier Congrès des Responsables Syndicaux du Pétrole et de la Pétrochimie, à Salvador, en juillet 1978. Cette information, est, par ailleurs confirmée par Lula, le premier président du PT, dans plusieurs entretiens parus dans la presse ; voir, à ce propos, Rodrigues, 1991 : 26.

syndicalistes brésiliens à ce moment. De plus, après la création du PT, des divergences partisans sont venues s'ajouter : les syndicalistes liés aux autres partis ne voyaient pas d'un bon oeil l'arrivée d'une organisation qui leur disputait le vote ouvrier.

Tous ces différends vont aboutir à la division des syndicalistes, au niveau national, ce qui se traduira par la création de deux centrales syndicales : la CUT, en 1983, et la CGT, en 1986.

Au niveau du mouvement syndical des petroleiros de Bahia, ces divergences prendront le visage d'oppositions culturelles et politiques entre générations. Ainsi, pour expliquer les divergences qui l'opposaient aux militants plus jeunes du PT, au début des années 80, le président du STIEP fait référence aux habitudes comportementales de ces militants et à la question culturelle.

<< Il y a eu des divergences politiques dans le parti. Du moins au niveau du comportement. (...). Par exemple, la manière de se présenter. Je dis même que les divergences tenaient essentiellement à la manière de se présenter. On voyait dans des congrès des compagnons en short, ou alors torse nu. Une autre chose est que le parti a commencé à adopter une manière d'être différente de celle des débuts. Les étudiants, par exemple, avaient plus d'influence que les travailleurs... (...) Ce genre de choses me laissaient insatisfait. Je pense que si la philosophie du parti était de défendre les travailleurs, il n'y avait pas de raison de dévaloriser le travailleur vis-à-vis de ceux qui avaient plus de culture. Le parti commença à devenir plus élitiste, en ce sens. Pour moi, les choses commençaient à devenir de la pure anarchie. (...) Alors, j'ai décidé de quitter le parti.>>

Dans ce témoignage, on s'aperçoit que pour les petroleiros de la génération des années 50 et 60 – laquelle s'était construite une identité à partir de certains symboles marquant le prestige du groupe dans la société, dont les vêtements³⁷⁶ – il n'était pas facile d'accepter les usages vestimentaires et comportementaux des militants de la gauche, marqués par la contre-culture des années 70. Cela, à tel point que les pratiques introduites par les jeunes de gauche (les attitudes, mais aussi les thèmes de débat) étaient jugées péjoratives à l'égard des travailleurs.

Toutefois, les divergences entre les leaders syndicaux des petroleiros et les militants intellectuels de la gauche ne s'enracinaient pas simplement dans des différences culturelles ou comportementales. La divergence majeure se situait davantage autour des propositions du parti de reformer la structure syndicale du pays ; notamment, par la suppression des cotisations imposées aux travailleurs et par l'unicité syndicale. Dans la conception des syndicalistes de PETROBRAS, cela paraissait une atteinte à ce qui, justement, faisait la puissance des syndicats brésiliens : leur capacité financière et représentative.

<< ... quand nous avons discuté la proposition de création d'un parti des travailleurs, qu'est-ce qu'on pensait ? Nous avons beaucoup discuté de cela avec Lula. Le parti devait naître dans les syndicats. Mais comment faire ? Les syndicats les plus authentiques et mobilisateurs devaient aider des groupes

³⁷⁶ Sur les photos des assemblées des années 60 et 70, on se rend compte que l'usage du costume cravate était commun chez les travailleurs du pétrole.

combatifs à prendre le contrôle des syndicats encore sous intervention. Nous devons faire un travail au niveau de chaque État ... (...) Du moment où ces groupes prenaient le contrôle des syndicats, ils avaient l'obligation de défendre les propositions du parti auprès de la profession. C'est ça que nous avons fait. Essentiellement c'était la philosophie du parti à ses débuts. Un parti qui naissait dans les syndicats. Contradictoirement, qu'est-ce qu'on a vu après ? Dans le parti, il y avait des gens voulant mettre fin aux syndicats. Dévalorisant ainsi le travail qui avait été fait auparavant. Notre syndicat, par exemple, a aidé le parti financièrement, moralement et politiquement.>> (Entretien d'un Responsable du STIEP entre 1977 et 1987).

Dans la logique des leaders syndicaux des petroleiros, le Parti des Travailleurs et la centrale syndicale qui s'y rattachait, la CUT, en prônant la fin de la structure syndicale léguée par Vargas, voulaient affaiblir les syndicats. Pour ces syndicalistes – qui avaient réussi à prendre le contrôle des syndicats de l'intérieur de la structure syndicale – les discours de la gauche, selon lesquels la dépendance des syndicats vis-à-vis de l'État était une des causes de leur faiblesse organisatrice et de l'instabilité démocratique dans le pays, n'avaient pas de sens.

A l'opposé de ces idées, les syndicalistes du pétrole pensaient possible de développer une pratique syndicale "combative" dans les cadres de la structure syndicale brésilienne. Si cette structure autorisait un certain contrôle de l'État sur les syndicats, elle donnait la possibilité, en revanche, que les syndicats deviennent des organisations puissantes sur le plan financier, et capables de mener des actions alternatives contre les politiques étatiques.

Dès lors, pour eux, la proposition de mettre fin à la législation syndicale ne pouvait qu'être une idée de la gauche intellectualisée, ignorante de la vie syndicale ; mises en pratique, ces mesures signifieraient la fin du syndicalisme combatif dans le pays.

<< Alors, il y a eu des divergences extérieures (au parti), et ce qu'on avait construit s'est retourné contre nous.>> (Entretien d'un Responsable du STIEP entre 1978 et 1987).

Ces divergences entre les syndicalistes des petroleiros de Bahia et la gauche pousseront les premiers à quitter le Parti des Travailleurs et à ne pas prendre part au processus de création de la CUT en 1983.

De même, ces divergences vont inciter les militants de gauche de PETROBRAS à la formation d'oppositions syndicales, visant à prendre le contrôle des syndicats.

Cela marque le début des conflits opposant les leaders syndicaux des travailleurs du pétrole aux jeunes militants de la gauche syndicale, à l'intérieur de l'entreprise nationale pétrolière.

14.4. Les Militants de Gauche

Les militants de gauche à PETROBRAS commencent à se réunir, pour établir une stratégie syndicale commune, vers la fin des années 70. Par ces contacts, ils visaient à prendre le contrôle des syndicats et à écartier les directions syndicales en place, jugées trop attachées à la structure syndicale corporatiste et pas assez engagées dans

l'organisation de mobilisations collectives.

Ces militants³⁷⁷ étaient, dans leur grande majorité, de jeunes techniciens rentrés à PETROBRAS dans les années 70 et ayant suivi une formation scolaire jusqu'à la fin du lycée (en général un lycée technique). Certains avaient même entamé des cours à l'Université, avant de rentrer à PETROBRAS. Leur militantisme dans des partis clandestins de gauche (d'inspiration léniniste ou trotskiste, surtout) débute dans le milieu lycéen ou universitaire et se renforce au contact des mouvements sociaux qui se multiplient à la fin des années 70. Leur prise de conscience de l'importance que les syndicats pouvaient jouer dans les luttes démocratiques naît à partir de 1978, au moment même où les métallurgistes de l'ABC de São Paulo entament leur grève.

Les premiers contacts entre les membres de ce groupe s'établissent lors des réunions de formation du Parti des Travailleurs, auxquelles la majorité des partis de gauche, alors clandestins, participe. Au cours de ces échanges qui ont lieu, ils font le point sur la pratique dominante des travailleurs du pétrole et décident de mener une action commune. C'est le début des oppositions syndicales au sein des travailleurs du pétrole.

Au départ, le nombre de militants de ces oppositions ne dépassait pas la dizaine pour les deux syndicats de petroleiros. Raison qui les amènera à privilégier une stratégie de conquête de nouveaux militants sur les locaux de travail. Cependant, selon certains d'entre eux, en raison du climat de peur et de répression qui régnait à PETROBRAS, ils essaieront d'établir ces contacts en dehors de l'entreprise : chez les travailleurs ou dans des bars fréquentés par eux. La stratégie mise en place était de se rendre le plus sympathique possible avec les collègues de travail afin de pouvoir établir un rapport de confiance et d'amitié ; une fois dépassée cette étape, on commençait à aborder les problèmes concrets et la possibilité d'améliorer cette situation par une action plus effective des syndicats.

Dans le même temps, ces militants commencent à participer de façon plus effective à la vie syndicale : ils deviennent très assidus aux assemblées syndicales, où ils adoptent pour tactique des interventions publiques très fréquentes afin de "se faire remarquer" par la base des travailleurs.

Mais, c'est lors des grandes mobilisations de masse organisées par les syndicats du pétrole, au début des années 80, que ces militants vont commencer à acquérir une stature publique considérable. En effet, les militants de la gauche vont se faire remarquer dans ces années-là par leur capacité à organiser, à côté des directions syndicales, quelques-unes des manifestations syndicales réalisées à cette époque. Ce fut le cas, notamment, d'une grève de la faim entamée en septembre 1981 à la raffinerie de Mataripe, quand les militants de l'opposition syndicale réussirent à prendre le contrôle de la "commission de mobilisation" créée par le syndicat et à gagner ainsi en légitimité face à la base syndicale.

C'est ce travail qui va permettre à l'opposition syndicale de Mataripe de participer aux

³⁷⁷ Les informations sur les militants de gauche de cette période initiale ont été obtenues par le biais d'entretiens avec ces militants.

élections syndicales de 1982 et de les remporter à une large majorité des voix. On y reviendra ultérieurement.

Dans le cas du STIEP, l'action des militants de gauche lors des mobilisations et des assemblées syndicales incite les syndicalistes à les inviter à participer à la direction du syndicat. Ainsi, lors des élections syndicales de 1984, trois membres de l'opposition syndicale intègrent la liste composée par la direction syndicale sortante.

Cela marqua la première crise interne de l'opposition, car il n'y avait pas consensus sur cette participation : pour certains secteurs de l'opposition, ils ne devaient faire partie des directions syndicales qu'à la condition d'obtenir la majorité des postes, ce qui rendrait possible "une action réellement progressiste" ; dans le cas contraire, l'opposition ne devait pas accepter l'invitation des syndicalistes, parce qu'elle allait légitimer, par sa présence, le type d'action syndicale en vigueur au STIEP. Pour d'autres secteurs, majoritaires au sein de la gauche, la participation aux directions syndicales, même de façon minoritaire, pourrait augmenter la visibilité des militants, ce qui favoriserait une élection, dans le futur, d'une liste essentiellement composée par des syndicalistes proches de la CUT.

Ces divergences au sein de la gauche exprimaient davantage que des oppositions stratégiques. Elles étaient aussi le fruit de conflits qui traversaient toute la gauche brésilienne. Surtout au sein du PT et de la CUT, il n'y avait pas de consensus sur le rôle que la gauche devait jouer dans la société brésilienne. Ces institutions furent formées par l'action conjointe de plusieurs groupes de gauche, chacun ayant des visions différenciées sur les chemins que devaient suivre le syndicalisme et le mouvement populaire dans le pays³⁷⁸.

Ainsi, de façon très caricaturale, on pourrait caractériser deux grandes tendances à l'intérieur de la gauche brésilienne représentée au sein du PT et de son bras syndical, la CUT. Pour les uns, le rôle de la gauche était de faire avancer la lutte des classes ; pour cela il fallait mener une action essentiellement tournée autour de l'organisation des groupes opprimés de la société, sans donner trop d'importance à la participation aux instances institutionnelles de la société dominante. Ces tendances, très marquées par les idées anarchistes, défendaient, sur le plan syndical, un complet démantèlement de la structure syndicale héritée de l'époque varguiste.

Pour d'autres tendances, le PT et la CUT devaient devenir de grandes institutions de masse, capables de porter les demandes des travailleurs sur l'échiquier politique brésilien. Pour cela, la gauche devait se servir des institutions en place, y compris des syndicats corporatistes, afin de les transformer et de les mettre effectivement au service des classes populaires.

En ce qui concerne notre sujet, ces divergences au sein de la gauche brésilienne allaient marquer profondément les pratiques de la gauche syndicale des travailleurs du pétrole de Bahia. Les décisions de participer, ou non, aux directions syndicales où la gauche n'était pas majoritaire, ou de mettre fin, ou pas, une fois pris le contrôle des syndicats, aux caractéristiques corporatistes des syndicats, etc. allaient provoquer, dans le futur, des clivages indélébiles au sein des oppositions syndicales des petroleiros.

³⁷⁸ Pour une analyse de l'influence des divers groupes de gauche au sein de la CUT, voir Rodrigues (1990).

Nous y reviendrons, mais pour l'instant, il faut retenir que la gauche syndicale n'était pas uniforme. Elle regroupait, en fait, des militants rattachés à plusieurs partis clandestins, rangés sous la bannière du PT et de la CUT. Au niveau des travailleurs du pétrole, ce qui rendait possible une connivence et une action commune, malgré de grandes différences sur le plan idéologique et politique, c'était la volonté de combattre les syndicalistes du pétrole de Bahia et de prendre le pouvoir syndical. On verra plus loin qu'au moment où ces objectifs disparaîtront, il y aura une fragmentation de ce groupe de gauche.

Quoi qu'il en soit, et indépendamment des clivages existants au sein de la gauche, on peut identifier deux stratégies chez les militants de l'opposition syndicale des petroleiros.

Tandis qu'au STIEP la stratégie dominante fut, jusqu'en 1986, de faire des alliances avec les syndicalistes en place – pour permettre que des militants fassent partie des directions syndicales et puissent, de l'intérieur, entamer des changements – , au SINDIPETRO, la stratégie fut celle de la confrontation directe, dès le début des années 80. Ainsi, dans ce dernier syndicat, avec la réalisation des premiers mouvements de masse chez les petroleiros, après 1968, les militants réussissent à se légitimer comme représentants d'un syndicalisme plus combatif, dans la lignée des syndicalistes du ABC de São Paulo ; ce qui leur permettra d'accéder à la tête du SINDIPETRO dès septembre 1982.

Ces deux stratégies s'ancraient dans deux réalités différentes. L'ampleur des mobilisations du début des années 80 fut beaucoup plus importante dans le cadre de la raffinerie de MATARIPE que dans la Région de Production de Bahia, par exemple. De même, les liens entre représentants des retraités et directions syndicales étaient beaucoup plus étroits au sein du STIEP qu'au SINDIPETRO³⁷⁹ (l'Association des retraités de PETROBRAS fonctionnait, à cette époque, dans les mêmes locaux que le STIEP) ; ce qui rendait la participation des retraités, lors des élections syndicales, plus importante au STIEP (en 1987, 1/3 du collège électoral de ce syndicat – environ 2.500 sur 7.500 – était composé de retraités).

Du fait que les militants de gauche n'avaient presque aucune influence chez les travailleurs retraités et chez les travailleurs les plus âgés de PETROBRAS, (la coupure entre les générations étant très importante, comme on l'a vu) la stratégie de l'opposition syndicale du STIEP était justifiée par le besoin d'avoir un lien avec les syndicalistes pour pouvoir dépasser ces difficultés. Dans le cas du SINDIPETRO, la montée vertigineuse du groupe d'opposition s'explique par le fait que les retraités n'étaient pas très participatifs et que la concentration des travailleurs sur un seul lieu de travail – la raffinerie – rendait plus aisée la mobilisation des travailleurs non retraités pour participer aux élections.

Ainsi, dans le sillage des grandes mobilisations ouvrières de la fin des années 70 et du processus de démocratisation que le pays amorçait à cette époque, les militants de gauche deviennent très vite des acteurs incontournables de l'action syndicale des travailleurs du pétrole de Bahia. En vérité, ils marquaient la première tentative, dès l'année 64, de création d'une opposition syndicale institutionnalisée.

En résumé, on pourrait affirmer que la création des oppositions syndicales chez les

³⁷⁹ En 1984, 20 % des électeurs potentiels du SINDIPETRO étaient des retraités (405 sur 2.160 électeurs).

travailleurs du pétrole fut très marquée par des contingences extérieures aux enjeux internes de l'action syndicale des petroleiros. La conjoncture d'ouverture politique et les mobilisations de masse rendront propices les contacts entre les militants de gauche ; lesquels, par la suite, formeront les oppositions syndicales du STIEP et du SINDIPETRO : lors des réunions pour la création d'un parti politique alternatif, qui débute en 1978, plusieurs militants se repèrent et commencent à entretenir des contacts fréquents ; d'autres commencent à militer dans des partis de gauche, dans les facultés où dans les lycées, et c'est en tant que militants de ces partis qu'ils commencent à s'intéresser au syndicalisme.

Dès lors, pour les militants de gauche, leur insertion dans le mouvement syndical des petroleiros constituait aussi un moyen de participer aux luttes sociales qui avaient lieu dans la société brésilienne à cette époque. Cela signifie que leurs stratégies à l'intérieur des syndicats ne seront jamais déterminées par les seuls enjeux internes à ces organisations. Au contraire, ils essayeront de faire exactement l'opposé : subordonner les enjeux internes du syndicalisme à PETROBRAS aux transformations sociétales et politiques du pays. En ce sens, les militants de la gauche voulaient faire table rase de toutes les spécificités des petroleiros, y compris de leur passé.

C'est sur ce point que les militants de gauche allaient se démarquer d'un autre groupe de militants syndicaux, qui à cette époque participaient aussi à l'action syndicale chez les travailleurs du pétrole : les anciens syndicalistes populistes des années 50 et 60.

14.5. Le retour des populistes.

En même temps que syndicalistes du pétrole et militants de gauche s'opposaient sur le rôle que les syndicats devaient jouer dans la société brésilienne, un phénomène spécifique à PETROBRAS, dans l'État de Bahia, commençait à émerger : le retour des syndicalistes et militants écartés de l'entreprise en 1964 et en 1968.

En effet, avec l'établissement de la loi d'amnistie par les militaires en 1979, plusieurs travailleurs de PETROBRAS – licenciés, entre 1964 et 1979, à cause de leurs idées politiques ou de leurs activités syndicales – s'organisent pour obliger le gouvernement à les inclure parmi les bénéficiaires de cette loi. Des premiers contacts établis à ce moment résultera la création, en juillet 1982, de la Commission Nationale des Amnistiés de PETROBRAS (CONAPE), regroupant 325 travailleurs dans tout le Brésil – dont 127 à Bahia.

L'organisation de cette association est née du refus du gouvernement militaire de reconnaître le caractère politique des licenciements des syndicalistes et de militants réalisés par PETROBRAS en 1964 et 1968. L'objectif de la CONAPE était double : d'une part, informer les travailleurs, ayant le droit de bénéficier de la loi d'amnistie, des démarches juridiques à entreprendre pour entamer des procès contre l'État et PETROBRAS ; d'autre part, elle avait aussi pour rôle de centraliser les contacts avec les politiciens et les membres importants du gouvernement, afin de trouver une solution négociée au problème.

Ainsi, quelques travailleurs réussirent à être réembauchés par l'entreprise, à partir de

1981, en raison de décisions judiciaires favorables. Toutefois, la majeure partie des amnistiés ne pourra revenir à l'entreprise qu'après mars 1985, avec le retour du pays à la démocratie. Ce qui ne les empêcha pas de reprendre des contacts avec les syndicats des *petroleiros*, ni de s'y syndiquer à nouveau.

Cela aura pour conséquence, notamment, le retour des leaders syndicaux populistes à la politique syndicale de l'entreprise nationale du pétrole ; ces leaders, dès les années 60, s'étaient éloignés des affaires touchant l'entreprise pétrolière en raison des persécutions dont ils avaient été victimes et des interventions dans les syndicats.

Ce retour des populistes marquera fortement les événements qui allaient suivre dans les syndicats des travailleurs du pétrole. Le retour des leaders du passé sera interprété, par toutes les tendances syndicales, comme un événement important pour la reprise des mouvements collectifs des travailleurs du pétrole : car en démontrant que par le retour à la démocratie et par la réapparition du mouvement syndical on pouvait remettre en question les actes répressifs de l'État, on essaiera de faire baisser les craintes de l'engagement syndical chez les travailleurs.

Ce qui explique, aussi, que toutes les tendances syndicales rendront hommage aux leaders populistes persécutés par la dictature militaire : ils étaient considérés comme de véritables martyrs de la cause des travailleurs du pétrole. Ainsi, en janvier 1983, les militants de gauche, récemment élus à la tête du SINDIPETRO, changent le nom du siège du syndicat : de Ministro Arnaldo Prietto, il est nommé siège Oswaldo Marques de Oliveira, le premier président du SINDIPETRO – entre 1960 et 1962 – licencié en 1964. De même, au niveau du STIEP, le rapprochement des syndicalistes au pouvoir avec les anciens leaders syndicaux ira jusqu'à l'embauche par le syndicat, en 1982, de celui qui fut son président, entre 1960 et 1964³⁸⁰. Cela comme mesure provisoire, en attendant qu'il puisse bénéficier de la loi d'amnistie.

De ces contacts avec les leaders syndicaux amnistiés, apparaissait déjà, de la part des diverses tendances syndicales, la volonté de s'en servir comme moyen de légitimation. D'où la mise en place d'une stratégie de rapprochement avec ces leaders, tantôt par les syndicalistes issus de l'époque bureaucratique, tantôt par les militants de la gauche. Ainsi, lors de l'élection syndicale du SINDIPETRO, en 1982, les membres de la liste de gauche jugeront important de faire publier un manifeste de soutien à Mario Lima, ancien député fédéral et président du syndicat entre 1962 et 1964, qui, en raison d'une décision judiciaire, était retourné à l'entreprise l'année des élections.

Toutefois, dans le processus d'opposition grandissante entre militants de gauche et syndicalistes, les leaders populistes vont se ranger majoritairement au côté de ces derniers. Soit parce que les syndicalistes issus de l'époque bureaucratique entretenaient des liens personnels, remontant aux années 60, avec les populistes ; soit pour une question de génération, car les populistes partageaient avec les syndicalistes beaucoup de valeurs dominants, surtout au sujet du rôle du syndicat ; ou soit encore, parce que les militants de gauche avaient une conception du syndicalisme et des rapports entre base et direction syndicale très éloignée de la pratique syndicale des années populistes, le fait est

³⁸⁰ Il s'agit de Wilton Valença.

que le rapprochement entre leaders syndicaux populistes et syndicalistes opposés à la CUT s'est fait de façon presque "naturelle", au dépens des militants de gauche.

<<Il y avait une influence directe de Wilton Valença, ainsi que des autres amnistiés, dans le syndicat. Du moins, lors de mon mandat. Pour mon ascension dans le syndicat, je sais qu'il a eu une influence très grande, le compagnon Wilton Valença. Il m'a beaucoup aidé. Il ne participait pas directement aux élections, car il n'était pas encore amnistié, mais il avait une influence. (...) alors, il m'indiquait aux compagnons.>> (Entretien avec un Responsable du STIEP entre 1978 et 1987).

Dès lors, les populistes seront considérés comme des conseillers privilégiés des syndicalistes non cutistes. En illustrant la puissance du syndicalisme dans les années 60-64, les populistes joueront le rôle de véritables historiens.

<<Pour nous, Wilton Valença a été une sorte de conseiller, de professeur, d'historien.>> (Entretien d'un leader syndical du STIEP entre 1978 et 1990).

Autrement dit, par les liens qui se nouent entre syndicalistes et leaders syndicaux de l'époque populiste, les méthodes syndicales et les discours de la période populiste seront revalorisés.

Ainsi, le STIEP fait publier, en mai 1984, un texte de Wilton Valença – président du syndicat licencié en 1964 par les militaires – sur les trente ans de création de PETROBRAS. Dans ce texte, il reprenait la même empreinte de nationalisme exalté des années 50 et 60 sur l'importance de PETROBRAS dans le développement du pays. De même que les interpellations sur le rôle des syndicats du pétrole dans la défense de l'entreprise nationale du pétrole.

<<Le 10 mai 1954 est une date historique ...(...). A partir de cette date, jusqu'au coup d'État de 1964, le quotidien de PETROBRAS fut marqué par une implacable bataille contre le temps, dans une lutte sans repos et conjointe entre administrateurs, techniciens et ouvriers, ..., pour vaincre le retard que nous avons dans un secteur si important pour la vie contemporaine. A cette époque, Jeunes compagnons Petroleiros, PETROBRAS a été plus qu'une entreprise publique ; grâce surtout à l'action véritablement PARTICIPATIVE des syndicats du pétrole, notamment de notre STIEP, l'entreprise du pétrole fut un véritable emblème de la nation : la sigle mythique qui pouvait réunir et organiser le plus grand nombre de Brésiliens fidèles à leur Patrie. Il revient à vous, Jeunes Compagnons Petroleiros, de rendre hommage, aujourd'hui, au travail héroïque des Compagnons Pionniers de la recherche du pétrole sur notre Terre. (...) POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL, REGROUPONS NOUS TOUS, A NOUVEAU, AUTOUR DE NOTRE STIEP. Signé Wilton Valença (président du STIEP licencié par les militaires) >>(In : EXTRAPETRO, Bulletin d'information du STIEP-BAHIA, mai 1984).

Des textes de cette teneur n'avaient pratiquement pas été reproduits, chez les travailleurs du pétrole, depuis le coup d'État de 1964. Leur reprise, par les acteurs qui les avaient portés avant 1964, signifiait une volonté explicite, de la part des tendances syndicales hégémoniques au début des années 80, de se poser en tant qu'héritières du mouvement syndical populiste. C'est sur la base de ce discours que ces groupes vont établir une différence entre eux et les jeunes militants de gauche dans les années qui suivront. On y

reviendra.

Le retour des leaders populistes et leur rapprochement avec les syndicalistes du pétrole de Bahia, eut pour conséquence la reproduction, dans ces années, d'anciens conflits entre leaders populistes. Ce fut notamment le cas des conflits opposant le président du STIEP, proche de Wilton Valença, à Mario Lima, après l'accession de celui-ci à la tête du SINDIPETRO en 1984. Cette divergence ira jusqu'au point où Mario Lima soutiendra une liste d'opposition lors des élections de 1984 au STIEP. On se souvient combien ces conflits furent importants dans les années populistes ; leur reproduction dans les années 80 est un signe de plus de la place que les leaders populistes réussirent à acquérir dans le syndicalisme des petroleiros de Bahia à cette époque.

14.6. Des conflits dans et sur le temps

Lors des élections de 1984, dans les deux syndicats des ouvriers du pétrole de Bahia, une caractéristique importante fut remarquée : le désir des deux listes gagnantes de se poser en tant qu'héritières du syndicalisme développé par les petroleiros bahianais dans les années 60, époque jusqu'alors considérée comme l'âge d'or des syndicats de ce groupe professionnel. Ce passé légendaire et mythique des ouvriers du pétrole constituera désormais un "point indépassable" de tous les débats sur les politiques syndicales.

Un autre point important, mis en valeur dans les discours tenus par les acteurs lors de ces élections, fut la place centrale qu'occupèrent les interprétations portant sur une grève survenue en juillet 1983 dans la raffinerie de Bahia.

Cette grève, déclenchée contre la politique économique du dernier gouvernement dictatorial du Brésil, notamment contre le contrôle des salaires des employés des entreprises nationales, fut durement réprimée ; dans les deux raffineries concernées - celle de Bahia et celle de Campinas, dans l'État de São Paulo - le gouvernement licencia plus de 300 ouvriers, dont 198 à Bahia ; il destitua aussi les directions syndicales et menaça d'emprisonnement les leaders syndicaux.

Ainsi, lors des premières élections, après cette grève, il fut "naturel" pour les syndicats des travailleurs du pétrole à Bahia qu'elle occupe une place privilégiée dans les débats. Pour les uns, elle attestait du manque d'expérience et de maturité politique de l'ancienne direction syndicale, liée à la gauche : vouloir entreprendre, seule, une action contre une dictature militaire, sans compter sur le soutien d'autres groupes de travailleurs, ne pouvait s'expliquer que par une conception avant-gardiste et irresponsable dont cette direction était partisane.

De ce fait, pour les tenants de ce discours, elle n'avait rien à voir avec les grèves menées au début des années 60 par les petroleiros où mobilisation de la base et responsabilité des leaders allaient de pair. D'ailleurs, la plupart des avantages dont bénéficiaient les employés de PETROBRAS avaient été acquis à cette époque. Raison pour laquelle il fallait restituer le pouvoir syndical aux anciens leaders, qui avaient été persécutés par la dictature et qui commençaient à réintégrer l'entreprise, en raison de l'amnistie politique.

Pour la gauche, à l'opposé, cette grève constituait un événement historique de première importance, même si elle avait eu pour conséquences l'intervention gouvernementale dans le syndicat et un grand nombre de licenciements. Pour eux, elle avait démontré que la prétendue volonté du gouvernement de restaurer la démocratie n'était autre qu'une stratégie pour tromper les travailleurs, et elle avait réussi dans le même temps à contrecarrer le gouvernement dans son projet de privatisation des compagnies nationales, dont PETROBRAS. Selon eux, elle avait réussi, de plus, à éviter un nombre encore plus important de licenciements, en obligeant le gouvernement à revenir sur ses projets de mise en oeuvre d'une politique de turn-over de l'emploi dans l'entreprise. Enfin, cette grève avait été importante, dans les discours de la gauche, car elle avait relancé les luttes sociales à travers le pays : la preuve en était la création de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) et la grève générale, la première au Brésil depuis 1964, qui s'ensuivit.

Ces deux façons d'appréhender un même événement, révèlent autre chose qu'une simple querelle entre factions syndicales rivales. Elles expriment aussi deux façons différentes d'envisager les syndicats et la politique, autrement dit, deux manières de concevoir la vie syndicale et la place des syndicats dans la société.

Aussi important que de rendre compte des divergences entre ces deux visions du monde, et de leur emprise sur les travailleurs, il est ici important de remarquer qu'elles se sont développées "dans et sur le temps". Dans le temps, car elles reflètent des points de vue sur l'action syndicale qui ont vu le jour à des périodes historiques différentes ; et sur le temps, car elles travaillent différemment le temps, à travers des interprétations divergentes d'événements passés et des propositions divergentes pour les actions futures.

Regardons donc de plus près les événements de juillet 1983 et observons comment ils furent interprétés par la suite.

14.7. La grève de 1983

En juillet 1983, en pleine dictature militaire, les ouvriers des raffineries de Paulínia (située dans l'État de São Paulo) et de Mataripe (à Bahia) ont mené une grève de 5 jours. Cette grève, la première réalisée dans l'entreprise du pétrole depuis le coup d'État de 1964, fut menée pour protester contre la politique économique du gouvernement, notamment contre des mesures mettant en cause les avantages des employés des entreprises nationales. Elle fut très violemment réprimée : outre l'intervention militaire dans les syndicats, les deux raffineries furent occupées par l'armée et près de 10 % du personnel (198 travailleurs à Mataripe et 126 à Paulínia) fut licencié.

A en juger par ces résultats, cette grève ne pourrait être considérée autrement que comme une grande défaite des syndicalistes. Mais cette expérience fut interprétée différemment dans les deux raffineries en question. Tandis que dans la raffinerie de Paulínia, la grève de 1983 restera gravée dans les représentations du groupe comme un moment héroïque, où la combativité et la politisation du syndicat et de la profession furent mises à l'épreuve (voir à ce propos l'étude de Brandt et Allii, 1990), dans la raffinerie

bahianaise, à l'inverse, la grève fut plutôt mal vécue. Elle sera, par la suite, reprise dans certains discours comme étant une grave erreur de la direction syndicale de l'époque, erreur qui, selon les tenants de ce discours, coûta l'emploi à presque "200 travailleurs et pères de familles".

Une des conséquences directes de ces deux manières d'envisager un événement vécu conjointement par les deux groupes, fut les résultats opposés lors des élections syndicales qui eurent lieu en 1984 dans les syndicats des deux raffineries. Tandis qu'à Bahia c'est le groupe de syndicalistes rassemblés autour d'un ancien leader syndical des années 60 qui emporte l'élection, dans la raffinerie de São Paulo, au contraire, non seulement ce sont les militants de gauche qui reprennent le contrôle du syndicat, mais de surcroît aucune autre tendance syndicale ne s'est présentée lors des élections.

A Bahia, les discours du groupe vainqueur de l'élection furent axés, durant la campagne électorale, sur la promesse d'un retour au "bon vieux temps" où les syndicats du pétrole étaient respectés et où les leaders syndicaux avaient un pouvoir de décision sur des questions liées à l'entreprise. Ainsi, dans ces discours, on discréditait les militants de gauche qui furent à la tête du syndicat lors de la grève de juillet 1983, leur reprochant une utilisation politique et partisane du mouvement syndical des ouvriers du pétrole. Dans un tract distribué par ce groupe, juste avant les élections, on pouvait lire la déclaration suivante, signée par un ancien président du syndicat :

<< Je soutiens le retour de Mário Lima à la tête de notre syndicat, parce que je crois que des ouvriers sans mémoire sont des ouvriers sans personnalité. Je me souviens bien des luttes menées par Mario Lima, surtout des grèves victorieuses, qui ont assuré la conquête de maints droits pour les travailleurs. Pour défendre la classe ouvrière il est nécessaire d'avoir beaucoup d'expérience, de compétence et d'équilibre psychologique, qualités de notre compagnon MÁRIO LIMA Pour ce que je connais de lui, il ne laissera jamais exploiter politiquement nos luttes syndicales, un mal qui caractérise notre syndicalisme aujourd'hui. (...) Il n'exposera pas, j'en suis sûr, la classe ouvrière à des humiliations et à la souffrance.>>.

Non seulement ce discours constituait un moyen pour rappeler l'action syndicale de celui qui était à la tête de la liste, une action interprétée par le groupe comme positive pour les travailleurs, mais il était aussi un moyen indirect pour critiquer les jeunes syndicalistes qui avaient dirigé la grève de 1983, présentée dans ces discours comme source "de souffrances et d'humiliations".

Quand on apprend que ce groupe remporte les élections à une large majorité, on peut se poser la question suivante : comment se fait-il que les ouvriers du pétrole de Bahia, contrairement à ceux de Campinas, aient pu, en peu de temps, changer d'avis sur la direction syndicale élue peu avant la grève de juillet 83 ? Comment se fait-il que l'invocation du passé à Bahia ait pu devenir si efficace dans les stratégies électorales ? Reprenant la question dans d'autres termes, qu'est-ce qui, dans le passé des ouvriers du pétrole de Bahia, les rendait sensibles aux appels d'un retour au passé ?

Pour répondre à ces questions, il nous semble important de revenir en arrière, de porter notre regard vers des temps anciens, révolus, mais restés dans la mémoire de ces ouvriers. C'est en effet de la comparaison entre un passé lointain (les années 60) et un

passé proche (1983) que les conflits à l'intérieur du syndicat des ouvriers du pétrole, dans les années 80, deviennent compréhensibles.

14.7.1. Une Action Syndicale basée sur le Conflit

L'histoire de la grève de 1983 commence en août 1982, avec l'arrivée à la tête du SINDIPETRO-BA (le syndicat rassemblant les travailleurs de l'industrie du raffinage dans l'État de Bahia) d'un groupe de militants de gauche³⁸¹. Ces militants, issus des mouvements sociaux qui s'étaient multipliés, à Bahia et partout au Brésil, vers la fin des années 70, étaient très engagés dans le renouvellement des pratiques syndicales et politiques ; cela, dans la mouvance des formes d'actions collectives déclenchées par les grèves de 1978 et 1979, dans la région de São Paulo. Cette tendance mettait en valeur aussi bien l'idée d'une organisation autonome des travailleurs que le besoin d'un retour immédiat du pays à la démocratie.

Pour les personnes engagées dans ce projet, l'autonomie de la société civile vis-à-vis de l'État était une idée centrale ; pour eux, l'autonomie de la classe ouvrière et des classes populaires était le seul moyen de lutter contre l'exploitation patronale et l'action répressive de l'État. Par autonomie, on entendait alors une participation plus active et indépendante des gens à la gestion et la résolution de leurs problèmes quotidiens, que ce soit les questions liées au travail ou celles liées à l'aménagement urbain, etc.

En outre, ils prêchaient l'unification des luttes de tous les "groupes exploités" de la société, notamment à travers la création d'un Parti des Travailleurs et d'une centrale syndicale unifiée ; ce qui était considéré comme un pas important dans le renouvellement de la structure du pouvoir politique et dans le démantèlement de la structure syndicale attachée à l'État, en vigueur dans le pays depuis les années 30.

Chez les ouvriers du pétrole de Bahia, ces idées seront diffusées dès lors que la gauche prendra le pouvoir en 1982. Voulant se démarquer des directions syndicales antérieures, les militants syndicaux de gauche essayeront de créer une culture du conflit chez les travailleurs du pétrole, tout en prenant leurs distances vis-à-vis des institutions gouvernementales.

Ce qui ne les empêchait pas de surenchérir sur le passé de luttes des petroleiros ; passé antérieur au coup d'État de 1964.

<< ... nous avons réalisé, avec succès, une assemblée la semaine dernière, où nous avons pris une décision historique : le nom du siège de notre syndicat ne sera plus "Ministre Arnaldo Prieto"³⁸². Le siège d'un syndicat de travailleurs doit porter le nom d'un travailleur. Désormais, le siège du SINDIPETRO-BA s'appellera Oswaldo Marques de Oliveira, juste hommage à celui qui fut le fondateur et le premier président de notre organisation.>>. (in : SINDIPETRO-BA INFORMATIF, janvier 1983).

³⁸¹ Ce groupe arrive au pouvoir avec une légitimité forte d'un succès électoral indiscutable : ils ont obtenu plus de 90 % des voix lors des élections syndicales réalisées en août 1982.

³⁸² *Hommage à un ancien ministre du travail du régime militaire.*

De toute façon, l'arrivée de la gauche à la tête du syndicat entraînera plusieurs changements ; ce sera l'époque où le journal du syndicat remplira un rôle important dans la stratégie de la direction syndicale pour faire avancer "le niveau de politisation" des ouvriers du pétrole. Ceci, sur un registre de discours où le besoin d'organisation des travailleurs sera souligné comme le seul moyen de contrer l'autoritarisme des groupes hégémoniques de l'État et des classes dominantes ; cela, aussi bien à l'échelle du pays qu'à l'intérieur de PETROBRAS, amenant la nouvelle direction du SIDIPETRO-BA à développer les thèmes les plus chers à la gauche brésilienne de l'époque.

Ainsi, par exemple, les plaidoyers pour la construction d'une centrale syndicale (unifiant les demandes politiques des travailleurs) et pour une participation plus effective des petroleiros aux activités syndicales seront très présents :

<< Le syndicat, en tant qu'institution représentative d'une classe, a la tâche de faire avancer les conquêtes salariales et sociales de ses représentés, ainsi que leur niveau de politisation. Pour réussir un tel objectif, le syndicat doit s'organiser et mobiliser ses associés à travers, surtout, leur participation effective aux prises de décisions. Nous savons cependant que les problèmes spécifiques à chaque profession sont insérés dans les problèmes généraux du pays. (...) la lutte menée par un syndicat isolé ne réussira pas à changer la conjoncture du pays. Pour cela, l'Union de tous les syndicats est nécessaire (...). Ainsi, nous construisons l'Unité Syndicale ici à Bahia, (...). Et à ce rythme, nous allons construire la CUT (Centrale Unique des Travailleurs).>> (in : Informatif SINDIPETRO³⁸³, décembre 1982).

Dans cette logique, il s'agira également de s'insurger contre certains aspects de la gestion du travail et de la relation syndicat/entreprise imposés par la direction régionale de PETROBRAS, contre la censure des bulletins d'information du syndicat, par exemple.

Par ce moyen, la distribution des publications syndicales, à l'intérieur de l'entreprise, était subordonnée à leur lecture préalable par le surintendant de la raffinerie. Cette pratique n'était pas récente, comme nous l'avons vu précédemment, elle était même courante depuis le début des années 70.

Très vraisemblablement, ce type de censure s'inscrivait dans le cadre d'une stratégie de contrôle de toutes les formes d'expression collective de la société civile qui, depuis le pouvoir central, irradiait l'ensemble des institutions, y compris les entreprises. Que ce contrôle ait perduré, durant toute la décennie 70, sans éveiller de manifestations publiques de résistance des syndicats des travailleurs de PETROBRAS est significatif, non seulement du type d'action syndicale qui prédominait (contrainte ou pas), mais aussi du degré réduit de liberté dont jouissaient ces syndicalistes. Cela constituait, en outre, un indice du type de gestion du travail de l'entreprise durant cette période ; étant donné l'importance de ce thème pour la compréhension des événements qui se sont déroulés à cette époque, nous y reviendrons.

Quoi qu'il en soit, c'est seulement au cours de la deuxième partie de l'année 1982 que des notes de protestation contre cette restriction de l'action syndicale apparaîtront dans les publications issues du SINDIPETRO-BA.

³⁸³ Il s'agit d'un tabloïd d'une seule feuille, publié par la direction du SINDIPETRO-BA.

Ainsi, si les premiers tracts distribués par la nouvelle direction syndicale portent encore des notes du type "avec censure préalable de la raffinerie de Mataripe", elles disparaîtront très vite. Dans le même temps, les critiques faites à l'administration de la RLAM³⁸⁴ deviendront très sévères, critiques qui portaient essentiellement sur les conditions de travail auxquelles les travailleurs étaient soumis et sur les rapports, tendus, entre le patron de la raffinerie et les responsables syndicaux.

Un bulletin d'information d'octobre 1982, le mois même de la prise de fonction de la nouvelle direction syndicale, caractérisait ainsi le surintendant de la RLAM :

<< Poursuivant sa campagne de démoralisation du SINDIPETRO, le surintendant de la Raffinerie vient de commettre encore un acte de violence injustifié, (...) confirmant ainsi tout ce que les travailleurs connaissent de lui : très souvent ses actes portent atteinte aux droits les plus sacrés des être humains ... (...) Compagnons, nous n'allons pas accepter cet acte. Ensemble nous allons vaincre le despotisme et l'autoritarisme ! Ensemble nous allons montrer que les "petroleiros" méritent plus de respect !>> (in : Informatif SINDIPETRO, octobre 1982).

La cause d'une telle indignation fut le non respect, par la direction de la RLAM, d'un accord signé entre la direction nationale de PETROBRAS et l'ensemble des syndicats des ouvriers du pétrole du pays. Selon cet accord, l'entreprise s'engageait à payer les salaires des responsables syndicaux qui, de par la loi, devaient se consacrer exclusivement au travail syndical (ce qui représentait trois responsables par syndicat). En plus de ces responsables, l'entreprise assurait aussi la mise en disponibilité syndicale et les salaires des délégués syndicaux. Dans le cas du SINDIPETRO-BA, ils étaient au nombre de deux.

Le conflit auquel la citation ci-dessus fait référence est né du refus du surintendant de Bahia de payer les salaires des trois responsables mis en disponibilité et de donner la possibilité aux deux délégués syndicaux d'assurer leurs mandats en les libérant de leur poste de travail.

L'attitude de la direction régionale de l'entreprise et la réaction du syndicat montrent à quel niveau était montée la tension entre eux.

Tout cela paraît confirmer les témoignages recueillis auprès de certains membres de cette direction : ils affirment que dès leur arrivée à la tête du syndicat ils ont essayé de changer les rapports de pouvoir entre le syndicat et l'entreprise ; ils auraient refusé, notamment, de publier des textes, dans le bulletin d'information syndical, moins revendicatifs et plus complaisants vis-à-vis des pratiques de gestion du surintendant de la RLAM. Malgré la menace de se voir refuser l'accès aux lieux de travail (ce qui, dans une unité industrielle située à 10 Km de la ville la plus proche et où les travailleurs, pour se rendre au travail, empruntaient les autobus mis à leur disposition par l'entreprise, rendait l'activité syndicale très difficile), ils auraient cessé de présenter leurs tracts aux responsables de la RLAM avant de les distribuer aux travailleurs.

En effet, parmi les bulletins d'informations préservés de l'action destructrice de la répression policière, lors de la grève de juillet 1983, la signature d'un responsable de l'entreprise autorisant la divulgation disparaît dès le deuxième bulletin publié par cette

³⁸⁴ Sigle de la Raffinerie de Mataripe

direction syndicale. Cela aurait déclenché une dégradation des rapports entre la direction du syndicat et la direction régionale de l'entreprise, entraînant notamment l'interdiction de distribution des bulletins syndicaux et, surtout, le refus d'accès à la raffinerie pour les trois responsables syndicaux libérés de leur poste de travail.

Comme nous l'avons vu, la tension entre le syndicat et la direction régionale de PETROBRAS atteint des sommets avec le refus de l'entreprise d'assurer le paiement des salaires des trois responsables syndicaux chargés des activités administratives du syndicat³⁸⁵. L'entreprise rompait ainsi avec une tradition de plus de deux décennies, sans compter que cette mesure allait à l'encontre de la convention collective signée par les représentants de PETROBRAS. Cela atteste d'une politique délibérée de l'entreprise visant à contrer les activités syndicales qui commençaient à devenir plus revendicatives.

Bien que ce problème ait été rapidement résolu, il confirmera l'existence de rapports difficiles entre la direction de la raffinerie Landulpho Alves et les nouveaux responsables du syndicat. Il démontrera aussi la volonté de l'entreprise d'éviter que l'activité syndicale des travailleurs de PETROBRAS ne suive le chemin ouvert par les syndicalistes de la région industrielle de São Paulo qui, comme on le sait, développaient un discours centré sur la lutte de classes.

Du point de vue de l'entreprise, cette crainte était tout à fait justifiée, car les nouveaux syndicalistes n'avaient jamais caché leur penchant pour les idées développées par le courant syndical qu'on a convenu d'appeler le "nouveau syndicalisme", tendance syndicale dont le président du Syndicat de la Métallurgie de São Bernardo, Lula, représentait la figure de proue. Ils étaient, en outre, très impliqués dans le processus de création d'une Centrale Syndicale dans le pays, qui aurait pour but de << répondre aux exigences posés aux travailleurs ...>>.

Dans un contexte où les syndicats avaient été empêchés de toute action revendicative "musclée" pendant près de 20 ans, la direction de l'entreprise avait du mal à accepter les formes de résistance que la nouvelle direction syndicale, à l'instar des secteurs les plus actifs du syndicalisme brésilien, commençait à mettre en oeuvre.

Cela d'autant plus que la nouvelle direction du SINDIPETRO-BA ne prétendait pas simplement participer au processus de réorganisation de la classe ouvrière dans le pays. Au niveau interne, elle affichait aussi la volonté de changer les modalités de gestion du travail dans la raffinerie, jugées trop autoritaires dans une période de retour à la démocratie.

Pour atteindre ces buts, les nouveaux responsables du syndicat ne voyaient qu'une seule alternative : le conflit, la mobilisation des travailleurs, en vue d'augmenter leur pouvoir de pression dans les rapports de force internes de l'entreprise.

<< Les directions syndicales, lors des réunions qui ont eu lieu avec les

³⁸⁵ Bien que la direction ait été composée de 20 personnes, trois seulement étaient, de par la loi syndicale, censées se consacrer intégralement à l'activité syndicale, les autres poursuivant leurs activités professionnelles ; ces responsables "non libérés" remplissaient, en effet, le rôle de délégués d'entreprise, tandis que les "responsables libérés" étaient responsables de la gestion administrative du syndicat. L'entreprise n'était pas obligée de payer les salaires des responsables libérés, mais elle le faisait depuis les années 60, l'ayant inscrit dans les conventions collectives depuis 1973.

responsables de l'entreprise, n'ont rien pu faire sinon argumenter avec des mots. Mais cela, nous le savons déjà, ne sert à rien. La profession doit se mobiliser et lutter pour que ses choix et décisions soient respectés !>>. (in : SINDIPETRO-BA INFORMATIF, janvier 1983).

Autrement dit, pour que l'entreprise prenne au sérieux les "choix et décisions" des travailleurs, ceux-ci devaient participer plus activement à la vie syndicale, seul moyen de rendre le syndicat suffisamment puissant pour affronter la direction de l'entreprise dans les luttes qui s'annonçaient. Faisant écho aux mots d'ordre des mouvements sociaux de l'époque, on prêchait ouvertement :

<< ... la mobilisation sur les lieux de travail, car c'est seulement ainsi que nous pourrions changer la situation actuelle>> (in : SINDIPETRO-BA INFORMATIF, janvier 1983).

En ce sens, plusieurs mesures seront tentées, mais une importance particulière a été accordée aux activités culturelles et sportives, censées pouvoir rapprocher les militants syndicaux des travailleurs de la base, car :

<< ... les activités sportives et culturelles sont un moyen important de rapprochement et de communication entre les compagnons.>> (in : SINDIPETRO-BA INFORMATIF, septembre 1982).

Cette stratégie allait dans le sens du renforcement des solidarités entre les travailleurs par le biais d'activités extérieures à l'espace de travail. Autrement dit, on prétendait étendre l'expérience syndicale aux domaines de la vie sociale non nécessairement liés au travail.

Ainsi, parmi les premières mesures de la nouvelle direction syndicale, on peut citer le soutien à la création de groupes de théâtre, de photographie, d'un club de cinéma - lequel devait présenter des films engagés - et la création d'un club de sport. Ce dernier allait constituer un outil important dans la stratégie du syndicat, surtout avec le championnat de football en salle, lequel eut un énorme succès auprès des travailleurs de la RLAM. Selon certains témoins, lors de la finale de ce championnat, dont les équipes étaient constituées exclusivement de travailleurs de la raffinerie, il y avait plus de 1000 personnes.

On peut imaginer l'importance d'un tel événement pour la direction du syndicat, car même lors des négociations salariales avec l'entreprise il était très rare de réunir un tel nombre de travailleurs. Ces événements non-syndicaux, constituaient des occasions rêvées pour recruter de nouveaux militants, pour établir des liens de confiance entre la direction syndicale et les ouvriers ainsi que pour renforcer les liens amicaux entre les travailleurs et les responsables syndicaux.

Nous retrouvons ici ce que des chercheurs très divers ont déjà remarqué : les rapports que les travailleurs établissent sur leurs lieux de travail, se renforcent parfois à partir de liens établis en dehors de ce cadre.

Ainsi, et pour rester dans le cadre des études sur la classe ouvrière au Brésil, les études de Sader (1988), de Maronni (1983), etc. montrent qu'en 1978 et 1979 dans la région de São Paulo, lors des premières grèves importantes qui se déroulèrent dans le pays après 1968, les liens entretenus par les ouvriers dans les quartiers furent très importants pour leur permettre de manifester leur résistance à la répression du gouvernement lors des fermetures des syndicats.

En ce qui concerne les ouvriers du pétrole de Bahia, étant donné que la majorité des "petroleiros" habitait Salvador, une ville de plus d'un million et demi d'habitants à cette époque, les contacts dans les quartiers étaient limités. Ainsi, les initiatives d'ordre artistique et sportif du syndicat remplissaient un rôle non négligeable pour faciliter les contacts entre les militants syndicaux et la base.

Cependant, ces activités associatives étaient également importantes pour une autre raison : elles modifiaient la façon d'envisager le syndicat. La nouvelle direction syndicale ne mettait pas seulement l'accent sur les questions liées au travail : dans son discours, elle prétendait avant tout créer des liens plus stables entre les "petroleiros", liens indispensables pour l'affrontement envisagé avec l'entreprise et le gouvernement. Elle prétendait aussi engager les petroleiros dans la mouvance de contestation de la dictature militaire et des rapports de pouvoirs en vigueur dans le pays.

De plus, en dehors du caractère contestataire de leurs discours, leurs actions extra-syndicales témoignaient du désir de créer une communauté symbolique, basée sur la notion de conscience de classe.

D'où l'accent mis sur le caractère "éducatif" des activités culturelles et sportives ; l'éducation envisagée comme un moyen pour augmenter la conscience de classe de la profession des petroleiros. Tel est le sens de cette note dans le bulletin d'information daté du 1/12/82 :

<< Compagnons : Nous sommes en train d'organiser le département culturel de notre syndicat. Étant donné que culture signifie avant tout participation et débat, il est fondamental que vous veniez y participer tout de suite. Votre participation est fondamentale, car nous prétendons discuter et développer l'activité culturelle comme une sorte de loisir compensateur à la bataille journalière d'un lourd travail ; mais elle est importante, surtout, parce que le loisir culturel nous éduque.>>

Mais la nouveauté, dans le contexte de PETROBRAS, de la pratique syndicale de cette direction ne se limite pas à son action de regroupement des travailleurs en dehors du cadre de travail. Dans la façon d'envisager le travail syndical commencent à apparaître des changements. Si auparavant les décisions et la gestion du quotidien du syndicat étaient une affaire exclusive des cinq responsables dits exécutifs (le président, son vice-président, le premier et le deuxième secrétaires, ainsi que le trésorier), après septembre 1982 commence à exister une volonté d'intégrer les autres membres de la direction dans les prises de décision. Selon certains responsables de cette période, cela allait jusqu'à admettre la participation des militants syndicaux dans les réunions de la direction avec même un droit de vote dans les prises de décision.

Cette "démocratisation" du processus de décisions syndicales était posée comme un moyen de responsabiliser les travailleurs. On argumentait que dans la mesure où les ouvriers pouvaient participer aux décisions les concernant, ils se sentaient plus responsables et plus engagés dans les actions proposées par le syndicat.

Car les mots d'ordre dominants, au sein d'une partie de la gauche brésilienne de cette époque - démocratisation des rapports sociaux, autonomie des mouvements sociaux, y compris du syndicalisme, etc. - constituaient des modèles pour les nouveaux responsables du SINDIPETRO-BA ; leur souci de développer la mobilisation et la

participation des travailleurs en témoin.

Si cet appel à la participation aux décisions syndicales était envisageable au niveau de la base, au niveau des membres de la direction, la non-participation aux activités syndicales était perçue comme une sorte de trahison. Ainsi, dans une lettre du début mai 1983, adressée à tous les membres de la direction du syndicat, les responsables exécutifs adressent une sévère critique à l'encontre d'un certain nombre de responsables absents régulièrement aux réunions de direction :

<< Compagnons : Lors de notre dernière réunion mensuelle de direction, nous avons lamentablement constaté l'absence de près de 50 % des responsables ; au vu de cela, nous avons décidé de convoquer une autre réunion, ..., où nous allons 'évaluer', de façon approfondie, tout le travail que notre direction est en train de développer ; cela dans un dialogue franc et ouvert, avec ceux qui ont, sincèrement, un véritable intérêt à la lutte des travailleurs (et nous avons la certitude que nous pouvons inclure ce cas de figure à toute notre direction).>>

On perçoit ici la vision quasi-messianique du syndicalisme que les militants de gauche développaient. Le syndicalisme était un moyen de faire avancer la conscience de classe des travailleurs, une manière d'oeuvrer pour un changement radical de la société ; de cette façon, les syndicalistes étaient porteurs d'une "mission historique" très importante :

<< ... nous savons bien que dans l'entreprise d'une tâche si importante et complexe comme l'est celle de diriger la lutte des ouvriers du raffinage, beaucoup d'erreurs sont commises et le seront encore ; après tout, nous essayons de redresser un syndicat qui tentait uniquement de résoudre les problèmes par le haut, dans lequel la base ouvrière ne se sentait impliquée ni dans la lutte générale des travailleurs ni dans ses luttes spécifiques. Nous ne pouvons oublier non plus que chacun de nous s'est engagé vis-à-vis de ses collègues ; si certains parmi nous ont commis des erreurs dans la conduite du processus, la grande majorité de notre direction pêche par omission et par désintérêt. Cela ne peut pas continuer, car nous, tous, savons que nous représentons pour beaucoup l'espoir de transformation. ... nous pensons que le compagnon ne manquera pas notre prochaine réunion, ..., pour que nous puissions, ensemble, continuer, d'une manière plus complète, cette noble tâche qu'est la politisation et l'organisation des petroleiros.>>

Cette citation témoigne non seulement de la culture du conflit des militants de gauche, mais aussi de la vision qu'ils avaient du travail syndical : la direction devait politiser les travailleurs, d'où les critiques à l'encontre de ceux qui ne se montraient pas à la hauteur d'une telle mission. Sur ce point on peut identifier une contradiction dans leur discours : en même temps qu'ils privilégiaient le besoin d'un retour aux problèmes concrets des gens, à l'autonomie des ouvriers, etc. ils se posaient comme porteurs d'une conscience de classe des travailleurs. Cependant, de leur point de vue, cette contradiction n'était qu'apparente, car le retour aux problèmes concrets était une manière d'éveiller l'attention des gens sur les "contradictions fondamentales" de la société.

Mais les citations ci-dessus révèlent aussi une certaine faiblesse des militants de gauche, car ils n'étaient pas capables de former une direction syndicale de 20 responsables composée seulement de militants de gauche. En réalité, la gauche, chez les ouvriers du raffinage ne dépassait pas une petite dizaine de personnes. Si ce groupe

possédait une grande légitimité (après tout ils avaient été élus avec 90 % des voix), ils étaient incapables d'engager un grand nombre de travailleurs, de façon plus active tout au moins, dans leurs projets politiques et syndicaux.

Ils le reconnaissent dans leurs propres bulletins d'information ; comme par exemple, dans celui où la direction fait le constat du peu d'écho, auprès des travailleurs, de l'annonce par le gouvernement de changements dans la politique salariale du pays :

<< ... nous, les petroleiros, continuons immobiles et sans comprendre les graves conséquences qui, dans les prochains jours, toucheront tous les ouvriers. Nous faisons ce constat, malheureusement. Nous n'arrivons même pas à nous mobiliser pour résoudre certains problèmes spécifiques à notre profession : la "non-libération" des délégués syndicaux, ...>> (In : SINDIPETRO-BA INFORMATIF, du début 1983).

Dans leur recherche des motifs de cette inertie, ils semblent convaincus que cet état de choses est le fait d'un manque de conscience des ouvriers de PETROBRAS. Dans le même bulletin d'information cité ci-dessus, ils essaient de comprendre ce qui se passe dans les termes suivants :

<< Lors de notre dernière assemblée, ..., pour débattre de certains problèmes spécifiques à la profession, n'étaient présents que 50 compagnons. Davantage que faire le simple constat que la profession n'est pas mobilisée, nous devons chercher à en comprendre les raisons : la peur ? Le manque de conscience d'une réalité difficile ? Des erreurs de la direction syndicale ? Peut-être... Et, qui sait, beaucoup plus. Nous savons qu'il est très ennuyeux de participer à des assemblées après une longue journée de travail. Surtout, pour participer à des assemblées qui, apparemment, n'amèneront pas de résultats et d'améliorations immédiats. Cependant, tant que nos assemblées seront vides, nous n'aurons de résultats ni à court, ni à moyen, ni à long terme. Nous allons obtenir, seulement, des résultats catastrophiques si nous, les ouvriers, ne nous battons pas ensemble pour contrer les actes arbitraires mis en pratique par la direction de PETROBRAS>>.(in : SINDIPETRO-BA INFORMATIF, 1983).

On observe ici, beaucoup plus qu'une stratégie de mobilisation de la profession, la difficulté pour les militants syndicaux de la gauche, qui consacraient à leurs idéaux une bonne partie de leur temps, de leur vie même, de comprendre pourquoi les travailleurs n'étaient pas prêts à agir comme eux face à des problèmes qui leur semblaient d'une "gravité extrême".

De ce fait, et malgré leurs discours et leur volonté affichée de construire de nouvelles pratiques syndicales, ils restaient encore proches des schémas d'organisation de l'avant-garde léniniste ; d'ailleurs, comme pour les révolutionnaires léninistes, ils se considéraient porteurs d'une mission historique : faire avancer la lutte et la conscience de classe des petroleiros, lesquels ne pouvaient l'atteindre par eux-mêmes.

Cependant, sur un point, ils différaient de la gauche du passé, du moins de la gauche brésilienne : ils n'avaient pas honte de reconnaître publiquement leur incapacité à mobiliser la base.

<< ... nous, les petroleiros, nous continuons sans mobilisation et sans comprendre les graves conséquences pour tous les travailleurs de la politique

économique du gouvernement. Malheureusement nous faisons ce constat. Nous ne nous mobilisons même pas pour traiter des problèmes spécifiques de la profession>> (SINDIPETRO-BA INFORMATIF, 1983).

Dans leur volonté d'établir un rapport plus démocratique avec les travailleurs, ils allaient jusqu'à remettre en question leur propre pratique. En vérité, la grande nouveauté de la gauche apparue à la fin des années 70 au Brésil, fut sa capacité à remettre en cause certaines de ses valeurs ; cela en vue d'établir un "vrai" dialogue avec les masses, avec le peuple.

On reconnaîtra ici l'influence et les contradictions de certains auteurs marxistes tels que Rosa Luxembourg par exemple, ainsi que l'influence de la Théologie de la Libération (pas, évidemment dans les aspects théologiques, mais dans la manière d'envisager les rapports avec le peuple, dans la volonté d'établir un "vrai" contact avec le peuple, etc.). Ces conceptions du monde marquèrent les discours qui se développaient au sein de la gauche brésilienne à cette époque, comme l'étude de Sader (1987) le montre.

Ces influences attestent des liens que certains membres de la direction des travailleurs du raffinage du pétrole de Bahia avaient, ou avaient eus, soit avec l'Église, soit avec le mouvement étudiant, soit avec les forces de gauche regroupées autour du Parti des Travailleurs (PT).

Ainsi, nous pouvons affirmer que les militants de gauche, chez les ouvriers du pétrole, à cette époque, se trouvaient tiraillés entre deux façons d'interpréter les rapports entre syndicalistes et base ouvrière : d'un côté, ils étaient issus d'une tradition de valorisation de la base, de démocratie directe, où "la base a toujours raison", etc. ; de l'autre, ils partageaient avec l'ensemble de la gauche brésilienne une vision avant-gardiste de l'organisation ouvrière, où la direction donnait le sens et l'orientation à la base.

Ces deux tendances, témoignent de "la diversité" des forces de gauche qui participaient à cette époque au processus de construction de la CUT et du PT, diversité également visible chez les ouvriers du pétrole.

La diversité de ce groupe de militants peut être perçue dès lors qu'on s'intéresse au parcours de quelques-uns d'entre eux. Ainsi, parmi les militants les plus engagés, on retrouve trois trajectoires typiques :

1. ceux qui sont allés vers le syndicalisme poussés par leur appartenance à des partis de gauche clandestins, lesquels essayaient ainsi d'augmenter leur pouvoir dans la société ;
2. ceux qui avant l'expérience syndicale avaient eu une certaine expérience politique dans le mouvement étudiant, ou dans des mouvements sociaux proches de l'Église ;
3. ceux qui commencent à participer au syndicalisme à partir de la fin des années 70, influencés par les grèves qui eurent lieu, à cette époque, chez les travailleurs de la métallurgie de São Paulo et par le début des négociations collectives à PETROBRASLe début des négociations collectives entre l'entreprise et les syndicats date de 1978 ; avant cette date, l'entreprise refusait de recevoir les leaders syndicaux pour négocier ; ce qu'elle faisait sous l'allégation que l'entreprise était contrainte de suivre la politique économique du gouvernement et que toute revendication syndicale,

au delà de ces limites, devait être adressée à la justice du travail, instance légale chargée d'évaluer ces revendications..

Ces trajectoires ont été établies à partir des entretiens avec les militants syndicaux de cette période. De ce fait, elles ne constituent pas des modèles statistiquement représentatifs, mais illustrent plutôt la façon dont les militants se représentaient leurs parcours, en justifiant leurs options de participer à la vie syndicale et politique. Ces parcours typiques sont donc autant des parcours qui nous éclairent sur les parcours des militants de gauche, qu'une des façons pour ces militants de se construire, a posteriori, un parcours légitimant leurs actions.

14. 7.2. Une gestion du travail trop autoritaire

La gestion du travail est mentionnée par pratiquement tous les personnes interviewés comme étant une des sources de conflits à PETROBRAS. Avant d'aborder cette question, quelques informations sont nécessaires. Ces informations ont été établis d'après les discours des acteurs eux-mêmes. De ce fait, elles sont tout autant des alibis, avancés a posteriori par les acteurs, que des indices sur la façon dont ils ressentaient certains problèmes à l'époque.

De cette manière, les références constantes des militants à la gestion du travail, ainsi qu'à la conjoncture socio-politique du pays, sont à la fois des manières "légitimes et légitimantes" de fonder l'identité sociale de l'opposition syndicale, dans ce début des années 80, et l'expression d'un certain malaise ressenti par le passé.

Tout cela pour dire que les références faites à la gestion du travail dans les discours des militants syndicaux doivent être comprises dans deux sens différents.

D'un côté, elles expriment une certaine inadaptation de ces militants aux rapports sociaux en vigueur à l'intérieur de PETROBRAS ; ces rapports étaient considérés comme trop autoritaires, trop contraignants vis-à-vis des travailleurs. En ce sens, nous pouvons parler d'une gestion du travail autoritaire, car elle était ressentie comme autoritaire par une partie des travailleurs de PETROBRAS. Parmi les personnes que nous avons pu interviewer pour réaliser cette recherche (y compris des ingénieurs et des non militants), il existe un consensus pour caractériser la gestion du travail des années 70 et du début des années 80 comme étant une "gestion trop autoritaire".

Une gestion est perçue comme plus ou moins autoritaire selon les modèles ou les idéaux de gestion avec lesquels les gens la comparent. Nous verrons que dans le cas des travailleurs du pétrole, ce modèle s'ancrait dans le passé, dans les histoires racontées par les anciens des années 50 et 60, où les conditions de travail étaient jugées plus humaines et plus avantageuses pour les travailleurs ; ce modèle se référait aussi au présent, car la libéralisation politique du pays, visible dès la fin des années 70, n'était pas compatible avec la perpétuation "de pratiques archaïques et autoritaires" de gestion.

Mais, en même temps, ces discours sur le caractère inhumain de cette gestion étaient pour les militants des arguments pour démontrer que leur manière d'envisager le problème était la bonne, que le militantisme syndical était le seul moyen pour lutter contre l'autoritarisme des "chefs" à PETROBRAS. A en juger par l'issue des événements, on

peut admettre que les militants ont bien réussi leur pari : leur élection en 1982 à la tête du syndicat du raffinage de pétrole à Bahia en constitue la preuve.

Quoiqu'il en soit, dans presque tous les discours recueillis, la gestion du travail était considérée comme trop autoritaire et inhumaine, non seulement dans les rapports avec les syndicats - comme nous l'avons vu précédemment - mais surtout dans les rapports quotidiens entre les responsables et leurs subordonnés, cette gestion de l'entreprise était mal perçue par les travailleurs.

Ces rapports apparaissent dans les discours des militants comme très hiérarchisés : la possibilité pour le travailleur de contester les décisions des responsables était minime. Selon eux, le leitmotiv de l'entreprise, à cette époque, était "les chefs ont toujours raison", ce qui favorisait l'abus de pouvoir de quelques-uns.

Pour certains militants, un conflit de génération était à l'origine de ces rapports conflictuels. Cela parce que l'arrivée, à partir des années 70, de jeunes ayant un niveau scolaire plus élevé que celui des anciens travailleurs - lesquels de par leur ancienneté occupaient des postes de chefs intermédiaires - a créé une certaine tension entre ces deux groupes.

Mais, en même temps, une pression était exercée sur les travailleurs les plus anciens qui bénéficiaient du statut de "stables"³⁸⁶ pour qu'ils acceptent la remise en cause de leur statut privilégié, contre une compensation financière. D'après certains de ces travailleurs, la stabilité de l'emploi les rendait plus résistants aux pratiques autoritaires des ingénieurs³⁸⁷.

Le secteur considéré comme le plus difficile de la RLAM, était le secteur de la maintenance. D'après les discours recueillis, les travailleurs y subissaient un véritable harcèlement. Leur temps était contrôlé dans les moindres détails (temps passé au toilette ou temps pris pour le café). Du reste, certains chefs de secteur avaient l'habitude, après les repas, de jeter le café restant afin d'éviter que les travailleurs ne cassent le rythme du travail en fournissant cette excuse.

Ce climat, dans le secteur de la maintenance, poussait les travailleurs à passer des concours internes pour changer de secteur, et aller en général vers l'opération, secteur jugé moins stressant et où il était plus facile de monter dans l'échelle professionnelle.

Un des critères que les personnes interviewées utilisent pour illustrer la hiérarchisation des rapports sociaux à PETROBRAS est l'existence de signes distinctifs : durant les années 70 et le début des années 80, l'entreprise adopta une politique de

³⁸⁶ Il s'agit du statut dont jouissaient les travailleurs ayant plus de 10 ans d'ancienneté, jusqu'en 1966 ; ces travailleurs ne pouvaient être licenciés, sauf en cas de faute grave ou moyennant une importante compensation financière. Ce système changera en 1966, mais les employés qui avaient plus de 10 ans d'ancienneté à cette époque ont continué de bénéficier de cette protection.

³⁸⁷ Dans l'imaginaire des travailleurs du pétrole de Bahia, nombreuses sont les "histoires" opposant des ingénieurs à des travailleurs "stables". Celle que nous trouvons la plus paradigmatique, est l'histoire d'un travailleur qui alla manger dans le réfectoire réservé aux ingénieurs et face à la résistance de l'un d'entre eux, contesta violemment ce privilège. Des faits comme celui-ci auraient été, selon certains, à l'origine du changement de politique de l'entreprise, éliminant la distinction entre le réfectoire des ingénieurs et celui des ouvriers.

visibilité des niveaux hiérarchiques des travailleurs, à travers l'usage de signes distinctifs pour chaque fonction. Ainsi, les ingénieurs étaient reconnus par la couleur de leurs badges et de leurs casques ; de même, les travailleurs dits de "supervision" avaient un casque de couleur différente et leurs fonctions inscrites dans le dos. D'autres fonctions encore étaient identifiées par une petite marque sur le casque, ou par d'autres formes de distinction.

Pour les syndicalistes, cette procédure avait un sens explicite : éviter que le personnel d'encadrement et de la supervision devienne solidaire des autres travailleurs ; la stratégie de l'entreprise visait, selon eux, au développement au sein de son personnel dit "de confiance", du sentiment qu'il représentait les intérêts de la compagnie à l'encontre des intérêts des autres travailleurs. Ce qui explique la mise en place par l'entreprise de cours réservés aux ingénieurs et aux superviseurs afin de renforcer leur adhésion aux politiques de gestion du travail mises en place par la direction régionale de PETROBRAS.

En raison de l'importance évidente de ce sujet, nous reviendrons sur la question de la gestion du travail à PETROBRAS plus tard. Mais d'ores et déjà il faut admettre qu'il est très difficile de saisir le sens de certaines pratiques de gestion dans l'entreprise. Non seulement parce que le sens donné à certaines mesures est subjectif, change en fonction du locuteur (pour les ingénieurs interviewés, ces mesures n'étaient pas si autoritaires que les militants le prétendent, etc.), mais aussi parce qu'on ne peut accéder à ces pratiques sinon de manière détournée, par le biais d'entretiens avec des personnages qui ont vécu l'époque ou par des documents préservés. La question est donc moins de savoir jusqu'à quel point les pratiques de gestion du travail étaient vraiment autoritaires que de voir comment cette perception est devenue dominante parmi les petroleiros.

En ce qui concerne les syndicats, la montée en puissance de la gauche syndicale chez les ouvriers du pétrole de Bahia, au début des années 80, témoigne de ce que la remise en question de la gestion du travail par la gauche avait une certaine répercussion sociale. Du moins, portée par un discours mettant en cause des pratiques jugées trop autoritaires, elle réussit à prendre le pouvoir syndical avec 90 % des voix exprimées.

Mais, au niveau théorique, nous pouvons penser que cela n'est pas du seul fait de la compétence de la gauche. Le discours de l'opposition syndicale prenait sens dans une conjoncture politique de démocratisation politique et de développement des mouvements sociaux. D'un certain point de vue, nous pouvons affirmer que, avec l'élection de la gauche à la tête du SINDIPETRO en 1982, la conjoncture politique brésilienne est internalisée à PETROBRAS.

14.7.3. De l'influence des conjonctures

Concernant la situation sociale dont il est question ici, nous pouvons parler de deux types d'influence d'éléments conjoncturels. Deux façons qui montrent et qui expliquent les changements de mentalité des ouvriers du pétrole de Bahia.

L'une de ces influences est la rencontre, dans différents contextes sociaux, entre les militants de partis politiques ou de mouvements sociaux et les personnes voulant participer plus activement à la vie politique et syndicale. Les trois histoires de vies citées plus haut témoignent de ces faits. Ainsi, l'ouverture politique et le regain d'importance des

mouvements sociaux favorisent les contacts et les échanges entre les personnes et entre les groupes politiques, rendant possibles les alliances et les constructions d'identités basées sur une même vision de l'avenir.

Une autre influence de la conjoncture socio-politique sur la réalité perçue par les travailleurs de PETROBRAS est qu'elle leur a fourni de nouveaux modèles d'action. A partir des transformations qui avaient lieu dans la société brésilienne, les travailleurs de PETROBRAS découvraient d'autres possibilités d'action. Ils découvraient aussi que les discours syndicaux de la gauche étaient réalisables, car cela se faisait déjà ailleurs.

Autrement dit, c'est par l'exemple de certaines pratiques que la conjoncture socio-politique d'un pays influence certains contextes ; ce sont les conjonctures sociale et politique qui rendent visibles des exemples, ou des modèles d'action. Ainsi, les mouvements de grève dans la région de São Paulo, vers la fin des années 70, témoignèrent qu'il était possible à nouveau de lancer des grèves dans le pays ; malgré la dictature et la répression, toujours possible, ces grèves furent des arguments importants dans les discours des militants de gauche.

D'ailleurs, la stratégie de la gauche consistait à établir la liaison entre ce que les travailleurs vivaient au niveau local et ce qui était vécu au niveau national. Autrement dit, elle donnait, dans son discours, de la résonance cognitive à ses idées syndicales ; cela, en rendant visibles les liens entre l'expérience des travailleurs sur le plan interne de l'entreprise et les transformations de la société brésilienne.

Dans leurs discours, si le pays commençait à se démocratiser, grâce aux luttes menées par les travailleurs, il était nécessaire que les ouvriers du pétrole apportent leur contribution, en s'engageant dans ce processus. C'est ainsi que le bulletin syndical de fin d'année pose cette question en 1982 :

<< L'année 1982 fut marquée par de grandes difficultés pour la classe ouvrière, laquelle a essayé de se battre avec les armes disponibles du moment.(...) Nous avons eu la montée de l'inflation, la croissance du chômage, de la misère, de la faim ; nous avons eu aussi la dégradation du système d'éducation et du système de santé dans le pays. Tout cela par la faute d'un gouvernement insensible à la souffrance du peuple ; un gouvernement contrôlé par l'impérialisme, ayant comme seul objectif celui de bien administrer les affaires du grand patronat national (...) Lors des élections du 15 novembre dernier nous avons vécu un climat nouveau, marqué par la redécouverte du vote. Cette pratique politique ne résoudra pas, seule, les grands problèmes de fond de la masse des travailleurs, mais elle pourra entraîner la maturité politique de tout le peuple brésilien, dans un processus où la Nation ne peut que gagner. Les perspectives pour 1983 sont celles d'une année encore plus difficile, exigeant que les travailleurs démontrent toute leur capacité de lutte. Les menaces de licenciement, de contrôle salarial, deviennent plus que de simples menaces avec l'acceptation par le pays des règles du FMI, un véritable alignement politique sur l'impérialisme. Mais, en même temps, 1983 est aussi l'année de la fondation de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) qui devra se concrétiser lors du II CONCLAT (le Congrès National de la Classe des Travailleurs). Nous avons la certitude que ce sera le plus important outil de lutte dont nous allons disposer dorénavant. Alors, il est

important que chacun de nous réfléchisse et participe à ce processus... Pour que nous puissions construire les conditions d'une année 1983 heureuse pour tous les travailleurs et leurs familles ... >> (in : SINDIPETRO-BA INFORMATIF, décembre 1982).

L'important succès de la gauche en 1982 et, plus encore avant la grève de 1983, fut d'avoir su propager cette conception des choses parmi les travailleurs de PETROBRAS, à tel point qu'il n'y avait pas d'opposition majeure à ce discours, du moins publique.

Non seulement au niveau de la politique nationale il fallait lutter pour des changements, mais au niveau de l'entreprise la mobilisation de la profession était indispensable pour réussir à changer les choses. Car il fallait que PETROBRAS suive les voies libéralisantes qui s'ouvraient dans le pays.

Ainsi, lors du changement de P.D.G. de la raffinerie, en novembre 1982, le syndicat fait publier un bulletin donnant des informations sur les contacts qui eurent lieu entre la direction du syndicat et le nouveau P.D.G., laissant penser que la censure pourrait s'arrêter :

<< Mardi dernier, (...) la direction de notre syndicat s'est réunie avec le nouveau surintendant de la RLAM.. Nous avons évoqué l'absurdité de la censure préalable de nos bulletins et de l'interdiction faite à nos responsables syndicaux d'accéder à la RLAM, mesures adoptées par Mr. N., l'ancien Surintendant de l'entreprise. Nous avons expliqué au nouveau Surintendant que la censure préalable à la presse syndicale va à l'encontre de la liberté de la presse aujourd'hui en vigueur dans le pays ...>> (in : SINDIPETRO-BA INFORMATIF, novembre 1982).

L'important dans cette citation est l'utilisation de l'argument de la démocratisation du pays qui se dessinait, pour demander une libéralisation des rapports entre la direction de l'entreprise et le syndicat. Cela illustre bien la manière dont une conjoncture sociale intervient dans des situations sociales concrètes : en offrant des exemples de nouveaux modèles de pratique, en donnant une visibilité à certains discours.

Les syndicalistes qui sont arrivés au pouvoir à cette période étaient des militants d'organisations de gauche ou de mouvements sociaux. Ils faisaient partie de la mouvance de renouvellement du syndicalisme et de la vie politique brésilienne qui naît vers la fin des années 70. Cependant, pour convaincre les autres travailleurs que leurs discours avaient du sens, il leur fallait montrer que ce discours avait une certaine cohérence vis-à-vis de la réalité sociale du pays. L'utilisation d'exemples liés à la conjoncture nationale, à la libéralisation politique et au renouveau d'une vie démocratique, remplissait ce rôle.

14.7.4. De la culture de lutte à la lutte : la grève de 1983

Dans ce contexte, les responsables de l'entreprise ne se trompaient pas sur les objectifs des syndicalistes qui prirent le contrôle du SINDIPETRO-BA en août 1982 : leur "culture du conflit", nourrie de la théorie marxiste de la lutte de classes, allait les pousser à mettre en question les formes de gestion du travail, sur le plan interne de l'entreprise, et à participer à des protestations contre le statu quo politique et économique au niveau de la société. Ce qui explique les difficultés auxquelles les responsables syndicaux furent confrontés à la RLAM et dans d'autres raffineries du pays³⁸⁸ : interdiction d'accès aux sites de l'entreprise pour les responsables "libérés" ; interdiction de distribution des

bulletins d'information des syndicats, dès lors qu'ils n'étaient pas lus préalablement par les responsables régionaux, etc.

Mais c'est seulement avec la grève de juillet 1983 que les militants syndicaux de gauche allaient pouvoir passer de la parole aux actes.

Officiellement, les raisons de cette grève sont liées à la mise en place, par le gouvernement, de lois contrôlant les salaires des employés et réduisant les avantages extra-salariaux pour les nouveaux embauchés des entreprises nationales. Mais les leaders syndicaux prétendaient aussi utiliser cette grève comme déclencheur d'une grève générale à travers le pays. Cette grève doit donc être étudiée dans l'interconnexion entre deux enjeux : un enjeu interne - celui qui mobilisait les travailleurs - et un enjeu externe - les discours que les leaders syndicaux prétendaient diffuser dans la société.

Le coup d'envoi de ce mouvement fut l'adoption par le gouvernement d'une politique économique de contrôle des salaires et de réduction des dépenses publiques. Avec la crise de la dette extérieure, déclenchée par la faillite mexicaine de 1982, l'équilibre de la balance des paiements du Brésil devient très difficile à contrôler. Pour éviter de se voir refuser de nouveaux crédits étrangers, le gouvernement passe des accords avec le Fonds Monétaire International (FMI), par lesquels le pays s'engage à contrôler ses dépenses publiques et à adopter une politique économique libérale en échange de nouveaux crédits.

Ainsi, dès février 1983, le gouvernement adopte une loi limitant les augmentations salariales qui doivent demeurer en-dessous des taux d'inflation. Cela provoquera une forte opposition de la part des syndicalistes brésiliens, qui essayeront de dépasser leurs divergences pour adopter des formes de luttes unifiées. Chez les syndicalistes revendiquant l'héritage des grèves de la fin des années 70 dans la région de São Paulo, reconnus comme porteurs du nouveau syndicalisme, cette unification des luttes passait nécessairement par la création d'une centrale syndicale unifiée (interdite par la législation du travail en vigueur) et par l'organisation d'une grève générale. Cet avis n'était pas partagé par tous les courants syndicaux du pays, surtout par ceux qui voyaient dans l'émergence du nouveau syndicalisme une menace.

Quoiqu'il en soit, de nouveaux décrets gouvernementaux touchant plus directement les travailleurs des entreprises nationales, vont pousser ceux-ci à multiplier les contacts entre syndicalistes de plusieurs groupes professionnels, soit lors de congrès de travailleurs, soit lors de réunions de dirigeants syndicaux, afin d'étudier des formes de protestations contre ces mesures.

Dans ces décrets de juin 1983, le gouvernement détermine la réduction des coûts et des investissements des entreprises nationales ; ainsi, tout nouvel investissement devait être préalablement autorisé par le gouvernement. De même, les salaires des employés étaient gelés, seuls étaient autorisés les réajustements dans des limites établies par le gouvernement et au-dessous des taux d'inflation. Dans ces décrets, le gouvernement réduisait les salaires et supprimait plusieurs avantages sociaux pour les travailleurs

³⁸⁸ L'entreprise avait également refusé de payer les salaires des responsables syndicaux des raffineries de Paulínia (dans l'État de São Paulo) et de celle du Ceará.

embauchés à partir de cette date.

L'ensemble de ces mesures sera interprété par les syndicalistes de PETROBRAS comme un moyen utilisé par le gouvernement pour réduire les coûts salariaux de l'entreprise par le biais du remplacement des travailleurs déjà embauchés par de nouveaux employés ayant des salaires plus bas et moins d'avantages sociaux. A la longue, la stratégie du gouvernement serait, selon les discours des syndicalistes, de privatiser PETROBRAS et les grandes entreprises nationales du pays afin de payer une partie de la dette extérieure.

Ainsi, avant même la publication des décrets cités (connus sous l'appellation de "décrets des entreprises nationales"), le SINDIPETRO-BA publiait la note suivante dans son journal d'information :

<< Il est clair, par les articles publiés dans les journaux, que le gouvernement a déjà préparé plusieurs décrets et que d'autres vont suivre. Le plus important de tous, le "décret du chômage" est né, avec pour cible nous autres, les travailleurs. La réduction des dépenses des entreprises nationales, ..., signifie la réduction du nombre d'employés de ces entreprises. Une réduction qui commence déjà à être préparée par PETROBRAS, avec la réduction des salaires des nouveaux employés. Cela ne touche pas seulement les nouveaux embauchés mais, aussi, les compagnons plus anciens. La stratégie de l'entreprise est claire : un ouvrier est embauché maintenant avec un salaire inférieur à celui d'un ouvrier qui réalise le même travail, mais a plus d'ancienneté. En fin de comptes, qui a plus de chances d'être licencié ?>> (in SINDIPETRO-BA INFORMATIF, 1983).

En même temps, les contacts pour organiser une grève de l'ensemble des travailleurs des entreprises nationales deviennent plus fréquents. Dès mars 1983 a lieu le I^{er} Congrès National des Travailleurs du Pétrole et de la Pétrochimie où sont discutées les revendications des travailleurs du secteur.

Le mois suivant, a lieu la IV^{ème} Rencontre Nationale des Travailleurs des Entreprises Nationales afin de discuter les projets gouvernementaux de contrôle des salaires et la politique de privatisation que certaines tendances du gouvernement prétendaient mettre en place, selon les journaux. Durant cette rencontre, l'idée d'une grève des travailleurs du secteur nationalisé commence à prendre corps.

Mais c'est seulement lors d'une rencontre entre leaders syndicaux du pétrole et de la pétrochimie, réalisée le 29 juin 1983, qu'une date est fixée, entre les différentes tendances syndicales, pour réaliser une grève de protestation : le 17 juillet. Cela, sous condition que le décret gouvernemental ne soit pas publié avant : dans ce cas tous les syndicats du pétrole et de la pétrochimie devraient décréter une grève illimitée.

Un jour après la tenue de cette rencontre, le gouvernement publie les décrets des "entreprises nationales". Suite à quoi, les dirigeants syndicaux du pétrole s'accordent pour avancer leur mouvement au 7 juillet. Dans la raffinerie de Paulinia, dans l'État de São Paulo, pour des raisons locales, la grève commence le 6 juillet, un jour avant la date prévue pour la grève de PETROBRAS dans l'ensemble du pays.

La réaction du gouvernement ne se fait pas attendre. Avec l'arrêt, le 5 juillet, des travailleurs postés de la raffinerie de Paulinia, est décrétée l'intervention du Ministère du

Travail dans le syndicat représentant les travailleurs de cette unité industrielle. En outre, 27 travailleurs (toute la direction syndicale, plus des militants) sont licenciés le 6 juillet. En réponse, les syndicalistes de Paulinia décident de radicaliser le mouvement, en arrêtant complètement la production de la raffinerie.

A Bahia, les travailleurs de plusieurs entreprises nationales organisent, le 6 juillet, une assemblée conjointe pour évaluer la situation nationale. Lors de cette assemblée, seul le syndicat des travailleurs de la raffinerie de Mataripe affirme avoir une mobilisation suffisante pour entrer immédiatement en grève. Au vu de cela, tandis que les travailleurs de la raffinerie décident d'arrêter leurs activités dès le lendemain, les autres travailleurs, y compris ceux de PETROBRAS liés à la production de pétrole, s'engagent à augmenter leurs efforts pour mobiliser leurs bases afin de pouvoir participer, le plus vite possible, à la grève.

Les procédures pour l'arrêt de la raffinerie se mettent en place dès le soir du 6 juillet. La direction régionale de l'entreprise, prévoyant l'adhésion du SINDIPETRO-BA à la grève, prend la décision de retenir deux groupes de travailleurs de chaque opération par postes, afin d'assurer le fonctionnement de la raffinerie en cas de grève. En réponse à cette décision, les autres travailleurs décident de rester dans la raffinerie, pour éviter que l'entreprise n'exerce des pressions sur les opérateurs. Dans la pratique, cela signifiait que le contrôle de la raffinerie était entre les mains des leaders syndicaux. Ainsi, dès le matin du 7 juillet la production de la RLAM commence à s'arrêter, d'autant plus que la direction centrale de l'entreprise avait décidé, selon certains ingénieurs, par mesure de sécurité, de ne pas maintenir les unités industrielles en activité.

A Bahia, également, la répression gouvernementale ne se fera pas attendre. L'intervention du Ministère du travail dans le SINDIPETRO-BA est signée dès le 7 juillet, en même temps que l'entreprise publie les premières listes de licenciés. De plus, l'entreprise déploie 1.000 policiers pour occuper les installations de la raffinerie, obligeant les travailleurs qui s'y trouvaient à partir. La police sera aussi mobilisée pour décourager l'action des militants syndicaux. Afin d'éviter les piquets de grève, deux policiers se trouvaient dans tous les cars assurant le transport des travailleurs, entre la raffinerie et Salvador.

De leur côté, les syndicalistes résistaient de leur mieux. Dans l'attente de l'entrée en grève d'autres unités de PETROBRAS, ils réalisaient des assemblées tous les jours à Salvador, essayant ainsi d'établir des 'canaux' d'information avec la base et de briser l'action démobilisatrice de la presse et des lettres envoyées par l'entreprise aux salariés.

Cependant, face à l'isolement du mouvement - seuls les travailleurs de la métallurgie de l'ABC de São Paulo ont organisé une grève en solidarité aux petroleiros - et face à la menace de l'entreprise d'accroître encore le nombre de licenciements (ils étaient déjà 198 - sur un effectif de 2.300 employés - à la raffinerie de Bahia), les syndicalistes décident d'arrêter la grève le 11 juillet.

D'autant plus que les travailleurs de la raffinerie de Paulinia et les "métallos" de l'ABC décident la même chose et que les syndicalistes rencontrèrent de difficultés, à Bahia, pour empêcher que les travailleurs n'aillent travailler. Témoin de ces difficultés, l'assemblée qui décide la fin de la grève ne comptait que 300 travailleurs.

La grève terminée, la reprise du travail fut vécue comme très humiliante par les travailleurs. Selon certains témoignages, les travailleurs furent obligés de passer entre deux files de soldats de la police militaire et de donner leur nom au chef du service du personnel, qui se trouvait en bout des files pour vérifier la liste des licenciés. Cette liste établie dans le but d'affaiblir la direction et les militants syndicaux, ainsi que les travailleurs "stables" explique le fait que certaines personnes, en vacances lors de la grève, furent également licenciées.

Ainsi, avec le syndicat sous le contrôle du Ministère du Travail et avec le licenciement de toute leur direction et des principaux militants, les syndicalistes n'avaient pas beaucoup de moyens pour établir des contacts avec la base. D'autant plus que si le représentant du gouvernement, désigné par le Ministère du Travail pour diriger le syndicat jusqu'à l'organisation des prochaines élections, acceptait de faire appel à la base pour organiser des dons afin d'assurer la maintenance des licenciés, il n'était pas prêt à légitimer la grève et la position de la gauche.

Au niveau du mouvement syndical national des ouvriers du pétrole, cette grève allait donner d'importantes leçons aux syndicalistes. Il devint très clair que seuls les mouvements pouvant compter sur la participation de la majorité des travailleurs de PETROBRAS dans le pays pouvaient empêcher une action répressive du gouvernement. Ainsi, tout au long des années 80, les tendances syndicales présentes chez les travailleurs du pétrole vont essayer de construire des organisations de coordination nationale.

14.8. Le retour dans le temps

C'est dans ce contexte que le discours mettant en cause la politisation de la grève par l'ancienne direction syndicale commence à gagner du terrain au sein des travailleurs de la raffinerie de Bahia. Dans ces discours, le fait que la grève de juillet 83 ait été seulement réalisée par trois directions syndicales liées au Parti des Travailleurs (les syndicats des petroleiros de Paulinia et Mataripe et le syndicat des Métallurgistes de São Bernardo, à São Paulo), démontrait que cette grève était un moyen d'affirmation politique de cette tendance syndicale.

D'ailleurs, selon certaines notes parues dans la presse nationale, les syndicats non alignés avec le PT n'avaient pas voulu participer à ce mouvement parce que, selon leurs analyses, les tendances liées au PT voulaient avoir le privilège du déclenchement d'une grève générale dans le pays.

Autrement dit, dans l'évaluation du mouvement de juillet 83 par les travailleurs de Mataripe, l'idée selon laquelle cette grève ne fut rien d'autre qu'un moyen pour les principales tendances du syndicalisme brésilien de tester leur réel pouvoir sur l'échiquier syndical du pays est devenue prépondérante. Dans cette optique, les travailleurs de Mataripe, y compris la grande majorité de ceux qui perdirent leur emploi, avaient été manipulés par le PT, lequel voulait prouver, par la grève, sa suprématie dans le mouvement syndical brésilien. Cela était tellement vrai, d'après cette interprétation, que la première grève générale, après 1964, fut réalisée le 21 juillet, seulement 10 jours après la

fin de la grève des travailleurs du pétrole. De même, la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), regroupant seulement les syndicalistes proches du PT fut créée en août 1983.

Ainsi, dans ces discours, l'échec politique et syndical que représenta la grève de 1983, n'eut qu'un seul bénéficiaire : le PT et son aile syndicale. Les grands perdants étaient les travailleurs du pétrole.

Après la fin de la grève, le syndicat resta sous le contrôle du Ministère du Travail jusqu'en juin 1984, date des élections pour le choix d'une nouvelle direction syndicale, élections dont on connaît l'issue.

Cette interprétation des événements de juillet 83, dominante dans la presse et chez les travailleurs du pétrole de Bahia, allait constituer la plus importante faiblesse politique de la gauche syndicale chez les petroleiros. Pendant longtemps, il ne suffira pas de crier à la trahison des leaders syndicaux "pelegos"³⁸⁹, ni à l'importance politique du mouvement³⁹⁰ ; car une bonne partie des travailleurs la jugeait trop radicale, trop proche des intérêts politiques du PT. Le résultat des élections de 1984 - où la liste de la gauche n'eut que 30 % des voix, contre 70 % données à l'autre liste - en est un bon indice.

Cependant, il serait erroné de vouloir expliquer l'issue des élections syndicales de 1984 chez les petroleiros de Bahia par la seule déception de ces travailleurs vis-à-vis des méthodes politiques et syndicales de la gauche. Non que cette déception n'ait pas joué un rôle important : les travailleurs ne pouvaient pas rester indifférents devant le licenciement de 10 % du personnel de la raffinerie. Mais, comme le montre l'exemple de la raffinerie de Paulinia, où la gauche - ayant affronté les mêmes problèmes que ceux des travailleurs du pétrole de Bahia - sortit de la grève avec une légitimité renforcée, le sens donné à une déception ne va pas de soi.

La grande différence entre Mataripe et Paulinia, est que dans la première Raffinerie cette déception était incarnée par des personnes qui avaient été des leaders syndicaux dans les années 60 à Bahia ; cela, avant 1964, période où le pouvoir syndical des petroleiros bahianais était très important. Dès lors, la déception des travailleurs du pétrole de Bahia s'est construite sur la comparaison entre un passé glorieux et un présent fait d'humiliations pour les petroleiros.

De ceci, même les militants de gauche s'en rendirent compte :

<< ... à un certain moment, le gouvernement arrête l'intervention et organise des élections. Dans cette élection, le personnel qui avait été licencié constitue une liste ; c'est-à-dire, l'ancienne direction, plus quelques licenciés et d'autres travailleurs non licenciés. (...) L'autre liste fut organisée par un ancien leader syndical du SINDIPETRO, de l'époque de 1964 ; lequel, après avoir été écarté de

³⁸⁹ L'un des dirigeants du SINDIPETRO-BA en 1983, dira : << ... ce que nous avons compris, c'est que les syndicats qui s'étaient engagés à participer au mouvement ne l'ont pas fait ; par exemple, le SINDIPETRO de Minas Gerais et celui de la raffinerie de Cubatão, dans l'État de São Paulo ; ainsi que celui du Rio Grande do Sul et d'autres encore. Là-bas, dans ces syndicats, les assemblées des travailleurs ont décidé la grève et les directions syndicales ne l'ont pas faite.>>.

³⁹⁰ Jugée par eux comme étant nécessaire pour empêcher la mise en application par le gouvernement d'une politique de licenciements massifs à PETROBRAS et, à long terme, de privatisation de l'entreprise.

l'entreprise pendant longtemps, y revint en 1982. Pendant que nous étions à la tête du syndicat, il n'avait pas de place dans les activités syndicales de la raffinerie. Mais, ce que nous avons senti c'est que cet ancien leader syndical essaya de se relégitimer en dénigrant la nouvelle direction. Surtout, en affirmant qu'il était une personne responsable, en raison du travail et de l'histoire qui avaient été les siens avant 1964 ; en affirmant aussi que nous étions des "aventuriers", que nous étions entrés dans le syndicat pour faire la grève pour la grève, et en cataloguant la grève comme étant une grève du PT. (...) Ce discours, de cet ancien leader syndical, a eu un grand retentissement chez les travailleurs. (...) ... dans le cas de Paulinia, il n'y avait pas d'autres références syndicales, alors tout le monde s'est rangé sous la bannière de la direction syndicale, la seule référence de la base. Dans notre cas, il y avait le leader charismatique qui est Mário Lima ; il avait une histoire, car il avait été dépossédé de ses droits politiques, licencié, pourchassé, torturé, etc. ; la base le respectait, surtout les anciens travailleurs de la raffinerie ...>> (entretien d'un militant).

Malgré le fait que ce discours ne peut pas être compris en dehors du cadre d'auto-justification d'un échec électoral par un militant de gauche, il nous semble qu'il touche à l'essence même du problème. Les discours et les évaluations de "Mário Lima" devenaient crédibles parce qu'il "avait une histoire", parce qu'il était un leader légitimé par le passé, par "son" passé. Ceci surtout vis-à-vis des travailleurs les plus anciens et des retraités³⁹¹, car c'étaient eux qui <<avaient vécu l'époque de Mário Lima>>.

Autrement dit, c'est par la réactualisation d'une certaine mémoire collective que l'ancien leader syndical réussit son pari de redevenir une référence politique et syndicale chez les travailleurs du pétrole de Bahia.

Mais la réactivation de cette mémoire et de ce passé chargé de représentations sociales positives ne devient possible qu'à partir du moment où les nouvelles pratiques syndicales et politiques de la gauche (aussi bien à PETROBRAS que dans l'ensemble de la société brésilienne) montrent leurs limites et leurs risques. C'est à partir du moment où les petroleiros commencent à douter de leur présent et des projets d'avenir proposés par la gauche que des pratiques passées se constituent en modèles d'action pertinents.

15. Le retour dans le temps : la reproduction du syndicalisme populiste chez les travailleurs du pétrole de Bahia (1984-1990).

15.1. Le populisme dans une autre conjoncture.

La période d'après 1984 sera marquée par l'existence de profonds clivages au sein des

³⁹¹ Lesquels avaient droit de vote dans les élections du syndicat et, en 1984, représentaient 23 % du collège électoral du SINDIPETRO.

travailleurs du pétrole de Bahia. Le retour en force d'anciens leaders syndicaux – et la conséquente revalorisation des pratiques syndicales du début des années 60 – s'opère dans un contexte complètement différent. D'une part, au niveau interne, l'opposition syndicale, organisée et intégrée aux débats syndicaux nationaux, est porteuse de visions et de propositions divergentes de celles défendues par les syndicalistes. D'autre part, au niveau externe, une conjoncture de grave crise économique (absence de croissance, accélération de l'inflation, chute du pouvoir d'achat des travailleurs, etc.) rend très mobilisateurs les débats syndicaux sur les alternatives aux politiques gouvernementales. Ces débats vont opposer notamment les défenseurs de la CUT à ceux de la CGT, au niveau national ; à PETROBRAS, ces débats vont se matérialiser par des divergences entre opposition de gauche et directions syndicales.

Ainsi, le contexte des années 80 était très différent de celui des années 60, où, malgré des querelles pour le pouvoir, prédominait une certaine unanimité au sein du mouvement ouvrier ; unanimité tissée autour de l'importance du nationalisme pour le développement du pays et du soutien nécessaire aux politiciens populistes.

Malgré cela, la stratégie adoptée par les leaders syndicaux populistes, arrivés aux syndicats en 1984 (soit directement, comme au SINDIPETRO, ou indirectement, comme au STIEP), sera centrée sur la volonté de reprendre les pratiques et les discours qui avaient fait la force des syndicats des petroleiros par le passé.

Ce retour dans le temps s'est fait par l'opposition entre le passé et le présent des travailleurs du pétrole ; par une interprétation négative de la grève de 1983, par rapport aux grèves "victorieuses" du passé.

<<Pourquoi la raffinerie de Mataripe, depuis 1983, n'a-t-elle pas eu l'opportunité de faire une grève ? A cause du traumatisme provoqué par une grève sans issue favorable aux travailleurs. De telles grèves laissent un traumatisme très important dans la base, voilà une chose que certains leaders syndicaux ne veulent pas voir. Alors, quand on a la préoccupation de ne pas faire de grèves sans issues favorables aux travailleurs, c'est parce que tous les syndicats qui réalisent ces grèves mettent des années pour s'en remettre. La facilité avec laquelle on réalisait des grèves à l'époque (dans les années 60) était une conséquence du fait qu'on ne connaissait pas de grèves avec des défaites des syndicats.>> (Entretien avec un leader syndical des petroleiros entre 1959-1964 et à nouveau entre 1984 et 1990).

Cette opposition entre le passé et l'après grève de 1983, constituera même un des principaux éléments du discours de légitimation des syndicalistes populistes après 1984. Ainsi, au début de l'année 85, la direction du syndicat, en réponse aux critiques de la gauche, tiendra le discours suivant dans le journal d'information de la base :

<<Les petroleiros ont bien en mémoire leur action (des syndicalistes de gauche) radicale et irresponsable durant la courte période où ils ont été à la tête de notre organisation représentative. Restent vifs aussi les souvenirs des difficultés vécues par les compagnons licenciés, surtout ceux qui ne faisaient pas partie de la direction syndicale, en conséquence de la grève de 1983. Est-ce qu'ils (les syndicalistes de gauche) pensent que le travailleur de Mataripe n'a pas de mémoire ? Ils se trompent. Les travailleurs suivent, même à distance, notre

travail pour soulever le SINDIPETRO, ..., afin de le rendre actif, puissant et respecté, comme il le fut par le passé. >> (In : SINDIPETRO-BA INFORMATIF, 01/85).

Cette manière de concevoir l'action syndicale des petroleiros de Bahia sera dominante jusqu'à la fin des années 80, quand la reprise des mouvements de masse par les syndicats des travailleurs du pétrole³⁹² dépassera la stratégie populiste.

15.2. La prise du pouvoir syndical par les populistes chez les petroleiros de Bahia

Les syndicalistes défendant des idées populistes arrivent à la tête des syndicats du pétrole en 1984. Comme on l'a vu antérieurement, dans le cas du SINDIPETRO, cela s'est fait par le retour, à l'entreprise, du principal leader syndical du raffinage du pétrole de Bahia dans les années 60 et par l'opposition de celui-ci aux groupes de gauche qui avaient organisé la grève de 1983.

Au STIEP, le rapprochement entre les leaders syndicaux et d'anciens leaders populistes s'organise dans le cadre des mouvements pour l'application de la loi d'amnistie à PETROBRAS. Ce rapprochement entre les leaders syndicaux issus de la période bureaucratique des années 70 et les populistes n'était pas complètement désintéressé : du côté des populistes il signifiait une aide institutionnelle de grande importance pour faire pression sur la compagnie et sur le gouvernement qui posaient des difficultés à reconnaître le caractère politique des licenciements des syndicalistes après 1964 ; du côté des syndicalistes, ce rapprochement était un moyen de profiter du passé des populistes pour augmenter leur légitimité auprès des travailleurs les plus âgés de PETROBRAS.

Mais, à l'opposé de ce qui s'est passé au SINDIPETRO, le rapprochement entre syndicalistes et populistes n'a pas signifié un conflit immédiat avec les militants de gauche. Bien au contraire, la stratégie adoptée fut d'inviter les militants à participer aux directions syndicales, afin de les intégrer à la politique syndicale mise en place et d'augmenter l'influence des leaders syndicaux sur les travailleurs les plus jeunes de l'entreprise. Cette proximité entre la gauche et les syndicalistes du STIEP fut facilitée par la participation de ces derniers au processus initial de création du PT et de la CUT, ce qui favorisera des liens et des contacts personnels entre les deux groupes.

Quoi qu'il en soit, le fait est que les deux listes gagnantes en 1984 arrivent au pouvoir avec une forte légitimité. Un indice de cela est qu'elles obtiennent une large majorité des voix exprimées : au SINDIPETRO, la liste de l'ancien leader syndical obtient 80 % des voix et, au STIEP, la liste des syndicalistes en place obtient 70 % des voix.

A partir de 1985, avec le retour de la démocratie, des contacts entre les syndicalistes du pétrole et les nouveaux maîtres du pouvoir rendent possible l'application intégrale de la loi d'amnistie à tous les travailleurs licenciés pour raisons politiques entre 1964 et 1979. Cela permettra le retour à l'entreprise de la grande majorité des militants et syndicalistes

³⁹² Cela, en résonance avec la banalisation et l'explosion du nombre de grèves dans le pays, entre 1988 et 1991.

écartés durant la dictature ³⁹³. On obtient de même la promesse de l'entreprise de réembaucher tous les travailleurs licenciés lors de la grève de 1983.

Sur le plan syndical, d'une part, ces faits vont favoriser le rapprochement entre leaders syndicaux et les militants et syndicalistes de l'époque du populisme ; d'autre part, ils vont légitimer les discours des syndicalistes en place, mettant en avant la nécessité du dialogue avec le gouvernement et l'entreprise, pour la résolution des problèmes des travailleurs. Cela dans une volonté explicite de prendre de la distance vis-à-vis des discours et des pratiques des syndicalistes et militants proches de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs).

La conjonction de ces deux tendances accentuera les divergences entre la gauche et les autres tendances syndicales au sein des petroleiros de Bahia. Ainsi, le groupe de gauche du SINDIPETRO publie, dès la fin 1984, un journal d'opposition syndicale critique à l'égard de la direction du syndicat. Ce journal, imprimé dans des syndicats de Bahia liés à la CUT, deviendra dès lors un symbole de l'existence formelle de l'opposition ; laquelle essayait ainsi de mettre en place une sorte d'alter-ego de la direction syndicale : ces journaux étaient centrés sur les commentaires et critiques des décisions et actions des responsables syndicaux.

De même, au sein du STIEP, un fois passée la phase de rapprochement électoral entre syndicalistes et militants de gauche, les divisions internes de la direction du syndicat commencent à émerger. Suite à des querelles internes, en 1986, le président du syndicat rétrograde trois militants de la gauche, délégués syndicaux libérés, aux postes de simples délégués syndicaux. La gauche contre-attaque par le biais d'une "pétition" signée par 2.000 travailleurs (sur un total de 7.500 syndiqués), demandant la tenue d'une assemblée pour réévaluer la question. Face au refus de la direction d'obtempérer, les militants fondent un groupe d'opposition et commencent à publier régulièrement des journaux critiques à l'égard des syndicalistes, lesquels se rapprochent davantage des populistes et des représentants des retraités.

Dès lors, la vie syndicale des travailleurs du pétrole de Bahia deviendra très marquée par les querelles entre opposition de gauche et leaders syndicaux revendiquant l'héritage de la tradition syndicale populiste. En dehors de conflits d'intérêts personnels ou politiques entre groupes syndicaux, ces querelles étaient aussi l'expression de conceptions différentes de l'activité syndicale et de l'insertion des travailleurs dans les rapports de pouvoir de la société. Elles étaient, de même, l'expression de positionnements différents vis-à-vis du passé syndical du groupe.

15.3. La stratégie des syndicalistes populistes.

La fin de la grève de 1983, dans les conditions que nous connaissons, allait marquer un ralentissement des mouvements de masse des travailleurs du pétrole de Bahia. Dans une conjoncture où les grèves et mobilisations ouvrières devenaient courantes dans la société

³⁹³ Jusqu'alors, seuls ceux qui avaient réussi à obtenir des avis favorables de la justice avaient réussi à être réembauchés par PETROBRAS.

brésilienne – profitant du retour de la démocratie, en 1985 – les travailleurs du pétrole faisaient figure d'exception parmi les grands groupes socioprofessionnels de Bahia.

Le tableau ci-dessous, établi à partir de données citées par Castro (1995), atteste du retrait du mouvement syndical des travailleurs du pétrole. Ce tableau montre le nombre d'articles parus dans la presse de Bahia à propos des actions collectives (grèves, assemblées et autres formes de mobilisation) des travailleurs industriels, y compris les petroleiros, dans l'État.

Actions collectives des petroleiros publiées dans le journal A TARDE (1980-1985).

Groupe socioprofessionnelle	année/Nombre de MOBILISATIONS					
	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Petroleiros	8	2	2	17	0	2
Autres	27	19	14	79	34	69
TOTAL	35	21	16	96	34	69
Source : Castro, 1995 : 50.						

Ainsi, les nouvelles directions syndicales élues en 1984, allaient se confronter à la difficulté de mobiliser des travailleurs ; cela, en contradiction avec le fait que les mobilisations de masse devenaient fréquentes au niveau national.

Cela est surtout vrai en ce qui concerne les travailleurs de la raffinerie de Mataripe, où 198 ouvriers furent licenciés en raison de la grève, et où le syndicat resta sous intervention du Ministère du Travail presque un an. En 1984, peu de temps après les élections, la direction du SINDIPETRO fait publier la note suivante dans son journal d'information, à propos d'une assemblée où seules 48 personnes étaient présentes :

**<< Compagnons : comme nous nous y attendions, notre assemblée fut le reflet du climat d'insécurité encore en vigueur parmi les travailleurs, provoqué par les licenciements de juillet 1983, lors de la grève. Pour un syndicaliste sans expérience, cela serait un coup difficile, ce qui pourrait provoquer un découragement pour affronter les luttes ouvrières. Toutefois, pour nous, une direction élue avec 2/3 des voix, cela est parfaitement compréhensible ; cela nous oblige à nous mettre au travail avec courage, compétence et responsabilité afin de démontrer à nos compagnons que nous méritons leur confiance et que nous puissions obtenir, en échange, leur nécessaire et décisif soutien.>>
(SINDIPETRO-BA INFORMATIVO, n° 05/84).**

Dans ce contexte, les leaders syndicaux des petroleiros – à l'inverse d'autres syndicalistes, plus portés vers une critique déclarée au gouvernement et aux entreprises – vont essayer de profiter de la libéralisation de la conjoncture et de la revalorisation de la place des civils dans la vie politique nationale, pour établir des liens avec des politiciens haut placés du gouvernement ; le but affiché de cette stratégie était de pouvoir influencer les décisions prises au niveau de PETROBRAS à partir du gouvernement lui-même, évitant ainsi les situations de conflits ouverts avec la direction de l'entreprise. En ce sens, il s'agissait d'une reprise du style syndical mis en pratique dans les années 60.

Notons, par exemple, la manière dont le nouveau président du SINDIPETRO s'adresse au Chef du Service du Personnel de PETROBRAS, en juillet 1984.

<<Cher Monsieur, Lors de la visite que je vous ai rendue, après mon intronisation en tant que président du Syndicat de Mataripe, j'ai eu l'opportunité de vous parler d'un sujet que je considère de la plus haute importance pour les relations entre la direction de PETROBRAS et les travailleurs de la Raffinerie de Mataripe. Il s'agit, comme vous le savez, du problème généré par les licenciements dus à la grève de juillet 1983. Durant la cérémonie de mon intronisation, j'ai eu l'honneur de participer, avec le Délégué Régional du Travail et deux responsables de PETROBRAS, à la "table" qui a présidé aux travaux (...). Dans mon discours, je me suis engagé à réaliser des négociations avec la direction de l'entreprise, dans un esprit de dialogue et d'entente, dans une philosophie d'amnistie, afin de rendre aux travailleurs licenciés, et à leurs familles, les emplois perdus en juillet 1983. (...) Je suis ici, maintenant, Professeur Darcy, pour entamer le dialogue dont j'ai parlé lors de mon intronisation. Pour cela, aucun autre moment ne sera, peut-être, plus opportun que celui-ci ; quand PETROBRAS commémore, et tout le pays s'en réjouit, la production de 500.000 barils/jour de pétrole. J'exhorte la direction de PETROBRAS à réviser les sanctions imposées dans le feu des émotions et des confrontations indésirables qui ont eu lieu en juillet 1983, à pratiquer "cet acte d'extrême grandeur" ; cela, à un moment où nous remportons tous, dirigeants et travailleurs, encore une fabuleuse victoire dans cette mémorable épopée du Monopole d'État du pétrole au Brésil. Ces attitudes ont été beaucoup plus le fruit de l'insatisfaction et du manque de sécurité qui atteint tous les Brésiliens – perplexes face à une inflation qui érode les salaires des travailleurs – qu'une mise en question de la discipline ou un manque d'amour et de dévouement à notre Entreprise...>> (In : BOLETIM SINDIPETRO, 07/84).

Le fait que le Responsable du syndicat ait publié cette lettre dans le journal syndical montre non seulement que les populistes essayaient de renouer des contacts avec des responsables haut placés de l'entreprise ; mais aussi qu'ils s'en servaient comme moyen de légitimation.

En ce sens, les contacts pris par ce syndicaliste avec l'entreprise, la présence de responsables de PETROBRAS lors de la cérémonie de son intronisation, ainsi que les tournures verbales, employées par lui dans sa lettre, démontrant une certaine proximité entre lui et le Chef du service du personnel, étaient des manières de montrer à la base ouvrière qu'avec son prestige personnel il allait pouvoir changer la situation des travailleurs licenciés.

On remarque également que cette lettre présente les travailleurs comme des subordonnés vis-à-vis de l'entreprise et de ses représentants. Elle prétend, par exemple, expliquer la grève de 83 par l'influence de questions extérieures à l'entreprise (l'inflation) et non comme une façon "délibérée de mettre en question la discipline". Autrement dit, les modèles de discipline imposés par l'entreprise n'étaient pas mis en question par ce discours syndical, bien au contraire. On y légitimait volontiers ces modèles, dès lors que les responsables de l'entreprise étaient ouverts au dialogue et à l'influence des syndicalistes.

Ainsi, dans les discours des populistes, l'obtention de certaines concessions de la part de l'entreprise était vue comme un don de celle-ci, comme un "acte d'extrême grandeur", sans aucun lien avec les rapports de force entre entreprise et syndicat. Ces

concessions étaient appréhendées comme des preuves de la bonne volonté de l'entreprise et de l'efficacité de la stratégie adoptée par les syndicalistes : une stratégie principalement basée sur le "dialogue".

<<Nous venons de recevoir la nouvelle la plus attendue de nous tous : l'entreprise vient d'autoriser le retour au travail de huit compagnons. (...). Nous sommes confiants dans la poursuite de cet acte d'extrême grandeur et nous nous attendons à la révision des autres procès, ce qui sera la VICTOIRE DU DIALOGUE>> (In : BOLETIM SINDIPETRO, 07/84).

Il y a, ici, plus qu'une simple stratégie de légitimation des syndicalistes populistes. Il y a également une vision du syndicalisme qui privilégie les accords et les alliances entre syndicalistes et responsables de l'entreprise (ou politiciens) comme moyen pour les travailleurs d'obtenir plus d'avantages. Ce discours était exactement à l'opposé de celui développé par la gauche en 1983, selon lequel les rapports de pouvoir devaient être inversés, aussi bien au niveau de la société que de l'entreprise.

A certains égards, cette manière de présenter les choses par les populistes divergeait, même, des discours tenus par eux entre 1960 et 1964 : à cette époque, malgré leur rôle de contrôle des demandes des travailleurs, pour pouvoir peser sur les grands accords avec le gouvernement, les syndicalistes devaient réaliser des mobilisations des travailleurs, même en dehors des lieux de travail.

Dans les années 80, le populisme qui sera repris sera un populisme syndical plus conciliant et moins mobilisateur qu'il ne l'avait été par le passé ; on ne demandera plus aux travailleurs de participer aux mobilisations nationales soutenant certaines politiques, mais tout simplement qu'ils accordent une vote de confiance aux directions syndicales pour qu'elles puissent bien représenter les travailleurs dans les hautes sphères du pouvoir. On prétendait ainsi être en mesure de rendre aux travailleurs les droits qui leur avaient été enlevés par le coup d'État et par le régime militaire, y compris, on peut l'imaginer, l'influence des syndicalistes sur certaines décisions du gouvernement et des entreprises nationales.

<< 1985 : L'ANNÉE DU TRAVAILLEUR Après 20 ans de pression sur les syndicats ouvriers, (...), l'année 1985 se présente comme une nouvelle époque dans la vie des salariés brésiliens. Certainement, nous aurons de profonds changements dans la politique économique et sociale, notamment dans le secteur syndical, pour permettre au travailleur de récupérer ses droits injustement enlevés. Pour cela il est nécessaire que les travailleurs s'organisent autour de leurs syndicats, en les rendant plus puissants et capables de représenter et défendre les intérêts de la base. >> (In : SINDIPETRO-BA INFORMATIVO, 01/85).

Ce soutien, de la part des syndicalistes du pétrole, au gouvernement de la Nouvelle République peut être interprété, aussi, comme un moyen de tisser des liens plus étroits entre syndicats et gouvernement. Cela constituerait un moyen pour rétablir les rapports de proximité qui par le passé caractérisaient les relations entre syndicalistes et groupes hégémoniques au sein de l'État.

<< Mr. Le président de la République Votre Excellence a eu l'excellente initiative de décréter une série de mesures de nature monétaire et économique, à la fin du mois de février, afin d'arrêter le stressant processus de l'inflation dans notre

pays. (...) ... Votre Excellence peut compter sur mon soutien sans restriction ainsi que sur mes efforts pour aller dans le sens d'assurer la mise en pratique de ces mesures de manière efficace. Dans ce sens, comme mesure préliminaire et indispensable, je propose à Votre Excellence une meilleure participation des travailleurs, notamment de leurs leaders syndicaux, dans la surveillance et dans le contrôle de ces mesures. (...) Signé Mario Lima, président du SINDIPETRO-BAHIA>> (In : SINDIPETRO INFORMATIVO, n°020/85, 21/05/86).

Cette lettre, envoyée par le Responsable du SINDIPETRO au président de la République illustre bien les termes dans lesquels les syndicalistes populistes voulaient monnayer leur soutien au gouvernement : en échange d'une participation accrue des leaders syndicaux aux décisions gouvernementales.

Ce discours sera plus fort à partir de mars 1985, avec l'intronisation des représentants de ce qu'on appelle, au Brésil, la Nouvelle République³⁹⁴. Cela d'autant plus que le président du SINDIPETRO accède au poste de député fédéral, à la place d'un député devenu Ministre d'État³⁹⁵. Dès lors, la légitimation des syndicalistes du pétrole par leur proximité des centres du pouvoir deviendra encore plus flagrante.

<< PARTICIPATION à L'INTRONISATION DE TROIS MINISTRES Plusieurs contacts politiques ont été pris, ce qui a facilité notre participation (des syndicalistes) à l'intronisation de trois Ministres : celui de la Sécurité Sociale, Waldir Pires ; celui du Travail, Almir Pazzianotto et celui des Mines et Énergies, Aureliano Chaves. Présent aussi à l'intronisation de ce dernier le nouveau président de PETROBRAS, Mr. Hélio Beltrão. Aussi bien lors de l'intronisation du Ministre du Travail que lors de celle du Ministre des Mines et Énergies, le compagnon Mario Lima, qui le jour précédent avait pris fonctions comme député fédéral, a réussi à nous (les syndicalistes du pétrole) introduire dans la salle pour le saluer et pour une entrevue afin de discuter du problème de la grève de 1983. (...) Cela a été un fait historique, car pour la première fois depuis 21 ans, des travailleurs ont pu participer à l'intronisation de Ministres ; ayant été reçus par ces Ministres sans costume et sans cravate, comme il est d'usage dans ces situations. Il est bien établi là que nous vivons, depuis le 15 mars, dans une véritable démocratie.>> (In : SINDIPETRO-BA INFORMATIVO, n° 11/85, 18/03/85).

Dans le même sens, la participation du principal Responsable du SINDIPETRO-BA à la cérémonie d'intronisation du P.D.G. de PETROBRAS sera vue comme un "fait historique".

<< Dans LA NOMINATION DU P.D.G., un fait historique. Le SINDIPETRO a aussi participé à la cérémonie de passation de pouvoir entre l'ancien et le nouveau P.D.G. de PETROBRAS. Pour la première fois dans l'histoire récente de l'entreprise, outre les deux P.D.G. (le sortant et le nouveau), a aussi pris la parole le compagnon Mario Lima, le représentant des responsables syndicaux de

³⁹⁴ Période entre 1985 et 1990.

³⁹⁵ La législation politique brésilienne interdit le cumul de mandat parlementaire avec le poste de Ministre. Ainsi, lorsqu'un député est invité à devenir Ministre, il doit céder sa place de député au candidat de son parti qui a obtenu un nombre de voix suffisantes pour devenir suppléant. Dans le cas du président du SINDIPETRO, en 1982, il avait participé (ainsi que d'autres syndicalistes du pétrole) aux élections législatives briguant une place de député fédéral. Bien que non élu, il avait réussi à devenir suppléant du PMDB, parti le plus important du pays à l'époque.

l'entreprise.>> (In : SINDIPETRO-BA INFORMATIVO, n°021/86, 22/05/86).

Il y avait une sorte de culte de la personnalité des leaders. Ceux-ci étaient représentés dans ces discours comme des surhommes, capables de retourner les situations difficiles par leurs compétences politiques et leur capacité au dialogue. On n'est pas loin, ici, des discours tenus à l'époque populiste par les syndicalistes du pétrole.

Dans les années 80, ces discours d'exaltation des capacités des leaders populistes constitueront un moyen de souligner les différences entre eux et les militants de gauche. Tandis que ceux-ci proposaient un modèle d'action basé sur le conflit et sur l'organisation de la base ouvrière, les populistes proposeront un autre discours, basé sur le dialogue et sur la capacité politique des leaders.

<<Nous achevons l'année 1985 en nous acquittant de ce que nous considérons comme le point le plus important de notre programme de travail, établi lors de l'élection de notre groupe à la tête du syndicat : le RETOUR DES EMPLOYÉS LICENCIÉS suite à la grève de juillet 83 et pour des actes politiques à partir de 1964 (les amnistiés). Ce fut une lutte très dure et difficile, où la participation du compagnon Mario Lima fut de la plus grande importance. Les contacts politiques pris dès son intronisation comme président du syndicat – et, après, comme député fédéral –, utilisant sa capacité politique et dialoguant sans cesse avec les parlementaires, les ministres d'État et le président de la République, ont eu comme résultat la concrétisation de la victoire finale, c'est-à-dire : le RETOUR AU TRAVAIL. UNE VICTOIRE DU DIALOGUE Pour obtenir la satisfaction de toutes ces revendications en 1985, nous n'avons employé, tout au long de notre mandat, qu'une forme de "pression", le DIALOGUE. Nous croyons que la discussion, la responsabilité et la volonté sérieuse de négociation sont les moyens qui mènent à l'entente (avec l'entreprise) et à l'aboutissement des revendications.>> (In : INFORMATIVO SINDIPETRO-BA, n° 01/86, 9/01/86).

Nous insistons sur le fait qu'en dehors des aspects purement instrumentaux de ce type de discours – véhiculés dans le journal syndical pour attester l'influence des syndicalistes – il faut le comprendre comme un moyen de revenir à des modèles d'action qui avaient fait leurs preuves par le passé. D'où la volonté de rendre les syndicats du pétrole aussi "respectés qu'ils l'avaient été par le passé".

Ces modèles d'action devenaient pertinents au niveau cognitif en raison de la place que le nationalisme et la défense de l'entreprise du pétrole avaient dans les représentations des travailleurs du pétrole et, surtout, du fait qu'une bonne partie des petroleiros de Bahia avaient gardé de bons souvenirs de ces modèles d'action du passé.

En ce sens, outre les contacts avec des représentants de l'entreprise et avec des politiciens, les syndicalistes du pétrole essayeront de reprendre certains symboles de l'époque populiste, tels les coopératives de consommation et d'habitation³⁹⁶. Ainsi, dès septembre 1984, la direction du SINDIPETRO invitait les travailleurs à l'inauguration de ces deux coopératives.

³⁹⁶ Ces coopératives, on s'en souvient, faisaient partie des réalisations des syndicalistes des petroleiros de Bahia dans les années 60. Elles avaient pour but de vendre de produits alimentaires aux travailleurs du pétrole à des prix au-dessous des prix du marché (la coopérative de consommation) et de financer l'achat des maisons des petroleiros.

<<INVITATION Samedi 22 septembre, à 10h:30 heures du matin, nous allons inaugurer joyeusement les installations des coopératives de consommation (COOPETRO) et d'habitation (COHAPETRO), ainsi que les récents travaux de renouvellement du siège du syndicat ; nous espérons compter sur la présence de tous les compagnons. Le Cardinal de Bahia, .., le Délégué du Travail, ..., ainsi que le Superintendant de la Raffinerie de Mataripe, ..., y seront présents. Signé Mario Lima, président. >> (In : SINDIPETRO-BA INFORMATIVO, n° 10/84).

Comme par le passé, la présence d'autorités publiques était considérée essentielle pour légitimer l'événement. Cette pratique qui consistait à inviter des représentants de l'État, de l'entreprise ou de la société civile aux cérémonies réalisées par les syndicats des petroleiros datait de la période populiste ; elle avait été préservée durant les années de la dictature militaire et, avec le retour des populistes allait gagner un nouvel essor.

Quoi qu'il en soit, les coopératives des travailleurs du pétrole allaient avoir une vie courte : dès 1988, la COOPETRO est obligée de déposer le bilan et ses biens sont vendus aux enchères pour payer les dettes. De même, la COHAPETRO, pour trouver des acheteurs aux maisons construites, se voit obligée d'ouvrir ses portes à d'autres travailleurs que les petroleiros. A la fin des années 80, elle sera incorporée à une entreprise de travaux publics de Bahia.

L'échec de ces initiatives, par rapport aux résultats antérieurs (notamment en ce qui concerne la COOPETRO), peut être expliqué par l'existence d'un meilleur réseau de services à Salvador – rendant la concurrence plus rude – et aussi par un certain désengagement des travailleurs du pétrole vis-à-vis du modèle identitaire créé dans les années 60. A cette époque, les syndicats essayèrent de créer des associations et des organisations permettant aux travailleurs du pétrole de se retrouver entre eux, reproduisant là le même modèle de concentration de l'espace que les villes pétrolières, petites par rapport à Salvador.

Déjà dans les années 80 ce sentiment d'appartenir à un groupe différent était moins fort. Ainsi, par exemple, en 1989, 80 % des travailleurs de la raffinerie de Mataripe avaient pour lieu de résidence la ville de Salvador³⁹⁷ (qui à l'époque comptait déjà plus de deux millions d'habitants) dans pratiquement tous les quartiers de la ville. Autrement dit, dans les années 80, les travailleurs de PETROBRAS n'étaient plus habitués à la concentration géographique comme c'était le cas dans les années 60.

De plus, ces coopératives n'ont pas compté avec l'aide financière de l'entreprise comme ce fut le cas dans les années 60. Nous touchons ici une des grandes faiblesses du syndicalisme populiste des années 80 : à savoir, le manque d'interlocuteurs, dans l'entreprise et au gouvernement, en condition d'offrir les mêmes avantages que ceux offerts dans les années 60. Cela fut le cas des coopératives créées par les syndicats ; cela fut aussi le cas des négociations salariales entre entreprise et syndicats, car ces négociations étaient limitées par les politiques économiques gouvernementales, dont le contrôle de l'inflation était l'objectif majeur.

C'est face à ces difficultés rencontrées par les populistes que les militants de la gauche vont réussir à se légitimer auprès des travailleurs de la base. Mais cela,

³⁹⁷ D'après des données fournies par l'entreprise.

seulement après 1988.

15.4. L'apogée et les limites du populisme

Cette stratégie de légitimation par la proximité des centres du pouvoir (d'où la place donnée au dialogue) et par les références au passé syndical des travailleurs du pétrole se montra efficace jusqu'à 1988 ; année où les pertes salariales des *petroleiros* – dans une conjoncture d'inflation sans contrôle et d'augmentation du nombre de grèves dans le pays – les poussent à réaliser des mouvements de masse. Ce qui allait démontrer les limites du modèle d'action populiste.

Néanmoins, entre 1984 et 1988, le syndicalisme populiste resta largement hégémonique parmi les travailleurs du pétrole de Bahia. Ce qui explique qu'en 1987, à nouveau, les deux listes liées aux directions syndicales en place remportent les élections au SINDIPETRO et au STIEP avec plus de 70 % des voix exprimées³⁹⁸.

De même, lors des élections législatives d'octobre 1986, le président du SINDIPETRO réussit à se faire élire, à nouveau, député fédéral. Un fait à remarquer fut la volonté des syndicalistes de lancer la candidature du président du STIEP au poste de député de l'assemblée de l'État de Bahia, ce qui était, aussi, une façon de relancer les modèles des années 60, lorsque le président du SINDIPETRO (Mario Lima) est devenu député fédéral et celui du STIEP (Wilton Valença) député de Bahia. Toutefois, selon plusieurs témoignages, les querelles entre les syndicalistes du pétrole dans les années 80, ne permirent pas cette possibilité : lors de la convention pour les élections des candidats du Parti du Mouvement de la Démocratie Brésilienne (PMDB), dont les syndicalistes du pétrole étaient membres, le président du STIEP n'obtint pas le droit de participer aux élections.

Quoiqu'il en soit, au milieu des années 80, le populisme syndical paraissait avoir devenu hégémonique au sein des travailleurs du pétrole. C'est l'époque où les contacts entre les politiciens de la Nouvelle République et les syndicalistes de PETROBRAS à Bahia se font plus étroits.

Ainsi, en février 1987, Aureliano Chaves, le ministre des Mines et Énergies, auquel PETROBRAS était attachée, vient à Bahia recevoir les hommages que les syndicalistes du pétrole organisent pour le remercier de son action en faveur du retour à l'entreprise des travailleurs licenciés durant la dictature militaire et suite à la grève de 1983.

³⁹⁸ Il est difficile de connaître l'origine des votes de chaque liste lors de ces élections. Cependant, une évaluation faite par les militants de gauche, à la suite des élections du STIEP, considère que la grande particularité de ces élections est marquée par le poids des retraités dans le collège électoral du syndicat. Ainsi, en 1987, environ 30 % des 6.700 personnes ayant voté étaient des retraités ; sachant que les retraités votaient, en général, dans le siège du syndicat, les militants de gauche arrivent à la conclusion que seulement 10 % des retraités ont voté pour eux, d'où la grande différence de voix, en faveur de la direction du syndicat, à la fin du scrutin. Pour eux, il y avait un certain équilibre des forces entre la gauche et les syndicalistes au sein des travailleurs actifs, mais le poids des retraités, attachés aux populistes, a fait pencher la balance en faveur de ces derniers. Bien que l'on ne dispose pas de données plus pointues sur les élections au SINDIPETRO, cette année, on peut supposer que le même phénomène s'est produit, car sur les 2.866 personnes ayant le droit de voter cette année, 31,4 % étaient de retraités (900 personnes).

Aussi, en septembre 1987, c'est grâce à l'action du ministre des Mines et Énergies et de celui du Travail, que la poursuite des négociations entre PETROBRAS et les syndicats des petroleiros est redue possible. La propre direction de l'entreprise le reconnaît dans un texte à diffusion interne pour les employés de la compagnie.

<< PETROBRAS DIALOGUE AVEC SES EMPLOYÉS. NÉGOCIATIONS DANS UNE NOUVELLE PHASE. Après une réunion avec le ministre du Travail, Almir Pazzianotto, les leaders syndicaux ont adressé un document, hier après midi, au ministre des Mines et Énergies, Aureliano Chaves. Dans ce document, ils proposent de rétablir les négociations directes avec l'entreprise, remettant à plus tard l'audience de conciliation qui était programmée pour demain, le 30/09, au Tribunal Supérieur du Travail. La Compagnie, croyant que les négociations peuvent aboutir avec succès, et cherchant toujours à maintenir le climat d'entente, a donné son accord pour l'ajournement de l'audience de conciliation. Les syndicats, de leur part, s'engagent à ne pas réaliser le mouvement de grève programmé. Aujourd'hui, à 14 :30 heures, à Brasilia, le président de PETROBRAS, Ozires Silva, et les ministres Aureliano Chaves et Almir Pazzianotto, seront réunis avec les dirigeants syndicaux pour entamer une nouvelle phase des négociations.>> (In : PETROBRAS, DIALOGANDO, 29/09/87).

D'ailleurs, dès 1985 les négociations entre entreprise et syndicats du pétrole passeront par la médiation des ministres du Travail et de celui des Mines et Énergies. En raison du caractère national de ces négociations, même les syndicats de la CUT, qui menaçaient de lancer des grèves pour protester contre le peu de résultats de ces accords, durent se résigner à les signer, face à la difficulté de réaliser des grèves à PETROBRAS sans la participation de la majorité des syndicats³⁹⁹.

Toutefois, malgré l'apparente hégémonie des populistes, les conditions pour maintenir leur style de syndicalisme devenaient de plus en plus difficiles. Dès décembre 1986, les travailleurs liés au STIEP participent à la grève générale, décrétée en protestation contre la fin du Plan Cruzado⁴⁰⁰; cela peu de temps après les élections législatives, dans lesquelles les candidats soutenus par le gouvernement ont été largement plébiscités. La fin de ce plan économique représentera un coup très dur pour la popularité du gouvernement, lequel se montrait incapable de contrôler la montée de l'inflation.

Dès lors, la légitimation par la proximité des centres du pouvoir, mise en pratique par les syndicalistes populistes de PETROBRAS, allait laisser éclater toutes ses contradictions. En ce sens, dès janvier 1987, la direction du SINDIPETRO fait paraître la note suivante dans son journal d'information :

³⁹⁹ Au milieu des années 80, sur les 19 syndicats de petroleiros au Brésil, seuls quatre étaient liés à la Centrale Unique des Travailleurs. Pour les syndicalistes de l'époque, une des leçons tirées de la grève de 1983 fut que les grèves à PETROBRAS, pour obtenir des résultats satisfaisants, devaient être réalisées au niveau national.

⁴⁰⁰ Plan économique de lutte contre l'inflation basé sur le gel des salaires et des prix. Ce plan fut mis en place en mars 1986 et, en raison du gel des prix des marchandises, a procuré une grande popularité au gouvernement. Toutefois, les mesures économiques adoptées augmentèrent le déficit public, raison pour laquelle le gouvernement décida, après les élections législatives de novembre 1986, de mettre fin au Plan Cruzado.

<<LE GOUVERNEMENT A PERDU SA FORCE MORALE. Encore une fois les économistes qui décident la politique économique du pays cherchent un bouc émissaire à leurs erreurs : les salaires des travailleurs. Les économistes du gouvernement, de la même façon que ceux de la "Vieille République", soutiennent que les augmentations de salaires font croître l'inflation. Cependant, les salaires sont gelés depuis presque un an, et l'inflation continue à monter. (...). Nous ne supportons plus le déphasage entre les prix et les salaires. Même reconnaissant que ce n'est pas l'idéal, nous voudrions qu'au moins la parole du président José Sarney soit tenue ; lequel président s'est engagé, par le biais de la loi qui a donné naissance au Plan Cruzado, à ce que les salaires soient automatiquement réajustés dès que l'inflation cumulée atteindrait 20 %. >>

Avec la radicalisation de la conjoncture, les discours basés sur le "dialogue" et sur l'entente parfaite entre syndicalistes et entreprise deviennent plus difficiles à tenir. Cela d'autant plus que les conflits entre l'entreprise et les syndicats s'aggravent.

Ainsi, en mars 1987, suite à la décision de PETROBRAS de concéder des augmentations salariales plus importantes aux ingénieurs qu'aux autres travailleurs, les syndicats du pétrole de l'ensemble du pays menacent de faire grève. L'entreprise et le gouvernement, voulant éviter cette mobilisation, appellent l'armée pour occuper les unités de production de PETROBRAS. Encore une fois les médiations seront établies par le ministre du Travail, mais durant toute la négociation, les soldats seront présents dans les principales unités de PETROBRAS.

Faute d'accord entre eux, les syndicalistes finiront par accepter une proposition de PETROBRAS, selon laquelle les augmentations différenciées seront maintenues, mais les différences entre les augmentations des travailleurs titulaires de diplômes universitaires et les autres travailleurs seront moins importantes que celles prévues au départ.

A Bahia, où la mobilisation fut très importante (il y eut des assemblées avec plus de 1.500 travailleurs⁴⁰¹), les directions syndicales seront obligées de changer leurs discours par rapport au gouvernement et à la direction de PETROBRAS. Dans les journaux syndicaux, par exemple, les critiques à l'encontre de la politique économique du gouvernement deviennent plus importantes. De même, la décision de l'entreprise, de faire appel à l'armée pour intimider les travailleurs, sera vécue comme une trahison des intérêts des travailleurs et de leur esprit de défense de PETROBRAS.

<<Sous le prétexte "de maintenir l'ordre et la tranquillité", les responsables de la PETROBRAS ont commis hier, une grave agression aux petroleiros, ils ont admis l'armée dans les unités de l'entreprise. Ils ont essayé de diffuser la terreur et l'appréhension parmi des pères de famille qui se sont seulement mobilisés pour demander de la justice. Jamais, dans toute l'histoire de la PETROBRAS, les petroleiros n'ont adopté des mesures contre l'entreprise, un patrimoine du peuple brésilien. Bien au contraire, nous avons lutté pour la défense du monopole d'État du pétrole contre la cupidité et l'usure du capital étranger qui désire s'approprier la PETROBRAS. (...) La présence de l'armée, avec des mitrailleuses, patrouillant ostensiblement parmi les travailleurs sur leurs lieux de travail, nous ramène aux années noires de la dictature militaire, que nous pensions révolues. Quand nous

⁴⁰¹ Ce qui n'avait pas eu lieu depuis les années 60.

avons soutenu la campagne des Diretas-Já⁴⁰², et après, la campagne de Tancredo Neves pour la construction d'une Nouvelle République, nous n'imaginions pas que nous serions gênés par des faits de cette nature dans le futur. (...) Ce que nous revendiquons c'est un salaire juste, que l'entreprise peut payer. Jamais nous n'avons provoqué de désordres et nous n'allons pas maintenant attenter à l'entreprise que nous avons toujours défendue et que nous avons aidé à construire. Nous exigeons du respect de la part de la direction de PETROBRAS. Nous exigeons le départ des troupes de l'armée de notre lieu de travail. Nous allons continuer de lutter pour des salaires justes. Signé : Directions du STIEP et du SINDIPETRO.>> (In : Journal d'Information Conjoint STIEP et SINDIPETRO, 11/03/87).

Ce changement de discours et de légitimation des populistes, n'était pas un simple reflet de la conjoncture socio-économique du pays. Il répondait aussi à un besoin de contrer les critiques de la gauche, laquelle accusait les directions syndicales des petroleiros d'être "pelegas".

<<AVEC LE "PELEGUISMO" IL N'EST PAS POSSIBLE D'AVANCER. Les petroleiros ne peuvent pas rester une fois de plus pénalisés par la discrimination de la direction de PETROBRAS, avec la connivence des directions du STIEP et du SINDIPETRO. (...) Cette fois-ci le "peleguismo" a laissé tomber ses masques : en boycottant les décisions des assemblées des petroleiros ; en empêchant le mouvement d'avancer ; en terrorisant les assemblées ; en permettant toutes les manoeuvres de l'entreprise et en conspirant avec les ministres de la soi-disant Nouvelle République ; tout cela contre le mouvement et au détriment de l'organisation et de la mobilisation des petroleiros.>> (In : MOBILIZANDO⁴⁰³, n° 26, 08/04/87).

Le changement de discours ne fut qu'une des stratégies des populistes pour neutraliser les critiques des oppositions, de plus en plus virulentes et actives⁴⁰⁴, ainsi que celles provenant des responsables des syndicats de petroleiros liés à la CUT (notamment lors des congrès nationaux de ces travailleurs).

Un autre changement important dans la tactique des leaders syndicaux des petroleiros de Bahia fut remarqué lors des élections réalisées en 1987. Bien que les deux directions syndicales aient remporté très aisément ces élections, toutes les deux ont dû accepter de nouveaux participants pour renforcer leur image de meneurs de lutte.

Ainsi, dans le cas du STIEP, l'ancien président cède son poste à un militant de base

⁴⁰² Il s'agit d'une campagne de mobilisation populaire en 1984 pour obliger les militaires à réaliser des élections directes pour la Présidence de la République.

⁴⁰³ Il s'agit du journal d'information de l'opposition syndicale, liée à la CUT, en activité à la base du STIEP.

⁴⁰⁴ Les oppositions syndicales liées à la CUT bénéficièrent largement du soutien des syndicats des petroleiros sous contrôle de cette centrale syndicale. Un fait très important dans l'institutionnalisation de cette aide fut la création du Département National des Petroleiros de la CUT (DNPC), réunissant tous les syndicats et oppositions syndicales se réclamant de la centrale dans la branche. Cette institution fut une réponse à la décision de la majorité des syndicats des petroleiros de créer un Département Professionnel des Petroleiros au sein de la Confédération Nationale des Travailleurs de l'Industrie (donc dans le cadre de la législation syndicale en vigueur) indépendamment des syndicats des travailleurs de la Pétrochimie ; ce qui était contraire aux propositions de la CUT.

qui, par le passé (1984), avait fait de l'opposition (mais sans liens avec la gauche) à la direction du syndicat ; en même temps, deux anciens responsables du STIEP (dans les années 60) sont invités à faire partie de la liste qui allait briguer une réélection. Ces nouveaux arrivés sont venus remplacer les militants de la gauche qui avaient participé à la direction syndicale entre 1984 et 1987.

De la même façon, au niveau du SINDIPETRO, la direction syndicale en place invite deux syndicalistes des années 60 (y compris celui qui avait été le président du syndicat en 1968, lors de la grève de la faim de cette année), ainsi que plusieurs travailleurs licenciés lors de la grève de 1983.

Ces changements dans la composition des directions, était une manière de signifier aux travailleurs les plus jeunes que les responsables syndicaux étaient aussi combattifs que les militants de la gauche, mais plus responsables, car plus expérimentés.

<<Nous, de la liste n° 1, avons été victimes de fréquentes critiques, insultes et agressions de la part du groupe qui compose la liste n° 2. (...). La liste n° 1 n'est pas incompetente, conservatrice, immobile et sans courage ; bien au contraire, nous nous engageons vis-à-vis de la base, avec une proposition de travail sérieuse, basée sur la Compétence, sur l'Expérience et sur le Travail. Nous comprenons que la liste n° 2 n'ait pas dans son équipe des éléments ayant de l'expérience, capables et sereins pour commander une base comme la nôtre. (...). Nous avons de l'histoire, du passé, de la biographie.>> (In : Tract de campagne de la direction syndicale lors des élections du SINDIPETRO, en 1987).

Le résultat des élections démontre bien combien ce discours interpellait certains groupes des travailleurs du pétrole. Mais il ne reflète pas le niveau de l'emprise idéologique que la gauche commençait à gagner dans le mouvement syndical des petroleiros.

Cette emprise commença par une meilleure articulation nationale des groupes de gauche parmi les travailleurs du pétrole. Cette articulation permettra, par exemple, dans les congrès nationaux, que les syndicalistes et militants de la CUT – minoritaires dans l'ensemble du mouvement syndical des petroleiros – puissent faire approuver, dans les congrès de la base, plusieurs de leurs thèses. Ces syndicalistes et militants, en étant davantage portés par une idéologie que les autres travailleurs, participaient plus activement aux débats et aux délibérations, réussissant, parfois, à inverser l'équilibre des forces lors de ces congrès.

Ainsi, fait très important pour la réalisation des grèves nationales chez les travailleurs de PETROBRAS, la gauche réussit à faire passer, lors du congrès de juin 1988, l'idée de création d'une Commission Nationale de Négociation ; cette commission composée de six syndicalistes (représentant six syndicats différents) avait la responsabilité de mener les négociations avec l'entreprise et d'unifier les informations passées aux syndicats. Dans la stratégie de la gauche, cette commission visait à éviter les inconvénients des négociations réunissant un grand nombre de syndicalistes (jusqu'à trois représentants de chacun des 19 syndicats de petroleiros du pays), et que l'entreprise ne puisse jouer facilement avec leurs divergences internes pour affaiblir les mobilisations programmées.

Par ailleurs, cette meilleure articulation nationale de la gauche rendait plus efficace l'action des oppositions syndicales chez les petroleiros de Bahia. Que ce soit par une meilleure information sur le déroulement des négociations avec l'entreprise, ou par

l'apport d'argent des syndicats liés à la CUT lors des élections syndicales ou, encore, par l'entraînement des militants aux discussions politiques, lors des congrès du DNPC⁴⁰⁵, le fait est que les oppositions de gauche seront de plus en plus légitimées⁴⁰⁶ auprès des travailleurs, surtout lors des conflits avec l'entreprise.

Un autre signe des difficultés accrues de légitimation des populistes, ainsi que du regain d'influence de la gauche, fut l'apparition de divergences internes aux directions syndicales, relativement à la stratégie à adopter dans une conjoncture économique d'instabilité du pouvoir d'achat des travailleurs de PETROBRAS.

Salaires moyens des travailleurs du pétrole (1983-1993)

ANNÉE	SALAIRES MOYENS (EN \$ US)	INDICES (1987=100)
1983	1.547	70,0
1984	1.261	57,0
1985	1.553	70,0
1986	1.483	67,0
1987	2.219	100,0
1988	1.759	79,0
1989	1.896	85,0
1990	1.441	65,0
1991	1.563	70,0
1992	1.369	62,0
1993	1.424	64,0

Source : SISTEMA PETROBRAS, DIAGNÓSTICO E PERSPECTIVAS, 1993 : 158.

Dans un processus de radicalisation de la conjoncture nationale, l'incapacité des populistes à transformer leurs liens avec des politiciens du gouvernement en avantages salariaux pour les travailleurs, fait apparaître dans les propres rangs des directions syndicales des voix divergentes. Ces voix vont devenir plus critiques avec l'augmentation des mouvements de grève à l'échelle nationale à PETROBRAS.

Ainsi, dès février 1988, éclate une grave crise opposant le président du STIEP (nouvellement élu) et la direction du SINDIPETRO. La raison de ce différend venait du refus de la direction du SINDIPETRO d'organiser une manifestation pour faire pression sur l'entreprise afin d'ouvrir des négociations pour réajuster les salaires des travailleurs.

⁴⁰⁵ Le Département National des Petroleiros de la CUT (DNPC) tenait chaque année son propre congrès, où se décidaient les points défendus par la gauche lors du congrès national des petroleiros. Ces congrès, plus politisés et où les débats étaient davantage basés sur les principes généraux de la CUT, étaient, d'après plusieurs militants, un moyen important de formation politique des nouveaux militants, car ils permettaient de mieux comprendre le sens de certaines pratiques quotidiennes de l'opposition.

⁴⁰⁶ Un signe important de cette légitimation est le fait que l'opposition du STIEP réussit à créer un réseau d'aide financière pour ses activités, parmi les travailleurs de la base. D'après les archives préservées de ce groupe de gauche, ce réseau comprenait environ 200 personnes, fin 1987 ; cela, entre le noyau dur de l'opposition (environ 20 personnes) et les sympathisants.

Ceci, sous l'allégation que des contacts politiques importants avaient été pris – par le biais du député et président du SINDIPETRO, Mario Lima –, dans le but de convaincre les ministres des Finances de permettre à PETROBRAS de négocier avec les syndicats.

<< Le compagnon président du STIEP n'a pas pris connaissance, donc, du fait que 16 syndicats de petroleiros, réunis à Brasília, ont obtenu, par le biais du compagnon Mario Lima, des rencontres avec les ministres suivants : Aureliano Chaves, des Mines et Énergies ; Mailson da Nôbrega, des Finances et Almir Pazzianotto, du Travail, afin d'ouvrir le dialogue et de trouver la voie pour que la base obtienne le nécessaire et attendu réajustement salarial...>> (In : *INFORMATIVO SINDIPETRO, n° 04/88, 22/02/88*).

Ces divergences entre les deux syndicats représentaient, en fait, des conceptions différentes sur les négociations avec l'entreprise. Les méthodes de négociation populistes commençaient à être mises en question au sein même des directions syndicales des petroleiros de Bahia. Les événements suivants n'allaient que renforcer cette tendance.

En mai 1988, plusieurs syndicats du pétrole du pays réalisent une grève de deux jours contre la politique salariale du gouvernement, défavorable notamment aux travailleurs du secteur public. A Bahia, bien que les assemblées des deux syndicats aient décidé de participer au mouvement, seuls les travailleurs liés au STIEP interrompent leurs activités. Ce fait va accroître la tension entre les directions des deux syndicats de petroleiros de Bahia, en même temps qu'il laissera le champ ouvert aux critiques de la gauche vis-à-vis des Responsables du SINDIPETRO.

Cela va rapprocher le président du STIEP des militants de gauche⁴⁰⁷, d'autant plus que lors des piquets de grève, et lors d'autres activités de mobilisation de la base, la majorité des militants appartenait à l'opposition. Ainsi, les réunions de la commission de mobilisation, créée à cette époque, étaient contrôlées par les membres de l'opposition syndicale.

Cette proximité entre une partie de la direction du STIEP et les membres de l'opposition syndicale va devenir plus évidente lors de la grève nationale de 1988.

15.4.1. La grève de 1988

Cette grève a une importance considérable dans l'histoire des petroleiros, car elle fut leur première grève nationale. En effet, lors des onze jours de grève (entre le 11 et le 21 novembre 88), la plupart des unités productives de PETROBRAS du pays sont arrêtées, menaçant ainsi le ravitaillement du pays en dérivés pétroliers. Le coup d'envoi de cette grève fut marqué par la décision du Tribunal Supérieur du Travail (TST) de ne pas concéder aux travailleurs du pétrole les mêmes augmentations que celles qui venaient d'être accordées à d'autres groupes de travailleurs.

Dès septembre 1988, les syndicalistes menaçaient l'entreprise de lancer une grève d'ampleur nationale au cas où elle ne concéderait pas d'augmentation salariale importante. Dans l'impossibilité de trouver un accord, l'entreprise fait appel à la Justice du Travail pour juger du bien fondé du litige. Les travailleurs s'attendaient à ce que le TST

⁴⁰⁷ Rapprochement qui faisait partie de la stratégie de l'opposition du STIEP, après sa cuisante défaite électorale en 1987.

juge le cas des petroleiros de la même façon qu'il avait jugé les procès des travailleurs de la Banque du Brésil. C'est-à-dire, par une augmentation de 4 %, au titre de la productivité, et de 26,06 %, au titre de "restitution de l'inflation" qui n'avait pas été considérée par le gouvernement en 1986, lors du lancement du Plan Économique connu sous le nom de Plan Bresser.

Toutefois, à la surprise générale, le TST décida de n'accorder que 4 % d'augmentation, refusant les autres 26,06 %. Cette décision déclencha une marée d'indignation de la part des travailleurs et des syndicalistes du pétrole. En peu de temps, sous le conseil de la Commission Nationale des Petroleiros, la grève gagna les principales unités de production du pays.

A Bahia, cette fois-ci, les deux syndicats du pétrole prirent partie dans le mouvement, arrêtant presque toutes les activités de l'entreprise dans l'État. Un fait très significatif du niveau de participation des travailleurs à ce mouvement, fut la participation de certains ingénieurs de l'entreprise.

On peut expliquer cette participation inattendue (les évaluations des syndicalistes et des militants, avant la grève, étaient très pessimistes) non seulement par le sentiment d'avoir été victimes d'une injustice du TST, mais aussi par la conjoncture du pays.

La réalisation d'élections pour les maires et les conseillers municipaux, le 15 novembre 1988, allait renforcer la gauche, laquelle remporta les élections dans certaines grandes villes du pays (notamment São Paulo). Ces élections, au beau milieu de la grève des petroleiros, n'incitèrent pas le gouvernement et l'entreprise à faire appel à l'armée pour obliger les travailleurs à reprendre le travail. D'autant plus que peu de temps auparavant, le 10 novembre 1988, l'action de l'armée, lors d'une grève dans l'Usine Sidérurgique de Volta Redonda, dans l'État de Rio de Janeiro, s'était soldée par la mort de trois ouvriers ; ce qui choqua beaucoup l'opinion publique.

La solution à l'impasse créée par la grève des petroleiros sera trouvée, une fois encore, par la médiation du ministre des Mines et Énergies, Aureliano Chaves, qui obtint du gouvernement la proposition de donner une augmentation de 15 % en plus des 4 % accordés auparavant par le TST. Face à la menace du gouvernement d'avoir recours à la force en cas de refus de cette proposition, la Commission de Grève donne la consigne de mettre fin à la mobilisation.

Malgré de faibles conquêtes matérielles, sur le plan symbolique cette grève fut très importante.

**<<Nous revenons, mais avec la tête haute : Sans Punitions, sans licenciements ; nous avons imposé une négociation au gouvernement, avec la base en grève.>>
(In : *INFORMATIVO STIEP*, 21/11/88).**

En effet, cette grève marque le retour des travailleurs du pétrole aux grandes mobilisations de masse du pays. Après cette grève, les discours de stigmatisation du mouvement de juillet 83 perdront leur sens. Les grèves redeviennent des modèles d'action légitimes.

<<DE NOUVEAUX ASSOCIÉS Avec la très belle démonstration d'unité et de force de la base, lors de cette dernière grève, l'enthousiasme pour le syndicalisme a augmenté. Une preuve de cela est le nombre important de nouveaux compagnons

voulant se syndiquer. Cette euphorie a atteint même les ingénieurs. Nombreux sont les employés avec des titres universitaires qui se sont syndiqués.>> (In : INFORMATIVO SINDIPETRO n° 73/88, 29/11/88).

Dès lors, les syndicats vont adopter des discours beaucoup plus mobilisateurs que ceux du passé, prévoyant déjà la réalisation d'autres grèves dans le futur.

<<En préparation de LA PROCHAINE GRÈVE Tant que la société sera divisée en classes sociales, les travailleurs auront toujours besoin de lutter pour défendre leurs intérêts de classe. L'accord que nous venons de faire fut le meilleur que la conjoncture permettait d'obtenir ; mais il est très loin de faire face à nos revendications et besoins. Cela démontre que nous devons être mobilisés en permanence, prêts pour la lutte.>> (In : INFORMATIVO STIEP, 23/11/88).

Ce genre de discours, de la part des syndicalistes du pétrole, n'aurait pas été envisageable quelques années auparavant. La reprise des mouvements collectifs par les petroleiros, dans une conjoncture où les idées de la gauche devenaient dominantes chez les travailleurs des entreprises d'État (ceux qui souffraient le plus des mesures d'austérité du gouvernement), les amène à se rapprocher des discours de la gauche. Autrement dit, avec la grève nationale de 1988, les idées syndicales de la gauche deviennent hégémoniques parmi les travailleurs du pétrole de Bahia.

Cela, même au niveau du SINDIPETRO, où le poids des populistes était plus conséquent et où la stratégie de légitimation par les contacts politiques – établis par le président du syndicat et député fédéral, Mario Lima – restait importante ; dans ce syndicat, les responsables se verront obligés de construire leur discours en prenant bien soin de ne pas paraître moins "authentiques" que les militants et syndicalistes liés à la CUT et à la gauche syndicale.

<<Nous avons traversé un moment difficile (durant la grève de 1988), ce qui nous a obligés à arrêter le mouvement. Malgré un résultat économique peu favorable, à plusieurs égards le MOUVEMENT FUT VICTORIEUX. (...). La consigne donnée par la Commission Nationale – choisie par le congrès national des petroleiros et composée de représentants de 8 syndicats, dont 4 liés à la CUT – de suspendre le mouvement de grève fut acceptée par tous, dans les assemblées. (...) Nous revenons avec peu d'augmentations salariales, mais avec la tête haute : nous pouvons regarder dans les yeux les chefs (qui pensent représenter le patron) et les rares compagnons qui n'ont pas pris part à la grève. Nous revenons victorieux. (...) Nous avons fait plier le gouvernement, qui nous respectera dans les luttes futures, qui viendront. (...). Dorénavant, quand l'entreprise ou le Gouvernement voudront nous faire une autre "goujaterie", ils y réfléchiront à deux fois.>> (In : INFORMATIVO SINDIPETRO, n° 71/88, 23/11/88).

Cette volonté de ne plus stigmatiser les pratiques syndicales de la gauche syndicale, au SINDIPETRO, ira jusqu'à la réhabilitation des dirigeants syndicaux qui étaient à la tête du syndicat lors de la grève de 1983. Cela surtout s'agissant du président du SINDIPETRO durant cette grève, lequel fut le seul travailleur licencié à la fin du mouvement qui ne parvint pas à réintégrer PETROBRAS, dans le cadre des accords réalisés, en 1985 et 1986, entre l'entreprise et les syndicats du pétrole.

<<G. doit réintégrer l'entreprise. Le compagnon G., ex-président du SINDIPETRO licencié durant la grève de 1983, (...), aura ses droits assurés par la nouvelle

Constitution du pays. Lors de l'assemblée mettant fin à la grève il y a eu des manifestations de solidarité à ce compagnon : l'assemblée a même délibéré afin qu'un télégramme soit envoyé au président de la PETROBRAS demandant une étude rapide de cette réintégration. Dans le cortège qui se dirigeait vers l'entrée de la raffinerie, à la fin de la grève, G. a fait partie du groupe qui marchait devant les travailleurs ...>> (In : SINDIPETRO INFORMATIVO : n° 73/88, 29/11/88).

Or, cela, dans la logique des populistes représentait une défaite importante ; car non seulement la grève de 1983 était un des arguments préférés des populistes contre la gauche syndicale, mais de plus, les principaux militants de cette gauche avaient été proches de la direction syndicale écartée en 1983. Que les responsables syndicaux populistes aient décidé de modifier cet argument essentiel de leur discours, montre bien combien la gauche avait réussi à devenir une référence pour les travailleurs du pétrole à cette époque.

15.4.2. la division des populistes

La reprise des mouvements de masse chez les petroleiros de Bahia deviendra encore plus évidente dans les années 89 et 90, quand ils participeront aux principaux mouvements décidés par la base au niveau national.

Ainsi, le 14 et le 15 mars 1989, les deux syndicats du pétrole de l'État participent à la Grève Générale appelée par les deux principales centrales syndicales du pays, la CUT et la CGT, pour protester contre la politique économique du gouvernement. De même, en janvier 1990, les petroleiros de Bahia participent à la grève nationale des petroleiros lors des négociations salariales avec l'entreprise. Comme en 1988, les difficultés rencontrées lors de ces négociations amèneront l'entreprise à faire appel au Tribunal Supérieur du Travail (TST), lequel, en période de vacances des juges, décide d'accorder une exception et jugent la grève des petroleiros. Les travailleurs, craignant une action répressive de PETROBRAS, décident de reprendre le travail après le jugement du TST, acceptant un jugement qui ne correspondait pas aux revendications syndicales.

Cette grève, d'une durée de huit jours, eut la particularité d'avoir été retardée depuis septembre 1989 à cause de la campagne électorale pour la Présidence de la République en octobre et novembre 1989. D'après plusieurs témoignages de militants et syndicalistes de gauche, ils ont attendu le résultat des élections, car ils ne voulaient pas porter préjudice à la campagne du candidat du Parti de Travailleurs (PT), le syndicaliste LULA. Ce fait allait donner des arguments aux syndicalistes populistes contre l'utilisation politique du mouvement des petroleiros par les syndicalistes et militants de la CUT.

<< Nous sommes indignés, mais pleinement conscients de l'objectif final des manoeuvres politiques des compagnons du DNP-CUT qui, comme les travailleurs peuvent l'observer, font tout pour améliorer l'image de leur candidat pour les élections du 15 novembre ... (...). Que la CUT réussisse son pari et que son candidat soit élu. Mais pas aux dépens des mobilisations des travailleurs. (...). Pourquoi reporter la mobilisation pour le mois de janvier ? Pour attendre le résultat des élections ?>> (In : INFORMATIVO SINDIPETRO, n° 69/89, 24/10/89).

Cette grève atteste bien du fait que la conjoncture nationale avait acquis un poids important dans les évaluations et dans les décisions prises par les syndicalistes du pétrole

à cette époque. Elle témoigne aussi du poids que la gauche avait réussi à prendre dans le mouvement national des petroleiros, car elle parvient à imposer sa volonté d'attendre la fin des élections présidentielles.

C'est dans ce contexte d'hégémonie des idées syndicales de la gauche chez les travailleurs du pétrole que les divisions au sein des groupes populistes deviendront plus importantes : à l'intérieur de chaque direction syndicale cette fois-ci.

Au niveau du STIEP, la proximité entre le président du syndicat et les militants de la gauche va créer des tensions à l'intérieur de la direction syndicale. En 1989, par exemple, une partie de la direction menace de destituer le président à cause de sa décision de créer un Département de Retraités directement attaché au syndicat ; en concurrence, donc, avec les dirigeants de la SOTAPE (Société des Travailleurs Retraités de PETROBRAS), des alliés traditionnels des syndicalistes populistes. En raison de la popularité du président du syndicat (lequel avait un style de leadership charismatique) et de l'organisation, par la gauche, de manifestations contre ce changement, la majorité de la direction du syndicat devra revenir en arrière.

<< ... on a diffusé le bruit que les Responsables du STIEP étaient contre le compagnon président A., essayant de l'obliger à renoncer à son poste. Ce n'est pas vrai. A aucun moment, les membres de la direction du syndicat n'ont pensé à provoquer la démission du président, avec qui nous sommes en complet accord sur les questions touchant aux intérêts principaux des petroleiros. Ce bruit a été répandu par un groupe, connu de tous, qui est habitué à perturber nos assemblées, réunions et actions publiques ... (...). Notre direction, (...), forme une équipe qui présente parfois des divergences internes, en général, liées aux méthodes de prise de décisions, (...). En vérité, ce que nous considérons comme un fait normal, il y a des divergences concernant l'évaluation de la crise par laquelle passe le pays et les formes de lutte les plus adéquates pour chaque période. Mais nous les avons toujours résolues par le dialogue et le débat et jamais par le mensonge et par le "ragot"...>> (In : INFORMATIVO STIEP, sans date⁴⁰⁸).

Quoi qu'il en soit, la création du Département des Retraités par le président du STIEP sera un coup très dur porté aux stratégies électorales des syndicalistes populistes, pour qui les votes des retraités étaient importants. De plus, la décision de la base, prise en assemblée très mouvementée, que seuls les retraités liés au Département des Retraités et à jour de leurs cotisation⁴⁰⁹ pouvaient voter dans les élections syndicales, allait réduire notablement le poids des retraités dans les querelles syndicales du STIEP. Ce qui explique, en partie, les divergences internes à la direction du syndicat.

Au SINDIPETRO, à la proximité des élections syndicales de juin 1990, des membres de la direction syndicale vont essayer de se rapprocher de la gauche afin de composer une liste commune. Toutefois, les militants de gauche, forts de leur légitimité auprès de la

⁴⁰⁸ Mais vraisemblablement du mois de septembre 1989.

⁴⁰⁹ Mesure rendue possible par les changements introduits dans la législation syndicale durant les travaux de rédaction de la nouvelle Constitution du pays, entre 1986 et 1988. L'un de ces changements fut justement que les syndicats étaient libres de décider de leurs règlements intérieurs.

base, refuseront ces tractations avec les dirigeants les plus engagés dans le syndicalisme populiste.

Dès lors, ces syndicalistes vont essayer de se désengager de la direction syndicale, voulant ainsi se démarquer des pratiques jugées, par de plus en plus de travailleurs, comme très conciliantes vis-à-vis de l'entreprise.

<<Durant les trois années précédentes nous avons dû faire des concessions et agir de manière unitaire pour empêcher que notre SINDIPETRO ne reste entre les mains du député Mário Lima et de ses disciples, car cela aurait été un retour en arrière, avec l'implantation définitive d'un syndicalisme "officiel" parmi nous.>> (In : Brochure de la campagne électorale, en mai 1990, de la liste du groupe de dirigeants syndicaux dissidents)>>.

Tout cela met bien en évidence le processus de perte de légitimité des syndicalistes populistes chez les travailleurs du pétrole de Bahia, à la fin des années 80.

Ce qui explique que lors des élections syndicales, en 1990, dans les deux syndicats de petroleiros de Bahia, ce seront les listes des militants de gauche qui l'emporteront.

Ce changement dans la manière dont les petroleiros percevaient les populistes était contemporain du retour des mouvements de masses parmi les travailleurs de PETROBRAS, ainsi que de la progression politique, durant ces mouvements, des oppositions syndicales. Dès lors, une question se pose : quelle était la stratégie de la gauche syndicale et quelle était leur base de soutien ?

15.4.3. La tactique de la gauche

Dès le début de la création des groupes d'opposition, les divergences entre leurs membres étaient très importantes. Par rapport aux stratégies syndicales du groupe, par exemple, la question se posait de deux manières différentes. D'un côté, il fallait augmenter la diffusion de leurs idées au sein de la base ouvrière ; ce qui était vu comme un moyen de faire avancer la conscience de classe des travailleurs. De l'autre, il fallait adopter une stratégie de prise de contrôle de l'appareil syndical.

Les divergences au sein des oppositions naîtront justement des difficultés à concilier ces deux questions. Ainsi, une des divergences majeures au sein de la gauche était marquée par des positions contraires sur la meilleure stratégie à adopter pour atteindre ces deux objectifs.

Jusqu'à 1987, la position dominante, parmi les militants des oppositions syndicales, était de miser sur la diffusion de leurs idées, afin de convaincre la base du bien fondé de celles-ci. L'adoption de cette stratégie allait provoquer, au STIEP, la rupture entre les militants de la gauche et les responsables syndicaux en place : les méthodes employées par la gauche étant mal perçues par ses alliés populistes. Voyons, par exemple, comment le secrétaire général du STIEP nous parle de ses divergences avec la gauche.

<<Je pensais qu'on devait faire du syndicalisme sans y mêler la politique partisane. (...) L'influence politique doit exister seulement quand on se sert des politiciens pour obtenir des avantages pour les travailleurs : cela avec n'importe quel politicien, indistinctement, pour améliorer la situation des travailleurs. (...) Alors [avec l'arrivée des militants de gauche], j'ai trouvé qu'il y a eu de

l'ingérence politique dans notre syndicat. Nos divergences tournaient autour de cette question. (...). N. fut désigné délégué syndical, et c'est là que l'ingérence politique a commencé. J'admire beaucoup N., mais le travail qu'il faisait consistait seulement à recruter de nouveaux adeptes pour son parti. Je dis cela car quelques fois je suis allé avec lui dans les régions de production et il allait toujours dans les maisons des compagnons : histoire de catéchiser les gens pour les faire adhérer à son parti. Je le critiquais pour cela. Le travail qu'il devait faire en tant que délégué c'était le même travail qu'on faisait, c'est comme ça que les problèmes ont commencé. Je lui disais que s'il allait dans les unités de production et s'il trouvait des problèmes touchant les travailleurs, il devait aller parler avec les chefs de secteur ou avec leurs supérieurs hiérarchiques. Au cas où il ne réussissait pas, il pouvait exposer ces problèmes aux réunions de la direction syndicale pour qu'on puisse aller jusqu'au Surintendant. C'était ça la fonction du délégué. Mais N. n'était pas d'accord. (...). C'est à dire, il y avait une divergence politique entre nous. Dans ma manière de voir les choses, ce qu'il voulait c'était cela : pour résoudre un problème il fallait faire un mouvement, une grève, quelque chose de ce genre. Je pensais le contraire. Avant d'aller jusqu'à ce point, nous devons discuter, négocier quelque chose pour essayer de résoudre la question.>> (Entretien avec le Responsable du STIEP entre 1978 et 1987).

On voit par là que la priorité de la gauche à cette époque était d'augmenter son impact politique sur la base. Ainsi, des faits caractéristiques de cette phase seront l'expulsion des militants de gauche de la direction du STIEP, en 1986, ainsi que le lancement de la publication d'un journal d'information de l'opposition.

Mais, déjà à cette époque, les tentatives de conciliation entre les deux objectifs de l'opposition cités plus haut (avoir l'hégémonie politique et idéologique de l'action syndicale des petroleiros) provoquaient une certaine friction à l'intérieur de la gauche. La décision de certains membres de l'opposition de participer à la direction syndicale en 1984 ne fut pas unanime parmi les militants de gauche, qui à cette époque se réunissaient pour mener une action commune.

Pour certains, la participation de la gauche à une direction syndicale non cutiste pouvait être perçue par la base comme une légitimation des politiques menées alors par les syndicats, tandis que pour d'autres, cela pouvait signifier un début de changement de l'action syndicale chez les travailleurs du pétrole.

De même, après le départ des militants de gauche de la direction syndicale, en 1986, la décision de publier un journal d'information de l'opposition syndicale, mettant en évidence, ou non, le nom de la CUT, fut le fruit de longs débats ; pour certains militants revendiquer une identité de "cutiste" était un peu suicidaire, au vu des caractéristiques de la base des petroleiros, et de l'attachement de cette base à un type de syndicalisme plus tourné vers la défense de l'entreprise et du monopole d'État que de la lutte de classes. Pour d'autres, à l'opposé, la revendication du nom de la CUT était important pour rassembler autour de l'opposition la partie progressiste de la base (les jeunes techniciens), en même temps que pour faire "l'éducation politique" des secteurs plus conservateurs.

Quoi qu'il en soit, cette première période de l'opposition syndicale des petroleiros fut

davantage marquée par la victoire des thèses tournées vers la diffusion des idéaux de la gauche. L'événement majeur dans cette stratégie fut la participation de la gauche aux élections de 1987 avec des listes propres.

Toutefois, la défaite des oppositions lors des élections de 1987 a montré d'une façon très nette l'impact déstabilisateur des retraités aux élections syndicales (comme on l'a vu, selon des estimations faites par l'opposition, environ 90 % des retraités, dont le poids proportionnel était d'environ 40 % du collège électoral, ont voté pour les populistes, en 1987, au STIEP). Dès lors, la stratégie d'alliances avec d'autres groupes syndicaux deviendra dominante au sein de la gauche. C'est une phase d'autocritique de la gauche par rapport à ses options passées.

<< Au début de la période 1984-1987, le travail réalisé par les trois membres de l'opposition à la direction du syndicat (...), était parfois complètement dissocié des personnes qui, en dehors de la direction syndicale, participaient aux luttes syndicales et nous soutenaient. Que ce soit par "volontarisme", "inexpérience ou, même, par avant-gardisme, le travail des militants de l'opposition ne prenait pas en compte la réalité de la corporation dont nous faisons partie. (...) Si nous avons commencé le travail de prise du pouvoir par la voie interne, c'est-à-dire, en affaiblissant et isolant les positions de droite, il serait correct de continuer ce travail, pour ramener de notre côté les responsables syndicaux qui, quoique conservateurs, pouvaient évoluer avec nous dans la continuité du travail syndical ...>> (In : Texte écrit par un militant syndical de gauche et discuté par l'opposition du STIEP en 1988).

Dès lors, l'opposition syndicale va mener une action privilégiant la formation d'alliances syndicales, avec des tendances considérées par elle comme conservatrices ; cela tout en préservant les liens avec ses sympathisants.

<< Mettant en pratique de telles propositions, nous pourrions mener un travail où nous ne perdrons pas les spécificités de notre travail d'opposition (proche de la partie avancée de la base) et où nous aurons les conditions pour dépasser les barrières qui nous tiennent éloignés de la partie conservatrice des petroleiros.>> (In : Évaluation d'un militant syndical citée plus haut).

Cela entraînera le rapprochement des militants des oppositions de certaines tendances des directions syndicales en place, ainsi qu'un certain assouplissement des discours tenus par la gauche.

Un indice de cela est le fait qu'à partir de 1987, l'opposition du STIEP ne publiera plus de journaux d'information et les publications de l'opposition du SINDIPETRO seront moins fréquentes. Cela, parce qu'ils craignaient que la base ne comprenne pas comment il pouvait exister une opposition au syndicat parmi les travailleurs. Autrement dit, ils craignaient que la base ne prenne "l'opposition comme quelque chose contre le syndicat et non contre les positions conservatrices de la direction syndicale".

Toutefois, c'est la reprise des grèves par les petroleiros, à partir de 1988, qui mettra en évidence les militants de l'opposition. Ces militants, davantage préparés pour les conflits idéologiques et porteurs de discours de valorisation des concentrations de masse, vont très vite gagner une légitimité politique importante parmi les travailleurs du pétrole. Nous allons y revenir.

15.5. Le coup D'État ou « l'héroïcisation » des victimes

Le coup d'État de 1964 eut d'autres conséquences que le contrôle et la répression de la vie politique du pays. La dictature militaire, avec des mesures répression aux opposants, eut pour conséquence une tendance à "l'héroïcisation" des politiciens populistes, comme victimes de la dictature. Malgré les critiques que les plus importantes tendances de la gauche adressaient aux méthodes populistes (car, selon eux, les populistes en empêchant une organisation autonome des travailleurs et des groupes populaires, n'ont pas permis d'éviter le déclenchement et le succès du coup d'État militaire), le prestige personnel des principaux leaders populistes est demeuré intact jusqu'aux années 80. De surcroît, la répression dont ils furent victimes a eu pour effet de les "héroïciser".

Ainsi, dans le Brésil des années 80, faire référence aux souffrances et à la répression soufferte, durant la dictature, a constitué une méthode presque infaillible pour gagner la sympathie populaire. Même les opposants aux idées des politiciens populistes, mais qui pour autant, défendaient les idéaux démocratiques, ne pouvaient s'opposer aux idées dominantes sur la "grandeur" humaine et sur le "courage" de ces politiciens. En ce sens, le coup d'État de 1964 eut pour conséquence de transformer ses victimes en héros !

C'est une interprétation possible des parcours politiques, dans les années 80, de politiciens, issus de la période populiste, et aussi dissemblables entre eux, que Leonel Brizola ⁴¹⁰, Jânio Quadros ⁴¹¹, Miguel Arraes ⁴¹², etc.. Malgré les divergences de style et d'idéologie politiques, ces politiciens avaient quelque chose en commun, au début des années 80 : ils avaient tous fait partie des premières victimes politiques du régime militaire (ils furent exilés et perdirent leurs droits politiques) et il leur faudra attendre l'ouverture démocratique pour reprendre leurs carrières politiques. Ce qui peut expliquer le fait qu'ils ont tous joué des rôles politiques importants dans les années 80.

Ce point peut nous aider à mieux saisir la complexité de la vie politique et sociale brésilienne après la démocratisation. Comme plusieurs auteurs ⁴¹³ l'ont fait remarquer,

⁴¹⁰ Leonel Brizola fut député et gouverneur de l'État de Rio Grande do Sul dans les années 50 et 60. Il était, avant le coup d'État de 1964, un des porte parole des politiciens nationalistes. Après le pronunciamiento, il sera exilé et ne retournera au pays qu'au début des années 80 avec la loi d'amnistie. Dans les années 80 il fut élu gouverneur de l'État de Rio de Janeiro en 1982 et fut le troisième candidat le plus plébiscité de l'élection présidentielle de 1989.

⁴¹¹ Dans les années 50 et 60, Janio Quadros fut successivement maire de la ville de São Paulo, gouverneur de l'État du même nom et président du Brésil. En 1961, après neuf mois de gouvernement il renonce à ses responsabilités, prétextant le manque de conditions pour gouverner. Il eut ses droits politiques suspendus par les militaires. Après la loi d'amnistie, il devient à nouveau maire de São Paulo en 1984.

⁴¹² Politicien nationaliste de l'État de Pernambuco ; en 1964, il était le gouverneur de cet État et un probable candidat de la gauche nationaliste pour les élections présidentielles qui devaient avoir lieu en 1965. Avec le coup d'État, il est exilé et perd ses droits politiques. Dans les années 80, il devient gouverneur de l'État de Pernambuco en 1982.

⁴¹³ notamment Sader, 1988.

une des grandes nouveautés de la vie politique brésilienne, dans les années 80, fut l'émergence de nouveaux acteurs sociaux et politiques ; lesquels avaient une vision très négative des pratiques populistes antérieures et étaient partisans de méthodes d'action où l'autonomie des individus serait mise en valeur. D'où des discours sur l'importance de la participation des citoyens dans les prises de décisions, des critiques au culte de la personnalité des populistes et de la gauche traditionnelle, une revalorisation de la culture et des pratiques populaires, etc. Toutefois, la présence de politiciens issus du populisme sur la scène politique brésilienne de cette période, nous démontre que ces nouveaux acteurs et discours n'avaient pas le monopole de la représentation des intérêts des classes populaires.

Il est même possible d'affirmer qu'à la fin des années de la dictature, deux logiques différentes se disputaient l'hégémonie au sein des forces politiques de gauche : d'un côté, les groupes politiques proches des idées populistes et de la gauche traditionnelle (c'était le cas de Brizola et de Miguel Arraes, parmi d'autres) et, de l'autre côté, les groupes issus des mouvements sociaux de la fin des années 70 (le PT et la CUT essentiellement), voulant transformer la société à partir du bas, à partir de l'organisation autonome des classes populaires.

Une des spécificités de la pratique syndicale des travailleurs du pétrole est qu'elle nous permet de mieux saisir une des modalités du conflit entre ces deux tendances dans un domaine concret de la vie sociale ; en l'occurrence, le syndicalisme.

C'est dans ce contexte général qu'on doit comprendre le processus "d'héroïcisation" des leaders syndicaux des travailleurs du pétrole de Bahia. La dictature – en écartant de la scène les leaders syndicaux populistes, quand ils paraissaient vivre un grand moment de prestige social et politique – encouragera le développement de représentations très positives les concernant. Dans la mémoire des travailleurs, on se souviendra que le coup d'État mit à l'écart les véritables leaders des travailleurs du pétrole.

<<A cette époque, notre président du syndicat était Mário ; il était député fédéral élu par les petroleiros. Après le coup d'État, il a été démis de ses fonctions, il a été emprisonné à Fernando de Noronha⁴¹⁴ ; c'était une époque de grande répression. On voyait des compagnons arrêtés sur les lieux de travail, par l'armée. Après le coup d'État, ils (les militaires) ont commencé à arrêter les leaders des travailleurs ...(...) Parmi ces leaders, il faut citer Mário Lima, Oswaldo Marques, Davi Santiago, Miltinho ; et aussi Hélio Duque, qui est aujourd'hui député fédéral de l'État du Paraná. Il y a eu un grand nombre de compagnons, le compagnon Wilton Valença, par exemple. Plusieurs personnes ont été emprisonnées à cette époque.>>

La coupure survenue dans l'évolution de l'action syndicale des travailleurs du pétrole a laissé dans les esprits des petroleiros le sentiment d'avoir été dépossédés du futur, celui qui aurait dû advenir si la dictature n'avait pas compromis son avènement. Dès lors, les leaders syndicaux pourront se construire une image, non seulement de victimes de la répression⁴¹⁵, mais aussi de martyrs de la cause syndicale chez les petroleiros.

⁴¹⁴ Il s'agit d'une prison située dans l'archipel de Fernando de Noronha ; cette prison est connue pour avoir abrité les prisonniers politiques durant la dictature militaire.

<<Plusieurs parmi nous, Responsables du SINDIPETRO, avons souffert dans les geôles de la dictature pour avoir eu le courage de défendre les intérêts du pays, de la PETROBRAS et de la corporation des petroleiros. La seule chose que nous attendons des compagnons est du respect et de la considération, en reconnaissance d'une lutte qui aujourd'hui est celle de tous.>> (In : INFORMATIVO SINDIPETRO, n° 67, 06/10/89.).

Mais, ce processus "d'héroïcisation des victimes" ne s'est pas construit naturellement. Comme dans la plupart des phénomènes sociaux, il n'y a pas eu de détermination préalable de la façon dont les travailleurs du pétrole allaient interpréter leur passé et l'action de leurs responsables syndicaux. On peut néanmoins estimer que la politique de stabilisation de la main d'oeuvre mise en oeuvre par l'entreprise joua un rôle important dans la portée sociale de ces interprétations.

Ainsi, la valorisation de la période populiste, chez les petroleiros de Bahia, a été rendue possible par la comparaison entre leurs conditions de vie et de travail avant et après 1964. Ayant pu observer après 1964 une dégradation de leurs conditions de travail et de vie quotidienne (très visible, surtout, au niveau symbolique, par l'impuissance des syndicats), les travailleurs ont commencé à idéaliser leur passé. Or, ce passé était indissolublement lié aux figures des leaders syndicalistes populistes, qui deviendront des objets d'admiration et de respect pour la majeure partie des travailleurs, y compris des militants de gauche (au début des années 80).

Comme nous l'avons vu, c'est justement cela qui permettra le retour des leaders populistes à la vie syndicale des petroleiros, dans les années 80. Il s'agit maintenant d'examiner comment cette vision idéalisée des leaders sera mobilisée dans une conjoncture d'affrontement entre groupes rivaux pour le contrôle des syndicats.

15.6. Le passé comme mythe

Une des façons de mobiliser ce passé dans les luttes syndicales des travailleurs du pétrole fut la mythologisation de l'histoire ; autrement dit, la recréation de celle-ci en donnant aux leaders syndicaux le statut de surhommes, capables de jouer le rôle de héros mythiques : seuls responsables des conquêtes et de la vie syndicale des petroleiros.

Voyons, par exemple, comment Mario Lima raconte un épisode important de la création du SINDIPETRO, au début des années 60 :

<<Quand nous avons créé le syndicat, le chef du secteur du personnel m'a licencié. Pour lui, j'étais la source de tous les changements. C'est pour ça qu'il m'a licencié. Nous avons déjà organisé l'élection mais nous n'étions pas encore intronisés, il a donc pensé qu'il pouvait me licencier. Oswaldo, le président du syndicat, a fait une note de protestation contre mon licenciement, et pour cette raison il a aussi été licencié. C'était la tactique d'intimidation de l'entreprise ! J'ai

⁴¹⁵ Il ne s'agit pas ici de mettre en doute cela. Nous avons eu accès à des documents qui prouvent que la plupart des leaders syndicaux ont été victimes de la répression et de la persécution du régime militaire. Ce qui nous intéresse ici, c'est l'usage social que ces leaders ont fait de leur passé, y compris des souffrances causées par la répression militaire.

été licencié en avril 1960. Je réintègre l'entreprise en août 1960 : à cette occasion, le président de la République est venu à la raffinerie de Mataripe pour inaugurer de nouvelles unités, mais ses assesseurs avaient fait savoir qu'il aimerait être salué par un ouvrier. Pour aller à la fête donnée en honneur du président de la République, les gens ont imposé comme condition que ce soit moi l'ouvrier qui ferait la salutation. Mais, comment se pourrait-il qu'un ouvrier licencié puisse saluer le président de la République ? (...) C'est pour ça que j'ai été réadmis à PETROBRAS. (...).>>

Cela s'inscrit dans la lignée des discours d'auto-valorisation que Wilton Valença développe également dans les années 80.

<<Aujourd'hui je n'ai qu'un regret, car comme les choses sont maintenant, nous ne pouvons pas parler d'une unité d'action au sein du mouvement syndical des petroleiros. Mon regret est celui de ne pas avoir accepté l'idée de certains compagnons de créer un seul syndicat. J'ai pensé à moi, car si j'avais accepté l'idée, tous les problèmes allaient me revenir, pour les résoudre. Et j'ai pensé alors que je ne pouvais pas être, en même temps à Sergipe, à Alagoas, à Bahia et même plus.>>

Nous citons ces deux extraits d'entretiens – des deux personnages les plus illustres de l'histoire des travailleurs du pétrole de Bahia – pour mettre en évidence le style de légitimation, a posteriori, que la plupart des syndicalistes populistes faisaient de leur passé. De nombreux exemples semblables se retrouvent dans les interviews réalisés avec des syndicalistes de cette génération.

Sur un plan strictement méthodologique, nous sommes confrontés à ce que l'on appelle en psychologie, un "complexe de supériorité" de la mémoire humaine ; des études⁴¹⁶ en psychologie expérimentale ont mis en évidence qu'une des caractéristiques de la mémoire humaine est la tendance des individus à se rappeler le passé en se représentant comme ayant joué un rôle central dans les événements relatés ; rôle, en général, plus important que celui qu'ils ont vraiment joué.

Ici, nous avons essayé de nous prémunir contre ce danger, en ramenant la question des discours des acteurs à l'utilisation sociale qu'ils en font. Aussi fantaisistes qu'ils soient, parfois, ces discours jouaient un rôle important dans les stratégies de légitimation des leaders syndicaux de la période 1960-1964.

Autrement dit, ces discours aux dimensions mythiques ont une importance majeure dans la façon dont le passé fut recréé chez les travailleurs du pétrole. De ce fait, il ne sera pas très étonnant que durant les années 80, ce soit justement ces interprétations qui viendront légitimer le retour des anciens leaders syndicaux.

15.6.1. Une histoire orale

Ces histoires étaient véhiculées presque exclusivement de façon orale ; ce qui signifie que le public cible de tels discours était surtout constitué des travailleurs les plus âgés, ceux qui avaient le plus de liens personnels avec les leaders syndicaux populistes.

Très éclairante, à ce propos, est une situation dont nous avons été témoin, au cours

⁴¹⁶ Pour une synthèse de ces études voir Lecomte (1994).

de notre travail de terrain : un leader syndical, encerclé par des retraités, racontait ses aventures avec certains politiciens afin de faire approuver une loi importante. Les travailleurs présents le regardaient avec admiration et respect, mais il est difficile de savoir s'ils croyaient à l'histoire racontée ; histoire qui nous parut très invraisemblable.

L'importance de cette scène est qu'elle nous montre, en fonctionnement, une des méthodes de légitimation des leaders populistes, dans le contexte des années 80. Cette légitimation reposait exactement sur la mise en scène d'un passé mythique, d'un passé dans lequel, eux, les leaders syndicaux, jouaient le rôle de véritables "héros" mythiques, dotés de pouvoirs surnaturels. La confiance que les travailleurs leur accordaient était strictement associée à la connotation positive qu'ils donnaient aux exploits mythiques du passé.

Il n'était pas très important que ces syndicalistes racontent des histoires difficilement vérifiables (comment savoir si tel ou tel syndicaliste a vraiment rencontré le président de la République dans les années 60 pour choisir le président de PETROBRAS ? et comment savoir si leur pouvoir d'influence sur les décisions de l'entreprise était vraiment important ?, etc.). Comment un travailleur pourrait-il obtenir un minimum de certitude sur ces questions, quand les seules sources disponibles étaient justement les discours de ceux qui furent les protagonistes des événements ? Et de quelle vérité s'agit-il ?

L'important, du point de vue des travailleurs qui avaient vécu la période populiste, était que ces versions étaient compatibles avec une situation, jugée très favorable, qu'ils avaient vécu par le passé. Ce n'est que dans la mesure où certains des acteurs qui vécurent cette période se sont auto-légitimés comme "porteurs" du passé collectif, que ce phénomène nous intéresse de plus près ici.

En ce sens, ces histoires appartenaient aux mythes d'origine de l'identité syndicale des petroleiros. Il y avait certainement une relation entre les histoires relatées par les leaders syndicaux de l'époque populiste et ce qui s'était véritablement passé ; mais cette correspondance n'était pas proprement historique, elle était plutôt symbolique ; autrement dit, les histoires racontées jouaient le rôle de mythes, d'histoires mythiques, où la confirmation par des faits n'était pas jugée nécessaire. Il leur suffisait de paraître vraisemblables. Cela, même les syndicalistes qui avaient forgé leur légitimité sur ces histoires le reconnaissent.

<< Il y a eu une certaine exagération à l'époque. Le travailleur qui avait vécu dans l'obscurité d'un régime patronal oppressif, quand il s'est senti reconnu, il a parfois exagéré. Par exemple, ils racontaient beaucoup de choses sur moi ... Parce que, à cette époque, quand je suis rentré à l'entreprise j'avais 22 ans, alors ils racontaient des histoires avec beaucoup d'imagination, de folklore ; par le bouche à oreille... On a dit, par exemple, que quand j'ai été arrêté, j'aurais dit au Colonel que s'il ne me laissait pas partir, j'allais faire exploser la raffinerie de Mataripe.>> (Entretien avec Mario Lima).

De plus, ces histoires ont pu prendre de l'ampleur parmi les travailleurs du pétrole en raison de la politique de stabilisation de la main d'oeuvre mise en oeuvre par l'entreprise ; ce qui a permis que les travailleurs ayant vécu les événements des années 60 soient encore à PETROBRAS (ou à la retraite, mais avec le droit de participer à la vie syndicale) dans les années 80. Autrement dit, ces histoires feront partie de la mémoire sociale du

groupe, non en tant que récits reproduits de génération en génération, mais plutôt comme élément du vécu de certains travailleurs.

En tout cas, l'essentiel de ce phénomène est la place que cette reconstitution du passé a acquise dans la légitimation des leaders syndicaux. Ces discours avaient plus d'échos auprès des travailleurs les plus âgés, ce qui explique le soutien qu'ils accorderont aux syndicalistes populistes. Mais ils interpellaient potentiellement tous les petroleiros. D'autant plus qu'il n'existait pas, à l'époque, de tentative de systématisation de l'histoire et des discours des travailleurs du pétrole de Bahia⁴¹⁷, par l'écriture.

Même les oppositions syndicales se trouvaient désarmées pour combattre ce discours. Leur méconnaissance du passé les obligeait à privilégier seulement les pratiques actuelles des leaders syndicaux (le peleguisme dans le jargon syndical), sans pouvoir formuler de véritables critiques vis-à-vis de leur passé.

Autrement dit, les "cutistes" étaient incapables de porter atteinte à ce qui conférait la légitimité syndicale des populistes. Ainsi, par exemple, en 1987, lors de la campagne pour les élections du STIEP, au cours d'une réunion que l'opposition avait organisée avec des retraités, pour exposer ses idées, il fut difficile pour les militants de gauche de soutenir leurs critiques vis-à-vis des populistes : les retraités ne les acceptaient pas. La stratégie adoptée alors fut de retourner les critiques sur les membres de la direction syndicale à la tête du syndicat depuis les années 70. C'était une manière de compenser leur manque de connaissance vis-à-vis d'une période essentielle dans l'histoire des petroleiros.

De même, en 1987, lors de l'élection de la direction du SINDIPETRO, les militants de gauche essayeront d'établir le rapprochement entre la répression, par l'entreprise, qui suivit la grève de 1983 et celle qui accompagna le coup d'État de 1964.

<<Pour perpétuer l'inertie du syndicat, la liste de l'immobilisme cherche désespérément à créer de l'animosité entre la base des petroleiros et la liste n° 2 (RECONSTRUCTION) ; cela seulement parce qu'un de nos compagnons (G., deuxième secrétaire de la liste n° 2) était un des responsables du syndicat à l'époque de la grève de 1983. Faisant le jeu du gouvernement et des patrons, ils essaient de responsabiliser les leaders syndicaux dans les licenciements organisés par le gouvernement Figueredo, de la dictature militaire ; lequel a réprimé et licencié, cette année-là, non seulement les petroleiros mais aussi des centaines et centaines d'autres travailleurs des corporations les plus diverses. Comme nous ne sommes pas partisans de cette stratégie, nous n'allons pas attribuer à Mário Lima – qui était le responsable des petroleiros – la responsabilité des licenciements et de l'intervention dans le syndicat, après le coup d'État de 1964. Exactement comme en 1983, des centaines de petroleiros et de leurs leaders ont été licenciés et empêchés d'exercer leurs droits politiques. La responsabilité du crime revient, naturellement, aux militaires qui ont pris le pouvoir dans notre pays pour mieux servir les grands capitalistes nationaux et étrangers. Il ne sera pas facile d'essayer de masquer l'histoire : les petroleiros ont de la mémoire !>> (In : RECONSTRUCTION, journal de campagne électorale

⁴¹⁷ Ce n'est que vers la fin des années 80 que le syndicalisme des travailleurs du pétrole deviendra objet d'étude de travaux scientifiques, voir notamment : Andrade et alii (1989), Nóvoa (1989) et Oliveira Jr. (1996).

de la liste de gauche aux élections du SINDIPETRO de juin 1987)

Mais, même ainsi, la gauche ne pouvait espérer porter atteinte qu'aux pratiques actuelles des leaders syndicaux populistes, sans toucher au coeur de leurs stratégies de légitimation : une vision positive de la période précédant le coup d'État. D'où la réponse que les populistes donneront à cette argumentation.

<<Les licenciements de 1964 ont eu lieu suite à un coup d'État militaire dans le pays et non à cause d'une inopportune, irresponsable et suicidaire grève, comme celle de 1983. Grève décidée par la CUT, dont G. est membre, entraînant des préjudices pour 198 compagnons et laissant toute la corporation sans protection du syndicat.>> (In : UNITÉ ET ACTION, journal de campagne de la liste des populistes aux élections du SINDIPETRO de juin 1987).

Contre ces versions la gauche ne pouvait opposer que sa propre pratique, son propre passé, un passé plus récent et par rapport auquel seule une partie des travailleurs (les plus jeunes) se sentait interpellée. Ainsi, lors de l'autre élection syndicale réalisée, en 1987, chez les petroleiros de Bahia, l'opposition essayera de légitimer son programme d'action par la pratique de ses militants syndicaux.

<<Ce Programme est un accord explicite de la Liste Unique des Oppositions avec la Corporation Petroleira. Un accord basé sur l'expérience de notre pratique concrète de ces dernières années. Une pratique qui se caractérise par la réflexion et l'action, (...). Une pratique qui contribue à former l'opinion, en élevant le niveau de conscience et de participation des petroleiros dans la défense de nos revendications. Au nom des valeurs et de l'exemple de cette pratique, nous nous engageons à reconquérir, pour le STIEP, le respect, non seulement de la corporation petroleira, mais aussi de la société ...>> (In : RENOVAÇÃO, journal de la gauche lors des élections du STIEP en novembre 1987.).

15.6.2. Du pouvoir de l'écrit

L'anthropologue Jack Goody (1996) a souligné le fait que l'écriture des versions d'un mythe contribue à la diminution du nombre de ces versions. A partir du moment où une tradition orale est soumise à la forme écrite, elle se rigidifie, et devient difficilement exprimable en un grand nombre de versions différentes. L'écriture a le pouvoir de figer l'oral.

Un phénomène semblable commence à se produire chez les travailleurs du pétrole, à partir de la deuxième moitié des années 80. Non seulement par un intérêt nouveau des chercheurs pour la question syndicale à PETROBRAS, ou encore, à cause de la parution de certains ouvrages de retranscription de la tradition orale des travailleurs du pétrole de Bahia⁴¹⁸, mais aussi par la volonté des syndicalistes d'écrire leur histoire. Cela surtout par le biais des journaux des syndicats.

Ainsi, dès juin 1985, la direction du SINDIPETRO publie un article pour "rappeler" l'anniversaire de la création du syndicat. Dans cet article, il fut question de nommer tous les membres de la première direction exécutive du syndicat entre 1960 et 1962, y compris le président du syndicat en 1985. De même, on cita les autorités présentes à cette

⁴¹⁸ C'est le cas notamment de l'ouvrage de Costa (1990).

cérémonie : le gouverneur de l'État, le maire de Salvador, parmi d'autres. Autrement dit, cet article constituait un moyen pour réactiver la mémoire sociale du groupe, en rappelant que dès les années 60 le président du syndicat participait déjà aux luttes syndicales des *petroleiros*.

Cette volonté de "reconstituer" l'histoire des *petroleiros* sera encore plus manifeste dans le journal du SINDIPETRO de septembre 1988.

<<En raison des trois interventions politiques que le SINDIPETRO-BA a souffert au cours de son histoire – toutes les trois soumises au pillage de ses archives – notre syndicat ne possède pas de documents historiques, surtout concernant les premières années de vie du syndicat. (...) Il (le syndicat) a souffert trois interventions politiques : la première en 1964, quand le président était le compagnon Mario Lima ; la deuxième en 1968, quand le président était le compagnon Marival Caldas et la troisième en 1983, durant le mandat du compagnon Germino Borges. Les trois interventions ont détruit nos archives, de façon délibérée. Pour récupérer cette dette historique, nous allons essayer de reconstituer nos archives ; pour cela nous appelons les compagnons les plus anciens, ceux qui possèdent des publications syndicales, à en faire don au syndicat. Nous allons aussi faire des enregistrements d'entretiens avec d'anciens compagnons, en vue de la publication d'un livre sur l'histoire glorieuse du SINDIPETRO-BA.>> (In : JORNAL SINDIPETRO, n° 45, année 27, septembre 1988).

Autrement dit, cette volonté de "restituer" l'histoire syndicale des *petroleiros* rentrait dans une logique de "légitimation" par l'écrit des versions orales qui circulaient parmi les travailleurs. C'était, en quelque sorte, la transformation des "mythes" en "histoire".

15.6.3. Des rapports différents à l'histoire : les générations

L'utilisation du passé et de la mémoire dans les querelles syndicales des *petroleiros*, reposait la question des différences de pratiques politiques et de souvenirs entre les générations. Nous avons vu comment les différentes générations se constituent à PETROBRAS, de telle sorte qu'il est même possible d'établir une coupure entre les travailleurs rentrés dans l'entreprise durant la période de développement de l'industrie pétrolière à Bahia (les années 50 et 60) et les autres travailleurs, rentrés plus tard.

L'appartenance à une génération n'est pas une simple question d'âge. Nous appartenons à une génération dès lors que nous partageons les valeurs et les souvenirs qui la caractérisent ; valeurs et souvenirs en constant changement, se renouvelant au fur et à mesure que les personnes vieillissent et que les générations suivantes viennent poser leurs valeurs et leurs souvenirs dans le champ d'action. Ainsi, un conflit de générations est surtout un conflit de valeurs et de mémoires, autrement dit, de rapports au temps.

Ceci est particulièrement évident dans le cas des conflits syndicaux des "petroleiros". En dehors des conflits idéologiques et des conflits liés aux différentes façons d'envisager les syndicats, ces conflits seront très vite marqués comme conflits de générations. Les résultats des élections syndicales en 1984 et 1987, où les retraités jouèrent un rôle important dans la victoire des populistes, viennent nous le démontrer.

Mais ces oppositions entre les générations ne se manifestaient pas seulement lors des élections syndicales. Dans les congrès, dans les assemblées et dans d'autres réunions publiques organisées par les syndicats, la division de l'espace physique entre deux groupes distincts, les "jeunes" de gauche et les "vieux" de l'époque populiste, était facilement perceptible. D'ailleurs, dans ces réunions, les différences entre les groupes étaient également marquées par des usages langagiers différents : les travailleurs plus âgés appelaient les militants de gauche "les gamins de la CUT" ; façon de marquer non seulement la différence d'âge, mais aussi d'expérience. En nommant les jeunes militants "gamins", ils voulaient signifier que les militants de la gauche n'avaient pas d'expérience pour conduire les affaires syndicales. De leur côté, les jeunes appelaient les travailleurs les plus âgés les "têtes blanches"⁴¹⁹ ou, parfois, les "pépés". Là aussi, l'utilisation de ces termes, bien que limitée aux seuls moments de décontraction et de cordialité entre les travailleurs, témoignait d'un certain mépris pour les pratiques syndicales des syndicalistes de la "vieille garde", jugées dépassées, hors du temps.

La valorisation de l'expérience par une certaine génération de petroleiros dépassait largement le cadre syndical. Dans le domaine de la formation professionnelle, par exemple, elle jouait un rôle important de différenciation des travailleurs. Comme nous l'avons vu, la constitution des métiers, au début de l'industrie pétrolière, fut liée à l'apprentissage sur le tas et à la valorisation de l'expérience acquise. C'est à partir des années 70, avec les transformations du marché du travail à Bahia, que les diplômés deviennent valorisés. Ici aussi le conflit générationnel était évident : dans leurs stratégies d'ascension professionnelle, les jeunes mettaient l'accent sur leurs acquis scolaires, tandis que les plus âgés, ayant en général un niveau scolaire plus bas, tendaient à faire valoir leur expérience.

Mais, l'importance que revêtaient, sur le plan professionnel, pour les uns la connaissance et pour les autres l'expérience, se transformait, dans le champ syndical, en volonté de changer les syndicats, pour les jeunes, et en désir de préserver les acquis du passé, pour les plus âgés.

Ces différences entre les générations, tourneront au conflit ouvert dans les années 80, quand, dans les stratégies syndicales des groupes hégémoniques, on opposera les "jeunes" et les "anciens", comme catégories indépassables. C'est le moment où les syndicalistes en place choisiront de mettre en valeur le passé des petroleiros, tandis que les militants de gauche essayeront, en vain, de concilier leurs discours de transformation des structures sociales avec le respect pour le passé des travailleurs.

Ce qui se passa dans les années 80 chez les travailleurs du pétrole fut un conflit de temps sociaux⁴²⁰. Même si les références au passé ne constituaient pas une prérogative exclusive des travailleurs les plus âgés. En l'absence d'une forme écrite et établie de la riche tradition orale des travailleurs, aussi bien les cutistes que les populistes faisaient des références au passé dans leurs discours (à partir de logiques et de points de vue différents, il est vrai). Cependant, comme les populistes avaient vécu la période en

⁴¹⁹ En référence au fait que les plus âgés avaient, en général, des cheveux blancs.

⁴²⁰ L'expression est de Gurvitch (1963).

question, tandis que les cutistes ne pouvaient qu'utiliser des récits de seconde main, les premiers disposaient d'un avantage certain sur les seconds.

A vrai dire, les cutistes ne pouvaient négliger la mémoire des petroleiros les plus âgés (ils représentaient un tiers du collège électoral des syndicats) ; mais en même temps, ils ne pouvaient pas forger leur discours de légitimation sur une seule référence, centrée exclusivement sur le passé, comme le faisaient les populistes.

C'est cette ambiguïté des cutistes (ils se sont opposés à Mario Lima, mais ont changé le nom du siège du syndicat, en 1982, pour rendre hommage à Osvaldo Marques, par exemple), qui permettra aux populistes d'opposer les vieux aux jeunes, les anciens responsables et expérimentés aux jeunes irresponsables et inconséquents, bref, d'opposer deux générations : celle ayant vécu les années 60 et celle qui rentra après les années 70, laquelle n'avait pas conscience des véritables dangers de la vie syndicale.

Ces discours seront remis sérieusement en question seulement avec l'incapacité des syndicalistes populistes à s'adapter à la conjoncture de reprise des grands mouvements de masse chez les travailleurs du pétrole, à la fin des années 80. Dans ces périodes de conflits ouverts entre travailleurs et entreprise, ce sont les militants de gauche qui deviendront les références des petroleiros.

15.7. Les populistes dépassés par la conjoncture

La radicalisation de la conjoncture politique et économique brésilienne, à la fin des années 80, a dépassé les leaders syndicaux proches du populisme à PETROBRAS. Ce n'est pas simplement parce qu'ils refusaient de réaliser des grèves, parfois même celles décidées au niveau national, comme le leur reprochait la gauche.

Le problème de ces leaders est qu'ils n'avaient pas intégré dans leur pratique quotidienne la formation des nouveaux militants ou la préparation de la base pour des périodes de conflits. Ils étaient habitués au modèle d'action des années 60, où la certitude de pouvoir compter sur le soutien de certaines autorités poussait les travailleurs à participer aux mouvements organisés par les syndicats ; situation très différente de celle des années 80, où les syndicalistes ne pouvaient plus compter sur le soutien de groupes au pouvoir.

Ainsi, malgré les liens que les syndicalistes entretenaient avec certains ministres d'État ou avec des responsables de l'entreprise, dans une conjoncture de contrôle des salaires des entreprises nationales, ils ne pouvaient rien offrir de concret aux travailleurs en termes d'avantages salariaux. Ce qui par le passé avait assuré le soutien de la base vis-à-vis des politiques populistes.

Dans ces conditions, des militants proches des populistes, ayant une culture de l'organisation des mouvements syndicaux, faisaient défaut. Même parmi les responsables syndicaux, rares étaient ceux ayant l'expérience d'actions concrètes lors de conflits ou de négociations avec l'entreprise. Cela parce que les critères de choix des participants aux listes des populistes (popularité parmi les travailleurs, proximité personnelle, etc.) n'étaient pas adaptés à la participation de militants ayant acquis l'expérience d'interventions orales publiques dans des situations de conflits ; sans compter le fait que

la centralisation des décisions importantes entre les mains du président du syndicat et des quatre autres membres de l'Exécutif laissait les autres responsables en dehors des prises de décisions.

En conséquence, lors des grèves ou des assemblées, l'opposition syndicale liée à la CUT devenait presque une force informelle de la direction. Les militants de gauche, plus habitués aux débats (lesquels se déroulaient, parfois, de façon violente à l'intérieur même des groupes d'oppositions), plus politisés (en raison de leur participation à des partis et tendances de gauche) et issus d'une culture où le conflit était valorisé, profiteront des mobilisations pour se légitimer face à la base, comme des syndicalistes prédisposés à se battre pour la défense des droits des travailleurs. Dans ces périodes, il était commun d'entendre des commentaires positifs sur l'action des militants de gauche ; même ceux qui craignaient le radicalisme de ces militants partageaient cette vision : "ils sont très utiles pendant les grèves, mais ils sont encore trop immatures pour prendre le contrôle des syndicats."

Avec la multiplication des grèves à partir de 1988, les directions syndicales perdent de leur crédibilité. Car non seulement les militants des oppositions prennent le contrôle des mouvements (fréquentes étaient les négociations avec les représentants régionaux de l'entreprise, sur les effectifs minimums par exemple, réalisées par des membres des oppositions), mais de plus, les responsables syndicaux sont de plus en plus perçus comme trop conciliateurs, cherchant toujours une solution négociée par le haut, sans la participation de la base. Les liens avec des politiciens du gouvernement, revendiqués par les syndicalistes, ne faisaient que donner aux discours de la gauche plus de pertinence.

<<PETROLEIRO : QUI TE DÉFEND ET QUI TE TRAHIT. En août 1985, année de contrôle des salaires et de répression, l'actuelle direction du SINDIPETRO a réalisé une grande manifestation de soutien à l'actuel Ministre Aureliano Chaves, un des principaux hommes de la dictature militaire, ennemi déclaré du monopole d'État sur le pétrole (...). Comment justifier un tel hommage, dans la propre maison du petroleiro ? Pourquoi la direction de notre SINDIPETRO accepte de faire la promotion, dans son propre journal d'information, de la figure d'un homme ayant une trajectoire politique qui n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs. En vérité, le numéro de ce journal et les louanges qui y sont adressées, répondent seulement aux intérêts mesquins de ceux qui se servent du syndicat pour le trafic d'influence et leur projection personnelle, au détriment des intérêts principaux de la corporation.>> (In : RECONSTRUÇÃO, journal de campagne de la gauche lors des élections du SINDIPETRO, en juin 1987).

Les populistes, dans les années 80, étaient victimes d'une double contradiction. En se positionnant comme syndicalistes responsables vis-à-vis des irresponsables de 83, ils renforçaient, ainsi faisant, la peur des mouvements de masse chez les petroleiros et, du même coup diminuaient leur propre capacité de mobilisation effective. Or, cette capacité était une étape nécessaire pour une véritable négociation (selon les modèles populistes) entre syndicalistes et entreprise.

Cette contradiction était parfois présente dans un même journal d'information du syndicat. Ainsi, en mars 1987, lors des mobilisations syndicales contre la stratégie de l'entreprise d'augmenter plus les ingénieurs que les autres travailleurs, le président du

SINDIPETRO tiendra, en même temps, un discours mobilisateur (faisant référence au passé) et un autre de conciliation.

<<Sérénité et volonté dans la lutte. (Signé Mario Lima) La PETROBRAS a publié, cette semaine, un tract nommé "en train de dialoguer", où elle essaye de terroriser les petroleiros. Cela au moment même où toute la corporation se mobilise contre l'absurde discrimination que l'entreprise établit vis-à-vis des travailleurs, en donnant des augmentations différentielles : jusqu'à 23 % de différence. Les petroleiros ont une tradition de lutte. Malgré "la camisole de force" imposée aux travailleurs ces derniers temps, la corporation n'a pas oublié son histoire, y compris ses luttes contre la discrimination. Comme celle qui a eu lieu en 1960, quand la corporation a fait grève contre l'absurdité de l'existence de différences salariales entre les petroleiros du Sud du pays et ceux du Nordeste ; des différences qui atteignaient jusqu'à 50 %. Nous avons été victorieux, avec une grève forte et organisée : avec une inébranlable discipline et sérénité des travailleurs. Sans provoquer de dommages au patrimoine de l'entreprise, mais sans revenir sur la défense de nos droits. Il n'a suffi que de trois jours d'arrêt de travail pour que l'entreprise revienne en arrière, concédant l'égalisation des salaires ; une question de bon sens. A nouveau, la corporation des petroleiros est confrontée à la discrimination. Une fois encore l'entreprise se montre inflexible. Mais la corporation va avancer dans le droit chemin, avec conviction et sérénité, à côté des responsables du syndicat et des leaders de la base ; elle pourra compter, encore, avec l'expérience et la sagesse de notre vieux compagnon de lutte, Osvaldo Marques, pionnier de notre SINDIPETRO. >> (IN SINDIPETRO INFORMATIVO, n° 12/87, 10/03/87).

Après ce plaidoyer pour un retour des petroleiros à leurs "traditions de luttes", les syndicalistes font publier, dans le même numéro, la note suivante :

<< LE PRÉSIDENT DE PETROBRAS PREND UN RENDEZ-VOUS AVEC MARIO Le ministre Aureliano Chaves, des Mines et Énergies, a téléphoné hier matin au compagnon Mario Lima, président du SINDIPETRO, pour lui faire part de sa préoccupation vis-à-vis du mouvement des petroleiros ; il a demandé à la corporation de faire preuve de "prudence". A la fin de la matinée, le secrétaire du président de PETROBRAS, a aussi téléphoné au SINDIPETRO, afin de prendre un rendez-vous avec Mario. Ce rendez-vous est fixé à demain, à Rio de Janeiro>> (In : INFORMATIVO SINDIPETRO, n° 12/87, 10/03/87).

Autrement dit, même dans les moments de crise et de conflit entre syndicats et travailleurs, les syndicalistes populistes essayaient de se servir de leurs contacts politiques pour éviter le déclenchement des conflits. Ce que la gauche leur reprochera comme ne permettant pas la mobilisation de la corporation.

De ce fait, la stratégie de rapprochement avec des responsables de PETROBRAS ou du gouvernement, que les populistes vont mener à partir de 1984, sera basée sur la non organisation de mouvements collectifs et sur le boycottage de toute tentative allant dans ce sens.

Durant notre travail de terrain nous avons assisté à une assemblée, en 1989, où les responsables syndicaux du SINDIPETRO ont manifestement faussé le résultat du vote sur la participation des petroleiros à une grève annoncée. Cela à l'indignation de

l'opposition et d'une bonne partie des travailleurs présents. Le lendemain, les responsables syndicaux donnaient leur version de cet événement.

<<UNE DÉCISION DE L'ASSEMBLÉE RENFORCE LE SINDIPETRO ET LE MONOPOLE D'ÉTAT. Environ 600 compagnons ont participé, mercredi, 30 août 1989, à l'assemblée générale convoquée par le SINDIPETRO. À une large majorité des voix, cette assemblée a accepté la contre-proposition de l'entreprise pour l'accord salarial concernant la période entre septembre 1989 et septembre 1990. (...) Ce résultat frustra les intentions de ceux qui, ne comprenant pas les moments difficiles que traverse PETROBRAS (et par conséquent ses travailleurs), voulaient imposer une grève opportuniste et inopportune ; cela pour contenter les orientations d'une centrale syndicale qui ne place pas PETROBRAS et ses travailleurs au cœur de ses préoccupations. C'est pour cette raison qu'ils ont été vaincus par la majorité. Nous, du SINDIPETRO, n'avons d'engagement qu'avec la corporation des petroleiros et avec notre PETROBRAS. Nous avons agi avec fermeté et responsabilité, permettant à l'assemblée générale de décider avec liberté, responsabilité et patriotisme. Nous sortons victorieux. Unis nous allons poursuivre notre chemin. Tout pour les petroleiros et pour la PETROBRAS. Signé, Mário Lima, Secrétaire Général>> (In : INFORMATIVO SINDIPETRO, n° 61, 01/09/89).

Très significativement, en annexe à ce numéro du journal d'informations du syndicat, on pouvait lire la note suivante.

<< Aujourd'hui, le SINDIPETRO reçoit l'honorable visite du ministre Aureliano Chaves, légitime défenseur du monopole d'État du pétrole. Salvador, le 1 septembre 1989. Signé La Direction>> (In : INFORMATIVO SINDIPETRO, n° 61, 01/09/89).

La dimension la plus floue de cette stratégie était les avantages que les syndicalistes pouvaient en obtenir, en termes de légitimité face à la base. En effet, les groupes, dans l'entreprise ou dans le gouvernement, auxquels les syndicalistes faisaient appel, n'avaient pas les mêmes pouvoirs que les politiciens populistes des années 60. Avec le contrôle des salaires des travailleurs des compagnies nationales imposé par le gouvernement, dans une tentative pour lutter contre le croissant déficit public, les seuls avantages que l'entreprise ou le ministre des Mines et des Énergies pouvaient offrir, étaient liés à des avantages non monétaires. Or, dans une conjoncture de hausse accélérée des prix, ce sont justement les augmentations salariales qui mobilisent le plus les travailleurs.

Face à ces demandes d'augmentations salariales, les syndicalistes populistes n'avaient rien à offrir, si ce n'est les difficultés financières de PETROBRAS et le conseil d'accepter les pertes salariales. Ainsi, commentant la réaction d'un groupe de travailleurs qui avaient refusé d'accepter le journal d'information du syndicat – accusant le syndicat d'être impuissant pour régler le problème des salaires – les syndicalistes populistes feront la proposition suivante.

<<Si PETROBRAS était privatisée, nous serions les coupables. Nous devons la défendre, même au sacrifice de notre propre vie, comme l'ont fait beaucoup de Brésiliens, il y a 36 ans, en exigeant la signature de la loi 2.004 ; celle qui assure au Brésil et à son peuple le monopole d'État du pétrole. Si nous ne gagnons pas le salaire que nous méritons, nous devons, au moins, essayer de vivre avec ce

qu'on gagne : évitant la consommation du superflu et l'employant pour assurer nos nécessités basiques. C'est difficile avec ce salaire, ce serait pire sans. Ce qui arrive à des millions de Brésiliens qui souffrent de la faim et sont confrontés à l'humiliation quotidienne de ne pas avoir un salaire digne et compensateur. Nous ne pouvons pas fixer nos objectifs seulement par rapport aux salaires. Il nous faut reconnaître que les conquêtes sociales passent aussi par des revenus indirects. Que l'on pense à la question médicale : au moins nous et nos dépendants ne sommes pas obligés de faire la queue à la sécurité sociale (INPS) pour pouvoir traiter les problèmes de santé. De même quand nous prenons la retraite, nous avons la garantie que notre "train de vie" ne sera pas dégradé, car nous allons gagner 90 % de ce qu'on gagnait avant... >>(In : SINDIPETRO INFORMATIVO : n° 67, 06/10/89).

En ce sens, l'incapacité des populistes à obtenir des avantages salariaux de leurs alliés au gouvernement ou à la direction de PETROBRAS, était utilisée par les militants de gauche comme une preuve de l'inefficacité de leurs méthodes. Pour ces militants, les petroleiros n'obtenaient pas d'augmentations de salaires, justement parce qu'ils n'organisaient pas de mouvements de masse ; le seul moyen, d'après eux, d'obliger l'entreprise et le gouvernement à négocier avec les travailleurs.

De plus, cette stratégie des populistes était même contraire à leur désir d'avoir une représentativité parlementaire ; car cela signifiait une dégradation de leur base de soutien. Leurs liens avec des figures conservatrices du gouvernement, laissaient le champ ouvert aux critiques de la gauche, pour lesquelles le responsable syndical populiste, élu député fédéral en 1986, était en train de devenir, lui-aussi, un politicien conservateur et traditionnel, éloigné des intérêts des travailleurs. Ce qui peut être une explication au fait qu'il ne réussit pas à renouveler son mandat de député fédéral en 1990.

Ainsi, la radicalisation de la conjoncture et les options prises par les syndicalistes issus du populisme modifieront la vision que les travailleurs du pétrole avaient de leurs leaders syndicaux. Le modèle populiste avait pu revenir chez les petroleiros de Bahia parce qu'il était resté dans la mémoire collective comme un modèle efficace, un modèle capable de procurer aux travailleurs des avantages salariaux et de la reconnaissance sociale. Tandis que le nouveau syndicalisme proposé par la CUT était plutôt vu comme un modèle inefficace, à cause de la grève de 1983. Avec les mouvements de masse qui débutent en 1988 et avec l'incapacité des populistes de s'adapter à la nouvelle donne conjoncturelle, il se produit une inversion de ces représentations : on juge de plus en plus négativement les populistes (jugés comme traîtres à leurs passés de luttes⁴²¹), en même temps qu'on se rapproche des idées prêchées par la gauche.

Ce ne sera donc pas une grande surprise que lors des élections de 1990 les deux syndicats du pétrole de Bahia tombent entre les mains des oppositions cutistes ; cela sans que les grands noms du syndicalisme du passé aient pu prendre partie à ce processus, tant leur légitimité était mise à mal.

⁴²¹ Souvent dans les témoignages recueillis, on va opposer l'action passée des populistes à celle développée dans les années 80. En général, on considèrerait qu'ils étaient "plus du côté des ouvriers" dans les années 60 et "beaucoup plus opportunistes" dans les années 80. Cela même parmi les travailleurs retraités. Ce qui montre bien la dégradation de l'image des populistes.

16. La (dé)construction du temps : l'apprentissage de la gauche (1990-1995)

16.1. L'action syndicale des petroleiros dans les années 90

Suite au processus de dégradation de la légitimité des syndicalistes populistes, l'année 1990 voit arriver à la tête des syndicats du pétrole de Bahia deux listes se revendiquant explicitement de la gauche et de la CUT.

Ces listes de gauche arrivent au pouvoir dotées d'une forte légitimité⁴²² et dans une conjoncture de profonds changements dans la politique pétrolière du pays. Ce qui laissait déjà envisager une période de l'histoire syndicale des petroleiros de Bahia très mouvementée.

<<Demain sera un nouveau jour La victoire du syndicalisme classiste est le résultat de l'augmentation du niveau de conscience des petroleiros, de la lutte vigoureuse de l'opposition et de l'important soutien des syndicats liés à la CUT et de leurs militants. Durant toute la décennie 1980, ce fut l'opposition qui, en vérité, a conduit la corporation : dans les assemblées, durant les piquets de grèves, etc. Maintenant, le syndicalisme classiste prend, de fait et de droit, la direction du STIEP ; avec l'importante tâche d'affronter la politique de privatisations du gouvernement, de mettre le STIEP au service du mouvement syndical national et de réaliser l'unification entre notre syndicat et le SINDIPETRO, notre frère. Nous croyons à des lendemains nouveaux. A un monde nouveau.>> (In : Invitation pour l'intronisation du groupe de gauche à la tête du STIEP, le 14 décembre 1990).

En effet, avec l'ascension de Fernando Collor de Mello à la présidence de la République, les rapports entre les syndicalistes de PETROBRAS – en majorité désormais liés à la CUT – et la direction de l'entreprise, ainsi que les rapports entre syndicats et gouvernement, vont devenir vite très tendus.

Avec un programme de privatisation d'importants secteurs de l'économie, dont l'industrie pétrolière, le gouvernement Collor voulait mettre en place un plan de restructuration économique basé sur la réduction du déficit public et sur l'ouverture du marché brésilien aux importations étrangères.

A PETROBRAS, la mise en oeuvre de ces mesures signifiera dès avril 1990 l'annonce, par le gouvernement, de la privatisation de deux entreprises filiales de la compagnie. De même, en mai, est annoncé le licenciement de 860 travailleurs de PETROBRAS dans tout le pays, en même temps que la presse publie des informations selon lesquelles le gouvernement prévoyait d'augmenter ces licenciements jusqu'à 18.000 travailleurs; cela, afin de réduire le nombre de petroleiros de 60.000 jusqu'à environ

⁴²² Les deux listes proches de la CUT arrivent à la tête des syndicats du pétrole, en 1990, avec 55 % des voix exprimées ; une victoire électorale significative, mais moins que celles des populistes dans les années 80, lesquelles tournaient entre 70 et 80 %.

40.000.

Suite à l'annonce de ces premiers licenciements, les syndicalistes essayeront de déclencher une grève générale à PETROBRAS ; néanmoins, en raison de la faible participation des travailleurs, ils durent revenir en arrière sans qu'aucune de leurs revendications n'ait été satisfaite, après 10 jours de grève. Ils essayeront à nouveau de réaliser une grève nationale en septembre de la même année, durant les négociations pour l'établissement de la convention collective pour la période allant de septembre 1990 à septembre 1991. Encore une fois, la faible mobilisation des travailleurs obligera les syndicalistes à mettre fin à la grève seulement deux jours après son début.

Lors des négociations de cette année, outre les divergences sur l'indice d'augmentation salariale à adopter, un autre point de désaccord entre les syndicats et l'entreprise fut le refus de cette dernière de renouveler la clause de la convention de l'année antérieure garantissant la stabilité de l'emploi aux travailleurs du pétrole. Ce point était jugé très important par les syndicalistes car il leur permettait d'obtenir, auprès de la justice du travail, le retour des travailleurs licenciés sans faute grave ou durant les grèves⁴²³. La préservation de cette clause était ainsi une assurance que l'entreprise n'allait pas adopter une politique de licenciements de masse.

Suite à la médiation du Tribunal Supérieur du Travail (TST), l'entreprise consent à maintenir cette clause de la convention collective, ce qui pousse les syndicalistes à accepter une augmentation de salaire bien en-deçà de leurs revendications : PETROBRAS ne concède que 98 %, quand les syndicalistes demandaient 279 %.

Toutefois, dès la fin du mois de février 1991, les travailleurs du pétrole réalisent une grève nationale pour obtenir de nouvelles augmentations salariales. Cette grève dura 24 jours et ne prit fin qu'avec le jugement du Tribunal Supérieur du Travail (TST) décrétant la grève illégale et donnant la possibilité à l'entreprise de procéder à des licenciements. Ce jugement du TST se fit en deux étapes : dans une première phase, les juges du TST décidèrent que les syndicats devaient garantir la production d'un minimum de 30 % de dérivés et de pétrole, afin de garantir le ravitaillement des activités essentielles du pays ; face à la stratégie des syndicats d'assurer 30 % du personnel de la production, mais pas la production elle-même, le TST décide d'imposer la reprise du travail aux petroleiros, en jugeant la grève abusive. Après quelques jours de résistance, les syndicalistes décident de reprendre le travail, mais non sans avoir ouvert des négociations avec l'entreprise par le biais de pressions de parlementaires de gauche auprès des Ministres de la Justice et des Mines et Énergies.

La décision du TST, basée sur la "loi de grève" de 1989, allait faire jurisprudence dans le pays, car dorénavant, toutes les grèves déclenchées dans des secteurs jugés essentiels allaient avoir une issue semblable. Cette jurisprudence signifiait un retour en arrière par rapport au droit de grève prévu par la Constitution de 1988 : laquelle garantissait le droit de grève et ne donnait à la Justice du Travail qu'un rôle de médiation dans les conflits du travail.

⁴²³ Ainsi, par exemple, la plupart des travailleurs licenciés par le gouvernement en mai 1990 ont réintégré l'entreprise par décision judiciaire.

Les dispositifs constitutionnels de 1988 prévoyaient une loi spécifique pour établir les modalités d'exercice du droit de grève des travailleurs. Dans une conjoncture d'augmentation du nombre de grèves dans le pays, le gouvernement fait approuver par le Congrès National, en juin 1989, la "loi de grève" ; laquelle, pour les secteurs dits essentiels, déterminait que les syndicats devaient assurer les "besoins urgents de la communauté". Elle rétablissait, en outre, le pouvoir de la Justice du Travail de décider du bien fondé des revendications des travailleurs, pouvant même imposer un accord aux parties en conflit.

La grève des travailleurs du pétrole de février/mars 1991 fut la première où la loi de grève fut appliquée. D'après un des juges du TST ayant participé aux délibérations lors de cette grève, la décision du Tribunal fut basée sur la nécessité de garantir le ravitaillement en combustibles liquides des services essentiels de la société, ainsi que sur la volonté des juges de limiter l'esprit "trop libéral" de la Constitution de 1988.

<<Le texte de l'article 9 de la Constitution Fédérale de 1988 est bien le reflet des idées dominantes de l'époque de sa rédaction, où la préoccupation centrale était de rétablir les libertés individuelles et collectives, limitées durant les 20 années de gouvernement autoritaire. Dans ce contexte, il y a eu un dépassement des limites recommandables ; ce qui a laissé la population, à plusieurs reprises, à la merci des travailleurs en grève, notamment dans les services dont l'arrêt met en danger la vie humaine. (...). La récente grève des petroleiros, qui a provoqué des difficultés et des appréhensions à tout le pays, a eu un aspect positif, car elle fut la seule grève réalisée dans une activité essentielle qui, dès la mise en oeuvre de la nouvelle Constitution Fédérale, a permis à toute la Nation, en même temps, de réfléchir sur la pertinence de permettre des grèves dans des activités essentielles.>> (In : Conférence prononcée par le président du Tribunal Supérieur du Travail, le 02/04/91, à la Fédération des Industries de l'État de Rio Grande do Sul).

Ainsi, dans la pratique, l'interprétation faite par le TST de la Constitution et de la "loi de grève", lors du mouvement des petroleiros de février/mars 1991, signifia le retour du rôle régulateur de la justice du travail dans les négociations collectives des secteurs essentiels de l'économie.

Ce qui constituera une des grandes limites du syndicalisme des travailleurs du pétrole durant cette période : celle de ne pas pouvoir se libérer de la tutelle de la Justice du Travail lors des négociations avec l'entreprise. Dès lors, une des grandes difficultés des syndicalistes petroleiros fut d'expliquer à la base les raisons de la reprise du travail sans avoir obtenu satisfaction sur leurs principales revendications. La stratégie adoptée sera de souligner l'importance des grèves des petroleiros pour la prise de conscience des travailleurs brésiliens.

<<Les petroleiros de tout le pays ont réalisé, durant ces 24 jours de grève, le plus grand mouvement de l'histoire des travailleurs brésiliens. C'est un mouvement qui restera dans l'Histoire. Nous avons arrêté la PETROBRAS, durant 24 jours, avec une vigueur jamais imaginée par le gouvernement. (...). Le TST, obéissant au gouvernement fédéral, jugea notre grève abusive et ordonna l'immédiate reprise du travail. Les travailleurs, révoltés par une telle injustice, sont restés fermes dans la lutte. Cependant, les derniers jours, avec l'arme du licenciement pour

faute grave fournie par le TST, la direction de PETROBRAS a réussi à répandre la terreur dans quelques secteurs, lesquelles ont commencé à reprendre le travail, le 19 mars. Il n'y aurait aucun sens de continuer la grève, laissant au front les bases les plus déterminées à continuer la lutte. (...). Nous n'avons pas obtenu satisfaction, cette fois, sur toutes nos revendications. Notre grève a représenté un pas gigantesque pour le mouvement syndical. Les travailleurs de plusieurs autres corporations ont compris l'importance de notre mouvement pour l'ensemble de la société et pour mettre en cause le Plan du gouvernement Collor, défavorable aux travailleurs et antinational.>> (In : BOLETIM CONJUNTO SINDIPETRO/STIEP, 22/03/91).

De même, le rôle joué par le TST, lors des mouvements de grève des travailleurs du pétrole, poussa les syndicalistes de PETROBRAS à essayer, dans ces moments, de faire pression sur le gouvernement et sur l'entreprise par le biais des parlementaires de la gauche.

Ainsi, dans les années 90, la résolution des conflits entre PETROBRAS et ses travailleurs ne s'est jamais réalisée par les seuls rapports de force entre ces deux parties : que ce soit par l'action du TST ou par les pressions des parlementaires auprès du gouvernement, la clef des décisions sur les conflits de travail dans l'entreprise pétrolière se trouvait dans les appareils d'État.

De plus, du fait que PETROBRAS est une entreprise publique sans autonomie pour négocier des augmentations salariales avec ses travailleurs – du moins, les augmentations en dehors des cadres imposés par les politiques économiques du gouvernement –, les conflits du travail dans cette entreprise prirent vite la dimension de conflits politiques ; ces mouvements étaient perçus comme des actions de la CUT (majoritaire parmi les petroleiros) contre les politiques économiques des gouvernements.

Ce qui était renforcé par la volonté des syndicalistes d'influencer le comportement des travailleurs, même en dehors des conflits de travail.

<<Durant les années de la dictature, on a mis dans la tête des travailleurs que syndicat et politique ne se mélangent pas. Que les syndicats ne peuvent pas discuter de la politique. Cela a été un des moyens les plus efficaces pour maintenir les travailleurs éloignés des décisions importantes dans le pays : les travailleurs seulement comme "masse manipulable" par des groupes de politiciens mal intentionnés. Nous contestons cette idée, selon laquelle les syndicats ne peuvent pas discuter de la politique. Les syndicats doivent discuter de la politique ! Ce qui ne peut pas arriver est que les syndicats soient mis au service d'un parti politique. Mais il est indispensable que les syndicats, et l'ensemble de leurs associés, débattent toujours de cette politique pour éviter que des politiciens sans scrupules continuent à contrôler l'Exécutif et le Législatif, entraînant d'énormes préjudices aux travailleurs.>> (In : INFORMATIVO SINDIPETRO, 25/09/90).

Cette dimension politique, et d'opposition aux directives gouvernementales, des mobilisations des petroleiros fut particulièrement visible durant les deux années du gouvernement Collor de Mello (1990-1992). Ainsi, outre les grèves citées plus haut, dès mai 1991 (le 22 et le 23), les travailleurs du pétrole participèrent à la grève générale appelée par la CUT contre la politique économique du gouvernement. De même, en

septembre 1991, durant les négociations salariales, les petroleiros réalisent une grève de 11 jours ; comme en mars 1991, cette grève fut jugée défavorablement par le TST, et les syndicalistes ne réussirent à obtenir des concessions qu'après la médiation de parlementaires de gauche, lesquels firent pression sur le gouvernement.

Toutefois, avec la campagne pour la destitution du président Collor de Mello, en 1992, et la mise en place du gouvernement Itamar Franco, lequel arriva au pouvoir presque comme un gouvernement d'union nationale, les travailleurs du pétrole n'organiseront pas de mobilisations de masse jusqu'en 1994. Cela même si, en 1992, la tension entre l'entreprise et les syndicalistes montera à tel point que ces derniers occuperont le siège de la compagnie durant 5 jours pour tenter de l'obliger à négocier des changements dans la convention collective.

De la même façon, en 1993, les négociations entre PETROBRAS et les syndicats ne donnèrent pas lieu à des grèves ; ceci, malgré le fait que les syndicalistes aient refusé de signer la convention collective proposée par l'entreprise, car celle-ci refusait de renouveler la clause garantissant la stabilité de l'emploi à ses travailleurs.

Cette absence de mouvements s'explique par le manque de mobilisation des travailleurs et, aussi, par l'engagement des syndicalistes dans les manifestations de défense du monopole d'État sur le pétrole.

Au cours de l'année 1993, comme le prévoyait la Constitution de 1988, a lieu une réforme constitutionnelle. Il était question alors, pour une partie importante du Congrès National, de réviser plusieurs lois, dont le Monopole d'État sur le Pétrole, afin de mettre en place les réformes institutionnelles nécessaires pour faire sortir le pays de la crise économique chronique. Dans ce contexte, les syndicalistes du pétrole organiseront plusieurs manifestations publiques pour la préservation du monopole dans la Constitution. Le point culminant de cette campagne fut la réalisation de comices réunissant plus de 50.000 personnes à Salvador, en novembre 1993, et le rassemblement, en février 1994, devant le Congrès National, des travailleurs de PETROBRAS, contre la réforme constitutionnelle.

Tout cela paraît démontrer que le niveau de mobilisation des travailleurs du pétrole ne dépendait pas seulement de l'action des syndicalistes et militants syndicaux. Il dépendait également de la conjoncture économique et du niveau de légitimité du gouvernement.

Avec l'approche des élections présidentielles, en 1994, le gouvernement Itamar Franco devient une des cibles privilégiée de l'opposition de gauche. Cela d'autant plus que le candidat officiel du PT, le syndicaliste LULA, apparaissait dans toutes les enquêtes d'opinion comme largement favori pour remporter ce scrutin. Ainsi, les syndicalistes de la CUT essayeront de lancer une grève générale lorsque le gouvernement mettra en place le Plan Real ; c'était un plan de contrôle de l'inflation (qui avait atteint l'impressionnant niveau de 2.489 % au cours de l'année 1993) basé sur le changement de monnaie du pays, sur la préservation de la parité de celle-ci avec le dollar et sur le contrôle des prix et salaires.

Dans la stratégie des syndicalistes du pétrole, d'après leurs publications officielles, leur participation à cette grève générale constituait un moyen de relancer la mobilisation

de la corporation afin de prolonger la grève jusqu'à ce que l'entreprise ouvre des négociations avec les syndicats. Mais, avec la faible participation des travailleurs durant les deux jours de la grève générale (le 5 et le 6 juillet 1994), cette tactique échouera.

En septembre de la même année, face aux désaccords entre la PETROBRAS et les syndicats des petroleiros, le TST décida que l'entreprise devait accorder un réajustement de salaires de l'ordre de 13,74 %, contre la revendication des travailleurs de 108 %. Cela permettra aux syndicalistes de mobiliser les travailleurs pour réaliser une grève nationale de la corporation à partir du 27 septembre. Cette grève prendra fin dix jours après, quand grâce à l'intermédiaire du président de la CUT, les leaders des petroleiros seront reçus par le président de la République, permettant un accord : les syndicalistes licenciés seraient réadmis et la PETROBRAS s'engageait à rouvrir les négociations.

Suite à ces négociations, les représentants de la PETROBRAS et des syndicats, en présence du Ministre des Mines et Énergies, signent un accord où la garantie de l'emploi, l'amnistie des syndicalistes licenciés et la mise en place d'un plan de revalorisation des fonctions dans l'entreprise (ce qui signifiait une augmentation salariale) étaient accordés aux travailleurs.

Toutefois, en raison de la répercussion négative de cet accord dans la presse, l'entreprise revient en arrière et refuse de le mettre en application. Ce qui pousse les travailleurs à rentrer à nouveau en grève, le 23/11/94. Un accord sera trouvé sept jours après, grâce à l'action de parlementaires et du président de la CUT auprès de la Présidence de la République. Par le biais de cet accord (signé par les représentants des travailleurs et par le Superintendant Adjoint des ressources Humaines de PETROBRAS⁴²⁴), l'entreprise concédait entre 10 et 12 % d'augmentation de salaires (en plus de l'indice déterminé par le TST) et prévoyait la réadmission des leaders syndicaux licenciés.

Cet accord, signé à la fin du gouvernement Itamar Franco, ne sera pas respecté par le nouveau gouvernement. En effet, dans le programme de stabilisation de l'économie adopté par le gouvernement Fernando Henrique Cardoso, le contrôle des salaires des entreprises nationales (dans une stratégie globale de réduction du déficit public) représentait un point important. Ainsi, profitant des faiblesses légales des accords signés auparavant, PETROBRAS va refuser de reconnaître leur validité.

De plus, au cours des premiers mois de son gouvernement, le président de la République envoya au Congrès National plusieurs projets de loi pour réformer la Constitution du pays. Parmi ces projets, d'une importance particulière, pour la mise en application du plan de privatisation du gouvernement, il y avait la fin des monopoles d'État prévue dans la Constitution, dont celui du pétrole.

16.1.1. La grève de 1995

Cela fut à l'origine du déclenchement de la plus longue grève des travailleurs du pétrole en mai/juin 1995. Au départ, cette grève était la première étape d'un mouvement qui devait conduire à une grève générale des travailleurs du secteur public contre les

⁴²⁴ Cela est important, car le TST allait juger dans le futur que l'accord signé n'avait pas de validité légale, dans la mesure où il n'avait pas la signature du président de l'entreprise.

réformes constitutionnelles et contre les privatisations annoncées par le gouvernement.

Cette stratégie n'était pas sans provoquer des remous au sein du mouvement syndical brésilien. La légitimité du nouveau gouvernement, élu à une large majorité des voix (54,28 %), dès le premier tour des élections, faisait craindre à certains leaders syndicaux un conflit direct avec le gouvernement ; cela d'autant plus que le Secrétaire Général de la Force Syndicale, centrale syndicale rivale de la CUT, avait menacé d'organiser des grèves en faveur des réformes proposées par le gouvernement, affirmant comme argument que les fonctionnaires et travailleurs des entreprises de l'État étaient des privilégiés ⁴²⁵.

Ainsi, dès en mars 1995, lors de la réunion de direction de la CUT, il ne se dégagait pas de consensus sur la stratégie à adopter pour empêcher les réformes de la Constitution. D'après des entretiens publiés dans la presse ⁴²⁶, le Secrétaire Général de la centrale, par exemple, proposait que la CUT participe aux pourparlers politiques sur les réformes, pour soutenir celles qui lui paraissaient importantes pour le pays et critiquer celles qui allaient à l'encontre des principes de la centrale (notamment les privatisations et les modifications des droits des travailleurs). Pour d'autres tendances de la CUT, dont les leaders syndicaux des petroleiros, le seul moyen d'éviter les réformes du gouvernement était d'organiser de grandes grèves, afin de placer ces réformes sur la scène publique. Cette stratégie du conflit interpellait surtout les leaders syndicaux représentant les travailleurs du secteur public, lesquels étaient sous le coup des mesures annoncées par le gouvernement.

Ainsi, lorsque les principales corporations de travailleurs du secteur public, liées à la CUT ⁴²⁷, entrent en grève, le 03/05/95, c'est la politique économique que le gouvernement voulait mettre en oeuvre qui était en jeu. Dans le cas spécifique des petroleiros, à cette volonté générale, s'ajoutait la frustration des accords passés l'année précédente et jusqu'alors non respectés par l'entreprise. De cette manière, lorsque les autres travailleurs décident de mettre fin à leurs grèves, par manque de mobilisation des bases, les petroleiros décident de continuer leur mouvement. De ce fait, la grève des petroleiros allait avoir une double visibilité. D'une part, au niveau interne de la corporation, il s'agissait de contraindre l'entreprise à respecter les accords passés et d'autre part, au niveau externe, de la société civile, de lutter contre la fin du monopole d'État sur le pétrole.

Dès lors, les enjeux qui tournaient autour de ce mouvement des petroleiros n'étaient pas de simples enjeux économiques, c'étaient aussi des enjeux politiques. Cela devient explicite lors de la déclaration du responsable des Ressources Humaines de PETROBRAS à la presse ⁴²⁸ ; déclaration selon laquelle l'entreprise était économiquement en mesure d'honorer les accords, mais cela dépendait de l'aval du

⁴²⁵ Cela dans un entretien publié dans le journal A FOLHA DE SÃO PAULO, du 02/05/95.

⁴²⁶ In : A FOLHA DE SÃO PAULO, 13/03/95.

⁴²⁷ Notamment les petroleiros, les travailleurs de l'entreprise de production d'énergie électrique, les travailleurs des télécommunications, etc.

gouvernement. De même, quand le TST déclarera, le 11 mai, les accords passés en 1994 sans valeur légale, l'ancien président de la République, Itamar Franco – qui avait été le garant des accords passés entre l'entreprise et les syndicats – critiquera vivement la décision du TST et la position du gouvernement⁴²⁹.

Cette orientation politique de la grève, en fait un événement significatif sur le plan symbolique. Pour le gouvernement il s'agissait de casser définitivement les résistances du mouvement syndical à son projet libéral (d'où les constantes références dans la presse aux similitudes entre cette grève et celle des mineurs de la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher), tandis que pour les syndicalistes, elle signifiait un moyen d'imposer des limites à ce projet.

Ce sont ces enjeux qui expliquent la radicalisation des deux parties au cours du mouvement. Ainsi, les travailleurs, après le jugement rendu par le TST (sur le caractère abusif de la grève), arrêtent presque complètement la production de pétrole et de dérivés, menaçant sérieusement le ravitaillement en combustibles du pays.

De son côté, le gouvernement, profitant du caractère impopulaire du mouvement des petroleiros, envoie l'armée dans les principales raffineries pour obliger le retour des travailleurs.

Dans ce bras de fer, le gouvernement sortira largement victorieux, car non seulement il obligera les travailleurs du pétrole à mettre fin à leur grève après 31 jours, sans qu'aucune de leurs revendications ne soit prise en compte mais, de plus, il réussit à faire passer au Congrès National la fin des principaux monopoles d'État, dont le plus important, sur le plan symbolique, le Monopole sur le pétrole.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, la fin de cette grève représenta une défaite importante non seulement pour les syndicalistes du pétrole, mais aussi pour la gauche brésilienne. Elle mit en évidence l'incapacité de cette gauche à faire face au projet libéral du gouvernement ; projet devenu hégémonique non seulement parmi les parlementaires, mais aussi parmi la population brésilienne (un signe de cela est que la popularité du gouvernement resta très élevée).

Cette grève entama de beaucoup la légitimité des syndicalistes du pétrole auprès de la base. Ainsi, lors des négociations collectives entre syndicats et entreprise en 1995 et en 1996, malgré les menaces des leaders syndicaux, ils furent dans l'incapacité de mobiliser la base pour participer aux actions proposées.

Mais l'issue de cette grève est également symbolique sur un autre plan : elle montra que le nationalisme économique, dont le monopole d'État sur le pétrole était un symbole important, n'avait plus le poids politique qu'il avait eu par le passé. Autrement dit, la fin du monopole du pétrole, ainsi que le débat en cours au Brésil sur la privatisation de PETROBRAS et d'autres compagnies nationales⁴³⁰, montrent que le débat nationaliste n'a plus le caractère mobilisateur qu'il a eu auparavant. Nous allons y revenir.

⁴²⁸ In : FOLHA DE SÃO PAULO du 08/05/95.

⁴²⁹ In : FOLHA DE SÃO PAULO du 12/05/95.

16.2. Face au conflit, l'entreprise change de stratégie

Comme nous venons de le voir, les mobilisations des petroleiros dans les années 90 furent très marquées par des enjeux nationaux. Depuis les grèves de la fin des années 80, le caractère national des mouvements ouvriers à PETROBRAS devient évident. Quelques-unes des raisons à cela furent la mainmise de l'État sur la politique salariale des entreprises nationales, y compris PETROBRAS, et le niveau de centralisation des décisions dans l'entreprise pétrolière.

Toutefois, l'augmentation du nombre de grèves à PETROBRAS va amener les responsables de l'entreprise à essayer de mettre en place des procédures de gestion visant à neutraliser l'attrait que le syndicalisme exerçait sur les travailleurs à cette période. Cela se fit à partir du constat que les modalités de gestion en vigueur dans l'entreprise étaient incompatibles avec la conjoncture socio-politique du pays. Ainsi, dès mars 1989, dans un congrès sur les ressources humaines à PETROBRAS, un responsable de l'entreprise allait souligner la nécessité pour l'entreprise d'ajuster sa politique du personnel aux temps nouveaux.

<< Le contexte extérieur crée, de plus en plus, de nouveaux défis qui déstabilisent le rapport capital/travail. Aujourd'hui, la compétitivité, les changements technologiques, le syndicalisme, les changements constitutionnels, les aspirations humanistes et même le manque d'autonomie des entreprises nationales dans la gestion de leurs ressources humaines, sont des facteurs qui nous poussent à revoir nos positions sur les rapports que nous devons établir avec nos fonctionnaires ; cela si nous voulons bien gérer les tensions à l'origine de ces rapports.>> (In : 1^{er} Séminaire d'Administration des Ressources Humaines du Système PETROBRAS, SERIND/ARSUD/PETROBRAS, 1989.

Ce constat, établi par un responsable du secteur des ressources humaines de l'entreprise, confirme la manière dont la gauche syndicale percevait la gestion du travail de PETROBRAS. A dire vrai, on peut même affirmer que la légitimité que cette gauche obtient à la fin des années 80 était, en partie, liée à l'ambiance interne de l'entreprise.

A Bahia, les discours syndicaux de la gauche, basés sur le conflit et sur le besoin de transformations socio-économiques structurales dans le pays, interpellaient surtout les travailleurs les plus jeunes, nous l'avons déjà vu. Ces travailleurs jugeaient les rapports sociaux trop autoritaires dans l'entreprise, ce qui, d'après plusieurs témoignages, les poussait à soutenir un discours syndical plus orienté vers le conflit que ceux des directions syndicales, mettant en évidence plutôt la négociation et la conciliation.

Par ailleurs, le manque de dialogue entre les travailleurs et leurs supérieurs hiérarchiques est un point presque unanimement souligné dans les interviews que nous avons réalisées. Même des ingénieurs ayant occupé des postes de responsabilité dans l'entreprise entre les années 60 et la fin des années 80, ont employé des expressions

⁴³⁰ Débat qui est devenu très violent à propos de la privatisation de la Compagnie Vale do Rio Doce, entreprise nationale de minerais, en mai 1997.

telles que "autoritarisme cordial", "autoritarisme élitiste" etc. pour parler des styles de gestion du travail mis en place dans l'entreprise.

De même, dans un rapport réalisé en 1992 par des responsables de Mataripe, au vu d'une restructuration de l'organisation administrative de cette raffinerie, on caractérisera le modèle de gestion de PETROBRAS comme "autoritaire/paternaliste".

<< Il y a une prédominance du modèle autoritaire/paternaliste, avec de fortes tendances à un système rigide. On observe une centralisation accentuée des décisions au niveau des responsables, (...), que ce soit au niveau interne de la Raffinerie ou entre celle-ci et le siège central de l'entreprise. (...). Le modèle de gestion n'est pas basé sur des principes clairs et bien établis. Il est intuitif, personnel, bureaucratique, parfois autoritaire. Il demande, éventuellement, l'effort dans la production des personnes, mais seulement en tant qu'êtres "fonctionnels", sans prendre en compte l'intégralité humaine dans ses dimensions bio/psycho/sociale. (...). Le manque de confiance entre les subordonnés et leurs responsables est mutuel. Ces derniers agissent fréquemment avec partialité et seulement éventuellement mettent en pratique les idées de leurs subordonnés (...). Les relations interpersonnelles sont pauvres et froides. Il y a une prédominance de la hiérarchie à la place du leadership. (...). La participation, on non, des employés à des mouvements syndicaux, comme si c'était un acte de "trahison", rend les rapports personnels et professionnels plus difficiles. (...). Malgré le fait qu'il n'existe pas de déterminations dans ce sens, les moyens employés pour motiver les salariés sont la peur, les menaces, les récompenses, les châtements, et rarement la participation, cela de manière sélective. >> (In : PETROBRAS, RLAM, 1992).

Nous pouvons voir par là que les évaluations que les travailleurs faisaient de la gestion du travail à PETROBRAS n'étaient pas très éloignées de celles que certains responsables en faisaient.

Selon cette conception des choses, on accepte plus volontiers l'incompétence professionnelle que des attitudes mettant en question les rapports hiérarchiques. Ce serait une tradition qui demeure à PETROBRAS (et même au Brésil d'une façon générale) : les relations entre les supérieurs hiérarchiques et les travailleurs s'établissent sur des rapports distants, tendus. Des rapports perçus comme très autoritaires.

Ces rapports ont été constamment dénoncés par les syndicats, surtout depuis la croissance de leur autonomie à la fin des années 70. Ainsi, par exemple, dès 1981, la direction du SINDIPETRO fit appel au régionalisme bahianais pour mobiliser les travailleurs contre les pratiques autoritaires de gestion mises en oeuvre par les responsables de la raffinerie de Mataripe.

<< ... Les compagnons sont les plus grands témoins de la lutte difficile menée par les travailleurs, pour rompre les chaînes mises en place par les successives administrations de la RLAM ; lesquelles, par ailleurs, soit dit en passant, sont dirigées depuis 17 ans par une "oligarchie gaucha"⁴³¹ ; ce qui est un véritable mépris pour la capacité technique et administrative des Bahianais. Nous savons tous, parce que les abus de pouvoir restent dans la mémoire, qu'il y a deux ans

⁴³¹ Ce terme est employé pour identifier les personnes nées dans l'État de Rio Grande do Sul.

nous avons dénoncé, au niveau national, le fait que l'administration de la RLAM ait obligé des travailleurs, durant un certain temps, à entreprendre debout leur voyage de retour à leur domicile, après leur journée de travail ⁴³². Ce qui portait atteinte aux lois du travail. (...). La répression à Mataripe est une routine, une institution ... >> (In : SINDIPETRO INFORMATIVO, n° 34/81, 16/12/81).

Pour de nombreux travailleurs, non seulement les gestionnaires de PETROBRAS à Bahia étaient très autoritaires, mais de plus, ils n'acceptaient pas la contestation de leurs pratiques. Ainsi, dans les années 80, deux militants de gauche furent licenciés parce qu'ils avaient dénoncé, lors d'un congrès syndical, les mauvaises conditions de travail dans une des unités de PETROBRAS. Les licenciements furent organisés sous l'allégation que les militants avaient porté atteinte à la crédibilité de l'ingénieur responsable du secteur. Pareillement, lors d'une grève dans les années 90, deux travailleurs non-militants furent licenciés à cause de chansons ridiculisant les ingénieurs qui ne faisaient pas grève mais qui recevaient les mêmes augmentations que les autres travailleurs.

Tout cela montre combien la hiérarchie était jugée importante à l'intérieur de PETROBRAS. Ce qui remontait loin dans le temps: dès 1981, le journal du SINDIPETRO remet en cause le licenciement d'un employé à cause des revendications qu'il avait émises.

<<Compagnons, Le 13/11/81 le compagnon "X" a été licencié. (...). Nous arrivons à la conclusion que ce licenciement fut d'ordre politique et répressif, car les raisons avancées par l'entreprise ne justifient pas une telle attitude. (...). En ce sens, nous rejetons fermement la décision de l'administration de persécuter un compagnon dont le grand péché fut d'élever la voix pour la défense des droits légitimes de la classe ouvrière.>> (in : SINDIPETRO INFORMATIVO, n° 17/81, 01/09/81).

Cette hiérarchie ne fut mise en danger que durant les années où les populistes étaient au pouvoir, dans les années 60. Toutefois après le coup d'État de 1964, on allait accroître les contrôles sur les travailleurs et rendre les rapports hiérarchiques plus fermes. C'est l'époque où, d'après les travailleurs, "le chef avait toujours raison".

C'est ce système hiérarchique que les jeunes travailleurs arrivés à partir des années 70 vont commencer à contester. Ces jeunes travailleurs, issus de Lycées et d'Écoles Techniques, avaient des attentes différentes de celles en vigueur à PETROBRAS. Attentes qui portaient aussi bien sur les rapports humains dans l'entreprise que sur les fonctions qu'ils allaient exercer au sein de la compagnie.

Si l'on en croit certains militants de gauche, ces attentes et déceptions étaient partagées non seulement par les militants eux-mêmes, mais aussi par toute une frange des travailleurs du pétrole. Raison qui expliquerait pourquoi les discours de rébellion de la gauche paraissaient si attirants aux yeux des travailleurs les plus jeunes, considérés comme le groupe le "plus avancé des petroleiros".

<<... la partie la plus avancée (de la corporation des petroleiros) est constituée des travailleurs les plus nouveaux, les plus jeunes, issus de l'École Technique et

⁴³² Cela parce que le nombre de travailleurs était plus important que celui de places assises dans les bus effectuant le trajet entre Salvador et les lieux de travail.

qui ont fait Électronique, Minéralogie, Géologie, etc. et qui sont en train d'exercer des fonctions moins importantes que celles pour lesquelles ils ont été formés.>> (Entretien avec un représentant de la gauche chez les petroleiros, publié in Guimarães et alii. (1994 : 109).

Il est difficile d'évaluer jusqu'à quel point ces appréciations sont fondées. Toutefois, il y a des éléments qui les confirment. Ainsi, d'après une enquête réalisée par l'Institut d'Administration de l'Université de São Paulo (PETROBRAS, 1988), auprès d'une population représentative des travailleurs de PETROBRAS de l'ensemble du Brésil, 79 % des employés de l'entreprise considéraient qu'une des caractéristiques les plus importantes de la culture de l'entreprise, était l'exigence de "conformité" à la hiérarchie, c'est-à-dire, "l'exigence d'acceptation des normes et règlements qui régulent la vie organisationnelle". Dans cette même enquête on apprend que seuls 22,5 % des petroleiros jugeaient le climat dans l'entreprise favorable à "l'apparition naturelle de représentants des travailleurs et à la mise en application de leurs suggestions".

De plus, les résultats de cette enquête démontrent aussi que seuls 19 % des travailleurs considéraient que l'entreprise "offrait des possibilités de réalisation de tout leur potentiel". Autrement dit, seule une minorité des travailleurs considéraient pouvoir exercer pleinement leurs potentialités dans leur activité professionnelle.

Bien qu'il ne faille pas généraliser les résultats de cette enquête, laquelle présente des résultats à un niveau national, sans spécifier les réponses des petroleiros de Bahia, elle traduit néanmoins un certain malaise à l'intérieur de la compagnie pétrolière relativement à ces questions. On voit ici confirmé le sentiment des travailleurs interviewés lors de notre enquête, lesquels ont souligné, dans la grande majorité des cas, l'importance des rapports hiérarchiques à PETROBRAS.

C'est en raison de ce malaise que des initiatives commencent à prendre forme dans l'entreprise afin de changer la manière dont les petroleiros considéraient PETROBRAS. Si jusqu'à la fin des années 80, l'entreprise pouvait se contenter de faire appel au sentiment patriotique des petroleiros pour repousser les demandes des travailleurs, avec la montée des syndicalistes liés à la CUT, cette stratégie deviendra moins efficace. Ainsi, en octobre 1988, un mois avant la grève de novembre, le président de PETROBRAS adresse le message suivant aux employés de la compagnie.

<<C'est avec une grande joie que nous voyons, exactement 35 ans après la signature de la loi 2.004 – qui institue le monopole d'État sur le pétrole et crée PETROBRAS – ce même monopole être substantiellement fortifié, avec son inscription dans le texte constitutionnel. Créée pour assurer notre autosuffisance pétrolière, la PETROBRAS n'a jamais cessé de poursuivre ce but. Dans les premiers temps, les nouveaux employés se sont laissés emporter par un esprit missionnaire : construire une entreprise capable d'agir comme le plus grand centre dynamique du développement national. Conquérir l'autosuffisance signifie assurer l'émancipation économique du pays, ainsi que garantir notre souveraineté. C'est pourquoi, quand la conquête de cet objectif devient réalisable, il nous faut revenir "à l'image mythique de PETROBRAS", laquelle, soit dit en passant, n'était pas seulement le fait des travailleurs de la compagnie mais de tout le pays. (...). Dans les zones de production, dans les plates-formes maritimes, dans les bureaux et même dans la jungle, nous retrouvons des

hommes qui portent la même mission, celle de nous tous : faire que la PETROBRAS devienne chaque fois plus grande et chaque fois plus forte ; cela pour que nous puissions la laisser à nos enfants et petits-enfants avec la fierté de la mission accomplie.>>(In : JORNAL PETROBRAS, octobre 1988, pp. 2).

En même temps, la reprise des mouvements syndicaux l'aidant, les responsables de PETROBRAS essayeront de changer leurs méthodes de gestion du travail. Ils prétendaient ainsi diminuer les facteurs d'insatisfaction des travailleurs et rendre moins mobilisateurs les discours des syndicalistes.

Ainsi, au niveau local, plusieurs initiatives seront mises en oeuvre. D'après un travail présenté au séminaire de ressources humaines à PETROBRAS (PETROBRAS, 1993), des responsables de ce secteur de la raffinerie Alberto Pasqualini nous apprennent que dès 1986, ils essaient d'appliquer un nouveau modèle de gestion, afin de réduire le climat d'insatisfaction des travailleurs. Les principaux points de ce modèle touchaient à "l'humanisation des rapports interpersonnels", "la mise en place d'une administration participative" et "l'optimisation des résultats organisationnels". Cela fut essayé par une restructuration organisationnelle de la raffinerie et par la proposition de cours de relations humaines aux superviseurs.

De même, à Bahia, à partir de la fin des années 80, l'entreprise lance un important programme de formation des cadres et contremaîtres en ressources humaines. Pour avoir une idée de l'importance accordée par l'entreprise à ce programme, il faut savoir qu'elle a fait suivre des cours de ressources humaines à 6.000 de ses employés (cadres, contremaîtres et ingénieurs), soit plus de 10 % de l'ensemble de son personnel⁴³³.

Dans ces cours, il était question de sensibiliser cadres et contremaître (les superviseurs, dans le jargon interne à PETROBRAS) à l'importance des rapports humains dans le climat d'insatisfaction des travailleurs. Ainsi, dans un texte distribué lors de ces cours, on peut lire :

<<Le superviseur d'aujourd'hui a besoin de nouveaux instruments de travail. Il ne peut plus être l'employé qui monte dans l'échelle interne grâce à des "actes de courage" et qui soit si attaché aux traditions qu'il ne se rende pas compte de ce qui se passe autour de lui. (...). Le superviseur doit avoir un bon niveau culturel, (...), qui lui permettra d'informer, de dialoguer et de convaincre, dans une logique raisonnable, ses subordonnés. Il doit, encore, comprendre que parmi ses attributions il y a celle d'être le porte-parole de son groupe de travail, rapportant aux responsables intermédiaires, les suggestions, les réclamations et les préoccupations de ses subordonnées. (...). De même, il doit être l'interprète de l'Entreprise dans la transmission d'instructions ou d'éclaircissements.>> (In : A SUPERVISÃO, PETROBRAS, 1991).

Il est évident ici qu'au delà des préoccupations relatives au climat de l'entreprise, on voulait également s'assurer la fidélité des superviseurs dans les périodes de conflits syndicaux. Cette préoccupation de l'entreprise était d'autant plus compréhensible que durant les grèves, même des ingénieurs – traditionnellement distants du mouvement syndical à PETROBRAS – commençaient à y participer.

⁴³³ Information in : PETROBRAS, 1993 : 150.

<<Durant la plus longue et plus forte grève des petroleiros jusqu'à aujourd'hui, il doit être souligné la participation des compagnons de niveau universitaire (ingénieurs, chimistes, administrateurs, etc.), lesquels par leur adhésion attestent du niveau de conscience atteint par les petroleiros. (...). Rien qu'à Bahia, les travailleurs de niveau universitaire en grève comptent plus de 150 personnes, sans compter les chefs de secteur qui refusent de participer aux actions répressives.>>(In : BOLETIM CONJUNTO, STIEP/SINDIPETRO, 12/03/91).

Cette préoccupation de l'entreprise vis-à-vis des grèves devient aussi visible par le fait qu'elle fait rédiger des programmes antigrève au début des années 90. Un de ces plans, auquel nous avons eu accès, propose aux responsables régionaux une série de mesures à adopter avant, durant et après la grève. Parmi ces propositions un intérêt particulier est accordé à l'analyse de l'ambiance dans l'entreprise à chacune de ces étapes. Par ailleurs, ce plan conseille aux responsables de réaliser une fois par mois une enquête, basée sur un questionnaire, sur l'ambiance interne dans leurs secteurs.

Ainsi, on peut affirmer que les transformations des politiques de gestion adoptées par l'entreprise constituaient un moyen pour contrer la progression de la légitimité des syndicats lors des mouvements de grève. De même, ont dû agir dans le même sens la démilitarisation des postes de responsabilité dans l'entreprise et la diffusion dans le pays de nouvelles formes de gestion du travail.

En ce sens, la perte d'influence des militaires à l'intérieur de l'entreprise, à partir du processus de démocratisation du pays, fait que le modèle de gestion basé exclusivement sur la hiérarchie (ce qui était perçu comme de l'autoritarisme) devient de plus en plus contesté, même par les responsables de l'entreprise⁴³⁴.

De façon similaire, l'adoption par PETROBRAS, au début des années 90, du modèle de gestion nommé "Programme de Qualité Totale", très diffusé dans le milieu industriel brésilien, aura certainement joué un rôle important. Ce modèle de gestion accordait une place importante à la motivation des travailleurs, sensibilisant les responsables de l'entreprise au rôle que la subjectivité humaine joue dans la vie et dans l'efficacité des organisations ; et, donc, aussi, dans l'augmentation de la productivité.

D'après des publications de l'entreprise, cette forme de gestion commence à être adoptée par l'entreprise à partir de 1991 et vise surtout "*à favoriser une meilleure intégration interne, une meilleure conscience des employés de la compagnie et l'uniformisation des méthodes et des concepts de gestion*"⁴³⁵.

L'emprise de ces nouvelles modalités de gestion dans les unités de PETROBRAS à Bahia peut se vérifier par l'impressionnante quantité de panneaux de propagande sur la

⁴³⁴ Jusqu'à 1985, la présence des militaires à la tête de l'entreprise du pétrole était très significative ; ainsi sur les 17 personnes ayant occupé le poste de P.D.G. de PETROBRAS entre 1954 et 1985, rien moins que 13 étaient des militaires. Cela change radicalement à partir de 1985 : sur les 11 P.D.G. de PETROBRAS entre 1985 et 1997, seul un était d'origine militaire ; de plus, sur ces 11 P.D.G., 7 étaient des fonctionnaires de l'entreprise montés en grade. Ces faits paraissent montrer une meilleure professionnalisation des P.D.G. de la compagnie, ainsi que l'éloignement des militaires nationalistes des centres du pouvoir, par rapport à la question pétrolière.

⁴³⁵ In : PETROBRAS, 1993 : 150.

nouvelle méthode sur les lieux de travail. Sur l'un de ces panneaux, on pouvait lire :
<<Nous, de la Raffinerie de Mataripe, devons améliorer continuellement la qualité de nos produits, services et procédures visant la satisfaction, toujours plus grande, des besoins de la société brésilienne et de nos clients externes et internes ... Nous adopterons la Gestion pour la Qualité Totale, mettant au premier plan la réalisation de l'être humain...>> (In : panneaux dans la raffinerie de Mataripe).

Ces panneaux avaient pour but affiché d'engager tous les travailleurs dans le "Programme de Gestion pour la Qualité Totale", afin d'accroître la productivité à PETROBRAS. Nous pouvons, néanmoins, supposer qu'un autre objectif de ce programme était de renforcer la solidarité des travailleurs avec l'entreprise et, ainsi, de réduire l'attrait des discours syndicaux.

Tout cela démontre bien la préoccupation de l'entreprise à apporter des solutions à des problèmes locaux pouvant pousser les travailleurs vers une action revendicative organisée par les syndicats. Ce qui, du fait d'un manque de communication entre les secteurs de l'entreprise n'était pas toujours possible. Ainsi, lors de notre enquête sur le terrain, nous avons observé une réunion entre la responsable du secteur chargée de surveiller l'ambiance de la raffinerie de Mataripe (très significativement, une assistante sociale), des responsables syndicaux et des militants de base. Cette réunion tournait autour de la décision de l'entreprise de ne plus envoyer les repas des travailleurs postés sur leurs lieux de travail, par mesure d'économie: ils devaient venir se les procurer au réfectoire. Les syndicalistes argumentaient du fait qu'il n'était pas toujours possible pour les travailleurs postés de laisser partir un travailleur de l'équipe pour aller chercher les repas, et que de plus, dans certains secteurs de la raffinerie, cela signifiait des distances supérieures à deux kilomètres. Ils avaient même réalisé une étude mettant en avant les coûts additionnels de cette mesure, sans avoir obtenu de réponse de la part de ceux qui avaient pris la décision. L'intervention de la responsable du "secteur d'ambiance interne" fut demandée après que les travailleurs eurent refusé les repas offerts par l'entreprise.

L'assistante sociale se contenta d'écouter les plaintes des travailleurs. Du fait qu'elle n'avait pas encore eu connaissance de ce problème (même pas de l'étude réalisée par les travailleurs), elle demanda un délai pour qu'elle puisse se renseigner auprès des responsables de la raffinerie sur les raisons de leur décision. Elle demanda alors de repousser la réunion au lendemain, quand elle disposerait de plus de données sur la question.

Nous avons appris plus tard, par des syndicalistes, qu'un consensus fut trouvé. Néanmoins, indépendamment des résultats pratiques de cette réunion, elle nous semble d'une importance particulière pour le thème de cette thèse. Cela parce que, d'une part, elle atteste la préoccupation de l'entreprise d'établir des canaux de communication avec les syndicats et les travailleurs, afin d'éviter, autant que possible, les points de friction. Toutefois, cette préoccupation ne se manifestait qu'une fois les décisions prises, en cas de résistance des travailleurs ou du syndicat ; autrement dit, les responsables de l'entreprise ne jugeaient pas toujours nécessaire de vérifier, avant leur mise en oeuvre, comment leurs décisions seraient perçues par les employés.

Notons, au passage, que dans ce cas, les suggestions faites par un groupe de

travailleurs, directement touchés par le changement du lieu de distribution des repas, n'ont même pas été étudiées ; du moins, pas plus les travailleurs que l'assistante sociale n'ont reçu de réponse par rapport à ces propositions.

D'autre part, cette réunion nous montre aussi comment les syndicalistes participaient à la résolution des problèmes sur les lieux de travail. En dehors des responsables syndicaux "libérés", qui étaient constamment sur ces lieux, il y avait également les responsables qui continuaient à travailler normalement, lesquels avaient un rôle de véritables délégués syndicaux. Dans la réunion citée plus haut, étaient présents deux responsables syndicaux qui étaient, eux aussi, des travailleurs postés et qui se sentaient directement concernés par la question.

Autrement dit, l'insertion des syndicats sur les lieux de travail était intimement liée au fait que des militants et/ou des responsables syndicaux travaillaient dans tel ou tel secteur. Cette présence n'était pas institutionnalisée. Ce fait est important, car il montre bien que, malgré leur discours et leurs efforts, les syndicalistes de gauche à PETROBRAS ne réussirent pas à créer des organisations représentatives des travailleurs, sur les lieux de travail, indépendantes du syndicat et reconnues par l'entreprise.

Malgré ces changements évidents dans la gestion du travail, il faut considérer que ces efforts d'amélioration des rapports humains à PETROBRAS étaient neutralisés par la conjoncture économique du pays et par la centralisation des décisions, dans l'entreprise pétrolière, au niveau de la direction centrale, à Rio de Janeiro (parfois même au niveau du gouvernement). Le manque d'autonomie des responsables régionaux de l'entreprise pour négocier avec les syndicats, ne laissait pas beaucoup de place à la concertation sur des questions plus générales (salaires, définition des carrières, politique de formation, etc.), légitimant ainsi la logique conflictuelle des syndicalistes de gauche ; ce qui explique le succès de la logique conflictuelle parmi les travailleurs du pétrole jusqu'en 1995.

Autrement dit, les changements de gestion avaient des limites très précises : ils ne dépassaient pas le cadre des questions quotidiennes liées au travail (conditions de travail, sécurité, etc.). C'était une façon d'établir des points de contact entre les responsables régionaux de l'entreprise et les travailleurs et les représentants syndicaux, dans la résolution des problèmes.

A un niveau plus global, ces changements opérés dans la gestion du personnel rentraient aussi dans une stratégie de l'entreprise visant à limiter l'action des syndicats ; lesquels étaient maintenant trop portés par des idées de gauche et par une logique du conflit. Ainsi, outre l'adoption d'une tactique de licenciement des militants et responsables syndicaux lors des mouvements de grève (ce que les jugements d'illégalité des grèves par le TST rendaient possible) l'entreprise va refuser, à partir de 1991, de payer les salaires des syndicalistes qui passaient l'intégralité de leur temps de travail à la disposition du syndicat, pratique courante depuis les années 60.

Jusqu'au début des années 90, PETROBRAS assurait le paiement des salaires et des cotisations sociales de trois responsables syndicaux, par syndicat, plus d'un certain nombre de délégués de base – nommés par les syndicats – en fonction du nombre de travailleurs ; avec le changement d'attitude de l'entreprise, les syndicats se verront réduire

le nombre de responsables syndicaux payés par l'entreprise à un seul, ce qui correspondait à ce que prévoyait la loi syndicale.

Cela vient renforcer l'idée que les changements dans la gestion du personnel et dans les rapports entre l'entreprise et les syndicats avaient un objectif évident de limitation du pouvoir mobilisateur des syndicats. De cette manière, en même temps que les dirigeants de PETROBRAS facilitaient les contacts et la résolution des problèmes liés au quotidien du travail, ils posaient des obstacles à l'action syndicale.

Face à l'ambiguïté de PETROBRAS, les syndicalistes vont se diviser sur la meilleure stratégie à adopter : soit le conflit permanent, afin de mieux organiser la base ; soit un conflit plus limité, lors de la signature des conventions collectives, mais en tissant des liens avec les responsables régionaux de PETROBRAS pour résoudre des questions locales. Cela renforcera les luttes internes au sein des groupes syndicaux de gauche à la tête des syndicats.

16.3. La division de la gauche

Qu'est-ce qui faisait la force de la gauche dans le syndicalisme des ouvriers du pétrole dans les années 80 ? Une des réponses possibles est que la lutte contre un adversaire commun (les "pelegos", les militaires, la direction de l'entreprise, etc.) regroupait autour d'un même projet syndical plusieurs tendances différentes.

Toutefois, à partir de 1990, l'adversaire commun disparaît, en même temps que la gauche devient hégémonique au sein des syndicats du pétrole. Cela conduit à une radicalisation des conflits entre les tendances politiques en lutte pour l'hégémonie au sein des directions syndicales. Si avant la prise du pouvoir toutes les forces de gauche, malgré leurs divergences, voulurent rester ensemble, après il y eut une scission des groupes de gauche ; laquelle rentre dans un processus autodestructeur de lutte pour le pouvoir.

Ce processus n'était pas spécifique au seul mouvement syndical des travailleurs du pétrole ; il suivait le schème de la gauche en vigueur dans le pays. Mais dans le cas des travailleurs du pétrole, ce processus neutralise le pouvoir de mobilisation de la gauche, laquelle pour rester au pouvoir, après 1990, doit se rallier à des syndicalistes des périodes antérieures.

Avant d'étudier ce processus plus en détail, il convient de souligner que les luttes intestines de la gauche étaient déjà importantes dans les années 80. A cette époque, l'identité des oppositions syndicales ne parvint jamais à s'imposer aux identités des organisations de gauche (les tendances, dans le jargon politique au Brésil) en activité au sein du Parti des Travailleurs et de la CUT. Du moins pour les militants les plus expérimentés, les positions défendues dans les débats qui animaient les oppositions syndicales des petroleiros de Bahia, étaient des positions qui avaient déjà fait l'objet de débats et de décisions au sein des différentes tendances.

Cela amena plusieurs militants plus jeunes à prendre leurs distances vis-à-vis de la pratique quotidienne des oppositions, car les prises de décisions leur paraissaient jouées d'avance, décidées ailleurs. Ce sentiment exprimait aussi le constat que pour pouvoir peser au sein des oppositions il fallait se rallier à une des tendances en conflit.

Parmi les petroleiros, trois tendances de gauche s'opposaient : "l'Articulation", "la CUT par la Base" et la "Force Socialiste". Au niveau du discours, ces tendances présentaient des divergences importantes. Les militants de la tendance "Articulation"⁴³⁶ étaient proches des idées social-démocrates et croyaient que la lutte dans un cadre démocratique pouvait amener le pays à un type nouveau de socialisme, plus démocratique et plus libertaire que celui qui avait été implanté en Europe de l'Est. Pour eux, l'objectif central du PT, de la CUT et des syndicats était de créer de grands mouvements de masse dans le pays afin de pouvoir faire peser les intérêts des classes populaires dans le jeu démocratique.

Les idées défendues par la "CUT par la Base" se rapprochaient de celles de "l'Articulation" sur le besoin de créer un parti et une centrale syndicale de masses, mais s'en éloignaient sur l'objectif. Pour les militants de cette tendance, l'objectif des mouvements de masse était de préparer les travailleurs à la prise du pouvoir et non à une meilleure participation au jeu démocratique en place. Ils reprochaient aux militants de "l'Articulation", notamment, le fait d'avoir donné beaucoup d'importance aux enjeux institutionnels de la lutte politique et syndicale (la participation aux débats de la Constituante, par exemple), oubliant l'organisation autonome de la base.

Quant à la "Force Socialiste", elle se présentait comme une tendance "marxiste-léniniste". Ses militants insistaient sur la nécessité de la participation des syndicalistes aux luttes politiques de la société brésilienne afin d'augmenter la conscience de classe des travailleurs, et de préparer le terrain à une future révolution socialiste. Ils insistaient aussi sur le besoin de transformer les travailleurs du pétrole, sous le contrôle des syndicalistes de gauche, en l'avant-garde des travailleurs brésiliens. Pour eux, le rôle de la gauche consistait, donc, à porter les conflits localisés le plus loin possible afin de pointer les limites du système capitaliste et de la "démocratie bourgeoise".

Il est bien évident que ces discours⁴³⁷ n'épuisaient pas les divergences existant entre les militants de la gauche parmi les petroleiros. Toutefois, ces conceptions différentes du rôle des syndicats et du mouvement ouvrier étaient autant une façon de fonder des identités sociales différentes que de légitimer des options pratiques divergentes.

La prise du pouvoir syndical par les oppositions n'allait que renforcer leurs divisions internes.

16.3.1. Les luttes pour le pouvoir

Une fois à la tête des syndicats du pétrole, les groupes de gauche vont mener une lutte sans merci pour prendre le pouvoir au sein des directions syndicales. Cette lutte commence dès l'époque de constitution des listes de gauche qui prennent part aux élections syndicales, quand chaque tendance essaiera d'inclure des militants proches de

⁴³⁶ Tendance syndicale majoritaire au sein de la CUT. Elle était notamment la tendance des syndicalistes de la métallurgie de São Paulo, dont LULA, le leader charismatique du PT.

⁴³⁷ Ici synthétisés à partir de documents de chacune de ces tendances distribués lors des congrès des travailleurs du pétrole à la fin des années 80 et au début des années 90.

ses idées.

Après les élections, cela incitera certaines tendances à passer des accords tactiques entre elles visant ainsi à faire passer leurs idées. Ce processus fut beaucoup plus traumatisant au STIEP que dans le cadre du SINDIPETRO. Dans ce dernier syndicat, la tendance "FORCE SOCIALISTE" avait réussi, dès la constitution de la liste électorale de gauche, à obtenir la majorité des postes de la direction. De ce fait, après l'élection, elle prit le contrôle effectif du syndicat, éloignant les autres tendances des centres de décisions. Ce qui provoquera une division du groupe, mais seulement lors des élections de 1993.

A l'inverse, les choses se passèrent différemment au STIEP. Dans ce syndicat, la composition des forces de gauche qui furent élues à la tête du syndicat, en 1990, était beaucoup plus complexe qu'au SINDIPETRO ; car au STIEP aucune tendance ne dominait dans la direction syndicale. De plus, comme pour se faire élire la gauche avait dû se lier avec des représentants de l'ancienne direction syndicale, ces anciens représentants tendaient à former un groupe à part, quoique plus proches des positions défendues par le groupe "Articulation". Ainsi, reflétant le climat dominant au sein du syndicalisme brésilien, les tendances syndicales opposées à "l'Articulation" vont s'unir pour contrer l'influence majoritaire que cette tendance avait obtenue au départ.

Plusieurs points divisaient les militants de la gauche à cette époque. Sur le plan pratique le principal point de désaccord touchait la question des services offerts par le syndicat⁴³⁸, responsables pour environ 50 % du total des dépenses de l'organisation. Pour la majorité des militants se ralliant aux idées avancées par la CUT, il fallait mettre fin rapidement à ces services, car la principale fonction du syndicat était de "préparer les travailleurs pour la lutte".

Cependant, cette position ne faisait pas l'unanimité au sein de la direction syndicale. Pour les Responsables issus de la direction syndicale précédente, ainsi que pour une partie des militants liés à "l'Articulation", la suppression de l'offre de services par le syndicat ne pouvait pas se faire de façon abrupte ; cela, en raison d'une tradition des syndicats comme offreurs de services, et ce surtout auprès des retraités. Ces groupes soutenaient que cette décision devait s'appliquer de façon progressive, afin de prendre le temps de convaincre les travailleurs de l'importance de mettre un terme à ces prérogatives du syndicat.

Les débats sur cette question, au sein de la direction, tendaient à être très passionnés. Pour les uns il s'agissait là d'affirmer leur identité "cutiste", en mettant en pratique un des principes fondamentaux de la CUT, à savoir, la remise en cause du rôle d'offreur de services des syndicats.

<<L'offre de services par les syndicats les amène à développer une relation de compromis avec le système patronal. Cela détourne les ressources financières, matérielles et humaines de la lutte, vers des activités qui doivent être prises en charge par les patrons et par le gouvernement. Le rôle d'offreur de services du syndicat est une incitation à la participation individuelle des associés et non à

⁴³⁸ Il s'agissait surtout de services médicaux, dentaires et juridiques.

une participation collective de la corporation. Cela incite l'échange de faveurs dans les syndicats. L'associé paye une mensualité et la direction du syndicat – soi-disant compétente – offre de services médicaux, odontologiques, juridiques, coiffeur, salon de beauté et même des prêts monétaires. Mettre fin à tout cela n'est pas seulement un discours, mais aussi une volonté politique de construire un nouveau syndicat qui rende plus forte la lutte des travailleurs.>> (Résolution du VIème Congrès National des Petroleiros, transcrite in : BOLETIM CONJUNTO STIEP/SINDIPETRO, 16/10/91).

Pour les autres, il fallait aborder la question d'une manière plus pragmatique, afin de ne pas provoquer de susceptibilités chez les travailleurs.

<<J'étais contre l'idée de mettre fin, tout de suite, au rôle d'offreur de services des syndicats ; cela pour une question de respect vis-à-vis de ceux qui utilisaient ces services... Nous avons convaincu les retraités, le personnel qui, dans les syndicats, utilisait les services des médecins, des dentistes, des avocats, de la pharmacie, de la librairie ...>> (Entretien avec un responsable du STIEP dans les années 90, in : Guimarães et alii, 1994 : 104).

Cette position-là n'était pas bien perçue au sein de la direction syndicale, dont la majorité des membres jugeait de façon très négative (une preuve du manque de disposition pour la lutte) la défense du maintien des services offerts par le syndicat.

<<Suivant les décisions du dernier Congrès Régional des Petroleiros, la direction du STIEP commence à mettre en oeuvre la suppression des services offerts par le syndicat ; pour en finir, ainsi, une fois pour toutes, avec ce cancer imposé par le gouvernement pour "casser" les finances des organismes syndicaux. (...). L'écrasante majorité de l'actuelle direction du STIEP a une vision très claire de cette situation ... Elle fait, aussi, un grand effort pour récupérer le syndicat pour la lutte ; au contraire de quelques Responsables qui se sont révélés sans aucune disposition pour la lutte et qui, pour cela, défendent le maintien du rôle d'offreur de services du syndicat ...>> (In : BOLETIM CONJUNTO STIEP/SINDIPETRO, 9/10/91).

Ce processus va se radicaliser à la fin de l'année 1991, après les négociations collectives avec l'entreprise. Prétextant la mauvaise situation financière du syndicat, la majorité de la direction décide de mettre fin à toutes les activités d'aide sociale ⁴³⁹. Les groupes minoritaires dans la direction contre-attaquent en organisant des assemblées avec les retraités, les principaux bénéficiaires des services rendus par le syndicat, afin d'obliger la direction à revoir ses décisions. La direction appelle une autre assemblée pour légitimer sa position et décide de destituer les Responsables dissidents.

Cela donnera lieu à des distributions de tracts où chaque groupe essaiera de convaincre la base de la justesse de son point de vue, tout en portant des accusations au camp adverse. Face à l'importance qu'alliaient prendre ces conflits, les travailleurs décident, au cours d'assemblées très tendues, de la destitution de toute la direction et d'organiser de nouvelles élections syndicales. D'après le journal d'information du STIEP du 26 décembre 1991, publié le lendemain de la décision des assemblées, la majorité des

⁴³⁹ D'après des données publiées dans des journaux syndicaux de cette époque, le STIEP avait un déficit mensuel d'environ 50 % de sa recette.

voix pour la destitution collective de la direction est venue des retraités.

Dans ces élections, deux listes vont se disputer la préférence des travailleurs du pétrole : une, composée essentiellement des tendances les plus à gauche de l'ancienne direction syndicale (la liste n°1) et une autre (liste n°2) composée des Responsables mis en minorité, de représentants des retraités, d'anciens représentants syndicaux liés aux syndicalistes populistes, ainsi que de groupes d'ingénieurs nationalistes issus de l'Association des Ingénieurs de PETROBRAS (AEPET)⁴⁴⁰.

Le fait qu'une des listes comptait des ingénieurs parmi ses membres allait éveiller la suspicion des militants de la gauche sur le fait que la direction régionale de l'entreprise avait intérêt à l'élection de ce groupe syndical. En réponse à ces critiques, les représentants de la liste n°2 mettront en avant la nécessité de regrouper tous les travailleurs du pétrole, indépendamment de leur niveau de responsabilité dans l'entreprise.

<<Il y a des compagnons qui essaient de caractériser, d'une façon trompeuse, la liste n°2 comme la "liste des ingénieurs" ; cela parce que 5 participants sur les 36 que compte notre liste sont des travailleurs de niveau universitaire. C'est une des formes de discrimination contre lesquelles nous allons lutter, parce que la division des petroleiros n'intéresse que l'actuelle direction de l'entreprise et le gouvernement Collor, avec son projet de privatisation de PETROBRAS.>> (In : PROGRAMAS E METAS DA CHAPA 2, STIEP, 1992).

Par ailleurs, le point central de la campagne électorale tournera autour de la défense du monopole d'État sur le pétrole et contre la politique de privatisation des entreprises nationales mise en place par le gouvernement. Ce qui peut être interprété, non seulement comme la preuve de l'importance du nationalisme dans les discours de la gauche, mais aussi comme le reflet de l'influence des retraités dans les luttes syndicales des travailleurs du pétrole de Bahia⁴⁴¹.

Mais il n'y avait pas de consensus sur la meilleure méthode à adopter contre cette politique gouvernementale. La liste des groupes les plus à gauche (liste n°1) essayait de mettre en avant l'idée que seule la mobilisation des travailleurs du pétrole pourrait empêcher une possible privatisation de PETROBRAS. Pour ces groupes, seule l'organisation des travailleurs était capable de contrer les déterminations du pouvoir étatique.

<<EMPÊCHER LA PRIVATISATION. Fait partie du projet néo-libéral du gouvernement Collor et de ses négociations avec le FMI, la stratégie de mettre fin au monopole d'État sur le pétrole et de privatiser les entreprises du système PETROBRAS ... Le moment est d'une extrême gravité. (...). Il nous revient – nous qui avons construit tout ce patrimoine, avec notre sueur, nos rêves, nos émotions et notre lutte – de nous battre pour la défense de PETROBRAS. Empêcher la privatisation est une obligation de chacun d'entre nous ! >> (In :

⁴⁴⁰ Cette association, outre la défense des intérêts spécifiques des ingénieurs, se faisait remarquer par la défense de la PETROBRAS et du monopole d'État sur le pétrole.

⁴⁴¹ D'après la presse syndicale de cette époque, presque 50 % de la base syndicale du STIEP était composée de retraités.

CHAPA DA CATEGORIA, EM DEFESA DO SISTEMA PETROBRAS, 1992).

A l'opposé, la liste n°2 défendait l'organisation d'un mouvement de masse, capable d'engager plusieurs secteurs de la société civile pour la défense du monopole sur le pétrole. Il s'agissait, pour les tenants de ces idées, de rééditer la campagne "le pétrole est à nous".

<<En raison de la conjoncture actuelle, défendre la PETROBRAS et le monopole d'État sur le pétrole est le principal travail que le STIEP doit assurer en 1992. Dans la bataille qui aura lieu pour éviter que la Constitution ne soit modifiée et que la plus grande entreprise de l'Amérique Latine ne soit donnée au capital international, il ne peut y avoir de discrimination à l'encontre de quelques tendances des petroleiros ou de la société que ce soit. Seule une grande mobilisation sociale pourra arrêter ce projet. Pour cela tous les partis politiques, personnalités, parlementaires, centrales syndicales, associations civiles, clubs, etc. qui sont d'accord avec notre lutte doivent être appelés à la construction d'un grand mouvement, comparable à l'historique campagne "LE PÉTROLE EST À NOUS".>> (In : PROGRAMA E METAS DA CHAPA 2, 1992).

Ceci nous montre que les divergences entre les deux groupes syndicaux se disputant le contrôle du STIEP, en 1992, marquaient des conceptions différentes sur la portée et les buts du mouvement syndical. Ainsi, par exemple, pour le groupe le plus à gauche, il revenait aux syndicats des travailleurs de jouer un rôle d'avant-garde dans la lutte contre le gouvernement et sa politique libérale.

<<La période actuelle appelle des réponses rapides et fermes de l'ensemble des travailleurs et des petroleiros en particulier. Notre corporation a pour tâche de s'engager dans la défense du monopole du pétrole et du système PETROBRAS, de renseigner la population sur les conséquences de la privatisation, ainsi que de lutter pour garantir les salaires, les emplois et la souveraineté du pays. Plus encore, il revient à chacun de nous de construire l'unité et la solidarité entre les travailleurs, en maintenant le STIEP en première ligne de la lutte pour nos droits et ceux de toute la population. C'est pour cela que cette élection devient fondamentale. Nous ne pouvons pas permettre que notre syndicat, référence de lutte dans l'État et dans le pays, soit mis entre les mains du "retrait", de l'inertie et du retard.>> (In : CHAPA DA CATEGORIA : EM DEFESA DO SISTEMA PETROBRAS, 1992).

Pour les membres de la liste n°2, les syndicats avaient des fonctions beaucoup plus limitées : l'obtention d'avantages concrets pour les travailleurs. En ce sens, mobilisation et négociation devenaient deux mots importants dans leurs discours.

<<Le comportement de notre groupe lors des négociations collectives pour obtenir des améliorations salariales sera fondé sur la diffusion honnête et transparente de toutes les informations et propositions présentées à la table des négociations. Nous n'accepterons pas de manipulations de qui que ce soit. L'association de la mobilisation et de la négociation, par le biais de propositions et de revendications réalisables, sera le fer de lance de notre action. La grève sera l'ultime recours. Nous sommes contre les piquets violents ou la déprédation du patrimoine de l'entreprise. La grève doit être une action consciente et unitaire de l'ensemble des petroleiros. L'action unifiée de tous les syndicats du Brésil, indépendamment des liens avec telle ou telle centrale syndicale, est

fondamentale pour le succès des campagnes salariales.>> (In : PROGRAMA E METAS DA CHAPA 2, 1992).

Ce point marquait un changement important par rapport aux discours qui fondaient l'identité de la gauche syndicale, indépendamment des multiples tendances. La grève comme moyen de négociation et non comme fin en soi était un moyen, pour une partie importante des membres de la liste n° 2, de prendre leurs distances vis-à-vis des tendances syndicales les plus à gauche et même de la CUT.

<<Il y a plusieurs centrales syndicales dans le pays (CUT, FORCE SYNDICALE, CGT1, CGT2, USI). Notre proposition est d'ouvrir un débat afin d'éclaircir pour la base les différences de principes, programmes et actions concrètes de chaque centrale syndicale ; cela pour s'organiser après un plébiscite où les petroleiros décideront librement s'ils désirent ou non s'associer à une centrale syndicale et quelle sera cette centrale. La majorité des membres de notre liste reconnaissent que la CUT est la centrale qui défend les véritables intérêts des travailleurs. L'autre partie veut mieux connaître les centrales durant le débat pour pouvoir prendre une position.>> (In : PROGRAMA E METAS DA CHAPA 2, 1992).

Autrement dit, du fait que les militants de gauche liés à "l'Articulation" durent composer avec d'autres forces syndicales – situées en dehors du spectre de la gauche et de la CUT – dans le cadre de leurs luttes contre les tendances syndicales les plus à gauche, ils adapteront leurs discours à la sensibilité de leurs nouveaux alliés. Des alliés toujours méfiants face à l'hégémonie que la CUT et le PT avaient réussi à obtenir au sein du mouvement syndical des petroleiros ; d'autant plus que les querelles internes au PT et à la CUT avaient conduit l'ancienne direction à l'auto-dissolution⁴⁴².

Quoi qu'il en soit, les élections réalisées en avril 1992 donnent la victoire à la liste n°2, avec 55 % des voix exprimées. Ici aussi, d'après des estimations réalisées par la gauche, le poids des retraités fut fondamental dans cette victoire, neutralisant un certain équilibre de forces parmi les travailleurs en activité.

En dehors des aspects factuels et locaux de ces querelles entre des groupes syndicaux différents, les événements de 1991/1992 au STIEP mettent en lumière un phénomène plus général, à savoir le déchirement entre les différentes tendances de la gauche brésilienne ; cela en raison des divergences sur les stratégies à adopter dans un régime politique démocratique. Entre les groupes qui voulaient maintenir le modèle d'action des années 80 dans le champ syndical et politique – faisant avancer le niveau de conscience de classe des travailleurs – et ceux qui voulaient adapter leurs pratiques aux changements institutionnels et de rapports de force dans la société brésilienne, il y avait des divergences et des enjeux qui dépassaient le cadre des querelles syndicales habituelles.

16.3.2. Des stratégies différentes au sein de la gauche

⁴⁴² Même avant la dissolution de la direction du syndicat au début de l'année 1992, un tract signé par le responsable syndical, durant la période 1987-1990, qui avait favorisé la conquête du pouvoir syndical par la gauche, soulignait que " ...notre syndicat a été transformé en un appareil de parti, celui du PT. Aujourd'hui, notre syndicat n'agit plus par la volonté des petroleiros, mais en obéissant aux besoins et aux nécessités du PT." Façon de montrer son sentiment que les luttes des petroleiros n'étaient qu'un moyen pour la gauche de mener son combat contre le gouvernement.

Ainsi, pour les tendances syndicales plus à gauche (FORCE SOCIALISTE et CUT PAR LA BASE), dominantes au sein des directions syndicales des petroleiros, l'objectif principal de la lutte syndicale, au début des années 90, était de rendre le projet libéral du gouvernement Collor non viable et d'application difficile ; cela par le conflit permanent entretenu par les travailleurs les plus organisés à travers le pays.

<<Nous sommes aujourd'hui au septième jour de grève, plus forts que jamais. La base des petroleiros a effectivement compris qu'une grève forte est la seule voie pour vaincre le Plan Collor II, le contrôle des salaires et pour défendre le patrimoine public, notamment la PETROBRAS.>> (In : BOLETIM CONJUNTO STIEP/SINDIPETRO, 04/03/91).

Dans cette perspective, les travailleurs avaient atteint un tel niveau de pouvoir dans le pays qu'ils étaient en mesure d'imposer la prise en compte de leurs intérêts aux groupes sociaux qui avaient le contrôle de l'État. D'où l'utilisation fréquente, dans la presse syndicale de cette période, de slogans comme celui-ci : "CE QUI FAIT LA LOI C'EST LA LUTTE. CEUX QUI FONT LA LUTTE CE SONT NOUS !".

Ce qui explique aussi le discours mettant en cause les directions syndicales dont les bases ne participaient pas aux grèves nationales. Dans la logique de la gauche de cette période, la base suivait toujours les décisions des directions syndicales, dès lors que celles-ci adoptaient une position de lutte et réussissaient à acquérir le respect des travailleurs. Pour eux, les directions syndicales devaient montrer à la base ouvrière le chemin à suivre. Ainsi, si les travailleurs ne participaient pas aux grèves ou à d'autres mobilisations, la faute ne pouvait revenir qu'aux directions syndicales. A vrai dire, il y avait une véritable surenchère à la radicalisation à cette époque, chaque tendance et chaque groupe voulant paraître le plus mobilisateur et le plus radical.

Dans cette ordre d'idées, la direction du SINDIPETRO, élue en 1990, fera publier la note suivante dans le journal du syndicat, à la fin de la grève des 12 et 13 septembre 1990.

<<L'ASSEMBLÉE APPROUVE LE MESSAGE CONTRE LES SYNDICALISTES QUI ONT TRAHI NOTRE MOUVEMENT. (...) L'assemblée a approuvé un document de rejet des directions syndicales qui n'ont pas mobilisé leurs bases dans la lutte pour la campagne de revendication salariale. Le SINDIPETRO-BAHIA, entend qu'il est nécessaire de bannir, une fois pour toutes, la pratique "pelega", qui persiste encore chez les petroleiros, de syndicalistes qui acceptent les décisions des travailleurs, mais qui ne les mettent pas en pratique. Ce comportement mesquin, en vérité une trahison, fut la cause de notre insuccès dans notre campagne pour la récupération salariale...>> (In : INFORMATIVO SINDIPETRO, 21/09/90).

Ce discours radical va fonder des pratiques de plus en plus conflictuelles, aussi bien pendant les grèves que durant les périodes d'apaisement. De cette manière, par exemple, les syndicalistes de gauche commencent à diffuser les problèmes détectés sur les lieux de travail dans la presse syndicale ; ces problèmes étaient perçus comme une preuve de la mauvaise volonté de l'entreprise vis-à-vis des travailleurs. Dans ces dénonciations, il s'agissait de ridiculiser les responsables de l'entreprise, afin de faire pression sur eux.

Contre cette vision, les militants de "l'Articulation" alliés à des forces syndicales "non cutistes" avaient une conception moins radicale de l'action des syndicats dans la

conjoncture politique brésilienne, notamment en ce qui concernait la participation des syndicalistes à l'agenda de l'État et à la résolution des problèmes au niveau de l'entreprise.

<<Quand nous détectons un problème, la première démarche consiste à aller négocier avec le surintendant. C'est-à-dire, écrire dans le journal syndical, aller voir les responsables de l'entreprise, poser le problème ... Si l'on n'obtient rien, alors on fait une critique, sévère. On organise la base pour faire pression, nous pouvons même aller au siège de l'entreprise à Rio de Janeiro, discuter la question avec les responsables là-bas et essayer d'utiliser la mobilisation de la base pour résoudre les questions. Toutefois, on résout ici même au moins la moitié des problèmes. Nous arrivons à convaincre l'entreprise qu'elle n'est pas sur la bonne voie et elle finit par céder. C'est cette nouvelle pratique de syndicalisme, que nous sommes en train d'implanter ici, très différente de celle de la direction précédente⁴⁴³ ; laquelle dénonçait tout de suite, pour essayer ensuite de résoudre le problème ... Cela rendait difficile la résolution des problèmes parce que l'entreprise se radicalisait, même en ayant tort. Donc, cette pratique provoquait une situation où les parties se radicalisaient. (...) En ce qui concerne les questions liées à la campagne salariale, qui ne dépend pas du surintendant local, on mène la campagne à un niveau national. Une lutte contre le gouvernement, par le biais, disons, d'une grève générale nationale, pour obliger l'entreprise à accepter nos revendications.>>(Entretien avec un Responsable du STIEP, partisan de l'Articulation, in : Guimarães, 1994 :110-111.).

Cet entretien nous montre la volonté de certains groupes syndicaux d'entériner une participation à la résolution des problèmes liés au travail et susceptibles de trouver des solutions au niveau régional.

Cela dans une conjoncture de perte d'importance de l'industrie pétrolière de Bahia. Ces contacts avec les responsables régionaux devinrent d'autant plus faciles que la direction du syndicat s'ouvrit à la participation de travailleurs de niveau universitaire, issus de l'AEPET⁴⁴⁴, et dont la tradition de défense de PETROBRAS était proche de celle des responsables de l'entreprise. Ainsi, par exemple, l'un des responsables du Service du Personnel de PETROBRAS à Bahia, avait été auparavant un des directeurs de la section régionale de l'AEPET.

De cette façon, les divisions au sein de la gauche, outre des querelles personnelles et idéologiques, s'ancraient également sur les divergences de point de vue quant au rôle que les syndicats devaient jouer dans les relations professionnelles à PETROBRAS.

Face à l'inexistence de représentants de la base, non liés directement aux syndicats, les pourparlers avec l'entreprise, pour résoudre des problèmes liés au travail, ne pouvaient se réaliser que par le biais des syndicalistes. Dès lors, pour les différentes tendances, ces problèmes donnaient lieu à des stratégies de négociation divergentes.

Pour les tendances les plus à gauche, les problèmes quotidiens du travail constituaient un des moyens pour montrer aux travailleurs les contradictions du système

⁴⁴³ La direction composée à majorité par les tendances les plus à gauche de la CUT.

⁴⁴⁴ Il s'agit de l'Association des Ingénieurs de PETROBRAS.

capitaliste ⁴⁴⁵. Ainsi, avant de les résoudre, il fallait souligner le caractère inhumain des conditions et des relations du travail dans une entreprise capitaliste. Avant de négocier un problème avec la direction régionale de l'entreprise il était important de faire prendre conscience à l'ensemble des travailleurs de la signification politique du problème. Ce qui s'inscrivait dans la logique de légitimation de ces tendances, pour lesquelles la lutte locale des travailleurs de PETROBRAS devait s'insérer dans la lutte politique de la classe ouvrière brésilienne.

<<Il faut mettre fin aux illusions des travailleurs. Les travailleurs doivent savoir qu'il n'y a pas de "sauveurs de la patrie" et qu'ils ne doivent rien attendre d'un syndicalisme paternaliste. Et aussi que toute conquête est le fruit de la lutte. Pour remporter des victoires il faut arrêter le travail !>> (In : Thèses du Congrès Régional du SINDIPETRO, 1992, Ronéo.)

Pour le groupe qui prend le contrôle du STIEP en 1992, la résolution des problèmes locaux représentait un élément important qui permettait de légitimer son discours. Ce qui explique sa volonté d'établir des contacts moins conflictuels avec les responsables régionaux : c'était une manière d'obtenir plus facilement l'acceptation, par l'entreprise, de certaines revendications touchant au quotidien du travail des petroleiros.

16.3.3. La représentativité sur les lieux du travail

Ces divergences étaient d'autant plus importantes que les syndicalistes liés à la CUT ne réussirent pas à créer des organismes indépendants, représentant les travailleurs sur les lieux de travail. Ce qui pourtant constituait le discours identitaire de la CUT dans les années 80. Dans le cas des travailleurs du pétrole par exemple, malgré le fait que les programmes des directions liées à la CUT prévoyaient la création de commissions d'unités, indépendantes de la direction des syndicats, aucune action ne fut prise dans ce sens.

Cette incapacité de la gauche à mettre en oeuvre un point important de son programme est en partie liée aux idées dominantes parmi les travailleurs, lesquels ne reconnaissaient pas la légitimité d'organisations autres que les syndicats pour les représenter lors des négociations avec l'entreprise ⁴⁴⁶. Sans compter qu'un point important de toute représentativité ouvrière est la question de l'immunité dont jouissent les représentants. Si sur le plan légal les représentants syndicaux jouissent de l'immunité, ce n'est pas le cas pour d'autres représentants des travailleurs. Dans le cadre de PETROBRAS où même des syndicalistes furent licenciés lors de grèves ⁴⁴⁷, jugées

⁴⁴⁵ Ce que la direction du SINDIPETRO, revendiquera dans un texte de 1994 : <<Un syndicalisme qui n'accepte pas de s'accommoder à la société capitaliste en place et qui a pour horizon la fin de l'exploitation de l'Homme par l'Homme. (...) Il est nécessaire que les syndicats fassent avancer les luttes populaires pour montrer à la tendance qui dirige la CUT que le meilleur moyen pour résoudre les problèmes des travailleurs est l'affrontement direct et non les pactes ...>> (In : Thèses pour le Congrès régional des Petroleiros, 1994).

⁴⁴⁶ Ainsi, une des critiques adressées aux oppositions syndicales dans les années 80 était justement que la gauche voulait créer des syndicats parallèles. Ce fut une des raisons qui poussa la gauche à changer de stratégie syndicale, en donnant plus d'importance au rapprochement avec les tendances divergentes des directions syndicales en place.

systématiquement illégales par le TST, on peut penser que cette problématique de l'immunité était importante.

De plus, dans un contexte marqué par des conflits importants au sein même de la gauche, les syndicalistes ne paraissaient pas disposés à créer des structures indépendantes de leur contrôle direct, et donc pouvant potentiellement tomber entre les mains de militants tenant des discours différents de ceux que les directions syndicales défendaient.

C'est même à partir de ces conflits au sein de la gauche que nous pouvons comprendre le pragmatisme des syndicalistes du pétrole par rapport à la structure syndicale corporatiste. Toutes les tendances syndicales, au fur et à mesure qu'elles obtenaient le contrôle d'un syndicat, essayaient de profiter des ressources (financières et symboliques) disponibles. Ainsi, par exemple, après la prise du pouvoir au SINDIPETRO par un groupe dont la majorité était liée à la FORCE SOCIALISTE, le syndicat contracta les services d'un consultant qui n'était autre que l'un des principaux représentants de cette tendance à Bahia. Le même processus n'était pas étranger au STIEP, où l'embauche des administrateurs du syndicat a toujours été d'abord une question d'affinité idéologique de ceux-ci avec la majorité de la direction syndicale.

Autrement dit, malgré des prises de position critiques par rapport à la structure syndicale du pays, les tendances de la CUT furent amenées à adopter une attitude pragmatique par rapport à cette question. Les militants des diverses tendances continuaient de combattre les lois syndicales sur le plan du discours et sur le plan politique (surtout en ce qui concerne le rôle de la Justice du Travail et les limites imposées à la liberté syndicale), mais au niveau pratique, ils s'en servaient dans leurs luttes avec d'autres tendances syndicales.

16.4. Sur l'apprentissage du temps par la gauche

Les événements qui ont provoqué la scission et la destitution collective de la direction du STIEP en 1991/1992 allaient provoquer de profonds changements dans la pratique des militants de la gauche. En raison du déchirement du groupe, plusieurs jeunes militants refuseront de participer au processus électoral qui suivra la destitution de la direction.

<<Dans le syndicat, les choses ont dégénéré complètement, après que la direction eut demandé la destitution de B. et de C. ; mais B. proposa la destitution collective de la direction et la réalisation de nouvelles élections, proposition qui fut adoptée après consultation de la base dans des assemblées. Il y aura de nouvelles élections entre mars et avril de cette année. Moi, j'ai déjà décidé de ne faire partie d'aucune des listes. Je vais prendre du temps pour moi-même, pour ma vie. Dans une des listes il y a prédominance de la CUT Par la Base, ..., et l'autre, qui n'a pas encore été inscrite, devra être dirigée par B. et par M.. Si M. fait partie de cette liste je vais la soutenir. Je pense que c'est quelqu'un de plus

⁴⁴⁷ Ainsi, par exemple, lors des grèves de 1991, que 11 responsables syndicaux des petroleiros dans le pays, parmi d'autres travailleurs, furent licenciés. De même, durant les grèves de 1994 et de 1995, le licenciement de responsables syndicaux fut une des pratiques préférées par l'entreprise, pour démobiliser les travailleurs.

démocratique (un populiste amélioré) ; je pense qu'il est meilleur que les autres pour la corporation et est plus représentatif de celle-ci.>> (Lettre d'un militant de gauche envoyée à l'auteur).

Cette lettre, d'un militant de gauche déçu avec la gauche, touche un point important : les pratiques de la gauche paraissaient non démocratiques pour un bon nombre de travailleurs. Dans la mesure où les débats internes aux directions syndicales occupaient le devant de la scène, on reprochait à la gauche de ne pas prendre en compte "le sentiment de la base".

Ces critiques auront des répercussions importantes même à l'intérieur des directions syndicales sous contrôle de la CUT. Dans un texte collectif d'évaluation de l'action de la direction du SINDIPETRO entre 1990 et 1992, les responsables syndicaux de gauche feront leur autocritique en insistant sur la distance entre direction syndicale et base.

<<L'action de la direction syndicale a laissé beaucoup à désirer : elle n'a pas rempli les obligations basiques d'une direction de syndicat, tels le développement d'un travail auprès de la base, la présence et les contacts directs avec les travailleurs. Les activités programmées par le syndicat sont diffusées dans le journal d'information et tous s'attendent à ce que la base vienne, sans envisager de discussion avec la base, d'articulation, de convocation, pour s'assurer de la présence d'un certain nombre de personnes à ces événements. Nous pouvons dire que la relation de notre direction avec la base est une relation autoritaire. Il reste à développer un travail de base qui soit effectif aussi bien lors des grands mouvements que des petits ...>> (In : Évaluation de la Direction du SINDIPETRO, 1992, Ronéo.).

Cette distance entre base et directions de gauche était également importante au niveau symbolique. Dans la logique des militants de la gauche, pour faire avancer la conscience de classe des petroleiros, il fallait changer radicalement les symboles utilisés par les syndicats. Dans cette perspective, tous les symboles datant de l'époque populiste furent considérés comme des symboles conservateurs, dépassés.

Ainsi, par exemple, ont provoqué une vive indignation des travailleurs de la base, les faits suivants: la décision de la direction de gauche d'enlever du siège du syndicat une image d'un saint catholique, ainsi que le portrait de Francisco Mangabeira, le président de PETROBRAS entre 1962-1963. Cela, ajouté à la décision de mettre fin, subitement, aux services offerts par le syndicat, attirera l'antipathie des retraités et des travailleurs les plus âgés à l'égard des militants de la gauche au pouvoir.

La décision de la base d'organiser de nouvelles élections et de donner le contrôle du syndicat à la liste composée en majorité par des groupes non liés à la CUT, mènera une partie de la gauche sur la voie de l'autocritique.

<<Nous n'avons pas su respecter la corporation. Nous avons voulu mettre fin à toute l'histoire des petroleiros>>. (Entretien avec un militant de la gauche).

C'est ce manque de respect pour la base qui va rendre possible, dans le processus de conflits internes à la gauche, le rapprochement de certaines tendances de l'opposition, avec des anciens syndicalistes populistes et avec des groupes syndicaux non liés à la CUT. Autrement dit, les divisions de la gauche favorisent le retour au syndicat de syndicalistes proches des idées populistes. Ainsi, lors des élections de 1992, au STIEP,

Wilton Valença, le leader des petroleiros dans les années 60, publie un tract donnant son soutien à la liste n°2, celle où la CUT était minoritaire.

<<Avec la responsabilité de seul fondateur du STIEP, 34 ans après sa fondation, jouissant encore d'un mandat syndical, et, pour cela, ayant un passé à préserver devant l'Histoire, ..., nous avons accepté de rester dans la lutte. Lutte que nous avons commencée dès la lointaine année 1956, coude à coude avec les vaillants compagnons de la "vieille garde" (...). Maintenant, notre lutte a pour objectif la "reconquête de la crédibilité" perdue, par manque de vision historique de certains.>> (In : Tract intitulé: AOS COMPANHEIROS DO PETRÓLEO, signé Wilton Valença).

Ce regain de la légitimation des listes syndicales portées par des leaders populistes était une manière de reconnaître le poids symbolique du passé des petroleiros. Dès lors, les tendances syndicales de gauche essayeront de tisser des liens avec des groupes de retraités. Profitant des querelles entre la direction du STIEP et la direction de la SOTAPE (Société des Travailleurs Retraités de PETROBRAS), les tendances de gauche mises à l'écart lors du processus électoral mèneront une politique de bon voisinage avec leurs anciens adversaires de la SOTAPE⁴⁴⁸.

Cette proximité de la gauche avec des groupes de retraités fut d'autant plus aisée qu'au cours des années 1993 et 1994, tous les groupes à l'intérieur de PETROBRAS avaient participé aux mobilisations contre la modification de la législation pétrolière du pays. En effet, lors de la Réforme de la Constitution, entre 1993 et 1994, les syndicats du pétrole, l'Association des Ingénieurs de PETROBRAS (AEPET) et les associations de retraités du pétrole, mèneront une campagne de mobilisation de l'opinion publique (avec le soutien de la direction de l'entreprise) contre la fin du Monopole d'État sur le pétrole.

Ainsi, dès avril 1993, les syndicats commencent à proposer l'organisation de réunions publiques pour la défense de PETROBRAS et du monopole d'État. De même, en juillet 1993, les syndicats du pétrole, la SOTAPE (Société des Travailleurs Retraités de PETROBRAS) et l'AEPET, créent la Commission Bahianaise de Défense du Monopole (CBDM), laquelle organisera plusieurs réunions et débats publics pour la préservation du monopole étatique sur le pétrole.

Dans le même temps, à l'intérieur de l'entreprise, plusieurs responsables régionaux et nationaux s'engagent dans la campagne pour la défense de PETROBRAS. Cela mènera à la création de groupes, plus ou moins informels, ayant pour tâche d'inciter à l'organisation de manifestations populaires pour la défense du monopole, ainsi qu'à la publication de tracts et d'ouvrages mettant en évidence l'importance de PETROBRAS pour le développement national et régional.

Ainsi, par exemple, parmi les nombreuses publications de la compagnie à cette période, se trouve un tract intitulé "La PETROBRAS ET BAHIA", dont nous citons les extraits ci-dessous.

<<Les conséquences pour Bahia en cas de changement institutionnels dans le secteur du pétrole. En cas de modification du monopole d'État, les grands

⁴⁴⁸ D'après les témoignages des membres des tendances de gauche, une partie du matériel de campagne des listes composées en majorité par des militants de la CUT, fut financée par la direction de la SOTAPE.

oligopoles internationaux auront tendance à gagner des marchés sur PETROBRAS, malgré une compétence et une efficacité de la Compagnie, reconnues mondialement. Cela, parce que ces oligopoles possèdent non seulement de l'expérience et de la technologie, mais surtout, parce qu'ils ont accès à d'importants volumes de capitaux, en plus d'un fort pouvoir politique. Bahia, la première capitale du pays, a connu une période de stagnation économique à partir de la deuxième moitié du siècle dernier ; laquelle période n'a pris fin qu'avec la création de PETROBRAS, du Centre Industriel de Aratu et du Pole Pétrochimique de Camaçari. En résumé, avec une PETROBRAS affaiblie, Bahia va tomber dans un rythme plus lent de développement.>> (A PETROBRAS E A BAHIA, PETROBRAS, 1994).

Des tracts semblables à celui-ci furent par ailleurs distribués dans les principaux États où PETROBRAS avait des activités économiques importantes.

L'engagement de l'entreprise dans cette campagne sera aussi visible par le financement de plusieurs activités développées par les organismes regroupant syndicalistes, ingénieurs et retraités. D'après des militants qui participèrent à ces activités, plusieurs concerts précédant les réunions politiques furent financés par la compagnie. De même, plusieurs travailleurs furent mis à disposition de ces organismes, notamment des militants syndicaux n'ayant pas de responsabilités dans les syndicats. Cela dans le cadre d'un accord informel entre syndicalistes et responsables de PETROBRAS, démontrant ainsi le rôle rassembleur du nationalisme dans la compagnie pétrolière.

<<Notre participation dans la lutte pour la défense du monopole d'État sur le pétrole et contre la révision de la Constitution fut très ferme. Nous avons toujours été en première ligne, avec une participation d'importance. La direction du SINDIPETRO ayant eu un rôle fondamental dans l'engagement de la direction de PETROBRAS dans la campagne. Ce qui a rendu possible les aides apportées par des responsables de l'entreprise, favorisant la création de groupes de défense du monopole pour organiser un travail de sensibilisation de l'opinion publique...>> (In : Évaluation de l'Action de la Direction du SINDIPETRO, Thèses pour le Congrès Régional, 1994).

Quoi qu'il en soit, un engagement plus poussé des militants de la gauche dans les campagnes nationalistes en faveur du monopole permettra de réduire la distance entre retraités et travailleurs de la "vieille garde" d'une part, et la gauche syndicale d'autre part. Au point que, lors d'une enquête d'opinion réalisée à la demande de la direction du SINDIPETRO, en 1994, les retraités interrogés donnèrent la note 9 (sur une échelle de 0 à 10) à l'action des responsables de ce syndicat ; note plus significative que celle obtenue par la direction auprès de la base (8 sur 10).

Cela, d'autant plus que l'action menée conjointement par l'entreprise, les syndicalistes, les ingénieurs et les retraités de PETROBRAS atteindra l'objectif affiché par le mouvement, celui d'éviter le vote de la fin du Monopole d'État au Congrès National.

Tout cela rendra les militants de gauche beaucoup plus ouverts et conciliants, vis-à-vis des travailleurs les plus âgés, qu'ils ne l'étaient par le passé.

16.4.1. Sur le poids des retraités

Quoiqu'il en soit, les syndicalistes du pétrole liés à la CUT seront beaucoup plus pragmatiques dans leur rapports avec les représentants des retraités qu'ils ne l'avaient été au cours des années 80. Ainsi, en ce qui concerne les tendances les plus à gauche (CUT par la Base et Force Socialiste), elles se rapprocheront de la Société des Travailleurs Retraités de PETROBRAS (SOTAPE), dont les dirigeants voulaient empêcher l'interférence des syndicats dans l'organisation des retraités. D'après certains militants de gauche ayant participé à ces contacts, les termes de l'entente entre gauche et représentants des retraités étaient basés sur l'établissement de frontières et de fonctions propres à chaque organisation : les représentants de la SOTAPE renonçaient à participer activement aux processus électoraux des syndicats et, en contrepartie, les syndicalistes de gauche s'engageaient à ne pas se mêler des querelles internes des retraités.

Cet accord tacite concernait davantage les syndicalistes liés à la Force Socialiste, qui avaient le contrôle du SINDIPETRO. Ainsi, lors des élections de 1993 de ce syndicat, la SOTAPE fait publier le tract suivant.

<<ÉLECTIONS AU SINDIPETRO Le 31/05/93 prochain, ..., notre confrère SINDIPETRO organise des élections. (...) Comme ce fut le cas par le passé, où la SOTAPE a toujours marqué sa position, a toujours été présente dans ces situations, indépendamment des circonstances, nous invitons nos associés à exercer leur droit de vote, en rappelant l'importance de leur présence. Nous laissons au jugement de chacun le choix des listes. Nous ne penchons pas pour un groupe ou par l'autre, car nous reconnaissons dans les deux listes, des compagnons qui méritent notre respect et sont en accord avec nos objectifs de vie commune, pacifique et indépendante des organisations.>> (In : INFORMATIVO ESPECIAL SOTAPE, mai 1993).

La référence au droit de vote était une critique implicite à la décision de la direction du STIEP, prise en 1990, de n'accepter la participation des retraités aux processus électoraux du syndicat que lorsqu'ils étaient à jour de leurs cotisations syndicales ; cela par le biais du Département des Retraités et non plus par le biais de la SOTAPE. Ce qui explique les querelles entre la SOTAPE et le STIEP. Ce qui explique également que la SOTAPE soutiendra, lors des élections syndicales, les listes composées des militants de la CUT par la Base et de la FORCE SOCIALISTE, avec l'accord de ces listes de mener le même type de politique, vis-à-vis des organismes représentatifs des retraités, que celle menée par le SINDIPETRO.

Ainsi, lors des élections du STIEP, en 1995, on pouvait lire dans le programme d'action de la liste des tendances les plus à gauche de la CUT, les propositions suivantes, sur la question des retraités :

<<Unifier la politique des retraités à travers l'union entre la SOTAPE et le STIEP ; Renforcer, conjointement avec les organisations de retraités, la lutte contre la suppression de la retraite par temps de service.>> (In : PROGRAMA DE Ação e luta, chapa 2, 1995).

De la même façon, les groupes de la CUT restés à la tête du STIEP lors des élections de 1992 – en alliance avec des groupes non liés à la CUT –, profiteront de leurs contacts avec les retraités pour composer des directions syndicales où des travailleurs retraités avaient des postes de responsabilité. Ainsi dans la liste qui remporte les élections de

1992, sur un total de 36 représentants syndicaux, 8 étaient des retraités. Ce qui était argumenté par le fait que les retraités composaient déjà la moitié de la base syndicale des petroleiros.

<<Aujourd'hui, les retraités forment presque la moitié de la base du STIEP. La lutte pour le paiement des 147 % aux retraités ⁴⁴⁹ met en évidence la nécessité pour le syndicat de se préparer, chaque fois davantage, pour défendre ces compagnons. (...). Inciter les retraités à participer activement au syndicat, en les respectant, ..., constitue une tâche fondamentale de la conjoncture actuelle.>> (In : PROGRAMAS E METAS DA CHAPA 2, 1992).

Cette place occupée par les retraités dans les stratégies syndicales s'explique par le poids que ces ex-travailleurs de PETROBRAS avaient dans l'électorat des syndicats. Ainsi, le nombre de retraités appartenant à la base du STIEP était, en 1995, plus important que le nombre de travailleurs en activité : il y avait 5.312 retraités, contre 4.751 travailleurs. Toutefois, sur le total des retraités, seuls 2.983 (56 %) avaient le droit de vote au STIEP, car ils étaient à jour de leurs cotisations. Sachant que le nombre de travailleurs effectivement associés au STIEP, parmi ceux en activité, était de 4.229 (89 % du total), les retraités pouvant voter représentaient 41 % du collège électoral potentiel.

Ainsi, la préoccupation des militants de gauche à se rapprocher des retraités s'inscrivait aussi dans une stratégie de survie politique. Même en considérant, que généralement, la participation des travailleurs en activité, lors des scrutins syndicaux, était plus importante que celle des retraités, les listes voulant se donner une chance de victoire ne pouvaient plus adopter l'attitude que la gauche adoptait dans les années 80, reléguant le travail auprès des retraités à un deuxième plan.

Cela devient très clair en mars 1995, quand la liste composée de militants de la CUT et de représentants d'autres courants syndicaux, y compris de retraités liés aux populistes, réussit à se maintenir à la tête du STIEP avec 61 % des voix exprimées, contre seulement 39 % pour la liste composée essentiellement de militants de la CUT par la Base.

16.4.2. Sur le conflit de générations dans les années 90.

Au début des années 90, avec la victoire de deux listes liées à la CUT, au SINDIPETRO et au STIEP, les conflits de génération paraissaient avoir perdu beaucoup de leur importance dans les stratégies syndicales et dans la vie professionnelle à PETROBRAS. Les événements qui suivirent démontrèrent le contraire.

Toutefois, ce conflit fut beaucoup moins marqué que dans les années 80. Le passage à la retraite de la plupart des travailleurs rentrés dans les années 50 et 60 et le rapprochement des forces de gauche avec des groupes syndicaux populistes (dans le cadre des conflits internes à la gauche) diminuent de beaucoup l'importance des querelles entre les générations, car ces querelles se déplacent sur des querelles de projets syndicaux différents.

⁴⁴⁹ Référence à une mobilisation nationale des retraités du pays pour que le gouvernement leur accorde les mêmes augmentations salariales que celles consenties aux travailleurs non retraités.

C'est seulement après que les syndicalistes liés à la CUT eurent essuyé leurs premières défaites en raison d'un "manque de respect vis-à-vis de l'histoire accumulée des petroleiros" qu'ils commenceront à comprendre les "vieux" syndicalistes populistes ainsi que les générations d'ouvriers précédentes.

Au cours des années 80, lorsque l'ancienne génération rappelait aux militants de la gauche qu'ils étaient trop jeunes, inexpérimentés et sans connaissance de la vie politique du pays – car ils n'avaient pas connu la répression et la dictature –, la gauche tendait à répondre que les plus âgés avaient failli en 1964. En mettant en place des stratégies syndicales trop éloignées de la base, les syndicalistes populistes avaient laissé le chemin ouvert à la dictature.

Ces arguments avancés par la gauche, chez les travailleurs du pétrole, étaient en effet des thèses dominantes au sein de la gauche au Brésil d'une manière générale. Elle portait un jugement très négatif sur les syndicalistes populistes, surtout en raison de leur incapacité à avoir résisté au coup d'État de 64. Au sein de la gauche, il était commun de dire que les populistes avaient failli à leur mission, qu'ils avaient raté leur "vocation historique".

A PETROBRAS, la gauche ne pouvait tenir ces discours que dans des forums internes à la gauche, en raison de l'importante charge symbolique que l'époque populiste représentait pour les travailleurs qui avaient vécu cette période. Dans leurs discours, les militants de gauche essayaient de se poser en véritables continuateurs de l'esprit de lutte dont les petroleiros avaient fait preuve à l'époque populiste.

Au cours des années 80, la gauche réussit à faire passer sa vision des choses et à convaincre la majorité des travailleurs qu'elle était capable de changer les rapports de force dans l'entreprise et dans le pays. Leur réussite en 1990 en est la preuve. Cependant, c'est justement à partir de ce moment que ces tendances commencent à se rapprocher des groupes de retraités les plus militants, leurs adversaires du passé. Il y avait là une conjonction d'intérêts entre les deux parties, dans la dynamique des alliances électorales entre les groupes syndicaux.

Ainsi, ce qui était inimaginable au milieu des années 80 (des leaders des retraités, traditionnellement liés au populisme, donnant leur soutien à des listes de gauche), devenait réalité au cours des années 90.

Il y eut plus qu'une fragmentation de l'unité de la gauche, il y eut aussi un changement de position de la gauche vis-à-vis des générations précédentes. Dès lors, une sorte de compréhension mutuelle put se développer. Non que les points de vue des syndicalistes de gauche sur le populisme aient changé radicalement, leurs discours étaient à peu près les mêmes que ceux des années 80. Ainsi, en commentant l'histoire des travailleurs du pétrole, ce responsable syndical lié à la CUT dira, en 1994.

<< ... La relation des syndicats avec le gouvernement Goulart était très forte. Le syndicat avait même le pouvoir de nommer le président de PETROBRAS, exerçant une grande influence sur la politique de l'entreprise. Avec le coup militaire, il y a eu la dissolution de la direction du syndicat, la persécution des militants, leur emprisonnement ... Il y a eu une destruction complète du travail syndical mené par des directions syndicales paternalistes. La preuve est que,

lors du coup d'État, la direction a essayé de faire une grève en opposition aux militaires, une grève pour la légalité du gouvernement Goulart. La grève a débuté mais n'a pas eu de suite. Les militaires ont arrêté les leaders et la grève a été terminée. Il n'y avait pas un travail de base organisé, dans lequel la base était consciente. Si tel avait été le cas, même avec les responsables en prison, le travail de protestation aurait pu continuer. Cela ne s'est pas produit à cause d'un travail très élitiste de la direction syndicale de cette époque.>> (In : Guimarães et alii, 1994 : 99).

Bien que portant de tels jugements sur les syndicalistes populistes, au niveau pratique, les militants de gauche durent se rapprocher d'eux. En raison d'un accord tactique pour vaincre les tendances de gauche divergentes, mais aussi dans l'espoir de changer les points de vues des syndicalistes non liés à la CUT, de les faire "avancer" dans le même sens que les positions de la gauche.

<<[On] entendait qu'il était possible de faire une alliance avec A., qui était un homme de combat ... il pouvait avancer si nous lui accordions notre soutien politique.>> (Entretien avec un militant de gauche, in : Guimarães, 1994 : 102).

Ainsi, bien que portant des jugements négatifs sur les populistes, d'une manière générale, les militants de la gauche commenceront à mieux comprendre leurs prédécesseurs populistes, ceux qu'ils avaient côtoyé dans les affaires syndicales et dans la vie professionnelle.

Autrement dit, les militants de la gauche durent accepter qu'ils ne pouvaient changer les choses par leurs seuls discours, qu'ils ne pouvaient changer les choses sans prendre en considération les stratégies de leurs "alliés" mais, aussi, de leurs "adversaires" ; et que la base "a sa propre personnalité, sa manière spécifique d'être".

Au cours du processus d'autocritique que la gauche entamera dans les années 90, il y aura une prise de conscience de ses propres limites à transformer les choses, d'où, une meilleure compréhension des limites des populistes.

<<Notre corporation est une corporation ancienne, stabilisée, sans licenciements ; alors, la relation d'amitié entre les travailleurs prend le dessus sur les grands discours politiques et idéologiques. Surtout quand nos discours mettent en danger l'apparente stabilité des choses ...(...). Notre relation avec la base était une relation gauchiste. Par rapport aux retraités cela était encore plus fort. On a été complètement stupide, dans notre relation avec les retraités. On avait déjà un passé lourd de conflits avec les retraités et, après notre élection, nous n'avons pas su gérer ce problème. Au contraire, les comportements que l'on aurait dû éliminer, nous les avons aggravés : ce fut la séparation et la prise de distance de la direction du syndicat avec les retraités et avec la partie la plus conservatrice et plus ancienne des petroleiros. (...) Cela démontre encore une fois, combien nous ne connaissions pas notre base ...>> (Entretien d'un militant de la gauche).

Tout s'est passé ici comme l'illustre le dicton selon lequel "les enfants ne commencent à comprendre leurs parents qu'après avoir eu leurs propres enfants et après avoir commis leurs propres erreurs". C'est de la compréhension de ses propres limites et de son "ignorance" que la gauche commencera à comprendre "le temps" des petroleiros de Bahia.

Partie IV. Conclusions

17. Continuités et discontinuités de l'histoire syndicale des petroleiros

Après avoir vu en détail l'évolution des pratiques syndicales dominantes chez les travailleurs du pétrole de Bahia, nous pouvons mettre en évidence la continuité et la discontinuité de certaines de ces pratiques au cours du temps. De l'influence des conjonctures sur le comportement syndical des petroleiros, jusqu'au rôle du nationalisme et du régionalisme dans la construction de leurs discours identitaires, force est de reconnaître une dialectique assez particulière entre transformation et préservation chez ces travailleurs. Comme souvent, dans ces cas, transformation et préservation ici, ne sont que relatives.

Ainsi, par exemple, nous pouvons nous poser la question suivante : quelles sont les différences et les points communs entre le syndicalisme populiste des années 60 et le syndicalisme d'opposition des années 90 ?

Voilà une question qui donne sens à tout le travail de reconstruction historique développé ici. Autrement dit, qu'est-ce qui demeure d'une période à l'autre et qu'est-ce qui se transforme ? Qu'est-ce qui a pu traverser le temps, rester caché à certains moments pour ressortir dans une période ultérieure ?

Si les différences entre ces deux types de syndicalismes sont évidentes (nous nous sommes efforcé de les mettre en évidence tout au long des chapitres précédents), il nous semble cependant que des caractéristiques importantes les rapprochent. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne le manque de participation des travailleurs de la base aux décisions syndicales. Malgré tous les discours des cutistes, l'action syndicale des travailleurs du pétrole de Bahia est restée extérieure à la vie de la majeure partie des ouvriers de PETROBRAS. Le mouvement syndical est resté une affaire de militants et de leaders. Cela, comme on l'a vu, même les responsables syndicaux de la gauche l'ont admis.

Lors de l'organisation des grèves et des mouvements de masse⁴⁵⁰, une des grandes faiblesses des mouvements des petroleiros était justement le manque de militants pour tenir les piquets de grève. Dans les assemblées et dans les rassemblements de masse il y avait souvent beaucoup de travailleurs, mais la participation des travailleurs était davantage passive qu'active. Très rarement, les décisions prises en petit comité par les leaders et militants syndicaux étaient remises en cause par les travailleurs lors des ces rassemblements de masse.

Avec la gauche au pouvoir, ce petit comité s'élargit aux militants et sympathisants de la gauche, mais son poids numérique resta limité. De sorte que, par exemple, durant les réunions du Comité de Mobilisation, avant les grèves de 1994, les membres de la direction syndicale composaient la majorité des personnes présentes.

Un autre point qui rapproche l'action syndicale des militants de la gauche de celle menée par les populistes, est l'influence déterminante des conjonctures politiques sur les négociations collectives entre syndicats et PETROBRAS. Depuis les grèves, menées par les populistes dans les années 60 pour la défense du gouvernement Goulart, jusqu'aux grèves d'opposition au gouvernement Collor et à celle de 1995, l'action syndicale des travailleurs du pétrole fut très marquée par des enjeux politiques liés à chaque conjoncture. Au vu de l'importance de cette question pour notre thème de recherche, nous l'aborderons dans le détail ultérieurement.

De même, l'importance dans les discours syndicaux de l'idéologie nationaliste (et de son corollaire, le régionalisme bahianais) fut une constante chez les travailleurs du pétrole. L'idéologie nationaliste vint toujours accompagner les revendications économiques des travailleurs ; mais il n'en reste pas moins vrai que l'appel au nationalisme pour légitimer les demandes syndicales est significatif de l'importance de cette idéologie pour les travailleurs du pétrole. Ce thème, sera également abordé plus tard, surtout en ce qui concerne les différentes manières d'appréhender le nationalisme, à PETROBRAS, par les générations successives.

Un autre point qui méritera d'être abordé dans ce chapitre, sera la transformation de l'identité des petroleiros au cours du temps, et comment ce changement fut nourri à la fois par le régionalisme bahianais et par la façon des petroleiros de se construire un adversaire à l'intérieur même de l'entreprise.

⁴⁵⁰ Du moins ceux dont nous avons été témoins lors de notre travail de terrain.

17.1. Quelques différences plus évidentes : la culture politique

Dans les années 80, l'opposition entre les militants de la gauche et les syndicalistes populistes s'ancrait sur des divergences dans la façon d'appréhender le temps, car ils étaient animés par des temps sociaux différents : les uns tournés vers le futur, vers les transformations des rapports de classe dans la société brésilienne, les autres tournés vers le passé, vers le retour à des pratiques qui s'étaient avérées efficaces par le passé. Bref, deux façons différentes de se situer dans le temps se disputaient la prééminence chez les *petroleiros*.

Mais ces différences étaient aussi des différences de culture politique et de modèles d'action. Lors d'un échange avec un ancien leader syndical des *petroleiros*, au début des années 90, il nous fit part de ses critiques à l'encontre de la décision des militants de gauche d'appeler un Congrès Régional pour décider les points de la campagne salariale. Pour lui, une fois que le gouvernement et l'entreprise avaient défini les points négociables (ce que la presse avait largement publié), un congrès des travailleurs était inutile : il avait pour seule conséquence, l'augmentation des dépenses des syndicats. Selon lui, plus utile était une réunion des dirigeants syndicaux, pour établir une stratégie de négociation avec l'entreprise. D'un moindre coût, cette solution avait aussi l'avantage de ne pas ajouter, aux revendications syndicales, celles qui "ne pourraient être satisfaites".

Ces déclarations d'un leader syndical des années 60 nous éclairent sur quelques unes des différences existantes entre les militants de la gauche et les syndicalistes plus âgés. Tandis que ces derniers n'avaient pas l'habitude de participer à des réunions ouvertes pour décider des questions importantes, les militants de gauche, au contraire, voyaient là, une des caractéristiques majeures de leurs pratiques. La crainte des populistes qu'une participation trop importante de la base n'aboutisse à des revendications qui "ne pourraient être satisfaites" était une manière de définir, à priori, les limites de l'action syndicale.

Cette génération de syndicalistes, qui connut soit la répression policière, soit les contrôles que la dictature imposaient à l'action syndicale, ne comprenait pas la volonté des jeunes de gauche de pousser toujours plus loin les mobilisations des travailleurs.

Les mouvements collectifs pour les populistes devaient servir à accroître le pouvoir de négociation des syndicalistes auprès de l'entreprise ou de politiciens ouverts aux demandes des travailleurs. En ce sens la grève était un outil et non une fin. Pour eux, il y avait un certain "envoûtement" de la gauche pour les mouvements collectifs.

A l'inverse, les militants de la gauche avaient une identité sociale forgée sur la valorisation du conflit et des actions de masse. Pour eux, pour transformer la société brésilienne, les travailleurs devaient s'organiser sur les lieux de travail et se battre contre les patrons et contre le gouvernement. Le mot d'ordre de la gauche à cette époque était : "Sans lutte il n'y a pas de conquêtes".

Les querelles internes de la gauche au cours des années 90 rendront ces divergences moins évidentes, avec des groupes de la CUT postulant explicitement une capacité réelle de négociation. Toutefois, il n'en reste pas moins vrai que les syndicalistes

de gauche, dans les années 90, seront davantage portés par l'organisation de mobilisations de travailleurs que ne l'étaient les populistes dans les années 80.

Un autre point qui opposait populistes et militants de gauche était la conception du rôle du président des syndicats. Tandis que la gauche, arrivée au pouvoir, essaiera de changer les rapports à l'intérieur des directions syndicales, en implantant une direction "collégiale", où les décisions collectives primaient sur les positions du président du syndicat ; les populistes, à l'inverse, pensaient qu'il était important d'avoir un responsable pour les décisions à prendre. Quelqu'un à qui la base pourrait, en fin de compte, demander des explications ou sanctionner lors des élections. Ainsi, en 1991, au début de la crise qui conduira à la dissolution de la direction du STIEP, un ex-responsable de ce syndicat publia un tract critiquant l'absence, parmi les militants de gauche, d'un leader capable de coordonner l'action des autres responsables.

<<En dehors de ces graves questions, il y en a une autre très importante : les diverses tendances du PT représentées à la direction du STIEP, vivent dans un conflit perpétuel pour le pouvoir ... Ceux qui connaissent de près la réalité de la direction syndicale savent qu'il y a un conflit permanent entre les responsables, ce qui rend impossible une action syndicale efficace ; cela d'autant plus qu'il n'y a pas, effectivement, un leader, quelqu'un capable de coordonner l'action des autres responsables. Prédomine une situation chaotique au niveau administratif, politique et financier.>> (Tract signé par un ex-responsable du STIEP, 1991).

Autrement dit, on critiquait chez la gauche, non seulement le fait qu'elle était traversée par des querelles internes importantes, mais aussi le fait qu'elle n'ait pas un leader capable d'imposer sa volonté aux autres membres de la direction syndicale.

Cette importance accordée aux leaders dans la vie syndicale, n'était pas nouvelle chez les travailleurs du pétrole. Comme nous l'avons vu, dès les années 60 et durant les années de la dictature, les décisions syndicales les plus importantes furent prises par les présidents des syndicats. Ainsi, les pratiques plus participatives de la gauche étaient considérées, par les syndicalistes des anciennes générations, comme un "manque de coordination".

A certains égards, on peut penser que cette vision des rapports syndicaux chez certains groupes de petroleiros était un reflet de la culture politique au Brésil, où, d'après l'Anthropologue Roberto da Matta (1983) les relations de dépendance quotidienne entre individus de classes sociales différentes tendent à envahir le champ politique.

Quoi qu'il en soit, ces différences de culture politique entre les syndicalistes populistes et les syndicalistes de gauche, n'étaient pas seulement le fruit de projets politiques différents. Elles étaient aussi le reflet de changements conjoncturels importants dans la société brésilienne ; changements qui inverseront certaines représentations sociales dans la société brésilienne, y compris parmi les plus jeunes des travailleurs de PETROBRAS.

17.2. Syndicalisme et action Syndicale des travailleurs du pétrole de Bahia : les influences des conjonctures

De ce qui a été observé, nous pouvons affirmer qu'il y a une forte corrélation entre les périodes d'ouverture du système politique brésilien et le regain d'activité syndicale des travailleurs du pétrole de Bahia. Cette caractéristique n'est pas propre aux petroleiros, car une des caractéristiques majeures du syndicalisme brésilien est sa réceptivité aux influences dues aux transformations conjoncturelles du pays, au niveau économique et politique.

Dès lors, on peut se poser une question : comment se fait-il que le syndicalisme brésilien ait suivi de si près les changements politiques du pays ? Autrement dit, en dehors du fait que le syndicalisme participe aux changements conjoncturels – par le biais des revendications économiques et générales – comment expliquer cette proximité entre ouverture politique et activité syndicale dans l'histoire du Brésil ?

Avant d'aborder ces questions, il faut nous rappeler que cela n'est pas une caractéristique propre à l'histoire du Brésil. Le caractère essentiellement politique du syndicalisme fut aussi noté par Jean Bunel (1991) en ce qui concerne l'histoire contemporaine de l'Argentine. De même, les études réunies par O'Donnell et Schmitter (1988), sur les processus de redémocratisation de plusieurs pays à travers le monde, nous montrent combien les syndicats jouent un rôle important dans les processus de démocratisation des régimes politiques autoritaires dans le monde moderne.

Cependant, si ces études nous éclairent sur des points de résonance entre différentes situations sociales, elles ne nous éclairent pas davantage sur le paradoxe de la situation brésilienne, où conjoncture politique et activité syndicale forment un couple inséparable.

En ce qui concerne la situation brésilienne, la volonté des élites politiques et économiques du pays d'éloigner les travailleurs et leurs représentants, des centres de décisions explique, en grande partie, la politisation du syndicalisme brésilien. Du fait qu'il n'y a jamais eu de véritable intégration des syndicats aux processus de décisions, au sein des entreprises, ou dans la détermination des politiques publiques vis-à-vis des lois salariales et de la protection sociale, les revendications des syndicalistes brésiliens tendaient à se transformer en revendications politiques ; cela constituait parfois le seul moyen pour les syndicalistes de faire entendre leur voix dans leurs rapports avec le patronat ou l'État.

Autrement dit, la politisation du mouvement syndical au Brésil a toujours signifié une demande de reconnaissance sociale, reconnaissance qui ne pouvait que difficilement s'exprimer autrement dans une société marquée par des tendances élitistes et autoritaires comme l'est la société brésilienne. Ce qui explique, que même les syndicats qui avaient la plus grande légitimité auprès de la base furent amenés à développer des revendications politiques.

Aussi, en termes théoriques, les rapports entre syndicalisme et conjonctures politiques au Brésil posent problème. Car comment expliquer qu'un champ social soit marqué par les changements macro-sociaux au point de s'y confondre. Autrement dit, comment expliquer les influences macro-sociales sur des situations particulières ? Quel statut donner, dans ce cas, à des expressions telles que "l'air du temps" ou "les courants de pensée", sans tomber dans un déterminisme macrosociologique ? On voit par là que

derrière l'étude du syndicalisme brésilien se cachent nombre de questions théoriques importantes.

Sans avoir aucunement la prétention d'apporter des réponses générales et définitives à toutes ces questions, il nous semble que l'étude de cas centrée sur l'action syndicale des ouvriers du pétrole de Bahia pourrait nous aider à mieux comprendre certains des processus caractérisant le syndicalisme brésilien dans son ensemble. Cela non seulement parce que ces travailleurs furent très souvent parmi les travailleurs les plus en vue dans la société brésilienne (malgré un effectif restreint par rapport à d'autres groupes professionnels), mais surtout parce que l'histoire de l'action syndicale des ouvriers du pétrole atteste, elle aussi, d'une grande proximité avec les caractéristiques conjoncturelles de la vie politique brésilienne et avec les tendances hégémoniques qui parcouraient le syndicalisme brésilien.

Autrement dit, s'il y a une relation directe entre contexte politique et syndicalisme brésilien en général, dans le cas concret que nous étudions ici, il y a également synergie entre le syndicalisme brésilien et les actions syndicales menées par les travailleurs du pétrole de Bahia.

L'étude de cas des travailleurs du pétrole nous montre, en particulier, qu'il ne suffit pas d'étudier un phénomène social, tel que le syndicalisme, dans ses enjeux internes et immédiats, pour en expliquer les causes. Ce ne constitue qu'une des étapes de l'explication, étape nécessaire et importante, mais pas la seule. Parmi les autres moments de l'explication, il nous semble important de jeter la lumière sur les rapports entretenus entre ces enjeux internes et les tendances externes, surtout celles traversant une société à un moment donné. Autrement dit, dans l'explication du phénomène social dont il est question ici, il faut garder le regard attentif aux connexions qui peuvent s'établir entre le "ici-maintenant" et le "là-bas" ou le "autrefois".

La seule chose est que ces rapports ne sont pas de type causal. Pour comprendre le particulier, il ne suffit pas d'expliquer le général et vice-versa. Reconnaître, qu'à un moment de l'histoire d'une société, certaines tendances sociales sont dominantes ou appréhendées comme légitimes, ne signifie pas que d'autres solutions ne sont, ou n'ont pas été, tentées par les acteurs dans des contextes particuliers. Cela signifie seulement que, dans la définition des enjeux internes, les acteurs sociaux sont amenés à prendre en compte les pratiques sociales légitimes, ne serait-ce que pour s'y opposer.

En ce sens, on peut affirmer que s'opère une intériorisation des tendances externes ; elles sont contextualisées par les acteurs d'après leurs centres d'intérêts et d'après leurs évaluations sur les chances de réussite des actions à entreprendre dans leur univers proche. Cependant, pour démontrer qu'une action est réalisable, leurs défenseurs doivent l'illustrer par des exemples ; des cas exemplaires qui attestent de la faisabilité de cette action. Ce que l'on pourrait appeler un effet d'exemplification. Ainsi, une des modalités d'influence que les tendances macrosociales peuvent avoir sur des situations particulières, est l'utilisation que les défenseurs d'une idée peuvent faire de ces tendances dans leurs argumentations, en tant qu'exemples ou contre-exemples de leurs idées.

17.2.1. Action syndicale des petroleiros de Bahia

L'histoire des syndicats du pétrole de Bahia peut être une bonne opportunité de mettre en rapport les types d'influences entre contextes particuliers et conjoncture sociales, ainsi qu'entre le syndicalisme et l'action syndicale. Après avoir vu en détail cette histoire, il s'agit maintenant de mettre en évidence quelques "coïncidences" entre l'évolution historique de l'action de ce groupe et l'évolution du syndicalisme et des conjonctures brésiliennes.

Ces travailleurs créent leurs syndicats au cours des années 50, à une époque, où, comme nous l'avons vu, le phénomène syndical s'étendait à l'ensemble national brésilien et où les groupes populistes du gouvernement essayaient d'étendre leur influence au sein de la classe ouvrière émergente. Cela tendait à resserrer les liens entre les politiciens populistes et les syndicalistes qui leur étaient proches.

Ainsi, l'idée de créer un syndicat chez les ouvriers du pétrole est née dans la volonté de disposer d'un outil capable de modifier des conditions de travail extrêmement pénibles ; en même temps, la création d'une organisation représentative de ces travailleurs compta avec l'aide de politiciens liés au groupe varguiste. Ces deux faits illustrent en quoi l'influence des conjonctures est important. L'appréciation des difficultés des conditions de travail par les petroleiros a été influencée par de nombreux changements symboliques en cours au Brésil à cette époque. De plus, le soutien politique et financier d'un député fédéral du PTB (le parti varguiste par excellence) pour aider les syndicalistes à vaincre certaines résistances de la base ouvrière – qui ne voulait pas "être contre le gouvernement" –, nous montre comment les liens entre les politiciens populistes et les syndicalistes du pétrole se sont tissés.

Grâce à ce soutien extérieur, l'association syndicale des ouvriers du pétrole de Bahia naît en 1955, peu de temps après la création de PETROBRAS et le suicide de Vargas. Ces deux événements, très importants sur le plan politique et symbolique pour le renouveau du national-populisme, encourageront les premiers militants à convaincre les travailleurs des avantages qu'un syndicat pouvait leur procurer.

Ainsi, une fois créée l'Association Professionnelle des travailleurs de PETROBRAS à Bahia – premier pas vers la création d'un syndicat, rappelons-nous-le –, les travailleurs essayeront de la transformer en syndicat. Ici aussi, d'après les entretiens recueillis, le soutien politique du PTB de Bahia fut d'une grande importance dans l'accélération de la procédure de reconnaissance par le Ministère du Travail. Cependant, selon l'interprétation des techniciens responsables des habilitations syndicales, ce syndicat ne pouvait pas représenter tous les travailleurs du pétrole de Bahia ; les travailleurs du raffinage n'appartenant pas au même groupe professionnel que les travailleurs de l'extraction de pétrole (selon les normes de classification de la loi syndicale), l'autorisation d'être représenté par le nouveau syndicat ne fut accordée qu'aux travailleurs rattachés aux activités d'extraction. Ceci met en évidence une des limites imposées par la loi syndicale à l'action syndicale autonome des travailleurs.

Après cet événement, les travailleurs du raffinage créeront leur propre syndicat, en 1960, toujours avec le soutien de politiciens du PTB de Bahia.

Entre-temps, la conjoncture politique et économique du pays avait beaucoup changé depuis les années 50. Au début des années 60, le gouvernement coopte des travailleurs

afin d'obtenir leur soutien aux politiques économiques et sociales mises en place par l'État. Ce qui provoque un regain d'influence des syndicalistes dans des domaines jugés de l'intérêt des travailleurs, tels la gestion de la protection sociale.

A PETROBRAS, cette nouvelle conjoncture signifia un élargissement du pouvoir des syndicalistes dans la gestion de l'entreprise. Ainsi, parmi les avantages acquis à cette époque, il faut citer l'égalisation des salaires des travailleurs de PETROBRAS de Bahia avec ceux qui travaillaient à Rio de Janeiro et à São Paulo, la création d'une commission – composée à part égale de représentants des syndicats et de l'entreprise – chargée de juger la validité des sanctions prises contre les employés et, même, la participation des syndicats aux nominations des directeurs et présidents de l'entreprise, etc.

Parallèlement à ce gain de pouvoir des syndicalistes du pétrole, l'entreprise s'engage dans une modification de la gestion du travail, jusqu'alors caractérisée par des rapports jugés trop autoritaires par les travailleurs et les syndicalistes. Ainsi, sera mis en place un système de quasi cogestion, où les syndicats participaient aux décisions dans différents domaines, y compris techniques et économiques. En échange, les syndicats devinrent des organisations de contrôle des revendications des travailleurs, veillant à ce que celles-ci ne contribuent pas à donner une mauvaise image de l'entreprise à l'opinion publique (la défense du nationalisme et du monopole d'État sur le pétrole l'exigeait) ni ne menacent les rapports cordiaux entre syndicats et directions de PETROBRAS.

Tout cela conféra une forte légitimité aux syndicats vis-à-vis de la base ouvrière, de la direction de l'entreprise et de l'ensemble du syndicalisme brésilien. Selon les représentations courantes à l'époque (différents articles dans des journaux ou dans des publications d'organisations syndicales brésiliennes en témoignent) les travailleurs de PETROBRAS étaient considérés comme les travailleurs les plus privilégiés du pays. Les rapports entre l'entreprise et les syndicats étaient considérés comme des modèles à suivre par l'ensemble des entreprises et des syndicats brésiliens ; il en allait de même, des avantages dont bénéficiaient les travailleurs de PETROBRAS.

Autrement dit, l'action syndicale et les relations industrielles à PETROBRAS représentaient des modèles pour l'ensemble du mouvement syndical brésilien ; ces modèles s'étaient constitués comme formes légitimes d'action, influençant plusieurs groupes de travailleurs appartenant à d'autres groupes professionnels.

Le coup d'État de 1964, par le biais de la répression à l'égard des syndicalistes et des directeurs de l'entreprise, mettra fin à ce système. Toutefois, il restera gravé dans les mémoires des travailleurs comme le symbole d'un "âge d'or" des syndicats du pétrole. Cela d'autant plus que les contrôles imposés par les militaires en 1964 obligeront les syndicalistes du pétrole à s'adapter à de nouveaux modèles d'action ; basés sur un syndicalisme bureaucratique et assistanciel, sans aucune capacité de mobilisation des travailleurs et entièrement soumis aux programmes étatiques.

Vers la fin des années 70, dans la mouvance de l'ouverture politique du régime militaire et de l'émergence de plusieurs mouvements sociaux, les travailleurs du pétrole de Bahia s'engagent dans la lutte pour la démocratisation du système politique brésilien. Cela portera au pouvoir une nouvelle génération syndicale, engagée dans le processus de renouvellement du syndicalisme brésilien initié à São Paulo lors des grèves de 1978,

1979 et 1980 et qui allait avoir comme retombée la plus importante, la création de la CUT.

Les militants proches de cette tendance, étaient dans leur majorité issus des mouvements sociaux et étudiants des années 70 et quelques uns entretenaient des liens avec des partis clandestins de gauche ou étaient engagés dans le processus de création du PT.

L'élection de ce groupe à la tête du syndicat des travailleurs du raffinage du pétrole à Bahia, représentera un grand changement dans les pratiques syndicales de ces travailleurs. Avec un discours basé sur le conflit et recourant largement aux exemples offerts par la conjoncture, les syndicalistes nouvellement élus (en octobre 1982) arriveront à faire passer l'idée que seule la mobilisation des travailleurs allait pouvoir changer les modalités de gestion du travail en vigueur (proches de celle des années 50) dans l'entreprise et les politiques de contrôle des salaires mises en place par le gouvernement.

C'est ainsi que seulement sept mois après son élection à la tête du syndicat, il entreprend une grève contre des lois mises en place par le gouvernement, limitant les augmentations des salaires des travailleurs des entreprises nationales. Cette grève qui devait être une grève générale des fonctionnaires et des travailleurs du secteur national, ne fut suivie que par deux raffineries de PETROBRAS, celle de Bahia et celle de Campinas, dans l'État de São Paulo.

L'isolement de ce mouvement permit au gouvernement de donner une leçon au mouvement syndical brésilien, alors en pleine période de croissance. Ainsi, 10 % du personnel des deux raffineries fut licencié et les deux syndicats mis sous intervention du Ministère du Travail. Face à une telle situation, la grève prit fin au cinquième jour. Une des leçons tirées de cette grève fut que, à PETROBRAS, une grève n'avait de chances de réussir, que si elle comptait avec la participation de la majorité des unités industrielles de l'entreprise, notamment les raffineries. Autrement dit, bien que les syndicats n'aient de représentation que dans une commune ou dans un État, il leur fallait organiser des grèves à l'échelle nationale. Ce qui poussa les syndicalistes du pétrole à maintenir des liens très étroits entre eux, favorisant ainsi les échanges de points de vues.

à Bahia, le syndicat de la raffinerie resta sous intervention jusqu'en 1984, quand de nouvelles élections furent programmées. Lors de ces élections s'opposèrent deux groupes très différents : d'un côté, l'ancienne direction écartée de la tête du syndicat après la grève de 1983 ; et de l'autre, une liste portée par un ancien leader syndical des années 60, persécuté par les militaires, et retourné à l'entreprise peu de temps auparavant, profitant de la loi d'amnistie.

Tandis que la première liste proposait de reprendre l'action syndicale selon les mêmes modalités que celles mises en place entre octobre 1982 et juin 1983 (c'est-à-dire, entre l'élection du groupe et la grève de 1983), la deuxième liste, à l'inverse, basait son discours sur la promesse d'un retour à l'âge d'or des syndicats du pétrole – les années 60 – et sur une critique de l'avant-gardisme de la direction précédente qui décida d'entrer en grève sans compter avec la participation d'autres groupes professionnels.

Le résultat de cette élection ne laissa pas de doutes sur le choix des travailleurs : 80 % choisirent la liste de l'ancien leader syndical des années 1959-1964, lequel promettait un retour aux temps glorieux de l'action syndicale des petroleiros de Bahia.

Cela vient nous montrer qu'il n'y a pas de rapports de détermination entre le structurel et le conjoncturel, entre le global et le contextuel. À une époque où les principales tendances syndicales du pays faisaient des évaluations très critiques à l'égard du syndicalisme pratiqué à l'époque du populisme, les ouvriers du raffinage du pétrole à Bahia s'engageaient dans un projet de renouvellement de ce type d'action syndicale.

Cela en partie, parce que les syndicalistes liés à la CUT eurent des difficultés à légitimer la décision de s'engager dans une grève qui resta isolée et qui fut violemment réprimée par le gouvernement. Et, surtout, parce que l'époque populiste était restée dans les représentations sociales de ces travailleurs, comme l'âge d'or de l'action syndicale des ouvriers du pétrole. Autrement dit, le choix des "petroleiros" de Bahia doit être compris en référence à l'histoire syndicale de la corporation : l'action syndicale de la corporation dans les années 60 était appréhendée comme beaucoup plus pertinente que l'action du groupe "cutiste" ou que les exemples avancés par ceux-ci, exemples puisés dans la conjoncture nationale.

Après 1984, le groupe ayant pris le contrôle du syndicat essaiera de revaloriser et de réactiver les symboles de l'action du populisme syndical. Ils essayeront notamment de créer des liens étroits entre la direction de l'entreprise ou le gouvernement, et les syndicats. Ils parviendront même à faire élire leur leader (le syndicaliste des années 60 victorieux en 1984 lors de l'élection syndicale) député fédéral.

Cependant, face à une conjoncture extérieure peu propice à la reproduction du modèle syndical hégémonique entre 1960 et 1964, ce groupe se heurtera à de grandes difficultés pour légitimer le choix d'une action syndicale basée sur l'entente entre le syndicat et l'entreprise nationale du pétrole. En raison de graves difficultés économiques dans le pays, le gouvernement mettra en place des politiques peu favorables aux travailleurs et notamment aux travailleurs des entreprises nationales. Cela mettra en difficulté les syndicalistes du pétrole de Bahia pour trouver des interlocuteurs dans l'entreprise ou au gouvernement, capables d'articuler un accord, où le contrôle des mobilisations syndicales des travailleurs par le syndicat se ferait en échange de la concession d'avantages salariaux et sociaux.

D'autant plus que les acteurs politiques traditionnellement engagés dans la défense de PETROBRAS contre des politiques économiques draconiennes – et donc potentiellement intéressés par un tel accord – n'étaient plus en mesure d'assurer les moyens politiques et économiques indispensables à la réalisation d'un tel projet. En effet, ces groupes, en l'occurrence les militaires et les politiciens nationalistes, bien que faisant partie de l'alliance au pouvoir, n'avaient plus le contrôle de l'État ; ou, du moins, des politiques économiques de l'État.

De plus, le développement de la CUT dans le mouvement syndical brésilien et, de façon particulière, chez les travailleurs de PETROBRAS au niveau national, conférait une certaine légitimité aux discours des petroleiros liés à cette centrale syndicale et qui réclamaient une action plus engagée et mobilisatrice des directions syndicales du pétrole de Bahia. La légitimité de ce groupe croît encore davantage avec sa participation active aux grèves nationales des travailleurs du pétrole à partir de 1988 ; lors de ces grèves, les militants liés à la CUT, issus d'une culture du conflit et de la mobilisation, prirent

virtuellement le contrôle des décisions des syndicats, arrivant même, dans certains cas, à participer aux négociations avec l'entreprise et le gouvernement.

C'est ainsi qu'en 1990 les deux syndicats du pétrole de Bahia passent sous le contrôle de groupes liés à la CUT.

Sur le plan conjoncturel, les années 90 seront marquées par l'ouverture de l'économie et le gain d'influence de l'idéologie néo-libérale dans le pays. Cela provoquera une importante restructuration industrielle du pays et une augmentation des revendications en faveur d'une diminution du poids de l'État dans l'économie.

Ainsi, sous la pression de gouvernements légitimés par des élections directes, le mouvement syndical lié à la CUT se divisera sur les nouvelles stratégies à adopter. Tandis que dans les secteurs industriels de pointe du secteur privé, les syndicalistes deviendront plus malléables et ouverts à la négociation avec le patronat, dans le secteur nationalisé de l'économie, sous la menace des privatisations, les syndicalistes seront plus enclins à une confrontation avec l'État.

A PETROBRAS, ces tendances seront intégrées de façon très spécifique. En premier lieu, la confrontation, entre les tendances syndicales davantage portées par les négociations et par les solutions nouvelles, et les tendances syndicales plus intéressées à la déstabilisation des gouvernements de tendances néo-libérales, va se durcir ; cela jusqu'à l'éclatement du groupe qui avait, dès la fin des années 70, été à l'origine des oppositions syndicales liées à la CUT parmi les petroleiros de Bahia.

Cela provoquera l'aggravation des conflits internes au groupe, à tel point qu'il sera décidé l'auto-dissolution de la direction élue en 1990 au syndicat des travailleurs de l'extraction du pétrole, et l'organisation de nouvelles élections. Dans ces élections, deux listes électorales se revendiquant de la CUT s'affronteront ; la victoire reviendra au groupe ouvert au dialogue et ayant passé des accords avec des représentants des retraités et de l'ancienne direction syndicale de tendance populiste.

De même, des divergences entre les tendances davantage tournées vers le conflit et celles plus proches du dialogue provoqueront l'éclatement du groupe se revendiquant de la CUT dans le syndicat du raffinage. Dorénavant, lors des élections syndicales, deux listes électorales se revendiqueront de la CUT.

Les divisions internes des travailleurs du pétrole de Bahia préfiguraient une tendance du mouvement syndical des petroleiros au niveau national, à pencher vers les tendances de gauche de la CUT. Les grèves réalisées par les petroleiros dans les années 90 en furent un signe ; surtout celle de 1995, où les syndicalistes du pétrole prétendaient obliger le gouvernement à honorer un accord salarial signé l'année précédente, en même temps qu'ils menaçaient le congrès d'une grève encore plus importante en cas de vote de la fin du monopole du pétrole.

La cuisante défaite des syndicalistes du pétrole lors de cette grève, déclenchera un processus de perte de légitimité face à la base ; signe de cela, lors des négociations collectives de septembre 1995 et de septembre 1996, les syndicalistes ne purent opposer de mobilisations importantes des travailleurs aux stratégies d'isolement des syndicats développées par l'entreprise.

17.2.2. l'importance des exemples

Cette rapide comparaison entre l'évolution du syndicalisme brésilien et celle de l'action syndicale des travailleurs du pétrole de Bahia n'a pas l'intention, loin s'en faut, d'établir des relations de détermination entre conjoncture et pratiques syndicales des petroleiros. Elle n'a comme objectif que de mettre en évidence les rapports complexes qui se sont tissés entre ces deux champs de la vie sociale.

Comme nous pouvons le constater, les rapports entre l'évolution du syndicalisme brésilien et celle de l'action syndicale des travailleurs du pétrole de Bahia sont loin d'être directs ; ils sont de type dialectique, où l'intériorisation de l'extériorité va de pair avec l'extériorisation de "l'intériorité". Autrement dit, les conjonctures ont influencé les situations internes à PETROBRAS tout autant que celles-ci ont eu un certain retentissement sur la conjoncture.

Dans ce cas spécifique, les acteurs prennent en compte ce qui se passe dans d'autres situations plus ou moins éloignées de leurs réalités. Mais, cela ne signifie pas qu'ils reproduisent littéralement ce qui se passe à l'extérieur ; ils recréent leurs pratiques par la mise en perspective de ce qui se passe à l'intérieur (les enjeux internes) avec ce qui se passe à l'extérieur (les enjeux externes).

Dans cette logique, les conflits internes tendent à reproduire quelques uns des conflits externes ; les conflits idéologiques, symboliques et politiques, au niveau externe, tendent à s'internaliser dans des situations concrètes. Mais, ce sont toujours les spécificités propres à chaque situation qui déterminent la façon dont l'internalisation se fait et, aussi, quelle en est l'issue.

C'est dans ce sens que nous pouvons comprendre les liens entre les changements de conjoncture politique et l'action syndicale des travailleurs du pétrole : soit dans les années 50, quand la montée en puissance du populisme favorise l'action militante des travailleurs engagés dans la création d'un syndicat chez les petroleiros de Bahia ; soit dans les années 1960-1964, lorsque les syndicats des travailleurs du pétrole étaient des représentants du syndicalisme populiste dans le pays ; soit en 1983, lors de l'accès, à la tête du syndicat du raffinage de Bahia, d'un groupe proche du nouveau syndicalisme, lequel avait réussi à relancer des grèves dans le pays en 1978 et 1979 ; soit encore, lors du retour des syndicalistes populistes en 1984, après la défaite de la grève de 1983, dans le syndicat des petroleiros du raffinage ; c'est ainsi également que nous pouvons comprendre les conflits opposant les "cutistes" et les populistes entre 1984 et 1990 chez les travailleurs du pétrole de Bahia.

Dans toutes ces conjonctures, les rapports entre la conjoncture politique et syndicale du pays et les pratiques syndicales des travailleurs du pétrole n'étaient pas des rapports directs ; toutefois, nous ne pouvons pas nier, non plus, l'existence de liens très proches.

Ainsi, en ce qui concerne ces rapports, nous pouvons avancer que, au vu du caractère politique du syndicalisme brésilien, les changements de conjonctures dans le pays provoquaient également des changements dans la perception des syndicats par les travailleurs du pétrole. En offrant aux acteurs des exemples d'événements pouvant être interprétés comme signes de viabilité de certaines de leurs actions, les conjonctures

extérieures favorisaient (ou non) le travail des syndicalistes et militants syndicaux des petroleiros dans la mobilisation des travailleurs.

De même, des conjonctures d'ouverture politique rendront le militantisme syndical et politique (et nous avons vu que les deux marchent ensemble au Brésil) moins dangereux ; cela incitera davantage les militants à prendre des risques et facilitera l'adhésion de nouveaux militants. Cela d'autant plus, que les exemples fournis par des événements marquants constitueront des arguments de poids dans les discours des militants. Ces exemples, en rendant les discours des militants de gauche plus proches de la réalité quotidienne des travailleurs, seront donc essentiels dans les processus de changement des représentations sociales du phénomène syndical au Brésil.

L'importance de l'exemple est qu'il entraîne des changements dans la perception d'une situation sociale. Il aide à modifier l'horizon des possibles ; dès lors, la question qui survient dans les spéculations des acteurs (celle qu'ils peuvent se poser en tout cas) est : si un fait a pu se produire ailleurs, pourquoi ne le pourrait-il pas ici ? Ainsi, comme nous l'avons vu, dans les années 60, les petroleiros organisent leur première grève pour protester contre les disparités de salaires et de conditions de travail entre eux et les petroleiros du Sud du pays. A partir de l'exemple d'une situation extérieure, les petroleiros de Bahia modifieront leurs représentations sur le juste et l'injuste à PETROBRAS.

Cela ne signifie pas que les enjeux internes à chaque situation sociale soient dépourvus d'intérêt, mais que les influences externes, font aussi partie des enjeux internes. La distinction externe/interne n'est qu'une distinction instrumentale dans ce cas.

Prenons l'exemple concret des grèves des années 80 au Brésil. Personne n'ignore que les grèves vont gagner une grande légitimité dans le pays après les grandes grèves de masse des travailleurs de la métallurgie de São Paulo entre 1978 et 1981. Pour les militants syndicaux de gauche des années 80, ces grèves constituaient un moyen pour convaincre leurs compagnons de la faisabilité et, surtout, de la viabilité politique de la grève. De même, la redémocratisation du pays à partir de 1985, dans une conjoncture économique d'accélération de l'inflation, fut un élément très important pour la diffusion des mobilisations ouvrières de la deuxième moitié des années 80.

La grève à cette époque était devenue une forme d'action légitimée par les expériences de grève qui se multipliaient dans le pays. Une forme d'action instituée historiquement (pour employer l'expression de Cornelius Castoriadis, 1975) dans l'imaginaire politique des Brésiliens. Ce qui facilitera le travail de la gauche auprès des travailleurs du pétrole à la fin des années 80.

L'exemple agit de même sur la résonance cognitive d'une idée ; dans les conflits idéologiques et politiques, il est fondamental d'utiliser des exemples pour légitimer les idées avancées et donner du sens au discours. Ainsi, l'exemple en soi est neutre, car un événement peut être interprété de plusieurs manières ; il peut donc être utilisé pour argumenter des thèses différentes, voire opposées ; mais cela n'enlève rien au fait que certains événements peuvent devenir exemplaires à un moment de l'histoire d'une société.

Ainsi, malgré la diversité des pratiques syndicales adoptées par les petroleiros au cours du temps, nous pouvons affirmer que ces pratiques, à l'instar du syndicalisme

brésilien d'une manière générale, restent très dépendantes des contextes politiques et économiques du pays. Dans le cas spécifique des travailleurs du pétrole, cette politisation de l'action syndicale est le contrecoup de la mainmise de l'État sur les relations professionnelles dans l'entreprise pétrolière, surtout en ce qui concerne les salaires. Ainsi, les grèves réalisées dans les années 90 par les petroleiros furent très marquées par les prises de position des travailleurs contre les politiques économiques mises en place par les gouvernements successifs.

De même, le rôle joué par la Justice du Travail dans les négociations collectives entre syndicats de travailleurs et PETROBRAS, poussa les syndicalistes à trouver des interlocuteurs auprès du pouvoir politique afin de dépasser les limites juridiques imposées à leur action. Ce qui n'est pas sans rappeler le rôle de la législation syndicale du pays sur les limites et les faiblesses du syndicalisme brésilien.

17.3. Le nationalisme : un point indépassable de l'action syndicale des petroleiros

Un autre point qui témoigne de la continuité de l'action syndicale des travailleurs du pétrole est la place que le nationalisme y occupa, en tant que discours mobilisateur. Dès la création des syndicats, l'appel à l'idéologie nationaliste a été appropriée par tous les groupes en conflit pour le pouvoir syndical.

L'identité des petroleiros ayant été forgée à une époque où le nationalisme, surtout en ce qui concerne le pétrole, était très répandu dans la société brésilienne, les appels en faveur de la défense du monopole du pétrole et de PETROBRAS, constituaient une stratégie quasi infaillible pour gagner la sympathie de la majorité des travailleurs de cette entreprise. Ce qui explique, par exemple, que toutes les directions syndicales, sans exception, tiendront des discours en faveur de la défense de PETROBRAS et de la politique nationaliste du pétrole.

Mais, comme nous l'avons vu, ce nationalisme ne restera pas identique au cours du temps. Le nationalisme des populistes n'était pas le même que celui des militants de la gauche, pour lesquels la défense de PETROBRAS et du monopole d'État n'avait qu'une valeur stratégique, instrumentale dans la lutte contre le gouvernement et contre l'ordre social et politique en place. Attestent de cette différence d'appropriation de l'idéologie nationaliste entre les travailleurs rentrés dans les années 50 et 60 et ceux rentrés à partir des années 70, les références fréquentes, dans les discours des premiers, à un véritable nationalisme du passé, opposé au nationalisme édulcoré des jeunes. Pour eux, le nationalisme du passé, celui des "anciens" était plus nationaliste que celui des jeunes.

La participation des syndicalistes de gauche – aux côtés des retraités, des ingénieurs nationalistes de l'AEPET et des responsables de l'entreprise – à l'organisation des manifestations populaires, pour la défense du monopole d'État sur le pétrole et contre des modifications dans la Constitution du pays, en 1993 et 1994, diminuera cette distance idéologique entre les générations. Ce qui favorisera, aussi, le rapprochement entre groupes de gauche et associations de retraités, dans la politique syndicale. Mais, les nationalismes des uns et des autres resteront toujours différents, témoins d'expériences

distinctes, forgées à des époques différentes et dans des contextes différents.

Cette différence d'appréhension du nationalisme entre les "jeunes" et les "anciens" se fait plus évidente après la fin du monopole d'État, à la suite de la grève des petroleiros de mai/juin 1995. Cet événement fut vécu par certains retraités comme une véritable catastrophe, "la fin d'un rêve, d'un idéal". Déjà pour les travailleurs en activité, la fin du monopole représentait une nouvelle source d'instabilité professionnelle ; elle laissait le chemin ouvert à une future privatisation de l'entreprise pétrolière, pouvant l'amener à adopter une politique de licenciement de masse. Ce qui conduisit plusieurs de ces travailleurs à envisager des stratégies alternatives de survie : parmi les petroleiros en activité que nous avons rencontré après 1995, nombreux sont ceux qui avaient repris des études ou qui s'étaient lancés dans les affaires ; moyens, d'après eux, de se préparer à un licenciement, rendu possible par le changement de la législation pétrolière du pays.

Quoi qu'il en soit, il ne fait pas de doute que la fin du monopole d'État sur le pétrole démontre que, dans le Brésil des années 90, le nationalisme économique ne jouit plus du soutien populaire dont il avait bénéficié au cours des décennies passées. Ce qui ne fait qu'accroître le désespoir de certains retraités de PETROBRAS.

Ainsi, au cours d'un échange téléphonique avec Wilton Valença, figure mythique du syndicalisme des ouvriers du pétrole, en 1995, – peu de temps après la fin de la grève et du vote en faveur de la fin du monopole d'État – il nous fit part de sa désolation : "aujourd'hui les choses sont pires qu'en 1964". Autrement dit, pour lui, qui avait été victime de la répression militaire, la fin du monopole était considérée comme quelque chose de plus grave que le coup d'État.

Cette phrase résume toute la détresse d'une certaine génération de travailleurs de PETROBRAS qui lutta pour des idéaux qui, aujourd'hui, ne font plus l'unanimité, ni ne sont reconnus comme valables par la majorité des Brésiliens. Dans cette logique, en 1964, malgré la répression et la dissolution des organisations d'expression populaire, une vision nationaliste de l'économie avait, au moins, été préservée, tandis que maintenant, le "vieux" nationalisme apparaissait comme quelque chose d'anachronique, hors mode, inefficace, incapable de mener le pays au développement économique.

Le malaise de W. exprime le malaise de toute une génération de Brésiliens, celle qui crut au développement économique et social du pays par un contrôle étatique des ressources naturelles du pays et par l'adoption de politiques protectionnistes visant à promouvoir une "substitution d'importations".

Ainsi, la chute du monopole et les changements introduits dans l'entreprise marquèrent, en vérité, la fin d'une époque où les travailleurs de l'entreprise pétrolière s'identifiaient à l'entreprise, au point, parfois, de faire passer la défense du monopole avant les questions économiques⁴⁵¹. En ce sens, 1995 marqua un point d'inflexion dans les rapports entre les travailleurs et l'entreprise. Par la suite, avec l'apparition, pour la première fois, du spectre du chômage, les travailleurs de PETROBRAS seront tentés de

⁴⁵¹ Cela, non seulement à l'époque populiste, dans les années 60, mais aussi lors du retour des populistes, dans les années 80 ; même avec la victoire de la gauche la défense du monopole restait une des priorités des syndicalistes. Ainsi, lors des mobilisations populaires contre la Réforme Constitutionnelle, entre 1992 et 1993, les petroleiros n'organisèrent aucune grève.

reléguer le nationalisme et la défense de l'entreprise à un deuxième plan.

Dans le récit de Wilton Valença il y avait aussi une certaine nostalgie du rôle que les syndicats du pétrole de Bahia avait joué par le passé :

<<A l'époque, malgré l'existence de quatre syndicats dans d'autres Etats, c'était nous, à Bahia, qui déterminions les orientations à suivre dans le mouvement syndical des petroleiros. Aujourd'hui, on a 19 syndicats, et chacun veut faire les choses d'une manière différente>>.

Cette nostalgie régionaliste exprime plus qu'une déception pour la perte d'influence de Bahia dans le domaine pétrolier. Elle exprime aussi une manière de reconnaître les liens entre régionalisme et nationalisme à Bahia, dans les années 60. Époque où les travailleurs du pétrole de Bahia jonglaient, en même temps, avec le régionalisme bahianais et le nationalisme, pour se construire une identité.

17.4. Sur les identités des petroleiros

Comme nous l'avons vu au cours des chapitres antérieurs, une véritable identité des petroleiros ne commence à se former qu'à partir des années 60, autour des activités syndicales. Par ailleurs, c'est à partir de cette époque que le terme "petroleiro" devint utilisé pour nommer les travailleurs du pétrole. Dans ce cas, cette nouvelle dénomination correspondait à une nouvelle identité, plus valorisée et prestigieuse.

En effet, les grèves des années 60 permirent une augmentation du pouvoir d'achat des petroleiros ; de plus, avec l'expansion des activités de PETROBRAS dans l'État de Bahia, le nombre de travailleurs du pétrole croît rapidement à la fin des années 50, en même temps que l'entreprise pétrolière accroît son poids économique dans l'État de Bahia. Tout cela donna aux travailleurs du pétrole une nouvelle visibilité publique, lesquels deviennent le modèle même du travailleur des industries modernes.

C'est l'époque où les petroleiros sont représentés comme de "nouveaux riches", où les formes ostentatoires de consommation et de mode de vie deviennent des symboles de leur identité. Les témoignages recueillis et quelques articles de journaux nous présentent les travailleurs bahianais du pétrole comme une sorte d'aristocratie ouvrière. Un groupe de travailleurs distinct de l'ensemble de la classe ouvrière de Bahia ; et de plus, revendiquant cette différence, par le biais des discours et des pratiques. Ce n'est pas pour rien que les syndicats tentèrent à un certain moment de créer une "éthique du petroleiro".

À cette époque être petroleiro signifiait presque devenir membre d'une secte, avec ses rituels, ses normes vestimentaires, ses habitudes de consommation, etc. Ainsi, des photos préservées de cette période nous montrent plusieurs travailleurs portant leurs casques en dehors de l'entreprise ; on voit, aussi, fréquemment, des travailleurs portant costume et cravate, symboles de distinction sociale dans la société bahianaise.

Cette fierté d'être petroleiro, peut être illustrée par le fait que plusieurs témoignages mentionnent que les travailleurs venaient en villes avec leurs casques, signes d'une distinction sociale nouvelle. Encore dans les années 80, dans les villes pétrolières du Recôncavo, il était commun de voir sur les marchés ou d'autres lieux publics, des

travailleurs de PETROBRAS avec leurs vêtements de travail et leur casque.

Cette vision d'eux-mêmes, comme quelqu'un de privilégié par rapport aux autres travailleurs, ne les a pas empêché, pour autant, de participer aux grandes mobilisations nationalistes en faveur de changements structurels de la société brésilienne. Car un autre point de l'identité des travailleurs du pétrole se constitua à cette époque : ce fut le sentiment d'appartenir à un groupe de travailleurs très mobilisé sur le plan syndical.

Cette identité des travailleurs du pétrole, sera sérieusement bouleversée à partir des années 70, avec l'arrivée d'un nouveau groupe d'ouvriers, porteurs d'autres valeurs culturelles (la contre-culture, etc.) et ayant d'autres aspirations existentielles. Pour ces jeunes, les vieux petroleiros étaient "ringards" et pathétiques. Nous pouvons citer le cas de ce jeune militant de gauche qui nous fit part de sa gêne en présence d'un leader syndical qui s'était rendu à l'aéroport, avec son casque de PETROBRAS, pour recevoir un Ministre d'État, dans les années 80. Pour ce jeune, cela était pathétique : non seulement le fait qu'un leader syndical aille recevoir un ministre d'État, mais aussi qu'il porte un casque de travail en dehors de son contexte de travail.

Ainsi, l'identité véhiculée par les syndicats dans les années 80 sera moins une identité de travailleurs privilégiés ou une identité de travailleurs porteurs d'une mission, qu'une identité de travailleurs "comme les autres" ; du moins comme les autres travailleurs des industries modernes récemment implantées à Bahia. Des travailleurs "comme les autres", mais porteurs d'une histoire et d'une tradition syndicale différente. Dès lors, ce sera à partir de leur passé que les petroleiros définiront leur identité. Le retour des leaders syndicaux populistes à la tête des syndicats des petroleiros symbolise bien ce retour aux valeurs du passé.

Toutefois, ces valeurs n'étaient intégralement partagées que par les travailleurs les plus anciens, ceux qui avaient vécu l'époque d'or du syndicalisme et de la reconnaissance des petroleiros.

Ainsi, on peut même affirmer que le conflit de génération qui s'exprime chez les travailleurs du pétrole à partir des années 70, était avant tout un conflit identitaire, expression de conceptions différentes de l'identité des petroleiros. Une identité sociale n'est jamais complètement unifiée, elle comporte toujours plusieurs volets ; il serait plus prudent même de parler de "configurations identitaires" pour aborder cette question. Car, à l'intérieur d'un même groupe, plusieurs identités, parfois contradictoires, s'opposent. Ce fut le cas pour les travailleurs du pétrole à partir des années 70, quand se côtoyaient plusieurs façons d'être "petroleiro" : notamment entre petroleiro de la "vieille garde" et petroleiro de la "nouvelle garde".

Les conflits syndicaux qui se greffèrent sur ces différences, viennent en illustrer l'étendue. Mais, en même temps, ils masquent les points de convergence entre "vieille garde" et "nouvelle garde" ; points qui permettaient la revendication par les uns et par les autres de leur appartenance aux "petroleiros". Ce fut le cas du régionalisme bahianais.

17.4.1. Du régionalisme bahianais

Le régionalisme bahianais dans la constitution de l'identité sociale des petroleiros de

Bahia fut important dans les années 60. Car par le vecteur du régionalisme se construira une identité où l'appartenance à PETROBRAS prendra le dessus sur l'appartenance aux deux syndicats des petroleiros de Bahia.

C'est cette identité des petroleiros bahianais qui sera derrière les constants appels à l'unification des syndicats du pétrole de Bahia, à partir des années 80. Cette volonté affichée d'unifier le STIEP et le SINDIPETRO était même portée par la gauche, en général soucieuse des différences et de la pluralité syndicale.

De la sorte, la liste composée essentiellement des tendances les plus à gauche de la CUT, lors des élections de 1995 au STIEP, donnait la priorité de son programme d'action à l'unification des syndicats.

<<Jusqu'à maintenant, l'unification des syndicats de la corporation a été abordée beaucoup plus dans le discours que dans la pratique...(...). Nous comprenons que le STIEP et le SINDIPETRO ont une histoire de luttes identique et que l'existence de deux syndicats d'une même corporation ne fait que diviser et affaiblir le mouvement ; raisons pour lesquelles, la liste n°2 propose l'unification réelle et concrète de ces deux syndicats comme l'objectif principal de son programme.>> (In : Programme d'action de la liste n° 2 lors des élections syndicales du STIEP en mars 1995).

Quoique cette liste ait perdu les élections, l'unification des deux syndicats se réalisera en 1996 ; cela suite à la défaite des syndicalistes du pétrole lors de la grève de 1995, aux difficultés financières des syndicats et aux difficultés de mobilisation de la base après ce mouvement. Ce qui poussa tous les groupes syndicaux des petroleiros de Bahia à défendre l'idée de l'unification des syndicats.

À ce propos, il faut souligner que chez les travailleurs du pétrole de São Paulo, par exemple, répartis sur quatre raffineries et quatre syndicats, ou chez ceux de Rio de Janeiro, avec deux syndicats de petroleiros, la prégnance régionaliste fut beaucoup moins marquée. À Rio de Janeiro, un vote fut même organisé, à la fin des années 80, pour décider si les travailleurs de la production et de l'exploration du pétrole n'allaient pas créer leur propre syndicat. Il s'agissait surtout, dans ce cas, de revendiquer une séparation et une différence entre les travailleurs du siège de PETROBRAS, situés dans la ville de Rio de Janeiro, et les autres travailleurs assignés à d'autres sites, dans d'autres villes.

De même, les discours des syndicalistes du pétrole à São Paulo n'ont jamais donné lieu à des discours sur les "petroleiros de São Paulo", comme c'était le cas à Bahia pour les petroleiros bahianais. Car à Rio et à São Paulo, il s'agissait davantage de construire un mouvement syndical des petroleiros à un niveau national, où peu de place était accordée aux revendications régionalistes. Nous sommes là au coeur de la dynamique nationalisme/régionalisme de la société brésilienne.

De toute manière, nulle part au Brésil les ouvriers du pétrole ne furent si régionalistes qu'à Bahia. Ce régionalisme puise ses origines dans les discours des années 50 et 60, mais il demeurera important jusqu'aux années 90.

À Bahia les travailleurs du pétrole n'étaient pas seulement petroleiros ou attachés à une certaine unité productive, ils étaient avant tout "petroleiros bahianais" ; qui avaient une histoire de luttes syndicales, de défense du Monopole d'État sur le pétrole et de

conquêtes, dont tous les travailleurs de PETROBRAS avaient pu bénéficier.

Ce discours sur la spécificité et la tradition des *petroleiros* de Bahia, repris par toutes les tendances syndicales durant les mouvements de masse, constituait un moyen pour mobiliser les travailleurs et les convaincre de la nécessité de préserver le nom et la réputation des travailleurs de Bahia. Par exemple, nous avons vu, lors de notre travail de terrain, des militants de gauche déclarer que la participation de Bahia dans les mouvements nationaux des *petroleiros* était importante, car les travailleurs du pétrole bahianais faisaient référence pour les autres travailleurs de PETROBRAS ; cela, en raison d'une longue tradition de luttes, et ce, indépendamment du fait que le niveau de la production de brut et le nombre de travailleurs dans l'État avaient beaucoup chuté.

Autrement dit, le régionalisme bahianais n'était pas l'apanage des groupes de travailleurs les plus âgés. Bien que les conditions d'existence de ce régionalisme (à savoir, la concentration des activités les plus importantes de PETROBRAS à Bahia) n'étaient plus réunies, sur le plan symbolique le régionalisme bahianais resta très mobilisateur pour les travailleurs. Ce qui explique les discours des militants sur l'importance symbolique de la participation des *petroleiros* de l'État de Bahia à tous les mouvements nationaux des travailleurs du pétrole.

17.4.2. De la Construction de l'adversaire à PETROBRAS

Dans toute action collective, la construction d'un adversaire est une phase essentielle de la mobilisation (Touraine, 1973). Dans le cas de PETROBRAS, comment s'est construit cet adversaire au fil du temps ? L'entreprise, en tant que patrimoine national, était au-dessus de toute critique, comment alors les syndicalistes du pétrole ont-ils construit leurs adversaires, pour pouvoir mener des actions collectives importantes ?

Nous considérons que ce n'est pas l'impossibilité de constituer un adversaire, comme le pensait Francisco de Oliveira (1988)⁴⁵², qui caractérise les *petroleiros* de Bahia ; mais plutôt la construction d'un adversaire tout en préservant l'entreprise. Pour les *petroleiros*, dans les années 80 et 90, les responsables et les directeurs de la compagnie, ainsi que les gouvernements, étaient les véritables adversaires, non seulement des travailleurs du pétrole, mais aussi de l'entreprise elle-même⁴⁵³. L'identification entre PETROBRAS et ses travailleurs était telle que ces derniers tendaient à considérer leurs intérêts comme l'expression des intérêts de la compagnie.

De même, dans les années 60, c'est seulement à partir du moment où les syndicats réussissent à participer au processus de nomination de certains dirigeants de l'entreprise que le processus de visualisation d'un adversaire commence à faire défaut. On ne pouvait pas, dans le cadre des intérêts mutuels entre syndicalistes et responsables de PETROBRAS, poser la direction de l'entreprise ou le gouvernement comme

⁴⁵² D'après les arguments avancés par cet auteur, les ouvriers du pétrole de Bahia avaient du mal à identifier un adversaire, car PETROBRAS étant une compagnie publique, il n'y avait pas un "patron" visible, "l'adversaire" qui aurait rendu possible le développement d'une conscience de classe chez ces travailleurs. Ces thèses ont été réfutées par Castro et Guimarães (1995).

⁴⁵³ Voir à ce propos, Brant (1990).

"adversaires". C'est l'époque, comme nous l'avons vu auparavant, où les mobilisations syndicales furent en priorité organisées, non pas "contre" des mesures touchant le quotidien des travailleurs, mais plutôt "pour" l'adoption de politiques générales d'inspiration nationaliste.

Dès lors, les conflits seront rejetés vers l'extérieur de l'entreprise, tournés contre les "traîtres à la patrie", contre ceux qui voulaient porter atteinte à l'entreprise. La logique dominante était que seule l'existence d'adversaires extérieurs à l'entreprise pouvait expliquer des situations considérées comme peu favorables aux travailleurs.

C'est exactement à partir de ce moment que les syndicalistes populistes perdent leur pouvoir de mobilisation des travailleurs ; lesquelles mobilisations dépendaient davantage des contextes extérieurs que des situations vécues à l'intérieur de l'entreprise. Ainsi, après la grève de janvier de 1962, jusqu'à 1964, les travailleurs du pétrole ne se battent plus pour l'amélioration de leurs conditions de travail, mais pour l'élargissement du pouvoir syndical dans l'entreprise ou pour la défense du monopole d'État du pétrole ou, encore, pour soutenir les nationalistes présents au gouvernement.

Cela ne signifie pas que ces ouvriers n'étaient plus en mesure d'identifier un adversaire, ou qu'ils avaient perdu leur conscience de classe, mais que cette conscience de classe (conscience de soi en tant que groupe ayant des intérêts propres) était engagée dans des enjeux qui dépassaient largement les intérêts immédiats du groupe.

À la fin des années 70 et au début des années 80, la logique de construction de l'adversaire sera toute autre. À cette époque, l'État, issu de la dictature militaire, avec ses méthodes autoritaires et anti-populaires, sera identifié comme l'adversaire principal des travailleurs du pétrole (de même que pour une bonne partie du mouvement syndical brésilien de l'époque). Par ailleurs, le pouvoir mobilisateur des syndicalistes à cette époque ne peut être compris sans prendre en compte la thématique de la démocratisation dont le syndicalisme était porteur.

Dans les années de la Nouvelle République (1985-1990), les petroleiros essayeront de relancer la stratégie mise en place dans les années 60, cherchant à résoudre les problèmes quotidiens des travailleurs à travers des contacts privilégiés avec des groupes influents au sein du gouvernement. Ce qui, en cas de succès, tendait à effacer l'image d'un adversaire pour les travailleurs. Toutefois, l'action très active des militants des oppositions syndicales et les conditions économiques difficiles du pays (ce qui empêchait l'État d'offrir des avantages conséquents aux travailleurs en échange de la paix sociale à PETROBRAS) invalidera ce type de stratégies.

C'est l'époque où la gauche syndicale obtient le contrôle effectif des syndicats, à la fin des années 80. Pour les cutistes, la construction de l'adversaire, de même que pour les tendances syndicales qui les avaient précédées, passait également par la préservation de l'entreprise, en tant que "patrimoine du peuple brésilien". De la même façon, ils identifieront les gouvernements (qui ont toujours conservé d'importants pouvoirs dans la conduite des affaires pétrolières) et les responsables de l'entreprise comme les véritables adversaires des travailleurs.

Ainsi, la thèse de Oliveira (1988), selon laquelle les travailleurs du pétrole de Bahia n'avaient pas une vision définie de leur adversaire, en raison du statut d'entreprise

publique de PETROBRAS, nous semble imparfaite. Ce qui caractérise les petroleiros de Bahia ce n'est pas l'absence d'adversaires symboliques, mais plutôt le fait que cet adversaire a toujours été placé dans le champ politique (le gouvernement, les administrateurs de l'entreprise nommés par le gouvernement, etc.) et non forcément dans le champ productif.

De cette façon, nous pouvons affirmer que, malgré les changements intervenus dans les pratiques syndicales des travailleurs du pétrole de Bahia, prédomine une relative continuité dans leur façon de se construire un adversaire lors des conflits menés par les syndicats. Cela peut être expliqué, en partie, par la place que le nationalisme occupa dans l'imaginaire de ces travailleurs. En effet, la défense du monopole d'État sur le pétrole et de PETROBRAS constituant une des représentations les plus mobilisatrices, les critiques à l'encontre de l'entreprise ne pouvaient se faire que de manière détournée.

Ces critiques deviendront, à partir des années 60, de plus en plus dirigées contre les groupes qui contrôlaient l'État (soit durant la dictature, soit après la démocratisation dans les années 80). C'est-à-dire, à partir du moment où les mobilisations nationalistes ne faisaient plus partie des stratégies légitimantes des gouvernements.

Cela vient nous rappeler que l'action syndicale des ouvriers du pétrole de Bahia se développa dans un contexte de perte d'importance de l'idéologie nationaliste au Brésil, et ce, à partir des années 60.

17.5. Évolution de la question pétrolière et du nationalisme au Brésil

Comme nous l'avons vu précédemment ⁴⁵⁴, la transformation des enjeux politiques et économiques relatifs à la question pétrolière s'inscrit dans un contexte de mutations symboliques et économiques à l'échelle mondiale : retrait au niveau mondial de l'action de l'État dans l'économie, perte d'importance économique et symbolique du pétrole, etc.

Cependant, l'industrie pétrolière au Brésil ayant été durant longtemps considérée comme une industrie liée au nationalisme et à la fierté nationale pour une frange importante de la population brésilienne, la fin du monopole d'État sur le secteur pétrolier peut être interprétée comme un changement important dans la société brésilienne. Un changement dans la manière dont les Brésiliens vont désormais concevoir leur pays.

Qu'est-ce qui s'est passé au Brésil entre les années 50, lors de la création de PETROBRAS, et les années 90, quand le monopole du pétrole est abrogé par le Congrès National ? En dehors des transformations socio-économiques les plus évidentes (urbanisation, industrialisation, etc.), quelles transformations symboliques se sont opérées pour expliquer le peu d'importance accordée par les Brésiliens aux changements intervenus dans la législation pétrolière du pays ? Plus précisément, comment a évolué le nationalisme dans la société brésilienne depuis les années 50 ?

17.5.1. L'Éveil Nationaliste

⁴⁵⁴ Voir à ce propos, le chapitre sur l'industrie pétrolière au Brésil, en France et au Mexique de cette thèse.

L'idée qu'il fallait faire du Brésil "une véritable nation" est née au XIX^{ème} siècle, mais elle ne commence à gagner de l'ampleur qu'au début de ce siècle, notamment dans les cercles intellectuels imprégnés des idées positivistes d'Auguste Comte. Pour la plupart des intellectuels engagés dans ce projet⁴⁵⁵, le concept de nation apparaissait comme le plus pertinent pour réfléchir à la situation du pays. S'appuyant parfois sur des arguments fort racistes et déterministes (le Brésil n'était pas encore une nation parce que son peuple était encore plongé dans la barbarie, en raison surtout de l'infériorité biologique des ethnies qui avaient participé à la formation du peuple brésilien, etc.), ces auteurs défendaient l'idée que, à travers l'action de l'État, il fallait procéder à la construction d'une nation moderne ; moderne, signifiant ici conforme au modèle des États-nations des grands pays européens et des États Unis.

Au départ, ces idées resteront limitées à certains milieux sociaux : au sein d'une certaine intellectualité, critique du régime oligarchique du Brésil de l'époque et, surtout, chez les jeunes officiers de l'armée. Quoi qu'il en soit, nous assistons au cours des premières décennies de ce siècle à plusieurs manifestations artistiques, culturelles et politiques d'inspiration nationaliste. La campagne pour l'obligation du service militaire en 1917, les rébellions militaires des jeunes officiers de l'armée (Les "tenentes") au cours des années 20, la Semaine d'Art Moderne en 1922⁴⁵⁶, etc. montrent à quel point le nationalisme, ou plutôt l'idée de nation, était forte dans les couches urbaines intellectualisées. Ce mouvement eut des répercussions même sur le plan religieux, avec la codification, vers la fin des années 30, de l'Umbanda, mélange de catholicisme, de spiritisme Kardeciste, de religions d'origine africaine et de croyances amérindiennes, mais revendiquée comme typiquement brésilienne par ses fondateurs. De même, l'institution par le clergé brésilien de Notre Dame de Aparecida, une sainte noire, comme sainte patronne du Brésil, en 1930, va dans le même sens.

Mais, c'est seulement à partir de la révolution de 1930 que les tenants de ces idées accéderont au pouvoir, ce qui leur donnera les moyens politiques indispensables pour mettre en pratique leurs projets. Projets centrés sur des idées corporatistes encore diffuses dans les années 20, mais qui très vite seront rassemblées dans un corpus théorique plus ou moins stable⁴⁵⁷. En effet, nous assistons à partir de 1930 à un double processus : d'abord, un mouvement centralisateur et interventionniste de l'État fédéral qui

⁴⁵⁵ Il faut citer ici, parmi les auteurs les plus importants, Silvio Romero pour le XIX^{ème} siècle et Alberto Torres au début de ce siècle. Dans ce même courant, on peut ranger aussi des écrivains de l'envergure de Raul Pompéia, Euclides da Cunha et Lima Barreto, surtout dans leurs écrits journalistiques les plus engagés.

⁴⁵⁶ Il ne faut pas oublier le désir de redécouvrir le pays qui animait les modernistes en 1922, dont les recherches ethnographiques de Mário de Andrade, l'Anthropophagie d'Oswald de Andrade et le Verde-Amarelismo de Cassiano Ricardo et Plinio Salgado illustrent bien la portée.

⁴⁵⁷ Le glissement d'un nationalisme plus ou moins diffus vers un corporatisme d'inspiration fasciste peut être illustré par l'oeuvre de celui qui était considéré comme l'idéologue de l'Estado Novo (l'État Nouveau), Oliveira Vianna., lequel écrivait en 1939 que <<Nous devons suppléer par l'action consciente de l'individu et de l'État, ce que notre évolution historique n'a pas encore pu nous donner : structure, organisation, conscience collective ; cela jusqu'où il sera possible>> (Cité par Erickson, 1977 : 36). Sur cette caractéristique de la pensée politique brésilienne des années 30, voir l'excellent ouvrage de Pécaut (1989).

prend en main le contrôle de la politique économique du pays afin de faire face aux difficultés de l'économie brésilienne, consécutives à la grande crise mondiale de 1929 ; ensuite, un regain d'influence des militaires dans les prises de décisions, grâce au rôle qu'ils avaient joué dans la rébellion armée et, par conséquent, leur présence accrue au cœur même de l'État.

Ces deux tendances s'intensifieront après le Coup d'État de 1937 et l'instauration de la dictature de l'ESTADO NOVO de Vargas. L'autoritarisme du régime, en concentrant le pouvoir politique entre les mains d'un petit cercle de bureaucrates et de militaires autour du président Vargas, ouvrira le chemin de l'engagement de l'État dans l'économie et dans la régulation des rapports entre les groupes sociaux.

17.5.2. Le nationalisme comme source de mobilisation : la question pétrolière

C'est autour de la question pétrolière que les idées nationalistes prendront la forme d'un "développementisme" étatiste, donnant lieu à la plus grande mobilisation populaire que le Brésil ait jamais connu jusqu'alors. Le coup d'envoi de la mobilisation, connue sous le nom de CAMPANHA O PETROLEO É NOSSO (Campagne Le Pétrole Est à Nous), fut la réalisation en 1947 de conférences sur la question pétrolière, au Club Militaire⁴⁵⁸, par deux généraux très prestigieux de l'armée : Juarez Tavora et Horta Barbosa. Ces conférences furent organisées pour débattre du projet de loi Dutra (le Statut du Pétrole) permettant la participation de capitaux privés, y compris étrangers, dans la branche pétrolière. Tandis que le général Juarez Tavora défendait le projet en mettant en avant le manque de capitaux et de technologie du Brésil pour accomplir, seul, la tâche difficile de développer une industrie pétrolière, le général Horta Barbosa, à l'inverse, se positionnait entièrement contre toute participation de capitaux privés, quelle qu'en soit l'origine, dans l'industrie pétrolière, considérée par lui comme une affaire d'État, une activité essentielle pour la sécurité nationale.

L'ample publicité donnée à ces conférences dans la presse mobilisa les milieux nationalistes. À nouveau, en 1947, l'UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS (UNE) créa le Groupe Étudiant de Défense du Pétrole, autour duquel se rassemblèrent plusieurs groupes politiques et associatifs, donnant lieu au Centre d'Études et de Défense du Pétrole et de l'Économie Nationale (CEDEPEN) qui allait jouer un rôle fort important dans la divulgation des thèses nationalistes concernant l'industrie du pétrole. Comme une traînée de poudre, la mobilisation connut un grand et rapide succès. Outre de très vifs débats dans la presse, furent organisés des comices politiques réunissant jusqu'à 50.000 personnes (ce qui pour l'époque était considérable) dans les principales villes du pays et des manifestations de soutien de plusieurs unités de l'Armée (au point que le Ministre de la Guerre interdira toute manifestation publique des militaires sur le sujet).

L'intérêt de la Campagne "Le Pétrole est à Nous" dépasse la simple curiosité historique et conjoncturelle car elle inaugure un nouveau modèle de participation politique dans le pays, la mobilisation des groupes populaires urbains pour la défense des "intérêts

⁴⁵⁸ Prestigieuse organisation qui regroupait les plus hauts gradés des Forces Armées brésiliennes. Le choix du lieu de ces conférences ne fut pas anodin.

nationaux". En d'autres termes, le nationalisme ne sera plus l'apanage de certains groupes intellectuels, mais deviendra une idéologie mobilisatrice, une idéologie capable d'appeler les classes populaires à la participation politique.

Il est peu important ici que cette idéologie ait été également une stratégie manipulatrice des élites, dans le sens où les mobilisations nationalistes étaient pour les politiciens populistes, Vargas le premier, un moyen d'augmenter leur pouvoir dans les rapports de forces entre les élites politiques et économiques du pays. L'important est que les gens y croyaient. L'essentiel est que le nationalisme représentait plus qu'une stratégie politique pour les classes populaires, il offrait une grille de lecture de la réalité, une vision du monde en quelque sorte. Plus important encore, le nationalisme signifiait la possibilité de construction d'une identité (sentiment d'appartenance) nationale au dessus des identités régionales. Ce que les groupes au pouvoir n'ont pas manqué de remarquer ; ainsi, dans une lettre de 1932, à Vargas, l'influent Général Goes Monteiro écrivait déjà : <<Seule l'idéologie nationaliste détruira le régionalisme.>>⁴⁵⁹.

L'éveil de ce nationalisme obligera Vargas, lors de son deuxième gouvernement, à trouver une solution à la "question pétrolière" qui ne soit ni trop libérale, ce qui aurait pu renforcer les nationalistes promoteurs de la campagne toujours active "Le Pétrole est à Nous", ni trop étatiste, afin de minimiser les résistances de l'opposition à l'Assemblée Législative. Le projet de loi qu'il envoya à la Chambre des Députés prévoyait la création d'une compagnie à capital ouvert mais où l'État posséderait la majorité des actions. En revanche, les capitaux étrangers pouvaient s'y associer et le monopole d'État n'y était pas prévu. Ce projet fut très sévèrement jugé, tant par les nationalistes que par l'opposition libérale. Mais, de façon surprenante, les critiques des deux groupes convergeaient : le projet était considéré très arrangeant pour le capital étranger et pas assez étatiste.

L'ampleur des mobilisations populaires et la résistance du Congrès persuadèrent Vargas d'accepter une solution de compromis : la formule d'une entreprise à capital ouvert fut retenue, mais la participation des capitaux étrangers fut interdite et, de plus, l'entreprise ainsi constituée devait fonctionner comme exécutrice du monopole d'État sur les activités pétrolières. Ainsi, en octobre 1953, la loi (n° 2004) de création de la PETROBRAS est signée par Vargas. Cette issue, en soi, n'était pas d'une grande originalité : le Mexique avait nationalisé son industrie pétrolière dès 1938, l'Argentine et l'Uruguay avaient des compagnies pétrolières appartenant à l'État depuis les années 20 et, même dans des pays de l'Europe Occidentale, l'État intervenait plus ou moins directement dans la branche pétrolière, comme par exemple en France où l'État était actionnaire de la Compagnie Française de Pétrole (CFP) dès les années 20 ou en Italie qui venait de créer sa Compagnie Nationale de Pétrole (ENI) en même temps que la PETROBRAS. La spécificité brésilienne, dans ce cas, réside dans le fait que l'activité pétrolière fut nationalisée avant même qu'il y ait une véritable industrie du pétrole dans le pays. À l'époque de la nationalisation, la production brésilienne de brut était insignifiante et les petites raffineries privées ne satisfaisaient, que pour une infime part, la consommation nationale. A vrai dire c'est davantage un "projet" qu'une industrie concrète qui fut nationalisé au Brésil. Le nationalisme était rentré dans les moeurs politiques

⁴⁵⁹ Cité par Martins, 1976 : 114.

brésiliennes.

Un an après la signature de la loi 2.004, le pays traverse une grave crise politique. Devant l'ultimatum posé par les militaires, qui demandaient sa démission, le président Vargas se suicide, laissant derrière lui une lettre où il explique les raisons de son geste. Dans cette "lettre-testament", Vargas, citant la création de PETROBRAS et d'autres entreprises publiques, se pose comme le défenseur du peuple et des opprimés, ce qui lui avait valu la haine et l'hostilité des élites financières et politiques du pays. Au demeurant, il exhorte le "peuple" à poursuivre son chemin de libération et de défense de la patrie.

<<Encore une fois, les forces et les intérêts contraires au peuple se sont mis d'accord et se jettent sur moi. Ils ne m'accusent pas, ils m'insultent ; ils ne me combattent pas, ils me calomnient et ne me donnent pas le droit de défense. Ils ont besoin d'étouffer ma voix et d'empêcher mon action, pour que je ne continue pas à défendre, comme je l'ai toujours fait, le peuple, et surtout les pauvres. Je suis le destin qui m'est imposé. Après des décennies de spoliation par les groupes économiques et financiers internationaux, je me suis fait Chef d'une révolution et j'ai gagné. J'ai commencé le travail de libération et j'ai instauré le régime de liberté sociale. J'ai dû renoncer. Je suis retourné au gouvernement porté par le peuple. La campagne souterraine des groupes internationaux est venue s'ajouter à celle des groupes nationaux "révoltés" contre le régime de "garantie" du travail. La loi de profits extraordinaires a été stoppée par le Congrès. Contre la juste mesure d'augmentation du salaire minimum, la haine s'est déclenchée. J'ai voulu créer la liberté nationale par la "mise en valeur" de nos richesses nationales à travers PETROBRAS ; à peine celle-ci commence-t-elle à fonctionner, que la vague d'agitation croît. Ils ont empêché l'ELETROBRAS de fonctionner, créant une situation désespérée. Ils ne veulent pas que les travailleurs soient libres. Ils ne veulent pas que le peuple soit indépendant. J'ai pris le gouvernement dans une spirale inflationniste qui détruisait les valeurs du travail. Les profits des entreprises étrangères atteignaient jusqu'à 500 % l'an. Dans les déclarations des valeurs de ce que nous importions, il y avait des fraudes de plus de 100 millions de dollars par an. La crise du café est venue, notre principal produit s'est valorisé. Nous avons essayé de défendre son prix et la réponse fut une violente pression sur notre économie, jusqu'au point où nous avons été obligés de céder. Je lutte depuis des mois, jour après jour, heure après heure, résistant à une pression constante, incessante, supportant tout en silence, oubliant tout, renonçant à moi-même, pour défendre le Peuple qui maintenant se trouve désemparé. Je ne peux rien vous donner de plus, sauf mon sang. Si les oiseaux de proie veulent le sang de quelqu'un, s'ils veulent continuer à "sucrer" le sang du Peuple brésilien, j'offre ma vie. Je choisis ce moyen pour être toujours avec vous. Quand on vous humiliera, vous sentirez mon âme souffrant avec vous. Quand la faim viendra frapper à votre porte, vous sentirez dans vos coeurs l'énergie pour lutter, pour vous et pour vos enfants. Quand on vous vilipendera, vous sentirez dans ma pensée la force de réagir. Mon sacrifice vous tiendra unis et mon nom sera votre drapeau de lutte. Chaque goutte de mon sang sera une flamme immortelle dans votre conscience et tiendra la vibration sacrée pour la résistance. A la haine je réponds par le pardon. Et à ceux qui pensent qu'ils m'ont vaincu, je réponds par ma victoire. J'étais esclave du Peuple et aujourd'hui je me libère pour la vie éternelle. Mais, ce peuple duquel

je fus esclave ne sera plus esclave de personne. Mon sacrifice restera pour toujours dans son âme et mon sang sera le prix de sa rançon. J'ai lutté contre la spoliation du Brésil. J'ai lutté contre la spoliation du peuple. J'ai lutté à découvert. La haine, les infamies, la calomnie n'ont pas affaibli mon courage. Je vous ai donné ma vie. Maintenant, je vous offre ma mort. Je ne crains rien. Sereinement, je fais le premier pas vers le chemin de l'éternité et je sors de la vie pour rentrer dans l'histoire. Signé Getulio Vargas>> (citée in Miranda, 1983 : 400-401).

L'immense traumatisme populaire qui allait suivre l'annonce du suicide du président, suivi de la publication de sa "lettre testament", renforceront les groupes qui se revendiquaient du "varguisme". Ceci permit que des politiciens professant des idées nationalistes soient élus à la Présidence de la République – jusqu'en 1964, année où les militaires prendront le pouvoir par un coup d'État – et que le nationalisme devienne monnaie courante dans les discours mobilisateurs, dont même des groupes fort éloignés du national-populisme se servirent. Conjointement, cela renforcera, dans l'imaginaire politique des Brésiliens, la place du nationalisme et de son principal symbole économique, PETROBRAS et le monopole d'État sur le pétrole.

Dans ce contexte, la question du pétrole était l'une des clés pour comprendre le débat qui animait la société brésilienne d'avant 1964. Pour ceux qui proposaient un développement économique centré sur la croissance du marché interne et sur l'accroissement de la participation de l'État dans l'économie (industrialisation par substitution d'importations), PETROBRAS était considérée comme "l'instrument du salut national", le "levier du développement" qui allait mettre en route la croissance du pays. Toute critique formulée à l'encontre de l'entreprise ne pouvait, donc, qu'être une ruse des représentants des "trusts" pétroliers. En revanche, pour ceux qui proposaient une ouverture du Brésil au capital international comme seul moyen de combler les graves déficits du pays, aussi bien en capitaux qu'en technologies, PETROBRAS représentait plutôt un gaspillage des ressources publiques, une perte de temps et d'argent. Selon eux, beaucoup plus utile pour le pays aurait été la levée des restrictions imposées aux entreprises pétrolières internationales, ce qui aurait permis, outre la possibilité d'une autosuffisance du Brésil, en matière de production de pétrole et dérivés, beaucoup plus rapide ⁴⁶⁰, l'utilisation de moyens supplémentaires dans l'offre de services publics à l'ensemble de la population. En dépit du fait que ces deux positions n'étaient tenues en ces termes que par les plus radicaux, la coupure politique et idéologique entre les acteurs sociaux se basait essentiellement sur cette problématique. En ce sens, le débat de cette époque n'était pas très éloigné du débat qui se développe actuellement dans la société brésilienne.

17.5.3. Le nationalisme ou la quête d'une identité nationale

Dans les sciences sociales brésiennes, le nationalisme et le rôle qu'il a joué dans la vie politique et sociale du pays sont interprétés de deux façons différentes. Pour certains, le nationalisme était l'expression de la maturité politique du "peuple" brésilien ; après des

⁴⁶⁰ La recherche de l'autosuffisance pétrolière du pays était une des obsessions dans les discours de légitimation de l'action de l'État dans le secteur pétrolier.

siècles d'une lente maturation historique, "le peuple" brésilien, par le biais du national-populisme, essayait de prendre son destin en mains ; ce que la collusion des groupes dominants, en 1964, empêcha. Cette position est celle des intellectuels liés au Parti Communiste Brésilien et celle de ceux engagés dans le projet populiste des années 50 et 60 – les intellectuels liés à l'ISEB⁴⁶¹, par exemple ; plus récemment, on retrouve cette façon d'envisager la question dans les travaux de Darcy Ribeiro⁴⁶². À l'inverse, d'autres auteurs, plus critiques, ont eu tendance à porter un jugement négatif sur le rôle du nationalisme dans cette période de l'histoire du pays⁴⁶³ soulignant, en particulier, la manipulation politique dont les ouvriers brésiliens furent victimes ; le nationalisme n'étant dans ce cas, qu'une stratégie manipulatrice des classes dominantes et des politiciens populistes brésiliens.

Mais, ces théories n'expliquent pas pourquoi le nationalisme est devenu une idéologie mobilisatrice durant les années populistes au Brésil. Si le nationalisme était une expression de la maturité politique et culturelle du "peuple brésilien", pourquoi le "pronunciamento" de 1964 s'est-il fait si facilement ? De même, en mettant l'accent sur le caractère manipulateur de cette idéologie, on oublie trop souvent de se poser une question essentielle : pourquoi les gens se sont-ils laissés manipuler ? Et comment se fait-il que l'idée nationale toujours présente dans les discours des intellectuels brésiliens ne gagne un poids politique qu'à ce moment-là ? Qu'est-ce qui, dans la société brésilienne des années 40, 50 et 60, rendait le nationalisme incontournable dans la vie politique ? Nous pensons que l'une des réponses possibles est que par le biais du nationalisme politique il était possible à des couches défavorisées de la population de participer au processus de construction de l'identité nationale brésilienne à cette époque. Il nous semble que l'on a trop souvent considéré comme évident, le fait que si le nationalisme était puissant c'est que l'identité nationale chez les Brésiliens était déjà constituée. Or, ce faisant, on prend pour évident ce qui ne l'est pas. Le "sentiment national", en tant que phénomène de masse au Brésil, est beaucoup plus récent qu'on ne le croit. C'est seulement à partir des années 30, avec le développement des moyens de transports et de communications, avec l'action centralisatrice de l'État fédéral, imposant des limites contraignantes aux oligarchies régionales et, surtout, avec la croissance des migrations internes, que l'identité nationale s'impose aux régionalismes comme identité dominante. On oublie trop souvent que l'identité nationale n'existe pas en soi, elle est une construction sociale, située dans l'espace et dans le temps.

Nous noterons l'influence théorique de Peter Berger et Thomas Luckmann (1986), pour lesquels la société n'est pas donnée en soi, elle est une construction sociale que les Hommes institutionnalisent dans leurs relations. Cette idée est reprise ici. De la même façon, nos idées sont très proches de celles que Cornelius Castoriadis (1975) développe

⁴⁶¹ Sur les discours tenus par les intellectuels liés à l'ISEB, voir Chauí et Carvalho Franco (1978).

⁴⁶² Un bon résumé et une réactualisation des travaux de cet auteur se trouvent dans son dernier ouvrage, Ribeiro (1995).

⁴⁶³ C'est le cas de chercheurs aussi importants pour l'évolution des sciences de l'Homme au Brésil que Florestan Fernandes (1975), Francisco Weffort (1978), Fernando Henrique Cardoso (1964), etc. pour ne citer que les plus connus parmi ceux qui ont développés une analyse critique du nationalisme dans l'idéologie populiste.

dans son ouvrage "L'Institution Imaginaire de la Société" : l'institution des normes, des règles et des valeurs qui caractérisent une société, ne peut être comprise en dehors de la pratique historique des Hommes, pratique, par ailleurs, institutionnalisante d'un magma de significations imaginaires ; magma de significations qui nous dit ce qui est permis et ce qui ne l'est pas dans un contexte social et historique. Et, dans la mesure même où cette institution imaginaire se fait par la pratique concrète des Hommes, qui jouissent d'une certaine autonomie, elle est objectivée et, en même temps, indéterminée par avance. Il nous semble que ces auteurs ont voulu souligner surtout que la société étant une "création" des Hommes, elle ne peut être comprise en dehors des pratiques et des idées de ces Hommes ; il s'agit, donc, d'éviter à tout prix les 'réifications', que ce soit de la société, de l'Histoire, du "peuple", de la classe ouvrière, ou de l'identité nationale.

En acceptant l'identité nationale comme une donnée, on surestime le rôle des intellectuels : les intellectuels comme porteurs d'une quelconque conscience collective. Comme si la quête quasi obsessionnelle de la "véritable nationalité" chez les intellectuels brésiliens prouvait l'existence d'un sentiment identique chez tous les Brésiliens ou, tout au moins, dans tous les milieux sociaux de la société brésilienne. Si le Brésil existe comme nation indépendante depuis 1822 et si le nationalisme (l'idée de nation plutôt) était présent dans l'imaginaire des élites brésiliennes avant même l'indépendance politique, il n'en demeure pas moins qu'en tant qu'identité sociale partagée par la majorité de la population du pays, les régionalismes étaient beaucoup plus puissants que le sentiment d'appartenance à la "nation brésilienne". Il ne suffit pas qu'un pays existe sur le plan formel (doté d'un État autonome, d'une armée, etc.) pour que les gens qui y vivent s'y reconnaissent. C'est là toute la question que les processus de construction des identités sociales posent aux Sciences Humaines : comment passe-t-on d'une identité assignée (ou formelle) à une identité revendiquée ou partagée ?

Confronté à un problème semblable, la montée du nationalisme en Catalogne, l'historien Pierre Villar ⁴⁶⁴ a montré combien il est illusoire de vouloir appréhender le nationalisme comme la conséquence directe de traits dits objectifs : la langue, la géographie, les institutions politiques, etc. Dans l'exemple catalan, il a souligné que le point de départ pour le renouveau du nationalisme fut le soutien des entrepreneurs de la région à cette idée. Vexée par le monopole politique de Madrid, la bourgeoisie catalane se rangera sous le drapeau nationaliste, voulant ainsi traduire son poids économique en pouvoir politique. Un facteur essentiel dans le développement du nationalisme catalan fut, donc, les moyens financiers, culturels et politiques mis à disposition des intellectuels nationalistes par la bourgeoisie de la région. Dans une perspective complémentaire, l'historien anglais Éric Hobsbawm ⁴⁶⁵ attirera notre attention sur le fait que, dans le phénomène 'nationalisme', il est important de voir comment les choses se passent du côté des classes populaires. Si la mise à disposition des intellectuels nationalistes, de moyens financiers et politiques, explique le phénomène par le haut, au niveau des élites

⁴⁶⁴ in Villar, Pierre. La Catalogne dans l'Espagne Moderne : Recherche sur les Fondements Économiques des Structures Nationales, Paris, Flammarion, 1977.

⁴⁶⁵ in Hobsbawm, Eric. Nations et Nationalismes depuis 1780 : Programme, Mythe, Réalité, Paris, Gallimard, 1992 (traduction française).

politiques et économiques, il est tout autant nécessaire de voir comment les choses se passent par le bas, c'est-à-dire, ce qui amène le peuple, la masse, les classes populaires à adhérer aux discours nationalistes.

Notre démarche suit cette préoccupation. Comprendre par le bas, pourquoi le nationalisme a été si important, et à certains égards l'est encore, dans la société brésilienne. Pourquoi les stratégies d'incitation au nationalisme développées par l'Etat centralisateur et par les politiciens populistes d'après 1930 ont-elles réussi à créer une "quasi unanimité" autour de l'idée de "nation" au Brésil ? Pour ce faire, il faut aller au-delà de l'analyse des discours et des stratégies des groupes dominants ou des élites culturelles brésiennes. Il faut voir quelle était la résonance cognitive du nationalisme pour les Brésiliens, pour certains groupes de Brésiliens tout au moins.

En tout cas, ce que l'on peut affirmer par rapport au Brésil, est la faiblesse, au moins jusqu'aux années 40, de l'identité nationale que les milieux intellectualisés essayaient de construire. Sinon, comment explique-t-on les innombrables rébellions sécessionnistes dans plusieurs régions du Brésil au cours du XIXème siècle ? Comment faut-il comprendre que, encore en 1932, le plus important État de la Fédération se soit engagée dans une guerre séparatiste contre les autres états du pays ⁴⁶⁶ ? Que l'on songe à l'étendue de l'analphabétisme, qui empêchait la majorité de la population d'avoir accès aux biens culturels produits par les intellectuels, à la quasi absence de routes reliant les différentes régions d'un pays aux dimensions continentales, aux migrations internes réduites, à l'autonomie économique de chaque région, etc., et il ne sera pas très difficile de comprendre les raisons de cette faiblesse de l'identité nationale avant 1930.

Ainsi, le nationalisme économique et politique des années populistes au Brésil ⁴⁶⁷, tout en étant une stratégie politique des élites brésiennes, représentait aussi un moyen d'accès d'une large frange de la population brésilienne à une identité nationale, à une identité brésilienne, cette fois revendiquée. Il est évident que les anciens régionalismes ne disparaissent pas du jour au lendemain mais, dorénavant, dans tous les discours politiques, y compris de ceux qui combattaient le nationalisme et le populisme, le régionalisme ne pourra apparaître que subordonné à une logique nationale. Le local n'a plus le droit d'exister qu'en complément du national.

À une époque où les migrations inter-régionales vers les grandes villes du Centre-Sud ⁴⁶⁸ concentraient dans un même espace physique ⁴⁶⁹ des personnes en

⁴⁶⁶ Il s'agit là de la Révolution Constitutionnaliste que, en 1932, l'État de São Paulo a déclenché pour obtenir son indépendance vis-à-vis du pays.

⁴⁶⁷ Grosso modo entre 1950 et 1964, c'est-à-dire entre le deuxième gouvernement Vargas et le coup d'État militaire de 1964. Cependant, l'essor du nationalisme en tant qu'idéologie mobilisatrice date de la déclaration de guerre du Brésil à l'Allemagne et ses alliés, pendant la deuxième guerre mondiale.

⁴⁶⁸ Pour avoir une idée de l'étendue des migrations internes au Brésil au cours de ce siècle, il suffit de regarder de plus près le nombre de migrants, venant d'autres États du Brésil, arrivés dans les États de Rio de Janeiro et São Paulo : environ 590.000, entre 1920 et 1940 ; 689.000 entre 1940 et 1950 ; 1.281.000 entre 1950 et 1960 et 1.567.000 entre 1960 et 1970 (in : Patarra, 1986 : 265).

provenance de plusieurs Etats du pays, notamment ceux du Nord-Est, le nationalisme politique (et l'identité nationale qu'il supposait) jouait le rôle d'un équivalent général identitaire donnant la possibilité aux gens, malgré leurs différences régionales, de se reconnaître comme membres d'une même communauté, la nation. Mais outre le nationalisme politique, d'autres éléments tels que la musique, le football, les moyens de communication, etc. jouaient aussi ce rôle, sous la domination toutefois, de l'idéologie nationaliste⁴⁷⁰. Qui plus est, le nationalisme signifiait aussi l'accès à une identité sociale valorisée dans les représentations sociales dominantes, à l'opposé des identités régionales, qui souffraient d'une forte stigmatisation dont le préjugé racial n'était pas la moindre des marques.

Les "baianos" ou "paraibas", désignant davantage les migrants issus du Nord-Est que les personnes nées à Bahia ou à Paraíba, non seulement exécutaient les travaux les plus dégradants (dans le bâtiment par exemple) mais avaient aussi la peau la plus foncée, trait indéniable d'une origine noire et/ou indienne assez proche. Devenir "brésilien" c'était presque devenir, dans un processus mimétique, comme les "autres", les plus riches et les plus blancs. C'est ainsi que l'accès à une identité brésilienne signifiait l'accès à une dignité symbolique qui, à défaut d'une dignité matérielle et économique, joua un rôle important dans la sécurisation psychologique des individus des couches populaires des grandes villes brésiliennes. Le nationalisme était la voie d'accès à une conquête de la citoyenneté, aussi bien au niveau institutionnel que symbolique.

Mais, une idéologie comme le nationalisme n'est pas seulement un discours. Elle est aussi une pratique, qui ne correspond pas toujours au discours originel. Pour préciser davantage, même si une idéologie présente une certaine unité interne, une cohésion sur le plan logico-formel, sans trop de contradictions ou de variantes chez ceux qui la produisent (les intellectuels au sens gramscien) l'appréhension par chaque acteur social, c'est-à-dire le travail d'interprétation à l'oeuvre dans toute action des êtres humains, peut se faire, et généralement se fait, d'une manière différente du sens originel donné par ses créateurs. Autrement dit, une idéologie n'existe pas en dehors du contexte de son application pratique. Dans l'étude de la portée d'une idéologie à une époque donnée, l'analyse du discours est une étape nécessaire, mais non suffisante, surtout, pas la plus importante. Il est tout aussi capital de voir, dans chaque contexte, comment une idéologie donnée a été actualisée par ceux qui la revendiquent. En ce sens, il faut accepter que les acteurs soient parfois contradictoires, que leurs discours ne collent pas toujours avec leurs pratiques.

Ainsi, nous n'affirmons pas que le besoin d'un "équivalent général identitaire" (élément indispensable dans la construction de toute identité sociale) pour la construction d'une identité brésilienne, explique complètement l'influence du national-populisme sur l'ensemble de la population brésilienne dans ces années-là. Néanmoins, cette hypothèse a le mérite, tout en reconnaissant l'importance des transformations structurelles dans le

⁴⁶⁹ Ce n'est pas pour rien que le populisme était plus puissant dans les états de Rio et São Paulo par exemple.

⁴⁷⁰ Sur l'importance de la culture de masse dans la formation de la "culture brésilienne", voir Ortiz, 1988. De même, sur les rapports entre "culture" et identité nationale au Brésil, voir Ortiz, 1985.

Brésil d'après 1930, de ne pas se contenter d'un supposé passéisme des nouveaux migrants venus de la campagne brésilienne ⁴⁷¹, ni d'un quelconque décalage entre le niveau de développement des forces productives et la formation politique des classes sociales. Nous ne pouvons pas comprendre les phénomènes sociaux en raisonnant en termes de retard ou de décalage ; ce qu'exprime l'idée selon laquelle le processus historique que l'Europe ou les USA furent les premiers à connaître ⁴⁷², devrait se reproduire dans tous les pays où l'industrialisation et l'urbanisation se sont généralisées.

A notre avis, il faut comprendre le nationalisme dans la logique propre de la société brésilienne. Ce qui implique de le situer dans l'espace et dans un continuum temporel spécifique au Brésil. Il s'agit ici de mettre en lumière le rapport au temps dans la société brésilienne. Ou, plutôt, des rapports au temps en concurrence dans la société brésilienne. Les anthropologues et philosophes ⁴⁷³ ont déjà remarqué qu'une des différences majeures entre les cultures humaines est liée aux diverses manières d'envisager le temps ; chaque culture, chaque peuple ayant son propre rapport au temps. Cela est en partie vrai seulement, car même à l'intérieur d'une même société, coexistent différents rapports au temps, différents temps sociaux ⁴⁷⁴, chacun lié à un champ et à un groupe social spécifique. Ainsi, ce qui caractérise un ensemble culturel (un pays, une ville, etc.) n'est pas un temps social unique, mais une configuration symbolique du temps, dans laquelle on peut identifier, à l'instar de Gurvitch, un temps dominant, un temps qui impose sa logique temporelle à tous les autres temps, un temps officiel en quelque sorte. Temps auquel on est obligé de se rapporter, même pour le combattre, sous peine d'être perçu comme en dehors de "son temps". Ainsi, le nationalisme a signifié un changement de temps officiel dans la société brésilienne : par le biais du "développementisme", le temps officiel des Brésiliens est devenu un temps tourné vers le futur, vers le développement et le bien-être social que la croissance économique allait promouvoir dans le futur. Le coup d'Etat militaire de 1964, en empêchant – par la répression – la libre expression du nationalisme mobilisateur des populistes, allait changer profondément cette donnée, nous allons le voir. Ainsi, les changements de "temps officiel" sont au cœur même des rapports de force entre les groupes sociaux d'une société.

17.5.4. Le régime militaire, ou du nationalisme au technocratisme.

Quoi qu'il en soit, le régime militaire qui s'est implanté en 1964 dans le pays allait changer profondément les données. La répression déclenchée contre les groupes national-populistes et le contrôle strict que le régime s'arrogea sur la vie politique du pays ne favorisèrent ni les mobilisations de masse ni la participation à la vie politique. A partir

⁴⁷¹ Alain Touraine a été un des premiers à démontrer l'inconsistance de la thèse du conservatisme des migrants arrivés de la campagne, voir en particulier son ouvrage écrit avec O. Ragazzi, Touraine et Ragazzi(1961).

⁴⁷² Que certains appellent, d'une façon très ethnocentrique, la modernité, c'est-à-dire le capitalisme et la démocratie libérale.

⁴⁷³ Voir à cet égard, l'excellent ouvrage publié par l'UNESCO, *Les Cultures et le Temps*, Paris, 1975.

⁴⁷⁴ Voir l'ouvrage de Roger Sue (1994).

de ce moment-là, le nationalisme perdra son rôle d'idéologie mobilisatrice dans les discours publics officiels, les seuls autorisés. Il est vrai, néanmoins, qu'au début des années 70, le régime essaiera de se trouver une base de soutien populaire par le biais de campagnes publicitaires basées sur des slogans du type "Este é um país que vai pra frente" (C'est un pays qui va de l'avant), "Brasil, ame-o ou deixe-o" (Brésil, aimez-le ou laissez-le) etc. Toutefois, à en juger par ses résultats, cette campagne n'eut pas le résultat escompté ; lors des élections de 1974, par exemple, l'impopularité du régime militaire⁴⁷⁵ deviendra très claire.

Ce qui ne signifie pas que l'idée nationale, de la grandeur de la "Patrie" et de l'intégration socio-économique du pays, n'ait pas continué de jouer un rôle important dans les représentations des militaires brésiliens. Cependant, leur vision extrêmement négative du "peuple" et leur peur des manifestations politiques plus ou moins autonomes, les pousseront à ne pas donner suite aux appels nationalistes mobilisateurs. Ainsi, le nationalisme, idéologie très répandue sous les régimes populistes, deviendra, sous le régime militaire, un discours orienté vers les groupes qui avaient le monopole des décisions les plus importantes – les militaires eux-mêmes et les administrateurs civils de l'État et des entreprises nationales. Ce sera une idéologie proche d'une vision géostratégique de source purement militaire, ne remettant pas en cause les structures sociales internes du pays.

La priorité sera, dès lors, donnée au développement économique interne, sans a priori contre les entreprises multinationales et sans engagements de transformations des structures sociales. Mais il ne s'agira pas, pour autant, d'un programme libéral, car l'État sera perçu comme le garant d'une certaine autonomie et d'un certain équilibre de l'économie du pays ; à l'État reviendra le rôle d'implanter les infrastructures nécessaires au développement des secteurs souvent jugés de "sécurité nationale" (tels le pétrole, l'énergie électrique, les télécommunications, etc.) ainsi que celui d'aider les entrepreneurs nationaux à participer à l'essor industriel. D'où l'apparente contradiction du régime, en même temps que l'économie brésilienne s'ouvrira au capital international, l'État augmentera sa participation dans l'économie jusqu'à des niveaux jamais atteints pendant la période populiste.

En ce qui concerne l'industrie pétrolière, l'attachement d'importants groupes militaires au maintien du monopole d'État sur le secteur, important selon eux pour la sécurité du pays, renforcera la situation privilégiée de PETROBRAS. Non seulement cette entreprise maintiendra sa position de plus grande compagnie du pays mais, de surcroît, maintes revendications que les nationalistes populistes réclamaient avant 1964, furent prises en compte. Il en fut ainsi de la participation de PETROBRAS dans la distribution de dérivés du pétrole, dans l'industrie pétrochimique, etc. Tout cela, sans que pour autant, ces nouvelles aires d'activité de l'entreprise aient été introduites dans la loi du monopole d'État. Ce qui explique les témoignages des travailleurs du pétrole, pour lesquels l'action des militaires, par rapport à PETROBRAS, était perçue d'une façon positive ; cela même quand ces travailleurs étaient très critiques vis-à-vis de la dictature militaire.

⁴⁷⁵ Sauf auprès de certains groupes sociaux particuliers, comme certains groupes religieux protestants ; voir à ce propos, Aubrée, 1996.

En effet, le nationalisme des militaires et technocrates, tout en préservant à l'État une place assez importante en tant que régulateur des ordres économiques, politiques et sociaux, ne conservera pas les tendances xénophobes et populaires des manifestations nationalistes populistes, leur préférant un partenariat avec des entreprises internationales et l'absence presque totale de mobilisations populaires.

La dictature militaire entraîne trois changements importants pour notre objet. Premièrement, elle coupe les liens des militants de gauche et des militants nationalistes avec l'ensemble de la population ; ce sera dans un premier temps par la répression pure et simple puis ensuite par le choix que fait la gauche de la lutte armée. Deuxièmement, dans les discours légitimant les décisions gouvernementales, des thèmes comme le nationalisme économique ou le "bonheur du peuple" cèdent la place à des arguments "technocratiques" vantant la supériorité des mesures prises selon des règles techniques et selon les acquis de la science moderne. Ces raisons fonctionnaient comme des moyens de contrôle, puisqu'elles étaient avancées le plus souvent pour convaincre le peuple de la nécessité de faire des sacrifices économiques et sociaux. Si ces arguments n'ont jamais eu la popularité des appels nationalistes, ils ont néanmoins renforcé dans les représentations sociales, l'idée de la supériorité de la technique et des sciences⁴⁷⁶ sur la politique. Troisièmement, en empêchant les mobilisations et rassemblements nationalistes, la dictature favorisera un glissement du processus de construction identitaire des Brésiliens vers d'autres champs, en particulier la culture de masse⁴⁷⁷ : des manifestations artistiques, culturelles et sportives adaptées au public populaire brésilien.

Autrement dit, à partir de 1964, le processus mettant en évidence les aspects culturels de l'identité brésilienne s'intensifie (surtout par le biais de la télévision et de la radio), en même temps que la dimension politique de cette identité est durement réprimée. Mais, dans la mesure même où des symboles importants de ce nationalisme politisé ne seront pas détruits, par exemple certaines entreprises nationales, entre lesquelles la plus grande et la plus symbolique de toutes, PETROBRAS, le nationalisme restera présent, au moins comme potentialité, dans la mémoire sociale des Brésiliens durant toute la dictature.

Dans un langage plus technique, nous pourrions dire qu'avec les militaires il y a eu un passage de l'idéologie national-développementiste (en vigueur avec les populistes), à une idéologie seulement développementiste, où l'emphase était donné non plus au "développement basé sur le capital national", mais au développement tout court. Par rapport à PETROBRAS, par exemple, la montée au pouvoir des militaires va signifier l'abandon presque complet, dans les discours légitimants de la politique pétrolière du pays, des arguments typiques de l'époque populiste (le patriotisme, l'émancipation nationale, etc.) ; ces arguments cèdent la place à des discours plus techniques et économiques.

Ainsi, la décision de création d'une entreprise affiliée à PETROBRAS pour participer

⁴⁷⁶ En particulier la science économique. Le philosophe et sociologue allemand Jürgen Habermas (1973) a bien traité ce processus de "la science et la technique comme idéologie".

⁴⁷⁷ Sur la place de l'industrie culturelle dans la consolidation d'une identité nationale au Brésil, voir Ortiz (1988).

à la distribution de dérivés du pétrole, en 1971, sera légitimé par le gouvernement militaire de l'époque comme une mesure qui s'imposait "...par les caractéristiques propres de l'industrie pétrolière..." (Neiva, 1986). On faisait référence au fait que cette industrie avait toujours été une industrie fortement monopolistique et où une seule entreprise participait de toutes les étapes de l'activité pétrolière. Des arguments qui, à l'époque populiste, étaient associées à une vision nationaliste exaltée: il fallait non seulement créer des entreprises associées à PETROBRAS dans tous les domaines de l'industrie pétrolière, mais, en plus, il fallait inclure ces domaines dans la législation du monopole d'État. Toutefois, signe des différences entre les militaires et les populistes, les premiers vont insister sur le fait que le développement de PETROBRAS ne devait pas se faire contre le capital privé (national ou étranger), mais plutôt associé à lui. Ce qui explique que la croissance et la diversification des activités de PETROBRAS ne se sont pas accompagnées d'altérations dans la législation pétrolière du pays, l'action de l'entreprise nationale n'étant pas une limitation légale à l'action d'autres compagnies privées.

Ce n'est que dans les dernières années de la dictature militaire que les mobilisations populaires réapparaissent. Toutefois, ce retour ne se fera pas sous couvert d'Étatisme ou de la nécessité de donner la priorité au capital national. Les mobilisations des années 80 seront davantage tournées vers l'établissement de rapports sociaux et économiques moins inégaux, vers le retour à la démocratie, vers la reconnaissance de la citoyenneté des pauvres, vers une transparence de la gestion de l'État, etc. Tout en reprenant des slogans nationalistes des années populistes (réforme agraire, défense des entreprises nationales, autonomie nationale et refus de la soumission au F.M.I., etc.) les nouvelles revendications porteront plus qu'auparavant sur l'égalité (économique et politique). Ceci nous montre que si l'on peut parfois parler du nationalisme des mouvements populaires dans les années 80, il ne s'agit pas du même nationalisme que celui des années 50 ou 60, où les revendications "distributivistes" apparaissaient subordonnées à l'idée même de la nation.

De plus, dans les années 80, l'idéologie néo-libérale tend à devenir une idéologie dominante au niveau mondial, surtout chez les économistes et décideurs politiques des pays les plus puissants. Et comme toute idéologie, dans la mesure où elle devient dominante chez les décideurs, elle essaie de s'imposer comme la seule façon légitime d'envisager les problèmes . Ainsi, à partir de l'expérience des gouvernements Thatcher en Angleterre et Reagan aux États Unis, un consensus est apparu dans certains milieux, sur les effets néfastes de l'intervention de l'État pour l'économie d'un pays, cause d'inefficacité et d'augmentation des déficits publics. Un État moins puissant et une économie plus ouverte et déréglementée étaient donc les mots d'ordre de cette conception économique.

Au Brésil, où les effets de la crise de la dette extérieure commençaient à faire des ravages (inflation incontrôlée, baisse du PNB, chômage, etc.), ces idées trouvèrent un écho immédiat chez certains intellectuels et politiciens. C'est ainsi que dès le début des années 80, le débat autour des privatisations gagne de la force, même si les résistances opposées par les militaires ne favoriseront pas leur concrétisation.

17.5.5. La démocratisation ou la quête d'une citoyenneté au quotidien

En 1985 c'est le retour de la démocratie, une démocratie encore limitée, car les militaires conserveront une place importante dans le gouvernement, s'autoproclamant garants de l'ordre et de la stabilité du pays. Cet événement marquera un regain des mobilisations populaires, surtout ouvrières, favorisé par une situation économique instable et la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs salariés.

Dans ces circonstances, les partis de gauche et les organisations populaires prirent position contre les projets de libéralisation de l'économie du pays, invoquant non le rôle de l'État en tant que protecteur d'une classe entrepreneuriale nationale, mais la crainte que ces privatisations ne soient une façon détournée de transférer -compte tenu de la proximité des rapports entre l'État et les entrepreneurs au Brésil – l'épargne publique vers le secteur privé. La méfiance incontournable des groupes populaires vis-à-vis des entrepreneurs, les rendaient très prudents vis-à-vis des politiques libérales alors proposées.

Dans un tel contexte, où l'euphorie du retour à la démocratie déclenche un mouvement de fortes mobilisations sociales et où les militaires conservent une emprise importante sur les processus de décisions politiques et économiques, la conjoncture ne sera pas très propice à la mise en question des symboles nationalistes tels les monopoles d'État sur le pétrole, l'énergie ou les télécommunications. Une indication de cela, est que la nouvelle constitution du pays promulguée en 1988, non seulement confirmera tous ces monopoles mais, de surcroît, leur donnera un statut constitutionnel en les inscrivant dans le texte même de la constitution. Désormais, pour privatiser ces entreprises il fallait changer la constitution du pays, tâche beaucoup plus difficile que le changement d'une loi ordinaire⁴⁷⁸.

Ce n'est qu'en 1990 que les choses commencent à changer. Tout d'abord avec l'élection du premier président de la République au suffrage universel depuis le coup d'État de 1964, Fernando Collor de Mello. La légitimité que l'élection directe lui a conférée, lui permit de se libérer de la tutelle militaire. De cette manière, Collor put soutenir la faction des militaires qui, gênée par l'image très négative des militaires dans l'opinion publique, prêchait une pratique moins politisée et plus professionnelle des Forces Armées brésiliennes. Ce désengagement des militaires, neutralise, au moins provisoirement, le principal obstacle institutionnel aux privatisations des grandes entreprises publiques brésiliennes.

De plus, l'enlisement de l'économie brésilienne, allié au fait que des pays latino-américains, tels le Mexique ou le Chili, semblaient avoir surmonté la crise des années 80⁴⁷⁹ par l'adoption de mesures économiques libérales, renforçait l'idée selon laquelle la seule possibilité pour sortir de la crise et regagner la confiance des entrepreneurs étrangers serait l'adoption d'une autre politique économique. Une politique basée sur l'ouverture de l'économie brésilienne aux produits étrangers, la compétition entraînant avec elle des gains de productivité, et sur une politique assez offensive de

⁴⁷⁸ Pour changer une loi inscrite dans la constitution, selon les lois brésiliennes, il faut l'accord d'au moins 2/3 du Congrès National, tandis que pour changer une loi ordinaire, la majorité simple suffit (50 % +1).

⁴⁷⁹ Connues en Amérique Latine comme les années de la décennie perdue.

privatisations, censée réduire le déficit public.

Ainsi, dès les premiers temps de son gouvernement, Collor de Mello, outre l'application d'un plan économique draconien, procède à la privatisation d'importantes entreprises nationales, y compris certaines entreprises dont PETROBRAS détenait le contrôle, entraînant le licenciement d'environ 20.000 fonctionnaires et assimilés. La faible résistance des groupes de gauche (seuls les travailleurs de PETROBRAS et de la compagnie nationale d'électricité ont esquissé des grèves nationales) montre à quel point la conjoncture n'était pas favorable, en même temps que cela aide à percevoir que le nationalisme économique ne représentait plus une cause mobilisatrice aussi puissante qu'autrefois dans la société brésilienne.

Le devenir du gouvernement Collor de Mello est bien connu : après la découverte des pratiques de corruption auxquelles participait le président lui-même, le Congrès National, sous la pression de grandes manifestations populaires, vote la destitution du président. Ceci permet l'intronisation du vice-président Itamar Franco aux fonctions de la présidence de la République. Le gouvernement Franco, un gouvernement de transition, n'avait pas la légitimité requise pour poursuivre la politique libérale de Collor de Mello.

Il n'en ira pas de même pour le nouveau gouvernement intronisé en janvier 1995, celui du président Fernando Henrique Cardoso. En effet, Cardoso doit son élection au plan économique qu'il a conçu quand il était ministre de l'économie du gouvernement d'Itamar Franco. Ce plan économique, connu sous le nom de Plano Real, proposait le contrôle de l'inflation par la revalorisation de la monnaie nationale dont la parité avec le dollar était garantie par l'État.

La chute de l'inflation, permet au candidat Cardoso le retournement d'une situation qui lui était bien défavorable. Selon les enquêtes d'opinion, le candidat du Parti des Travailleurs, le syndicaliste Luis Inácio da Silva, était donné comme favori jusqu'à trois mois avant les élections. Le fait qu'en si peu de temps il y ait eu un changement si important dans les intentions de vote des Brésiliens montre, outre l'influence de la télévision dans la formation de l'opinion publique au Brésil, que pour une large frange de la population, ce sont les problèmes touchant directement le quotidien qui sont les plus mobilisateurs, ceux qui doivent obtenir une réponse plus immédiate de la part des gouvernants. Dans cette logique, on ne se soucie pas trop des politiques générales proposées, lesquelles se présentent souvent comme des options à long ou moyen terme. Autrement dit, face à une situation économique désastreuse et de plus en plus difficile à vivre, du moins pour la majorité de la population, les revendications politiques de changements structureaux ne gagneront pas la même visibilité cognitive que les problèmes quotidiens et les solutions qui y seront apportées.

Si, au début des années 80, la lutte pour une meilleure répartition des revenus, pour des conditions de vie plus humaines, et la lutte démocratique, allaient de soi, permettant ainsi un certain consensus au sein des groupes d'opposition, la démocratisation de la société reposera la question de la citoyenneté d'une autre façon, encore plus aiguë que dans les années 50 et 60. Tandis qu'à cette époque la citoyenneté pouvait s'exprimer par le biais d'une identité sociale fondée sur le nationalisme, dans les années 90, le nationalisme politique avait perdu sa place en tant qu'expression générale de l'identité brésilienne, identité désormais beaucoup plus culturelle que politique.

La citoyenneté se construit désormais à partir des problèmes qui touchent les gens au jour le jour : l'inflation certes, mais aussi les transports urbains déficients et précaires, les hôpitaux publics incapables d'offrir un bon service médical à la population, des conditions de logement très précaires, la violence urbaine, etc. Pour preuve, la gauche brésilienne, historiquement tributaire des appels nationalistes, ne put empêcher la victoire électorale de Fernando Henrique Cardoso, malgré l'immense popularité de son candidat. De même elle ne put opposer une résistance plus conséquente aux mesures économiques du gouvernement, dont la suppression du monopole d'État sur le pétrole fut la mesure la plus symbolique. C'est en effet qu'elle eut des difficultés à associer dans son discours⁴⁸⁰, les grands thèmes nationaux aux problèmes les plus urgents de la majorité de la population.

Toutes ces transformations mettent en évidence des changements fort importants dans les rapports de force entre les différents groupes sociaux au cœur de la société brésilienne. Elles mettent également en évidence des changements dans le "temps officiel" des Brésiliens. Ainsi, entre le temps des mobilisations nationalistes des années 50 et 60, tourné vers le futur, vers la construction d'une nation développée, et le temps de l'immédiateté, du présent qui s'envole, du temps provisoire, transitoire, des années 90, il y eut des changements politiques et sociaux très importants. Notamment, une dictature militaire qui 25 ans durant, essaya d'empêcher (avec plus ou moins de succès selon les périodes) des mobilisations populaires en faveur d'un "nationalisme futuriste"⁴⁸¹. La grande nouveauté des mouvements sociaux apparus à la fin des années 70 fut qu'ils essayeront de créer une nouvelle temporalité dans le pays, temporalité tournée à la fois vers le passé (la récupération des luttes sociales du passé, comme le syndicalisme anarchiste et l'idéal d'autonomie ouvrière d'avant 1930, les mouvements de quartier des années 50, etc.) et vers le présent : l'amélioration des conditions de vie et d'habitation, la démocratisation, la réforme agraire, etc. comme des nécessités de premier ordre. On peut même supposer que la force de ces mouvements, outre la crise économique et la crise de légitimité de la dictature, vint de leur capacité à situer leurs pratiques sur un continuum temporel, c'est-à-dire dans une tradition qui s'enracinait dans l'histoire des luttes sociales du pays.

Ce n'est plus le cas dans les années 90, où l'ici et le maintenant sont devenus rois. Où le rebondissement vers le futur ne s'enclenche plus à partir d'une "tradition", mais à partir des conditions actuelles. Cette temporalité exprime, non seulement la maturité d'une génération qui n'a pas connu directement la dictature militaire et qui est donc moins sensible aux appels "anti autoritaires" et "nationalistes" de la gauche, mais aussi, l'incapacité de la gauche à changer de façon durable les rapports de force dans la société brésilienne : le fait qu'une partie de cette gauche (PSDB) ait, en 1994, passé un accord

⁴⁸⁰ La gauche brésilienne a plutôt tendance à interpréter les choix de la population qui ne correspondent pas à ses idées en termes de retard, etc. . On a observé le même processus en ce qui concerne le populisme.

⁴⁸¹ Cela, même si le régime militaire entretenait aussi une certaine idéologie du futur. Mais, il lui manquait des groupes et des institutions intermédiaires dans la société pour activer cette idéologie. Par ailleurs, une des caractéristiques de la dictature brésilienne les plus remarquées par les politologues, fut justement son incapacité de se construire, de façon durable, une base de soutien populaire.

avec les groupes politiques les plus conservateurs est, en partie, lié à la déception⁴⁸² des années 80.

Les mouvements sociaux n'étant pas parvenus à changer la structure économique et la structure du pouvoir du pays et ne laissant plus entrevoir cette possibilité dans un futur proche, perdront beaucoup de leur élan initial. Le contrecoup sera l'émergence d'une nouvelle manière d'envisager la vie politique du pays, plus tournée vers le présent, les problèmes quotidiens, et la "citoyenneté quotidienne".

Il ne s'agit pas ici de valoriser ou de dénigrer cette manière d'envisager la politique et la vie collective, mais seulement de la prendre en compte dans les analyses sur le Brésil contemporain. Il s'agit d'avoir du respect pour les gens, pour leurs options, sachant que ces options sont toujours provisoires, changeantes et, surtout, prises en fonction d'une configuration cognitive de la réalité qui leur est propre. Autrement dit, ce n'est pas sur de grandes idées (le nationalisme ou la modernité) que les gens s'engagent, mais sur la "résonance cognitive" que ces concepts trop vagues et généraux peuvent avoir dans leurs vies. La défaite de la gauche brésilienne en 1989 et, surtout, en 1994, est due au fait de ne pas avoir su créer de "résonances cognitives" entre son discours général et les difficultés quotidiennes des gens. Dans toute action politique ou mobilisatrice, les rapports entre les discours et la réalité immédiate des gens sont essentiels. La "résonance cognitive" d'une idée ou d'un discours n'est pas donnée en soi, elle est construite socialement, elle dépend de l'action des hommes, des rapports de force dans la société et des conjonctures. Ainsi, ce n'est pas un hasard si la baisse de l'inflation grâce au plan Real a donné une "résonance cognitive" positive aux idées avancées par la coalition qui remportera les élections présidentielles de 1994.

Ce n'est pas un hasard, non plus, si lors du vote pour la fin du monopole d'État sur le pétrole, en 1995, il n'y eut pas de grandes protestations populaires, comme cela ce serait produit quelques décennies en arrière. Signe plus qu'évident que le pétrole n'était plus un symbole de l'identité et de la fierté nationale.

De même, on voit par là que les changements des représentations sociales qui ont eu lieu parmi les travailleurs du pétrole de Bahia ne sont pas complètement déconnectés des transformations symboliques et sociales de la société brésilienne dans son ensemble. L'opposition entre le nationalisme de la "vieille garde" et celui de la "nouvelle garde" chez ces travailleurs était plus que de simples querelles syndicales entre des groupes appartenant à des générations différentes ; elle était aussi l'expression de deux manières différentes de concevoir le national, l'identité nationale et ses symboles : l'une, forgée au cours des années 50 et 60, quand le nationalisme économique était l'équivalent général identitaire des Brésiliens, ce qui rapprochait plusieurs groupes autour du populisme et dans la quête d'une identité sociale nationale; et, l'autre, développée au cours d'une période où le nationalisme économique perd le caractère d'idéologie de l'État, laissant le chemin ouvert à d'autres expressions du nationalisme et de revendication d'appartenance à la nation brésilienne.

Toutefois, comme on l'a vu précédemment, cette tendance générale, en s'adaptant

⁴⁸² Sur l'importance de la 'déception' dans la vie sociale, voir : Hirschman, Albert (1983).

au contexte propre des petroleiros a pris de nouveaux sens. Cela est visible notamment dans le fait que la transformation du nationalisme des travailleurs du pétrole n'a pas signifié, chez eux, une remise en cause de la place de PETROBRAS en tant que symbole national. Ce qui vient, encore une fois, nous rappeler que dans l'étude de la société, il ne suffit pas de comprendre les tendances macro-sociales qui traversent la société pour pouvoir expliquer ce qui se passe dans l'univers rapproché des acteurs. Cette compréhension doit se faire dans la dialectique entre le proche et le distant, entre le macro et le micro, entre les conjonctures générales et les contextes environnants, bref entre ce qui se passe au niveau de l'ensemble de la société et ce qui se passe dans chaque situation sociale spécifique.

18. Conclusion : au-delà de l'étude de cas

18.1. Des événements marquants

Dans le discours syndical au Brésil, il est devenu habituel de considérer ce qui est appelé le nouveau syndicalisme comme l'exemple paradigmatique des nouvelles tendances syndicales, apparues au cours des années 70 et 80 dans le pays. En dehors du nouveau syndicalisme, appréhendé indépendamment de ses divisions internes, il n'y aurait qu'un certain syndicalisme bureaucratique et démobilisateur (le peleguismo), ou alors un syndicalisme dit de résultats, basé sur la mobilisation de la base sur les lieux de travail et sur une attitude marquée par la conciliation avec les gouvernements et le patronat.

Toutefois, cette réalité ne peut pas s'appliquer à l'ensemble des travailleurs brésiliens. Même au sein des travailleurs liés à la CUT se revendiquant du nouveau syndicalisme, existe une relative diversité de situations, de pratiques et de discours.

Cela est vrai aussi des traditions qui animent les travailleurs. Le cas des petroleiros, où les nouveaux syndicalismes (il faut parler au pluriel) avant de s'imposer durent s'affronter aux syndicalistes issus de la période populiste, est significatif de cette diversité. L'affrontement, chez ces travailleurs, entre une logique tournée vers la glorification du passé et une logique tournée vers la construction du futur (dont les militants de gauche étaient les représentants) montre combien est importante la question des traditions et de la mémoire sociale, dans l'étude des actions syndicales de certains groupes de travailleurs⁴⁸³.

Dans le cas étudié ici, il ne s'agit pas de dire que les populistes n'avaient pas une

⁴⁸³ Les situations où d'anciens leaders syndicaux de l'époque populiste sont retournés à la tête des syndicats dans les années 80 ne sont pas spécifiques des petroleiros de Bahia. Dans le cadre de PETROBRAS, ce phénomène s'est reproduit dans la raffinerie de Cubatão, dans l'État de São Paulo, dans le syndicat des petroleiros de Rio de Janeiro et, aussi, dans le syndicat des petroleiros de Sergipe et Alagoas (dans ce dernier, la gauche arrive à la tête du syndicat avec des représentants syndicaux de l'époque populiste). Ces organes de PETROBRAS avaient en commun avec Bahia le fait d'être des organes qui existaient déjà avant 1964 et où il y avait eu des mobilisations populistes importantes.

vision d'avenir, mais lorsqu'ils seront de retour, dans les années 80, cette vision d'avenir sera soumise à un besoin de légitimation par le passé, un passé "glorieux et mythique". En ce sens, même les militants liés à la CUT seront obligés d'intégrer dans leurs stratégies la tradition passée des petroleiros. Ils le firent à leur manière, en posant leurs luttes comme un moyen de relier le présent aux traditions de luttes des travailleurs du pétrole ; dans ce cas il s'agissait surtout de récupérer l'esprit des luttes et non les formes prises par ces luttes, comme ce fut le cas des populistes.

Cela vient nous rappeler que, parfois, ceux qui sont tournés vers une logique de projets d'avenir sont amenés à faire appel à des traditions, à des événements et des tendances ayant fait leurs preuves dans le passé. Il ne faut pas parler d'opposition entre futur et passé, entre projet et mémoire, mais plutôt de leur complémentarité.

Ainsi, l'exemple des travailleurs du pétrole de Bahia nous aide à voir non seulement la complexité et la diversité du syndicalisme brésilien, mais aussi la difficulté d'une partie des travailleurs brésiliens à se débarrasser de leur passé. A une échelle nationale, nous pouvons même affirmer que ce phénomène s'est reproduit au sein d'autres groupes de travailleurs, quoique avec une intensité différente et avec des caractéristiques autres.

Nous avons là une question théorique intéressante : l'importance du vécu, de la mémoire, de la déception dans la réévaluation des pratiques passées et, donc, pour le développement de pratiques orientées vers le futur. Il s'agit surtout du rôle de la mémoire sociale dans la détermination des pratiques du groupe étudié.

La mémoire n'est pas seulement la préservation des souvenirs ; elle est aussi interprétation du passé, vécu soit positivement, soit négativement. L'exemple des petroleiros démontre qu'il est possible de changer les interprétations collectives du passé, comme ce fut le cas lors du passage du pouvoir syndical des populistes aux militants de gauche.

En ce sens, la mémoire est un élément essentiel de la "praxis" humaine, la façon dont les hommes se représentent dans le temps. Elle est aussi un moyen important dans la réévaluation des événements du passé, ceux que les acteurs interprètent en tant que événements marquants et ceux qu'ils interprètent comme des événements sans importance. En définissant un événement en tant que marquant, celui-ci devient un modèle d'action, un exemple que certains vont essayer de suivre et que d'autres, peut-être, vont vouloir éviter. La grève de 1960, chez les travailleurs du pétrole, fut un modèle d'action pour toute une génération de syndicalistes de ces travailleurs, ce qui a permis le retour des syndicalistes populistes dans une conjoncture politique franchement défavorable à ce type de pratique. Toutefois, un événement n'est pas marquant en soi, il le devient. C'est à partir de l'importance que les acteurs accordent à un événement dans certaines conjonctures sociales que celui-ci peut, par la suite, devenir un modèle d'action.

Ainsi, à travers la préservation de la mémoire sociale – ainsi que la mémoire historique – les hommes préservent aussi des pratiques et des formes d'action qui, par le passé, ont fait leurs preuves lors des "événements marquants". De même, c'est par la réactualisation de la mémoire sociale que les hommes et les groupes revendiquent leurs identités et leurs modes de vie, ce qui, en dépit des caractéristiques qu'ils partagent avec d'autres hommes et groupes, les rend uniques. Autrement dit, par l'étude de la mémoire

sociale d'un groupe, comme ce fut notre cas ici, nous pouvons établir des liens entre les influences des conjonctures et la façon dont les acteurs intériorisent (en modifiant) ces influences dans leurs pratiques.

L'étude de cas sur les travailleurs du pétrole nous montre donc que, par le biais de l'étude de la mémoire sociale, nous pouvons rendre visible ce qui est unique et ce qui est général dans chaque situation sociale.

18.2. Sur la préservation de la structure syndicale

Sur un autre plan également, l'étude de cas des travailleurs du pétrole peut devenir très éclairante. Il s'agit de l'influence de la législation syndicale brésilienne sur les relations professionnelles, ainsi que sur les pratiques des syndicalistes.

La plupart des chercheurs spécialistes du mouvement syndical brésilien sont unanimes à reconnaître l'incapacité relative des syndicalistes de gauche brésiliens à transformer radicalement la structure syndicale du pays, comme ils le revendiquaient au début de la décennie 80⁴⁸⁴.

D'après Boito Jr. (1991), la structure syndicale brésilienne a été préservée, au cours des années 80, sur les points les plus importants (pouvoir de reconnaissance des syndicats par l'État ; contributions financières obligatoires des travailleurs vis-à-vis des syndicats, indépendamment d'une syndicalisation effective ; unité syndicale, c'est-à-dire, un seul syndicat par groupe socioprofessionnel sur une base territoriale donnée ; et pouvoir de la Justice du Travail dans les négociations collectives). De même, selon cet auteur, la principale raison qui explique cet État de fait fut le manque d'intérêt des syndicalistes liés à la CUT à réellement changer la législation syndicale du pays. Selon lui, le nouveau syndicalisme s'est laissé contaminer par le "légalisme syndical" – c'est-à-dire, par l'acceptation des lois syndicales telles qu'elles sont – ce qui l'a amené à ne pas mobiliser les bases pour provoquer un véritable changement de la structure syndicale du pays.

Cet auteur met en évidence une caractéristique importante du mouvement syndical brésilien dans les années 90. Il s'agit de l'utilisation que les syndicalistes, même parmi les plus critiques, feront des instruments légaux syndicaux. Il s'agit, pour utiliser l'expression du sociologue Robert Cabanes (1996), du passage de la phase du "mouvement" à celle de "l'institution" du nouveau syndicalisme au Brésil.

Ainsi, en dépit des discours des syndicalistes de gauche, les syndicats brésiliens ne réussirent pas à relever les défis qui leur étaient posés au début des années 80. Ils ne parvinrent pas, notamment, à se libérer du rôle tutélaire de l'État sur les relations professionnelles. Que ce soit par le biais des contrôles que le Ministère du Travail garde toujours sur la vie syndicale, ou par le rôle déterminant que la Justice du Travail joue dans les négociations collectives (surtout dans celles des groupes socioprofessionnels des secteurs dits essentiels de l'économie), le fait est que le niveau d'autonomie des syndicalistes par rapport à l'État n'a pas beaucoup progressé depuis le début du

⁴⁸⁴ Voir à ce propos, Almeida, 1985 et Boito Jr. (1991).

processus de démocratisation du pays.

De même, la présence des syndicats sur les lieux de travail n'a pas été institutionnalisée, restant en grande partie informelle, dépendante de la capacité des syndicats d'inciter à la participation des militants. Ainsi, par exemple, les comités d'entreprise et les délégués du personnel demeurent très rares dans le panorama syndical brésilien⁴⁸⁵.

Ce fut au cours des grèves de 1968, à Contagem et Osasco, sous le régime militaire, que les comités d'entreprises acquerront une certaine visibilité sociale, en tant que moyen de contact entre directions syndicales et base ouvrière et en tant que stratégie pour échapper au contrôle étatique sur les syndicats. Dans les années 70 et au début des années 80, les comités d'entreprises étaient considérés comme un puissant instrument de résistance à l'action répressive de l'État autoritaire par les tenants du nouveau syndicalisme, ce qui explique l'essor relatif de ces comités durant cette période. Mais l'ambiguïté des rapports entre les syndicats et les comités d'entreprises, Iran Jácome Rodrigues⁴⁸⁶ (1991) nous le rappelle, ne permit pas une diffusion de ces organisations au-delà des professions les plus engagées dans le nouveau syndicalisme..

Il en ira de même pour les délégués du personnel. Malgré un vide juridique à ce sujet, quelques courants syndicaux essayeront d'introduire les délégués du personnel dans les pratiques syndicales. D'après Albertino Rodrigues (1979) bien que la figure de délégués institutionnalisés ait été relativement rare dans le milieu industriel brésilien au cours des décennies 50 et 60, les syndicats disposaient de militants qui, dans la pratique, agissaient comme de véritables délégués. Certains syndicalistes préfèrent ce caractère informel des délégués, car ne pouvant leur assurer une stabilité d'emploi, leur relatif anonymat les protègent de l'action répressive des patrons. Au cours des années 70 et 80, cependant, les syndicats les plus puissants purent établir des accords avec le patronat sur les délégués syndicaux de base, selon des formules multiples, spécifiques à chaque groupe professionnel. Mais, cela resta très minoritaire dans le pays.

Ainsi, malgré le pouvoir mobilisateur dont les syndicats brésiliens firent preuve au cours des années 80 et 90, ils ne purent changer la législation syndicale du pays, ni mettre en place des organisations de représentation des travailleurs sur les lieux de travail.

Toutefois, il faut relativiser ces constats. Ainsi, même en reconnaissant que, d'une manière générale, le syndicalisme brésilien fut peu présent sur les lieux de travail, il est important de considérer également que dans certaines conjonctures, certains courants syndicaux surent mettre en place des systèmes de représentation dans les entreprises. De plus, la présence de militants syndicaux – qui parfois assuraient le rôle de délégués officieux des syndicats – dans les secteurs de la production, assura une relative communication entre les responsables syndicaux et les travailleurs.

⁴⁸⁵ D'après des données citées par Boito Jr. (1991 : 88), parmi les 54 syndicats de l'État de Rio Grande do Sul, liés à la CUT, seuls 37 % avaient des délégués du personnel et seuls deux syndicats avaient organisé des comités d'entreprise.

⁴⁸⁶ D'après cet auteur, une des difficultés de diffusion des comités d'entreprises fut la peur de certaines tendances syndicales que le pouvoir de tels comités puisse rivaliser avec le pouvoir des syndicats.

Sans prendre cela en considération, comment peut-on comprendre le nombre élevé de grèves dans le pays au cours des années 80 et même des années 90 ? Il est peu crédible que tant de travailleurs aient participé à des grèves sans un minimum d'organisation sur les lieux de production ; une organisation, la plupart du temps, informelle certes, mais pour autant relativement efficace. Dans des conjonctures marquées par des difficultés économiques, dont l'inflation était la plus évidente, et par une faible légitimité politique des gouvernements, la distance entre la base et les syndicats (du moins les plus actifs) tendait à être relativisée par l'émergence de militants syndicaux ; ceux-ci assuraient le relais entre les discours des syndicalistes et la base ouvrière.

De plus, le fait que les leaders syndicaux brésiliens n'aient pas réussi à mettre en place le type de syndicalisme qu'ils proposaient au départ, est plutôt le signe de leur poids relativement faible dans les rapports de force dans la société brésilienne, que de leur simple acceptation des règles syndicales en vigueur.

Ainsi, nous n'interprétons pas cela comme la preuve d'une "trahison" des syndicalistes brésiliens vis-à-vis de leurs idées et idéaux du début de la décennie 80⁴⁸⁷. Dans toute praxis sociale, la pratique n'est jamais totalement conforme aux discours, aux idéologies véhiculées. Si les syndicalistes ne sont pas parvenus à changer les structures syndicales brésiliennes comme on pouvait le prévoir au début des années 80, cela tient au fait – outre les résistances d'autres groupes sociaux, y compris d'autres syndicalistes – qu'ils ne réussirent pas à se débarrasser de leur passé. Autrement dit, les groupes de gauche arrivés au pouvoir syndical durent prendre en considération les souhaits des travailleurs de la base ; les syndicalistes durent s'adapter à ces attentes pour pouvoir rester au pouvoir.

On ne change pas une société, et les représentations sociales qui la fondent, par les seuls discours et la seule volonté des militants. La gauche syndicale brésilienne a dû se soumettre à cette réalité au cours des années 80 et 90. Cela d'autant plus que même parmi les groupes de gauche, aucun consensus, ni sur les transformations à mettre en place, ni sur le destin à donner à la législation syndicale, ne se dégagait.

18.2.1. Le cas des travailleurs du pétrole de Bahia

Cela est particulièrement évident dans l'étude de cas des travailleurs du pétrole de Bahia. Comme nous l'avons vu précédemment, après l'arrivée de la gauche syndicale à la tête des syndicats des petroleiros, les luttes entre les tendances de la CUT rapprocheront les militants de la gauche des anciens leaders syndicaux liés au populisme.

De même, ces querelles internes à la gauche l'amèneront à adopter une attitude plus pragmatique par rapport à la structure syndicale : celle-ci sera envisagée comme un moyen de gagner l'hégémonie parmi la base. Ainsi, le débat sur la suppression des services offerts par les syndicats (un des principes de la CUT), deviendra un enjeu important dans les querelles syndicales de cette période.

De sorte que, tandis que pour les tendances les plus à gauche, mettre fin à tous les services proposés par les syndicats était une question d'honneur, pour l'autre partie de la

⁴⁸⁷ Comme c'est notamment le cas de Boito Jr. (1991).

gauche, l'adoption des principes de la CUT ne pouvait être imposée aux travailleurs de la base.

<<Au niveau de la pratique syndicale, je combattais beaucoup (...) la mise au service des syndicats des objectifs des tendances et leur dirigisme. C'est-à-dire le fait de décider les choses en petit comité et de les imposer à la base. C'était une vision selon laquelle la base ne pense pas, elle est une simple masse de manoeuvre. J'étais très critique à l'égard de cette manière de voir les choses. Je défendais comme position que nous devons faire attention, discuter avec la base. Même si la base avait des positions erronées, nous devons mettre en pratique ce qu'elle décidait, être critique mais mettre en pratique. L'évolution du travail syndical se fait de cette manière, on montre les choses et les compagnons avancent. (La direction de gauche) pensait que l'avant-garde savait tout et qu'elle devait imposer sa volonté à la base. Cela à tel point que ces compagnons évitaient d'organiser régulièrement des assemblées. Quand il y avait des divergences internes dans la direction, des divergences de conception et de pratique syndicale, ils voulaient décider à l'intérieur de la direction, sans la participation de la base.>> (Entretien avec un responsable syndical du STIEP lié à la CUT, in : Guimarães et alii. 1994 : 112 et 113).

Les victoires électorales de la tendance syndicale qui adopta cette stratégie au STIEP, montrent que la base syndicale des travailleurs du pétrole, très marquée par le populisme, n'était pas prête à accepter toutes les propositions de la CUT, notamment celles mettant en cause les symboles des syndicats du pétrole. C'est en prenant conscience de cette réalité que les militants de la CUT commenceront à se rapprocher des syndicalistes populistes.

Autrement dit, la position pragmatique des syndicalistes de gauche à PETROBRAS par rapport aux caractéristiques de la structure syndicale, s'explique en partie par l'attachement de la base à cette structure.

De même, les syndicalistes de gauche du pétrole seront amenés à adapter leurs pratiques aux rapports de forces en vigueur dans le mouvement syndical des petroleiros, surtout dans leurs affrontements avec les syndicalistes non liés à la CUT. Une illustration des effets de cette adaptation fut la position de la gauche par rapport à l'idée de création d'une Fédération des petroleiros.

A la fin de l'année 1989, les syndicalistes du pétrole non liés à la CUT⁴⁸⁸ créent une Fédération Nationale des Petroleiros (FENAPE) ; cette fédération syndicale profitait de la législation syndicale en vigueur, laquelle prévoyait qu'un minimum de cinq syndicats pouvait créer une Fédération. La création de la FENAPE était, en vérité, une stratégie pour s'opposer à la progression de la CUT parmi les travailleurs du pétrole du Brésil⁴⁸⁹. En s'assurant de ressources financières originaires de l'impôt syndical (15 % de la valeur de cet impôt était donné aux Fédérations), ces syndicalistes prétendaient être en mesure

⁴⁸⁸ Parmi lesquels ceux du STIEP et du SINDIPETRO.

⁴⁸⁹ A la fin des années 80 et au début des années 90, la CUT devient hégémonique au sein du mouvement national des travailleurs du pétrole. Ainsi, outre les deux syndicats du pétrole, en 1990, les principales raffineries du pays, ainsi que les principales régions de production du brut, étaient sous le contrôle de directions syndicales liées à la CUT.

de contrer la domination de la CUT lors des négociations collectives avec l'entreprise.

La tactique de la gauche sera, au départ, de refuser de prendre partie dans cette fédération et d'obliger l'entreprise à ne reconnaître que la Commission Nationale de Négociation comme interlocuteur, lors des négociations salariales. Au fur et à mesure que la CUT devenait représentative des principaux syndicats de petroleiros du pays, dans les années 90, cette stratégie devenait de plus en plus tentante. Cela d'autant plus qu'une des idées qui avait fondé l'identité de la CUT était justement le refus de tout lien avec la structure syndicale officielle, notamment les organisations de deuxième et troisième degré (les Fédérations et les Confédérations).

Toutefois, au sein de la gauche certains défendaient une option différente. Pour éviter que des syndicalistes non cutistes obtiennent les moyens de financer leurs activités, même sans avoir le contrôle effectif d'aucun syndicat important, ils proposaient que les syndicalistes liés à la CUT rentrent à la FENAP, pour en prendre le contrôle et la dissoudre par la suite.

Cette question provoqua de grands débats au sein des syndicalistes du pétrole liés à la CUT. Ces débats entre partisans d'une position basée davantage sur les principes identitaires de la CUT et partisans d'une vision plus pragmatique de ces principes, étaient le côté le plus visible des grandes ruptures qui existaient entre les différentes tendances de la centrale et du mouvement syndical brésilien sur l'utilisation qu'ils devaient faire de la législation syndicale.

Pour finir, les petroleiros décideront, en avril 1993, de ne pas intégrer la FENAP, mais de créer leur propre Fédération, la FUP (Fédération Unique des Petroleiros), indépendante de la structure syndicale officielle. Cette fédération sera attachée à la CUT, laquelle, dès les années 80, avait comme pratique de permettre la participation, au sein de la centrale, d'organisations syndicales verticales (plusieurs niveaux de représentation d'une même corporation, comme les Fédérations), même celles liées à la structure syndicale sous contrôle de l'État.

En ce qui concerne les petroleiros, la création d'une Fédération (ce qui posait problème du point de vue des principes de la CUT, car celle-ci défendait la création d'organisations syndicales regroupant les travailleurs de plusieurs bases socioprofessionnelles), fut conçue comme une manière de mettre en échec les stratégies des syndicalistes non liés à la CUT. De même, on prétendait ainsi institutionnaliser la centralisation des négociations collectives avec la PETROBRAS, lesquelles, dès 1988, furent organisées par une Commission de Négociation représentative au niveau national.

La création de cette fédération représentant seulement les petroleiros – sans la participation des travailleurs de l'industrie chimique et pétrochimique comme le prévoient les principes de la CUT – témoignait également d'un niveau de solidarité entre les travailleurs de ces trois corporations insuffisant pour permettre la réalisation de négociations collectives conjointes.

Ainsi, les syndicalistes de gauche à PETROBRAS ont été amenés à se positionner de façon pratique par rapport à la législation syndicale du pays. La position dominante fut celle de s'insérer dans cette structure ou de créer des structures parallèles basées sur les mêmes principes que ceux de la législation syndicale officielle. Cette position de la

gauche fut provoquée par la nécessité de prendre en compte les valeurs dominantes de la base, au vu des querelles internes de la gauche, et par la volonté de neutraliser les actions des groupes syndicaux non liés à la CUT.

Dans la vie sociale les hommes sont obligés souvent d'adapter leurs croyances et leurs principes aux croyances et principes des autres hommes avec lesquels ils établissent des échanges. Ainsi, par rapport aux syndicalistes de la CUT, chez les petroleiros de Bahia, ils adoptèrent des pratiques parfois contradictoires avec leurs principes, non nécessairement en raison d'une trahison de ces principes, mais parce que confrontés à des situations pratiques qui leur paraissaient incompatibles avec leurs idéaux.

Ce que l'étude de cas sur les travailleurs du pétrole nous montre, est que la pratique de la gauche ne fut pas toujours cohérente avec son discours. Toutefois, ce manque de cohérence fut en grande partie lié au fait que pour pouvoir peser dans le champ syndical des petroleiros, la gauche dut adapter sa pratique aux attentes de la base et aux stratégies d'autres courants syndicaux.

Dans la vie sociale, la mise en pratique des idées et des principes ne se fait que très rarement de manière idéale, avec des résultats correspondant exactement à ce qui avait été souhaité. Autrement dit, il y a toujours un décalage entre les discours et les pratiques. De plus, les discours sont, la plupart du temps, non seulement des programmes d'action mais aussi des moyens d'afficher une identité.

Ces réflexions sont basées surtout sur l'étude de cas des travailleurs du pétrole de Bahia, nous le rappelons. Cependant, elles nous semblent pouvoir expliquer, en partie du moins, les options de certaines tendances syndicales brésiliennes au cours des années 80 et 90.

Mais ce processus n'est pas achevé ; c'est, à l'inverse, un processus en cours, en train de devenir. Il serait contradictoire avec notre démarche (les sciences sociales produisent des connaissances a posteriori) de vouloir figer ces phénomènes dans des analyses qui sont (et qui ne peuvent cesser d'être) trop limitées, à la fois dans l'espace et dans le temps. Ainsi, en guise de conclusion, nous souhaitons seulement que cette étude sur les travailleurs du pétrole de Bahia puisse aider les chercheurs à envisager plus aisément le syndicalisme brésilien dans toute sa pluralité et complexité (à la fois régionale, politique, etc.).

18.3. Des lois qui créent des représentations

Nous avons affirmé auparavant que l'application des lois et les lois ne correspondent pas toujours, toute pratique étant, en quelque sorte, une adaptation de la loi. Cela ne signifie pas, pour autant, que la loi n'ait pas d'influence sur les pratiques des hommes, car les lois fixent les limites cognitives (ce qui est permis ou qui, au contraire, doit être transgressé) à tout un chacun. Mais, le suivi des lois, ainsi que leur mise en pratique par des mécanismes de coercition, dépendra toujours des représentations que les hommes s'en font et du domaine de la vie sociale touché.

Nous abordons ici un point important, car la loi, elle aussi, participe au processus de

construction et de fixation des représentations sociales: il est beaucoup plus facile de convaincre et de mobiliser des personnes à propos d'un sujet s'il existe une loi en fixant les modalités d'application, qu'en l'absence complète de lois. Autrement dit, les "bonnes lois" ne représentent pas toujours ce que pensent les citoyens, comme le croyait Rousseau, mais les lois participent à la définition de ce qui est juste ou injuste, normal ou anormal, bon ou mauvais dans une société.

Dès lors, une question importante s'impose: quel poids la législation syndicale a eu sur les représentations sociales des travailleurs brésiliens? Autrement dit, jusqu'à quel point la conception syndicale des travailleurs brésiliens ne se confond pas avec la législation syndicale du pays?

La réponse à ces questions ne peut pas être donnée de manière simple, en raison de l'hétérogénéité de la classe ouvrière brésilienne. La manière dont les travailleurs de la région du ABC de São Paulo conçoivent leur pratique n'est pas la même que celle des travailleurs du pétrole de Bahia, par exemple. Cela, sans parler des couches de travailleurs qui sont dans le marché informel du travail, généralement dans des emplois précaires, pour qui la vie syndicale n'existe pratiquement pas⁴⁹⁰. C'est-à-dire, la diversité du "monde du travail" au Brésil ne nous permet pas de donner de réponses générales, censées pouvoir tout expliquer par rapport à cette question. Au contraire, les rapports entre législation syndicale et les pratiques des leaders syndicaux des travailleurs sont multiples: ils vont de l'attitude contestataire de certains segments syndicaux, à l'acceptation et à la défense de cette législation, en passant par ceux qui se sont positionnés de façon pragmatique par rapport à la structure syndicale, ceux qui tout en se réclamant d'une position critique vis-à-vis de la législation, s'en servent dans leurs querelles avec d'autres groupes sociaux.

Toutefois, si cette diversité est bien réelle au niveau des directions syndicales, au niveau de la base ouvrière cela semble être moins marqué. Avec les réserves qu'il faut faire par rapport à ce genre de généralisations, notre étude laisse voir l'existence d'un certain décalage entre les représentations sociales dominantes parmi les travailleurs de la base ouvrière et celles des militants et leaders syndicaux les plus radicaux à propos de la législation syndicale : une législation vieille de plus de 40 ans et que, dès l'époque de Vargas, les premiers se représentaient comme une protection pour les travailleurs, exactement l'inverse de ce que pensaient les derniers, pour qui la législation varguiste n'était qu'un moyen de contrôle des travailleurs, empêchant leur libre organisation et autonomie.

Ce décalage est, peut-être, une évidence d'un double visage de la législation varguiste: elle est, en même temps, un moyen de contrôle et une esquisse d'un système de bien-être social (Lautier, 1993). L'ambiguïté par rapport à cette législation des leaders syndicaux et d'autres groupes sociaux étant, en quelque sorte, la reconnaissance de son double caractère.

On a vu comment de décalage, dans le cas des ouvriers du pétrole, a significatif

⁴⁹⁰ D'après certaines évaluations, 57% de la population économiquement active brésilienne était, en 1995, dans le marché informel du travail, in A FOLHA DE SÃO PAULO, 28/02/97.

l'incapacité de la gauche à changer des représentations ancrées dans une mémoire sociale d'un groupe de travailleurs appartenant à une entreprise fort symbolique dans l'imaginaire du pays. Les petroleiros de Bahia ne peuvent pas être pris comme "représentatifs" de l'ensemble des travailleurs brésiliens, nous en convenons volontiers; non seulement parce qu'ils ont une situation privilégiée par rapport à l'ensemble des travailleurs du pays (où la règle est plutôt l'informalité et la précarité), mais aussi parce qu'ils ne sont pas dans la région la plus industrialisée, le Sud-Est du pays. Toutefois, au vu de la position ambiguë de certains leaders syndicaux de la gauche, on peut penser que le même phénomène a dû se passer parmi d'autres groupes de travailleurs, mettant en évidence ainsi l'étendue de l'influence de la législation syndicale varguiste au sein de la classe ouvrière brésilienne.

Cela pourrait nous laisser craindre des difficultés pour la consolidation de la démocratie dans le pays. Si l'on considère qu'une des causes les plus avancées par des politologues pour expliquer la faiblesse de la démocratie au Brésil (et dans une grande partie de l'Amérique Latine) est la place que l'État occupe en tant qu'intermédiaire des rapports entre les groupes sociaux (Touraine, 1988; Weffort, 1992), on peut supposer que la démocratie brésilienne n'est pas complètement consolidée. Autrement dit, en montrant l'emprise de l'État (institutionnelle et symbolique) dans la vie syndicale, et par extension, dans la vie sociale du pays, le maintien de la législation syndicale varguiste et, plus encore, les empreintes qu'elle a laissées dans les représentations sociales des Brésiliens sont l'évidence d'une certaine débilité de la vie démocratique au Brésil. Au Brésil, ainsi que dans le sous-continent sud-américain, l'État a été historiquement un acteur majeur dans la régulation sociale, plaçant l'action des groupes d'intérêts et des classes sociales dans le domaine politique et créant une culture de dépendance de ces groupes vis-à-vis de l'agenda de l'État.

Toutefois, après tout ce qu'on vient de voir par rapport aux mouvements syndicaux des travailleurs du pétrole de Bahia, nous pourrions avancer aussi l'idée que ce n'est pas l'incapacité d'agir de façon autonome (vis-à-vis de l'État en tout cas) qui caractérise le mouvement ouvrier au Brésil, mais plutôt l'incapacité d'institutionnaliser cette autonomie. Dans des systèmes politiques marqués historiquement par une fermeture de l'État aux "demandes des classes populaires" et par l'hégémonie de groupes de vision conservatrice dans la société, ce manque d'institutionnalisation des syndicats ne fait pas figure d'exception.

Cela tient beaucoup au système politique brésilien, où les principaux acteurs politiques ne démontrent pas d'intérêt d'éliminer les contrôles de l'État sur le mouvement ouvrier. Cela sans compter le fait qu'à l'intérieur même du mouvement syndical, il n'y a pas de consensus sur quoi faire des règles syndicales corporatistes⁴⁹¹. Quoi qu'il en soit, malgré le dynamisme du mouvement syndical brésilien depuis la fin des années 70, et malgré une certaine autonomie, il n'a pas réussi à fonder un ordre où les syndicats jouissent de plus d'influence dans la vie politique et institutionnelle du pays, ce qu'on peut identifier non seulement comme une faiblesse des syndicats, mais aussi de l'ordre démocratique brésilien tout court.

⁴⁹¹ Voir notamment les divergences entre les propositions de la CUT et celles d'autres centrales syndicales.

Car, et c'est là la véritable question, l'incapacité des syndicats d'institutionnaliser un "espace" d'autonomie exprime le manque de consensus dans la société sur le destin à donner à l'héritage autoritaire du pays (y compris le corporatisme syndical). Ainsi, même des groupes sociaux et politiques traditionnellement défenseurs de la démocratie dans le pays (y compris dans le domaine syndical), ne se gênent pas pour faire usage des lois corporatistes dès lors que des conflits ouvriers apparaissent. On a vu ce processus en ce qui concerne la gauche chez les travailleurs du pétrole. Et, ce qui est peut-être plus grave, c'est aussi le sens qu'il faut donner à la décision du gouvernement élu en 1994, dont le président fut toujours très critique du corporatisme, de faire appel à tout l'apparat juridique syndical pour réprimer la grève des travailleurs du pétrole en mai 1995.

Tout cela montre combien le corporatisme est encore puissant dans la culture politique brésilienne.

Dans ce sens, ne pourrions-nous pas penser que, malgré les changements symboliques des dernières décennies, l'idée de démocratie dominante parmi les groupes hégémoniques dans la société brésilienne est l'idée d'une démocratie peu participative, où les classes populaires sont mises à distance des centres de décision et où des mécanismes de contrôle sont préservés comme derniers ressorts contre l'action organisatrice des groupes populaires?

Autrement dit, cette pérennité de la législation syndicale brésilienne ne serait-elle pas une évidence du poids que les groupes conservateurs ont su préserver dans la société brésilienne? Ne serait-elle pas une indication du caractère peu intégrateur de la démocratie et de la culture politique au Brésil?

Une démocratie par le haut (O'Donnel, 1991), fruit d'un rapport de forces dans la société peu favorable aux groupes sociaux populaires. Mais aussi une démocratie peu intégratrice où la citoyenneté politique d'importantes franges de la population reste limitée par le manque de citoyenneté sociale (Lautier, 1993), laissant entrevoir un long chemin avant la consolidation d'une véritable démocratie (sociale et politique) au Brésil.

Ainsi, nous pouvons interpréter la préservation de la loi syndicale brésilienne comme un signe de la puissance de certaines représentations sociales encore en vigueur dans le pays, sur la démocratie et sur le rôle de l'État dans la régulation sociale. Des représentations qui, en dépit des transformations économiques, sociales et symboliques du pays ces dernières décennies, sont encore très proches des idées politiques qui sont devenues hégémoniques en 1930, avec la montée au pouvoir de Vargas. Cela vient montrer que le Brésil est encore loin d'avoir réglé ses comptes avec son passé ...

Bibliographie

I-Livres

ALVES, Maria Helena Moreira (1987). Estado e Oposição no Brasil (1964-1984). Petrópolis, VOZES.

Amado, Jorge (1989). L'Invitation A Bahia. Paris, Messidor, (traduction française, première édition brésilienne de 1978).

AZEVEDO, Thales (1958). Problemas Sociais da Exploração do Petróleo na Bahia, Salvador, Empresa Gráfica da Bahia.

Azevedo, Thales et Lins, E. Q. Vieira. (1969), Historia do Banco da Bahia : 1858/1958, Rio de Janeiro, Editora José Olympio,.

Bachelard, Gaston. (1972), La Dialectique de la Durée, Paris, PUF.

BALANDIER, Georges. (1971), Sens et Puissance, Paris, PUF.

BALANDIER, Georges. (1974), Anthropologiques, Paris, PUF.

Barthes, Roland. (1970), Mythologies, Paris, Editions du Seuil, Collection Points, (1^{ère} édition 1957).

Berger, Peter et Luckmann, Thomas (1986). La Construction Sociale de la Réalité,

- Paris, Méridiens Klincksiek, traduction française.
- BERNOUX, Philippe. (1981), Un Travail à Soi, Paris, Privat.
- BLAUNER, Robert (1964). Alienation and Freedom: the Factory Worker and his Industry, Chicago, University of Chicago Press.
- BOUDON, Raymond.(1986), L'Idéologie Ou les Origines des Idées Reçues, Paris, Fayard.
- Bourdieu, Pierre. (1980), Le Sens Pratique, Paris, Les Editions de Minuit.
- BOURDIEU, Pierre. (1992), Réponses. Pour Une Anthropologie Réflexive. Paris, Seuil.
- BUNEL, Jean (1991). Pactes et Agressions. Syndicalisme et Relations Professionnelles en Argentine, Lyon, Editions du CNRS.
- BUSINO, Giovanni (1986). La Permanence du Passé. Questions d'Histoire de la Sociologie et d'Épistémologie Sociologique, Genève-Paris, Librairie Droz.
- BRANT, Vinicius Caldeira (coordinateur); COMIN, Álvaro A. ; CARDOSO, Adaberto M. et BRANT, Wanda C. (1990). Paulínia: Petróleo e Política, São Paulo, CEBRAP-SINDIPETRO.
- Calmon, F. M. Goes. (1978),Vida Econômico-Financeira da Bahia - Elementos para a Historia de 1808 a 1889, Salvador, Ed. CPE.
- Cardoso, Fernando Henrique. (1962), Capitalismo e Escravidão no Brasil Meridional, São Paulo, DIFEL.
- Cardoso, Fernando Henrique (1964). Empresário Industrial e Desenvolvimento Econômico no Brasil, São Paulo, Difusão Européia do Livro.
- Cardoso, Fernando Henrique et Faletto, Enzo (1978). Dépendance et Développement en Amérique Latine, Paris, PUF, (traduction française).
- Carvalho, Inaiã Maria Moreira de (1971). Operários e Sociedade Industrial na Bahia. Salvador, UFBA, Coleção Estudos Bahianos, n°4.
- Carvalho, Getúlio (1977). PETROBRAS : do Monopólio aos Contratos de Risco, Rio de Janeiro, Forense-Universitária.
- Castoriadis, Cornelius (1974). L'Expérience du Mouvement Ouvrier, Paris, Union Générale d'Éditions.
- Castoriadis, Cornelius (1975). L'Institution Imaginaire de la Société, Paris, Seuil.
- CHAUI, Marilena e Carvalho Franco, Maria Sylvia (1978). Ideologia e Mobilização Popular, São Paulo, CEDEC/VOZES.
- Chevalier, Jean-Marie (1973). Le Nouveau Enjeu Pétrolier , Calmann-Lévy, Paris.
- Chevallier, Agnès (1986). Le Pétrole , La Découverte, Paris.
- COENEN-HUTHER, Josette (1994). La Mémoire Familiale : Um Travail de Réconstruction du Passé. Paris, L'Harmattan.
- Cohn, Gabriel (1968). Petróleo e Nacionalismo. São Paulo, DIFEL.
- Costa, Eunápio (1990). No Rio dos Papagaios. Salvador, Gráfica Areembepe.
- COSTA, Sérgio Amad (1986). Estado e Controle Sindical no Brasil, São Paulo, T.A. Queiroz.
- DA MATTA, Roberto (1983). Carnavais, Malandros e Heróis. Por Uma Sociologia do

-
- Dilema Brasileiro. Rio de Janeiro, Zahar Editores.
- Dastur, Façoise. (1990), Heidegger et la Question du Temps, Paris, PUF.
- Detienne, Marcel (sous la direction). (1994), Transcrire les Mythologies : Tradition, Ecriture, Historicité. Paris, Albin Michel.
- DIAP (Departamento Intersindical de Assessoria Parlamentar) (1988). Quem é Quem na Constituinte, Brasília,.
- Dias, José L. M. & Quaglino, Maria Ana (1993). A Questão do Petróleo no Brasil : Uma História da PETROBRAS, Rio, Fundação Getúlio Vargas,.
- DUBAR, Claude. (1991), La Socialisation. Construction des Identités Sociales et Professionnelles. Paris, Armand Colin.
- DUBET, François. (1994), Sociologie de l'Expérience. Paris, Seuil.
- Eliade, Mircea. (1989), Mythes, Rêves et Mystères, Paris, Gallimard, collection Folio/Essais, (1^{ère} édition 1957).
- Eliade, Mircea. (1988), Aspects du Mythe, Paris, Gallimard, collection Folio/Essais, (1^{ère} édition 1963).
- Elias, Norbert (1991). Qu'est-ce que la Sociologie ? Paris, Editions de l'Aube, collection AGORA, (traduction française).
- ELIAS, Norbert. (1991), La Société des Individus, Paris, Fayard.
- Elias, Norbert. (1993), Engagement et Distanciation, Paris, Fayard/Pocket, collection Agora, traduction française.
- ERIKSON, Erik H. (1972), Adolescence et Crise. La Quête de l'Identité, Paris Flammarion, Traduction Française.
- Erickson, Kenneth Paul (1979). Sindicalismo no Processo Político no Brasil, São Paulo, Brasiliense.
- ESTUDOS MINEIROS (1977). IV Seminário de Estudos Mineiros, Belo Horizonte, Université Fédérale de Minas Gerais.
- FERNANDES, Florestan (1972). O Negro no Mundo dos Brancos, São Paulo, DIFEL.
- Fernandes, Florestan (1975). A Revolução Burguesa no Brasil, Rio de Janeiro, Zahar.
- FERRY, Jean-Marc. (1994), Philosophie de la Communication. Vol. 1. De l'Antinomie de la Vérité à la Fondation Ultime de la Raison. Vol. 2. Justice Politique et Démocratie Procédurale. Paris, Les Editions du CERF.
- FILLIEULE, Olivier et PECHU, Cécile (1993). Lutter Ensemble : Les Théories de l'Action Collective, Paris, L'Harmatan.
- Finley, MÁRIO I. (1981). Mythe, Mémoire, Histoire. Les Usages du Passé, Paris, Flammarion, traduction française .
- FREYRE, Gilberto (1963). Casa Grande e Senzala : Formação da Família Brasileira sob o Regime de Economia Patriarcal, Rio de Janeiro, José Olympio editora.
- FRIEDBERG, Erhard (1993). Le Pouvoir et la Règle. Dynamique de l'Action Organisée, Paris, Seuil.
- Furtado, Celso (1976). Théorie du Développement Economique, Paris, PUF, (traduction française).

- GALLIE, Duncan (1978) . In Search of the New Working Class – Automation and Social Integration Within the Capitalist Enterprise. Cambridge, University Press.
- GIDDENS, Anthony. (1987), La Constitution de la Société, Paris, PUF, traduction française.
- Goffman, Erving, (1991) Les Cadres de l'Expérience, Paris, Minuit, Collection "Le Sens Commun", traduction française.
- GOODY, Jack (1996). L'Homme, L'Écriture et la Mort (entretiens avec Pierre-Emmanuel Dauzot), Paris, Les Belles Lettres.
- GRAMSCI, Antonio. (1996), Cahiers de Prison, Paris, Gallimard, traduction française.
- Grayson, Georges W. (1980). The Politics of Mexican Oil, University of Pittsburgh Press, Pittsburgh,.
- GUIMARÃES, Antônio Sérgio ; Agier, Michel et Castro, Nádyá. (1995), Imagens e Identidades do Trabalho, HUCITEC-ORSTOM, São Paulo.
- GUIMARÃES, Antônio Sérgio ; LORZA, Fanny Rubio ; LOPES, Fernando ; KRAYCHETE SOBRINHO, Gabriel ; CASTRO, Nádyá Araújo et Falcón, Pery (1994). Repensando uma Década. A Construção da CUT na Bahia nos Anos Oitenta. Salvador, UFBa.
- Gurvitch, Georges. (1963), La Vocation Actuelle de la Sociologie, Paris, PUF.
- HABERMAS, Jürgen. (1993), La Technique et la Science Comme <<Idéologie>>. Paris, Gallimard, collection TEL, traduction française.
- Halbwachs, Maurice. (1994),Les Cadres Sociaux de la Mémoire, Paris, Albin Michel, (1ère édition en 1925), avec postface de Gérard Namer.
- Halbwachs, Maurice. (1968), La Mémoire Collective, Paris, PUF, (1ère édition en 1949).
- Hirschman, Albert. (1983), Bonheur Privé, Action Publique, Paris, Fayard, Collection "L'Espace Publique", Traduction Française.
- Hobsbawn, Eric et Ranger, Thomas. (1983), The Invention of Tradition, Cambridge, Cambridge University Press.
- Hobsbawn, Eric (1992). Nations et Nationalismes depuis 1780 : Programme, Mythe, Réalité, Paris, Gallimard, traduction française.
- HUMPHREY, John. (1982) Fazendo o Milagre : Controle Capitalista e Luta Operária na Indústria Automobilística Brasileira, Petrópolis, Vozes/CEBRAP.
- Jacquet, Pierre et Nicolas, Françoise (1991). Pétrole, Crises, Marchés, Politiques, Dunod, Paris.
- Jancsó, Istvan (org.) (1969). Mão de Obra operária-Industrial na Bahia., Salvador, SETRABES/CPE.
- KUHN, Thomas S. (1983). Les Structures des Révolutions Scientifiques, Paris, Flammarion, collection Champs, traduction française.
- LABICA, Georges (1987). Karl Marx: Les Thèses sur Feuerbach. Paris, PUF, collection Philosophies.
- LAPLANTINE, François (1987). Clefs pour l'Anthropologie, Paris, Seghers.
- LATOURET, Bruno. (1996), Pétite Réflexion sur le Culte Moderne des Dieux Faitiches,

- Paris, SYNTHELABO, Collection "Les Empêcheurs de Penser Rond".
- Le Goff, Jacques. (1988), Histoire et Mémoire, Paris, Gallimard.
- LENINE, Vladimir Iliitch (1966). Que Faire, Paris, Editions du Seuil.
- Lenine, Vladimir Iliitch (1971). Impérialisme, Stade Suprême du Capitalisme, Paris, Editions Sociales, (traduction française).
- Lévi-Strauss, Claude (1974). Anthropologie Structurale, Paris, Plon, pp. 9-39.
- Lévi-Strauss, Claude (1977). L'Identité. Séminaire Interdisciplinaire du Collège de France, Paris, PUF, 2ème édition, 1987.
- Love, Joseph L. (1971). Rio Grande do Sul and Brazilian Regionalism, 1882-1930. Stanford, Stanford University Press.
- LUXEMBOURG, Rosa. Greve de Massas, Partido e Sindicatos, Editora Centelha, Porto, sans date (traduction portugaise).
- MALLET, Serge (1969). La Nouvelle Classe Ouvrière, Paris, Editions du Seuil.
- Marinho Jr, Ilmar Penna (1989). Petróleo : Política e Poder. Rio de Janeiro, José Olympio.
- MARONI, Amnêris. (1982) A Estratégia da Recusa - Análise das greves de maio de 1978, São Paulo, Brasiliense.
- MARTINS, Luciano (1976). Pouvoir et Développement Économique. Formation et Évolution des Structures Politiques au Brésil. Paris, Éditions ANTHROPOS.
- MARX, Karl et ENGELS, Friedrich (1968). L'Idéologie Allemande, Paris, Les Editions Sociales, traduction française.
- MAUSS, Marcel (1983). Sociologie et Anthropologie, Paris, PUF (8^{ème} édition).
- MAURICE, Marc ; SELLIER, François ; SILVESTRE, Jean-Jacques (1982). Politique d'Éducation et Organisation Industrielle en France et en Allemagne. Essai d'Analyse Sociétale. Paris, PUF.
- Mattoso, Katia M. de Queirós. (1979), Être Esclave au Brésil (XVIème-XIXème), Paris, Hachette.
- Michels, Robert (1971). Partis Politiques : Essai sur les Tendances Oligarchiques des Démocraties, Paris, Flammarion, (traduction française).
- MIRANDA, Maria A. Tibiriçá (1983). O Petróleo é Nosso. A Luta Contra o Entreguismo, pelo Monopólio Estatal Petrópolis, VOZES.
- MEAD, Georg H. (1963), L'Esprit, le Soi et la Société, Paris, traduction française.
- MOURIAUX, René (1986). Le Syndicalisme Face à la Crise. Paris, La Découverte.
- Murat, Daniel (1969). L' Intervention de l' État dans le secteur Pétrolier en France , Ed. Technip , Paris.
- Nascimento, Abdias (1982). Quilombismo, Rio de Janeiro, Vozes.
- NAVILLE, Pierre (1963). Vers L'automatisme Social, Paris, Gallimard.
- NEIVA, Jucy (1986). Conheça o Petróleo, Rio de Janeiro, Ao Livro Técnico, 1986.
- Nora, Pierre (sous la direction). (1984), Les Lieux de la Mémoire, Paris, Gallimard.
- O'Donnel, Guillermo et SCHMITTER, Philippe (1988).. Transições do regime Autoritário

- : Primeiras Conclusões. São Paulo, Vértice.
- Oliveira, Francisco de (1987). A Economia Brasileira : Crítica à Razão Dualista, Rio de Janeiro, Vozes (5ème édition, 1ère édition de 1972).
- Oliveira, Francisco de (1985). Elegia Para uma Re(li)giao, Rio de Janeiro, Paz e Terra, (4ème édition, 1ère édition de 1977).
- Oliveira, Francisco de (1987). O Elo Perdido : Classe e Identidade de Classe, São Paulo, Brasiliense.
- OLIVEIRA Jr., Franklin (1996). A Usina dos Sonhos, Salvador, Empresa Gráfica da Bahia.
- ORTIZ, Renato (1985). Cultura Brasileira e Identidade Nacional, São Paulo, Brasiliense.
- Ortiz, Renato(1988). A Moderna Tradição Brasileira. Cultura Brasileira e Indústria Cultural, São Paulo, Brasiliense.
- PASSERON, Jean-Claude. (1991), Le Raisonnement Sociologique. L'Espace Non-Poppérien du Raisonnement Naturel, Paris, Nathan.
- PECAUT, Daniel (1989). Entre le Peuple et la Nation: les Intellectuels et la Politique au Brésil, Paris, Ed. de la Maison des Sciences de l'Homme, collection Brasília.
- Piore, Michael J. et Sabel, Charles F. (1989). Les Chemins de la prospérité(trad. française), Hachette, Paris.
- Popper, Karl (1956), Misère de l'Historicisme. Paris, Plon, (traduction française).
- RAMALHO, José Ricardo. (1989), Estado Patrão e Luta Operária : O Caso FNM, Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- REIS, José. (1986) Rebelião Escrava no Brasil : A História do Levante dos Malês (1835), São Paulo, Brasiliense.
- Reynaud, Jean-Daniel (1982). Sociologie des Conflits du Travail, Paris, PUF, collection Que Sais-je.
- REYNAUD, Jean-Daniel (1989). Les Règles du Jeu. L'Action Collective et la Régulation Sociale, Paris, Armand Colin.
- Ribeiro, Darcy (1995). O Povo Brasileiro : A Formação e o Sentido do Brasil, São Paulo, Cia. das Letras.
- RICOEUR, Paul. (1983-1985), Temps et Récit, Paris, Seuil.
- Ricoeur, Paul (1970). Le Conflit d'Interprétations, Paris, Seuil.
- Risério, Antônio. (1984) Carnaval Ijexá, Salvador, Axé, série Baianada.
- Rodrigues, José Albertino (1979). Sindicato e Desenvolvimento no Brasil, São Paulo, Símbolo.
- RODRIGUES, Leôncio Martins (1990). CUT : os militantes e a ideologia, São Paulo, Paz e Terra.
- Ronsavallon, Pierre (1988). La Question Syndicale, Paris, Calman-Lévy.
- SADER, Eder. (1988), Quando Novos Personagens Entraram em Cena, São Paulo, Paz e Terra.
- Sapir, Edward (1967). Anthropologie, Paris, Editions du Minuit, collection Points,

- (traduction française).
- Sartre, Jean Paul (1986). Questions de Méthode. Paris, Gallimard, Collection TEL, (1ère édition 1960).
- SCHUTZ, Alfred.(1994) Le Chercheur et le Quotidien. Paris, Méridiens Klincksieck, traduction française.
- Segrestin, Denis (1985). Le Phénomène Corporatiste, Paris, Fayard.
- SERRES, Michel (1994), Eclaircissements, Entretiens avec Bruno Latour, Paris, Flammarion, collectif CHAMPS.
- SIMÃO, Azis (1966). Sindicato e Estado, São Paulo, Dominus.
- SKIDMORE, Thomas (1982). Brasil: de Getúlio Vargas a Castelo Branco (1930-1964), Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- Smith, Peter S. (1978) .Petróleo e Política no Brasil, Rio de Janeiro, Arte Nova.
- SUAREZ, Marcos Alban. (1986), Petroquímica e Tecnoburocracia : Capítulos do Desenvolvimento Capitalista no Brasil São Paulo, HUCITEC.
- SUE, Roger. (1994) Temps et Ordre Social : Sociologie des Temps Sociaux, Paris, PUF.
- Tavares, Luiz Henrique Dias. (1966), O Problema da Involução Industrial na Bahia, Salvador, Universidade Federal da Bahia.
- Tavares, Luiz Henrique Dias. (1987), História da Bahia, São Paulo, ATICA, (8ème édition).
- THOMPSON, Edward P. (1988). La Formation de la Classe Ouvrière Anglaise, Paris, EHESS-Gallimard-Seuil, (traduction française).
- Touraine, Alain et Ragazzi, O. (1961). Ouvriers d'Origine Agricole, Paris, Seuil.
- TOURAINÉ, Alain. (1973), Production de la Société, Paris, Seuil.
- TOURAINÉ, Alain ; DUBET, François ; WIEVIORKA, Michel et STRZELECKI, Jan (1982). Solidarité : Analyse d'un Mouvement Social, Pologne, 1980-1981. Paris, Fayard.
- TOURAINÉ, Alain (1988). La Parole et le Sang. Politique et Société en Amérique Latine, Paris, Editions Odile Jacob.
- UNESCO. (1975), Les Cultures et le Temps, Paris, UNESCO.
- VATIN, François (1987). La Fluidité Industrielle, Paris, Méridiens-Klincksieck.
- VARGAS, Getúlio. A Política Nacionalista do Petróleo no Brasil, Rio de Janeiro, Tempo Brasileiro, 1964.
- VIANA, Luiz Werneck (1976). Liberalismo e Sindicato no Brasil, Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- Villar, Pierre (1977). La Catalogne dans l'Espagne Moderne : Recherche sur les Fondements Economiques des Structures Nationales, Paris, Flammarion.
- WEBER, Max (1962). Essais Sur la Théorie de la Science, Paris, Plon, traduction française.
- Weffort, Francisco (1978). O Populismo na Política Brasileira, Rio de Janeiro, Paz e Terra.

WEFFORT, Francisco (1992). Qual Democracia?, São Paulo, Companhia das Letras.
Wieviorka, Michel & Trinh, Sylvaine (1989). Le Modèle EDF, Paris, La Découverte.
WOODWARD, Joan (1965). Industrial Organization, Theory and Practice, London.

II- Chapitres de livres

- Aboites, Jaime ; Casassus-Montero, Cecilia (1990). Les Relations État-Industrie au Mexique. in : De l'Économie Planifiée à l'Économie de Marché , pags. 283 à 310, sous la direction de Claude Durand, PLUBISUD, Paris,
- ABRAMO, Laís Wendel (1985). "Empresários e Trabalhadores : Novas Idéias e Velhos Fantasmas" in : El Sindicalismo Latinoamericano en los Ochenta, pp. 121-132, actes du Séminaire de la Comisión de Movimientos Laborales de la CLACSO (Comité Latino-américain de Sciences Sociales), Santiago de Chile, mai.
- ABRAMO, Laís Wendel (1988). "Greve Metalúrgica em São Bernardo : Sobre a Dignidade do Trabalho" in : Kowarick, Lúcio (sous la direction) As Lutas Sociais e a Cidade, São Paulo, Paz e Terra-UNRISD, pp.207-245.
- AGIER, Michel et CASTRO, Nádyá. (1989). "Et d'Ici Cinq Ans, Crier : Liberté ; Projet Ouvrier et Destins Personnels Parmi les Travailleurs et Leaders Syndicaux de la Nouvelle Industrie de Procès à Bahia, Brésil", Biographies et Société/Pratiques Sociales et Travail en Milieu Urbain. Paris, ORSTOM, n° 13/11, pp. 3-32.
- ALMEIDA, Maria Hermínia T. de (1985). "Sindicalismo Brasileiro e Pacto Social", in : El Sindicalismo Latinoamericano en los Ochenta, pp. 109-119, actes du Séminaire de la Comisión de Movimientos Laborales de la CLACSO (Comité Latino-américain de Sciences Sociales), Santiago de Chile, mai.
- Araújo, Genice Batista ; Andrade, Júlio César et Neves, Paulo S. da Costa (1993). "Ideologia e Prática Sindical : Estudo de Caso com Trabalhadores do Refino do Petróleo." in Castro, Nádyá A. (sous la direction de). Relações Sindicais e Práticas Sindicais na Bahia, Salvador, UFBa.
- BAVA, Sílvio Caccia (1988). "A luta nos bairros e a luta sindical" in : Kowarick, Lúcio (sous la direction) As Lutas Sociais e a Cidade, São Paulo, Paz e Terra-UNRISD, pp. 287-313.
- BOITO JR., Armando (1991). "Reforma e Persistência da Estrutura Sindical" in : Boito Jr., Armando (sous la direction). O Sindicalismo Brasileiro nos Anos 80, São Paulo, Paz e Terra, pp.45-91.
- BUNEL, Jean (1990). "Action Syndicale et Système de Relations Professionnelles en Argentine", in : Reynaud, Jean-Daniel (sous la direction), Les Systèmes de Relations Professionnelles, Lyon, CNRS, pp. 43-57.
- Castro, Nádyá A. & Guimarães, Antônio Sérgio (1988). " Espaços Regionais de Construção da Identidade : a Classe Trabalhadora no Brasil pós-77", in Ciências Sociais Hoje, 1988. São Paulo, ANPOCS-Vértice.

- Castro, Nádyá A. (1995), " O Movimento Operário Baiano nos anos Oitenta : Retomando Alguns Elos na Dinâmica do Mercado Regional do Trabalho e da Conformação da Classes Sociais na Bahia." in : Castro, Nádyá A. (sous la direction) Relações de Trabalho e Práticas Sindicais na Bahia, Salvador, UFBa.
- CASTRO, Nádyá A. et GUIMARÃES, Antônio Sérgio (1995). "Classe Proletária e Trabalhadores Prósperos" in, Guimarães, Antônio Sérgio ; AGIER, Michel et Castro, Nádyá A.. Imagens e Identidades do Trabalho, São Paulo, HUCITEC/ORSTOM.
- Charachidzé, Georges. (1994), "Ecriture de l'Histoire Géogienne ou la Mythologie Travestie", in Detienne, Marcel (sous la direction). Transcrire les Mythologies : Tradition, Ecriture, Historicité. Paris, Albin Michel, pp. 203-224.
- Couffignal, Georges (1993). "Mexique, Un Tournant Irréversible" in : L'État du Monde , pags.163-167, La Découverte, Paris.
- Durand, Claude et Durand, Michelle (1990). L' Intervention de l' État dans l'Industrie en France.in : De l' Economie Planifiée à l' Economie de Marché, sous la direction de Claude Durand, PUBLISUD, Paris.
- Faria, Vilmar . (1980), "Divisão inter-regional do trabalho e probeza urbana : o caso de Salvador" in :Souza, Guaraci Adeodato A. et Faria, Vilmar (sous la direction de) , Bahia de Todos os Pobres, Petropolis, VOZES, pp 23-40.
- FERRARROTI, Franco (1979). "Sur l'Autonomie de la Méthode Biographique", in DUVIGNAUD, Jean (sous la direction de), La Sociologie de la Connaissance, Paris Payot, pp. 131-152.
- Jacob, Christian. (1994), "L'Ordre Généalogique entre le Mythe et l'Histoire", in : Detienne, Marcel(sous la direction). Transcrire les Mythologies : Tradition, Ecriture, Historicité, Paris, Albin Michel, pp.169-202.
- LAUTIER, Bruno. (1993), "L'État-Providence en Amérique Latine: utopie légitimatrice ou moteur du développement?", in: Marques-Pereira, Bérengère (sous la direction), L'Amérique Latine: Vers la Démocratie?, Bruxelles, Editions Complexe, pp. 97-128.
- Leite, Márcia de Paula (1985). "Trabalhadores, Sindicatos e Partidos : A greve de 1957 em São Paulo", in : El Sindicalismo Latinoamericano en los Ochenta, pp. 235-244, actes du Séminaire de la Comisión de Movimientos Laborales de la CLACSO (Comité Latino-américain de Sciences Sociales), Santiago de Chile, mai.
- Lenclud, Gérard. (1994). "Qu'est-ce que la Tradition ?" in Detienne, Marcel (sous la direction), Transcrire les Mythologies : Tradition, Ecriture, Historicité. Paris, Albin Michel, pp. 25-44.
- NORONHA, Eduardo (1991). "A Explosão das Greves na Década de 80" in : Boito Jr., Armando (sous la direction). O Sindicalismo Brasileiro nos Anos 80, São Paulo, Paz e Terra, pp.95-135.
- Oliveira, Francisco de et Reichstul, Henri-Philippe. (1977), "Mudanças na Divisão Inter-Regional do trabalho no Brasil" in Oliveira, Francisco de. A Economia da Dependência Imperfeita. Rio de Janeiro, Graal.
- Pantarra, Neide L. (1986), "Dinâmica Populacional e Urbanização no Brasil : O Período pos-30", in : Fausto, Boris (sous la direction de). Historia Geral da Civilização Brasileira, Tomo III, O Brasil Republicano, Vol IV, pp. 247-268, São Paulo, DIFEL, 2ème édition.

- Pécaut, Daniel et Touraine, Alain (1976). "Conscience Ouvrière et Développement en Amérique Latine" in : Touraine, Alain ; Les Sociétés Dépendantes, Paris, DUCULOT, pp. 200-231.
- Prévôt-Schapira, Marie France (1982). Trabajadores del Petroleo y Poder Sindical en México. in : Energia en México, Ensayos sobre el Pasado y el Presente, pp. 143-149, M. S. Wionczek (coord.), El Colegio de México, México.
- RISÉRIO, Antonio (1988). "Bahia com H". in: Reis, João José (org.) Esclavidão e Invenção da Liberdade, São Paulo, Cia. das Letras.
- Rodrigues, Iran Jàcome (1991). "As Comissões de Empresa e o Movimento Sindical" in : Boito Jr., Armando (sous la direction). O Sindicalismo Brasileiro nos Anos 80, São Paulo, Paz e Terra, , pp.137-170.
- RODRIGUES, Leôncio Martins (1986). "Sindicalismo e Classe Operária : 1930-1964" in : Fausto, Boris (sous la direction) : História Geral da Civilização Brasileira, Tome III, vol. 10, pp. 507-555, São Paulo, DIFEL.
- RODRIGUES, Leôncio Martins (1991). "As Tendências Políticas na Formação das Centrais Sindicais" in Boito Jr., Armando (sous la direction). O Sindicalismo Brasileiro nos Anos 80, São Paulo, Paz e Terra, , pp. 11-42.
- Schmitter, Philippe (1974). "Still the Century of Corporatism ?" in Pike, Frederick B. et Strich, Thomas (sous la direction), The New Corporatism, Notre Dame, University of Notre Dame,.
- Schwartzman, Simon. (1974), "Uma abordagem Teórica ao Regionalismo político", in Mendes, Cândido. Crise e Mudança Social, Rio de Janeiro, Eldorado, pp 197-220.
- SILVA, Roque Aparecido da (1985). "Sindicatos e Sociedade na Palavra dos Metalúrgicos" in : El Sindicalismo Latinoamericano en los Ochenta, pp. 227-234, actes du Séminaire de la Comisión de Movimientos Laborales de la CLACSO (Comité Latino-américain de Sciences Sociales), Santiago de Chile, mai.
- SIMMEL, Georg. (1984), "Digressions Sur l'Etranger", in : GRAFMEYER, Yves et JOSEPH, Isaac (traduction et présentation). L'École de Chicago : Naissance de l'ecologie Urbaine, Paris, Aubier.
- SINGER, Paul (1980). "A Economia Urbana de um Ponto de Vista Estrutural: o Caso de Salvador", in: SOUZA, Guaraci A. A. et FARIA, Vilmar (sous la direction), Bahia de Todos os Pobres, Petrópolis, Vozes, pp. 41-69.
- Singer, Paul (1986). "Interpretação do Brasil : Uma Experiência Historica de Desenvolvimento", in : Fausto, Boris (sous la direction de). Historia Geral da Civilização Brasileira, Tomo III, Vol IV, O Brasil Republicano, pp. 209-245, São Paulo, DIFEL, 2ème édition.
- Szmrecsanyi, Tamás. (1986), "O Desenvolvimento da Agropecuária : 1930-1970", in Fausto, Boris (sous la direction de). História Geral da Civilização Brasileira, Tomo III, vol. IV, O Brasil Republicano, pp. 107-207, São Paulo, DIFEL, 2ème édition.
- TELLES, Vera da Silva (1988). "Anos 70 : experiências, práticas e lutas políticas" in : Kowarick, Lúcio (sous la direction) As Lutas Sociais e a Cidade, São Paulo, Paz e Terra-UNRISD, pp. 247-285.
- TOURAINÉ, Alain (1976). "Industrialisation et Conscience Ouvrière à São Paulo" in :

- Touraine, Alain, Les Sociétés Dépendantes, Paris, DUCULOT, pp. 163-185.
- Vergara, Francisco (1993). Tableau de Bord de l'Economie Mondiale en 1991-1992 in : L'État du Monde, pags. 588-594, Paris, La Découverte.
- Zapata, Francisco (1987a). "La Nacionalización de la Minas, los Mineros del Cobre y el Gobierno Militar en Chili", in: Zapata, Francisco, Trabajadores y Sindicatos en América Latina, México, Secretaria de Educacion Pública, 1987, pp. 93-123.
- ZAPATA, Francisco (1987b). "Los Petroleiros de Salamanca: Control Sindical y Consenso Obrero", in: Zapata, Francisco, Trabajadores y Sindicatos en América Latina, México, Secretaria de Educacion Pública, 1987, pp. 181-221.
- ZOLBERG, Aristide R. (1985). "L'Influence des Facteurs <<externes>> sur l'Ordre Politique Interne", in Madeleine Grawitz et Jean Leca (sous la direction de), Traité de Science Politique, Vol. 1, pp. 567-598, Paris, PUF.

III-Articles

- ALMEIDA, Maria Hermínia T. de (1975). "O Sindicato no Brasil : Novos Problemas, Velhas Estruturas" in DEBATE E CRITICA, n° 6.
- Almeida, Rômulo (1973). "Traços da História Econômica da Bahia no Último Século e Meio" in Planejamento, Salvador, Fundação de Pesquisas, CPE, vol 1, n°1, septembre-octobre.
- Aubrée, Marion (1996). "Tempo, História e Nação (O Curto-circuito dos Pentecostais)", in : Religião e Sociedade, n° 17 (1-2), pp. 77-88, Rio de Janeiro.
- AYOUB, Antoine (1994). "Oil : Economics and Politics" in ENERGIA, n°1, mars, pp.81-104.
- BARRERE-MAURISSON, Marie-Agnès (1987). "Gestion de la Main-d'Oeuvre et Paternalisme: Tradition et Modernité dans les Stratégies des Entreprises" in: Economie Sociale, n° 11/1987, pp. 41-56.
- Bastide, Roger. (1960), "Mythes et Utopies" in : Cahier Internationaux de Sociologie, XXVIII : 3-12.
- BASTIDE, Roger. (1970), "Mémoire Collective et Sociologie du Bricolage" in : L'Année Sociologique, n° 21, pp. 65-108.
- BERTAUX, Daniel (1980). "L'Approche Biographique : Sa Validité Méthodologique, Ses Potentialités", in: Cahiers Internationaux de Sociologie, vol LXIX, pp. 197-221.
- BERTAUX, Daniel (1988). "Fonctions Diverses des Récits de Vie dans le Processus de Recherche", in Sociétés : Histoires de Vie, Récits de Vie, n° 18, pp. 18-22.
- Bourdieu, Pierre (1984). "La Délégation et le Fétichisme Politique" in Actes de la Recherche en Sciences Sociales, n° 52/53, juin, pp. 49-55.
- Brandão, Maria de Azevedo (1994). "Baiano Nacional : a Formação de uma « língua Franca » do Brasil Contemporâneo", in Cadernos do CEAS, n° 149, janvier/février,

pp 51-60.

CABANES, Robert (1996) . "Travail et Syndicalisme. Entre Corporatisme, Clientélisme et Paternalisme (São Paulo, Brésil)", in LUSOTOPIE, pp. 313-331.

CABANES, Robert (1996) . "Le Gouvernement Cardoso, le Syndicalisme et les Partenaires Sociaux", in Problèmes d'Amérique Latine, n° 23 (nouvelle série), pp. 55-65.

Caire, Guy (1991). "Des Relations Industrielles Comme Objet Théorique", in Sociologie du Travail, 03/91, pp.375-401.

Cassese, Sabino (1992). Le Imprese Pubbliche dopo le privatizzazioni, in Stato e Mercato , n°35, août.

DEBOUZY, Marianne (1988). "Permanence du Paternalisme?" in: Le Mouvement Social, n° 144, juillet-septembre, pp. 4 -16.

Diaz, Rafael Loyola (1992). O Petroleo Mexicano na Perspectiva de um Tratado de Livre Comércio, in : Capitalismo e Tecnologia , Ano 13, n°1, Porto Alegre.

Diniz, Eli (1995). "Reformas Económicas y Democracia en el Brasil de los Noventa : las Cámaras Sectoriales Como Foro de Negociación" in : Revista Mexicana de Sociologia, 4/95, décembre 1995, pp. 61-93.

DURHAM, Eunice (1984). "Movimentos Sociais : a construção da cidadania" in NOVOS ESTUDOS CEBRAP, n° 10, Octobre.

FERRAROTTI, Franco (1993). "La Société Pluricentrique et le Destin du Syndicalisme" in : Revue Internationale des Sciences Sociales, n° 136, mai, pp. 453-461.

LECOMTE, Jacques (1994). "La Mémoire Déchiffrée", in: Sciences Humaines, n° 43, octobre, pp. 16-19.

Majone, Giandomenico et La Spina (1992). Antonio, "Deregulation" e Privatizzazione :Differenze e convergenze in : Stato e Mercato, n°35, août.

Mariani, Clemente. (1977), "Análise do Problema Econômico Baiano", in : Planejamento, vol. 5, n° 4, oct/dec.

NAVARRO, Angel de la Vega (1994). "Apertura de la Economía y Reorganización de la Industria Petrolera en México", in ENERGIA, n° 1, Mars, pp.29-53.

NÓVOA, Jorge (1990). "Nasce O Sindiquímica : A Fundação da ASPETRO na Conjuntura 1963/1964." in : Cadernos do Ceas, n° 124 et 125, Salvador, nov/dez 1989 et jan/fev.

O'Donnell, Guillermo (1991). "Democracia Delegativa", in NOVOS ESTUDOS CEBRAP, São Paulo, n° 31, oct.

Oliven, Ruben George. (1991), "Em Busca do Tempo Perdido : O Movimento Tradicionalista Gaúcho" in Revista Brasileira de Ciências Sociais, 6 (15), pp 41-51, février.

PENA-VEGA, Alfredo (1993). "La Modernisation en Panne : Du Désenchantement à l'Utopie. Les Contradictions de la Modernité dans l'Elite Brésilienne, in Cahiers du Brésil Contemporain, n° 22, septembre 1993, pp. 61-79.

PENEFF, Jean (1988). "Le Mythe dans L'Histoire de Vie", in : Sociétés : Histoires de Vie, Récits de Vie, n° 18.

- PENEFF, Jean (1996). "Les Débuts de l'Observation Participante ou les Premiers Sociologues en Usine", in: Sociologie du Travail, n°1/96, pp.25-44.
- PIZZORNO, Alessandro (1971). "Les Syndicats et l'Action Politique" in : Sociologie du Travail, 2, pp. 115-140.
- RENNÓ, Joel Mendes (1994). "Abertura", in Cadernos de Energia : O Setor Petrolífero Argentino e Brasileiro. Contextualização e Comparação, n°1, mars, pp. 13-24.
- RISÉRIO, Antônio (1995). "Carnaval : As cores da Mudança", in: Afro-Asia, n° 16, pp. 90-106.
- Santos, Milton. (1958), "Localização Industrial em Salvador", in : Revista Brasileira de geografia, année XX, n° 3, juillet-septembre, pp. 3-34.
- Santos, Milton. (1982), Passé et Présent dans les Relations entre Société et Espace, et Localisation Ponctuelle de l'Industrie Moderne dans l'Etat de Bahia, Communication au Colloque sur "Le Nouvel Espace Energétique et Industriel (Brésil, Mexique, Vénézuéla, France)", Centre de Recherche et de Documentation sur l'Amérique Latine, CNRS, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine, Université Paris III, Paris, mai.
- SCHNEIDER, Ben Ross (1995). "La Burguesía Desarticuda de Brasil", in : Revista Mexicana de Sociologia, 4/95, décembre 1995, pp. 135-153.
- WEFFORT, Francisco (1972). "Participação e Conflito Industrial : Contagem e Osasco, 1968", in Cadernos CEBRAP, n°5.
- Weffort, Francisco (1973). "Origens do Sindicalismo Populista no Brasil" in ESTUDOS CEBRAP, n° 4.
- Weffort, Francisco (1978 et 1979). "Democracia e Movimento Operário. Algumas Questões para a História do Período 1945-1964." in Revista de Cultura Contemporânea, CEDEC, n° 1 et 2,.
- Weffort, Francisco (1978). "Os Sindicatos na Política (Brasil :1955-1964)", in: Ensaio de Opinião, Rio.
- Zapata, Francisco (1997). "Le Syndicalisme Mexicain dans un Contexte de Crise Economique et Politique", in: Problèmes d'Amérique Latine, n° 27 (nouvelle série), 1997.

IV-Thèses et Rapports

- ALMEIDA, Manoel Bosco de ; SILVA, Luiz Artur da ; SOARES, Francisco de Assis. (1993), A Economia do Nordeste : Desempenho Recente. Relatório de Pesquisa, Fortaleza, Universidade Federal do Ceará, Mestrado em Economia, CAEN.
- Araújo, Genice Batista ; Andrade, Júlio César et Neves, Paulo S. da C. (1989). Ideologia e Prática Sindical, Salvador, Université Fédérale de Bahia (UFBA), mémoire de maîtrise.
- Azevêdo, José Sérgio Gabrielli de. (1975), Industrialização e Incentivos Fiscais na

- Bahia : Uma Tentativa de Interpretação Histórica, Salvador de Bahia, Université Fédérale de Bahia (UFBA), dissertation de "Mestrado".
- Diaz, Rafael Loyola (1981). PEMEX, Conflicto Laboral y organizacion Industrial (1938-1946) Instituto de Investigaciones Sociales, UNAM, Mexique.
- Erdens, Déa. (1973), L'Influence du Pétrole sur le Développement Régional : Le Recôncavo de Bahia et La Région de Barcelona au Vénézuéla, Thèse de 3ème cycle à l'Université Paris I.
- Galle, Raymond et Vatin, François (1980). Le Modèle de Fluidité : Etude Economique et Sociale d'une Raffinerie de Pétrole. Rapport du Laboratoire de Conjoncture et Prospective.
- Gonzalez, Narciso Gallegos (1980). Estudio Panorámico del Sindicato de Trabajadores Petroleros de la Republica Mexicana (STPRM), Faculté de Sciences Politiques et Sociales, Mexique.
- Guimarães, Antônio Sérgio A. (1982), A Formação e a Crise da Hegemonia Burguesa na Bahia, Salvador de Bahia, Université Fédérale de Bahia (UFBA), dissertation de "Mestrado".
- Morel, Regina L. M. . Empresa Estatal e Gestão da Força de Trabalho : Trabalhadores da Companhia Siderúrgica Nacional, Entre a "Dàdiva" e os "Direitos", rôneo.
- Ramalho, José Ricardo (1989). A Gestão Estatal, Sindicato e Política : As Contradições da Resistência. Texte présenté dans le Séminaire "Padrões Tecnológicos e Políticas de Gestão", São Paulo, 16 et 17 août.
- ROCHA, Francisco José Sales et SOARES, Francisco de Assis. (1993), Nordeste Brasileiro : Dinâmica Econômica dos Estados da Bahia, Pernambuco e Ceará. Fortaleza, Universidade Federal do Ceará, Mestrado en Economia, Série Texto Para Discussão (n° 129).
- SENAI (1977). A Mão-de-Obra na Indústria do Petróleo e da Petroquímica no Brasil : Características, Demanda e Oferta. Rio de Janeiro, MTB/SENAI/PETROBRAS.
- Silva, Jarbas N. M. (1971), Fédéralisme et Planification au Brésil Contemporain , Paris, Institut International d'Administration Publique, ronéo.
- Silva, Maria Auxiliadora da (1972). Les Migrations Pour le "Recôncavo" du Pétrole (État de Bahia). Thèse de Troisième Cycle, Université Louis Pasteur, Strasbourg.
- Sorj, Bila. Desenvolvimento e Crise de uma Política de Gestão da Força de Trabalho : Um Estudo de Caso. Ronéo.
- SUDENE, (1992) Relatório da Pesquisa Sobre o Desempenho da Indústria Incentivada do Nordeste. Recife, SUDENE-Banco do Nordeste.

V- Publications de l'entreprise et des syndicats

- AEPET (1997). Evolução das Remunerações Salariais e Gerenciais na PETROBRAS, Rio de Janeiro, AEPET.

- FONSECA, Arthur Duarte Candal (1968). Depoimento do Prsidente da PETROBRAS à Comissão de Minas e Energias da Câmara dos Deputados em 9/10/68. Rio de Janeiro, PETROBRAS.
- PETROBRAS (1957). Relatório do CENAP- 1957. Rio de Janeiro, Serviço de Pessoal/Divisão de Ensino/PETROBRAS.
- PETROBRAS (1976). Normas de Seleção da PETROBRAS, Rio de Janeiro, PETROBRAS.
- PETROBRAS (1988). Pesquisa : Avaliação da Integração Empregado/Organização, Rio de Janeiro, PETROBRAS/IA/FEA/USP.
- PETROBRAS (1989). I Seminário de Administração de Recursos Humanos do Sistema PETROBRAS, Rio de Janeiro, SERIND/ARSUD/PETROBRAS.
- PETROBRAS (1993). Recursos Humanos 93: Tendências das Relações Capital/trabalho, Rio de Janeiro, PETROBRAS.
- PETROBRAS (1993). Sistema PETROBRAS : Diagnóstico e Perspectiva. Rio de Janeiro, PETROBRAS.
- PETROBRAS (1994). Recursos Humanos na PETROBRAS, Rio de Janeiro, SERPLAN/SEREC/PETROBRAS.
- PETROBRAS (1994). Principais Indicadores, Rio de Janeiro, PETROBRAS.
- RLAM (1961). Diretiva 0013/60, Salvador, RLAM/PETROBRAS.
- SINDIPETRO. SINDIPETRO JORNAL (plusieurs numéros).
- SINDIPETRO. PETROLINO (plusieurs numéros).
- STIEP. BOLETIM INFORMATIVO (plusieurs numéros).
- STIEP. EXTRAPETRO (plusieurs numéros).

Annexes

Chronologie

1930 Révolution de 1930.

1937 Avec le soutien des militaires Getulio Vargas instaure le régime dit de l'État Nouveau, restreignant les libertés démocratiques.

7/07/38 Création du Conseil National du Pétrole (CNP).

Janvier 1939 La première découverte de pétrole en territoire brésilien est faite dans la banlieue de Salvador de Bahia.

1945 Fin de l'État Nouveau, Vargas est évincé du pouvoir.

1947 Contre la politique libérale du gouvernement, des groupes nationalistes organisent la campagne populaire "Le Pétrole est à Nous" pour la défense de l'idée du monopole étatique sur le pétrole.

Septembre 1950 La raffinerie de Mataripe entre en opération dans la région de Salvador de Bahia.

Octobre 1950 Getúlio Vargas est élu président de la République.

6/12/51 Vargas envoie au Congrès un projet de loi pour la création d'une compagnie

de pétrole nationale.

3/10/53 Après deux ans de négociations avec le Congrès, Vargas signe la loi de création de PETROBRAS.

1953 □ **1957** Après la création de PETROBRAS, les travailleurs de l'industrie du pétrole de l'État de Bahia commencent à s'organiser pour la création d'un syndicat.

24/08/54 Face à un ultimatum des militaires le sommant de renoncer au pouvoir, Vargas se suicide, laissant derrière lui une "lettre testament".

Avril 1955 Inauguration de la Raffinerie de Cubatão, à São Paulo.

04/04/1957 Création de l'Association de la Classe des Travailleurs de l'Industrie du Pétrole de l'État de Bahia.

26/11/1957 Création du Syndicat des Travailleurs de l'Industrie d'Extraction du Pétrole dans l'État de Bahia (STIEP).

Janvier 1959 Le Journal A TARDE, de Salvador de Bahia, organise la "Conférence sur le Pétrole" afin d'éveiller l'attention des Bahianais sur l'importance du pétrole dans l'économie de la région.

10/11/1959 Création du Syndicat des Travailleurs de l'Industrie de Distillation et Raffinage de Pétrole dans l'État de Bahia (SINDIPETRO).

01/11/1960 au 03/11/1960 Grève des travailleurs du raffinage de la PETROBRAS, dans l'État de Bahia, contre le paiement de salaires régionalisés. Cette pratique de paiement signifiait, en effet, que les ouvriers des États de Rio de Janeiro et São Paulo, où le marché du travail était plus compétitif, percevaient des salaires supérieurs aux ouvriers de l'entreprise d'autres États. Après trois jours de grève, l'entreprise accepte de changer sa politique salariale, renforçant énormément la légitimité des syndicats des petroleiros.

02/01/1961 Les présidents du SINDIPETRO□BA et du STIEP□BA participent au processus de nomination du président de la PETROBRAS, M. Geonísio Barroso, ingénieur de l'entreprise dans l'État de Bahia.

07/01/62 au 16/01/62 Après le renvoi, par le gouvernement, du Président de la PETROBRAS, M. Geonísio Barroso, les travailleurs de PETROBRAS dans l'État de Bahia paralysent leurs activités. Cette grève ne s'achèvera qu'après la divulgation du nom d'un politicien nationaliste, originaire de l'État de Bahia, pour assurer la direction de PETROBRAS : le député Francisco Mangabeira.

Mai/62 Après divulgation d'un manifeste signé par plusieurs chefs d'unités et ingénieurs de PETROBRAS contre le style administratif du président Francisco Mangabeira, les leaders syndicaux de l'État de Bahia menacent d'entrer en grève pour soutenir Mangabeira.

05/07/62 Grève générale appelée par la CGT (Centrale Syndicale hors la loi et sous contrôle de syndicalistes populistes et communistes) exigeant la nomination d'un "ministère composé par des politiciens nationalistes" par le gouvernement. Dans l'État de Bahia, les ouvriers liés au SINDIPETRO et au STIEP paralysèrent presque toutes les activités de la PETROBRAS dans l'État, exceptées celles considérées comme essentielles.

06/1963 Après l'éviction du président de PETROBRAS (Francisco Mangabeira) par le gouvernement, les syndicalistes font une nouvelle menace de grève pour obtenir la nomination d'un "nationaliste" à la tête de l'entreprise. L'affectation du général Albino Silva, qui appartenait au courant nationaliste de l'armée, à la présidence de PETROBRAS, ainsi que la nomination de deux ingénieurs proches des syndicalistes, à la direction de l'entreprise, rassure les petroleiros.

03/10/63 Nombreuses commémorations publiques à Salvador pour les 10 ans d'existence de la PETROBRAS. Les deux syndicats du pétrole de l'État y participent et confirment leur disposition à tout faire pour défendre l'entreprise.

01/04/64 □ **02/04/64** Après l'annonce du coup d'État militaire les syndicats du pétrole de l'État de Bahia, en écho au mouvement ouvrier du pays, appellent à la grève générale. De même, ils paralysent leurs activités pendant deux jours. Cependant l'échec de la grève générale au niveau national et l'intervention des militaires dans les syndicats provoque la fin de cette grève.

04/08/68 "Grève de la faim" (les travailleurs refusent de manger au réfectoire de l'entreprise) à la raffinerie Landulpho Alves (RLAM) pour une amélioration des salaires. Cette grève déclencha une intervention militaire dans le syndicat (SINDIPETRO), la destitution de sa direction par le Ministère du Travail ainsi que l'emprisonnement de son président.

01/03/69 Intervention du Ministère du Travail au STIEP par des raisons politiques.

Juillet 1975 Intervention du Ministère du Travail au STIEP.

29/09/81 au 02/10/81 Grève de la faim des travailleurs de la PETROBRAS dans tout le Brésil pour forcer l'entreprise à fixer des indices de salaires plus élevés que les taux d'inflation. Le STIEP □ BA et le SINDIPETRO □ BA y participent activement.

06/07/83 au 11/07/83 Grève des travailleurs de la RLAM contre les projets de loi du gouvernement de supprimer plusieurs avantages aux employés de la PETROBRAS. Cette grève qui devait compter avec la participation des ouvriers de toutes les unités de l'entreprise, ne sera déclenchée que par les raffineries de Bahia (RLAM) et une des raffineries de São Paulo (REPLAN □ Raffinerie du Plateau). La répression de ce mouvement est très violente. Les leaders des syndicats des deux raffineries seront licenciés ainsi que environ 10 % des ouvriers de chaque raffinerie.

Juillet 1984 Élection syndicale chez les travailleurs du raffinage à Bahia. Un groupe de syndicalistes conduit par un responsable syndical des années 60 obtient la victoire avec deux tiers des voix.

12/12/86 Les travailleurs du STIEP participent à une grève générale contre la politique économique du gouvernement.

10/03/87 Concentration des travailleurs devant les unités de la PETROBRAS en protestation contre les réajustements de salaires différenciés que l'entreprise a accordé à ses ingénieurs.

Juin 1987 L'élection pour la présidence du syndicat chez les travailleurs du raffinage oppose deux listes: l'une regroupant les tendances de la gauche et l'autre représentée par

des responsables syndicaux des années 60. Cette dernière obtient la victoire avec 75% des voix.

Novembre 1987L'élection syndicale au STIEP donne la victoire, avec deux tiers des voeux, aux responsables syndicaux en place. Ce fut une défaite pour la gauche syndicale.

03/05/88 au 04/05/88 Les travailleurs du STIEP participent à la grève générale des fonctionnaires et assimilés contre la politique de contrôle salarial du gouvernement.

11/11/88 au 21/11/88 Grève nationale des travailleurs de la PETROBRAS pour l'augmentation des salaires. Cette grève a été la plus longue de l'histoire de la compagnie jusqu'à 1989 et a déclenché une division politique au sein du gouvernement, ce qui a facilité l'adoption d'une solution favorable aux travailleurs. Dans l'État de Bahia les deux syndicats y auront participé.

14 et 15/03/89 Les deux syndicats de l'État de Bahia participent à la grève générale contre la politique économique du gouvernement.

28/04/89Le président de la République, José Sarney, signe la loi de réglementation du droit de grève des salariés travaillant dans des activités essentielles pour la population, dont les travailleurs du pétrole. Cette loi prévoit l'obligation pour les travailleurs d'assurer, en cas de grève, la satisfaction des besoins essentiels de la population.

Janvier 1990Grève nationale des travailleurs du pétrole (huit jours) pour des augmentations salariales. Les travailleurs retournent au travail après le jugement de la Justice du Travail.

Mai 1990L'élection syndicale au SINDIPETRO donne la victoire à une liste de gauche, avec 55% des voix exprimées.

Juin 1990 Grève nationale des petroleiros (10 jours), contre les licenciements que le président Collor de Mello commençait à mettre en place.

Septembre 1990Grève des petroleiros dans tout le pays (2 jours) pour obliger l'entreprise à ouvrir des négociations salariales.

Novembre 1990L'élection syndicale au STIEP donne la victoire à une liste de gauche, avec 55% des voix.

Mars 1991Grève nationale des petroleiros (24 jours). Durant cette grève, les syndicalistes du pétrole n'accepteront pas initialement la décision de la Justice du Travail leur ordonnant le maintien de 30% des travailleurs en activité. Toutefois, face à l'éventualité que la grève soit jugée illégale, les travailleurs décident le retour au travail.

22 et 23/05/91Grève Générale dans le pays. Les petroleiros de Bahia y participent.

Septembre 1991Grève nationale des travailleurs du pétrole (11 jours).

Novembre 1991 Crise interne à la direction de la gauche du STIEP.

Janvier 1992En raison des divergences entre les groupes de gauche représentés dans la direction du STIEP, celle-ci est dissoute et de nouvelles élections sont réalisées.

05 et 06/07/94 Les petroleiros de Bahia participent à la grève générale appelée par la CUT.

Septembre 1994 Grève nationale des travailleurs du pétrole. Cette grève prend fin seulement après des négociations entre les syndicalistes et le président de la République.

Octobre 1994 L'élection présidentielle donne la victoire à l'ancien Ministre de l'Économie, Fernando Henrique Cardoso, responsable de la mise en application du Plan Real, lequel réussit à faire baisser l'inflation brésilienne.

Novembre 1994 Alléguant que l'entreprise ne respectait pas les accords établis avec le président de la république en septembre 1994, les travailleurs du pétrole entrent en grève. Un nouvel accord avec des responsables du gouvernement sortant mettra fin à ce mouvement.

3/05 à 2/06/95 Les travailleurs du pétrole réalisent une grève nationale pour obliger l'entreprise à respecter les accords signés l'année précédente et pour éviter que le gouvernement envoie au Congrès un projet de loi mettant fin au monopole d'État sur le pétrole. Sans soutien populaire, les travailleurs retourneront au travail sans avoir obtenu aucun avantage.

07/06/95 Le Congrès National vote la fin du monopole d'État sur le pétrole, par 364 voix contre 141, démontrant ainsi les transformations symboliques en cours autour de la question pétrolière dans le pays.

Grille d'entretiens

I- Parcours avant L'embauche à petrobras

- a) Date et lieu de naissance ;
- b) origine social ;
- c) situation familiale ;
- d) activité professionnelle des parents ;
- e) itinéraire scolaire ;
- f) expérience professionnelle antérieure ;
- g) participation à des mouvements collectifs et politiques (mouvement étudiant, partis politiques, etc.).

II- Modalité et Date d'embauche à petrobras

- a) Date et lieu d'embauche à PETROBRAS ;
- b) modalité d'embauche (concours, réseau amical, etc.) ;
- c) comment a-t-il été informé de possibilités d'embauche à PETROBRAS ;
- d) en cas d'embauche par concours, quelles étaient les exigences en termes de formation, en terme d'expérience antérieure, etc. ;
- e) y a-t-il eu des investigations socio-politiques réalisées par l'entreprise ? ;

- f) principale motivation pour vouloir être embauché à PETROBRAS ;
- g) représentation de l'entreprise ;
- h) fonction initiale occupée dans l'entreprise ;
- i) promotion interne : par quels moyens (concours internes, etc.) ?

III- premières impressions sur le travail et la compagnie

- a) premières impressions sur PETROBRAS (points positifs et points négatifs) ;
- b) premières impressions sur les rapports hiérarchiques ;
- c) " " sur le quotidien professionnel ;
- d) valeur accordée aux avantages économiques et sociaux ;
- e) quelle vision sur les conditions et la gestion du travail de l'époque.

iv- conditions et gestion du travail à petrobras

- a) évaluation des conditions de travail dans l'entreprise ;
- b) contenu du travail (description des tâches) ;
- c) état des équipements (de production, de sûreté, etc.) ;
- d) changements technologiques au cours du temps ;
- e) niveau d'effort physique de l'activité ;
- f) fréquence des accidents du travail ;
- g) conditions de logement et qualité de la nourriture fournie par l'entreprise ;
- h) durée de la journée du travail (par poste? heures supplémentaires? etc.) ;
- i) organisation du travail (qui fait quoi? qui est le responsable? etc.) ;
- j) rapports hiérarchiques ;
- k) fautes considérées comme graves ;
- l) punitions les plus fréquentes ;
- m) règles en vigueur pour la promotion interne ;
- n) niveau salarial ;
- o) avantages sociaux.

v- activités syndicales à petrobras

- a) Participation personnelle ;
- b) actions syndicales les plus importantes (vécues ou connues par les récits d'autres personnes, etc.) ;
- c) présence des responsables syndicaux sur les lieux de travail (par le passé et actuellement) ;
- d) stratégies de mobilisations développées actuellement et par le passé (rassemblements, réunions, grèves, etc.) ;

e) participation des syndicats (passée et actuelle) dans les décisions de la compagnie (lesquelles ?) ;

f) rapports entre les syndicats et les gouvernements ;

g) rapports entre les syndicats et les partis politiques ;

h) principales conquêtes et défaites syndicales ;

i) responsables syndicaux ayant marqué le plus la vie syndicale (pourquoi ?) ;

VI- autres engagements

a) participation à des partis politiques ?

b) participation à des mouvements sociaux ?

c) liens avec l'Église ?

d) participation à d'autres activités associatives ?

VII- Nationalisme et monopole d'État sur le pétrole

a) importance du monopole d'État sur le pétrole ;

b) rôle des travailleurs du pétrole dans la défense de PETROBRAS ;

c) directions de l'entreprise sont des alliées ou des adversaires ?

d) gouvernements ayant le plus oeuvré pour la défense de PETROBRAS ;

e) gouvernements opposés au monopole d'État sur le pétrole.

VIII- Considérations finales

a) tendances de la question pétrolière ;

b) perspectives actuelles de l'action syndicale des petroleiros.